


3 1761 1164993 0



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116499930>

Government
Publishers

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 19

Tuesday, March 23, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 19

Le mardi 23 mars 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Miscellaneous Estimates

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Estimates for the fiscal year ending March
31, 1972, relating to Treasury Board

CONCERNANT:

Le Budget pour l'année fiscale se terminant le
31 mars 1972, se rapportant au
Conseil du Trésor

APPEARING:

The Hon. C. M. Drury,
President of the Treasury Board

COMPARAÎT:

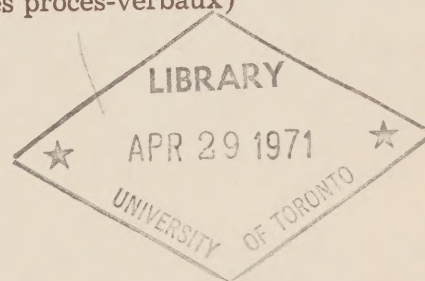
L'honorable C. M. Drury,
président du Conseil du Trésor

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

Vice-Chairman:

and Messrs.

Blair
Carter
Clermont
Downey
Dupras
Forget

Goode
Gillespie
Guay (*St. Boniface*)
Langlois
Peddle
Ricard

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand E. Leblanc

Vice-président:

et Messieurs

Ritchie
Rock
Rodrigue
Serré
Skoberg
Skoreyko
Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(20)

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On March 23, 1971:

Mr. Goode replaced Mr. Gendron

Mr. Langlois replaced Mr. LeBlanc (*Rimouski*)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le 23 mars 1971:

M. Goode remplace M. Gendron

M. Langlois remplace M. LeBlanc (*Rimouski*)

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, March 23, 1971
(27)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 9.39 a.m. The Chairman, Mr. Leblanc (*Laurier*) presided.

Members present: Messrs. Blair, Clermont, Goode, Gillespie, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(8)

Other member present: Mr. Francis, M. P.

Appearing: The Honourable C. M. Drury, President of Treasury Board.

Witnesses: Officials of Treasury Board Secretariat: Messrs. A. W. Johnson, Secretary of the Treasury Board; G. F. Osbaldeston, Deputy Secretary, Administrative Policy Branch; B. A. MacDonald, Director General, Budget Coordination; C. C. Tuck, Director, Compensation and Classification Division; H. D. Clark, Director, Pensions and Insurance Division; R. Bonnar, Director, Finance, Personnel and Administration.

The Committee resumed consideration of the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972, relating to the Treasury Board.

The Chairman called Item 1 and introduced the Hon. C. M. Drury and his officials.

Then, the Minister, assisted by his officials responded to questioning.

The questioning completed, at 10.40 a.m. the Committee adjourned until 9.30 a.m. Thursday, March 25, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 23 mars 1971
(27)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit ce matin à 9 h 39. Le président, M. Leblanc (*Laurier*), occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Clermont, Goode, Gillespie, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(8)

Autre député présent: M. Francis.

Comparaît: L'hon. C. M. Drury, président du Conseil du trésor.

Témoins: Hauts fonctionnaires du Secrétariat du Conseil du trésor: MM. A. W. Johnson, secrétaire du Conseil du trésor; G. F. Osbaldeston, sous-secrétaire, direction de la politique administrative, B. A. MacDonald directeur général, coordination du budget; C. C. Tuck, directeur, Division de la compensation et de la classification; H. D. Clark, directeur, Division des pensions et de l'assurance, R. Bonnar, directeur, finance personnel et administration.

Le Comité reprend l'étude des prévisions budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972 concernant le Conseil du trésor.

Le président met en délibération le poste n° 1 et présente l'hon. C. M. Drury et ses hauts fonctionnaires.

Le ministre répond ensuite aux questions, avec l'aide des hauts fonctionnaires.

A la fin de la période de questions, à 10 h 40 du matin, le Comité suspend ces travaux jusqu'à 9 h 30 du matin, le jeudi 25 mars 1971.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, March 23, 1971

• 0938

[Text]

The Chairman: Order. This morning we are resuming the debate regarding the Estimates for the Fiscal Year ending March 31, 1972, relating to Treasury Board. This will be the third sitting with the Hon. C. M. Drury, President of the Treasury Board. The officials of the Treasury Board who are present this morning are: Mr. A. W. Johnson, Secretary of the Treasury Board; Mr. G. F. Osbaldeston, Deputy Secretary, Program Branch; Mr. G. Cousineau, Deputy Secretary, Administrative Policy Branch; Mr. B. A. MacDonald, Director General, Budget Co-ordination; Mr. C. C. Tuck, Director, Compensation and Classification Division; Mr. H. D. Clark, Director, Pensions and Insurance Division and Mr. R. Bonnar, Director, Administrative, Financial Personnel Services Branch.

Do you have any questions for the Minister?

Those estimates are to be found on pages 27-4, 27-10, 27-14, and 27-18—Votes 1, 5, 10, 15, 20, and 25. Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, . . .

• 0940

Le président: Il semble y avoir un problème technique. Je regrette, monsieur Clermont, j'espère que les techniciens vont pouvoir régler ces problèmes au plus tôt.

Monsieur Clermont.

M. Clermont: Merci, monsieur le président. Monsieur Drury, je vois que le Conseil du Trésor demande pour le programme des éventualités du gouvernement, de 1971-1972 une somme de 75 millions. Or les crédits approuvés pour 1970-71 étaient de 80 millions, soit une diminution de 5 millions. Mais les dépenses réelles en 1969-1970 se chiffraient à \$58,655,979. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi? Ce n'est pas que je sois mécontent du fait que vous demandiez 5 millions de moins mais est-ce que ça veut dire que vous allez nous revenir avec 2, 3 ou 4 demandes de crédits supplémentaires?

M. Drury: Non, monsieur Clermont, nous n'avons pas l'intention de revenir chercher un supplément. La somme de 80 millions était une prévision pour l'année passée. Nous avons découvert que nous avions demandé un peu trop et cette année, nous espérons réussir, malgré les imprévus, à boucler notre budget avec une somme de 75 millions. Il n'y rien de spectaculaire là-dedans.

M. Clermont: Le crédit 10, monsieur le président, qu'on trouve à la page 27-13 et qui traite du programme des contributions de l'employeur au régime de prestations des employés, vous demandez une augmentation pour 1971-72 de \$27,445,000, quoi que les

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 23 mars 1971

[Interpretation]

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous continuons ce matin l'étude des prévisions budgétaires du Conseil du trésor pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972. C'est votre troisième séance avec l'hon. C. M. Drury, président du Conseil du trésor. Nous avons avec nous, ce matin, certains hauts fonctionnaires du Conseil du trésor: M. A. W. Johnson, secrétaire du Conseil du trésor; M. G. F. Osbaldeston, sous-secrétaire direction des programmes; M. G. Cousineau, sous-secrétaire, direction de la politique administrative; M. B. A. MacDonald, directeur général, coordination budgétaire; M. C. C. Tuck, directeur de la Division de la compensation et de la classification; M. H. D. Clark, directeur de la Division des pensions et des assurances, et M. R. Bonar, directeur de l'administration, des finances et du personnel.

Voulez-vous poser des questions au ministre?

Vous trouverez ces prévisions budgétaires aux pages 27-5, 27-11, 27-15 et 27-19. Ce sont les crédits 1, 5, 10, 15, 20 et 25. Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman . . .

The Chairman: We seem to be experiencing technical difficulties. I am sorry, Mr. Clermont, I hope the technicians will have those problems solved as soon as possible.

Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman. I see on page 10, Mr. Drury, that the Treasury Board is requesting for 1971-72 an amount of \$75 million for the Government Contingencies Program. The approved estimates totalled \$80 million for 1970-71, which means a decrease of \$5 million. The actual expenditures in 1969-70 amounted to \$58,655,979. Could you give us an explanation on that? I do not want to imply that I am not satisfied with the fact that you are requesting \$5 million less, but does this mean that you will be back with two, three or four requests for supplementary estimates?

Mr. Drury: No, Mr. Clermont, we do not intend to come back and ask for more money. The amount of \$80 million was only an estimate for last year. We found out that we had asked for a little bit too much and this year, in spite of contingencies, we hope to be able to balance our budget with \$75 million. There is nothing spectacular about this.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, with vote 10, which can be found on page 27-12 and deals with the employer contributions to employee benefit plans, you are asking for an increase of \$27,445,000 for 1971-72, even though the actual expenditures for

[Texte]

dépenses réelles pour 1969-1970 se chiffraient à \$203,571,000 ce qui fait une différence de près de \$98 millions entre les années 1969-1970 et 1971-1972. Cette augmentation est-elle normale?

Mr. Drury: Vous savez, monsieur le président, que pendant l'année qui vient de passer on a augmenté la contribution de l'employeur surtout aux programmes d'assurance-maladie. Il faut donc augmenter la somme prévue pour les contributions aux programmes sociaux dans lesquels est impliqué l'employeur, c'est-à-dire la Fonction publique. Pour cette raison il faut augmenter le crédit. On sait bien que le nombre des employés de la Fonction publique a augmenté, que les salaires ont augmenté; par conséquent, il faut que l'État, à titre d'employeur, augmente ses contributions au Régime des pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec. Il y a eu légère augmentation du nombre des fonctionnaires et hausse des salaires dans la Fonction publique.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Merci, pour le moment, monsieur le président.

The Chairman: Are there any further questions for the Minister?

Mr. Ritchie: Mr. Drury, what is the government's arrangement for paying civil servants' medicare premiums in the various provinces in which such civil servants reside?

Mr. Drury: The general formula is that the government as employer shares one half the cost of medicare in provinces where half the cost represents quite a substantial figure and where the financing of medicare is, through premiums, levied on employees. Provinces where medicare is financed, generally speaking, by means other than premiums, notably Nova Scotia, where it is financed through means of a sales tax, the federal government as employer contributes directly to the employee, one half the cost of the federal share of the provincial medicare program, or one quarter of the per capita cost of medicare in the province.

Mr. Ritchie: What is paid then to the civil servant in Nova Scotia?

Mr. Drury: Payment to the employee is directly made as a reimbursement of expenses he is deemed to have incurred in the payment of the sales tax or other taxes used to finance the provincial share of medicare, calculated on a per capita basis and representing one quarter of the cost of medicare in the province. For the province of Nova Scotia the figure is \$2.63 per month.

Mr. Ritchie: That is to an income tax payer.

Mr. Drury: To the employee.

Mr. Ritchie: And that includes his whole family.

Mr. Drury: The \$2.63 figure will include the family, a married federal employee with more than one dependent.

Mr. Ritchie: In such a province as Manitoba, where the premium brings in only a very small portion of the total cost of hospital and medicare for the province, how do you arrange it?

Mr. Drury: In a case like that we would calculate one quarter of the per capita cost of the medicare program in the province, deduct

[Interprétation]

1969-70 amounted to \$203,571,000, which represents a difference of nearly \$98 million from 1969-70 to 1971-72. Is such an increase a normal one?

Mr. Drury: You are aware, Mr. Chairman, that this last year, we have increased the employer contributions, particularly with regard to medicare programs. We must therefore increase the proposed amount for contributions to employee benefit plans in which the employer, that is the Public Service, is involved. For that reason, we must increase the vote. It is common knowledge that the number of employees in the Public Service has increased, and that the salaries have also increased; the Government must consequently, as an employer, increase its contributions to the Canada Pension Plan and the Quebec Pension Plan. There has been a slight increase in the number of Public servants as well as salary hikes in the Public Service.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: That will be all for now, Mr. Chairman. Thank you.

Le président: Avez-vous d'autres questions à poser au ministre?

M. Ritchie: Monsieur Drury, quelle méthode le gouvernement emploie-t-il pour payer les primes d'assurance-maladie des fonctionnaires dans les diverses provinces où ces fonctionnaires résident?

M. Drury: En général, le gouvernement, à titre d'employeur, paie la moitié du coût de l'assurance-maladie dans les provinces où cela représente un montant important et où les employés versent des contributions pour l'assurance-maladie. Dans les provinces où l'assurance-maladie est financée autrement que par des contributions, notamment en Nouvelle-Écosse où elle est financée au moyen d'une taxe de vente, le gouvernement fédéral remet directement à l'employé la moitié du coût de la part fédérale du régime d'assurance-maladie de la province, ou un quart du coût par personne de l'assurance-maladie dans la province.

M. Ritchie: Quel est donc le montant qui est versé aux fonctionnaires de la Nouvelle-Écosse?

M. Drury: On rembourse directement à l'employé les frais qu'il est censé avoir subis en payant la taxe de vente ou les autres taxes qui sont utilisées pour financer la part provinciale de l'assurance-maladie; ce montant est calculé sur une base unitaire et représente un quart du coût de l'assurance-maladie dans la province. Le montant pour la Nouvelle-Écosse est de \$2.63 par mois.

M. Ritchie: Cela est remboursé aux contribuables.

M. Drury: À l'employé.

M. Ritchie: Cela comprend toute sa famille?

M. Drury: Le montant de \$2.63 comprend la famille d'un fonctionnaire fédéral marié qui a plus d'une personne à charge.

M. Ritchie: De quelle façon procédez-vous dans une province comme le Manitoba, où la contribution de l'employé représente une partie très minime du coût total de l'assurance hospitalisation et de l'assurance-maladie?

M. Drury: Dans un cas de ce genre, nous calculerions un quart du coût par personne du régime d'assurance-maladie dans la province,

[Text]

from that one-half of the premium which is charged in the province, and the balance would be paid as a cash reimbursement to the employee.

Mr. Ritchie: What about Manitoba?

Mr. Drury: The monthly per capita cost is \$3.43, and I am not sure how that is broken down. I am told it is roughly 50 cents premium and the balance of \$2.90 would be reimbursement.

Mr. Ritchie: When you speak of these premiums are you referring to medicare and hospitalization together or separately?

Mr. Drury: This is just medicare.

Mr. Ritchie: In Manitoba apparently the two of them are combined, unless a portion of the premium is allocated to medicare.

Mr. Drury: When one says "combined", we have been able to ascertain the per capita cost of medicare, and this payment to which I made reference here relates to medicare.

Mr. Ritchie: What about the province of Ontario, where I think nearly all medicare is financed out of a premium?

Mr. Drury: In this case the government as employer puts up one half the premium.

Mr. Ritchie: What do they put up in Ontario then on the average?

Mr. Drury: It is \$7.38 per month.

• 0950

Mr. Ritchie: So, in Nova Scotia an employee is \$2.63 better off but in Ontario he is \$7 and some cents better off, is he not? Is there not a fair discrepancy in the workings of this?

Mr. Drury: I think one might say there is a difference in the services rendered to the employee under the two medicare schemes, which one would expect to see reflected in a difference in cost.

Mr. Ritchie: Why a difference? Why do you say that? On what grounds do you say that?

Mr. Drury: The per capita cost of medicare in Ontario is considerably higher than the per capita cost of medicare in Nova Scotia.

Mr. Ritchie: Do you have the total cost to the two provinces there? You must have it as a basis for making your computations.

Mr. Drury: I could give you the per capita cost in Nova Scotia, but I am not sure that I am certain of the precise relationship between the size of the premium and the actual year-to-year cost of medicare in Ontario.

Mr. Ritchie: The example you cite is \$2.63, if I recall correctly, in Nova Scotia which you pay to him, and you pay \$7 and some cents in Ontario. I am sure that the difference between the two is nowhere near that magnitude. I know there is a difference between

[Interpretation]

nous déduirions de ce montant la moitié de la prime qui est perçue dans la province, et le solde serait remboursé en argent comptant à l'employé.

M. Ritchie: Quels sont les chiffres au Manitoba?

M. Drury: Le coût mensuel par personne est de \$3.43, mais je ne sais pas quelle est la répartition exacte. On me dit qu'environ 50 cents servent à payer la prime et que le solde de \$2.90 est remboursé à l'employé.

M. Ritchie: Lorsque vous parlez de ces primes, parlez-vous de l'assurance-maladie et de l'assurance hospitalisation ensemble ou séparément?

M. Drury: Ces chiffres ne se rapportent qu'à l'assurance-maladie.

M. Ritchie: Apparemment, ces deux régimes sont combinés au Manitoba, à moins qu'une partie de la prime soit pour le compte de l'assurance-maladie.

M. Drury: Nous avons réussi à fixer le coût de l'assurance-maladie par personne, et le paiement que je cite se rapporte à l'assurance-maladie uniquement.

M. Ritchie: Comment procédez-vous en Ontario où, sauf erreur, presque tout le régime d'assurance-maladie est financé ou moyen de prime?

M. Drury: Dans ce cas, le gouvernement, à titre d'employeur, contribue à la moitié de la prime.

M. Ritchie: Quel montant cela représente-t-il en Ontario, en moyenne?

M. Drury: Le montant est de \$7.38 par mois.

M. Ritchie: L'employé de la Nouvelle-Écosse reçoit donc \$2.63, mais celui de l'Ontario reçoit un peu plus de \$7, n'est-ce pas? N'y a-t-il pas une certaine anomalie dans ce système?

M. Drury: Je crois qu'il serait juste de dire qu'il y a une différence entre les services que reçoivent les employés dans ces deux régimes d'assurance-maladie, et il est donc juste qu'il y ait une différence de prix.

M. Ritchie: Sur quoi fondez-vous cette affirmation?

M. Drury: Le coût par personne de l'assurance-maladie en Ontario est beaucoup plus élevé que le coût par personne de l'assurance-maladie en Nouvelle-Écosse.

M. Ritchie: Pouvez-vous nous donner des chiffres concernant le coût total dans les deux provinces? Il faut que vous ayez ces chiffres pour faire vos calculs.

M. Drury: Je pourrais vous donner le coût en Nouvelle-Écosse, mais je ne suis pas certain de la relation exacte entre le montant de la prime et le coût annuel réel de l'assurance-maladie en Ontario.

M. Ritchie: Si je me rappelle bien, vous avez dit que vous remboursez \$2.63 par employé en Nouvelle-Écosse et un peu plus de \$7 par employé en Ontario. Je suis certain qu'il est loin d'y avoir une aussi grande différence entre les deux provinces. Je sais qu'il y a

[Texte]

the two provinces, and I agree that Nova Scotia is somewhat lower, but I do not think it is only 40 per cent.

Mr. Drury: Accepting that postulate, Mr. Chairman, I am not quite sure where this leads.

Mr. Ritchie: It just means that a civil servant in Ontario gets more than one gets in Nova Scotia. There are a certain number of inequities which may not be able to be ruled out, but I just want to ascertain how large they are and in what manner they are handled. Perhaps you could comment on that, Mr. Minister. Would you not agree that there is a certain amount of inequity in this?

Mr. Drury: No, I would not, Mr. Chairman. There is a difference, but I do not agree that the difference is necessarily an inequity. We have agreed with the employee representatives to pay one-half the cost of the premium in those provinces where the premium is either used to recover the total cost or part of the cost of the medicare program within the province. In those provinces where the premium does not purport to recover the cost, we will contribute one half of what the employee is deemed to contribute through taxes of one sort or another.

Mr. Ritchie: Through sales tax and other means.

Mr. Drury: And the amount he is deemed to contribute through taxes is one-half the per capit cost of medicare in the province.

In the case of Nova Scotia we take the per capita cost and one half of that is the provincial share, and we reimburse the employee one quarter of that on the assumption that he has paid the whole of his share through taxes, and we reimburse him for half of his share.

Mr. Ritchie: But in a province where the higher amount is financed by the premium, would an employee not be better off in that province than his counterpart in Nova Scotia where non of it is financed by a premium?

Mr. Drury: In the instance where the premium exceeds one half of the total cost of medicare, the employee would be better off. As you are aware, in Brithish Columbia—if my memory serves me correctly—the federal government provides one-half the total cost, leaving one-half, theoretically, to be financed out of provincial resources. The Province of British Columbia has been charging a premium sufficient to recover from the residents of that Province, 100 per cent of the cost of Medicare in that Province.

• 0955

Mr. Ritchie: So the federal share, in a sense, is extra to their revenues, or whatever you want to call it.

Mr. Drury: In a sense it is extra.

Mr. Ritchie: Yes, alright.

Mr. Drury: In that case if the federal government as employer pays one half of the premium then, as employer, it is contributing to one-half of the total cost of Medicare. At the same time it is contributing one-half the cost as the Government of Canada to the provincial Medicare scheme.

Mr. Ritchie: Yes.

[Interprétation]

une différence entre les deux provinces, et je comprends que le coût en Nouvelle-Écosse soit un peu moins élevé, mais je ne crois pas qu'il représente 40 p. 100 de celui de l'Ontario.

M. Drury: Je ne sais pas exactement où le député veut en venir, monsieur le président.

M. Ritchie: Cela signifie qu'un fonctionnaire en Ontario reçoit plus qu'un fonctionnaire en Nouvelle-Écosse. Il se peut que cette injustice ne puisse être abolie complètement, mais je veux simplement savoir quelle est son importance et de quelle façon on s'en occupe. Vous pourriez peut-être nous donner votre opinion là-dessus, monsieur le ministre. Ne croyez-vous pas aussi qu'il y a un peu d'injustice dans ce système?

M. Drury: Non, monsieur le président. Il y a une différence, mais je ne crois pas que cette différence représente nécessairement une injustice. Nous avons décidé, avec l'appui des représentants des employés, de payer la moitié du coût de la prime dans les provinces où cette prime sert à acquitter la totalité ou une partie des frais du régime provincial d'assurance-maladie. Dans les provinces où la prime ne sert pas à acquitter les frais, nous allons contribuer la moitié de ce que l'employé est censé contribuer au moyen de taxes quelconques.

M. Ritchie: Au moyen de la taxe de vente et d'autres moyens.

M. Drury: Et le montant qu'il est censé contribuer au moyen de la taxes est la moitié du coût par personne de l'assurance-maladie dans la province.

Dans le cas de la Nouvelle-Écosse, la province paie la moitié du coût par personne, et nous en remboursons un quart à l'employé en présumant qu'il a payé toute sa part au moyen de taxes; cela représente la moitié de la part que l'employé est censé avoir contribué.

M. Ritchie: Cependant, dans une province où la plus grande partie du régime est financée par les primes, un employé ne serait-il pas plus avantagé que ceux de la Nouvelle-Écosse, où aucune partie du régime n'est financée par les primes?

M. Drury: Dans les cas où la prime dépasse la moitié du coût total de l'assurance-maladie, l'employé serait plus avantagé. En Colombie-Britannique, si je me rappelle bien, le gouvernement fédéral fournit la moitié du coût total, ce qui signifie en théorie que la province devrait financer l'autre moitié au moyen de ses propres ressources. La province de la Colombie-Britannique impose cependant à ses résidents une prime suffisamment élevée pour recouvrer la totalité des frais de l'assurance-maladie dans cette province.

M. Ritchie: Dans un certain sens, donc, la contribution du gouvernement fédéral s'ajoute aux recettes de cette province.

M. Drury: Dans un certain sens, c'est exact.

M. Ritchie: Oui. D'accord.

M. Drury: Si le gouvernement fédéral, à titre d'employeur, paie la moitié de la prime, il paie donc dans ce cas la moitié du coût total de l'assurance-maladie. En même temps, en tant que gouvernement du Canada, il paie la moitié du coût du régime de l'assurance-maladie de la province.

M. Ritchie: Oui.

[Text]

Mr. Drury: Now, whether in this sense the employee is better off or not is a matter of judgment. Presumably the moneys received from the federal government as half the cost of Medicare in Brithish Colombia, go to the general revenues of the Province and as a result taxes are lowered, that is what otherwise would be the tax level in a variety of other fields. The employee is the beneficiary to some degree of these lower taxes.

Mr. Ritchie: If you make a cash payment to an employee, in Nova Scotia for example, is that income to be taxed as his revenue?

Mr. Drury: I am advised, yes.

Mr. Ritchie: This scheme seems fairly complicated, but is this an outcome of earlier agreements made with employees?

Mr. Drury: This is the outcome of a series of consultations and agreements which have changed as the Medicare program has gradually been introduced across Canada. These discussions have been carried out through the National Joint Council and an agreement with this body.

Mr. Ritchie: That is all for now, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Mr. Chairman, as a questioner on committee and hearing different Ministers, I have had the uneasy feeling that there is, if not duplication in government services, at least considerable overlapping. I give, for example, the Prices and Incomes Commission and the Economic Council possibly overlapping in various fields as well as some of the training programs of the government in connection with people that they are trying to educate; the Senate Science Committee has suggested that there is duplication in scientific effort in Canada. I ask in regard to the National Research Council, what method do you use here to make certain that there is no duplication of effort of something that is being already done in Canada, either in private industry, in a university or by one of the provinces? How do you go about making sure that when you give a grant someone else is not doing it already?

Mr. Drury: This is, in the case of the National Research Council, really a very difficult problem indeed. The Council endeavours to monitor, generally, research activity in the country and through knowledge of what is going on, avoid duplication. However, I think it must be borne in mind that at least part of the approach to research is that success is more likely if there are a number of independent attacks on a problem than would be the case if there were only one single attack. So one might say that in some instances there is inevitably almost deliberate duplication. This, however, means a generous use of resources, and we try to keep this to the minimum.

It should also be remembered that in the case of the National Research Council a large part of its research grants, particularly those to the universities, are really in the interests of the teaching process. The teaching process, by its very nature, must of course involve duplication, in the sense that there is a duplication of learning techniques, operation and the rest of it in a number of places in Canada.

[Interpretation]

M. Drury: Dans ce sens, la question de savoir si l'employé est plus avantagé est une question de jugement. Présument, la contribution par le gouvernement fédéral de la moitié du coût de l'assurance-maladie en Colombie-Britannique est versée aux recettes générales de cette province et les impôts sont diminués en conséquence; l'employé bénéficie jusqu'à un certain point de ces impôts moins élevés.

M. Ritchie: Si vous faites un remboursement en espèces à un employé, comme c'est le cas en Nouvelle-Écosse, par exemple, ce revenu est-il imposable?

M. Drury: On me dit que oui.

M. Ritchie: Ce système semble plutôt compliqué, mais a-t-il été élaboré par suite d'accords conclus avec les employés?

M. Drury: Il résulte d'une série de consultations et d'accords qui ont été modifiés à mesure que le régime d'assurance-maladie a été établi un peu partout au Canada. Ces entretiens ont été faits par l'entremise du Conseil mixte national et par suite d'un accord avec cet organisme.

M. Ritchie: C'est tout pour l'instant, monsieur le président.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur le président, après avoir entendu plusieurs ministres, j'ai l'impression qu'il y a certains doubles emplois dans les services gouvernementaux, ou tout au moins, plusieurs chevauchements. Prenons, par exemple, la Commission des prix et des revenus et le Conseil économique qui semblent se chevaucher dans plusieurs domaines; on pourrait aussi parler de certains des programmes de formation du gouvernement; le Comité des sciences du Sénat a exprimé l'avis qu'il y a certains doubles emplois dans les travaux scientifiques au Canada. En ce qui a trait au Conseil national de recherches, quelle méthode employez-vous pour vous assurer qu'il ne fait pas de travail qui soit déjà en cours ailleurs au Canada, dans le secteur privé, dans une université ou dans une province? Lorsque vous accordez une subvention, comment procédez-vous pour vous assurer que quelqu'un ne fait pas déjà ce travail?

M. Drury: En ce qui concerne le Conseil national de recherches, il s'agit vraiment d'un problème très difficile à résoudre. En général, le Conseil s'efforce de se tenir au courant des travaux de recherches qui sont effectués dans le pays et d'éviter ainsi les doubles emplois. Toutefois, je crois qu'il faut comprendre que les recherches ont plus de chance d'aboutir si plusieurs personnes tentent indépendamment les unes des autres de résoudre un problème. Dans certains cas, le double emploi est inévitable et presque délibéré. Cependant, ceci pèse très lourd sur les ressources et nous essayons de limiter le double emploi au minimum.

En outre, une grande partie des subventions de recherches accordées par le Conseil national de recherches, surtout celles qui sont accordées aux universités, sont directement reliées au processus d'enseignement. Ce processus, de par sa nature même, exige en quelque sorte un double emploi dans la mesure où l'on apprend les mêmes techniques, les mêmes opérations, et ainsi de suite, à plusieurs endroits au Canada.

[Texte]

Mr. Thomson: Are you suggesting that our resources are so adequate that we can duplicate our effort in every field?

Mr. Drury: No, I think I said exactly the opposite, that we have scarce resources and it would be an important and large problem which would call for a deliberate duplication. What we try to do is to avoid duplication through knowledge of what is being done.

One of the initiatives taken, which has taken a relatively long time coming to fruition, is to set up machinery to monitor more effectively and to disseminate the results of such monitoring more rapidly of research being carried out not only in Canada but elsewhere in the world. As I think perhaps the Committee is aware, there is a very long time lag now between the results of a particular series of experimentations being known to the author and communicated rather widely through scientific journals and the publication of papers, and this obvious delay leads to unwitting duplication. What we in Canada are trying to do is to set up this monitoring system on some form of computer arrangement and to disseminate rapidly through the publication of extracts the results of experimental work being carried on throughout the world with the view to avoiding this duplication.

Mr. Thomson: Are you suggesting that we have a kind of scientific or central library?

Mr. Drury: We have that. It is known as the National Science Library.

Mr. Thomson: Does it have the means and the capacity to do what you are suggesting?

Mr. Drury: Not yet. We are trying to develop this. It is expensive. The monitoring operation involves the reading and extracting of a very large number of scientific papers. It involves their classification, indexing, coding and the dissemination of these results to researchers.

In the Soviet Union where this is done on a fairly large scale, I think there is a corps of some 4,000 men and women whose sole job it is to translate, extract and index.

Mr. Thomson: When do you expect to have this sort of thing completed within the scientific library? Is there any date set?

Mr. Drury: There is no date set, Mr. Chairman. Rather than saying that we are going to have it, it is a bit like trying to determine the date when the National Library of Canada will be complete and the answer to that is "never". This is an evolving, changing institution, and of necessity it must be, if it is going to be alive. The same is true of the National Science Library and this particular program.

Mr. Thomson: In this reference, how much access does the public have? Does the Library print a résumé of what they have discovered? Does one need to be doing a specific project to go there? Obviously, an individual involved in electronics or any other particular industry would not have time to go and do this. How do I get access to it, if I am interested?

• 1105

Mr. Drury: At the moment access is, I suppose, what one might call a little primitive. It is by a personal visit, by correspondence or

[Interprétation]

M. Thomson: Voulez-vous dire que nous sommes si riches que nous pouvons nous permettre de faire double effort dans tous les domaines?

M. Drury: Non. C'est exactement le contraire; j'ai dit que nos ressources étaient limitées et qu'un double emploi nous poserait un problème très grave. Nous essayons d'éviter le double emploi en nous efforçant de savoir ce qui se fait.

On a décidé, par exemple, d'établir un système de contrôle plus efficace afin de diffuser plus rapidement les résultats des recherches effectuées non seulement au Canada mais dans le monde entier. Comme le Comité le sait sans doute, les résultats d'une série d'expériences ne sont pas immédiatement communiqués et publiés dans les journaux scientifiques et les revues spécialisées; cela demande beaucoup de temps et entraîne évidemment un certain double emploi. Nous essayons, au Canada, d'établir ce système de contrôle grâce à des ordinateurs et de faire rapidement connaître les résultats des recherches expérimentales effectuées dans le monde afin d'éviter ce double emploi.

M. Thomson: Voulez-vous dire que nous avons une bibliothèque scientifique ou centrale en quelque sorte?

M. Drury: Nous en avons une, c'est la Bibliothèque nationale des sciences.

M. Thomson: Cette bibliothèque peut-elle répondre à tous les besoins dont vous venez de parler?

M. Drury: Pas encore. Nous essayons d'améliorer ce mécanisme, mais l'opération revient très cher. Il faut lire un très grand nombre de journaux scientifiques, les classer, les indexer, établir un code et, enfin, communiquer ces résultats aux chercheurs.

En Union soviétique, où cela se fait sur une assez grande échelle, il y a, je crois, 4,000 hommes et femmes chargés de traduire, d'extraire et d'indexer.

M. Thomson: Quand tout cela sera-t-il terminé au sein de la bibliothèque scientifique? Une date est-elle fixée?

M. Drury: Aucune date n'est fixée, monsieur le président. D'ailleurs, il est aussi difficile de vous répondre que de vous dire à quelle date la Bibliothèque nationale du Canada sera complète; la réponse à cela est «jamais». Cette institution évolue, change, ce qui est nécessaire, si nous voulons qu'elle continue à vivre. Il en va de même pour la Bibliothèque nationale des sciences et pour ce programme particulier.

M. Thomson: Quelles sont les facilités offertes au public? La bibliothèque imprime-t-elle un résumé de ce qu'on découvre? Les personnes chargées d'un travail bien particulier ont-elles seules le droit d'aller là-bas? Je suppose que quelqu'un travaillant dans l'électronique ou dans toute autre industrie de ce genre n'a pas le temps d'aller faire tout cela. Comment y accéderais-je, si j'en avais besoin?

M. Drury: Pour l'instant, la formule d'accès est, disons, un peu primitive. Il faut soit aller personnellement à la bibliothèque, soit

[Text]

by telephone. When the system becomes more fully developed—it will be more expensive to operate, of course—one would hope to have computer terminals in a number of cities in Canada which would enable locals instantaneously to query the library.

Mr. Thomson: Speaking of duplication, Mr. Chairman, for example the Science Council is not set up under you; it is set up under another department. Is this correct?

Mr. Drury: The Minister responsible for the Science Council is the Prime Minister.

Mr. Thomson: Compared to this case, the National Research Council under you, what type of co-ordination of activities are there between the two? You see what I am getting at, not necessarily duplication but certainly overlapping of responsibility. I find it difficult to follow. For example, I am not even sure what level of questions should be directed to you and what level to the Science Council. I think you would be aware of the problem here. I have read the Science Council report. Should I ask them of them or ask them of you, because it is related to both?

Mr. Drury: The Science Council of Canada is a body whose function is principally that of study and the provision of advice, either on request or on its own initiative, both to the Government of Canada and to the scientific community of Canada. Their concern, in a sense, is with the total scientific environment, particularly in the longer range. You will have seen from earlier reports of the Science Council that they are endeavouring to articulate a series of long-range scientific priorities for Canada and to do this on the base of advice, not only to the Government of Canada but also to the scientific community of Canada as a whole.

Mr. Thomson: To come back more specifically to the National Research Council, we hear complaints from industry that too much of the research done—or the grants given, if you will—by universities on theoretical research and that frequently they have no practical application; that this investigation or research is filed away and put in limbo somewhere and no one ever does anything with it, and your industry could use the ideas if they had some funds or some research into practical applications. Would you care to comment?

Mr. Drury: The National Research Council has recognized that we have not been as successful in Canada as have some other industrialized countries in bridging the gap between the so-called research process, discovery process and the innovated process—that is, translating new knowledge into innovations either in product or in processes in Canada. They have endeavoured to improve this particular problem by limiting, or holding at a steady level in the past few years, their contributions to basic research carried out mostly in universities.

The increases in their particular allocations have been devoted to improvement in relationship and assistance to manufacturing industry in the research field in Canada. There is a Crown corporation called Canadian Patents and Development Limited whose function it is to exploit or see to the exploitation of patents developed within the public service of Canada and also, to a great degree, in universities. Discoveries made and patented, this corporation looks to their exploitation within Canada. This, as a body, has been strengthened in terms of personnel in the past two

[Interpretation]

écrire ou téléphoner. Lorsque le système fonctionnera mieux, les frais seront naturellement plus élevés, nous espérons avoir des récepteurs d'ordinateurs dans plusieurs villes au Canada qui permettraient aux habitants de demander des renseignements à la bibliothèque et d'en recevoir une réponse immédiatement.

M. Thomson: J'en reviens au double emploi, monsieur le président. Le Conseil des sciences ne relève pas de vous, mais d'un autre ministère, n'est-ce pas?

M. Drury: Le ministre responsable du Conseil des sciences est le premier ministre.

M. Thomson: Le Conseil national de recherches dépend de vous. Quelles sont les relations qui unissent ces deux organismes? Vous voyez où je veux en venir: je ne pense pas nécessairement au double emploi, mais certainement au chevauchement des responsabilités. Par exemple, je ne saurais pas quelle question vous poser et quelle question poser au Conseil des sciences. Vous vous rendez certainement compte du problème. J'ai lu le rapport du Conseil des sciences. Certaines questions sont liées aux deux organismes, et je ne saurais pas à qui les poser?

M. Drury: Le Conseil des sciences du Canada a pour rôle essentiel de faire des études et de donner des conseils au gouvernement du Canada et à la communauté scientifique canadienne. Dans un sens, il s'occupe de tout l'environnement scientifique, surtout à long terme. D'après les rapports du Conseil des sciences, vous savez sans doute qu'il s'efforce d'articuler une série de priorités scientifiques à long terme pour le Canada et qu'il prodigue des conseils dans ce sens, non seulement au gouvernement du Canada mais aussi à tous les scientifiques du Canada.

M. Thomson: Je voudrais en revenir au Conseil national de recherche. Les membres de l'industrie se plaignent, disons que l'on fait trop de recherches ou du moins que l'on accorde trop de subventions aux universités pour de la recherche théorique qui, bien souvent, n'a aucune application pratique, que les résultats de ces recherches se trouvent dans des dossiers sur des étagères et que personne ne s'en sert jamais. L'industrie pourrait, si elle avait suffisamment de fonds, effectuer des recherches à des fins pratiques. Que pouvez-vous me dire à ce propos?

M. Drury: Le Conseil national de recherches a reconnu que nous n'avions pas aussi bien réussi que d'autres pays industrialisés à combler l'écart entre le processus de recherche et de découverte et le processus d'innovation, c'est-à-dire que nous n'étions pas parvenus à mettre en pratique les nouvelles découvertes. Le Conseil s'est efforcé de remédier à cela en limitant ou tout au moins en maintenant au même niveau les contributions qu'il apportait à la recherche effectuée principalement dans les universités.

Les augmentations des subventions ont été consacrées à améliorer les relations avec le secteur manufacturier s'occupant de recherche. Il y a une société de la Couronne, la Société canadienne des brevets et de l'exploitation Limitée qui exploite les brevets mis au point au sein de la Fonction publique et aussi, dans une grande mesure, dans les universités. Cette société s'occupe de l'exploitation des découvertes brevetées au Canada. Son personnel a été augmenté au cours de ces deux dernières années et elle s'est servie d'un excédent antérieur pour tenter d'exploiter plus intensivement les

[Texte]

and a half years and also, they have been investing a large part of an earlier surplus buildup in a rather more intensive attempt to exploit patents entrusted to their care, both through a more active search for individuals or business organizations, which will undertake exploitation, and through giving them financial assistance to do so.

• 1010

Mr. Thomson: Mr. Chairman, while I may have used my time, I have a couple more questions . . .

The Chairman: Yes, you have. The National Research Council was supposed to appear before us at one time—unless we complete the examination this morning with the Minister.

Mr. Thomson: I have a couple more questions on the same line if you would put me down again, Mr. Chairman.

The Chairman: Very well, Mr. Thomson. Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, pour faire suite à une des questions qui a été posée au ministre par mon collègue monsieur Ritchie concernant la contribution du gouverneur comme employeur vis-à-vis des fonctionnaires dans différentes provinces du Canada, quelle est la contribution, si contribution il y a, du gouvernement fédéral comme employeur pour les fonctionnaires qui travaillent dans une province autre que celle de leur résidence, comme ceux du Québec, disons, qui travaillent dans la capitale nationale ou dans une autre province? Est-ce que le gouvernement fédéral comme employeur contribue au programme des frais médicaux de ce fonctionnaire?

M. Drury: Monsieur le président, cela dépend de la situation de l'employé. Si un employé souscrit au Régime d'assurance des soins médicaux au Manitoba comme résident du Manitoba ou si l'employé est bénéficiaire du programme de la province de Québec et est traité comme résident de la province de Québec, il y a des contributions à cet effet.

M. Clermont: Quand vous dites, «contributions», monsieur le ministre, supposons, j'aimerais employer un chiffre, si, un fonctionnaire qui demeure au Québec paie \$125 par année au programme des frais médicaux de la province de Québec, quelle contribution le gouvernement fédéral lui donnera-t-il comme employeur, s'il y a contribution?

M. Drury: \$3.10 pour un employé marié avec un enfant.

M. Clermont: Et pour un célibataire?

M. Drury: A peu près \$1.30.

M. Clermont: Merci beaucoup. Merci, monsieur le président.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I would like to ask a few questions about the government pension plans. Does the government put money in the plan?

Mr. Drury: Much of it.

Mr. Ritchie: Is it actually in there or is it an IOU by the government in the plan?

[Interprétation]

brevets qui lui avaient été confiés en recherchant les individus ou les organismes qui seraient intéressés à exploiter ces brevets et en les aidant financièrement à le faire.

M. Thomson: Monsieur le président, mon temps peut être épuisé mais j'ai encore deux questions . . .

Le président: Oui, votre temps est épuisé. Les représentants du Conseil national de recherches devaient comparaître devant nous . . . à moins que nous ne terminions l'interrogation du ministre ce matin.

M. Thomson: J'ai deux autres questions sur le même sujet. Je vous demanderais de me réinscrire, monsieur le président.

Le président: Très bien, monsieur Thomson. Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, in the same line as Mr. Ritchie's question to the Minister respecting the contributions paid by the Government as an employer to the Civil Servants working in different provinces in Canada, what is the contribution, if any, paid by the Federal Government as an employer to all the Civil Servants who work in a province other than the province in which they live. I am thinking of Civil Servants working in Ottawa, for instance, or those living in the Province of Quebec. Does the Federal Government contribute to medicare plans for those Civil Servants?

Mr. Drury: Mr. Chairman, this all depends on the situation of the employee. If an employee contributes to the Manitoba Medicare Plan as a resident of Manitoba, or if the employee contributes to the Quebec Medicare Plan and is considered as a resident of the province of Quebec, there are contributions to this effect.

Mr. Clermont: When you say «contributions», Mr. Minister, I would like to use a figure, if Civil Servants living in the Province of Quebec pay \$125 a year to the Quebec Medicare Plan, what is the contribution paid by the Federal Government as an employer?

Mr. Drury: \$3.10 for a married Civil Servant with one child.

Mr. Clermont: What about a single person?

Mr. Drury: About \$1.30.

Mr. Clermont: Thank you very much. Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Je voudrais encore poser quelques questions à propos des régimes de pension du gouvernement. Le gouvernement contribue-t-il à ce régime?

M. Drury: Oui, il y consacre beaucoup d'argent.

M. Ritchie: L'argent est-il vraiment là où le gouvernement le doit-il?

[Text]

Mr. Drury: If your question is, is there a fund, a discrete fund, spelled C-R-E-T-E, to which the government contributes and maintains as a separate fund? the answer is no. There are annual appropriations made to meet what would be an actuarial deficit to be made up and it is made up by annual appropriations. In addition to the contributions made by the employee and the equal corresponding contribution made by the government there is, as you will have noted, an annual contribution to make up the actuarial deficit which is a calculation as to the capitalized value of future liabilities.

• 1015

Mr. Ritchie: I am just not quite clear. You put in enough money . . .

Mr. Drury: We appropriate.

Mr. Ritchie: . . . in order to counterbalance what is taken out by retired people in that year, is that correct? Do I understand you correctly?

Mr. Drury: No, I do not think that is entirely correct. A fund operated on a basis of matching annual income and outgo might in the future produce some rather unpleasant surprises. Therefore, periodically the government has an actuary examine the number of contributors, the make-up of the contributors, the pattern of retirements and of survival, and calculate what the liabilities arising out of that number of contributors with this kind of history of retirement and survival and the amount of pensions required to meet the forecast demand.

This then is capitalized and a current value put on it. This is then at any moment the contingent liability and it is to meet this contingent liability that the contributions, by employer and employee, and the additional appropriation are made.

Mr. Ritchie: Then, as I understand you, while you do not put in the exact amount in a discrete fund, as you describe it, you put in enough to cover the outgo plus contingency allowance, is that correct? Is this a correct understanding of your statement?

Mr. Drury: Perhaps that would be an over-simplification of it. I hope, Mr. Chairman, it is understood what is meant by the term "the total contingent liability". It is the amount of money which will be needed to pay out pensions for all the people currently in the public service if they were to follow the historical normal pattern of retirement and survival. It is relatively easy to calculate this global sum.

Mr. Ritchie: The pattern until now has been 65 for retirement.

Mr. Drury: Yes.

• 1020

Mr. Ritchie: With the government reorganization bill of 55, thirty years service, you get out with a maximum pension, either be retired voluntarily or be fired, or going down to 50, as I understand it with diminished benefits, what effect is this going to have on this fund? Have you made any calculations?

Mr. Drury: Well, one really should be clear as to the nature of the changes, Mr. Chairman. Now there is and there has been for some time an ability for an employee to retire at age 60 rather than age 65, and we have a pattern established as to the extent to which this normally is done—retiring at 60 or between 60 and 65.

[Interpretation]

M. Drury: Si vous me demandez si le gouvernement contribue à une caisse qu'il maintient séparée, la réponse est non. Il y a des crédits annuels pour répondre à un déficit actuariel éventuel. En plus des cotisations versées par l'employé et de la cotisation équivalente versée par le gouvernement, il y a, comme vous l'avez sans doute remarqué, une cotisation annuelle visant à contrebalancer le déficit actuariel calculé sur les probabilités futures.

M. Ritchie: Ce n'est pas évident. Vous versez suffisamment d'argent . . .

M. Drury: Il y a des crédits.

M. Ritchie: . . . pour contrebalancer ce que retirent les retraités au cours de l'année? Vous ai-je bien compris?

M. Drury: Non, pas tout à fait. Une caisse qui ne servirait qu'à équilibrer le revenu annuel et l'argent sortant risquerait de nous donner des surprises désagréables. Par conséquent, le gouvernement demande périodiquement à un actuaire d'étudier le nombre de cotisants, les probabilités de retraite et d'espérance de vie et de calculer, d'après ces chiffres, le montant de pension nécessaire pour répondre à la demande prévue.

Ceci est ensuite calculé et une valeur est déterminée. Mais il peut y avoir un imprévu et c'est pour cette raison que des crédits supplémentaires viennent s'ajouter aux cotisations versées par l'employeur et l'employé.

M. Ritchie: Par conséquent, vous ne versez pas la somme exacte dans une caisse mais vous versez suffisamment d'argent pour faire face aux prestations imprévues en quelque sorte. Est-ce juste? Ai-je bien compris votre déclaration?

M. Drury: Peut-être simplifiez-vous un peu trop. J'espère, monsieur le président, que tout le monde comprend ce dont nous parlons. Il faut une certaine somme pour payer les pensions de retraite de toutes les personnes à l'emploi de la Fonction publique si les probabilités de mise à la retraite et d'espérance de vie s'avèrent justes. Il est relativement facile de calculer cette somme globale.

M. Ritchie: Jusqu'à présent, l'âge de la retraite était de 65 ans.

M. Drury: Oui.

M. Ritchie: Suite au bill sur la réorganisation du gouvernement, il est possible de prendre sa retraite à 55 ans à condition d'avoir 30 années de service, et de recevoir une pension maximum. Il est même possible, si j'ai bien compris, de prendre sa retraite à 50 ans en recevant des prestations moindres? Quels seront les répercussions sur le fonds? Avez-vous fait des calculs?

M. Drury: Il faudrait définir la nature des changements, monsieur le président. Un employé peut, depuis quelque temps, prendre sa retraite à 60 ans plutôt qu'à 65 et nous avons cherché à savoir dans quelle mesure cela se fait, à savoir dans quelle mesure les employés prennent leur retraite à 60 ans ou entre 60 et 65 ans.

[Texte]

Mr. Ritchie: He still lost some benefits, did he not?

Mr. Drury: He would retire at age 60, between 60 and 65. The employee, he or she, would retire on what is called a full and immediate pension. That is, his or her pension would be payable immediately and would be the calculation of 2 per cent of the average salary over the last six years, normally the highest, times the number of years' service.

Mr. Ritchie: Under the new government reorganization proposal, are you not substantially decreasing the penalties for early retirement? You are making it as attractive to leave at 55 if he has his 30 years in as if he stayed until any time after. Are you not going to be obligated to pay considerably more pension under these circumstances?

Mr. Drury: When one says "considerably more" there will be unquestionably more pension paid as a consequence of the ability to retire at age 55, but one should bear in mind that this is hedged with quite a serious qualification in order to get a so-called full pension, and this requires 30 years of service.

Mr. Ritchie: What percentage of your employees have 30 years service at 55? Have you any approximate idea?

Mr. Drury: I am told about one half of 1 per cent.

Mr. Ritchie: One half of 1 per cent. He can still retire at 55 without 30 years' service but taking a lesser pension?

Mr. Drury: That is correct.

Mr. Ritchie: What impact do you foresee on your reorganization bill between 50 and 55, where you are allowing retirement or letting out at lesser degrees of pension but still substantial?

Mr. Drury: The reduction in respect of retirement at age 50-51 is described as an actuarial reduction, which means that the charge on the fund would be reduced by the amount which it would be, in other words—or in other ways—more expensive. Therefore, in this sense, in terms of a charge on the fund, retirement at this age should be neutral.

Mr. Ritchie: Well, if a large number of employees took advantage of this, would your fund be in trouble? Would you find yourself without enough funds to cover it?

Mr. Drury: Not if the effect of this is neutral.

Mr. Ritchie: I am not an actuary so I cannot argue this.

Mr. Drury: One other thing. If one assumes that it is neutral, and it is calculated to be neutral, then whether people take advantage of it or not does not affect the total liabilities of the fund. Here again, the number of employees with the requisite numbers of years are, in this category, relatively small, so that very large numbers, as you put it, who would take advantage of this is an unlikely possibility.

Mr. Ritchie: You are saying, though, that even if they did take advantage of it, your reorganization plan is so calculated that actuarially it would be, as you describe it, "neutral". That is, even if

[Interprétation]

M. Ritchie: L'employé perd néanmoins certaines prestations, n'est-ce pas?

M. Drury: En prenant sa retraite à 60 ans ou entre 60 et 65 ans, l'employé recevrait ce qu'on appelle une pension immédiate et complète. En d'autres termes, la pension serait payable immédiatement et correspondrait à 2 p. 100 du salaire moyen au cours des six dernières années, c'est-à-dire normalement les mieux payées, multiplié par le nombre d'années de service.

M. Ritchie: En vertu des nouvelles propositions présentées dans le cadre de la réorganisation du gouvernement, les pénalisations ne seront pas tellement réduites pour ceux qui prennent leur retraite de façon anticipée? Il sera aussi tentant pour un employé de prendre sa retraite à 55 ans s'il a ses 30 années de service que s'il attendait encore. N'allez-vous pas être obligé de verser beaucoup plus de pensions dans ces circonstances?

M. Drury: Lorsque l'on dit «beaucoup plus», il est certain qu'il faudra verser beaucoup plus de pension si l'âge de la retraite est réduit à 55 ans, mais il faut se souvenir que cela va de pair avec des conditions très rigides puisqu'il faut 30 années de service pour obtenir la pension dite complète.

M. Ritchie: Quel est le pourcentage de vos employés qui ont 30 années de service à 55 ans? Avez-vous une idée?

M. Drury: ½ p. 100, me dit-on.

M. Ritchie: ½ p. 100. Il est cependant possible de prendre sa retraite à 55 ans avec une pension inférieure sans avoir 30 ans de service, n'est-ce pas?

M. Drury: Oui.

M. Ritchie: Quel les seront, à votre avis, les conséquences du bill de réorganisation sur les employés de 50 à 55 ans? À cet âge-là, il est possible de prendre sa retraite avec une pension moindre, mais néanmoins appréciable.

M. Drury: La réduction pour la retraite à 50-51 ans est une réduction actuarielle, c'est-à-dire qu'un montant équivalent serait imputé au fonds, ce qui coûterait, en d'autres termes, plus cher. Par conséquent, dans ce sens, les effets sur la caisse d'une retraite anticipée à cet âge-là devrait être neutre.

M. Ritchie: Si de nombreux employés profitent de cette possibilité, aurez-vous des difficultés? Risquez-vous de ne pas avoir assez de fonds?

M. Drury: Pas si l'effet est neutre.

M. Ritchie: Je ne suis pas actuaire, et je ne peux donc pas en discuter.

M. Drury: Autre chose. Si l'on suppose que l'effet est neutre—et il est calculé pour être neutre—le fait que les gens se servent ou non de cette possibilité n'affecte pas la caisse. Je le répète, rares sont les employés qui ont suffisamment d'années de service dans cette catégorie et il y a peu de chances pour que le nombre soit important.

M. Ritchie: Vous dites cependant que, même si de nombreux employés profitaient de cette possibilité, votre régime de réorganisation est calculé de telle façon que, sur le plan actuariel, l'effet

[Text]

large numbers took their diminished pension, even though you say very few people have 30 years in, the fund still would be in no trouble?

Mr. Drury: That is our view.

• 1025

Mr. Ritchie: But have you not calculated some figure in respect of employees leaving the service?

Mr. Drury: Well, for the group of employees who would have an impact on the fund, that is those who will retire without an actuarial reduction, the numbers of .5 per cent are relatively small and it is unlikely that all of them at any moment would take advantage of this.

Mr. Ritchie: Do these long term employees tend to be in the higher salaried bracket, or are they scattered throughout?

Mr. Drury: I do not know that we have sufficient information to be particular about this, but I think in general one could say that the length of service pattern is pretty well spread throughout the service at all levels. Administrative trainees obviously have a very short service record, but deputy ministers also seem to have a very short service record.

Mr. Ritchie: What interest do you pay on these funds? What is the fund credited with?

Mr. Drury: Not to the fund. I hope we will avoid using this term because there is no fund, and use of this perpetuates a legend. There is an account, the account being the numerical or dollar representation of the total contingent liabilities, and as an accounting entry, along with the appropriations, on the asset side to meet this is a rate of interest, which has recently been raised from the traditional long term figure of 4 per cent and now works out at about 5.33 per cent. Currently the amount being credited in respect of new contributions is at current rates of interest at which the government borrows. This is averaged over what it would have been throughout its existence, if a higher or the government borrowing rate had been observed right from the beginning of the plan, and this averages out at this figure now of 5.33 per cent.

Mr. Ritchie: I have a few more questions, Mr. Chairman.

The Chairman: Do you mind coming back for a third turn, please?

Mr. Thomson: Mr. Chairman, to get back to the National Research Council, a few moments ago you said that we could not afford duplication of effort, and I think you implied that we could not do thorough research in all fields. If you did not say that, I would like to know what you said. Anyway, my feeling would be to take the reverse point of view, since we look at it differently, and if we cannot afford scientific research in all areas there would be some logical areas in which we might do very well—or, shall we say, better than anyone else in this world.

Has the government chosen any fields that, logically, we could do very well at and, if so, what are they?

[Interpretation]

serait « neutre ». En d'autres termes, même si de nombreux employés prenaient leur retraite avec une pension réduite, bien que vous disiez que très peu d'employés ont 30 ans de service, la caisse ne connaîtrait toujours pas de difficultés?

M. Drury: C'est notre opinion.

M. Ritchie: Mais n'avez-vous pas fait des prévisions sur le nombre d'employés qui laisseraient le service?

M. Drury: Les employés dont le départ à la retraite aura certaines répercussions sur le fonds sont ceux qui prendront leur retraite sans réduction actuarielle; le chiffre est de 0.5 p. 100 est une proportion très faible, et il est peu probable que tous ces employés profiteront de cette possibilité.

M. Ritchie: Ces employés à long terme sont-ils dans les niveaux les plus élevés ou bien sont-ils répartis sur tous les échelons?

M. Drury: Nous n'avons pas suffisamment de renseignements pour que je puisse vous répondre. En général, la répartition est assez équitable à tous les niveaux. Les stagiaires administratifs ne comptent que quelques années de service, mais il en va de même, dirait-on, pour les sous-ministres.

M. Ritchie: Quel intérêt payez-vous? Que porte-t-on à l'actif de cette caisse?

M. Drury: Pas à la caisse. J'espère que vous éviterez d'utiliser ce terme car il n'y a pas de caisse et nous ne faisons que perpétuer une légende en employant ce terme. Il y a un compte représentant l'ensemble des dépenses imprévues et, en termes de comptabilité, avec les crédits, du côté actif se trouve un taux d'intérêt qui a dernièrement passé du chiffre traditionnel de 4 p. 100 à celui de 5.33 p. 100. Actuellement, le montant crédité pour les nouvelles cotisations est soumis au taux d'intérêt auquel le gouvernement emprunte. On fait une moyenne de tout cela, calculé sur le temps total, si le taux auquel le gouvernement emprunte avait été en vigueur depuis le début du régime, et c'est ainsi qu'on a obtenu ce chiffre de 5.33 p. 100.

M. Ritchie: Je voudrais encore poser quelques questions, monsieur le président.

Le président: Pourrais-je vous inscrire sur la liste pour un troisième tour?

M. Thomson: Monsieur le président, je voudrais en revenir au Conseil national de recherches. Vous avez dit il y a quelques minutes que vous vouliez éviter le double emploi et que nous ne pouvions pas faire une recherche détaillée dans tous les domaines. Si j'ai mal compris vos paroles, j'aimerais savoir ce que vous avez dit exactement. De toute façon, je considère la question d'une façon tout à fait différente et, si nous ne pouvons pas nous permettre de faire de la recherche scientifique dans tous les domaines, nous devrions pouvoir en faire convenablement dans certains secteurs précis, ou même surpasser tous les autres pays du monde.

Le gouvernement a-t-il déterminé dans quels domaines nous pourrions exceller? Dans l'affirmative, quels sont-ils?

[Texte]

Mr. Drury: This is one of the questions to which the Science Council of Canada has addressed itself. This is another way of saying to try and articulate long-term priorities, that is the basis on which one makes choices, and one of the considerations is research related to what are important problems for Canada—and not only that but in areas where Canada possesses exceptional or unusual facilities or characteristics of one sort or another. As part of this approach, for some time now we have been putting a lot of our research resources into nuclear power, mostly through the instrument of Atomic Energy of Canada Limited.

• 1030

We have and are perhaps the world's leaders in respect of research in relation to the aurora borealis, because here we have special geophysical conditions which do not obtain in other countries of the world. This research is not only into the nature of the aurora itself, in its functioning, but also is directly useful in relation to the special communications problems that Canada faces as a consequence of the auroral belt.

These are two examples of this. We are putting a large effort into research in relation to the cellulose operations, and forest work, mostly through the pulp and paper institute. Here is an area of concentration because of the large scale of tree-growing in this country.

Mr. Thomson: Thank you, Mr. Minister.

Mr. Chairman, I would like to suggest in view of the nature of today's trading world that we should do more of this without specifying what we should do. Obviously I am not equipped to do that, but I would like to point out that Sweden and Switzerland, for example, two small countries, have specialized in industrial techniques or special areas of industry and they are competing on a worldwide basis. Naturally, we want to do the same.

Any other questions I have relating to this I think I will save for the Science Council of Canada.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Si monsieur le président se reporte à la page 27-19 — Programmes spéciaux, je vois que rien ne semble indiquer, monsieur le ministre, que les députés aient le droit de bénéficier des recommandations du rapport Beaupré. Y aura-t-il une mesure législative spéciale?

M. Drury: Monsieur le président, la question du rapport Beaupré, touche ou peut toucher plusieurs statuts surtout la Loi sur la Chambre des communes.

M. Clermont: Je me demandais si cela ne figurerait pas dans un des crédits du Conseil du Trésor vu que cela peut avoir . . .

M. Drury: Monsieur Clermont, cela ne figure pas dans le budget du Conseil du Trésor.

M. Clermont: Merci, monsieur le président.

Le président: Il va falloir un crédit supplémentaire, monsieur Clermont.

Dr. Ritchie.

[Interprétation]

M. Drury: C'est une des questions que s'est posé le Conseil des sciences du Canada. Je dis qu'il avait tenté d'harmoniser des priorités à long terme, c'est-à-dire de faire des choix, et il faut que la recherche soit reliée aux problèmes importants pour le Canada. Il faut également tenir compte des possibilités qui s'offrent à nous ou de nos caractéristiques particulières. Nous avons consacré une grande partie de nos ressources à la recherche sur l'énergie nucléaire, et, essentiellement, par l'intermédiaire de l'Énergie Atomique du Canada, Limitée.

Nous sommes probablement à la pointe de la recherche mondiale concernant les aurores boréales, parce que nous avons certaines conditions géophysiques spéciales qui n'existent pas dans d'autres pays. Cette recherche se rapporte non seulement à la nature et au fonctionnement des aurores, mais elle est aussi utile pour résoudre les problèmes spéciaux de communications auxquels le Canada fait face à cause de ces phénomènes.

Je vais donner deux exemples à ce sujet. Nous consacrons beaucoup d'efforts à la recherche concernant la cellulose et les travaux forestiers, surtout par l'entremise de l'institut des pâtes et papiers. C'est là un domaine de concentration à cause de l'importance de la culture forestière dans notre pays.

M. Thomson: Merci, monsieur le ministre.

Monsieur le président, je crois que nous devrions faire plus de choses de ce genre en raison de la nature actuelle du commerce mondial, mais je ne voudrais pas proposer un domaine particulier. Évidemment, je n'ai pas la compétence nécessaire, mais je voudrais signaler que la Suède et la Suisse, deux petits pays, se sont spécialisées dans certaines techniques industrielles ou certains domaines industriels spéciaux et ils font face à la concurrence mondiale. Naturellement, nous voulons faire la même chose.

Je poserai toutes mes autres questions à ce sujet au Conseil des sciences du Canada.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: On page 27-18 — Special Programs, nothing seems to indicate, Mr. Minister, that the members of Parliament have a right to benefit from the recommendations of the Beaupré report. Will there be special legislation in this regard?

Mr. Drury: Mr. Chairman, the matter of the Beaupré report involves or may involve many statutes, particularly the House of Commons Act.

Mr. Clermont: I was wondering whether this would appear in one of the votes of the Treasury Board, since this can have . . .

Mr. Drury: Mr. Clermont, there is nothing to that effect in the estimates of the Treasury Board.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: There will have to be a supplementary estimate, Mr. Clermont.

Monsieur Ritchie.

[Text]

Mr. Ritchie: A final question. Why does the government not have an actual fund but have an account, as I think you describe it? What is the reasoning behind this?

Mr. Drury: I suppose the answer is, Mr. Chairman, that to, in a sense, sterilize very large sums of money in a specific fund reduces obviously the fiscal flexibility of the government as a whole. I am told now the account is something of the order of \$7 billion and to—as I used the term—sterilize this amount of money in a particular fund would not seem to serve any particular useful purpose.

The only reason for having a separate fund would be to guarantee to the contributors the availability of pensions when at some future date they come along to retire. Such a fund is obviously dependent on the fiscal or financial soundness of the government of Canada and, indeed, of the Canadian currency, and a fund separate and distinct from the Consolidated Revenue fund of Canada really would not offer any greater guarantee.

• 1035

Mr. Thomson: Mr. Chairman, in relation to funding, must most pension plans of private companies by law be funded?

Mr. Drury: I will have to ask the experts on that, I am not sure about the law. Perhaps Mr. Clark might answer this, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Clark.

Mr. H. D. Clark (Director, Pensions and Insurance Division, Treasury Board): Mr. Chairman, in the case of companies subject to provincial jurisdiction, there are laws, I think in five provinces, that do require separate funding. On the other hand, I think it is true that in each of those provinces the corresponding funds to the superannuation account are not funded in the same way as private funds in those provinces. Similarly, in the case of employment subject to federal jurisdiction—for example, the CNR or the banks, and so on—the Pension Benefits Standards Act requires funding and the meeting of certain solvency standards, just as in the case of those subject to certain provincial jurisdiction the Department of National Revenue has certain requirements in relation to the eligibility for deduction for income tax purposes. I think that is about all.

Mr. Thomson: I am just comparing these; the Government of Canada does not fund theirs but the private companies, if you will, must.

Mr. Clark: That is right. Mind you, the private companies will have many of their assets in the form of government bonds which the government guarantees. The government guarantees these various accounts which cover not only the public service employees but the Armed Forces, and so on. We could just as well have issued bonds as is done in the case of the unemployment insurance fund. The soundness would not have been altered simply by the issuing of a separate security.

Mr. Thomson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions? If not, in your name I will thank the Minister and his officials and I will adjourn this meeting until 9.30 a.m. Thursday, March 25 to resume hearing the estimates, 1971-72 relating to Privy Council. At that time we are supposed to have the four regional desk officials. The meeting is adjourned.

[Interpretation]

M. Ritchie: Je n'ai qu'une autre question à poser. Pourquoi le gouvernement a-t-il un compte comme celui que vous décrivez, plutôt qu'un fonds réel?

M. Drury: Monsieur le président, je crois que l'idée de fixer de grandes sommes d'argent dans un fonds particulier réduit évidemment la flexibilité fiscale du gouvernement. Le compte s'élève maintenant à environ 7 milliard de dollars et je ne crois pas qu'il serait utile de consacrer cette somme à un fonds particulier.

La seule raison d'avoir un fonds distinct serait de garantir aux contribuables la disponibilité de pensions lorsqu'ils veulent prendre leur retraite. Un tel fonds dépend évidemment de la santé fiscale ou financière du gouvernement du Canada et des devises canadiennes, et un fonds distinct du Fonds du revenu consolidé du Canada n'offrirait pas une plus grande garantie.

M. Thomson: Monsieur le président, en ce qui a trait à la consolidation, la plupart des régimes de pensions des sociétés privées doivent-ils être consolidés aux termes de la loi?

M. Drury: Il faudra que je m'en réfère aux experts à ce sujet. Je ne connais pas exactement les conditions établies par la loi. M. Clark pourrait peut-être répondre à cette question, monsieur le président.

Le président: Monsieur Clark.

M. H. D. Clark (Directeur de la Division des pensions et des assurances, Conseil du trésor): Monsieur le président, dans le cas des sociétés qui relèvent des provinces, je crois qu'il y a des lois dans cinq provinces qui exigent une consolidation distincte. D'autre part, je crois qu'il est exact que, dans chacune de ces provinces, les fonds correspondant pour les pensions de retraite ne sont pas consolidés de la même façon que les fonds privés dans ces provinces. De même, dans le cas des emplois qui relèvent du gouvernement fédéral—notamment le CN ou les banques, et ainsi de suite—la Loi sur les normes des prestations de pensions exige que ces fonds soient consolidés et que certaines normes de solvabilité soient respectées, tout comme dans le cas des fonds qui sont assujettis à certaine juridiction provinciale, le ministère du Revenu national a établi certaines exigences pour l'admissibilité à des exemptions fiscales. Je crois que c'est à peu près tout.

M. Thomson: Je ne fais que comparer; le gouvernement du Canada n'est pas obligé de consolider ces fonds, mais les sociétés privées le sont.

M. Clark: C'est exact. Cependant, une bonne partie de l'actif des sociétés privées est sous forme d'obligations d'épargne que le gouvernement garantit. Le gouvernement garantit non seulement les comptes qui se rapportent aux employés de la Fonction publique, mais aussi ceux des Forces armées, et ainsi de suite. Nous aurions pu tout aussi bien émettre des obligations, comme c'est le cas pour le fonds d'assurance-chômage. L'émission d'une obligation distincte n'aurait pas modifié la solidité du système.

M. Thomson: Merci, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Sinon, je vais remercier en votre nom le ministre et ses hauts fonctionnaires et nous allons lever la séance jusqu'à 9 h 30 du matin, le jeudi 25 mars, alors que nous étudierons les prévisions budgétaires de 1971-1972 du Conseil privé. Les quatre agents régionaux sont censés être avec nous à ce moment-là. La séance est levée.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 20

Tuesday, March 30, 1971

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 20

Le mardi 30 mars 1971

Président: M. Fernand E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972, relating to the Public Service Commission.

CONCERNANT:

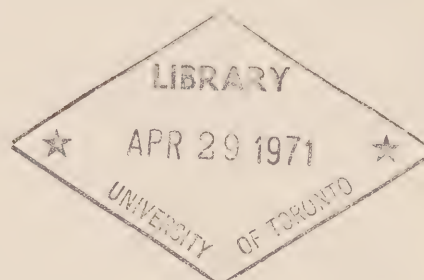
Le Budget pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 1972, se rapportant à la Commission de la fonction publique.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

Vice-Chairman:

Messrs.

Blair	Forget
Carter	Goode
Clermont	Gillespie
Downey	Guay (<i>St. Boniface</i>)
Dupras	Langlois

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Vice-président:

Messieurs

Peddle	Serré
Ricard	Skoberg
Ritchie	Skoreyko
Rock	Thomson (<i>Battleford-</i>
Rodrigue	<i>Kindersley</i>)—(20).

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, March 30, 1971
(28)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 9.43 a.m. this day. The Chairman, Mr. Leblanc (*Laurier*), presided.

Members present: Messrs. Blair, Clermont, Gillespie, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Rock, Serré—(8).

Witnesses; From the Public Service Commission: Mr. J. J. Carson, Chairman; Miss R. E. Addison, Commissioner; Mr. M. B. Caron, Director, Language Training, Language Bureau; Mr. R. F. Smith, Director, Financial and Administrative Services Division; Mr. A. R. K. Anderson, Director General, Staffing Branch.

The Committee resumed consideration of the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972, relating to the Public Service Commission.

The Chairman introduced Mr. Carson and his colleagues and then the members of the Committee pursued questioning under Item 115.

The questioning completed, at 11.00 a.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m., Thursday, April 1, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 30 mars 1971.
(28)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit ce matin à 9 h 43. Le président, M. Leblanc (*Laurier*), occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Clermont, Gillespie, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Rock, Serré—(8).

Témoins: De la Commission de la fonction publique: M. J. J. Carson, président; M^{lle} R. E. Addison, commissaire; MM. M. B. Caron, directeur, formation des langues, bureau des langues; R. F. Smith, directeur, division des services financiers et administratifs et A. R. K. Anderson, directeur général, direction de la gestion en personnel.

Le Comité reprend l'étude des prévisions budgétaires de la Commission de la fonction publique pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972.

Le président présente M. Carson et ses collègues et les membres du Comité poursuivent l'interrogatoire sur le crédit 115.

A la fin de la période de questions, à 11 h 00 du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 9 h 30 du matin, le jeudi 1^{er} avril 1971.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, March 30, 1971

● 0941

[Text]

The Chairman: Order please. This morning we are resuming the examination of the Main Estimates 1971-72 relating to the Public Service Commission. We have as witnesses from the Public Service Commission, Mr. J. J. Carson, Chairman; Miss R. E. Addison, Commissioner; Mr. C. A. Lussier, Commissioner; Mr. M. Caron, Director General Language Training, Language Bureau; Mr. R. F. Smith, Director of Financial Administrative Services Division; and Mr. A. R. K. Anderson, Director General, Staffing Branch.

Are there any questions gentlemen? Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I would like to go back into the problems of the Public Service Commission in relationship to the hiring of the Francophones and in relationship to the act. In your opinion, Mr. Carson, how is the term "merit" defined in the Public Service Employment Act?

Mr. J. J. Carson (Chairman of the Public Service Commission): The act never spells out what merit is Mr. Ritchie. I think this may be an oversight in the act but it has been the case since the first Civil Service Act came in in 1918.

It is left to the judgment of the three commissioners to make the most effective interpretation that they can of "merit". When I appeared before the Committee a week and a half ago, I indicated that the present commissioners felt that a very important element of the merit principle is that opportunities for employment in the Public Service should be open to all Canadians and that all Canadians should have a reasonable opportunity to compete for positions.

Within that competitive process the Commission does the best job it can of trying to place candidates in rank order as to their qualifications. The act does permit us to create selection standards in terms of education, experience, personal suitability, language, and it is around this group of qualities that we try to make the best estimate of merit that we can.

Mr. Ritchie: How does ethnic origin contribute to merit within the terms of the Public Service Employment Act, in your opinion?

Mr. Carson: Mr. Ritchie, when I appeared before the Committee last, I made it very clear that the Commission would not be in a position to give any attention to ethnic origin.

Mr. Ritchie: Do you regard the so-called Francophones and Anglophones as ethnic?

Mr. Carson: For the Commission's purposes, no. I realize that there are definitions of Anglophone and Francophone that are used, such as used by the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism in which they talk about mother tongue, but the Commission has had to

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 30 mars 1971.

[Interpretation]

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Ce matin, nous reprenons l'étude du budget 1971-1972, concernant la commission de la Fonction publique. Nous accueillons comme témoins représentant de la Commission de la Fonction publique: M. J. J. Carson, président, M^{lle} R. E. Addison, commissaire, M. C.-A. Lussier, commissaire, M. Caron, directeur général de la formation linguistique, bureau linguistique, M. R. F. Smith, directeur de la division des services administratifs et financiers et M. A. R. K. Anderson, directeur général de la direction de la dotation en personnel.

Avez-vous des questions à poser, messieurs? Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Je voudrais en revenir aux problèmes de l'engagement des francophones au sein de la Commission de la Fonction publique. Selon vous, monsieur Carson, comment la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique définit-elle le terme «mérite»?

M. J. J. Carson (président de la Commission de la Fonction publique): La loi ne dit nulle part ce qu'est le mérite, monsieur Ritchie. C'est peut-être une lacune, mais cela a été le cas depuis la première Loi sur la Fonction publique, en 1918.

C'est aux trois commissaires d'interpréter de leur mieux le sens «mérite». Lorsque j'ai comparu devant vous il y a une semaine et demie, j'ai dit que nos commissaires tenaient surtout, pour rester fidèles à ce principe, à ce que tous les Canadiens puissent travailler dans la Fonction publique et puissent se présenter à des concours pour obtenir un poste.

La Commission fait de son mieux pour classer les candidats en fonction de leurs qualifications. La Loi nous permet d'établir des normes de sélection sur le plan de l'éducation, de l'expérience, de l'aptitude personnelle, de la langue et c'est en nous fondant sur toutes ces qualités que nous essayons d'évaluer le mérite de notre mieux.

M. Ritchie: Dans quelle mesure l'origine ethnique contribue-t-elle au mérite en vertu de l'emploi dans la Fonction publique?

M. Carson: Monsieur Ritchie, la dernière fois que je suis venu ici, j'ai précisé que la Commission n'était pas en mesure de tenir compte de l'origine ethnique.

M. Ritchie: Considérez-vous les francophones et les anglophones comme des groupes ethniques?

M. Carson: Aux fins de la Commission, non. Je sais qu'il y a des définitions d'anglophone ou de francophone, comme celle dont se sert la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, mais la Commission a dû établir une définition arbitraire; il s'agit de

[Texte]

make an arbitrary definition of Francophone for its own purposes, and that is someone who can work creatively in the French language, or the English language, or both. This could apply equally well to an Italian or a Ukrainian or someone of Anglo-Saxon origin.

● 0945

Mr. Ritchie: Then in your interpretation of Mr. Drury's statement of the 276 Francophones, a person whose mother tongue was not French, could come in under that program. Is that correct?

Mr. Carson: Exactly.

Mr. Ritchie: Mr. Drury has said that the program was designed to help achieve a more representative public service. This was his statement.

Mr. Carson: I think there will be a coincidence, Dr. Ritchie, between our recruiting for this program and the attainment of a more representative public service. However, in taking an interpretation of our act, we do not feel that we could exclude or bar anyone from entering this competition providing he was able to work creatively in French.

Mr. Ritchie: Do you not agree that a Francophone is, in essence, a French-Canadian the same as an Anglophone is an English-Canadian?

Mr. Carson: Dr. Ritchie, I think there is going to be a high degree of coincidence between these, but technically we do not accept it. Our act would forbid us from excluding someone who could work creatively in French.

Mr. Ritchie: You must accept, however, practically, that Francophones will be French-Canadians the same as Anglophones will be English-Canadians.

Mr. Carson: I would expect certainly somewhere in the order of 90 per cent of the candidates who come in through this program would be French-speaking Canadians.

Mr. Ritchie: Then how, Mr. Carson, as the chief guardian of the merit system, can you say that ethnic origin will not play an important part in recruitment to the public service, notwithstanding Section 12(2) of the Public Service Employment Act?

Mr. Carson: I was a little stronger than that, Dr. Ritchie. I said that ethnic origin would play no part in this particular recruiting program; language qualifications, language capability will.

Mr. Ritchie: It seems to me you are at some variance when you say you must agree that most of the people coming in will be French-Canadian.

An hon. Member: They could be English-speaking with a little French.

Mr. Ritchie: There are many non-French. I would agree, Mr. Chairman, there are many French-Canadians whose mother tongue is not French.

How does the Public Service Commission, or a government department, identify a position as having a bilingual requirement? What are the rules by which you decide

23642—2

[Interprétation]

quelqu'un qui peut travailler en français ou en anglais ou dans les deux langues. Ceci peut également s'appliquer à un Italien, à un Ukrainien, ou à quelqu'un d'origine anglo-saxonne.

M. Ritchie: Si vous interprétez ainsi la déclaration de M. Drury à propos des 276 francophones, une personne dont la langue maternelle n'est pas le français pouvait participer à ce programme, n'est-ce pas?

M. Carson: Exactement.

M. Ritchie: M. Drury a dit que le programme devait rendre la Fonction publique plus représentative. Ce sont ses paroles.

M. Carson: Il y aurait une coïncidence, monsieur Ritchie, entre le recrutement que nous ferons dans le cadre de ce programme et le fait que la Commission sera plus représentative. Toutefois, nous pensons qu'il est impossible d'empêcher qui que ce soit de se présenter à ce concours s'il est capable de travailler en français.

M. Ritchie: Ne pensez-vous pas qu'un francophone est, en essence, un Canadien français de même qu'un anglophone est un Canadien anglais?

M. Carson: Monsieur Ritchie, la coïncidence est peut-être très marquée, mais, sur le plan technique, nous n'acceptons pas cette définition, notre Loi nous empêche d'exclure qui que ce soit pouvant travailler en français.

M. Ritchie: Cependant, vous devez accepter, sur le plan pratique, que les francophones seront des Canadiens français et les anglophones des Canadiens anglais.

M. Carson: Environ 90 p. 100 des candidats qui participeront à ce programme seront des Canadiens d'expression française.

M. Ritchie: Comment pouvez-vous dire, monsieur Carson, en tant que gardien du système de mérite, que l'origine ethnique ne jouera pas un rôle très important dans le recrutement pour la Fonction publique, malgré l'article 12 1, paragraphe (2) de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique?

M. Carson: J'étais plus loin que cela, monsieur Ritchie. J'ai dit que l'origine ethnique ne jouait aucun rôle dans ce programme de recrutement; seules les qualifications ou les capacités linguistiques seront prises en considération.

M. Ritchie: Vous devez admettre que la plupart des personnes qui participeront seront des Canadiens français.

Une voix: Il pourrait s'agir d'anglophone connaissant un peu le français.

M. Ritchie: Il y en a beaucoup qui ne parlent pas le français. Je l'admets, monsieur le président, le français n'est pas la langue maternelle de tous les Canadiens français.

Comment la Commission de la Fonction publique ou un ministère du gouvernement détermine-t-il qu'il faut un

[Text]

whether a position shall become bilingual or not be unilingual?

Mr. Carson: The main criteria, up to now, has been service to the public. If a position is in an area where the public being served is of mixed language, those positions call for a higher percentage of bilingual capability than positions in other parts of the country where one language is predominant, whether it is English or French.

There is another requirement that is becoming increasingly important in determining the bilingual needs of a position. That is, whether the work force itself is of mixed language capability. If a supervisor is going to be supervising French-speaking Canadians and English-speaking Canadians, then increasingly we are requiring that if that position becomes vacant, in filling it the next time it would be filled by someone who is bilingual and could communicate with members of his staff in their main language.

Mr. Ritchie: In other words, it is left, primarily, to you to make the decision as to whether a position shall or shall not become bilingual. You can make any position in Canada bilingual if you so desire.

Mr. Carson: No, not exactly, Dr. Ritchie. The Commission responds to departments coming to us with vacancies. Usually the department comes to us with a pretty clear idea of what they need in the way of qualifications.

• 0950

The commission has the final authority for approving the selection standard that is to be used but we certainly do not do this in a vacuum; we do it on the basis of a department statement of the practical requirements in performing their duties. Although in law, the commission has the final responsibility for determining the selection standard, I would think the great majority of judgment that enters into what the selection standard should be is derived from the department that has to do the work.

Mr. Ritchie: What role does biculturalism play in the staffing of the Public Service Commission?

Mr. Carson: It plays no part really, Dr. Ritchie. The commissioners are most sympathetic to helping departments develop a capability to think and to perform biculturally; that is, the advice, the programs and the planning that a department engages in will reflect the thinking of members of the two cultures, and we are sympathetic to that objective. However, in the actual filling of positions and the determining of selection standards we are not able to take ethnic background or cultural background into effect.

We try to use common sense in this, which presumably is one of the reasons parliamentarians in the past included residence as one of the factors that could enter into the selection standard. We try to recruit from a local area to serve that local area so the people who come into the public service to serve in a particular community will reflect the cultural values and attitudes of the community they are serving. We do not try to recruit in Newfoundland for Victoria.

[Interpretation]

employé bilingue pour tel ou tel poste? Selon quelles règles décidez-vous qu'un poste sera bilingue ou unilingue?

M. Carson: Jusqu'à présent, nous nous sommes essentiellement fondés sur le service à assurer au public. S'il y a un poste à remplir dans une région où le public parle deux langues, il faudra là plus de personnel bilingue pour ce poste que pour d'autres régions du pays où une langue prédomine sur l'autre, que ce soit l'anglais ou le français.

D'autre part, une autre exigence devient de plus en plus importante pour déterminer les besoins d'un poste. Il faut savoir si le personnel lui-même peut parler les deux langues. Si un surveillant doit s'occuper de Canadiens d'expression française et de Canadiens d'expression anglaise, nous tiendrons, lorsque le poste deviendra vacant, à ce que le candidat soit bilingue et puisse communiquer avec les membres de son personnel dans leur langue première.

M. Ritchie: En d'autres termes, c'est à vous de décider si un poste doit être bilingue ou non. Vous pouvez rendre tous les postes bilingues au Canada, si vous le désirez.

M. Carson: Non, pas exactement, monsieur Ritchie. La Commission répond aux ministères qui nous demandent de remplir des postes. Généralement les ministères savent très bien quelles sont les qualifications nécessaires pour remplir tel ou tel poste.

La Commission décide des normes de sélection qui seront utilisées, mais nous ne faisons pas cela dans le vide; nous nous appuyons sur les exigences pratiques des ministères. Bien que ce soit à la Commission de déterminer les normes de sélection, cette dernière se fonde essentiellement sur ce que lui demande le ministère qui doit faire le travail.

M. Ritchie: Quel rôle joue le biculturalisme dans la dotation en personnel de la Commission de la Fonction publique?

M. Carson: Aucun, monsieur Ritchie. Les commissaires aident les ministères à penser et à agir de façon biculturelle. Ils font en sorte que les programmes et la planification des ministères reflètent la pensée des membres des deux cultures et nous sommes très favorables à cet objectif. Toutefois, à l'heure actuelle, en déterminant les normes de sélection, nous ne pouvons pas tenir compte de l'origine ethnique ou culturelle...

Nous essayons d'agir avec bon sens et c'est sans doute pour cela que les parlementaires considéraient autrefois la résidence comme l'un des facteurs à prendre en considération dans les normes de sélection. Nous essayons de recruter sur place le personnel qui devra travailler dans une certaine région de façon à ce que les personnes qui entrent dans la Fonction publique pour travailler dans une localité particulière reflètent les valeurs et les attitudes culturelles de la localité qu'ils déservent. Nous n'allons pas recruter à Terre-Neuve pour Victoria.

[Texte]

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I have lots of questions but I may have exhausted my time, if you wish to pass on to someone else.

The Chairman: Yes. We will come back to you, Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Yes.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, with reference to the 276 students, what vote is this covered by in the budget or will this be a supplementary?

Mr. Carson: Mr. Chairman, I think that is a better question to direct to someone from the Treasury Board; we merely respond to the filling of vacancies after they tell us.

Mr. Thomson: Yes, all right. Mr. Chairman, in another area, in regard to the youth programs, are you responsible for hiring the people who will be involved in the recently announced youth program?

Mr. Carson: The commission is responsible for the hiring of approximately 23,000 who will be coming on to the payroll of the federal government itself to work in government departments. In actual fact all these hirings will be made under the Public Service Employment Act but the commission itself will only be involved in hiring those who are coming into what we call the career introduction or career oriented program. There will be a very large number who will be hired to do manual labour jobs and outdoor jobs. Those kinds of positions we have delegated to the departments to hire through the Canada Manpower Centres. I would think they will represent the majority of the 23,000. The commission itself will be involved in engaging somewhere between 7,000 and 8,000 on behalf of departments to work in what we call career oriented positions. These are positions which, after graduation from university, lead to entry into the public service on a permanent and continuing basis.

Mr. Thomson: Speaking in terms of averages, by and large, what credentials or qualifications would these supervisors or the ones you mentioned you will be hiring have? On what basis will you hire them?

Mr. Carson: We have run the competition as we always do during the winter months for summer employment.

• 0955

I think we have had about fifteen thousand applications from all the universities across the country, and out of that fifteen thousand we will try to pick the eight thousand or seven thousand who are the best qualified.

We tend to take those who are in their penultimate year, the last year before graduation, because our interest is in taking a look at these young people with a view to seeing their potential for continuing employment after graduation in the first instance, and in the second instance to do the best job we can of making the public service seem to them a lively and exciting and interesting career. So we tend to give some priority to those who are in their penultimate year.

23642—2½

[Interprétation]

M. Ritchie: Monsieur le président, j'ai moult questions à poser, mais mon temps est peut-être épuisé. Je vais céder la parole à quelqu'un d'autre.

Le président: Oui. Nous reviendrons à vous, monsieur Ritchie.

M. Ritchie: C'est bien.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, quel est le crédit du budget destiné à ces 276 étudiants? Ceci sera-t-il couvert par un crédit supplémentaire?

M. Carson: Monsieur le président, il vaudrait mieux poser cette question au Conseil du trésor; nous nous bornons à remplir les postes vacants d'après ce qu'ils nous disent.

M. Thomson: Très bien, monsieur le président, je veux poser une question à propos des programmes de la jeunesse. Êtes-vous chargés d'engager les personnes qui participeront au programme de la jeunesse qui a été annoncé dernièrement?

M. Carson: La Commission doit engager environ 23,000 personnes qui travailleront dans les ministères du gouvernement fédéral. Ceci sera fait conformément à la loi sur l'emploi dans la Fonction publique, mais la Commission ne devra engager que ceux qui participeront à ce que nous appelons les programmes professionnels orientés ou programmes d'introduction aux professions. Nombreux sont ceux qui seront engagés pour faire des travaux manuels ou pour travailler à l'extérieur. Pour ces postes, nous avons confié aux ministères le soin de s'occuper du recrutement, par l'intermédiaire des centres de main-d'œuvre du Canada. Ils s'occuperont donc de la majorité des 23,000 personnes. La Commission devra engager environ 7,000 ou 8,000 personnes au nom des ministères, pour travailler dans des postes orientés. Ce sont des postes qui permettent à un candidat, après l'obtention d'un diplôme universitaire, d'entrer dans la Fonction publique pour y travailler en permanence.

M. Thomson: En moyenne, quelles seront les qualifications de ces surveillants ou des personnes que vous allez engager? Sur quel critère vous basez-vous pour les engager?

M. Carson: Le concours a eu lieu, comme toujours, pendant l'hiver pour l'emploi d'été.

Environ 15,000 demandes nous sont parvenues émanant de toutes les universités du pays et, parmi ces 15,000, nous essaierons de sélectionner les 8,000 ou 7,000 qui sont le mieux qualifiées.

Nous avons tendance à sélectionner ceux qui sont en avant-dernière année, c'est-à-dire un an avant le diplôme, car notre intérêt est d'étudier ces jeunes afin d'évaluer la possibilité qu'ils offrent pour un emploi permanent après avoir obtenu leur diplôme dans le premier cas, et dans le second cas, de faire de notre mieux pour que la Fonction publique leur semble une carrière vivante et attrayante. Par conséquent, nous avons tendance à nous occuper en priorité de ceux qui sont en avant-dernière année.

[Text]

Mr. Thomson: You are suggesting then that you are hiring people who would have some reason to be administrators in the future, or be able to move into similar type programs in the public service.

Mr. Carson: That is right. It is not, of course, just administrators, because the program also will include embryo economists, embryo scientists, embryo engineers, embryo lawyers, who we will be wanting to attract in the future to come and pursue their professional careers in the public service. The administrative group—I do not think it would represent even a half, the administrative trainees.

Mr. Thomson: In this connection, I have heard it suggested that private industry has trouble competing for—offering as good conditions as the public service can offer for some of the people in this type of endeavour, or type of job if you like. Have you heard complaints from industry to this effect? Have they ever complained to you that they cannot bid as much, and cannot afford to bid as well as you do for these people?

Mr. Carson: Well, periodically when some industry loses a particularly outstanding candidate they want, I have heard such complaints. But whenever I talk to the union representatives of the Professional Institute of the Public Service Alliance, they disabuse me of that allusion. They are quite convinced that public servants are not as well paid as their counterparts on the outside. So, it is a matter of opinion. At which point in history do you make your comparison?

I think public service rates are competitive with outside employers. In recent years I have felt that we have been developing a growing advantage in that we have been making the public service a more and more attractive place for young people, and of course there has been a change going on in the value system of young people that means that the public service represents a way of life that perhaps is more attractive to them, and we have been enormously pleased and encouraged by the continual growth in numbers of the students who apply to us from universities across the country, growth that cannot be explained just by the increase in university enrolment itself. But the percentage of students who are applying to the public service and showing an interest in the public service has been steadily mounting in the last five years.

• 1000

Mr. Thomson: Mr. Chairman, one more question and then I will pass. In 1,000 employees hired by your commission, what percentage within a five-year period would drop out or leave for any reason whatsoever, or be fired if you like. Could you give me an estimate, out of 100 even?

Mr. Carson: The turnover rate varies with the occupational group that you are talking about. I think the

[Interpretation]

M. Thomson: Par conséquent, vous laissez entendre que vous employez des personnes qui s'orientent plus ou moins dans le secteur administratif, ou qui pourront s'intégrer dans des programmes similaires dans la Fonction publique.

M. Carson: C'est exact. Bien entendu, il ne s'agit pas exclusivement d'administrateurs, car ce programme inclura aussi de futurs économistes, de futurs scientifiques, de futurs ingénieurs et de futurs hommes de loi, que plus tard nous essaierons d'attirer dans la Fonction publique pour qu'ils y poursuivent leur carrière professionnelle. En ce qui concerne le secteur administratif, les stagiaires dans ce secteur ne représentent même pas la moitié du total.

M. Thomson: Pour rester dans ce domaine, j'ai entendu dire que l'industrie privée éprouvait certaines difficultés, car elle ne peut offrir d'aussi bonnes conditions que celles offertes par la Fonction publique pour ce genre d'emplois. Avez-vous entendu des plaintes émanant de l'industrie et dans ce sens? Ne s'est-on jamais plaint qu'on ne pouvait offrir autant, et qu'on ne pouvait se permettre d'offrir autant que vous à ces personnes?

M. Carson: Eh bien, périodiquement lorsque l'industrie perd un candidat particulièrement remarquable qu'ils veulent garder, on entend ce genre de plaintes. Mais chaque fois que j'en discute avec les représentants syndicaux de l'Institut professionnel de l'Alliance de la Fonction publique, ils me blanchissent. Il ne fait aucun doute, d'après eux, que les fonctionnaires ne sont pas aussi bien payés que leur alter ego du secteur privé. Par conséquent, il s'agit d'une question d'opinion. Du point de vue chronologique, à quelle époque se situe votre comparaison?

A mon avis, les salaires qu'offre la Fonction publique sont concurrentiels avec ceux du secteur privé. Au cours des dernières années, il me semble que nous avons accompli des progrès considérables dans le sens où nous avons fait de la Fonction publique un endroit de plus en plus attrayant pour les jeunes, et bien entendu, une évolution se dessine dans le système de valeurs des jeunes, c'est-à-dire que la Fonction publique représente une manière de vivre qui les attire peut-être plus. L'augmentation constante du nombre d'étudiants qui sollicitent un emploi auprès de nous nous donne beaucoup de satisfaction et d'encouragement, et cette augmentation d'ailleurs ne saurait simplement s'expliquer par l'accroissement des effectifs universitaires eux-mêmes. Le pourcentage des étudiants qui sollicitent un emploi dans la Fonction publique et montrent un intérêt pour la Fonction publique a augmenté d'une manière constante au cours des cinq dernières années.

M. Thomson: Monsieur le président, encore une question et je céderai la parole. Sur 1,000 personnes employées par votre Commission, quel est le pourcentage qui, au cours d'une période de cinq années, abandonnent pour une raison quelconque ou qui sont renvoyés, si vous préférez. Pourriez-vous me donner une évaluation, mettons sur 100?

M. Carson: Le taux de roulement varie avec le genre de poste occupé. Sauf erreur, la rotation totale tourne

[Texte]

over-all turnover is somewhere around 10 per cent. This is not extraordinary in terms of the kind of people that we are recruiting, particularly in the university-trained population. Our counterparts in the private sector have roughly the same degree of turnover of this sort of population. There was a time when the turnover particularly amongst our administrative trainees seemed to us to be higher than the private sector, but the comparisons we have made in the last year indicate that it is lower. But, the ball-park figure would be 10 per cent.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I have some more questions, but I will pass and you can come back to me if you want.

The Chairman: In the second round, yes. Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Carson, I have had numerous representations made to me by my constituents about the operation of the bilingual program in the public service and I propose to address these main points to you for the purpose of receiving your comments. Speaking generally, and this perhaps would be of assistance to you in considering all the questions that I wish to raise, the major complaint made by my constituents is that somewhere in the process the government or the Commission have lost sight of the pledges made by prime ministers that the positions and the careers of unilingual English-speaking public servants would not be prejudiced.

My first question relates to the legal basis which apparently governed promotion competitions. I have before me a document which is entitled "Selected Board Decisions". It reports decisions of the Appeal Branch and I have one which is dated January 2, 1971. In this document there is a report of case number 356. Part of the text reads as follows:

The Appeal Board noted that this appeal was basically the same as a number of other cases that had recently come before appeal boards. In most of these appeals the appellant called attention to various political statements regarding the government's bilingual policy and pointed out that these pronouncements had indicated that individual public servants would not find themselves in any disadvantage before the year 1975 if they did not happen to be fluent in the second language.

The second feature in the majority of these cases was that the appellant usually stated that he was in fact able to perform the work of the position in a satisfactory manner without using the second language. He contended therefore that the department's proposal to make the position bilingual was excessive and unreasonable.

In the operative part of its judgement in this case this Appeal Board stated as follows:

A previous appeal board had commented on the matter as follows:

Then it quotes from the previous decision.

With respect to the appellant's contention that the Commission should not have ignored the politicians' pronouncements on the bilingualism policy, the Appeal Board can only repeat that there is ample

[Interprétation]

aux alentours de 10 p. 100. Cela n'a rien d'extraordinaire, si l'on songe aux catégories d'employés que nous recrutons, je pense en particulier aux personnes de formation universitaire. Les chiffres sont à peu près les mêmes dans le secteur privé. Il fut un temps où le roulement et particulièrement chez nos administrateurs stagiaires, nous a semblé être plus élevé que dans le secteur privé, mais les comparaisons que nous avons faites au cours de la dernière année indiquent qu'il est inférieur. On peut dire qu'il se chiffre en gros à 10 p. 100.

M. Thomson: Monsieur le président, j'ai d'autres questions à poser, mais je vais céder mon tour et vous me redonnerez la parole, si vous le voulez.

Le président: Oui, au cours du deuxième tour. Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur Carson, mes électeurs m'ont adressé de nombreuses protestations au sujet du programme bilingue et de son fonctionnement dans le cadre de la Fonction publique. Je me propose donc de vous faire part des points principaux afin que vous puissiez me donner des explications. D'une manière générale—cela pourra peut-être vous aider à répondre à mes questions—le grief principal formulé par mes électeurs, est que quelque part en cours de route, le gouvernement ou la Commission ont perdu de vue que les premiers ministres ont promis que les fonctionnaires unilingues de langue anglaise ne subiraient pas de préjudices dans leur poste ou dans leur carrière.

Ma première question se rapporte à la procédure légale sur laquelle se fondent apparemment les critères de promotion. J'ai devant moi un document intitulé «Choix de décision du Comité d'appel». Il s'agit d'un recueil des décisions de la direction des appels et j'en ai un exemplaire daté du 2 janvier 1971. Ce document renferme le compte rendu du cas n° 356. On peut y lire ce qui suit:

Le Comité d'appel a remarqué que cet appel s'assimilait à un certain nombre d'autres cas qui s'étaient dernièrement présentés devant les comités d'appel. Dans la plupart de ces appels, l'appelant a souligné différentes déclarations politiques concernant la politique bilingue du gouvernement et a fait remarquer que dans ces déclarations on indiquait que pour les fonctionnaires qui ne connaissaient pas couramment une seconde langue, aucun désavantage ne serait encouru avant l'année 1975.

La seconde dominante dans la majorité de ces cas était que l'appelant généralement déclarait qu'il était en fait capable d'exercer sa fonction d'une manière satisfaisante sans utiliser la deuxième langue. Par conséquent, il affirmait que la proposition du ministère de rendre ce poste bilingue était excessif et déraisonnable.

Par la partie exécutoire du jugement de cette affaire, ce Comité d'appel a déclaré ce qui suit:

Un comité d'appel précédent a fait les remarques suivantes à ce sujet:

Puis il fait état d'une citation de la décision précédente.

Prenant en considération l'affirmation de l'appelant portant que la Commission n'aurait pas dû ignorer les déclarations des politiciens au sujet de la politi-

[Text]

authority provided by jurisprudence against the acceptance of any statement of policy about an act or any interpretation thereof. The fact that such a statement may have emanated from a prime minister or may have formed part of a debate in Parliament, does not alter this rule. The intent of an Act of Parliament is expressed by the language used and is not to be inferred from any other source.

● 1005

Mr. Carson, reading this decision, am I correct in assuming that, unless some form of statutory declaration is given to the so-called Pearson policy, it cannot prevail in law in the determination of cases falling under the jurisdiction of the Commission?

The Chairman: Mr. Carson, do we have anyone here from the appeal board?

Mr. Carson: Unfortunately the Director of the Appeal Branch is not with us this morning but I think I can answer for him.

The Chairman: Very well, Mr. Carson.

Mr. Carson: Mr. Chairman, Mr. Blair raises a very serious dilemma that the commission has had over recent years, but I would not want to see the importance of it exaggerated out of common sense because the Commission makes about 50,000 appointments every year, either through delegation to departments or by the actions of our own staffing officers.

The Chairman: Are those appointments or promotions, or both?

Mr. Carson: They are both. They are promotions and by an appointment act.

We are talking about something in the order of 50,000 and there have been about four appeals launched of the variety that you describe. I do not regard four appeals out of 50,000 appointments as an enormous problem. I am sure that, to each of these four individuals and to others—for there are probably others who did not appeal—it was a very serious and irritating and frustrating situation that they found themselves in; but there are lots of people, of course, who are failing to win promotional competitions or to be able to go into competitions because of the lack of a variety of qualifications; the lack of new technical skills which have developed in the last few years; the lack of increased educational requirements that have become built into jobs; and there are some individuals in some few circumstances who have lost out on promotions because they had not yet had an opportunity to develop the language requirements.

To answer Mr. Blair's question: if one is searching for a 100 per cent foolproof guarantee that no one's career is ever going to be jeopardized because of his lack of language qualifications then you would have to make a change in the Public Service Employment Act. However, I would like to try to persuade the members of the Committee, Mr. Chairman, that the commission and departments are keenly aware of the commitments that were made by Mr. Pearson, followed by Mr. Trudeau.

[Interpretation]

que du bilinguisme, le Comité d'appel ne peut que répéter que la jurisprudence prévoit des dispositions suffisantes pour ne pas accepter une déclaration de politiques au sujet d'une loi ou de l'interprétation de celle-ci. Le fait qu'une telle déclaration puisse émaner d'un premier ministre ou puisse ressortir d'un débat au Parlement ne modifie en rien cette règle. Les intentions d'une loi du Parlement sont exprimées par la langue utilisée, et ne doivent pas être tirées d'une autre source.

Monsieur Carson, à la lecture de cette décision, puis-je supposer sans me tromper, qu'à moins qu'on attribue une déclaration statutaire à ladite politique Pearson, cela ne veut avoir un rôle légal prédominant dans le jugement d'affaires relevant de la juridiction de la Commission?

Le président: Monsieur Carson, y a-t-il ici un fonctionnaire du Comité d'appel?

M. Carson: Malheureusement le directeur de la direction des appels n'est pas parmi nous ce matin, mais je pense pouvoir répondre à sa place.

Le président: Très bien, monsieur Carson.

M. Carson: Monsieur le président, M. Blair évoque un dilemme très sérieux inérant à la Commission depuis plusieurs années, mais je ne voudrais pas qu'on en exagère l'importance, car la Commission assure environ 50,000 nominations chaque année, qu'il s'agisse de nos agents détachés auprès des ministères, ou qu'il s'agisse de nos propres agents de dotation en personnel.

Le président: S'agit-il de nominations, ou de promotions, ou bien des deux?

M. Carson: Il s'agit des deux, aussi bien de promotions que de nominations.

Le chiffre est de l'ordre d'environ 50,000 et il n'y a eu que quatre cas similaires à celui dont vous parlez. Je ne considère pas que sur 50,000 nominations, quatre appels posent un problème sérieux. Je suis certain que pour chacun de ces quatre individus, et pour d'autres—car il y en a certainement eu d'autres qui n'ont pas fait appel—il s'agissait pour eux d'une situation très sérieuse, très irritante et très frustrante; mais il y a des tas de gens, bien entendu, qui n'arrivent pas à gagner de promotions ou qui ne sont pas capable de se présenter à cause de compétence professionnelle trop restreinte: la méconnaissance des nouvelles techniques qui se sont développées au cours des dernières années; l'inaptitude à faire face aux exigences intellectuelles qui ont augmenté et qui sont indispensables pour l'exercice de certains emplois; et dans certaines circonstances, certains individus n'ont pas pu obtenir de promotions parce qu'ils n'avaient pas encore eu l'occasion de se mettre à jour avec les exigences linguistiques.

Pour répondre à la question de M. Blair: si l'on veut être sûr à 100 p. 100 qu'une personne ne verra pas sa carrière mise en danger à cause de son manque de compétence linguistique, il faudrait alors modifier la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique. Cependant, j'aimerais essayer de persuader les membres du Comité, monsieur le président, que la Commission et les ministères sont

[Texte]

We are bending over backwards to try to advance the bilingual requirement of positions at a pace that will enable us to honour those commitments; but if a situation comes along in which a vacancy comes open and the public to be served from that office is clearly mixed French and English, or if the population has shifted and the majority of the population have become French or the reverse is true, then we would have to honour the requirements of that job, rather than being able to make a 100 per cent guarantee that someone who might have had the expectation of getting that vacancy when it came open would be protected.

This happens in very few instances. The Staff associations are vigilant about bringing cases to the commission's attention where they feel that bilingualism has been introduced prematurely or unnecessarily as a requirement, and the commission is constantly reviewing this because we are well aware of the commitments that were made. We would like to honour those in the spirit; we would like to honour the letter of them. But there will be such circumstances. Fortunately there have been very few. To put some order of magnitude on it, out of the 50,000 appointments that we have made in the last year, I think that the Appeals Branch is aware of every one of them in which someone felt abused.

We are pressing to get the individuals who find themselves in these kinds of circumstances a priority in language training, to get them into the language bureau just as fast as we can. The fact that we will be able to augment our numbers in language training from 7,000 this year to 9,000 starting in September, is, I hope, assurance that there are going to be fewer and fewer of these instances.

• 1010

Our objective, and it is hard to quantify this with any precision, at the present time is that we see about 10 per cent of the positions in the public service ultimately having a bilingual requirement as an essential qualification. That is a rather small percentage of 200,000 positions.

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Thomson: Excuse me, did you say 10 per cent?

Mr. Blair: By the way, Mr. Carson, would that be 10 per cent over-all? Have you any idea of what the percentage might be in the capital region?

Mr. Carson: It will be considerably higher here. We had set a tentative goal and now the government, as Mr. Drury indicated, has accepted the goal of having 60 per cent of the executive category bilingual, the great bulk of the executive category is in the national capital region.

Mr. Blair: As I recall, that is a rather small number, 500 people in all.

Mr. Carson: That is correct.

Mr. Blair: Mr. Carson, I am going to put a general situation to you in order to save time, with the Chairman's permission. I have had people complain to me

[Interprétation]

parfaitement conscients des promesses qui ont été faites par M. Pearson, et renouvelées par M. Trudeau.

Nous nous penchons en arrière pour essayer de faire progresser les postes d'exigence bilingue à un rythme qui nous permettra d'honorer ces promesses, mais, dans le cas d'une vacance où le public qui doit être desservi par ce bureau est un mélange de francophones et d'anglophones, ou encore dans le cas où la population s'est déplacée et où la majorité de la population est devenue francophone ou bien le contraire, il nous faudra honorer les exigences de ce travail, plutôt que de garantir à 100 p. 100 que quelqu'un qui aurait pu espérer obtenir ce poste sera protégé.

Cela ne fait l'objet que de très peu de cas. Les associations de personnel ne manquent pas de faire part des cas à la Commission dans lesquels elles pensent que le bilinguisme a été introduit d'une manière prématurée ou non nécessaire en tant qu'exigence, et la Commission passe son temps à étudier ces cas, car nous sommes très conscients des promesses qui ont été faites. Nous aimerions honorer ces promesses dans l'esprit de la lettre. Mais certains cas ne pourront être évités. Heureusement ils sont très peu nombreux. Pour chiffrer cela d'une manière approximative, sur 50,000 nominations que nous avons faites au cours de l'année dernière, la direction des appels est instruite de chacun de ceux qui ont fait l'objet d'une plainte.

Nous pressons les personnes qui se trouvent dans ce genre de circonstances de donner la priorité à la formation linguistique, afin de pouvoir les faire entrer dans le Bureau des langues aussi vite que possible. Le fait que nous pourrions faire passer le nombre de ceux qui suivent une formation linguistique de 7,000 cette année à 9,000 à partir de septembre prochain, est, j'espère, l'assurance qu'il y aura de moins en moins de ces cas.

Il nous serait difficile de donner des chiffres précis, mais nous prévoyons qu'en dernière analyse, il y aura environ 10 p. 100 des postes dans la Fonction publique pour lesquels il faudra absolument être bilingue. Cela représente un pourcentage plutôt faible de 200,000 postes.

Le président: Monsieur Blair.

M. Thomson: Pardon, avez-vous dit 10 p. 100?

M. Blair: Monsieur Carson, voulez-vous dire 10 p. 100 en tout? Avez-vous une idée de ce que serait le pourcentage dans la région de la capitale?

M. Carson: Le pourcentage sera beaucoup plus élevé. Nous avons établi un objectif approximatif et le Gouvernement, comme l'a souligné M. Drury, a maintenant accepté cet objectif selon lequel 60 p. 100 de la catégorie des cadres serait bilingue; presque tous les fonctionnaires qui appartiennent à la catégorie de la direction sont dans la région de la capitale nationale.

M. Blair: Je crois que ce nombre est relativement peu élevé, soit à peu près 500 personnes en tout.

M. Carson: C'est exact.

M. Blair: Si le président le permet, monsieur Carson, je vais vous poser une question générale afin d'épargner du temps. Des personnes m'ont exposé certains griefs au

[Text]

about two interrelated situations. They may not be high officials in the public service, but they have served a long time in any number of offices and all the time they have had their eyes open to the positions above them, but finally when the positions become vacant they are declared to be bilingual positions. These people tell me two things.

First, that in the operation of language training in the public service in general the opportunities for training have been given more freely to the upper echelons than those lower down. I have also encountered cases where somebody is, indeed, taking language training, but when that special position becomes vacant he has not completed his course and therefore has been precluded from applying for it. Has any consideration been given to recognizing the position of people of long service in the sense of giving them an opportunity to apply for what one might call their logical promotion on the basis that they are willing to learn the second language afterwards, it being remembered always that willingness to learn the second language was another thing mentioned by the political leaders when this program was introduced?

Mr. Carson: Mr. Chairman, I think the long-term solution to this problem is going to be found in the kinds of commitments and statement of objectives that Mr. Drury made when he appeared before this Committee some weeks ago in which he indicated that the Treasury Board was going to be calling on departments to put forward manpower plans for the achievement of these bilingual targets.

• 1015

To the extent the board is successful in having departments sit down and do some long-range planning about their requirements and the kinds of people they need, I think it is going to be possible for departments to pinpoint individuals well in advance and to make sure that they get into language training and get a priority for language training.

As far as the willingness to learn is concerned, the commission had been making this a requirement of all appointments from outside the public service since 1970 and when we recruit young university students, or when we recruit people of experience from the private sector—from Toronto, Vancouver, Winnipeg—for positions in Ottawa, we make it very clear to them that willingness to learn is a requirement and that they must give us an undertaking to that effect. Does this answer your question, Mr. Blair?

Mr. Blair: Have I time for another question, Mr. Chairman?

The Chairman: Last one?

Mr. Blair: Last one. Mr. Chairman, Mr. Carson said it is hoped that later on, the better planning of the structure of the public service will obviate some of the difficulties that have occurred. It appears to me this is going to take some time, Mr. Carson, and in the meantime I suggest we are going to continue to be faced with the problem of the unilingual public servant who feels, whether rightly or wrongly, that he has been cut off from

[Interpretation]

sujet de deux situations connexes. Il ne s'agit peut-être pas de hauts fonctionnaires de la Fonction publique, mais ils ont occupé plusieurs postes pendant de longues années et ils ont toujours eu l'espoir d'obtenir de l'avancement, mais lorsque les postes qu'ils convoient deviennent vacants, une des exigences est que les candidats soient bilingues. Ces personnes me disent deux choses.

Tout d'abord, ils affirment que ce sont les employés des paliers supérieurs qui ont le plus d'occasions de suivre les cours de formation linguistique offerts par la Fonction publique. J'ai aussi entendu parler de cas où des personnes suivent les cours de formation linguistique, mais lorsque les postes qu'elles convoient deviennent vacants, elles n'ont pas terminé le cours et ne peuvent donc pas poser leur candidature. A-t-on étudié la possibilité de reconnaître la situation de gens qui ont plusieurs années de service en leur donnant l'occasion de poser leur candidature pour les postes auxquels ils pourraient être logiquement promus, à condition qu'ils soient prêts à apprendre la deuxième langue par la suite, en tenant compte du fait que la volonté d'apprendre la deuxième langue est une autre chose qui a été mentionnée par les chefs politiques lorsque ce programme a été arrêté?

M. Carson: Monsieur le président, je crois que la solution à long terme à ce problème se trouve dans le genre d'engagements et d'objectifs que M. Drury a exposés lorsqu'il a comparu devant votre Comité il y a quelques semaines. Il a alors indiqué que le Conseil du trésor allait demander aux ministères de proposer des plans de dotation en personnel pour atteindre les objectifs de bilinguisme.

Dans la mesure où le Conseil réussira à obtenir que les ministères fassent une étude à long terme de leurs exigences et du genre d'employés dont ils auront besoin, je crois qu'il sera possible que les ministères choisissent les particuliers longtemps d'avance et s'assurent que ces personnes obtiennent la priorité pour la formation linguistique.

En ce qui a trait à la volonté d'apprendre, c'est depuis 1970 une exigence de la Commission pour toutes les personnes de l'extérieur qui sont employées dans la Fonction publique et, lorsque nous recrutons de jeunes diplômés d'université, ou lorsque nous recrutons des gens d'expérience dans le secteur privé, que ce soit de Toronto, de Vancouver ou de Winnipeg, pour des postes à Ottawa, nous établissons très clairement que la volonté d'apprendre la deuxième langue est une exigence et qu'ils doivent s'engager à le faire. Cela répond-il à votre question, monsieur Blair?

M. Blair: Est-ce que j'ai le temps de poser une autre question, monsieur le président?

Le président: Est-ce que ce sera la dernière?

M. Blair: Oui, monsieur le président, M. Carson a dit qu'il espérait que, à l'avenir, une meilleure planification de la structure de la Fonction publique permettrait d'éviter certaines des difficultés qui se sont manifestées. Il me semble que cela prendra du temps, monsieur Carson, et je crois que jusqu'à ce que cela se produise, nous allons continuer à nous butter aux problèmes du fonctionnaire unilingue qui croit, à tort ou à raison, qu'il a perdu

[Texte]

his great opportunity for promotion because of his inability to speak the second language. Is it possible during the transitional phase that something can be done to give greater reassurance to people whose only language is English that they will indeed have a chance to look forward to their logical promotions and be given an opportunity after, rather than before the fact, to learn the second language?

Mr. Carson: Mr. Chairman, I think Mr. Drury's statement to the Committee made it very clear that this was the government's objective and intention. To the extent that they can either make conscious decisions about the timing of when positions will have a bilingual requirement and to the extent that they can get people from departments into language training, I would be very optimistic that this kind of threat will become almost insignificant. However, I think it would be very difficult for the Commission whose sole job is to make appointments to give this kind of undertaking. I think this is a departmental and a governmental responsibility. You see, part of the difficulty hinges on this business of an individual's logical expectation of promotion. From the commission's point of view nobody is entitled to a promotion; they must earn it on the basis of merit and qualifications. We are not in the seniority business; we are not here to provide automatic promotions for anyone. Our job is to run competitions every time a vacancy occurs and to see that the best qualified person gets the promotion. It is very difficult, therefore, for us really to identify with individuals who say: "I am entitled to that job". We just cannot accept that anybody is entitled to any position in the public service.

• 1020

The Public Service Employment Act makes it very clear that a competitive process, or some process designed to make sure that the most meritorious individual gets it, is to be the order of the day and that there is no place for seniority or entitlement of promotion.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur Carson, maintenant que vous avez le feu vert pour aller de l'avant dans l'engagement de 250 francophones dans la Fonction publique d'ici X mois, quelle politique allez-vous suivre? Y aura-t-il une campagne dans les campus universitaires ou allez-vous publier des annonces dans les journaux?

Mr. Carson: Our intention is to start the campaign just as quickly as we can on the university and CEGEP campuses, because a knowledge of French is to be an essential qualification for all these new positions. The Commission, and I must be frank about this, will be concentrating its recruitment effort in those institutions where French is the language of instruction. So we will be heading into the French-speaking universities and the French-speaking CEGEPs.

M. Clermont: Pour faciliter votre publicité, monsieur Carson, est-ce que ce matin, vous êtes en mesure de dire aux membres du Comité où les personnes intéressées à ces emplois, doivent s'adresser?

Mr. Carson: I would think the most effective means would be through our regional offices. These are located

[Interprétation]

beaucoup de chances de promotion parce qu'il est incapable de parler la deuxième langue. Pendant la période de transition, pourrait-on faire quelque chose pour assurer aux gens dont la seule langue est l'anglais qu'ils auront des occasions de promotion et qu'ils pourront par la suite, plutôt qu'avant, apprendre la deuxième langue?

M. Carson: Monsieur le président, je crois que M. Drury a établi très clairement dans la déclaration qu'il a faite à votre Comité que c'était là l'objectif et l'intention du gouvernement. Dans la mesure où il est possible de déterminer d'avance quand il faudra être bilingue pour occuper certains postes et dans la mesure où il est possible de donner une formation linguistique aux gens des ministères, je suis d'avis que ce genre de danger deviendra minime. Cependant, je crois qu'il serait très difficile pour la Commission, dont le seul travail est d'effectuer les nominations, de prendre ce genre d'engagement. Je crois que ce sont là des responsabilités ministérielles et gouvernementales. Une partie de la difficulté provient de cette question de l'espoir logique d'une promotion. Du point de vue de la Commission, personne n'a droit à une promotion; ils doivent la gagner selon leur mérite et leurs qualités. Nous ne nous occupons pas de l'ancienneté; notre rôle n'est pas de donner des promotions automatiques à qui que ce soit. Nous annonçons des concours toutes les fois qu'il y a un poste de vacant et nous essayons de trouver la personne la plus compétente pour le combler. Il nous est donc très difficile de sympathiser avec les personnes qui disent: «J'ai droit à ce poste.» Nous ne pouvons accepter l'idée que quiconque a le droit à un poste dans la Fonction publique.

La loi sur l'emploi dans la Fonction publique établit de façon très claire qu'il doit y avoir un concours pour assurer que la personne la plus compétente obtient le poste et qu'on ne doit pas tenir compte de l'ancienneté ou du droit à une promotion.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Carson, now that you have a green light to hire 250 French-speaking people in the Public Service within a certain period, what policy are you going to follow? Will there be a promotion campaign on university campus or will you place ads in the papers?

M. Carson: Nous avons l'intention de lancer une campagne de publicité le plus tôt possible dans les universités et les CEGEP, parce que la connaissance du français sera une condition essentielle pour tous ces nouveaux postes. La Commission, je dois le dire sans réserve, concentrera ses efforts de recrutement dans les institutions où le français est la langue d'enseignement. Nous irons donc dans les universités et les CEGEP francophones.

Mr. Clermont: To facilitate your promotion, Mr. Carson, can you tell the members of the Committee right now where the persons who are interested in those jobs can apply?

M. Carson: Je crois que la façon la plus efficace serait de s'adresser à nos bureaux régionaux. Il y en a un à

[Text]

in Montreal, in Place du Canada, and for those in the national capital region our regional office is located in the Kent-Albert building on the corner of Kent and Albert Street. We have an office in Quebec City as well.

I would prefer that nobody comes to Tower A in Place de Ville.

Mr. Clermont: Can they go to Tower A too?

Mr. Carson: We would prefer not. We are not geared to cope with numbers like this. Our regional offices are set up to cope with the bulk of student applications.

M. Clermont: Sur un autre sujet, monsieur le président, vous avez mentionné je crois en réponse à une question de mon collègue, M. Thomson, que vous croyez que la Fonction publique sera appelée à offrir des emplois à 7,000 à 8,000 étudiants durant la période estivale. Comment comparez-vous ce chiffre avec disons l'offre en 1970 et 1969?

Mr. Carson: The 7,000 to 8,000 that will come in under our career-oriented summer employment compares with about 3,100 last year. It will be more than double the number this year.

M. Clermont: Le chiffre 3,000 correspondait à l'offre d'emploi de 1970, mais, est-ce que vous aviez certaines offres disons en 1969. Je veux faire des comparaisons avec l'été 1969-1970.

Vous m'avez dit qu'en 1970, il y avait une possibilité de 3,000 emplois. Pour 1971, il y a une possibilité de 7 à 8,000. Est-ce que vous avez un chiffre approximatif? Est-ce que pour 1969, la possibilité était la même disons avec 3,000?

Est-ce que ce renseignement pourrait m'être fourni par l'entremise du greffier, monsieur le président?

Mr. Carson: Well, I can hazard an approximation. In 1970 it was 150 per cent higher than 1969, so roughly 2,000 in 1969, 3,000 in 1970, and this year jumping to 7,000 or a little more.

● 1025

M. Clermont: Ai-je bien compris, monsieur Carson, lorsque vous avez mentionné que seulement 10 p. 100 des emplois exigeraient la connaissance des deux langues officielles au Canada? Si ma mémoire est bonne, je crois qu'il y a dans la Fonction publique canadienne, sans compter les compagnies de la Couronne, environ 260 à 265,000 fonctionnaires. Ai-je bien compris, lorsque vous avez dit à mon collègue, M. Blair, qu'il n'y aurait qu'environ 10 p. 100 des emplois, disponibles où on exigerait le bilinguisme?

Mr. Carson: It is difficult to be precise about this, and I hope my 10 per cent figure is not misleading. It, of course, does not apply to Crown corporations. The Commission's estimate has been arrived at by looking at positions within the public service proper and trying to sort out what percentage of the positions will have to have bilingualism as an essential qualification for purposes of either internal administration or service to the public.

One of the variables that we do not clearly understand yet is what the full impact of the Official Languages Act

[Interpretation]

Montréal, à Place du Canada, et le bureau régional de la capitale nationale se trouve dans l'édifice Kent près Albert à l'angle des rues Kent et Albert. Nous avons aussi un bureau à Québec.

Je préfère que personne ne se présente à la tour A de Place de Ville.

M. Clermont: Les candidats peuvent-ils aussi se présenter à la Tour A?

M. Carson: Nous préférons que non. Nous n'avons pas les installations nécessaires pour recevoir un aussi grand nombre de personnes. Nos bureaux régionaux sont capables de recevoir la majorité des demandes des étudiants.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I think you mentioned in answer to a question from my colleague, Mr. Thomson, that you believe that the Public Service will be providing employment for 7 or 8,000 students during the summer period. How does this compare with the number of jobs offered in 1970 and 1969?

M. Carson: Les 7,000 à 8,000 emplois d'été de cette année se comparent à environ 3,100 l'année dernière. Le nombre d'emploi sera donc un peu plus du double cette année.

Mr. Clermont: That number of 3,000 would be for job opportunities in 1970, but do you have any figures for 1969? I want to make certain comparisons with the summers of 1969 and 1970.

You said in 1970, there were 3,000 job opportunities. For 1971, there are 7 to 8,000. Do you have an approximate figure? Were there about the same number of job opportunities in 1969, what if we say 3,000?

Could this information be provided to me through the clerk, Mr. Chairman?

M. Carson: Je puis vous donner un chiffre approximatif. Il y avait 150 p. 100 de plus de possibilités d'emploi en 1970 qu'en 1969, de sorte qu'il en aurait environ 2,000 en 1969, 3,000 en 1970, et qu'il y en aurait 7,000 ou plus cette année.

Mr. Clermont: Did I understand well, Mr. Carson, when you mentioned that only 10 per cent of the positions would require knowledge of the two languages? If I remembered correctly, you said that in Canadian Public Service, excluding the Crown Corporations, there are 260 to 265,000 public servants.

Am I to understand from what you said to my colleague, Mr. Blair, that there would be only approximately 10 per cent of the available positions for which bilingualism would be a requirement?

M. Carson: Il est difficile de donner une réponse précise, et j'espère que le chiffre de 10 p. 100 ne porte pas à confusion. Comme de raison, ce chiffre ne s'applique pas aux sociétés de la Couronne. La Commission a fait cette prévision après avoir étudié les postes à l'intérieur de la Fonction publique et essayé de déterminer le pourcentage des postes dont l'exercice exigera que le titulaire soit bilingue pour les fins de l'administration interne ou du service au public.

Nous ne comprenons pas encore très clairement ce que seront les répercussions de la Loi sur les langues officiel-

[Texte]

is going to be from the point of view of service to the public. There have been some early evidences in terms of customs officers at border points, and this sort of thing, but we do not have an accurate feel of the full impact of what the long-term requirements of the Official Languages Act is going to be. My 10 per cent figure is really an armchair guess from looking at the kinds of positions that we can now see as clearly requiring bilingualism as an essential qualification. This does not mean, of course, that our objective would not be to have the whole of the public service bilingual, but we are talking about bilingualism as an essential qualification.

M. Clermont: Je ne crois pas la Commission Dunton-Laurendeau, ou Dunton-Gagnon, ait recommandé que le bilinguisme soit exigé partout au Canada, monsieur Carson.

Monsieur le président, je veux être aussi équitable que possible envers mon collègue, M. Blair, nous a fait part de certains griefs, dont un entre autres, qui ne couvriraient que quatre cas. Avez-vous l'intention de tenir d'autres séances avec M. Carson? Pour ma part, en tant que représentant d'une circonscription 75 p. 100 des gens sont d'expression française, si je me mets en campagne pour recueillir tous les cas qui pourraient être portés à mon attention, et où il semblerait y avoir discrimination, je crois bien que nous allons avoir plusieurs séances. Si je fais la même chose pour toute la province de Québec, je crois que nous allons siéger aussi longtemps que le Comité des Finances l'a fait l'année dernière dans le cas du Livre blanc sur la fiscalité. Merci.

Mr. Carson: Mr. Chairman, I wonder if I could perhaps clarify one point on which I may have misled Mr. Clermont.

The Chairman: I think you should, yes.

Mr. Carson: When I talk about 10 per cent bilingual positions I am ignoring the fact that we have an enormous number of positions in the Province of Quebec where French is the essential language requirement.

M. Clermont: Monsieur Carson, vous publiez parfois des avis de concours pour le Gouvernement fédéral, dans le comté de Gatineau, par exemple, où on exige la connaissance des deux langues, et où il n'y a pas dix personnes dans cette localité qui parlent l'anglais. Vous dites que dans la province de Québec vous exigez la connaissance du français seulement, pour la totalité des concours; je ne vous suis plus. C'est peut-être une politique à venir, mais dans le passé, j'ai vu des avis publiés par la Commission de la Fonction publique où on exigeait la connaissance des deux langues, alors qu'il n'y avait pas dix personnes qui parlaient l'anglais dans la localité.

Mr. Carson: Mr. Chairman, I easily acknowledge Mr. Clermont's description of the previous situation. Indeed, until very recently a good many departments here in Ottawa communicated with their regional or district offices in various parts of the Province of Quebec in English and expected them to reply in English, which meant that there was a built-in requirement to speak and communicate in English in many federal government offices throughout the Province of Quebec. However, this

[Interprétation]

les du point de vue du service public. Nous avons déjà certaines indications en ce qui a trait aux agents de douanes aux frontières et à ce genre de postes, mais nous n'avons pas d'idée exacte de ce que seront les répercussions des exigences à long terme de la Loi sur les langues officielles. Le chiffre de 10 p. 100 n'est qu'une approximation fondée sur l'étude des postes pour lesquels le bilinguisme sera nettement une condition essentielle. Comme de raison, cela ne signifie pas que notre objectif ne serait pas une Fonction publique entièrement bilingue, mais nous parlons du bilinguisme en tant que condition essentielle.

Mr. Clermont: I do not think that one of the recommendations of the Dunton-Laurendeau Commission or of its successor, the Dunton-Gagnon Commission, was that bilingualism be a requirement everywhere in Canada, Mr. Carson.

Mr. Chairman, I want to be as fair as possible with my colleague, Mr. Blair. He brought to our attention four grievances, one of which covered only four cases. Do you intend to hold other meetings with Mr. Carson? As for me, being the representative of a riding where 75 per cent of the people are French-speaking, if I set out to gather all the cases that can be brought to my attention, and where there seems to be discrimination, I think we would have a lot of meetings. If I do the same thing for all the province of Quebec, I think we will sit as long as the Finance Committee did last year in the case of the White Paper on taxation. Thank you.

M. Carson: Monsieur le président, je me demande si je puis préciser un point que M. Clermont a peut-être mal compris.

Le président: Je crois que vous le devez, certes.

M. Carson: Lorsque je parle de 10 p. 100 de postes bilingues, je ne tiens pas compte du fait qu'il y a un très grand nombre de postes dans la province de Québec où la connaissance du français est la condition essentielle.

Mr. Clermont: Mr. Carson, you sometimes published competition notices for the public Service, in the Gatineau riding for example, where the knowledge of the two languages is required, even though there are barely ten persons in that community who speak English. You state that in the province of Quebec, you require the knowledge of French only for all competitions; I do not follow you. That might be a policy for the future, but it was not the case in the past. I have seen notices published by the Public Service Commission where a knowledge of the two languages was required, even though no more than ten persons spoke English in the community for which the job was advertised.

M. Carson: Monsieur le président, j'admets que M. Clermont a raison lorsqu'il décrit la situation qui existait autrefois. Jusqu'à ces derniers temps, de nombreux ministères d'Ottawa communiquaient en anglais avec leurs bureaux régionaux situés dans divers secteurs de la province de Québec et voulaient qu'on leur réponde en anglais. C'est pourquoi l'anglais est devenu pratiquement obligatoire dans de nombreux bureaux régionaux de la province de Québec. Ceci change cependant et la plupart

[Text]

is changing, and most departments, as far as I know, are expecting their district and regional offices in the Province of Quebec to use French as a working language and to communicate with headquarters in French.

• 1030

M. Clermont: Je vous remercie beaucoup de ce renseignement; c'est un renseignement qui est le bienvenu, monsieur Carson.

Le président: Est-ce que vous voulez dire, monsieur Carson, qu'à l'avenir, dans des districts où il y a surtout des francophones lorsque vous allez demander des gens pour un emploi en particulier que vous allez mentionner que le français est requis et que l'anglais peut être un avantage? Comment allez-vous procéder?

Mr. Carson: Mr. Chairman, our objective in this particular effort to increase our recruiting capability among young French-speaking Canadians is to put them on the same footing as English-speaking Canadians. Now, obviously anyone who considers coming to work for the federal government will know that a knowledge of English is going to be an additional asset, but we want them to be able to come here and work immediately in their mother tongue and be able to learn a second language—English—in the same way that the young English-speaking Canadians from the western and far eastern parts of the country come and expect to be able to learn French here.

The Chairman: Mr. Serré.

Mr. Serré: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Carson, under this new program to recruit francophones, I wonder how much attention is being given to recruiting them outside of Quebec. I know that in the past, especially in the senior positions, whenever a bilingual position was to be filled the tendency was to recruit from Quebec and overlook the fact that bilingual people were living in other provinces also; for example, Ontario, Manitoba and the Maritimes. I wonder what attention or consideration is being given at this time to recruiting those students from bilingual universities outside of Quebec.

Mr. Carson: Our first thrust will be to all of the universities and community colleges that are either French-speaking or bilingual. This will include Laurentian, Moncton. Now, I will be frank with you. We are not going to waste any time going to the University of British Columbia or to Memorial University in Newfoundland. We have already been to those universities in our normal recruiting program. For this extra number we will be concentrating on the universities I mentioned, but we will be going outside of the Province of Quebec.

Mr. Serré: In anticipation of bilingual districts, which should be established in the very near future, what efforts are being made to recruit local candidates who are already bilingual in those districts?

Mr. Carson: A great deal of effort. We will be stepping up the pace as these districts become identified and clarified.

Mr. Serré: I know for a fact that in some areas—for example, Ontario—where bilingual public servants were

[Interpretation]

des ministères savent que leurs bureaux régionaux travaillent en français dans la province de Québec et communiquent en français avec le bureau central.

Mr. Clermont: Thank you for this information; it is really welcome, Mr. Carson.

The Chairman: Do you mean, Mr. Carson, that in the future, in the areas where French-speaking people are predominant, when you want to fill a vacancy, you will mention that French is necessary and that English can be an advantage? How are you going to proceed?

M. Carson: Monsieur le président, nous voulons placer les jeunes Canadiens d'expression française sur le même pied que les Canadiens d'expression anglaise. Maintenant, toutes les personnes qui envisagent de travailler pour le gouvernement fédéral savent que l'anglais constituera un avantage; mais nous voulons qu'elles puissent venir travailler immédiatement dans leur langue maternelle et qu'elles soient capables d'apprendre une deuxième langue, l'anglais, de même que les jeunes Canadiens d'expression anglaise venant de l'Ouest du pays qui devront apprendre le français ici.

Le président: M. Serré.

M. Serré: Merci, monsieur le président. J'aimerais savoir, monsieur Carson, si, dans le cadre de ce nouveau programme de recrutement de francophones, vous avez tenté de recruter des employés en dehors du Québec. Je sais qu'autrefois, lorsqu'il fallait remplir un poste bilingue, on avait tendance à recruter au Québec sans tenir compte du fait qu'il y avait des personnes bilingues dans d'autres provinces, en Ontario, en Manitoba et dans les Maritimes, par exemple. A-t-on cherché, cette fois-ci, à recruter des étudiants dans les universités bilingues à l'extérieur du Québec?

M. Carson: Nous nous adressons d'abord aux universités et aux collèges d'enseignement général francophones ou bilingues. Ceci inclut les universités Laurentian et Moncton. Mais je serai franc. Nous n'allons pas perdre notre temps et nous adresser à l'université de Colombie-Britannique ou à la Memorial University de Terre-Neuve. Nous sommes déjà allés dans ces universités au cours de notre programme normal de recrutement. Pour ce recrutement supplémentaire, nous nous concentrerons sur les universités que j'ai mentionnées mais nous sortirons de la province de Québec.

M. Serré: Certains districts bilingues doivent être établis bientôt. Quels efforts a-t-on faits pour recruter des candidats déjà bilingues sur place?

M. Carson: On a fait beaucoup d'efforts. Nous accélérons le processus au fur et à mesure que ces districts seront isolés et précisés.

M. Serré: Je sais que, au sein de certains secteurs, en Ontario, par exemple, où il faut des fonctionnaires bilin-

[Texte]

needed in various departments most of the time they come from Quebec. They are fully qualified, of course, but they do not always have the knowledge of the area or the people involved in order to deal with them properly.

Mr. Carson: Mr. Serré, I am surprised by your comment, because we have tended to concentrate on trying to get local residents and, in fact, have depended on it. I think one of the great criticisms has been that the federal government has depended for its bilingual capacity on franco-Ontarians and franco-Manitobans to too great an extent. They have been the backbone of our bilingual capability in all too many instances, which has given us a semblance of being bilingual but certainly has not necessarily made it representative. However, I could not agree with you more—that our effort in staffing our offices, or the efforts of departments in staffing their local offices, will be to hire people who are indigenous to the neighbourhood, particularly those who already have the language capability.

• 1035

M. Serré: Je vous remercie, monsieur Carson. J'ai remarqué que, dernièrement, un grand effort avait été fait dans ce sens. Nous en sommes fort heureux.

Mr. Rock: Mr. Carson, where do those persons who are interested in these new francophone positions, which are available to the French-speaking people, presently get information? Is it from the Post Office, from Manpower, or strictly from your offices?

Mr. Carson: It will be from our Regional Offices. We have what we call Regional Education Liaison Officers working with all the university campuses across the country and with the CEGEPs and community colleges, and they will be keeping the university and community college in CEGEP recruiting or placement offices informed.

Mr. Rock: Has this not been done yet?

Mr. Carson: I believe it started this week.

Mr. Rock: I have some people who want to apply and I thought the regular routine was to go to Manpower or somewhere else and get application forms. I am finding out now it is completely different.

If a member of Parliament receives letters from interested people would the best thing for us to do be to refer them directly to you?

Mr. Carson: This would be a very good idea. I will see that they get into the right hands.

Mr. Rock: How many applications for federal jobs were made by English-speaking people, how many were made by French-speaking people, how many English-speaking people were hired, and how many French-speaking people were hired in the Montreal area in the past two years?

The Chairman: The past three years; 1969, 1970 and 1971?

Mr. Rock: I said two years, it could be three years.

[Interprétation]

gues dans plusieurs ministères, ceux-ci viennent généralement de la province de Québec. Ils ont toutes les qualifications nécessaires, naturellement, mais ils ne connaissent pas toujours la région ou les habitants avec lesquels ils vont devoir travailler.

M. Carson: Monsieur Serré, je suis surpris d'entendre ceci, car nous nous sommes efforcés d'engager des résidents et ceci a été un facteur très important. On a dit que le gouvernement fédéral se reposait trop sur les Franco-ontariens et les Franco-manitobains. Certes, ceux-ci nous ont beaucoup aidés, à plusieurs reprises, ils nous ont permis de paraître bilingues, mais cela ne nous a pas nécessairement rendus représentatifs. Toutefois, je suis tout à fait d'accord avec vous, nous devons nous efforcer, lorsqu'il s'agira de recruter des personnes pour nos bureaux locaux, d'engager des gens du milieu, surtout ceux qui ont déjà les capacités linguistiques nécessaires.

Mr. Serré: Thank you, Mr. Carson. I noticed that a great deal of effort had been made in that direction. We are very happy about it.

M. Rock: Monsieur Carson, où les personnes intéressées par ces nouveaux postes francophones peuvent-elles se procurer des renseignements? Est-ce au bureau de poste, aux bureaux de la main-d'œuvre ou uniquement à vos bureaux?

M. Carson: A nos bureaux régionaux. Nous avons ce que nous appelons des agents régionaux de liaison qui œuvrent dans les campus universitaires dans tout le pays et dans les CEGEP et les collèges d'enseignement général. Les agents de recrutement ou de placement seront informés.

M. Rock: Ceci n'a pas encore été fait?

M. Carson: Cela devait débiter cette semaine.

M. Rock: Je connais certaines personnes qui voudraient faire une demande et j'ai pensé qu'elles devaient se rendre à la main-d'œuvre afin d'obtenir des formules de demande. Je vois qu'il en va tout à fait autrement.

Si un député reçoit des lettres venant de personnes intéressées, doit-il leur conseiller de s'adresser directement à vous?

M. Carson: Ce serait une excellente idée. Je veillerais à ce qu'elles soient transmises aux intéressés.

M. Rock: Parmi toutes les demandes d'emploi au gouvernement fédéral que vous recevez, combien émanaient d'anglophones, combien provenaient de francophones, combien d'anglophones a-t-on engagés, combien de francophones a-t-on engagés, dans la région de Montréal, au cours des deux dernières années?

Le président: Au cours des trois dernières années: 1969, 1970 et 1971?

M. Rock: J'ai dit deux ans, mais vous pouvez me répondre pour trois ans.

[Text]

Mr. Carson: Is this for the whole Public Service?

Mr. Rock: Yes, in the Montreal area. Because of the type of propaganda that comes out in the newspapers every so often, declarations by some provincial ministers and things like that, many English-speaking people feel a little persecuted and alienated in that they are unable to apply where they did before. I would like to have this information to find out whether or not there is any base to it. Has an English-speaking person as much of a chance as a French-speaking person in obtaining a job, if they are both bilingual in a bilingual area, and so on.

Mr. Carson: Fair enough.

The Chairman: I suppose that information could be sent to the Clerk who could circulate it to all members.

Mr. Rock: Mr. Chairman, I do not want this information right now, but I would like to have it.

Mr. Carson: Mr. Chairman, I must be frank and say that this is going to be a difficult thing to get with precision, but we will do the best we can.

Mr. Rock: Thank you.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Carson, on admission to the Civil Service now is a person classified as an Anglophone or a Francophone?

Mr. Carson: No. Recorded into our data stream at the present moment is his preferred language of work. In addition to that we will be recording into the computer his language capability in his second language, as we move ahead with our testing program—because we are trying to get tested all public servants that are going to be working in bilingual districts or in the national capital region, where this is a factor. We will be trying to feed into data stream, and updating constantly, their second language capability. But the prime information that we have now is their preferred language of work.

Mr. Ritchie: Then, in essence, you do have a statistical record, because the preferred language of work is generally the mother language.

• 1040

Mr. Carson: This varies. When we first started this venture, we found that the majority of French-speaking Canadians—I had better avoid the word “Francophone” because it has different meanings to different people—if they had English as a second language and could work effectively in it, as the great majority of them had had to work for so many years, were putting down English as their language of work because they felt it opened up a wider range of promotional opportunities to them. It may not have been their preferred language at work but they figured that it was a better language at work to put down in terms of promotional opportunities.

As the situation changes and it becomes more and more apparent that opportunities to work in French will become available, I think people are going to be much

[Interpretation]

M. Carson: Est-ce pour toute la Fonction publique?

M. Rock: Oui, dans la région de Montréal. Il y a beaucoup de publicité dans les journaux, des déclarations faites par des ministres provinciaux, etc... et certains anglophones se sentent un peu persécutés, ne pouvant postuler des emplois là où ils le faisaient auparavant. J'aimerais avoir ces renseignements afin de voir si ces craintes ou cette inquiétude sont fondées. Un candidat d'expression anglaise a-t-il autant de chances qu'un candidat d'expression française pour obtenir un emploi, s'ils sont tous deux bilingues dans une région bilingue, etc...

M. Carson: A peu près.

Le président: Ces renseignements pourraient être communiqués au greffier qui les fera parvenir à tous les députés.

M. Rock: Monsieur le président, je n'ai pas besoin de ces renseignements immédiatement, mais j'aimerais en être instruit.

M. Carson: Monsieur le président, je vais être franc et avouer qu'il sera difficile de trouver des renseignements précis; mais nous ferons de notre mieux.

M. Rock: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur Carson, une personne est-elle classée comme anglophone ou francophone lorsqu'elle est admise dans la Fonction publique?

M. Carson: Non. A présent, la Data Stream fait état de la langue préférentielle de travail. En outre, nous donnons à l'ordinateur des renseignements sur les possibilités de la personne dans la deuxième langue, au fur et à mesure que notre programme de test avance. Nous essayons, en effet, de faire subir des tests à tous nos fonctionnaires qui vont travailler dans des districts bilingues ou dans la région de la Capitale nationale. Nous essayons d'introduire toutes ces données dans le Data Stream et de mettre tout cela à jour en permanence. Maintenant, les renseignements primeurs portent sur la langue préférentielle de travail.

M. Ritchie: Vous avez donc un dossier statistique car la langue préférentielle de travail est généralement la langue maternelle.

M. Carson: Cela varie. Lorsque nous avons mis ce programme sur pied, nous avons découvert que la majorité des Canadiens d'expression française—il vaut mieux éviter l'emploi du terme «francophone» parce qu'il comporte une connotation différente chez certaines personnes—s'ils avaient l'anglais comme langue seconde et pouvaient travailler dans cette langue, comme ça été le cas pour la plupart d'entre eux pendant plusieurs années, inscrivaient l'anglais comme langue de travail parce qu'ils croyaient que cela leur donnait plus de chances de promotion. Ce n'était peut-être pas leur langue de travail préférée, mais ils croyaient que c'était préférable de l'inscrire comme langue de travail pour avoir des chances d'avancement.

[Texte]

more frank and more courageous about putting down the language that they would really prefer to work in.

Mr. Ritchie: You gave the figure of approximately 20 per cent or so who were francophone. In essence, then, your data stream would indicate that there are many French people who have chosen to presume English language because they felt it gave them more opportunity. Maybe in that 80 per cent. Is this correct?

Mr. Carson: No. The rough approximation that we gave of somewhere around 18.2 per cent of the total public service being francophone was based on our best estimates, going over and beyond the data stream information.

Mr. Ritchie: Then you did it culturally, did you?

Mr. Carson: Yes, culture entered into it.

Mr. Ritchie: How did you arrive at culture? How did you integrate culture in your estimates?

Mr. Carson: We were asked what the mix was.

Mr. Ritchie: Yes, but how did you do it?

Mr. Carson: A combination of names and what departments could tell us about the people and what their main language was, because data stream is not reliable on this.

Mr. Ritchie: In your national capital figure, that 60 per cent be bilingual, what percentage of that is your goal for Francophones and Anglophones? Out of the 60 per cent, how do you intend to divide up the people?

Mr. Carson: We do not. The government may but the commission is really limited to language as a requirement and language capability. Although we are sympathetic, extremely sympathetic, to the public service becoming more representative, the commission will not be in a position to set targets or goals or percentages on an ethnic basis. Undoubtedly there is going to be some measure of coincidence between language capability and cultural origin but, from the commission's point of view, we cannot allow that to enter our selection process.

Mr. Ritchie: In your statement that you feel it was very desirable—and I certainly agree with you—that unilingual people, Anglophone and Francophone, be able to come to Ottawa and immediately start working in their language of choice or what they are used to, does this not imply a dual civil service, at least at the lower levels?

Mr. Carson: There is some opportunity for this to happen right now although French-speaking language units have not been created in any official sense.

Some of them exist within the public service in Ottawa, surprisingly, at the present time. The Language

[Interprétation]

A mesure que la situation change et qu'il devient de plus en plus apparent qu'il y aura des possibilités de travailler en français, je crois que les gens seront beaucoup plus francs et plus courageux et inscriront la langue dans laquelle ils préfèrent vraiment travailler.

M. Ritchie: Vous indiquez qu'il y en avait environ 20 p. 100 qui étaient francophones. En gros, donc, le Data Stream semblerait indiquer qu'il y a beaucoup de Francophones qui ont choisi d'indiquer l'anglais parce qu'ils croyaient que cela leur donnerait plus d'avantages. Il y en aurait peut-être dans les 80 p. 100. Est-ce exact?

M. Carson: Non. L'estimation que nous avons donnée selon laquelle environ 18.2 p. 100 de toute la Fonction publique serait francophone est fondée sur nos meilleures approximations, et ne se limite pas aux renseignements contenus dans le Permatri ou Data Stream.

M. Ritchie: Vous vous êtes donc fondés sur la culture?

M. Carson: Oui, la culture était un des critères.

M. Ritchie: Comment avez-vous pu déterminer la culture? Comment avez-vous intégré la culture dans vos approximations?

M. Carson: On nous a demandé quels étaient les pourcentages.

M. Ritchie: Oui, mais comment avez-vous fait pour les déterminer?

M. Carson: Nous nous sommes fondés sur les noms et sur ce que les ministères pouvaient nous dire au sujet des gens et de leur langue principale, parce que nous ne pouvions nous fier au Permatri.

M. Ritchie: Votre objectif pour la capitale nationale est que 60 p. 100 des fonctionnaires soient bilingues. Dans cette applique, quel sera le pourcentage de francophones et d'anglophones? Comment avez-vous l'intention de les répartir?

M. Carson: Ce n'est pas notre affaire. Le gouvernement peut prendre une décision là-dessus, mais la Commission doit s'en tenir aux langues en tant qu'exigence et aux capacités linguistiques. Bien que nous favorisions au plus haut point l'idée que la Fonction publique soit représentative, la Commission ne sera pas en position d'établir des objectifs ou des pourcentages sur une base ethnique. Sans aucun doute, il y aura une certaine relation entre les capacités linguistiques et l'origine ethnique, mais du point de vue de la Commission, nous ne pouvons en tenir compte dans le processus de sélection.

M. Ritchie: Lorsque vous dites que vous croyez qu'il serait souhaitable—et je suis certainement d'accord avec vous là-dessus—que les personnes unilingues anglophones et francophones puissent venir à Ottawa et travailler immédiatement dans la langue de leur choix ou dans celle où elles sont habituées, cela signifie-t-il qu'il y aura une Fonction publique double, du moins aux paliers inférieurs?

M. Carson: Cela se produit présentement, bien qu'on n'ait pas encore créé d'unités francophones de façon officielle.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, il y en a déjà certaines qui existent dans la Fonction publique à

[Text]

Bureau of the Public Service Commission has French as the language of work. We have a staff of about six hundred who are working in French right here in Ottawa. At the Translation Bureau, French is primarily the language of the administrative process. So there are some of these already in existence and have been for some time.

Of the 276, my rough impression is—and I would ask you not to have me be too exact here—that of that 276, only about 100 would be coming to positions in Ottawa. The other 176 will be in supplementary positions in departmental establishments throughout the Province of Quebec.

Mr. Ritchie: In the goal of a more representative public service, what percentage of Francophone versus Anglophone do you foresee as a reasonable balance between the two groups? What should we aim at?

● 1045

Mr. Carson: I suppose it would be very hard to quarrel with a balance that reflected the population of the country; the last census said 28 per cent were French-speaking.

Mr. Ritchie: Do you think this should be carried right through to our top administrative departments in the country, particularly in the capital region?

Mr. Carson: This would be, I think, a reasonable objective, Mr. Ritchie, but as I have said, this is one that the Commission itself cannot force.

Mr. Ritchie: This is my last question. As the appeal board is under the Public Service Commission and to some extent you sit in judgment on your own decisions, do you think it would be wise to have this appeal board completely removed from the jurisdiction of the Public Service Commission?

Mr. Carson: In effect it is, Mr. Ritchie. In 1967 Parliament took away from the Commissioners the right to review appeal board decisions. Prior to 1967 the three Commissioners could review an appeal board decision and set aside or overturn it, and we quite often did, almost always in favour of the individual. In 1967 Parliament felt that we should be at a greater degree of arm's length with the Appeals Branch, and so the Commission no longer has any authority to set aside or change an appeal board decision. We are forced to act upon that decision. So, in effect, we work totally at arm's length and I think the system is working out extremely well.

This is certainly the opinion of the head of the Appeals Branch, who is a very fearless person and I am sure he would tell me if he did not think it was working out satisfactorily. None of his appeal boards feel under any direction or constraint on the basis of instructions issued to them by the Commissioners. The Staffing Branch of the Commission and the Appeals Branch really act in an adversary position.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

[Interpretation]

Ottawa. La langue de travail dans le bureau des langues de la Commission de la fonction publique est le français. Nous avons un personnel d'environ 600 employés qui travaillent en français, ici à Ottawa. Dans le bureau des traductions, le français est la langue principale de l'administration. Certaines de ces unités existent donc depuis un certain temps.

Des 276 postes, je dirais qu'environ 100 seront ici à Ottawa. Les autres 176 seront des postes supplémentaires dans des établissements ministériels de la province de Québec.

M. Ritchie: En ce qui a trait à l'objectif d'une fonction publique plus représentative, quel serait à votre avis un équilibre raisonnable de francophones et d'anglophones? Quel devrait être notre objectif, en pourcentage?

M. Carson: A mon avis, il serait difficile de questionner un équilibre qui reflète la population de ce pays; le dernier recensement révèle que 28 p. 100 de la population était d'expression française.

M. Ritchie: Pensez-vous qu'on devrait le mettre en vigueur jusqu'au niveau des plus hautes administrations ministérielles du pays, plus particulièrement dans la capitale?

M. Carson: A mon avis, cela serait un objectif raisonnable, monsieur Ritchie, mais comme je l'ai dit, c'est un objectif que la Commission elle-même ne peut pas imposer.

M. Ritchie: Voici ma dernière question. Étant donné que le comité d'appel relève de la Commission de la Fonction publique et que dans une certaine mesure vous jugez vos propres décisions, ne pensez-vous pas qu'il serait sage que ce comité d'appel soit complètement soustrait à la juridiction de la Commission de la Fonction publique?

M. Carson: En fait, c'est la réalité, monsieur Ritchie. En 1967 le Parlement a retiré aux commissaires le droit de réviser les décisions du comité d'appel. Avant 1967 les trois commissaires pouvaient réviser une décision du comité d'appel, la casser ou la renverser, ce que nous avons souvent fait, et presque toujours en faveur de l'individu. En 1967, le Parlement a pensé que nous devrions nous trouver beaucoup plus loin de la direction des appels, et en conséquence la Commission n'a plus eu l'autorité de casser ou de modifier une décision du comité d'appel. Nous sommes obligés de nous en tenir à cette décision. Si bien, qu'en fait, nous travaillons chacun de notre côté et, à mon avis, tout se passe très bien.

C'est certainement l'avis du chef de la direction des appels, qui, j'en suis sûr, ne manquerait pas de me le dire s'il pensait que cela ne marche pas d'une manière satisfaisante. Aucun de ces comités d'appels n'a le sentiment d'être dirigé ou d'être contraint par des instructions émanant des commissaires. La direction du personnel de la Commission et la direction des appels se trouvent chacun d'un côté de la barrière.

M. Ritchie: Je vous remercie, monsieur le président.

[Texte]

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, to go back to the management training which the government provides under CAP, do you provide any management advice to Panarctic or Polymer rubber, or CNR, or any of these type of, shall we say, semi-autonomous...?

Mr. Carson: Mr. Chairman, we have opened up invitations to provincial governments and to Crown corporations to come into the Career Assignment Program on an exchange basis. The proposition is that if they have some promising young executive whom they think would benefit from an exposure to the operations of the federal government, they would nominate someone to come and take the three-month in residence program and then accept an assignment within the federal government for a year to two years; and similarly, they would take our promising young people into their own organizations. The exchanges with the provinces, Crown corporations and the private sector—and I should mention that we have also extended the same invitation to universities and to the trade unions to effect interchanges of this kind—are slowly building up. And I would be hopeful that within another year almost a third of the people attending the Career Assignment course would be from outside the federal government's own public service. If this is successful we hope to offer opportunities for exchange to the Government of Great Britain, the United States of America, France and Australia progressively.

Mr. Thomson: Yes. Mr. Chairman, do you, in effect, put pressure on Crown corporations to train their management personnel or is it invitation only?

Mr. Carson: Invitation only. The Commission has no means of putting pressure on anyone.

• 1050

Mr. Thomson: All right. Further to this, in regard to the Crown corporations, do you know if they apply to any other schools of management, for example, the Banff School of Advanced Management? Do you send any of your people there? Do you know if the Crown corporations send any of their people there or to any other management training comparable to what you do here?

Mr. Carson: Yes, there is a wide number of alternative educational institutions are being used. I have a young man on my own staff at the Banff School of Advanced Management right now. We do this for several reasons. One, because we think it is pretty important to guard against in-breeding. Second, because we want to keep in touch with what is going on in all of these other management training centres, the University of Western Ontario, Harvard—the Kennedy School in Boston—York University and Laval. We are trying to sample as many as we can to keep in touch with what they are doing and thinking, and also to tap into the resource people that we might borrow from these universities to teach and participate in our own courses.

[Interprétation]

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, pour en revenir à la formation de personnel de gestion que le gouvernement prévoit dans le cadre du programme d'affectation des cadres, connaissez-vous des conseils de gestion à Panarctic rubber ou Polymer rubber, ou au CN, ou à un quelconque de ces gens de, dirons-nous, semi-autonome...?

M. Carson: Monsieur le président, nous avons invité les gouvernements provinciaux et les sociétés de la Couronne à participer aux programmes d'affectation des cadres sur une base d'échanges mutuels. Nous leur avons proposé, que, s'ils ont un jeune administrateur brillant et qu'il pense que travailler pour le gouvernement fédéral lui sera profitable, qu'il le nomme et qu'il nous envoie quelqu'un suivre le programme pendant 3 mois et accepte une affectation dans le cadre du gouvernement fédéral pour une année ou deux; et réciproquement, ils emploieraient nos jeunes dans leurs propres organismes. Ces échanges avec les provinces, les sociétés de la Couronne et le secteur privé—et je devrais ajouter que nous avons transmis la même invitation aux universités et aux syndicats—se développent lentement. J'aimerais que dans un an environ, 1/3 des personnes qui suivent le cours d'affectation des cadres viennent de l'extérieur. Si c'est un succès, nous espérons faire les mêmes offres d'échange au gouvernement de Grande-Bretagne, au gouvernement des États-Unis, au gouvernement français et australien et ainsi de suite.

M. Thomson: Oui. Monsieur le président, insistez-vous auprès des sociétés de la Couronne pour former leur personnel de direction ou bien n'est-ce qu'une invitation?

M. Carson: Seulement une invitation. La Commission n'a aucun moyen d'exercer une pression sur qui que ce soit.

M. Thomson: Très bien. Toujours en ce domaine, en ce qui concerne les sociétés de la Couronne, savez-vous si elles s'adressent à d'autres écoles de gestion, par exemple, la Banff School of Advanced Management? Y envoyez-vous des membres de votre personnel? Savez-vous si les sociétés de la Couronne y envoient certains membres de leur personnel ou s'ils les envoient dans des centres comparables au vôtre?

M. Carson: Oui, il y a de nombreuses institutions. En ce moment, un jeune membre de mon personnel est à la Banff School of Advanced Management. Nous le faisons pour diverses raisons. Premièrement, parce que nous pensons qu'il est très important de se garder de la sclérose. Deuxièmement, parce que nous voulons rester en contact avec tout ce qui se fait dans tous ces autres centres de formation de personnel de direction. Université de l'Ontario de l'Ouest. Harvard—l'École Kennedy à Boston—l'Université de York, et de Laval. Nous essayons de faire un échantillonnage maximum afin de rester en contact avec ce qu'ils font et ce qu'ils pensent, et afin de nous procurer des professeurs auprès de ces universités pour nos propres cours.

[Text]

Mr. Thomson: I have a further question in regard to, shall we say, Crown corporations, Mr. Chairman. Do you see these Crown corporations as being deficient in management at all? Would you care to offer an opinion?

Mr. Carson: They are outside my jurisdiction, Mr. Chairman.

Mr. Thomson: Yes.

The Chairman: I do not believe this is a very fair question for the witness.

Mr. Thomson: I thought he would tell me if he thought it was not fair, and he did.

Just one further question and I will pass, Mr. Chairman. We mentioned earlier about private industry complaining about your raiding their staff. Do you sometimes get a real hot-shot type manager and lose him to private industry because they offer more money?

Mr. Carson: Indeed, but interestingly enough, Mr. Chairman, I think we lose less to the private sector than we steal or raid from the private sector by a long odd. By the time someone has become sufficiently well qualified and experienced for us to want to go and steal him from the private sector, we are not going to be in a position to lure him away with just money. We would lure him away with an opportunity to do something important for Canada. Fortunately, there are an increasing number of successful business executives who, after having discovered it is not too difficult to make money, are prepared to come and do something significant and important for their country.

The Chairman: I would say, though—maybe I am wrong—I am under the impression that within the Public Service Commission there are more fringe benefits than within private sector.

Mr. Carson: Mr. Chairman, this was true historically, but this has been rapidly changing. The private sector has been catching up in almost all of the benefit areas.

The Chairman: I do not know, I am not sure of that. Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Chairman, may I make a correction, with apologies to the Committee. I referred to a decision by number; I referred to it as number 356. On looking at the text, it was number 362. Perhaps that correction can be made without too many words being put in the record.

Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Carson some questions about recruitment. It is frequently said that one of the results of the bilingual policy will be to inhibit recruitment of young people into the public service from Western Canada in particular. I wonder whether the commission has made any study of the results of yearly or recent competitions for admission to the public service and whether you have any figures that indicate what the trend has been.

[Interpretation]

M. Thomson: J'ai une question supplémentaire en ce qui concerne, dirons-nous, les sociétés de la Couronne, monsieur le président. Pensez-vous qu'il y ait une déficience de gestion dans ces sociétés de la Couronne? Pourriez-vous nous donner votre avis?

M. Carson: Ils ne relèvent pas de ma juridiction, monsieur le président.

M. Thomson: Oui.

Le président: Je ne pense pas que cela soit une question très loyale pour le témoin.

M. Thomson: J'ai pensé qu'il me dirait si c'était déloyal et il l'a fait.

Encore une autre question et je céderai la parole, monsieur le président. Nous avons parlé un peu plus tôt des industries privées qui se plaignaient que vous leur dérobiez leur personnel. Gardez-vous quelquefois d'excellents gestionnaires au profit de l'industrie privée parce qu'ils offrent plus d'argent?

M. Carson: Effectivement, mais il est intéressant de noter, monsieur le président, que nous perdons, à mon avis, moins en faveur du secteur privé que nous ne leur volons ou que nous ne leur dérobons. Lorsque quelqu'un a la compétence voulue et l'expérience nécessaire pour que nous voulions le dérober au secteur privé, nous n'avons pas les moyens de l'attirer simplement avec de l'argent. Nous ne pouvons l'attirer qu'en lui faisant voir qu'il fera quelque chose d'important pour le Canada. Heureusement, il y a un nombre croissant d'excellents administrateurs qui, après avoir découvert qu'il n'était pas trop difficile de gagner de l'argent, sont prêts à venir et à faire quelque chose d'important et de significatif pour leur pays.

Le président: Je dirais, cependant—j'ai peut-être tort—que j'ai l'impression que, dans le cadre de la Commission de la Fonction publique, il y a plus d'avantages sociaux que dans le secteur privé.

M. Carson: Monsieur le président, historiquement, c'était vrai, mais cela a rapidement changé. Le secteur privé nous a rattrapé dans presque tous les secteurs d'avantages.

Le président: Je ne sais, pas, je n'en suis pas sûr. Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur le président, j'aimerais faire une correction, tout en présentant mes excuses au Comité. J'ai mentionné une décision tout en me référant à son numéro; je dis que c'était le n° 356. En regardant le texte, il appert que c'est le n° 362. Il est peut-être possible de faire cette correction sans ajouter trop de mots au rapport.

Monsieur le président, j'aimerais poser à M. Carson quelques questions au sujet du recrutement. On dit souvent qu'un des résultats de la politique de bilinguisme sera d'éliminer le recrutement des jeunes venant de l'Ouest du Canada en particulier au sein de la Fonction publique. Je me demande si la Commission a fait une étude des résultats des concours d'admission des dernières années dans la Fonction publique et si vous avez les chiffres qui indiquent quelle est la tendance.

[Texte]

• 1055

Mr. Carson: Mr. Chairman, I do not have the figures with me, but we are doing this kind of analysis every year because we recognized this was a potential risk. However the fascinating thing to me was that from 1966, at the time Mr. Pearson first set forth his objectives and if you will remember he highlighted university recruitment as the place where we were going to move in first, the percentage of applications from western universities started going up almost spectacularly which has continued to this day. Far from turning off the people, the young people of the West, they seemed to be saying, in effect, this is a worthwhile objective and I want to be part of it. They come to us with a willingness to take on a second language that has been most refreshing.

We wish in a way we could concentrate our French language training efforts on the young people who are coming in because they have the advantage of coming from a learning experience, can learn faster and move along more quickly through the Language Bureau, but this would be unfair to older public servants who have promotional opportunities immediately to which they are aspiring, so we have been trying to make sure we do not give the youngsters an unfair priority over established public servants. However, the recruiting responses from the western universities have not only held up, they has been most encouraging. There has been no rejection on the part of young people in the English-speaking universities to coming to a bilingual Public Service.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I wonder if I could ask Mr. Carson when he is preparing the figures that were requested by Mr. Rock if he could give some thought to the preparation of some data on this point.

Mr. Carson: I would be happy to, Mr. Chairman.

Mr. Blair: Mr. Chairman...

The Chairman: You know we have to vacate the room by 11.00 a.m. because there is another committee coming in, whose Clerk is already here. It will have to be the last question because...

Mr. Blair: Yes.

The Chairman: It is unfortunate, but that is the way it goes.

Mr. Blair: I will ask this question in a lump, as it were. The problem, I think, which obsesses a lot of people in this town, in my area—I had better not refer to Ottawa as a town—is the qualitative assessment of the experience to date in language training. Perhaps you might consider an answer or comments along these lines. How many people have taken language training? How many have graduated in the sense of completing what is referred to as the third degree? How many of the people who have taken language training have to the knowledge of the Commission qualified for bilingual positions in the Public Service? Is any thought or consideration being given to instruction in what you might call basic French or basic English which is oriented to the particular needs of a department or an employee?

Mr. Carson: Mr. Chairman, shall I hazard a fast answer to these questions?

The Chairman: Yes, a fast one.

[Interprétation]

M. Carson: Monsieur le président, je n'ai pas les chiffres avec moi, mais nous faisons ce genre d'analyse, chaque année, car nous reconnaissons que c'est un risque potentiel.

Cependant, à partir de 1966, lorsque M. Pearson a établi ses objectifs—et vous vous souvenez qu'il plaça en premier le recrutement préuniversitaire—il y a eu depuis augmentation des demandes d'emploi en provenance des universités de l'Ouest canadien, et cette tendance se continue. Les jeunes universitaires de l'Ouest ont accepté cet objectif comme valable et veulent y souscrire. Ils arrivent avec la volonté d'apprendre une deuxième langue.

Nous espérons consacrer nos efforts à l'enseignement de la langue française aux jeunes qui entrent dans le service, car ils ont l'avantage d'avoir fait des études. Ils peuvent apprendre plus facilement et parvenir plus vite au sommet, mais cette mesure serait injuste vis-à-vis des anciens fonctionnaires qui ont les occasions de promotions immédiatement et auxquelles ils aspirent. Nous avons essayé de ne pas donner aux jeunes une priorité injuste sur les anciens fonctionnaires. Cependant, les réponses reçues au recrutement dans les universités de l'Ouest ont non seulement augmenté, mais elles ont été très encourageantes. Aucun jeune des universités de langue anglaise n'a regretté l'offre de venir travailler dans une fonction publique bilingue.

M. Blair: Monsieur le président, pourrais-je demander à M. Carson, lorsqu'il préparera les chiffres demandés par M. Rock, s'il pourrait me donner une idée de la préparation des données sur ce point.

M. Carson: J'en serai fort aise, monsieur le président.

M. Blair: Monsieur le président...

Le président: Vous savez que nous devons quitter la salle à 11h, car il y a un autre comité qui doit y siéger et le greffier est déjà ici. Nous passons à la dernière question.

M. Blair: Oui.

Le président: C'est malheureux, mais il doit en être ainsi.

M. Blair: Le problème, je crois, qui obsède beaucoup de gens dans cette ville, je devrais dire, dans ma région, car nous ne devons pas considérer Ottawa comme une ville, est l'évaluation qualitative de l'expérience jusqu'à maintenant dans la formation linguistique. Combien de personnes ont suivi les cours de formation de langue? Combien de personnes sont diplômées et sont parvenues au troisième échelon? Combien de personnes ayant reçu cette formation ont acquis les connaissances exigées par la Commission de la Fonction publique pour l'obtention de postes bilingues? Attache-t-on une certaine importance dans l'enseignement aux notions de base en anglais ou en français qui sont orientées aux besoins particuliers d'un ministère ou d'un employé?

M. Carson: Monsieur le président, devrais-je essayer de donner une réponse rapide?

Le président: Oui une réponse rapide, s'il vous plaît.

[Text]

Mr. Carson: We have had 22,000 people exposed to language training since we started, but I must be frank with you and say that the numbers we are turning out at the end of the pipeline have been less impressive than we would have liked. So far we have turned out about 2,000 from the end of the third degree. There has been a high dropout rate running on the order of 30 per cent of that 22,000 for a variety of reasons, departmental needs, managerial needs, governmental needs and perhaps I would have to concede, Mr. Chairman, there may be even some measure of weak motivation on the part of some who will accept any excuse not to go back into language training.

Because of the vastly improved methods of language instruction we are using we expect to get this 2,000 up to a dramatically higher figure from now on and we hope that the percentage we are turning out will be greatly increased. I cannot give you the exact number of the 2,000 who have graduated out of the third degree who have won promotions or have been able to secure bilingual positions because of their newly-acquired bilingual capability. Within the executive category I can think of about 20 whose appointments I have been involved in, but I could not give you anything more than that. I would think, of course, the number is quite a bit larger than that because I am only involved in those at the executive category level.

• 1100

Mr. Blair: Just to remind Mr. Carson of the last branch of my question, which may relate to the effect of language training on the public servant, is any effort now being made to relate the language training to the specifics of the given occupation or to the level of the public servant?

Mr. Carson: Indeed, and I am sorry I forgot that portion of your question, Mr. Blair. We are beginning to tailor courses to the special requirements of individual occupational groups. For example, we have been able to produce a program geared to the rather limited requirements that customs officers will need to be able to deal with the travelling public. We hope to be able to do this progressively with other occupational groups.

The Chairman: Thank you, gentlemen. In your name, I wish to thank the witnesses from the Public Service Commission.

This meeting is adjourned until Thursday, April 1, 1971, at 9.30 a.m. in Room 209 of the West Block, where we will have members from the Science Council of Canada as witnesses.

[Interpretation]

M. Carson: Il y eu 22,000 personnes qui ont suivi le programme de formation linguistique depuis le début, mais je dois être franc et dire que le nombre des réussites a été moins impressionnant que nous l'aurions voulu. Près de 2,000 ont franchi le troisième échelon du programme de formation. La proportion de ceux qui ont quitté s'élève aux environs de 30 p. 100 du total, et ce, pour une foule de raisons: qu'il s'agisse des besoins du ministère, d'administration, du gouvernement, et peut-être, je dois le concéder, monsieur le président, il y a peut être eu un manque de motivation de la part de certains jeunes qui ont invoqué beaucoup de prétextes pour ne pas retourner à la formation.

Grâce à une amélioration apportée aux méthodes d'enseignement, nous espérons augmenter de beaucoup le pourcentage des réussites. Je ne saurais vous dire combien des 2,000 qui ont réussi l'examen du troisième échelon ont obtenu des promotions ou ont décroché des postes bilingues, grâce à leurs nouvelles capacités linguistiques. Dans la catégorie des dirigeants, je pourrais vous donner le nom de 20 personnes dont j'ai eu à m'occuper, mais je ne pourrais vous en donner plus. Je crois que le nombre est plus élevé, car je m'occupe simplement de la catégorie des dirigeants.

M. Blair: Juste pour rappeler à M. Carson la dernière partie de ma question qui peut avoir un rapport avec l'effet des cours de langue donnés à un fonctionnaire; fait-on actuellement un effort pour organiser les cours de langue en tenant compte du genre de travail que fait le fonctionnaire ou du niveau de son poste?

M. Carson: Oui, je m'excuse d'avoir oublié de répondre à cette partie de votre question. Nous avons commencé à organiser des cours qui répondent aux besoins spéciaux de chaque catégorie professionnelle en particulier. Par exemple, nous avons été en mesure d'élaborer un programme répondant aux besoins plutôt limités des douaniers dans leurs rapports avec les voyageurs. Nous espérons être en mesure de faire cela graduellement en ce qui concerne d'autres catégories professionnelles.

Le président: Merci, messieurs. En votre nom, je désire remercier les témoins de la Commission de la Fonction publique.

La séance est ajournée jusqu'au jeudi 1^{er} avril 1971, à 9h 30, à la salle 209 de l'édifice de l'Ouest, où les représentants du Conseil des sciences du Canada comparaitront devant nous.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 21

Thursday, April 1, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 21

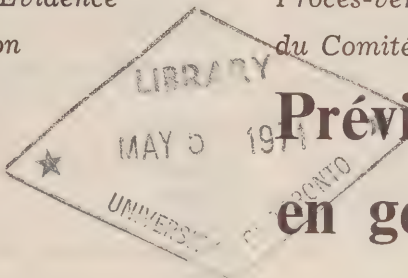
Le jeudi 1^{er} avril 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates



Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972, relating to the Science Council of Canada

CONCERNANT:

Le Budget pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 1972, se rapportant au Conseil des sciences du Canada

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

Vice-Chairman: Mr. Gordon Blair

Messrs.

Carter	Gillespie
Clermont	Guay (<i>St. Boniface</i>)
Downey	Goode
Dupras	Langlois
Forget	Peddle

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand E. Leblanc

Vice-président: M. Gordon Blair

Messieurs

Ricard	Skoberg
Ritchie	Skoreyko
Rock	Thomson (<i>Battleford-</i> <i>Kindersley</i>)—(20).
Rodrigue	
Serré	

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, April 1, 1971

(29)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 9.43 a.m. The Chairman, Mr. Leblanc (*Laurier*), presided.

Members present: Messrs. Clermont, Dupras, Goode, Leblanc (*Laurier*), Ricard, Rock, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(7)

Witnesses: From the Science Council of Canada: Dr. O.M. Solandt, Chairman; Mr. D. Hunka, Chief of Administration; Mr. J. Mullin, Secretary of the Council.

The Chairman called Item 25 relating to the Science Council of Canada and introduced Mr. Solandt who made a brief opening statement thereon.

His statement completed, Mr. Solandt and his colleagues responded to questions from the members of the Committee.

The questioning completed, at 11.00 a.m., the Committee adjourned until 8.00 p.m., Tuesday, April 6, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 1^{er} avril 1971.

(29)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit ce matin à 9 h 43. Le président, M. Leblanc (*Laurier*), occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Clermont, Dupras, Goode, Leblanc (*Laurier*), Ricard, Rock, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(7).

Témoins: Du Conseil des sciences du Canada: MM. O. M. Solandt, président; D. Hunka, chef de l'administration et J. Mullin, secrétaire du Conseil.

Le président met en délibération le crédit 25 concernant le Conseil des sciences du Canada et présente M. Solandt qui fait une brève déclaration.

A la fin de sa déclaration, M. Solandt et ses collègues répondent aux questions des membres du Comité.

A la fin de la période de questions, à 11 h du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 8 h du soir, le mardi 6 avril 1971.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, April 1, 1971

[Text]

• 0948

The Chairman: Order. Before we start examining the estimates for the Science Council this morning, many members have asked me if we could not change our sittings from mornings to evenings because as you know, there are many committees sitting at 9.30 a.m. and many members who are present here would like to attend other meetings. So I was wondering, with your permission, if we could change our meetings to 8.00 p.m. to 10.00 p.m., that is Tuesday and Thursday nights. We may try it to see how it works out. Maybe we would have better attendance, too, because during the evenings there are not so many committees sitting. We would probably have a better chance to have a quorum, too, at those times. Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, est-ce que vous avez tenu compte du personnel de soutien pour ces réunions? En outre, sera-t-il plus facile pour les témoins de venir devant le Comité le soir?

Le président: Pour le personnel d'appui, on me dit qu'il n'y a aucune espèce de problème pour siéger de 20h00 à 22h00 ce soir. Pour les ministres, c'est toujours plus facile de les avoir le soir que le matin où ils ont habituellement des réunions de cabinet ou des réunions de comité de cabinet.

M. Clermont: Je ne pensais pas aux ministres, monsieur, parce que les ministres sont des députés. Je me demande si, vis-à-vis du . . . , et je ne veux pas laisser entendre que les fonctionnaires ne sont pas prêts à venir, mais est-ce qu'on a communiqué avec certains ministères qui doivent venir devant le Comité? Personnellement, je n'y vois pas d'objection. Alors, si vous voulez . . .

Le président: Aucun contact n'a été établi à l'heure actuelle. Evidemment, j'attendais d'avoir votre approbation avant de le faire. J'ai rencontré le coordonnateur des comités et quelques membres du Comité et les gens m'ont exprimé l'opinion que nous pourrions peut-être faire une tentative dans ce sens pour en voir les résultats. Si tout va bien, nous pourrions garder comme heure du soir, de 20h00 à 22h00.

M. Clermont: Monsieur le président, je n'y vois pas d'objection.

Le président: Monsieur Thomson.

Mr. Thomson: I would agree to try anyway' Mr. Chairman.

Mr. Downey: I just came in. What are we discussing?

The Chairman: It is a matter of procedure. As you know, on Thursdays and Tuesdays there are a lot of committee meetings at 9.30 a.m. and many of our members also have to attend other committees. So to give them a chance to attend the other committees we thought we probably could move our sittings from 9.30 a.m. to the evening from 8 o'clock to 10 o'clock.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 1^{er} avril 1971

[Interpretation]

The Chairman: Order. Before we start examining the crédits des sciences ce matin, plusieurs membres ont demandé si nous ne pourrions pas rapporter nos séances du matin dans la soirée, car, ainsi que vous le savez, plusieurs comités siègent en même temps à 9 h 30 de la matinée il y en a parmi les membres qui sont présents ici qui désirent et qu'ils aillent siéger sur d'autres comités. Je me demande donc si vous consentiriez à ce que les séances aient lieu de 20 à 22 heures dans la soirée, les mardi et works out. Maybe we would have better attendance, too, donne. Nous comptons peut-être un plus grand nombre de présences car un moins grand nombre de comités siègent le soir. Nous pourrions aussi facilement à 7 h obtenir le quorum. M. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, have you thought of support to personnel connected with these meetings? Furthermore, will it be easier for witnesses to appear before this Committee in the evening?

The Chairman: As to support personnel, I am told that there is no problem by meeting about 8 to 10 in the evening. It is always easier to get the Ministers in the evening rather than in the morning when they usually have Cabinet meetings or committee meetings of the Cabinet.

Mr. Clermont: I was not thinking about ministers, sir, for ministers are members of Parliament. I wonder if, as concerned . . . , and I do not wish to imply that Civil Servants are not willing to serve, but have you been in contact with the Department who are to appear before the Committee? Personally, I have no objection whatever. So, if you wish . . .

The Chairman: There has been no contact yet. I was, of course, waiting for you to agree first. I have met with the coordinator of Committees and a few members of the Committee and persons have mentioned to me that they could possibly make a try and see the results. If everything goes well, we could meet on a regular basis between 8 and 10 in the evening.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I have no objection.

The Chairman: Mr. Thomson.

M. Thomson: Je suis d'avis que nous essayons de toutes manières, monsieur le président.

M. Downey: Je suis arrivé au moment où vous discutiez?

Le président: Il s'agit de procédure. Comme vous le savez, de nombreux comités siègent les jeudi et mardi à 9 heures 30 de la matinée et plusieurs de nos membres désirent également siéger sur d'autres comités. Afin de leur donner la chance de participer aux délibérations des autres comités, nous avons pensé que nous pourrions probablement remettre nos séances de 9 heures 30 le matin dans la soirée de 20h à 22 heures.

[Texte]

Mr. Downey: Is that what you are proposing now?

The Chairman: Yes, if it is agreeable to the members.

Mr. Downey: That would be very agreeable to me.

The Chairman: All right. So we will try to have our meeting next week at 8 o'clock in the evening.

Thank you, gentlemen.

This morning we are examining the estimates of the Science Council of Canada and I will call Vote 35 on page 20-34.

PRIVY COUNCIL

Science Council of Canada

Vote 35—Science Council of Canada—Program expenditures—\$1,343,000

We have the pleasure to have as witnesses Dr. O. M. Solandt, Chairman, Mr. D. Hunka, Chief of Administration, and Mr. J. Mullin, Secretary of the Council.

I understand that the Chairman, Dr. Solandt, would like to explain briefly the objectives of his council.

Dr. O. M. Solandt (Chairman, Science Council of Canada): Thank you, Mr. Chairman. You have before you in the estimates a brief program description of the operations of the Science Council, so I will not repeat that. However, I will try to give you a little background of the council and what it is trying to do.

The need for an objective body to advise the government on how best to use science and technology in the service of the nation has been felt in Canada for the last 50 years or more. There have been several attempts to form such a body, none of which were successful until the present Science Council was established in 1966. We have now been operating just a little short of five years.

As you know, the council is now a Crown corporation, with its own budget and staff. Its function is to examine the problems of the use of science and technology in Canada and to give general advice on relatively longer range problems. We try to avoid getting embroiled in the day to day decisions—advice on those is given by the Science Secretariat in the Privy Council Office.

In order to remain objective the council has studiously avoided becoming involved in any conduct of research and, as you see from our budget, we have no funds to support research outside our own immediate concerns. The policy of the council has been to keep its own staff quite small and to hire experts as needed for specific tasks. As you see, our professional staff is only 15 and we have \$405,000 in for professional services, which is used to hire experts to help in specific studies as they arise.

The council is concerned with the whole range of science, not just scientific research. We are concerned with everything from the most fundamental research that is pursued merely for the sake of knowledge, in order to add to the world's store of knowledge or as an intellectual pursuit, mostly in universities, right through to the problems of industrial innovation and use of technology. Particularly in the last year we have been spending more time on the later stages, the problems of industrial innovation rather than the earlier stages, although we are concerned with both.

I should emphasize also that the council tries in all its considerations to take a national and even international view of policy for science and technology rather than merely a federal government point of view. We think this

[Interprétation]

M. Downey: Est-ce ce que vous proposez maintenant?

Le président: Oui, si les membres sont d'accord.

M. Downey: Cela me conviendrait parfaitement.

Le président: Très bien. Nous essayerons donc de fixer nos séances la semaine prochaine à 20 heures dans la soirée.

Merci, messieurs.

Ce matin, nous examinons le budget des dépenses du Conseil des sciences du Canada et nous analyserons le poste 35 à la page 20-34 du budget.

CONSEIL PRIVÉ

Conseil des sciences du Canada

Poste 35—Conseil des sciences du Canada—Programme des dépenses—\$1,343,000

Nous sommes honorés d'avoir comme témoins ce matin M. O. M. Solandt, président du Conseil, M. D. Hunka, chef des services administratifs, et J. J. Mullin, secrétaire du Conseil.

M. Solandt, le président du Conseil, désire faire un bref exposé des objectifs de son organisme.

M. O. M. Solandt (président, Conseil des sciences du Canada): Merci, monsieur le président. Le budget recoupe de façon succincte un programme sommaire qui décrit les opérations du Conseil des sciences et je ne m'attarderai pas à doubler cette présentation. Toutefois, je vais essayer de vous donner une idée de ce qui inspire le conseil dans son activité et ce que nous tentons d'accomplir.

Le besoin d'un esprit objectif pour conseiller le gouvernement sur les meilleurs moyens d'exploiter la science et la technologie au service de la nation se fait sentir au Canada depuis plus d'un demi-siècle. On a à plusieurs reprises tenté de constituer un organisme mais sans succès avant que le Conseil des sciences soit établi en 1966. Nous fonctionnons depuis un peu moins de cinq ans.

Le conseil, vous ne l'ignorez pas, est maintenant une société de la Couronne et administre son propre budget et son personnel. Ses attributions consistent à étudier les problèmes relatifs à l'exploitation scientifique et technologique au Canada et à conseiller de façon générale sur la manière de surmonter les difficultés qui se présentent à longue échéance. Nous évitons autant que possible de nous mêler aux décisions journalières qui se font sur l'avis du secrétariat des sciences du Conseil privé.

Pour demeurer objectif, le conseil s'est soigneusement gardé de toute entreprise dans la recherche et, comme vous pouvez le constater en étudiant le budget, nous ne disposons pas de crédits pour la recherche en dehors de nos attributions immédiates. Le conseil a eu comme principe de ne conserver qu'un personnel très restreint et d'engager des spécialistes pour des travaux nécessaires d'une nature particulière. Vous observerez que notre personnel professionnel compte à peine quinze personnes et notre budget est de \$405,000 pour services spécialisés, soit pour engager des experts qui participent aux études visant des fins particulières et qui s'imposent de temps à autre.

Le conseil parcourt toute la gamme scientifique, non pas seulement la recherche. Nous partons de la recherche fondamentale, c'est-à-dire la recherche indispensable pour acquérir les connaissances, afin d'ajouter à l'intelligence humaine ou de réaliser des projets intellectuels, surtout dans les universités, jusqu'à régler les problèmes de l'initiative industrielle et de l'application de la technologie. L'année dernière, nous avons surtout consacré du temps à la seconde phase, l'initiative industrielle, plutôt qu'à la

[Text]

is very important because the impact of science and technology, particularly technology, on the ordinary citizen is very often through the actions of provincial and, frequently, municipal governments. So a view that looks just at the federal responsibilities in this field would be incomplete, and of course would not result even in appropriate advice to the federal government. So we try to take a national point of view rather than a federal one. Mr. Chairman, I think that is probably enough to give a general background. If anyone would like a more detailed description of the Council, the kind of membership we have and how we operate, I would be very happy to do that or to answer any other questions.

• 955

The Chairman: Thank you very much, Doctor. Mr. Clermont, followed by Mr. Thomson.

M. Clermont: Merci, monsieur le président. Monsieur le président du Conseil des sciences du Canada nous a dit que les vues du Conseil s'inscrivaient plutôt dans une optique nationale que fédérale, qu'est-ce qu'il entend par cela?

Dr. Solandt: As I said, the federal government has very wide responsibilities but does not include all of the activities in our society that are strongly affected by the impact of science and technology. So we try to look at the problems of science and technology from a national point of view, not from a federal government point of view. Quite often advice that we give may be directed toward other levels of government. For instance, in advice on forestry. The forests are a provincial responsibility so that when we give advice on how we think science and technology can help in the field of forestry, we are in effect advising provincial governments as well as federal governments.

M. Clermont: Monsieur le président, sur le plan international, quelles sont les études ou les responsabilités du Conseil?

Dr. Solandt: First of all, we try to look at any field that we are studying from an international point of view and try to see whether what Canada is doing fits well into what is being done in other countries. We have a strong policy that pervades all our advice of suggesting that we do in Canada those things for which we have some special competence or some special need.

If you look at the total of world science and technology, Canada probably actually does somewhere between 2 and 3 per cent of the research of the world; so naturally you cannot look at the use of science in Canada in any field without considering what goes on in the rest of the world. Then, in addition to that, we have taken a very special interest in the problems of using our science and technology to help developing countries, and the Science Council very early suggested that one of our principal activities, a

[Interpretation]

première, bien que nous nous soyons intéressés à ces deux phases.

Je dois également attirer votre attention sur le fait que le conseil tient, dans tous ses travaux, à se maintenir au niveau des principes nationaux et universels de la science et de la technologie plutôt que de s'en tenir exclusivement au point de vue exprimé par les représentants de l'État. Nous jugeons cette attitude très importante, car le contre-coup de la science et de la technologie, surtout de la technologie sur le citoyen ordinaire, le frappe souvent par les décisions des administrations provinciale et municipale. Par conséquent, on a considéré que les responsabilités de l'État en ce domaine ne couvriraient pas tout notre

champ d'action et, il va sans dire, ne donneraient même pas lieu à des conseils appropriés, utiles aux autorités fédérales. Nous nous efforçons donc de nous placer du point de vue national plutôt que du point de vue du gouvernement central. Monsieur le président, que ceci suffit pour donner une idée générale. Si quelqu'un désire des précisions au sujet du conseil, le nombre de membres qu'il compose, et en quoi consiste nos activités, je serai très heureux de répondre à toutes questions.

Le président: Je vous remercie beaucoup, monsieur Solandt. M. Clermont, sera suivi par M. Thomson.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman. The chairman of the Science Council of Canada told us that the point of view of the Council was rather national than federal. What does this mean?

M. Solandt: Comme je l'ai dit, le gouvernement fédéral assume des responsabilités d'une grande envergure, mais cela ne comprend pas toutes les activités de notre société qui subissent fortement les répercussions de la science et de la technologie. Nous essayons donc de regarder de façon objective les effets nationaux de la science et de la technologie, plutôt que de nous placer du point de vue de l'administration fédérale. Bien souvent, les conseils que nous donnons concernent directement d'autres paliers de l'administration publique. Ainsi, dans le cas de l'exploitation forestière. Les forêts appartiennent à la province et lorsque nous donnons des conseils sur la façon dont nous croyons que la science et la technologie peuvent être utiles dans le domaine forestier, nous conseillons à vrai dire les administrations provinciales aussi bien que les administrations fédérales.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, at the international level, what studies are conducted by the Council or what are the responsibilities of the Council?

M. Solandt: D'abord, nous nous plaçons, dans quelque domaine où se font nos études, du point de vue international et nous nous efforçons de déterminer si les efforts accomplis au Canada s'intègrent bien à l'ensemble du programme universel. Un principe régit tout ce que nous pouvons offrir de conseils ou de projets proposés ici au Canada, c'est de nous en tenir, comme point de départ, au domaine de notre compétence ou correspondant à certains besoins particuliers.

Si vous considérez l'ensemble de la science et de la technologie universel, le Canada est comptable de quelque 2 à 3 p. 100 de la recherche dans le monde; vous ne pouvez donc envisager l'exploitation scientifique au Canada en aucun domaine sans le comparer à la réalisation dans le reste du monde. Nous nous sommes de plus fortement intéressés aux problèmes de l'exploitation des sciences et

[Texte]

so-called major program in Canada, should be transfer of technology to developing countries, and we supported the setting up of the International Development Research Centre very strongly and feel that it is an example of the kind of thing that Canada could usefully do.

M. Clermont: Monsieur le président, le président du Conseil des sciences du Canada a dit que le Canada effectue environ 2 à 3 p. 100 des recherches scientifiques qui se font dans le monde. Quelle comparaison pourriez-vous établir entre le Canada et d'autres pays qui ont la même population? Le Canada fait partie des dix pays industriels de l'OTAN. Si vous comparez la participation du Canada avec celle d'autres pays du groupe des dix, à l'exception des États-Unis, je ne demande pas de comparaison avec les États-Unis, parce qu'en fin de compte, la population du Canada équivaut à environ un peu plus de 10 p. 100 de celle des États-Unis...

Dr. Solandt: The answer to your question is most clearly expressed in various studies by OECD which includes most of the industrialized nations of the world. As you know, it is not only the European nations, but also Japan and Canada and the United States.

In this comparison, Canada ranks well down among the more highly industrialized nations in the percentage of its gross national product that it spends on research and development. It naturally ranks ahead of the less developed countries like Turkey. But among the highly industrialized countries, we spend a relatively small proportion of our total gross national product on research and development.

In the so-called basic research, we are just about the same as the other leaders. That is, we do relatively better in basic research, and spend relatively less on the later stages of innovation, particularly industrial research and development.

These comparisons are always a little difficult, because the biggest of the nations, the United States particularly, spend a lot of their research and development for military and space purposes, and we do not. So their expenditures look relatively very much bigger than ours. Of course they do get very substantial industrial advantages from spending that money, so there is no doubt that compared to most industrial countries we are lagging behind in our expenditure in industry, but keeping quite well up in expenditure in government and universities.

M. Clermont: En parlant d'universités, monsieur le président, vous avez mentionné que vous aviez des communications avec des représentants du secteur industriel et universitaire. Sur quel plan avez-vous de telles consultations? Je crois que, dans vos remarques du début, vous avez mentionné que vous aviez de plus en plus de consultations avec des représentants du secteur industriel.

En outre, dans le domaine des recherches, y aurait-il un chevauchement entre l'activité d'autres ministères et celle du Conseil?

[Interprétation]

de la technologie pour venir en aide au pays en voie de développement et le conseil des sciences a proposé dès le début qu'une de nos principales activités, ce que nous appelons un grand programme au Canada, soit de faire bénéficier des méthodes technologiques les pays en voie de développement et nous avons appuyé de tous nos efforts l'établissement d'un centre international de recherche pour le développement et nous estimons que voilà un exemple typique de ce que le Canada pourrait ordinairement accomplir.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, the Chairman of the Science Council of Canada said that Canada accounts for some 2 to 3 per cent in scientific research in the world. What comparison could you establish between Canada and other countries with equivalent populations? Canada is one of the ten industrial countries of NATO. If you compare Canada's participation with that of other countries among the ten, exception made of the United States, I do not have for comparison with the United States for, after all, Canada's population is but about ten percent of that of the United States.

M. Solandt: La réponse à votre question est plus clairement exprimée en diverses études de l'OCDE qui compte parmi ses membres la plupart des nations industrialisées du monde. Et comme vous le savez, il n'y a pas seulement les pays européens, mais le Japon et le Canada et les États-Unis.

Dans cet ordre de comparaison, le Canada se place à un rang inférieur parmi les nations les plus industrialisées pour le pourcentage de son produit national brut dépensé en recherches et développement. Il se place naturellement en tête des pays moins favorisés, comme la Turquie. Mais, parmi les pays très industrialisés, nous dépensons une proportion relativement faible de notre produit national brut en recherche et développement.

Dans ce que nous appelons communément la recherche fondamentale, nous sommes à peu près au même niveau que les autres grands pays. C'est-à-dire que nous faisons un dans la recherche fondamentale et dépensons relativement moins dans les autres phases de l'initiative, plus particulièrement dans la recherche et le développement industriel.

Ces comparaisons sont toujours difficiles à établir, car les nations les plus puissantes, les États-Unis en particulier, consacrent une grande partie de leurs fonds de recherche et de développement à des fins militaires et spatiales alors que nous n'en faisons rien. C'est pourquoi leur dépenses semblent relativement très supérieures aux nôtres. Reconnaissons également qu'ils retirent de très grands avantages industriels de fins mises de fonds et il n'y a donc pas de doute que, en comparaison des pays les plus industrialisés, nous retardons sur les autres pour ce qui est de la dépense dans l'industrie mais nous sommes parfaitement au pas avec l'administration publique et les universités.

Mr. Clermont: Speaking of universities, Mr. Chairman, you mentioned that you are in contact with representatives of the industrial and university sectors. At what level are these consultations taking place? I think, that in your preliminary remarks, you mentioned that you had more and more contacts with representatives of the industrial sector.

Further more, in the field of research, could there be overlapping of activity with other Departments and those of the council?

[Text]

Dr. Solandt: Our contact with industry is initially through our membership. The Council has 29 members; 25 full members or associates, and these are divided approximately in three, a third representing government science, a third representing universities, and a third representing industry. So we have a close contact with industry through our industrial members.

In cases such as studies, we also have under way now, in industrial innovation, sending members of the staff to discuss problems directly with industries. So we try to get as close a co-operation as we can.

A good many federal government departments have groups of scientists and engineers who are concerned with industrial problems. In the federal government the principal one, of course, is Industry, Trade and Commerce, but Communications, the Ministry of Transport and so on, also have very important contacts with industry.

We have very close contacts with these departments at the official level. We bring in senior officers from departments to our committee meetings and discussions, and we try as far as possible to draw on their knowledge and not duplicate any of the contacts that they have. I would say that in this respect we have been very successful. We get excellent co-operation from all departments.

• 1005

M. Clermont: Une dernière question pour le moment, monsieur le président. D'après les remarques du président du Conseil des sciences du Canada, le Canada semble ne pas être au même niveau que d'autres pays dans le domaine des recherches scientifiques. Comme société de la Couronne sans doute le Conseil prépare-t-il lui-même son budget. Est-ce que ce budget est soumis au Conseil du Trésor? Et si oui, de combien devrait-il être augmenté pour permettre au Canada d'être «dans le vent» dans le domaine de la recherche scientifique avec d'autres pays industriels, en prenant en considération la population et les ressources?, vous avez parlé non seulement des pays d'Europe, mais aussi du Japon. De nouveau j'insiste, car c'est une question d'importance. Vous avez parlé de la production nationale. Je crois qu'il est très important de prendre en considération le budget national de chaque pays et aussi sa population. Le Japon est reconnu comme étant l'un des grands pays industriels au monde et en plus il a une population, je crois, supérieure à 100 millions ou d'environ 100 millions.

Vos prévisions budgétaires pour 1971-1972 sont de \$1,532,000, alors que la somme dépensée en 1969-1970 était de \$1,270,000. Alors, l'augmentation est très modeste. Selon le Conseil, de combien ces sommes devraient-elles être augmentées pour lui permettre de faire un travail encore plus avancé dans les recherches de manière à en faire bénéficier le secteur industriel et universitaire?

Dr. Solandt: We have discussed the size of the budget very frequently at the Science Council. Because of the way we operate now, the limiting factor in the amount of money that we can spend wisely is the amount of material that the Council itself can intelligently digest and consider. It was for this reason that we have not sought much increase in budget. We did ask for a bit more this year and were turned down by the Treasury Board. Had we got more

[Interpretation]

M. Solandt: Nous sommes surtout en contact avec l'industrie par nos membres. Le Conseil est composé de vingt-neuf membres; vingt-cinq sont des membres à plein temps ou associés et ils sont répartis par groupes de trois à peu près, un tiers représentant la science dans le domaine officiel, un tiers les universités et un tiers l'industrie. Nous sommes donc en contact étroit avec l'industrie et par l'intermédiaire de nos membres dans l'industrie.

Dans des cas comme ceux qui intéressent les études entreprises présentement au sujet de l'initiative industrielle, nous déléguons des membres du personnel pour discuter des problèmes directement avec les dirigeants de l'industrie. Nous nous efforçons donc de maintenir un contact aussi étroit que possible.

Un grand nombre de services du gouvernement central emploient un noyau de scientifiques et d'ingénieurs qui s'occupent de régler les problèmes industriels. Le principal ministère fédéral est naturellement celui du commerce, mais les communications, les transports et ainsi de suite entretiennent également des contacts fructueux avec l'industrie.

Nous sommes en rapport constant avec ces ministères et services au niveau supérieur. Nous invitons des hauts fonctionnaires des ministères et services à nos séances du

Comité et, les mêlant à nos discussions, nous cherchons dans toute la mesure du possible de bénéficier de leur connaissance et d'éviter le double emploi la répétition des contacts qu'ils exercent. Je dois dire à ce propos que nous avons eu beaucoup de succès. Nous obtenons une excellente collaboration de tous les services.

Mr. Clermont: One last question for now, Mr. Chairman. According to what the Chairman of the Science Council of Canada has said, Canada does not seem to be even at the level of other countries in research. As a crown corporation no doubt the Council administers its own budget. Is that budget submitted to the Treasury Board? And, if so, how much more should it be increased to allow Canada to be "in" in the scientific research field as compared with other industrialized countries, keeping in mind the population and resources? You noted that were not European countries but all Japan. Again, I insist, for it is a very important question. You spoke of national production. I feel that it most important that you take into account that national budget of each country as well as its population. Japan is recognized as one of the great industrialized countries of the world and, furthermore, it has a population I believe about 100 millions inhabitants or very close to this figure.

Your estimates for 1971-72 are \$1,532,000 while the money spend 1969-70 was \$1,270,000. This is a very modest increase. According to the Council, how much more should be added to this to allow the Council to forward its research so as to benefit the industrial and university sectors?

M. Solandt: Nous avons discuté souvent au Conseil des sciences le budget nécessaire à nos travaux. Vu la façon dont nous opérons présentement, le facteur restrictif concernant les sommes que nous pouvons dépenser judicieusement est la quantité de matière que le Conseil lui-même peut intelligemment absorber et étudier. C'est pourquoi nous ne sollicitons pas des crédits très supérieurs. Nous avons demandé tant soit plus cette année et le Conseil du

[Texte]

money we would have used it for further contracts to study the problems of formulating science policy. These problems are very difficult and we know we could use some more money intelligently, and we certainly will be asking for a little more next year.

I hope no one is confusing the budget of the Science Council of Canada with the government expenditure on research and development. The total national expenditure is now running around \$700 million a year, which is quite different from our \$1 million. We are really a very small staff agency, a study group, if you like, and this money is really going to supply a secretariat that studies and prepares material for submission to the Council. As I say, we know that we could intelligently spend a little more than this, but we are not being seriously handicapped in our work by a shortage of money.

M. Clermont: Merci, monsieur le président.

The Chairman: Mr. Thomson, followed by Mr. Downey.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, just to clarify a point, you said \$700 million in research. You did not mean the federal government was spending this much money? You just mentioned the figure of \$700 million if I heard you correctly.

Dr. Solandt: No, the total expenditure in Canada by federal government, by industries, by universities, by all sources is in fact marginally higher than the chairman has said, probably a little more than \$800 million. However only a fraction of that is from the federal government.

Mr. Thomson: All right, it was just to clarify. Mr. Chairman, to continue on a question that Mr. Clermont asked in regard to the innovative process, you mentioned that you were making a study here. How far along is this study and what prompted you to make it?

Dr. Solandt: If I might answer the first part of the question first, as soon as we started looking at, what you might call, the structure of the scientific community in Canada and comparing it with other industrialized countries, we saw that the percentage of the total effort in industry was much lower than in other countries and the percentage of the government expenditure that went to industry was smaller than in other countries. For instance, for several years, in the period 1966, 1967 and 1968, of the U.S. federal government expenditure 80 per cent was going to industry and 20 per cent to its own laboratories; Canada was almost exactly the reverse with 80 per cent to its own laboratories and 20 per cent in industry. We started looking to see why this was, just as other government departments did.

We started in Canada before the Science Council was formed a very active program of incentives for industrial research and development and it has become obvious in the last year or two that these were not working. They worked very well initially because many laboratories were built when they could build a laboratory very largely at government expense, but as soon as the laboratories were built the expenditure began to taper off and in 1970, for instance, there was either no increase in expenditure or very little in Canada for industrial research and development. There is good evidence that it is declining in 1971. Several major laboratories have been closed and others

[Interprétation]

Trésor a rejeté notre demande. Si nous avions eu plus d'argent, nous l'aurions employé à adjudger d'autres contrats pour l'étude de la formulation des principes scientifiques. Se sont des points difficiles et nous sommes persuadés que nous pourrions utiliser ces fonds de façon intelligente et nous demanderons certainement un peu plus l'an prochain.

J'espère que personne ne confond le budget du Conseil des sciences du Canada avec les dépenses faites par l'État pour la recherche et le développement. Les dépenses nationales globales s'élèvent présentement à quelques 700 millions de dollars, ce qui s'écarte beaucoup de notre petit million de dollars. Notre organisme se compose d'un très faible personnel, un groupe d'étude si vous voulez, et ces sommes seront en réalité consacrées à l'établissement d'un secrétariat qui étudie et prépare la matière soumise au Conseil. Je le répète, nous ferions bon usage d'un peu plus d'argent, mais le manque de fonds n'entrave pas sérieusement nos travaux.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman.

Le président: M. Thomson suivi de M. Downey.

M. Thomson: Monsieur le président, vous avez parlé de 700 millions pour la recherche. Vous ne vouliez sans doute pas dire que le gouvernement fédéral dépensait cette somme?

M. Solandt: Non, il s'agit de la dépense totale en matière de recherches faites par le gouvernement fédéral, l'industrie, les universités, etc. Il s'agit en fait probablement d'un peu plus que cette somme peut-être de 800 millions. Cependant le gouvernement fédéral ne contribue qu'une petite partie de cette somme totale.

M. Thomson: Très bien, je voulais simplement quelques précisions, à ce sujet. Monsieur le président, j'aimerais emboîter le pas à M. Clermont et poser des questions en ce qui concerne les innovations, concernant lesquelles vous faites une étude. Où en êtes-vous dans cette étude et qui vous a poussé à la faire?

M. Solandt: J'aimerais répondre à la première partie de la question. Dès que nous avons commencé à nous préoccuper de ce que l'on pourrait appeler la structure de la communauté scientifique au Canada et de la comparer avec celle d'autres pays industrialisés, nous avons vu que le pourcentage de l'effort total dans l'industrie était nettement plus faible que dans ces autres pays; nous avons remarqué également que le pourcentage de dépenses gouvernementales qui passait à l'industrie était relativement moins important dans d'autres pays. Par exemple, pour la période de 1966-1967 et 1968 les dépenses du gouvernement fédéral des États-Unis étaient réparties comme suit: 80 p. 100 pour l'industrie et 20 p. 100 pour les laboratoires du gouvernement; pour le Canada, c'est exactement l'opposé: 80 p. 100 pour les laboratoires du gouvernement et 20 p. 100 pour l'industrie. Nous avons essayé de nous demander la raison derrière tout ceci, comme d'autres ministères du gouvernement d'ailleurs.

Au Canada, même avant la création du Conseil des sciences, il y avait un programme de stimulants à la recherche et au développement industriel qui n'ont pas donné de résultats tangibles comme on a pu le remarquer au cours des deux dernières années. Au début du programme tout allait très bien car les laboratoires étaient construits pour la plus grande part aux frais du gouvernement, mais immédiatement après la construction, les

[Text]

have cut down. So this explains our concern with industrial R & D.

Our study is fairly well along now. Most of the data has been collected. We are starting to get reports from the teams that are doing the work, coming first to a committee of the council which considers the reports. They have had two or three meetings and will have another this month. We are hopeful that we will get a public report out by about the end of the year.

We are beginning to feel that the problem of getting more research and development, more innovation in Canadian industry is primarily not a problem of the government's giving money to industry for research and development; it is rather changing the whole environment, the climate for industry so that innovation will become profitable and attractive. If that happens, then research and development will be done because it is profitable. To my mind this is the only good reason for doing research and development in industry.

Mr. Thomson: Thank you. Just to carry on a little bit in a connected field, if you like, in view of the fact that we have a branch plant economy in so many areas of the industrial sector of our economy, do you think this has some bearing and are you looking at this specifically as the reason that we have not done as much as we might have done?

• 1015

Dr. Solandt: Well, this problem is obviously always in the forefront in any discussion of this kind. In fact, one of the real problems is to know whether a secondary manufacturing industry such as Canada's which is so much foreign owned should be expected to do as much research and development as one that is not foreign owned. The results when you analyse them are very confusing because, in fact, the foreign owned subsidiaries in Canada tend to do a little more research per dollar of sales than the domestically owned ones. This is probably misleading because, many of the foreign owned subsidiaries are in areas where you would expect a higher amount of research; that is, some industries very typically have very little research and they tend to be the ones that are Canadian owned. Others such as electronics, aircraft and so on, all over the world have a high research content and they tend to be foreign owned.

Mr. Thomson: Do you notice any absence of innovative ideas among Canadians or as you referred to earlier only a matter of economics. Have you got a whole lot of young fellows just bursting with ideas they want to try out? Have you noticed any absence of this in your studies, that Canadians are not looking for new ideas, new methods, new ways of doing things?

Dr. Solandt: I am pretty sure that we have as high a percentage of bright young people with good new ideas as any other country. I am pretty sure there are two or three obstacles that make it a little less easy to bring a new idea to fruition in Canada. One is the small market for a new industry, which obviously makes it more attractive to go to one of the areas where there are bigger markets. Another is a real caution in the Canadian character. We never seem as a nation to want to try new things or take chances. I have deliberately over the last 25 years retained a good

[Interpretation]

dépenses ont diminué et en 1970, par exemple, il y avait peu ou pas de dépenses faites pour la recherche ou le développement industriel au Canada. En 1971, on peut même parler d'un déclin. Plusieurs laboratoires importants ont été fermés et d'autres ont dû réduire leurs activités. C'est la raison pour laquelle nous nous inquiétons de la recherche et du développement industriel.

Notre étude est presque terminée maintenant; la plupart des données ont été rassemblées, nous recevons des rapports des équipes de travail lors de séances du comité du Conseil. Nous avons eu jusqu'à présent deux ou trois séances et nous en aurons une autre au cours du mois. Nous espérons pouvoir publier un rapport à la fin de l'année.

Nous commençons à nous rendre compte que si l'on veut améliorer la recherche et le développement industriel, cela ne dépend pas d'une question de subsides du gouvernement; bien au contraire, il faut simplement faire comprendre à l'industrie l'avantage et le profit qu'elle peut retirer de la recherche. En d'autres termes, il faut changer le climat. A mon avis, la seule raison qui doive pousser une industrie à faire de la recherche et du développement doit être le profit. C'est tout à fait logique et raisonnable.

M. Thomson: Je vous remercie. J'aimerais parler d'une question connexe. Étant donné que l'économie canadienne dépend dans beaucoup de régions de l'économie étrangère, ne croyez-vous pas que c'est justement ça la raison pour laquelle nous n'avons pas réalisé autant que nous aurions voulu?

M. Solandt: Ce problème est toujours mis de l'avant dans toutes les discussions de ce genre. En fait cela revient à savoir si une industrie comme l'industrie canadienne qui est une industrie secondaire et à capital étranger pour la plupart devrait faire autant de recherches chez le développement qu'une industrie nationale. Quand on étudie cette question on remarque avec beaucoup de surprise que les filiales étrangères au Canada font un peu plus de recherches par dollar de vente que les industries canadiennes. Le fait est probablement moins visible du fait que cette filiale d'industries étrangères se situent dans des régions où l'on s'attendrait normalement à avoir un plus grand montant de recherches. En fait certaines industries y font très peu de recherches et en général se sont des industries à capital canadien. Dans le domaine de l'électronique, de l'aéronautique etc. toutes les compagnies font énormément de recherches que se soit dans n'importe lequel pays du monde et les compagnies établies au Canada ont tendance à être des compagnies étrangères.

M. Thomson: Remarquez-vous que les Canadiens ne sont pas en fait des créateurs et des innovateurs ou croyez-vous qu'il s'agit là simplement d'une question d'économie? N'y a-t-il pas beaucoup de jeunes qui désirent mettre en pratique les idées nouvelles qu'ils pourraient avoir?

M. Solandt: Je suis certain que nous avons un pourcentage égal de jeunes gens brillants qui désirent mettre à l'épreuve leurs idées nouvelles. Personnellement, je crois qu'il y a trois ou quatre obstacles qui empêcheraient la réalisation de ces idées. D'abord le marché relativement restreint qui s'offre à une nouvelle industrie; il est évident que les personnes qui désirent investir s'installent plutôt dans les régions où le marché est plus important. Deuxièmement, nous sommes un peu plus fort prudents nous ne semblons pas vouloir prendre de risques. Au cours des 25

[Texte]

many contracts with scientific organizations in the U.S. just in order to get ideas and stimulation and there is no doubt that the whole attitude toward innovation is livelier and more welcoming in the United States than it is in Canada.

It is, as I say, partly a psychological problem but a lot of it is an economic problem. I think, too, that the branch plant economy is a major factor here, that if more of our companies were Canadian owned and independent and on their own they would go out looking for bright new ideas in Canada. A foreign owned company tends not to be, and not to be even very receptive to a new idea that comes to them in Canada.

Mr. Thomson: Well, Mr. Chairman, I have a comment here that I realize is not directly under your responsibility but I had a complaint just a few days ago from a head of a small company situated in the province of Quebec and he complained very bitterly that although the province, or the industrial people in Quebec, were encouraging him and helping him in his pursuits, that the federal government was doing very little. In fact, they hardly seemed to care if he was there, but this is by the way. I realize I should speak to the Treasury Board about this or Mr. Pepin or someone.

Mr. Chairman just to get back to this, are you making any studies or suggestions as to what percentage or in what areas we should buy our research. You mentioned 2 per cent was being done in Canada, but are you studying in what areas we should buy our research and in what areas we should sell our research, specific areas. Let me use an illustration. In one of your own studies I noticed an item where Japan had paid \$145 million for technological agreements and this was 15 per cent of their total research. Have you got to the point where you could say in what areas we should buy and in what areas we should sell or can you make any firm recommendations in this respect?

• 1020

Dr. Solandt: This is a very difficult field in Canada. Japan has, essentially, a closed economy in the sense that a foreign company or a foreign investor cannot get into Japanese industry without government permission; so their entry is a carefully planned program. In Canada, anybody can start a company with virtually no restrictions and and so we have all the foreign subsidiaries operating in Canada, and the main flow of technology into and out of Canada takes place within these companies.

It is outside the control of any government agency and, curiously enough, it is, in many cases, not even very well recorded within the company. Arrangements that parents make with their subsidiaries for the exchange of technology vary through all the possible combinations, almost. Some of them pay a flat percentage of sales from the subsidiary to the parent for new technology; others buy it as they need it, and pay for it; others work an exchange and have a meeting every two or three years to decide which way the flow has been, and who owes who money.

There are all these arrangements going on. As far as I know, no serious effort has been made to quantify them; so when you look at the figures for what Canada pays for the purchase of technology outside and what we receive

[Interprétation]

dernières années, j'ai délibérément essayé de garder des contacts avec les organisations scientifiques des États-Unis afin de pouvoir avoir de nouvelles idées, de nouveaux stimulants et il est certain que les idées nouvelles sont beaucoup mieux appliquées aux États-Unis qu'au Canada.

C'est en fait comme je l'ai dit en partie un problème psychologique mais également un problème économique. Je crois que le fait que beaucoup d'industries canadiennes soient des filiales d'industries étrangères est un facteur très important dont il faut tenir compte; je crois que si plus de nos compagnies étaient à capital canadien et s'ils étaient indépendantes, elles auraient le sens de la création et de la nouveauté plus développées. On peut même aller plus loin et dire qu'il semble que les compagnies à capital étranger ne sont pas très ouvertes aux nouvelles idées qui leur sont suggérées.

M. Thomson: Je voudrais soulever une autre question qui ne relève pas évidemment de la compétence des témoins, cependant j'aimerais la soulever quand même. Il y a quelques jours à peine le chef d'une petite compagnie située dans la province de Québec m'envoyait une lettre dans laquelle il se plaignait qu'en dépit des efforts de la province et des industries au Québec qui l'encourageaient et l'aidaient dans son entreprise le Gouvernement fédéral ne faisait que très peu pour l'aider. En fait le Gouvernement fédéral ne semblait même ne pas s'inquiéter du tout qu'il soit en affaires. Je suppose que je devrais parler à cet égard au Conseil du Trésor ou à M. Pépin.

Monsieur le président, faites-vous des études ou donnez-vous des suggestions en ce qui concerne le pourcentage de recherches que nous devrions acheter et dans quels domaines nous devrions le faire. Vous avez dit que 2 p. 100 de la recherche mondiale était effectuée au Canada; cependant avez-vous fait une étude sur les domaines dans lesquels nous devrions payer pour obtenir des renseignements de recherche et dans quels domaines nous devrions vendre la nôtre. J'aimerais prendre un exemple. Celui du Japon qui a payé 145 millions de dollars pour des ententes technologiques, ce qui constitue 15 p. 100 de leur recherche totale.

Pouvez-vous faire des recommandations très précises à cet égard?

M. Solandt: C'est une question difficile pour le Canada. Au Japon l'économie est essentiellement fermée étant donné que les compagnies étrangères les investisseurs étrangers ne peuvent s'installer au Japon sans la permission du gouvernement; leur entrée par conséquent permise uniquement dans le cadre d'un programme planifié avec soin. Au Canada ce n'est pas le cas il n'y a presque aucune restriction et c'est la raison pour laquelle nous avons nombreuses filiales étrangères qui exploitent au Canada. De toutes les nouvelles technologies et peut-être pour ainsi dire monopolisées par ces compagnies.

L'apport et la sortie des nouvelles techniques ne peuvent être contrôlés par aucune agence du gouvernement et chose curieuse les compagnies elles-mêmes n'en gardent pas de détails. Les ententes des compagnies mères et des filiales en ce qui concerne l'échange de technologies varient extrêmement et il est impossible d'en tenir compte. Certaines filiales paient à la compagnie mère un pourcentage sur les ventes, d'autres achètent les nouvelles techniques selon les besoins; d'autres ont un programme d'échange avec des réunions tous les deux ou trois ans afin de décider dans quel sens l'échange a été fait et quelle compagnie doit verser de l'argent à l'autre.

[Text]

for the sale of technology from Canada, they are so incomplete that they are not really very meaningful.

Mr. Thomson: You did not answer the other part of my question: have you made any firm recommendations in this area?

Dr. Solandt: We have, on several occasions, said that in a general way Canada should give more attention to the "make or buy" decision. The critical thing really is that when you feel a need of new technology in a nation, either in industry or in some other sector, you should consciously say, is it better to devote money and resources to finding the answer or is the answer, in fact, available for purchase somewhere else.

We have in fact, in Canada, traditionally not paid much attention to this. This is what the Japanese did so systematically and consciously, and curiously enough the Japanese tell us that they are tending now towards making more and buying less as they become more expert and more knowledgeable. They began with an almost entirely "buy" policy. The real answer is that the Science Council has not given this probably as much attention as it deserves.

Mr. Thomson: I will pass for now, but would you put me down again please, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Downey followed by Mr. Rock.

Mr. Downey: Thank you, Mr. Chairman.

I was interested in the remarks, sir, in the area of foreign research. They often say that capital is an international thing, and I was wondering if you feel the same way about research and technology that arises from research. Do you feel that this is an international thing like capital, that flows from country to country and company to company, and that we actually get a great deal of the benefits of foreign research from the international companies just as we do from their capital?

Dr. Solandt: The degree to which science and technology is international and moves freely varies widely over the spectrum of science. In basic research, all the results are published in scientific journals that are freely available throughout the world, so that we in Canada have just the same access to work done anywhere else as others do. This includes the Russians. Their work is published in the scientific journals usually a little less thickly, but nonetheless published.

• 1025

The problem of any nation such as Canada in dealing with this huge mass of readily available material is that you have to have somebody working in the field to be able to understand what somebody in Russia, Japan or in the States is writing about some new field.

Mr. Downey: I was not so specifically concerned about the information actually that flowed this way as much as the actual benefits from the application of this information.

[Interpretation]

Il y a tous ces arrangements différents. Personnellement je ne crois pas qu'on ait essayé d'établir des statistiques à cet égard et si l'on s'en tient aux chiffres dont on dispose sur les sommes payées par le Canada pour l'achat de technologies à d'autres pays ou pour la vente de technologies canadiennes, ces derniers sont si incomplets qu'on ne peut vraiment rien en tirer d'intéressant.

M. Thomson: Vous n'avez pas répondu à l'autre partie de ma question: Avez-vous fait des recommandations dans ce domaine?

M. Solandt: Le problème a toujours été le suivant, qu'il s'agisse du domaine industriel ou d'un autre secteur, il faut se demander s'il est préférable de consacrer l'argent à des ressources dont on dispose à faire notre propre recherche ou s'il n'est pas préférable d'acheter la nouvelle technologie à l'étranger.

En fait le Canada n'a jamais attaché une importance considérable à la question. Par contre les Japonais excellent en ce domaine, ils sont systématiques. Cependant il est curieux de constater que même les Japonais, du moins c'est ce qu'ils nous disent, essayent maintenant de faire plus de recherche et de moins acheter de technologies à l'étranger. Cela tient probablement au fait qu'ils deviennent de plus en plus spécialistes et qu'ils sont de plus en plus compétents. Au début, cependant, ils achetaient les nouvelles techniques. En fait, je peux vous dire simplement que le Conseil des sciences du Canada n'a peut-être pas consacré suffisamment de temps à réfléchir à cette question.

M. Thomson: J'ai terminé pour le moment, monsieur le président, j'aimerais cependant que vous inscriviez mon nom pour le second tour.

Le président: Je donne la parole à M. Downey puis à M. Rock.

M. Downey: Je vous remercie, monsieur le président.

On dit souvent que le capital est une chose du domaine international et je me demande si vous estimez qu'il en va de même pour la recherche et la technologie? Estimez-vous que comme le capital qui circule de pays en pays de compagnies en compagnies nous bénéficions grandement de la recherche faite par d'autres pays?

M. Solandt: Cela dépend de la sorte de science dont on parle. Pour de ce qui est de la recherche de base, tous les résultats sont publiés dans les journaux scientifiques du monde entier et on peut se les procurer. Cela comprend notamment des publications sur de la recherche de base faite en Union soviétique, par exemple. Les publications scientifiques sont peut-être moins détaillées mais sont publiées néanmoins.

Cependant, pour pouvoir étudier cette masse volumineuse d'éducation scientifique, il faut des personnes capa-

bles de comprendre et d'interpréter ces recherches faites en Russie au Japon et les États-Unis.

M. Downey: Je m'intéresse plutôt aux avantages réels de l'application de cette recherche.

[Texte]

Dr. Solandt: I was going to go on to say that at the next stage where you begin to get applied research turning up new technology, new processes and new hardware, the flow is quite widely international, but of course commercial considerations begin to constrain it more and more. People will sell you the knowledge, but they will not always give it to you, quite naturally. Then when you finally get down to the detailed processes in a particular plant, they are not infrequently kept secret, particularly if they are not easily patentable and there you may have trouble even knowing about what is available unless you are working in the field, even although the know-how is often for sale if you know it exists.

The extent to which we in Canada profit by the flow of technology back and forth depends to a considerable extent on how much we are involved in the particular area in Canada. If we are involved in it and if the companies that are concerned are up and coming, then they do know what is going on throughout the world and do make use of the best that is available. Unfortunately this is not always true. We can have industries that are parochial in their outlook and will be using methods that may have been outdated in other countries years ago.

Mr. Downey: There is quite a popular trend, as you are aware, to the advent of economic nationalism at present and the benefits it could accrue or the possible benefits it could accrue therefrom. Do you feel that if this trend were actually pursued it would affect our technological advance in the short term and in the long term, particularly I would say, in the short term, looking at a period of five to ten years?

Dr. Solandt: I am, I think by nature and experience, in favour of the sort of middle of the road course in all of these difficult social economic problems and I feel quite strongly that complete free trade would be a disaster for Canada. I feel that complete economic nationalism in which we build a fence of various kinds around our autonomy, would be equally disastrous. I do not know which would be the more disastrous, but neither would be good. I feel that we should take a middle course—I should say I am not necessarily expressing the views of the council as a whole—and we are tending now to be far too permissive in allowing anyone to come in and do anything they want in Canada. I think we must begin to be more pro-Canadian, not anti anybody else, but just pro-Canadian. I would hate to see it go to an extreme of economic nationalism where we start to protect our industries and they become noncompetitive and we become a second class industrial power, but I do think we can do a great deal by rather moderate measures to increase protection, for instance, for new industries that are getting a foothold in Canada. We should wait until they get strong before we throw them open to international competition. We could certainly do a lot to try to reduce the fragmentation of industry in Canada to make it more internationally competitive, and to do that may require some temporary protection. We can do a lot more to buy Canadian without setting up rigid rules, but just a tendency to get Canadian things if they are reasonably acceptable.

We have done some very silly things at various government levels in this respect in recent years.

[Interprétation]

M. Solandt: Je voulais justement en parler par la suite. Pour ce qui est de la recherche appliquée de l'application de nouveaux procédés, de nouvelles méthodes etc., les échanges se font à l'échelle internationale mais évidemment il faut tenir compte ici de considérations commerciales. Il s'agit en fait d'un obstacle assez important. On vous vendra bien la connaissance mais on ne vous la donnera pas, évidemment. De plus en ce qui concerne les détails d'un projet particulier d'une usine particulière, ils sont souvent gardés secrets surtout si ces découvertes ne sont pas facilement brevetables. Il est également difficile de savoir ce que l'on peut obtenir à moins d'être un spécialiste de la question, et même quand on sait que l'on peut aussi acheter les compétences en ce domaine.

La façon dont nous pouvons profiter au Canada de cet échange d'informations technologiques dépend en grande mesure de notre propre développement dans le domaine particulier. De plus certaines industries sont compétentes et savent quelles sont les nouvelles techniques qui sont disponibles. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas, nous connaissons des industries qui sont absolument désuètes.

M. Downey: A l'heure actuelle, on parle beaucoup de l'importance du nationalisme économique et des avantages qu'il pourrait procurer. Estimez-vous que si cette tendance était accentuée cela influerait sur nos possibilités en matière technologique à long et à court terme, surtout à court terme, par exemple une période de cinq ou dix ans?

M. Solandt: Personnellement, par nature et par expérience je suis pour un juste milieu dans tous ces problèmes économiques et sociaux fort compliqués. J'estime que le libre échange intégral serait désastreux pour le Canada; j'estime par contre que le nationalisme économique intégral serait tout aussi néfaste. Je ne sais pas laquelle des solutions serait la moins néfaste des deux mais je suis certain qu'aucune des deux ne serait bonne. Nous devons adopter une politique du juste milieu. Je n'exprime pas ici le point de vue du conseil dans son ensemble mais mon opinion personnelle. Il est certain que nous permettons à n'importe qui pour le moment de venir s'installer et faire ce qu'il veut au Canada. Je crois que nous devrions être plus Canadiens, pas nécessairement contre notre pays mais plus Canadiens. Cependant, il ne faut pas que la balance penche complètement dans l'autre sens et que nous aboutissions à un nationalisme économique excessif qui aurait pour effet de rendre nos industries absolument non concurrentielles. Je prétends qu'il faut trouver des mesures de protection peut-être plus strictes qui nous permettraient d'avoir un meilleur contrôle sur les nouvelles industries qui désirent s'implanter au Canada. Nous devrions attendre qu'elles soient bien développées avant de leur permettre de se lancer dans la concurrence internationale. Nous pourrions certainement travailler à réduire la balkanisation de l'industrie canadienne afin de la rendre plus concurrentielle dans le domaine international; cela pourrait nécessiter peut-être des mesures de protection temporaire. Nous pourrions aussi acheter des produits canadiens sans pour autant établir des règles très strictes.

Les différents paliers de gouvernement ont pris des initiatives assez malheureuses à cet égard au cours des dernières années.

[Text]

Mr. Downey: At the present time unemployment is very high in Canada, and there are a great many people who are classed as employed and who have jobs in Canada who really would be put out of a job, I would think, if the most improved methods of technological advance were used: that is, if they are really on. There is a lot of feather-bedding and this type of thing in industry. There are a lot of people really working but you could probably knock 25 per cent off and add 25 per cent more to the unemployment figure if you really looked at it in terms of meaningful jobs. Now do you think there is somewhat of an illusion whether or not there can be full employment and that really this illusion that governments and industry try to make sometimes that all the people can be meaningfully employed really holds back technological advance to some extent?

Dr. Solandt: This is a very difficult question. We spend many hours arguing about it, both at the Science Council and...

The Chairman: The answer is difficult; the question was very easy.

Mr. Downey: We will let you have a shot at it, Mr. Chairman.

Dr. Solandt: First of all, most Canadians do not work in goods-producing industries. Over half the total labour force is now in services. The prospect is that most of the growth in employment in the future will be in services, not in either primary or secondary manufacturing.

What we have been talking about is how to increase employment in primary and secondary manufacturing, and the Science Council has tended very strongly to concentrate in this area because it is the area where traditionally science and technology have made the main contribution. For instance, we would argue that one way to increase employment in Canada very substantially would be to increase the processing of all our raw materials in Canada before we export them. That is, instead of exporting coal and iron ore, export steel, and maybe then go on to export finished steel products and so on. These measures will increase employment in Canada, at the expense of other countries. You just move jobs from other countries to Canada. If it is our raw materials I think we ought to get a fair share of the jobs in Canada, and I do not think we do now. However, as I say, this will only cover a very small percentage of the growth of jobs in Canada because most people are going to have to find employment in the service industries. As you rightly point out, if we went all out to apply the most modern technology to all our goods-producing industries we would have even lower employment.

Then you come to the other interesting problem: what happens if we apply science and technology to increasing productivity particularly in the great noncompetitive service sectors. The three that always stand out are health, education and government. They are three areas in which modern science has been applied very little to increasing productivity. If we did that we could put a lot more people out of work. I think when you come round to this you then have to say that with the increasing productivity we would be producing enough goods and services that everybody could live at an acceptable standard and so we have to find some way of distributing them differently. Maybe the shorter work week is one way.

[Interpretation]

M. Downey: Présentement, le chômage est très élevé au Canada sur un grand nombre de personnes et classé parmi la population active au Canada perdrait leur emploi, je pense, c'est la plupart des méthodes modernes de technologie étaient employées; c'est-à-dire qu'elles étaient vraiment appliquées. L'industrie est bien duvetée, un grand nombre de personnes sont employées, mais la main-d'œuvre serait sans doute réduite de 25 p. 100, ce qui ajouterait 25 p. 100 au nombre de chômeurs, si on l'interprète dans le sens de l'emploi. Croyez-vous que l'idée du plan d'emploi est illusoire et que fait cette illusion que les administrations publiques et l'industrie et retardent ainsi l'avance technologique dans une certaine mesure?

M. Solandt: Voilà une question très difficile. Nous en avons discuté pendant de longues heures, tant au Conseil des sciences que...

Le président: La réponse est difficile à donner; la question a été très facile à poser.

M. Downey: Nous allons vous laisser fonder le terrain, monsieur le président.

M. Solandt: Reconnaissons avant tout que la plupart des Canadiens ne travaillent pas dans des industries productrices de biens. Plus de la moitié de la population active est dans les industries de service actuellement. Ce que l'on prévoit, c'est que l'accroissement futur de l'emploi sera dans les services, et non dans les industries manufacturières primaires ou secondaires.

Ce que nous avons discuté ce sont les moyens d'accroître l'emploi dans les industries manufacturières primaires et secondaires et le conseil des sciences tend fortement à concentrer son activité dans ce secteur, car c'est le secteur où, par tradition, la science et la technologie ont joué le plus grand rôle. Ainsi, nous prétendons qu'un des moyens d'accroître sensiblement le nombre d'emplois au Canada serait de transformer toutes nos matières premières au Canada avant de les exporter. Soit, avant d'exporter le charbon et le minerai de fer, l'acier et peut-être, après coup, exporter les produits d'acier finis et ainsi de suite. Ces mesures contribueraient à accroître l'emploi au Canada au dépend d'autres pays. Vous importez tout simplement des emplois d'autres pays au Canada. Mais s'il s'agit de nos propres matières premières, je considère que nous devons obtenir notre juste part des emplois au Canada et j'estime que tel n'est pas le cas présentement. Toutefois, comme je l'ai déjà dit, ceci ne représentera qu'une très petite proportion de l'accroissement du nombre d'emploi au Canada, car la plupart des gens vont se placer dans des industries de service. Comme vous l'avez justement fait remarqué, si nous devons appliquer la plupart des méthodes de technologie modernes à toutes nos industries productrices de biens, nous aurions encore moins d'emplois.

Si nous en arrivons à des questions plus intéressantes, ce qui se produit ici nous appliquons la science et la technologie pour accroître la productivité, surtout dans les grands secteurs non-concurrentiels des services. Les trois secteurs toujours les plus en évidence, sont ceux de la santé, de l'éducation et de l'administration publique. Ce sont trois domaines où la science moderne a joué un très petit rôle dans l'accroissement de la productivité. Autrement, il y aurait encore beaucoup plus de personnes sans travail. Une fois ceci constaté, nous devons admettre que en aug-

[Texte]

Mr. Downey: In other words you are saying that really the Science Council of Canada is concentrating to some extent

with employment of the highly-trained scientist and engineer. We think that at least in the short run, in five years or so, a great deal can be done to increase general employment and the employment of scientists and engineers by doing some of the things that I have outlined to improve the climate for innovation in Canadian industry and to increase the number of industries that start, and then in addition stimulate the ones we have by such things as buying Canadian, increasing the amount of processing of raw materials in Canada, and several other things I have mentioned. So at the moment—I should not say at the moment. The Science Council has never given high priority to increasing productivity although we continually mention it because again this is one of Canada's problems. As you know, we are more dependent on exports than almost any other nation.

• 1035

Mr. Downey: When you speak of increasing productivity—worker productivity I suppose is what you meant—you are referring to increasing the productivity of machines rather than the worker. I suppose when they refer to worker productivity increasing, they are really saying that the worker, given a machine, produces more.

Dr. Solandt: Oh, no. I was speaking of productivity from the point of view of competitiveness in world markets, and if you are to be effectively competitive in a world market, you have to have a product of equal or better quality and at an equal or lower price than your competitor, and that price will be determined by inputs of both capital and labour. So the mere fact that you have expensive machines so that fewer people can make the thing and somebody is making it in India by hand does not mean that you are going to win out.

Mr. Downey: No.

Dr. Solandt: If your machine costs so much that the total cost is raised, it usually does not.

Mr. Downey: When you speak of better productivity, though, you are speaking of applying more capital for workers probably.

Dr. Solandt: In many cases, although again here I speak mostly from my eight years' experience with the CNR. We have in Canada many habits and traditions of rather low worker productivity. We found many cases in the CNR where by better organization of the work, the same people could do more, could achieve more in a day with less physical exertion and with no increase in capital investment. And there are lots of those opportunities still around.

[Interprétation]

mentant la productivité nous produirions assez de biens et services pour que tout le monde puisse vivre à un niveau acceptable et nous devons donc trouver des nouvelles méthodes de répartition. Une plus courte semaine de travail serait peut-être une des solutions.

M. Downey: Autrement dit, vous déclarez que le conseil des sciences du Canada se consentir réellement dans une certaine mesure à la gradation du chômage en quelque sorte. Est-ce exact?

M. Solandt: Non, tout au contraire. Nous sommes fort préoccupés des questions touchant l'emploi et particulièrement sur la manière d'utiliser les services d'hommes de science et d'ingénieurs autrement qualifiés. Nous croyons qu'au cours des cinq prochaines années la situation de l'emploi sera dans une beaucoup meilleure posture et que l'on pourra employer beaucoup plus d'hommes de sciences et d'ingénieurs en adoptant les mesures que j'ai décrites. Le climat d'innovation dans l'industrie canadienne pourra être créé, le nombre d'industries augmenté nous pourrions inciter la population à acheter les produits canadiens et par conséquent stimuler l'économie des industries déjà existantes, augmenter la transformation des produits de base canadiens etc. Le Conseil des sciences n'a jamais donné la toute première priorité à l'accroissement de la productivité bien que nous mentionnons toujours le problème étant donné qu'il s'agit d'un des plus importants pour le Canada. Comme vous le savez nous dépendons plus des exportations que tout autre pays au monde.

M. Downey: Quand vous parlez d'augmentation de la productivité, parlez-vous de la productivité des travailleurs ou des machines? De toute façon les deux sont liés entre eux, car si un travailleur produit plus c'est parce que la machine fonctionne mieux.

M. Solandt: Pas du tout. Je parlais de la productivité en termes de concurrence sur les marchés internationaux. Pour cela, il faut produire une qualité égale ou meilleure un prix égal ou inférieur à ceux des concurrents. Ce prix est déterminé en se basant sur la part du capital et du travail. Ainsi, le seul fait que le Canada possède par exemple des machines très coûteuses et qu'il emploie par conséquent moins d'employés pour faire un produit que l'Inde par exemple fait encore à la main, ne signifie pas que le Canada est dans une meilleure situation sur le marché international.

M. Downey: Non.

M. Solandt: Si l'équipement coûte tellement que le coût total est de beaucoup augmenté, ça n'aide pas.

M. Downey: Quand vous parlez d'une meilleure productivité cependant, vous parlez sans doute d'utiliser un plus grand capital par travailleur.

M. Solandt: Oui, dans de nombreux cas cependant, si je me base sur mon expérience de 8 ans avec le Canadien National, je peux dire qu'au Canada, la productivité par employé est relativement faible. Cela a toujours été le cas pour des raisons traditionnelles et habituelles. Au Canadien National par exemple, nous avons vu beaucoup d'exemples et d'organisation du travail permettant à certaines personnes de travailler avec une beaucoup plus grande efficacité tout en se dépensant moins physiquement et en augmentant pas les investissements de capital. Il y a beaucoup de cas où cela pourrait se faire.

[Text]

Mr. Downey: They still employ firemen, do they not, even though they have not had a fire burning for 15 years.

Dr. Solandt: That is right.

The Chairman: Just in case. It is preventive.

Mr. Downey: I read in the paper here a week or so ago about a machine that could effectively replace the office secretary. That is certainly in the area of typing and dictating.

The Chairman: Not for filing.

Mr. Downey: No, for filing too, as a matter of fact. To my knowledge, which would be very scanty compared with yours, gentlemen, but apparently there is a machine being perfected that really could do all these things and store information. You talk into it, it talks back to you and all this sort of thing. Do you think it would be wise to bring out that machine, to perfect it and actually use it in the present situation? You have the normal housewife. She has so many gadgets at home to look after the normal household duties that she is going crazy there doing nothing so she tries to get out to the office and this gives her another interest. Do you think that under our present system we can bring out such machines and that they will effectively improve the way of life or the general morale of the country.

• 1040

Dr. Solandt: I can take, I guess, a slightly pessimistic view of this sort of thing in Canada, that even if Canada decided we were going to stop mechanization and using automation, using this typing machine you talked of, just as an example of one of many things, this would be a major step toward reducing our competitive position in world markets, and here again we have about 20 per cent of our GNP in foreign trade. We are more vulnerable than almost any other country in the world. Most people do not realize, although I am sure all of you do, that we have a much higher percentage of our GNP in foreign trade than the Japanese have, although everybody thinks of them as the great world traders. So I do not think we should take decisions not to adopt automation in Canada without looking very carefully at their repercussions because they would be much greater in Canada than they would be, say, in the United States, where they are far less dependant on external trade and could change their patterns of work.

Mr. Downey: Why do you say that to employ something like this machine would make us less competitive? I do not follow you quite there.

Dr. Solandt: It will only be adopted if it reduces the cost of office work. Nobody is going to reduce it to get rid of the secretary because secretaries are really rather nice to have around. They are only going to do it if it saves money. If other people do it and it saves them money and we are competing with them, why we are in trouble.

Mr. Downey: I do not know whether a machine would save money or not, but . . .

Dr. Solandt: If it does not, we should not encourage other people to adopt it.

[Interpretation]

M. Downey: On emploie encore des pompiers au Canadien National bien qu'il n'y ait pas eu de feux depuis 15 ans.

M. Solandt: C'est exact.

Le président: Il s'agit de prévoir.

M. Downey: Je lis dans le journal qu'il existe une machine qui pourrait remplacer très bien les secrétaires de bureaux. Cette machine peut dactylographier et dicter.

Le président: Mais elle ne peut mettre les documents dans les dossiers.

M. Downey: Si, en fait on a mis au point une machine qui pourrait faire toutes ces opérations et en même temps emmagasiner l'information. Estimez-vous qu'il serait sage de la mettre au point et de l'utiliser dans la situation actuelle? Prenons l'exemple de la femme d'intérieur. Elle a tellement d'appareils ménagers qu'elle n'a, pour ainsi dire, presque rien à faire à la maison. Elle aime, par conséquent, travailler dans un bureau. Croyez-vous que ces machines qui pourraient remplacer les secrétaires seraient une bonne chose?

M. Solandt: Si le Canada décidait de ne pas se servir de l'automatisation, cela contribuerait grandement à réduire notre situation concurrentielle sur les marchés internationaux. Ici encore nous devons signaler que 20 p. 100 de notre produit national brut passe au commerce avec l'étranger. La plupart des gens ne s'en rendent pas compte, ce qui n'est pas votre cas je le sais, qu'un beaucoup plus grand pourcentage de notre produit national brut passe au commerce avec l'étranger que ce n'est le cas pour le Japon par exemple. C'est la raison pour laquelle nous ne devrions pas prendre des décisions de ne pas automatiser notre industrie sans étudier profondément les répercussions pour le Canada. Ces répercussions seraient beaucoup plus importantes pour notre pays que pour un pays comme les États-Unis par exemple qui dépend dans une beaucoup moins grande mesure que nous du commerce extérieur.

M. Downey: Pourquoi dites-vous que le fait d'employer une machine comme celle que j'ai parlé nous rendrait beaucoup moins concurrentiels? Je ne vous comprends pas très bien ici.

M. Solandt: Une telle machine sera seulement utilisée si elle permet de réduire le coût du travail de bureau. De toute façon, nous aimons à avoir des personnes humaines, des secrétaires autour de nous. Nous n'adopterons l'automatisation que si cela fait gagner un montant considérable d'argent. Nous adopterons celle-ci probablement si nos concurrents nous dépassent à cause de l'automatisation.

M. Downey: Je ne sais pas si une machine pourrait faire gagner de l'argent ou pas cependant . . .

M. Solandt: Si ce n'est pas le cas, nous ne devrions pas encourager la population à s'en procurer.

[Texte]

Mr. Downey: No, no, I see, yes.

What would be the percentage ratio between research done in Canada by private industry and by government? Have you any idea what the relevant percentages might be?

Dr. Solandt: I should remember the figures. Yes, Mr. Mullin has told me that at the moment in Canada the actual performance of research as opposed to the funding of it is just about equally divided between government, universities and industry.

Mr. Downey: I see.

Dr. Solandt: About one third each. Of course, government actually funds a good deal more than one third, because it funds the universities and a part of the industry.

Mr. Downey: So it would be actually about two thirds that would be funded from government, then.

Mr. Hunka: One complication in making that sort of division, the universities get some of their money directly from the federal government and a large amount of their overhead from the provincial governments which, in turn, are 50 per cent funded by the federal government, so it is not correct to attribute all of the expenditures in the universi-

thirds of it. The federal government is by far the largest single contributor to expenditures in research and development in Canada.

Mr. Downey: How would this compare with a country such as the United States if you were to take out the defence aspect of it because naturally they are throwing a log more into defence whereas we are sort of leaning on them in this regard? If we were to knock out the defence comparison?

Dr. Solandt: I have never seen a detailed breakdown without analysis, without the defence, so I will give you an opinion. First of all, the federal government in the U.S. does relatively a much smaller amount of research in its own laboratories.

• 1045

Even the mission oriented departments tend to contract a great deal of their research out to industry. The universities in the U.S. have very much more diverse sources of support. There are more endowments in universities; there are more foundations that give support. There is a good deal of state support so that their dependence on federal support is a good deal less. I am sure that if you eliminated space and defence it would appear that the U.S. government is supporting a smaller proportion of the total research in the country than is the Canadian one. It would be interesting to do that analysis. We must do it.

Mr. Downey: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Rock, followed by Mr. Ricard.

Mr. Rock: Was the Science Council of Canada asked to give an opinion by the Department of Industry, Trade and Commerce regarding granting a sum of money to a consortium made up of MLW-Worthington Limited of Montreal, the Aluminum Company of Canada Limited and Dofasco, for research and development of a train called the LRC, meaning "light, rapid, comfortable", which is to do 110 miles an hour?

[Interprétation]

M. Downey: Non pas du tout je suis d'accord avec vous.

Quelle serait la proportion de recherches faites au Canada par l'industrie privée et par le gouvernement?

M. Solandt: Je ne me rappelle pas exactement les chiffres. Ah! si, M. Mullin me dit justement qu'actuellement au Canada la recherche réelle se partage de façon égale entre le gouvernement, les universités et l'industrie. Je parle de la recherche et non des subventions à la recherche.

M. Downey: Très bien.

M. Solandt: Évidemment, le gouvernement contribue pour une beaucoup plus grande part qu'un tiers des frais étant donné qu'il subventionne les universités partie des recherches industrielles.

M. Downey: Ainsi le gouvernement donnerait environ les deux tiers des fonds nécessaires à la recherche?

M. Hunka: Il est très difficile d'établir une distinction bien précise. Les universités reçoivent une proportion de leurs fonds directement du gouvernement fédéral et un grand montant de leurs frais généraux est couvert par les gouvernements provinciaux; cependant ces derniers sont fournis à 50 p. 100 par le gouvernement fédéral. Ainsi il n'est pas exact de dire que le gouvernement fédéral défraie tous les programmes de recherche des universités mais environ les deux tiers. Au Canada on peut dire que dans le domaine de la recherche et du développement, le gouvernement fédéral contribue pour la plus grande partie de fonds.

M. Downey: Quelle serait la situation de notre pays si on la comparait avec celle des États-Unis—en ne tenant pas compte de la recherche pour la défense qui est évidemment extrêmement considérable aux États-Unis?

M. Solandt: Je n'ai jamais pris connaissance d'une ventilation dans laquelle la défense n'était pas comprise et je vous donnerai par conséquent ma propre opinion. Je vous dirais tout d'abord que le gouvernement fédéral des États-Unis fait beaucoup moins de recherches dans ses propres laboratoires.

Même les ministères qui ont un rôle ici ont tendance à confier leurs recherches à l'industrie. Aux États-Unis, les universités reçoivent de l'aide d'ailleurs. Les universités reçoivent plus de dons et il y a plus de fondations créées pour leur venir en aide. Ils reçoivent de l'aide de telle façon qu'ils reçoivent beaucoup moins du fédéral. En ne tenant pas compte des recherches spatiales et de la défense, nous verrions que le gouvernement des États-Unis rapportent assez peu à la recherche, moins qu'au Canada. Ce serait intéressant de faire une telle analyse. Nous devons l'entreprendre.

M. Downey: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Rock a la parole et il sera suivi de monsieur Ricard.

M. Rock: Le ministre de l'Industrie et du commerce a-t-il demandé au conseil des Sciences du Canada de ce qu'il pensait de la subvention d'une certaine somme d'argent aux compagnies MLW-Worthington Limited de Montréal, à l'ALCAN et à la Dofasco pour la recherche et la conception d'un train qu'on appelle LRC, ce qui signifie «léger, rapide et confortable» et qui doit filer à 110 milles à l'heure?

[Text]

Dr. Solandt: No, the Science Council has not been asked for an opinion on this.

Mr. Rock: Thank you very much.

I have another question. Do you feel that the computer system combined with TV-telephone and TV-cable will replace most teachers and professors in schools and universities in the near future? You are always talking about how you look far into the future and this is being used more and more and I am just thinking of what could happen in the future in universities with a type of pushbutton system when you want information, both visual and by telephone. I think these things are feasible and possible and I just wondered whether you think in the future professors and teachers will be replaced, or most of them will be replaced, I should say?

Dr. Solandt: Here again I would emphasize that I am giving a personal view rather than a considered Science Council view. I would say the answer is that in the distant future this may happen. I think it will happen much more slowly than is technologically possible because of the social inertia and resistance to change of this sort. It is now technically possible to do most of these things you describe. In most cases they are more expensive now than having teachers and this, of course, is a serious stumbling block. I am sure what will happen is that teaching by television will begin in the relatively simple kinds of teaching. For instance, it is already proving to be very effective in remedial reading for disadvantaged students in the United States, people who have had a poor early education, who have come from a poor home and who have terrible difficulty reading. It is very difficult and expensive to have teachers do this with individuals when you have 30 or 40 in a class. However, you can connect them through a television system to a computer and they can get individual attention with their particular problems. This is the kind of thing where it will come in first and then I think it will very gradually spread to other areas.

My own feeling is that television in the home is more likely to be used for more commercial purposes earlier, such as buying by television, banking, bookkeeping, all these things.

Mr. Rock: Thank you very much.

Le président: Monsieur Ricard.

M. Ricard: Je voudrais demander au président du Conseil si le Conseil des sciences a reçu des demandes de renseignements et de conseils du ministère de l'Expansion économique régionale ainsi que du ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'élaboration de leur programme respectif de création d'emplois.

Dr. Solandt: We have had virtually no contact with the Department of Regional Economic Expansion. We do consult fairly regularly with the Department of Industry, Trade and Commerce.

Mr. Ricard: Are you of the opinion that your department could have been of certain help in defining the programs to be followed for such purposes?

Dr. Solandt: Yes, I think we might be helpful and I think it is a contact that we should establish.

M. Ricard: Existe-t-il une ligne de démarcation entre ce qui est de juridiction provinciale et de juridiction fédérale en ce qui a trait aux sciences et à la technique, où se trouve cette ligne de démarcation? Jusqu'où, par exemple, les gouvernements provinciaux ont-ils juridiction et où commence la juridiction fédérale? Ma question n'est peut-être pas pertinente...

[Interpretation]

M. Solandt: Non, on n'a pas consulté le conseil des Sciences du Canada à ce sujet.

M. Rock: Merci beaucoup.

Croyez-vous que les ordinateurs et les autres systèmes de communication, la télévision, le téléphone, remplaceront la majorité des professeurs des écoles et des universités et ce dans un proche avenir? Vous parlez toujours du futur et je sais qu'on emploie les moyens audio-visuels de plus en plus et je me demande ce qui arrivera si dans l'avenir on emploie un système presse-bouton lorsqu'on veut avoir un renseignement. Ces systèmes sont du domaine du possible et je me demande si dans l'avenir les enseignants ne seront pas remplacés ou du moins la plupart?

M. Solandt: Je vous donnerais plutôt une opinion personnelle que celle du conseil des Sciences. Cet événement peut se produire dans un avenir assez lointain. Cet événement ne se produira pas aussitôt que ce sera techniquement possible de l'appliquer, et ce à cause de la résistance et des craintes de la société. Et c'est maintenant techniquement possible de réaliser cet enseignement audio-visuel. Dans la plupart des cas cependant il en coûterait beaucoup plus que d'avoir des professeurs et ce fait est déjà très important. L'enseignement au moyen de la télévision sera simple au début. Par exemple ce type d'enseignement apporte de grands résultats dans l'apprentissage de la lecture par des enfants retardés aux États-Unis. Il s'agit de gens qui ont reçu une assez piètre instruction, qui viennent d'un milieu pauvre et qui ont beaucoup de difficulté à faire leur apprentissage de la lecture. Il est très difficile et coûteux d'avoir des enseignants qui s'occupent d'élèves dont le nombre s'élève à 30 ou 40 par classe. Cependant à partir d'un appareil de télévision branché sur un ordinateur, on peut apporter une attention toute spéciale à leur cas. Il s'agit là d'un des premiers usages de ce système et on l'emploiera dans d'autres domaines.

D'après moi, on emploiera la télévision à la maison beaucoup plus dans un but commercial, comme par exemple, l'achat par télévision, les transactions commerciales, la tenue des livres et pour d'autres sujets comme ceux-là.

M. Rock: Merci beaucoup.

The Chairman: Mr. Ricard.

Mr. Ricard: I would like to ask the Chairman of the Council if the Science Council of Canada received any information requests from councils of the Department of Regional Development and the Department of Trade and Commerce in order to elaborate their own program for the purposes of creating employment.

M. Solandt: Nous n'avons pratiquement eu aucun contact avec le ministère du développement économique régional. Nous entretenons des rapports plutôt réguliers avec le ministère de l'industrie et du commerce.

M. Ricard: Pensez-vous que votre ministère a été d'une certaine utilité pour définir les programmes qui doivent être suivis pour de tel but?

M. Solandt: Oui, je pense que nous avons été utile et je pense que c'est un contact que nous devrions établir.

Mr. Ricard: Is there a boundary line between what comes under provincial jurisdiction and the federal jurisdiction, with respect to science and technology, and where is this boundary line? For example, where do the powers of provincial governments end and where begins the federal jurisdiction? My question is perhaps not relevant...

[Texte]

The Chairman: Dr. Solandt, could you answer that?

Dr. Solandt: I think it is correct that science and technology are not mentioned in the British North America Act at all so that one is on one's own. Is this not true?

Mr. Hunka: Yes, we do not know of any reference to science and technology in the British North America Act.

Mr. Ricard: Does that mean that there is never any conflict between the two jurisdictions, that you work hand-in-hand? Or is there any occasion on which the provincial authorities claim that they have jurisdiction and authority whereas, at the same time, the federal authorities claim that they have?

Dr. Solandt: No, I think it is fair to say that in the scientific community itself, there is a remarkable feeling of solidarity right across the country. I think you would find, for instance, that every research scientist in the universities would say they would like to keep the federal mechanism because it keeps them together and keeps them in touch with each other in different parts of the country, and in competition with each other and with people throughout the world.

At the level of technology, you do get into more obvious difficulties. An example is forestry. Responsibility for forests is predominantly provincial yet research in forestry is strongly federal; but here, as in all other areas that I know about, there is excellent co-operation at the working level. You would find that the forestry people in Ontario, Quebec, British Columbia, the Atlantic provinces, wherever forestry is strong, are on the most friendly terms with their opposite numbers in the federal government.

I guess one reason why there has been this harmony is that science and technology do not seem to have been very lively political subjects and so the interchange has been—

Mr. Ricard: Do you mean that we are the ones making the trouble?

Dr. Solandt: No. I think that in most of these areas, if the interchange of ideas is between professionals who have the same goals, they soon work things out. The provincial people will discuss with the federal people what needs to be done and one will say, "I have got money enough to do this; why do you not do that?" They work in harmony.

• 1055

Mr. Ricard: Is it reasonable to conclude that there is no duplication or lost effort between the two levels of authority?

Dr. Solandt: I would not claim there is no lost effort.

Mr. Ricard: No, but not in a meaningful . . .

Dr. Solandt: It is not serious. It is surprising how well scientists sort out overlapping work if they know about it. This is the important thing and this is why it is important to have good communications, so everyone will know what the other man is doing.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Solandt, pouvez-vous y répondre?

M. Solandt: Je pense qu'il est exact que les sciences et la technique ne sont pas mentionnées du tout dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de sorte que c'est laissé à la responsabilité de chacun. Est-ce exact?

M. Hunka: Oui, nous ne connaissons aucun article de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui parle de la science et de la technique.

M. Ricard: Cela signifie-t-il qu'il n'y a jamais de conflit entre les deux juridictions, que vous travaillez main dans la main? Ou bien arrive-t-il que les autorités provinciales prétendent qu'elles ont les pouvoirs tandis qu'au même moment les autorités fédérales prétendent que s'est elles qui les ont?

M. Solandt: Non, je pense qu'il est juste de dire que dans le domaine scientifique il y a un sentiment remarquable de solidarité dans tout le pays. Par exemple, je pense que vous pourriez constater que tous les chercheurs scientifiques des universités disent qu'ils aimeraient garder le système fédéral car il leur permet de rester ensemble et de se contacter dans différents endroits du pays, et d'être en concurrence les uns avec les autres et avec les autres chercheurs du monde entier.

En ce qui concerne la technique, vous rencontrez plus de difficulté. Le domaine des forêts est un exemple. La responsabilité pour les forêts relève essentiellement du niveau provincial tandis que la recherche est essentiellement fédérale; mais là aussi, comme dans tous les autres domaines que je connais, il y a une excellente collaboration au moins en ce qui concerne le travail. Vous pourriez constater que les forestiers de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique, des provinces Maritimes, quelque soit l'importance des forêts, sont en des termes des plus amicaux envers les homologues du gouvernement fédéral.

Je crois que l'une des raisons de cette harmonie est que la science et la technique ne semblent pas être des sujets politiques de premier plan, et donc les échanges mutuels ont été . . .

M. Ricard: Pensez-vous que c'est nous qui semons la discorde?

M. Solandt: Non. Je pensais que dans la plupart de ces domaines, si l'échange des idées se fait entre des professionnels qui visent les mêmes objectifs, ils résolvent facilement les problèmes. Les responsables provinciaux discuteront avec les responsables fédéraux de ce qui doit être fait et on dira: «j'ai assez d'argent pour faire ceci; pourquoi ne faites-vous pas cela?» ils travaillent en harmonie.

M. Ricard: Est-il juste de conclure qu'il n'y a pas de double emploi ou d'effort perdu entre les deux niveaux d'autorités?

M. Solandt: Je ne dirais pas qu'il n'y a pas perte d'effort.

M. Ricard: Non, mais non d'une façon significative . . .

M. Solandt: Ce n'est pas important. Il est étonnant de voir comment les hommes de science prient le travail qui fait double emploi lorsqu'ils sont au courant. C'est une chose importante et c'est pourquoi il est important d'avoir de bonnes communications afin que chacun sache ce que l'autre ait à faire.

[Text]

Mr. Ricard: Thank you.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Rock: Mr. Chairman, would you mind if I ask a supplementary?

The Chairman: A short supplementary. Mr. Rock.

Mr. Rock: Would you not think it is solely a federal jurisdiction because we have something to do with weights and measures and all science is based on weights and measures?

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, we do not have time to finish all the questions I had in mind, but I would just like to refer to one matter which we have discussed a little bit already.

I feel that in Canada since we are a small country and cannot afford to do research in all areas nor can we afford to compete in all areas of industry, we should make some conscious decisions such as Japan has done what we can do and what we cannot do. That would not mean we would necessarily discourage other individuals who might want to, but I feel that as the federal government we should make some conscious decisions and in the areas where we can do well, we should be encouraged by rationalizing an industry, for example, as you mentioned already, by spending money on research and development in this area or whatever other help, whether it be capital or any other that is needed. In fact, if I were a cabinet minister in charge of science, I would be asking the Science Council of Canada to come up with some firm recommendations in this area.

I have made the comment. I ask for a comment from you, sir, in this regard. Have you done studies—I think I referred to it before and I just did not quite get your answer—or do you have firm recommendations as to any specific areas which we should do or should not do.

Dr. Solandt: Yes, the Science Council of Canada entirely agrees with your basic premise that Canada should specialize, that this is the only way we will make the most effective use of our resources. There is one exception to that, we do have to have a very broad interest in basic research as a coupling device so we can know what is going on in the rest of the world, but our own main efforts should be concentrated in a few areas. The Science Council devised the idea of so-called major programs for this purpose. We have tried to be positive and said these are the things we should do, not stop doing a whole list of things. We have assumed that if we concentrate our efforts on the things we should do we will not have enough money left to do most of the things we should not do and I hope that will work. Just to give a few examples, we have made some very specific recommendations. We did recommend the space program, that was not successful. We recommended a program of study of water and water resources, which got started some time before the present interest in environmental problems and has been very useful and good. We have made some specific recommendations in the information transfer field that have been adopted, and are just making recommendations in the computer field. We have recommended that the STOL aircraft program in transportation and suggested some other areas of transportation to be looked at. In fact, there is a whole list of further things that we have indicated as areas in which Canada should seek to specialize.

[Interpretation]

M. Ricard: Merci.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Rock: Monsieur le président, puis-je poser une question supplémentaire?

Le président: Une brève question. Monsieur Rock.

M. Rock: Ne croyez-vous pas que cela relève entièrement de la compétence fédérale puisque nous nous occupons des poids et mesures et toute la science est fondée sur les poids et mesures?

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, j'aimerais revenir sur une question que nous avons déjà abordée.

Il me semble que puisque le Canada est un petit pays qui ne peut se permettre de faire des recherches dans tous les domaines et qui ne peut faire concurrence dans tous les domaines de l'industrie, nous devrions prendre des décisions comme le Japon l'a fait et décider de ce que nous pouvons faire et de ce que nous ne pouvons pas faire. Cela ne veut pas dire que nous devrions décourager les personnes qui voudraient le faire, mais il me semble quant tant que gouvernement fédéral nous devrions prendre des décisions et dans les domaines où nous pouvons aider nous devrions encourager en rationalisant une industrie par exemple comme vous l'avez mentionné en affectant des sommes à la recherche et au développement et en aidant de toutes autres façons soit avec de l'argent soit autrement. De fait, si j'étais ministre chargé de la science, je demanderais au Conseil scientifique du Canada de faire des recommandations précises dans ce domaine.

J'ai terminé mon commentaire. J'aimerais connaître votre opinion à cet égard. Avez-vous effectué des études ou avez-vous des recommandations précises dans un domaine donné pour que nous agissions ou pour que nous n'agissions pas.

M. Solandt: Oui, le Conseil scientifique du Canada est entièrement d'accord avec vous quand vous dites que le Canada doit se spécialiser et que c'est la seule façon d'utiliser nos ressources de la façon la plus efficace possible. Il y a une exception, nous devrions avoir un grand intérêt dans la recherche de base de façon à ce que nous sachions ce qui se passe dans le reste du monde mais nos efforts devraient se concentrer dans quelques domaines seulement. Le Conseil scientifique a proposé des programmes majeurs à cette fin. Nous avons tenté d'être positifs et nous avons dit voilà ce qu'il faut faire mais nous n'avons pas énuméré les choses qu'il ne faut pas faire. Nous avons pensé que si nous concentrons nos efforts sur ce que nous devons faire il ne restera plus d'argent à dépenser sur les choses que nous ne devons pas faire et j'espère que cela sera efficace. A titre d'exemple, nous avons fait plusieurs recommandations précises. Nous avons recommandé le programme spatial qui n'a pas eu de succès. Nous avons recommandé un programme d'études de l'eau et des ressources en eau qui a commencé quelques temps avant que l'on s'intéresse au problème de l'environnement et qui a été très utile et très bon. Nous avons fait des recommandations précises dans le domaine du transfert de l'information qui ont été adoptées et nous sommes à faire des recommandations dans le domaine des ordinateurs. Nous avons recommandé le programme STOL dans le transport par avion et avons proposé quelques autres domaines du transport qui doivent être étudiés. De fait, il y a toute une énumération d'autres choses que nous avons indiquée comme domaine où le Canada devrait chercher à se spécialiser.

[Texte]

Mr. Thomson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions? If not, in your name, I wish to thank the witnesses. This meeting will stand adjourned until Tuesday, April 6, 1971, at 8:00 p.m. if possible, when we will hear the Auditor General. Thank you. The meeting is adjourned.

[Interprétation]

M. Thomson: Merci, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Sinon, en votre nom je tiens à remercier les témoins. La séance est levée jusqu'à mardi le 6 avril 1971 à 8h00 du soir si possible, alors que l'auditeur général sera présent. Merci. La séance est levée.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 22

Tuesday, April 6, 1971

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 22

Le mardi 6 avril 1971

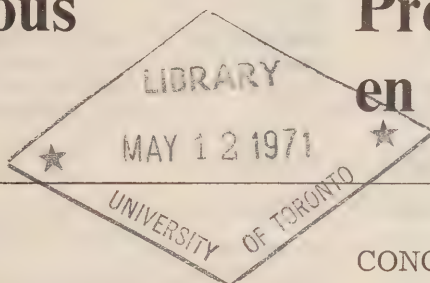
Président: M. Fernand E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général



RESPECTING:

The Estimates for the fiscal year
ending March 31, 1972, relating to the
Auditor General

CONCERNANT:

Le Budget pour l'année financière
se terminant le 31 mars 1972, se rapportant à
l'Auditeur général

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

Vice-Chairman:

Messrs.

Blair	Forget
Carter	Gillespie
Clermont	Guay (<i>St. Boniface</i>)
Downey	Goode
Dupras	Langlois

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRE EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand E. Leblanc

Vice-président:

Messieurs

Mather	Rodrigue
Peddle	Serré
Ricard	Skoreyko
Ritchie	Thomson (<i>Battleford-</i> <i>Kindersley</i>)—(20).
Rock	

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On April 5, 1971:

Mr. Mather replaced Mr. Skoberg.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le 5 avril 1971:

M. Mather remplace M. Skoberg.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, April 6, 1971.
(30)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates, met this day at 8:23 p.m. The Chairman, Mr. Leblanc (*Laurier*) presided.

Members present: Messrs. Clermont, Gillespie, Leblanc (*Laurier*), Mather, Ritchie and Serré—(6).

Witnesses: From the Office of the Auditor General: Mr. G. R. Long, Assistant Auditor General; Mr. L. Vincent, Financial Administration.

The Committee resumed consideration of the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972 and the Chairman called them 20 relating to the Auditor General before introducing the witnesses thereon.

After a brief opening statement, Messrs. Long and Vincent responded to questioning.

The questioning completed, the Chairman thanked the witnesses for their valuable contribution.

At 9:22 p.m. the Committee adjourned until 8:00 p.m. Tuesday, April 20, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 6 avril 1971
(30)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit à 8 h 23 du soir. Le président, monsieur Leblanc (*Laurier*), occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Clermont, Gillespie, Leblanc (*Laurier*), Mather, Ritchie et Serré—(6)

Témoins: Du Bureau de l'Auditeur général: M. G. R. Long, Auditeur général adjoint; et L. Vincent, administration financière.

Le Comité reprend l'étude des prévisions budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972 et le président met en délibération le poste 20 de l'Auditeur général et présente ensuite les témoins.

Après une brève déclaration, MM. Long et Vincent répondent aux questions.

A la fin de la période de questions, le président remercie les témoins.

A 9 h 22 du soir, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 8 h 00 du soir le mardi 20 avril 1971.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, April 6, 1971.

• 2015

[Text]

The Chairman: Order. Tonight we will study the estimates for 1971-72 relating to the Auditor General and I am pleased to call Vote 20 on page 8-30.

FINANCE DEPARTMENT

Auditor General

Vote 20—Auditor General—Program expenditures—\$4,147,000

We have as our witness Mr. G. R. Long, Assistant Auditor General. Will you please introduce the other witnesses, Mr. Long?

Mr. G. R. Long (Assistant Auditor General): Thank you, Mr. Chairman. Mr. L. Vincent is with me. Mr. Vincent is our staff man in the office and one of his responsibilities is getting together these estimates.

The Chairman: Do you have an opening statement, Mr. Long?

Mr. Long: Yes, Mr. Chairman. I thought I might say a few words that would indicate to the members of the Committee the change that has taken place in the estimates this year, explain the increase.

These estimates amount to \$4.1 million, an increase of \$740,00 over the 1970-71 estimates which amounted to \$3.4 million. Of this increase of \$740,000, \$551,000 will be used for salaries, but 215,000 of this is the increase in the amount approved by the Treasury Board to cover salary revisions and \$7,000 is the increase in the 1 per cent limit set by the Treasury Board to cover statutory increases and promotions.

If additional funds are required for these purposes, they are to be provided from Treasury Board Vote 5. The remainder of \$329,000 will be used for payment of additional staff over the 251 on strength at March 31, 1971. We are authorized to increase our staff to 294 by March 31, 1972. The increase also includes an amount of \$113,000 towards the cost of the Seventh International Congress of Supreme Audit Institutions which is being held in Montreal, September 7 to 16, 1971. The remainder of the increase, \$76,000, is required to cover anticipated increase in travel costs, \$33,000; stationery supplies, etc., \$23,000; furniture and equipment \$8,000; removal expenses, \$5,000; telephones, \$3,000; and miscellaneous, \$4,000.

I think that pretty well gives the detail of the increase in the estimates this year from the previous year, Mr. Chairman. If there are any questions I would be glad to do my best to answer them.

The Chairman: Mr. Ritchie.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 6 avril 1971

[Interpretation]

Le président: A l'ordre. Ce soir, nous étudierons le Budget des dépenses pour 1971-1972 ayant trait à l'Auditeur général et je me réfère au Crédit 20 figurant à la page 8-30.

MINISTÈRE DES FINANCES

Auditeur général

Crédit 20—Auditeur général—Dépenses du programme—\$4,147,000

Nous avons comme témoin M. G. R. Long, Auditeur général adjoint. Voudriez-vous présenter les autres témoins, monsieur Long?

M. G. R. Long (Auditeur général adjoint): Merci, monsieur le président. M. L. Vincent m'accompagne, celui est chargé du personnel de nos services et l'une de ses responsabilités consiste à l'établissement de ces budgets de dépenses.

Le président: Avez-vous une déclaration d'ouverture à faire, monsieur Long?

M. Long: Oui, monsieur le président. J'ai pensé que je pourrais dire quelques mots qui indiqueraient aux membres du comité le changement qui a affecté le budget des dépenses pour cette année, et expliqué l'augmentation.

Ces prévisions budgétaires s'élèvent à 4.1 millions de dollars, soit une augmentation de \$740,000 par rapport au Budget des dépenses de 1970-1971 qui s'élevait à 3.4 millions de dollars. De cette augmentation de \$740,000, \$740,000 seront utilisés pour les traitements, mais une portion de cette somme qui est de l'ordre de \$215,000 représente l'augmentation approuvée par le Conseil du Trésor et couvrant les révisions de salaires, ainsi que \$7,000 qui représentent l'augmentation de la limite de 1 p. 100 établie par le Conseil du Trésor pour couvrir les augmentations et les promotions statutaires.

Si des fonds supplémentaires sont requis à ces fins, ils sont obtenus à partir du Crédit 5 du Conseil du Trésor. Les \$329,000 qui restent seront employés au paiement de l'effectif supplémentaire en plus des 251 employés en fonction le 31 mars 1971. Nous sommes autorisés à augmenter notre effectif en vue d'avoir 294 employés vers le 31 mars 1972. L'augmentation comporte également une somme de \$113,000 pour couvrir les frais du septième congrès international des institutions suprêmes de vérification des comptes qui se tiendra à Montréal du 7 au 16 septembre 1971. Le reste de l'augmentation, soit \$76,000, est destiné à couvrir l'augmentation anticipée des frais de voyages, \$33,000; des fournitures de bureau, etc., \$23,000; du mobilier et du matériel, \$8,000; des frais de déménagement, \$5,000; des notes de téléphone \$3,000; et des frais généraux, \$4,000.

Je pense que cela donne les détails de l'augmentation du budget de dépenses de cette année par rapport à celui de l'année précédente. Si les membres du comité ont des questions à poser, je serais heureux de leur répondre.

Le président: Monsieur Ritchie.

[Texte]

Mr. Ritchie: I would like to ask the witness, Mr. Chairman, something regarding leasing of office space. It was in the paper yesterday. Would this be in order?

• 2020

The Chairman: Did you hear the question?

Mr. Long: I am sorry, I thought you asked the Chairman if it was in order.

The Chairman: I would say it is in order.

Mr. Ritchie: Yesterday's Ottawa newspapers carried a report regarding the government's recent leasing of office space which will result in rental payments to private owners of some \$80 million over the next 10 years. Do you think it would be more economical for the government to own its buildings rather than rent them or what is your opinion on this question of ownership versus rental so far as governments are concerned?

The Chairman: Do you think this is a very fair question for the witness? All right, we will see anyway. Maybe Mr. Long has a personal opinion on that matter.

Mr. Long: Of course this is a question that could be argued many ways. My personal feeling would be that it would be better to own.

Mr. Ritchie: You have not done any studies on this, compared notes or...

Mr. Long: No, but I know of one case, one building which has since been destroyed where the government paid rent on it from the First World War until the Second and then bought it during the Second World War. I would think the government is a pretty permanent organization in Ottawa and is going to use buildings for a long time.

Mr. Ritchie: If the government is going to rent space, do you think it could do so at more favourable rates if it called for the required office space publicly and stated beforehand the rental it was prepared to pay?

Mr. Long: I do not really think I am qualified to answer that. I believe this last space was obtained as a result of public tenders.

Mr. Ritchie: Really I am asking you if the present tendering system is the most economical way of doing it. I gather there is quite a variation in rental space cost to the government; it varies considerably for presumably comparable office space or adequate office space.

Mr. Long: I believe we are involved in some of this space; we are being required to move, and it is my understanding that the space we are going into was rented at a little bit less than the previous rental rates that were being paid because the space had been vacant

[Interprétation]

M. Ritchie: Monsieur le président, je voudrais poser une question au témoin concernant la location à bail des locaux pour bureau. Cela a été mentionné dans le journal d'hier. Ceci sera-t-il conforme au règlement?

Le président: Avez-vous entendu la question?

M. Long: Je m'excuse, je pensais que vous demandiez au président si c'était conforme au règlement.

Le président: Je dirais que c'est conforme au règlement.

M. Ritchie: Hier les journaux d'Ottawa ont publié un rapport concernant la location à paille par le gouvernement de locaux administratifs qui aura pour résultat le paiement de loyer de l'ordre de \$80 millions de dollars à des propriétaires privés au cours des dix prochaines années. Pensez-vous qu'il serait plus économique pour le gouvernement de posséder ses propres immeubles plutôt que de louer des locaux ou qu'elle est votre opinion sur cette question de propriété au lieu de location en ce qui concerne les gouvernements?

Le président: Pensez-vous qu'il soit juste de poser une telle question au témoin? Très bien, de toute façon nous verrons, peut-être que M. Long a une opinion personnelle à ce sujet.

M. Long: Bien entendu c'est une question qui pourrait être discutée de diverses façons. Mon opinion personnelle est qu'il serait meilleur d'être propriétaire.

M. Ritchie: Vous n'avez pas effectué d'études à ce sujet, comparé des notes ou...

M. Long: Non, mais je connais un cas, il s'agit d'un immeuble qui a été démolé depuis, une occupation duquel le gouvernement payait des loyers depuis la première guerre mondiale jusqu'à la seconde guerre mondiale durant laquelle il l'a acheté. Je pense que le gouvernement est une organisation permanente à Ottawa et qu'il continuera à utiliser des immeubles très longtemps.

M. Ritchie: Si le gouvernement doit louer des locaux, pensez-vous qu'il pourrait le faire à des taux plus favorables s'il annonçait publiquement le besoin de locaux administratifs requis et faisait connaître d'avance le loyer qu'il serait disposé à payer?

M. Long: Je ne pense pas réellement être qualifié pour répondre à cela. Je crois que ce dernier local a été obtenu à la suite de soumissions publiques.

M. Ritchie: Je vous demande en fait si le système actuel des soumissions est la méthode la plus économique de procéder. Je crois comprendre qu'il y a des variations dans la location de locaux administratifs au gouvernement, cela varie considérablement pour des surfaces pouvant servir à l'installation de locaux administratifs ou à des surfaces satisfaisantes pour de telles installations.

M. Long: Je crois que cette question de surfaces pour locaux administratifs nous touche directement, on nous a demandé de déménager et à ma connaissance la surface que nous allons louer à un prix un peu inférieur au loyer précédent parce que cette surface a été inoccupée quel-

[Text]

for a while and there seemed to be a surplus of space in the Ottawa area for a while.

Mr. Ritchie: Let us say if the government requires space, do they ever put out a notice and say, "we require such and such a space, we will pay this much; we invite private builders to state what they can do for us," or something like that?

Mr. Long: I think they would indicate that they wanted space, the area they wanted it in, if there was any particular need for a particular area, and they would ask for the owners of space in that area to submit tenders as to the rent they would be prepared to accept.

Mr. Ritchie: In your opinion do you feel that this is the most economical way or that the taxpayer gets a reasonable break for his money?

Mr. Long: I think the most economical way would be for the government to own its buildings. This is my personal opinion. We have noticed the increasing rental costs year by year and we have commented on that in our report, but so far as negotiating rentals is concerned, I am just not an expert on it and I am not sure my opinion is worth too much.

Mr. Ritchie: Your suggestion is then that perhaps generally the government should build its own buildings.

Mr. Long: I would think it would be the most economical in the long run.

Mr. Ritchie: Has your department investigated this aspect of the rental program versus building?

Mr. Long: We have never made a study to determine whether or not rented buildings are more costly than owned buildings, no.

● 2025

Mr. Ritchie: I would point out that in the issuing of annual reports, there seems to be quite a discrepancy in the figures. For instance, the Dominion Bureau of Statistics report is quite factual, whereas the housing corporation's and Crown agencies' reports quite probably are more elaborate and often have less in them. Are there any guidelines that the departments have for their spending on their year-end reports and so on?

Mr. Long: The Treasury Board has issued guidelines, I believe, on that. Whether they have guidelines currently in force I am not sure.

Mr. Ritchie: Do Crown corporations come under these guidelines?

Mr. Long: No, Crown corporations would, I believe, be free to do what is usually done in commercial practice. I think the Crown corporations lean more to the commercial field than to government practice.

[Interpretation]

que temps et il semble qu'il y ait un surplus de surface dans la région d'Ottawa.

M. Ritchie: Disons que si le gouvernement a besoin de surfaces pour l'installation de locaux administratifs met-il des annonces disant: «Nous avons besoin de tant de surface, nous paierons tant, nous invitons les entrepreneurs privés à nous faire connaître ce qu'ils peuvent faire pour nous, ou quelque chose de ce genre?

M. Long: Je pense qu'il faut savoir qu'il désirait une certaine surface pour l'installation de locaux administratifs, la partie où il voudrait qu'ils soient, s'il voulait que ce soit dans un quartier particulier et il demanderait aux propriétaires de surfaces dans ce quartier de présenter des soumissions en ce qui concerne le loyer qu'ils seraient disposés à accepter.

M. Ritchie: A votre avis, pensez-vous que ce soit la méthode la plus économique et que le contribuable y trouve son compte?

M. Long: Je pense que le procédé le plus économique serait que le gouvernement soit propriétaire de ses immeubles. C'est mon opinion personnelle, nous avons remarqué l'augmentation annuelle des loyers et nous avons fait des commentaires à ce sujet dans notre rapport, mais en ce qui concerne la négociation des montants de loyer, je ne suis pas un expert dans ce domaine et je ne pense pas que mon opinion ait du poids.

M. Ritchie: A votre avis d'une façon générale le gouvernement devrait construire ses propres immeubles.

M. Long: Je pense que ce serait le procédé le plus économique à long terme.

M. Ritchie: Votre ministère a-t-il examiné ces aspects du programme de location comparativement à celui de la construction?

M. Long: Nous n'avons jamais fait d'études pour déterminer si oui ou non il est plus coûteux de louer des immeubles que d'en être propriétaire.

M. Ritchie: Je veux signaler que dans la publication des rapports annuels, il semble y avoir une grande différence en ce qui concerne les chiffres. Par exemple, le rapport du Bureau fédéral de la Statistique met en évidence des faits précis, il dit que les rapports des agences de la Couronne s'occupant du logement et ceux des corporations de la Couronne sont probablement plus détaillés et souvent contiennent moins de renseignement. Les ministères doivent-ils se conformer à des directives en ce qui concerne leurs dépenses en vue de l'établissement de leur rapport de fin d'année et des choses de ce genre?

M. Long: Je crois que le Conseil du Trésor a publié des directives à ce sujet. Je ne suis pas sûr s'il y a actuellement des directives en vigueur.

M. Ritchie: Les corporations de la Couronne sont-elles soumises à ces directives?

M. Long: Non, les corporations de la Couronne seraient, je crois, libre de faire ce qu'il est habituellement effectué dans le commerce. Je pense que les corporations de la Couronne se conforment plus aux pratiques en

[Texte]

Mr. Ritchie: Do you think there would be any restrictions or any ill effects if Crown corporations had the same guidelines as government departments?

Mr. Long: It would defeat one of the purposes for which the Crown corporation was created, I believe.

Mr. Ritchie: That is all I have at the moment, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Merci, monsieur le président. Monsieur Long, à une des questions de mon collègue, M. Ritchie, concernant l'argumentation locataire contre propriétaire, vous avez, à deux reprises, répondu que, selon vous, et vous avez bien spécifié que c'est une opinion personnelle, vous croyez que dans certains cas ce serait plus économique pour le gouvernement de construire ses propres immeubles. Mais cette opinion personnelle est basée sur quelle étude? Pour ma part, je me demande si l'un est plus économique que l'autre. J'ai lu des rapports d'études faites par des spécialistes des deux côtés de la clôture et je me demande encore si on a vraiment prouvé qu'un est plus économique que l'autre.

Mr. Long: Mr. Clermont, I think it is quite possible that you have studied this more than I have. My personal observation has always been—well, take my own case. I happen to own my home. If I did not own it, I would be that much poorer I am sure. I mentioned the one building which happened to be the first building in which I had an office in Ottawa that the government rented through all the years from the first war until the second war when they decided they should buy it. A few years after that it was torn down to make way for other developments. I cannot help but think had they bought it during the First World War they probably would have been better off. However, I am not an expert in this field and I could be quite wrong.

M. Clermont: Monsieur le président, je remarque que pour les crédits 71 ou 72, nous avons une somme de trois millions sept cent soixante neuf mille quelques dollars en «salaires» et pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1970, nous avons une somme de 2,687 mille dollars, soit une augmentation de 1,082 mille dollars, qui représente une augmentation en pourcentage de 40 p. 100; mais pour la même période, je remarque que l'effectif des cadres a augmenté d'environ 15 p. 100. Alors, cela voudrait-il dire, monsieur Long, que la différence dans le pourcentage représente les augmentations de salaires des membres du service de l'Auditeur général?

Mr. Long: The estimate for salaries in 1971-72 is to provide for a staff strength of 294 by March 31, 1972. The estimates of a year ago provided for a staff of 256. I think I mentioned that about \$329,000 of this increase was for additional staff; \$215,000 is for salary revisions that Treasury Board negotiates with the staff associations and

[Interprétation]

vigueur dans le commerce que dans les cercles gouvernementaux.

M. Ritchie: Pensez-vous qu'il y aurait des restrictions ou des effets nocifs si les corporations de la Couronne avaient les mêmes directives que les ministères du gouvernement?

M. Long: Cela irait à l'encontre des objectifs en vue desquels les corporations de la Couronne ont été instituées, je pense.

M. Ritchie: C'est tout ce que j'ai à dire pour l'instant, monsieur le président.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Thank you Mr. Chairman. Mr. Long, when Mr. Ritchie asked you a question about the controversy renter against ownership, you have answered twice that in your opinion, you have emphasized the fact that it is a personal opinion, you believe that in some cases it would be less expensive for the government to put up its own buildings. But on what study is this personal opinion based? I for one, wonder whether one approach is less expensive than the other. I have read study reports written by specialists by either sides of the fence and I still wonder whether it has been proved that one approach is less costly than the other.

M. Long: Monsieur Clermont, je pense qu'il est très possible que vous ayez étudié cette question plus que je ne l'ai fait. Mon observation personnelle a toujours été, par exemple, prenez mon propre cas. Ma maison m'appartient, si elle ne m'appartenait pas, je suis sûr que ce serait un bien qui me manquerait. J'ai mentionné un immeuble qui a été le premier immeuble dans lequel j'ai eu un bureau à Ottawa que le gouvernement nous louait durant plusieurs années, depuis la Première Guerre mondiale jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, à ce moment, ils ont décidé qu'ils devraient l'acheter. Quelques années après cette acquisition, il fut démolé pour faire de la place pour d'autres constructions. Je ne peux m'empêcher de penser que s'ils l'avaient acheté durant la Première Guerre mondiale, cela aurait été probablement à leur avantage. Toutefois, je ne suis pas un expert dans ce domaine et il est possible que je me trompe.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I notice that for votes 71 or 72 we have an amount of \$3,769 millions quelques dollars in salaries and for the fiscal year ended on the 31st of March 1970, we have an amount of 2,687 thousands dollars, which shows an increase of 1,082 thousands dollars, which represent a 40 p. 100 increase, but for the same period I noticed the stir has increased by about 15 per cent. Would that mean Mr. Long, that the difference in the percentage represents salary increases of members of the Auditor General's office?

M. Long: Les prévisions pour les traitements à verser en 1971-1972 visent à la constitution d'un effectif de 294 employés vers le 31 mars 1972. Les prévisions budgétaires d'il y a un an avaient trait à un effectif de 256 employés.

Je pense avoir mentionné que les \$329,000 de cette augmentation concernait le personnel supplémentaire;

[Text]

\$7,000 is the increase over the amount required the previous year for the normal statutory annual increases of members of the staff.

• 2030

M. Clermont: Monsieur le président, M. Long a mentionné que l'augmentation des salaires, une somme de \$215,000, représente une révision de salaires. Cette révision représente combien d'années?

Mr. Long: This is the increase over the amount provided for salary revisions last year. These estimates are for a one-year period.

Mr. Clermont: The revision goes back how far?

Mr. Long: The main contract that members of our staff are concerned with will date from July 1, 1970.

M. Clermont: Monsieur le président, un autre poste compris dans l'augmentation des crédits pour le service de l'Auditeur général, est une somme mentionnée par M. Long de \$113,000 pour couvrir des dépenses occasionnées par un congrès mondial qui doit se tenir cette année à Montréal; est-ce exact?

Mr. Long: Yes, from September 7 to 16, to be held in The Queen Elizabeth Hotel in Montreal.

M. Clermont: La somme de \$113,000 couvre quel genre de dépenses?

Mr. Long: This will provide the meeting accommodation required in the hotel, translation services—this is a world organization of auditors general—official hospitality, and transportation required to bring the delegates to Ottawa and to take them to Quebec City.

M. Clermont: A mon avis, le montant de \$113,000 n'est pas exorbitant, monsieur Long, mais si ce montant ne couvrirait que les dépenses pour les membres de la délégation de l'Aviation civile internationale. Lorsque vous dites que ce montant comprend les dépenses de logement, etc, alors je crois qu'il n'est pas excessif.

Je remarque aussi dans la description des programmes, que vous faites la vérification pour des organismes internationaux. Il y a entre autres, vérification et travail connexes des comptes des Nations Unies, de l'Organisation de l'Aviation civile internationale. Lorsque vous faites de telles vérifications, monsieur Long, ces organisations internationales compensent-elles pour les services rendus par votre organisme?

Mr. Long: With one exception, the international organizations reimburse us for the salary and expenses of the auditors engaged in the work. There is no reimbursement for the salary of the Auditor General although his expenses are recovered.

There is one organization in Europe which one man looks after and there is no recovery of salary in that case. His expenses are paid by that organization.

[Interpretation]

\$215,000 pour les révisions des salaires que l'Office du Trésor négocie avec les associations de personnel et \$7,000 est l'augmentation pour le montant demandé l'année passée en ce qui concerne les augmentations annuelles statutaires normales des membres du personnel.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, Mr. Long pointed out that the increase of the salaries, amounted up to \$215,000 is for salary revisions. How many years does his revision represents?

M. Long: C'est l'augmentation de la somme prévue pour la révision de salaire l'année dernière. Ces prévisions budgétaires sont établies pour une période d'un an.

M. Clermont: A combien de temps remontent ces révisions?

M. Long: Le contrat principal qui concerne les membres de notre personnel remonte au 1^{er} juillet 1970.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, and other items included in the increase of grants for the general auditor service, is as Mr. Long pointed out of \$113,000 having to meet the expenses for a worldwide congress which has to be held this year in Montreal, is that right?

M. Long: Oui, du 7 au 16 septembre à l'hôtel Queen Elizabeth de Montréal.

Mr. Clermont: Which kind of expenses does the amount of \$113,000 meet up?

M. Long: Cela prévoit les installations nécessaires pour la séance dans l'hôtel, le service de traduction—c'est une organisation mondiale d'auditeurs généraux—l'accueil des officiels et le transport nécessaire pour amener les délégués à Ottawa et de les amener à la ville de Québec.

Mr. Clermont: In my view, the amount of \$113,000 is not to hide, Mr. Long, but if this amount would meet up only the expenses for the members of the Canadian delegation, the amount would be too high. But you point that this amount includes the expenses of housing and so on, so, I guess it is not too high.

I notice also the description of programs that you make the checking for the international organizations. There is among others, checking and work related to the accounts of the United Nations, of International Civil Aviation Organization. When you make such checkings Mr. Long, do these international organization compensate for the services done by your body?

M. Long: A une exception, les organisations internationales nous remboursent pour les salaires et les dépenses des auditeurs engagés dans le travail. Il n'y a pas remboursement pour le salaire de l'auditeur général, cependant ses dépenses sont recouvrées.

Il y a une organisation en Europe qu'un homme surveille et il n'y a pas recouvrement de salaire dans ce cas. Ces dépenses sont payées par cette organisation.

[Texte]

M. Clermont: Monsieur le président, je remarque à la demande des crédits 71 et 72, une somme de \$115,000 pour autres engagements de vérification. Qu'entendez-vous par cela?

Mr. Long: This is the international work, Mr. Clermont. There is a total of seven man-years estimated to be involved in doing that work.

M. Clermont: Une autre question qui se rapporte au poste: «A ajouter: Services fournis par d'autres ministères», une somme de \$664,000; cela voudrait-il dire que certains ministères feraient certaines vérifications pour votre service?

Mr. Long: These are the normal services, Mr. Chairman, that are provided to all departments. They represent office accommodation, cheque issue services, contributions to superannuation account, medical-surgical insurance premiums, employee compensation and the carrying of mail.

M. Clermont: Ma dernière question a trait au personnel au service de l'Auditeur général, monsieur le président. Je remarque qu'au 31 mars 1972, vous avez été autorisé à avoir un personnel de 294 personnes dans les cadres de la vérification, des sciences, etc. Est-ce suffisant, monsieur Long, pour rencontrer les exigences et permettre au bureau de l'Auditeur général de remplir ses obligations vis-à-vis du Parlement?

Mr. Long: Mr. Clermont, this number is the number which the Auditor General mentioned in his 1969 Report as the staff that he should have at April 1, 1970. It was the result of a survey at that time and we thought that this would enable us to do the job that had to be done. Now, of course, it is already a year out of date and undoubtedly, with new jobs coming along all the time, with increasing emphasis on staff training, which our staff has not been able to take advantage of to the extent we would have liked to see them, there is bound to be some increase required in future years. However, for now this is the most recent figure we have for our requirement.

M. Clermont: Merci, monsieur le président.

The Chairman: Mr. Mather.

Mr. Mather: Mr. Chairman, I think it was last year I was a member of this Committee and we had Mr. Long before us at that time and the question was asked by some member of the Committee about whether the staff would be at that time adequate to service the needs of Parliament in knowing about the expenditures of the government. I think the answer, as I recall it, was something along this line: not adequately. The service could be provided but there was some thought that the quality of service would not be adequate to meet the needs of parliamentarians who were really interested in seeing how the public money was expended. I gather that the increase in the amount of money voted or put forward here and the projected increase in the staff indicates a step forward along the line that was thought to be necessary last year. Is that substantially correct, Mr. Long?

[Interprétation]

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I notice in regard as the requiring of votes 71 and 72 in amount of \$115,000 for the other checking engagements. What does it mean?

M. Long: C'est le travail internal, monsieur Clermont. Il y a un quota de sept hommes-années de prévu pour faire ce travail.

Mr. Clermont: Another question that relates to the item: "To add: Services given by other departments", an amount of \$664,000; Would it mean that certain departments would do some checking for your services?

M. Long: Ce sont les services normaux, monsieur le président, qui sont fournis à tous les ministères. Ils représentent l'installation du bureau, les services d'établissement de chèque, contributions au compte annuel, les primes d'assurances chirurgicales-médicales, les compensations d'employés et la poste.

Mr. Clermont: My last question is concerning the staff of the service of the Auditor General, Mr. Chairman. I notice that on March 31, 1972, you will be allowed to have a staff of 294 persons within the frames of checking, sciences and so on. Is it enough Mr. Long, to meet the needs and to allow the Auditor general's office to carry out these duties vis-à-vis the Parliament as well?

M. Long: Monsieur Clermont, ce chiffre est le chiffre que l'Auditeur général a mentionné dans son rapport de 1969 et qui aurait dû être le chiffre que nous devrions avoir le premier avril 1970. Ce fut le résultat d'une surveillance à ce moment et nous pensions que cela nous permettrait de faire ce que nous avions à faire. Maintenant, bien sûr, ça fait déjà un an et indubitablement, vu les nouveaux travaux qui nous parviennent tout le temps, vu l'importance croissante de la formation du personnel ce qui n'a pas permis à notre personnel d'avoir des avantages autant qu'il aurait voulu en avoir, il est absolument nécessaire qu'il ait une augmentation dans les années qui viennent. Cependant, pour l'instant, c'est le chiffre le plus récent que nous demandons.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Monsieur Mather.

M. Mather: Monsieur le président, je pense que c'était l'année dernière que j'étais membre de ce Comité et que c'est alors que nous avons entendu M. Long, et un membre du Comité a posé la question de savoir si le personnel était à ce moment-là suffisant pour servir les besoins du Parlement connaissant les dépenses du gouvernement. Je pense que la réponse, si je me souviens bien, disait à peu près cela: il n'est pas suffisant. Le service devrait être fourni, mais d'aucuns pensaient que la qualité du service n'était pas celle qu'il fallait pour subvenir aux besoins des parlementaires qui étaient vraiment trop occupés de savoir comment les deniers publics étaient dépensés. Je me demande si l'augmentation du montant des crédits votés ou proposés ici et l'augmentation projetée du personnel prouve une fois encore que nous parlons de ce qui était nécessaire l'année dernière. Est-ce exact, monsieur Long?

[Text]

Mr. Long: Yes. I am falling back on what the Auditor General said in his Report when he said at least 40 additional positions should be made available to the office and filled beginning April 1, 1970. Now this is a year in the past already but it is more than just a step toward it.

• 2040

This was the number that we found was required when we made our last survey on this as to just what work was not being covered.

Mr. Mather: Your department is responsible for auditing the books or checking the records of pretty well the whole spectrum of government operations. Your budget is what? I have not got the report before me. What is the total amount involved?

Mr. Long: \$4.1 million.

Mr. Mather: \$4.1 million. What is the amount of governmental activity in different departments that you are responsible for checking on an auditing basis? Would it be over a billion dollars, several billion dollars?

Mr. Long: Yes. These figures are almost too large to think about. I would have to go to the financial statements.

Mr. Mather: What I am getting at is this. I am trying to bring out, at least in my mind, that your department operates on a basis of \$4.1 million, and you do a job for Parliament by looking into the expenditures of a multitude of departments and agencies totalling billions of dollars. I have the theory that your department is one that we should encourage because your total effort is toward saving the public money, so in theory at least, the more money and more staff you have, the more money, to a degree, that the public is going to save. Would you agree with that philosophy?

Mr. Long: I think that is a fair statement.

Mr. Mather: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: You know that our budget this year is \$14.5 billion, so if you put a relationship between the expenses of the Auditor General and the total budget, you can make out your own percentage.

Mr. Mather: I would like the Assistant Auditor to do it.

The Chairman: In addition to that, of course, they have all the agencies and Crown corporations. Mr. Long, could you tell me if the salaries that you are paying your staff, from the juniors to the seniors, are competitive with first, the other public sectors such as the Department of National Revenue and so on, who would employ the same type of people that you are employing, and secondly, with the private sector who are also employing chartered accountants and lawyers who specialize in taxation problems?

Mr. Long: I think I would have to say, Mr. Chairman, that for the senior grades the salaries are not competitive, either with the other auditors in the public service

[Interpretation]

M. Long: Oui. Je reviens à ce qu'a dit l'Auditeur général dans son rapport quand il a dit qu'au moins 40 postes supplémentaires devraient être créés pour le bureau et commencer à les pourvoir le premier avril 1970. Maintenant cela fait déjà une année de passé, mais

cela constitue bien plus qu'un pas en avant. C'est le nombre que nous avons jugé nécessaire à la suite de notre dernière évaluation des travaux qui n'étaient pas couverts.

M. Mather: Votre ministère est chargé de contrôler les livres et les documents de la presque totalité de l'activité gouvernementale. Quel était votre budget? Je n'ai pas le rapport sous les yeux. Quel en est le montant total?

M. Long: \$4.1 millions.

M. Mather: \$4.1 millions. A quoi se monte l'activité gouvernementale des divers ministères que vous devez contrôler? Dépasserait-il un milliard de dollars ou plusieurs milliards de dollars?

M. Long: Oui. Ces chiffres dépassent presque l'entendement. Je devrai me reporter aux états financiers.

M. Mather: Mon propos est le suivant. J'essaie au moins de me figurer que votre bureau fonctionne sur un budget de 4.1 millions de dollars, que vous accomplissez un travail à l'attention du Parlement en examinant les dépenses d'une multitude de ministères et d'organismes, s'élevant à plusieurs milliards de dollars. A mon avis, il faudrait encourager votre bureau puisque tous vos efforts tendent à économiser des deniers publics; en théorie au moins, plus vous aurez d'argent et de personnel à votre disposition, plus le public en profitera. Êtes-vous d'accord avec ce mode de pensée?

M. Long: Je pense que c'est une façon correcte d'envisager les choses.

M. Mather: Merci, monsieur le président.

Le président: Vous savez que le budget de cette année s'élève à 14.5 milliards de dollars; si vous comparez les dépenses du Bureau de l'Auditeur général avec le budget total, vous arriveriez à un pourcentage.

M. Mather: J'aimerais que l'Auditeur général adjoint le fasse.

Le président: En outre, le Bureau de l'Auditeur général est chargé de tous les organismes et sociétés de la Couronne. Pourriez-vous me dire, monsieur Long, si les salaires que vous payez à toutes les catégories de votre personnel rivalisent avec ceux des autres secteurs publics, comme le ministère du Revenu national ou d'autres, qui emploient un personnel similaire au vôtre ou avec le secteur privé qui emploie des comptables agréés et des avocats spécialisés dans les questions d'impôts?

M. Long: Il faut dire, monsieur le président, qu'en ce qui concerne les échelons supérieurs, les salaires ne rivalisent pas avec ceux que touchent les comptables de la

[Texte]

or with the private sector. In the intermediate grades I would say they are competitive. There is one junior professional grade that there is some question about; we are not certain of that yet, but we are being told that it is not competitive with the similar grade in other departments of government. We hope to run this down and establish an opinion on this, one way or the other, before too long. For the senior grades they are not competitive.

The Chairman: Would that be a handicap for your department in getting the typical organization that the Auditor General would like to have? If you are not competitive with other departments, whether they are public or private, you must have some problems in getting senior people involved in the general auditing for the government.

Mr. Long: Well, it is obvious of course that the people who are going to have an opportunity to move to other departments and outside to industry are going to be the best people. We then get left if we are not competitive with the people who do not have these offers. I do not think that is a desirable situation to have existing. We are certainly not happy about being in that position.

The Chairman: In your senior staff, what would be the range of salaries paid within your own department compared with other public sectors and other private sectors?

• 2045

Mr. Long: When I mentioned the senior grades that were not competitive, the first of these would be the men in charge of our offices in the larger cities, Montreal, Toronto and Vancouver. The maximum salary of those men under the agreement which expired on June 30, 1970 is \$15,725. For comparable positions in other departments the salary is \$18,123. For each grade, Mr. Chairman, you would make a similar comparison. I give that one as an example.

Mr. Gillespie: Mr. Chairman, could I ask a supplementary on that point? You said, Mr. Long, that the maximum salary scale for what particular group of auditors is \$15,725?

Mr. Long: That was the maximum of the auditors in charge of our larger regional offices.

Mr. Gillespie: What would be the actual designation?

Mr. Long: Auditor 3.

Mr. Gillespie: Auditor 3 is \$15,000 what?

Mr. Long: It is \$15,725.

Mr. Gillespie: It is \$15,725. You made the statement that the salary for those in comparable work in other departments was \$18,123. Is that correct?

Mr. Long: That is correct.

Mr. Gillespie: When you say for comparable work, what is the basis of your assessment that the work of those in other departments is comparable?

[Interprétation]

Fonction publique ou du secteur privé. Pour les échelons intermédiaires, ces salaires sont comparables. Il existe une catégorie professionnelle secondaire dont l'échelle de salaires, nous dit-on, n'est point comparable à cette même catégorie dans les autres ministères d'État. Nous n'en sommes pas encore certains. Nous espérons obtenir un avis à ce sujet, avant longtemps. Quant aux échelons supérieurs, l'échelle des salaires n'est pas du tout concurrentielle.

Le président: Le genre d'organisation que l'Auditeur général voudrait instituer constituerait-il une entrave à l'activité de vos services? Si vos salaires ne rivalisent pas avec ceux des autres ministères ou du secteur privé, vous devez éprouver quelques difficultés à obtenir le concours de hauts fonctionnaires pour le contrôle des dépenses gouvernementales.

M. Long: Il est évident, bien sûr, que le personnel le plus qualifié saisira l'occasion de se faire transférer dans d'autres ministères ou dans l'industrie. Seuls resteront, si nos salaires ne sont pas attrayants, les membres du personnel qui ne peuvent accéder à de tels emplois. Je ne pense pas que cette situation soit souhaitable. Nous n'en sommes pas heureux.

Le président: Quelle est l'échelle des salaires de vos hauts fonctionnaires comparée à celles des autres branches du secteur public ou privé?

M. Long: En ce qui concerne les hauts fonctionnaires dont les salaires ne rivalisent pas avec les autres secteurs, il faut citer en premier lieu les directeurs de nos bureaux dans les grandes villes comme Montréal, Toronto et Vancouver. Le salaire maximal de ces fonctionnaires en vertu de l'accord qui s'est terminé le 30 juin 1970, est de \$15,725. Les postes équivalents dans d'autres ministères sont rétribués à raison de \$18,123. Il vous est possible, monsieur le président, de tracer le même parallèle pour chaque échelon. Celui que je cite n'est qu'un exemple.

M. Gillespie: Monsieur le président, puis-je poser une question supplémentaire? Vous dites, monsieur Long, que le salaire maximal pour cette catégorie de comptables est de \$15,725?

M. Long: C'est le salaire maximal payable aux comptables chargés de nos bureaux régionaux importants.

M. Gillespie: Quelle serait cette catégorie?

M. Long: Comptable 3.

M. Gillespie: Comptable 3 équivaut à \$15,000, n'est-ce pas?

M. Long: A \$15,725.

M. Gillespie: A \$15,725. Vous avez dit que le salaire des postes équivalent dans d'autres ministères était de \$18,123. Est-ce exact?

M. Long: C'est exact.

M. Gillespie: Lorsque vous parlez de travail comparable, quelle est la base de votre évaluation de ce travail dans d'autres ministères?

[Text]

Mr. Long: The basis being the comparable that existed before the downgrading of the salaries took place.

Mr. Gillespie: Then it seems to me, Mr. Long, that you are still protesting actions taken earlier within the civil service, the Bureau of Reclassification. There have been extensive hearings by the Public Accounts Committee on this matter. There have been several outside reviews of the process and while you, of course, are free to state your own opinion it is my impression that the findings supported the reclassifications that were taken. Would you like to comment on that?

Mr. Long: I think you realize, Mr. Gillespie, that I did not ask the question. I was answering a question.

Mr. Gillespie: No, but you made the value judgment, I think you would perhaps agree with a value judgement that (a) auditors 3 were being paid something in the order of \$2,500 less than others doing comparable work in other departments.

Mr. Long: I gave salary rates when I was asked the rate.

Mr. Gillespie: What I am suggesting to you is that a very complete evaluation was done by the Bureau of Reclassification covering the auditors not only in your department but in all departments, I think some hundreds or maybe thousands. Am I right? Are there 2,400 auditors in the Public Service?

Mr. Long: I really do not know.

Mr. Gillespie: Is it of this order?

The Chairman: It depends in which way you are speaking about auditors. In some departments we have chartered accountants who are not actually auditors, they are assessors.

Mr. Gillespie: No, but they are classified within the Public Service as auditors I think, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes.

Mr. Gillespie: This is my point, that a very massive reclassification was undertaken for a very substantial group of people. It was in that context I think Mr. Long was making his judgment.

I would like to ask another question of Mr. Long if I may, Mr. Chairman, which has to do with the manpower requirements. I think Mr. Clermont asked some of these questions. If I understood Mr. Long correctly I think he said that the figures for the estimates of 1971-72, the man-years authorized, were 288. Were those stated as being necessary by the Auditor General in his report published a year ago? Am I right on that, Mr. Long?

Mr. Long: It was approximately the 290, yes.

• 2050

Mr. Gillespie: The 290. Is it accurate to say this is the first occasion that it would have been possible to give

[Interpretation]

M. Long: La comparaison qui existait avant que la diminution des salaires n'est lieu.

M. Gillespie: Il me semble donc, monsieur Long, que vous protestez toujours contre les initiatives qu'a prises le bureau de reclassification de la Fonction publique. Le comité des comptes publics a étudié longuement cette question au cours de ses audiences. La procédure avait fait l'objet de nombreux examens de la part de personnes étrangères et bien que vous soyez libre de dire votre opinion, il m'apparaît que les conclusions auxquelles on a abouti appuyaient les reclassifications que l'on avait décidées. Aimerez-vous faire quelques observations à ce sujet?

M. Long: Vous conviendrez, monsieur Gillespie, que je n'ai pas posé de questions. Je répondais à une question.

M. Gillespie: Non, car vous avez fait un jugement évaluatif en disant que les comptables 3 recevaient environ \$2,500 de moins que ceux qui, dans d'autres ministères, accomplissaient des travaux équivalents.

M. Long: J'ai fourni l'échelle de salaires lorsqu'on me l'a demandée.

M. Gillespie: Je soutiens que le bureau de reclassification a fait une évaluation incomplète au sujet des comptables, non seulement dans votre ministère, mais dans tous les autres, c'est-à-dire portant sur des centaines ou peut-être des milliers de cas. Ai-je raison? Y a-t-il bien 2,400 comptables dans la Fonction publique?

M. Long: Je ne le sais vraiment pas.

M. Gillespie: Est-ce à peu près ce nombre?

Le président: Cela dépend de ce que vous entendez par auditeur. Certains ministères emploient des comptables agréés qui ne sont pas en fait des auditeurs, mais des évaluateurs.

M. Gillespie: Non. Je crois, monsieur le président, qu'ils sont classés dans la Fonction publique comme auditeurs.

Le président: Oui.

M. Gillespie: Voilà ce que je veux relever: qu'une reclassification d'ensemble a été entreprise à l'égard d'un groupe important de fonctionnaires. C'est dans ce contexte, je crois, que M. Long donnait son jugement.

Je voudrais poser une autre question à M. Long, si je le puis, monsieur le président. Elle concerne les besoins en main-d'œuvre. M. Clermont a déjà, semble-t-il, posé quelques unes de ces questions. Si j'ai bien entendu M. Long, il a dit que les chiffres relatifs au budget des dépenses de 1971-72 étaient de 288 années-hommes. Est-ce que ce sont ceux qui ont été définis comme étant nécessaires par l'Auditeur-Général dans son rapport publié il y a un an? Est-ce bien cela, M. Long?

M. Long: C'était à peu près le 290, oui.

M. Gillespie: Le 290. Il est exact de dire que ceci est la première occasion qui aurait permis de donner suite à

[Texte]

effect to the views of the Auditor General in his report published a year ago?

Mr. Long: You mean in the current estimates?

Mr. Gillespie: Right. I think what the Committee is concerned about is: have you enough men to do the job which is being asked of you by Parliament? You made the comment that a year ago the Auditor General felt that he should have more. My impression is that you now have what he said was needed and this is a direct response to that request by the Auditor General. If I am wrong on that I would like to know.

Mr. Long: We now have the authority for the 294 which we can recruit between now and March 31, 1972. Yes, the estimates for this year were made up indicating what we needed and the Treasury Board accepted the estimates as we submitted them to them.

Mr. Gillespie: Right.

The Chairman: So there is no grievance there.

Mr. Long: No problem there at all.

Mr. Gillespie: In other words, would it be fair to say that for the first time in some years you have the authorization which you have felt was necessary to do the job that has been asked of you?

Mr. Long: I think that is a fair statement.

Mr. Gillespie: Mr. Chairman, I think that satisfies me on that point. I just noted on page 834 in the breakdown of figures there is an interesting increase in...

The Chairman: Do you mind if we come back to that. Maybe Mr. Mather has a point regarding the same discussion that we are having now.

Mr. Mather: I wanted to ask a supplementary on the point that was brought up a few minutes ago in regard to the pay status of auditors in the major cities. I think, as I understood the situation, these senior auditor types are getting something like \$15,000 a year and I was wondering whether Mr. Long could tell us or could give me an approximate estimate of what their counterparts would receive in private industry in that sphere. These are fairly senior positions, do I understand? One is from Vancouver, another is from Winnipeg, Toronto. Do you have a private industry comparison?

The Chairman: Mr. Mather, when you are speaking about the private sector for auditors, I think you have to mention whether they are employed by a company that is looking at manufacturing and other types of industries or whether they are in their own branch of auditing, because this is important. You have some auditors who become treasurers of companies and of course their range of salary might be more if they are chartered accounts. Could you be more precise.

[Interprétation]

l'opinion de l'Auditeur-Général dans son rapport publié, il y a un an?

M. Long: Vous voulez dire dans le budget actuel?

M. Gillespie: C'est bien cela. Je crois que ce qui préoccupe le Comité c'est ceci: Avez-vous assez de personnel pour faire le travail que le Parlement vous demande? Vous avez dit, il y a un an, que l'Auditeur-Général jugeait qu'il devait avoir plus de personnel. Mon impression c'est que maintenant, vous avez ce qu'il disait qui était nécessaire et c'est une réponse directe à la demande de l'Auditeur-général. Si ma conclusion est erronée, j'aimerais le savoir.

M. Long: Nous avons maintenant l'autorité pour le 294 qui nous permet de recruter jusqu'au 31 mars 1972. Oui, les prévisions pour cette année ont été établies indiquant ce qui était nécessaire et le Conseil du Trésor a accepté les prévisions comme nous les lui avons soumises.

M. Gillespie: Juste.

Le président: Ainsi, il n'y a aucune plainte.

M. Long: Il n'y a pas de problème du tout.

M. Gillespie: En d'autres termes, serait-il juste de dire que pour la première fois, au cours de ces années, vous avez l'autorisation que vous jugiez être nécessaire pour faire le travail qui vous a été demandé?

M. Long: Je crois que cela est juste.

M. Gillespie: Monsieur le président, cette réponse me satisfait sur ce point. Je remarque à la page 834, dans l'exposé des chiffres, qu'il y a une augmentation intéressante dans...

Le président: Nous reviendrons à cela si cela ne vous fait rien. Peut-être M. Mather a quelque chose à dire, relatif à la même discussion que nous avons en ce moment.

M. Mather: J'aurais voulu poser une question supplémentaire sur le point qui a été présenté, il y a quelques minutes, au sujet du traitement des vérificateurs dans les principales villes. Je crois, si je comprends bien, que ces vérificateurs seniors reçoivent quelque chose comme \$15,000 par année et je me demandais si M. Long pourrait nous dire ou s'il pourrait nous donner un chiffre approximatif de ce que leurs homologues recevraient dans l'industrie privée dans cette sphère. Ce sont des postes supérieurs d'après ce que je comprends? L'un est de Vancouver, un autre est de Winnipeg, et un autre de Toronto. Avez-vous des comparaisons avec l'industrie privée?

Le président: Monsieur Mather, lorsque vous parlez de secteur privé, relativement aux vérificateurs, je crois qu'il vous faut mentionner s'ils sont employés par une société qui s'occupe de manufacture ou d'autre type d'industrie, ou s'ils sont dans leur propre secteur de vérification, car ceci est important. Vous avez certains vérificateurs qui deviennent trésoriers de sociétés et bien entendu, leur échelle de salaire peut être plus élevée s'ils sont des comptables-agrèés. Pourriez-vous être plus précis.

[Text]

Mr. Mather: I would think an auditor stationed in Vancouver looking after that great metropolis, put it that way, would be a pretty senior type and would have to have a varied intelligence or type of performance to hold that position. I may be ignorant about that, but I wondered whether Mr. Long could give me any comparable figure in private auditing industries. You are talking, I think, about \$15,000 several hundred for the public employee. What would be the private sector pay?

Mr. Long: I am afraid I could not tell you. The information about the private sector, of course, is only available in statistic form. We could not compare, say, the salary of somebody in a comparable position unless we had had some instance of just hiring someone or were just losing someone to the private sector. I really do not know now just what the comparable salary would be, say, to our man in Vancouver.

• 2055

Mr. Mather: The Chairman of this Committee is a noted man in this field. Perhaps he could indicate to me whether, in general terms, what the private sector pay for that important type of position would be higher or lower than the public sector.

The Chairman: I do not happen to be a witness this evening, but there is one thing I can tell you. When I was strictly an auditor having my own chartered accountant office, I was making much more than I am making now.

Mr. Clermont: As a member of Parliament.

The Chairman: That is for sure.

Mr. Mather: I take that to mean that the public sector auditors are not overpaid then.

Mr. Gillespie: No, but that members of Parliament are underpaid.

The Chairman: That is a way to put it, too.

Mr. Mather: All right, thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Do you have another line of questioning, Mr. Gillespie?

Mr. Gillespie: No, I think, Mr. Chairman, that covers my questions on that point.

The Chairman: Mr. Long, Mr. Ritchie questioned you regarding the printing of some reports which vary from various agencies and Crown corporations. These reports, of course, are printed, but I suppose they are printed within the estimates of the Crown corporation or the agency involved because otherwise, of course, you would question the issue. Certainly there is a difference between some reports which are more costly than others. I think that was Mr. Ritchie's question at that time. Of course, some Crown corporations produce reports which are more elaborate and they maybe are more costly, too, than others in comparison, but that would not affect anything if they stay within their own estimates or if they have a supplementary estimate for that.

[Interpretation]

M. Mather: Je penserais qu'un vérificateur travaillant à Vancouver et qui serait chargé des comptes de cette grande ville, aurait un poste assez élevé dans la hiérarchie et sa compétence et ses responsabilités devraient être à la hauteur de son poste. Je suis peut-être ignorant dans ce domaine, mais je me demandais si M. Long pourrait me donner des chiffres de comparaison par rapport au secteur privé de la vérification. Vous parlez, je crois, de \$15,000 environ pour l'employé public. Est-ce le même traitement accordé par le secteur privé?

M. Long: Je crains de ne pouvoir vous répondre. Les renseignements au sujet du secteur privé, ne sont pas disponibles que sous une forme statistique. Nous ne pourrions comparer le salaire d'une personne occupant un poste comparable à moins d'être dans le cas où nous aurions juste engagé quelqu'un ou perdu quelqu'un au bénéfice du secteur privé. Je ne sais pas en réalité ce que serait au juste le salaire comparable, disons pour notre homme à Vancouver.

M. Mather: Le président du Comité est bien connu dans ce domaine. Il pourrait sans doute me dire, en termes généraux, si les salaires que verse le secteur privé pour ces importants postes sont plus élevés ou plus bas que ceux que verse le secteur public.

Le président: Je ne suis pas témoin ce matin, mais il y a une chose que je peux vous dire. Lorsque j'étais vérificateur et que j'avais mon propre bureau de comptable agréé, je faisais beaucoup plus que ce que je fais maintenant.

M. Clermont: A titre de député.

Le président: En effet.

M. Mather: Cela signifie donc que les vérificateurs du secteur public ne sont pas trop payés alors.

M. Gillespie: Non, mais les députés ne sont pas assez payés.

Le président: C'est une façon de comprendre les choses.

M. Mather: Très bien, merci, monsieur le président.

Le président: Avez-vous d'autres questions, monsieur Gillespie?

M. Gillespie: Non, je pense, monsieur le président, cela répond à mes questions à ce sujet.

Le président: Messieurs Long et Ritchie nous ont posé des questions au sujet de la publication de certains rapports qui varient selon les divers organismes et sociétés de la Couronne. Bien entendu, ces rapports sont publiés, mais je suppose qu'ils le sont selon le budget de dépense de la société de la Couronne ou de l'organisme en cause, parce que, autrement, bien entendu, vous auriez certains doutes concernant le problème. Certes, il y a une différence entre certains rapports qui sont plus coûteux que d'autres. Je pense que c'était alors la question de M. Ritchie. Bien entendu, certaines sociétés de la Couronne produisent des rapports qui sont plus élaborés, peut-être aussi plus coûteux que d'autres en comparaison, mais cela n'entraînera aucune conséquence s'ils s'en tiennent à

[Texte]

Mr. Long: That is right. The decision is a decision of the corporation and we would not have any right to express any opinion as to whether the report was too elaborate or not, as long as it conformed to the finances available under that corporation's own control.

The Chairman: I have another question before I give the floor to the other members. You have here deductions for receipts credited to revenue. Would you care to elaborate on what type of receipts the Auditor General gets? Does he pay for a particular job they accomplish, or what?

Mr. Long: This is the recovery of salaries from the United Nations or other international bodies for which we carry out the audits. The big bulk of it, of course, is the United Nations proper.

The Chairman: So whenever we perform an audit for the United Nations we are reimbursed for the work we do. How do we bill them? Is it done on an hourly basis or what is the agreement between ourselves and the United Nations?

Mr. Long: We recover the actual salaries of the people for the time they spend. We keep track of the time they spend on the job. Their actual salaries are recovered, plus a reasonable amount to cover the overhead that would go with those salaries. Expenses are handled through a revolving fund. They do not come out of our appropriations at all. They are handled through a revolving fund and that fund is reimbursed as we recover the actual expenses.

The Chairman: Mr. Mather.

Mr. Mather: Mr. Chairman, about this auditing the books of the United Nations, is Canada the country that usually audits these United Nations accounts or are there several countries involved?

Mr. Long: There are three countries involved, Mr. Mather. There is a board of auditors with the Auditor General of three countries sitting on it. The countries are presently Pakistan, Colombia and Canada.

• 2100

Mr. Mather: I think I remember from some previous questioning that the audit of the United Nations is pretty well right up to date. Was the audit of the United Nations for last year, 1971 or until the most recent time?

Mr. Long: Yes, the audit presently being carried on is for the year ending, I believe, June 30, 1971.

Mr. Mather: 1971.

Mr. Long: We are on the final audit of that, yes.

[Interprétation]

leur propre budget de dépenses ou s'ils ont un budget supplémentaire à cette fin.

M. Long: C'est exact. La décision appartient à la société et nous n'aurions pas le droit d'exprimer d'opinion sur ce que le rapport était trop élaboré ou non, pourvu qu'il soit conforme aux fonds disponibles ou le propre contrôle de cette société.

Le président: J'ai une autre question avant de donner la parole à d'autres membres. Il y a des déductions pour des reçus crédités aux revenus. Voudriez-vous préciser le genre de reçus que l'Auditeur général obtient? Perçoit-il de l'argent pour un travail particulier qu'ils accomplissent, ou qu'en est-il?

M. Long: Il s'agit du recouvrement des salaires auprès des Nations Unies ou d'autres organismes internationaux pour lesquels nous faisons des vérifications. Bien entendu, les sommes les plus importantes proviennent des Nations Unies.

Le président: Toutes les fois que nous faisons une vérification pour le compte des Nations Unies, nous sommes remboursés pour le travail que nous faisons. Comment la facture est-elle établie? Est-ce fait sur une base horaire ou quel est l'accord qui existe entre les Nations Unies et nous-mêmes?

M. Long: Nous recouvrons les salaires réels du personnel pour le temps qu'ils consacrent à ce travail. Nous conservons une fiche du temps qu'ils consacrent au travail. Nous recouvrons leur salaire réel plus un montant raisonnable pour couvrir les frais généraux qui les accompagnent. Les frais sont acquittés à même un fonds renouvelable. Ils ne le sont pas à même nos affectations, mais grâce à un fonds renouvelable qui est remboursé lorsque nous recouvrons les dépenses réelles.

Le président: Monsieur Mather.

M. Mather: Monsieur le président, le Canada est-il habituellement le pays qui fait la vérification des comptes des Nations Unies, ou y a-t-il plusieurs pays qui y participent?

M. Long: Il y a trois pays qui y participent, monsieur Mather. Il y a un bureau de vérificateurs auprès de l'Auditeur général et trois pays en font partie. Ces pays sont le Pakistan, la Colombie et le Canada, à l'heure actuelle.

M. Mather: Je crois me rappeler, que d'après certaines questions qu'on a déjà posées, que la vérification des comptes des Nations Unies est passablement à jour. Cette vérification portait-elle sur l'année dernière, 1971 ou jusqu'à tout récemment?

M. Long: Oui, la vérification qui se fait à l'heure actuelle porte sur l'année qui se termine, je crois le 30 juin, 1971.

M. Mather: 1971.

M. Long: Nous sommes à terminer cette vérification, oui.

[Text]

Mr. Mather: When you conclude your audit, I suppose the report is made to some body of the United Nations which looks them over and accepts them or questions them.

Mr. Long: Yes, I have not been directly involved in the detailed working out of this, but the report is made to the United Nations and it is considered by at least two committees in the United Nations.

Mr. Mather: In the Public Accounts Committee we are presently engaged in considering the audit of the Auditor General's Department for 1969-70 which is for our country, while at the United Nations level they have been efficient enough to bring in that audit for the year 1971.

Mr. Long: This is true. The accounts of Canada take a little more time to come out and our report unfortunately takes too long to come out. We are the first to admit that. There have been many reasons for this, but we will shorten this time up just as soon as we can.

Mr. Mather: It would seem to me that it is not altogether the fault of the Auditor General's office, the time involved in checking these reports, but the Public Accounts Committee has always seemed to me about a year or two behind the current situation and we, as you know, Mr. Chairman, are trying to improve that. However, it is rather amusing, not amusing, but rather odd that the books of a world organization can be brought right up to date, whereas we are still a year or two behind with our considerations.

The Chairman: A very good question. Mr. Gillespie.

Mr. Gillespie: I think it is a good question that Mr. Mather has asked, Mr. Chairman, and I...

The Chairman: Are you asking a supplementary then?

Mr. Gillespie: Yes, this is a supplementary to Mr. Long.

The Chairman: Do you mind, Mr. Ritchie?

Mr. Gillespie: Is it not your understanding Mr. Long, that the Public Accounts Committee, I think perhaps at your suggestion or the Auditor General's suggestion, will be meeting shortly with officials of the departments involved to try to work out a basis whereby it will be possible to provide for more rapid consideration of the Public Accounts by the Auditor General?

Mr. Long: This has certainly been the suggestion of the Auditor General. I had not heard there were any meetings planned on this, but I am very glad to hear that that is the case.

Mr. Gillespie: I believe there have been some discussions by the Chairman, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, I am sure of that. Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I would just like to ask the witness, Mr. Chairman, what is the turnover rate of auditors in his department? Is it the same as a normal turnover or is it an usual turnover rate?

[Interpretation]

M. Mather: Une fois la vérification terminée, je suppose que le rapport est présenté à un fonctionnaire des Nations Unies qui l'étudie, l'accepte ou le met en doute.

M. Long: Oui, je n'ai pas directement participé à sa rédaction, mais le rapport à présenter aux Nations Unies est étudié par au moins deux comités des Nations Unies.

M. Mather: Au Comité des comptes publics, nous étudions présentement le rapport de l'Auditeur général pour 1969-1970 pour notre pays. Tandis qu'aux Nations Unies on a pu être suffisamment efficace pour établir cette vérification pour 1971.

M. Long: C'est vrai. Et il faut un peu plus de temps pour vérifier les comptes publics du Canada et, malheureusement, il en est de même pour présenter ce rapport. Nous sommes les premiers à l'admettre. Plusieurs raisons causent ce retard, mais nous oublierons cet inconvénient dès que nous pourrions.

M. Mather: Il me semble que la faute n'en est pas imputable qu'au bureau de l'Auditeur général, le temps consacré à vérifier ces rapports, mais le Comité des comptes publics m'a toujours semblé une année ou deux en retard et, comme vous le savez, monsieur le président, nous essayons d'améliorer cette situation. Toutefois, c'est plutôt amusant, non pas amusant, mais bizarre que les livres d'une organisation mondiale puissent être mis à jour et vus tandis que nous sommes toujours une année ou deux en retard avec les nôtres.

Le président: Une excellente question. Monsieur Gillespie.

M. Gillespie: Je crois que M. Mather a posé une excellente question, monsieur le président, et je...

Le président: Posez-vous une question complémentaire?

M. Gillespie: Oui, c'est une question complémentaire que je pose à M. Long.

Le président: Vous permettez, monsieur Ritchie?

M. Gillespie: N'êtes-vous pas d'avis monsieur Long que le Comité des comptes publics (selon votre proposition au sujet de l'Auditeur général) se réunisse bientôt avec des fonctionnaires du ministère en cause pour établir une formule qui permettrait à l'Auditeur général de vérifier les comptes publics le plus rapidement possible?

M. Long: C'est en effet ce qu'a proposé l'Auditeur général. Et il n'a pas été porté à ma connaissance que des réunions avaient été prévues à cette fin, mais je suis très heureux d'apprendre que tel est le cas.

M. Gillespie: Je crois que le président en a parlé, monsieur le président.

Le président: Oui, j'en suis sûr. Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: J'aimerais demander au témoin, monsieur le président, quel est le taux de rémunération des vérificateurs du ministère? Est-ce le même que celui d'une rémunération normale ou s'agit-il d'un taux habituel de rémunération?

[Texte]

Mr. Long: I do not have a rate figure for this. There is a fair turnover.

Mr. Ritchie: Is it greater than you would like?

Mr. Long: It is very difficult to answer that because turnover is not bad in some ways. We are training staff. We require people coming on who are not qualified to undertake studies and qualify, and we are pleased to see such people go to other departments where they can do a good job with the training we were able to give them. They have a good background. It is much the same as in public accountants' offices, they bring the staff in as juniors, they train them and then they are glad to see them move on. They cannot obviously keep them all, make them all partners or anything like that. That kind of turnover we think is a good thing; it is good for the Government of Canada. The turnover we do not like is when we take someone on and find out that he just does not fit in or he does not like the work that we have to do and so on, and before we get any benefit from him at all, he moves on to another department. But it is pretty difficult to avoid this kind of thing. We do our best to try and screen people out from looking at their past record of employment. Of course, if they are just coming out of university there is no record to look at, so you cannot be sure. I think our turnover perhaps is a little more than would be normal in government departments.

• 2105

Mr. Ritchie: Are these auditors chartered accountants or other accountants, or other members of the accounting discipline?

Mr. Long: We have on the staff 53 chartered accountants. We have 40 certified general accountants and 13 registered industrial accountants. That is a total of 106 out of our present staff of 250.

Mr. Ritchie: For my own information, do you do the whole of the government audit each year or do you rotate?

Mr. Long: It is done on a test basis. There are certain things that are done each year, that are required to be done each year. Something is done in all departments each year but not necessarily the same part. It is a test of the accounts of the department and this is varied from year to year.

Mr. Ritchie: Can you give me any information as to what general areas require auditing most often?

Mr. Long: This would depend on the work you were doing. If you get into Crown corporations there is a financial statement required each year and a certain certificate, and this is quite onerous in the timing and so on. In the Department of Public Works, every year you would have an examination of contracts. This is a big thing with the Department of Public Works. In some other departments, perhaps travel would be looked at one

[Interprétation]

M. Long: Je n'ai pas de données à ce sujet. C'est une rémunération juste.

M. Ritchie: Est-il plus élevé que vous le souhaitez?

M. Long: Il est très difficile de répondre à cette question, parce que, à certains égards, la rémunération est satisfaisante. Nous formons du personnel. Nous exigeons du personnel recruté qui ne possède pas les qualifications de suivre de cours afin de les obtenir. Nous sommes heureux de voir que ces personnes sont affectées à d'autres ministères et qu'elles y font un excellent travail grâce à la formation que nous leur a donnée. Ils ont de bonnes connaissances. Il en est de même dans les bureaux de comptable où le personnel recruté au premier échelon, les forme et ils sont heureux de les avoir à leur service. Il est manifeste qu'ils ne peuvent pas tous les garder en service, en faire des associés ou autre chose du genre. Ce genre de roulement auquel nous songeons est une excellente mesure; elle est profitable au gouvernement du Canada. Le roulement que nous n'aimons pas c'est lorsque nous constatons que le travail que nous faisons ne convient à un employé que nous avons recruté, qui ne l'aime pas, et avant de pouvoir obtenir un certain rendement de sa part, il change de ministère. Mais il est difficile d'éviter ce genre de choses. Nous nous efforçons de choisir les meilleurs candidats en étudiant leur dossier d'emploi. Bien entendu, ils sont frais émoulus de l'université, et ils n'ont pas de dossier, de sorte qu'on ne peut être sûr. Je pense que notre roulement est sans doute plus élevé que la normale dans les autres ministères du gouvernement.

M. Ritchie: Les vérificateurs sont-ils d'experts comptables agréés ou d'autres comptables, ou d'autres membres de sociétés comptables?

M. Long: Notre personnel se compose de 53 experts comptables agréés, 40 experts comptables brevetés et 13 experts comptables licenciés, soit un total de 106 sur un effectif de 250.

M. Ritchie: Pour mon information personnelle, faites-vous toute la vérification comptable du gouvernement chaque année, ou procédez-vous par rotation?

M. Long: Cela se fait sur une base expérimentale. Il y a certaines opérations comptables qui sont faites chaque année, qui doivent être faites chaque année. Chaque année, dans tous les ministères, les opérations ne portent pas nécessairement sur la même section. Il s'agit d'une vérification des comptes du ministère qui varie d'une année à l'autre.

M. Ritchie: Pouvez-vous me dire quels sont les domaines qu'il importe de vérifier le plus souvent?

M. Long: Tout dépend des travaux qui ont été faits. Les sociétés de la Couronne doivent produire un état financier annuel et un certain certificat auxquels il faut consacrer beaucoup de temps. Chaque année, au ministère des Travaux publics, il faut étudier les contrats. C'est une des tâches les plus importantes du ministère précité. Dans certains ministères, les frais de voyage seront peut-être vérifiés pour une année, mais il n'en sera

[Text]

year but perhaps not another. Some other portion of the work of that department would be concentrated on in another year. It would depend on the responsibility of the department, the particular work the department was doing.

Mr. Ritchie: Just to go back to what I originally asked you, in the Jackson Building the government, I gather, changed the design of the building, made architectural changes. Have you investigated them?

Mr. Long: No. I know there was a big job done there. It was rebuilt right from the frame up, I believe. Nothing on that contract has come to my attention. Undoubtedly the contract has been examined in the audit and I presume there has been no reason to comment on it.

Mr. Ritchie: I see. The report was that something over \$200,000 was spent where precast concrete could not be used. This may not be correct. There is no comment made on it by your department, to your knowledge?

Mr. Long: Now that you mention it, I would be glad to look into that.

Mr. Ritchie: Mr. Long, could you find out the original estimates for remodelling?

Mr. Long: Yes, that could be found out.

Mr. Ritchie: I think that is all I have, Mr. Chairman.

The Chairman: A question that is often asked, Mr. Long. Who audits the Auditor General's books?

• 2110

Mr. Long: The present auditor is a chartered account by the name of Bolton. He is a staff member of the Dominion Bureau of Statistics.

The Chairman: That would be an internal audit though, would it not?

Mr. Long: No, he is auditing the Auditor General, just as the Auditor General audits the other departments.

The Chairman: If he has any report to make would that be included in the Auditor General's Report that we have every year?

Mr. Long: No, he reports to the Treasury Board; his report goes to the Treasury Board.

The Chairman: I was just wondering—maybe this is not a good suggestion—whereas we are doing work for the United Nations and we know a lot of auditors general of other countries, whether the various countries would not audit the auditors general of the various countries.

Mr. Long: I think I can give you better assurance than that, Mr. Chairman. I can assure you that one of my responsibilities is administering the Auditor General's office and I have an audit made of our own accounts, independent of our outside auditor.

[Interpretation]

pas de même pour l'année suivante. Certaines parties du travail de ce ministère se concentreraient sur une autre année. Tout dépend de la responsabilité du ministère et du travail particulier qu'il a effectué.

M. Ritchie: Pour en revenir à ma première question au sujet de l'Edifice Jackson, le gouvernement a modifié la conception de cet édifice dans son architecture. Avez-vous vérifié ces travaux?

M. Long: Non. Je sais qu'on y a exécuté d'importants travaux. Je crois qu'il a été reconstruit à partir de sa structure. Aucune des clauses de ce contrat n'a été portée à mon attention. Le contrat sans doute fait l'objet d'une vérification et je suppose qu'il n'y avait aucune observation à formuler.

M. Ritchie: Je vois. Selon le rapport, on a dépensé plus de \$200,000 où on ne pouvait utiliser le ciment prémélangé. Cela n'est peut-être pas exact. A votre connaissance, le ministère que vous dirigez n'a-t-il pas formulé d'observations à ce sujet?

M. Long: Puisque vous me posez la question, je serais heureux de vérifier.

M. Ritchie: Monsieur Long, pourriez-vous nous fournir les données relatives à la dernière évaluation pour la reconstruction?

M. Long: Oui, c'est possible.

M. Ritchie: Je pense que c'est tout, monsieur le président.

Le président: Une question qu'on pose souvent, monsieur Long. Qui vérifie les livres de l'Auditeur général?

M. Long: Le vérificateur actuel est un comptable agréé du nom de Bolton. Il fait partie du Bureau fédéral de la statistique.

Le président: Il s'agirait d'une vérification interne, n'est-ce pas?

M. Long: Non, il vérifie les livres du bureau de l'Auditeur général, tout comme l'Auditeur général le fait pour les autres ministères.

Le président: S'il doit faire un rapport, il serait inclus dans le rapport annuel de l'Auditeur général?

M. Long: Non, il fait rapport au Conseil du Trésor.

Le président: Peut-être qu'il ne s'agit pas d'une bonne suggestion, mais je me demandais, étant donné que nous travaillons pour les Nations Unies et que nous connaissons bon nombre d'auditeurs généraux des autres pays, pourquoi divers pays ne vérifieraient pas les livres des auditeurs généraux.

M. Long: Monsieur le président, je puis vous assurer qu'une de mes responsabilités consiste à administrer le bureau de l'Auditeur général, et que je fais vérifier nos propres livres, en plus de la vérification de l'auditeur de l'extérieur.

[Texte]

Mr. Clermont: May I make another suggestion that may be less expensive to the Canadian people. The fact is that the Auditor General's Office is responsible to Parliament, and we have a few chartered accountants among our members of Parliament, maybe the members of Parliament could do it without any additional cost.

The Chairman: I believe that the chartered accountants who are members of Parliament would ask another type of revenue if they have to do that work extra.

Mr. Clermont: Yes, but the fact they have a pass to travel on the train free, we will save those expenses from abroad.

The Chairman: I do not agree with you though. Mr. Gillespie.

Mr. Clermont: Are you saying that you are not as competent as a chartered accountant coming from the United States or France or from Britain?

The Chairman: It is not that, it is that as a member of Parliament any chartered accountant who is around here has enough work to do for the time being and he would not like to get involved in other types of work. Mr. Gillespie.

Mr. Gillespie: Mr. Chairman, I think we all recognize your worth as a Chairman and we would certainly not want to see you take on other responsibilities.

Mr. Clermont: On a point of order, I did not say that our Chairman should do it; I said that we have a few chartered accountants present among our members of Parliament, that does not mean Mr. Leblanc.

Mr. Gillespie: You are quite right, but I can only think of our distinguished Chairman when you mention chartered accountants because he must be the most distinguished of them all.

Mr. Chairman, may I ask Mr. Long a question or two with respect to other votes in the Operating Expenditures? I notice there is a vote here for Information which has gone from a forecast \$30,000 this year, the previous year it was \$18,000, to a now estimated \$35,000 for this coming year. In other words, it is almost double what it was in two years. Could Mr. Long tell us what this vote is?

Mr. Long: Mr. Chairman, Information in the objects here includes the cost of our Report and Mr. Vincent tells me that the increased cost of printing is largely responsible for this.

Mr. Gillespie: Are these higher rates that you are being charged with by the Printing Bureau, or is it because of the number of copies, or is it both?

Mr. Long: It would be higher rates, the numbers have not changed materially.

The Chairman: How many copies of your report are you printing every year?

Mr. Vincent: I would say we print approximately 1,200 copies plus 600 for you people. There must be some 1,200

[Interprétation]

M. Clermont: Puis-je proposer une autre formule qui serait peut-être moins coûteuse pour le contribuable canadien. Le bureau de l'Auditeur général est responsable devant le Parlement, et quelques membres du Parlement sont des comptables agréés, peut-être qu'ils pourraient s'en charger sans coût supplémentaire.

Le président: A mon avis, les députés qui sont comptables agréés demanderaient un autre genre de revenu pour faire ce travail supplémentaire.

M. Clermont: Oui, mais étant donné qu'ils peuvent voyager par train gratuitement, on économiserait de l'argent.

Le président: Je ne suis pas d'accord avec vous. Monsieur Gillespie.

M. Clermont: Voulez-vous dire que vous n'êtes pas aussi compétent qu'un comptable agréé qui vient des États-Unis, de France ou de Grande-Bretagne?

Le président: Ce n'est pas la raison, mais comme membre du Parlement, tout comptable agréé a assez de travail à faire. Et il n'aimerais pas s'occuper de d'autres tâches. Monsieur Gillespie.

M. Gillespie: Monsieur le président, je crois que tous reconnaissent votre talent comme président, nous ne voudrions certainement pas vous donner d'autres responsabilités.

M. Clermont: J'invoque le Règlement, je n'ai pas dit que notre président devrait s'occuper de cette tâche; j'ai simplement dit que certains de nos députés étaient des comptables agréés, ce qui ne veut pas dire M. Leblanc.

M. Gillespie: Vous avez parfaitement raison, mais je ne peux que penser à notre distingué président lorsque vous parlez de comptables agréés car il est certainement le plus compétent de tous.

Monsieur le président, puis-je poser à M. Long une ou deux questions en ce qui concerne les autres crédits contenus dans les dépenses de fonctionnement? Je remarque qu'il y a un crédit inscrit sous la rubrique information qui se chiffre à \$30,000 cette année, et l'année dernière il n'était que de \$18,000 et l'année prochaine on prévoit une somme de \$35,000. En d'autres mots, il a presque doublé en deux ans. M. Long pourrait-il nous dire en quoi consiste ce crédit?

M. Long: Monsieur le président l'information contenue dans les articles de dépenses comprend le coût de notre rapport, et M. Vincent me dit que la hausse du coût d'impression en est la cause.

M. Gillespie: S'agit-il des prix plus élevés demandés par l'Imprimerie nationale ou du nombre de copies, ou des deux?

M. Long: Ce serait les prix plus élevés, car le nombre de copies n'a pas tellement changé.

Le président: Combien de copies du rapport imprimez-vous annuellement?

M. Vincent: On en imprime environ 1,200 copies en plus des 600 exemplaires pour les députés. L'Imprimerie

[Text]

copies for sale, which are paid by the Printing Bureau. But we pay for the time they work...

Mr. Gillespie: It is 3,000 copies, is it?

Mr. Vincent: ...on the Report.

Mr. Gillespie: Altogether?

Mr. Vincent: That is right.

Mr. Gillespie: That is about \$3 a piece.

Mr. Long: Mr. Chairman, we do not pay for the copies that are sold, The Queen's Printer pays for those. He determines the number and he pays for them.

Mr. Gillespie: I see.

• 2115

Mr. Vincent: He pays just a token?

Mr. Long: For the additional amount.

Mr. Vincent: Yes. He pays, for instance, 50 cents a copy, but we pay for the primary work.

Mr. Long: Well, my impression is that he pays the additional cost of printing these additional quantities.

Mr. Vincent: The additional costs only.

Mr. Long: Yes. Well, do we pay it by the House copies?

Mr. Vincent: Yes, we do.

The Chairman: Well, 3,000 copies all together.

Mr. Gillespie: Well, 1,800 copies then are charged to the Auditor General. That comes out to about \$20 a copy, Mr. Chairman.

The Chairman: In 1969, I think you had two volumes here, did you not?

Mr. Vincent: That is right.

Mr. Gillespie: That is correct. There are two volumes.

The Chairman: As you know, in printing it costs less per unit if you print more than if you print less.

Mr. Vincent: There is also the translation of the report.

Mr. Gillespie: Right. Mr. Chairman, this is a serious question though I do not want to press it too far. I notice that you have some RIA's on your staff, Mr. Long. Do you audit the books of the Printing Bureau?

Mr. Long: Oh, yes.

Mr. Gillespie: Do you feel that they are assessing their charges accurately against you on the charges they make for your printing?

Mr. Long: Well, we have had no reason to—have we questioned these charges?

[Interpretation]

nationale assume les frais des 1,200 copies mises en vente, mais nous payons pour le temps qu'ils mettent...

M. Gillespie: S'agit-il de 3,000 copies?

M. Vincent: .. pour imprimer le rapport.

M. Gillespie: En tout?

M. Vincent: C'est exact.

M. Gillespie: C'est environ \$3 la copie.

M. Long: Monsieur le président, nous ne payons pas pour les copies mises en vente, l'Imprimerie de la Reine s'en charge. Il détermine un nombre de copies et en assume les frais.

M. Gillespie: Je vois.

M. Vincent: Il n'en paie qu'une partie?

M. Long: Seul le nombre supplémentaire de copies.

M. Vincent: Oui. Ainsi il paie 50c. la copie, mais nous assumons les frais du travail d'impression.

M. Long: Il semble qu'il assume les frais d'impression des copies supplémentaires.

M. Vincent: Seuls les frais des copies supplémentaires.

M. Long: Oui, nous payons pour les copies dessinées aux députés.

M. Vincent: Oui.

Le président: Ce qui fait en tout 3,000 copies.

M. Gillespie: Le Bureau de l'auditeur général est donc pour 1,800 copies, ce qui revient à environ \$20 l'exemplaire, monsieur le président.

Le président: En 1969, je crois qu'il y avait deux volumes et rapports d'Auditeur général.

M. Vincent: C'est exact.

M. Gillespie: Vous avez raison. Il y a deux volumes.

Le président: Comme vous le savez, en ce qui concerne l'impression, le coût par copie est moins élevé si on en imprime plus que moins.

M. Vincent: Il y a également la traduction du rapport.

M. Gillespie: C'est exact. Monsieur le président, j'ai une question importante, mais je ne veux pas trop insister. Monsieur Long, je crois que des vérificateurs font partie de votre personnel. Est-ce que vous examiné les livres de l'Imprimerie nationale?

M. Long: Oui.

M. Gillespie: Croyez-vous qu'ils évaluent de façon précise les frais d'impression?

M. Long: Vous n'avez aucune raison de...A-t-on mis en doute ces frais?

[Texte]

Mr. Vincent: Once. Two years ago. We had the cost reduced by \$4,000.

Mr. Long: We did look at it pretty closely two years ago and made a comparison with outside printers. The Printing Bureau found it was able to cut the cost down to some extent.

Mr. Gillespie: I see. Well, I do not think we need to comment any further on that. This seems to be a useful practice. Mr. Chairman, one further question on transportation and communications. There has been a rise here of some significance. For 1969-70, it was \$127,000, and it is anticipated that this coming year there will be \$191,000 spent in this category. I wonder if Mr. Long could tell us what accounts for the increase?

Mr. Long: Well, \$11,000 of that is the INCOSAI Conference that is being held in September.

The Chairman: That question was asked by Mr. Clermont.

Mr. Gillespie: If that question has already been answered, Mr. Chairman, I will withdraw my question. I was not here when he asked the question.

The Chairman: An expense of \$113,000 for the conference of September.

Mr. Long: What I was explaining, Mr. Chairman, was that \$11,000 of the transportation increase is due to that conference. This \$113,000 is spread through these expenditures. Mr. Vincent could give you some detail on this if you like.

Mr. Gillespie: I wondered if there was any significant change in your communications system. For instance, some kind of telex system or computerized terminal system or something sophisticated of this order.

Mr. Long: Nothing like that at all.

Mr. Vincent: The main increase is in travel as a result of the new regulations and it did not take place actually for this year. It took place in 1969-70 and 1970-71. After the estimates had been approved by the amounts shown in there, the result at the end of the year was some \$15,000 or \$16,000 more than the estimate, so that was the first increase in transportation. The next one is between 1970-71 and 1971-72, which brings it to \$160,000 only for travel.

Mr. Gillespie: Yes.

Mr. Vincent: The rest is practically no increases for the removal of telephones or anything like that; slight increases.

Mr. Gillespie: Thank you, Mr. Chairman.

• 2120

The Chairman: I suppose that if you have more staff, of course they travel more and it cost more in travelling

[Interprétation]

M. Vincent: Une fois, il y a deux ans, on a réduit le coût d'impression de \$4,000.

M. Long: On a étudié la situation très attentivement il y a deux ans et on a établi des comparaisons avec des imprimeurs de l'extérieur. L'Imprimerie nationale s'est rendue compte qu'elle était en mesure de réduire les frais.

M. Gillespie: Je vois. A mon avis, il n'est pas nécessaire de poursuivre la discussion à ce sujet. Monsieur le président, j'aimerais poser une autre question concernant la poste, transportation et communication. Ce poste a connu une hausse de certaine importance. Pour 1969-1970, il s'agissait d'un montant de \$127,000, et l'on prévoit pour l'année à venir une dépense de l'ordre de \$191,000. M. Long pourrait-il me dire en quoi consiste cette augmentation de dépenses?

M. Long: De ce montant, nous sommes \$11,000 concernant la conférence INCOSAI qui sera tenue au mois de septembre.

Le président: M. Clermont a soulevé cette question.

M. Gillespie: Monsieur le président, si on en a déjà répondu à cette question, je la retire. Je n'étais pas ici quand on a posé la question.

Le président: La conférence du mois de septembre comprendra une dépense de \$113,000.

M. Long: Monsieur le président, j'expliquais que la tenue de cette conférence était la raison de la hausse du coût de transport de l'ordre de \$11,000. Le montant de \$113,000 comprend le total des dépenses. M. Vincent pourra vous donner certains renseignements, à ce sujet, si vous le désirez.

M. Gillespie: Je me demandais si vous aviez apporté des changements importants dans votre réseau de communications, par exemple, un nouveau genre de télex ou d'ordinateur ou un autre instrument perfectionné.

M. Long: Non, rien du tout.

M. Vincent: L'augmentation principale a trait aux dépenses de voyage à cause des nouveaux règlements, et elle ne concerne pas réellement l'année en cours, mais les années 1969-1970 et 1970-1971. Après qu'on a approuvé le montant des crédits contenus dans le rapport, il en est résulté une dépense supplémentaire de \$15,000 ou \$16,000, ce qui constitue la première hausse du coût de transport. La seconde se situe entre les années 1970-1971 et 1971-1972, ce qui amène les dépenses de voyage à une somme totale de \$160,000.

M. Gillespie: C'est exact.

M. Vincent: Le reste, il ne s'agit de dépenses peu importantes.

M. Gillespie: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Bien entendu, si les membres de votre personnel sont plus nombreux et qu'ils voyagent plus, les

[Text]

expenses, and then you can do better tests in the books of all the involved corporations. Mr. Mather.

Mr. Mather: I was saying if they have more staff and they do more travelling, more checking, they can presumably save us more money in the long run.

Mr. Long: This is going to increase too, Mr. Chairman, because government departments are decentralizing and there are more records being kept in field offices now. This is going to require sending people to those offices instead of doing the work here in Ottawa or in one of the larger cities.

The Chairman: Are there any further questions? If not, on your behalf I wish to thank the witnesses tonight and I wish also to bid you very good Easter holidays which I hope will start tomorrow at 6.00 p.m.

Mr. Gillespie: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: This meeting stands adjourned until Tuesday, April 20, 1971, when we are going to examine the estimates of the National Research Council of Canada.

[Interpretation]

frais de voyage seront plus élevés, mais par contre, ils font une meilleure vérification des livres des sociétés en cause. Monsieur Mather.

M. Mather: Je disais que si le personnel est plus nombreux et s'ils voyagent et travaillent plus, on arrivera à économiser plus d'argent.

M. Long: Ces dépenses vont aller en s'augmentant, monsieur le président, car les ministères de l'État se décentralisent, et les bureaux régionaux conservent actuellement un plus grand nombre de dossiers. Il faudra donc diriger les vérificateurs vers ces bureaux au lieu de faire le travail ici à Ottawa ou dans une autre grande ville.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Sinon, en votre nom, j'aimerais remercier les témoins de ce soir et vous souhaiter de bonnes vacances de Pâques qui, je l'espère, commenceront demain à six heures du soir.

M. Gillespie: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: La séance est levée jusqu'au mardi 20 avril 1971, nous étudierons alors les crédits du conseil national de recherches du Canada.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 23

Tuesday, April 20, 1971

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 23

Le mardi 20 avril 1971

Président: M. Fernand E. Leblanc

Government
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972, relating to the National Research Council of Canada.

CONCERNANT:

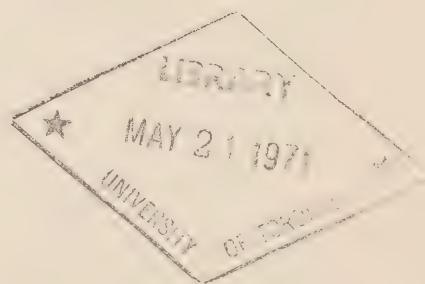
Le Budget pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972, se rapportant au Conseil national des recherches du Canada.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

Vice-Chairman: M. Prosper Boulanger

Messrs.

Blair
Carter
Clermont
Downey
Dupras

Forget
Gillespie
Guay (*St. Boniface*)
Goode
Langlois

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Vice-président: M. Prosper Boulanger

Messieurs

Mather
Peddle
Ricard
Ritchie
Rock

Rodrigue
Serre
Skoreyko
Thomson (*Battleford-
Kindersley*)—(20).

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, April 20, 1971.
(31)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates Meet this day at 8.05 p.m. The Chairman Mr. Leblanc (*Laurier*) presided.

Members present: Messrs. Clermont, Gillespie, Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(5).

Witnesses: From the National Research Council of Canada: Dr. W. G. Schneider, President; Dr. D. W. R. McKinely, Vice-President (Laboratories); Dr. D. J. LeRoy, Vice-President (Scientific); Mr. R. D. Hiscocks, Vice-President (Scientific); Dr. G. L. Osberg, Senior Financial Adviser.

The Committee resumed consideration of the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972, and the Chairman called Item 15 relating to the National Research Council of Canada before introducing the witnesses thereon.

After a brief opening statement, Mr. Schneider assisted by his colleagues, responded to questioning.

The questioning completed, the Chairman thanked the witnesses for their valuable contribution.

At 10.00 p.m. the Committee adjourned until Thursday, April 22, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 20 avril 1971.
(31)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit à 8 h 05 du soir. Le président, M. Leblanc (*Laurier*), occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Clermont, Gillespie, Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(5).

Témoins: Du Conseil national de recherches du Canada: MM. W. G. Schneider, président; D. W. R. McKinely, vice-président (section laboratoire); D. J. LeRoy, vice-président (section scientifique); R. D. Hiscocks, vice-président (section scientifique); G. L. Osberg, conseiller principal des finances.

Le Comité reprend l'étude des prévisions budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972 et le président met en délibération le crédit 15 concernant le Conseil national de recherches du Canada et présente ensuite les témoins.

Après une brève déclaration, M. Schneider répond aux questions avec l'aide de ses collègues.

A la fin de la période de questions, le président remercie les témoins.

A 10 h du soir, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 22 avril 1971.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Tuesday, April 20, 1971.

● 2005

[Text]

The Chairman: Gentlemen, order. As you are aware from the notice of meeting that was sent to all the members, tonight we are going to discuss the estimates for 1971-72 relating to the National Research Council of Canada. You can find these estimates in your Blue Book at page 27-18, operating expenditures. This is Vote 15.

I am pleased to introduce Dr. W. G. Schneider the President. He will in turn introduce the other witnesses.

Dr. W. G. Schneider (President, National Research Council of Canada): Thank you Mr. Chairman and gentlemen. I would like to introduce first of all my colleagues here, Dr. Osberg, our Chief Financial Adviser; Dr. LeRoy, Vice-President of the National Research Council; Mr. Hiscocks, Vice-President, and Dr. McKinley, Vice-President.

If I may just say a few words Mr. Chairman at this point. First of all, the National Research Council is a body of 21 members appointed by order in council, which is set up under the authority of the National Research Council Act. Of course, the Council and its activities have changed a good deal over the years, and perhaps I will just say a few words about our present activities and where we are attempting to put the main emphasis.

Perhaps it might be helpful if I explained the current activities of the National Research Council in three main categories and each of these I might say are headed by a Vice-President, and of course under the direction of our Council. The first area is the research work carried on in our laboratories and we can say a bit more about this in a moment. The second area is the support of university research through a program of research grants and scholarships. The third area is research assistance and technical support to Canadian industry, also through a grants program known as the Industrial Research Assistance Program and a number of other programs, notably technical information services and so on. These are the three main program areas.

● 2010

In addition, I should mention two others to complete the picture: one has to do with the whole area of scientific and technical information and the other with a system of associate committees. The associate committees are set up by the Council to deal with an important identified national problem. The members of these committees are drawn from various sectors of the country: they could be from industry, university, or government. We are looking for expertise that can be brought to bear on the particular problem.

I should perhaps emphasize that in recent years we have made a particular effort to try to bring together more closely than in the past the three performance sectors, that is to say, industry, universities and govern-

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

Le mardi 20 avril 1971.

[Interpretation]

Le président: A l'ordre s'il vous plaît. Comme vous le savez d'après la convocation qui vous a été envoyée la séance de ce soir sera consacrée aux prévisions budgétaires du conseil national de recherches du Canada pour l'année 1971-1972. Vous trouverez ces prévisions dans votre Livre bleu à la page 27-17; il s'agit de dépenses de fonctionnement. Nous en sommes au crédit 15.

J'ai le plaisir de vous présenter le Dr. W. G. Schneider, président du Conseil de recherches qui vous présentera lui-même les autres témoins.

M. W. G. Schneider (Président, Conseil national de recherches du Canada): Merci monsieur le président; merci messieurs. Tout d'abord je voudrais vous présenter mes collègues ici présents. M. Osberg, notre premier conseiller financier, M. LeRoy, vice-président du Conseil national des recherches; M. Hiscocks, vice-président et M. McKinley, vice-président.

Permettez-moi, monsieur le président, de commencer par une brève introduction. Tout d'abord, le Conseil national des recherches c'est un organisme composé de 21 membres nommés par décret et qui existe au terme de la loi sur le Conseil national des recherches. Bien entendu, le Conseil de même que ses activités ont beaucoup évolué au cours des années et il serait bon que je parle des activités actuelles et des domaines sur lesquels nous nous attachons particulièrement.

Il serait utile peut-être d'expliquer les activités du Conseil national de recherches d'après trois grandes catégories qui ont chacune à leur tête un vice-président sous la direction du Conseil, comme de raison. Les travaux de recherches effectués dans nos laboratoires constituent le premier domaine de nos activités et j'en dirais un peu plus long dans un instant. Le deuxième domaine est l'aide à la recherche universitaire par l'entremise d'un programme de subvention et de bourses de recherche. Le troisième domaine, c'est l'aide à la recherche et le soutien technique apportés à l'industrie canadienne et, là encore, dans le cadre d'un programme de subventions connu sous le nom de programme d'aide à la recherche industrielle ainsi que par l'entremise de nombreux autres programmes comme, par exemple, les services d'information technique. Ce sont donc nos trois principaux domaines d'activités.

En outre, pour donner un aperçu complet de nos activités, il faudrait mentionner deux autres domaines: information technique et scientifique et les comités associés. Les Comités associés sont créés par le Conseil dans le but d'étudier les problèmes d'envergure nationale. Les membres de ces comités proviennent des divers secteurs du pays: de l'industrie, de l'université ou du gouvernement. Nous cherchons des gens compétents qui peuvent s'occuper de ce problème en particulier.

Peut-être devrais-je insister sur le fait qu'au cours des dernières années, nous nous sommes particulièrement attachés à établir un lien plus étroit que par le passé entre ces trois secteurs, à savoir l'industrie, l'université et le gouvernement sur le plan de la recherche. C'est impor-

[Texte]

ment research operations. This is important and we felt that there was a great need here because in the past these had largely operated as separate solitudes. So we have, in recent years, developed a number of programs to try to bring these sectors together to have co-operative programs and to get more interchange.

So far as the university grants and scholarship program is concerned, as you know this is purely a grants program. This, of course, has changed also over the years, but we are also making a particular effort here to develop more significant programs, particularly those that can be related to an identified important national problem or where there is an opportunity to develop a strong research group in a particular university to address itself to an important national problem. These we call Negotiated Development Grants.

More recently still; we have developed a program we call Special Projects Grants where there is an identified opportunity or a need and the Council will negotiate with a particular university to bring a research team to bear on this problem. In many cases we get the direct involvement of an industry that is interested in this particular area.

In the industrial area, as you know, the Industrial Research Assistance Program is one that has been going for a number of years. The objective of this program is really to try to build up within industry competent research teams. Industries can propose research projects which are vetted; if they are good programs they will be funded on a shared-cost basis.

The Technical Information Service program has a number of aspects which I do not want to go into detail here. The main objective here is to bring to industry—and we have people in the field to help us do this—the kind of information, both scientific and technical, that they have need of. For this activity we can draw on the resources of the National Science Library.

So far as the laboratory programs are concerned, the main programs are directed towards both social and economic objectives. I could detail some of these if you like. One of the main programs is in the building and construction industry, the Division of Building Research and the National Aeronautical Establishment, the number of programs related towards assisting industry and industrial manufacturing and so on. Another fairly large area is in the transportation field.

Mr. Chairman, this is a very rough sketch, but of course I would be prepared to fill in any details you might be interested in.

[Interprétation]

tant et nous avons jugé qu'il y avait là un besoin immense car, par le passé, ces trois secteurs avaient travaillé de façon tout à fait isolée. C'est ainsi qu'au certain nombre de programmes afin de regrouper ces cours des dernières années, nous avons mis en œuvre un trois secteurs, d'aboutir à une meilleure collaboration et de réaliser une meilleure polyvalence.

Pour ce qui est du programme des bourses et des subventions aux universités, comme vous le savez il s'agit là d'un programme portant uniquement sur les subventions. Cela aussi a évolué au cours des années mais nous faisons un effort particulier dans ce domaine pour mettre en œuvre des programmes plus importants, notamment lorsqu'ils se rapportent à un problème d'envergure nationale ou lorsqu'il y a une possibilité de créer un groupe de recherche assez puissant dans une université donnée capable de résoudre ces problèmes d'importance nationale. C'est ce que nous appelons les subventions de développement négociées.

Plus récemment encore, nous avons mis au point un programme que nous avons appelé programme de subventions aux travaux spéciaux. Ces programmes correspondent à un besoin et le Conseil négocie avec l'université donnée de manière à mettre en place un type de recherche pour étudier ce problème particulier. Dans bien des cas, nous obtenons le concours direct d'une industrie intéressée dans ce domaine particulier.

Dans le secteur industriel, comme vous le savez, le programme d'aide à la recherche industrielle existe depuis un certain nombre d'années. Ce programme a pour but de mettre en place au sein du secteur industriel des équipes de recherches compétentes. Les industries peuvent nous proposer des travaux de recherches qui nous sont soumis; si nous jugeons qu'ils sont valables, des programmes à frais partagés sont alors instaurés.

Le programme portant sur le service d'information technique comporte certain nombre d'aspects sur lesquels je ne voudrais pas m'apaiser. L'objectif principal de ce programme, c'est de diffuser auprès de l'industrie, l'information à la fois scientifique et technique dont elle a besoin. Nous tirons profit de la bibliothèque nationale scientifique.

Les principaux programmes de laboratoire ont une orientation à la fois sociale et économique. Je pourrais vous donner davantage de détails si vous voulez. L'un des programmes principaux portent sur le secteur de la construction, la division de la recherche pour la construction, l'institution national d'aéronautique, les nombreux programmes destinés à aider l'industrie, etc. Un autre domaine d'activités assez important est celui des transports.

Monsieur le président, voilà donc un aperçu assez général de nos activités, mais, bien entendu, je suis prêt à vous donner tous les détails qui pourraient vous intéresser.

• 2015

The Chairman: Thank you, Dr. Schneider.

I will entertain any questions regarding Votes 15, 20 and 25, because these three items were discussed in the opening remarks of Dr. Schneider.

Le président: Merci, monsieur Schneider.

Je vais accepter toutes les questions concernant les crédits 15, 20 et 25, parce que ce sont les postes dont M. Schneider a parlé dans sa déclaration d'ouverture.

[Text]

NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA

Vote 15—National Research Council of Canada—Operating expenditures including authority to expend revenue received by the Council through the conduct of its operations—\$48,861,663

Vote 20—National Research Council of Canada—Capital expenditures—\$7,524,000

Vote 25—National Research Council of Canada—The grants listed in the Estimates—\$75,973,000

I recognize Mr. Clermont, followed by Mr. Thomson, Mr. Ritchie and Mr. Gillespie.

M. Clermont: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Je vais poser mes questions dans une des deux langues officielles du Canada. C'est pour cela que j'ai hésité quelques instants pour permettre à nos témoins, de prendre l'écouteur.

Je remarque les objectifs du Conseil national de recherches du Canada:

Encourager, aider la recherche et y participer, en vue de l'acquisition et de l'exploitation de nouvelles connaissances scientifiques et en vue de l'utilisation rationnelle des ressources scientifiques et technologiques nationales pour assurer le progrès social et économique du Canada.

Aux «Dépenses de fonctionnement», monsieur le président, je remarque pour «Traitements et salaires», crédits demandés pour 1971-1972, la somme de \$39,262,000.

Le président: A la page 27-23, monsieur Clermont?

M. Clermont: Oui, à la page 27-23, de la version française. Pour les dépenses réelles 1969-1970, une somme de 33,284,000. Si je me réfère à la page 27-25, à la version française, en ce qui regarde l'effectif constant projeté au 31 mars pour la main-d'œuvre, je vois un nombre de 3,437 à comparer à l'effectif constant réel, au 30 septembre 1969, pour 3,469, soit 32 personnes de moins. Pour les traitements payés, je constate une augmentation de 6 millions de dollars pour les crédits demandés pour 1971-1972. Cette somme représente sans doute l'augmentation normale des salaires dans la Fonction publique? D'un autre côté, monsieur le président, je remarque que pour les «Services professionnels et spéciaux» ainsi que pour l'«Achat de services de réparation et d'entretien», les crédits 1971-1972 sont de \$13,386,000 à comparer aux dépenses réelles 1969-1970 de \$16,185,000, soit à peu près \$2,800,000 de différence. Ces 2 millions de dollars pourraient peut-être être appliqués en partie à l'augmentation ou réduits de l'augmentation de près de 6 millions de dollars demandés pour les traitements pour 1971 et 1972.

Le président: Votre première question concerne les traitements?

M. Clermont: Oui, monsieur. Comme je l'ai mentionné, je remarque une augmentation de traitements de tout près de 6 millions de dollars, mais pour les mêmes années, je vois une diminution d'à peu près 30 personnes à l'effectif. L'augmentation représente sans doute l'aug-

[Interpretation]

CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA

Crédit 15—Conseil national de recherches du Canada—Dépenses de fonctionnement, y compris l'autorisation de dépenser des revenus propres au Conseil—48,861,663 dollars.

Crédit 20—Conseil national de recherches du Canada—Dépenses d'investissement—7,524,000 dollars.

Crédit 25—Conseil national de recherches du Canada—Subventions inscrites au budget—75,973,000 dollars.

Je donne la parole à M. Clermont, qui sera suivi par MM. Thomson, Ritchie et Gillespie.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: I will put my questions in one of the two official languages of Canada. That is why I hesitated a few seconds to give our witnesses time to take the earphones.

I notice that the objectives of the National Research Council of Canada are:

To promote, assist and perform research for the creation of new scientific knowledge, and for the application of science; and to promote effective use of scientific and technological resources for the social and economic advancement of Canada.

Under "Operating Expenditures", Mr. Chairman, I note for "Salaries and Wages", an estimate for 1971-72, of \$39,262,000.

The Chairman: Is that page 27-22, Mr. Clermont?

Mr. Clermont: Yes, page 27-22 of the English version. For the actual expenditures of 1969-1970, there is an amount of \$33,284,000. Referring to page 27-24, English version, concerning plan continuing employees on March 31, I see a figure of \$3,437 compared to the continuing employees on strength on September 30, 1969, which was 3,469, that is 32 persons less. Under salaries, I note an increase of \$6 million in the estimates for 1971-1972. That amount undoubtedly represents the normal increase in salaries in the public service? On the other hand, Mr. Chairman, I know that for "Professional and Special Services" and for "Purchase Repair and Upkeep" the estimates for 1971-1972 amount to \$13,386,000 compared to the actual expenditures in 1969-1970 which amounted to \$16,155,000, thus a difference of about \$2.8 million. Those \$2 million possibly might be applied in part to the increase or reduced from the increase of nearly \$6 million for salaries in 1971-1972.

The Chairman: Does your first question refer to salaries?

Mr. Clermont: Yes, sir. As I said, I note an increase in salaries of nearly \$6 million, but for the same period, I note a decrease of about 30 in the number of employees. The increase in salaries undoubtedly represents the normal increase in salaries in the public service.

[Texte]

mentation normale des traitements dans la Fonction publique.

Dr. Schneider: Mr. Chairman, I am not at all sure that I have exactly the right flavour of the question, but I think the general comment is correct, that the increase in salaries is due to the normal increases over a two-year period, from 1969-70, 1970-71, 1971-72.

If you take a look at the figures, you have to really compare the salaries on the basis of the total man-years authorized. In 1969-70 it was 3,599, then it goes to 3,535, and then, in 1971-72, to 3,492.

• 2020

Mr. Clermont: With less people in the National Research Council of Canada I find a request for an increase of nearly \$6 million for 1971-72 over 1969-70 for salary and wages. Mr. Chairman, does this increase of nearly \$6 million represent the normal increase in salaries and wages in the civil service?

The Chairman: Mr. Clermont, when you mention \$6 million additional expenses, it is the difference between 1969-70 and 1971-72.

Mr. Clermont: Right, sir.

The Chairman: It is a two-year period.

Mr. Clermont: If I refer to page 27-22, Mr. Chairman, I read under Actual Expenditures for salaries and wages an amount of \$33,284,000.

The Chairman: That is for 1969-70.

Mr. Clermont: Right, but under Proposed Estimates for 1971-72 I read \$39,262,000 and I will read an increase of nearly \$6 million.

The Chairman: But still, that is for two years because you have the Forecast Expenditures 1970-71 amounting to \$36,721,000.

Mr. Clermont: It is a comparison between two years.

The Chairman: Yes.

Mr. Clermont: But I am doing the same comparison for the...

The Chairman: Is there any comment from your agency?

Mr. Clermont: That was my question, Mr. Chairman, that is the regular increase?

Dr. Osberg: It is the increases that we have experienced over the two-year period. I have forgotten the actual amount in the previous years but it is between 7 and 8 per cent per year.

Mr. Clermont: I was questioning the difference when you have less people working and trying to make a comparison too. I am sorry, gentlemen, to make the comparison between what the members of Parliament got by way of increase since 1963 and the increase throughout the civil service.

[Interprétation]

M. Schneider: Monsieur le président, je ne suis pas du tout certain que j'ai bien compris la question, mais je crois que l'idée générale est exacte, que l'augmentation des salaires résulte de l'augmentation normale sur une période de deux années, de 1969-1970 à 1971-1972.

Si vous examinez les chiffres, il vous faut en réalité comparer les salaires sur la base des années-hommes totales autorisées. Il y en a eu 3,599 en 1969-1970, puis 3,535 en 1970-1971, et enfin 3,492 en 1971-1972.

M. Clermont: Bien qu'il y ait eu une diminution dans le nombre des employés du Centre de recherche du Canada, je vois dans les prévisions budgétaires une augmentation de près de \$6 millions pour 1971-1972 comparativement à 1969-1970 pour les traitements et salaires. Monsieur le président, cette augmentation de \$6 millions représentent-elles l'augmentation normale des traitements et salaires dans la fonction publique?

Le président: Monsieur Clermont, lorsque vous mentionnez \$6 millions de dépenses supplémentaires, s'agit-il de la différence entre 1969-1970 et 1971-1972?

M. Clermont: C'est exact.

Le président: C'est une période de deux ans.

M. Clermont: A la page 27-23 monsieur le président, il y a un montant de \$33,284,000 d'inscrit sous la rubrique «Dépenses réelles» pour les traitements et salaires.

Le président: C'est pour 1969-1970.

M. Clermont: Oui, mais dans les crédits demandés pour 1971-1972, je vois un montant de \$39,262,000 ce qui représente une augmentation de \$6 millions.

Le président: D'accord, mais c'est toujours pour une période de deux ans parce qu'il y a un montant de \$36,721,000 de dépenses prévues pour 1970-1971.

M. Clermont: Je fais une comparaison qui s'étend sur deux années.

Le président: Oui.

M. Clermont: Je fais cependant la même comparaison pour le...

Le président: Voulez-vous faire une observation?

M. Clermont: C'était là ma question, monsieur le président; est-ce là une augmentation normale?

M. Osberg: C'est l'augmentation que nous avons enregistrée au cours d'une période de deux années. J'ai oublié le montant réel dans les années précédentes, mais l'augmentation est d'environ 7 ou 8 p. 100 par année.

M. Clermont: Je voulais savoir quelle était la raison de cette différence malgré la réduction du nombre des employés, et je voulais aussi faire une comparaison. Je m'excuse, messieurs, d'établir une comparaison entre ce que les députés ont obtenu en augmentations entre 1963 et l'augmentation dans la Fonction publique.

[Text]

Dr. Schneider: I might just add that the increases were pretty much the same as the sort of increases that were given to the public service generally and there is in here of course, I presume, promotions in the grade and so on which will also augment it slightly above the normal cost of living increase.

Mr. Clermont: Gentlemen, I do not want to give you the impression by my question that I have any objection to that increase, but I do hope that Parliament will treat members of Parliament in the same way. That is part of the reason for my question. I have no objection at all that civil service employees obtain increases, not at all! However, I do hope that Parliament will in its good judgment treat members of Parliament on the same basis.

The Chairman: Agreed.

Mr. Clermont: Ten percent, Mr. Chairman. My other question, Mr. Chairman.

Je remarque qu'au crédit 25, il y a une somme de \$75,973,000 pour le Conseil national des recherches du Canada—Subventions inscrites au budget. Ce montant représente des subventions et des bourses accordées par le Conseil national de recherches du Canada. De quelle manière ces bourses sont-elles accordées?

● 2025

Le président: Quels critères emploient-ils?

M. Clermont: Oui. Ensuite est-ce que le choix est fait par une commission ou est-ce que ceux qui reçoivent ces subventions en font eux-mêmes la demande ou leur demande est-elle recommandée par d'autres groupes, organismes ou associations?

Dr. Schneider: The answer to this question is that first of all this is a national competition. The scholarships are awarded to individual students who apply in the competition. Of course, their supervisors, their professors will also make recommendations on individual students and so in effect you have a national competition in which students as individuals compete solely on merit. There is a selection committee which vets all of these and selects the top ones according to the number that we have allocated in the budget, selects the number to receive these. These bursaries or scholarships are then awarded directly to the students. The student can go to whatever university he wishes and enroll in any course he wishes.

M. Clermont: Monsieur le président, quand on mentionne, «Bourses d'études et subventions», est-ce qu'on pourrait faire une division entre le montant que les bourses représentent du \$67,543,000 et les subventions. Si oui, quel nombre de personnes ont reçu des bourses ou recevront des bourses en 1971 et 1972?

Si les renseignements ne sont pas disponibles ce soir, le Conseil national des recherches du Canada pourrait peut-être les faire parvenir à notre greffier qui les distribuerait aux membres pour leur gouverne?

Dr. Schneider: The answer is that the total amount of dollars allocated to scholarships is around \$10 million. It is \$10.2 million and it has been almost steady the last three years. The number of students who have received these scholarships would be in the order of 2,200.

[Interpretation]

M. Schneider: J'ajouterais que les augmentations inscrites ici étaient à peu près les mêmes que celles inscrites à la Fonction publique en général, bien qu'il y ait eu un certain nombre de promotions qui ont porté l'augmentation un peu au-dessus de la normale.

M. Clermont: Messieurs, je ne veux pas vous donner l'impression par mes questions que je m'objecte à cette augmentation, mais j'espère que le Parlement traitera les députés de la même façon. C'est un peu là la raison de ma question. Je ne m'objecte pas du tout à ce que les fonctionnaires obtiennent des augmentations! Cependant, j'espère que le Parlement jugera bon de traiter les députés de la même façon.

Le président: D'accord.

M. Clermont: Six pour cent, monsieur le président. Mon autre question monsieur le président.

I note that in vote 25, there is a sum of \$75,973,000 for the National Research Council of Canada—the grants listened in the Estimates. That amount represents grants and scholarships given by the National Research Council of Canada. In what way are those scholarships are distributed?

The Chairman: What criterion do they use?

Mr. Clermont: Yes, then, is the choice made by Committee or those who receive the scholarship request them themselves or is their request recommended by other groups, by these or associations?

M. Schneider: Je dirais en réponse à cette question qu'il s'agit tout d'abord d'un concours national. Les bourses sont données aux étudiants qui en font la demande dans le concours. Comme de raison, leur surveillant et leur professeur recommanderont des étudiants particuliers et il s'agit donc d'un concours national dans lequel les étudiants se font concurrence sur la base de leurs mérites. Il y a un comité de sélection qui étudie toutes les demandes et choisit les meilleurs candidats selon le nombre que nous avons établi dans le budget. Ces bourses sont ensuite versées directement aux étudiants. L'étudiant peut aller à n'importe quel université et suivre n'importe quel cours.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, where you mention scholarships and grants, could you give the approximate amounts for each out of the \$67,543,000 if so, how many persons receive scholarships or will receive scholarships in 1971-1972?

If you cannot give us this information tonight, the National Research Council might send it to our clerk who would distribute it to the Committee members for their information?

M. Schneider: La réponse est que le montant total en dollars affecté aux bourses est de l'ordre de \$10 millions. Il s'agit de \$10.2 millions et ce montant a été presque stable au cours des trois dernières années. Il y a environ 2,200 étudiants qui ont reçu ces bourses.

[Texte]

Dr. D. L. LeRoy (Vice-President, Scientific, National Research Council of Canada): Including post-doctoral fellowships it would be about 2,800 of all types.

Dr. Schneider: This 2,800 involves first year, second year, third year and also there is a category of post-doctorate fellowships.

M. Clermont: Pour donner l'occasion aux autres membres de poser des questions à nos témoins, monsieur le président, je poserai une dernière question pour l'instant.

Je remarque aux Projets d'immobilisation importants pour l'édifice de la bibliothèque, Diffusion de l'information scientifique et technologique, que le coût total estimatif de cet édifice est de 15 millions de dollars; les crédits demandés pour cette année sont de \$4,500,000 et les besoins des années futures, \$9,952,000. Qu'est-ce qu'on entend par «besoins des années futures»? Dans combien d'années, croyez-vous que cet édifice sera complété?

Dr. Schneider: Yes, the schedule for the new National Science Library is to start in June this year. I believe it is now out on tender and there is provision in the current budget for this. What you see here is the allocation for the following year and I think the construction schedule calls for completion three years from June of this year.

M. Clermont: Merci, monsieur le président.

The Chairman: Doctor, could you tell me who selects the selection committee?

Dr. Schneider: Do you mean the selection committee for scholarships?

The Chairman: For scholarships.

Dr. Schneider: There is also a selection committee for grants and so on.

The Chairman: For grants, too.

Dr. Schneider: These are appointed by the council. Actually the recommendations for these selection committees are put together by a standing committee of the council known as the Standing Committee on Grants and Scholarships and these are approved by the council.

• 2030

I should mention, too, that there is a procedure here, there is rotation of these members. We try, of course, to get a distribution, particularly in scholarships, from the various regions of the country, of individuals who are well-qualified. They normally serve three years, so that, each year, about one-third of the membership turns over. These committees are charged with going through all the applications and, on merit, taking the top candidates.

The Chairman: Mr. Thomson, followed by Mr. Ritchie.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Mr. Chairman, I have several brief questions but maybe I had better ask

[Interprétation]

M. D. L. LeRoy (vice-président, section scientifique le Conseil National de Recherches du Canada): Y inclues les bourses pour les études après le doctorat, il y en aurait environ 2,800.

M. Schneider: Ces 2,800 comprennent les étudiants de première année, de deuxième année et de troisième année et il y a aussi une catégorie de bourses pour les études après le doctorat.

Mr. Clermont: In order to give the other members a chance to ask questions, Mr. Chairman, I will ask only one other question for now.

I note in the important Capital projects for the Library Building, the transmission of scientific and technological information, the estimate total cost for that building is \$15 million; the proposed estimate for this year, amounts to \$4,500,000 and the needs for the future years to \$9,952,000. What is meant by the "needs for future years"? In how many years do you think this building will be completed?

M. Schneider: Oui, la construction de la nouvelle bibliothèque nationale des sciences doit commencer en juin de cette année. Je crois que l'appel d'offre a déjà été fait et qu'il y a une provision à cet effet dans le budget courant. Ce que vous voyez ici est l'allocation pour l'année suivante et je crois que le calendrier de construction prévoit que la construction sera terminée dans trois ans.

Mr. Clermont: Thank you. Mr. Chairman.

Le président: Monsieur, pouvez-vous me dire qui choisit le Comité de sélection?

M. Schneider: Voulez-vous dire le Comité de sélection pour les bourses?

Le président: Pour les bourses.

M. Schneider: Il y a aussi un Comité de sélection pour les subventions et ainsi de suite.

Le président: Pour les subventions aussi.

M. Schneider: Ils sont nommés par le Conseil. En réalité, les recommandations pour ces comités de sélection sont faites par un Comité permanent du Conseil connu sous le nom de Comité permanent pour les subventions et les bourses et le Conseil donne son approbation par la suite.

Je devrais mentionner également qu'il y a ici des procédures, qu'il y a la rotation des membres en question. Nous essayons, bien sûr, d'obtenir une distribution, particulièrement dans les bourses, à partir des différentes régions du pays, pour les individus qui sont réellement qualifiés. Normalement elles servent pendant trois ans si bien que chaque année, à peu près un tiers des participations changent. Ces comités sont chargés de toutes les demandes et, selon les mérites, s'occupent des premiers candidats.

Le président: M. Thomson, ensuite M. Ritchie.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur le président, j'ai plusieurs questions brèves mais peut-être

[Text]

the one that interests me most and we will get to the others later.

Sir, I have asked the President of the Treasury Board and the Science Council questions of a similar nature to this. I would like to know if the government has recommended to the National Research Council that certain areas of scientific research are the kind that they feel should be studied in Canada and you allocate your resources accordingly, or have you recommended to the government that this be done. For example, Canada is a small country and obviously we cannot do a thorough job on scientific research in every field. I just wonder to what depth and to what degree this has been discussed by your group and if you have made suggestions to government or if they have made suggestions to you. In effect, where are we?

Dr. Schneider: The short answer to this is that it is a two-way thing. Let me give you a few examples.

In a program, of course, which is a fairly major one—let us say, the Division of Building Research which deals with building and construction—this is an ongoing program: it serves the construction industry. A lot of the problems there come directly to the division and it is only where there are major areas that may require new expenditures, new programs, that these would be taken to higher authority—in the first instance, our Minister—and discussed there. So, in this particular program, there is not too much difficulty in identifying the problem. A lot of the problems are really smaller problems which the industry has and they come to us.

There are other areas where we have been asked by the Minister to undertake a study: for example, the study on highway safety, which has been going on now for two or three years. This year, when we had a discussion with the Minister trying to identify some of the main areas, one of the things he pointed out to us was that he wished the Council could pay more attention to some programs that might be related to, you might say, the quality of life, environment, social benefits. I think, by and large, the Council's major programs have been sort of industrially-oriented, but, as the Minister pointed out, we now have to give more emphasis to these other areas.

In some cases we are asked to take on a program by other government departments and we do do a great deal of work, for example, for the Department of Transport, the National Harbours Board, the St. Lawrence Seaway Authority, and so on. Usually these are discussed with the minister of that department and also discussed with our minister and a program is undertaken. In many cases this involves financial encumbrance from the department to carry out some of this work. I think a good example is the model of the St. Lawrence Seaway that we were asked to do, which was built and had to be housed in a special building for which the funds were provided.

In general, where small, sort of day-to-day problems come up, they come directly to the laboratories and are handled there. It is usually where a larger program is proposed and where it comes from the outside or from another government department that we will seek higher authority. In some cases, we will also prepare a document to Cabinet, if it involves a major commitment.

[Interpretation]

devrais-je poser celles qui m'intéressent le plus et nous passerons aux autres plus tard.

Monsieur, j'ai posé au président du Conseil du Trésor et du Conseil des Sciences des questions similaires à celles-ci. J'aimerais savoir si le Gouvernement a recommandé au Conseil national de la Recherche certains domaines de la recherche scientifique qui selon lui devrait être étudiée au Canada et si le Gouvernement a donné les ressources nécessaires, ou avez-vous fait au Gouvernement de semblable recommandation. Par exemple, le Canada est un petit pays et évidemment nous ne pouvons pas faire une étude exhaustive dans le domaine scientifique sur tous les sujets. Je me demande jusqu'où et jusqu'à quel degré ceci a été discuté par votre groupe et si vous avez fait des suggestions au Gouvernement ou si le Gouvernement vous en a faits. En effet, où en sommes-nous?

M. Schneider: Une courte réponse à ceci est qu'il s'agit d'une chose à double sens. Laissez-moi vous donner quelques exemples:

Dans un programme, bien sûr, qui est un programme principal, disons, la division de la recherche sur la construction qui s'intéresse à la construction et aux immeubles, il s'agit d'un programme progressif: il sert l'industrie de la construction. Nombre des problèmes viennent directement de la division et ce n'est uniquement dans des domaines principaux qu'ils peuvent demander de nouvelles dépenses, de nouveaux programmes, et ceux-ci peuvent être dirigés vers une autorité supérieure tout d'abord, notre ministre, et ensuite discutés. Ainsi, dans ce programme particulier, il n'est pas très difficile d'identifier le problème. La plupart des problèmes rencontrés par l'industrie sont plutôt mineurs et ils s'adressent à nous.

Il y a d'autres domaines où le ministre nous a demandé d'entreprendre une étude par exemple, l'étude sur la sécurité des grandes routes, qui se poursuit maintenant depuis 2 ou 3 ans. Cette année, lorsque nous eûmes une discussion avec le ministre afin d'identifier certains des domaines principaux, l'une des choses qu'il a soulignée a été son désir que le Conseil s'intéresse davantage à certains programmes tel que la qualité de la vie, l'environnement, et les avantages sociaux. Je pense, d'une façon générale, que les programmes principaux du Conseil ont été orientés d'une façon industrielle mais comme le ministre nous l'a indiqué, nous devons mettre l'accent maintenant sur d'autres domaines.

Dans certains cas on nous demande de prendre un programme émanant d'autres ministères gouvernementaux et nous y travaillons beaucoup, par exemple, pour le ministère des Transports, la Commission des ports nationaux, l'autorité de la voie navigable du St-Laurent et ainsi de suite. Ordinairement on pratique des discussions avec le ministre de ces ministères et aussi avec notre ministre et un programme est entrepris. Dans de nombreux cas ceci implique des difficultés financières émanant du ministère pour mener à bien ces travaux. Je pense que le modèle de la Voie maritime du St-Laurent est un bon exemple qui nous a été demandé, il fut construit et gardé dans un abri spécial pour lequel les fonds ont été fournis.

D'une façon générale, lorsqu'il y a des problèmes mineurs au jour le jour, il s'adresse directement au laboratoire où en s'en occupe. Normalement c'est un pro-

[Texte]

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Perhaps I did not make myself very clear, Mr. Chairman, but I am asking you, as the President of the National Research Council, if you have made any over-all study of the areas in which you think scientific research should be done in Canada, or has the Science Council made such an over-all study, or has the Cabinet done so, with the idea of consciously going to pick certain areas in the future, if you like, because obviously you have to start somewhere. That is really my question.

Dr. Schneider: I am sorry. The answer is, yes, and this is something that we will be doing a great deal more of. As you correctly point out, there are also some of these that are proposed by the Science Council. One of them, for example, is the national network for scientific and technical information which was approved by Cabinet. We were asked to undertake this. This is going on and this is one example of this.

• 2035

I might just mention two examples that are being studied at the moment. One has to do with plasma research. Perhaps I should just say what this is.

Plasma, of course, is very often called the forced state of matter. This is where you have matter in a highly ionized state; it will conduct currents and so on and, of course, it is of particular interest at the moment in connection with the possibility of fusion reactors. It also has many industrial applications and these are ones that we are interested in exploiting now. There are things, for example, called plasma torch. You can heat materials up to very high temperatures, break them down to their individual atoms, but they are not in the plasma as atoms—they are ionized charged particles.

For example, the possibility here for, let us say, aluminium oxide—where you have refractory oxides—at the moment we recover aluminum from these by a cryolite bath at high temperature and electrolyze it. Here you have the possibility that you do it very cleanly, but you do it in a plasma, and with a magnetic field you can separate osteo-aluminum on one side and separate osteo-oxygen on the other side. You get a nice clean separation.

There are feasibility studies going on on this, but the preliminary estimates seem to indicate that it is no more expensive and maybe less expensive than the present method. It has possibilities in a number of other highly refractory oxides—titanium dioxides and so on. There are many applications also in coating surfaces and so on.

We have undertaken, and we have a task force at work now doing a study of this, to try and identify the possibilities, particularly ones that would be appropriate for Canada where we might derive considerable benefit. We hope when we get this report in a month or two, with recommendations, to have our Council consider it and make recommendations as to what kinds of programs we should organize for Canada.

[Interprétation]

gramme plus important qui est proposé et lorsqu'il vient de l'extérieur, ou d'un autre ministère gouvernemental, nous recherchons une autorité supérieure. Dans certains cas, nous préparons également un document pour le Cabinet, et cela implique des questions majeures.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Peut-être ne me suis-je pas fait suffisamment clair, monsieur le président, mais je vous demande, en tant que président du Conseil national de la recherche, si vous avez fait une étude des domaines dans lesquels vous pensez qu'une recherche scientifique devrait être accomplie au Canada, ou bien si le Conseil des Sciences a fait une semblable étude, ou si le Cabinet l'a fait, avec l'idée de trouver d'une façon consciencieuse dans l'avenir certains domaines, si vous préférez, car évidemment il nous faut commencer quelque part. Telle est exactement ma question.

M. Schneider: Je suis désolé. La réponse est oui et ceci est quelque chose que nous entreprendrons beaucoup plus dans l'avenir. Comme vous l'avez correctement souligné, il y en a encore beaucoup d'autres qui seront proposés par le Conseil des Sciences. L'un d'entre-eux par exemple, est le réseau national d'information scientifique et technique qui fut approuvé par le Cabinet, on nous a demandé de l'entreprendre. Ceci se poursuit et n'en est qu'un exemple.

Je pourrais parler de deux autres exemples qui sont présentement étudiés. L'un deux concerne des recherches sur la plasma. Peut-être devrais-je dire ce dont il s'agit.

Le plasma, bien sûr, est souvent appelé l'état forcé de la matière. C'est alors que vous trouvez la matière dans un état hautement ionisé; elle conduira les courants et ainsi de suite est, bien sûr, offre à présent un intérêt particulier en rapport avec la possibilité des réacteurs de fusion. Elle a aussi de nombreuses applications industrielles et ce sont celles-ci mêmes que nous voulons exploiter maintenant. Il y a par exemple des choses que l'on appelle des torches à plasma. Vous pouvez chauffer des matériaux jusqu'à une très haute température, les briser jusqu'à leur atome individuel, mais ils ne se trouvent pas dans le plasma sous forme d'atome—ce sont des particules chargées et ionisées.

Par exemple, il existe ici la possibilité, disons, d'oxyde d'aluminium—où l'on trouve des oxydes rétractaires—à présent, nous retrouvons l'aluminium à partir de ces éléments par un bain de cryolithe à haute température et nous l'électrolysons. Nous trouvons aussi la possibilité de le faire proprement, mais nous le faisons dans un plasma, et avec un champ magnétique on peut séparer d'un côté l'ostéo aluminium et l'ostéo oxygène de l'autre. Il s'agit d'une opération parfaite.

A ce sujet, on mène des études de rentabilité, mais les premières estimations semblent indiquer qu'il n'est pas plus cher et peut-être moins cher de le faire ainsi que par la méthode présente. Il y a aussi des possibilités dans un nombre d'autres oxydes hautement réfractaires—les dioxydes de titane, et ainsi de suite. On trouve de nombreuses applications également dans le revêtement des surfaces et ainsi de suite.

Nous avons entrepris, et nous avons du personnel travaillant sur cette étude maintenant, d'essayer d'identifier les possibilités, particulièrement celles qui seraient appro-

[Text]

There is a certain amount of work going on now. We are trying to integrate this and trying to develop some significant programs here which might pay off. I think it is very likely that the decision will be not to go for the fusion type of work; in other words, a plasma work that might lead to nuclear fusion.

Another very recent one I might mention is one that we have just begun a study on, because this is a problem that has come up fairly recently. We are beginning to pile up huge amounts of sulphur in this country, sometimes called involuntary production. On the one hand, sulphur is being recovered from natural gas and on the other hand also, of course, from refineries and various other industrial operations who are required to remove the sulphur dioxide from their effluent gases and from the sulphur dioxide to make sulphur. I believe in Montreal they accumulate something like 150 tons...

An hon. Member: Out West.

Dr. Schneider: No, out West it is a huge amount that is being accumulated.

This is far more than current industrial uses can handle and, of course, the bottom is dropping out of the sulphur market—we may get snowed under piles of sulphur. We are wondering where there are possible uses to which this can be put. The current price, I believe, is something like \$8 a ton and suggestions are that it might drop as low as \$4 a ton. This is getting to be cheaper than coal. Of course, sulphur can be used as an energy source, but there are other problems.

One particular use that is worth looking at is its use in road surfaces, to mix with the asphalt and so on which preliminary experiments have indicated might improve the asphalt covering on road surfaces. There is the possibility of treating alkalized soils as a soil conditioning and the possibility of using it as a sealant, maybe even as a roof coating, because apparently sulphur weathers extremely well and can be used as a sealant. It adheres very well on surfaces, so we are hoping to look at some of these to see whether there are some opportunities here to not only make use of the byproduct but also to get some economic benefits out of this. This is another area. These are the kinds of studies that we will be doing a great deal more of and, as I say, of course the Science Council is also making such studies and proposals will be made.

• 2040

Another area that I think we should look at—we are just in the preliminary stages—is the whole field of metals, specialized alloys and alloys for high temperature use, and so on, specialized materials, because we have a tremendous number of metal resources in this country which I do not think are really going up to the sophisti-

[Interpretation]

ciées pour le Canada permettant des bénéfices considérables. Nous espérons que, lorsque nous obtiendrons ce rapport dans un mois ou deux, avec des recommandations, notre conseil l'examinera et fera les recommandations quant au genre de programme que nous devrions organiser pour le Canada.

Il y a énormément de travail qui se fait présentement. Nous essayons d'intégrer ceci et nous essayons de mettre au point des programmes spécifiques qui pourraient être rentables. Il me semble qu'il est très probable que leur décision n'ira pas dans le sens d'un travail sur la fusion; en d'autres termes, un travail sur le plasma qui pourrait conduire à la fusion nucléaire.

Un autre exemple récent dont je pourrais parler est celui sur lequel nous avons commencé une étude, car c'est un problème qui est apparu tout récemment. Nous commençons à emmagasiner d'énormes masses de soufre au Canada, souvent appelées production involontaire. D'un côté, on obtient le soufre à partir du gaz naturel et, d'un autre côté également, bien sûr, à partir des raffineries et de toutes les centrales industrielles qui doivent retirer le dioxyde de soufre de leurs gaz effluents et du dioxyde de soufre pour fabriquer le soufre. Je crois qu'à Montréal ils accumulent quelque chose comme 150 tonnes..

Une voix: A l'Ouest.

M. Schneider: Non, à l'Ouest, il s'agit d'une quantité considérable qu'on accumule.

Il s'agit d'une quantité plus importante que ne peut l'utiliser l'industrie et, bien sûr, les retombées se font sur les marchés du soufre—nous pouvons être submergés par les tas de soufre. Nous nous interrogeons sur les possibilités d'utiliser ce soufre dans d'autres cas. Le prix courant, il me semble, est quelque chose comme \$8.00 la tonne et l'on suggère que ce prix tombe à \$4.00 la tonne. Cela fait du soufre une matière plus avantageuse que le Charbon. Bien sûr, on peut utiliser le soufre comme source d'énergie, mais il y a d'autres problèmes.

Une autre utilisation particulière qu'il est bon d'examiner réside dans la fabrication des routes, mélanger le soufre à l'asphalte et ainsi de suite améliorer les surfaces d'asphalte sur les routes, comme l'ont montré des expériences préliminaires. Il est possible de faire servir pour traiter les soldes et de l'utiliser comme isolant et peut-être même pour le revêtement des toitures; apparemment le soufre supporte très bien les intempéries et peut donc être utilisé comme isolant. Il adhère très bien sur les surfaces et nous espérons étudier toutes ces applications de manière à l'utiliser non seulement comme un produit annexe mais pour en tirer de réels profits sur le plan économique. C'est un autre domaine. Il y a les études que nous entreprendrons sur une échelle plus importante et, comme je l'ai dit, le Conseil des sciences effectue lui-même de telles études et des propositions en ressortiront.

Un autre domaine sur lequel il serait bon, je crois, se pencher—nous en sommes encore à la phase préliminaire—c'est celui des métaux, des alliages spéciaux et des alliages résistant aux très fortes températures ainsi que les matériaux spéciaux; en effet, notre pays dispose d'énormes ressources en métal qui, à mon sens, ne sont pas

[Texte]

cation necessary that could support a lot of specialized industry.

If all these areas can be identified then, of course, the priorities ultimately will have to be set and I hope if one day we get a minister for science that he will help to sort out the priorities as to what would be appropriate and the highest priority programs that we should pursue in Canada.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): You are really suggesting then that as you see your role in the National Research Council it is more to look after the technical end rather than to decide on policy as to what should really be done?

Dr. Schneider: I will try to answer that question. It seems to me that our role and the role of the scientific community is to come up with the technical aspects. I think these are the people who can see some of the opportunities and the possibilities and they should come up with proposals. The decision on these proposals should not be made by the scientists. We are now talking about major programs that involve major commitments, and in this respect I think the decision-making has to be the responsibility of government.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Yes. I have more questions, Mr. Chairman. If you would like to pass me and then come back that would be all right.

The Chairman: Yes, we will come back to you, Mr. Thomson. Dr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, there appears to be a proliferation of federal agencies involved in various and perhaps overlapping fields of scientific enquiry. We have the National Research Council, the Defence Research Board, the Science Council of Canada, Atomic Energy, Fisheries, Medical Research, and so on. Do you think we would be better served if they were consolidated into a single department or Crown agency with the idea of making sure there was no duplication of work, or at least not within the framework of the government's established scientific research and development policy.

Dr. Schneider: That is a very leading question. It is one, of course, that is very current and topical. Let me first of all say that I think the various departments that have a very specific mission have certain needs which I think are very specific to that department. If we think of research as not simply doing work in the laboratories but also providing information that that department needs to do whatever it has to do to realize its objectives. There is a whole series of activities, which we sometimes call scientific activities but which may be mainly data collection, which is highly specialized towards the particular needs of that department. From this point of view I think each department has to have access to this kind of information according to its needs. In this way, because you have various departments, I do not think there is an excessive overlap of any kind. I think when you get beyond the needs of individual departments, individual missions, and so on, and let us say you want to undertake a space program or some larger program which might involve industry, which might involve universities, government labs, and so on, I think here, of course, if it is a

[Interprétation]

exploitées comme elles pourraient l'être en donnant lieu à un tas d'industries spécialisées.

Si l'on peut identifier tous ces domaines, il est évident qu'en dernier ressort, les priorités seront établies et, si un jour comme je l'espère, nous avons un ministre des sciences, c'est lui qui établira les priorités et les programmes les plus importants qu'il faudrait instaurer dans l'intérêt du Canada.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Ainsi, le rôle du Conseil national des recherches, tel que vous le concevez, c'est de se consacrer davantage au côté technique plutôt que de décider d'une politique, n'est-ce pas?

M. Schneider: Notre rôle et celui du secteur scientifique, c'est de s'intéresser aux aspects techniques. C'est ce secteur qui peut voir les possibilités et peut en tirer des suggestions. Ce ne sont pas les chercheurs qui doivent prendre les décisions à partir de ces propositions. Nous invoquons maintenant les principaux programmes et je crois que la prise de décision est du ressort du gouvernement.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Oui. J'ai d'autres questions, monsieur le président. J'y reviendrai plus tard si vous le voulez.

Le président: Oui, nous y reviendrons. Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Il semble qu'il y ait une prolifération des organismes fédéraux à vocation scientifique et, parfois, ces organismes font peut-être double emploi. Nous avons le Conseil national des recherches, le Conseil de recherche pour la défense, le Conseil des sciences du Canada, l'énergie atomique, les pêches, la recherche médicale, etc. Ne pensez-vous pas qu'il voudrait mieux regrouper tous ces organismes sous un seul ministère ou un organisme de la Couronne de manière à éviter le double emploi en ce qui concerne du moins la recherche scientifique établie par le gouvernement ainsi que la politique de développement scientifique.

M. Schneider: C'est une question très pertinente. De plus, elle est très actuelle. Tout d'abord, je crois que les différents ministères ont une signification spéciale et répondent à certains besoins propres à ces ministères. Si nous pensons en termes de recherche, cela ne veut pas seulement dire travaux de laboratoire mais cela signifie également l'information qu'il faut fournir à un ministère donné pour qu'il puisse mener à bien ces objectifs. Il y a toute une série d'activités qu'on appelle parfois activités scientifiques, mais qui consistent en fait à collationner l'information et à la diffuser auprès des ministères qui en ont besoin. De ce point de vue, je crois que chaque ministère doit avoir accès à ce genre d'information selon ces besoins. Ainsi, comme il existe divers ministères, je ne pense pas qu'il y ait réellement double emploi. Je crois que lorsqu'on va au-delà des besoins d'un ministère donné, d'une mission donnée, et ainsi de suite, et supposons, par exemple, que vous vouliez entreprendre un programme spatial ou un programme de grande envergure faisant appel à l'industrie, aux universités, au laboratoire du gouvernement, etc.... Je crois que, dans ce

[Text]

major thing the natural thing is to get together and to work out the program and to decide what particular activity each will undertake. So this is highly organized. I think in between there might be an area of smaller programs, and here I might say at least as far as the federal government is concerned that there is a great deal of internal consultation to avoid just this kind of duplication.

● 2045

Of course, as far as the outside world is concerned, let us say, if there is a provincial-government laboratory or a university that decides to start up a particular program, then of course, you can see that, say, two programs might start at the same time, but this would not go on very long because we do have very close contact with the university sector and with the industrial sector, so in such cases we would get together.

I think at the program level, in particular the larger programs, there is no great problem. When it comes to the universities, and you have 50 universities in the country, each of these may be starting up programs and we of course have no control over this. I think there are instances in the universities even in one province, where there could be a better rationalization of research and perhaps we could strengthen the programs by having less fragmentation. This is something that we can perhaps influence but we cannot of course entirely avoid this kind of thing.

Mr. Ritchie: Is there any means of providing sort of a clearing house for scientific research or projects underway? Let us say that somebody in British Columbia is studying some problem, can somebody in Montreal, if he wishes, get any information as to whether this project is underway somewhere else?

Dr. Schneider: This is now planned, and in fact we have been asked by Cabinet to set up a research inventory of all projects supported by the federal government. We hope to have this working by this summer. This will have encoded in it all research projects whether in university or not in the country that are being supported by federal-government funds, and this information will be made freely available. This will be encoded in a data bank and computer based on key words so the information can be pulled out very quickly.

We have done this with our own projects, and I presume the next step would be that all federal government supported research is in one data bank so this information is available.

Mr. Ritchie: Would there be any significant amount of research being carried on outside your data bank, that is by provinces, or private research or projects that you are not directly concerned with, would this be significant in the scientific community.

Dr. Schneider: No, I would not think it is significant. We have fairly close contact with the universities. There is a possibility that some projects might get started in industry that we do not know about, but I think those would be very few.

[Interpretation]

cas, bien entendu, si c'est d'une telle importance il est naturel de coordonner tous les travaux et de travailler sur le programme en décidant quelles activités particulières sera attribuées à chaque secteur. Il y a donc une organisation extrêmement poussée. Par ailleurs, il existe des programmes moins importants et je dois dire, du moins en ce qui concerne le gouvernement fédéral, que les consultations internes sont fréquentes de manière à éviter ce double emploi.

Par ailleurs, pour ce qui est du monde extérieur et supposons qu'un laboratoire est rattaché à un gouvernement provincial ou qu'une université décide de démarrer un programme donné, alors, bien entendu, vous verrez en effet que deux programmes pourront démarrer en même temps. Mais cela ne durera pas longtemps car nous sommes en contact très étroit avec le secteur universitaire et le secteur industriel.

Au niveau des programmes, et notamment en ce qui concerne les programmes de grande envergure, il n'y a pas vraiment de problème. Pour ce qui est des universités, il existe 50 universités dans ce pays, il se peut que chacune initie des programmes sur lesquels nous n'avons naturellement aucun contrôle. Je crois que cela se produit dans les universités et même au sein d'une province où l'on pourrait mieux rationaliser la recherche et renforcer ainsi les programmes en réduisant toute dispersion. Là, nous avons peut-être un rôle à jouer mais nous ne pouvons pas entièrement éviter ce genre de chose.

M. Ritchie: Serait-il possible de créer un bureau central pour la recherche scientifique ou les travaux en cours? Prenons l'exemple d'une personne demeurant en Colombie Britannique qui étudie un problème donné; est-ce qu'une personne de Montréal peut savoir si des travaux sont en cours dans le même domaine?

M. Schneider: C'est maintenant à l'étude, et en fait le Cabinet nous a demandé de dresser un inventaire de tous les travaux de recherche subventionnés par le gouvernement fédéral. Nous espérons que cela se fera cet été. Il faudra coder tous les travaux de recherche, qu'ils se fassent dans les universités ou non; s'ils sont subventionnés par le gouvernement fédéral et l'on pourra avoir librement accès à cette information. Cela sera mémorisé dans une banque informatique et mis en code de manière à ce que l'information soit accessible rapidement.

Nous avons fait cela avec nos propres travaux et je suppose que l'étape suivante sera de mémoriser dans une banque informatique tous les travaux de recherche subventionnés par le gouvernement fédéral.

M. Ritchie: Y a-t-il énormément de travaux de recherche effectués à l'extérieur de votre banque informatique, c'est à dire par les provinces ou dans le secteur privé ou les travaux qui ne vous intéressent pas directement, est-ce que cela représente une part importante de la recherche scientifique?

M. Schneider: Non, je ne pense pas que cela soit très important. Nous sommes en contact assez étroit avec les universités. Il se peut que certains travaux soient initiés dans l'industrie sans que nous le sachions mais cela est assez restreint.

[Texte]

Mr. Ritchie: The idea of this would be that beside you people knowing it, other individuals in the country could find out.

Dr. Schneider: This information will be made available, right. We call this Information Exchange Centre, as I say, and now we have all the systems work in the software design for this we hope to have this operational very soon.

Mr. Ritchie: When you say very soon, is that a year or what?

Dr. Schneider: This summer, because feeding in the data will take some time.

Mr. Ritchie: Dr. Solandt, the President of the Science Council of Canada, I think made a speech a while ago, wherein he suggested a great deal of antipathy between government bureaucracy in the science field and private industry. What is your feeling about this?

Dr. Schneider: Antipathy between...

Mr. Ritchie: Dr. Solandt, if I have not forgotten, suggested that bureaucracy and private industry did not always use each other to the best advantage of the community. Would you say in your experience this is true.

• 2050

Dr. Schneider: I find it a little difficult to comment on this. I do not know quite what he had in mind. If I use the industrial research incentive programs as an example, during the past few years we have had many meetings with industrial representatives and there is an inter-departmental committee that had been meeting with a number of industries. As a result of these meetings, a lot of these programs were modified to improve them. We have had a lot of industrial inupt. I would not go so far as to say there is a strong animosity. I do not know quite what he was referring to.

Mr. Ritchie: Well, I am not sure either. How do you react to a need? Do you wait until private industry comes along and says we have a problem in this area; we want your assistance. How do you get your rapport with industry and so on?

Dr. Schneider: I think there is again a two-way street, as I tried to explain before. In some cases we will try to bring problems to industry or information that we think they would be interested in or would be useful to them. On the other hand, they bring problems to us and we try to respond. In some cases it may need research, in some cases it may simply require information which we can dig out in our literature, or using the people in the laboratories that have background expertise that can help them. As a matter of fact, a large part of staff time of the people in the laboratories is taken up you might say, by consultation with industry and so on. If it is a big project or a project that the industry would like to develop in its own laboratories, we will discuss this under the industrial research assistance program or to see whether a project can be formulated which would qualify under the industrial research assistance program.

[Interprétation]

M. Ritchie: Il faudrait que non seulement vous soyez au courant de ce qui se fait mais que toutes les autres personnes de ce pays puissent également obtenir cette information.

M. Schneider: Cette information sera accessible à tous. Nous appellerons cela le Centre d'échange et d'information et, comme je l'ai dit, tous nos systèmes informatiques sont au travail et nous espérons que l'application pratique se fera rapidement.

M. Ritchie: Lorsque vous dites rapidement, est-ce que cela veut dire dans un an?

M. Schneider: Cet été car il faut un certain temps pour alimenter les ordinateurs.

M. Ritchie: Docteur Solandt, il y a quelques temps, le président du Conseil des sciences du Canada a prononcé un discours où il laissait entendre qu'il existait énormément d'hostilité entre la bureaucratie gouvernementale dans le domaine scientifique et l'industrie privée. Qu'en pensez-vous?

M. Schneider: Hostilité entre qui...

M. Ritchie: Le docteur Solandt, si je ne m'abuse a laissé entendre que la bureaucratie et l'industrie privée ne s'entendaient pas toujours au mieux des intérêts de la communauté. D'après votre expérience, pensez-vous que cela soit vrai?

M. Schneider: Il est quelque peu difficile de répondre à cette question. J'ignore ce qu'il avait à l'esprit. Pour prendre l'exemple des programmes d'aide à la recherche industrielle, au cours des quelques dernières années, nous nous sommes réunis avec les représentants du secteur industriel et, par ailleurs, on a formé un comité interministérielle qui s'est entretenu avec un certain nombre des industries. En conséquence, on a modifié un certain nombre de programmes afin de les améliorer. L'apport du secteur industriel s'est avéré très important. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il existe une forte animosité. Je ne vois ce dont il parlait.

M. Ritchie: Moi non plus. Comment réagissez-vous face à un besoin? Est-ce que vous attendez que l'industrie privée vienne et vous déclare qu'elle a un problème dans tel domaine; qu'elle a besoin de votre aide. Quels sont vos rapports avec l'industrie?

M. Schneider: Là encore, je crois que ces rapports sont à double sens. Dans certains cas nous essayons de poser les problèmes à l'industrie ou de lui apporter l'information susceptible de l'intéresser ou de lui être utile. Par ailleurs, ils nous soumettent des problèmes et nous essayons de les résoudre. Dans certains cas, cela peut donner lieu à des recherches ou simplement nécessiter une information que nous pouvons extraire de la documentation dont nous disposons ou que nous pouvons trouver auprès du personnel de nos laboratoires qui ont la compétence voulue. En fait les chercheurs de nos laboratoires consacrent une grande partie de leur temps à mener des consultations auprès du secteur industriel. S'il s'agit d'un travail important ou d'un travail que l'industrie aimerait développer dans ses propres laboratoires, nous en discutons dans le cadre du programme d'aide à la recherche industrielle ou nous essayons de voir s'il ne

[Text]

Mr. Ritchie: Recently there have been a lot of PH.D.s having difficulty obtaining employment. Is this so in the natural and the physical sciences?

Dr. Schneider: The picture here is rather confused. Yes, it is true that certainly there are probably more Ph.D.s coming out of universities now than can find employment immediately. I say immediately because I do not think any of these people will be unemployed for long, but we have had a downturn and certainly in the industrial sector during the past two years things have been not only stagnant but actually some R and D laboratories have closed down simply because the industry has had its back to the wall and just drastically cut expenses. R and D is not going to pay off this year; it will pay off some years into the future. And if the industry has to survive this year I am afraid very often the R and D activity becomes a casualty.

This, of course, distressed us no end these past two years and I hope we can pull out of this very quickly but it has certainly also affected the job market as far as scientists and engineers are concerned.

Mr. Ritchie: Then the market depends largely on private industry and their R and D programs?

Dr. Schneider: It has not been a large market in the past. It has been a growing one until we hit these last two years. In the past the main market has been the universities when they were expanding so rapidly. Now, of course, they are slowing down their growth. Government laboratories have hired very few people in the last two or three years. You put all these together and there is a problem.

Mr. Ritchie: Do you think it warrants any change in the educational flow?

Dr. Schneider: Certainly I think it warrants some changes. The universities themselves are looking at this question very hard and asking themselves, if we are talking about Ph.D.s, whether necessarily all of these people should be specialized in research, whether perhaps some of them should be specialized in other areas.

• 2055

Also, I think we have had in the past—because there had been such a shortage in Canada of scientists and engineers—for many years we have had a tremendous immigration, and in fact you know, without this immigration, if we had not had this immigration, there probably would still be a shortage today.

I do not think that we could continue this level of immigration that we have had through the sixties, because we do not see in the future that these same conditions will pertain. There will be more people coming out of the universities. But we would hope certainly that

[Interpretation]

serait pas possible de formuler un travail de recherche qui pourrait s'insérer dans le cadre du programme à la recherche industrielle.

M. Ritchie: Récemment, de nombreux titulaires qui étudient ont eu beaucoup de difficulté à obtenir un emploi. Est-ce que cela est vrai pour les sciences naturelles et physiques?

M. Schneider: La situation est assez confuse. Oui, c'est vrai qu'il y a davantage de titulaires de doctorats qui sortent des universités pour pouvoir obtenir un emploi dans l'immédiat. Et je dis bien: dans l'immédiat car je ne pense pas qu'une seule de ces personnes ne restera longtemps en chômage; nous avons connu une récession et dans le secteur industriel, non seulement la situation a été stagnante au cours des deux dernières années mais en fait certains laboratoires de recherche et de développement ont dû fermer leurs portes pour la bonne raison que l'industrie était au pied du mur et qu'elle a dû réduire considérablement ses dépenses. La recherche et le développement portera peu de fruits cette année mais elle sera couronnée de succès dans l'avenir. Pour que l'industrie survive cette année, j'ai bien peur qu'il ne lui faille souvent supprimer ses activités de recherche et de développement.

Cela nous consterne énormément et j'espère que nous nous tirerons rapidement de ce mauvais pas mais il est certain que les ingénieurs et les chercheurs ont été affectés par la situation sur le marché de l'emploi.

M. Ritchie: Le marché de l'emploi dépend donc dans une large mesure de l'industrie privée et de leur programme de recherche et de développement?

M. Schneider: Par le passé, cela n'a pas fait l'objet d'un marché très développé. Jusqu'à ces deux dernières années, il était en expansion. Autrefois, le marché principal, c'était les universités en expansion extrêmement rapide. A l'heure actuelle, bien entendu, il y a un ralentissement. Les laboratoires du gouvernement ont engagé très peu de gens au cours de ces deux ou trois dernières années. Toutes ces conditions rassemblées constituent un problème certain.

M. Ritchie: Cela justifie-t-il, à votre avis, une modification de notre système d'éducation?

M. Schneider: A mon sens, cela justifie certainement certains changements. Les universités elles-mêmes se penchent sur la question et se demandent si tous les titulaires de Ph.D devraient être nécessairement spécialisés dans la recherche ou s'il ne faudrait pas plutôt les orienter vers d'autres domaines.

En outre, je crois que par le passé—en effet, il y a eu une telle pénurie de chercheurs et d'ingénieurs au Canada—pendant de nombreuses années nous avons eu une forte immigration et, en fait, vous savez sans cette immigration, si nous n'avions pas eu cette immigration, la pénurie existerait encore aujourd'hui.

Je ne crois pas que nous puissions maintenir le même niveau d'immigration que celui que nous avons connu dans les années '60, car nous ne voyons pas pour l'avenir les mêmes conditions, ni les mêmes débouchés. Davantage de gens sortiront des universités. Nous espérons qu'après

[Texte]

there would be, after we get through this present recession, a slow upturn. It will take time.

I think there is a short-term problem, and there is also a long-term problem, and I think the universities are studying this. Hopefully, with some modifications in policies and programs and so on, this can be reduced in the future.

I would also add that perhaps it might be unfair, simply focusing our attention on scientists and engineers. I think the same problems are going to exist in many other fields.

We have a very rapidly growing labour force, and this question of generating sufficient jobs is going to be one of our main problems in Canada.

Mr. Ritchie: In the foreseeable future, where will these Ph.D.s—let us just leave it at the engineers and the scientists. Are they going to continue to be employed by the universities? Will there be an expansion in the private sector, a more rapid expansion in the private sector, or in the government sector?

Dr. Schneider: Well, we would hope certainly that there would be a more rapid expansion in the private sector. This is why I am hoping that the economic climate would change very soon.

We do not foresee a very big demand in the government sector, and so we would have to hope that the main demand will come in the industrial sector. But I think this is going to require considerable stimulation, and I hope also for a more favourable economic climate.

Mr. Ritchie: I would like to ask about major medical research. Have you anybody to answer those questions for me?

Dr. Schneider: No, the medical research side is handled by the Medical Research Council. So we are not concerned with this area.

Mr. Ritchie: Is there any conflict, in your opinion, between the grants awarded by the National Research Council and those awarded by the Canada Council for scientific research?

Dr. Schneider: No. In fact we have very close contact with the Canada Council. I might mention that we have what we call a tricouncil co-ordinating committee. This is the Canada Council, the Medical Research Council and the National Research Council. So we have very close liaison, and we work out our interface problems.

One of the things that we are trying to develop with the Canada Council is in areas of interdisciplinary research. We have problems; we approach problems that require interdisciplinary attack, where you can, along with engineers, physical scientists, bring in economists and social scientists and so on, and these are not easy to work out.

It is difficult, first of all, in the university environment, because the way universities are structured by departments, which are highly specialized in particular disciplines, it is not easy to get a major significant interdisciplinary program going.

Nevertheless we feel that the councils, through their grants program, can help to encourage this, and we are attempting to identify program areas where we can joint-

[Interprétation]

la récession actuelle, il y aura une légère remontée. Cela prendra du temps.

Je crois qu'il y a un problème à court terme et, par ailleurs, un problème à long terme et je crois que les universités se penchent là-dessus. Heureusement, en modifiant les politiques et les programmes, on pourra diminuer ce problème pour l'avenir.

Je voudrais également ajouter qu'il serait peut-être injuste de concentrer toute l'attention sur les chercheurs et les ingénieurs. Je crois que les mêmes problèmes vont se faire jour dans bien d'autres domaines.

Notre population active augmente à un rythme rapide et la création d'emplois en nombre suffisant sera l'un des problèmes majeurs du Canada.

M. Ritchie: Dans un avenir proche, où vont aller ces titulaires de Ph.D.—laissons de côté les ingénieurs et les chercheurs. Est-ce que les universités vont continuer à les employer? Le secteur privé connaîtra-t-il une expansion, une expansion plus rapide que dans le secteur public?

M. Schneider: Nous pensons que le secteur privé connaîtra une expansion plus rapide. Et c'est pourquoi j'espère que la conjoncture économique évoluera très rapidement.

Nous ne prévoyons pas une très forte demande dans le secteur public et nous espérons que le plus gros de la demande proviendra du secteur industriel mais je crois que cela nécessitera énormément d'encouragement et j'espère que la conjoncture économique sera plus favorable.

M. Ritchie: Je voudrais vous interroger sur la recherche médicale. Avez-vous ici quelqu'un qui pourrait répondre à ces questions?

M. Schneider: Non, la recherche médicale relève du Conseil de la recherche médicale. Cela ne nous concerne donc pas.

M. Ritchie: A votre avis, y a-t-il un conflit entre les subventions accordées par le Conseil national des recherches et celles accordées par le Conseil du Canada pour la recherche scientifique?

M. Schneider: Non. En fait, nous sommes en contact très étroit avec le Conseil du Canada. Je dois dire qu'il existe un Comité de coordination tripartite. Il s'agit du Conseil du Canada, du Conseil de la recherche médicale et du Conseil national des recherches. Nous sommes donc en liaison très étroite et nous travaillons de concert sur ces problèmes communs.

Nous essayons de développer en collaboration avec le Conseil du Canada la recherche interdisciplinaire. Cela a ses problèmes; nous avons à résoudre des problèmes faisant appel à plusieurs disciplines et requérant l'aide d'ingénieurs, de physiciens, ainsi que d'économistes, de sociologues et ce n'est pas facile.

Tout d'abord, dans le milieu universitaire, c'est difficile car les structures mêmes de l'université divisées en départements hautement spécialisés freinent la mise en place de programmes pluridisciplinaires importants.

Nous estimons néanmoins que les conseils, grâce à leur programme de subventions, peuvent aider à encourager cela et nous essayons d'identifier les domaines où nous pouvons instaurer des programmes communs. Il en existe

[Text]

ly participate in supporting them. There are a number and also the Canada Council has some funds which were donated to them as bequests, which are earmarked for interdisciplinary research, particularly in the engineering and physical sciences. We are in the process of trying to develop some programs in this area.

Mr. Ritchie: That is all, Mr. Chairman. Thank you.

The Chairman: Mr. Gillespie.

• 2100

Mr. Gillespie: Thank you, Mr. Chairman. As I looked over the estimates of the National Research Council of Canada, it seemed to me that there might be difficulties for the lay reader when he examines the outline under "Program by Activities", this is on page 27-20. There are several different types of activities listed here. I wonder whether Dr. Schneider is happy with the classification of the activities so listed on this page, "Foundation Science" for instance, "Science Applied for Industrial Purposes" is the second category and there are a number of others listed there.

Dr. Schneider: My answer would have to be that I am not happy. I do not think it makes sufficiently visible some of these activities. One of the areas in which we are working is particularly concerned with the program in the laboratories. I would just like to read off some activities that I have jotted down and would like to see made visible.

I have this now in eight categories. The first one is called science applied to societal problems, now maybe you do not like this word societal, but it is more socially oriented, social benefit. Let me just run down some that I would put under this: public safety and security; protection of property—these are programs we now have under way—fire protection; buildings and forests; highway safety; aircraft safety; environmental problems, which include such things as noise, industrial accoustics and so on where we have a fair amount of work going on; radiation, particularly in radiation protection, radiation biology; snow, ice and permafrost; medical engineering; learning and instruction technology; and food technology. These are more socially oriented.

The second main category I would call science applied to construction in housing. This includes most of the activities of the Division of Building Research. The third one I would call science applied to industrial technology and here I have four subheadings: industrial manufacturing; chemical and biological processing; instrumentation, product and process control; and development of new technologies. The fourth main heading is science applied to transportation and here are a number of subheads: aeronautical research, which is mostly activities of the National Aeronautical Establishment; railways; shipping and hydraulics; air cushion vehicles.

The fifth main heading is standards and standardization research: development and monitoring of standards; calibrations; and here I would also include, the National Building Code, the National Fire Code and the scientific criteria of environmental quality which is also now being put together. The sixth main heading is basic science and exploratory research. The seventh is scientific and technological information. Finally, the eight is the associate

[Interpretation]

un certain nombre et, par ailleurs, le Conseil du Canada dispose de certains fonds qui lui sont légués et qui sont affectés à la recherche pluridisciplinaire notamment dans le domaine du génie et des sciences physiques. Nous sommes en train de développer certains programmes dans ce domaine.

M. Ritchie: C'est tout, monsieur le président. Je vous remercie.

Le président: Monsieur Gillespie.

M. Gillespie: Merci monsieur le président. En examinant les prévisions budgétaires du Conseil national des recherches du Canada, j'ai eu l'impression que le profane pourrait avoir certaines difficultés à comprendre ce que recouvre la rubrique «Programme par activités» qui se trouve à la page 27-21. Divers types d'activités sont énumérés. Je me demande si le docteur Schneider est satisfait de la classification des activités ainsi énumérées sur ces deux pages, telles que «science fondamentale», «science appliquée à l'industrie» et ainsi de suite.

M. Schneider: Ma réponse est non, je n'en suis pas satisfait. Je ne pense pas que cela fasse suffisamment ressortir certaines de nos activités notamment en ce qui concerne le programme des travaux de laboratoire. Je voudrais vous dire certaines activités que j'avais rassemblées.

Ici, j'ai huit catégories. La première s'appelle science appliquée aux problèmes de la société. Cela recouvre la sécurité publique; la protection de la propriété—ce sont des problèmes actuellement en cours—la prévention des incendies; la construction des forêts; la sécurité des routes; la sécurité aérienne; les problèmes de l'environnement qui englobent la lutte contre le bruit, l'acoustique industriel et bien du travail se fait dans ce domaine; la radiation particulièrement la protection contre la radiation, la biologie, plus au nombre de la radiation plus la neige, la glace et le pergél-sol; le génie médical; l'enseignement de la technologie; et la technique de l'alimentation. Ce sont donc des activités à caractère social.

J'ai appelé la deuxième catégorie: Sciences appliquées à la construction et au logement. Cela englobe la plupart des activités de la division de la recherche de la construction. La troisième catégorie s'appelle science appliquée à la technologie industrielle et j'ai ici quatre sous-titres: Fabrication industrielle; Traitement biologique et chimique; Instrumentation; contrôle des produits et de leur traitement; le développement de nouvelles techniques. La quatrième catégorie principale s'appelle: Sciences appliquées au transport et cela comporte un certain nombre de sous-titres: Recherche aéronautique qui relève surtout de l'Institut national d'aéronautique; les chemins de fer; la navigation et les usines hydrauliques; résidus sur coussins d'air.

La cinquième catégorie basée sur la recherche dans le domaine des normes et de la normalisation: développement des normes; calibration; et ici, j'inclurai le code national de la construction; le code national contre les incendies; les critères scientifiques de l'environnement. La sixième catégorie porte sur la recherche fondamentale et d'exploration. La septième catégorie englobe l'information scientifique et technologique. En fin, la huitième

[Texte]

committees, the programs undertaken by associate committees.

These I would regard as the main program or activity areas, which I think are much more explicit and makes more visible exactly what the program is. This, of course, just covers the laboratories area; it does not include the university support program or industrial research assistance.

Mr. Gillespie: This area that you have listed under these eight headings, would fit in under what items, the second item and the third item?

Dr. Schneider: Several are fairly clear, others are a composite that involves not only the in-house research programs but also industry, universities; for example, foundation science includes the whole university support program with the exception of scholarships and fellowships and includes some more basic research done in our laboratories. The second one, science applied for industrial purposes, includes several of the topics that I had mentioned here. Science applied for transportation is also one I had. Scientific and technological information is also one I had, and so on.

• 2105

Mr. Gillespie: Mr. Chairman, I think that listing that Dr. Schneider gave was a very helpful one in providing perspective on the very varied activities of the Council, particularly as he has indicated in the social benefit area. I found it difficult in looking down this list to get any real sense of what the National Research Council was directed towards, though I recognize that the form of these estimates is an improvement over the form of other years. It is a major effort to try to provide more information. Perhaps Dr. Schneider's remarks and my remarks on this point, if they carry the view of others here, might be noted in the preparation of the estimates next year.

I think one of the things that we all have difficulty with is the language because while we think of science as a very precise sort of activity, the terms that are applied to it, at least in this area, are very imprecise. We have difficulty when we think of research and development. This seems to be nicely self-contained, but recently it has been expanded to research and experimental development, which indicates another dimension. Scientific activity is not the same thing as R and D. Science and technology are frequently used interchangeably, and we see yet another dimension of this here in the preparation of the estimates when we see the word "engineering" introduced, and I wonder whether Dr. Schneider might like to comment on this. It has been suggested to me that the Senate Special Committee on Science Policy recognized the existence of engineering and then stepped away from it. I am not sure how many times it was mentioned in the Senate Committee, but I am told not very often.

I wonder whether in many instances engineering is not a more precise term than "technological resources", for instance. I am looking again under objectives on page 27-20. The objectives of the National Research Council, amongst other things:

...and to promote effective use of national scientific and technological resources for the social and economic advancement of Canada.

[Interprétation]

catégorie recouvre les comités associés, les programmes entrepris par ces comités.

Tels sont, à mon sens, les domaines d'activités et ils vous paraîtront ainsi beaucoup plus explicites, beaucoup plus visibles. Bien entendu, cela n'englobe que le domaine des laboratoires; à côté, il y a le programme d'aide aux universités et le programme d'aide à la recherche industrielle.

M. Gillespie: Ce domaine que vous avez divisé en huit catégories, sous quel poste entrerait-il? Le second et le troisième?

M. Schneider: Certains me semblent assez clairs; d'autres sont complexes et n'englobent pas seulement les programmes de recherches internes mais également l'industrie et les universités; par exemple, la science fondamentale et englobe tout le programme d'aide aux universités à l'exception des bourses et recouvre aussi partiellement la recherche fondamentale faite dans nos laboratoires. La seconde rubrique, à savoir sciences appliquées à l'industrie, englobe certains domaines que j'ai mentionnés ici. La science appliquée au transport en est un autre. L'information scientifique et technologique en est un autre.

M. Gillespie: Monsieur le président, la liste que M. Schneider nous a donnée est très utile et nous donne un bon aperçu des diverses activités du Conseil spécialement dans le domaine des avantages sociaux. En regardant ces prévisions budgétaires, j'ai trouvé difficile de comprendre dans quelle direction le Conseil national des recherches se dirigeait, bien que je reconnaisse que ces prévisions budgétaires sont mieux présentées que celles des années passées. C'est un effort majeur que d'essayer de fournir plus de renseignements. Peut-être qu'on pourrait tenir compte de mes remarques et de celles du docteur Schneider dans la préparation des prévisions budgétaires de l'an prochain.

Il me semble que la difficulté vient du langage parce que bien que nous songions à la science comme étant une activité très précise les termes que nous employons sont très imprécis. C'est difficile de traiter de recherches et de développements. Dernièrement on l'a étendue à la recherche et au développement expérimental ce qui indique une autre dimension. L'activité scientifique n'est pas la même chose que la recherche et le développement. La science et la technologie sont fréquemment employées d'une façon interchangeable et nous voyons encore une autre dimension dans la séparation des prévisions lorsque nous voyons le terme «ingénierie», je me demande si M. Schneider aurait quelques commentaires là-dessus. On m'informe que le comité sénatorial sur la science reconnaît l'existence de l'ingénierie et ensuite s'en est éloigné. Je ne sais pas combien de fois on en a parlé au comité sénatorial mais je suppose que ce n'est pas souvent.

Je me demande si le terme «ingenierie» n'est pas beaucoup plus précis que ressources technologiques. Aux pages 27-20 je regarde sous la rubrique objectif. Les objectifs du Conseil national de recherches en autre chose:

...en vue de l'utilisation rationnelle des ressources scientifiques et technologiques nationales pour assurer le progrès social et économique du Canada.

[Text]

I wonder whether, if that were to read "national scientific and engineering resources for the social and economic advancement of Canada", it would read any better. I would be interested in Dr. Schneider's comments.

Dr. Schneider: I think this is a constant problem with us. We always have the problem when we talk about engineering. The engineers want us always to say specifically if we say scientists. We must also say, "and engineers". They want to be separately identified. Then when you say scientific research and engineering, I say, is not engineering applied science? It also seems to imply that engineers are not scientists if you have to spell them out separately this way, and I am sure they would not accept this. I suspect this identification with engineering is much stronger in North America. I think the Europeans do not worry about this as much. They would be quite happy with using the term "applied science".

But engineering again covers such a broad spectrum all the way from R and D to what you might call engineering, design and planned engineering and these kinds of things, which perhaps are not really research. When you get into the biological and medical fields, there are a lot of activities which people would call technology but an engineer would necessarily regard as engineering. So there is this confusion in terms. I am not sure there is any one term which covers the whole situation. To some engineers, I think because we have professional societies in engineering and professional licensing bodies who have their own definitions of engineering, to try to fit this into the kind of context you were talking about is not going to be easy.

• 2110

Mr. Gillespie: Going on with another context then, under the "Sub-objectives" of this over-all heading of "Objectives" on page 27-20 the second "Sub-objective" reads:

To assist Canadian manufacturing, processing, construction and transportation industry by applying science...

...that is the phrase...

...applying science to the generation of new and improved processes, products, methods, systems and techniques.

When we are talking about applying science, are we not here really talking about engineering.

Dr. Schneider: Yes. Again, if you are going to make a distinction between applied science and engineering, then you have a problem. I do not make this distinction. If you are going to apply technology, let us say, and if technology is science based, and it is not necessarily so but usually it is, then really if you are using scientific principles I would say that you are applying science. Again, I think this is very difficult. The words that we now use are not that sharply defined that they will cover all situations.

[Interpretation]

Je me demande si on lisait plutôt «en vue de l'utilisation rationnelle des ressources scientifiques et d'ingénierie nationales pour assurer le progrès social et économique du Canada», si cela se lirait mieux ainsi. J'aimerais entendre les commentaires du docteur Schneider là-dessus.

M. Schneider: Cela est un de nos problèmes constants. C'est toujours un problème que de parler d'ingénierie. Les ingénieurs veulent que nous disons spécifiquement qu'il s'agit de scientifique, il nous faut toujours dire «et ingénieur». Ils veulent être identifiés séparément. Lorsque vous dites recherches scientifiques et ingénieries, est-ce que l'ingénierie n'est pas une science appliquée? Cela semble insinuer que les ingénieurs ne sont pas des hommes de sciences si nous les énumérons séparément de cette façon et je suis sûr qu'ils n'accepteraient pas cela. Je crois que cette identification avec l'ingénierie se fait beaucoup plus sentir en Amérique du Nord. Les Européens ne s'en préoccupent pas autant. Ils se contentent du terme science appliquée.

Mais l'ingénierie couvre un spectre si étendu entre recherche et développement et ce que vous pourriez appeler l'ingénierie, la conception, l'ingénierie planifiée et ces sortes de choses qui ne sont peut-être pas de vraies recherches. Lorsque vous considérez les domaines biologiques et médicaux il y a plusieurs activités que certaines gens appelleraient technologiques mais que les ingénieurs considéreraient comme ingénierie. Il y a donc une confusion de vocabulaire. Je ne suis pas certain qu'il y ait un mot pour exprimer l'ensemble. Je pense que pour certains ingénieurs, sans doute parce qu'il y a des sociétés professionnelles de génie et des sociétés professionnelles qui délivrent des permis qui ont leur propre définition du génie civil, il sera difficile de comprendre cela dans le genre de conjoncture dont vous parliez.

M. Gillespie: A propos d'un autre contexte sous les «sous-objectifs» des «objectifs» généraux de la page 27-20, le second, «sous-objectif» stipule:

Encourager les industries canadiennes de la production, de la transformation, de la construction et du transport par l'application des sciences...

...c'est la phrase...

...l'application des sciences à la création de procédés, produits, méthodes, techniques et systèmes nouveaux ou améliorés.

Lorsque nous parlons de l'application des sciences, nous ne parlons pas vraiment du génie.

M. Schneider: Oui. Là encore, si vous faites une distinction entre les sciences appliquées et le génie civil, vous vous heurtez à un problème. Je ne fais pas cette distinction. Si vous appliquez la technologie, disons, et si la technologie est fondée sur la science, et il n'en est pas toujours ainsi bien que ce soit généralement le cas, si réellement vous utilisez des principes scientifiques je dirais que vous appliquez la science. De nouveau, je pense que c'est très difficile. Les mots que nous utilisons actuellement ne sont pas définis avec assez de précision pour s'appliquer à toutes les situations.

[Texte]

Mr. Gillespie: What you are saying is that the process of defining a science is an art.

Dr. Schneider: I think you can get into a lot of arguments with people on these kind of definitions. An engineer will have his own definitions and we might think these could be something else.

Mr. Gillespie: Mr. Chairman, I do not want to get into a semantic or even a philosophical discussion about this matter at this point but I would like to move on to page 27-24 under the "Manpower" section. I think that Mr. Clermont raised some questions on this earlier this evening. In particular I would like to ask Dr. Schneider this question: Do the total man-hours authorized for 1971-72, which I understand to be 3,492, represent about the same level of activity as the previous year or two years, slightly less or slightly more?

Dr. Schneider: I would have to say that if we compare it with the previous year which was 3,500, there is a slight reduction. However, there has also been some shift in emphasis in our programs and with a fixed establishment, if you want to put more emphasis on one place you would have to steal it from another. One area we have been putting a great deal more emphasis on is the whole scientific and technological information area. We have had to put new bodies there. This means you have to steal them elsewhere and I am afraid the elsewhere was from the laboratories. So our research productivity, I am afraid, had to decrease.

There is also more and more our interaction with the outside, our dealings with industry, with other government departments, countless committees. It takes up a lot more manpower now. Again, to take care of this area, and we think this is very important, has meant a slight shift of personnel from the laboratories towards these activities. We have put more people into our program planning and analysis group, which also, we think, is a very important area that we have to develop. Again, this has meant stealing some people from the laboratories.

I am afraid over the past few years it is the laboratory staff, the research staff actually have taken the brunt of the decrease. To build up the other areas which we had regarded as priority areas and with essentially a fixed establishment, these are the consequences.

Mr. Gillespie: When you speak of your program planning and analysis are you really talking about your antenna?

Dr. Schneider: I suppose it is in a way an antenna. At the same time there are just so many programs that get thrown at them now, just problems to cope with and to...

• 2115

Mr. Gillespie: Essentially, are they described as a forward-thinking group? I will not use the word "think-tank" but is their primary concern that of trying to anticipate, in what might be described as an integrated way, directions for the NRC?

[Interprétation]

M. Gillespie: Vous dites que le processus de définition d'une science est un art.

M. Schneider: Je pense que sur ce genre de définition vous pouvez avoir des discussions sans fin. Un ingénieur peut avoir ses propres définitions et nous pouvons penser qu'elles devraient être différentes.

M. Gillespie: Monsieur le président, je ne veux pas me lancer dans une discussion sémantique ou même philosophique sur ce sujet, mais je voudrais me rapporter à la page 27-24, à l'article «main-d'œuvre». Je crois que M. Clermont a posé quelques questions sur ce point auparavant. En particulier, je voudrais poser à M. Schneider la question suivante: Est-ce que le total autorisé des années comme pour 1971-1972, qui est de 3,492, représente environ le même niveau d'activité que l'année précédente ou les deux années précédentes, légèrement moins ou légèrement plus?

M. Schneider: Je dirais que si nous le comparons au total de l'année précédente qui se montait à 3,500, il y a une légère diminution. Néanmoins, nous avons également accordé plus d'importance à certains domaines de nos programmes, et nous sommes donc obligés de prendre à l'un ce que nous donnons à l'autre. L'un des domaines auquel nous avons accordé bien plus d'importance est tout le domaine de diffusion d'information scientifique et technologique. Ceci signifie qu'il nous a fallu diminuer l'importance accordée à d'autres domaines, et je crains que l'autre domaine ait été celui des laboratoires. Je crains donc que notre productivité de recherches soit réduite.

Il y a également de plus en plus notre action avec l'extérieur, avec l'industrie, avec d'autres ministères gouvernementaux, et un grand nombre de comités. Nous devons actuellement y consacrer bien plus de main-d'œuvre. De nouveau, l'importance que nous avons accordée à ce domaine, que nous estimons nécessaire, nous oblige à prendre du personnel des laboratoires pour le diriger vers cette activités. Nous avons verser plus de gens à la planification des programmes et au groupe d'analyses, qui semble également un domaine important que nous devons développer. Là encore, ceci a entraîné la réduction du nombre de gens des laboratoires.

Je crois que depuis les dernières années ce sont les laboratoires, le personnel des recherches qui a supporté le poids de cette réduction. Ce sont là les conséquences de l'expansion de nouveaux domaines que nous considérons comme prioritaires lorsque l'on ne dispose que d'un budget fixe.

M. Gillespie: Lorsque vous parlez de votre planification de programmes et d'analyses, parlez-vous en réalité de votre antenne?

M. Schneider: Je suppose que c'est une antenne d'une certaine façon. En même temps, on leur soumet tellement de programmes, de problèmes qu'ils peuvent résoudre et...

M. Gillespie: S'agit-il essentiellement d'un groupe de conception d'avant-garde? Je n'emploierai pas le «réserve de conceptions», mais est-ce leur première préoccupation d'essayer de voir, ce qu'on pourrait appeler une voie intégrée, des instructions pour le CNR?

[Text]

Dr. Schneider: This was to be one of their main activities. We had hoped to build this group up even larger but the problem is as I say, they are just so bogged down with immediate problems which are thrown at them which require studies made, some planning and some analysis that I am afraid they have not gotten too far in the think-tank where people can sit back in the corner and look into the future. We have not been able to do a great deal of this but I hope we can scrounge some more bodies elsewhere to do more of it because I agree, this is a very important area.

Mr. Gillespie: It is becoming increasingly the subject of articles and books, and speculation, I suppose.

Dr. Schneider: Right.

Mr. Gillespie: Mr. Chairman, may I turn to one other item in this area.

Reference has been made to the information services provided by NRC, in particular to the information exchange system. Dr. Schneider touched on that. I wonder whether he could tell us something about the information services which are provided to Canadian scientists and interested groups using what might be described, I suppose, as sensing techniques. If I understand it correctly, there is an activity where people are reading scientific journals and so forth using key words, storing them in computers and providing a service to various groups around key words.

I wonder whether you could expand on this, not just in terms of the Canadian content but in terms of what might be described as the international access to scientific information.

Dr. Schneider: Yes. The international pool of scientific information is a very vast one. Our own contribution is really a small fraction of this but it is absolutely essential that this pool of knowledge be made available to those who can make use of it.

It is precisely this which is a main program which we call STI, scientific and technical information, which has a number of aspects to it. The main resource base is our National Science Library which is probably one of the best scientific libraries in the world.

The main problem is that it is of no use if you just store this information and it sits there; you have to get it out to people, to the potential users. We are putting a great deal of effort in trying to set up systems of dissemination of this information. This has a number of aspects, one that you refer to which is the computerized aspect and a program we call selective dissemination of information.

It works in the following way and here we do get some help from other countries where a lot of this is already coded and put on tapes. A researcher or anyone who has specific information interests can give us what we call a profile. He indicates those areas in which he wants information. This is all based on key words. This profile is then put into the computer and it is matched up with the data base, the information base, and the computer will pour out all those references, a bibliography of all the articles which have information on these particular topics. This is going on; we have a lot of people right across the country now who are subscribing to this. This will be greatly expanded.

[Interpretation]

M. Schneider: Il s'agissait de l'un de leurs principes de leur activité. Nous avions espéré agrandir le groupe mais le problème réside dans le fait qu'ils sont tellement pris par les problèmes présents qui leur sont soumis et qui leur demandent beaucoup d'études et beaucoup d'analyses que j'ai peur qu'ils n'ont pas pu prévoir beaucoup. Nous n'avons pas pu prévoir de nouvelles conceptions mais nous espérons trouver des organismes ailleurs qui pourront le faire car je suis d'accord qu'il s'agit d'un domaine très important.

M. Gillespie: Cela fait l'objet de plus en plus d'articles et de publications et de spéculations, je suppose.

M. Schneider: C'est exact.

M. Gillespie: Monsieur le président, j'aimerais soulever un autre point concernant ce sujet.

On a parlé des services de renseignements fournis par le CNR, en particulier du système d'échange de renseignements. M. Schneider en a parlé. Pourrait-il nous parler de services de renseignements qui sont fournis aux scientifiques canadiens et aux groupes intéressés qui emploient ce que nous pourrions appeler les techniques de perception. Si je comprends bien, il y a un service dont les employés lisent les revues scientifiques et se servent des mots-clés, les compilent dans un ordinateur, et assurent un service aux différents groupes se servant des mots-clés.

Pourriez-vous nous parler non pas simplement de l'information canadienne, mais de l'accès de tous aux renseignements scientifiques.

M. Schneider: Le service international de renseignements scientifiques est très vaste. Notre apport est minime, mais il est essentiel que toutes les connaissances soient à la portée de ceux qui peuvent s'en servir.

Il s'agit d'un important programme que l'on appelle le RST, renseignements scientifiques et techniques, qui comprend plusieurs facettes. Notre instrument de base est la bibliothèque nationale des sciences qui est peut-être la meilleure bibliothèque scientifique au monde.

Le problème principal réside dans le fait qu'il ne donne rien de simplement compiler les renseignements et de les laisser là, il faut les sortir et les distribuer aux usagers. Nous faisons de grands efforts pour essayer d'établir le système de propagation de ces renseignements. L'un des aspects principaux est celui de la compilation par ordinateur. Il y a aussi un programme que nous appelons la propagation choisie des renseignements.

La façon de procéder est la suivante et nous n'obtenons pas d'aide d'autres pays où beaucoup de renseignements sont déjà enregistrés et codifiés. Un chercheur ou toute personne qui le désire peut nous donner ce que nous appelons une esquisse. Il nous dit dans quel domaine il désire des renseignements. Les mots-clés sont à la base de cette information. Cette esquisse est alors placée dans l'ordinateur et elle est placée face aux données et aux renseignements et l'ordinateur pourra retirer toutes les références, une bibliographie de tous les articles qui donnent ces renseignements concernant ce sujet particulier. Ce système fonctionne déjà. Il y a beaucoup de personnes à travers tout le pays qui participent et on prévoit beaucoup d'améliorations.

[Texte]

Another area I might mention, one we are developing now, which we have taken as the first area to develop, is in connection with developing scientific criteria for environmental quality. We are also setting up a national reference documentation centre in the whole area of pollution. This is done using natural language, putting it into a computer memory and you can, again based on key words, if you want information on any topic, simply address the system and out comes a whole series of references on a screen. From then on you can go further, you can get other references cited in the articles that you have pulled out, so you can build up a whole data basis. This is now partially developed and we hope that within a year it will be completely operational, and anybody that has a computer terminal and can rent communication lines will ultimately also be able to tap into this system and address this system.

Mr. Gillespie: Is this related, Dr. Schneider, to the article here under capital projects for the National Science Library?

Dr. Schneider: No, it is not in the capital project. I in a number of projects that we have under scientific and technical information. This is part of the program of systems developed there. As I say, at the moment it is a matter of building up this data base. This is now being fed in. This will ultimately require a fair amount of computer storage and of course the costs of this are going to be built up.

Beyond this what we are attempting to develop is a national system, a national network for information. You can have these computer data bases almost anywhere in the country. They could be at another library. As long as they are interconnected and have a common language you can pull this information out from wherever it is. It does not all have to be at the National Science Library. Data bases have already been built up elsewhere in the country and we hope that the whole system will be one national network which could be addressed by a user anywhere in the country and hopefully also ultimately addressed in either of our two languages, so that if a man wants specific information he can address the system through a computer terminal and get the information back. If he wants hard copy that may take a little longer but at least he can get the references, the bibliographies, immediately.

Mr. Gillespie: Would you have a hook-up outside the country as well as within the country?

Dr. Schneider: That is not envisaged at this stage but certainly being next door to the United States I think the possibilities are there. As you know, there certainly are plans for having a national sort of utility, a telecommunications systems with computers, so that we would envisage a number of nodal points at various places in the country where this system can be addressed and where there are data banks, and also of course there is our National Science Library as a referral centre.

[Interprétation]

Nous travaillons actuellement dans un autre domaine de relire à la qualité du milieu. Nous sommes en train d'établir un centre national de documentation concernant tout le domaine de la pollution. Nous employons un langage courant faisant appel à la mémoire de l'ordinateur et à l'aide des mots-clés, vous pouvez avoir des renseignements concernant tout sujet. Vous faites appel au système et vous avez alors une liste complète des volumes de références qui apparaissent sur un écran. A partir de là vous pouvez continuer, vous pouvez obtenir les autres références citées dans les articles que vous avez retirés, et ainsi vous pouvez établir des bases entières de renseignements. A l'heure actuelle c'est en partie c'est et nous espérons que dans un an cela sera entièrement opérationnel, et tous ceux qui auront un terminal d'ordinateurs et qui pourra louer des lignes de communication pourra en fin de compte aussi pouvoir entrer dans le système et en profiter.

M. Gillespie: Est-ce que ça a trait, monsieur le docteur Schneider, à l'article ci-dessous en vertu des projets globaux pour la Bibliothèque nationale des sciences?

M. Schneider: Non, ce n'est pas compris dans le projet global. Cela fait partie d'un nombre de projets que nous avons dans le domaine de l'information technique et scientifique. Ça fait partie du programme du développement des systèmes. Comme je l'ai dit, pour le moment c'est un problème d'installation de bases, de renseignements. En ce moment, nous sommes en train de le nourrir. Cela nécessitera en fin de compte un bon nombre de stocks d'ordinateurs et bien entendu les prix de cela vont être établis.

Au-delà, ce que nous essayons de faire c'est de développer un système national un réseau national d'information. Vous pourrez avoir ces bases d'information d'ordinateurs presque partout dans le pays. Ils pourraient être dans une autre bibliothèque. Étant donné qu'ils sont interconnectés et ont un langage commun vous pouvez obtenir cette information où qu'il soit. Il ne doit pas du tout être à la Bibliothèque nationale de sciences. Des bases d'information ont déjà été établies ailleurs dans le pays et nous espérons que tout le système sera un réseau national qui pourrait être questionné par un utilisateur n'importe où dans le pays, et nous espérons aussi en fin de compte questionner dans l'une des deux langues, de manière que si quelqu'un désire une information particulière puisse interroger le système par intermédiaire d'un ordinateur terminal et recevoir cette information. S'il veut un renseignement difficile cela pourrait prendre un peu plus de temps mais au moins il pourrait avoir les références, les bibliographies, immédiatement.

M. Gillespie: Aurez-vous des combinaisons hors du pays et à l'intérieur?

M. Schneider: Au stade actuel nous ne l'envisageons pas, mais certainement étant voisins des États-Unis je pense que c'est possible. Comme vous le savez, il y a certainement des plans pour que cela rendre service sur le plan national, les systèmes de télécommunication par ordinateurs, de manière que nous puissions envisager beaucoup de points nodaux à divers endroits du pays où le système pourrait être interrogé et où il y a des banques d'information et aussi, bien entendu, il y a notre

[Text]

The Chairman: Maybe you would like a second turn.

Mr. Gillespie: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Just to follow this line of thinking a bit, what would be the cost, for example, to a manufacturer dealing with a particular small section of the electronics field who lives in Montreal—for argument's sake what would be the cost or the surcharge to him or on what basis is cost made? Would it be very expensive?

Dr. Schneider: We are still feeling our way on this. On the program I mentioned, the selective dissemination of information, the subscriber gives us a profile which he incidentally pays \$100 per year for and he gets a list each month. This only gives him the bibliography, the list of articles and where to find them, it does not provide him with the hard copy. We do not yet know whether this is an appropriate kind of charge or not—it is still on an experimental basis and I am sure that it is not an economic cost, that the real economic costs are greater—but I think it gives you some idea.

Where you gain tremendously is by the international pooling of this information, and if our international systems are compatible we can exchange tapes. We are now getting tapes from the United States, from the American Chemical Society, for example, and the Medlars, which covers the medical field, and we get tapes from the National Medical Library in Washington. This way we can reduce the cost.

I might also mention that there is to be an international meeting in October of UNESCO and ICSU—ICSU is the International Council of Scientific Unions—getting together jointly at a meeting in Paris to discuss this information problem and how there can be international co-operation, and so on.

• 2125

Mr. Thomson: In effect, part of the cost would be dependent on the volume of users, would it not? If it were not used the cost is going to be higher per person or per company, as the case may be.

Dr. Schneider: That is right, and this is where you see, since we are now starting to use computerized systems, as these build up we can also do retrospective searches. That is to say, we can go back in the literature. Most of these tapes as they come usually cover the current year. As these build up in time you will then be able to search further back. It probably would not pay to go right back, say 20 years back, to try to encode all of this on tape or disc or something like that; it would just be too costly. So I think this is one way we can build up this data base over the years, and maybe 20 years from now one will rarely ever want to go back more than 20 years into the literature, at least not in science.

[Interpretation]

Bibliothèque scientifique nationale qui serait le centre de références.

Le président: Peut-être désirez-vous vous inscrire pour un second tour.

M. Gillespie: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: Simplement pour suivre cette ligne de pensée, quel en serait le coût, par exemple pour un industriel qui traite d'une petite partie du domaine électronique qui vit à Montréal, quel serait le prix ou sur quoi fondera-t-on le prix qu'il aura à payer? Est-ce que cela sera-t-il très cher?

M. Schneider: Nous sommes toujours en train d'étudier le problème. En ce qui concerne le programme que j'ai mentionné, la dissémination sélective de l'information, le souscripteur nous fournit ses besoins qu'il paie à peu près \$100 par an et tous les mois il reçoit une liste. Cela ne lui donne qu'une bibliographie, une liste des articles et où les trouver mais il n'obtient pas la copie véritable. Nous ne savons pas encore si ce taux est suffisant ou non, nous en sommes encore à l'expérimental; je suis sûr que ce taux n'est économique, car les frais véritables sont beaucoup plus élevés mais je crois que cela vous donne une idée.

La centralisation internationale de ces renseignements constitue un avantage énorme et si nos systèmes internationaux sont compatibles, nous pouvons échanger des rubans. Nous en obtenons à l'heure actuelle des États-Unis, de l'*American Chemical Society* par exemple et de MEDLARS dans le domaine médical, et nous obtenons aussi des rubans de la *National Medical Library* à Washington. Voilà un des moyens de réduire nos coûts.

Je devrais aussi mentionner qu'il doit y avoir en octobre une réunion internationale de l'UNESCO et du CIUS, Conseil international des unions scientifiques; ces organismes se réuniront à Paris pour étudier ces problèmes d'information ainsi que la possibilité d'une coopération internationale.

M. Thomson: En effet, une fraction du coût dépendrait du nombre des usagers n'est-ce pas? S'ils ne sont pas utilisés le coût sera plus élevé par personne ou par société selon le cas.

M. Schneider: C'est juste, et c'est ainsi, puisque nous commençons maintenant à utiliser les ordinateurs, nous pouvons aussi commencer à nous lancer dans des recherches rétrospectives. Ce que je veux dire, c'est que nous pouvons retourner en arrière dans la documentation. La plupart de ces rubans se rapportent, en général, à l'année en cours. Avec leur accumulation à la longue il vous est alors possible de revenir en arrière pour vos recherches. Il serait sans doute inutile de revenir disons 20 ans en arrière pour essayer de tout enregistrer sur des rubans, des disques ou tout autre chose semblable. Ce serait tout simplement trop coûteux. C'est pourquoi je crois que c'est une manière d'accumuler ces données tout au long des années et peut être dans 20 ans d'ici il sera très rare que quelqu'un veuille revenir plus de 20 années en arrière pour consulter la documentation et certainement pas dans le domaine scientifique.

[Texte]

Mr. Thomson: Mr. Drury suggested that the Russians had some sort of central data bank. Is this true of the United States? Have they developed this as well?

Dr. Schneider: Theirs is not centralized, there are a number of data banks springing up and unfortunately they are not all compatible. In other words, the computer language as used is not compatible, so the systems cannot talk to each other, but hopefully this will ultimately get worked out. For example, there are Medlars tapes which covers the whole medical field, it is pretty large, and we are not duplicating this in Canada. We have made arrangements with the National Medical Library to get their tapes so we can disseminate the information, using these tapes to supply all Canadian users.

Mr. Thomson: Just to shift the topic a little bit, we had, and I use this as an example, the communications people or Mr. Kieran's department, if you will, accept a bid from an American firm on a satellite rather than a Canadian one. Do you think the reasoning here was that our scientific research in this area was not adequate.

Dr. Schneider: I think you have raised a very important point here and it is one that I personally feel very strongly on. I think we have to make up our minds if we want to develop industry and technology in Canada we have to be prepared to invest in Canada. Maybe that was not the best example, because, if you go into that kind of area—you might say these big projects where usually national interests arise in a big way or there is a flag attached to it that do not—it would be very difficult for Canada to develop that kind of sophisticated technology and expect to sell it abroad. We are seeing this in the nuclear power program, because the bigger countries if they want it badly enough will always outbid us, to do it on an economic basis. Perhaps that is not a good example, but I am sure there are many other examples.

Mr. Thomson: Would you use an example then which would express the same thing. I used it only because it was obvious, I think.

Dr. Schneider: Let me just give you a hypothetical example. Suppose the federal government needs some installation which requires fairly sophisticated technology. Let us say we need highly automated mail sorting devices in our post offices. Let us say Air Canada needs a very sophisticated kind of computerized system for their reservations, and I think this was an actual example. When we have the companies in Canada that have the capability to do it, maybe it might cost us a bit more initially but in the long run we would still gain a great deal to build up this capability in Canada.

Of course, we are trying to promote technology and development in Canadian industry. Where the federal government or any of its agencies has the possibility through their own needs to procure sophisticated equipment why do we not invest in Canada to help build up

[Interprétation]

M. Thomson: M. Drury a dit que les Russes avaient une sorte de banque centrale des données. Est-ce la même chose aussi pour les États-Unis? Ont-il fait la même chose?

M. Schneider: Les leurs ne sont pas centralisées, il y a un certain nombre de banques des données qui surgissent un peu partout et malheureusement elles ne sont pas toutes compatibles. En d'autres termes, le langage d'ordinateur utilisé n'est pas compatible, aussi il est impossible de faire correspondre les divers systèmes entre eux, toutefois à la longue nous espérons que ce problème pourra être réglé. Par exemple il y a des rubans «MED-LARS» qui couvrent tout le champ médical, un champ plutôt vaste, et au Canada nous n'en avons pas la contrepartie. Nous avons pris des dispositions avec la bibliothèque médicale nationale pour obtenir leurs rubans afin de pouvoir disséminer ces renseignements, en nous servant de ces rubans à tous les usagers canadiens.

M. Thomson: Pour changer quelque peu de sujet, nous avons, et je dis cela à titre d'exemple, forcé le ministère des Communications, celui de M. Kierans d'accepter une offre d'une société américaine plutôt que canadienne pour la fourniture d'un satellite. Pensez-vous que le raisonnement ici est que notre recherche scientifique dans ce domaine n'était pas adéquate?

M. Schneider: Je crois que vous avez soulevé un point très important et c'est un domaine qui me tient vraiment à cœur. Je crois qu'il nous faut nous décider si nous voulons développer l'industrie et la technologie au Canada, nous devons être prêts à investir au Canada. Ce n'était peut-être pas le meilleur exemple, car, si vous allez dans cette sorte de chose, vous pourriez dire que ces vastes projets sont généralement des projets d'intérêt national, il s'y attache un intérêt national qui ne, il serait très difficile pour le Canada de développer ce genre de technologie avancée et de s'attendre à le vendre à l'étranger. C'est ce qui se passe dans le programme d'énergie nucléaire, car, si les pays plus puissants en ont suffisamment envie, ils nous dépasseront toujours dans sa production sur une base économique. Peut-être ce n'est pas non plus un bon exemple, mais il y a d'autres exemples j'en suis sûr.

M. Thomson: Pourriez-vous vous servir d'un exemple alors qui pourrait exprimer la même chose. Je ne m'en suis servi que parce que cela me semblait évident à mon avis.

M. Schneider: Je voudrais juste vous donner un exemple hypothétique. Supposons que le gouvernement fédéral ait besoin d'une installation quelconque qui nécessite une technologie assez avancée. Disons par exemple qu'il nous faut des machines largement automatisées pour le trait du courrier dans nos bureaux de poste. Disons que le Canada a besoin d'un système très moderne d'ordinateurs pour leurs réservations, je crois que c'est un exemple concret. Au Canada, nous avons des sociétés qui sont en mesure de répondre à ce besoin, cela nous coûtera peut-être un peu plus au début, mais à la longue nous gagnerons énormément à disposer de ces moyens ici au Canada.

Évidemment, nous essayons d'encourager la technologie et le développement de l'industrie canadienne. Lorsque le gouvernement fédéral ou l'un de ses organismes a la possibilité pour répondre à leur propres besoins de four-

[Text]

the Canadian capability, because this can then spin off a great deal of other activities to the economic benefit of Canada. As long as we are going to buy American, let us face it, we will never build up this capability in Canada.

Mr. Thomson: All right, you are talking my language. This is some of what I was getting at before when I raised the questions. For example, I have suggested that we should study the areas where logically we could expect to be equal or even better. I have suggested, for example, since we have a cold climate we should deal in this area. I am thinking of the frost foam, for example, which was developed here. We should make some determination of where these are and do some applied research in a practical sense and make sure that at least in some areas we can supply our own and do it well enough so that we can sell to other nations as well.

• 2130

Dr. Ritchie's question regarding Ph.D.s would sort of automatically follow itself. When you get volume in any business or industry you are now hiring a lot of people. You can afford to do more research and get better in that line as well. We are talking the same language; as the computer would say, we recognize the symbols.

Dr. Schneider: I think it relates to your earlier question identifying these areas, but also anything we can do through the normal course of government procurement, not only government departments but also Crown companies, agencies and so on. We can do a great deal to help develop Canadian industry, and of course, having developed this capability, we are then in a much stronger position to compete abroad. We just have to do this and if we are going to insist on taking the lowest bidder each time, I think the bigger countries, particularly if they want it badly, will always underbid us, or if they have already themselves developed a technology, they can of course dump that technology in Canada.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I finally got my point through and he has got his point through. I am quite happy to quit here.

The Chairman: I am happy to see that you are happy. Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, pour poursuivre dans la même voie que M. Thomson au sujet de la recherche au Canada, moi aussi, je serais très content que de telles recherches soient faites pour en faire bénéficier l'industrie canadienne. M. Schneider a dit que dans certains cas, le coût pourrait être un peu plus élevé, est-ce qu'il pourrait dire ce qu'il entend par un peu plus élevé, parce que, selon certains renseignements, les États-Unis dépensent plus que tous les autres pays du monde ensemble pour la recherche. Alors, j'aimerais que M. Schneider précise un peu plus. Il a ajouté que même si, lorsqu'on fait des appels d'offres, la soumission d'une compagnie

[Interpretation]

nir un équipement élaboré pourquoi ne pas investir au Canada pour aider à établir une capacité canadienne, parce que cela pourrait entraîner alors de nombreuses autres activités tout à l'avantage économique du Canada. Tant que nous achèterons américain, il faut le réaliser, nous ne serons jamais en mesure de construire cette capacité au Canada.

M. Thomson: Enfin, vous parlez selon mon cœur. C'était à cela que je voulais en venir avant de poser mes questions. Ainsi, j'ai proposé que l'on étudie les domaines où logiquement nous pourrions espérer être égaux ou même meilleurs. J'ai proposé, par exemple puisque nous avons un climat froid de faire quelque chose dans ce domaine. Je pense à l'isolant de fibre de verre par exemple qui a été conçu ici. Nous devrions déterminer où ceux-ci en sont et faire de la recherche appliquée d'une manière pratique et nous assurer que au moins dans certains secteurs nous pouvons fournir notre propre isolant et le faire assez bien pour que nous puissions le vendre aux autres nations également.

La question de M. Ritchie concernant les doctorats suivra pour ainsi dire automatiquement. Quand on obtient un volume dans une affaire ou dans une industrie, on doit employer beaucoup de monde. On peut alors faire davantage de recherches et progresser mieux dans cette ligne. Nous employons le même langage; comme l'ordinateur le dirait, nous reconnaissons les symboles.

M. Schneider: Je pense que cela se rapporte à votre question précédente qui identifiait ces secteurs, mais aussi tout ce que nous pouvons faire par le moyen normal des services de fournitures gouvernementaux, non seulement les ministères du gouvernement mais également les sociétés de la Couronne, les agences, etc. Nous pouvons faire beaucoup pour aider le développement de l'industrie canadienne et bien entendu, ayant mis au point cette possibilité, nous serons alors dans une position beaucoup plus forte pour faire de la concurrence à l'étranger. Nous devons faire ceci et si nous insistons pour prendre celui qui fait la plus basse offre chaque fois, je pense que les grandes nations, particulièrement, si elles le veulent véritablement, pourront faire une offre encore plus basse, ou si elles ont déjà mises au point une technique, elles pourront naturellement faire du dumping qui concerne cette technique au Canada.

M. Thomson: Monsieur le président, j'ai exposé mon point de vue complètement et il a exposé le sien complètement. Je suis très heureux de quitter là-dessus.

Le président: Je suis heureux de voir que vous êtes heureux. Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, in order to continue in the same line as Mr. Thompson regarding the research in Canada, I too would be very happy that such research be made in order to let the Canadian industry benefit by. Mr. Schneider said that in certain cases, the cost could be slightly higher could he say what he means by slightly higher, since, according certain information, the United States spent more money than all the other countries in the world put together for research. Then, I would like that Mr. Schneider be more precise. He added that even if when tenders are made the bid by Canadian company is higher, it should be accepted rather than the aforeforeign

[Texte]

canadienne est plus élevée, on devrait accepter sa soumission plutôt que celle d'un concurrent étranger. Je n'ai pas d'objection en autant que, dans chaque cas où le gouvernement refuse la plus basse soumission venant de l'extérieur, M. Schneider ou un groupe de canadiens explique à la population pourquoi le surplus de coût. De plus, quelle est l'expérience des autres pays, comme les pays du Marché commun face à la concurrence du géant américain? Quelles sont les possibilités de la Communauté de faire concurrence aux États-Unis sur le plan de la recherche, parce qu'enfin, la Communauté européenne représente environ 250 à 300 millions de personnes, avec ceux qui veulent se joindre à cette Communauté. Alors si la Communauté européenne a un succès mitigé face à la concurrence américaine, je me demande quelles sont nos possibilités; et j'espère qu'il y en a parce que je suis aussi nationaliste que mon voisin, mais avec des limites du côté de certains coûts.

Dr. Schneider: I will try to answer your first question, try to qualify it perhaps a bit more. If we had these contracts let in Canada, supplied from Canada, the cost might be a bit higher. It is not necessarily so but in many cases it may be so because if there is a need to develop additional technology which does not now exist in Canada—it may already exist in the United States—we will have to invest this in the development.

Of course once it is developed that capability will be there. If it has already been developed in the United States, they can underbid this. They do not have to write off their development costs. They can dump that technology in Canada and abroad—other countries as well.

• 2135

And we had to start somewhere. As I say, in many places it would probably be true that they would have to invest some money in development in order to produce a particular kind of equipment or hardware or whatever it is that is needed. I think in many cases it would require an additional investment for that development. But for that development, if it has to be explained to the Canadian people, we would hope that having invested in this company is now going to create more jobs, is going to be able to get export contracts and there will be economic benefits which the government can tax.

So far as the European countries are concerned, I think you have seen in the last six years or so that European countries have become much more aggressive to be able to compete in the industrial technology and in some cases fairly sophisticated technology, in fact to the point now where the United States is getting worried about falling behind. Of course, there are some large areas where they still have a virtual monopoly but there are many other areas where the European countries, particularly Germany, France, Britain and so on are coming up fast. The big advantage the United States has is a huge domestic market and having this kind of base and having developed a technology if they can sell it abroad they are at a very bit big advantage.

It is precisely this kind of thing the European countries are trying to get together and to be able to compete with this. It is going to be difficult in some areas such as space research and maybe power reactors and so on, but in many areas of high technology I think we will see the European countries come up very fast, particularly Ger-

[Interprétation]

bid. I have no objection to that as far as, in each case where the government refuses the lowest bid coming from outside, Mr. Schneider or a group of Canadians explains to the population the reasons of the surplus in cost. On the other hand, what is the experience of other countries, as the common market countries in front of the competition of the American giant? Which are the possibilities of the community to compete with the United States in research since the European community represents approximately 250 to 300 millions people, with those who want to join this community. Then, if the European community has a mitigated success in front of the American competition, I am wondering what are our possibilities; and I hope that there are some because I am not as a nationalist as my neighbor, but with limits from the side of certain costs.

M. Schneider: Je vais essayer de répondre à votre première question, et d'essayer de la préciser peut-être davantage. Si nous laissons ces contrats au Canada fournis par le Canada, le coût pourrait être un peu plus élevé. Cela n'est pas nécessairement le cas mais dans de nombreux cas cela peut être ainsi parce que s'il y a besoin de mettre au point une technique supplémentaire qui n'existe pas maintenant au Canada—il peut déjà exister aux États-Unis—nous devons investir ceci dans la mise au point.

Naturellement, une fois que ceci a été mis au point, cette possibilité existera. Si ceci a déjà été mis au point aux États-Unis, ils peuvent faire des soumissions qui soient moins élevées. Ils n'ont pas à amortir leurs frais de développement. Ils peuvent lancer cette technologie par cette méthode du dumping au Canada et à l'étranger—dans d'autres pays également. Il nous fallait commencer quelque part. Dans bien des endroits il serait probablement vrai de dire qu'ils auraient à investir quelque argent pour le développement afin de produire un genre spécial d'équipement ou quoi que ce soit—dont on a besoin. Je crois que dans la plupart des cas il faudrait un investissement additionnel pour ce développement. Mais pour le genre de développement dont nous parlons, s'il faut l'expliquer au peuple canadien, nous espérons qu'à la suite de ces investissements cette société pourra créer de l'emploi et pourra obtenir des contrats d'exportation et fera des profits imposables.

Pour ce qui est des pays européens, je crois que vous vous êtes rendu compte que, au cours des six dernières années, ils ont montré qu'ils désiraient concurrencer dans le domaine de la technique industrielle; ils en sont arrivés à un point où les États-Unis ont peur de perdre la première place. Bien sûr, les Américains ont encore le monopole dans bien des domaines, mais les pays européens, surtout l'Allemagne, la France, et l'Angleterre emboîtent le pas. Les États-Unis ont l'avantage d'avoir un important marché national et, grâce à ce dernier et au développement d'une technologie, s'ils peuvent vendre à l'étranger ils ont l'avantage.

C'est ce que les pays européens tentent de faire afin de pouvoir concurrencer. La chose leur sera difficile surtout dans des domaines comme la recherche spatiale et les réacteurs, mais dans bien des domaines de la technologie

[Text]

many. Of course, Japan is also going to provide a lot of competition.

M. Clermont: Monsieur le président, je remercie M. Schneider de ces renseignements. Avec les renseignements qu'il vient de fournir au Comité, je me demande ce que sera la position du Canada entre ces deux géants? Vous avez mentionné, monsieur Schneider qu'un des avantages des Américains, c'est le grand marché national. Je crois que la Communauté économique européenne connaîtra le même avantage, mais présentement, le Canada a une population d'environ 21 millions d'habitants. Nous sommes donc encore loin des deux géants. Je n'y verrais pas d'objection, monsieur le président, même si certaines recherches ou certains projets coûtent plus chers s'ils sont préparés par l'industrie canadienne. Je sais très bien que cela va créer de nouveaux emplois, mais de nouveau, je crains qu'il ne soit pas très facile pour le Canada de poursuivre à fond ses recherches entre les deux géants. Vous semblez très confiants, M. Schneider. Il me fait plaisir de partager votre confiance et j'espère que lorsque vous adressez la parole à différents groupes, vous mettrez ce point de l'avant.

Dans un autre secteur, monsieur le président, je remarque au crédit 15, à page 27-19 de la version française, «Conseil national des recherches du Canada, Dépenses de fonctionnement y compris l'autorisation des dépenses des revenus propres au Conseil». Les revenus propres au Conseil seraient-ils entre autres les revenus provenant des services que votre Conseil offre ou donne à d'autres ministères comme vous l'avez mentionné dans une de vos réponses à M. Ritchie, entre autres les services que votre Conseil offre et donne à la voie maritime du St-Laurent, au ministère des Transports ou à d'autres ministères. Je vois à la page 27—20 de la version anglaise la somme de 9 millions 87,000 dollars en revenus...

That \$9.087 million of revenue. What are the sources of that revenue?

Dr. Schneider: A large part comes, for example, from the wind tunnels. We have three wind tunnels that do a lot of work for industries. It comes from publications. We have quite a number of scientific publications. We have nine journals of research we publish, and we have the subscription revenue from these and so on. It comes also from a large number of analyses that are done in the laboratories, calibration standards and so on. This is for services that were done for industry or Crown companies or other agencies.

M. Clermont: Ma dernière question est plutôt une remarque, monsieur le président. Je vois à la page 27-20 de la version anglaise, à ajouter: «Services fournis par d'autres ministères, \$7,851,000» et plus bas, «Locaux fournis par le Conseil». Si le Conseil fournit des locaux, comment peut-il avoir un coût. Il doit y avoir erreur dans la description.

Dr. Schneider: Would you like to explain that Dr. Osberg.

Ce sont des changements très récents.

[Interpretation]

je crois que les pays européens feront beaucoup de progrès, surtout l'Allemagne. Bien sûr, le Japon sera aussi un concurrent de taille.

Mr. Clermont: Mister Chairman, I wish to thank Mr. Schneider. Now that he has given information to the Committee, I wonder what will be the position of Canada between these two giants? You have said, Mr. Schneider, that one of the advantage of the americans was the big domestic market. I think that the CEC will have the same advantage, that presently Canada has the population of about 21 million people. We are still very far from these two giants. I would see no objection to see some research of project being done by Canadian industry even if it costs more. I know it would provide new employments, but I am afraid that it will not be easy for Canada to follow these researches between the two giants. You seem very confident, Mr. Schneider. I think that is the way it should be and I hope when you talk to different groups you insist on that point.

In an other area, Mr. Chairman, I see Vote 15 page 27-18: "National Research Council of Canada—operating expenditure including authority which spend revenue received by the Council through the conduct of his operation". Would revenue received by the Council be, among other things revenue coming from services that your Council office or give to all the departments like you have mentioned in one or your answers to Mr. Ritchie. I see at page 27-20 of the English text the amount of 9 million 87,000 dollars in income...

C'est 9.087 millions de dollars de revenu. Quelles sont les sources de ce revenu?

M. Schneider: Une grande partie provient, par exemple, du tunnel aérodynamique. Nous avons trois tunnels aérodynamiques qui font beaucoup de travail pour les industries. Cela vient des publications. Nous avons un nombre important de publications scientifiques. Nous avons 9 revues de recherche que nous publions et nous avons les revenus d'abonnement de ces revues, etc. Cela vient aussi d'un nombre important d'analyses qui sont faites dans les laboratoires, les normes de calibrage, etc. Cela est pour les services qui ont été faits pour les industries ou les compagnies de la Couronne ou d'autres organismes.

Mr. Clermont: My last question is rather a remark, Mr. Chairman. I see at page 27-20 of the English text, add "services provided by other departments, \$7,851,000" and further down, "accommodation provided by this agency". If the agency provides the accommodation, how is it possible that there is a cost. There must be some mistake in the description.

M. Schneider: Voudriez-vous expliquer cela, monsieur Osberg.

These are very recent changes.

[Texte]

Dr. Osberg: You are referring I think to the \$3,570 million as an expenditure.

Mr. Clermont: Right.

Dr. Osberg: That really ought not to be called an expenditure; it happens to be the amount of estimated value of the accommodation that we own. It is a book figure based on the building area times a factor. It is really put in to indicate a program cost, the approximate value of the space that we occupy.

Mr. Clermont: These accommodations were not supplied by other departments?

Dr. Osberg: No, no.

Mr. Clermont: The cost of these accommodations were charged to your Council before?

Dr. Schneider: This is a new accounting system. This did not use to appear in the estimates, but now this is an attempt, I presume on the part of Treasury Board, to have a more realistic accounting system to assign to each program the total cost and this would include I suppose if there were, capital buildings or the buildings and if there were an amortization and so on that carry the cost of this. These are the figures that I presume were given to us or worked out on a formula.

Dr. Osberg: The figure based on accommodation provided by NRC is something we worked out on the basis of a formula that Public Works had given us.

Mr. Clermont: Maybe gentlemen to add to what Mr. Gillespie said before that more explanation should be given to different services of your Council. Maybe better explanation should be given for that, and you may save yourself a few questions next year.

Merci, monsieur le président.

The Chairman: Mr. President we find on page 27-20 scientific and technological information dissemination. You were speaking about that recently, and that would be the total of man-years authorized, 218 at a cost of \$5.432 million. That was the program you were discussing recently?

• 2145

Dr. Schneider: Yes.

The Chairman: I see. Then you have, on page 27-24, under "Projects by Activities", "Extension of Storage Facilities of PDP-10 Computer". I think you have discussed that as well, have you not? Or is that something different from the storing of all that information?

Dr. Schneider: This is in the current capital budget. Would you explain that Dr. Osberg?

Dr. Osberg: In one of the programs on computerized learning, they have a PDP-10 computer which has a certain capacity. In 1971-1972, they plan to add an additional memory capacity to it. That is what it is for, to add additional capacity to a computer they now have to increase its capacity.

[Interprétation]

M. Osberg: Vous parlez je pense des 3,570 millions de dollars en temps que dépense.

M. Clermont: C'est exact.

M. Osberg: Il ne devrait pas appeler ceci une dépense; en fait c'est le montant de la valeur estimée des locaux que nous possédons. C'est un chiffre de comptabilité basé sur la superficie des bâtiments multiplié par un coefficient. Cela a été inscrit pour indiquer un coût de programme, la valeur approximative de l'espace que nous occupons.

M. Clermont: Ces logements n'ont pas été fournis par d'autres ministères?

M. Osberg: Non.

M. Clermont: Est-ce que le coût de ces locaux a déjà été imputé à votre conseil auparavant?

M. Schneider: C'est un nouveau système de comptabilité. Ceci n'apparaissait pas auparavant dans les prévisions budgétaires, mais maintenant c'est un essai, je suppose de la part du Conseil du trésor, pour avoir incité un comptable plus réaliste d'affecter à chaque programme le coût total. Et cela inclut, à ce qu'il me semble, s'il y a des bâtiments et s'il y a un amortissement, etc. qui supporte le coût de cela. Ce sont les chiffres qui je suppose nous ont été donnés ou ont été élaborés sur une formule.

M. Osberg: Le chiffre qui se base sur les locaux fournis par le Conseil national des recherches est quelque chose que nous avons établi en nous basant sur une formule que les travaux publics nous ont donnée.

M. Clermont: Peut-être, messieurs, pour ajouter quelque chose à ce que M. Gillespie a dit auparavant, il faudrait donner une explication aux différents services de votre Conseil. Peut-être que vous devriez fournir une meilleure explication et vous pourriez ainsi vous épargner quelques questions l'année prochaine.

Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Monsieur le président, nous trouvons à la page 27-20, la diffusion de l'information scientifique et technologique. Vous parliez de cela récemment, et cela représenterait le total des années-hommes autorisées, 218 à un coût de 5,432 millions de dollars. Est-ce que ceci était le programme dont vous parliez récemment?

M. Schneider: Oui.

Le président: Je vois. Puis vous avez à la page 27-25 sous «projets par activité», «Mémoire supplémentaire coordinateur PDP-10». Je pense que vous en avez discuté également n'est-ce pas? Ou est-ce différent de la mise en mémoire de tous ces renseignements?

M. Schneider: Ceci figure au budget actuel d'immobilisation. Voulez-vous expliquer cela, monsieur Osberg?

M. Osberg: Dans l'un des programmes de mise en mémoire de connaissances, ils ont un ordinateur PDP-10 qui a certaine capacité. En 1971-1972, ils projettent de lui ajouter une capacité supplémentaire de mémoire. C'est son objectif, d'ajouter une capacité supplémentaire de mémorisation à un ordinateur qu'ils ont actuellement en vue d'augmenter sa capacité.

[Text]

The Chairman: In the memory that you are going to add, what type of information are you going to store? Would that be information regarding the pooling of other information from other places, or what?

Dr. Schneider: This really is a research program which, I should explain, is being done in co-operation with a number of people in the universities, The Ontario Institute for Studies in Education, OISE, and so on. This program, really, is about making use of computer capability for learning.

This is a new technology which is being developed to aid the student. Materials are put into the computer and the student really educates himself with it. This is ideally suited to certain areas and we think it will have a tremendous future in adult education, particularly technical training and so on.

Our people are really just concerned with the technology of this. The programs, the educational materials, are all done by professional educators in universities and institutes such as provincial departments of education, particularly OISE. They have linked with this PDP-10 computer a number of smaller computers across the country and they do have a network. They manage to get a good rate to interconnect these computers from the communications people and, in fact, a flat rate right across the country.

The educators, then, will prepare the program material and try to evaluate. Our people, working co-operatively with the educators, as I say, are developing the technology, some of the hardware, the interfacing equipment of the student with the computer and they have some very ingenious devices to get away, for example, from the teletypewriter which is a horribly noisy thing and also very expensive. They have a very simple device which is based on two ultrasonic beams and which permits feeding information into the computer and getting information back on a screen.

This is what this program is and it does require this specialized computer that can store their programs and materials.

The Chairman: Dr. Schneider, how can we deal with education when education is supposed to be under provincial jurisdiction?

Dr. Schneider: This is really not dealing with education. This is dealing with a technology.

One reason we think this is important is because if we in Canada do not develop this technology and also hopefully get some Canadian industry involved and get the educators in this country to work out these programs, they are likely to end up buying this whole thing from IBM. There are a lot of these kinds of things being developed in the United States now.

[Interpretation]

Le président: Dans la mémoire que vous allez ajouter quel genre de renseignements allez-vous accumuler? S'agira-t-il de renseignements concernant le rassemblement d'autres renseignements provenant d'autres sources; ou quoi?

M. Schneider: C'est en fait un programme de recherches qui est exécuté en collaboration avec un certain nombre de membres d'universités, avec l'OISE un institut ontarien qui entreprend des études sur les renseignements et d'autres organismes. Ce programme consiste réellement à se servir d'un ordinateur pour la communication de connaissances.

C'est un nouveau moyen technologique que l'on met au point pour aider l'étudiant. Les connaissances sont mises en mémoire dans l'ordinateur et l'étudiant s'en sert pour apprendre. C'est un procédé très approprié dans certains domaines et nous pensons qu'il aura un avenir brillant dans l'enseignement aux adultes particulièrement dans les domaines de la formation technique et dans d'autres domaines de ce genre.

Les membres de notre personnel s'intéressent en fait à l'aspect technologique de ce procédé. Le programme, les connaissances à enseigner, sont toutes établies par des éducateurs professionnels dans des universités et des instituts tels que les ministères provinciaux de l'Éducation, et en particulier l'OISE. Ils ont aligné sur cet ordinateur PDP-10 un certain nombre d'ordinateurs plus petits existant d'un bout à l'autre du Canada et ils ont établi un réseau. Pour mettre ces ordinateurs en communication réciproque ils arrivent à payer des tarifs acceptables au service des communications et enfin ils paient un tarif fixe d'un bout à l'autre du Canada.

Par conséquent, les éducateurs prépareront les connaissances à figurer au programme et essaieront de faire une évaluation. Nos employés travaillant en collaboration avec les éducateurs, comme je le dis, mettent au point les moyens technologiques, certains appareils, le matériel permettant à l'étudiant de recueillir des renseignements de l'ordinateur et ils ont des dispositifs très ingénieux pour remplacer par exemple le téléscripteur qui est extrêmement bruyant et également très coûteux. Ils disposent d'un dispositif très simple qui est basé sur des rayons ultra-soniques qui permettent de mettre des renseignements dans l'ordinateur et de les obtenir sur un écran.

C'est ce en quoi consiste ce programme et pour son exécution il est nécessaire d'avoir cet ordinateur spécialisé qui peut mettre en mémoire le programme et les connaissances voulus.

Le président: M. Schneider, comment pouvons-nous nous occuper de l'enseignement lorsque l'enseignement est supposé relever de la compétence provinciale?

M. Schneider: Il ne s'agit pas là en fait de s'occuper d'enseignement. Il s'agit de s'occuper de technologie.

Une des raisons pour lesquelles nous pensons que c'est important c'est que si au Canada nous ne mettons pas au point ce moyen technologique et n'arrivons pas à y intéresser certaines industries canadiennes et à obtenir que les éducateurs canadiens élaborent ces programmes, il est probable que nous finirons par être forcés d'acheter tout cela à IBM. Plusieurs de ces choses sont mises au point actuellement aux États-Unis.

[Texte]

There are, I understand, about 40 programs under development now and all of them different. None of them can talk to each other. Here we have a program started which will be one program right across the country. We will be involving people in all provinces, we are all co-operating in this and we hope we can develop a technology; but, more particularly, Canadian educators are becoming acquainted with this technology and are evaluating it. So it is still in an experimental stage.

The Chairman: Are the provinces aware of what you are performing?

Dr. Schneider: Oh, yes.

The Chairman: Do they agree on it?

• 2150

Dr. Schneider: We have an associate committee which deals with this and co-operates the programs and so on, in which every department of education practically is represented and, of course, a number of specialists who are working in this area and so on. I think this is one that is extremely well organized. It is functioning very well and we think it is a very important program. A number of people have reviewed it and have come away very, very enthusiastic about it and say you should do more of this and put more effort into it. We think this is excellent.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: A supplementary. Do you have something in pamphlet form that you could send us describing this program. I would certainly like to learn a little more about it.

Dr. Schneider: Yes, we could. Could you make a note of that, Larry? I think Mr. Clermont earlier on had asked about some statistics on scholarships.

The Chairman: Yes, he did.

Dr. Schneider: You would wish that, would you?

Dr. Osberg: I think that number is actually in here, the 10.2 million...

The Chairman: He would like numbers also, the number of students...

Dr. Schneider: The number of students and maybe for several years.

Dr. Osberg: Yes.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Gillespie.

Mr. Gillespie: Mr. Chairman, I have just one very brief one. I was interested in Dr. Schneider's remarks when he was talking about, in one instance at any rate, a hypothetical situation. He was describing possibilities for advanced technology in Canada and Mr. Thomson added to those remarks. If I understood that particular discussion, both of them were talking about what might be described as selective strategies for R and D and support

[Interprétation]

Si je comprends bien il y a 40 programmes actuellement en voie de mise au point et ils sont tous différents. Ils n'ont pas de rapport entre eux. Ici nous avons un programme d'initiés et qui sera un programme unique d'un bout à l'autre du Canada. Des gens de toutes les provinces y participeront nous y collaborons tous et nous espérons pouvoir mettre au point les moyens technologiques voulus; mais plus particulièrement les éducateurs canadiens commencent à se familiariser avec ce moyen technologique et en évaluent la portée. Ainsi vous êtes encore en stade expérimental.

Le président: Les provinces sont-elles au courant de ce que vous faites?

M. Schneider: Oh oui.

Le président: L'approuvent-elles?

M. Schneider: Il y a un comité conjoint qui traite de ces questions et qui coordonne les programmes, etc. Ce comité se compose de représentants de presque tous les ministères qui œuvrent dans ce domaine etc. À mon avis, c'est un comité qui est très bien organisé. Et il fonctionne très bien et nous pensons que c'est un programme même très important. Un certain nombre de personnes l'ont étudié, il a soulevé beaucoup d'enthousiasme. Selon eux, nous devrions être davantage et y consacrer plus d'efforts. Nous pensons que c'est excellent.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: Une question complémentaire. Il y a-t-il une brochure que vous pourriez nous faire parvenir et qui décrirait ce programme? J'aimerais en connaître davantage à ce sujet.

M. Schneider: Oui, nous pourrions le faire. Voulez-vous le prendre en note? Je pense que M. Clermont a déjà demandé certaines de nos statistiques relatives aux bourses.

Le président: Oui, il l'a fait.

M. Schneider: Vous aimeriez les obtenir, n'est-ce pas?

M. Osberg: Je pense que le chiffre figure effectivement ici, le 10.2 million.

Le président: Il aimerait des chiffres et, aussi, le nombre d'étudiants...

M. Schneider: Le nombre d'étudiants est, peut-être, pour plusieurs années.

M. Osberg: Oui.

Le président: Il y a-t-il d'autres questions? Monsieur Gillespie.

M. Gillespie: Monsieur le président, je n'ai qu'une seule autre question très brève. J'étais intéressé aux observations de M. Schneider lorsqu'il parlait, il y a un moment, d'une situation hypothétique. Il décrivait les possibilités de la technologie avancée au Canada et M. Thomson a apporté des précisions à ces observations. Si j'ai bien compris l'objet précis de la discussion, il parlait, tous deux, tout ce qui pourrait être décrit comme étant

[Text]

in Canada. But the question that we have to consider in this instance is whether the general support programs that we have right now are well based.

It is all very well to start getting very selective but I wonder if Dr. Schneider would like to comment on this thought that it is also important that we have a policy which on a broad basis is going to encourage R and D as well and that we cannot expect to achieve our ends only with what might be described as selective strategies.

Dr. Schneider: I would agree with that. I think there are tremendous possibilities outside these selected areas and these are larger things but because of their cost and the magnitude that is needed there will have to be very selective decision-making. I think we have a tremendous opportunity in Canada in generating small, specialized companies with fairly sophisticated technology, that particularly if it is essentially technology they are selling, and if they have a good thing, they can sell almost anywhere. Transportation costs do not come into it because basically they are selling technology.

We have a number of examples of this and we think there is developing now in Canada this kind of Canadian entrepreneur. I would like to ask Dr. Hiscocks to say something on this because we feel now that there is an opportunity if we focus on some smaller Canadian-based companies that are prepared to pick up new technologies and develop specialized companies and even if they simply develop specialized components. For example, Northern Electric told us that they could probably support about three small companies providing specialized components and so on.

If they have a good product, they have fairly easy entry into other markets because again these are specialized things and they are mainly selling technology and there is room for these small companies. Some of them will diversify and grow; that is fine but I think also we must have in our policy, in our over-all picture, a place for supporting these smaller companies. I think the IRA program is now having very good success with these smaller companies. Perhaps Mr. Hiscocks would like to add to this.

The Chairman: Mr. Hiscocks.

Mr. R. D. Hiscocks (Vice-President, National Research Council of Canada, Scientific): Yes, Mr. Chairman, I would certainly like to reinforce that. The point was made earlier about how do we compete with the United States and with the combination of powers in Europe. I think it is clear that we cannot compete with them head on; we must be selective in our undertakings.

• 2155

Particularly the emphasis in this country should probably be on the smaller science-based industries and firms. As Dr. Schneider has suggested, there has been quite an encouraging increase recently in the activities of the

[Interpretation]

des mesures sélectives pour le R et D et le soutien au Canada. Mais la question qu'il importe de prendre en considération, dans ce cas, c'est celle de savoir si les programmes généraux de soutien qui sont appliqués, à l'heure actuelle, sont bien fondés.

C'est très bien de commencer par faire de la sélection, mais je me demande si M. Schneider aimerait faire des observations à ce sujet. Il est aussi très important d'avoir une politique qui dans une large mesure, encouragera le R et D et que nous pouvons nous attendre de réaliser nos fins avec ce qui pourrait être décrit comme étant des mesures sélectives.

M. Schneider: Je suis d'accord là-dessus. Je pense qu'il a de grandes possibilités en dehors de ces domaines choisis, ce sont les domaines plus vastes. Toutefois, en raison de leur coût et de leur importance, il faudra prendre des décisions très sélectives. Je pense que nous avons une excellente occasion, au Canada, de créer de petites industries spécialisées dont les techniques sont avant-gardistes, surtout elles vendent essentiellement du matériel technique et si elles offrent un bon produit, elles peuvent vendre presque n'importe où. Les frais de transport n'entrent pas en ligne de compte parce que, fondamentalement, elles vendent du matériel technique.

Il y a un certain nombre d'exemples de cela et nous croyons que ce genre d'entreprises se développent au Canada, à l'heure actuelle. J'aimerais demander à M. Hiscocks d'exprimer ses vues à ce sujet, parce que nous estimons maintenant qu'il y a une occasion si nous nous concentrons sur certaines entreprises fondamentalement canadiennes moins importantes qui sont prêtes à adopter de nouvelles techniques et à créer des entreprises spécialisées même si elles ne font que créer des unités spécialisées. Par exemple, à Northern Electric nous a dit pouvoir nous mettre en mesure d'appuyer sans doute environ trois petites entreprises fournissant du matériel spécialisé etc.

Si elles offrent un bon produit, elles ont assez facilement accès à d'autres marchés, parce que, encore une fois elles sont des entreprises privées et qu'elles vendent surtout du matériel technique et qu'il y a place pour ces petites entreprises. Certaines d'entre elles varieront leur production et progresseront; c'est très bien, mais je pense aussi que notre politique globale doit prévoir l'appui accordé à ces petites entreprises. Je pense que le programme IRA remporte maintenant beaucoup de succès auprès de ces petites entreprises. M. Hiscocks aimerait peut-être ajouter quelque chose à cela.

Le président: Monsieur Hiscocks.

M. R. D. Hiscocks (vice-président, Conseil national de Recherche du Canada, scientifique): Oui, monsieur le président, j'aimerais certainement appuyer ces arguments. On a déjà soulevé la question de savoir comment nous concurrencerons avec les États-Unis et avec la combinaison des puissances en Europe. Je pense qu'il manifeste que nous ne pouvons embler concurrencer avec elles; nous devons choisir nos entreprises.

Dans notre pays, l'accent devrait être surtout porté sans doute sur les industries, les entreprises fondamentalement scientifiques sont importantes. Comme M. Schneider l'a fait remarqué, il y a eu, dernièrement, une aug-

[Texte]

smaller firms in the research areas and when I refer to smaller firms here I am talking about firms with a labour force of 100 or less and a considerable number of these firms are Canadian owned. They are usually headed up by a few scientists and engineers who also have entrepreneurs among them and we think, with the help of the general incentives that they are receiving now under PAIT and IRAP, there is considerable promise for the future.

It is perhaps worth noting that despite the cutbacks recently in the research establishments in the larger firms, the scientific and technical people who lost their jobs as a result of this have all been picked up in other research positions. None are unemployed at this time and the majority have gone with these smaller firms. So we think this is an indication that the general incentive programs are proving useful.

Dr. Schneider: Particularly for the smaller companies.

Mr. Hiscocks: Particularly for the smaller companies. This is where the growth has been during the last two years in research.

The Chairman: Thank you, Mr. Gillespie.

Mr. Gillespie: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions? If not, on your behalf I wish to thank the witnesses. This meeting is adjourned until Thursday April 22 at 8 p.m. when the Public Service Staff Relations Board will be appearing before us.

[Interprétation]

mentation très encourageante dans les activités dans les petites entreprises dans le domaine de la recherche et lorsque je parle de petites entreprises, il s'agit ici de sociétés personnelles et de 100 employés ou moins. Un nombre important de ces entreprises appartiennent à des Canadiens. Elles sont habituellement dirigées par quelques scientifiques et ingénieurs qui comptent aussi quelques entrepreneurs parmi eux. Nous croyons qu'avec l'aide des stimulants d'ordre général dont elles bénéficient dans le cadre des programmes PAIT et IRAP, l'avenir est très prometteur.

Il y a peut-être lieu de noter, malgré les mesures restrictives appliquées dernièrement dans les services de recherches des grandes sociétés les membres du personnel scientifique et technique qui ont perdu leur emploi par suite de cette mesure ont tous été embauchés par d'autres entreprises de recherches. Personne n'est sans emploi, à l'heure actuelle, mais la plupart d'entre eux ont été embauchés par les petites sociétés. Nous sommes donc d'avis que ça démontre que les programmes généraux destinés à stimuler ces entreprises se sont révélés profitables.

M. Schneider: Surtout en ce qui concerne les petites sociétés.

M. Hiscocks: Surtout en ce qui concerne les petites sociétés. C'est là où l'augmentation s'est produit au cours des deux dernières années dans la recherche.

Le président: Merci, monsieur Gillespie.

M. Gillespie: Merci, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Si non, je remercie les témoins en votre nom. Le Comité s'ajourne au jeudi 22 avril à 22 heures. Les représentants de la Commission de Travail de la Fonction publique comparaitront devant nous.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 24

Tuesday, April 27, 1971

Charman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 24

Le mardi 27 avril 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Estimates for the fiscal year
ending March 31, 1972, relating
to the Public Service Commission

CONCERNANT:

Le Budget des dépenses pour l'année fiscale
se terminant le 31 mars 1972, se rapportant
à la Commission de la fonction publique

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

Vice-Chairman:

and Messrs.

Blair
Carter
Clermont
Downey
Dupras

Forget
Gillespie
Guay (*St. Boniface*)
Goode
Langlois

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Vice-président:

et Messieurs

Mather
Peddle
Ricard
Ritchie
Rock

Rodrigue
Serré
Skoreyko
Thomson (*Battleford-
Kindersley*)—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Michael B. Kirby

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, April 27, 1971.

(32)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 8:10 p.m. The Chairman, Mr. Leblanc (*Laurier*), presided.

Members present: Messrs. Blair, Carter, Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(5).

Also present: Mr. Lloyd Francis, M.P.

Witnesses: From the Public Service Alliance of Canada: Mr. C. A. Edwards, President; Mr. R. J. Prud'homme, Executive Vice-President; Mr. K. R. Robinson, Director of Public Relations.

The Committee resumed consideration of the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972. The Chairman called Item 115 relating to the Public Service Commission.

Mr. Carter raised a point of order that the holders of the regional desks in the Office of the Prime Minister were not included in the "Schedule of meetings" circulated to members of the Committee even though the Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council had given an undertaking to have them appear. After discussion, the Chairman undertook to speak to the Parliamentary Secretary and report back to the Committee.

The Chairman introduced the witnesses. Mr. Edwards made a short statement after which he was questioned.

Later, the Chairman made a statement about the future business of the Committee.

The questioning being completed, the Chairman thanked the witnesses.

At 9:45 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 27 avril 1971

(32)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit à 8h10 du soir. Le président, M. Leblanc (*Laurier*), occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Carter, Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(5).

Autre député présent: M. Lloyd Francis.

Témoins: De l'Alliance de la fonction publique du Canada: MM. C. A. Edwards, président; R. J. Prud'homme, vice-président exécutif; K. R. Robinson, directeur des relations publiques.

Le Comité reprend l'étude des prévisions budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972. Le président met en délibération le crédit 115 concernant la Commission de la fonction publique.

M. Carter fait un appel au règlement à savoir que les tenants des bureaux régionaux du bureau du premier ministre ne sont pas compris dans «l'horaire des séances», distribué aux membres du Comité, même si le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé s'était engagé à les faire comparaître. Après la discussion, le président adresse la parole aux secrétaires parlementaires et fait rapport au Comité.

Le président présente les témoins. M. Edwards fait une brève déclaration et répond ensuite aux questions.

Le président fait une déclaration sur les prochains travaux du Comité.

A la fin de la période de questions, le président remercie les témoins.

A 9h45 du soir, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael B. Kirby

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, April 27, 1971

• 2010

[Text]

The Chairman: Tonight, as you know, we are going to resume the debate on the estimates of 1971-72, relating to the Public Service Commission.

We have the pleasure to have as witnesses from the Public Service Alliance of Canada, Mr. C. A. Edwards, President, on my immediate right, and Mr. R. J. Prud'homme, Executive Vice-President, who is sitting to the right of Mr. Edwards.

As you know, there was a motion passed by your Committee, which was moved by Gordon Blair from Grenville-Carleton, on Thursday, March 18, 1971, which reads as follows:

That the Committee invite the Public Service Alliance of Canada and the Professional Institute of the Public Service and other associations representing public servants to make presentations on the subject of bilingualism in the Public Service.

Further to that motion, we have invited the witnesses who are with us tonight.

So I am pleased to call Item 115 on page 23-104 in your Blue Book, which is under the Public Service Commission.

Mr. Carter: Mr. Chairman, I wish to raise a point of order. Some time ago, the Committee and Mr. Jerome, who appeared as the Parliamentary Assistant to the President of the Privy Council, agreed to call the officials of the regional desks in Canada—the four regional desk holders.

I notice by your schedule of meetings that there is no mention made of the appearance as witnesses before this Committee of the regional desk holders. Are they going to appear, sir, or is the promise that has been made by Mr. Jerome being ignored? He did promise.

The Chairman: I know in one volume of the *Minutes of Proceedings* that at one time it was requested that he appear. At that time, if my memory serves me well, Mr. Jerome mentioned that they would appear at one time.

Apparently the regular procedure would be to have a quorum to make a motion, as Mr. Blair did to have those people appearing.

Mr. Carter: Mr. Chairman, with great respect, sir, there is certainly no doubt in my mind, and certainly no doubt in the minds of my colleagues, that Mr. Jerome did give a definite commitment to this Committee that these people would appear before the Committee. I think it is very important because we have in Canada, I think, four people holding important jobs for which they are being paid reasonably high salaries, and I think the Committee should have a chance to examine those people and find out just what they are doing, because some of us—and I am in that category—suspect that they are nothing more than political window dressing for the Prime Minister.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 27 avril 1971.

[Interpretation]

Le président: Ce soir, comme vous le savez, nous allons reprendre le débat sur les prévisions budgétaires de 1971-1972, concernant la Commission de la Fonction publique.

Nous avons le plaisir d'avoir comme témoins de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, M. C. A. Edwards, président, à ma droite, et M. R. G. Prud'homme, vice-président exécutif, qui est assis à la droite de M. Edwards.

Comme vous le savez, une motion adoptée par notre Comité, et présentée par M. Gordon Blair de Grenville-Carleton, le jeudi 10 mars 1971, était énoncée dans les termes suivants:

Le Comité invite l'Alliance de la Fonction publique du Canada et l'Institut professionnel de la Fonction publique et autres associations représentant les fonctionnaires publics à faire des présentations à l'égard du bilinguisme dans la Fonction publique.

A la suite de cette motion, nous avons invité les témoins qui sont ici ce soir.

Il me fait donc plaisir de mettre en délibération le crédit 115 à la page 23-105, visant la Commission de la Fonction publique.

M. Carter: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Il y a quelque temps, le Comité et M. Jérôme qui a été témoin en tant que secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, étaient d'accord pour qu'on fasse témoigner les fonctionnaires des bureaux régionaux au Canada, c'est-à-dire les titulaires des quatre bureaux régionaux.

Je constate, d'après votre horaire des séances, qu'il n'est pas fait mention de la présence comme témoins devant le Comité des titulaires des bureaux régionaux. Seront-ils témoins, monsieur, ou est-ce que la promesse qui a été faite par M. Jérôme est ignorée? Il l'a promis.

Le président: Je sais que dans un cahier des *comptes-rendus*, on a demandé une fois qu'il soit présent. A cette époque, si je me souviens bien, M. Jérôme a mentionné à un moment donné qu'ils seraient en présents.

Apparemment la procédure régulière exige d'avoir un quorum pour présenter une motion, comme M. Blair l'a fait pour que ces gens soient présents.

M. Carter: Monsieur le président, sauf votre respect, monsieur, je n'ai aucun doute, et mes collègues n'en ont pas non plus, que M. Jérôme a pris un engagement définitif en face de notre Comité selon lequel ces gens seraient présents au Comité. Je crois que ceci est très important, parce que nous avons au Canada, d'après moi, quatre fonctionnaires qui détiennent des postes importants pour lesquels ils sont bien rémunérés. Je crois que le Comité devrait avoir l'occasion de causer avec ces gens et de découvrir exactement ce qu'ils font parce que certains de nous—et je suis dans cette catégorie—soupçonnons qu'ils ne sont rien de plus que des garnitures politiques pour le premier ministre.

[Texte]

I think it is very important that this Committee have a chance to examine those people and find out if they are performing a function for which they are intended, or at least for which they are appointed to perform.

I am surprised, and I was very disappointed when I got this schedule, that it is quite obvious that Mr. Jerome was not sincere in what he said. He did promise, without a doubt, that these people would be asked to appear before this Committee and to submit themselves to examination by members of the Committee.

I am afraid I cannot accept what has happened in the meantime, in that it is quite obvious now that this request of the members of the Committee including myself, and the promise made by Mr. Jerome, is being completely ignored.

Is it the intention of the Committee to ignore the promise made by Mr. Jerome and the request made by the members to have these people appear before the Committee? Obviously, from this schedule, this is the case, because there is no mention here of these people, and I think it is very important that they do appear before the Committee.

The Chairman: Very well then, I will look into the matter. However, in the meantime I will try to see Mr. Jerome and see what we can arrange regarding that matter, and at the next meeting I will report on what will have been my conversation with Mr. Jerome. It may be that Mr. Jerome could come to the Committee too and explain.

Mr. Carter: Mr. Chairman, apparently the Committee will be sitting until the prescribed time.

The Chairman: We have until May 31.

Mr. Carter: Not later than May 31. Are you prepared to give this Committee an undertaking that these people will be appearing before the Committee?

The Chairman: I cannot give you any commitment on that. There is one sure thing, though, that I will discuss the matter with Mr. Jerome as he is the person who, apparently at one time, committed himself to having those four people before the Committee as witnesses.

I will report at the next meeting, or I will ask Mr. Jerome to come and explain the situation, if this is agreeable to you.

● 2015

Mr. Carter: In all fairness, sir, I think it was agreed at the time that these people would be asked to appear. As a member of this Committee, I insist that they be asked and that they be directed to appear before the Committee and to answer questions from members of this Committee. I am not prepared to have this matter just pushed aside as, obviously, it has been, according to this schedule. Everybody here, including the present witnesses, are mentioned, except the people who hold these regional desk jobs. Can you give the Committee an undertaking right now, sir, that these people will be asked and will be directed to appear?

The Chairman: I can commit myself to a certain extent. As I just mentioned, I will discuss the matter with

[Interprétation]

Je crois qu'il est très important que ce Comité ait l'occasion de procéder à un examen de ces gens et de découvrir s'ils remplissent les fonctions prévues, ou du moins les fonctions pour lesquelles on les a nommés.

Je suis surpris, et j'ai été très désappointé lorsque j'ai reçu l'horaire. Il est donc bien évident que M. Jerome n'était pas sincère en ce qu'il a dit. Il a promis, sans aucun doute, que l'on demanderait à ces gens d'être témoins à notre Comité et de se soumettre à un examen par les membres du Comité.

Je ne crois pas pouvoir accepter ce qui est arrivé entre-temps, à savoir qu'il est très évident maintenant que cette demande des membres du Comité, moi-même compris, ainsi que la promesse faite par M. Jérôme est maintenant complètement ignorée.

Est-ce l'intention du Comité d'ignorer la promesse faite par M. Jérôme et la demande faite par les membres de voir ces gens ici présents comme témoins? Évidemment, d'après cet horaire, c'est là le cas, parce qu'on y mentionne pas ces gens, et je crois qu'il est très important qu'ils soient ici présents au Comité.

Le président: Très bien alors, je vais examiner la chose. Toutefois, entre-temps, je vais essayer de voir M. Jérôme et de lui demander s'il peut faire les arrangements à cet égard, et à la prochaine séance, je ferai rapport de ma conversation avec M. Jérôme. Il se peut que M. Jérôme vienne au Comité pour donner des explications.

M. Carter: Monsieur le président, apparemment le Comité siégera jusqu'au 30 prévu.

Le président: Nous avons jusqu'au 31 mai.

M. Carter: Pas plus tard que le 31 mai. Êtes-vous prêt à vous engager envers notre Comité de manière à ce que ces gens soient témoins devant notre Comité?

Le président: Je ne puis prendre aucun engagement à ce sujet. Aucune chose n'est certaine, mais, je vais discuter la chose avec M. Jérôme étant donné qu'il est la personne qui, apparemment à ce moment s'est engagé à ce que ces quatre personnes soient témoins devant le Comité.

Je ferai rapport à la prochaine séance, ou je vais demander à M. Jérôme de venir nous expliquer la situation, si la chose vous va.

M. Carter: En toute justice, monsieur, je crois qu'on était d'accord alors pour que ces gens se présentent devant le Comité. En tant que membre du présent Comité, j'insiste pour qu'on leur demande et qu'on leur impose d'apparaître devant le Comité et de répondre aux questions des membres de notre Comité. Je ne suis pas prêt à voir cette question mise à l'écart comme, évidemment, elle l'a été, si je m'en remets à l'horaire. Tous ici, y compris les témoins d'aujourd'hui sont mentionnés, sauf les fonctionnaires qui détiennent ces postes régionaux. Pouvez-vous prendre devant le Comité l'engagement selon lequel on demandera à ces gens de comparaître, qu'on leur imposera même cette obligation.

Le président: Je ne puis m'engager jusqu'à ce point. Comme je l'ai mentionné, je vais discuter la chose avec

[Text]

Mr. Jerome, since he is the person involved, and then I will report at the next sitting. Or maybe Mr. Jerome could come before us at the next sitting.

Mr. Carter: Mr. Chairman, the matter, was discussed at length in this Committee in the presence of Mr. Jerome, yourself and members of the Committee, and at that time a commitment was given by Mr. Jerome that these people would appear. I am surprised that it has been completely side-tracked because, as I said, the schedule of meetings that was circulated to the members of the Committee some days ago clearly indicates that the Committee does not have any intention of asking these people to appear. Do I understand that maybe there has been a change in plans or that somebody has told Mr. Jerome that maybe he overstepped his boundaries by agreeing to have these people appear? Personally, and I think my colleagues here will agree, I want these people to appear before the Committee. I realize that we do not have very much choice because of the fact that the Committee must report not later than May 31. I would like to move, but I do not suppose we have a quorum here.

The Chairman: No, unfortunately.

Mr. Carter: I certainly would like to suggest again that these people be directed to appear before the Committee to answer questions from the members about their activities and just exactly what their terms of reference are.

The Chairman: I think this is already on the record anyway.

Mr. Carter: But it is not on the schedule, Mr. Chairman.

The Chairman: You have made your point, Mr. Carter, and it is very much appreciated.

Mr. Carter: I think this is a deliberate attempt, sir, to keep these people away from this meeting.

The Chairman: As I just mentioned, the only commitment I can give you is that I will discuss the matter with Mr. Jerome and report at the next sitting of the Committee. Then you will see what my report will be. Or maybe Mr. Jerome could come before the Committee and explain what is going on.

Mr. Carter: Mr. Chairman, it seems to me that it was unanimously agreed at that time that these people appear.

The Chairman: Yes.

Mr. Carter: If this Committee requests the appearance of certain civil servants, certain officials, then that must hold ground, it must have some substance, and I am surprised that our request and our agreement to have these people appear has been completely overlooked by the steering committee or somebody who has prepared this new schedule.

The Chairman: Mr. Carter, if you read the record well, you will see that at that time I mentioned that such a

[Interpretation]

M. Jérôme, étant donné qu'il est la personne intéressée. Puis je ferai rapport à la prochaine séance. M. Jérôme pourra peut-être comparaître à la prochaine séance.

M. Carter: Monsieur le président, la question a été discutée longuement à ce Comité en présence de M. Jérôme, vous-même et les membres du Comité, et à ce moment-là un engagement a été pris par M. Jérôme, selon lequel ces gens seraient ici présents. Je suis surpris que la chose ait été complètement mise au rancart parce que, comme je l'ai dit, l'horaire des séances qui a été distribué aux membres du Comité, il y a quelques jours, indique clairement que le Comité n'a pas l'intention de demander à ces gens de comparaître. Dois-je comprendre qu'il y a peut-être eu changement dans les plans ou que quelqu'un a dit à M. Jérôme qu'il avait peut-être outrepassé ses cadres en consentant à la présence de ces gens? Personnellement—et je crois que mes collègues seront aussi d'accord—je veux que ces gens se présentent devant notre Comité. Je me rends compte que nous n'avons pas grand choix à cause du fait que le Comité doit rendre son rapport au plus tard le 31 mai. J'aimerais présenter une motion, mais je ne crois pas que nous soyons en nombre.

Le président: Malheureusement non.

M. Carter: J'aimerais certainement souligner de nouveau qu'on dise à ces gens de se présenter devant le Comité pour répondre aux questions des membres au sujet de leur activité et plus exactement au sujet de leurs mandats.

Le président: Je crois que ceci fait déjà partie du dossier.

M. Carter: Mais ça ne figure pas sur l'horaire, monsieur le président.

Le président: Vous avez fait votre observation, monsieur Carter, et nous vous en savons gré.

M. Carter: Je crois qu'il y a là une tentative délibérée, monsieur, de garder ces gens à l'écart de notre séance.

Le président: Comme je l'ai déjà mentionné, la seule promesse que je puisse faire est que je vais discuter la chose avec M. Jérôme et faire rapport à la prochaine séance du Comité. Alors, vous verrez ce que dira mon rapport. Peut-être que M. Jérôme pourra se présenter devant le Comité et expliquer ce qui arrive.

M. Carter: Monsieur le président, il me semble qu'il avait été unanimement convenu alors que ces gens se présenteraient.

Le président: Oui.

M. Carter: Si notre Comité demande la présence de certains fonctionnaires de l'État, de certains fonctionnaires, alors cela doit avoir une certaine importance, doit avoir une certaine force, et je suis surpris que notre demande et notre agrément d'avoir ces gens ici présents ait été complètement oubliée par le Comité de direction ou par la personne qui a établi le présent horaire.

Le président: Monsieur Carter, si vous consultez les dossiers avec attention, vous verrez alors que j'ai men-

[Texte]

motion could be entertained only if we had a quorum, which we did not have at that time.

Mr. Carter: Mr. Chairman, getting back to my original point, the witness then, speaking for the President of the Privy Council, did agree to have these people appear.

The Chairman: Let me talk the matter over with Mr. Jerome, and I will report at the next sitting.

Mr. Carter: I want to see them here, sir. I do not mind telling you.

The Chairman: I am not going to commit myself to saying whether or not the regional officers will come, and that is for sure. As I said, I will commit myself to discussing the matter with Mr. Jerome...

Mr. Carter: I want to see them here.

The Chairman: ... and the Privy Council. Is that all right?

Mr. Carter: All right.

The Chairman: Dr. Ritchie, do you want to question the witnesses now?

Mr. Ritchie: Is there any statement?

The Chairman: Would you like to make an opening statement?

Mr. C. A. Edwards (President, Public Service Alliance of Canada): Mr. Chairman and members of the Committee, we are quite happy to be here with you this evening.

We are here at your request. We do not have a prepared statement, a brief or any submission to make to the Committee but we will be very happy to try to answer, to the best of our ability, some of the questions you may have and discuss any of the particular problem areas with you from, perhaps, our point of view.

• 2020

I might say, we have supported the program of bilingualism in the public service since it was first enunciated by former Prime Minister Pearson. We will continue to support that program and have supported this with the assurance of the support of our membership, but it has been a matter that has not been won without some very serious problems with regard to the implementation of bilingualism in the public service and I think you gentlemen are concerned with some of those problems equally as much as we are together with the Public Service Commission and the other areas of government service that are involved in the matter of bilingualism and bilingualism programs in the public service.

However, as I said, we have no prepared statement to make; we have not come here with prepared answers or anything such as that, but if we can be helpful in any of this discussion, we will try to be as frank and as open with you in respect of our opinions as we possibly can.

[Interprétation]

tionné qu'une telle motion ne pouvait être considérée que si nous avions un quorum, ce que nous n'avions pas alors.

M. Carter: Monsieur le président, pour en revenir au point original, le témoin d'alors, parlant au nom du président du Conseil privé, a consenti à ce que ces gens se présentent ici.

Le président: Permettez-moi de discuter la chose avec M. Jérôme, et je ferai rapport à la prochaine séance.

M. Carter: Je veux qu'ils se présentent ici, monsieur. Je tiens à vous le dire.

Le président: Je ne vais pas vous faire de promesse en disant si oui ou non les fonctionnaires régionaux viendront et cela est sûr. Comme je l'ai dit, je m'engage à discuter la chose avec M. Jérôme...

M. Carter: Je veux les voir ici.

Le président: ... et le Conseil privé.
Êtes-vous d'accord?

M. Carter: Très bien.

Le président: Monsieur Ritchie, voulez-vous interroger les témoins maintenant?

M. Ritchie: Y a-t-il une déclaration?

Le président: Voulez-vous faire une déclaration préliminaire?

M. C. A. Edwards (président, Alliance de la Fonction publique du Canada): Monsieur le président et honorables membres du Comité, il nous fait plaisir d'être ici avec vous ce soir.

Nous sommes ici à votre demande. Nous n'avons pas de déclaration préparée, un mémoire ou une soumission à faire au Comité, mais il nous fera plaisir d'essayer de répondre, au meilleur de notre habileté, à certaines des questions que vous pouvez nous demander et de vous donner notre opinion au sujet de n'importe lequel problème que vous pouvez avoir.

Je pourrais dire que nous avons appuyé le programme du bilinguisme au sein de la Fonction publique depuis la première annonce qu'en avait faite l'ancien premier ministre Pearson. Nous continuerons à appuyer ce programme et nous l'avons appuyé avec l'assurance de l'appui de nos membres, mais il s'agit là d'un point que nous ne pouvons gagné sans résoudre les problèmes très graves que soulève la mise en vigueur du bilinguisme dans la Fonction publique. Je crois que vous, messieurs, vous vous inquiétez de certains de ces problèmes au même degré que nous, que la Commission de la Fonction publique et que d'autres secteurs du service gouvernemental qui touche l'application du bilinguisme et des programmes de bilinguisme au sein de la Fonction publique.

Toutefois, comme je l'ai déjà souligné, nous n'avons aucune déclaration rédigée d'avance à vous faire. Nous ne sommes pas venu ici avec des réponses préparées ou autre chose de la sorte, mais si nous pouvons vous aider en la matière, nous essaierons d'être francs et aussi ouverts que possible dans l'exposition de nos vues.

[Text]

The Chairman: Thank you very much, Mr. Edwards. Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Edwards how many public servants are represented by the Public Service Alliance of Canada?

Mr. Edwards: We represent about 140,000 people in various collective bargaining units.

Mr. Ritchie: Then you are one of the largest unions in Canada?

Mr. Edwards: We are the third largest union in Canada, yes.

Mr. Ritchie: Is the Alliance satisfied with the manner in which effect has been given to the implementation of the Pearson policy statement on bilingualism or has the Alliance found that the manner in which this policy is being implemented has departed in any important respects from what the Alliance understood to be the implication and meaning of the original statement? That is, what you thought the Pearson policy on bilingualism meant. Have you found that there have been departures from this or untoward effects you had not anticipated?

Mr. Edwards: I think there has been a gradual departure from the policy, as new policy tended to be enunciated by subsequent representatives of government. There was a tendency, perhaps, to elaborate on the policy and lately there have been, perhaps, interpretations of the policy that we did not realize in the first place, in other words, which tend to go towards proportional representation or representation of Francophones rather than on the basis of bilingualism in the public service. I think this has been, perhaps, an application of the policy we did not expect or did not anticipate and has, if you like, developed from the initial policy.

I think one of the concerns we have is that it is quite different or it is much more difficult to take a policy and then put it into practice when you are dealing with legislation. We have found, for instance, that appeal boards state that regardless of the policy enunciated by a Prime Minister what they have to deal with is the law and the law may in itself not interpret in any sense the philosophy of the policy. In other words, it is pretty hard to transmit a philosophy into practice when you are dealing with something such as bilingualism, when you talk about a philosophy in reference to bilingualism.

Mr. Ritchie: You are saying that the Pearson policy statement in effect could not be carried out?

Mr. Edwards: I think it was extremely difficult. I do not think, for instance, you can say to a person, your career is not going to be affected by the implementation of a bilingualism program because how can anyone really in advance map out what their career is likely to be over 10 or 15 years. You may anticipate an opportunity for promotion, but even in the anticipation of an opportunity for promotion, that does not mean to say you are going to get it. I think the philosophy outlined by Mr. Pearson

[Interpretation]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Edwards. Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, j'aimerais demander à M. Edwards le nombre de fonctionnaires publics qui sont membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada?

M. Edwards: Nous représentons environ 140,000 fonctionnaires dans différentes unités de négociation collective.

M. Ritchie: Alors vous êtes l'un des plus importants syndicats au Canada?

M. Edwards: Nous sommes le troisième syndicat en importance au Canada, oui.

M. Ritchie: Est-ce que l'Alliance est satisfaite de la façon de la mise en œuvre de la politique Pearson au sujet du bilinguisme ou est-ce que l'Alliance a trouvé que la façon dont cette politique est mise en œuvre laisse à désirer, en ce qui concerne les éléments importants de cette mise en œuvre, dans le cadre des déclarations originales? Il s'agit de ce que vous pensiez de la politique énoncée par M. Pearson sur le bilinguisme. Avez-vous trouvé des écarts ou des effets malséants que vous n'aviez pas anticipés?

M. Edwards: Je crois qu'il y a eu écart graduel de la politique, vu qu'une nouvelle politique a semblé être énoncée par les représentants subséquents du gouvernement. Il y a eu tendance peut-être à amplifier cette politique et dernièrement il y a eu peut-être des interprétations de la politique que nous n'avions pas constatées d'abord. En d'autres termes, on tend à la représentation proportionnelle ou à la représentation des francophones plutôt que du bilinguisme de la Fonction publique. Je crois que ceci a été peut-être une mise en œuvre de la politique que nous n'envisagions pas et à laquelle nous ne nous attendions pas et qui a été élaborée à partir de la politique initiale.

Je crois qu'une de nos inquiétudes est très différente où il est beaucoup plus difficile d'appliquer une politique et alors de la mettre en œuvre que lorsque vous légiférez. Nous avons trouvé, par exemple, que les commissions d'appel déclarent que nonobstant la politique énoncée par un premier ministre, il faut traiter avec la loi et la loi peut ne pas en elle-même interpréter en tous sens la philosophie d'une politique. En d'autres termes, il est très difficile de traduire une philosophie dans la pratique lorsque vous traitez avec des choses telles que le bilinguisme, lorsque vous parlez d'une philosophie relative au bilinguisme.

M. Ritchie: Vous dites que la politique Pearson en effet ne pouvait pas être mise en œuvre?

M. Edwards: Je crois que c'était très difficile. Je ne crois pas par exemple que vous pouviez dire à une personne, votre carrière ne sera pas affectée par la mise en œuvre du programme du bilinguisme, parce que personne ne peut prévoir ce que leur carrière sera dans dix ou quinze ans. Vous pouvez anticiper une occasion d'avancement, mais ceci ne veut pas dire que vous allez l'avoir. Je crois que la philosophie énoncée par M. Pearson était que la carrière de tout fonctionnaire public ne serait pas

[Texte]

was that the career of any public service employee would not be unduly affected or hampered, I forget the exact words, by the introduction of bilingualism in the public service. I just do not think you can interpret that as a philosophy into actual practice and say it has or has not hampered careers. There are many people who will tell you that their careers have been hampered because they have not moved in the direction they thought they would move or aspired to because they have not been bilingual.

Mr. Ritchie: Has the Alliance received any significant number of complaints from its members arising from problems over the implementation or application of the government's policy on bilingualism?

Mr. Edwards: It is difficult when you say a significant number. You know, that is relative and what is significant?

• 2025

If it affects even one of our members, that is a real problem, and I think we have a responsibility to try and deal with that problem. If I may liberally interpret what is meant by "significant", I would say that there has been a significant number of problems in regard to the implementation of the policy of bilingualism.

Mr. Ritchie: Do you think that these problems have been justified, based on the Pearson implementation that no career opportunities would be diminished?

Mr. Edwards: It becomes difficult to say to what extent they are justified. The fact that a person has a problem, I think that that is significant; but whether or not it has hampered his career may be difficult to prove. I think it has primarily been the matter of implementation of the policy and that there are some deficiencies in the way the policy has been implemented, as far as the public service employee is concerned.

One of the difficulties that we find is that there has not been any definition of what positions are going to become bilingual or are going to be bilingual at some particular future date. That definition generally is not given far enough in advance so that a person who has some reasonable aspirations for that position or who might aspire to it will have an opportunity to become bilingual; or, in situations where he might think that a position is going to become bilingual, he might attempt to become bilingual, will enter the program as actively as he possibly can, work as hard as he can to become bilingual, only to find, perhaps, that the position opens up sooner than was expected because the present incumbent has moved on to some other position. The position is then declared bilingual and he cannot meet the test of bilingualism at that particular time; has no opportunity of moving into the position and then continuing his bilingual training until he becomes bilingual. This is one of the deficiencies that we find.

We sometimes find examples—and I have one here—of a particular position which, first of all, was designated to be not bilingual and where proficiency in the English language only was required. Then, for some particular reason not known to us, the competition was changed and was once more put up. But then, proficiency in both languages was essential. It was for the same position: Material Manager, Financial and Administrative Division,

[Interprétation]

inversement touchée ou retardée, j'oublie les mots exacts, par l'introduction du bilinguisme dans la Fonction publique. Je ne crois tout simplement pas que vous interprétiez ceci comme une philosophie en pratique et dire qu'elle n'a pas entravé les carrières. Il peut y avoir des gens qui vous diront que leurs carrières ont été entravées, parce qu'ils n'ont pas avancé dans la direction qu'ils pensaient ou espéraient, parce qu'ils n'étaient pas bilingues.

M. Ritchie: Est-ce que l'Alliance a reçu un nombre important de plaintes de la part de ses membres découplant des problèmes sur la mise en œuvre ou l'application de la politique du gouvernement sur le bilinguisme?

M. Edwards: Il est difficile de dire ce qu'on entend par nombre important. Vous savez ce qui est relatif et ce qui est significatif?

Si cela touche un seul de nos membres, cela constitue un véritable problème et c'est notre responsabilité d'essayer de le résoudre. Si je peux me permettre d'interpréter librement le mot «significatif», je dirais qu'il y a eu un nombre significatif de problèmes touchant l'application de la politique du bilinguisme.

M. Ritchie: Êtes-vous d'avis que ces problèmes sont justifiés d'après la politique Pearson portant qu'aucune carrière ne serait affectée.

M. Edwards: Il est assez difficile de dire jusqu'à quel point ils sont justifiés. Le fait que quelques personnes aient des problèmes est indéniable, mais de là à dire que cela nuit à leur carrière serait difficile à prouver. Je crois que c'est principalement la question de l'application de la politique et qu'il y a quelques failles dans la façon dont la politique est appliquée en ce qui concerne les fonctionnaires de la Fonction publique.

L'une des difficultés, c'est qu'aucun poste n'a été défini comme étant bilingue ou devant le devenir à une date déterminée. Cette définition n'est généralement pas donnée assez longtemps d'avance pour permettre à une personne ayant des vues sur un certain poste le temps de devenir bilingue; ou dans le cas où il pourrait croire qu'un poste peut devenir bilingue qu'il ait le temps de le devenir lui-même. En participant au programme activement, en travaillant très fort pour devenir bilingue pour s'apercevoir ensuite que le poste est vacant, parce que le titulaire occupe un autre poste. Le poste est officiellement bilingue et il ne peut se présenter au concours, parce qu'il n'est pas prêt à ce moment-là; il n'a donc pas la possibilité d'obtenir ce poste et de continuer sa formation en vue de devenir bilingue. Voilà un des défauts que nous rencontrons.

A titre d'exemple, il y a certains postes qui, en premier lieu, avaient été désignés comme n'étant pas bilingues et où l'on exigeait que la connaissance de la langue anglaise. Par la suite, pour des raisons que nous ne connaissons pas, le concours a été changé et a été annoncé. Mais, à ce moment-là, on exige la connaissance des deux langues. C'était pour le même poste, celui de gérant du matériel, division de l'administration et des finances, ayant la même classification PE4, que l'on avait tout d'abord annoncé comme unilingue et qui par la suite est devenu un poste bilingue.

[Text]

with the same PE 4 classification, initially put up with proficiency in only one language, and subsequently taken down and then put up for proficiency in both languages.

Mr. Ritchie: What was the interval between the two?

Mr. Edwards: The first poster was dated March 26 and the next poster, April 6. This raised a number of comments from the president of one of our branches who, incidentally, is French-speaking. He raised the question on the basis that this was creating quite a number of problems. A lot of people had applied for the position, thinking it was an opportunity for promotion for a unilingual person, only to find subsequently that the position had been changed and had become a bilingual position.

Things such as this create a number of problems in the public service.

The Chairman: May I ask a supplementary, Mr. Ritchie? Was the location of the position changed?

Mr. Edwards: No, the location was exactly the same. It was in Ottawa and it even bore exactly the same number.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

I get the impression, Mr. Edwards, that you feel that the Pearson policy on bilingualism has gradually been shifted to one of biculturalism. Do you think this is a natural evolution of attempting to solve the problem of getting a better balance, in numbers, between the two main language groups in our country?

Mr. Edwards: That was probably the intent, but I think the initial Pearson document really dealt with the matter of service to people in both languages. It dealt with the bilingual nature of Canada; whereas the gradual shift, if you like, in emphasis has been on a public service that would represent the two founding races more in some form of representation proportional to the number of people in the population of both founding races.

• 2030

Mr. Ritchie: What about the people who are not in the two founding races? Unfortunately I was one of them.

Mr. Edwards: All right. I think this creates problems from our point of view when you talk about Francophones and Anglophones. We discussed this in front of a group of people one day in reference to government policy. It was a day or two after the Prime Minister's marriage. We were rather concerned about what his offspring would be. We did not know whether they would be Francophones or Anglophones. My Vice-President, Mr. Prud'homme, his wife happens to be Irish but his children and his wife and himself are completely bilingual and his children have been brought up in both languages from the time of their birth. He has a little difficulty in knowing whether he is a Francophone or an Anglophone or whether his children are Francophones or Anglophones. I think the use of these terms has also created some problems in the public service.

[Interpretation]

Mr. Ritchie: Quel a été l'intervalle entre les deux?

M. Edwards: Le premier avis était en date du 26 mars et le deuxième en date du 6 avril. Le président de notre division qui, incidemment, est francophone, a déclaré que cela créait un certain nombre de problèmes. Plusieurs personnes avaient présenté une demande pour ce poste en pensant qu'il était unilingue et ont appris par la suite que le poste était devenu bilingue.

Ces choses-là créent des problèmes dans la Fonction publique.

Le président: Puis-je poser une question complémentaire? Est-ce qu'on avait changé le lieu de travail de ce poste?

M. Edwards: Non, le lieu de travail était le même. Le poste était à Ottawa et portait exactement le même numéro.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Merci, monsieur le président.

J'ai l'impression, monsieur Edwards, que la politique Pearson sur le bilinguisme en est devenue une de biculturalisme. Croyez-vous que c'est l'évolution naturelle de nos efforts pour essayer d'équilibrer le nombre de fonctionnaires dans les deux principaux groupes linguistiques de notre pays?

M. Edwards: C'était probablement l'intention au début, mais je crois que le document Pearson traitait de la question des services offerts au public dans les deux langues. Il traitait de la nature bilingue du Canada; tandis que la tendance a été plutôt de former une Fonction publique plus représentative des deux races fondatrices sous forme de représentation proportionnée à la population des deux races fondatrices.

M. Ritchie: Qu'advient-il de ceux qui ne font pas partie des deux races fondatrices? Malheureusement j'étais l'un d'entre eux.

M. Edwards: Très bien. Je pense que cela pose un problème à notre point de vue, lorsque vous parlez de francophones et d'anglophones. Nous avons traité de cette question un jour, avec un groupe de personnes, en rapport avec la politique du Gouvernement, c'était une journée ou deux après le mariage du premier ministre. Nous étions très préoccupés au sujet de ce que serait sa progéniture. Nous ne savions pas s'ils seraient francophones ou anglophones. La femme du vice-président, M. Prud'homme, est irlandaise, mais toute sa famille est entièrement bilingue, mais ses enfants ont été élevés dans les deux langues depuis leur naissance. Il éprouve certaines difficultés à savoir s'il est francophone ou anglophone ou si ses enfants sont francophones ou anglophones. Je crois que l'emploi de ces termes a aussi créé certains problèmes dans la Fonction publique.

[Texte]

Mr. Ritchie: I would like to ask another question in a little different area. A number of government departments have been granted delegated authority in the selection and hiring of employees. Has the Public Service Alliance received any complaints from its members regarding the manner in which this delegated authority is exercised or monitored?

Mr. Edwards: I had not realized that we were going to get into this discussion, but if we are talking about a problem situation I think at the present moment that that is in the nature of a greater problem for us than the bilingualism program. We are having more difficulties in this area right now, on the actual delegation of authority to departments for hiring and the monitoring of it.

Mr. Ritchie: Can you elaborate on that a bit?

Mr. Edwards: We have had some meetings with the Public Service Commission on this question and we are meeting within another week to discuss the matter of this delegated authority. Not all of the departments are handling it in the way that I am sure the delegation of authority was intended to be handled.

We find that as far as we are concerned they are abusing the merit system. The hiring that is being undertaken by Canada Manpower is not in our opinion meeting all the tests of the merit system with regard to the selection of candidates. We find at the local level that people in authority to hire are requesting Manpower to send a selected candidate to them, and we do not like this type of thing because I think at a particular level this can be a form of patronage. We are asking the Commission to review the delegation of authority. In fact, our position is that they should remove the delegation of authority in many of the areas where they have already delegated it.

Mr. Ritchie: What is the purpose of the delegation of authority? I presume it is to speed up efficiency or make a department more thorough.

Mr. Edwards: I think it was intended to speed up efficiency and to make the selection process operate much more quickly than it had done through a centralized process. I have no objection to the purpose behind the delegation of authority but I do not think when you delegate authority that you have control over it, certainly not unless you are able to monitor it very closely. It is my understanding that the monitoring is only on a sample basis and only about one-tenth of the positions are reviewed after the appointment. It is an "after the fact" type of monitoring and I am not too sure that it provides any particular penalties for anything that might be found in the monitoring process that is an abuse. I am not aware as yet of any removal of delegated authority where there have been any difficulties. We have been placing these matter before the Commission quite frequently in the past little while.

[Interprétation]

M. Ritchie: J'aimerais poser une autre question portant sur un domaine quelque peu différent. On a délégué des pouvoirs à un certain nombre de ministères du gouvernement pour le choix et l'embauchage des employés. L'Alliance de la Fonction publique a-t-elle reçu des plaintes de la part de ses membres au sujet de la façon dont on exerce ces pouvoirs qui ont été délégués?

M. Edwards: Je n'avais pas pensé que nous allions discuter cette question, mais si nous parlons d'une situation problématique, je pense que le problème que cela représente est un problème plus important que le problème du bilinguisme. Nous nous heurtons à plus de difficultés dans ce domaine à l'heure actuelle, au sujet de la délégation de pouvoirs aux ministères pour l'embauchage et son contrôle.

M. Ritchie: Pouvez-vous apporter quelques précisions là-dessus?

M. Edwards: Nous avons eu des entretiens avec des représentants de la Commission de la Fonction publique sur cette question, et nous nous réunirons dans moins d'une semaine pour discuter la question de délégation de pouvoirs. Je suis sûr que tous les ministères ne traitent pas de cette question de la façon dont ils devraient le faire.

Nous constatons, dans la mesure où nous sommes concernés, qu'ils abusent du système du mérite. L'embauchage qui est fait par le Centre de main-d'œuvre du Canada ne satisfait pas, à notre avis, aux exigences de tous les examens du système du mérite en ce qui a trait au choix des candidats. Nous constatons que, au niveau régional, ceux qui ont l'autorité pour embaucher exigent que les centres de main-d'œuvre leur envoient un candidat choisi, et nous n'aimons guère ce genre de mesures parce que, selon moi, c'est peut-être une forme de patronage à un niveau particulier. Nous demandons à la Commission de reviser la formule relative à la délégation de pouvoirs. En fait, nous croyons qu'ils devraient retirer la délégation de pouvoirs de bien des domaines où on les a déjà délégués.

M. Ritchie: Quel est le but de la délégation d'autorité? Je suppose que c'est accélérer l'efficacité ou de rendre un ministère plus complet.

M. Edwards: Je pense que cette mesure était destinée à accélérer l'efficacité et l'application de la méthode de sélection par l'entremise d'un processus centralisé. Je ne m'oppose pas au principe de la délégation de l'autorité, mais je ne pense pas que, lorsque vous déléguez des pouvoirs, que vous en ayez le contrôle, certainement pas jusqu'à ce que vous puissiez y exercer un contrôle très serré. Selon moi, le contrôle ne s'exerce que sur une base de sélection et qu'environ 1/10 des postes sont révisés, après la nomination. Il s'agit d'une forme de contrôle «après le fait» et je ne suis pas tout à fait certain qu'il comporte des sanctions particulières pour quelque chose qui pourrait être constatée dans le processus de contrôle, ce qui constitue un abus. Jusqu'ici, je ne sais pas si l'on a retiré des pouvoirs qui avaient été délégués là où il y a eu des difficultés. La Commission a été mise au courant de ces questions au cours des années passées.

[Text]

Mr. Ritchie: Does this have to do with bilingualism or other features where the merit system is not...

Mr. Edwards: No, I would not say that this has to do with bilingualism. In some situations it might involve a bilingual position but I am not thinking of it in terms of bilingualism. The way we see it I think this is in reference to the merit system of appointment.

Mr. Ritchie: Are you suggesting that some departments are hiring on the basis of a friend or...

Mr. Edwards: I am suggesting that they are not hiring totally on the merit basis of having the best qualified candidate get the job. I am concerned about some of the statements that we have had from our field offices, and we have 15 field offices across the country. We have asked them to monitor this process pretty carefully and find out if there are areas of difficulty, and they are reporting to us quite frequently and we are now reporting them constantly to the Commission, asking the Commission to investigate some of these things. Frankly, I think the Public Service Commission are equally as concerned as we are in this area. As I said, there will be a meeting within the next two weeks on this very question.

• 2035

Mr. Ritchie: Have I exhausted my time, Mr. Chairman?

The Chairman: No.

Mr. Ritchie: Then you are really suggesting that patronage is now entering the civil service again in a limited way, are you not? I do not know that it is political patronage necessarily; it may be just personal patronage.

Mr. Edwards: I am not suggesting that it is political patronage. It can be strictly bureaucratic patronage. It can be patronage at a local level. It can be the local manager deciding that the person he wants to have in that job is possibly someone he has hired as a casual six weeks ago, and then setting up a position and running through a competition, and we get a little suspicious of the process.

I do not see any major evidence of a return to a total patronage system. I am not suggesting that, but what we are suggesting as an organization is that if the merit system is going to function we have a stake in the merit system. We have to do some of the policing action of it because it is not a negotiable system. It is not something that we can bargain for under the collective bargaining process. We cannot bargain lay-offs, we cannot bargain hiring or appointments or promotions or any of these things in regard to the procedures and processes. All we can do is to consult with the commission on them, and the power and authority is in the hands of the Public Service Commission in the appointing authority.

We have to be concerned if it gets off the track because if you are going to have a merit system you have to keep it honest.

[Interpretation]

M. Ritchie: Cela a-t-il trait au bilinguisme ou à d'autres questions où le système du mérite n'est pas...

M. Edwards: Non, je ne dirais pas que cela a trait au bilinguisme. Dans certains cas, cela pourrait comporter un poste bilingue, mais je ne considère pas cela comme se rattachant à la question du bilinguisme. A notre point de vue, je pense que cela se rapporte au système du mérite des nominations.

M. Ritchie: Prétendez-vous que certains ministères embauchent un employé parce que c'est un ami ou...

M. Edwards: Je prétends qu'ils n'embauchent pas entièrement selon le mérite et de façon à ce que le candidat le plus qualifié obtienne le poste. Je m'inquiète de certains des rapports que nous avons reçus de nos bureaux régionaux, et l'on compte quinze bureaux régionaux dans le pays. Nous leur avons demandé de contrôler très attentivement l'application de cette formule et de découvrir s'il y avait des domaines qui présentent des difficultés. Ils nous soumettent de fréquents rapports que nous transmettons à la Commission en lui demandant d'enquêter sur certaines de ces choses. Je pense très franchement, que la Commission de la Fonction publique est aussi inquiète que nous le sommes dans ce domaine. Comme je l'ai dit, il y aura une séance la semaine prochaine ou dans 2 semaines et où nous traiterons de ce sujet.

M. Ritchie: Le temps qui m'est alloué est-il écoulé, monsieur le président?

Le président: Non.

M. Ritchie: Vous dites donc que le favoritisme existe à nouveau dans la Fonction publique d'une façon différente, est-ce exact? Je ne sais pas s'il s'agit nécessairement de favoritisme politique; il peut s'agir d'un favoritisme personnel.

M. Edwards: Je ne dis pas qu'il s'agit de favoritisme politique. Il peut s'agir essentiellement de favoritisme bureaucratique. Il peut s'agir aussi de favoritisme au niveau local. Il se peut que le gérant de l'endroit décide que la personne qu'il désire va obtenir ce poste et cette personne même qu'il engage temporairement pour une période de 6 semaines, et alors il crée un poste et ouvre un concours au public. On peut douter alors du procédé.

Je ne crois pas qu'il y ait des signes évidents d'un retour au système complet du favoritisme. Je ne dis pas qu'il y a un retour à ce favoritisme intégral, mais nous croyons que si le système repose sur la promotion au mérite, nous avons des intérêts à ce système. Nous devons nous en préoccuper, car il ne s'agit pas d'un système que l'on peut négocier. On ne peut pas négocier en vertu des procédés établis par la convention collective. Nous ne pouvons pas négocier des mises à pied, le recrutement ou les promotions en vertu des procédures établies. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de consulter la Commission de la Fonction publique à ce sujet et la Commission possède le pouvoir et l'autorité dans ce domaine.

Nous devons nous préoccuper du système s'il est mauvais, car s'il s'agit d'un système de promotion au mérite, il faut qu'il soit honnête.

[Texte]

The Chairman: Will you allow me a supplementary, Mr. Ritchie?

Mr. Ritchie: Yes.

The Chairman: Do you have any concrete cases to support your recent statement that maybe there is some patronage?

Mr. Edwards: I have referred to a case today of a situation in one of the offices out west where an employee had been hired on a casual basis and subsequently there was a competition. There were only three candidates interviewed, and this casual employee initially received so many more marks than anyone else, even though the other people were qualified in a similar position, that it seemed pretty odd.

On investigation, we found that the only board members consisted of the manager and one very low-level clerical employee doing the interviewing. The manager himself had established all the questions and set the examination and so on. It looked like a foregone conclusion as to who was going to win. Everybody felt that that was the intent in this particular matter.

The whole selection process was not in keeping with the commission's requirements. The examination had not been approved by the commission as should have been done, and this person flaunted all the procedures and told our representative he would hire whomever he liked, that that was his responsibility and no one else's and it did not matter how he did it.

This is the type of thing we have found in some situations on the basis of delegation of authority.

Mr. Ritchie: Is this a relatively recent development, this abuse ..

Mr. Edwards: The abuse?

Mr. Ritchie: ...or the change? How long in months or years have these complaints of unwise use of delegated authority been coming along?

Mr. Edwards: They have tended to increase lately. The delegation of authority in the public service has been a progressive step taken by the Public Service Commission where they have moved from one category to another, delegating to departments the authority to do the hiring and selection.

They are contemplating the extension of this delegation of authority to two other categories of employees, the technical and administrative. We have objected on this basis of the further extension of this authority, but what we have found is that we are beginning to find more and more cases that are being brought to our attention of what we consider are abuses.

I must be quite frank with you. I am not suggesting that every time an employee comes along and says there has been an abuse of the selection process there is an abuse of the selection process. Employees quite often are prone to say that because they did not get the job everything was cooked up; or they may say that because such and such an employee got a particular job it was fixed. It may well be that it was the most capable employee who got the job and should have got the job; it would be obvious to anyone that he should have got it. But where

[Interprétation]

Le président: Nous permettriez-vous de vous poser une autre question, monsieur Ritchie?

M. Ritchie: Allez-y.

Le président: Connaissez-vous des cas précis pour appuyer votre déclaration selon laquelle il y aurait du favoritisme?

M. Edwards: J'ai parlé d'un cas aujourd'hui qui s'est produit dans un bureau dans l'Ouest du pays et où un employé avait été engagé temporairement et qu'ensuite il y a eu un concours de tenu. Il n'y eu alors que trois candidats que l'on a rencontrés et cet employé temporaire a reçu beaucoup plus de points que quiconque, même si les autres candidats étaient compétents.

Après enquête, nous avons découvert que les seuls membres de la Commission étaient le directeur et un commis qui avaient rencontré le candidat. Le directeur lui-même avait fait toutes les questions et établi l'examen et ainsi de suite. Il semblait bien alors que le candidat choisi était tout trouvé et tous l'ont pressenti.

Les procédés de sélection ne concordaient pas avec les exigences de la Commission. L'examen n'avait pas été approuvé par la Commission, comme il aurait fallu, et le directeur ne tint pas compte des procédés et dit à notre représentant qu'il engagerait qui il voulait, que cela relevait de sa responsabilité et de personne d'autre et que la façon dont il avait procédé n'avait pas d'importance.

Il s'agit bien là du genre de cas que nous avons rencontré.

M. Ritchie: Est-ce un fait nouveau?

M. Edwards: Cet abus?

M. Ritchie: Ou le changement? A quand exactement remontent ces plaintes?

M. Edwards: Cette délégation d'autorité au sein de la Fonction publique s'est instaurée tranquillement lorsque la Commission a décidé pour quelques catégories d'employés de déléguer au ministère l'autorité d'engager et de choisir le personnel.

Ils veulent étendre ce pouvoir à deux autres groupes d'employés, aux employés des services techniques et administratifs. Nous nous sommes opposés à cette façon de faire, mais nous avons découvert de plus en plus de cas qui nous sont rapportés et que nous considérons comme des abus.

Je dois être franc avec vous. Je ne dis pas que chaque fois qu'un employé se plaint qu'il y a un abus dans le procédé de sélection qu'il s'agit bien d'un abus. Très souvent les employés disent que lorsqu'ils n'obtiennent pas l'emploi, l'affaire était déjà classée, or, ils peuvent dire qu'étant donné que tel ou tel employé a obtenu tel emploi, c'était décidé d'avance. Il se peut que ce soit l'employé le plus compétent qui a obtenu l'emploi et qui aurait pu l'obtenir. Tous peuvent être sûrs qu'il aurait dû obtenir l'emploi. Nous recevons de nombreuses lettres et déclarations, de questions et d'appels et je crois que nous

[Text]

you constantly get letters and statements and questions and appeals coming up, I think you have to be concerned about delegation of authority, and we are very concerned about it.

Mr. Ritchie: Do you think that if the Appeals Branch of the Public Service Commission were completely separated from the Public Service Commission it would help? Do you think it might help?

Mr. Edwards: Possibly it would help. There is concern in the minds of employees that justice cannot always be done if the organization dispensing justice is tied closely to the parent organization, such as the Appeals Branch to the Public Service Commission, where the commission has made the appointment and the Appeals Branch is reviewing it. I do not think that generally it is a good practice to have the Appeals Branch in exactly the same—in that type of relationship. It might well be much better to have it in more of a neutral area such as the Public Service Staff Relations Board, or something of that nature.

● 2040

I am not suggesting, or I am not making any charges at all, that the actions of the Appeal Board have not been fair and reasonable and just, as much as should be. We are not making any suggestions there.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman, I think I have exhausted my time.

The Chairman: Mr. Carter, followed by Mr. Thomson.

Mr. Carter: I have some questions. I am quite surprised to hear some of the statements made by Mr. Edwards.

The Chairman: I am too.

Mr. Carter: It appeared to me that you are hedging. You make reference to patronage within the Public Service. You make reference to advertisements where they have been changed to—where at one time the English-speaking language was called for, and then later it was required that the person become bilingual.

You made reference to a recent case out West, I think you said, where there was obviously a flouting of the regulations, and the terms of reference and this and that and the other thing. I am just wondering what you are trying to get at. Are the people who are flouting these regulations—what is their status? What are they? Are they supervisors?

Mr. Edwards: In some situations they are local managers, and they may be at various levels.

Mr. Carter: What is the reason for this flouting the regulation and the changing in attitude and so on?

Mr. Edwards: I think if you want to talk about reasons—I do not know what the reasons are, except the reasons perhaps that someone might want to have the complete say in the selection and choose someone that he personally likes. But on a delegated process of authority, it can be at various levels, depending on the nature of the enterprise.

[Interpretation]

devons nous préoccuper de la question de délégation d'autorité et cela nous préoccupe beaucoup.

M. Ritchie: Croyez-vous que si la direction des appels de la Commission de la Fonction publique était complètement séparée de la Commission, que cela aiderait?

M. Edwards: Probablement. Les employés croient facilement qu'ils ne peuvent recevoir justice, si l'organisme qui décide de rendre justice est rattachée étroitement à l'organisme principal, comme l'est la Direction des appels à la Commission de la Fonction publique. La direction des Appels revise la décision de la Commission. Je ne pense pas qu'il soit de bonne politique que ce genre de rapport, existe avec la direction des appels. Il serait préférable qu'il se situe dans un domaine plus neutre, comme celui de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, ou quelque'autres organismes de cette nature.

Je ne prétends pas du tout que la direction des appels n'a pas fait preuve de justice et de coopération comme elle le devrait. Nous ne faisons pas de suggestions quelconques ici.

M. Ritchie: Merci, monsieur le président, je pense avoir épuisé mon temps de parole.

Le président: La parole est à M. Carter suivi de M. Thomson.

M. Carter: J'ai quelques questions à poser. Certaines déclarations de M. Edwards ne laissent pas de me surprendre.

Le président: Et moi aussi.

M. Carter: Il me semble que vous recourez à des échappatoires. Vous parlez de népotisme dans la Fonction publique. Vous faites allusion à des avis publics qui exigeaient la connaissance de la langue anglaise et qui ont été modifiés plus tard de façon à exiger que le candidat soit bilingue.

Vous citez le cas récent que vous dites, je crois, être survenu dans l'Ouest du pays et où les règlements ont été clairement bafoués; vous parlez de mandats, de ceci et de cela. Je me demande à quoi vous voulez en venir. Quels sont ceux qui font fi des règlements? Quelle est leur position? Sont-ils des directeurs?

M. Edwards: Dans certains cas, ce sont des directeurs locaux dont les postes se situent à des échelles diverses.

M. Carter: Quelle est la raison qui les fait passer outre aux règlements, changer d'attitude, etc.?

M. Edwards: J'ignore quelles sont ces raisons, sinon peut-être le fait qu'un d'entre eux veut décider en dernier ressort du choix des candidats et en nommer un qu'il préfère personnellement. En ce qui concerne la procédure de délégation de l'autorité, ceci peut se produire à divers échelons selon la nature de l'entreprise.

[Texte]

In a small community, the head of a Canada Pension Plan office or something may have the authority to hire people locally as far as local staff is concerned, but it will not be the same in every area. I did not make any suggestion that patronage was creeping in on the political level, if this is what you are talking about in the way of patronage. But I think you can have various forms of patronage, if you like. All I am saying is that I think that there has been some abuse of the delegated process.

Mr. Carter: Abuse in what way?

Mr. Edwards: I do not think it is being carried out under the regulations prescribed by the Public Service Commission as to how it should be carried out. So it is delegated, and then it is reviewed by a monitoring process where the instruments, the various papers and so on, are reviewed by a monitoring process. But only about 10 per cent of the cases are monitored or are reviewed. So this leaves, if you like, a lot to be desired from our point of view.

Mr. Carter: You mention not being carried out as they were planned, or at least expected to be carried out. In what way were they not carried out?

Mr. Edwards: This is what we are asking the commission to investigate in some of these areas. We have not got the investigation in all of them. But they are questionable in our minds, and they are so questionable in our minds that we have raised these observations with the commission. The commission in many cases are reviewing them, and as I say we are meeting on this and asking the commission not to delegate this authority, and in fact to take back...

Mr. Carter: Questionable in what way? Is there discrimination against a certain type or a certain...

● 2045

Mr. Edwards: Let me give you another concrete example of an employee who was hired on a casual basis. That can be a local hiring practice where you can get in touch with the Manpower Division and say you want a casual employee as a stenographer or a clerk. In this particular case they had a person who was promoted out of a position. I have not got the details with me, I did not know that we were going to discuss this aspect so I am going from memory. But let me assume as far as this part is concerned that it was what we call a CR4 position. The local manager decided to bring in an employee at a casual level and hire him on a CR2 basis. In this particular situation he got in touch with the local Manpower Division and said, I want you to refer a certain person to me, and named the person. He sent the person down to the Manpower office to register and that person was referred up to him and hired on a casual basis.

The position was left on a casual basis for about four to five months, then he applied to have the position filled on a continuing basis. He put an ad in the paper which lasted for one day. He had a competition. There were a number of other people with much more seniority and I think equally as capable in various other areas. They were reviewed, but the selected candidate was the person that he had directed to be hired a matter of less than six

[Interprétation]

Dans une petite collectivité, le chef d'un bureau de pensions du Canada, ou autre, peut jouir du pouvoir d'engager des fonctionnaires pour autant qu'il s'agisse d'employés locaux; ce ne serait pas le même cas partout. Je n'ai pas prétendu que le népotisme se répandait au niveau politique, si c'est bien là votre propos à cet égard. On peut observer diverses formes de népotisme. Je dis tout simplement qu'il y a eu un abus dans la procédure de délégation de pouvoirs.

M. Carter: Quel genre d'abus?

M. Edwards: Je ne crois pas que cette procédure soit appliquée conformément aux règlements prescrits par la Commission de la Fonction publique. La délégation est faite pour être ensuite revue au moyen d'un procédé de contrôle qui s'exerce sur les divers documents, etc. Seul 10 p. 100 environ des cas sont contrôlés ou revus, ce qui laisse, à notre avis, beaucoup à désirer.

M. Carter: Vous dites que la délégation n'est pas faite conformément à ce que les règlements prescrivent. De quelle manière cela a-t-il lieu?

M. Edwards: C'est ce que nous demandons à la Commission d'examiner dans certains domaines. Nous n'avons pas en main le résultat de toutes les enquêtes. Cependant, elles sont tellement sujettes à caution que nous avons soulevé ces points devant la Commission. Celle-ci est en train de revoir plusieurs cas et, comme je le dis, nous nous réunissons à ce sujet et nous demandons à la Commission de ne pas déléguer ses pouvoirs, mais au contraire de les reprendre.

M. Carter: Dans quel sens seraient-elles sujettes à caution? Une discrimination quelconque s'exerce-t-elle contre un certain type ou un certain...?

M. Edwards: Laissez-moi vous donner l'exemple concret de l'engagement d'un employé occasionnel. Il peut s'agir d'un mode d'engagement local par l'intermédiaire de la division de la main-d'œuvre à laquelle vous demandez un employé occasionnel comme un sténographe ou un commis. Il s'agissait en l'occurrence d'une personne qui avait été promue. Je n'ai pas les détails sous les yeux, car je ne savais pas qu'on en discuterait, c'est pourquoi je cite de mémoire. Supposons toutefois qu'il s'agissait en l'occurrence d'un poste à l'échelle CR 4. Le directeur local avait décidé d'engager un employé occasionnel à l'échelle du poste CR 2. Il s'est adressé à la division locale de la main-d'œuvre leur demandant de lui adresser un candidat qu'il avait lui-même désigné. Il adressa ensuite ce candidat au bureau de la main-d'œuvre afin qu'il s'enregistre et ce dernier fut demandé aux fins d'engagement temporaire.

Le caractère temporaire du poste fut maintenu pendant quatre à cinq mois à la suite desquels le fonctionnaire demanda son admission à titre définitif. Il inséra, pour un seul jour, un avis dans un quotidien. Il avait à faire face à des concurrents. Il y avait plusieurs autres candidats plus anciens et, je crois, aussi capables dans différents domaines. Ils passèrent une entrevue, mais le candidat choisi fut celui que le directeur avait désigné, moins de

[Text]

months previously, had underfilled the position and then applied in the competition and got the job. If you will excuse me, we think there is probably something fishy in the circumstances.

Mr. Carter: What do you think?

Mr. Edwards: I think there is something fishy in something, sir.

Mr. Carter: To what extent? How? Why?

Mr. Edwards: Well, I do not know. Do you not think there is something unusual in the circumstances?

Mr. Carter: I am asking you. What do you think?

Mr. Edwards: I think, first of all, it is unusual.

The Chairman: You are the witness.

Mr. Edwards: I think it is unusual to ask that a direct referral be made of a certain party; then have that position underfilled when it could have been filled by competition; then have an ad posted for one day only in a local paper; then run a competition; and then have that selected person who had underfilled the position with less than six months experience in the public service in a particular job rate higher than people who had been doing similar work in a government department and had been highly qualified and well recommended for promotion and not get the job.

Mr. Carter: Yes, but surely you have certain conclusions, Mr. Edwards. What do you think, and why?

Mr. Edwards: Well, I conclude that there has been some abuse of the hiring process.

Mr. Carter: Abuses in what way?

Mr. Edwards: Because I think it was definitely in that particular circumstance a selected appointment by the local person in charge.

The Chairman: So civil servants will make patronage regarding the hiring of civil servants.

Mr. Carter: Was preferential treatment shown because of political reasons?

Mr. Edwards: I do not think it was political reasons, no.

Mr. Carter: What were they?

Mr. Edwards: I think probably the reasons were a prior acquaintanceship, a prior knowledge, some prior connection. We were informed, in this particular case, that it was openly stated that the person who was going to get this job was this particular employee and it had...

Mr. Carter: Was the person who got the job bilingual?

Mr. Edwards: No, it had nothing to do with bilingualism. In this particular instance I am talking about...

[Interpretation]

six mois auparavant, qui avait accepté le poste à un grade inférieur pour s'inscrire plus tard et obtenir l'emploi. Je vous demande de m'excuser, mais nous croyons que ces circonstances sont quelque peu troublantes.

M. Carter: Qu'en pensez-vous?

M. Edwards: Je crois que nous voyons là quelque chose d'irrégulier, monsieur.

M. Carter: Dans quelle mesure? Comment? Pourquoi?

M. Edwards: Et bien, je ne saurais le dire. Ne pensez-vous pas que ces circonstances sont un peu troublantes?

M. Carter: Je vous le demande. Qu'en pensez-vous?

M. Edwards: En premier lieu, je pense que c'est étrange.

Le président: Vous êtes le témoin.

M. Edwards: Je pense qu'il est étrange de demander directement la présentation à un poste qui est rempli par un échelon inférieur, alors qu'il aurait pu l'être par concours, pour ensuite publier une seule fois un avis dans un journal local, faire passer le concours et admettre enfin le candidat qui occupe le poste à un échelon inférieur et qui n'a pas six mois d'expérience dans la Fonction publique, à une fonction déterminée supérieure à celle qu'occupe des fonctionnaires remplissant des fonctions analogues dans un ministère et dont les aptitudes et la compétence et les qualifications pour une promotion et qui se voit refuser le poste.

M. Carter: Oui, mais vous en tirez certainement des conclusions, monsieur Edwards. Qu'en pensez-vous et pourquoi?

M. Edwards: Eh bien, je conclus qu'un certain abus s'est manifesté dans la procédure d'engagement.

M. Carter: Dans quel sens?

M. Edwards: Parce que je crois qu'en l'occurrence qu'il s'est agi de l'engagement d'un candidat choisi par le directeur local.

Le président: Les fonctionnaires publics seraient ainsi coupables de patronage dans l'engagement d'autres fonctionnaires publics.

M. Carter: Le traitement préférentiel avait-il des motifs politiques?

M. Edwards: Je ne pense pas que ce fut pour des motifs politiques, non.

M. Carter: Quels ont été ces motifs?

M. Edwards: Il s'agissait probablement de relations déjà existantes, d'une connaissance préalable, de rapports déjà existants. Dans ce cas particulier, nous avons su qu'on avait clairement déclaré que le candidat auquel ce poste était réservé, était le fonctionnaire en question et que cela avait...

M. Carter: Le candidat retenu était-il bilingue?

M. Edwards: Non, la question n'avait rien à voir avec le bilinguisme. Dans le cas particulier que je cite...

[Texte]

The Chairman: Do you know if they were related in that instance?

Mr. Edwards: I do not think they were related.

Mr. Carter: Mr. Edwards, in Newfoundland we have thirty or forty people working with the Post Office Department who were formerly employed as railway mail clerks. These people were forced through circumstances to become members of the PSAC. The CUPW, of course, is the predominant union or bargaining agent for the postal clerks. These people have lost certain seniority rights. Some of them have 30 years of service, 40 years of service, but they have been relegated to the bottom of the list pretty well. I think representation has been made to you and to your Alliance to get them their rights. I am wondering what you have done about it.

Mr. Edwards: I personally met with the leaders of the other two unions involved, trying to seek accommodation on this. They are having a convention in May of this year where hopefully this will be discussed on the floor of the convention to grant them seniority rights for the total periods of service in the post office. The seniority that is denied them is denied them as a result of a collective agreement that was negotiated between the Canadian Union of Postal Workers and the Treasury Board. That collective agreement effectively barred the transfer of seniority from a person coming into that bargaining unit from any other bargaining unit, not within the Post Office but from anywhere else.

• 2050

These employees when they come in come in without seniority and under that collective agreement such matters as the selection of holidays, the selection of shifts, certain other preferred tasks, wicket jobs and so on are based on seniority within the bargaining unit, not on seniority within the Post Office. Frankly, we think this is not a good situation, but it is not one of our making. We have represented these employees and they have been phased out of existence. We have secured for them, however, certain rights and benefits of the continuation of employment. Many of them are getting promotions and getting out of the bargaining unit that way by being promoted; others, of course, are dwindling away as a result of retirement.

Mr. Carter: I have been told that for these people to join the CUPW would have meant they would have to forfeit all their seniority rights. Consequently they became members of your alliance.

Mr. Edwards: No, this is not correct. They were members. This group of employees was initially what was known as the railway mail clerks association. They were a separate part of the Civil Service Federation and had been for years. They were initially formed in 1889 and were one of the first groups of employees within the Civil Service Federation. They were part of the Civil Service Federation until the time it became the Public Service Alliance on merger with the Civil Service Association of Canada in 1966. They have continued their link with that organization. We applied for them as a separate bargaining unit and were granted bargaining agent status by the

[Interprétation]

Le président: Savez-vous s'il existait des liens de parenté entre eux?

M. Edwards: Je ne le crois pas.

M. Carter: Monsieur Edwards, il y a à Terre-Neuve trente ou quarante fonctionnaires des postes qui étaient auparavant des commis du courrier ambulant. Les circonstances les ont forcés plus tard à devenir membres de l'Alliance du Service public du Canada. Le syndicat canadien des employés de poste et, bien sûr, l'organisme principal et l'agent négociateur pour les commis de la poste. Ces fonctionnaires ont perdu certains droits d'ancienneté. Quelques-uns d'entre eux comptent trente ou quarante ans de service, mais ils ont été relégués au bas de la liste. Je pense que des instances ont été faites auprès de vous et de votre Alliance pour rétablir leurs droits. Je me demande ce que vous en avez fait.

M. Edwards: J'ai personnellement rencontré les gens des deux autres syndicats intéressés afin de trouver une solution à cette difficulté. Ils doivent tenir une assemblée au mois de mai prochain où cette question sera débattue en public, afin que ces employés soient rétablis dans leur droit d'ancienneté pour tout leur temps de service. L'ancienneté qu'ils auraient refusée et la conséquence d'un contrat collectif négocié entre le syndicat canadien des employés de poste et le conseil du Trésor. Cette convention collective empêche en effet le transfert du droit d'ancienneté de quiconque se joignant à l'unité de négociations, non au sein de l'administration des postes, mais d'ailleurs.

Ces employés se présentent sans titre d'ancienneté et en vertu de la convention collective, ces points tels que le choix des vacances, le choix des postes, de certains travaux aimés, aux postes de guichet et autres dépendent de l'ancienneté acquise en vertu de la convention collective et non pas de l'ancienneté acquise au bureau de poste. Nous croyons qu'il ne s'agit pas d'une situation excellente, mais elle ne dépend pas de nous. Nous avons représenté ces employés et on les a ignorés. Nous leur avons quand même acquis cependant certains droits et bénéfices pour assurer leur emploi. Plusieurs obtiennent des promotions et ne dépendent plus du syndicat et d'autres se retirent.

M. Carter: J'ai entendu dire que si ces employés s'affiliaient à la C.U.P.W., cela signifiait pour eux la perte de leur ancienneté. Ils deviennent donc membres de votre Alliance.

M. Edwards: Ce n'est pas exact. Ils en étaient membres. Ces employés faisaient partie au tout début de l'Association des commis de la poste. Ils formaient un groupe séparé de la Fédération de la Fonction publique et ils l'ont été durant plusieurs années. Cette Association a été formée en 1889 et fut l'un des premiers groupes d'employés au sein même de la Fédération de la Fonction publique. Ce groupe faisait partie de la Fédération de la Fonction publique jusqu'au moment où ceci devint l'Alliance de la Fonction publique affiliée à l'Association des employés de la Fonction publique du Canada en 1966. Ils ont continué leur Association avec cet organisme. Nous

[Text]

Public Service Staff Relations Board for this group of employees which were a bargaining unit of employees. We acted for them until they were phased out of existence. We had no control over the seniority provisions in the contract which was negotiated between the CUPW and the Treasury Board.

Mr. Carter: Is there any hope for these people?

Mr. Edwards: It is extremely important to them. We are trying to work out an accommodation with the unions concerned. We would be very happy to transfer these employees completely to the CUPW as members if they would be prepared to give them seniority. The difficulty is that they have not been prepared to grant their fellow employees in the Post Office the seniority you would expect they would carry after working...

Mr. Carter: Do you anticipate a change of attitude by the CUPW?

Mr. Edwards: Hopefully, but I do not know.

Mr. Carter: Have they made representation to you to do battle for them, to fight their case for them?

Mr. Edwards: Mail clerks? Oh yes, we have been doing this all along. They are not losing their jobs. The difficulty is that they have to forfeit seniority when it comes to such things as preferred shifts, preferred holidays and so on, but they are secured in employment, that has been guaranteed them as part of the negotiated agreement with the...

Mr. Carter: All benefits will automatically go to the members of the CUPW?

Mr. Edwards: No, not all benefits.

Mr. Carter: I get the impression pretty well all benefits, overtime, annual leave...

Mr. Edwards: All of the things that are dealt with on a seniority basis go to...

Mr. Carter: These men have seniority. They have 30 and 40 years seniority there. I get the impression...

Mr. Edwards: Not within that bargaining unit, Mr. Carter.

Mr. Carter: Certainly within their own jobs.

Mr. Edwards: Their jobs are no longer in existence.

Mr. Carter: They are, they are working there.

Mr. Edwards: The jobs on the trains are no longer in existence.

Mr. Carter: They were transferred to the Post Office Department.

Mr. Edwards: Yes, that is right. They were transferred in as surplus railway mail clerks.

Mr. Carter: These people with 30 and 40 years experience were transferred, not voluntarily, but by force to the Post Office Department and they have been put on the bottom of the list pretty well. A man with 30 years

[Interpretation]

nous sommes adressés à eux en tant que syndicat indépendant et la Commission des relations au sein de la Fonction publique nous a permis de négocier pour ce groupe d'employés. Nous avons négocié pour eux tant qu'ils ont existé comme groupe. Nous pouvions contrôler les dispositions concernant l'ancienneté dans le contrat qui fut négocié entre le conseil du Trésor et la «C.U.P.W.»

M. Carter: Y a-t-il quelques espoirs pour ces gens?

M. Edwards: C'est très important pour eux. Nous essayons d'en arriver à un arrangement avec les syndicats en cause. Nous serions très heureux que ces employés puissent se joindre à la C.U.W.P., si elle était prête à leur accorder leurs anciennetés. On ne les a pas préparés à accorder à ces employés des postes d'ancienneté. On peut s'y attendre.

M. Carter: Vous attendez-vous à un changement d'attitude de la part de l'Association?

M. Edwards: Je l'espère; mais je ne le sais pas.

M. Carter: Vous ont-ils demandé de les défendre et de faire valoir leurs points de vue?

M. Edwards: Les commis de la poste? Nous l'avons fait; ils ne perdent pas leurs postes. La difficulté réside dans le fait qu'ils doivent abandonner leur ancienneté, lorsqu'il s'agit du travail par poste, de vacances qu'ils peuvent choisir, mais ils ont la sécurité d'emploi qui leur fut garanti, lors de l'accord négocié.

M. Carter: Les membres de la C.U.P.W. recevront donc les bénéfices?

M. Edwards: Pas tous les bénéfices.

M. Carter: J'ai l'impression qu'il s'agit bien de tous les bénéfices, puisqu'il s'agit de surtemps, de vacances annuelles.

M. Edwards: Tous les sujets touchés par l'ancienneté vont à...

M. Carter: Ces employés ont de l'ancienneté. Ils ont une ancienneté de 30 et 40 ans. J'ai l'impression...

M. Edwards: Pas à l'intérieur de cette unité de négociation, M. Carter.

M. Carter: Certainement au sein même de leur poste.

M. Edwards: Leur poste n'existe plus.

M. Carter: Ils existent puisqu'ils y travaillent.

M. Edwards: Les emplois sur les trains n'existent plus.

M. Carter: Ils ont été mutés au ministère des postes.

M. Edwards: C'est exact. Ils ont été mutés comme commis des postes des chemins de fer en trop.

M. Carter: Ces employés possédant de 30 et 40 ans d'expérience ont été transférés, non pas volontairement mais ils ont été forcés de travailler pour le ministère des Postes et on les a placés tout au bas de la liste. Un

[Texte]

experience working with the mail department either on the railway or through the post office does not have as much seniority as a junior who has just started employment.

Mr. Edwards: I agree with you. I think it is a deplorable situation, but it is something we have no control over. The control, if you like, was in the hands of the Treasury Board when they negotiated that clause in the agreement with the Canadian Union of Postal Workers.

The Chairman: Mr. Thomson followed by Mr. Francis.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I would like to follow up a little bit on one or two questions Mr. Ritchie asked. In regard to the proportional representation that you see coming in bilingual positions, if you will, are you suggesting this is proportional in terms to bilingualism or proportional in regard to ethnic origin?

Mr. Edwards: It appears to us to be proportional in reference to ethnic origin. The use of the terms "Francophone" and "Anglophone" seems to be related to ethnic origin rather than bilingualism.

Mr. Thomson: Are you stating that there are enough bilingual Anglophones around to take these jobs?

Mr. Edwards: I am not suggesting that there are numbers of people to take numbers of jobs. I am not saying this at all. I am saying that there appeared to be a gradual shift, if you like, in what the announcement was. First of all, we were talking about bilingual people, whether they be Anglophones, Francophones or...

• 2055

I am not suggesting that there are numbers of people to take numbers of jobs; I am not saying this at all. I am saying that there appeared to be a gradual shift, if you like, in what the announcement was where first of all we were talking about bilingual people. Whether they be anglophones, francophones, Hungarians, Swiss, Swedes or anything else, it was whether they could speak English and French. Then we got to the stage where the emphasis seemed to shift somewhat from that and they talked about representation on the basis of francophones and anglophones, with a definition as to what a francophone was and what an anglophone was. A francophone at one stage in the definition appeared to be a person whose mother tongue was French. We even have difficulty there with the definition because the definition that Mr. Carson uses is not the same as the definition that Mr. Drury uses.

Mr. Francis: Pardon me, but what is the difference in the two definitions?

Mr. Edwards: The definition used by Mr. Carson is one that defines it in reference to language. If I am recalling Mr. Carson's definition correctly, I think he states that a francophone is a person whose principal language is French or is prepared to work creatively in the French language. Whereas, if I recall Mr. Drury's definition correctly, he speaks of a francophone as a person whose mother tongue was French not whether he is prepared to work in French or whether he is English and prepared to

[Interprétation]

employé de 30 ans d'expérience qui travaille au ministère des Postes, soit sur les chemins de fer ou au bureau de poste, n'a-t-il pas autant d'ancienneté qu'un jeune homme qui vient d'y entrer.

M. Edwards: Je suis d'accord avec vous. C'est déplorable, mais nous ne pouvons pas agir. Le conseil du Trésor contrôlait la situation lorsqu'il négociait aussi cette article dans le cadre d'un accord passé avec l'Association canadienne des employés des postes.

Le président: Monsieur Thomson a la parole et ensuite monsieur Francis.

M. Thomson: Monsieur le président, j'aimerais reprendre une ou deux questions que M. Ritchie a posées. A propos de la représentation proportionnelle qui insistera pour les postes bilingues, croyez-vous qu'il s'agira d'une représentation proportionnelle au bilinguisme ou proportionnelle à l'origine ethnique?

M. Edwards: Il me semble qu'il sera proportionnel à l'origine ethnique. L'emploi des termes «francophone» et «anglophone» semble être relié à l'origine ethnique plutôt qu'au bilinguisme.

M. Thomson: Dites-vous qu'il y aura assez d'anglophones bilingues pour s'approprier les emplois?

M. Edwards: Je ne dis pas qu'il y a pas beaucoup de personnes pour s'approprier des emplois. Ce n'est pas ce que je dis. Il me semble qu'il y aura un engagement graduel. En premier lieu, nous parlons des gens bilingues, qu'ils soient anglophones ou francophones.

Je ne dis pas qu'il y a beaucoup de gens qui prennent plusieurs emplois; je ne dis pas cela du tout. Je dis qu'il est apparu une diminution graduelle, si vous préférez, concernant ce que portait une déclaration quand avant tout nous parlions des gens bilingues. S'ils étaient anglophones, francophones, Hongrois, suisses suédois ou autre chose, c'était quand ils pouvaient parler anglais et français. Alors nous en sommes arrivés au stage où, semblait-il, on se départait de ce concept pour parler de représentation sur les bases de francophones et d'anglophones en définissant ce qu'est un Francophone et ce qu'est un Anglophone. Un Francophone par définition semblait être une personne dont la langue maternelle était le français. Nous avons même eu une difficulté là avec la définition, étant donné que la définition qu'utilisait M. Carson n'est pas la même que celle qu'a donnée M. Drury.

M. Francis: Excusez-moi, mais quelle est la différence entre les deux définitions?

M. Edwards: La définition utilisée par M. Carson est celle qui a trait à la langue. Je ne me souviens pas de la définition de M. Carson exactement, je pense qu'il a dit qu'un Francophone est une personne dont la langue principale est le français ou qui est préparé à travailler d'une manière créative en français. Cependant, si je me souviens de la définition de M. Drury, il dit qu'un Francophone est une personne dont la langue maternelle est le français, non pas s'il est préparé à travailler en français

[Text]

work in French, or whether his principal language is French and he might have been brought up English, or whether he has both languages fluently equally. There is some difference in the definitions here.

Mr. Thomson: Just to carry the thought a little bit further, one of the reasons I raised it, Mr. Chairman, was that bilingualism in the past in Canada has meant a Frenchman who has learned English. In Mr. Carson's presentation here he suggested that they had not had as much success as they had hoped in making English-speaking people bilingual. I am referring to Mr. Carson because I notice he is here and he can chew me out afterwards if he wants to where Mr. Drury is not. Anyway I did want just to clarify this in the sense that if there were anglophones, if you like, available who were bilingual this might not necessarily hold true. It is a question if you will. Would you suggest or do you think it is the case that there are enough anglophones who are bilingual to fill most of the jobs that are called for in a bilingual sense?

Mr. Edwards: No, I do not think there are. I have no statistics to show this but I doubt very much whether there would be enough generally English-speaking people who are bilingual to fill the positions at the present stage. I would hope that the bilingualism program is developing people who will meet this criteria, but I do not think they are at the stage where they have met it yet. However, I would not claim to be in any way expert on this. I think Mr. Carson is the person who has to answer this type of question.

Mr. Thomson: I am just throwing that thought in here because of the suggestion of partial representation according to ethnic background and not language. I do think if there were more anglophones bilingual there would be less of a problem in this sense. Could we go on, Mr. Chairman? Can I ask some other questions apart from this because we do not get these gentlemen here very often?

The Chairman: This has been going on for a few minutes. I suppose we have to stray from the bilingualism which was the main purpose.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, if you like, I would be willing to let others have their say on the bilingual bit and I could ask my questions at the end rather than break the train of thought if you will.

The Chairman: Very well then. Mr. Francis. We will come back to you, Mr. Thomson.

Mr. Francis: Mr. Chairman, like Mr. Thomson, I will break my questions into these two areas. Mr. Edwards, in response to Mr. Ritchie's question, talked about the problems in implementing the Pearson pledge really. Mr. Edwards, do you have any specific recommendations concerning how some of these problems may be reduced or avoided?

• 2100

Mr. Carson's testimony made abundantly clear to us the problems in trying to protect the two at the same

[Interpretation]

ou si, quand il est Anglais, il est prêt à travailler en français, ou si sa langue principale est le français, il puisse avoir acquis l'anglais ou s'il possédait les deux langues couramment de manière égale. Il y a une différence dans ces définitions.

M. Thomson: Simplement pour pousser les choses, l'une des raisons pour lesquelles j'ai soulevé ce point, monsieur le président, était que le bilinguisme dans le passé, au Canada, signifiait que les Français apprenaient l'anglais. Dans la présentation de M. Carson ici, il est dit qu'on n'a pas fait beaucoup de progrès en ce qui concerne l'espoir de rendre les Anglophones bilingues. Je me reporte à M. Carson, parce que je remarque qu'il est présent et qu'il peut me donner la réplique après tout s'il le désire, alors que M. Drury n'est pas ici. De toute façon, je veux simplement clarifier les choses dans le sens que, s'il y avait des Anglophones, si vous voulez, qui soient bilingues, ce ne serait pas obligatoirement vrai. Ce n'est qu'une question, vous comprenez. Pensez-vous ou voulez-vous dire que c'est le cas? Que il y a assez d'Anglophones bilingues pour occuper la plupart des emplois qui nécessitent des titulaires bilingues?

M. Edwards: Non, je ne pense pas qu'il y en ait assez. Je n'ai point de statistique pour le démontrer, mais je doute fort qu'il y ait assez d'Anglophones qui soient bilingues pour remplir les emplois en ce moment. J'espérerais que le programme du bilinguisme augmentera le nombre de gens qui pourraient répondre à ces critères, mais je ne pense pas que ce soit le cas en ce moment. Cependant, je ne prétends pas du tout être un expert dans ce domaine. Je pense que M. Carson est la personne qui peut répondre à ce genre de questions.

M. Thomson: J'ai simplement lancé cette idée ici à cause de la proposition de représentation partielle, selon l'assiette ethnique et non le langage. Je pense que s'il y avait plus d'Anglophones bilingues, ce serait moins qu'un problème. Pouvons-nous continuer, monsieur le président? Puis-je poser quelques autres questions à part celle-ci, parce que nous n'aurons pas le plaisir d'avoir ces messieurs souvent en notre compagnie?

Le président: Pour quelques minutes. Je pense que nous devons régler le problème du bilinguisme qui est notre sujet principal.

M. Thomson: Monsieur le président, je veux bien laisser les autres parler sur le bilinguisme et je pourrai poser mes questions à la fin plutôt que de faire perdre le fil des idées, si vous voulez.

Le président: Très bien. Monsieur Francis. Nous reviendrons à vous, monsieur Thomson.

M. Francis: Monsieur le président, comme M. Thomson, je poserai mes questions sur ces deux sujets. M. Edwards a parlé, en réponse à la question de M. Ritchie, des problèmes de l'exécution effective de l'engagement de M. Pearson. Monsieur Edwards, avez-vous des recommandations particulières concernant la manière dont certains de ces problèmes puissent être résolus ou évités.

Le témoignage de M. Carson nous a permis de voir les problèmes selon lesquels il faut essayer de protéger les

[Texte]

time, promote bilingualism and protect those who were recruited before the rules changed and whose careers might be prejudicially affected. Do you have any specific recommendations in this area?

Mr. Edwards: In the one I touched on—it was probably with Dr. Ritchie—I think that departments should be required to indicate well in advance which positions they intend to make bilingual if the present unilingual incumbent leaves that position. I think this should be as far in advance as they possibly can identify it. This then gives an opportunity and an incentive to a unilingual employee to attempt to become bilingual to meet the requirements of that position. If the interval between the designation of that position becoming bilingual and the time when it actually does become vacant and becomes bilingual is not sufficient to permit an employee who might normally aspire to that job to become bilingual through the training program, I think recognition should be taken of a candidate's activities in the bilingual program; how well he is progressing, what he is doing, what he is doing to meet the requirements of that position.

If he is not fully bilingual or does not meet the test of bilingualism in reference to the needs of that position he should not be barred from applying for the position. If he becomes the successful candidate, leaving aside the area of bilingualism, he should become the successful candidate on a probationary basis and required within a set period of time to meet the tests of bilingualism.

I think this is one way that would achieve the intent of the program and would appeal to employees. Most employees, I think, are quite desirous of becoming bilingual if they can. I do not really find that much evidence that people are rejecting the idea of bilingualism. Part of the difficulty is that they cannot meet the standards of bilingualism when they see the position that they would like to get disappearing before their eyes because someone else gets it.

There are two or three other areas in this program that need to be studied and looked at very, very carefully. The bilingualism program in the public service is really designed on the basis of conversational bilingualism. One major group of employees are finding it extremely difficult to get advancement now if they are unilingual, the secretaries.

Mr. Francis: Yes, I was going to ask about that.

Mr. Edwards: You find that levels certainly above the ST-5 are practically solidly bilingual or the requirements are such. You find very, very little opportunity for a secretary who is unilingual in the Ottawa area to get above that ST-5 level. Yet there are no courses that I am aware of; there is no training; there is no opportunity for some of our people with long-service experience who are unilingual to get ahead in this area. They are finding they are being by-passed by younger people or those who have come in who do have bilingual skills.

Another area that has to be looked at is a better program for people who have to work on shift work because the designs of the bilingual program at the present time are primarily for those people who are day workers or who can be taken out of their job and go for

[Interprétation]

deux en même temps, c'est-à-dire promouvoir le bilinguisme et protéger ceux qui ont été engagés avant la modification du règlement et ceux dont la carrière pourrait être touchée. Avez-vous des recommandations spéciales à faire à ce sujet?

M. Edwards: J'en ai parlé avec M. Ritchie. Je crois qu'on devrait demander au ministère d'avance quels postes seront bilingues, si le titulaire actuel unilingue quitte l'emploi. Il faudrait que ce soit fait le plus tôt possible. L'employé unilingue a donc l'occasion de devenir bilingue et y est encouragé pour remplir les conditions exigées dans l'obtention de ce poste. Si le délai entre l'annonce de ce poste qui devient bilingue et le temps où il devient vacant n'est pas suffisant pour permettre à l'employé qui aimerait obtenir le poste de devenir bilingue en bénéficiant du programme formation, je crois qu'on devrait tenir compte des réussites d'un candidat qui suit des cours de perfectionnement de langue, de connaître ses progrès pour remplir les conditions du poste.

S'il n'est pas parfaitement bilingue ou ne remplit pas les conditions exigées par le poste, on ne devrait pas l'empêcher de postuler l'emploi. S'il devient le candidat choisi, sans tenir compte du bilinguisme, il devrait être le candidat choisi et obtenir une période de probation qui lui permette de passer l'examen portant sur le bilinguisme.

C'est une façon de parvenir aux objectifs du programme et de faire appel aux employés. La plupart des employés, je crois, désirent devenir bilingues s'ils le peuvent. Il est évident que les gens ne rejettent pas l'idée du bilinguisme. La difficulté réside dans le fait qu'ils ne peuvent satisfaire aux normes de bilinguisme, lorsqu'ils prennent connaissance de l'offre d'emploi et que quelqu'un s'approprie cet emploi avant eux.

Il y a deux ou trois autres domaines de ce programme que l'on doit étudier très attentivement. Le programme de bilinguisme dans la Fonction publique en est un de bilinguisme parlé. Un groupe important d'employés trouvent que c'est très difficile d'obtenir une promotion s'ils sont unilingues, il s'agit des secrétaires.

M. Francis: J'allais justement poser une question à leur sujet.

M. Edwards: Au-dessus du niveau ST-5, il faut être bilingue pour obtenir une position. Une secrétaire unilingue de la région d'Ottawa n'a pas l'occasion d'obtenir un poste plus élevé que celui du ST-5. Il ne se donne pas encore de cours du moins à ce que je sache, et une secrétaire d'expérience qui est unilingue n'a pas l'occasion de suivre des cours de langue. Elles s'aperçoivent que des secrétaires plus jeunes et bilingues passent devant elles.

Il faut qu'il y ait un meilleur programme pour les gens qui ont un travail par poste, car le programme bilingue à l'heure actuelle est conçu pour les travailleurs de jour ou pour ceux qui peuvent quitter leur emploi et se rendre trois semaines à l'école de langue. Les employés qui travaillent par poste ont de la difficulté à suivre un tel

[Text]

three weeks to a language school. This may be rather difficult for people who are on shift work generally. There does not appear to be a program that is designed for people of that nature.

I am sure that these things are perhaps under consideration, but these are the areas that members mention. Also, because the bilingualism program started at the top and is taking quite a long time to get down to the lower levels, we are finding people at clerical levels in the CR category, who are not being able to get promotions in many of the positions which tend to have a bilingual requirement. Because they are not bilingual, they have had no opportunity for training and they are finding that the positions are being labelled bilingual. We had a case, an appeal, of people who were air traffic control assistants working in the English language where the positions were labelled bilingual in order to get promotion. They could not possibly get a promotion and had no opportunity for training under a training program. They might have had opportunity for training if they had gone out and taken it publicly, but these people were shift workers and it is pretty difficult to get training of that nature in a shift situation.

• 2105

I think these are three particular areas where we have been concerned with the implementation of the program.

Mr. Francis: Mr. Edwards, in almost every instance you have spoken of where an employee had a reasonable potential of becoming bilingual and of putting them in a probationary situation and making them eligible for certain spots on the assumption that they qualified in certain objective tests of achievement, and so on. What about the older people and those whose language facility is limited—not everyone has good language facility—and who have had relatively long periods of service. This is a category of public servant that I have heard from in a number of cases. Do you have any thoughts on how this situation might be helped?

Mr. Edwards: I think this can partly be helped by the use, if you like, of the quota system that is in effect in regard to the percentage of positions in a category that is required to be bilingual. As that position becomes filled, hopefully there will not be the need for bilingual people and a lot of these people will be able to have some career progression, although I think it will be limited career progression.

Mr. Francis: Obviously they will phase out in numbers. They will diminish each year in numbers.

Mr. Edwards: That is right, but I think there are some limitations. We are obviously concerned about that employee for a variety of reasons. I have seen employees who are hard of hearing, for instance, and it is hopeless for them, it is a punishment for them to have to attend, and yet they attend classes in an attempt to become bilingual and I frankly do not think there is any hope that they will ever become bilingual. It is probably a waste of money in a situation such as that, but they do it because it is part of the program and they are trying to

[Interpretation]

programme. Je ne crois pas qu'il y ait un programme conçu pour ces employés.

Je crois qu'on tient compte de ces facteurs, mais il s'agit bien de domaines dont les députés ont parlé. Étant donné que le programme de bilinguisme est appliqué au haut de l'échelle et ne s'est pas rendu encore aux échelons inférieurs, il y a des commis de la classe CR qui ne peuvent pas obtenir de poste dont les exigences sont le bilinguisme entre autres. Parce qu'ils ne sont pas bilingues, ils n'ont pas l'occasion de se perfectionner et trouvent que les postes offerts sont classés bilingues. Nous avons eu un appel venant d'un employé qui était un assistant contrôleur du trafic aérien dont la langue de travail était l'anglais et dont les postes étaient classés bilingues pour obtenir un avancement. Il ne pouvait obtenir une promotion et il n'avait pas l'occasion de se perfectionner pour devenir bilingue. Il aurait pu avoir l'occasion s'il avait suivi un cours à ses frais, mais ces gens faisaient un travail par poste et il leur était très difficile de suivre un tel programme de formation. Je pense que ce sont là

trois domaines particuliers où l'application du programme nous a posé des problèmes.

M. Francis: M. Edwards, presque dans tous les exemples dont vous avez parlé des employés ayant la faculté de devenir bilingues, et de les faire entrer dans une période probatoire ainsi que de les rendre aptes à certains emplois supposant qu'ils se qualifieront par des tests objectifs de réussite, etc. Mais que dire des personnes plus âgées et de celles dont les capacités linguistiques sont limitées, car tout le monde n'a pas de bonnes capacités linguistiques, mais qui ont eu des temps de service relativement longs. C'est là une catégorie de fonctionnaires dont j'ai entendu parler dans beaucoup de cas. Avez-vous une idée de la manière dont cette situation pourrait être réglée?

M. Edwards: Je pense que cela peut trouver partiellement une solution par l'utilisation, si vous voulez, du système de quota qui est d'usage en ce qui concerne le pourcentage d'emplois dans une catégorie qui nécessite le bilinguisme. A mesure que cet emploi est occupé, heureusement il n'y aura pas de besoin de chercher des employés bilingues et beaucoup de ces gens seront capables d'avoir une progression dans leur carrière, cependant, je pense que elle sera limitée.

M. Francis: Évidemment ils diminueront en nombre. Et cela tous les ans.

M. Edwards: C'est exact, mais je pense qu'il y a des limites. Nous sommes évidemment préoccupés de cet employé pour diverses raisons. J'ai vu des employés qui étaient dur d'oreilles, et c'est malheureux pour eux, c'est une punition pour eux de devoir assister et ils assistent au cours dans l'espoir de devenir bilingues, et je ne pense pas, franchement, qu'il y ait un espoir qu'ils deviennent un jour bilingue. C'est probablement gâcher de l'argent, mais ils le font parce que cela fait partie du programme, et ils essaient de devenir bilingues. Cependant leurs

[Texte]

become bilingual and yet there is very little opportunity for them to ever advance on the basis of being bilingual.

Mr. Francis: This leads me to another category of question, Mr. Edwards. We are anxious that the program of training bilinguals, giving language training, is as effective as possible, and this is not easy. Do you know any way in which studies could be undertaken, have been undertaken or might be undertaken to compare the performance of those who have undergone language training and those who have not? Has there been any attempt to your knowledge to test the effectiveness of the language training procedures?

Mr. Edwards: No, we have seen no evidence of this. On a number of occasions we have asked whether this has been done or could be done. I think it would be a very, very interesting study to determine what the effect of the bilingualism program has been, for instance, on the career progression of people. I would be very interested in seeing a comparison of the career progression during the past five years of the number of people who came in to the public service as being bilingual and the career progression of an equal number of people in similar jobs that came in being unilingual. I think it might be a very interesting study. I would imagine that the course of the career progression of the people who came in five years ago that were bilingual would be pretty nearly straight up. I think a study has been done with regard to stenographers in this area, but I have no idea of any others.

Mr. Francis: Thank you, Mr. Chairman, I will pass for the moment in the interest of letting other members have a round. I may come back later.

The Chairman: Mr. Thomson, you are not on bilingualism? Dr. Ritchie, are you still on bilingualism?

Mr. Ritchie: Yes.

The Chairman: We will carry on with you and then take the other aspects of the Public Service Alliance.

• 2110

Mr. Ritchie: Mr. Edwards, speaking of the idea of a position not being filled because a person did not have time to learn the second language, I think some of us did move an amendment at the time the Official Languages Act was considered so that no one would have his position denied to him if he showed a willingness within a specified time to learn bilingualism and the answer was that it was felt this would destroy the nature of the Act.

I understand 85 per cent of the French people of Quebec do not speak English, similarly much more than that do not speak French, on the other side of the coin. Could we have a dual public civil service whereby a French-Canadian who spoke only French or an Anglophone could come to Ottawa and work up through the civil Service and not have to learn the second language but be supplied with interpretation and so on? Do you think this is possible?

[Interprétation]

chances sont très limitées pour eux d'avoir de l'avancement sur la base du bilinguisme.

M. Francis: Cela me conduit à une autre sorte de question, M. Edwards. Nous sommes inquiets de savoir si le programme de formation bilingue qui donne l'apprentissage de l'autre langue et aussi efficace que possible, ce n'est pas facile. De toute façon, savez-vous dans quel genre d'études pourraient être entreprises, ont été entreprises ou pourraient être entreprises pour comparer les essais de comparaison des résultats atteints par ceux qui ont suivi les cours de formation linguistique et chez ceux qui ne les ont pas suivis? Y a-t-il eu, à votre connaissance, des essais de vérification de l'efficacité des procédures de formation linguistique?

M. Edwards: Non, nous n'avons eu aucune preuve de cela. De nombreuses fois, nous avons demandé si cela a été fait ou pourrait être fait. Je pense que ce serait une étude très intéressante que celle de déterminer les effets du programme de bilinguisme, par exemple sur l'avancement de ces gens. Je serais très intéressé de voir une comparaison des avancements au cours des cinq dernières années du nombre des gens venus à la Fonction publique, bilingues, et celle d'un nombre égal de gens occupant des emplois similaires, mais unilingues. Je pense que cela pourrait être intéressant. J'imagine que la courbe de l'avancement des gens qui sont venus il y a 5 ans en étant bilingues devrait être ascendante. Je pense qu'on a fait une étude pour les sténos en ce domaine, mais je n'ai aucune idée en ce qui concerne le reste.

M. Francis: Merci, monsieur le président, je vais m'arrêter pour le moment pour permettre aux autres membres d'avoir leur tour. Je reviendrai plus tard.

Le président: M. Thomson, voulez-vous parler de bilinguisme? M. Ritchie, en êtes-vous toujours sur le bilinguisme?

M. Ritchie: Oui.

Le président: Nous allons continuer avec vous, et ensuite nous passerons aux autres aspects de l'Alliance de la Fonction publique.

M. Ritchie: Monsieur Edwards, pour parler des emplois qui n'ont pas été occupés, étant donné que la personne n'avait pas le temps d'apprendre une seconde langue, je pense que certains d'entre nous ont proposé un amendement au moment de l'adoption de la Loi sur les langues officielles et on disait qu'aucun employé ne verrait son emploi retiré pourvu qu'il manifeste le désir au cours d'une certaine période d'apprendre l'autre langue et la réponse a été que l'on pensait que cela détruirait la nature de la loi.

Je comprends que 85 p. 100 de la population française du Québec ne parlent pas l'anglais, de même bien plus ne parlent pas français dans l'autre partie du pays. Pourrions-nous avoir une double Fonction publique où le Canadien français qui ne parle que le français ou l'anglophone pourrait venir à Ottawa et travailler dans la Fonction publique sans avoir appris la seconde langue mais avoir un interprète à sa disposition etc? Pensez-vous que c'est possible?

[Text]

Mr. Edwards: I am not suggesting it would not be possible, but I would think it would be extremely costly. In effect you would practically have to duplicate, I would think, most services in order to provide this.

Mr. Ritchie: In view of the fact that much of the civil servants' time seems to be spent on learning each other's language, you wonder which would be cheaper.

Mr. Edwards: I do not know which would be cheaper. I cannot help but feel—it is a personal opinion—that the only way we are going to lick, if you like, the bilingualism problem, if we want to use those terms, is by the schooling of people that are going to follow us, not 2 or 3 years from now but perhaps 10 or 15 years from now—the people that are coming up through the educational system. I find it difficult to accept that the bilingualism training program of the Public Service Commission or the government can operate effectively enough so that it can take people who are mature and who have been constantly working in one language only and train them for a second language or train them to work in a second language or be capable in a second language when they have gone through the whole of the education process. Essentially, I think this is what we are attempting to do in the Canadian Public Service. We are taking people that have graduated from university and bringing them into the Public Service and then trying to teach them to operate in a second language. I think, if it is going to be effective at all, as far as bilingualism is concerned, they have to learn French at a much younger age. If the money that was spent on this program were spent in the public schools, if it were possible to do this, hopefully, within a generation you would have a totally bilingual Public Service and you would have them trained right from the beginning.

Mr. Ritchie: In my Province of Manitoba just this year French is no longer mandatory in the high school and some estimate less than 10 per cent of the students will select French as a language. In other words, as far as Manitoba is concerned, it would appear that a much smaller segment of the population will be exposed to the alternate language, and presumably many of that 10 per cent would be French-speaking. So it seems to me your idea of training at a much younger age is in conflict with what is actually happening.

Mr. Edwards: It may well be. I certainly think that that may be true. I am not sufficiently aware of what the educational system is in Manitoba. I think, however, they are making strides, particularly in the neighbouring provinces to Quebec, to develop a school system that is more completely bilingual, and I know there is much more interest shown by people in having their children become bilingual. I think this certainly is going to produce more bilingual people. Whether or not they are all going to work for the civil service, I do not know, but I do not imagine they are.

Mr. Ritchie: To follow this bilingualism through, if we put such great emphasis on it in our civil service are we liable to end up with a civil service orientated to how well an individual can speak the two languages rather than how well he can do this job that he is selected for?

[Interpretation]

M. Edwards: Je ne dis pas que cela ne serait pas possible, mais je trouve que cela serait extrêmement coûteux. En effet, vous auriez pratiquement à multiplier par 2 la plupart des services afin d'arriver à cela.

M. Ritchie: Étant donné que la plupart du temps des fonctionnaires semble être employé à étudier la langue de l'autre, on se demande ce qui serait le moins cher.

M. Edwards: Je ne sais pas ce qui serait le moins cher. Je ne peux être d'aucune utilité, mais je pense, et c'est une opinion personnelle, que le seul moyen que nous avons pour résoudre, si vous voulez, le problème du bilinguisme, pour utiliser ces termes, est de former les gens qui nous suivent, les jeunes, peut-être pas dans deux ou trois ans, mais peut-être dans dix ou quinze ans, la jeune génération grâce au système d'éducation présente. J'accepte difficilement que la formation bilingue de la Commission de la Fonction publique ou du gouvernement puisse fonctionner avec assez d'efficacité, afin d'enseigner à des gens mûrs et qui ont constamment travaillé dans une langue seulement, les former à une seconde langue ou les former à travailler dans la seconde langue ou d'être capable d'utiliser la seconde langue, après avoir terminé le processus de formation. Essentiellement, que c'est ce que nous essayons de faire dans la Fonction publique canadienne. Nous prenons les gens qui sont diplômés de l'université et nous les introduisons dans la Fonction publique et nous essayons ensuite de leur apprendre à travailler dans la seconde langue. Je pense que cela va être efficace, en ce qui concerne le bilinguisme. Ils doivent apprendre le français plus jeune. Si l'argent qui a été dépensé pour ce programme a été dépensé pour les écoles, et s'il avait été possible de faire cela, heureusement, en une génération, nous aurons une Fonction publique totalement bilingue et nous devrions les former depuis le tout début.

M. Ritchie: Dans ma province du Manitoba exactement, cette année, le français n'est plus obligatoire dans les écoles secondaires et certains estiment à moins de 10 p. 100 les étudiants qui choisissent le français comme leur langue. En d'autres termes, en ce qui concerne le Manitoba, seule une toute petite partie de la population semblerait se diriger vers l'autre langue, et probablement la plupart de ces 10 p. 100 serait des francophones. C'est pourquoi votre idée de formation à un plus jeune âge me semble en contradiction avec les faits.

M. Edwards: Peut-être bien. Je pense que cela pourrait être certainement vrai. Je ne connais pas suffisamment le système d'éducation du Manitoba. Cependant, je pense que l'on fait des efforts, surtout dans les provinces voisines du Québec afin de développer un système scolaire qui soit plus bilingue, et je sais que les gens sont plus intéressés à ce que leurs enfants deviennent bilingue. Je pense que cela va sûrement produire plus de personnes bilingues. Je ne sais pas s'ils vont tous travailler pour la Fonction publique, mais je pense que oui.

M. Ritchie: Pour continuer dans le bilinguisme, si nous insistons tellement dans notre Fonction publique sur ce bilinguisme, allons-nous en terminer avec une Fonction publique orientée sur la qualité de la connaissance des deux langues plutôt que sur la qualité du travail qu'il peut fournir et pour lequel il a été choisi?

[Texte]

Mr. Edwards: I certainly hope not. I think the criteria still has to be that it is the effectiveness that the person displays in doing a particular job, how well they can do the job that should be the primary factor in selection, the primary factor in promotion, not what their language capabilities or their ethnic background is.

• 2115

If you are going to have a merit system that is going to be effective at all in the way of selection and promotion, it has to be oriented at least towards selecting the most capable and most qualified person to do the job. Admittedly you can have circumstances where language will be a requirement as part of that job, one of the elements in the job, but I would hope that it does not become the predominant element in promotion or selection because if it is I do not think this can jibe with a merit system, where merit in my thinking means the ability to do a total job.

Mr. Ritchie: Would you suggest then that in your experience in this bilingualism and so on and looking at people taking the course and so on, that there is a wide variation in the linguistic ability of individuals that is not related to their other abilities on which, well let us put it this way, a candidate with the lowest ability or the lowest scoring say to perform a particular job may, on linguistic grounds, rate very high, because he has a particular facility for learning a language. Would you suggest this; in your experience does this bear out; is there any validity in this point?

Mr. Edwards: I do not think I am in a position to know whether there is validity to this. I rather suspect that there may be but I am not the person doing selections, I am not on selection boards or anything of this nature and I would think you could only really determine this if you were heavily involved in selection boards or something of that nature. I think there seems to be this type of suspicion if you like, but I have no way of knowing whether it is factual or not.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Edwards, since bilingualism has been put forward by the government as a valid policy, have you any concrete cases where the merit system has changed in favour of bilingualism for a person? Since the inception of that policy has the civil service commission put more force on the fact that the person was bilingual rather than on the merit of the person?

Mr. Edwards: Once again, I think this is pretty difficult to prove. I think the only thing I could say is that they have certainly placed a bilingual requirement on certain jobs.

The Chairman: Well, on that we agree, sure.

Mr. Edwards: I think we have to agree that is there and the bilingual requirement becomes, if you like, the predominant factor before you can even enter the selection process. If we disregard that, I have no way of knowing where bilingualism between two candidates

[Interprétation]

M. Edwards: J'espère certainement que non. Je pense que les critères devront toujours être l'efficacité de la personne dans cet emploi particulier, la manière dont il peut s'en acquitter, devra être toujours le facteur qui prime dans le choix, le facteur primordial de la promotion, et non pas les capacités linguistiques ou l'origine ethnique.

Si nous voulons avoir un système de récompenses qui soit efficace en tout temps en ce qui concerne la promotion et la sélection, il doit être orienté au moins vers le choix du plus capable et du plus qualifié pour l'emploi donné. Cependant, on peut avoir des circonstances où la langue constitue une exigence faisant partie de l'emploi, un des éléments de cet emploi, mais j'espérerais que cela ne devienne pas l'élément prédominant de la promotion et de la sélection, parce que si cela est, je ne pense pas que cela puisse aller de pair avec le système de récompenses, où le mérite, je pense, signifie capacité de faire ce que comporte l'emploi.

M. Ritchie: Voulez-vous alors dire que votre expérience du bilinguisme etc, et voyant les gens prenant des cours etc., qu'il y a une grande variété dans les capacités linguistiques des individus qui ne soit pas liée à leurs autres capacités, d'après lesquelles disons, un candidat ayant de plus petites capacités ou les plus petites chances de mener à bien un emploi, peut d'après la connaissance linguistique très élevée, parce qu'il a des capacités exceptionnelles d'acquisition des langues. Est-ce que c'est ce que vous voulez dire, que dans votre expérience vous fait arriver à cela, est-ce que ma remarque est fondée?

M. Edwards: Je ne sais pas, si je suis capable de savoir si c'est bon. Je supposerais plutôt que cela puisse être, mais je ne suis pas la personne qui choisit, je ne suis pas le Bureau de sélection ou quelque chose de ce genre. Je pense que vous pourriez seulement en fait le définir, si vous êtes vraiment au courant des offices de sélection et des choses de ce genre. Je pense qu'il semble avoir ce genre de suspicion, mais je n'ai pas l'occasion de savoir si c'est un fait ou non.

M. Ritchie: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Edwards, puisque le bilinguisme a été lancé par le gouvernement en tant que politique valable, avez-vous des cas concrets où le système de mérite a été changé en faveur d'une personne à cause de son bilinguisme? Puisque la conception de cette politique a fait que la Commission de la Fonction publique a insisté plus sur le fait qu'une personne soit bilingue plutôt que sur le mérite de la personne?

M. Edwards: De nouveau, je pense que c'est une chose difficile à prouver. La seule chose que je puisse dire est qu'on a exigé le bilinguisme pour certains emplois.

Le président: Bien, nous sommes d'accord là-dessus.

M. Edwards: Je pense que vous devez être d'accord, que le fait est là et que l'exigence d'être bilingue devient le facteur prédominant avant que vous puissiez même entrer dans le processus de sélection. Si vous ne tenez pas compte de cela, je ne vois pas comment le bilinguisme

[Text]

would be the effective means of determining whether a person did or did not get a job; in other words, whether one is slightly more bilingual than the other or has more facility in one language or another, would be the predominant factor in getting the job. I would think if the person meets the bilingual requirements of the position, the other elements, if you like, with regard to the job, would certainly be the predominant factors in selection.

The Chairman: Are there any further questions on bilingualism or on other aspects? If we have completed the questioning on bilingualism, you may ask questions on other aspects of the Alliance.

Mr. Thomson: I have questions on other aspects. Do you have questions on this?

Mr. Blair: Yes.

The Chairman: On bilingualism then, Mr. Blair, please.

Mr. Blair: Mr. Chairman, with apologies to you and other members of the Committee because I was prevented by a prior commitment from coming until now, perhaps this question has been asked. One of the problems which is put to me, Mr. Edwards, as a member for the Ottawa area, is the difficulty of testing in practice whether or not a person is bilingual. Sometimes it is asserted that if a person speaks French as his or her native tongue, that he or she may be more readily accepted as bilingual with a knowledge of English, than if the situation is reversed.

• 2120

Have you any comments from the standpoint of your organization on the determination which may be made from time to time as to whether or not a person is bilingual for the purpose of a particular opening in the public service or a competition, and any suggestions as to how this determination might be improved if you are not satisfied with it?

Mr. Edwards: I can only recall one case that I was personally involved in of an employee who was tested for a job at one level and was considered bilingual, and who, when he applied for promotion at the next level, was tested again and declared not to be bilingual at the next level. This was rather a shock to that employee who was, if you like, barred from promotional attainment because, although considered bilingual sufficiently for the one level, was not considered sufficiently bilingual for the next one. That is the only case that I personally have been involved in where I know that this happened.

I have heard the same type of things that you relate, where employees claim that it is much easier to be assessed as being bilingual if you happen to be predominantly French-speaking and you have a knowledge of English than what it is vice versa but I have not been involved in the testing process. I would think that the testing process, if it is carried out reasonably well, should be designed so that this should not be a valid complaint. I have not had this raised by any number of people, complaining in this regard.

[Interpretation]

entre deux candidats pourrait être le moyen efficace de déterminer si la personne peut ou non obtenir un emploi; en d'autres termes, si l'individu est légèrement plus bilingue que l'autre ou à plus de facilité dans une langue ou l'autre, ce sera le facteur prédominant pour l'obtention de l'emploi. Je pense que si la personne satisfait aux exigences de bilinguisme de cet emploi, les autres éléments si vous voulez, en ce qui concerne l'emploi seront aussi des facteurs prédominants de l'élection.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur le bilinguisme ou sur les autres aspects. Si nous en avons terminé avec les questions de bilinguisme, vous pouvez poser des questions sur les autres aspects de l'Alliance.

Mr. Thomson: J'ai des questions sur les autres aspects. Y a-t-il des questions là-dessus?

Mr. Blair: Oui.

Le président: Sur le bilinguisme alors, monsieur Blair s'il vous plaît.

Mr. Blair: Monsieur le président, je dois d'abord m'excuser envers vous et envers les autres membres du Comité, mais j'ai été empêché par un rendez-vous antérieur et je n'ai pas pu arriver avant, et peut-être cette question a-t-elle été posée. Un des problèmes qui se pose à moi, monsieur Edwards, en tant que député de la région d'Ottawa, est la difficulté de vérifier en pratique si oui ou non une personne est bilingue. Quelquefois on dit qu'une personne parle le français en tant que langue maternelle, que cette personne peut être plus facilement acceptée comme bilingue avec ce qu'elle connaît d'anglais que si la situation est à l'inverse.

Avez-vous quelque chose à dire, au nom de votre organisation, sur la décision qui peut être prise de temps à autre au sujet de l'exigence de bilinguisme concernant un poste déterminé de la Fonction publique ou de la participation à un concours, et avez-vous des propositions à faire en vue d'améliorer ce processus de décision si vous n'en êtes pas satisfait?

Mr. Edwards: Je me souviens d'un cas, auquel je me suis personnellement intéressé. Un employé, qui, après examen, a été considéré bilingue en vue de remplir un certain poste et qui, après un nouveau concours en vue d'une promotion, a été déclaré unilingue. Ce fonctionnaire en a ressenti le contrecoup puisqu'il lui était interdit, si vous le voulez, puisqu'étant suffisamment bilingue au niveau des fonctions qu'il remplissait, il ne l'était plus assez pour l'échelon supérieur. C'est le cas auquel j'ai été personnellement mêlé et je sais qu'il a effectivement eu lieu.

J'ai entendu également des cas semblables à ceux que vous relatez et où des employés ont prétendu qu'il était bien plus facile d'être considéré bilingue, si le français était la langue prédominante du candidat et qu'il avait une connaissance de l'anglais, que le cas inverse; mais je n'ai pas été mêlé aux examens. A mon avis, l'évaluation du candidat, si elle est bien faite, ne devrait pas donner lieu à des plaintes fondées. Peu nombreuses sont les réclamations qui sont parvenues à cet égard.

[Texte]

We have had people tested for a position in which they had been working in a bilingual capacity who, upon promotion and having to pass a bilingual test, were not able to pass that test, and who subsequently went back at our request for re-testing by the commission, passed the test and received promotion. In any testing process you can have circumstances where an employee, particularly if he is going to be tested in a language situation, suffers from the emotional involvement: the fact that they are going through an examination where they have to produce in order to meet a particular barrier can create difficulties; whereas, in a re-testing situation, they are much calmer and can pass the second time.

Mr. Blair: Thank you, Mr. Chairman. With your permission, might I reserve for later, for any other question I might have?

The Chairman: Very well.

Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Thank you, Mr. Chairman. I am wondering, sir, whether your union represents women civil servants?

Mr. Edwards: Yes.

Mr. Thomson: How many women would there be in your organization? Do you have them broken down into any category?

Mr. Edwards: Our organization neither breaks them down with reference to sex nor to language, so we do not know how many people of French-speaking origin or how many women we represent. They are members as far as we are concerned.

Mr. Thomson: Do you feel that women are treated equally in the public service?

Mr. Edwards: No, I do not. But let me qualify that.

I do not think they are treated equally in certain aspects. I think that there is a very large number of capable women in the public service who do not have the opportunity for promotion or to reach higher levels in the public service. I would like to see some changes in this so that they do have an opportunity to move out of the secretarial stream—which appears to be the preeminent position of women in the public service—into more administrative positions.

Mr. Thomson: Do you feel that this is for lack of talent or trying on their part? Or what reason would you give?

Mr. Edwards: Part of it is lack of trying on their part; part of it is also because of a lack of training programs, that would give them opportunities to improve their talents and move into these areas. A part of the selection and training programs of the commission for discovering capable people should be directed at this source.

Mr. Thomson: You mean that they are not allowed to shall we say, take CAP program training?

[Interprétation]

Nous savons que des candidats qui ont occupé des fonctions exigeant le bilinguisme ont dû, à l'occasion d'une promotion, subir un autre examen de langue auquel ils ont échoué; il se sont adressés à nous pour que la Commission les réexamine; ils ont subi avec succès cet examen et ont été promus. Tout examen présente, surtout pour l'employé qui subit une épreuve de langue, des difficultés d'ordre émotif. Le fait qu'il ait à produire en vue de franchir une barrière déterminée, peut créer des difficultés, alors qu'il sera plus calme s'il lui faut passer un nouvel examen.

M. Blair: Merci, monsieur le président. Pourrais-je, avec votre permission, réserver un temps de parole pour une question ultérieure s'il s'en présente?

Le président: Très bien. Monsieur Thomson.

M. Thomson: Merci, monsieur le président. Je me demande, monsieur, si votre syndicat représente les fonctionnaires publics du sexe féminin?

M. Edwards: Oui.

M. Thomson: Combien y a-t-il de femmes dans votre organisation? Sont-elles réparties en catégories?

M. Edwards: Notre organisation ne répartit pas les employés, selon le sexe ou la langue, c'est pourquoi nous ne savons pas combien d'entre eux sont francophones ou combien de femmes nous représentons. En ce qui nous concerne, ce sont tous des membres.

M. Thomson: Estimez-vous que les femmes jouissent d'un traitement égal dans la Fonction publique?

M. Edwards: Non, je ne le pense pas. Cependant, laissez-moi expliquer cela.

Je ne pense pas que les femmes jouissent, sous certains aspects, d'un traitement égal. Je crois qu'il existe dans la Fonction publique un grand nombre de femmes compétentes qui n'ont pas l'occasion d'être promues ou d'atteindre à des échelons élevés dans la Fonction publique. J'aimerais voir cette situation modifiée de façon à ce que les employés du sexe féminin puissent sortir des fonctions de secrétariat qui semblent être les principaux postes féminins de la Fonction publique, afin d'occuper des situations de caractère plus administratif.

M. Thomson: Croyez-vous que cette situation soit imputable à un manque de compétence ou d'effort de leur part? Quelle autre raison y voyez-vous?

M. Edwards: Il est dû en partie à un manque d'effort de leur part; elle provient aussi de l'absence de programme de formation qui leur permettrait d'améliorer leur capacité et d'accéder à ces domaines. Il faudrait consacrer à cet égard une partie des programmes de sélection et d'entraînement que la Commission met en marche en vue de recruter un personnel compétent.

M. Thomson: Vous voulez dire qu'on ne leur permet pas de suivre un programme comme celui de l'affectation des cadres?

[Text]

Mr. Edwards: Oh, they are. There are some women in the CAP program. I do not think there are enough of them, perhaps.

Mr. Thomson: I do not quite follow you as to why they are not allowed training or whatever.

Mr. Edwards: Perhaps part of it is male chauvinism, more than anything else.

• 2125

The tendency is that the males perhaps are in the process of selecting people who are going to be elevated up the ladder and given training opportunities and they tend to think of the women on their work-force as being good capable secretaries, stenographers, and our girl Friday type of thing.

Frankly, a lot of women are prepared to remain in that position, enjoy that type of a job and are not looking for promotional opportunities and training opportunities. I think, as we get a better educated workforce and get more women who are making careers, more of them should have the opportunity of progressing further up the ladder faster than what they have done in the past.

The Chairman: May I ask a supplementary, Mr. Thomson?

Mr. Thomson: Yes.

Mr. Edwards: I did not realize we were going to get into this topic tonight, I can assure you.

The Chairman: Do you infer that there is discrimination in the civil service regarding women?

Mr. Edwards: I do not think there is an intentional discrimination. I think it has been perhaps part of the history of people in the workforce to think of women in certain selected occupations, such as nurses, secretaries and stenographers, and that by reason of the fact there are no jobs and that there are only certain levels of opportunities in them they do not move into the areas which have been predominately held by men.

The Chairman: How many women do you have in the Alliance at the executive level?

Mr. Edwards: Right now the senior person in our research department is a woman. Until a few months ago the head of our insurance department was a woman. One of our field representatives was a woman but, unfortunately, she died. We have been trying desperately to select another one. A senior representative in our public relations department is a woman. And of course we have the regulars.

The Chairman: That would be four or five out of how many executives?

Mr. Edwards: When you say "executives" do you mean the level those people are in?

The Chairman: Yes.

[Interpretation]

M. Edwards: On leur permet bien sûr, plusieurs femmes suivent le programme d'affectation des cadres, mais je ne pense pas que leur nombre soit peut-être suffisant.

M. Thomson: Je ne vous suis pas exactement, quand vous dites qu'elles ne sont pas autorisées à suivre des programmes de formation ou d'autres.

M. Edwards: Ce serait dû en partie à un chauvinisme masculin, plutôt qu'à autre chose.

Il semble que la tendance est que les hommes sont peut-être en train de choisir des gens qui seront élevés au haut de l'échelle et donner des chances de formation et ils semblent croire que les femmes dans leur main-d'œuvre seront des secrétaires, des sténographes ou filles à tout faire ou ce genre de choses.

Franchement, bien des femmes sont prêtes à rester dans cette situation, aiment ce genre d'ouvrage, et ne cherchent pas des occasions d'avancement ou des chances de formation. Je crois, qu'étant donné une main-d'œuvre mieux formée, et le plus grand nombre de femmes qui font carrière, plusieurs d'entre elles devraient avoir l'occasion d'avancer vers le haut de l'échelle plus rapidement qu'elles ne l'ont fait par le passé.

Le président: Puis-je demander une question supplémentaire, monsieur Thomson?

M. Thomson: Oui.

M. Edwards: Je ne me rendais pas compte que nous allions toucher ce point ce soir, je puis vous l'assurer.

Le président: Voulez-vous dire qu'il y a discrimination dans la Fonction publique au sujet des femmes?

M. Edwards: Je ne crois pas qu'il y ait discrimination intentionnelle. Je crois qu'il s'agit peut-être de l'histoire des gens de la main-d'œuvre de croire que les femmes dans certaines occupations choisies, comme les garde-malades, secrétaires, sténographes, et qu'en raison de ce fait, il n'y a aucun poste et qu'il n'y a que certains niveaux d'occasions dans certains domaines qui ont sur-tout été réservés aux hommes.

Le président: Combien de femmes avez-vous au niveau exécutif dans l'Alliance?

M. Edwards: Présentement la personne senior dans la Direction de la recherche est une femme. Jusqu'à il y a quelques mois, le chef de notre direction de l'assurance était une femme. Un de nos représentants sur place était une femme. Mais malheureusement, elle est morte. Nous avons beaucoup essayé d'en choisir une autre. Un représentant senior dans notre direction des relations publiques est une femme. Et, bien entendu, nous avons les réguliers.

Le président: Ceci veut dire quatre ou cinq d'un nombre de combien de directeurs?

M. Edwards: Quand vous parlez de «directeurs», parlez-vous du niveau de la fonction de ces gens.

Le président: Oui.

[Texte]

Mr. Edwards: I would think we have about five division heads and, taking in the senior people, there might be somewhere in the neighbourhood of 18 or 19 men at the same level as those women in our head office.

Mr. Thomson: I would suggest at least the percentage is better than it is in the management bracket of the civil service as a whole.

Mr. Edwards: Part of the difficulty, Mr. Thomson, is trying to recruit good people. We have had a competition out trying to get a field representative. Do not forget the laws of Canada now do not permit you to state that you are going to hire a woman in this position. You have to state that it is a position that is available. We had something like 66 men and three women apply. We were desperately seeking a woman to fill this job, and even went to Europe to interview what we thought might be a very capable person.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, just to move into a little different area, regarding Indians and Eskimos in the civil service, are you aware if there are very many employed, and do you have any special consideration for them as far as your Alliance is concerned?

Mr. Edwards: When you say "special consideration", once again, we do not tend to indicate in our membership rolls whether a person is an Indian or not. A lot of Indians are members—people who work in residential schools, caretakers, Indian school teachers. All these people we represent in the public service. We are concerned about some of the problems involving the Indian Affairs Department and the representation of Indians, both in reference to our membership and in the actual operation of the Public Service Employment Act.

Mr. Thomson: I might say, as a frequent member of the Northern Affairs Committee, that I am too. I asked this question on purpose because it seems to me that frequently when someone is on a job and uncertain, like some of our native peoples are in different occupations, his fellow worker can give him more help, more encouragement and more understanding than management can. I just wondered if your Alliance had concerned itself with this problem at all. You said you are aware of some problems. Have you, shall we say, struck off a committee to do anything special about it?

• 2130

Mr. Edwards: No, we have not in that sense. If you are talking about the orienting of an Indian employee in regard to the work site or the work place, no. This would normally be done at the local level of our locals or by our field men. Our field men do go into some of these Indian residential schools and they meet with the employees who are quite often native employees and deal with their problems. We have had some relationship with outside organizations. There was one instance where a gentleman by the name of Paul St. Jacques arranged for a medical survey of the Indians up north and so on, and he worked with our organization. We have, through the CLC, also worked with Indians in the Thunder Bay

[Interprétation]

M. Edwards: J'aimerais penser que nous avons cinq chefs de division et, tenant compte des postes élevés, il pourrait y avoir environ dix-huit ou dix-neuf personnes au même niveau que celui des femmes dans notre bureau chef.

M. Thomson: J'aimerais souligner qu'au moins le pourcentage est meilleur qu'il est dans la gestion de la Fonction publique dans son ensemble.

M. Edwards: Une partie de la difficulté, monsieur Thomson, est d'essayer de recruter de bons employés. Nous avons eu des concours en essayant d'engager des représentants sur place. N'oubliez pas que les lois du Canada ne nous permettent pas de déclarer que vous avez engagé une femme pour ce poste. Vous avez déclaré qu'un poste est disponible. Soixante-six hommes et trois femmes ont fait une demande d'emploi. Nous cherchions éperdument une femme pour remplir le poste, et nous sommes même allés en Europe interviewer des gens que nous pensions capables de remplir le poste.

M. Thomson: Monsieur le président, pour passer à un domaine un peu plus différent, au sujet des Indiens et des Esquimaux dans la Fonction publique, êtes-vous au courant que plusieurs sont employés, et considérez-vous spécialement leur situation en ce qui concerne l'Alliance?

M. Edwards: Lorsque vous parlez de «considération spéciale» de nouveau, nous n'avons pas tendance à indiquer dans nos listes de demande si une personne est Indienne ou non. Beaucoup d'Indiens sont membres, des gens qui travaillent dans des écoles résidentielles, à l'entretien, des professeurs aux écoles indiennes. Tous ces gens, nous les représentons dans la Fonction publique. Nous nous occupons de certains des problèmes concernant le ministère des Affaires indiennes et la représentation des Indiens, tant en ce qui concerne leur participation et l'exploitation actuelle de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique.

M. Thomson: Je pourrais dire, en tant que membre actif du comité des Affaires du nord, que je le suis aussi. J'ai posé cette question à dessein parce qu'il me semble que, très souvent, lorsque quelqu'un est au travail et incertain et, comme certains de nos Indigènes sont dans des métiers différents, son cotravailleur peut lui donner une certaine aide, donner plus d'encouragement et plus de compréhension que la direction. Je me demande si votre Alliance s'est occupée un tant soit peu de ce problème. Vous dites que vous êtes au courant de certains problèmes. Avez-vous créé un comité pour s'en occuper?

M. Edwards: Non, si vous songez à l'orientation d'un employé indien en ce qui concerne le lieu de travail. Cela se fait normalement au niveau local ou par nos agents extérieurs. Nos agents régionaux vont souvent dans les écoles indiennes et rencontrent les employés qui sont souvent des indigènes et traitent de leurs problèmes. Nous avons été en rapport avec certains organismes extérieurs. Il y a un cas où un certain M. Paul St-Jacques a pris les dispositions nécessaires pour faire effectuer une enquête médicale des Indiens dans le Nord et il a travaillé avec notre organisme. Nous avons, par le truchement du CTC travaillé avec les Indiens dans la région de Thunder Bay. Nous nous sommes occupés des problèmes

[Text]

area and contributed to some degree to that. We have been concerned about the problems of Indian school caretakers trying to get them their back pay from the Treasury Board and getting them properly classified under the collective agreement so that they will get the money that is coming to them. We are still awaiting some action that has been going on for some time on that. We are getting that one clarified and lot of these people will have a considerable amount of back money coming to them who have been employed in these positions.

We are concerned from that viewpoint, but centrally we are not—not that we are not concerned, but we are not involved in trying to handle a particular situation at the work place. That would have to be handled by our local organization.

Mr. Thomson: I see. Thank you. In regard to another matter, in the Public Service Commission there is a new process, a data stream, somewhat like dating bureaus, for lining up employees with the jobs. Would you care to make any comment as to how you feel this is working?

Mr. Edwards: I am afraid a comment might be a little premature. We are asking for some information with reference to datastream. We have had a number of inquiries and letters of concern from some of our members in reference to it. I think essentially the program that was designed is a retrieval tool for people who would be qualified. I think that aspect of it is good. What we have been concerned about is that it does not become a selection process. We think it should be a matter of retrieving information on people who have certain skills and qualifications, and then advising them that there is a competition in which they can apply. We have expressed a little concern, or some of our members have, that perhaps it is not fulfilling the total function that we envisaged it fulfilling when it was first mentioned. It has been in operation now for a period of about a year—I think it is a year this April—one of our staff is asking for a report on this. I have not seen it yet so I do not want to say anything more than that.

Mr. Thomson: You think it might put a round peg in a square hole yet.

Mr. Edwards: I do not think it is likely to put the round peg in the square hole. I am much more concerned that when it identifies a number of round pegs they do not all have equal opportunity of fitting into that particular available round hole that might be available on a promotional opportunity.

Mr. Thomson: I think we might keep this one in mind and ask about it again. I have one more question, Mr. Chairman, and that is in regard to students for summer employment. Does your Association take any position about the government hiring students for short-term or summer employment?

Mr. Edwards: Yes. Our position is that they should hire people if they can in meaningful work, not just in a make-work program; not hire them in positions that would normally be filled, we will say, by a continuing type of operation. In casual employment of a summertime nature or in doing a special project, perhaps; relieving other people for summer holidays, doing things of this nature, but not filling up full-time positions which would

[Interpretation]

des concierges, des écoles indiennes et avons essayé d'obtenir leurs arrérages du Conseil du trésor et de leur obtenir un classement approprié en vertu de conventions collectives afin qu'ils reçoivent le salaire auquel ils ont droit. Nous attendons toujours les résultats et plusieurs de ces personnes recevront un montant d'argent important.

Nous nous occupons de ces problèmes, mais nous ne traitons pas des problèmes relatifs au lieu de travail, c'est notre organisme régional qui le fait.

M. Thomson: Merci. La Commission de la Fonction publique a nu nouveau système de Permatri qui consiste à aligner les fonctionnaires avec les postes. Pourriez-vous nous donner quelques commentaires sur cette question?

M. Edwards: Je crains qu'il serait prématuré de faire des commentaires. Nous avons demandé des renseignements sur le Permatri. Nous avons reçu des demandes et des lettres à ce sujet. A mon avis, ce programme est principalement un instrument de repérage pour les personnes qualifiées. Cet aspect-là du programme est bon. Nous craignons qu'il ne devienne une méthode de sélection. A notre avis, il devrait servir à repérer les renseignements sur les personnes ayant des aptitudes et des qualités et les avertir qu'il y a un concours auquel elles peuvent participer. Nous avons exprimé certaines craintes que ce système ne remplisse pas les fonctions pour lesquelles il a été créé. Ce système fonctionne depuis un an déjà et nous avons demandé un rapport. Je ne l'ai pas encore vu donc je ne peux en dire davantage.

M. Thomson: Vous croyez que ce système n'est pas efficace.

M. Edwards: Je ne crois pas qu'il soit très efficace. Je crains que, lorsqu'il aura identifié un certain nombre de personnes qualifiées pour un poste déterminé que toutes ces personnes n'aient pas la chance de concourir pour une promotion.

M. Thomson: Je crois que nous devrions revenir sur cette question. A propos des emplois d'été pour les étudiants, est-ce que votre association s'intéresse à la question?

M. Edwards: Oui. Notre position c'est qu'on devrait employer des personnes non seulement pour travailler dans des postes qui seront par la suite occupés d'une façon permanente, mais plutôt dans du travail occasionnel pour l'été, peut-être dans un projet spécial, ou remplacer les personnes pendant les vacances d'été dans des postes de ce genre, mais non remplir des postes permanents qui seront disponibles comme occasion de promo-

[Texte]

normally be available by promotional opportunities to people coming up in the full-time work force. Certainly we think the government should do what it can to give meaningful employment to students, but not solely on the basis of let us have \$50 million on a make-work type of situation that is not productive.

Mr. Thomson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Francis.

Mr. Francis: I was just going to throw a general question at Mr. Edwards, Mr. Chairman, and ask him if there are any other areas where there have been difficulties in regard to administration by the Public Service Commission of those tasks that it is generally required to perform. Is there anything else he wanted to bring up or add at this point?

Mr. Edwards: I do not think so. We have dealt with some of the problem areas that we have been concerned about. We have been concerned about this delegation of authority; we have been discussing with the Commission the matter of removal from the authority of the Public Service Employment Act certain positions in the public service, and we have had some consultations with them on this. I think what we have to be concerned about when we are dealing with the Public Service Commission is that our process of discussion with the Commission is a consultative one. We cannot negotiate these conditions and we want to be consulted rather than being just informed of circumstances.

• 2135

Generally speaking, our relationship with the Commission in this regard has been good but there have been areas where we have been very concerned that we have been consulted after the fact rather than before it. I think that these are matters of constant discussion with the Commission if we can know what some of these areas are where we should be consulted. We hope that there will be meaningful dialogue in advance of the event rather than retroactively.

Mr. Francis: Fine, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Thomson.

Mr. Thomson: I have one more on my list that I missed, Mr. Chairman. In regard to the use of computers...

The Chairman: As a bachelor you did very well on the women...

Mr. Thomson: Thank you. It is a good job someone is considerate.

The Chairman: As a defender of the women.

Mr. Thomson: Okay. I am worried about computers now, Mr. Chairman. In regard to computers in the government and the technological devices that are coming along, has this presented any problems? I assume that you cannot get them to carry a union card but, I mean, apart from that if they are presenting problems in eliminating jobs or changing the technological training or

[Interprétation]

tion pour les personnes qui travaillent à plein temps. Nous croyons certainement que le gouvernement doit faire quelque chose pour les emplois d'été aux étudiants mais non seulement en fonction d'un programme de 50 millions de dollars pour trouver du travail qui ne serait pas productif.

M. Thomson: Merci, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Francis.

M. Francis: J'allais justement demander à M. Edwards s'il y a d'autres domaines où il y a eu des difficultés en ce qui concerne l'administration par la Commission de la Fonction publique dans les tâches qu'elle est appelée à remplir. A-t-il quelque chose à ajouter?

M. Edwards: Je ne crois pas. Nous avons mentionné le domaine ayant des problèmes qui nous préoccupent. Nous avons mentionné la délégation des pouvoirs, nous avons demandé l'élimination de certains postes en vertu de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, nous les avons consultés à ce sujet.

Ce qui est important entre-temps avec la Commission de la Fonction publique, c'est que notre façon de procéder est consultative. Nous ne pouvons négocier ces conditions et nous voulons être consultés plutôt qu'être informés des circonstances.

D'une façon générale, nos rapports avec la Commission ont toujours été bons, mais dans certains domaines nous avons été consultés après le fait plutôt qu'avant. Nous espérons qu'il y aura un dialogue efficace avant l'événement plutôt qu'après.

M. Francis: Très bien, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Thomson.

M. Thomson: En ce qui concerne les ordinateurs...

Le président: En tant que célibataire vous avez fait très bien en ce qui concerne les femmes...

M. Thomson: Merci. Il est bon que quelqu'un soit bien intentionné.

Le président: En tant que défenseur de la femme.

M. Thomson: Très bien. Pour revenir aux ordinateurs, et aux appareils technologiques qui s'en viennent, est-ce que cela présente certains problèmes? Est-ce qu'ils présentent des problèmes en éliminant des emplois ou en changeant la formation technologique ou les exigences d'une personne plus rapidement qu'une personne ne peut s'adapter.

[Text]

requirements of an individual more quickly than people can adjust.

Mr. Edwards: I think this is a constant problem in anything as big as the public service. Luckily, the public service is big enough that it should be able to absorb, if you like, the people who may, as a result of technological change, become redundant in one position and need to move into something else. We have to be concerned that there is sufficient advance notice of programs, that people can be trained, that if they do become redundant in one job they can be trained for and moved into another. We do have a good constant ongoing program of concern for people that as a result of the advent of more and more automation and automated processes they are not just going to be discarded, particularly when they reach an age of the mid-forties and early fifties.

We had some pretty traumatic experiences in reference to the redundancy program as a result of a number of positions being eliminated in the public service but I think the activities of the unions, the public service, the Commission and the Treasury Board work to advantage to lick the vast majority of those problems. We did not lick them all and one of the things that we are concerned with now as a result of that, and this is one of the areas of delegated authority where we have asked the Commission to make sure that they look at these things, is that we do have people on lay-offs lists who are, so far as we are concerned, not being given the opportunities to come back into the public service and other people are getting jobs.

We have to be vitally concerned about this. As more and more automation goes into the public service and lower level jobs are disappearing, the Commission has to take on the responsibility of ensuring that there is full advance warning and notice and advance planning and programming so that these people who are going to be redundant in one job as a result of automation do have somewhere else in the public service to go rather than going out the door on a severance pay program or early retirement or anything else.

A person's biggest asset is his employment and there is no other way of trying to consider this. This is what he thinks of as his job. You can talk to him about retirement plans and severance pay and so on and redundancy payments but if there is a job available he would much rather in the very, very vast majority of cases, have alternative work.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I have just one other area; I thought I had exhausted my questions. In reference to different areas of the country in pay rates paid by the public service, we had an example just a little while ago where there was quite a large differential in shipyards. Have you, as a representative of the employees, any comment to make regarding pay rates in various parts of the country?

• 2140

Mr. Edwards: Yes, I think we should work to a standardized pay rate throughout all levels for similar jobs. Obviously when we are talking about one pay rate I think we should move, hopefully, to bring the Maritimes up to the B.C. standard. I do not think you can achieve that in one fell swoop, but we have been trying to do

[Interpretation]

M. Edwards: Cela est un problème constant dans une chose aussi vaste que la fonction publique. Heureusement la Fonction publique est assez vaste pour absorber toutes les personnes qui, à cause des changements technologiques, sont obligées de changer de poste ou de travail. Les programmes doivent être annoncés suffisamment d'avance pour permettre aux personnes qui deviennent superflues dans un emploi de se former et de se préparer pour un autre. Nous avons un programme qui s'occupe constamment des personnes qui à cause de l'automatisation sont devenues superflues et spécialement ceux qui sont dans les groupes d'âges de 40 à 50 ans et plus.

Nous avons eu certaines expériences traumatiques en ce qui concerne les postes qui ont été éliminés de la Fonction publique mais les syndicats, la Fonction publique, le conseil du Trésor travaillent à résoudre la plupart de ces problèmes. Il y en a encore et un d'entre eux est celui de la délégation des pouvoirs où nous avons demandé à la Commission de s'assurer que les personnes qui ont été mises à pied soient réembauchées dans la Fonction publique avant que les postes ne soient donnés à d'autres personnes.

Cela est d'une importance vitale. A mesure qu'il y a de plus en plus d'automatisation dans la Fonction publique et que les postes de catégories inférieures disparaissent, la Commission doit voir à ce que la planification et la programmation soient faites suffisamment longtemps d'avance pour permettre aux personnes qui deviennent superflues à cause de l'automatisation d'occuper un autre poste plutôt que de prendre leur retraite prématurément ou autre chose. Le plus grand bien d'une personne est son emploi et il n'y a pas d'autre façon de le voir. Vous pouvez lui parler d'une retraite prématurée ou de toute autre chose, mais ce qui l'intéresse davantage c'est encore un autre emploi.

M. Thomson: Monsieur le président, en ce qui concerne les taux de salaires dans les différentes parties du pays payés par la Fonction publique, nous avons eu un exemple dernièrement où la différence était très grande soit dans les chantiers de construction. En votre qualité de représentant des employés, auriez-vous des commentaires en ce qui concerne les taux de salaire dans les différentes parties du pays?

M. Edwards: Oui, je crois que nous devrions établir des taux de salaire uniformes à tous les niveaux pour des emplois du même genre. Il est évident, que, lorsque nous parlons de taux de salaire, nous devrions élever les taux des maritimes au niveau de ceux de la Colombie-Britannique. Je ne crois pas que nous puissions y arriver d'un

[Texte]

this, for instance, in the general labour and trades group where we move initially from 320 rate setting areas to 36. Hopefully in our next round of bargaining we will even reduce these 36 pay zones to something less. I think we have gradually got to work for a standard rate of pay similar to what we would pay stenographers and people in a classification above the operational category.

Mr. Thomson: In reference to this, for example, it obviously costs more to live in some areas of the country than others. Do you take this into account when you are representing employees?

Mr. Edwards: I think you take all of these factors into account when you are representing employees, but I think what really also happens is that the employees in these low wage rate areas have a lower standard of living. In many cases I think this is unfortunate. The people who are living in the higher wage rate areas may have some additional expenses—it is not always a higher cost of living—but they do have a more improved standard of living, and the people in the low wage rate areas are suffering proportionately because they have a less advantageous standard of living.

Mr. Thomson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions? These same witnesses were scheduled for Thursday, April 29. We will now have to re-arrange the schedule, of course, and we will try to move up some of the witnesses who were supposed to be heard later on. So, in your name I think I should thank the witnesses who have come before us this evening. It was very instructive for us to hear what they had to say. This meeting stands adjourned to the call of the Chair. Thank you very much.

Mr. Thomson: It will likely be Thursday night, if you can arrange it?

The Chairman: Yes, if we can arrange to hear some witnesses.

[Interprétation]

seul coup, mais nous avons tenté de le faire d'une façon générale dans le groupe d'ouvriers et des métiers où il y avait 320 taux différents que nous avons réduits à 36. Nous espérons, au cours des prochaines négociations, réduire ces 36 secteurs de paie à un nombre inférieur. Nous devons essayé d'arriver graduellement à un taux uniforme de paie, comme par exemple, dans le cas de sténographes ou des personnes classées dans une catégorie supérieure à une catégorie d'exploitation.

M. Thomson: Par conséquent, il en coûte plus cher pour vivre dans certaines parties du pays que dans d'autres. Est-ce que vous tenez compte de cette condition lorsque vous représentez les employés?

M. Edwards: Nous tenons compte de tous ces facteurs lorsque nous représentons les employés, mais il ne faut pas oublier non plus que les employés qui touchent de petits salaires ont un niveau de vie moins élevé. Cela est malheureux dans bien des cas. Ceux qui reçoivent de meilleurs salaires ont un niveau de vie plus élevé et ceux qui reçoivent un salaire inférieur souffrent de cette situation parce qu'ils doivent se contenter d'un niveau de vie inférieur.

M. Thomson: Merci monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Ces témoins devaient comparaître le jeudi 29 avril. Il nous faudra refaire l'horaire afin que nous puissions entendre certains témoins qui devaient comparaître plus tard. Je remercie donc en votre nom les témoins qui ont comparu ce soir. Leur témoignage a été très instructif. La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président. Merci beaucoup.

M. Thomson: Ce sera probablement jeudi soir, si cela est possible?

Le président: Oui, s'il nous est possible d'entendre les témoins ce soir-là.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 25

Thursday, April 29, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

Publications

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 25

Le jeudi 29 avril 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Estimates for the fiscal year ending
March 31, 1972, relating to the
Public Service Staff Relations Board

CONCERNANT:

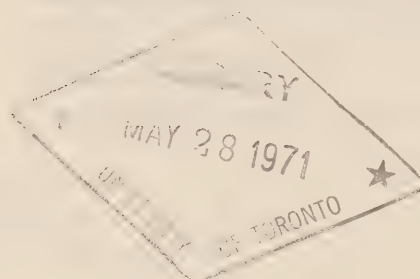
Le Budget des dépenses pour l'année fiscale
se terminant le 31 mars 1972, se rapportant à la
Commission des relations de travail dans
la fonction publique.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: M. Fernand-E. Leblanc

Vice-Chairman:

and Messrs.

Blair	Forget
Carter	Gillespie
Clermont	Goode
Downey	Guay (<i>St. Boniface</i>)
Dupras	Langlois

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Vice-président:

et Messieurs

Mather	Rodrigue
Peddle	Serré
Ricard	Skoreyko
Ritchie	Thomson (<i>Battleford-</i> <i>Kindersley</i>)—(20).
Rock	

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Michael B. Kirby

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, April 29, 1971

(33)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 8:20 p.m. The Chairman, Mr. Leblanc (*Laurier*) presided.

Members present: Messrs. Blair, Carter, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Rock and Thomson (*Battleford Kindersley*)—(6).

Also Present: Messrs. Hopkins, and Lefebvre, M.P.'s.

In attendance: Mr. James Jerome, Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council.

Witnesses: From the Public Service Staff Relations Board: Messrs. J. Finkleman, Chairman; Georges Gauthier, Vice-Chairman; Marcel Garneau, Secretary; E.B. Jolliffe, Chief Adjudicator; and K.R. Scobie, Director, Pay Research Bureau.

The Committee resumed consideration of the estimates for the fiscal year ending March 31, 1971.

Pursuant to the undertaking given to Mr. Carter on Tuesday, April 27, 1971, the Chairman, after introducing Mr. Jerome, asked him if the holders of the regional desks in the Office of the Prime Minister would appear. Mr. Jerome stated he was prepared to answer all questions about these officials and their work.

Debate arose. Later the Chairman ruled that there was two alternatives open to Mr. Carter—to give notice of a motion to call the officials in question or to proceed to question Mr. Jerome.

The Chairman called item 30 relating to the Public Service Staff Relations Board.

The Chairman introduced the Chairman of the Public Service Staff Relations Board. Mr. Finkleman introduced the officials with him and proceeded to make a statement. Mr. Finkleman was then questioned.

Later, the questions being completed, the Chairman thanked the witnesses.

At 9:50 p.m. the Committee adjourned to Thursday, May 6, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 29 avril 1971

(33)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit ce soir à 8 h. Le président, M. Leblanc (*Laurier*), occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Carter, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Rock et Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(6)

Autres députés présents: MM. Hopkins et Lefebvre.

Également présent: M. James Jerome, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé.

Témoins: De la Commission des relations de Travail dans la Fonction publique: MM. J. Finkleman, président; Georges Gauthier, vice-président; Marcel Garneau, secrétaire; E. B. Jolliffe, arbitre en chef; et K. R. Scobie, directeur, bureau de recherches sur les traitements.

Le Comité reprend son étude du Budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972.

Conformément à l'engagement qu'il a pris envers M. Carter le mardi 26 avril 1971, le président, après avoir présenté M. Jérôme, lui demande si les détenteurs des bureaux régionaux au cabinet du premier ministre vont comparaitre. M. Jerome déclare qu'il est prêt à répondre à toutes les questions concernant ces hauts-fonctionnaires et leur travail.

Il s'ensuit une discussion. Par la suite le président décide que deux choix s'offrent à M. Carter: présenter un avis de motion en vue de convoquer les hauts-fonctionnaires en question, ou passer à l'interrogatoire de M. Jerome.

Le président met en délibération le crédit 30 se rapportant à la Commission des relations de travail dans la Fonction publique.

Le président présente le président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique. M. Finkleman présente les hauts-fonctionnaires qui l'accompagnent et fait une déclaration. M. Finkleman répond ensuite aux questions.

Par la suite, la période de questions terminée, le président remercie les témoins.

A 9 h 50 du soir, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 10 mai 1971.

Le greffier du Comité

Michael B. Kirby

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, 29 April, 1971

• 2019

[Text]

The Chairman: Order, please. In reply to Mr. Carter's request at the last sitting, Mr. Jerome is here regarding the attendance of the Prime Minister's four regional desk officers. Mr. Jerome, would you please explain this?

Mr. J. Jerome (Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council): My recollection of the questioning, Mr. Chairman, was that Mr. Carter, Mr. Peddle and Mr. Thomson were interested in securing their attendance. They had questioned at some length about the operation of the regional desk advisors in the Prime Minister's office, were interested in exploring that point further and had suggested that the regional desk officers themselves come here to testify.

At that time, Mr. Chairman, you pointed out that as there was no quorum you were not in a position to entertain a motion to that effect. It did not appear that a motion could be made to the effect of requesting these people to turn out.

At that stage, in consultation with the administrative officers who were with me at the time, I suggested that possibly we could arrange to have these people come here without the necessity of a motion. Upon checking into that, it appears that the system of ministerial responsibility works in this way that it is the Minister of a department who is responsible to Parliament and through him his officials.

• 2020

But the officials themselves or the staff, of course, are not directly responsible but they are responsible through the Minister and the Minister, in turn, to Parliament. Accordingly, it is the Minister or his designated representative, which I was in that case, who will attend before a committee and answer questions about the operation of a department. Now that is true about the staff that is in the department and is in the Public Service Commission.

It is even more true about what has generally been referred to as the Minister's exempt staff which is a popular description for that staff provided for under Section 37(1) of the Public Service Act which gives the Minister the right to hire personal advisory staff without them being subject to the Public Service Commission, to the merit system, and things of that sort. That being the case, it appears that there is absolutely no precedent whatsoever for a Minister's official to appear before a committee and give testimony. Occasionally, when a Minister or his designated representative appears before a committee to testify, he will bring with him certain officials, which is a common practice, and with the permission of the committee, the advisers or officials will either advise the Minister so that he can testify or, in turn, it is agreed that the officials can testify directly.

Accordingly, in this situation, the proper procedure entirely is that the Minister or his designee, which might either be myself or, in this case the Parliamentary Secretary to the Prime Minister, Mr. Danson, if that is the desire of the committee should after further before the committee and, if they are any further questions about the operation of the regional desk set-up or the officers or what they do, he should give the answers. He should be properly

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 29 avril 1971

[Interpretation]

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. En réponse à la requête de M. Carter à la dernière séance, M. Jerome est ici afin d'expliquer la présence des quatre agents régionaux du Premier ministre. Monsieur Jerome, voudriez-vous bien nous expliquer cela?

M. J. Jerome (Secrétaire parlementaire du Président du Conseil privé): D'après ce que je me rappelle, monsieur le président, monsieur Carter, monsieur Peddle et monsieur Thomson étaient intéressés à ce qu'ils soient présents. Ils avaient posé des questions au sujet du fonctionnement des conseillers en matière régionale dans le bureau du Premier ministre, ils étaient intéressés à examiner ce point en plus grand détail et ils avaient suggéré que les agents soient responsables de la ferme régionale soient présents ici eux-mêmes afin de témoigner.

A ce moment-là, monsieur le président, vous avez signalé qu'il n'y avait pas de quorum et donc que vous étiez incapable d'accepter cette motion. Il a paru impossible de proposer une nouvelle motion afin d'inviter ces gens à se présenter ici.

Alors, en consultation avec les agents administratifs qui m'accompagnaient à ce moment-là, j'ai suggéré qu'on pourrait peut-être arranger de faire venir ces gens ici sans que ce soit nécessaire de proposer une motion. Après vérification, il semble que le système de responsabilités ministérielles fonctionnent de telle façon que c'est le Ministre d'un ministère qui est responsable au Parlement et que ces fonctionnaires le sont par son entremise.

Mais les fonctionnaires eux-mêmes ou les cadres, évidemment, ne sont pas responsables directement mais ils le sont par l'entremise du ministre, et le ministre est responsable, à son tour, au Parlement. Conséquemment, ce sera le ministre ou bien son représentant désigné qui, en l'occurrence, était moi-même, qui devra se présenter devant un Comité et répondre aux questions au sujet du fonctionnement de son ministère. Cela s'applique aux cadres du ministère et aussi dans la Commission de la Fonction publique.

Ceci est même encore plus vrai en ce qui a trait au personnel du ministre qui jouit d'une exemption. Il s'agit ici du personnel dont traite l'article 37 (1) de la Loi de la Fonction publique qui accorde au ministre le droit d'embaucher des conseillers personnels sans qu'ils soient soumis à la Commission de la Fonction publique, au système du mérite, et ainsi de suite. Puisque cela est le cas, il semble qu'il n'y a absolument aucun précédent d'après lequel un fonctionnaire d'un ministre pourrait être appelé à paraître devant un Comité et de témoigner. Il arrive que lorsqu'un ministre ou son représentant désigné se présente devant un Comité afin de témoigner qu'il amène avec lui certains fonctionnaires, ce qui est une pratique courante, et avec la permission du Comité, les conseillers ou les fonctionnaires vont ou bien conseiller le ministre afin qu'il puisse témoigner ou bien on permet aux fonctionnaires eux-mêmes de témoigner directement.

Donc, dans cette situation, la façon correcte de procéder est que le ministre ou bien la personne désignée à sa place, qui pourrait être ou bien moi-même ou, dans ce cas, le secrétaire parlementaire du premier ministre, M. Danson, si c'est ce que désire le Comité, devrait continuer à partici-

[Texte]

briefed and possibly bring some advisers with him, but the answers should and must be made by him.

I do not want to go further than that or to speculate on whether that system can be changed, but I would presume that if it is going to be changed in any way, it would have to be done by way of a motion by a committee to seek the attendance of one of these officials to testify directly and that motion would have to be incorporated in the committee report which, in turn, would have to be concurred in by the House of Commons before that system could be changed. I would imagine that in the House of Commons if not in the committee there would be a full-scale debate on the system of ministerial responsibility.

I can also conclude, Mr. Chairman, by saying that in line with the remarks that I have just made, I have gone into considerable briefing from the regional desk officers and I am prepared to do more if I can attend at any date in the future to expand on the information I have already given and for the benefit of committee members to answer any questions that they may have about any further details of the operation of the regional desk system.

The Chairman: Thank you, Mr. Jerome.

Mr. Carter: I am not surprised at Mr. Jerome's rebuttal to my request to have these people appear because I suspected at the time that he stepped out of line. I was quite surprised, on whatever day it was, when Mr. Jerome so willingly agreed to have these people appear. It is quite obvious to all of us that these people are nothing more than window-dressing, political hacks, who are performing no function whatever within the administration of government. For that reason, I want to have them here to question them as to what they are doing and what their terms of reference are, to what extent have they travelled around Canada, especially Eastern Canada, to be in a position to advise the Prime Minister on matters pertaining to their various regions. I still think these people should be required to appear before the Committee. They are four regionally highly-paid officials of the government and I feel that we have a right to find out from them directly what their positions are, what their terms of reference are and just what they are doing.

• 2025

As I said, I suspect that Mr. Jerome did step out of line because I suspect that he has been reprimanded, perhaps by his superiors, for even suggesting that they be allowed to attend here. I do not know what we can do but I would certainly like to see them appear before this Committee and get whatever information we can. A motion, of course, is not in order because we have not got a quorum; consequently, we cannot make a motion and hope to get it passed because there is no quorum here. Do I take it from Mr. Jerome, Mr. Chairman, that only a motion passed by this Committee and then passed on to the Minister would bring these people before the Committee? Is this what you are saying?

[Interprétation]

per à la séance du Comité et, s'il y a d'autres questions concernant le fonctionnement du système d'agents responsables pour les régions, il devrait y répondre. Il devrait être bien renseigné et peut-être se faire accompagner par des conseillers, mais les réponses devraient et doivent être données par lui.

Je ne veux pas en dire plus long et je n'ai pas l'intention de spéculer au sujet du changement du système, mais je suppose que si on va le changer d'une façon ou d'une autre, il faudrait que cela se fasse par voie de motion d'un Comité afin d'obtenir la présence d'un de ces fonctionnaires pour qu'il puisse témoigner directement et cette motion devrait être incorporée dans le rapport du Comité qui, à son tour, devrait être accepté par la Chambre des communes avant que le système puisse être changé. J'imagine qu'il y aurait un débat à fond à la Chambre des communes, sinon au Comité, à l'égard du système de la responsabilité ministérielle.

Je pourrais aussi terminer, monsieur le président, en disant à la suite des remarques que je viens de faire, que je me suis fait renseigner à fond par les agents responsables des affaires régionales et je suis prêt à contribuer encore plus si je peux être présent plus tard à une autre séance où je pourrais vous donner d'autres détails au sujet des renseignements que je vous ai déjà donnés et où je pourrais répondre aux questions des membres du Comité s'il y a d'autres détails qu'ils veulent avoir au sujet du fonctionnement du système des agents responsables des affaires régionales.

Le président: Merci, monsieur Jerome.

M. Carter: Je ne suis pas surpris que M. Jerome ait refusé ma requête à savoir que ces gens soient permis de paraître devant le Comité, car j'ai l'impression qu'à ce moment-là il s'est trompé. J'étais bien surpris, et je me rappelle pas exactement de la date, lorsque M. Jerome a accepté si facilement de permettre à ses gens de se présenter devant le Comité. Il est très évident pour nous tous que ces gens ne représentent qu'une sorte de façade, ou des hommes de peine politique qui n'accomplissent aucune fonction dans l'administration du gouvernement. Pour cette raison, je veux qu'ils se présentent ici afin qu'on puisse leur poser des questions ayant trait à leur travail et à leur mandat, et pour savoir où ils ont voyagé au Canada, particulièrement dans l'Est du Canada, afin qu'ils puissent conseiller le premier ministre à l'égard des problèmes relatifs aux régions pour lesquelles ils sont responsables. Je crois qu'on devrait exiger que ces gens se présentent devant le Comité. Il s'agit de quatre fonctionnaires du gouvernement qui s'occupent des problèmes régionaux qui tirent

des traitements très élevés, et je pense que nous avons le droit de leur demander directement ce que représente leur poste, ce que sont leurs mandats et de savoir tout simplement ce qu'ils font.

Comme je l'ai déjà dit, j'ai l'impression que M. Jerome a commis une erreur parce que je soupçonne qu'il s'est fait réprimander, peut-être par ses supérieurs, pour avoir suggérer que ces gens soient permis de se présenter ici. Je ne sais pas ce que nous pouvons faire mais j'aimerais certainement de les voir ici devant ce Comité et de pouvoir obtenir des renseignements. Bien entendu, une motion est irrecevable parce que nous n'avons pas de quorum. Dois-je comprendre, d'après ce que dit M. Jerome, que seule une motion adoptée par votre Comité puis transmise au Ministre, permettrait de faire ces gens comparaître devant le Comité? Est-ce ce que vous voulez dire?

[Text]

The Chairman: Mr. Jerome.

Mr. Jerome: Mr. Chairman, the application of what I have been saying extends much farther than the regional desk officers that are envisaged. It would be the same, for example, if the Committee were asking to have the executive assistant of any of the ministers attend and testify before the Committee. The executive assistant, or the minister's personal staff in every case, not just the Prime Minister and not just his regional desk advisers, but in the case of every minister his personal staff simply is not compellable before the Committee to testify directly about what they do. If you wish to question them under the machinery of estimates, which is being done now, question what they are doing or how they perform their function, the method whereby that is done is to question the minister, because it is the minister who is responsible to Parliament and not his staff members personally. That applies...

Mr. Carter: I cannot...

The Chairman: Mr. Carter, please, will you let Mr. Jerome complete his statement and then I will come back to you.

Mr. Carter: All right.

Mr. Jerome: That being the case, if it were the desire of the Committee, for example, to question a minister about the function of his executive assistant, or of his personal secretary, or anything of that nature, the answer would be that it is the minister who answers to Parliament and to parliamentarians for his function.

Therefore if it is sought by this Committee to make any change in that system and to endeavour to go beyond the minister, to bring officials of his staff here before the Committee, regardless of the minister and regardless of the staff member involved, then the Committee would be endeavouring to break with a very long established and very strong precedent.

The only way that could be done, if it can be done at all, of course would be to have an order of the House of Commons requiring those people to attend. An order of the House of Commons would be achieved, by having a motion made in the Committee and in turn the Committee report would have to be adopted by the House of Commons. When that takes place then it would be the House of Commons which has demanded that this precedent be broken and that the official come and testify. If that were done, the precedent could be broken, but short of that there simply is no provision to hear a minister's officials, whether in the civil service or on his exempt staff, but certainly on his exempt staff even more strongly than in the civil service, on a minister's exempt staff under Section 37 (1) of the Public Service Employment Act. There just is no provision nor authority whereunder such an official can be compelled to come before a committee to testify in the area of the minister's responsibility.

The Chairman: Mr. Carter.

Mr. Carter: Mr. Chairman, we requested certain information on that day from Mr. Jerome and he could not supply us with the information concerned. Therefore we thought it would be very appropriate to have these people appear before the Committee, at which time we could question

[Interpretation]

Le président: Monsieur Jerome.

M. Jerome: Monsieur le président, l'application de ce que je dis s'étend beaucoup plus loin que les agents régionaux dont il est question. Il en serait de même, par exemple, si les membres du Comité demandaient que l'adjoint exécutif de n'importe lequel des ministres viennent comparaître devant le Comité. Dans tous les cas, l'adjoint exécutif ou le personnel privé du Ministre, pas simplement du Premier ministre et pas simplement ses conseillers régionaux, mais dans le cas de chaque Ministre, les membres de son personnel privé ne sont pas tenus de comparaître devant le Comité pour témoigner directement au sujet de leurs activités. Si vous voulez leur poser des questions dans le cadre du mécanisme du budget des dépenses, ce que nous faisons actuellement, posez des questions au sujet de ce qu'ils font ou comment ils remplissent leurs fonctions, pour le faire vous devez des questions au Ministre, parce que c'est le Ministre qui est responsable envers le Parlement et non les membres de son personnel. Cela s'applique...

M. Carter: Je ne veux pas...

Le président: Monsieur Carter, s'il vous plaît, voulez-vous laisser M. Jerome terminer sa déclaration puis je reviendrai à vous.

M. Carter: Très bien.

M. Jerome: Puisqu'il en est ainsi, si les membres du Comité par exemple désiraient poser des questions à un Ministre au sujet des fonctions remplies par son adjoint exécutif ou sa secrétaire personnelle, ou toute chose de ce genre, c'est le Ministre lui-même qui fait rapport au Parlement et aux parlementaires de ces fonctions.

Par conséquent, si les membres du Comité cherchent à apporter un changement à ce système, et s'efforcent d'aller au-delà du Ministre, pour faire comparaître devant lui des membres du personnel de ce dernier, quelque soit le Ministre et quelque soit le membre du personnel en cause, alors le Comité s'efforcerait d'enfreindre un précédent établi de longue date et très respecté.

La seule façon d'accomplir cela, si cela peut l'être, bien entendu, serait d'émettre un ordre de la Chambre des communes demandant à ces gens de se présenter. On obtiendrait un Ordre de la Chambre des communes, en faisant adopter une motion par le Comité, puis le rapport du Comité devrait être adopté par la Chambre des communes. Lorsque ceci se serait produit, ce serait la Chambre des communes qui aurait exigé que le précédent soit enfreint et que le fonctionnaire vienne témoigner. Si cela était réalisé, on aurait enfreint le précédent, mais à part cela il n'y a pas de dispositions prévoyant que les collaborateurs des ministres comparaissent, qu'il s'agisse de membres de la Fonction publique ou de son personnel privé, et certainement encore plus dans le cas de membres de son personnel privé que de membres de la Fonction publique, et en ce qui concerne les membres de son personnel privé, en vertu de l'article 37, paragraphe (1) de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique. Il n'y a simplement pas de dispositions ni d'autorité en vertu de laquelle un fonctionnaire peut être tenu de comparaître devant un comité pour témoigner dans le domaine relevant de la responsabilité du Ministre.

Le président: Monsieur Carter.

M. Carter: Monsieur le président, ce jour-là nous avons demandé certains renseignements à M. Jerome et il ne pouvait pas nous les fournir. Par conséquent, nous avons pensé qu'il était très approprié de faire ces personnes comparaître devant notre Comité, et à ce moment-là nous

[Texte]

them and get the information we were seeking. Mr. Jerome has obviously had a very severe change of heart because at that time he did indicate to the Committee that he would endeavour to have these people appear before the Committee and answer questions.

Mr. Jerome: I have not had a change of heart, Mr. Carter, I have just had a change of information.

The Chairman: Mr. Jerome, please, let Mr. Carter complete his question.

Mr. Carter: Mr. Chairman, surely this Committee has a right to request witnesses to come before it from the civil service or from special appointees in the various ministers' offices. From what Mr. Jerome is saying now, unless we go through the rigmarole of getting a motion passed through this Committee, which is very unlikely, especially in view of the fact that you seldom have a quorum to enable you to make a motion, and then it had to go before the House of Commons, these people are pretty well immune. Is this what he is saying, that you cannot question these people on matters pertaining to their departments?

The Chairman: Is there anyone else who would like to enlighten the Chair on that issue? Mr. Thomson, would you like to comment?

Mr. Thomson: I do feel, Mr. Chairman, that Mr. Jerome, if you will, led us to believe that this would happen the other day when he spoke. Obviously he is now saying that such is not the case. I can see the point he is driving at. I think it is regrettable that he appeared so willing the other day. Other than that I have no comments.

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: No comment, I subscribe to Mr. Jerome's opinion and I would suggest that we consider making arrangements for Mr. Danson to appear.

Mr. Jerome: Either Mr. Danson or I are perfectly prepared to appear to answer questions and to inform ourselves about every detail of the function of these people, including their experience, their training, their travelling, their work in the riding, and what they do. I might also say it is interesting that Mr. Carter described them tonight as being highly paid people and one of his complaints in the first instance was that they were lowly paid people and therefore not doing enough. However, that is neither here nor there.

The Chairman: We will just have the merits of the question, please; we will stick to the point of order. Mr. Carter, please.

Mr. Carter: Yes, Mr. Chairman, perhaps I can simplify this situation. As long as the Committee has the time in the consideration of these estimates, we would be more than happy to have either one or as many of these regional desk officers attend as you like if you feel it would be of assistance in explaining their function. We will certainly do everything we can to work it out with the Chairman and the steering committee to schedule the appearance of these people. In fact, I have done everything I can, because I asked them if they are prepared to appear, and their answer is that there is absolutely no precedent for them appearing and they would not...

[Interprétation]

pourrions les questionner et obtenir les renseignements désirés. Il est évident que M. Jerome a changé d'idée, parce que à ce moment-là il a dit en comité qu'il s'efforcerait de faire ces gens comparaître devant le Comité et répondre aux questions.

M. Jerome: Je n'ai pas changé d'idée, monsieur Carter, j'ai simplement eu un changement de renseignement.

Le président: Monsieur Jerome, s'il vous plaît, laissez M. Carter terminer sa déclaration.

M. Carter: Monsieur le président, il n'y a pas de doute que votre Comité a le droit de demander à des témoins de comparaître devant lui qu'il s'agisse de membres de la Fonction publique ou de collaborateurs spéciaux travaillant dans les divers services des ministres? D'après ce que M. Jerome dit présentement, à moins que nous n'obtenions l'adoption d'une motion par ce Comité, ce qui est très improbable vu que nous avons rarement un quorum nous permettant de présenter une motion, puis cette dernière doit être soumise à la Chambre des communes, donc ces gens jouissent d'une certaine immunité. Est-ce qu'il veut dire, que l'on ne peut pas poser des questions à ces gens sur des sujets concernant leur ministère?

Le président: Y aurait-il d'autres personnes qui pourraient me donner des éclaircissements sur cette question? Monsieur Thomson, pourriez-vous faire une remarque?

M. Thomson: J'ai le sentiment, que M. Jerome nous a induits à croire que c'est ce qui se produirait lorsqu'il a parlé l'autre jour. Il est évident que présentement il dit que ce n'est pas le cas. Je vois où il veut en venir, je pense qu'il est regrettable qu'il ait paru si consentant l'autre jour. Autrement, je n'ai pas de remarques à faire.

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Je n'ai pas de commentaires à faire, je souscris à l'opinion de M. Jerome et je propose que nous considérons les dispositions à prendre pour faire comparaître devant nous M. Danson.

M. Jerome: Soit M. Danson ou moi-même sommes tout à fait disposés à comparaître devant vous pour répondre aux questions et de recueillir des renseignements au sujet de tous détails concernant les fonctions de ces gens, y compris leur expérience, leur formation, leurs déplacements, leur travail dans la circonscription et ce qu'ils font. Je pourrais également dire qu'il est intéressant que M. Carter les décrive ce soir comme étant des gens percevant des traitements élevés et l'une de ses plaintes en premier lieu était que c'étaient des gens qui percevaient des traitements peu élevés et qui, par conséquent, ne travaillaient pas suffisamment. Toutefois, il n'en est plus question.

Le président: Ne nous écartons pas du sujet, et conformons-nous au Règlement. Monsieur Carter, s'il vous plaît.

M. Carter: Oui, monsieur le président, il est possible que je puisse simplifier cette situation, aussi longtemps que le Comité a le temps nécessaire pour l'étude de ce budget des dépenses, nous serions très satisfaits de faire comparaître devant nous l'un ou plusieurs de ces agents régionaux qui, si vous avez le sentiment que cela aiderait à expliquer leurs fonctions. Nous ferons certainement tout ce qui est en notre pouvoir pour décider avec le président et le comité directeur un programme permettant de faire comparaître ces gens devant nous. J'ai fait tout ce que j'ai pu; je leur ai demandé s'ils étaient prêts à comparaître et ils m'ont répondu qu'ils ne l'avaient jamais fait et qu'ils ne le feraient pas...

[Text]

• 2030

Mr. Chairman, surely this Committee has the right to request anyone working in the civil service to appear before it and answer questions.

The Chairman: All right. The way I see it, we have two alternatives. One is to entertain a motion, but we cannot put it to a vote, because we do not have a quorum. Or we agree that Mr. Jerome would represent the regional desk officers. What is your wish?

Mr. Carter: Mr. Chairman, I would like to make a motion.

The Chairman: If you wish to make a motion, please put it in written form, sign it, and present it to the Chair, if you please. We will stand your motion until we have a quorum.

Mr. Carter: Mr. Chairman, is M. Jerome telling us now that we do not have the right as members of Parliament to request any person working in the federal service to appear before this Committee?

Mr. Jerome: Mr. Chairman, I am not saying that.

Mr. Carter: This is what you are saying, in effect.

Mr. Jerome: No, I am not. With the greatest respect, Mr. Carter, I am not saying that. I am saying that there simply is no precedent for officials on a minister's staff to appear before a Committee, and accordingly, if you are endeavouring to establish a new precedent, it is not going to happen on some kind of loose involuntary arrangement. It is going to have to happen as a result of a clearly stated order of the House of Commons, which would begin with a motion of the Committee, which would be incorporated in the Committee's report and in the Committee's report to the House of Commons if the House of Commons concurs in it. Then there would be an order of the House of Commons breaking precedent with the past.

At the present time, what you are endeavouring to arrange, or what I was endeavouring to arrange, is on a loose arrangement without precedent to bring these people here and have them testify. In fact that has never been done before.

Mr. Carter: Mr. Chairman, I beg to differ, because last week in another Committee I moved that a certain official of the Department of Regional Economic Expansion be requested to attend. There was no order of the House, no mention of it in the House of Commons, and that person did attend.

The Chairman: If you please, I have heard these two points of view . . .

Mr. Jerome: Mr. Chairman, there is difference.

The Chairman: . . . and I am very satisfied to have heard both points of view. The points were very well made. If you wish to make a motion, Mr. Carter . . .

Mr. Carter: Mr. Chairman, I made a motion two weeks ago.

The Chairman: We will put the motion to a vote when we have a quorum, or if you prefer, Mr. Jerome will be in attendance for those regional desk officers. In my opinion these are the two alternatives that we have at the present time.

[Interpretation]

Monsieur le président, le Comité a certainement le droit d'exiger que des fonctionnaires comparaissent devant le Comité pour répondre aux questions.

Le président: Très bien. A mon avis, nous devons choisir. Nous pourrions présenter une motion, mais nous ne pouvons pas voter puisqu'il n'y a pas quorum. Nous pouvons aussi accepter que M. Jerome serve de représentant. Que préférez-vous?

M. Carter: J'aimerais proposer une motion.

Le président: Si vous désirez présenter une motion, écrivez-la, signez-la et présentez-la au président s'il vous plaît. Nous conserverons votre motion jusqu'à ce qu'il ait quorum.

M. Carter: Est-ce que M. Jerome tente de nous dire que nous n'avons pas le droit, en tant que députés, d'exiger que des fonctionnaires fédéraux comparaissent devant le Comité?

M. Jerome: Ce n'est pas ce que je dis.

M. Carter: En fait, c'est ce que vous dites.

M. Jerome: Non. Malgré tout le respect que je vous dois, ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit tout simplement que les fonctionnaires faisant partie du personnel d'un Ministre n'ont jamais comparu devant un comité; si vous désirez créer un précédent, ce ne sera pas en vertu d'une entente involontaire. Ce devrait être le résultat d'un mandat de la Chambre des communes; on devra y inclure une motion du Comité qui fera partie du rapport du Comité et du rapport du Comité à la Chambre des communes si la Chambre des communes participe à toute cette affaire. Puis, il y aurait ensuite un mandat de la Chambre des communes qui créerait un précédent.

Présentement, vous essayez, ou plutôt j'essaie d'organiser une sorte d'entente qui amènerait ces gens à témoigner. En fait, ça ne s'est jamais fait.

M. Carter: Monsieur le président, la semaine dernière, dans un autre comité, j'ai proposé qu'on demande à un fonctionnaire du ministère de l'Expansion économique régionale de participer à notre réunion. Il n'y a pas eu de décret de la Chambre, en fait on n'en a pas parlé du tout à la Chambre des communes et cette personne est venue à la réunion.

Le président: S'il vous plaît, je connais ces deux points de vue . . .

M. Jerome: Monsieur le président, il y a une différence.

Le président: . . . et je suis très heureux de les avoir entendus tous les deux. Si vous désirez présenter une motion, monsieur Carter . . .

M. Carter: J'ai présenté une motion il y a deux semaines.

Le président: Nous voterons quand il y aura quorum, ou si vous le préférez, M. Jerome servira de représentant. A mon avis, c'est l'alternative à laquelle nous faisons face présentement.

[Texte]

Mr. Carter: Mr. Chairman, first of all you cannot accept a motion, because we do not have a quorum.

The Chairman: So if you have a motion to make, I am ready to entertain it at any time. You can give me notice of your motion. We did that with Mr. Gordon Blair. At one time he wanted the Alliance to appear before us, and he put a motion that was stood because we did not have a quorum. Then when we did have a quorum we voted and the motion was accepted and we had those people appear before us.

As you know, they appeared this week. Do you wish to make a motion, Mr. Carter?

Mr. Carter: I will have to prepare a motion and give it to you in writing later.

The Chairman: We will start hearing the witnesses who are with us tonight.

Mr. Carter: I think it is quite obvious in view of the fact of the reluctance, to have these people appear that our fears are pretty well justified, that these people are not performing the function for which they are supposed to perform, and that they are nothing more than window dressing in the Prime Minister's office.

The Chairman: Mr. Carter, order please. We can debate that when your motion is put.

Mr. Carter: A notice was published and circulated to the members that these people would appear two weeks ago, and that was later withdrawn.

The Chairman: Mr. Carter, please. Give me notice of your motion.

Mr. Carter: Mr. Chairman, I might as well take it . . .

The Chairman: When we have a quorum, you can discuss the merits of the motion any time.

Mr. Carter: The fact remains that these people are not going to appear because it is not expedient to have them appear or not desirable by the government to have them appear.

The Chairman: We will have them in front of us.

Mr. Carter: Sir, we will have three or four political hacks that are an embarrassment to the Prime Minister and the government, nothing more and nothing less.

The Chairman: I do not want to discuss the merits.

Mr. Carter: I know you do not: that is quite obvious. The reason is obvious too.

The Chairman: I just want to mention that the debate on that issue is closed now.

Mr. Carter: Mr. Chairman, I have a right as a member to invite anyone to this Committee, or to try to endeavour to get officials before this Committee to explain their role in government for which they are being paid.

Mr. Jerome made a commitment here some weeks ago that these people would appear. I suspected at the time that he had overstepped his authority, but I am not buying that guff about having to go to the House of Commons and have special motions and this and that to get these people to appear.

[Interprétation]

M. Carter: Monsieur le président, vous ne pouvez pas accepter une motion puisqu'il n'y a pas quorum.

Le président: Si vous désirez présenter une motion, je suis prêt à l'accepter en tout temps. Vous pouvez m'en avertir à l'avance. Nous l'avons fait dans le cas de M. Gordon Blair. Il a déjà présenté une motion parce qu'il voulait que l'Alliance comparaisse devant nous; nous avons dû la laisser de côté parce qu'il n'y avait pas de quorum. Puis, quand nous avons eu le quorum, nous avons voté et la motion a été acceptée; ces gens ont donc comparu devant nous.

Comme vous le savez, ils ont comparu cette semaine. Désirez-vous présenter une motion, monsieur Carter?

M. Carter: Je dois d'abord la préparer et je vous la présenterai par écrit un peu plus tard.

Le président: Nous entendrons maintenant les témoins qui sont avec nous ce soir.

M. Carter: Puisque l'on hésite beaucoup à permettre à ces gens de comparaître devant nous, je crois que nos craintes sont justifiées; ces personnes ne font pas le travail qu'elles sont sensées faire et ne servent que de parure dans le bureau du Premier ministre.

Le président: Monsieur Carter, à l'ordre s'il vous plaît. Nous pourrions en discuter quand vous aurez présenté votre motion.

M. Carter: On a distribué un avis aux membres du Comité disant que ces gens comparaitraient devant nous il y a deux semaines; un peu plus tard, le tout a été annulé.

Le président: Monsieur Carter, s'il vous plaît. Présentez-moi votre motion.

M. Carter: Monsieur le président, je ferai mieux . . .

Le président: Quand nous aurons quorum, vous pourrez discuter des mérites de la motion quand vous voudrez.

M. Carter: Le fait demeure que ces gens ne comparaitront pas parce que le Gouvernement ne le désire pas.

Le président: Ils comparaitront.

M. Carter: Ne comparaitront devant que trois ou quatre politiciens tarés qui ne sont qu'un embarras pour le Premier ministre et le Gouvernement; rien de plus, rien de moins.

Le président: Je ne veux pas discuter des mérites.

M. Carter: Je le sais; c'est évident. La raison en est aussi évidente.

Le président: Je devrais mentionner que le débat à ce sujet est maintenant clos.

M. Carter: Monsieur le président, en tant que député, j'ai le droit d'inviter qui je veux à ce Comité ou d'essayer d'encourager des fonctionnaires à comparaître devant le Comité pour nous expliquer leur rôle au sein du Gouvernement, pour nous expliquer pour quel travail ils sont payés.

M. Jerome a déjà promis il y a quelques semaines que ces gens comparaitraient. J'ai cru comprendre, à ce moment-là, qu'il n'était pas véritablement autorisé à le faire; cependant, vous ne me ferez pas croire toute cette histoire, c'est-à-dire qu'il faut aller à la Chambre des communes et avoir des motions spéciales avant que ces gens ne comparaisent devant nous.

[Text]

The Chairman: I did not say that we were going back to the House.

Mr. Carter: Mr. Jerome said it, I think.

The Chairman: I am asking you, Mr. Carter, If you have a motion to make, make it. Give me notice of the motion.

Mr. Carter: Mr. Chairman, I do not want to waste my time or the paper on which I write it. That is quite obvious.

The Chairman: The issue is closed.

Mr. Carter: It is not closed by me, sir. I will give you notice of that.

The Chairman: Tonight we are pleased to have with us the Public Service Staff Relations Board . . .

Mr. Carter: You goofed Jerome: you goofed on it.

The Chairman: . . . and you will find the estimates . . . please Mr. Carter. If you wish to go outside and discuss your problems . . .

Mr. Carter: I would be quite happy to.

The Chairman: We have witnesses with us. We will turn to page 20-30, Vote 30.

Privy Council

E—Public Service Staff Relations Board

Vote 30—Public Service Staff Relations Board—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year, \$1,705,000.

The Chairman: I am pleased to introduce the Chairman, Mr. J. Finkelman, who will introduce his other witnesses who are with him tonight. Mr. Finkelman.

Mr. J. Finkelman (Chairman, Public Service Staff Relations Board): Mr. Chairman, Mr. Gauthier who is on my immediate right, and I are again pleased to have the opportunity to appear before this Committee.

I speak also for Mr. Jolliffe, the Chief Adjudicator under the Act, who has come here with us. We, and the members of the Board's staff who have accompanied us are at your disposal to furnish information you may wish about the activities of the Public Service Staff Relations Board and the other authorities operating under the Public Service Staff Relations Act.

• 2035

We have with us the Secretary of the Board, Mr. Garneau, the Registrar of the Board, Mr. Plante, the Assistant-Secretary of the Board, Mr. Young, and Mr. Ken Scobie, who is the Acting Director of the Pay Research Bureau.

A short general description of our functions will, I hope, be helpful. To those of you who were members of the Committee when we appeared before it last summer, I apologize for repeating much of what I said then.

Generally speaking, the Public Service Staff Relations Board, in respect of the federal government and its employees, performs the same third party functions as do the provincial labour relations boards and the Canada Labour Relations Board in the private sector. The principal responsibilities of the Board include the determination of bargaining units, the certification of bargaining agents, the determination, that is, in case of disagreement between employer and bargaining agent, of persons serving in a managerial or confidential capacity who are therefore excluded from the bargaining process, the revocation of bargaining rights in specific circumstances and the hearing and determination of complaints that certain provi-

[Interpretation]

Le président: Je n'ai pas dit qu'il fallait aller à la Chambre.

M. Carter: M. Jerome l'a dit, je crois.

Le président: Monsieur Carter, si vous avez une motion à présenter, présentez-la.

M. Carter: Monsieur le président, je ne veux pas perdre mon temps ou le papier sur lequel je dois écrire. C'est très évident.

Le président: Le sujet est clos.

M. Carter: Non monsieur. Je vous le ferai savoir.

Le président: Ce soir, nous avons le plaisir d'avoir parmi nous la Commission des relations de travail dans la Fonction publique . . .

M. Carter: Votre petit jeu n'a pas pris, Jerome.

Le président: . . . et vous trouverez les prévisions budgétaires . . . S'il vous plaît, monsieur Carter. Si vous désirez sortir et parler de vos problèmes . . .

M. Carter: Je serai très heureux de le faire.

Le président: Nous avons les témoins parmi nous. Veuillez ouvrir le budget des dépenses à la page 20-31, crédit 30.

Conseil Privé

E—Commission des relations de travail dans la Fonction publique

Crédit 30—Commission des relations de travail dans la Fonction publique—dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année, \$1,705,000.

Le président: Je suis heureux de vous présenter M. J. Finkelman qui vous présentera les autres témoins qui l'accompagnent ce soir. Monsieur Finkelman.

M. J. Finkelman (président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique): M. Gauthier qui est à ma droite et moi-même sommes heureux d'avoir de nouveau la chance de comparaître devant ce Comité.

Je parle aussi au nom de M. Jolliffe, arbitre en chef en vertu de la Loi, qui nous accompagne. Nous, et les membres de la Commission des relations de travail qui nous accompagnent, sommes prêts à répondre à vos questions et à vous donner tous les renseignements concernant les activités de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique et les autres autorités fonctionnant

dans le cadre de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique.

Nous avons parmi nous le secrétaire de la commission M. Garneau, le greffier de la commission, M. Plante le secrétaire adjoint M. Young et M. Ken Scobie qui est directeur adjoint du bureau de la Recherche sur les traitements.

Une brève description générale de nos fonctions vous sera utile. Je m'excuse auprès des membres du comité qui étaient présents l'été dernier lorsque nous avons comparu je m'excuse des répétitions que j'aurai à faire.

D'une façon générale, la commission des relations de travail dans la fonction publique en ce qui concerne le gouvernement fédéral et ses employés exercent les mêmes tierces fonctions que les commissions de relations de travail provincial, et la commission des relations de travail du Canada dans le secteur privé. Les principales responsabilités de la commission comprennent la détermination des unités de négociations, la certification des agents de négociation, la détermination c'est-à-dire (en cas de désaccord entre l'employeur et l'agent négociateur) de personnes

[Texte]

sions of the Act are being breached. Other functions of the Board are concerned with the specification by bargaining agents of the process for settling disputes, the designation of employees whose duties are essential to the safety and security of the public, declaring whether strikes are lawful or unlawful and the granting of consent to institute prosecution against employees who are alleged to have engaged in unlawful strikes.

• 2040

At present, the Board is up to the full strength permitted under the Act, that is, in addition to the Chairman and Vice-Chairman, eight members who are "representative in equal numbers of the interest of employees and of the employer respectively". The Act vests the Chairman of the Board with authority to administer the dispute settlement provisions of the legislation in much the same fashion as these functions are discharged by ministers of labour in other jurisdictions in Canada. More specifically, the Chairman has the authority to appoint conciliators, to establish conciliation boards, select panel members to sit on the Arbitration Tribunal in the particular dispute, and to refer issues in dispute to a conciliation board or the Arbitration Tribunal, as may be appropriate.

The arbitration process is administered by the Chairman of the Public Service Arbitration Tribunal, Justice André Montpetit. Arbitration is one of the two processes for settlement of disputes that may be selected by a bargaining agent. Where arbitration has been chosen, either party may request arbitration where the two parties have been unable to reach agreement in their negotiations towards a collective agreement. The Arbitration Tribunal consists at present of a Chairman, two alternate chairmen and two panels of other members, one panel representing the employer interest and the other representing the employee interest. In any particular dispute the tribunal will consist of the Chairman, that is the Chairman of the Arbitration Tribunal, or an alternate chairman of the tribunal, and one member drawn from each panel.

As I have mentioned on previous occasions, the Public Service Staff Relations Act differs from labour relations legislation in other jurisdictions in that it bestows upon federal public servants a statutory right to present grievances on a wide variety of matters affecting their terms and conditions of employment. This right is additional to the right under the Act, similar to that usually conferred by legislation applicable to the private sector, to present grievances with respect to the interpretation or application of a collective agreement. The Act is unique also in extending the right to grieve to employees outside the bargaining process. For example, it is available to persons who, because they have been designated as persons employed in a managerial or confidential capacity, fall outside of definition of "employees" in the Act.

Further details of the grievance adjudication machinery will be found in paragraphs 45 to 50 of the Third Annual Report of the Board which was tabled in the House of Commons on March 25. I might interject here to inform you that we have brought along some extra copies for the convenience of any of you who may wish to refer to it and do not have a copy with you.

The Pay Research Bureau is about 10 years older than the Public Service Staff Relations Board, having been first established within the civil service commission in 1957. It came under the administrative jurisdiction of the Public Service Staff Relations Board with the coming into force of the Act. It continues to fulfil its original purpose of

[Interprétation]

ayant des attributions de direction ou confidentiel qui sont par conséquent exclues des procédures de négociation la révocation des droits de négociation dans certaines circonstances particulières l'audience et la détermination de plaintes voulant que certaines dispositions de la loi soient enfreintes. D'autres fonctions de la commission concernent les spécifications par les agents de négociation la procédure à suivre pour régler les conflits, l'assignation

d'employés dont les fonctions sont essentielles à la sécurité du public établir la légitimité ou la non-légitimité des grèves et accorder le consentement aux poursuites judiciaires contre les employés qui ont participé à des grèves illégales.

A l'heure actuelle, la commission possède l'effectif maximum permis par la loi en plus du président et du vice-président, huit membres qui sont représentants en nombre égal des intérêts des employés et de l'employeur respectivement. La loi confère au président de la Commission le pouvoir d'administrer les dispositions de règlements de conflits de la loi de la même façon que ces fonctions sont exécutées par les ministres du travail dans d'autres juridictions du Canada. Plus particulièrement, le président a le pouvoir de nommer des conciliateurs, d'établir des conseils de conciliation, de choisir les membres du jury qui siégeront au tribunal arbitraire dans certains conflits et de déférer des questions de conflits à un conseil de conciliation ou au tribunal arbitraire selon le cas.

L'arbitrage est administré par le président du tribunal arbitraire de la Fonction publique, le juge André Montpetit. L'arbitrage est l'un des deux procédés de règlement de conflits qui peut être choisi par l'agent de négociation. Là où on a choisi l'arbitrage, chaque parti peut demander l'arbitrage lorsque les deux partis n'ont pu se mettre d'accord dans leurs négociations à vue collective. Le tribunal arbitraire consiste pour le moment du président, deux présidents intérimaires et deux jury d'autres membres un jury représentant les intérêts de l'employeur et l'autre représentant les intérêts des employés. Dans tout conflit particulier le tribunal se composera du président qui est le président du tribunal arbitraire ou du président intérimaire du tribunal et un membre provenant de chaque jury.

Comme je l'ai déjà mentionné, la loi sur les relations de travail dans la Fonction publique est différente des autres lois de relations de travail dans les autres juridictions en ce qu'elles confèrent aux fonctionnaires fédéraux un droit statutaire de présenter des griefs sur un grand éventail de questions touchant leur modalité et leurs conditions de travail. Ce droit est supplémentaire au droit en vertu de la loi semblable à celui qui est accordé par la loi applicable dans le secteur privé de présenter des griefs relativement à l'interprétation ou à l'application de la convention collective. Cette loi est unique en ce qu'elle étant le droit de présenter des griefs aux employés qui ne participent pas aux négociations. A titre d'exemple, elle s'applique aux personnes qui parce qu'elles exercent des fonctions de direction ou de nature confidentielle ne sont pas comprises dans la définition du terme « employés » dans le texte de la loi.

De plus amples détails sont fournis au sujet de la procédure des griefs au paragraphe 45 à 50 dans le troisième rapport annuel de la Commission qui a été déposé à la Chambre des communes le 25 mars dernier. Nous en avons ici des copies supplémentaires si cela peut servir à quelqu'un.

[Text]

collecting and making available to the employer and to the bargaining agents alike a common fund of information relating to pay, fringe benefits and other working conditions both within and without the public service. It operates in semi-autonomous fashion under a director and assistant directors and receives continuing advice from the Pay Research Advisory Committee, made up of representatives of the bargaining agents and the employer. Mr. Gauthier, the Vice-Chairman of the Board, is the chairman of the Advisory Committee. As an additional role, which developed when it came under the Board's administrative roof, the Bureau provides research services to conciliators, conciliation boards and arbitration tribunals.

Last month we completed our fourth year of operation under the Act. Not unnaturally, over this period there have been substantial changes in the matters that require the attention of the Board and the related authorities. For most of the first two years certification of bargaining agents, development of rules and procedures and organization of staff were the major preoccupations. Then, as the bargaining process brought forth collective agreements, we experienced a large volume of complaints about the implementation of agreements. We are pleased to say that these have subsided substantially. But the last year has brought noticeable increases in the number of referrals to the Public Service Arbitration Tribunal and requests for the appointment of conciliators and the establishment of conciliation boards. Over the past two years, as might be expected with the implementation of first-round agreements, there has been a sharply graduated increase in the number of adjudication references relating to the interpretation and application of collective agreements. Over the same period the volume of references on disciplinary actions has remained constant.

• 2045

Our proposed estimates for 1971-72 amount to \$1.705 million compared to \$1.400 million, the amount approved last year. That is an increase of \$305,000. The main increases are in salaries and to cover an additional 11 man-years in our staff made necessary by the increased volume of work. Together, these represent approximately 70 per cent of the total increase. Also, an additional \$40,000 is required to meet anticipated increases in the volume of arbitration, conciliation and adjudication references.

Gentlemen, we are at your disposal to answer any questions that you may want to put to us.

The Chairman: Thank you, Mr. Finkelman. Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, how many organizations do you have to deal with and who are they?

Mr. Finkelman: There are 13 organizations with whom we are dealing at the present moment. The Public Service Alliance of Canada, which represents about 133,000 employees; the Professional Institute of the Public Service of Canada, some 13,000 employees; the Research Council Employees' Association, about 2,400; Le Syndicat Général

[Interpretation]

Le Bureau de recherches sur le traitement a dix ans de plus que la Commission des relations de travail dans la Fonction publique ayant été établie au sein de la Commission de la Fonction publique en 1957. Il relève de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique depuis la mise en vigueur de la loi. Il continue de compiler et de mettre à la disposition de l'employeur et des agents de négociations, un fonds commun de données concernant les traitements, les avantages sociaux et les conditions de travail à l'intérieur et à l'extérieur de la Fonction publique. Il fonctionne d'une façon semi-autonome sous la direction d'un directeur et de directeurs adjoints et est conseillé de façon permanente par le Comité consultatif de la recherche sur le traitement composé de représentant des agents de négociation et de l'employeur. M. Gauthier, le vice-président de la Commission est président du conseil consultatif. Le bureau joue un rôle supplémentaire depuis qu'il est sous l'administration de la Commission, il fournit des services de recherches aux conciliateurs, au conseil de conciliation et aux tribunaux d'arbitrage.

Il y a eu quatre ans le mois dernier que nous fonctionnons en vertu de la loi. Naturellement, au cours de cette période il y a eu d'importants changements dans les questions exigeant l'attention de la Commission et des autorités appropriées. Au cours des deux premières années, la certification des agents de négociation, l'établissement de règles de la procédure et l'organisation du personnel ont été les principales préoccupations. Par la suite, à mesure que le procédé de négociations a conclu des conventions collectives, nous avons reçu un grand nombre de plaintes concernant l'application de ces conventions. Nous sommes heureux de dire que cette situation s'est résorbée. Au cours de la dernière année, il y a eu une augmentation dans le nombre des cas déferés au tribunal arbitraire de la Fonction publique et de demandes pour la nomination de

conciliateurs et l'établissement de conseil de conciliation. Au cours des deux dernières années, comme il avait été prévu à la suite de l'application des conventions, il y a eu une augmentation très marquée du nombre de documents relatifs à l'interprétation et à l'application des conventions collectives. Au cours de la même période, le nombre de documents concernant des mesures disciplinaires est demeuré stable.

Nos prévisions pour l'année 1971-1972 s'élèvent à \$1,705 millions alors qu'elles étaient de \$1,400 millions l'année dernière. Il s'agit d'une augmentation de \$305,000. La principale partie de cette augmentation concerne l'engagement de 11 nouveaux membres du personnel rendu nécessaire à cause de l'augmentation de la charge de travail. Il s'agit là d'environ 70 p. 100 de l'augmentation. Un autre \$40,000 est nécessaire pour prévoir l'augmentation des négociations, le procédé d'arbitrage et de conciliation.

Messieurs, nous sommes prêts à répondre à vos questions.

Le président: Merci, monsieur Finkelman. Monsieur Thomson, vous avez la parole.

M. Thomson: Monsieur le président, combien y a-t-il d'organismes avec lesquels vous négociez et quels sont-ils?

M. Finkelman: Il y a 13 organisations avec lesquelles nous négocions actuellement. Il y a l'Alliance de la fonction publique du Canada qui regroupe environ 133,000 employés; l'Institut professionnel du Service public du Canada qui regroupe environ 13,000 employés; l'Association des employés du Conseil de recherche qui regroupe

[Texte]

du Cinéma et de la Télévision, 450; the Council of Postal Unions, about 27,500; the Council of Graphic Arts, about 1,200; the Canadian Air Traffic Control Association, 900; the Professional Association of Foreign Service Officers, about 460; the Association of Postal Officials, a little over 2,000; the Federal Government Dockyards Trades and Labour Council, about 2,400; the Canadian Postmasters Association, over 11,000; the Canadian Merchant Service Guild, about 1,200, the International Brotherhood of Electrical Workers, about 1,900.

The Chairman: What would be the total?

Mr. Finkelman: About 197,000 or 198,000.

Mr. Thomson: Out of how many in total within the civil service? Roughly what number would you have out of the total?

Mr. Finkelman: It is about 98 per cent. Over 98 per cent of the service is involved. These are the ones who are entitled to engage in collective bargaining.

Mr. Thomson: I have here a copy of the Klein Report which suggests that too many of the civil servants are presently covered by bargaining rights. Do you plan on taking any action in this regard?

Mr. Finkelman: We cannot take action. We administer the Act as it stands at the present time. If there is to be any change in the legislation, that will be for the proper authorities. We have nothing to do with changes of the Act.

Mr. Thomson: I see. You administer it only as it is.

Mr. Finkelman: We are a judicial body administering the Act as it stands.

Mr. Thomson: I assume that you have read the report, though?

Mr. Finkelman: Yes.

Mr. Thomson: Would you care to offer a comment on the suggestion that they have made here that too many administration type people are included under the Act?

Mr. Finkelman: I do not think it would be proper for me to express an opinion on policy of that sort.

Mr. Thomson: I see. Let us assume for argument's sake that these people were removed from their present unions, if you like. Would they then have the right to form a union of their own to see that they were covered?

Mr. Finkelman: It would depend upon what action Parliament takes and this is pure speculation. If they were removed from the collective bargaining system they would not have the right to form a union and bargain collectively under the legislation. If the legislation were to be changed to say that they should be in separate bargaining units, then they would be in separate bargaining units and would have all the rights to bargain collectively.

[Interprétation]

environ 2,400 employés; le Syndicat général du cinéma et de la télévision, qui regroupe environ 450 employés; le Conseil des unions postales, qui regroupe 27,500 employés; le Conseil des arts graphiques, environ 1,200; l'Association canadienne des contrôleurs de la circulation aérienne qui regroupe 900 employés; l'Association professionnelle des agents de service extérieur, environ 460; l'Association des officiers des postes du Canada, un peu plus de 2,000; le Conseil des métiers et du travail des arsenaux militaires, environ 2,400; l'Association canadienne des maîtres de poste, environ 11,000; la Guild de la marine marchande du Canada, environ 1,200 et la Fraternité internationale des travailleurs en électricité, environ 1,900.

Le président: Et quel serait le total des employés avec lesquels vous négociez?

M. Finkelman: Environ 197,000 ou 198,000 employés.

M. Thomson: Combien de ces employés font partie de la Fonction publique?

M. Finkelman: Environ 98 p. 100. Plus de 98 p. 100 des employés de la Fonction publique sont concernés. Ce sont ceux qui peuvent participer à la négociation d'une convention collective.

M. Thomson: J'ai ici un exemplaire du rapport Klein qui dit que trop d'employés de la Fonction publique jouissent des droits de négociation. Entendez-vous prendre des mesures à ce sujet?

M. Finkelman: Nous ne pouvons prendre aucune mesure. Nous sommes chargés de l'application de la loi telle qu'elle est actuellement. S'il y a quelques modifications à la loi, elles le seront par les personnes qui ont le droit de le faire. Nous ne pouvons modifier la loi.

M. Thomson: Vous vous êtes donc chargés de l'appliquer telle qu'elle est.

M. Finkelman: Nous formons un organisme judiciaire qui est chargé de l'application de la loi telle qu'elle existe.

M. Thomson: Je suppose que vous avez quand même lu le rapport.

M. Finkelman: Oui.

M. Thomson: Auriez-vous un commentaire à apporter concernant la proposition selon laquelle trop d'employés de l'administration sont protégés en vertu même de la loi?

M. Finkelman: Je ne crois pas qu'il soit correct de ma part d'exprimer une opinion sur une telle ligne d'action.

M. Thomson: Très bien. Supposons pour un moment que ces gens ne font plus partie des syndicats actuels. Auraient-ils droit de former leur propre syndicat pour qu'ils soient protégés?

M. Finkelman: Tout dépendrait de l'action du Parlement et il s'agit ici de pure spéculation. Si le droit de négociation leur était retiré, ils n'auraient pas le droit de former un autre syndicat et de négocier une convention collective en vertu de la loi. Si la loi était modifiée de telle façon qu'ils feraient partie d'un syndicat séparé, alors, ils feraient partie d'un syndicat séparé et auraient le droit de négociation collective.

[Text]

Mr. Thomson: As a matter of definition, there was talk a few moments ago about regional desk officials who I assume are appointed on the ministerial level. These people would have no bargaining agent for them?

Mr. Finkelman: I really am not sufficiently acquainted with the federal public service to be able to answer that question. I should say that unless they are members of the public service they are not covered by the act because the term "employee" in the act means a person employed in the public service other than a person appointed by the Governor in Council under an act of Parliament.

• 2050

From what I have heard earlier I take it that these people are not appointed; they are not employed in the public service. If they are not employed in the public service they do not come under the act.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): What about, shall we say, secretaries in the House of Commons, are they eligible to be part of the union?

Mr. Finkelman: Again I am not too clear on what their status is. I am informed by Mr. Gauthier who has had a good deal of experience in this area that the staff of the House of Commons are not employed in the public service.

The Chairman: The entire staff or only secretaries?

An hon. Member: The whole works.

The Chairman: Mr. Gauthier would that be only secretaries or all the staff employed through the Speaker of the House?

Mr. J. Finkelman (Chairman, Public Service Staff Relations Board): The staff of the House of Commons is not covered.

The Chairman: Is not covered at all, so no one is covered

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): I have another question in another area, Mr. Chairman, and I use this for illustration only. We had a strike in federal dockyards in Halifax and at the West Coast at the same time.

Mr. Finkelman: I am sorry. You will forgive me for interrupting. There was no strike on the West Coast.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): All right, there was a difference of opinion on wages and there was a strike at Halifax in an attempt to raise the levels. I am interested in finding out what role you play in connection with a strike, let us say—and I use this for illustration only—at the dockyards in Halifax?

Mr. Finkelman: We enter the picture when there is a breakdown in negotiations, when an impasse is reached. In the case of the dockyards, the bargaining agent there opted for the conciliation board route as the dispute settlement process. What happens there is that one of the parties can ask for a conciliator as a first step or they can bypass the conciliator and ask for the establishment of a conciliation board.

In the dockyard illustration, I think they went directly to the conciliation board. I am informed by the secretary that they did not ask for a conciliator but did ask for the establishment of a conciliation board. At that stage, the parties are invited each to nominate one member. The two members so selected nominate a chairman. If they cannot

[Interpretation]

M. Thomson: On parlait il y a quelques instants des fonctionnaires rédacteurs régionaux qui, je présume, sont attachés au ministère. Ces fonctionnaires n'auraient donc aucun agent de négociation?

M. Finkelman: Je ne connais pas suffisamment les rouages de la Fonction publique fédérale pour pouvoir répondre à cette question. Je devrais dire qu'à moins qu'il y ait des membres de la fonction publique qui ne sont pas couverts par la loi parce que le terme «employé» dans la loi désigne une personne employée dans la fonction publique autre qu'une personne payée par le gouverneur en conseil selon la loi du Parlement.

De ce que vous avez entendu plus tôt, je prends cela parce que ces gens-là ne sont pas payés; ils ne sont pas employés dans la fonction publique. S'ils ne sont pas employés dans la fonction publique ils ne sont pas prévus par la loi.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Et que devons-nous dire des secrétaires de la Chambre des communes, peuvent-elles faire partie de l'union?

M. Finkelman: De nouveau je ne sais pas trop quel est leur statut. M. Gauthier m'a dit et il a une bonne expérience dans ce domaine, que le personnel de la Chambre des communes n'est pas employé dans la fonction publique.

Le président: Tout le personnel ou seulement les secrétaires?

Une voix: Tous les travaux.

Le président: M. Gauthier disait-il que seul le secrétaire ou tout le personnel était employé par l'Orateur de la Chambre?

M. J. Finkelman (Président de l'Office des relations avec le personnel de la fonction publique): Le personnel de la Chambre des communes n'est pas couvert.

The Chairman: Is not covered at all, so no one is covered

M. Thomson (Battleford-Kindersley): J'ai une autre question là-dessus, monsieur le président, et ce n'est simplement que pour illustrer. Il y a eu une grève des dockers fédéraux à Halifax et sur la côte est en même temps.

M. Finkelman: Je suis désolé. Excusez-moi de vous interrompre. Il n'y a pas eu de grève sur la côte est.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Très bien, il y a eu divergence d'opinion sur les salaires et il y a eu une grève à Halifax pour essayer d'élever le niveau. Je voudrais savoir quel rôle avez-vous joué en ce qui concerne cette grève, disons, et c'est simplement pour illustrer, des dockers à Halifax?

M. Finkelman: Nous entrons dans la danse quand il y a cassure d'une négociation, quand elle se trouve dans une impasse. Dans le cas des dockers, le fonctionnaire qui menait les négociations là-bas a opté pour la conciliation en tant que processus de règlement du désaccord. Ce qui arrive alors est que les deux parties peuvent demander un conciliateur comme première étape, ou elles peuvent se passer de conciliateurs et demander l'établissement d'un office de conciliation.

Dans l'exemple des dockers, je pense qu'ils se sont adressés directement à l'office de conciliation. Le secrétaire m'a informé qu'il n'avait pas demandé de conciliateur mais l'établissement d'un office de conciliation. Alors, les deux parties sont invitées à nommer un membre. Les

[Texte]

agree I appoint the chairman and this tripartite tribunal sits down with the parties, explores the situation and tries to solve the dispute if it can. If it cannot resolve the dispute, it submits a report to me which is then distributed to the parties and they have to consider the report. They have, what you might call a cooling-off period for seven days to consider the report. Usually they enter into negotiation between themselves to see if they can resolve the dispute and if, at the end of seven days from the date when the report was delivered to them, they see fit to do so, they are then entitled to go on strike.

You were putting up the dockyards as a hypothetical case. Once the report of the conciliation board is submitted I try to persuade the parties that they should go along with the appointment of a person who is called the mediator to sit down with them to see if he can resolve the dispute. There is no power in the act vested in me to appoint a mediator if they do not want a mediator, but in most cases I have succeeded in persuading the parties to avail themselves of the services of a mediator and I appoint a mediator. He sits down with the parties, and in the postal dispute where this happened, eventually the strike was settled. There was no necessity for the appointment of a mediator in the dockyard case because they settled of their own accord.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): In regard to a contract with the federal government, let us say, assuming that a union has agreed to a two-year contract and you know that there is going to have to be some bargaining done before the end of the two-year period, is there any automatic provision or time when these two parties will get together to discuss a new contract?

• 2055

Mr. Finkelman: The act provides that notice may be given two months before the exploration of the agreement, and once notice is given, negotiations have to begin. I believe it is within 20 days from the giving of notice, unless the parties themselves agree to meet at a later date.

Mr. Thomson: It seems to me, Mr. Chairman—and this is an observation—that two months would hardly really be long enough, particularly thinking of, shall we say, a big problem like the postal strike, if you will, and that logically maybe this is a provision that could be looked at again, and two months would hardly be long enough to really look at an awkward problem. It might be enough in many cases, but you are suggesting that two months is the ...

Mr. Finkelman: I am saying that two months is the period provided for by the Act.

Mr. Thomson: But frequently they may start ahead of this.

Mr. Finkelman: There have been cases where they have met by common consent and begun bargaining before the two-month period.

Mr. Thomson: I do not know whether it would be fair to ask you if you think two months is too short a period of time or not.

Mr. Finkelman: I will stick my neck out. I will say that it might be advisable to have provision enabling the parties to meet earlier.

[Interprétation]

deux membres ainsi élus nomment un président. S'ils ne peuvent tomber d'accord, c'est moi qui nomme le président et ce tribunal tripartite se siège avec les parties, voit la situation et essaie de résoudre la dispute si possible. Si on n'arrive pas à un accord, on me soumet un rapport qui est alors distribué aux parties et elles ont à étudier le rapport. Ils ont, vous devez vous en souvenir, une période d'attente de sept jours pour étudier le rapport. Généralement, ils font la négociation entre eux pour voir si l'on peut résoudre le conflit, et si après sept jours après avoir reçu le rapport, ils voient ce qui est bon de faire, ils ont le droit alors de faire la grève.

Vous avez pris les dockers comme cas hypothétique. Une fois que le rapport de l'office de conciliation est soumis, j'essaie de persuader les deux parties qu'elles devraient nommer une personne nommée médiateur pour siéger avec eux pour voir si l'on peut résoudre le conflit. Il n'y a pas de pouvoir dans l'acte de nommer un médiateur s'ils ne veulent pas de médiateur, mais dans la plupart des cas, je réussis à persuader les deux parties d'avaliser elles-mêmes les services d'un médiateur et je nomme un médiateur. Il siège avec les parties et dans le conflit des postes quand cela a eu lieu, éventuellement la grève est réglée. Il n'y a pas nécessité de nommer un médiateur dans le cas des dockers parce qu'ils font leur accord eux-mêmes.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): En ce qui concerne le contrat avec le gouvernement fédéral disons qu'un accord a été fait pour deux ans et vous savez qu'il va y avoir des négociations avant la fin de la période de deux ans, y a-t-il des dispositions automatiques pour une période quand les deux parties se rencontrent pour discuter d'un nouveau contrat?

M. Finkelman: La loi prévoit qu'un avis peut-être donné deux mois avant l'expiration de l'accord, une fois que l'avis est donné les négociations doivent commencer. Je crois que dans les vingt jours après le dépôt de l'avis, à moins que les deux parties elles-mêmes s'accordent à se rencontrer à une date ultérieure.

M. Thomson: Il me semble, monsieur le président, et ce n'est qu'une remarque, que deux mois ne sont pas assez longs, surtout quand il s'agit du gros problème comme la grève postale et logiquement c'est une disposition qui devrait être revue, deux mois semblent vraiment pas assez long pour étudier véritablement les problèmes épineux. Cela peut-être suffisant dans beaucoup de cas, mais vous dites que deux mois sont le ...

M. Finkelman: Je dis que deux mois sont la période prévue par la loi.

M. Thomson: Mais il arrive fréquemment qu'ils commencent avant cela.

M. Finkelman: Il y a eu des cas où on a d'un commun accord commencé les négociations avant la période de deux mois.

M. Thomson: Je ne sais pas s'il est bon jeu de vous demander si vous pensez si deux mois sont une période trop courte ou non.

M. Finkelman: Je vais me risquer. Je dirais qu'il ne serait pas mauvais d'avoir une disposition qui permette aux parties de se rencontrer plus tôt.

[Text]

Mr. Thomson: This would be my observation from what I have seen, but more in some cases than others, I think where the type of problem seems more awkward.

Mr. Finkelman: The two-month period has been quite well standard across Canada, and was standard in 1966 when the legislation was introduced.

Mr. Thomson: I will pass for now, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Blair.

Would you like a second turn, Mr. Thomson?

Mr. Thomson: If something comes up.

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Finkelman, you were involved in the administration of the collective agreement process at many stages, starting as you said as if you were a labour relations board at the time of certification.

Mr. Finkelman: We are. There are really four authorities under the umbrella of the Act. There is the board itself, which has the same role as a labour relations board. As Chairman of the board, I have the powers which are normally vested in the Minister of Labour, in labour disputes, that is, conciliation, arbitration and so on. Then there is the Public Service Arbitration Tribunal which deals with the arbitration of situations where there is an impasse in negotiations, in the case of those bargaining agents that have opted for arbitration. And then there is the chief adjudicator and other adjudicators who deal with grievances that arise, either during the lifetime of an agreement or grievances that arise out of disciplinary action resulting in discharge, suspension, or monetary penalties.

Mr. Blair: I suppose that in many ways the most striking power you have is that of arbitration in lieu of possible strike action.

Mr. Finkelman: It is a unique feature of this legislation. There is no doubt about that.

Mr. Blair: I am a little bit out of my sequence here, but while we are speaking about your arbitration powers, in how many instances have you exercised the arbitration powers to complete bargaining?

Mr. Finkelman: If you will forgive me, to be specific I do not exercise those powers. My function is in this area which is minimal. I select the two representative members who sit on the tribunal and then send along to them the documents, and my jurisdiction ends at that point. Since the legislation came into force, that is from March 13, 1967 to March 31, 1971, there have been 23 requests in respect of 28 bargaining units. Five of the requests covered two units each, a supervisory and nonsupervisory unit. In two of the cases the parties were able to reach agreement before the arbitration tribunal convened. The request was made, steps were taken to set up the tribunal and the parties met despite the reference to arbitration, and settled.

In four cases a conciliator was appointed to assist the parties in reaching agreement and the conciliator was successful and the requests for arbitration were withdrawn. In one case, the parties were able to reach agreement after the first hearing of the arbitration tribunal; there was a recess, the parties met and the proceedings were terminated after they had reached agreement.

In thirteen cases, there was an award made by the arbitration tribunal, in two cases the arbitration tribunal at the

[Interpretation]

M. Thomson: Ce sera ma remarque de ce que j'ai vu, mais plus que dans certains cas, j'en pense aux problèmes qui semblent bien plus épineux.

M. Finkelman: La période de deux mois a été la période standard à travers le Canada, et a été la norme en 1966 quand la loi fut passée.

M. Thomson: Ce sera tout pour le moment, monsieur le président.

Le président: Monsieur Blair.

Désirez-vous un second tour, monsieur Thomson?

M. Thomson: Si le cas se présente.

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur Finkelman, vous étiez de l'administration de l'accord collectif, à plusieurs étapes, étant donné que comme vous l'avez dit, vous étiez d'office des relations avec la main-d'œuvre autant de l'accord.

M. Finkelman: Nous étions. Nous sommes en fait quatre administrations qui sont couvertes par la loi. Il y a l'office lui-même, qui a le même rôle que l'office de relation avec la main-d'œuvre. En tant que président de l'office, j'ai le pouvoir qui est normalement du ressort du ministre du Travail dans les conflits du travail, tels que la conciliation, l'arbitrage etc. Puis, il y a le tribunal d'arbitrage de la fonction publique qui traite de l'arbitrage des situations où les négociations se trouvent dans une impasse. Dans le cas où les agents de négociation ont opté pour l'arbitrage. Puis il y a l'adjudicateur en chef et les autres adjudicateurs qui traitent des briefs qui peuvent survenir soit pendant la durée de l'accord ou des griefs qui peuvent survenir de par les actions disciplinaires en rétrogradation suspension et pénalité monétaire.

M. Blair: Je suppose que dans bien des cas, le pouvoir le plus attrayant que vous ayez eu est celui d'arbitrage à la place d'action possible.

M. Finkelman: C'est une disposition particulière à la loi. Il n'y a aucun doute là-dessus.

M. Blair: C'est pas tout à fait mon domaine, mais puisque nous parlons de vos arbitrages, dans combien de cas avez-vous exercé vos pouvoirs d'arbitrage pour mener à bien les négociations?

M. Finkelman: Vous m'excusez, si je serai trop précis, je n'ai pas exercé ces pouvoirs. Ma fonction dans ce domaine est des plus minime. J'ai choisi les deux membres représentants qui siègent au tribunal et je leur envoie les documents, et mon pouvoir se termine là. Depuis que la loi est appliquée, c'est-à-dire depuis le 13 mars 1967 jusqu'au 31 mars 1971, il y a eu 23 requêtes en ce qui concernent 28 négociations. Cinq des demandes provenaient de deux unités: supervision et non supervision. Dans deux cas précis, les parties ont pu parvenir à un accord avant le recours au tribunal d'arbitrage. La demande fut reçue et on a entrepris de mettre sur pied le tribunal et les parties en sont venues à un accord même si l'arbitrage avait été demandé et organisé.

Dans quatre cas précis, on a nommé un conciliateur pour aider les parties à en venir à un accord et le conciliateur y a réussi et les demandes d'arbitrage ont été retirées. Dans un cas, les parties n'ont pu en venir à un accord après la première audience du tribunal d'arbitrage; il y a eu un moment de repos, les parties se sont rencontrées et les procédures se sont terminées après que les deux parties en sont venues à un accord.

[Texte]

end of the fiscal year had completed a hearing but had not completed a report. In one of those the report has since been submitted.

In one case, the arbitration tribunal has not been convened yet and the date, that has been fixed is some weeks away.

Mr. Blair: Perhaps something approaching only half of the cases, which at one stage appeared ripe for arbitration, were settled before going the full limit of arbitration.

Mr. Finkelman: Yes, so far 14, I said there would be about 15 and if the last one runs the full course it will be 16 out of 23 requests in respect of 28 bargaining units.

Mr. Blair: Mr. Finkelman can you tell me whether as the experience with the statutes proceeds, the demands for arbitration at the agreement level are increasing, and accelerating?

Mr. Finkelman: Yes, there has been a much larger number of requests for arbitration in the last year than there was earlier. I think the reasons for that, I would not care to say at the moment, but I think you may speculate as to what the reasons are. I think it is a rather unusual situation.

Mr. Blair: This would be really in connection with the formulation of the second round or the third round of collective agreement?

Mr. Finkelman: Mostly in the second round.

Mr. Blair: Have you any views on the length of time which is occupied in the arbitration procedure itself? Are you satisfied that it is carrying forward as expeditiously as possible?

Mr. Finkelman: That is rather a difficult question to answer. I would say, Mr. Blair, that a number of factors have to be taken into account. The members of the arbitration tribunal are not full-time officers and that does create a certain problem. Whether it would be possible to get people on a full-time basis to discharge a function as important as this, people of that stature, I do not know. I scarcely think you could persuade a man like Justice Montpetit to take this on full-time for the small number of cases that have come up in the last four years. The same is true of the side members, the representatives both of the employers and of the employees. The capacity of the parties to prepare themselves, if there is a fair number of cases, is also a factor to be taken into account.

The Treasury Board has to deal with about 80 agreements, these have not all gone through arbitration but I am merely trying to give you as full information as I can, Mr. Blair. The Alliance at the present time represents 49 bargaining units, the Professional Institute represents 37 bargaining units. The Research Council Employees Association represents 10 units. Now, each of these organizations, larger or small, have only certain limited capacities for fielding a team for negotiation and for the preparation of argument and so on. I imagine the Treasury Board is similarly confined. This is a very new operation. Four years is a very, very short time in the history of any collective bargaining legislation. I have been through the mill before and I think I can speak with some knowledge of the situation. It is going to take time.

Consider the submission of a case. Some of the cases that came up, for instance, last fall, involved a great many issues, questions whether certain matters were arbitrable.

[Interprétation]

Dans 13 cas bien précis, le tribunal d'arbitrage en est venu à une décision, dans deux cas le tribunal d'arbitrage à la fin de l'année budgétaire, quand fut terminé les audiences, n'en avait pas soumis un rapport. Dans l'un de ces cas, un rapport a été soumis.

Dans un cas précis, le tribunal d'arbitrage ne s'est pas encore réuni, mais il le fera dans quelques semaines.

M. Blair: Donc, on peut dire que la moitié des cas qui étaient prêts pour l'arbitrage, ont été réglés avant de passer pour tous les rouages de l'arbitrage.

M. Finkelman: Jusqu'à maintenant, il y en a eu 14 et j'ai dit qu'il y en aurait probablement 15. Si le dernier se rend à la dernière instance, il y aura eu 16 de 23 demandes, et ce de 28 négociations collectives.

M. Blair: Monsieur Finkelman, pourriez-vous me dire si les demandes d'arbitrage au niveau d'un accord augmentent et se poursuivent de façon accélérée?

M. Finkelman: Il y a eu beaucoup plus de demandes d'arbitrage l'année dernière qu'il y en a eues avant. Nous pouvons nous demander quelles en sont exactement les raisons, mais je crois qu'il s'agit d'une situation inaccoutumée.

M. Blair: Y aurait-il un rapport avec la demande et d'une deuxième ou troisième séance de négociations?

M. Finkelman: Presque à la deuxième séance.

M. Blair: Quelle est la longueur du procédé d'arbitrage même? Êtes-vous satisfait de la longueur du temps qui est pris?

M. Finkelman: C'est assez difficile de répondre à cette question. Il y a plusieurs facteurs qui entrent en jeu. Les membres qui composent les tribunaux d'arbitrage ne sont pas des fonctionnaires à temps plein et cela pose certains problèmes. Nous ne savons pas s'il serait possible de bénéficier du service de ces membres à plein temps. Je ne crois pas qu'on puisse persuader un homme comme le juge Montpetit de s'occuper seulement de ces cas car il y en a eu assez peu au cours des quatre dernières années. La même chose s'applique pour les membres, les représentants des employeurs et des employés. La possibilité pour les parties en cause de se préparer, il y a un nombre assez important de cas, est un facteur qu'il faut prendre en considération.

Le Conseil du Trésor doit s'occuper de 80 négociations. Ces négociations ne sont pas toutes jusqu'à l'arbitrage, mais j'essaie de vous donner le plus de renseignements possibles. M. Blair. L'Alliance à l'heure actuelle représente 49 unités de négociations, l'Institut professionnel 37, l'Association des employés du Conseil des recherches, 10. Chacun des organismes ne bénéficie pas de beaucoup de temps et de personnel pour préparer une équipe de négociations. Je suppose que le Conseil du Trésor est dans la même situation. Il s'agit d'une activité très nouvelle. Une période de quatre ans est très courte dans l'histoire d'une loi concernant les négociations collectives. J'ai eu à faire face à ce genre de situation auparavant et je crois que je puis en parler. Ça va prendre du temps.

Prenons, par exemple, la présentation d'un cas. Quelques-uns des cas que nous avons eus l'automne dernier par exemple concernaient beaucoup de questions et de points. Il fallait savoir s'ils pouvaient être soumis à un

[Text]

When they came up for the first time the decision of the tribunal would be precedent setting. The parties had to prepare themselves very carefully and the arguments took a very, very long time. I think some of the early cases took as long as a week or more to present, whereas the last case, the case that came up yesterday, I believe took one day, did it not? The whole case was argued in one day, because there had been precedents on certain issues that were raised earlier, that were disposed off and the matter was speeded up.

• 2105

The same thing is true of the activities of our board. When a new problem comes along, that gives us a great deal of concern. We may spend countless hours in hearing the case and countless hours in trying to figure out what we ought to do in the case. Once you establish the routine, things begin to speed up.

Mr. Blair: You made the remark that the number of issues being referred to arbitration at the agreement level is accelerating. One would have thought that they might decline in view of the fact that the initial agreements would have proved so difficult, raising new issues and new considerations, but this has not been the experience. The difficulties have increased rather than decreased in the subsequent agreements.

Mr. Finkelman: I think the situation can be put in a slightly different way, if you do not mind my saying so, Mr. Blair.

The parties were very anxious when the first round of agreements were going through, to get the business over. They had waded all the way through the legislation; they had waded all through the certification process which was at the initial stage, and wanted to get along with things. There had not been increases given to the employees for some time; everybody was anxious to settle.

They did not have the experience in negotiating or in knowing what clauses meant, in many cases. Then, as the agreements were signed and cases came up for adjudication, grievances were filed; and they came to adjudication, and decisions were given. They became alert to shortcomings in the agreement.

Take a case like General Motors, for example. Their negotiations have now gone on since about 1938, I believe: they have had countless agreements and I would not say that their latest negotiations took much less than the negotiations which went on in the thirties or the early forties. But I think, as time goes on, certain things will be straightened out and we will have a period where, I hope, we may resort to unemployment insurance to cover our needs—and here I am talking about the members of the board and the tribunal, not about members generally.

The Chairman: You might be covered at some time, you know.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I have a feeling that perhaps I am taking up a good deal of time and that maybe some of my colleagues would like to ask questions. I would be willing to come back, if I might.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Thomson.

Mr. Thomson: If Mr. Blair has some questions, why not let him continue with them? I have one other but...

[Interpretation]

tribunal d'arbitrage. A la première séance, la décision du tribunal constituait un précédent. Les parties devaient se préparer très sérieusement et la présentation des arguments a pris beaucoup de temps. Je crois que les premiers cas ont duré près d'une semaine alors que le dernier des cas qui est survenu hier, a pris un jour je crois, n'est-ce pas? On discute le cas une journée, puisqu'il y a eu des précédents de créés concernant les résultats qui ont été soulevés auparavant et on peut aller plus vite.

C'est la même chose en ce qui concerne les attributions de notre Commission. Lorsqu'un nouveau problème surgit

cela nous préoccupe beaucoup. Nous passons des heures sans nombre à entendre le cas et des heures sans nombre à essayer de trouver une solution. Une fois que la routine est établie cela va un peu plus vite.

M. Blair: Vous avez mentionné que le nombre de questions déferé à l'arbitrage au niveau de la convention augmentent continuellement. On croyait plutôt qu'ils devraient diminuer vu que les premières conventions se sont révélées si difficiles en faisant naître de nouvelles questions et de nouvelles conspirations mais il n'en a pas été ainsi. Les difficultés se sont multipliées au lieu de diminuer dans les conventions subséquentes.

M. Finkelman: Je crois que nous pouvons présenter la situation d'une façon légèrement différente, monsieur Blair.

Lors de la première ronde des conventions, les partis étaient très intéressés à voir les questions se régler rapidement. Ils ont avancé péniblement tout au long de l'adoption de la loi, ils ont avancé péniblement tout au long de la procédure de certification qui en était à son stage initial et ils voulaient en finir toutes ces questions. Il n'y avait pas eu de hausse de salaire depuis longtemps et tout le monde était pressé de voir la question se régler.

Ils n'avaient aucune expérience dans la négociation et dans bien des cas, ne savaient pas ce que les articles signifiaient. Ensuite, avec la signature des conventions des cas ont été présentés aux fins de décision, des griefs ont été déposés et les décisions ont été prises. Ils ont été sensibilisés aux failles dans la convention.

Prenons le cas de la *General Motors* à titre d'exemple. Leurs négociations durent depuis 1938, ils ont eu d'innombrables conventions et je ne dirai pas que leurs dernières négociations ont pris moins de temps que les négociations des années trente et des années quarante. Mais, avec le temps, certaines choses se rectifieront et viendra un temps où je l'espère, nous pourrions recourir à l'assurance-chômage pour répondre à nos besoins, ici je veux parler des membres de la Commission et du tribunal et non des membres en général.

Le président: Cela viendra peut-être un jour.

M. Blair: Monsieur le président, j'ai l'impression de prendre beaucoup de temps et peut-être que certains de mes collègues aimeraient poser des questions. Je suis prêt à revenir s'il le faut.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Thomson.

M. Thomson: Si M. Blair a d'autres questions pourquoi ne pas le laisser continuer? J'en aurais une mais...

[Texte]

The Chairman: Very well. You may continue, Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Finkelman, you will understand that the reason that I am asking questions along this line is that I happen to represent a lot of people who are in the public service, and one of the complaints I hear most from people affected by the bargaining process and by the collective agreements, is the terrible amount of time it takes to bring these things to finality.

• 2110

Does your experience indicate something might be done to foreshorten the time?

Mr. Finkelman: Again, you are asking me to touch on policy and I would like to think very carefully just how far I can go. I think we said in the Annual Report, and as this is a statement that the Board has already made, I think I can repeat it. If you turn to paragraph 41 of our report, we made a suggestion that the legislation now makes it possible for the parties to proceed either to arbitration or to conciliation board without the prior intervention of a conciliator. A conciliator can be appointed only if one of the parties asks for the appointment of a conciliator and as is pointed out this approach differs radically from the one that has been incorporated in labour relations legislation applicable elsewhere in Canada where the conciliator is the first step in a process for resolution of disputes.

Experience elsewhere has shown that that is a very good thing and we suggest that consideration might be given for the requirement to be inserted in the act. The request for the appointment of a conciliator should be made a condition precedent to any request for the establishment of a conciliation board in reference to the Arbitration Tribunal. I think that would help a bit because our conciliators have been just as successful in resolving disputes as conciliators in other areas in the labour relations field. I think that would speed things up.

Mr. Blair: But the parties in the bargaining process locally have not responded to the suggestion that they might request the appointment of a conciliator at an early stage.

Mr. Finkelman: There have been cases where, it is my firm belief, if they had asked for the appointment of a conciliator they would have made a good deal of headway. There are a number of situations where, even though they asked for either a conciliation board or arbitration, I have practically twisted their arms to get them to get a conciliator and the conciliator has been successful. I would like to see more of it.

Mr. Blair: Might I ask questions about other forms of disputes that you are called upon to decide? I notice at page 26, paragraph 29, a reference to what are called "complaints" and these, I take it, are different from the typical type of employee grievance under a collective agreement. Would you enlighten me on this aspect of your operation.

Mr. Finkelman: Complaints may be made to the Board under Section 20. There is a specific provision that the Board shall examine and inquire into any complaint made to it concerning failure to observe any prohibition contained in Sections 8, 9 or 10, that is, the right to join the trade union, participate in the affairs of a trade union, to give effect to any provision of an arbitral award, to give effect to a decision of an adjudicator with respect to a grievance or to comply with any regulation respecting grievances and so on. Now, those are specific complaints.

[Interprétation]

Le président: Très bien. Continuez monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur Finkelman, vous comprendrez la raison pour laquelle j'épose des questions en ce sens ce que je représente un grand nombre de personnes dans la Fonction publique et l'une des plaintes les plus communes venant des personnes touchées par la procédure des négociations et des conventions collectives c'est le temps interminable que cela prend pour régler ces questions.

D'après votre expérience, croyez-vous qu'il serait possible d'y arriver en moins de temps?

M. Finkelman: C'est une question de politique et il faut être très prudent avant de s'y aventurer. Nous avons dit dans le rapport annuel, et comme cela est une déclaration que la Commission a déjà faite, je peux le répéter. Si vous vous reportez au paragraphe 41 de notre rapport, nous déclarons que la loi permet maintenant aux parties de procéder soit à l'arbitrage ou au conseil de conciliation sans l'intervention préalable d'un conciliateur. On nomme un conciliateur seulement si l'une des parties demande la nomination d'un conciliateur et cette méthode est radicalement différente de celle de la loi sur les relations de travail applicable ailleurs au Canada où la nomination d'un conciliateur est la première marche à suivre pour résoudre les conflits.

D'après l'expérience dans certains endroits, il a été prouvé que c'était une très bonne chose que nous proposons que cette exigence soit insérée dans la loi. La requête pour la nomination d'un conciliateur devrait être une condition précédant la requête pour l'établissement d'un conseil de conciliation relativement au tribunal d'arbitrage. Je crois que cela aiderait car nos conciliateurs ont eu autant de succès à régler des conflits que les conciliateurs dans d'autres secteurs du domaine des relations de travail. Je crois que cela pourrait accélérer les choses.

M. Blair: Mais les parties en conciliation locale n'ont pas répondu à cette proposition de demander la nomination d'un conciliateur au tout début.

M. Finkelman: Dans certains cas, je suis convaincu que s'ils avaient demandé la nomination d'un conciliateur cela aurait été beaucoup plus vite. Il y a plusieurs situations où même s'ils ont demandé un conseil de conciliation ou d'arbitrage, j'ai presque dû leur tordre le bras pour leur faire demander un conciliateur et le conciliateur a eu beaucoup de succès. J'aimerais que cette situation se répète plus souvent.

M. Blair: Puis-je poser des questions sur les autres formes de conflits que vous êtes appelé à régler? Je remarque à la page 26, paragraphe 29, où on réfère aux «plaintes» ce qui est différent, je crois, des griefs des employés en vertu d'une convention collective. Pourriez-vous m'éclairer sur cet aspect de vos fonctions?

M. Finkelman: On peut présenter des plaintes à la Commission en vertu de l'article 20. Il y a une disposition voulant que la Commission examine et fasse enquête sur toute plainte qui lui est présentée concernant tout manquement à l'observance des interdictions énumérées aux articles 8, 9 ou 10 c'est-à-dire le droit de devenir membre d'un syndicat, de participer aux affaires du syndicat, d'appliquer toute disposition de dédommagement résultant d'une décision de l'arbitrage, d'appliquer une décision d'un commissaire au sujet d'un grief ou de se conformer aux règlements régissant les griefs, etc. Voilà des plaintes très caractéristiques.

[Text]

Mr. Blair: I see.

Mr. Finkelman: Apart from that there are certain provisions in the act which say that certain things must be done. For example, under Section 51, if notice to bargain is given, the terms and conditions of employment that were in existence at the time the notice was given are frozen for the duration of the negotiations. It implies "thou shalt not".

• 2115

If one of the parties alters the terms during that period we have taken the position, and our reasoning for that is set out in the report, that a complaint can be made and we deal with it. Then, under Section 56, the collective agreement must be implemented within a certain period of time. If it is not implemented within that period of time there may be a complaint. Section 74 provides that an arbitral award shall be implemented within a certain period of time. That is the sort of thing that we refer to as complaints.

Mr. Blair: Thank you. It includes some of the things which used to be called unfair labour practices.

Mr. Finkelman: Yes, but that generic term is used chiefly to cover the provisions of Sections 8 and 9 of the Act whereas the complaint procedure, as it developed, covers a number of other sections as well.

Mr. Blair: The structure of the bargaining units in the public service is unique. Occasionally I hear it said that the bargaining units, as they have been developed, may be too cumbersome and that the immense size of the units and the variety of operations they cover may militate against the formulation of agreements in a speedy way. It also has been suggested to me that the size of the bargaining units themselves might also militate against the efficient handling of grievances by the bargaining agents. Have you any comment on this?

Mr. Finkelman: The Board of course has authority to determine an appropriate bargaining unit on any application for certification, and we could alter the composition of bargaining units on an application if we were convinced that that was desirable. But I think your statement overlooks the fact that there are many other bargaining units in the private sector which are as large, in some cases larger, as those in the public service. Take, for instance, General Motors. I think at Oshawa they have about 10,000 employees, and the variety there is every bit as great as anything you will find in any of the units in the public service. There are about 15,000 or 16,000 in International Nickel. At least that was my experience, going back to 1960, when I had to deal with the International Nickel case. I do not know how far its has grown in the last 10 years but I assume that it is much larger than that. There are many units in the United States that run 20,000, 30,000 and 40,000. So the mere size of the unit in itself and the combination of crafts, skills and whatnot does not necessarily affect the bargaining process to that extent.

[Interpretation]

M. Blair: Je vois.

M. Finkelman: En plus, certaines dispositions de la loi stipulent qu'il faut faire certaines choses. A titre d'exemple, en vertu de l'article 51, si un avis en vue de négocier est délivré, les modalités et conditions d'emploi existant au moment où l'avis a été donné sont gelées pour la durée des négociations. Cela comporte «que ne doit pas».

Si l'une des parties change les termes durant cette période nous avons adopté la position, et notre raisonne-

ment à ce sujet est exprimé dans le rapport, qu'une plainte peut-être déposée et nous nous en occupons. Puis, en vertu de l'article 56, la convention collective peut-être appliquée après un certain délai. Si elle n'est pas appliquée après ce délai une plainte peut-être formulée. L'article 74 prévoit que l'octroi d'un arbitrage sera appliqué dans un certain délai. C'est le genre de choses que nous désignons en tant que plaintes.

M. Blair: Merci. Cela englobe certaines des choses qu'on appelait habituellement des procédés déloyaux dans le monde du travail.

M. Finkelman: Oui, mais ce terme générique est employé surtout en ce qui concerne les dispositions des articles 8 et 9 de la loi, tandis que la procédure des plaintes, comme elle s'est développée a trait à un certain nombre d'autres articles également.

M. Blair: La structure des unités de négociation au sein de la fonction publique est unique. Occasionnellement j'entends dire que les unités de négociation vu la façon dont elles se sont développées sont peut-être trop embarrassantes et que leur ampleur et la diversité des opérations dont elles s'occupent peuvent être défavorables à la conclusion rapide de conventions. Il m'a également été dit que l'ampleur des unités de négociation pourrait être également défavorable au règlement efficace des griefs dont s'occuperaient les agents négociateurs. Avez-vous des remarques à faire à ce sujet?

M. Finkelman: Bien entendu, le Conseil a l'autorité de décider si une unité de négociation est appropriée suivant toute demande de reconnaissance officielle, et nous pourrions changer sur demande la composition d'unité de négociation si nous étions convaincus que c'était désirable. Mais je pense que, dans votre déclaration, vous omettez le fait qu'il y a beaucoup d'autres unités de négociation dans le secteur privé qui sont aussi importantes et dans certains cas plus importantes que celles qui existent dans la fonction publique. Par exemple, prenez le cas de la *General Motors*, je pense qu'à Oshawa ils ont environ 10,000 employés, et il y existe une diversité qui est aussi grande que tout ce que vous pourriez trouver dans les unités de la fonction publique. Il y a environ 15,000 à 16,000 employés à *International Nickel*. En tout cas cela a été mon expérience en 1960, lorsque j'ai dû m'occuper du cas de l'*International Nickel*. Je ne sais pas quelle expansion elle a subie au cours des 10 dernières années, mais je suppose qu'elle est beaucoup plus importante que cela actuellement. Aux États-Unis il y a beaucoup d'unités qui se composent de 20,000, 30,000 et 40,000 employés. Aussi, l'importance en soi de l'unité est la combinaison des métiers, des spécialités et tout ce que vous voulez n'affecte pas nécessairement les négociations dans une très grande mesure.

[Texte]

Mr. Blair: I perhaps should make it clear for the record that I was offering this as a report of observations made to me. I am not in the position where I personally would care to comment on the operation of the bargaining units, and I appreciate your information.

Mr. Finkelman: If you will forgive me for adding one more point there, there is no doubt about it that the more different types of people you have in a bargaining unit the greater are the difficulties of negotiating a collective agreement, but the mere size and complexity of the bargaining unit has not deterred people in other areas making very satisfactory agreements. One of the things you have to bear in mind is that the more you splinter existing bargaining units the more negotiations will have to take place and the more time will be taken up in negotiations. So I think there is no happy solution there.

• 2120

Mr. Blair: To the extent that size may or may not be considered to be a problem, large size has many advantages as well as disadvantages.

Mr. Finkelman: In many cases it certainly has.

Mr. Blair: May I just ask one final question on your operations. Have you had difficulty dealing with grievances brought to you for adjudication under the different collective agreements? Has there been any undesirable lapse of time between the presentation of grievances and adjudication? Have you been subjected to any complaints?

Mr. Finkelman: On that matter, I would have to refer you to Mr. Jolliffe who is our Chief Adjudicator.

The Chairman: Mr. Jolliffe, please come to the table and speak into the microphone.

Mr. E. B. Jolliffe (Chief Adjudicator, Public Service Staff Relations Board): Sir, I think there have been cases where there has been an undesirable lapse of time. On the other hand, in the majority of cases which have taken a good deal of time, there have frequently been solid reasons. At the present moment there are a substantial number of cases pending which have been delayed at the request of the parties pending the result in other cases or pending negotiations for settlement. Approximately one quarter of the cases referred to adjudication last year were settled between Treasury Board and the bargaining agent before they were actually heard.

Mr. Blair: One quarter?

Mr. Jolliffe: Approximately, that is a very approximate figure, and I expect that this will continue. It is in the tradition of litigation, of course, that good lawyers frequently do settle before going to the trial.

Mr. Blair: Excuse me, Mr. Jolliffe, I was just looking at this part of the report in order to get an idea of the volumes. How many cases were presented for adjudication?

The Chairman: What page are you on, Mr. Blair?

[Interprétation]

M. Blair: Je devrais peut-être dire clairement pour que cela soit mis aux dossiers, que j'exprimais cela en tant qu'un rapport d'observations qui m'a été adressé. Je ne me trouve pas dans la position où je voudrais personnellement faire de remarques au sujet du fonctionnement des unités de négociation et j'apprécie vos renseignements.

M. Finkelman: Si vous me permettez d'ajouter un point à ce sujet, il n'y a pas de doute que plus vous avez de genres différents d'employés au sein d'une unité de négociation, plus il est difficile de négocier une convention collective, mais l'importance et la complexité d'une unité de négociation n'ont pas empêché aux gens d'autres secteurs de négocier des conventions satisfaisantes. Une des choses que vous ne devez pas oublier c'est que plus vous divisez les unités de négociation existantes, plus il devra y avoir de négociations et plus il y aura de temps consacré à ces négociations. Aussi, je pense qu'il n'y a pas de solution heureuse dans ce cas-là.

M. Blair: Dans la mesure où la taille peut être ou ne pas être considérée comme un problème, la grande taille a beaucoup d'avantages et a également des désavantages.

M. Finkelman: Dans beaucoup de cas elle en a certainement.

M. Blair: Puis-je poser une question finale concernant vos activités. Avez-vous eu de la difficulté à vous occuper des griefs qui vous ont été présentés pour être tranchés en vertu des divers accords collectifs? Y a-t-il eu un écoulement de temps non souhaitable entre la présentation des griefs et la décision? Avez-vous été sujets à des plaintes?

M. Finkelman: Sur cette affaire, je devrais m'en rapporter à M. Jolliffe qui est notre arbitre en chef.

Le président: Monsieur Jolliffe, s'il vous plaît, venez à la table et parlez au microphone.

M. E. B. Jolliffe (arbitre en chef, de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique): Monsieur, je pense qu'il y a eu des causes où il s'est écoulé un temps non souhaitable. D'autre part, dans la majorité des causes où nous avons pris pas mal de temps, il y avait de solides raisons souvent. Pour le moment, il y a un nombre important de causes en suspens qui ont été retardées à la demande des parties en attendant le résultat d'autres causes ou en attendant les négociations pour un accord. Environ un quart des causes qui ont été renvoyées à l'arbitre la dernière année ont été réglées entre le Conseil du Trésor et l'agent des négociations avant qu'elles ne soient entendues en fait.

M. Blair: Un quart?

M. Jolliffe: Environ, c'est un chiffre très approximatif, et j'espère que cela continuera. Cela fait partie de la tradition des procès, naturellement, que de bons avocats fréquemment règlent les choses avant de passer en jugement.

M. Blair: Excusez-moi, monsieur Jolliffe, je regardais cette partie du rapport afin d'avoir une idée des nombres. Combien de cas ont été présentés pour arbitrage?

Le président: A quelle page en êtes-vous, monsieur Blair?

[Text]

Mr. Blair: I am looking now at pages 12 and 13.

Mr. Jolliffe: I might say that the figures in the report, of course, represent the first three years of the system.

Mr. Blair: I see.

Mr. Jolliffe: I can perhaps bring that up to date, Mr. Blair. To March 31, 1971, there had been 429 cases referred to adjudication. During the year just ended, there were 179. In the previous year there were less, there were 140, in the year to which the report relates, the report before you. If you are interested in the increase in volume, there were 38 cases in the first year, 64 in the second, 140 in the third and 175 in the fourth, but the number of disciplinary cases has not increased.

Mr. Blair: I should know this, it reflects ignorance on my part that I have to ask the question but what is the difference between a disciplinary case and an ordinary grievance case?

Mr. Jolliffe: They are both grievances. Under Section 91 of the Act, disciplinary action resulting in discharge, suspension or other financial penalty may be grieved and may be taken to adjudication if the employee is not satisfied with the result within the department. That is the employee's own right and he may proceed even though he does not have the support of the bargaining agent. Under the other paragraph of Section 91, he may grieve and he may go to adjudication where he alleges that a provision of a collective agreement or of an arbitral award has been misapplied or misinterpreted with respect to him. There is one other section under which there are references and that is Section 98, which relates strictly to disputes between the employer and a bargaining agent and there have been a few of those. They may be initiated by the employer or by the bargaining agent.

Mr. Blair: They involve the union as against the employer?

Mr. Jolliffe: Yes.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I have three very indelicate questions to put to our witnesses and they may not wish to answer them.

The Chairman: Well, we will see.

Mr. Blair: The first question relates to discussion which sometimes occurs in our city about the future of the arbitration process. I am speaking now about the use of arbitration in the settlement of main disputes, and one hears it said occasionally that in view of the difficulties that have occurred with arbitration and other procedures that there is the possibility that bargaining agents may lean more to the use of strike action or the strike option in the future. If you care to comment on this I would like to ask if there appears to you to be substance to this problem and if so, what steps might be taken to obviate it?

• 2125

[Interpretation]

M. Blair: Je regarde maintenant la page 12 et 13.

M. Jolliffe: Je peux dire que les chiffres du rapport, naturellement, représentent les trois premières années du système.

M. Blair: Je vois.

M. Jolliffe: Je peux peut-être indiquer des chiffres actuels, monsieur Blair. Au 31 mars 1971, il y a eu 429 causes qui ont été renvoyées à l'arbitrage. Au cours de l'année qui vient de se terminer, il y en a eu 179. Au cours de l'année précédente, il y en a eu moins, 140, pour l'année à laquelle se rapporte le rapport, le rapport que vous avez devant vous. Si vous êtes intéressé dans l'augmentation du volume, il y a eu 38 causes la première année, 64 la seconde, 140 la troisième et 175 la quatrième année, mais le nombre des causes disciplinaires n'a pas augmenté.

M. Blair: Je devrais savoir ceci, cela indique de l'ignorance de ma part que je doive poser la question, mais quelle est la différence entre un cas disciplinaire et un cas de grief ordinaire?

M. Jolliffe: Ils sont tous les deux des griefs. En vertu de l'article 91 de la Loi, une mesure disciplinaire aboutissant au renvoi, à la suspension ou à une autre pénalité financière, peut faire l'objet d'un grief et être présenté à l'arbitrage si l'employé n'est pas satisfait du résultat dans le cadre du Ministère. C'est le propre droit de l'employé et il peut y avoir recours même s'il n'a pas l'appui de l'agent de négociations. En vertu de l'autre alinéa de l'article 91, il peut faire un grief et peut se rendre à l'arbitrage lorsqu'il soutient qu'une disposition de la convention collective ou une adjudication arbitrale a été mal appliquée ou mal interprétée en ce qui le concerne. Il y a une autre section en vertu de laquelle il y a des références et c'est la section 98, qui confère strictement les conflits entre un employeur et un agent de négociations et il y en a eu plusieurs. Ils peuvent être commencés par un employeur ou par l'agent de négociations.

M. Blair: Ils impliquent le syndicat contre l'employeur?

M. Jolliffe: Oui.

M. Blair: Monsieur le président, j'ai trois questions indélicates à poser à nos témoins et il se peut qu'ils ne veulent pas y répondre.

Le président: Eh bien, nous le verrons.

M. Blair: La première question concerne la discussion qui, de temps en temps, se produit dans notre ville au sujet de l'avenir du processus d'arbitrage. Je parle maintenant de l'utilisation de l'arbitrage dans le règlement des principaux conflits, et on entend dire occasionnellement que, étant donné les difficultés qui se sont produites avec l'arbitrage et les autres procédures, qu'il y a une possibilité que les agents d'arbitrage puissent s'appuyer plus sur l'utilisation de l'option de grèves ou de l'option de grèves à l'avenir. Si vous voulez faire un commentaire à ce sujet, j'aimerais vous demander s'il vous semble que ce problème ait

un fondement, et si oui, quelles mesures pourraient être prises pour l'éviter.

[Texte]

Mr. Finkelman: I think arbitration has a great future.

The Chairman: I was sure you were going to say that.

Mr. Finkelman: I have my reasons for saying that. I was brought up, I may say, in the practical side of industrial relations in the clothing industry. I began arbitrating there in 1937 and continued right down to the day I came here in 1967. Arbitration of impasses in that industry worked and it has worked not only in Canada, but it has worked in the United States as well. There are many situations where parties have arbitrated and have arbitrated successfully. It is my firm conviction, and I have said this publicly time and again, that arbitration serves a very useful and important role in the industrial process and can be made to work. There are problems.

Mr. Blair: Your experience has been that arbitration as the compulsory end of the solution of a labour dispute is a viable alternative over a period of years.

Mr. Finkelman: We do not have compulsory arbitration under the Public Service Staff Relations Act. It is arbitration at the option of the bargaining agent. The employer cannot veto the desire of a bargaining agent to go arbitration. You have other legislation where the employer can veto it, where both sides have to agree to go to arbitration. I imagine, although I have no data upon which to base my next remark, an employer might well say, "I will not go to arbitration with a weak union", but favour arbitration with a strong union. Under this legislation, under the Public Service Staff Relations Act, the arbitration is at the option of the bargaining agent and they know they can move to the other process for resolution of disputes on the next round, if they are not satisfied with the arbitration. I think that in itself has a salutary effect.

Mr. Blair: Has there been any observable trend from the option of arbitration to that of strike action?

Mr. Finkelman: There is opportunity under the Act for a bargaining agent to switch from one process to the other and since the Act came into force, two units have switched from Arbitration Board to Conciliation Board, and two units have switched from Conciliation Board to the Arbitration Board.

Mr. Blair: So it is a stand off.

Mr. Finkelman: The number of employees governed under the arbitration system is 157,000 in 95 bargaining units; in conciliation we have 13 bargaining units with some 40,000 employees and the postal operations group covers some 27,000 out of the 40,000.

• 2030

If I may, Mr. Blair, I had occasion to take a look at the time taken in negotiating the first round agreements about a year or so ago when I was asked to address the Public Service Alliance at their convention in Toronto. I did this on very short notice and I cannot say that my statistics have been completely verified, but I found that it took about 11 months to get an agreement from the time of certification. That is not far out at all, and you have to take into account the problems that are created by the nature of the bargaining unit—the need to consult people right across Canada, in fact in many cases right across the

[Interprétation]

M. Finkelman: Je pense que l'arbitrage a un bel avenir.

Le président: J'étais sûr que vous alliez dire cela.

M. Finkelman: J'ai de bonnes raisons pour le dire je peux dire que j'ai été élevé en ayant en vue le côté pratique des relations industrielles dans l'industrie du vêtement. En 1937 j'ai commencé à arbitrer dans ce secteur et poursuivi mes activités jusqu'à ce jour. Je suis venu ici en 1967. L'arbitrage des impasses qui se sont produites dans cette industrie a été efficace et il a été efficace non seulement au Canada mais aux États-Unis également. Il y a diverses situations où les parties se sont soumises à l'arbitrage et ceci avec succès. J'ai la ferme conviction, et je l'ai très souvent dit publiquement, que l'arbitrage joue un rôle utile et important dans le secteur industriel et peut donner des résultats très satisfaisants. Il y a des problèmes.

M. Blair: Votre expérience a été que l'arbitrage en tant que fins obligatoires de la solution de conflit du travail est une alternative rentable au cours de plusieurs années.

M. Finkelman: Nous n'avons pas l'arbitrage obligatoire en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Il s'agit d'arbitrage au choix de l'agent négociateur. L'employeur ne peut opposer son veto qu'au désir de l'agent négociateur d'avoir recours à l'arbitrage. Il existe d'autres lois en vertu desquelles l'employeur peut y opposer son veto, lorsque les deux parties doivent se mettre d'accord ou avoir recours à l'arbitrage. J'imagine, bien que je n'ai pas de preuves sur lesquelles baser ma prochaine remarque, que l'employeur peut bien dire qu'il n'y aura pas recours à l'arbitrage au cours de ses négociations avec un syndicat peu puissant, mais être en faveur de l'arbitrage dans ses négociations avec un syndicat puissant. En vertu de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, l'arbitrage est un choix de l'agent négociateur, et ils savent qu'ils peuvent avoir recours à l'autre procédé pour le règlement des différends au prochain tour des négociations, s'ils ne sont pas satisfaits de l'arbitrage. Je pense que cela a en soi un effet salubre.

M. Blair: S'est-il manifesté une tendance pour le choix de l'arbitrage au lieu du recours à la grève?

M. Finkelman: En vertu de la Loi l'agent négociateur a la possibilité de passer d'un procédé à l'autre et depuis que la Loi a été mise en vigueur, deux unités ont passé du Conseil d'arbitrage au Conseil de conciliation et deux unités ont passé du Conseil de conciliation au Conseil d'arbitrage.

M. Blair: Cela s'équilibre.

M. Finkelman: Le nombre d'employés soumis au régime d'arbitrage est de 157,000 appartenant à 95 unités de négociation, dans le cadre du régime de la conciliation nous avons 13 unités de négociation s'occupant de 40,000 employés et l'unité s'occupant des employés de postes en groupe, 27,000.

Un instant, monsieur Blair, j'ai eu l'occasion d'examiner le temps qu'il a fallu pour négocier mis à part, le premier tour il y a une année environ lorsque l'on m'a demandé de parler devant l'Alliance de la Fonction publique à leur assemblée à Toronto. Je l'ai fait sans avoir eu beaucoup de temps pour me préparer et je ne peux dire que mes statistiques avaient été complètement vérifiées, mais j'ai découvert que cela a pris à peu près 11 mois pour obtenir une entente à partir de la date de certification. Ce n'est pas excessif, mais vous devez tenir compte des problèmes qui sont créés par la nature de l'unité de négociation. Le

[Text]

world; the need to submit to a ratification vote where you do not get the people together in a room and run one night-shift vote and one day-shift vote and so on, but where you have to send ballots right through the whole world to get the proper vote. That takes some time.

We found that the second round agreements are taking longer, but second round negotiations in many cases did not start until well after the first agreement had run out because the parties were still occupied in getting first round agreements for other units that they had not reached yet. I do not think we will get down to a level of bargaining in this system which will begin to approach a satisfactory basis until probably the third round of agreements.

Mr. Blair: Yet, you really are into the negotiation of third round agreements now?

Mr. Finkelman: In a few cases. In most cases the second round is still being negotiated.

Mr. Blair: So really, as you said earlier in a very interesting comment, everybody engaged in this on both sides of the table is learning.

Mr. Finkelman: And so are we.

Mr. Blair: Now I have another difficult question. One of the things frequently said to me is that the whole collective agreement process is made difficult because of the numerous things which are excluded from the bargaining process.

I am well aware of the fact that these matters have been referred for the consideration of another special committee. I really throw this matter out to you for comment if you are prepared to comment on it. Would the inclusion or exclusion of more matters in the bargaining process facilitate that process?

Mr. Finkelman: I prefer not to answer that question, Mr. Blair.

Mr. Blair: I think Mr. Thomson asked a question which it is almost repetitious for me to put to you, but this is as to the definition of the managerial and confidential component in the government structure and the desirability of reviewing the numbers of people who might be excluded, as suggested by Mr. Justice Klein. I take it you would prefer not to comment on that either?

Mr. Finkelman: That is right, sir.

Mr. Blair: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Carter.

Mr. Carter: Mr. Chairman, what about the staff of the House of Commons? Do they have any bargaining rights?

Mr. Finkelman: They are not covered by the Act because they are not part of the public service. The only employees that are covered by the Act are those in the public service.

Mr. Carter: Have they requested to become part of the bargaining agreement you have?

[Interpretation]

besoin de consulter des gens dans tous les coins du pays. En fait, dans de nombreux cas à travers le monde, il est nécessaire de demander un jour des rectifications lorsque toutes les personnes intéressées ne sont pas dans la salle, il faut procéder à un vote pour l'équipe de nuit et un vote pour l'équipe de jour, etc. Mais parfois il vous faut envoyer les bulletins dans le monde entier pour obtenir le vote approprié. Cela prend du temps.

Nous avons découvert que les accords au second tour prennent plus de temps mais les négociations dans le second tour dans le nombre n'ont pas commencé souvent bien après que la première entente ait été terminée, car les parties étaient encore occupées à obtenir les premiers accords pour d'autres unités. Je ne pense pas que nous en arriverons au stade de la négociation dans ce système d'une façon satisfaisante avant sans doute la troisième série d'ententes.

M. Blair: Pourtant maintenant, vous êtes dans les négociations au troisième tour?

M. Finkelman: Dans quelques cas seulement. Dans la plupart des cas, on négocie encore pour les secondes négociations.

M. Blair: Il y a un instant vous avez dit quelque chose de très intéressant. C'est que tous ceux qui sont engagés dans ces négociations prennent de l'expérience.

M. Finkelman: C'est exact.

M. Blair: Maintenant j'ai une autre question difficile. On me dit bien souvent que toute la procédure des négociations collectives est difficile à cause de toutes les choses qui sont exclues de cette procédure de négociation.

Je sais très bien que ces questions ont été renvoyées pour être étudiées par un autre comité spécial. Je ne vous pose cette question que si vous désirez y répondre. Est-ce que l'inclusion ou l'exclusion d'autres questions dans la procédure de négociation facilitent cette procédure?

M. Finkelman: Je préfère ne pas répondre à cette question, monsieur Blair.

M. Blair: Je pense que M. Thomson a posé une question et c'est presque une répétition pour moi, cela se rapporte à la définition de l'élément confidentiel et de gestion dans la structure gouvernementale et de l'opportunité de revoir le nombre de personnes qui pourraient être exclu comme monsieur le juge Klein, l'a proposé. J'en conclus que vous préférez ne pas faire de commentaires, à ce sujet?

M. Finkelman: C'est bien cela, monsieur Blair.

M. Blair: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Carter.

M. Carter: Et au sujet du personnel de la Chambre des communes? Ont-ils des droits de négociations?

M. Finkelman: La loi ne s'applique pas pour eux car ils ne font pas partie de la Fonction publique. Les seuls employés auxquels cette loi s'applique sont ceux de la Fonction publique.

M. Carter: Ont-ils demandé d'être inclus dans les négociations collectives?

[Texte]

Mr. Finkelman: I could not tell you. That would not come before us.

The Chairman: Where would they go? Suppose they wanted to go before you people. How would they organize themselves? They would form a union, I suppose?

Mr. Finkelman: Well, I will put it very simply. If they organized a union and came before us, we would be compelled to dismiss the application because they are outside our jurisdiction.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, in connection with the Klein Report again, can the witness give us the conditions as to why the Klein committee was appointed in the first place? Can you recall offhand on what premise? There must have been some problem or obviously the Prime Minister would not have appointed one. I cannot recall offhand why. Could you, sir?

Mr. Finkelman: I am afraid I cannot answer that.

Mr. Thomson: I see you do not want to anyway.

Mr. Chairman, in reference to the estimates themselves, I notice you have an item "Revenue". Where do you get revenue from? For example, for whom do you do the pay research or conditions of employment, and do you get paid for this research you do? Where is your source of revenue?

Mr. Gauthier: There has been no income yet from pay research. The Pay Research Bureau has not charged yet for any survey, but this was introduced because we were expecting that we might have to charge.

Mr. Thomson: For whom do you do the pay research?

Mr. Gauthier: For all those concerned in the collective bargaining process.

Mr. Thomson: Do they ask for it?

Mr. Gauthier: The studies requested are considered by the Advisory Committee, comprising of a representative of the employer and a representative of the bargaining agent, and they advise the Bureau on the action to be taken.

• 2135

Mr. Thomson: What terms of reference would you study? For example, do you compare a wage scale, if you will, to private industry, the civil service in other countries, take cost of living into account? On what basis are the studies made?

Mr. Gauthier: At first a statement of duties and responsibilities is provided by the parties involved, the statement is discussed with both sides and then the pay research bureau look around to find somewhat comparable or similar occupations outside, and about 99.9 per cent of the surveys are conducted in this country.

Mr. Thomson: In connection with your office, sir, what union alliance or organization would represent employees in your office?

Mr. Finkelman: They cannot join a union; they are excluded from the collective bargaining process. It would be a conflict of interest.

[Interprétation]

M. Finkelman: Je ne pourrais vous dire. Cela ne nous concerne pas.

Le président: Où pourrait-il aller? Imaginons qu'ils veulent vous rencontrer. Comment procéderait-il? Ils formeraient un syndicat, je suppose?

M. Finkelman: C'est très simple. S'ils se sont organisés en syndicat et s'ils se présentent devant nous nous serions forcés de refuser la demande car ils sont hors des limites de notre juridiction.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: Au sujet du rapport Klein, le témoin peut-il nous dire quelles sont les raisons qui ont prélué à la désignation du Comité Klein en premier lieu? Pouvez-vous vous rappeler quelles étaient ces raisons? Il a dû y avoir quelques problèmes si non le Premier ministre ne l'aurait pas établi. Je ne peux me rappeler de mémoire, le pouvez-vous?

M. Finkelman: Je crains de ne pouvoir répondre à cette question.

M. Thomson: Je vois bien que vous ne voulez le faire.

Monsieur le président, au sujet des prévisions budgétaires elles-mêmes, je remarque que vous avez un poste intitulé «Revenu». D'où sortez-vous ce revenu? Ainsi, par exemple, pour qui faites-vous les études salariales ou les études sur les conditions de travail, êtes-vous payé pour ces recherches? Quelle est votre source de revenu?

M. Gauthier: Il n'y a pas encore eu de revenu pour ces recherches salariales. Le bureau de recherches sur les salaires n'a encore rien facturé, mais nous l'avons inclue, car il se peut que nous ayons à leur imputer ces dépenses.

M. Thomson: Pour qui faites-vous ces recherches en matière de salaire?

M. Gauthier: Pour tous ceux qui sont intéressés aux négociations collectives.

M. Thomson: L'ont-ils demandé?

M. Gauthier: Les recherches qui ont été demandées sont étudiées par le Comité consultatif qui comprend un représentant de l'employeur et un représentant de l'agent négociateur et ils informent le bureau des mesures à prendre.

M. Thomson: Quel mandat étudieriez-vous? Par exemple, comparez-vous l'échelle des salaires, si vous voulez, à l'industrie privée, la Fonction publique des autres pays tenez-vous compte du coût de la vie? Sur quelles bases sont faites ces études?

M. Gauthier: Tout d'abord une déclaration des fonctions et responsabilités est fournie par les parties intéressées; cette déclaration fait l'objet d'une discussion avec les deux parties; le bureau de recherche sur les salaires cherche alors à trouver quelque chose de comparable ou des occupations similaires à l'extérieur et environ 99.9 p. 100 des études sont conduites dans ce pays.

M. Thomson: Au sujet de votre bureau, quel syndicat, alliance ou organisation représenterait les employés dans votre bureau?

M. Finkelman: Ils ne peuvent se joindre à un syndicat; ils sont exclus des négociations collectives. Ce serait un conflit d'intérêts.

[Text]

Mr. Thomson: How many would you have in your office that are excluded?

Mr. Finkelman: About 100 persons.

Mr. Thomson: And, in effect, they have to negotiate on their own.

Mr. Finkelman: No, we follow pretty well the wage settlements made elsewhere, and if an agreement is reached with respect to stenographers we apply the rates that are negotiated there. We have instituted an informal internal grievance procedure which enables the members of our staff to file grievances. We have not had any grievances yet. We hope we are model employers.

Mr. Thomson: If I hear of any, I will let you know.

Mr. Finkelman: If they select you to represent them we will be glad to see you before us.

Mr. Thomson: What skills do your conciliators have? For example, what professional training do they have for bringing people together?

Mr. Finkelman: We have not a permanent staff of conciliators at all. We pick up skilled conciliators right across the country. At page 33 of our report you will find a list of all the conciliators we have used over the last year and the number of cases they have handled, and if you take a look at them, if you know the names of any of these people, they are all highly skilled people in the conciliation field.

Mr. Thomson: A special touch sort of thing.

Mr. Finkelman: It is an art, not a science, and each conciliator has his own way of going about it. Some conciliators work 9 to 5, some will start about 4 o'clock in the afternoon and carry on until 4 o'clock in the morning, some will go all night long, and some will go 48 hours. Everyone has his own style. It is an art, as I say, not a science.

• 2140

Mr. Thomson: You do not prescribe hours of work or anything like that?

Mr. Finkelman: We do not prescribe anything for them. They ride herd on the parties and they use their wiles to get the people together. They are all people who are very skilled, who have had a great deal of experience. Take a man like Dr. Fine. He began conciliating, I believe, about 1935 and he is still conciliating and doing an excellent job. Mr. Justice Cameron, formerly of the Exchequer Court, has acted for us in a couple of cases and he has done a wonderful job. We have had very young people who have made their mark in this field.

Mr. Thomson: In view of the problems we have in our society, I wonder if you could not somehow develop a few more? It seems to me private industry or other sections of our economy could use more skill in this direction as well as the Public Service.

[Interpretation]

M. Thomson: Combien avez-vous d'employés dans votre office qui sont exclus?

M. Finkelman: Environ 100 personnes.

M. Thomson: Et en effet ils ont à négocier de leur propre chef.

M. Finkelman: Non, nous nous basons de très près sur les accords de salaires qui ont été conclus ailleurs. Et si une attente est conclue en ce qui concerne les sténographes, alors nous appliquons les taux qui ont été négociés. Nous avons institué une procédure de griefs internes non officielle qui permet aux membres de notre personnel de soumettre leurs plaintes. Nous n'avons eu encore aucune plainte. Nous espérons que nous sommes des employeurs modèles.

M. Thomson: Si c'est vrai, je vous le ferai savoir.

M. Finkelman: S'il vous choisisse pour les représenter nous serons heureux de vous voir comparaître devant nous.

M. Thomson: Quelle est la compétence de vos conciliateurs? Par exemple, quelle formation professionnelle ont-ils, pour réunir les gens ensemble?

M. Finkelman: Nous n'avons pas un personnel permanent de conciliateurs. Nous sélectionnons des conciliateurs compétents dans tout le pays. A la page 33 de notre rapport vous trouverez une liste de tous les conciliateurs dont nous avons utilisé les services au cours de l'année dernière et le nombre de cas qu'ils ont traités, et si vous jetez un coup d'oeil et si vous connaissez le nom de ces personnes, vous verrez qu'ils sont tous éminemment compétents dans le domaine de la conciliation.

M. Thomson: Une compétence toute spéciale.

M. Finkelman: C'est un art non une science, et chaque conciliateur a sa propre manière. Certains travaillent de 9 à 5, certains commenceront à 4 heures de l'après-midi et continueront jusqu'à 4 heures du matin et certains continueront pendant 48 heures. A chacun son style. Selon moi, c'est un art, non une science.

M. Thomson: Vous ne prescrivez pas les heures de travail ou autre chose du genre?

M. Finkelman: Nous ne prescrivons rien à ce sujet. Ils chevauchent les parties et se servent de leurs trucs pour réunir les gens. Ce sont tous des gens qui sont très compétents, qui ont beaucoup d'expérience. Prenez un homme comme M. Fine. Il a débuté dans le domaine de la conciliation, je crois, aux alentours de 1935 et il est encore dans la conciliation, et il accomplit une besogne excellente. M. le juge Cameron, anciennement de la Cour de l'Échiquier, a œuvré pour nous dans deux cas où il a accompli une besogne admirable. Nous avons eu des gens très jeunes qui ont laissé leur marque dans ce domaine.

M. Thomson: En vue des problèmes qu'envisage notre société, je me demande si vous ne pourriez pas en développer d'une façon ou d'une autre quelques autres? Il me semble que l'industrie privée ou autres secteurs de notre économie, pourraient utiliser plus de compétence dans ce domaine ainsi que la Fonction publique.

[Texte]

Mr. Blair: Even political parties.

Mr. Thomson: Yes, even political parties.

Mr. Finkelman: We do not have a permanent staff which would give new people adequate exposure that it would enable us to give them any sort of thing. We have brought in a number of young people who have had a little experience—not very much experience but a little—on cases where we felt their likelihood of making a settlement was reasonably good and some third party was needed. We just pushed the people along a little to get a settlement and we have been very successful. We have recruited a number of people of that sort. Professor Dell Aniello is one example. He is a very young man, whom we tried out, and he was successful. We are trying to develop young people; we are not keeping to the old-timers but we just cannot pick a man off the street and say, "Go in and conciliate a dispute". We do not have the facilities for having a person apprentice to a journeyman who knows his craft.

Mr. Thomson: I think of a father and a teenage son who had a big row, who were friends of mine, and I am sure they could have used a conciliator and somebody might have picked up a little experience in this case.

I have just one further question. On arbitration procedures and not necessarily in the Public Service, we frequently hear that if something had been done sooner in connection with a grievance it would not have grown into the flare-up it later was. I wonder if you have given some thought to an earlier grievance procedure?

Mr. Finkelman: The time limits are relatively short for the processing of a grievance from one step to another. If parties press the grievance and observe the time limit they can get on to adjudication fairly early.

Mr. Thomson: And easily?

Mr. Finkelman: Oh, yes, easily, very easily. There is no technicality in bringing a case along to adjudication or in filing a grievance and processing it. I am sure there have been cases. Mr. Jolliffe has stated in decisions that he is not going to worry about technicalities. I believe I read a decision of his, putting it in that way, because the adjudication and arbitration systems each operate independently. It is not a case of the Board controlling the adjudication decisions or having a say in the adjudication decisions. I remember seeing decisions of Mr. Jolliffe in which he has indicated that he is not concerned as to whether the grievance is on the proper form or not, so long as it provides the essential information. I believe I am correct in that, am I not?

Mr. Thomson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Finkelman, I have a question for you. Perhaps it is not very fair but, in view of the wide experience that you have you may like to comment.

A recent arbitration award moved a public official to remark that arbitrators should be forced to take into view not only the two parties he is arbitrating for but also the effect of his award on the public sectors, that is, the economy, inflation, and so on. Should an arbitrator take into account the view that it could affect the entire economy or in part and it could be part of inflation?

[Interprétation]

M. Blair: Même les partis politiques.

M. Thomson: Oui, même les partis politiques.

M. Finkelman: Nous n'avons pas un personnel permanent qui pourrait donner au jeune personnel la chance d'acquérir l'expérience dans ce domaine. Nous avons engagé un certain nombre de jeunes gens qui ont eu un peu d'expérience—pas beaucoup d'expérience mais un peu—des cas où nous pensions que leurs chances d'en arriver à un accord était assez bonnes et où on avait besoin d'une troisième partie. Nous avons tout simplement poussé ces gens un peu pour arriver à un accord et nous avons très bien réussi. Nous avons recruté un nombre de personnes de la sorte. Le professeur Dell Aniello est un exemple. Il est un homme très jeune, que nous avons essayé, et qui a réussi. Nous essayons de développer les jeunes personnes; nous ne gardons pas les anciens, mais nous ne pouvons pas tout de même aller dans la rue et dire à une personne, «entrez et faites la conciliation dudit tort». Nous n'avons pas les installations qui nous permettraient de donner de l'expérience à une personne comme à un ouvrier qui connaît son métier.

M. Thomson: Je pense à un père et à son jeune garçon qui avaient eu une grosse bataille, qui étaient de mes amis, et je suis sûr qu'ils auraient pu utiliser un conciliateur ou quelqu'un qui aurait pu tirer un peu d'expérience de ce fait.

J'ai une autre question. Dans la procédure arbitrale et je ne veux pas nécessairement dire dans la Fonction publique, nous entendons souvent dire que si quelque chose avait été fait plus tôt avec un grief, il ne se serait pas développé dans la conflagration qu'il est devenu plus tard. Je me demande si vous avez considéré une procédure préventive des règlements des griefs?

M. Finkelman: Les délais sont plutôt courts dans le traitement d'un grief d'une étape à l'autre. Si les parties poussent le grief et observent les délais, ils peuvent en arriver au jugement assez rapidement.

M. Thomson: Et facilement?

M. Finkelman: Oh oui, facilement, très facilement. Il n'y a aucune technicalité à amener un cas au jugement ou à la présentation d'un grief et à son traitement. Je suis sûr qu'il y a eu des cas. M. Jolliffe a mentionné dans ses décisions où il parlait ainsi, parce que les systèmes d'adjudication et d'arbitrage fonctionnent indépendamment l'un de l'autre. Il ne s'agit pas d'un cas où la Commission contrôle les décisions adjudicatives ou a son mot à dire dans les décisions adjudicatives. Je me souviens avoir vu des décisions de M. Jolliffe où il a indiqué qu'il ne s'inquiétait pas de savoir si le brief était en bonne et due forme ou non, en autant qu'il donnait les renseignements essentiels. Je crois être correct en disant cela, ne le suis-je pas?

M. Thomson: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Finkelman, j'ai une question à vous poser. Elle n'est peut-être pas juste, mais en vue de votre grande expérience vous aimeriez peut-être à nous donner un commentaire.

Une récente décision arbitrale a poussé un fonctionnaire public à remarquer que les arbitres devraient être forcés à considérer non seulement les deux parties en litige mais aussi les effets de ces décisions sur les secteurs publics, c'est-à-dire, l'économie, l'inflation, et ainsi de suite. Est-ce qu'un arbitre devrait tenir compte du point de vue que sa

[Text]

• 2145

Mr. Finkelman: Mr. Chairman, I am afraid that I would have to deliver a two-hour lecture on that point to try and answer it in any adequate fashion; but I would draw your attention to the fact that, under Section 68 of the Act, there are terms of reference for the arbitration tribunal: there are certain guidelines that are provided in the Act that the arbitration tribunal must observe.

Perhaps, if I can step out of character, the gentleman to whom you refer, the gentleman who made the statement—and I am not commenting upon whether his comment is sound or unsound—is dealing with arbitration under a system where there are no guidelines in the legislation whatever.

The Chairman: But you have some guidelines to go by?

Mr. Finkelman: There are guidelines in the Public Service Staff relations Act, Section 68.

The Chairman: Are there any further questions?
Mr. Carter.

Mr. Carter: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Edwards, the president of the Public Service Alliance, made certain allegations before the Committee to the effect that patronage is creeping into the hiring of federal employees. Does the witness have any evidence of this thing happening? Has he had any complaints from people complaining that maybe patronage is creeping into the procedure of hiring federal civil servants?

Mr. Finkelman: I would not care to get into a jurisdictional dispute with another agency that has sole control over that matter, namely, the Public Service Commission.

Mr. Carter: But you have no evidence? You have had no complaints from federal employees that this sort of thing is happening?

Mr. Finkelman: There would not be any complaints that could possibly come to us under that head that I can see. We have no jurisdiction in the matter.

Mr. Carter: Thank you.

The Chairman: Are there any further questions?

Mr. Rock: I have just one.

The Chairman: Mr. Rock.

Mr. Rock: Under which minister, sir, do you come?

Mr. Finkelman: We do not come under any minister, as a matter of fact, but there is a minister through whom we report to Parliament. He is the Honourable Otto Lang.

Mr. Rock: Not through the Department of Labour, then?

Mr. Finkelman: Oh, no. The Department of Labour is part of the employer. The Act states, specifically, in Section 115 that we report through a minister of the Crown other than a member of the Treasury Board.

[Interpretation]

décision pourrait toucher toute l'économie ou une partie de celle-ci et qu'elle pourrait être partie de l'inflation?

M. Finkelman: Monsieur le président, j'ai bien peur que j'aurais à vous donner un discours de deux heures en la matière pour essayer de répondre à votre question convenablement; mais permettez-moi de vous signaler que dans l'article 68 de la loi, les pouvoirs du tribunal d'arbitrage sont délimités: Il y a certaines lignes directrices qui sont fournies dans la loi que le tribunal d'arbitrage doit suivre.

Peut-être, si vous me permettez de changer le rôle, le monsieur que vous mentionnez, le monsieur qui a fait la déclaration—et je ne fais aucun commentaire sur la valeur de sa déclaration—parle d'un système d'arbitrage pour lequel il n'y a aucune ligne directrice dans la loi.

Le président: Mais vous avez des lignes directrices pour vous guider?

M. Finkelman: Il y a des lignes directrices dans la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, à l'article 68.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?
Monsieur Carter.

M. Carter: Merci monsieur le président.

M. Edwards, président de l'alliance de la Fonction publique, a fait certaines allégations devant le Comité à l'effet que le patronage s'introduit tranquillement dans l'embauchage d'employés fédéraux. Est-ce que ce témoin a aucune preuve de ce fait? A-t-il eu des plaintes de personnes que peut-être le patronage s'introduit graduellement dans la procédure d'engagement de fonctionnaires fédéraux?

M. Finkelman: Je n'aimerais pas m'engager dans une dispute juridictionnelle avec un autre organisme qui a le seul pouvoir en la matière, c'est-à-dire la Commission de la fonction publique.

M. Carter: Mais vous n'avez aucune preuve? Vous n'avez eu aucune plainte d'employés fédéraux que cette sorte de chose était déjà arrivée.

M. Finkelman: Il n'y aurait aucune plainte qui pourrait possiblement nous venir à ce sujet. Nous n'avons aucune juridiction dans la matière.

M. Carter: Merci.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

M. Rock: J'en ai une.

Le président: Monsieur Rock.

M. Rock: Monsieur, de quel ministre relevez-vous?

M. Finkelman: Nous nous trouvons sous la juridiction d'aucun ministre, comme question de fait, mais il y a un ministre par l'entremise duquel nous faisons rapport au Parlement. C'est l'honorable Otto Lang.

M. Rock: Pas par l'entremise du ministère du Travail, alors?

M. Finkelman: Oh non. Le ministère du Travail appartient à l'employeur, la loi déclare, spécifiquement, dans l'article 115 que nous faisons rapport par l'entremise d'un ministre de la Couronne autre qu'un membre du conseil du Trésor.

[Texte]

The Chairman: Would that not be under the Privy Council?

Mr. Finkelman: The Governor in Council designates the minister through whom we report. When the Act first came into force, the minister through whom we reported was the President of the Privy Council. Then, later, a Minister without Portfolio, the Honourable Otto Lang, when he held that position, was appointed as the minister through whom we reported, and that has continued.

The Chairman: I am asking that because your estimates are shown under the Privy Council Estimates. On page 20-32, we see: Privy Council "Privy Council, Public Service Staff Relations Board". That is why I was trying to clarify the situation.

Mr. Finkelman: Mr. Chairman, all I know in that regard is that we submit our estimates to Mr. Lang, Mr. Lang signs them and sends them back to us, and we send them on to the Treasury Board. I do not think we assume responsibility for the particular bracket in which they are placed by the Treasury Board.

The Chairman: Are there any further questions? If not, in your name, I wish to thank the witnesses tonight. Also, I would like to thank Michael Kirby who has been acting as our Clerk this week in the absence of the regular Clerk, Robert Marleau.

I wish to adjourn this meeting until Thursday, May 6, 1971 at 8 o'clock and our meeting with the Professional Institute of the Public Service of Canada. Thank you, good evening and our thanks to the witnesses.

[Interprétation]

Le président: Est-ce que cela n'appartient pas au conseil privé?

M. Finkelman: Le gouverneur en conseil désigne le ministre par l'entremise duquel nous ferons rapport. Lorsque la loi est d'abord entrée en vigueur, le ministre par l'entremise duquel nous faisons rapport était le président du conseil privé. Puis, plus tard, un ministre sans portefeuille, l'honorable Otto Lang, qui occupait ce poste alors, a été nommé comme le ministre par lequel nous ferions rapport, et ceci continue.

Le président: Je demande cette question parce que vos prévisions budgétaires sont indiquées comme partie des prévisions budgétaires du conseil privé. Aux pages 20 à 32, nous voyons: conseil privé, Commission des relations de travail de la Fonction publique. C'est pourquoi j'essayais d'éclaircir la situation.

M. Finkelman: Monsieur le président, tout ce que je sais à ce sujet c'est que nous soumettons nos prévisions budgétaires à M. Lang, M. Lang les signe, et nous les renvoie, et nous les envoyons au conseil du Trésor. Je ne crois pas que nous assumons la responsabilité pour le poste où le conseil du Trésor les place.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Si non, en votre nom, je veux remercier les témoins de ce soir. J'aimerais aussi remercier M. Michael Kirby qui a œuvré comme notre greffier cette semaine en l'absence de notre greffier régulier, M. Robert Marleau.

Je désire ajourner la séance jusqu'à jeudi le 6 mai 1971 à 20h00 et notre réunion avec l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada. Merci, bonsoir et nos remerciements aux témoins.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 26

Thursday, May 6, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 26

Le jeudi 6 mai 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Estimates for the fiscal year ending
March 31, 1972, relating to the Public Service
Commission

CONCERNANT:

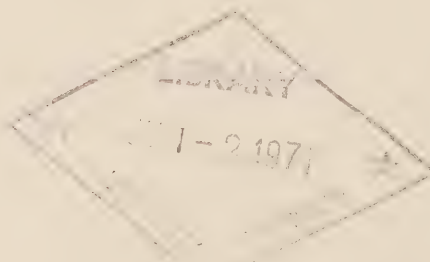
Le Budget des dépenses pour l'année fiscale se
terminant le 31 mars 1972, se rapportant à la
Commission de la fonction publique

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

Vice-Chairman:

Messrs.

Blair	Forget
Carter	Gillespie
Clermont	Guay (<i>St. Boniface</i>)
Downey	Goode
Dupras	Langlois

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Vice-président:

Messieurs

Mather	Rodrigue
Peddle	Serré
Ricard	Skoreyko
Ritchie	Thomson (<i>Battleford-</i> <i>Kindersley</i>)—(20).
Rock	

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, May 6, 1971

(34)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 8.12 p.m. The Chairman, Mr. Leblanc (*Laurier*) presided.

Members present: Messrs. Blais, Clermont, Dupras, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(7).

Witnesses: From the Professional Institute of the Public Service of Canada: Mr. L. W. C. S. Barnes, Executive Director; Mr. E. F. V. Robinson, Vice-President; Mr. M. Bendel, Research Associate.

The Committee resumed consideration of the Estimates 1971-72 under Item 115—Public Service Commission.

The Chairman introduced Mr. Barnes who in turn introduced his colleagues.

After a brief opening statement, Mr. Barnes assisted by Messrs. Bendel and Robinson responded to questioning.

The questioning continuing, and the division bells ringing, at 8.50 p.m. the Committee adjourned until Thursday, May 13, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 6 mai 1971

(34)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit à 8h12 du soir. Le président, M. Leblanc (*Laurier*), occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blais, Clermont, Dupras, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(7).

Témoins: De l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada: MM. L. W. C. S. Barnes, directeur exécutif; E. F. V. Robinson, vice-président et M. Bendel, associé à la recherche.

Le Comité reprend l'étude des prévisions budgétaires 1971-1972 sur le crédit 115—Commission de la Fonction publique.

Le président présente M. Barnes qui à son tour présente ses collègues.

Après une brève déclaration, M. Barnes répond aux questions avec l'aide de MM. Bendel et Robinson.

Au cours de la période de questions, et au son de la cloche, à 8h50 du soir, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 13 mai 1971.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 6, 1971

• 2010

[Text]

The Chairman: I am pleased to call this meeting to order.

As was mentioned in your notice of meeting, we are resuming consideration of the Estimates of the Public Service Commission 1971-72, and I am going to call Vote 115 on page 23-104, Public Service Commission.

Tonight we have the pleasure of having witnesses from the Professional Institute of the Public Service of Canada. Mr. Barnes is the Executive Director and I would ask that he introduce the witnesses with him tonight.

Mr. L. W. C. S. Barnes (Executive Director, Professional Institute of the Public Service of Canada): Mr. Chairman, on my immediate right is Mr. Michael Bendel, the legal officer of the Institute and, on my far right, Mr. Eric Robinson, the immediate Past-President.

The Chairman: Mr. Barnes, do you have an opening statement?

Mr. Barnes: Mr. Chairman, I believe all the members of the Committee have received a copy of the two documents which we felt might perhaps be relevant to one aspect of the Committee's interest. They are, respectively, an aide-mémoire prepared by the Professional Institute on the occasion of a meeting with Prime Minister Pearson and Cabinet in March, 1966, which summarizes the Institute's main immediate philosophy with regard to the encouragement of bilingualism within the public service, and, secondly, an exchange of correspondence with Prime Minister Trudeau of last summer, in which we commented and Prime Minister Trudeau replied, largely on the matter of the significance of increased consultation on this matter.

I would suggest, Mr. Chairman, that perhaps the other matter we might like to discuss, if the Committee is interested, is the delegation of powers of appointment by the Public Service Commission. We have no particular document on that, but of course we would be willing to answer questions on it.

The Chairman: Would you please summarize the statement you sent to all members of the Committee so that we might have an idea of the statements put forward in your brief.

Mr. Barnes: The following points were made, Mr. Chairman, in our brief.

The Professional Institute of the Public Service of Canada recommends, in connection with the adoption of a policy encouraging and fostering bilingualism within the federal public service, that the policy should be implemented gradually, without force or coercion; that competence and experience continue to be the overriding factors in advancement in the public service; that this policy be implemented without creating a feeling of injustice amongst those in the public service who are now unilingual; that the federal government either offer the necessary training courses in the official language or provide financial assistance to enable employees to attend courses offered by nongovernment agencies or institutions; where financial assistance is provided it should take certain specific forms, which we have summarized; and, that the implementation of such a program should not be allowed

TÉMOIGNAGE

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 6 mai 1971

[Interpretation]

Le président: Je déclare la séance ouverte.

Comme il était indiqué dans votre ordre du jour, nous terminons l'étude des crédits de 1971-1972 de la Commission de la fonction publique et je vais maintenant étudier le Crédit 115 qui figure à la page 23-104, Commission de la fonction publique.

Nous avons le plaisir d'accueillir parmi nous ce soir des témoins de l'Institut professionnel de la Commission de la fonction publique du Canada. M. Barnes est le directeur administratif et je lui demanderais de nous présenter les témoins qui l'accompagnent ce soir.

M. L. W. C. S. Barnes (directeur administratif, Institut professionnel de la Commission de la fonction publique du Canada): Monsieur le président, à ma droite, M. Michael Bendel, conseiller juridique de l'Institut, et à sa droite M. Eric Robinson, ancien président.

Le président: Monsieur Barnes, allez-vous faire un discours d'ouverture?

M. Barnes: Monsieur le président, je crois que tous les membres du Comité ont reçu un exemplaire des documents qui, selon nous, ont peut-être rapport à un des aspects des questions qui intéressent le Comité. Il s'agit, respectivement, d'un aide-mémoire rédigé par l'Institut professionnel à l'occasion d'une rencontre avec le premier ministre Pearson et son cabinet en mars de l'année 1966 et qui résume la philosophie de l'Institut quant à l'encouragement du bilinguisme au sein de la fonction publique, et, deuxièmement, un compte rendu de la correspondance tenue avec le premier ministre Trudeau l'été dernier, et dans laquelle nous commentions et le premier ministre répondait à nos questions au sujet de l'importance d'une consultation accrue à ce sujet.

Je proposerais, monsieur le président, que l'autre question que nous aimerions peut-être étudier, si le Comité le veut bien, serait le rôle de la Commission de la fonction publique en ce qui a trait à la délégation des pouvoirs de la nomination. Nous n'avons cependant pas de documents en ce qui a trait à cette question, mais nous sommes prêts à répondre à toutes les questions.

Le président: Auriez-vous l'obligeance de faire un résumé du document que vous avez fait parvenir à tous les membres du Comité, afin que nous ayons une idée des déclarations que vous avez faites dans votre mémoire.

M. Barnes: Monsieur le président, dans notre rapport, les points suivants ont été établis.

L'Institut professionnel de la Commission de la fonction publique du Canada recommande, en rapport avec l'adoption d'une politique qui encouragerait le bilinguisme au sein de la Commission de la fonction publique, que la politique soit mise en vigueur graduellement, sans force ni coercion; que la compétence et l'expérience continuent d'être les facteurs primordiaux régissant l'avancement au sein de la Commission de la fonction publique; que cette politique soit mise en vigueur sans créer un sentiment d'injustice parmi les fonctionnaires de la Commission de la fonction publique qui sont maintenant unilingues; que le gouvernement fédéral offre les cours nécessaires de formation en la langue officielle ou qu'il fournisse l'aide financière nécessaire aux employés pour assister aux cours offerts par des organismes et des institutions non gouvernementaux; si l'aide financière est accordée, elle

[Texte]

to impair the efficiency of the service itself. Sufficient attention should be given establishment strength to ensure that proper career development of professionals can be carried on and that undue strain on establishments is not imposed as a result of intensive training in languages. We also recommend that the ground rules with respect to promotion and advancement should not be changed in midstream for those employees who have been engaged up to now on the basis of their skill and training alone. While it may be necessary to require staff in certain circumstances to undergo training in a second language, a high order of proficiency in that language should not be required as an automatic *sine qua non* to further advancement. Courses should be offered only where the opportunity is available for employees who have undergone training to retain skills learned. The federal government should encourage more frequent transfers between French-speaking and English-speaking areas where practical.

• 2015

Perhaps I might say, Mr. Chairman, that we have used those recommendations as a yardstick against which to examine the development of the bilingualism policy in the public service. By and large, we have found a great deal of conformity with these recommendations and the practice which has developed. In some other areas we have encountered problems.

Perhaps our major area of concern is not so much in the policy but in some areas of administration. This may be due, probably more than anything else, to what we still feel to be a lack of continuing and meaningful consultation during the development of policies. This places the staff associations in a very difficult position. They are technically consulted some time but often the word "informed" is more relevant than the word "consulted." We have sought meetings with the senior bilingualism policy committee, which we never actually had. We have had meaningful and very useful meetings under the auspices of the Public Service Commission. But even here, they have come at a stage when policy is obviously fairly well developed, fairly firm, and not when policy is in a fairly fluid state where one feels that consultation with the staff associations might have the advantage possibly of influencing that policy on the one hand, and certainly on the other hand, of making the philosophy and practice of the policy more readily understood in order that the staff associations might explain this policy to their membership. And so, perhaps, Mr. Chairman, that would serve as an introduction. Lest there be any question, I would say that the Institute is on record many many times, and I happen to have repeated it here, of being completely in support of the Pearson policy statement of 1966 in its totality.

The Chairman: You will have some questions regarding your memorandum which was deposited.

M. Leblanc: Les députés francophones ont dû recevoir un document intitulé *notes rédigées à l'occasion de la comparution des représentants de l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada devant le comité des prévisions budgétaires en général de la Chambre des communes* qui est daté du 6 mai 1971.

[Interprétation]

doit l'être de façon particulière—nous avons résumé ces manières; et, que la mise en vigueur d'un tel programme le rendement de la Commission de la fonction publique. Il faut tenir compte de l'effectif afin d'assurer l'affectation et la formation des cadres et d'éviter que la formation accélérée dans les langues soit une cause de surmenage pour l'effectif. Nous avons aussi recommandé que les règles fondamentales qui ont trait à l'affectation et à la formation des cadres ne soient pas changées en cours de route pour les employés qui ont été embauchés jusqu'à présent selon leurs compétences et leurs formations uniquement. Bien qu'il se puisse que, dans certains cas, l'effectif soit demandé de suivre des cours de formation dans une seconde langue, le fait d'être parfaitement bilingue ne devrait pas être une condition «*sine qua non*» d'avancement. Les cours ne devraient être dispensés aux employés qui n'ont l'habileté de retenir ce qu'ils ont appris. Le Gouvernement fédéral devrait encourager plus de mutation de fonctionnaires entre les services francophones et les services anglophones lorsque c'est pratique.

Il est possible que je puisse dire que nous avons utilisé ces recommandations en tant qu'étalon pour l'examen du développement du bilinguisme dans la Fonction publique. En général, nous avons découvert que l'on se conforme énormément à ces recommandations et également dans les procédés qui se sont développés. Dans d'autres domaines nous sommes heurtés à des problèmes.

Peut-être que le domaine majeur de préoccupation ne réside pas tellement dans la politique adoptée mais dans certains domaines administratifs. Cela est peut-être dû probablement plus qu'à autre chose, ce qui pour nous est encore un manque de consultations sérieuses et suivies au cours de la mise au point des politiques. Ce qui place les associations de fonctionnaires dans une position très délicate. Quelques fois on les consulte sur des questions techniques, mais souvent le mot «informer» est plus approprié que le mot «consulter». Nous avons essayé d'obtenir des entrevues avec le comité supérieur de politique du bilinguisme que nous n'avons en fait jamais eu. Nous avons eu des réunions très utiles et très sérieuses sous les auspices de la Commission de la Fonction publique. Mais même là, nous sommes arrivés à un stade où la politique suivie est évidemment assez développée, assez bien établie, et non lorsqu'elle est encore assez vague et lorsqu'on a le sentiment que le fait de consulter d'autres associations d'employés pourrait avoir des avantages dans la mesure du possible d'influencer la politique préconisée et certainement d'un autre côté de rendre plus claire les conceptions et l'application de la politique afin que les associations de fonctionnaires puissent expliquer cette politique à leurs membres. Ainsi, monsieur le président, cela pourrait servir d'introduction. De peur qu'il y ait des doutes, je dirais que les représentants de l'Institut comparaissent très souvent et j'ai eu l'occasion de répéter ici que j'approuve complètement toute la déclaration de politique faite par M. Pearson en 1966.

Le président: Certaines questions vous seront posées au sujet de l'aide-mémoire que vous déposez...

Mr. Leblanc: The French-speaking members must have received a document entitled: "Notes written on the occasion of the appearance of the representatives of the Professional Institute of Public Service of Canada before the Committee on Miscellaneous Estimates of the House of Commons" which carries the date of the 6th of May 1971. Mr. Ritchie.

[Text]

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Barnes how many public servants his organization represents?

Mr. Barnes: Possibly 15,000 members, representing somewhere between 15,000 and 20,000 employees in the professional, scientific, administrative and foreign services, and technical categories.

Mr. Ritchie: These people might be classified as university graduates?

Mr. Barnes: By and large, yes, but not of necessity. They are professionally qualified in their fields and normally university graduates, but not in all cases. For instances, we are certified as the bargaining agent for nurses, air pilots.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, a short time ago the President of the Public Service Alliance of Canada, Mr. Edwards, appeared before this Committee. During the course of his remarks he indicated there were some significant matters of concern to his association over the manner in which the Public Service Commission is implementing the government's bilingual policy. I would like to ask Mr. Barnes, through the Chairman, if he is aware of these remarks which Mr. Edwards made on this occasion and whether the Professional Institute has experienced similar problems in what appears to be a shift away, on the part of the Public Service Commission, from a bilingual public service to a bicultural one?

Mr. Barnes: We have run into these problems, Mr. Chairman. We do feel that there has been a shift, in particular in the very definition of "bilingual" and the implications of the words "Anglophone" and "Francophone" which have crept into the dialogue and the terminology in recent years.

• 2000

As we read the original Pearson policy statement, we believe that the emphasis was on bilingualism, that is the ability to speak the two official languages. From more recent statements, emanating not, I would say, from the Public Service Commission, because I believe their definition of "Francophone" is an ability to speak French irrespective of any other characteristics, but from statements emanating rather more from the Treasury Board where the concept of "Anglophone" or "Francophone" appear to be indelible characteristics of a man or woman which he or she receives almost at birth; and it would seem very difficult for them to become anything other than Anglophone or Francophone.

In a recent television interview, Mr. Drury, for instance, pursued this point to the fact where he was able to prove that the Right Hon. Louis St. Laurent was actually an Anglophone because that was his original language of communication with his mother in his infancy. We do doubt whether this is really the concept which we originally read into the Pearson policy statement.

Mr. Ritchie: Do you suggest that if this pattern or trend continues it would indicate a marked change from the original policy and introduce an entirely new element within our civil service?

[Interpretation]

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, j'aimerais demander à M. Barnes le nombre de fonctionnaires que son organisation représente?

M. Barnes: A peu près 15,000 membres, ce qui représenterait entre 15,000 et 20,000 employés des services professionnels, scientifiques, administratifs et extérieurs et les catégories techniques.

M. Ritchie: Ces gens pourraient-ils être classés comme diplômés d'université?

M. Barnes: En général, oui, mais pas nécessairement. Ils sont qualifiés professionnellement dans leur spécialité et normalement se sont des diplômés d'université, mais pas dans tous les cas. Par exemple, nous sommes reconnus officiellement comme agents négociateurs pour les infirmières, et les pilotes d'avion.

M. Ritchie: Monsieur le président, il y a un instant le président de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, M. Edwards, a comparu devant notre comité. Au cours de ces remarques il a signalé qu'il avait un bon tas de raisons pour que son association se préoccupe de la façon suivant laquelle la Commission de la Fonction publique applique la politique bilingue du gouvernement. J'aimerais demander à M. Barnes, s'il est au courant de ces remarques que M. Edwards a faites à cette occasion et si l'institut professionnel se heurtait à des problèmes similaires lorsqu'il semble être de la part de la Commission de la Fonction publique et une tendance à s'écarter de l'établissement d'une Fonction publique bilingue à celui d'une Fonction publique fondée sur deux cultures?

M. Barnes: Monsieur le président, nous nous sommes heurtés à ces problèmes. Nous pensons qu'il y a eu une déviation, en particulier dans la définition même de «bilingue» et l'utilisation des mots «anglophone» et «francophone» qui se sont glissés dans le dialogue et dans la terminologie ces dernières années.

Ayant lu la politique initiale Pearson, nous croyons que si on insistait sur le bilinguisme, qui est la capacité de parler les deux langues officielles. D'après les déclarations récentes qui émanent, je dirais non pas de la Commission de la fonction publique parce que je crois que leur définition de «francophone» est la capacité de parler français sans tenir compte d'autres caractéristiques, mais des déclarations qui émanent plutôt du Conseil du trésor pour qui la notion d'anglophone ou de francophone paraît être la caractéristique d'un homme ou d'une femme qui nous parlent depuis presque la naissance; et il paraît très difficile pour eux de devenir autre chose qu'anglophones ou francophones.

Dans un entretien télévisé récent, M. Drury, par exemple, lie ce fait à celui qu'il était capable de prouver que le très honorable Louis St-Laurent était en fait un anglophone étant donné que l'anglais était sa langue initiale de communication avec sa mère dans son enfance. Nous doutons que cela soit vraiment la notion que nous trouvons initialement dans la déclaration de la politique Pearson.

M. Ritchie: Voulez-vous dire que si cette tendance continue cela voudrait dire qu'il y a un changement de la politique initiale et que cela introduirait un élément entièrement nouveau dans notre Fonction publique?

[Texte]

Mr. Barnes: It would appear to be increasing the degree of emphasis. There was a reference in Mr. Pearson's original policy statement to the desirability of representing the two mother tongues; but there is an indication now that these words "Anglophone" and "Francophone" are developing in the minds of the Treasury Board rather specific meanings, which do lead one to doubt the usefulness of an Anglophone by definition learning French or a Francophone by definition learning English, if this policy is pushed too far. The concept of bilingualism would be somewhat lost in the shadows in favour of the indelible characteristics of Anglophone and Francophone.

Mr. Ritchie: The point of being bilingual will be lost if we adhere to this "either you are one or the other"?

Mr. Barnes: This would appear to be far less advantageous. The sort of situation which we in the Institute had looked to was a bilingual civil service, a civil service where, irrespective of one's origin, one could conduct the Queen's business and the business of the public of Canada in the language required by virtue of your particular position without any other consideration. There is evidence, I think, of a trend away from this sort of picture.

Mr. Ritchie: And that perhaps the civil servants will be represented on a numerical basis between the two languages?

Mr. Barnes: Yes. There again, we have indications of this sort of situation.

Mr. Ritchie: I would like to ask, Mr. Chairman, if Mr. Barnes is satisfied with the consultative arrangements which I believe are in effect between the Public Service Commission and your association?

Mr. Barnes: To a certain extent, Mr. Chairman. We have, I think, very good relations with the Public Service Commission but I would be less than honest if I did not repeat what I said just a few minutes ago that we still feel that we are brought into the consultation stage very late on each occasion. In fact, on the first occasion in which we were involved in consultation, the net result was merely that we were able to insist that a certain document which said at the end that "the staff associations have been consulted on this" was amended to read "the staff associations have been informed of this".

We do feel that a lot of the problems which have arisen might well have been tempered had we been involved at a much earlier stage. The problem of the Francophone hirings which caused so much concern.

• 2025

Again, I know Mr. Drury elegantly explained the terminology which was used in this: that it was not a project, it was merely a thinking out loud and various other things. Nevertheless, it does come as somewhat of a shock, when one believes one is in meaningful consultation with the Public Service Commission and the Treasury Board, to go home from the office about 6.30 on a Friday evening and have one of one's colleagues ring one up and say, "Go and switch the television on immediately because there is a news release coming over at the moment that there is going to be a massive Francophone hiring. Of course, you know all about it, do you not?" And I said, "No."

I am very much of the belief—perhaps because the whole philosophy of the Institute over the years has been that for every negotiation there should perhaps be a dozen consultations—that far more is done through meaningful consultations; but they must be meaningful and not merely a somewhat late exchange of information.

[Interprétation]

M. Barnes: Cela semble être sur quoi on insiste de plus en plus. La déclaration de la politique initiale de M. Pearson se référait au désir de représenter les deux langues maternelles; mais il semble qu'à présent ces mots «anglophone» et «francophone», dans l'esprit de l'Office du Trésor reçoivent une signification particulière, ce qui nous conduit à douter de l'utilité pour un anglophone par définition d'apprendre le français ou pour un francophone d'étudier l'anglais, si cette politique est poussée trop loin. La notion de bilinguisme se perdrait quelque peu dans l'ombre et mettrait en lumière les caractéristiques inhérentes d'anglophone et francophone.

M. Ritchie: Le fait d'être bilingue sera perdu si l'on adhère à «être cela ou l'autre»?

M. Barnes: Cela semblerait être de loin moins avantageux. Le genre de situation dans laquelle nous nous trouvons à l'Institut concernant la Fonction publique bilingue, une fonction publique où l'on ne tient pas compte des origines, on pourrait conduire les affaires de la Reine et les affaires du public du Canada dans la langue exigée en vertu de votre position particulière sans autre considération. C'est une preuve, je pense, de la tendance d'abandonner cette définition.

M. Ritchie: Et alors peut-être que les fonctionnaires devraient être représentés par rapport au nombre des deux langues?

M. Barnes: Oui. De nouveau nous avons des indications de cette sorte de situation.

M. Ritchie: Monsieur le président, je voudrais savoir si M. Barnes est satisfait des consultations qui, je crois, sont un fait réel entre la Commission de la fonction publique et votre association?

M. Barnes: A un certain point, monsieur le président. Nous avons, je pense, de très bonnes relations avec la Commission de la fonction publique, mais je serais moins honnête si je ne répétais pas ce que j'ai dit il y a quelques minutes que nous sentons toujours que nous entrons dans la consultation très tard à chaque fois. En fait, la première fois que nous avons été consultés, le résultat net était simplement que nous étions capables d'insister qu'un certain document qui disait que la fin de ces «associations de personnel ont été consultées là-dessus» a été amendé et disait «les associations de personnel en ont été informées».

Nous pensons que nombre des problèmes qui ont été soulevés auraient pu être moins aigus si nous avions été consultés plus tôt. Le problème des emplois de francophones qui a causé tant d'inquiétude.

Je sais que M. Drury a évidemment expliqué la terminologie utilisée ici: il ne s'agit pas d'un projet mais plutôt tout simplement d'une idée énoncée tout haut et diverses autres choses. Toutefois, c'est quand même un rude coup lorsque nous croyons que nous sommes en sérieuse consultation avec la Commission de la Fonction publique et le Conseil du Trésor et qu'un de vos collègues vous téléphone à 6h.30 un vendredi soir pour vous dire: «Ouvre la télévision immédiatement car il y a une nouvelle disant qu'il y aura un embauchage massif de francophones. Naturellement tu es au courant, n'est-ce pas?» Et je dois répondre: «Non».

Je suis plutôt d'avis, peut-être parce que la philosophie de l'Institut au cours des années a toujours été que pour chaque négociation il devrait y avoir une douzaine de consultations, qu'on obtient beaucoup plus par voie de consultations sérieuses, mais elles doivent être sérieuses et non pas un simple échange de renseignements tardif.

[Text]

The Chairman: Mr. Ritchie, will you allow me a supplementary?

Mr. Ritchie: Certainly, Mr. Chairman.

The Chairman: I would like Mr. Barnes to explain to us what, to his mind, is the difference between "consultation" and "information".

Mr. Barnes: I would say, Mr. Chairman, that "consultation" means an ability to influence each other, an open exchange of ideas, an open exchange of viewpoints, and, ideally of course, the arrival at a *modus vivendi* at the end, though not necessarily implied; but at least flexibility.

An "exchange of information" is really being told, by and large, what it is intended to do, subject to such minor corrections as you might be able to get in at a very late stage of the game.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I would like to ask a question on delegated authority. The President of the Public Service Alliance expressed some very disturbing views over the manner in which government departments are exercising their delegated hiring authority as well as over the manner in which the Public Service Commission is monitoring the use of this delegated power by individual departments.

I should like to know what your Institute feels, and whether you have encountered any unsatisfactory aspects, either over the use of the hiring authority or over the monitoring.

Mr. Barnes: I think I share most of Mr. Edwards' concern, Mr. Chairman, on this. The Institute has, in fact, so much concern in this regard that we have, as part of our brief to the Advisory Committee to the Honourable Otto Lang, who is presently studying the legislation, made recommendations that this portion of the Public Service Employment Act, in point of fact, should be amended.

We are very deeply concerned at the effects on the merit system of delegation of authority as it is presently being carried out. We are not opposed to delegation *per se* but we are opposed to delegation without adequate monitoring, and at the moment we believe that the evidence is such that any reasonably impartial observer would agree that there is a good deal of strain on the merit system at the moment.

As I believe lawyers say, there is nothing more difficult to prove than the obvious. It is a difficult thing to prove, but the number of appeals registered in recent years has increased as the delegations have increased, and the number of appeals sustained have increased. What I think is equally disturbing, though, is the number of appeals which have been turned down, but where the writer of the findings of the Appeal Board had indicated that he had a great deal of sympathy with the man. Nevertheless, the department had been legal and therefore, within the confines of the law, though the man may have had rather unhappy treatment, it was legal.

This, I think, is the problem, that the law and the regulations are fairly specific, and if a department wishes to evade the spirit of the legislation, you only have to be a reasonably competent personnel officer to make sure that you do not break the word. This is why there are a good many unhappy people who still do not appeal. In spite of the increase in the number of appeals and the increase in the success rate, there are still a lot of people who come to the staff association and indicate their unhappiness. One feels very much the same as, obviously, the Appeal Board Chairman does, that you may well have had the wrong end

[Interpretation]

Le président: Monsieur Ritchie, puis-je poser une question complémentaire?

M. Ritchie: Certainement, monsieur le président.

Le président: J'aimerais que M. Barnes explique ce qui, à son avis, est la différence entre «consultation» et «information».

M. Barnes: Je dirais, monsieur le président, que la consultation c'est la capacité de s'influencer les uns les autres, c'est un échange d'idées, un échange de points de vue et, idéalement, d'en arriver à un accommodement à la fin, pas nécessairement implicite mais du moins souple.

Un échange de renseignements c'est à prendre d'une façon générale ce qu'on a l'intention de faire avec quelques petites corrections qui peuvent être apportées à la dernière minute.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: J'aimerais poser une question sur la délégation des pouvoirs. Le président de l'Alliance de la Fonction publique a exprimé des vues très inquiétantes sur la façon dont les ministères du gouvernement exercent la délégation des pouvoirs d'embauchage ainsi que sur la façon dont la Commission de la Fonction publique surveille l'usage de ces pouvoirs délégués par les ministères.

J'aimerais savoir ce que votre Institut pense de cette question et si vous avez eu connaissance d'aspects insatisfaisants, soit dans l'usage de l'autorité d'embauchage ou de la surveillance.

M. Barnes: Je partage l'inquiétude de M. Edwards. L'Institut se préoccupe tellement de cette question que dans notre mémoire au conseil consultatif à l'honorable Otto Lang, qui étudie présentement la loi, nous recommandons que cette partie de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique soit modifiée.

Nous nous inquiétons beaucoup des effets de la délégation de pouvoirs, telle qu'elle est exercée actuellement sur le système de mérite. Nous ne sommes pas opposés à la délégation en soi, mais nous sommes opposés à la délégation sans surveillance suffisante et, à l'heure actuelle, tout observateur impartial serait d'accord pour dire que le système de mérite subit une très forte tension en ce moment.

Comme disent les avocats, rien n'est plus difficile à prouver que ce qui est évident. C'est une chose difficile à prouver, mais le nombre d'appels enregistrés au cours des dernières années s'est accru à mesure que les délégations se sont accrues et le nombre des appels confirmés a augmenté. Ce qui est aussi très inquiétant c'est le nombre d'appels qui ont été rejetés mais où le greffier des constatations du Conseil d'appel a indiqué qu'il éprouvait une grande sympathie pour la personne en cause. Néanmoins, le Ministère était en loi et, par conséquent, en conformité avec la loi, bien que la personne en question puisse avoir éprouvé un mauvais traitement, la chose était légale.

Voilà le problème car la loi et les règlements sont assez précis, mais si un ministère veut s'éloigner de l'esprit de la loi, il suffit d'un agent de personnel assez compétent pour voir à ce que vous n'enfreigniez point la loi. Voilà pourquoi il y a encore un bon nombre de personnes qui ne sont pas satisfaites mais qui n'osent pas interjeter appel. En dépit de l'augmentation du nombre d'appels ou de l'augmentation du taux de succès, il y a toujours un bon nombre de gens qui se présentent à l'association du personnel et qui font part de leur désenchantement. Comme le président de la Commission d'appel, on pense que vous avez très bien pu vous trouver du mauvais côté de la barrière, mais vous

[Texte]

of the stick but there are no grounds for you actually to appeal because the Department does not appear actually to have broken it. You can have the situation where the field of competition is narrowed very, very, very tightly and a man may very well feel that this was so narrowed that one obvious candidate was going to get the appointment. But it is sort of illegal for the Department to define its area of competition. In the professions this is very important, especially in some of the smaller professions. There is only a limited career prospect if a man is only one of a few dozen or a few hundred of his profession in the public service, and he wants the widest possible field for advancement and not find that a vacancy occurs but he is barred from applying for it because he may not be in the right division or in the right department, especially when it is a vacancy which he feels he has a sporting chance of being successful in.

• 2030

So we are very very much opposed at the moment to any further extension of delegation. We should like to see retrenchment at the moment. We feel very strongly that the merit system is far more important than any hypothetical increase in efficiency at la Glassco, that you could not buy efficiency in the public service at the cost of the merit system. Then, if it is to be extended again, it must be much more rigorously monitored. We have had instances where a man has been appointed as a result of a competition wherein the Department had absolutely no authority even to make an appointment. This was caught because some other man appealed it. We have had cases where a department has had a competition, there has been an appeal, the appeal was upheld, and the competition was run again with slight word changes in the wording of the poster. It is perfectly legal, you see, but justice must both be done and seem to be done. A Lot of people are very worried. We believe, in looking at the totality of the picture, that there are grounds for this. So we would rather see the Commission take back these responsibilities, at the cost of an enlarged staff but at the price of preserving the merit system.

Mr. Ritchie: Are you suggesting, too, leaving aside the moral aspect and looking at the efficiency of the Department, that it is probably more important to have the merit system established here?

Mr. Barnes: I am sure Claude Edwards would defend everything that we would. The merit system is part of the fabric of the public service and I do not think one can trade it off anywhere.

Mr. Ritchie: No.

Mr. Barnes: I think that once you have started to do that you are boring holes in the ship.

Mr. Ritchie: On page 1 of your aide memoire to the Prime Minister on March 23, 1966, you say:

As a matter of primary importance, the Institute believes that demonstrated command of a second language should be considered as a tangible qualification, the possession of which should be reflected appropriately in the salaries established for those Civil Service positions in which there is a demonstrated requirement...

Does the professional institute feel satisfied with the manner in which the positions in the public service are

[Interprétation]

n'avez aucune raison valable de faire appel car en réalité, il ne semble pas que le ministère soit fautif. Vous pouvez rencontrer une situation où la concurrence est extrêmement serrée et où un homme peut très bien penser qu'elle est tellement serrée qu'il est manifeste que tel candidat aura la nomination. Mais il est pratiquement illégal que le ministère précise son domaine de concurrence. C'est très important dans les professions, en particulier, dans les professions les plus petites. Les chances de carrière sont très limitées si un homme n'est que l'un de quelques douzaines ou de quelques centaines de sa profession dans la Fonction publique, s'il cherche le plus grand domaine possible de promotion et ne trouve pas de place vacante, mais il ne peut pas en faire la demande car il est possible qu'il ne soit pas dans la bonne division ou dans le bon ministère, en particulier lorsqu'il s'agit d'une place libre pour laquelle il pense qu'il a de grandes chances de réussir.

C'est pourquoi nous sommes extrêmement opposés à l'heure actuelle à toute extension de délégation. A l'heure actuelle, nous aimerions voir une compression. Nous sommes convaincus que le système de mérite est bien plus important que toute augmentation d'efficacité hypothétique à la Glassco, que vous ne pourriez pas acheter l'efficacité dans la Fonction publique au prix du système de mérite. Donc, si cela doit être à nouveau étendu, il faut que ce soit contrôlé de façon bien plus rigoureuse. Nous avons connu des cas où un homme avait été nommé à la suite d'une concurrence dans laquelle le ministère n'avait absolument aucun pouvoir même celui de faire une nomination. Nous avons connu des cas où un ministère faisait un concours, où il y avait appel, où l'appel obtenait gain de cause et où le concours était analysé à nouveau avec de légers changements dans le libellé de l'affiche. Vous voyez, c'est tout à fait légal, mais la justice doit à la fois être faite et semblé être faite. Un bon nombre de gens sont très préoccupés, considérant le tableau dans son ensemble, nous pensons qu'ils ont des raisons de l'être. Par conséquent, nous préférierions que la Commission reprenne ses responsabilités, avec un personnel plus nombreux, mais ce qui préserverait le système de mérite.

M. Ritchie: Proposez-vous également sans tenir compte de l'aspect moral et en considérant l'efficacité du ministère qu'il est certainement plus important que le système de mérite soit établi?

M. Barnes: Je suis certain que Claude Edwards défendrait les mêmes choses que nous. Le système de mérite fait partie de la structure de la Fonction publique et je ne pense pas qu'on puisse les changer.

M. Ritchie: Non.

M. Barnes: Je pense qu'à partir du moment où on commence à faire cela, on perce des trous dans la coque du navire.

M. Ritchie: A la page 1 de votre aide mémoire au premier ministre du 23 mars 1966, vous dites:

L'institut pense qu'il est de toute première importance de considérer la maîtrise prouvée d'une seconde langue comme une qualification tangible, qui devrait se répercuter dans les salaires relatifs à ces postes de la Fonction publique pour lesquels il y a une nécessité prouvée...

L'Institut professionnel s'estime-t-il satisfait de la façon dont les postes de la Fonction publique sont considérés comme exigeant une qualification bilingue? C'est-à-dire,

[Text]

demonstrated as having a bilingual requirement attached to them as an absolute condition? That is, how important is this? Does it assume too much or too little?

Mr. Barnes: Mr. Chairman, if I might just comment on the very first part of that, one of our considerable disappointments was when the government rejected the recommendation of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, that there should in fact be financial recognition of positions requiring command of both languages. This actually never was implemented, other than of course in the secretarial grades. We argued right along that if, for instance, you have a veterinarian in Montreal doing meat inspection, working one minute in English and the next in French, that he should be paid more than a veterinarian, let us say, in Vancouver who is working entirely in English, or one in Rimouski who is working entirely in French—that you require of that man in Montreal another qualification which is essential for him to have, just as much as his degree in veterinary medicine. The Royal Commission, of course, went along with us in this regard and we were very disappointed that the government categorically rejected this recommendation.

• 2035

It is sometimes difficult for an employee to understand why a requirement for bilingualism has in fact suddenly been attached to a position. We are not always sufficiently in the picture to be able to counsel him as to whether it is justifiable or not, but there are feelings sometimes, and I would be less than honest if I said otherwise, that the fact that there are now quotas or targets for the percentage of bilingual personnel is acting as a sort of urge to departments to do this.

We feel that each job should be looked at by itself, and where it needs a bilingual position, where it needs a bilingual incumbent, there should be no question about it, that the incumbent should be bilingual, and also that he should be paid for being bilingual.

Mr. Ritchie: That is all, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Barnes, I do not want to be rude, but may I point out to you that in your answering of the questions, you might be less elaborate and more to the point.

Mr. Barnes: Certainly.

The Chairman: The members are allowed only a certain time to question you, and if you are too long in your answers, the charge is made against them.

Before I give the floor to Mr. Clermont, could you tell me what the difference is between your institution which is called the Professional Institute of the Public Service of Canada and the Alliance which was here in front of us, represented by Mr. Edwards?

Mr. Barnes: We are two staff associations, Mr. Chairman. Our area of interest is essentially the professional and scientific classes of the service, and we are the certified bargaining agent for 37 of the bargaining units, as defined under the Public Service Staff Relations Act. The Alliance is the certified bargaining agent for the majority of the rest.

The Chairman: So you are a bargaining agent, as the Alliance is.

[Interpretation]

dans quelle mesure est-ce important? Est-ce trop ou pas assez?

M. Barnes: Monsieur le président, je voudrais simplement commenter la première partie, l'un de nos grands désenchantements a été lorsque le gouvernement a rejeté la proposition de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et biculturalisme, selon laquelle il devrait y avoir une reconnaissance financière des postes exigeant la maîtrise des deux langues. En fait, cela n'a jamais été mis en vigueur, sauf, bien entendu, en ce qui concerne le Secrétariat. Nous prenions le cas par exemple d'un vétérinaire à Montréal effectuant un contrôle de viande, travaillant une minute en anglais et une minute en français, qui devrait être payé plus qu'un vétérinaire, disons, à Vancouver qui travaille entièrement en anglais, ou qu'un vétérinaire qui travaille entièrement en français, car vous demandez à cet homme à Montréal une compétence qu'il doit avoir nécessairement, de même que vous lui demandez un diplôme en médecine vétérinaire. La Commission royale d'enquête, bien entendu, a suivi notre point de vue sur ce sujet et nous avons été très déçus lorsque le gouvernement a catégoriquement rejeté cette proposition.

Il est souvent difficile pour un employé de comprendre pourquoi un besoin soudain de bilinguisme s'attache à un poste. Nous ne sommes pas toujours assez sur la scène pour être capables de le conseiller quand à sa situation ou non, il y a parfois des sentiments, et je serais moins connaître si je parlais autrement, le fait qu'il y a maintenant des contingentements ou des objectifs à atteindre quant au pourcentage du personnel bilingue agit comme une sorte de poussée pour les départements à le faire.

Nous croyons que chaque travail devrait être examiné séparément, et là où il y a besoin d'un poste bilingue, là où il y a besoin d'une personne bilingue, il n'y aurait aucune question que le titulaire devrait être bilingue et aussi qu'il devrait être payé pour être bilingue.

M. Ritchie: C'est tout monsieur le président.

Le président: Monsieur Barnes, je ne veux pas être impoli, mais puis-je vous souligner que dans vos réponses aux questions, vous pourriez être un peu plus explicite et plus au point.

M. Barnes: Certainement.

Le président: On ne permet aux membres qu'un certain temps pour vous questionner, et si vous prenez trop de temps dans vos réponses, ce temps leur est chargé.

Avant de donner la parole à M. Clermont, pourriez-vous me dire quelle est la différence entre votre institution qui est appelée l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada et l'Alliance qui était ici devant nous représentée par M. Edwards?

M. Barnes: Nous sommes deux associations de personnel, monsieur le président. Notre domaine d'intérêt est essentiellement les classes professionnelles et scientifiques de la Fonction publique, et nous sommes les agents de négociations accrédités pour 37 des unités de négociations, telles que définies dans la loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. L'Alliance est l'agent de négociations accrédité pour la majorité du reste.

Le président: Alors vous êtes un agent de négociations, telle que l'Alliance l'est.

[Texte]

Mr. Barnes: Yes, that is correct.

The Chairman: But on another level.

Mr. Barnes: Well, for different bargaining units.

Le président: Monsieur Clermont.

M.M. Clermont: Merci, monsieur le président. Monsieur Barnes, en réponse à une question que mon collègue, monsieur Ritchie vous a posée au sujet de l'effectif de votre association, vous avez mentionné qu'il y avait environ 15,000 fonctionnaires. Connaîtriez-vous le pourcentage des 15,000 qui pourraient être désignés comme fonctionnaires bilingues?

Mr. Barnes: I might actually have that figure of some little while ago, Mr. Chairman. We did a survey at the time of the Royal Commission and it varies. The figures on it vary very considerably in terms of English and French spoken and understood. I would hazard a guess that it is probably in the order of 15 per cent. We have broken it down. We did not actually ask them, are you bilingual? We asked them, do you understand English, do you write English, do you speak English, do you understand French? But I would hazard a guess of the order of 15 per cent.

M. Clermont: Monsieur Barnes, vous dites 15 p. 100, ce qui voudrait dire à peu près 2,200 personnes. De ce nombre combien y en a-t-il dont la langue maternelle est la langue anglaise?

No, I know it, bilingual; but it does not mean the 2,000 are all maternal...

The Chairman: Fifteen per cent out of 15,000 would mean 2,250. But I see your question: you want to know how many of that 15 per cent whose maternal language is French.

M. Clermont: Dont la langue maternelle est la langue anglaise.

The Chairman: Oh! English.

Mr. Clermont: Out of that 15 per cent, Mr. Barnes, which will give about 2,200 if I take the 15,000 members of your association, out of that 2,200, what percentage will claim that their maternal tongue is English.

Mr. Barnes: Here again I am just standing over a set of charts, as we have not actually got this... did not ask this question in this sense, because we have also got people whose mother tongues are neither French nor English and how they quite fit into the picture. If one includes them with the English I would hazard a guess, as I say looking at these things, there are probably 500 out of the 2,200 that sort of figure probably.

The Chairman: About one quarter.

Mr. Barnes: That kind of thing yes. But as I say, this is very difficult because we have got people whose maternal languages are Czech, Hungarian, Polish and yet some of whom can speak English, some of whom can speak French, and some of whom can speak both.

M. Clermont: Dans un exemple que vous avez donné à M. Ritchie vous avez dit qu'un agronome qui travaillerait à Montréal et qui serait bilingue devrait recevoir une rémunération supérieure à celle de celui qui travaillerait à Rimouski et qui serait unilingue français ou à celle de l'agronome qui travaillerait en Colombie-Britannique et qui serait unilingue anglais. Vous employez le terme uni-

[Interprétation]

M. Barnes: Oui, c'est exact.

Le président: Mais à un autre niveau.

M. Barnes: Eh bien, pour différentes unités de négociations.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Barnes, in answer to a question of my colleague, Mr. Ritchie, you have spoken about the number of members in your association, you have mentioned that there are approximately 15,000 public servants in your association. Would you know the percentage of these 15,000 who could be called bilingual public servants?

M. Barnes: Monsieur le président, je pourrais en fait avoir ce chiffre pour il y a un certain. Nous avons fait un relevé à cette époque de la Commission royale et il varie. Les chiffres à ce sujet varient considérablement en terme de l'anglais et du français parlé et compris. Je pourrais hasarder un chiffre qui est pour le moment de l'ordre de 15 p. 100. Nous l'avons évalué. Nous n'avons pas actuellement demandé cette question, êtes-vous bilingue? Nous leur avons demandé, comprenez-vous l'anglais, écrivez-vous l'anglais, parlez-vous l'anglais, comprenez-vous le français? Mais je pourrais hasarder un chiffre de l'ordre de 15 p. 100.

Mr. Clermont: Mr. Barnes, you said 15 p. 100, which would mean approximately 2,200 individuals. Of those people, who many are there whose mother tongue is English?

Non, je le sais, bilingue; mais cela ne veut pas dire que la langue maternelle de ces 2,000 personnes...

Le président: 15 p. 100 de 15,000 représenterait 2,250. Vous voulez savoir combien de gens il y a parmi ce 15 p. 100 dont la langue maternelle est le français.

Mr. Mr. Clermont: Whose maternal language is English.

Le président: Ah! l'anglais.

M. Clermont: Monsieur Barnes, sur ces 2,200 personnes, qui représentent 15 p. 100 des 15,000 membres de votre association, quelle est la proportion dont la langue maternelle est l'anglais.

M. Barnes: Tout ce que j'ai c'est quelques tableaux, et en fait nous n'avons pas ces renseignements parce qu'il y a des gens dont la langue maternelle et ni le français ni l'anglais et je ne sais pas trop dans quelle catégorie il faudra les placer. Si nous les mettons dans la catégorie des anglophones, je dirais qu'il y a probablement 500 personnes parmi les 2,200, en tout cas, quelque chose de ce genre.

Le président: A peu près un quart.

M. Barnes: Oui, à peu près. Mais, comme je l'ai dit, il est très difficile d'établir un tel chiffre parce que nous avons des gens dont la langue maternelle est le Tchèque, le Hongrois, le Polonais et il y en a parmi eux qui parle l'Anglais, il y en a qui parlent le français et il y en a qui parle l'anglais et le français.

Mr. Clermont: In an example you gave to Mr. Ritchie you said that an agronomist who would work in Montreal and who would be bilingual should receive a higher remuneration than that given to an agronomist who would work in Rimouski and who would be an unilingual person speaking French or that of an agronomist who would be working in British Columbia and who would be an unilingual

[Text]

lingue. Si le gouvernement fédéral a besoin d'un fonctionnaire dans une région du Québec où 99.5 p. 100 de la population est d'expression française accepteriez-vous que le candidat soit considéré selon sa compétence, peu importe qu'il ne dise pas un mot d'anglais? Je crois que c'est très important, monsieur Barnes quand vous parlez d'unilinguisme, parce que moi, selon mon l'expérience de la Fonction publique, je crois que je peux dire sans hésitation, sans crainte d'être contredit sérieusement qu'il y en a très peu de fonctionnaires d'expression française qui n'ont pas une certaine connaissance de l'autre langue officielle. Je crois que ce n'est pas le cas pour les fonctionnaires d'expression anglaise. Il n'y a pas très longtemps, monsieur Barnes, un fonctionnaire d'expression française, qui travaillait à Montréal quand il devait écrire à Ottawa à son supérieur, devait s'adresser à lui en anglais, pas en français. J'admets que, depuis quelques années, cette situation s'est corrigée, s'est améliorée. Quand vous parlez de compétence, accepteriez-vous que, tenant compte des recommandations du Conseil qui vient de déposer son rapport sur les districts bilingues, là où plus de 90 p. 100 de la population est d'expression française le critère n° 1 soit la compétence, sans égard à la langue. Si vous avez deux candidats dont l'un ne dit pas un mot d'anglais mais qui est plus compétent sur la base de la profession, qu'en pensez-vous?

Mr. Barnes: Mr. Chairman, under those conditions, if it is a bilingual district and the man is dealing with the public at large he would probably very reasonably be expected to be bilingual; and in that case it would hold that he should be paid an appropriate recognition of that.

• 2045

We are still endeavouring to support the situation where professionals are working largely in French. As a matter of fact, we have a grievance which we are supporting at the moment—probably that is why I mentioned veterinarians, it was in my mind—we are actually supporting a grievance at the moment in aid of French-speaking veterinarians in Montreal who are being compelled to take their refresher courses in English. We are supporting them very vigorously in defence of their being provided refresher courses in French.

Mr. Clermont: Vous dites que vous avez en connaissance d'un grief d'un vétérinaire d'expression française à qui on a demandé de prendre un cours pour améliorer ses connaissances dans l'autre langue officielle. Est-ce un cas unique?

Mr. Barnes: No, no—knowledge of veterinarian medicine. His competence is not to improve his competence in English, but to update his knowledge of veterinary medicine.

Mr. Clermont: Alors le grief ne porte pas sur le bilinguisme, il vise à défendre un de vos membres à qui on demande d'améliorer ses connaissances dans sa profession, pas du côté du bilinguisme du tout.

Mr. Barnes: Yes, to improve his knowledge of his profession, but being forced to do it in English a language in which he is not very fluent. Hence, we have been arguing with the Department of Agriculture that these veterinarians, and there are quite a number of them, should be allowed to have a course in French.

[Interpretation]

person speaking English. You used the term unilingual. If the federal government needs a civil servant in the Quebec region where 99.5 per cent of the population is French-speaking, would you accept that the candidate be considered in terms of his qualifications, irrespective of the fact that he cannot speak one single word of English? I think that this is very important, Mr. Barnes, when you speak of unilingualism, because, on the basis of my own experience in the public service, I believe that I can say without any hesitation and without any fear of being seriously contradicted, that there are very few French-speaking civil servants who do not have a certain knowledge of the other official language. I think that this is not the case where English-speaking civil servants are concerned. Not long ago, Mr. Barnes, a French-speaking civil servants who worked in Montreal had to correspond in English, and not in French, with his superior in Ottawa. I agree that this situation has improved during the past few years. When you refer to qualifications, and keeping in mind the recommendations of the Council which has just tabled its report on the bilingual districts, would you agree that in an area where more than 90 per cent of the population is French speaking that the primary criterion be competence, without any consideration for language. If you have two candidates one of whom does not speak one single word of English but who is better qualified in terms of his profession, what would you decide?

M. Barnest: Monsieur le président, dans ces conditions, s'il s'agit d'un district bilingue et si l'individu a affaire au public en général, il serait probablement raisonnable de s'attendre à ce qu'il soit bilingue et dans ce cas il serait logique qu'il soit rémunéré en reconnaissance de ce fait.

Nous nous efforçons d'appuyer une situation où les gens des professions libérales travailleront largement en français. En fait, nous avons un grief que nous appuyons à l'heure actuelle—probablement c'est pourquoi j'ai mentionné les vétérinaires, j'avais cela à l'esprit—nous appuyons actuellement un grief pour aider les vétérinaires de langue française à Montréal qui sont forcés de suivre leurs cours de remise au point en anglais. Nous les appuyons très vigoureusement et demandons que leurs cours de remise au point leur soient fournis en français.

Mr. Clermont: You say that you have known about a grievance of a French-speaking veterinarian to whom it had been asked to take a course to improve his knowledge in the other official language. Is this a unique case?

M. Barnes: Non,—la connaissance de la médecine vétérinaire. Sa compétence n'est pas d'améliorer sa compétence en anglais, mais de remettre au point sa connaissance de la médecine vétérinaire.

Mr. Clermont: Then, the grievance has nothing to do with bilingualism, it aims to protect one your—members to whom they asked to improve his competence in his profession, not on the side of bilingualism.

M. Barnes: Oui, augmenter sa connaissance de sa profession, mais il doit le faire en anglais une langue dans laquelle il ne parle pas couramment. Aussi, nous avons discuté avec le ministère de l'Agriculture pour que ces vétérinaires, et ils sont assez nombreux, puissent avoir un cours en français.

[Texte]

M. Clermont: Je crois, monsieur le président, que nous n'avons pas le choix: nous devons demander au témoin d'être patient, d'attendre notre retour; pour le moment, il nous faut aller en Chambre.

The Chairman: As you know, the division bell is ringing now, which means we are going to have a vote in the House. If you would be kind enough to wait for us, we will come back as soon as the vote is over and we will be carrying on the questioning, if that is agreeable to all members.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I doubt very much we will be back before 9.45 and usually we stop our evening sitting around 10 o'clock.

The Chairman: I will suggest something, if you all agree, that we could try to get these witnesses back, the Professional Institute, on May 18 because this date is available for us now. Will you be available on May 18?

Mr. Barnes: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: So on May 18, we will carry on with Mr. Clermont, then Mr. Thomson, Mr. Blair, Mr. Dupras and Mr. Langlois. In your name in the meantime, I wish to thank the witnesses.

Mr. Clermont: I hope, Mr. Chairman, that the witnesses understand our situation.

The Chairman: Oh, yes, they do understand and they will be back on May 18, at your request and we will carry on the questioning. Thank you very much.

[Interprétation]

Mr. Clermont: I think, Mr. Chairman, that we have no choice; we must ask the witness to be patient, to wait for our return; for the time being, we must go to the House.

Le président: Comme vous le savez, la cloche sonne maintenant ce qui signifie que nous devons voter à la Chambre. Si vous êtes assez aimable d'attendre notre retour, nous reviendrons dès que le vote sera terminé et nous continuerons les questions, si cela convient à tous les députés.

M. Clermont: Monsieur le président, je ne crois pas que nous serons de retour avant 9h45 et d'habitude nous arrêtons notre séance du soir vers 10 heures.

Le président: Je suggérerais, si vous êtes tous d'accord, que nous puissions essayer de faire comparaître de nouveau ces témoins, les représentants de l'Institut professionnel, le 18 mai parce que cette date nous convient. Est-ce que vous pourriez revenir le 18 mai?

M. Barnes: Oui, monsieur le président.

Le président: Ainsi, le 18 mai, nous continuerons avec M. Clermont et ensuite avec MM. Thomson, Blair, Dupras et Langlois. En votre nom, dans l'intervalle, je désire remercier les témoins.

M. Clermont: J'espère, monsieur le président, que les témoins comprennent notre situation.

Le président: Oui, ils la comprennent et ils seront de retour le 18 mai à votre demande et nous continuerons la période des questions. Merci beaucoup.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 27

Thursday, May 13, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 27

Le jeudi 13 mai 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

Publication

RESPECTING:

The Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972, relating to the Department of Supply and Services, Canadian Arsenals Limited and the Canadian Commercial Corporation.

CONCERNANT:

Le Budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972, se rapportant au ministère des Approvisionnements et Services, aux Arsenaux canadiens Limitée et à la Corporation commerciale canadienne.

APPEARING:

The Hon. James Richardson
Minister of Supply and Services.

COMPARAÎT:

L'hon. James Richardson
Ministre des Approvisionnements et Services.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

Vice-Chairman:

and Messrs.

Blair	Fairweather
Carter	Forget
Clermont	Gillespie
Downey	Guay (<i>St. Boniface</i>)
Dupras	Goode

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Vice-président:

et Messieurs

Langlois	Rodrigue
Mather	Serré
Ricard	Skoreyko
Ritchie	Thomson (<i>Battleford-</i> <i>Kindersley</i>)—(20)
Rock	

(Quorum 11)

Greffier du Comité
Robert D. Marleau
Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

On May 13, 1971:

Mr. Fairweather replaced Mr. Peddle.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le 13 mai 1971:

M. Fairweather remplace M. Peddle.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, May 13, 1971.
(35)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this evening at 8:50 p.m. The Chairman, Mr. Leblanc (Laurier), presided.

Members present: Messrs. Carter, Clermont, Fairweather, Guay (St. Boniface), Langlois, Leblanc (Laurier)—(6).

Also present: Mr. McKinley, M.P.

Appearing: The Honourable James Richardson, Minister of Supply and Services.

Witnesses: From the Department of Supply and Services: Mr. Jean Boucher, Deputy Minister of Supply; Mr. J. S. Glassford, Assistant Deputy Minister (Engineering Procurement), President, Canadian Arsenals Limited, President, Canadian Commercial Corporation; Mr. H. R. Balls, Deputy Minister of Services and Deputy Receiver General for Canada; Mr. D. R. Yeomans, Assistant Deputy Minister, Operational Services; Mr. L. G. Bonnell, Director General, Administration.

The Committee began consideration of the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972, relating to the Department of Supply and Services, to Canadian Arsenals Ltd., and to Canadian Commercial Corporation.

The Chairman called Item 1—Administration—Program Expenditures, and introduced the Hon. James Richardson, who in turn introduced the officials of his Department.

Under the authority granted the Chairman on Tuesday, November 17, 1970, it was agreed: that the brief presented by the Hon. James Richardson be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix "D")

The Minister made a brief statement and then assisted by the officials of his Department, replied to questions.

The questioning completed, the Chairman thanked the Minister and his officials and at 10:30 p.m., the Committee was adjourned until Tuesday, May 18, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 13 mai 1971.
(35)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires se réunit, ce jour à 8 h. 50 du soir. Le président, M. Leblanc (Laurier), occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Carter, Clermont, Fairweather, Guay (St. Boniface), Langlois, Leblanc (Laurier)—(6).

Autre député présent: M. McKinley.

Comparent: L'honorable James Richardson, ministre des Approvisionnements et Services.

Témoins: Du ministère des Approvisionnements et Services: M. Jean Boucher, sous-ministre des Approvisionnements; M. J. S. Glassford, sous-ministre adjoint (approvisionnement technique), président, Les Arsenaux canadiens Limitée, président, La Corporation commerciale canadienne; M. H. R. Balls, sous-ministre des Services et sous-receveur général du Canada; M. D. R. Yeomans, sous-ministre adjoint des services de gestion; et, M. L. G. Bonnell, directeur général, administration.

Le Comité commence l'étude du budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972, se rapportant au ministère des Approvisionnements et Services, aux Arsenaux canadiens Limitée et à la Corporation commerciale canadienne.

Le président met en délibération le poste 1—Administration—Dépenses du programme et présente l'honorable James Richardson qui, à son tour, présente les hauts fonctionnaires du ministère.

Sous l'autorité accordée au président, le mardi 17 novembre 1970, il est décidé—que le mémoire présenté par l'honorable James Richardson soit imprimé en appendice aux procès-verbaux et témoignages de ce jour. (Voir appendice «D»).

Le ministre fait une déclaration, et ensuite aidé des hauts fonctionnaires du ministère, répond aux questions.

La période des questions terminée, le président remercie le ministre et les hauts fonctionnaires du ministère.

A 10 h. 30 du soir, la séance est levée jusqu'à mardi le 18 mai 1971.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 13, 1971

[Text]

• 2045

The Chairman: Order. Tonight we are resuming the debates on the 1971-72 estimates and we are going to study those relating to the Department of Supply and Services, Canadian Arsenals Limited and Canadian Commercial Corporation. You will find the items in your Blue Book, the Estimates, Item 5 on page 25-8, Item 15 on page 25-34 and Item 20 on page 25-36.

We have the pleasure to have with us the Honourable James Richardson, Minister of Supply and Services, and I understand, Mr. Minister, that you have an opening statement. But before, maybe you would like to introduce your Deputy Ministers.

Hon. James Richardson (Minister of Supply and Services): Thank you, Mr. Chairman. I am very pleased to appear before your Committee again as you consider the estimates of the Department of Supply and Services.

I have here today Mr. Boucher, who is the Deputy Minister of Supply, and Mr. Balls, the Deputy Minister of Services. They are supported by a number of officials both from the Supply and the Services components of the department.

I have distributed to your members some material which I believe will be helpful in understanding what the department is doing, and I hope that members have had some opportunity to look at it. If the members do not have any more time than I do, they will not really have been able to get through it. It is several pages long and therefore I might, with your permission, look through the pages to make the Committee familiar with at least what is in the material.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: On a point of order, Mr. Chairman, I do hope the Minister will not read all the brief because as he said, the brief contains many pages.

Mr. Richardson: Mr. Chairman, I have no intention of reading the brief.

Mr. Clermont: In my case, I did not read the whole brief but I read about 80 per cent of it.

Mr. Richardson: I might also, Mr. Chairman, with your permission suggest that we examine the supply component first and then receive questions and discussion on that side of the department and then move to the services component.

The Chairman: Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, the brief presented by the Minister, which I think was very explanatory, might be included as an appendix to our evidence. If that were the case I would agree that he need not read it but if the Minister is not going to read it this should be the case.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 13 mai 1971.

[Interpretation]

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous reprenons ce soir le débat sur le budget des dépenses 1971-1972. Nous étudierons le budget du ministère des Approvisionnements et Services, des Arsenaux canadiens limités et de la Corporation commerciale canadienne. Vous trouverez ces crédits dans le Livre bleu: le crédit 5 à la page 25-9, le crédit 15 à la page 25-34 le crédit 20 à la page 25-36.

Nous avons le plaisir d'accueillir ce soir l'honorable James Richardson, ministre des Approvisionnements et des Services qui nous fera, je crois, une déclaration d'ouverture. Mais avant, j'aimerais, monsieur le ministre que vous nous présentiez vos sous-ministres.

L'honorable James Richardson (ministre des Approvisionnements et Services): Je vous remercie monsieur le président. Je suis très heureux de me présenter devant votre comité qui étudie le budget des dépenses du ministère des Approvisionnements et Services.

J'ai avec moi M. Boucher, sous-ministre des Approvisionnements et M. Balls, sous-ministre des Services. Ils sont accompagnés d'un certain nombre de hauts fonctionnaires de l'Approvisionnement et des Services qui forment le ministère.

J'ai distribué à vos membres des documents qui les aideront, je crois, à comprendre ce que fait le ministère. J'espère qu'ils ont eu l'occasion de les consulter. Si les membres du Comité n'ont pas plus de temps que j'en ai, ils n'ont certainement pas pu en terminer la lecture. Le document contient plusieurs pages, et, par conséquent, avec votre permission je vais le consulter brièvement pour que le Comité sache au moins ce qu'il contient.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: J'invoque le Règlement, monsieur le président. J'espère que le Ministre n'a pas l'intention de tout lire le mémoire, car il contient plusieurs pages.

M. Richardson: Monsieur le président, je n'en ai pas l'intention.

M. Clermont: Pour ma part, je n'en ai lu que 80 p. 100.

M. Richardson: J'aimerais également, monsieur le président, si vous le permettez proposer que nous étudions d'abord la partie approvisionnements et que nous répondions ensuite aux questions concernant cette partie de notre ministère pour passer ensuite à la partie services.

Le président: Monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): Monsieur le président, le mémoire présenté par le ministre se comprend très bien et on pourrait l'ajouter au procès-verbal du jour comme appendice. Dans ce cas, je suis d'accord pour qu'il ne le lise pas, mais il faudrait alors l'ajouter en appendice.

[Texte]

Mr. Richardson: Mr. Chairman, I would appreciate it if the brief could be attached and submitted as part of the presentation.

The Chairman: Is it agreed that the brief be attached as an appendix to today's proceedings?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Richardson: I would also, as I have indicated, like simply to mention to members of the Committee the kinds of items that are in this paper because I think they are of real interest.

There are two things that you should look at in this brief. The main procurement programs are all listed here. They show the main items that Supply and Services or the Supply component of the department purchase. We talk about the automobile purchase. We talk about military dress, some \$25 million of purchases there to get the new uniforms. We talk about low sulphur coal. We talk about the advertising rates. I hope the members will note how quickly I am turning the pages. We talk about the International Development Agency, the World Food Program, purchases by the United States government and by other foreign governments such as Australia, Britain, France, West Germany, The Netherlands, Denmark and Sweden. We talk about the CF-5 project and the Boeing purchase. We talk about the repair and overhaul contracts, some \$53 million, the PT-6 turbine engine and, of course, the DDH program, the antisubmarine projectile, and we talk about sales to the United States of Canadian technology.

The other main part of the brief—and this is really the one that I would like to emphasize to you and I would ask you to look at it when you do have a chance, and I know what little time you have to study these matters, but this is the part that is of greatest satisfaction to me, and that is the savings that are achieved by the department in the purchases that we make for other departments.

• 2055

We have listed here for you some 20 items of specific savings made for the government and, therefore, of course, for the taxpayers of Canada. I would ask you to look at them, when you have an opportunity, and to appreciate some of the work that is being done by personnel in the purchasing side of this department.

You will see, if you turn to page 11, a little item—number three—"teletype and tabulating forms"; that is a very small item but we have saved some \$17,000 for the government and, therefore, for the taxpayer. On the next page, just to pick at random, we have a little item called "medicine cups". That does not seem, perhaps, very important but I would just like to impress on you that we purchase everything in this department, from pencil sharpeners to battleships, and it does not matter how large or how small, we are trying to save dollars for the government and for the taxpayer. Here, on these medicine cups, the previous supplier quoted \$4,022, and our department obtained another source and made the purchase at \$2,772, at a saving of \$1,250.

So it goes on through the page. You can see there a major saving of \$309,000 on the purchase of outboard

[Interprétation]

M. Richardson: Monsieur le président, j'aimerais bien que le mémoire puisse faire partie du procès-verbal et de la présentation.

Le président: Êtes-vous d'accord pour que le mémoire soit ajouté en appendice au procès-verbal du jour?

Des voix: Nous sommes d'accord.

M. Richardson: Comme je l'ai mentionné, j'aimerais également souligner aux membres du Comité le genre de questions soulevées dans ce document car je les crois très intéressantes.

Deux choses doivent vous intéresser dans ce mémoire. Les programmes d'approvisionnements principaux sont énumérés. Ils indiquent les principaux articles que le ministère des Approvisionnements et Services ou plutôt la partie approvisionnement achète. Nous parlons des achats d'automobiles, de vêtements militaires, quelque \$25 millions pour les nouveaux uniformes. Nous parlons également de charbon à basse teneur de soufre. Nous discutons des tarifs publicitaires. J'espère que les membres se rendent compte combien je tourne les pages vite. Nous mentionnons l'Association internationale de développement, le Programme alimentaire mondial, les achats faits par le gouvernement des États-Unis et d'autres gouvernements étrangers comme l'Australie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'ouest, les Pays-Bas, le Danemark et la Suède. Nous discutons également du projet CF-5 et de l'achat de Boeing. Nous parlons de contrats de réparations et d'entretien, de l'ordre de quelque \$53 millions, du moteur à Turbine PT-6 et, évidemment, du projet DDH, des projectiles anti-sous-marins et des ventes et technologie canadienne aux États-Unis.

L'autre partie importante du mémoire, celle que je veux souligner, et je vous demande de le lire lorsque vous en aurez l'occasion, même si je sais très bien que vous avez peu de temps pour étudier ces questions, c'est la partie qui me donne le plus de satisfaction, elle a trait aux épargnes réalisées par le ministère dans les achats que nous faisons pour le compte de d'autres ministères.

Nous avons énuméré pour vous quelque 20 articles sur lesquels nous avons fait une épargne pour le compte du gouvernement et, par conséquent, pour les contribuables du Canada. Je vous demande de les étudier et constater le travail qui a été fait par le personnel chargé des achats du ministère.

Vous verrez à la page 11, un petit article, le numéro 3, «formulaires pour télétype et tabulateur». Il s'agit d'un petit article mais nous avons épargné \$17,000 pour le gouvernement et les contribuables. A la page suivante, choisissez au hasard, nous avons un autre article appelé «verres à médicament». Cela ne semble peut-être pas important, mais je voudrais simplement vous dire que nous achetons tout au ministère, de l'aiguille à crayon au cuirassé, et que ce soit un petit article ou un gros, nous essayons de sauver l'argent du gouvernement et du contribuable. Pour les verres à médicament, le fournisseur précédent nous demandait \$4,022 mais notre ministère a pu obtenir un meilleur prix ailleurs, \$2,772, soit une épargne de \$1,250.

Et c'est comme cela tout au long de la page. Vous verrez qu'il y a une épargne importante de \$309,000 pour

[Text]

motors. On boiler supplies—we saved \$4,000; and on some snowblowers that were purchased, we saved \$16,000.

I would just like impress on you the major work being done by the department.

Mr. Chairman, I can present further material for your Committee. I would just perhaps highlight the estimates as I turn the pages quickly.

Starting with the Supply Program—Vote 5 on page 25-18—you will find a decrease of some three-hundred thousand dollars in our requirements for this year over last year. I might say that this figure does not tell the whole story since it is mainly the result of various budgetary adjustments. We are, in effect, carrying out this year an equivalent volume of work with a decrease in expenditure of close to half a million dollars, and it has been possible to achieve this saving largely through a reorganization of the supply administration which took place on April 1 but which is not yet reflected in the present estimates since they were submitted well ahead of this reorganization.

I did not remind members that, although the appropriation sought by the Supply Program is twenty-two million dollars, our annual purchases of goods and services amount to well over eight-hundred million dollars and they are financed either by Parliamentary votes of our customer departments or the funds provided by foreign governments. That breakdown is roughly \$238 million purchases by foreign governments and \$664 million bought for other federal government departments.

Another figure which you might be interested in is that, in 1970, the department entered into 212,000 purchase contracts compared with 188,000 the year before. There was a net decrease in the value of these contracts, and while the purchases made on behalf of civilian programs increased by 26 per cent, those made on behalf of defence programs decreased by 16 per cent. And with the advance of purchase consolidation, we naturally increased our civilian procurement on behalf of the Canadian government. What is perhaps worth special mention is our growing involvement in the field of external aid.

On the subject of external aid I would like to acquaint you with an experiment we are now conducting with the governments of the West Indies in co-operation with the Department of Industry, Trade and Commerce. What we are trying to find out is the extent to which governments of developing countries might be interested in using our facilities to effect purchases abroad at prices more attractive than the ones to which they have usually had access. With our assistance these purchases would, of course, benefit Canadian industry and would also increase our export trade. We have to date, just as a specific example, signed eight agreements with these governments and have negotiated one major contract on behalf of the Jamaican Railway Corporation for six Canadian diesel locomotives valued at \$1.4 million.

The lessons learned from the West Indies experiment should help us to determine the services which could be similarly offered to other foreign governments who wish to avail themselves of our professional purchasing services.

If I may, I will return for just a moment to our domestic purchases, the ones we make on behalf of other

[Interpretation]

l'achat de moteurs hors-bord. Sur les approvisionnements de chaudières, nous avons épargné \$4,000, et pour quelques souffleurs à neige, nous avons épargné \$16,000.

Je veux vous faire remarquer le travail énorme qui se fait au ministère.

Monsieur le président, je n'ai pas d'autre document pour le Comité, je pourrais peut-être citer les grandes lignes du budget en tournant les pages rapidement.

À la page 25-8, programme des approvisionnements, vous trouverez le crédit 5. Vous verrez qu'il y a une diminution de quelque \$300,000 si vous comparez les crédits demandés cette année avec l'an dernier. Je dois ajouter que ce chiffre ne révèle pas tout, mais c'est là le résultat de divers ajustements budgétaires. En fait, nous effectuons cette année un volume équivalent de travail alors que les dépenses seront diminuées de près d'un demi-million de dollars. Cette épargne a été rendu possible surtout par la réorganisation de l'administration des approvisionnements mises en vigueur le 1^{er} avril, mais cette épargne ne paraît pas dans le budget actuel étant donné que la réorganisation avait été présentée bien avant.

Je n'ai pas rappelé aux membres du Comité que nos achats annuels de biens et services s'élèvent à plus de 800 millions de dollars, même si les crédits demandés pour le programme des approvisionnements est de 22 millions de dollars. Ces achats sont financés soit par des crédits parlementaires de nos ministères—clients—ou par l'argent fourni par les gouvernements étrangers. La ventilation est la suivante: Environ 238 millions de dollars d'achats pour les gouvernements étrangers et 664 millions de dollars pour les ministères du gouvernement fédéral.

Vous serez peut-être intéressés de savoir qu'en 1970 le ministère a conclu quelque 212,000 contrats d'achat comparativement à 188,000 l'année précédente. Il y a eu une diminution nette dans la valeur de ces contrats, alors que les achats faits au nom des programmes civils augmentaient de 26 p. 100, ceux faits au nom des programmes de la défense diminuaient de 16 p. 100. Avec l'avènement de la consolidation des achats, nous avons naturellement augmenté nos approvisionnements civils au nom du gouvernement canadien. Mais il faudrait peut-être mentionner de façon particulière notre engagement croissant dans le domaine de l'aide extérieure.

Sur le sujet de l'aide extérieure, j'aimerais vous faire connaître une expérience que nous avons eue avec les gouvernements des Antilles de l'Ouest conjointement avec le ministère de l'Industrie et du Commerce. Ce que nous tentons de savoir c'est jusqu'à quel point les gouvernements des pays en voie de développement peuvent s'intéresser à l'utilisation de nos installations pour acheter à l'étranger à des prix plus attrayants que ceux qui leur sont habituellement offerts. Avec notre aide, ces achats pourraient évidemment bénéficier à l'industrie canadienne et pourraient également augmenter nos exportations. Nous avons jusqu'à maintenant, à titre d'exemple, signé huit accords avec ces gouvernements et nous avons négocié un contrat important au nom de la Corporation des chemins de fer de la Jamaïque pour six locomotives diesel canadiennes d'une valeur de 1.4 million de dollars.

Ce que nous avons appris dans cette expérience avec les Antilles devrait nous aider à déterminer quels services pourraient être offerts de la même façon aux gouver-

[Texte]

government departments. I would like to point out that in addition to the direct purchases on behalf of departments we also provide other services such as the stocking of supplies for which there is a continuous demand. Through consolidation we have been able to achieve to date a net reduction in warehouse space of more than 200,000 square feet with a resulting saving in annual rentals of over \$500,000. This has been accompanied by reductions in inventory of \$1.5 million together with a substantial reduction in manpower. The one other area which I should mention is negotiated rates. Here a very substantial program is that of our traffic management service which negotiates special rates with common carriers and hotels. During the fiscal year 1969-70 savings achieved amounted to \$1.2 million and we expect this figure to be exceeded in the year just ended. I would like to point out that the rates negotiated by the department for the removal of household effects are available not only for government employees, but also for anyone who is being moved at government expense under the manpower mobility program.

One last item, Mr. Chairman, as you can see from the material that has been distributed the Government Printing Bureau will become this year one of the first major government operations to achieve full implementation of the Glassco concept of total cost recovery for common services. This will be achieved by bringing every expenditure made by the bureau under a single revolving fund and by charging to the customer departments not only the operation costs of the printing plant, but also the services formerly provided without charge.

I think I will conclude this opening statement at that point. I would like to urge members of the Committee once again to consider the material I have placed in their hands because I am satisfied the department is doing work for the government and, I repeat, for the taxpayers of Canada which is not widely recognized. I appreciate having this opportunity to make these savings known to my colleagues and to members of Parliament. I hope you will be able to take this message back to the public and assist me in describing some of the very good work that is being done by the whole department and by many of the personnel of the department who are represented in the room this evening. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Richardson.
Mr. Clermont.

M. Clermont: Comme le Comité, monsieur le président, a approuvé que l'exposé qui a été distribué aux membres soit publié en appendice, je dois attirer l'attention du ministre sur une correction qui doit être faite parce qu'il semblerait que le coût de son ministère soit plus élevé en français qu'en anglais; je lis ici, à la page 1:

Le sommaire général du Budget des dépenses pour l'année financière 1971-1972 révèle, comme en témoignent les pages 25-2 et 25-3, que le total des dépenses budgétaires proposées pour le ministère s'élève à \$65,853,000 soit une augmentation de \$63,476,000.

[Interprétation]

nements étrangers qui désirent se prévaloir de nos services professionnels d'achat.

Si vous le voulez bien, je reviens un moment à nos achats internes, ceux que nous faisons au nom des autres ministères du gouvernement. J'aimerais souligner qu'en plus de faire des achats directs au nom des ministères, nous fournissons également d'autres services comme l'emménagement des approvisionnements qui sont toujours en demande. Grâce à la consolidation, nous avons pu jusqu'à maintenant réduire notre espace d'entrepôts de quelque 200,000 pieds carrés et épargner ainsi un loyer annuel de plus de \$500,000. Cette épargne s'est accompagnée de réductions dans l'inventaire de 1.5 million de dollars et d'une diminution importante de la main-d'œuvre. Je voudrais mentionner également un autre domaine, celui des taux négociés. Le service de gestion du trafic est un autre domaine important qui négocie des taux spéciaux pour les transports en commun et les hôtels. Au cours de l'année financière 1969-1970 nous avons épargné 1.2 million de dollars et nous espérons dépasser ce chiffre pour l'année qui vient de se terminer. J'aimerais mentionner que les taux négociés par le ministère pour les limites de déménagement du mobilier est offert non seulement aux employés du gouvernement mais également à quiconque est déplacé aux frais du gouvernement en vertu du programme de mobilité de la main-d'œuvre.

Monsieur le président, j'aimerais mentionner pour terminer, et pourrez-vous en rendre compte dans le document que j'ai fait circuler. L'imprimerie du gouvernement canadien devient la première opération importante du gouvernement qui mettra en vigueur le concept Glassco concernant le recouvrement du coût total dans les services réguliers. Chaque dépense faite par l'imprimerie sera portée à un fonds renouvelable simple et imputée au ministère-client, non seulement pour le coût de l'opération de l'imprimerie mais également pour les services qui étaient offerts gratuitement.

Je crois que je vais terminer ici ma déclaration d'ouverture. J'aimerais inviter de nouveau les membres du Comité à faire l'étude du document qu'ils ont en mains parce que je sais que le ministère travaille pour le gouvernement et, je le répète, pour les contribuables du Canada ce dont on n'est pas au courant très souvent. Je suis heureux d'avoir l'occasion de souligner l'épargne qui a été faite à mes collègues et aux députés. J'espère que vous pourrez communiquer ce message au public et m'aider à parler du bon travail qui se fait dans tout le ministère et par bien des personnes qui se trouvent ici présentes ce soir. Je vous remercie.

Le président: Je vous remercie, monsieur Richardson.
Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: As the Committee approved the document that was distributed to the members be printed as an appendix, I would to draw the Minister's attention to a correction that must be made; as a matter of fact it seems that the cost of his department is higher in French than in English: On page one I read:

The general summary of the 1971-72 main estimates, on pages 25-2 and 25-3, shows total budgetary expenditures proposed for the department as \$65,853,000, which is an increase of \$63,476,000.

[Text]

Je crois qu'au lieu de dire que c'est une augmentation, il faudrait parler d'une comparaison avec l'exercice financier précédent. Alors je crois que c'est très important; même si c'est la version française que je lis, je crois que le coût n'est pas aussi énorme.

Mr. Richardson: Mr. Chairman, we will be very pleased to make that correction, because we in our department never would admit that the cost was higher in French than in English.

M. Clermont: Monsieur le président, ma première question portera sur les effectifs du ministère des Approvisionnements et Services. Je vois que pour l'année financière 1971-1972, les effectifs s'occupant des approvisionnements, entretien de matériel, imprimerie, services, information se monteront à environ 8,112 fonctionnaires; pour le 31 mars 1971, selon des dépenses budgétaires, je vois des effectifs de 7,999 pour les mêmes services, et au 31 mars 1970 je vois, pour les mêmes services, des effectifs de main-d'œuvre de 9,176 personnes, soit une diminution d'environ 1,000 fonctionnaires.

Mais je remarque que les sommes demandées en salaires sont à peu près identiques; même je vois par exemple que, pour les programmes des approvisionnements, les crédits demandés pour 1971-1972, sont de \$22,044,000, alors que les dépenses réelles pour 1969-1970 avait été de \$20,859,000.

Ma première question est celle-ci: La réduction de près de 1000 fonctionnaires provient-elle du fait d'une réorganisation, d'une modernisation, ou de l'automatisation ou de nouvelles méthodes d'administration?

Pour la deuxième c'est un commentaire que je voudrais faire au sujet des coûts presque identiques ou même un peu supérieurs pour le 31 mars 1972; c'est sans doute dû à l'augmentation normale des émoluments ou des salaires des fonctionnaires.

Mr. Richardson: Mr. Chairman, the reduction in personnel does represent part of the cost saving, but I would like to ask Mr. Boucher to comment on the reorganization that the member has drawn attention to.

M. Boucher (Sous-ministre des Approvisionnements): Monsieur le président, il y a plus d'une explication à ce phénomène-là il y a la réduction des effectifs due à la réorganisation, en partie également à la période d'austérité qui a prévalu au cours de la dernière année et de l'année qui a précédé; mais il y a aussi le transfert d'une partie de nos effectifs du budget des dépenses approuvé par le Parlement au fonds de roulement, de sorte que les salaires qui devaient autrefois être approuvés par la Chambre sont désormais inclus dans le fonds de roulement et chargés dans les frais perçus des ministères clients.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Au sujet des achats que votre ministère fait pour d'autres pays dont les États-Unis, je remarque qu'ils ont diminué de près de 40 p. 100 lors du dernier exercice. Quels articles votre service achèterait-il, disons, pour les États-Unis d'Amérique?

M. Boucher: La grosse diminution des achats américains au Canada a eu lieu dans le domaine des achats

[Interpretation]

I think that instead of speaking of an increase we should speak of a comparison with the preceding financial year. I think this is a very important correction to make.

M. Richardson: Monsieur le président, nous serons très heureux de faire cette rectification, car nous ne serions pas prêts à reconnaître dans notre ministère que le coût est plus élevé en français qu'en anglais.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, my first question will be on the personnel of the Department of Supply and Services. I note that for the fiscal year 1971-72, the personnel for supply, equipment, maintenance, printing, services, information is of 8,112 people; for 1971 I see the personnel of 7,999 people for the same services and for 1970, 9,176, that is a decrease of nearly 1,000 people.

However, I notice that you ask salaries of nearly the same amount; for the supply program for 1971-72 you ask \$22,440,000 whereas the actual expenditure for 1969-70 were of \$20,859,000.

My first question is as follows: Is the decrease of nearly 1,000 people due to reorganization, modernization, automation or new administration methods?

Secondly, I would like to make a comment on the second part of my question: Is it a fact that your proposed estimates for 1971-72 and your forecast expenditures for 1971 are the same due to the normal increase in salaries and wages?

M. Richardson: Monsieur le président, la réduction du personnel représente une partie de l'épargne que nous faisons au ministère, cependant j'aimerais demander à M. Boucher de donner certains commentaires au sujet de la réorganisation dont parle M. Clermont.

Mr. Boucher (Deputy Minister, Supply): Mr. Chairman, there is more than one explanation for this phenomenon: There is first a reduction of personnel due to reorganization and also to the austerity program that prevailed last year and the year before; also we have to draw your attention to the fact that there has been a transfer of part of our personnel from the vote to the revolving fund, so that wages that were approved by the House of Commons before this year have now to be included in their revolving fund and charged on the fees that we ask our customer departments.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: As for purchases made by your department for other countries including the United States, I notice that there has been a decrease of nearly 40 per cent during the last fiscal year. Could you tell me what your department would be buying for the United States of America?

Mr. Boucher: The great reduction in the American purchases from Canada is in the military field. The

[Texte]

militaires. Il y a eu une baisse considérable des achats militaires américains au Canada au cours de l'année qui se termine. D'ailleurs, la baisse des transactions avec les États-Unis s'explique exclusivement par la baisse des achats militaires.

M. Clermont: Vous avez connu aussi une diminution d'achats d'autres pays que les États-Unis au chapitre des achats d'équipement militaire.

M. Boucher: Oui.

M. Clermont: Je remarque que la livraison d'avions achetés par les Pays-Bas doit se terminer cette année?

M. Boucher: A l'automne.

M. Clermont: Est-ce qu'on prévoit une nouvelle vente soit aux Pays-Bas ou à d'autres pays de l'OTAN?

Mr. Richardson: No, Mr. Chairman, there is no further sale to the Netherlands being negotiated at the present time.

M. Clermont: Est-ce que notre industrie de la construction ou de la fabrication d'avions aurait besoin de nouvelles commandes? Si on se fonde sur les renseignements qui nous viennent de Canadair à Montréal, le personnel est très réduit cette année par rapport à il y a deux ou trois ans.

Mr. Richardson: Mr. Chairman, we and other departments are at the present time trying to negotiate an additional sale of 20 aircraft, not to the Netherlands but in another direction, and that sale is still not conclusive. But it would be helpful in the way that you mentioned, if we are successful in...

M. Clermont: Monsieur le ministre, votre ministère a-t-il donné son appui aux autorités de la province de Québec pour mousser la vente de l'avion pour la protection des feux de forêts. Je crois qu'il s'agit du CL 210 ou 215? Est-ce que votre ministère a fait de la publicité pour la vente de cet avion fabriqué par Canadair?

Mr. Richardson: We have worked very closely with other departments on the water bomber, and I think that Mr. Glassford could give you the up-to-date information.

The Chairman: Mr. Glassford.

Mr. J. S. Glassford (Assistant Deputy Minister, Engineering Procurement, Department of Supply and Services): Mr. Chairman, we have sold through the department a number of water bombers to the French Government 11, and there were several sold to Spain. We have hopes that there will be further quantities sold to various countries who are interested in using this aircraft for fire fighting and other purposes. To date we have no firm orders other than those I have mentioned.

M. Clermont: Monsieur le ministre, dans votre exposé, vous avez mentionné que votre ministère a été l'un ou le premier ministère à répondre aux recommandations de la Commission Glassco au sujet du recouvrement total des coûts. Est-ce que vous pourriez nous montrer de quelle manière ces coûts sont établis lorsqu'un ministère vous confie un travail? Disons, comme, entre autres, pour le

[Interprétation]

decrease in transactions with the United States is due only to the decrease in military purchases.

Mr. Clermont: Have other countries than the United States bought less from your department in that field?

Mr. Boucher: Yes.

Mr. Clermont: I notice that the supply of airplanes bought by The Netherlands is coming to an end this year.

Mr. Boucher: In the fall.

Mr. Clermont: Do you anticipate another sale either to The Netherlands or to other member countries of NATO?

M. Richardson: Non, monsieur le président, aucune autre vente n'est en cours de négociation avec les Pays-Bas actuellement.

Mr. Clermont: Would aircraft industry need a boost? According to information we received from Canadair in Montreal, the personnel has been reduced this year compared to two or three years ago.

M. Richardson: Monsieur le président, notre ministère, de concert avec d'autres ministères du gouvernement canadien est en train de négocier à l'heure actuelle une vente additionnelle de vingt avions à un autre pays. Cependant la vente n'a pas encore été faite. Évidemment si le contrat de vente est conclu, cela aidera grandement cette industrie.

Mr. Clermont: Did your department co-operate with the officials of the province of Quebec to boost the sale of water bombers, I think CL 210 or 215? Did you promote the sale of this Canadian made aircraft?

M. Richardson: Nous avons travaillé très étroitement avec d'autres ministères au sujet du bombardier d'eau et je crois que M. Glassford pourrait vous donner des renseignements plus à jour.

Le président: M. Glassford.

M. J. S. Glassford (Sous-ministre adjoint, Génie, Ministère des Approvisionnements et Services): Monsieur le président, nous avons vendu onze bombardiers d'eau au gouvernement français et plusieurs autres à l'Espagne. Nous espérons en vendre d'autres à différents pays intéressés à utiliser cet avion pour combattre les feux de forêts et dans d'autres buts. Actuellement, nous n'avons pas d'autres commandes que celles dont j'ai parlé.

Mr. Clermont: Mr. Minister, you mentioned in your document that your department was the first one to abide by the Glassco recommendation concerning total cost recovery. Could you tell us how you do this as far as printing is concerned for example. Do you charge the real cost plus a certain percentage? How do you bill other departments for services?

[Text]

travail d'impression, est-ce le coût coûtant plus un certain pourcentage ou quoi? De quel critère vous servez-vous pour facturer un autre ministère pour un travail ou un service rendu?

Le président: Monsieur le ministre.

• 2115

Mr. Richardson: Mr. Chairman, I was referring there to our Printing Bureau, and I indicated that it was the first major government operation to achieve what I call full implementation of the Glassco concept. The Glassco concept is total cost recovery; that is, that the department obtains from other departments the full cost of its operation. We charge our customer departments the full amount on the service that we provide to them. That is all there is to the concept. Instead of providing services which we do not get paid for, we charge the other departments of the federal government for those services including, ultimately, our overhead and all our costs, and we have what is described as total cost recovery.

Mr. Clermont: Monsieur le président, pour le moment je vais poser ma dernière question à M. Boucher. Vous avez donné les raisons de la diminution des effectifs. Cette diminution des effectifs vous a-t-elle forcés à accorder plus de contrats à l'extérieur pour les impressions au lieu de faire faire ce travail par l'Imprimerie du gouvernement canadien?

M. Boucher: A l'heure actuelle, on ne peut pas dire que le nombre des contrats accordés à l'extérieur se soit accru en fonction de la réduction des effectifs à l'imprimerie nationale.

Mr. Clermont: Quel pourcentage les contrats accordés à l'extérieur représentent-ils vis-à-vis du travail qui est fait à votre imprimerie ou à vos imprimeries?

M. Boucher: Sous toutes réserves, je crois que l'imprimerie nationale fait des impressions pour environ 10 millions. Il s'en fait également pour une dizaine de millions dans les succursales de l'imprimerie à travers le pays, on passe des contrats avec l'industrie privée pour à peu près un nombre équivalent. C'est à peu près le tiers dans chaque cas.

Mr. Clermont: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Guay.

M. Guay: J'aimerais premièrement...

The Chairman: A supplementary, Mr. Fairweather.

Mr. Fairweather: I was shanghaied from the Committee on International Development Aid, I am sorry I did not know this meeting was going on, or what it was about. I would like to go back. I apologize to the Deputy Ministers and officials. I have not had a chance to read this and I have another chore, if you do not mind.

Mr. Richardson: We appreciate your attendance at the meeting.

Mr. Fairweather: It is very acceptable to be needed.

The Chairman: Mr. Guay.

[Interpretation]

The Chairman: Mr. Minister.

M. Richardson: Monsieur le président, je voulais parler du Bureau de l'impression et j'ai dit que c'était le premier bureau du gouvernement où les recommandations du comité Glassco ont été appliquées pour la première fois complètement. Le comité Glassco prévoit le recouvrement total des coûts: le ministère rentre dans les frais d'exploitation qui ont été occasionnés par les services rendus à d'autres ministères. C'est là comment fonctionne ce nouveau système. Au lieu de fournir des services sans frais, nous demandons au ministère client du gouvernement fédéral de nous payer pour ces services, ce qui comprend le prix de revient et les frais généraux; c'est ce qui s'appelle le recouvrement total des coûts.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I would like to direct my last question to Mr. Boucher. You explained the reason for the decrease in personnel. Did you have to make contracts with the exterior for printing instead of having it done at the Canadian Government Printing Bureau?

Mr. Boucher: We cannot say at the present time that the increase in outside contracts was in direct proportion to the reduction of personnel at the Canadian Government Printing Bureau.

Mr. Clermont: What is the percentage of contracts made outside of the government compared with the work of the printing bureau?

Mr. Boucher: I stand to be corrected, but I think that the Canadian Government Printing Bureau, its branches throughout the country and the private sector are each doing about 10 million printing.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Guay.

Mr. Guay: I would like first...

Le président: Une question supplémentaire; monsieur Fairweather.

M. Fairweather: On est venu me kidnapper au Comité de l'Aide au développement international; veuillez m'excuser mais je devrai y retourner. Je n'ai pas eu la possibilité de lire le document du ministre.

M. Richardson: Je vous remercie d'avoir bien voulu assister à la séance.

M. Fairweather: Je suis très content que l'on ait tellement besoin de moi.

Le président: Monsieur Guay.

[Texte]

Mr. Guay (St. Boniface): I would like to say to you, first, that I too have another meeting and possibly they should give consideration to the fact that some of us sit on more than one committee, in fact we sit on several, and there is a conflict of interest from time to time.

J'aimerais premièrement, monsieur le président, féliciter le ministre de son rapport très compréhensible. C'est un rapport que je dirais excellent à mon point de vue, et j'aimerais le féliciter sur ce point-là.

At the same time, there are a few questions, Mr. Chairman, that I would like to ask the Minister, and no doubt he will have no problem explaining to me. Some of my questions were already answered when Mr. Clermont requested a few answers a while ago.

One of the concerns that I have, amongst others, is in regard to the repair and overhaul contracts that we have for our aircraft and so on. I will say that although the costs might be competitive in certain areas, do we give consideration to the Canadian aspect, rather than possibly some going out of the country? Possibly, Mr. Minister, you could expand on that and let it be known to us whether or not there are still repairs going on in the United States in this regard, or if it is being done on the Canadian side, and if it is being done in only one area or is it across the country?

• 2120

Mr. Richardson: Mr. Chairman, I would like to thank the honourable member for his comments. I would also like to put on the record the fact that not only he but many other members are involved with other committee meetings today. I have been advised that there are some 22 committee meetings being held this day and there is also a hockey game tonight. I appreciate very much the attendance of the members of Parliament who are attending this Committee this evening.

The repair and overhaul work which you saw in the estimates amounted to some \$53 million. Our policy is to achieve as much as possible in Canada. In fact we have negotiated contracts of repair and overhaul work for American planes in Canada, actually increasing the volume of repair and overhaul work that is done in this country. If there is more detailed or specific information, Mr. Glassford could supply it, but that perhaps is sufficient.

Mr. Guay (St. Boniface): My question may be in this nature, Mr. Chairman and Mr. Minister. It might be in some instances advantageous to the government to have some repairs done in the United States because of the price cost when the same may be done on the Canadian side for a slightly higher cost. Do you have a policy in regards to the decision being made as to whether or not you would get it done on the Canadian side or because of savings you would still send it to the American side? Would you give advantage in other words to the Canadian even though he was just slightly higher?

Mr. Richardson: Yes, Mr. Chairman, we would. Our over-all departmental policy is to give a 10 per cent preference to Canadian content. Anything within that range we would give it to the Canadian company even if it cost us more.

[Interprétation]

M. Guay (St-Boniface): J'aimerais dire également que je dois aussi assister à une autre séance et je crois que l'on aurait peut-être dû songer au fait que nous devons siéger à plus d'un comité. Il y a parfois des conflits d'intérêt.

First of all, Mr. Chairman, I would like to congratulate the Minister for his very comprehensive document. I think it is an excellent one.

J'aimerais cependant poser quelques questions au ministre, je suis certain qu'il n'aura pas d'objection à me donner une réponse. M. Clermont a déjà posé certaines questions que je voulais poser.

Ma question porte sur les contrats de réparation et d'entretien de nos avions. Bien que les coûts soient peut-être concurrentiels dans certaines régions, avons-nous étudié la possibilité de faire faire les travaux au Canada plutôt qu'à l'étranger? Monsieur le ministre, vous pourriez peut-être vous étendre là-dessus et nous faire savoir si l'on procède toujours à des réparations aux États-Unis ou si cela se fait au Canada et si cela ne se fait que dans une seule région ou dans tout le pays?

M. Richardson: Monsieur le président, j'aimerais remercier le député pour son intervention. J'aimerais également signaler à l'attention de tous que non seulement lui mais bien d'autres députés sont tenus d'assister à d'autres réunions de comités aujourd'hui. J'ai appris qu'il y avait 22 réunions de comités aujourd'hui et qu'il y a une joute de hockey ce soir. Je suis reconnaissant d'écouter tous ceux qui sont présents à notre séance ce soir.

Les travaux de réparation et de réfection qui figurent dans les prévisions des dépenses représentent quelque 53 millions de dollars. Nous avons pour politique de faire le maximum au Canada: En fait nous avons négocié des contrats de réparation et de réfection pour les avions américains au Canada, augmentant ainsi l'importance des travaux de réparation et de réfection effectués dans notre pays. Si vous désirez de plus amples renseignements ou encore des détails, M. Glassford pourrait vous les fournir, c'est peut-être suffisant.

M. Guay (St-Boniface): Il se peut que ma question soit cet ordre, monsieur le président et monsieur le ministre. En certain cas le gouvernement aura peut-être intérêt à faire effectuer certaines réparations aux États-Unis étant donné le prix de ces réparations qui coûteraient peut-être un peu plus cher au Canada. Avez-vous des principes qui guident votre précision quant à savoir s'il faut effectuer les réparations au Canada ou les faire faire aux États-Unis pour des raisons techniques? Autrement dit, accorderiez-vous la préférence à l'entrepreneur canadien quand bien même que celles-ci seraient légèrement plus élevées.

M. Richardson: Oui, monsieur le président, c'est ce que nous ferions. La politique générale de notre ministère est d'accorder une préférence de 10 p. 100 au contenu canadien. Nous accorderions le contrat à une entreprise canadienne même si cela nous coûtait plus cher pour autant que la différence ne dépasse pas ce pourcentage.

[Text]

Mr. Guay (St. Boniface): I hope the Minister will not jump on my next question, because I was hoping I could lead him into exactly the position which he has mentioned, the 10 per cent to the Americans. Mr. Chairman, would the Minister give the equal benefit to Western Canadians who may put a price on any of the contracts that he has made reference to—not only the 212 that he has mentioned because there are many others would he give that preference to Western Canadians because of the tariff and everything else that is involved whereby to certain extents I believe we are at a disadvantage being Westerners at one time or another?

Mr. Richardson: As a Westerner I would have to...

Mr. Guay (St. Boniface): In regard to printing if I may say, or anything else.

Mr. Richardson: Mr. Chairman, I fully agree with the sentiments being expressed by Mr. Guay, but of course the government's policy does not differentiate between one region and another as far as the preference is concerned. We give a 10 per cent preference over foreign bidders, but we do not give any regional preference.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, I am not trying to put the Minister on the spot. I know it is going to look bad, but I believe if we are going to give a 10 per cent difference to the Americans, surely to goodness then same consideration should apply to Westerners because of the freight rates and everything else.

Mr. Richardson: Mr. Chairman, we do not give the preference to the Americans. We give the preference to Canadians.

Mr. Guay (St. Boniface): We get the 10 per cent, that is right. I made a mistake on that.

The Chairman: Even if they are Westerners.

Mr. Guay (St. Boniface): I am sorry, Mr. Minister, I twisted it around, but then possibly my question should have been the other way then. Could we not give that 10 per cent difference to Westerners vis-à-vis any other contracts that are closed by Ottawa in Ottawa proper so we can spread the good things across the continent instead of just in this area.

• 2125

Mr. Richardson: I think, Mr. Chairman, that is one of the best ideas that has been put forward to this meeting so far tonight, and I will see if I can persuade my colleagues that that would be a good idea.

Mr. Clermont: As a Quebec member, I will see some objection.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, I presume that these questions on the other side are supplementary and I will allow them, if you wish. I would not mind allowing these and then carry on from there. So if they want to

[Interpretation]

M. Guay (St-Boniface): Peut-être le ministre ne sautera pas ma prochaine question parce qu'en fait j'espérais l'amener exactement à ce qu'il a dit, le 10 p. 100 aux Américains. Monsieur le président, le ministre accorderait-il autant d'avantages aux Canadiens de l'Ouest qui pourraient offrir un prix raisonnable pour tous les contrats qu'il a cités, non seulement les 212 qu'il a mentionnés mais encore bien d'autres. Accorderait-il ces références aux Canadiens de l'Ouest, étant donné le tarif et tout cela car dans une certaine mesure, je crois que les gens de l'Ouest sont de temps en temps désavantagés par rapport aux autres.

M. Richardson: Originaire moi-même de l'Ouest, j'aurais...

M. Guay (St-Boniface): En ce qui concerne l'impression, par exemple, ou tout autre chose.

M. Richardson: Monsieur le président, je comprends très bien les sentiments de M. Guay mais la politique du gouvernement ne fait bien sûr aucune différence entre une région et une autre en ce qui concerne le régime préférentielle. Nous accordons une préférence sur les soumissionnaires étrangers jusqu'à concurrence de 10 p. 100 mais nous n'accordons qu'une préférence sur le plan régional.

M. Guay (St-Boniface): Monsieur le président, je n'essaie pas de mettre le ministre sur les charbons ardents. Je sais que cela vous paraîtra mal intentionné mais j'estime que si nous accordons une différence de 10 p. 100 aux Américains, il est impensable que le même régime ne s'applique pas aux gens de l'Ouest étant donné les tarifs marchandises, etc.

M. Richardson: Monsieur le président, nous n'accordons qu'une préférence aux Américains. Nous accordons une préférence aux Canadiens.

M. Guay (St-Boniface): Nous obtenons les 10 p. 100, c'est exact. Je me suis trompé.

Le président: Même s'il s'agit de gens de l'Ouest

M. Guay (St-Boniface): Je regrette, monsieur le ministre, je me suis écarté du sujet mais j'aurai peut-être pu poser ma question d'une autre façon. Ne pourrions-nous pas accorder une différence de 10 p. 100 aux gens de l'Ouest par rapport aux contrats qui sont accordés par Ottawa de façon à ce que nous puissions répartir ces avantages dans tout le continent au lieu de nous limiter à notre région.

M. Richardson: Monsieur le président, je pense que c'est l'une des idées des plus remarquables qui ait été lancée jusqu'ici au cours de notre réunion et je vais passer auprès de mes collègues afin de les persuader que c'est là une idée excellente.

M. Clermont: En tant que député du Québec, je m'élève contre cette idée.

M. Guay (St-Boniface): Monsieur le président, je suppose qu'il s'agit de questions supplémentaires que l'on pose de l'autre côté et je les leur accorde de bonne grâce, si vous le désirez. Je ne m'opposerai même pas à ce qu'ils

[Texte]

place some supplementary questions, I will stand by and listen.

The Chairman: You have the floor, Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): If I have the floor then I will say that I understood very clearly from the Minister that he is purchasing everything from pencil sharpeners to battleships. I know, from studying this matter rather closely since I have been in Ottawa, that if I were a Quebecker instead of a Westerner and a Manitoban, I would not complain too much, whether it be the Regional Development Committee or any contracts in regard to your department or elsewhere. I would not count heads; I would count the benefits derived therefrom instead.

To that end I also went on through your brief and noticed a little matter, in which I am somewhat interested—that on 657 pairs of boots you saved \$1,300. I thought that if you could save \$1,300-odd on 657 pairs of boots, you must buy a lot more boots and other footwear in your department.

Is there any particular reason, Mr. Minister, why you particularly mentioned 657 pairs of boots and did not mention any of the other purchases pertaining to footwear which you might or might have not made a saving on; or are you leaving me under the impression that these are the only groups of the boots amongst your footwear purchases that you did not make saving on?

Mr. Richardson: No, Mr. Chairman. As I have indicated in my remarks, we picked out random samples of a kind of savings we made. I am certain that we made savings in other articles, not only boots. We could not put them all in the brief, so I just highlighted and gave examples. That was why we picked the 657 pairs of boots.

Mr. Guay (St. Boniface): I do not want to prolong this because I know, as the Minister has mentioned, that a lot of them are tied up with other things. I think you have a very interesting department and I think you are doing a good job.

You mentioned that when any of the employees or staff are moved from one province to another, it comes within your jurisdiction somehow. Am I right in that, Mr. Minister?

Mr. Richardson: We just negotiate the cost of moving government personnel, as I indicated, who are moved by the government under the mobility program.

Mr. Guay (St. Boniface): There is one problem that arises from this. I agree that a proper price is a very important thing. However, I understand that at times key companies are involved, but it must be done at certain prices. But while this is being done the company here, who is possibly moving somebody from Alberta, will direct their branch out there to move so and so from there back to Ottawa, we will say. The problem is that while it is one of their lines that may bring it here, they are not benefiting as much as if they were directed by the department to move so and so directly from that area to here. In other words, instead of contacting the head, if

[Interprétation]

poursuivent à partir de là. Aussi s'ils ont des questions supplémentaires à poser je suis tout ouïe.

Le président: La parole est à vous, monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): Si j'ai la parole, permettez-moi de dire que j'ai très bien compris du ministre qu'il achète tout du taille-crayons aux navires de guerre. Comme j'ai étudié cette question de fait de façon assez approfondie depuis mon arrivée à Ottawa, je sais que si j'étais québécois au lieu de venir de l'est ou du Manitoba, je ne me plaindrais pas trop que l'on considère secret le comité d'Expansion régionale ou les contrats que passe votre ministère, etc. Je ne m'attacherai pas à la quantité mais bien aux avantages acquis.

A ce propos, j'ai parcouru votre mémoire et j'ai noté un point qui m'intéressait: sur 657 paires de bottes, vous avez épargné \$1,300. Je pense que si vous pouvez épargner quelque \$13,000, sur 657 paires de bottes, vous auriez plus d'intérêt à acheter plus de bottes et de chaussures au sein de votre ministère.

Il y a-t-il une raison précise qui vous ait amené, monsieur le ministre, à mentionner ce 657 paires de bottes et à passer sur tous les autres achats de chaussures sur lesquels vous avez peut-être réalisé des économies et vous nous laissez l'impression qu'en dehors des bottes, vous n'avez réalisé aucune économie sur vos achats de chaussures?

M. Richardson: Non, monsieur le président. Comme je l'ai signalé au cours de mes observations, nous avons pris au hasard des exemples d'économies que nous avons pu réaliser. Je suis persuadé que nous avons pu réaliser des économies sur d'autres articles, en dehors des bottes. Nous ne pouvions les citer toutes dans le mémoire, aussi j'ai pris les points saillants et j'ai donné des exemples. C'est ce qui nous a amené à mentionner les 657 paires de bottes.

M. Guay (St-Boniface): Je ne voudrais pas prolonger cette discussion parce que comme l'a dit le ministre, bon nombre de ces questions sont étroitement liées à d'autres choses. Votre ministère me paraît très intéressant et j'estime que vous faites un travail remarquable.

Vous nous avez dit que lorsqu'un employé ou un autre membre du personnel est transféré d'une province à une autre, cette mutation relève de vous d'une certaine façon, est-ce exact, monsieur le ministre?

M. Richardson: Nous nous contentons de négocier les frais de déménagement des fonctionnaires qui sont mutés par le gouvernement dans le cadre du programme de mobilité.

M. Guay (St-Boniface): Cela pose un problème. Je reconnais qu'un prix raisonnable est un critère important. Toutefois, je crois savoir que parfois de grandes entreprises sont impliquées ce qui n'empêche pas que les services ne peuvent dépasser un certain prix. Mais il se peut qu'une compagnie de déménagement qui assure le déménagement de quelqu'un en Alberta, donnera des instructions à sa succursale là-bas pour le déménagement de la personne à Ottawa. Il y a un problème dans la mesure où c'est une de leurs lignes qui amène la personne ici, leurs bénéfices ne sont pas aussi élevés que si le ministère leur demandait d'assurer le déménagement de la personne

[Text]

the branch was advised of it, they would get full credit for it. There is a particular complaint from the west. We notice that in regard to Air Canada in respect of employees being moved from Winnipeg. As you know, we have lost not only the employees but our base as well. I am not knocking Quebec now, because this could apply anywhere in Canada, but it is a fact that it is a Montreal firm that advises so and so in Winnipeg to move so and so from Winnipeg back to Montreal.

• 2130

If by chance, that same employer whoever it is, will be moved back again to Winnipeg it would be that same firm again in Montreal who would be directing so-and-so to take him back into Western Canada. The complaint I have received from my area is how can we ever get into this thing because the whole thing is directed from the east and we do not get a chance to participate into this moving thing. Whoever gets the contract if it was understood that all he had to do was advise their branch out West, then he would get full credit for it. I think this is the way I understand it. Have you heard anything about that, Mr. Richardson?

Mr. Richardson: I would like to say, Mr. Chairman, that all the negotiations in moving personnel is done on a bid basis. In fact, I am certain there is no more preference there than anywhere else for a region. We try to get the lowest cost and if we achieve that in Montreal we give the contract there; if we achieve it in Winnipeg then we give the contract there.

Mr. Guay (St. Boniface): There are many more questions that I, too, would like to ask, Mr. Chairman, but I believe that I should pass for the time being. Thank you again, Mr. Richardson.

Mr. Langlois: Mr. Richardson, a while ago you referred to the Fowler report and to the fact that the Printing Bureau would be the first government branch to really follow this report and you would be working on costs. Other departments would be customers to you and would have to pay whatever the cost is. What you are going to do with either the profit or loss at the end of the year? If you have a profit, will it be distributed *pro rata* to the monies coming from each department or are you going to ship to the general fund or keep it in your department? What happens if there is a loss? It will not come to the cent at the end of the year that is for sure. You will be working on quotations and if I know business a little bit—I have been in it long enough—in business you think you are going to make a profit and at the end of the year sometimes you have a loss. I am afraid you will be in the same dilemma.

Mr. Boucher: Of course, there is no intention of making any profit. There is nothing we could do with a profit. We could not profit from a profit.

[Interpretation]

directement de cette région à Ottawa. Autrement dit, si au lieu de contacter le siège central, l'on s'adressait à la succursale, celle-ci garderait tous les bénéfices de l'opération. Cette situation a soulevé des plaintes dans l'ouest. Nous pouvons remarquer notamment à Air Canada pour ce qui est des employés déplacés de Winnipeg. Comme vous le savez, non seulement nous avons perdu les employés mais nous avons également perdu notre base. Je ne vise pas spécialement le Québec parce que cela pourrait s'appliquer à tout le Canada mais il se fait que c'est une société de Montréal qui instruit un tel à Winnipeg d'assurer le déplacement de l'intéressé de Winnipeg à Montréal.

Si par le plus grand des hasards, le même employé était transféré à nouveau à Winnipeg ce serait encore une fois la même société de Montréal qui demanderait à qui de droit de le ramener dans l'Ouest. Des gens de ma région se sont plaints auprès de moi car ils ne voyaient pas comment ils pouvaient participer à ces activités de déplacement étant donné que tout était dirigé à partir de l'est. Que l'on accorde le contrat à n'importe quelle société, s'il n'a qu'à donner des instructions à la succursale dans l'ouest, c'est sa succursale qui devrait enterrer tous les bénéfices. C'est ainsi que je comprends les choses. Avez-vous eu vent de semblables questions, monsieur Richardson?

M. Richardson: J'aimerais vous dire, monsieur le président, que toutes les négociations quant aux déplacements au personnel vont sur la base des offres. En fait, je suis persuadé que l'on accorde aucune préférence selon les régions, pas plus que dans les autres domaines. Nous essayons d'obtenir le plus bas prix et si nous l'obtenons à Montréal nous accordons le contrat à Montréal. Si nous obtenons un prix moins élevé à Winnipeg, nous accordons un contrat à Winnipeg.

M. Guay (Saint-Boniface): Il y a encore bien d'autres questions que je voudrais poser, monsieur le président, mais je pense que je devrais céder la parole pour l'instant. Je vous remercie, encore une fois, monsieur Richardson.

M. Langlois: Monsieur Richardson, il y a un instant, vous avez parlé du rapport Fowler et vous nous avez dit que le Bureau d'impressions serait le premier service gouvernemental qui appliquerait les conclusions de ce rapport et que vous vous occuperiez des coûts. Les autres ministères seraient vos clients et devaient vous payer un prix donné. Qu'allez-vous faire des profits ou du déficit à la fin de l'exercice? Si vous avez réalisé un bénéfice, sera-t-il réparti au prorata des dépenses de chaque ministère ou allez-vous le verser à la caisse générale ou encore le garder dans votre ministère? Que se passe-t-il, s'il y a un déficit? Si une chose est certaine, c'est qu'il ne s'agira pas de quelques sous à la fin de l'année. Vous vous battez sur les soumissions et si je m'y connais un peu en affaires, j'étais dans les affaires assez longtemps, on pense souvent que l'on va réaliser un bénéfice et à la fin de l'année on se retrouve avec un déficit sur les bras. Je crains que vous ne vous trouviez dans la même situation.

M. Boucher: Bien sûr, nous n'avons pas l'intention de réaliser des bénéfices. Nous n'aurions qu'en faire. Nous ne pourrions tirer aucun parti de bénéfices éventuels.

[Texte]

Mr. Langlois: Yes, I know.

Mr. Boucher: Therefore, we will have to find ways of disposing of the profit by readjusting rates. What we will do at first, of course, is strike rates which we will feel are probably the most accurate representation of what it cost us to service this batch of departments at that level. If it turns out in the course of the year that we get less business or more business from them, of course the money coming in will be more or less than we need because of the overhead element in the rate mostly. So we will have to keep adjusting our bills to departments from year to year. We would be operating then with revolving funds. Really there always will be government money going in circles. It is not accumulating as a profit, it is not even like interest. It does not grow, it just goes around.

Mr. Langlois: How many people, Mr. Richardson, do you employ in your department?

Mr. Richardson: Just over 8,000. I cannot give you the exact number. We are about 4,100 in the Service component. In Supply, it is in the order of 4,000. So it is just over 8,000 personnel for the full department including the administration.

Mr. Langlois: That is 8,000 people for \$22 million?

Mr. Richardson: No. The \$22 million would represent the Supply component only.

Mr. Langlois: What is the total amount?

Mr. Richardson: The total we are requesting in our budget is \$65 million in round figures.

Mr. Langlois: That is the cost to operate the department?

Mr. Richardson: That is right.

Mr. Langlois: That is manpower only.

Mr. Richardson: That includes all our costs but by far the largest part is salaries. For instance, our salaries in the Services component are some \$33 million.

Mr. Langlois: How do your costs at the printing bureau compare with the costs in the private sector? You must have figures on that.

Mr. Richardson: Yes, we have been doing a number of studies to determine whether it is better for us to do in-house work or whether to contract the work out to the private sector. There is, of course, a large volume of work that is either of a confidential nature or the work of the House of Commons which we want to do in house, but there is quite a lot of work on which we have a choice. In round figures we are currently distributing half of our printing, about 50 per cent of it, to the private sector and are doing half of it in our own workshop. I would think the costs are really comparable and the main judgment is whether or not the work is of a confi-

[Interprétation]

M. Langlois: Oui, je le sais.

M. Boucher: Aussi, nous devons trouver le moyen de répartir le bénéfice grâce à un réajustement des tarifs. La première chose que nous ferons c'est d'établir des tarifs car nous estimons que c'est là l'image la plus fidèle du prix de revient de services que nous accordons aux ministères. Si au cours de l'année il s'avère que nous avons moins ou plus d'affaires à traiter, les rentrées d'argent seront supérieures ou inférieures à nos besoins étant donné l'élément «prégénéral» du tarif. Aussi, nous devons ajuster les notes de nos ministères d'année en année. Nous fonctionnerions alors avec des fonds de roulement. En fait, les deniers publics feront toujours l'objet d'un certain roulement. Les fonds du gouvernement ne prêtent pas à bénéfice et il n'est même pas question d'intérêt. C'est un capital qui ne croît pas, il circule.

M. Langlois: Quels sont les effectifs de votre ministère, monsieur Richardson?

M. Richardson: Un peu plus de 8,000 employés. Je ne pourrais vous donner le chiffre exact. 4,100 personnes environ sont employées dans le département des services. Les approvisionnements occupent environ 4,000 fonctionnaires. Il y a donc un peu plus de 8,000 personnes qui travaillent dans tout le ministère, y compris les responsables de l'administration.

M. Langlois: 8,000 employés pour \$22 millions?

M. Richardson: Non. Les \$22 millions ne représentent que le département des approvisionnements.

M. Langlois: Quel est le montant total?

M. Richardson: L'ensemble des fonds dont nous demandons dans notre budget s'élève à \$65 millions, en chiffre rond.

M. Langlois: Il s'agit des frais de fonctionnement du ministère?

M. Richardson: C'est exact.

M. Langlois: Main-d'œuvre uniquement.

M. Richardson: Ce montant comprend tous nos frais mais évidemment la plus grosse part représente la rémunération du personnel. La rémunération des employés du département des services, par exemple, s'élève à \$33 millions.

M. Langlois: Comment les coûts de l'imprimerie du gouvernement canadien se comparent-ils à ceux du secteur privé? Vous devez avoir des chiffres.

M. Richardson: Oui, nous avons fait un certain nombre d'études pour déterminer s'il était mieux pour nous de faire notre travail chez nous ou de le donner à contrat dans le secteur privé. Il y a évidemment un fort volume de travail qui est soit de nature confidentielle ou du travail de la Chambre des communes que nous désirons faire chez nous, mais il y a également une bonne somme de travail pour lequel nous avons le choix. Un chiffre rond, nous distribuons ordinairement la moitié de nos impressions, soit 50 p. 100 au secteur privé et nous en faisons la moitié dans nos propres ateliers. Je crois que les coûts se comparent et il fallait décider si oui ou non le

[Text]

dential nature or of a kind that should be done by the government on its own facilities.

Mr. Langlois: As the departments from now on will be like customers to you, do they have the choice of either going to you to buy their printing or can they go in the public sector?

Mr. Richardson: Yes, they have...

Mr. Langlois: Not through you, but by themselves...

Mr. Richardson: No, they should generally speaking come through us. There are some exceptions where there is urgency of time or other factors, but the advantage of centralized purchasing and consolidation is that even if they are going into the private sector they come through us whether for printing or for other goods and services they are buying.

Mr. Guay (St. Boniface): A supplementary if I may, Mr. Chairman. Your printing, Mr. Richardson also shows up very well, they are showing a profit, they can look after themselves in regard to purchase of machinery and so on. Maybe you can expand on that, but I was led to believe that last year and I think this is right. In fact it is one of the best printing outfits in Canada as far as I am concerned. They are doing very well, the staff and all, and the fact they have shown a considerable amount of profit.

Mr. Richardson: Yes, I am certain the printing bureau would want to thank the hon. member for that comment. It is true they are a first class organization, they do excellent work and you know, as a member of the House, how promptly and accurately the *Hansards* and other printed material arrive on our desks.

Mr. Guay (St. Boniface): I must say, Mr. Chairman, that if they are showing a profit it is an advantage to the government. This is a savings again.

Mr. Richardson: That is right.

The Chairman: As you know we also have to examine the services which are under Vote 10 on page 25-24 if we have completed with the supply.

Mr. Carter.

Mr. Carter: Mr. Chairman, I apologize for not having more questions, but I am on two other committees and I was sort of conscripted to fill in here tonight.

Mr. Guay (St. Boniface): That is the only time we can get an advantage on you fellows, if you do not do all the talking.

Mr. Carter: I will forget he said that, Mr. Chairman. I am interested in a point raised by Mr. Guay from St. Boniface with regard to the differential paid Canadian contractors over and above the American contractors and I agree with him that there might be a good case for allowing the same 10 per cent or certainly some allowance for some of the producers and manufacturers in the western part of our country as well as the eastern part of our country. Did I understand the Minister to give an

[Interpretation]

travail est de nature confidentielle ou s'il doit se faire dans les services du gouvernement.

M. Langlois: Étant donné que les Ministères seront à partir de maintenant vos clients, ont-ils le choix de s'adresser à vous ou d'aller dans le secteur public?

M. Richardson: Oui, ils l'ont...

M. Langlois: Je ne veux pas dire par votre intermédiaire, mais d'eux-mêmes...

M. Richardson: Non. De façon générale ils doivent passer par nous. Il y a des exceptions, s'il y a urgence ou autre chose, mais l'avantage des achats centralisés et de la consolidation c'est que même pour aller au secteur privé, ils doivent passer par nous pour les impressions ou tout autre service ou bien qu'ils achètent.

M. Guay (St-Boniface): J'ai une question supplémentaire, monsieur le président. Vos impressions, M. Richardson, accusent également des profits. Vous pouvez donc acheter votre équipement etc. Vous pouvez également prendre de l'ampleur, c'est ce que j'avais cru comprendre l'an dernier et ai-je raison. En fait, je crois qu'il s'agit d'une des meilleures installations d'imprimerie au Canada, c'est mon avis. Votre ministère travaille très bien, votre personnel également, et de plus vous accusez des profits.

M. Richardson: Oui, je suis certain que les membres de l'Imprimerie du gouvernement canadien voudront remercier l'honorable député pour cette remarque. Il est vrai qu'il s'agit d'une organisation de première classe, leur travail est excellent et comme vous le savez, à titre de député, le *hansard* et les autres documents imprimés sont précis et ils arrivent rapidement sur votre bureau.

M. Guay (St-Boniface): Je dois dire, monsieur le président, que s'il y a un profit, c'est à l'avantage du gouvernement. C'est une épargne.

M. Richardson: C'est juste.

Le président: Comme vous le savez, nous devons étudier également les services, les crédits 10 de la page 25-25, si nous avons terminé les approvisionnements.

Monsieur Carter.

M. Carter: Monsieur le président, je regrette de n'avoir pas plus de questions à poser, mais je suis sur deux autres comités et on m'a en quelque sorte enrôlé pour assister à cette séance-ci.

M. Guay (St-Boniface): C'est le seul moment où nous avons l'avantage sur vous messieurs, lorsque vous n'accaparez pas les discussions.

M. Carter: Je vais oublier qu'il a dit ceci, monsieur le président, je suis intéressé à une question soulevée par M. Guay, St-Boniface, au sujet d'un tarif différentiel payé aux entrepreneurs canadiens et qui dépasse celui payé aux entrepreneurs américains. Je suis d'accord avec lui pour dire qu'il faudrait peut-être songer à allouer le même 10 p. 100 ou alors une certaine allocation à des producteurs et des fabricants de la partie Ouest du pays de même que la partie Est du pays. Ai-je bien compris, le

[Texte]

undertaking that he would consider applying this or that he would recommend this to his colleagues in cabinet?

Mr. Richardson: Mr. Chairman, it was somewhat in jest that I was speaking. We realize in my department that there are requirements in every part of Canada for jobs, for orders, for contracts and there is no reason that I can see why we would want to give a regional preference. I was not...

• 2140

Mr. Carter: Mr. Chairman, the Minister might have given his remarks in jest but I am not asking my question in jest. I think it is a very worthwhile suggestion made by my colleague. This could very well be one of the ways to bring about an end to some of the regional problems we have, regional disparity and this sort of thing, because it is quite obvious that a large bulk of this buying is done in Central Canada, Ontario and Quebec. Surely the manufacturers in Western Canada, Manitoba, and from Alberta and British Columbia as well as from my province, Newfoundland, and the other Atlantic Provinces are not able to compete with the manufacturers in Central Canada. Therefore, they have an unfair advantage over the producers and manufacturers in the extreme ends of our country.

Mr. Guay (St. Boniface): Particularly because of the freight.

Mr. Carter: That is probably one of the big factors and I would strongly recommend to the Minister, in line with my friend across the way, that serious thought be given. I know it is going to be hard to arrive at a formula but certainly I think the matter is sufficiently serious to warrant some consideration on the part of the Minister and his colleagues.

Mr. Richardson: I think I can only reply to you as in a way I did to Mr. Guay; that I fully understand your concern and I do think it is difficult for both the far East Coast and the West to compete for business being given out or for purchases being made by the central government. But we have not evolved any policy within the department that would do other than to operate on a competitive tender basis.

I have given some consideration to trying to have, for instance, some printing orders that originate for a region, where the printing is going to be used in the region, having it only tendered in that region and having it still competitive but within that region. But we have not established a policy in that respect. We are simply looking at that with a view to trying to achieve some sort of regional balance along the lines that you have been speaking of.

Mr. Carter: Mr. Chairman, I have a very good example of the subject we are discussing now because in Newfoundland we had a boot and shoe factory called Roch Shoes Limited. Once or twice since Confederation Roch Shoes was awarded a contract by National Defence and it made such news that I think it was the headlines of all the papers in Newfoundland that Roch Shoes had been awarded a National Defence contract. Of course, the reason why they were not awarded more was obvious;

[Interprétation]

Ministre, a-t-il l'intention d'étudier cette question et en fait-il la recommandation au Cabinet?

M. Richardson: Monsieur le président, je l'ai dit on pourrait s'entendre. Nous savons au Ministère qu'il y a des exigences dans chaque partie du Canada pour du travail des commandes, des contrats, et il n'y a pas de raison, à mon avis, pour accorder des préférences régionales. Je n'étais pas...

M. Carter: Monsieur le président, le Ministre a peut-être plaisanté en faisant cette remarque, mais je ne plaisante pas en posant ma question. Je crois que cette suggestion de mon collègue est très valable. On pourrait peut-être de cette façon solutionner les problèmes régionaux qui se présentent, de même que les disparités régionales et ce genre de choses, car il est évident qu'une grosse partie des achats se fait au centre du Canada, en Ontario et au Québec. Sûrement, les fabricants de l'Ouest du Canada, du Manitoba, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique de même que de ma province de Terre-Neuve et les autres provinces de l'Atlantique, ne peuvent faire de concurrence aux fabricants du centre du Canada. En conséquence, ce n'est pas tout à fait juste pour les producteurs et les fabricants des parties extrêmes du pays.

M. Guay (Saint-Boniface): Surtout à cause du transport.

M. Carter: C'est probablement un des facteurs principaux et je recommande fortement au Ministre de concert avec mon ami de l'autre côté de la table qu'on y songe sérieusement. Je sais qu'il sera difficile d'en arriver à une formule mais sûrement, la question est suffisamment sérieuse pour retenir l'attention du Ministre et de ses collègues.

M. Richardson: Je crois que je peux vous donner la même réponse que j'ai donné à M. Guay: Je comprends très bien votre inquiétude et je crois qu'il est difficile pour la côte Est et la côte Ouest du Canada de concurrencer dans les achats qui sont faits par le gouvernement central. Mais nous n'avons pas prévu de politique au ministère autre que celle de fonctionner sur une base de soumissions concurrentielles.

J'ai essayé par exemple d'obtenir des commandes d'impression d'une région où les impressions se feront, en demandant des soumissions dans cette région seulement et en tenant compte de la concurrence au sein de cette région. Mais nous n'avons pas établi de politique à cet effet. Nous ne faisons qu'étudier cette possibilité en essayant d'obtenir un certain équilibre régional dans le sens que vous le mentionnez.

M. Carter: Monsieur le président, j'ai un très bon exemple du sujet que nous discutons actuellement parce que, à Terre-Neuve, nous avons une usine de bottes et de chaussures appelée Roch Shoes Limited. Depuis la Confédération, à une ou deux reprises, Roch Shoes a obtenu un contrat de la Défense nationale et cette occasion a fait les manchettes de tous les journaux de Terre-Neuve: que Roch Shoes avait obtenu un contrat de la Défense nationale. Évidemment, pourquoi ils n'en ont pas reçu plus

[Text]

they could not compete with the Upper Canadian manufacturers, especially with regard to freight rates.

Mr. Guay (St. Boniface): A supplementary, Mr. Chairman, if I may be allowed.

The Chairman: Will you allow a supplementary, Mr. Carter?

Mr. Carter: Well, I will think about it. Go ahead.

The Chairman: Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, while he is thinking about it and while he is looking up his book, I would like to ask him, in the example he has produced where he has told the Minister in regard to that contract that they had lost pertaining to tariff or the freight rates, was there a great difference in the price of the goods involved, whether they were shoes or anything else? I think this is a matter that should be taken into consideration. Was it only the freight rates that made the difference in the cost? I would like to ask Mr. Carter to be more specific in regard to why they lost the contract. Was it only freight rates or was it because of the great difference in the cost of the shoes?

Mr. Carter: Mr. Chairman, I am unable to answer the member's question. I know that this company had been submitting tenders for years. I can only recall having seen two headlines in the Newfoundland papers that contracts were awarded. And as I said, it made such news, they were so startled I suppose to get the contract, that it was front-page news that day.

I am unable to answer the question with regard to why the difference in cost and why the contract was not awarded to this company. I think it illustrates the need for special consideration to some of the far-away provinces where this manufacturing is done.

Mr. Richardson: Mr. Chairman, before you go on to the next point, this is another matter that we have given very careful consideration to. Instead of having all tenders on an f.o.b.-Ottawa basis where the goods are required in the region, we have in some instances allowed the tender to be on an f.o.b. at a regional point. In other words, we eliminate the freight costs from the contract or from the tender because this has been a problem for the outlying regions. In fact, we have seen quotations where the regional bid was low but when the freight was added, the advantage or low bid went to the central bidder. We are very familiar with the problem that both of you are describing, and we have made some attempt to correct it in the method that I have suggested.

• 2145

Mr. Carter: Yes, but the bulk of the goods, Mr. Minister, being bought by your department, I think you will have to agree, are used in we will say the upper Canadian provinces, Central Canada. Is that right?

Mr. Chairman, in the Minister's statement here he mentioned the purchase of motor vehicles, and he mentioned, I believe, that in 1971 there will be 4,500 vehicles

[Interpretation]

souvent de contrats c'est évident, ils ne peuvent faire concurrence aux manufacturiers du Haut-Canada surtout en ce qui a trait aux taux de transport.

M. Guay (Saint-Boniface): Une question supplémentaire, monsieur le président, si vous me le permettez.

Le président: Permettez-vous une question supplémentaire, monsieur Carter?

M. Carter: Je vais y penser, Allez-y.

Le président: Monsieur Guay.

M. Guay (Saint-Boniface): Monsieur le président, pendant que mon collègue y pense et pendant qu'il consulte son livre, j'aimerais lui demander au sujet de cet exemple, lorsqu'ils ont perdu leur contrat, l'ont-ils perdu à cause du tarif des transports. Y avait-il une grande différence entre le prix des biens en cause, que ce soit pour des souliers ou autre chose? Je crois qu'il s'agit là d'une chose qu'il faut étudier sérieusement. Le tarif marchandise faisait-il toute la différence? Je voudrais demander à M. Carter d'être plus précis quant à la perte de ce contrat. Était-ce à cause du tarif marchandise ou à cause d'un grand écart dans le coût des chaussures?

M. Carter: Monsieur le président, je ne peux répondre à la question du député. Je sais que cette société soumissionne depuis plusieurs années. Je me souviens très bien avoir vu deux titres dans les journaux de Terre-Neuve lorsque les contrats ont été accordés. Comme je l'ai dit, c'était la grande nouvelle, ils étaient tellement surpris, je suppose, d'avoir obtenu le contrat que la nouvelle a fait la manchette de la journée.

Je ne peux répondre toutefois quant à la question de la différence de coûts et pourquoi le contrat n'a pas été accordé à la société. Cette situation illustre bien qu'il faut accorder une attention spéciale aux provinces éloignées où il y a fabrication.

M. Richardson: Monsieur le président, avant de passer à la prochaine question, c'est là un domaine que nous avons étudié soigneusement. Au lieu de demander que les soumissions soient faites f.a.b. Ottawa si le bien vient d'une autre région, nous avons dans certains cas permis que la soumission soit f. à b. à partir d'un endroit... à partir de la région. En d'autres mots, nous avons éliminé le tarif marchandise du contrat et de la soumission étant donné que cela causait des problèmes pour les régions éloignées. En fait, nous avons vu des prix cotés où la soumission régionale était assez basse mais lorsque le tarif marchandise était ajouté, l'avantage ou la basse soumission allait au soumissionnaire central. Le problème que vous nous décrivez nous est bien connu, et nous avons essayé de le corriger en utilisant la méthode dont j'ai parlé.

M. Carter: Oui, monsieur le ministre mais la majorité des produits achetés par votre ministère, et je crois que vous serez d'accord, sont utilisés dans les provinces du Haut-Canada, c'est-à-dire dans la partie centrale du Canada. Est-ce exact?

Monsieur le président, le ministre a dit dans sa déclaration au sujet de l'achat de voitures qu'en 1971, son

[Texte]

procured by his department, on which there was going to be a considerable saving. As a matter of interest, are these vehicles bought directly from the factories, or are they bought from car dealers?

Mr. Richardson: Mr. Chairman, our negotiation is with the main manufacturers.

Mr. Carter: I see.

Mr. Richardson: They in turn make the arrangements with the dealers. But the bids that we receive are from the big companies themselves, not from the dealers.

Mr. Carter: Would you be buying all of the same make of car? Or do you submit tenders say for 2,000 Ford vehicles...

Mr. Richardson: We have a wide variety of cars, depending on the requirement. For instance, the RCMP require a different and perhaps better car than others, and so on.

Mr. Carter: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, monsieur le ministre a remercié les membres présents ce soir, mais je crois qu'on doit remercier également le Ministre et ses fonctionnaires d'être présents, parce que je suis certain que parmi ces fonctionnaires nous pouvons trouver des amateurs de hockey. Je ne sais pas si vous connaissez le pointage, mais j'aimerais bien le connaître. A tout événement, je crois que je peux, au nom de mes collègues, remercier le ministre et ses fonctionnaires de leur présence.

Monsieur le président, je me réfère à la page 6 de la version française de l'exposé du ministre et je lis:

Le Ministère, enfin, négocie les tarifs publicitaires demandés par la presse au Gouvernement, qui implique un volume annuel de 25,000 annonces publicitaires...

Sur quelle base négociez-vous monsieur le ministre, avec les journaux et les publications hebdomadaires, mensuelles et autres pour les autres ministères?

Mr. Richardson: Are you referring to the advertising?

Mr. Clermont: Yes.

Mr. Richardson: All that my department does in advertising is to negotiate the rates. We do not pick the agency.

Mr. Clermont: No, I know. But on what basis do you negotiate with the newspapers, daily, weekly, monthly and so on? On what basis? Is the government getting as good a rate as the private sector for this publicity?

Mr. Richardson: Yes, I think the public is getting a better rate, and it does so essentially on volume. This is again the advantage of our centralized purchasing and the fact that we can negotiate the rates for all of the departments and get a volume discount from the newspa-

[Interprétation]

ministère aura obtenu 4,500 véhicules sur lesquels il réalisera une économie considérable. A propos, ces véhicules sont-ils achetés directement des usines, ou bien des vendeurs de voitures?

M. Richardson: Monsieur le président, nos négociations se font avec les principaux fabricants.

M. Carter: Je comprends.

M. Richardson: Ensuite, les fabricants s'arrangent avec les marchands de voitures. Mais les soumissions que nous recevons proviennent des grandes compagnies et non des marchands.

M. Carter: Est-ce que toutes les voitures que vous achetez sont de la même marque? Ou bien faites-vous des soumissions par exemple pour 2,000 voitures Ford...

M. Richardson: Nous avons une grande variété de voitures qui répondent aux exigences différentes. Par exemple, la police montée a peut-être besoin d'une voiture qui est meilleure que celle des autres, et ainsi de suite.

M. Carter: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, the Minister thanked the members who are present here this evening, but I think that I should also thank the Minister and his officials of being present, because I am sure that some of his officials must be hockey fans. I don't know whether you know what the score is, but I would like to know. Anyhow, I think that on behalf of my colleagues I can thank the Minister and his officials for being present here.

Mr. Chairman, I am referring to page 5 of the English version of the Minister's brief and, I read:

"The Department negotiate advertising rates charged by the print media from Government advertising, which involve an annual volume of 25,000 advertisements..."

Mr. Minister, on what basis do you negotiate with the newspapers, the weekly publications, the monthly publications and others for the other departments?

M. Richardson: S'agit-il de la publicité?

M. Clermont: Oui.

M. Richardson: Tout ce que mon ministère fait dans le domaine de la publicité c'est de négocier les taux. Ne ne choisissons pas l'agence.

M. Clermont: Non, je le sais. Mais sur quelle base négociez-vous avec les journaux et les publications quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles et ainsi de suite? Sur quelle base? Le gouvernement reçoit-il un taux aussi avantageux que le secteur privé pour cette publicité?

M. Richardson: Oui, je crois que le public obtient un meilleur taux, et il l'obtient principalement au niveau du volume. Ceci représente encore une fois l'avantage de notre système d'achat centralisé ainsi que l'aspect que nous pouvons négocier les taux pour tous les ministères

[Text]

pers. As my report indicates, we have made substantial savings in the purchase of advertising.

Mr. Clermont: Yes, you estimate savings from 1966 to 1970 of roughly \$1.2 million.

Mr. Richardson: That is correct.

Mr. Clermont: Monsieur le président, à la page 10 de la version française et je lis à l'article 13:

Le contrat de mise au point du moteur à turbine PT-6, dont les frais sont partagés entre la Couronne et *United Aircraft Limited*, se poursuit. On estime que le coût global de ce projet pour la période allant de janvier 1959 à mars 1972 sera de l'ordre de 55 millions de dollars. Grâce à ce projet, 4,100 moteurs environ ont été vendus dans 30 pays différents, pour une valeur approximative de 180 millions, de décembre 1963 à décembre 1970.

• 2150

Monsieur le président, on a des chiffres de vente jusqu'en décembre 1970. Vend-on encore ces moteurs aux pays étrangers ou la transaction est-elle terminée?

The Chairman: Mr. Glassford.

Mr. Glassford: Mr. Chairman, these engines are still being sold. In fact, they are selling very well and they are the main source of production for *United Aircraft of Canada*.

Mr. Clermont: Which countries, sir, are still buying motors?

Mr. Glassford: Most of them are going to United States manufacturers for incorporation into various aircraft. I believe there are approximately 15 different aircraft that use these engines.

M. Clermont: A la page 18 du mémoire, je lis:

Aux termes de la Loi sur l'administration financière, le Receveur général est chargé d'effectuer tous les paiements sur le Fonds du revenu consolidé.

Pour rendre ces services, monsieur le ministre, comme le recommandait la Commission Glassco, vous chargez les différents ministères pour...

Le président: Cela viendra lorsque nous étudierons les services, monsieur Clermont.

M. Clermont: Comment?

Le président: Cela a trait au département des services.

M. Clermont: Oui, mais, je crois que c'est vous-même qui avez suggéré, monsieur...

Le président: J'ai suggéré, s'il n'y avait plus de questions au sujet des approvisionnements, de passer aux services.

M. Clermont: C'est que je voulais au moins poser une question qui traite de ce service, qui est un service très

[Interpretation]

et obtenir un escompte des journaux en ce qui a trait aux volumes. Comme mon rapport l'indique, nous avons réalisé des économies considérables dans l'achat de publicité.

M. Clermont: Oui, vous évaluez les économies de 1966 à 1970 à une somme d'environ 1.2 millions de dollars.

M. Richardson: C'est exact.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, on page 10 of the French version, section 13 states that:

The PT-6 turbin engine development contract on a cost sharing basis between the Crown and *United Aircraft Limited* is continuing. The total project cost of the engine development for the period January, 1959 to March, 1972 is anticipated to be approximately \$55 million with Crown contribution of \$15.8 million. This development project has resulted in sales of approximately 4,100 engines in 30 different countries at an estimated value of \$180 million over the period December, 1963 to December, 1970.

Mr. Chairman, we have sales figures until December, 1970. Do we continue to sell these engines to foreign countries or is it over?

Le président: M. Glassford.

M. Glassford: Monsieur le président, on continue de vendre ces moteurs. En réalité, ils se vendent très bien et ils constituent la principale source de production de *United Aircraft of Canada*.

M. Clermont: Quels sont les pays, monsieur, qui continuent à acheter les moteurs?

M. Glassford: La plupart de ces moteurs sont vendus à des fabricants américains qui les montent dans différent avions. Je crois qu'environ quinze avions différents utilisent ces moteurs.

Mr. Clermont: On page 18 of the brief, I read:

Under the Financial Administration Act the Receiver General is responsible for making all payments from the Consolidated Revenue Fund...

For those services, Mr. Minister, as recommended by the Glassco Commission, you give the different departments the responsibility to...

The Chairman: Mr. Clermont, will speak about this when we will study the services.

Mr. Clermont: Pardon?

The Chairman: This concerns the Department of Supply and Services.

Mr. Clermont: Yes, but I think that you have suggested yourself, Mr. ...

The Chairman: I have suggested that we could pass to the services if there were no more questions about supply.

Mr. Clermont: I wanted to ask just one question about this service, which is a very important one, but I am

[Texte]

important, mais je suis prêt à laisser ma place à d'autres membres s'ils ont des questions sur le crédit précédent.

Le président: Je crois que M. Langlois avait une question à poser. Le ministère voudrait faire une présentation de diapositives pour les services. Nous pourrions ensuite passer à la période des questions.

Mr. Guay (St. Boniface): If I may say, Mr. Chairman, on a point of order...

The Chairman: Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): ...I think we could very well let Mr. Clermont finish his question. I do not think it makes any difference. We cannot tonight approve one or the other, so I do not see why he cannot be allowed to continue. If there was a motion on the floor, I would certainly vote in favour to accord him that privilege at the moment.

Le président: Alors, nous pouvons passer aux services immédiatement.

M. Guay: On pourrait mettre les deux ensemble immédiatement après et approuver les deux, monsieur le président.

Le président: Alors, monsieur Clermont, votre question sur les services était...

M. Clermont: Pour donner ce genre de services aux différents ministères de l'organisation gouvernementale, sur quelle base le service est-il remboursé à votre ministère, monsieur le ministre?

Le président: Seriez-vous assez aimable, monsieur Clermont, de répéter votre question, s'il vous plaît?

M. Clermont: Monsieur, à la page 18 de la version française de l'exposé du ministère dont les crédits sont à l'étude présentement monsieur le ministre, je lis:

Aux termes de la Loi sur l'administration financière, le Receveur général est chargé d'effectuer tous les paiements sur le Fonds du revenu consolidé, de tenir la comptabilité fiscale du Canada et de préparer, chaque année, les Comptes publics à soumettre au Parlement. S'acquitter de ces responsabilités en matière de paiement entraîne l'émission de 90 millions de chèques par an.

Monsieur le président, pour donner de tels services aux différents ministères de l'organisation gouvernementale, sur quoi le ministère des Approvisionnements et Services fonde-t-il ses critères?

The Chairman: Mr. Balls.

Mr. H. R. Balls (Deputy Minister of Services and Deputy Receiver General for Canada, Department of Supply and Services): Mr. Chairman, in response to Mr. Clermont's question, the administrative services that the department performs for other departments in connection with cheque issue are those that we perform on behalf of the Minister in his capacity as the Receiver General. This is a statutory duty of the Receiver General and it is treated as a charge to the appropriations of our own department and are not charged back to departments. The operational services that we provide to departments are for the most part borne by the appropriations that you are considering this evening.

[Interprétation]

prepared to let other members speak if they have questions about the previous vote.

The Chairman: I think that Mr. Langlois wanted to ask a question. The department would like to present slides for the services. Then, we could turn to the questioning.

Mr. Guay (St. Boniface): Monsieur le président, pour un appel de règlement...

Le président: M. Guay.

M. Guay (St-Boniface): Je pense que nous pourrions tout à fait laisser M. Clermont poser sa question. Je ne pense pas que cela cause de problème... Ce soir, nous ne pouvons pas approuver l'un ou l'autre, par conséquent, je ne vois pas pourquoi il ne pourrait pas continuer. Si une motion était déposée, je voterais certainement pour lui accorder ce privilège à l'heure actuelle.

The Chairman: Then, we can turn immediately to the services.

Mr. Guay: We could put both points together just after and approve them, Mr. Chairman.

The Chairman: Well, Mr. Clermont, your question on services was...

Mr. Clermont: When you provide this kind of services to the different departments of the government structure, on what basis is it refunded to your department, Mr. Minister?

The Chairman: Would you be kind enough, Mr. Clermont, to ask your question once again, please?

Mr. Clermont: On page 18 of the French text of the submission of the department, the vote of which we are presently considering, Mr. Minister, I read:

Under the Financial Administration Act the Receiver General is responsible for making all payments from the Consolidated Revenue Fund, the maintaining the fiscal accounts of Canada and for preparing the annual public accounts for presentation to Parliament. These payment responsibilities involve the issuing of 90 million cheques annually.

Mr. Chairman, when the department of Supply and Services provide such services to different departments of governmental organization, on which criteria does it rely?

Le président: M. Balls.

M. H. R. Balls (Sous-ministre des services et sous-receveur général adjoint du Canada): Monsieur le président, en réponse à la question de M. Clermont, les services administratifs que le ministère rend aux autres ministères, qui concerne la délivrance de chèque, sont ceux que nous rendons au nom du ministre, dans sa fonction de Receveur général. Il s'agit d'un devoir statutaire du Receveur général, et cela est compté au passif des subsides de notre propre ministère, et n'est pas porté au passif des autres ministères. Les services administratifs que nous rendons aux ministères sont pour la plupart supportés par les subventions que vous êtes en train d'étudier, ce soir.

[Text]

• 2155

In regard to our management services, the services provided by the Audit Services Bureau, by the Computer Services Bureau and by the Bureau of Management Consulting, these are services provided in large measure in response to request of client departments and in regard to these we do make a practice of charging the services. The bulk of our operational services, which include the cheque issue, remain as a charge to our own appropriations.

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: A la page 24, monsieur. Je vais ensuite laisser ma place à un autre membre du Comité. Je vois que «la Direction des opérations régionales est un vaste organisme qui compte 2,100 employés répartis entre 40 bureaux à Ottawa et dans tout le Canada,» avez-vous au moins un bureau dans chaque province, monsieur le ministre? Et dans les grands centres de chaque province ou bien dans différents centres?

Mr. Richardson: Mr. Chairman, I have provided some graphs and one of them shows the location of the regional offices: it is graph No. 5, that has been distributed to members and shows every one of our regional offices. I could list them for you, if you like, but I think it would be easier to look either on the screen or on the material that is being presented to you. You will see that the offices go from Victoria to St. John's, Newfoundland.

Mr. Langlois: No complaints from the westerners on that chart.

Mr. Guay (St. Boniface): I made a silent comment but in view of the fact that there was something mentioned, I am certainly noticing a lot of disparity here, Mr. Chairman. I just thought I would mention that because of your comments, Mr. Langlois.

Le président: Y a-t-il d'autres questions, monsieur Clermont?

M. Clermont: Non, merci.

The Chairman: Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): I notice, Mr. Chairman, and possibly data should be required, there is nothing for the Northwest Territories...

Le président: Monsieur Guay, excusez-moi, le ministre aimerait peut-être...

Mr. Guay (St. Boniface): Oh, I am sorry.

Le président: ...faire une déclaration concernant les services, qui pourrait immédiatement éclaircir certains points qui peuvent vous sembler obscurs à l'heure actuelle.

Mr. Minister, would you like to make a general statement?

Mr. Richardson: Yes, thank you, Mr. Chairman. As suggested at the beginning of our meeting, we wanted to divide our presentation to you into the Services component, which we have now covered, and move on into the

[Interpretation]

Quant à nos services de gestion, les services fournis par le bureau des services de vérification, par le bureau des services d'informatique, et par le bureau des services de consultation en matière de gestion, sont par large mesure fournis pour faire face à la demande des ministères clients, et pour ceci, nous leur faisons payer ces services. La plus grande partie de nos services administratifs, qui comprennent l'émission de chèque, est payé par nos propres subventions.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: On page 24, sir. Then, I will give the floor to another member of the Committee. I read that "the regional operations branch is a vast organization which counts 2100 people in 40 offices in Ottawa and across Canada", do you have at least one office in each province, Mr. Minister? And in the important center of each province, or in different center?

M. Richardson: Monsieur le président, j'ai distribué quelques graphiques et l'un d'entre eux montre la répartition de bureaux régionaux: c'est le tableau n° 5, qui a été distribué aux députés et qui montre chacun de nos bureaux régionaux. Je pourrais vous en faire une liste, si vous voulez, mais je pense qu'il serait plus facile de regarder soit sur l'écran soit sur les documents que vous avez à votre disposition. Vous verrez que ces bureaux vont de Victoria à Saint-Jean de Terre-Neuve.

M. Langlois: Les gens de l'ouest n'ont rien à dire contre ce tableau.

M. Guay (St-Boniface): J'ai fait une remarque silencieuse, mais en raison du fait que l'on a mentionné quelque chose, je remarque qu'il y a beaucoup de disparité, monsieur le président. Je voulais simplement mentionner cela à cause de vos observations, M. Langlois.

The Chairman: Do you have other questions, Mr. Clermont?

Mr. Clermont: No, thank you.

Le président: Monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): J'ai remarqué, monsieur le président, et il me faudrait peut-être d'autres renseignements, qu'il n'y a rien pour les Territoires du Nord-Ouest...

The Chairman: Mr. Guay, excuse me, perhaps the Minister would like to...

M. Guay (St-Boniface): Oh! je suis désolé.

The Chairman: ...make a statement concerning services, which could immediately clarify some points which may not seem clear enough to you, for the moment.

Monsieur le ministre, voulez-vous faire une déclaration générale?

M. Richardson: Oui, merci, monsieur le président. Comme nous l'avons proposé au début de cette réunion, nous voulions diviser le rapport que nous faisons entre les composants des services, que nous venons d'étudier, et

[Texte]

Services side of the department. We did Supply and now we are going into Services, although we have had one or two questions on the Service component. In order to try to make the operation of this side of the department as clear as possible we have had several graphs and charts prepared which we are going to put on the screen which you can look at there or at your desks. I hope they will be helpful, even though I do not think they will look quite the same as the hockey game but it is the best substitute we have.

• 2200

I think we could begin, Mr. Chairman, by briefly reviewing the responsibilities of Services Administration. I think many of you are aware that this part of the Department of Supply and Services is responsible for receiving all funds payable to the government and for making all payments out of the Consolidated Revenue Fund. In addition, the Services component maintains the fiscal accounts of Canada and produces the annual Public Accounts for presentation to the House of Commons. Other functions include administering a central pay system for the government and providing advice in the fields of management consulting, auditing and computing.

Perhaps we could now have the first chart shown. I would like to point out that Services Administration is divided into two parts, each under the direction of an Assistant Deputy Minister. The Assistant Deputy Minister responsible for Management Services deals with those services which are only provided at the request of other departments and agencies—that is the key distinction, at the request of others—and these functions are carried out through three bureaux; the Audit Services Bureau, the Bureau of Management Consulting and the Computer Services Bureau. You can see those on the left-hand side of the chart.

The Assistant Deputy Minister for Operational Services is mainly responsible for those services, such as cheque issue and compensation services, that we are directed to provide for all departments. That is the distinction. In the one case we are directed by statute that we must provide these services and in the other it is at the request of departments.

Mr. Clermont: This will come under Vote 10, amounting to roughly \$38 million.

Mr. Richardson: Yes, that is right. These functions are carried out through five branches and you can see them there; the Accounting Branch, the Compensation Services Branch, the Payments Branch, the Data Processing Branch and the Regional Operations Branch.

That is just the organization structure, but in order to outline the actual work to you I will speak about the program activity structure, and this is the one that is in your estimates' book and with that you will perhaps be able to follow the various programs of the department. There are six in number and they are listed in the estimates' Blue Book.

[Interprétation]

passer ensuite à la partie «service» du ministère. Nous avons étudié la partie «approvisionnement», nous allons maintenant passer au «service, bien que l'on nous ait posé une ou deux questions sur les composants des services. Afin de vous présenter aussi clairement que possible le fonctionnement de cette section du ministère nous avons préparé plusieurs graphiques et plusieurs tableaux que nous allons projeter sur l'écran et que vous pouvez regarder là ou à vos pupitres. J'espère qu'ils seront utiles, et qu'ils ne seront probablement pas aussi intéressants que le match de hockey mais c'est le meilleur substitut dont nous disposons.

Monsieur le président, je pense que nous pourrions commencer, en passant brièvement en revue les responsabilités de l'administration des services. Je pense que plusieurs d'entre vous savent que cette section du ministère des Approvisionnements et Services est responsable de recueillir tous les fonds payables au gouvernement et d'effectuer tous les paiements à partir de la caisse du revenu consolidé. En outre, les sections des Services tiennent les comptes financiers du Canada et établissent les comptes publics annuels qui doivent être présentés à la Chambre des communes. D'autres fonctions comprennent l'administration du système central des payes pour le compte du gouvernement et leur offre des conseils dans les domaines de la gestion, de la vérification des comptes et de l'informatique.

Peut-être que nous pourrions maintenant projeter le premier tableau. J'aimerais aussi signaler que l'administration des Services est divisée en deux parties, chacune placée sous la direction d'un sous-ministre adjoint. Le sous-ministre adjoint responsable des services de gestion s'occupe des services qui sont offerts seulement à la requête des autres ministères et organismes, c'est la distinction clé. A la requête des autres, et ces fonctions sont exercées par l'entremise de trois bureaux: le Bureau des services de vérification des comptes, le Service de consultation en matière de gestion et le Service d'informatique. Vous pouvez les voir à gauche du tableau.

Le sous-ministre adjoint chargé des services d'exploitation est surtout responsable des services, s'occupant de l'émission de chèques et du versement d'indemnités que nous devons offrir à tous les ministères. C'est là la distinction, dans un cas nous sommes tenus en vertu des statuts d'offrir ces services et dans l'autre de le faire à la requête des ministères.

M. Clermont: Cela relève du crédit 10, qui en gros s'élève à 38 millions de dollars.

M. Richardson: Oui, c'est exact. Ces fonctions sont remplies par l'entremise de ces directions et vous pouvez les voir là-bas: la Direction de la comptabilité, la Direction des services des indemnités, la Direction des paiements, la Direction du traitement des données et la Direction de l'exploitation régionale.

Il s'agit simplement des structures d'organisation, mais en vue de vous signaler le travail accompli je vous parlerai du programme par activité et c'est celui qui figure à votre livre du budget des dépenses et au moyen de cela vous serez peut-être en mesure de suivre les divers programmes du ministère. Il y en a six qui figurent au livre bleu du budget des dépenses.

[Text]

The Six activities into which the program is divided are set out in the schedule on pages 25-26 and 25-27 of the estimates and are described on pages 25-28 and 25-29.

Perhaps we could now have the second chart. This chart shows the volume of work involved in making salary payments to public servants. I think you will find it interesting if you will look at it carefully and see the very large volume of payments that are made through the department. The Pay and Employee Benefit Administration, which is the responsibility of the Compensation Services Branch, includes the administration of the payroll for approximately 248,000 employees in the public service, 160,000 of which are administered in the Central Pay Office in Ottawa and 80,000 are administered in the regional offices of the department.

● 2205

Now, of the net increase in the estimates for the services administration, 470,000 is required to maintain the new pension arrangements for public servants announced last year and 203,000 is required to administer the new public service disability insurance plan also announced and introduced in 1970.

I would like to point out, and I would like, in fact, to emphasize, that a pay task force is at work in the department, designing an entirely new and automated pay system. The first phase of this study has now been completed and I am pleased to say that the over-all project is on schedule. The implementation of the new system is scheduled to start late next year.

I should also like to draw your attention to the fact that a thorough review of the operations of the superannuation division was undertaken last year within the department and suggestions for improvement have either been implemented or are now being implemented in conjunction with the work being done by the pay task force—all of this is in order that we might improve the operation of our superannuation administration. An important change will be the creation of a unit to provide advice and assistance to retired civil servants. This is on a basis that is comparable to modern personnel management in the private sector.

Now, we have Chart 3 which indicates again the workload statistics of the superannuation division and the one I have just been referring to and you can take those numbers down, either from there or from the smaller charts at your desk. The management services activity, as I explained, is administered through three different bureaux. The audit service bureau audits those government contracts in which the determination of contract cost is required as well as cost-sharing agreements with the provinces and the federal subsidies. Now of the increase in the appropriation for the services administration, \$250,000 is required for an extension of audits under the Industrial Research and Development Incentives Act which is, as you know, administered by the Minister of Industry, Trade and Commerce. At present the bureau has some 9,000 assignments involving more than 100 different programs. Payments under these programs amount to approximately one and a half billion dollars annually.

[Interpretation]

Les six activités entre lesquelles le programme est divisé figurent au tableau des pages 25-26 et 25-27 du budget des dépenses et sont décrites aux pages 25-28 et 25-29.

Nous pourrions peut-être regarder le deuxième tableau. Y figure la quantité de travail nécessaire au versement des traitements de fonctionnaires. Je pense que vous le trouverez intéressant si vous le considérez attentivement, vous verrez l'énorme volume de paiements effectués par l'entremise de notre ministère. L'administration des traitements et des prestations sociales des employés, qui relève de la Direction des services des indemnités, est chargée de l'administration des traitements destinés à 248,000 employés de la Fonction publique, 160,000 d'entre eux sont administrés à l'Office central de paye qui se trouve à Ottawa et 80,000 d'entre eux sont administrés dans les offices régionaux du ministère.

Dans la hausse des prévisions pour les services administratifs, \$470,000 sont nécessaires pour les nouvelles mesures de pension pour les fonctionnaires, annoncées l'an dernier et \$203,000 sont nécessaires pour l'administration pour la nouvelle assurance d'invalidité de la Fonction publique qui a été annoncée en 1970.

Je tiens à souligner qu'il y a un groupe de travail dans le Ministère qui est à élaborer un nouveau système de paie entièrement automatisé. La première phase de cette étude est terminée et je suis heureux de dire que le projet global est fidèle au calendrier établi. L'inauguration du nouveau système est prévu pour la fin de l'an prochain.

La division de la pension de retraite a complètement été passée en revue au cours de l'an dernier et les améliorations ont été réalisées ou sont en train de l'être conjointement avec le travail du groupe de travail sur la paie, tout cela nous permettant d'améliorer l'administration de notre division de la pension de retraite. Un important changement consiste en la création d'un bureau de consultations en vue d'aider les fonctionnaires retraités. Cela peut se comparer à la gestion moderne du personnel dans le secteur privé.

Le graphique 3 nous montre les données des tâches de la division de la pension de retraite et celui dont je viens de parler et vous pouvez noter ces chiffres soit de ce graphique ou soit des petits graphiques que vous avez à votre place. Le service des gestions est administré par l'entremise de trois bureaux différents. Le bureau du service de vérification, vérifie les contrats du gouvernement où il faut déterminer le coût du contrat ainsi que le coût des accords à frais partagés avec les provinces et les subventions fédérales. Au sujet de l'augmentation de l'attribution au service d'administration, \$250,000 sont nécessaires à l'extension de vérification en vertu de la loi stimulant la recherche et le développement scientifique qui est administrée, comme vous le savez, par le ministre de l'Industrie et du Commerce. A l'heure actuelle le bureau compte 9,000 tâches comprenant 100 programmes différents. Les paiements en vertu de ces programmes se chiffrent à environ 1.5 milliards de dollars par année.

Le bureau de consultation sur la gestion qui est le troisième bureau, dans les services de gestion, fournit des conseils aux Ministères et aux organismes dans une

[Texte]

The bureau of management consulting, that is the third bureau under the management services, provides advice to departments and agencies on a wide range of management problems. This group has just completed a successful first year of operation on a fee-for-service basis.

The computer services bureau provides computing and data processing services to 40 departments and agencies also on a fee-for-service basis. It provides a wide range of services, dealing with the utilization of computers and it is financed through a revolving fund as shown on pages 25-30 and 25-31 of the estimates book.

The payment and reporting services activity, which is the responsibility of the payments branch, provides functional direction to operating areas of the department concerning the payment of government accounts and the issuance of receiver general cheques. In this activity, we are particularly concerned with the formulation of administration policies and particularly the development of systems to handle nonsalary cheque disbursement.

• 2210

We process approximately ninety million cheques each year, the largest cheque disbursement operation in Canada.

These cheques constitute about 8 per cent of all cheques issued annually in Canada by governments and the private sector.

Chart 4 shows the increase in the volume of cheques issued from 1966 to 1970.

Moving on, the social and economic payment administration activity has a responsibility of ensuring the prompt and proper issuance and distribution each month of three million family allowance cheques, one and a half million old age security cheques, half a million youth allowance cheques, as well as substantial payments in connection with the Canada Pension Plan, the Guaranteed Income Supplement Program, Occupational Training for Adults, War Veterans Allowance, and Veterans Land Act loans.

The Government of Canada accounting activity is responsible for the maintenance of the fiscal accounts of Canada, the reconciliation of paid Receiver General cheques, and the preparation of the annual public accounts.

Here I would like to point out a major innovation. It has been approved by Cabinet, and it is a proposal that I made, to advance the publication date of the public accounts to October 31. I believe that it is essential that Parliament, like any other modern organization, will have its financial information available at the earliest possible date. Commencing with the fiscal year 1970-71, it is our intention to have the public accounts available by October 31, two months earlier than previously, and thus enable members to have the information contained in the public accounts for an additional two months before the estimates for the next fiscal year have been considered.

I hope that you will appreciate the importance of that change that has been instituted this year and also the amount of work that will be involved on that part of the department and other departments in getting their figures to us. But we have moved the whole process forward by not just 10 days or two weeks or a month, but by a full two months, and I think that that will be of

[Interprétation]

grande variété de problèmes de gestions. Ce groupe vient justement de terminer sa première année avec succès. Il est payé à l'acte.

Le bureau des ordinateurs fournit les services d'ordinateurs et de traitements des données à 40 Ministères et organismes. Il est aussi payé à l'acte. Il fournit une grande variété de services y compris l'utilisation d'ordinateurs et est financé par le truchement d'une caisse renouvelable comme il est indiqué aux pages 25-30 et 25-31 dans le budget des dépenses.

Le service des paiements qui relève de la division des paiements fournit la direction fonctionnelle aux divers secteurs du Ministère en ce qui concerne le paiement des comptes du gouvernement et émission de chèques payables au receveur général. Ce bureau s'occupe principalement de la formulation de politique administrative et l'élaboration de système pour l'émission de chèques autre que les chèques de paie.

Nous établissons approximativement 90 millions de chèques chaque année, la plus grande opération chèque du Canada.

Ces chèques constituent près de 8 p. 100 de tous les chèques émis chaque année au Canada par les gouvernements et le secteur privé.

Le chartre 4 montre l'augmentation du volume des chèques émis depuis 1966 à 1970.

Allons plus loin, l'activité administrative et le paiement économique porte une responsabilité de l'émission adéquate et de la distribution chaque mois de 3 millions de chèques d'allocations familiales, 1½ million de chèques d'allocations de vieillesse, ½ million de chèques de prestations à la jeunesse, aussi bien que de paiements substantiels en ce qui concerne le plan de retraite du Canada, le programme du supplément garanti aux revenus, la formation des adultes, les pensions des anciens combattants, et les prêts de la loi sur les terres des anciens combattants.

Le gouvernement du Canada dans les activités comptables et responsables du maintien des comptes fiscaux du Canada, la conciliation des chèques payés au receveur général, et la préparation des comptes publics annuels.

Ici, je voudrais souligner une observation importante. Elle a été approuvée par le Cabinet et c'est une proposition que j'ai faite afin d'avancer la date de la publication des comptes publics au 31 octobre. Je crois qu'il est essentiel que le Parlement, comme les autres organisations modernes, aient son information financière disponible à la date la plus avancée possible. Commencant avec l'année fiscale 1970-1971, il est de notre intention de fournir les comptes publics vers le 31 octobre, deux mois plus tôt que prévus, et ceci permettra aux membres d'avoir une information contenue dans les comptes publics pour les deux mois supplémentaires avant que les prévisions pour l'année fiscale suivante soient étudiées.

J'espère que vous apprécierez l'importance de ce changement qui a été décidé cette année et aussi la somme de travail qui a été mise de la part du Ministère et des autres ministères qui nous ont fait parvenir leurs chiffres. Mais nous avons fait avancé tout le processus en avant, non simplement de 10 jours ou de deux semaines ou d'un

[Text]

very great assistance to members of Parliament as they examine the government's figures and examine the public accounts for a longer period of time before they start to consider the estimates for the following fiscal year.

Finally, the program administration activity is responsible for the general direction of the services administration and for the provision of data processing support for the other branches of the operational services.

With the volume and complexity of the activities I have described, I am sure that members of the Committee will appreciate that these can only be performed in an efficient and an effective manner through the use of up-to-date electronic processing facilities and with a highly decentralized administrative structure. Because of that decentralization, I would like to ask for Chart 5, which I think we have seen before.

This shows the location of the regional offices and answers the question that was raised earlier. A total of 17 computers are maintained in our offices in Ottawa and in the field. During the current year, small so-called minicomputers will be installed in our area offices in London, Quebec City, Esquimalt, and Saint John. These will be linked to medium-scale computers in our regional offices, which in turn are connected to our Ottawa-based Univac 1108 system.

Through this network, the great capacity of our central computer can be extended to permit even greater decentralization of our operations, and faster and more effective service.

● 2215

Our last chart shows the computer network in seven cities, the network to which I have just been referring. I think you will see, Mr. Chairman, that we are taking every possible advantage of modern techniques and equipment, but even with that equipment our main strength lies in our well-trained and experienced staff, many of whom, of our senior personnel, are here at this Committee meeting tonight. As a consequence of that, the largest single expenditure which you see before you in our estimates is for salaries which, for 1971-1972, are estimated at \$33,824,000. That in summary are some of the highlights of the Services administration. I will be pleased to discuss any items further and, of course, officials are here to answer questions any member may have.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Minister, one question comes to mind. You said that your department is responsible for the issuing of roughly 90 million cheques. What is the estimated cost of the blank cheques?

Mr. Richardson: Just the paper and the cost... who can give us that?

The Chairman: Mr. Balls.

Mr. Balls: I am afraid, Mr. Chairman, we do not have that cost with us today.

[Interpretation]

mois, mais de deux mois entiers, et je pense que cela sera de la plus grande utilité pour les membres du parlement pour leur examen des chiffres du gouvernement et de leur examen du compte public pour une plus longue période de temps avant de commencer à étudier des prévisions pour l'année fiscale suivante.

Finalement le programme de l'activité de l'administration est responsable de la direction générale de l'administration des services et de la mise à la disposition des autres directions de données nécessaires à l'étude des services opérationnels.

Étant donné le volume et la complexité des activités que j'ai décrites, je suis sûr que les membres du Comité apprécieront qu'elles n'ont pu être compilées que de manière efficace et efficiente, par l'utilisation des équipements de traitements électroniques modernes et grâce à une structure administrative hautement décentralisée. Grâce à cette décentralisation je demanderais la charte 5, que nous avons auparavant, je pense.

Cela montre les emplacements des bureaux régionaux et les réponses à la question qui a été soulevée plus tôt. Au total 17 ordinateurs ont été installés dans nos bureaux à Ottawa et de la région. Durant l'année courante, le petit, nommé mini-ordinateur, seront installés dans nos offices de la région de Londres, London, Québec, Esquimalt et Saint-Jean. Ils seront remplacés par des ordinateurs moyens dans nos bureaux régionaux qui seront connectés à notre système Univac 1108 basé à Ottawa.

Grâce à ce réseau, la grande capacité de notre ordinateur central pourrait être étendu pour permettre même une plus grande décentralisation de nos opérations et un service plus rapide et plus efficace.

Notre dernière charte montre le réseau d'ordinateurs dans sept villes, le réseau dont je viens justement de parler. Je pense que vous constaterez, monsieur le président, que nous tirons parti de toutes les techniques modernes et de l'équipement, et même avec cet équipement, notre force repose surtout sur notre personnel bien formé et expérimenté, dont plusieurs de nos fonctionnaires supérieurs sont présents à la réunion du Comité ce soir. En conséquence, une bonne partie des dépenses qui figure à notre budget des dépenses est celle des salaires qui, pour 1971-1972, sont évalués à \$33,824,000. Ce sont, en bref, les points saillants des services administratifs. Je serais heureux de préciser tout article et bien entendu, les fonctionnaires sont ici pour répondre aux questions que les membres peuvent poser.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur le ministre, une question me vient à l'esprit. Vous avez dit que le ministère que vous dirigez assume la responsabilité d'émettre environ 90 millions de chèques. Quel est le coût estimatif des formules de chèque?

M. Richardson: Rien que le papier et le coût... qui peut nous donner cela?

Le président: Monsieur Balls.

M. Balls: Je crois, monsieur le président, que nous n'avons pas ces chiffres avec nous aujourd'hui.

[Texte]

Mr. Clermont: That is all right. Can that cost be supplied?

Mr. Balls: Yes, indeed.

Mr. Clermont: It must be an important item in your budget.

Mr. Balls: We will be very glad to help.

M. Clermont: Monsieur le président, à la page 27 de l'exposé, je vois: *Services de gestion*.

Le Bureau des services de vérification est en activité depuis près de trente ans. Il assure les services spécialisés de vérification dans dix centres au Canada et à Londres. Il procède à la vérification des contrats du gouvernement...

A la demande de qui, cette vérification est-elle faite? Est-ce que c'est une chose automatique ou si on la fait seulement à la demande d'autres ministères?

Mr. Balls: Mr. Chairman, the services of the Audit Services Bureau are provided in response to the request of client departments. It is only when we are asked to provide this service that we do so.

Mr. Clermont: Until now you have made around 9,000 of these checkups.

Mr. Balls: At the present time there are some 9,000 audit assignments on the books of the Audit Services Bureau. These are the current audits underway at the present time.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, how is information supplied to your department to issue those cheques from different departments?

Mr. Balls: The Financial Administration Act, Mr. Chairman, requires that all payments must be made on the basis of requisitions from the appropriate department, signed by the appropriate minister of that department or by authorized officials. In practice, officials of a department that has incurred an obligation and has an invoice to be paid, will certify that the goods have been received, that the services have been received, that the prices are in accordance with contract or, if not in accordance with contract, are fair and just. They submit the requisition to our Services offices and on the basis of those requisitions and certificates we make the payment.

Mr. Clermont: Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Any further questions?

Mr. Clermont: Oh, one question...

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: ...that my colleague Mr. Langlois wanted to ask. Right now he is out for a minute or two.

The Chairman: He is back now.

Mr. Clermont: Yes.

The Chairman: Mr. Langlois, do you have a question?

[Interprétation]

M. Clermont: C'est très bien. Ces chiffres peuvent-ils être fournis?

M. Balls: Oui, bien sûr.

M. Clermont: Ils constituent un article important dans votre budget.

M. Balls: Nous vous les fournirons avec plaisir.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, on page 27 of the statement, I see: Management services.

The Audit Service Bureau has been in operation for merely 30 years. It provides specialized audit services in 10 centers in Canada and London. It audits Government contracts...

Upon whose request does that checking is made? Is it automatically done or is it done only upon request of other departments?

M. Balls: Monsieur le président, les services du Bureau des services de vérification sont fournis à la demande des clients du ministère. Ce n'est que lorsque ces services nous sont demandés que nous les accordons.

M. Clermont: A date, vous avez fait environ 9,000 de ces vérifications.

M. Balls: A l'heure actuelle, il y a environ 9,000 demandes de vérification dans les registres du Bureau des services de vérification. Ce sont les vérifications courantes en cours à l'heure actuelle.

M. Clermont: Monsieur le président, comment les renseignements sont-ils fournis au ministère pour émettre ces chèques de différents ministères?

M. Balls: La Loi de l'administration financière, monsieur le président, exige que tous les paiements soient faits selon la réquisition provenant du ministère concerné, signée par le ministre du ministère ou par des fonctionnaires autorisés. En pratique, tout fonctionnaire d'un ministère qui a effectué une dépense et qui a une facture à payer, certifiera que les marchandises ont été reçues, que les services ont été reçus, que les prix sont conformes au contrat ou, s'ils ne le sont pas, sont justes et équitables. Ils présentent leur réquisition à nos services et, en se fondant sur ces réquisitions et ces certificats, nous faisons le paiement.

M. Clermont: Merci. Merci, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

M. Clermont: Une question...

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: ...que mon collègue M. Langlois voulait poser. Il est sorti pour un moment.

Le président: Il est de retour maintenant.

M. Clermont: Oui.

Le président: Monsieur Langlois, avez-vous une question à poser?

[Text]

• 2220

Mr. Langlois: I saw on the chart, Mr. Chairman, that there were 238,800 public servants; does that include the army?

Mr. Richardson: No.

Mr. Langlois: Who pays the army?

Mr. Richardson: The last figure I have seen is approximately \$90,000 and they conduct their own pay administration.

Mr. Langlois: They have their own pay system and everything?

Mr. Richardson: Yes.

Mr. Langlois: Would it not be cheaper to have it centralized with yours?

Mr. Richardson: In general principle, consolidation is always considered cheaper and has proved to be cheaper.

Mr. Langlois: Are there other departments like National Defence that handle their own pay?

Mr. Richardson: No. That is the one that does.

Mr. Clermont: Why the special treatment, if we can call that special treatment?

Mr. Richardson: None.

Mr. Clermont: I could use another term rather than special treatment. Why?

Mr. Balls: Mr. Chairman, I think probably it is necessary to be able to pay the armed forces when they are on active duty. It is very difficult to maintain payment arrangements from established offices in Canada. They must be able to be paid promptly wherever they are and so it was necessary in the past to establish paymaster services attached to the troops and I suspect this is the reason it has been continued since that time.

Mr. Clermont: That is a very good reason, too.

Mr. Langlois: Especially in time of war, I guess it is a very good reason, but right now it is less and less a good reason. Would the Department of National Defence also pay for their own civilian employees?

Mr. Balls: No, Mr. Chairman. We pay the public servants of the Department of National Defence.

Mr. Langlois: Mr. Chairman, in the presentation we have just seen on the charts, we saw at one time that you were issuing cheques for old age pensions and this and that. Maybe I missed it, but I did not see anything on unemployment insurance cheques. Do you issue those?

Mr. Balls: We do not, no.

Mr. Langlois: So there is another department?

[Interpretation]

M. Langlois: J'ai vu sur le tableau qu'il y avait 238,800 fonctionnaires; est-ce que cela comprend l'armée?

M. Richardson: Non.

M. Langlois: Qui paie l'armée?

M. Richardson: Le dernier chiffre que j'ai vu c'est \$90,000 environ et ils ont leur propre système de paie.

M. Langlois: Est-ce qu'ils ont leur propre système de paie?

M. Richardson: Oui.

M. Langlois: Est-ce que cela ne serait pas plus économique s'il était centralisé avec le vôtre?

M. Richardson: En général la consolidation est toujours considérée comme étant plus économique, c'est une chose qui a été prouvée.

M. Langlois: Y a-t-il d'autres ministères comme la défense nationale qui ont leur propre système de paie?

M. Richardson: Non, c'est le seul qui le fait.

M. Clermont: Pourquoi ce traitement spécial si nous pouvons l'appeler ainsi?

M. Richardson: Il n'y a aucune raison à cela.

M. Clermont: je pourrais utiliser un autre terme que traitement spécial. Pourquoi?

M. Balls: Monsieur le président, la raison probable c'est qu'il est nécessaire d'être en mesure de payer des forces armées lorsqu'elles sont en service actif. Il est très difficile de maintenir des services de paiements de la part des offices établis au Canada. Ils peuvent être en mesure d'être payés rapidement dans quelques lieux qu'ils se trouvent et c'est pourquoi il a été nécessaire dans le passé d'établir des services de trésoriers attachés aux troupes et je pense que c'est la raison pour laquelle cela a continué jusqu'ici.

M. Clermont: C'est une excellente raison.

M. Langlois: Particulièrement en temps de guerre, je pense que cela est une bonne raison mais actuellement c'est une raison qui se justifie de moins en moins. Est-ce que le ministère de la Défense nationale paie également ses propres employés civils?

M. Balls: Non, monsieur le président. Nous payons les fonctionnaires du ministère de la Défense nationale.

M. Langlois: Monsieur le président d'après les tableaux, nous voyons qu'à un moment vous émettiez des chèques de pension de la vieillesse. Je l'ai peut-être manqué, mais je n'ai rien vu de semblable pour les chèques d'assurance-chômage. Est-ce que vous les émettez?

M. Balls: Non.

M. Langlois: Il s'agit donc d'un autre service?

[Texte]

Mr. Balls: The arrangement with respect to unemployment insurance is that the Unemployment Insurance Commission issues warrants drawn on the Receiver General. Again, the necessity to have payment offices in many locations in Canada was the reason, when the Commission was originally established, to arrange for it to have the privilege of issuing warrants rather than cheques in payment to those who were eligible for unemployment insurance.

Mr. Langlois: Now that they have centralized their pay business themselves, I do not see why it should be separate from yours. I would like a supplementary to know if you could do a faster job than they do.

Mr. Balls: I think, Mr. Chairman if I am not mistaken there is legislation now before the House, is there not, in connection with the Unemployment Insurance Commission? The provision with respect to this is covered in that legislation.

Mr. Langlois: You mean there could be a change in the issuing of cheques?

Mr. Balls: I think the legislation contemplates that payment would continue to be made on the basis of warrants as in the past.

Mr. Langlois: Thank you, sir.

Mr. Guay (St. Boniface): A supplementary only, Mr. Chairman, and it will be my last, too. We are asking questions through you to the Minister with regard to whom he pays and, of course, he is responsible for those that he pays. He is not responsible for the others that he is not paying. He may be able to answer this question.

Other than the unemployment insurance benefit and the armed forces which you do not pay, are there any other departments, within the federal government which you do not pay that you are aware of?

Mr. Richardson: There is one other one, but essentially all payments are made by this department, all cheques issued by the government, with these exceptions that have been named so far and one additional one which Mr. Balls will describe.

Mr. Balls: There is one other and that is in connection with hog premium warrants which have, for many years, been paid on the basis of warrants, similar to those of the unemployment insurance, under the Department of Agriculture. The arrangement under the legislation is simply that all payments will be made under the direction and control of the Receiver General of Canada unless under certain circumstances, the Treasury Board may authorize payments to be made in some other manner. They have been authorized in the case of those two warrants.

Mr. Guay (St. Boniface): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Langlois: I have no further questions, Mr. Chairman, but I would like to put forward an observation if I can.

• 2225

The Chairman: You may.

[Interprétation]

M. Balls: Les dispositions relatives à l'assurance-chômage veulent que ce soit la Commission d'assurance-chômage qui envoie les mandats tirés sur le receveur général. Une fois de plus, la nécessité d'avoir des bureaux de paiements dans de nombreux endroits au Canada a été la raison, lorsque la Commission a été établie à l'origine de prévoir qu'elle aurait le privilège d'émettre des mandats plutôt que des chèques en paiement à ceux qui étaient admissibles aux prestations d'assurance-chômage.

M. Langlois: Et maintenant qu'ils ont eux-mêmes centralisé leurs services de paie, je ne vois pas pourquoi ils devraient être distincts des autres. Je voudrais poser une question supplémentaire pour savoir si vous seriez en mesure de faire un travail plus rapide qu'eux.

M. Balls: Je crois, monsieur le président sauf erreur, qu'un projet de loi est actuellement devant la Chambre en rapport avec la Commission d'assurance-chômage? La disposition dont il est question est traitée dans ce projet de loi.

M. Langlois: Vous voulez dire qu'il pourrait y avoir un changement dans l'émission des chèques?

M. Balls: Je crois qu'il est envisagé dans le projet de loi que les paiements continueraient d'être faits au moyen de mandats comme dans le passé.

M. Langlois: Merci, monsieur.

M. Guay (Saint-Boniface): Une question supplémentaire et ce sera ma dernière. Nous posons des questions au Ministre, par votre intermédiaire, monsieur le président pour savoir qui il paie et bien entendu il est responsable pour ceux qu'il ne paie pas. Il est peut-être en mesure de répondre à cette question.

A part les prestations d'assurance-chômage et les forces armées que vous ne payez pas, y a-t-il d'autres ministères au sein du gouvernement fédéral que vous ne payez pas et dont vous connaissez l'existence?

M. Richardson: Il y en a un autre mais en principe tous les paiements sont faits par ce ministère. Tous les chèques sont émis par le gouvernement, avec ces exceptions qui ont été désignées jusqu'ici et une autre supplémentaire que M. Balls va vous expliquer.

M. Balls: Il y a une autre exception relative aux primes pour la viande de porc qui ont été pendant des années versées au moyen de mandats semblables à ceux utilisés par l'assurance-chômage mais sous l'égide du ministère de l'Agriculture. La disposition au terme de la loi fait simplement que tous les paiements doivent être faits sous la direction et le contrôle du receveur général du Canada sauf dans certaines circonstances, le Conseil du trésor peut autoriser des paiements d'une autre manière. Ils ont été autorisés dans le cas de ces 2 mandats.

M. Guay (Saint-Boniface): Merci, monsieur le président.

M. Langlois: Je n'ai pas d'autres questions monsieur le président mais j'aimerais faire une observation si cela m'est permis.

Le président: Vous pouvez.

[Text]

Mr. Langlois: If next year this Committee hears this Minister and this department on a night when there is a final game of the Stanley Cup playoffs, I hope that one of the companies from which you are buying millions of dollars' worth electronics would be kind enough to supply a colour TV set so that everybody can at least look at it!

The Chairman: Are there any further questions?

If not, in your name I wish to thank the Honourable James Richardson and his officials for being with us tonight.

This meeting will stand adjourned until Tuesday, May 18, at 8.00 p.m. when we will hear the Professional Institute of the Public Service of Canada and revise all the estimates and try to have the votes, if we have a quorum.

Mr. Guay (St. Boniface): There is another comment I would like to make, if I am allowed.

The Chairman: Mr. Guay, after Mr. McKinley.

Mr. McKinley: Do you think it will be possible to get a quorum at that time?

The Chairman: We will try to very hard, with the Whips.

Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): My comment is that if you do get a quorum to pass those two items which are very important, I hope that we do not have to go through the whole process of questioning again, Mr. Chairman. Everyone in the Committee had an opportunity this evening to be here, whether there was a game or not, and I hope that we do not go through that again.

The Chairman: No, all the items called tonight are considered as having been examined, which include Canadian Commercial Corporation and Canadian Arsenals Limited, because they were called by the Chair.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, on a point of order, I do not think it would be fair to leave the impression that we do not have more members than we have tonight because of the hockey game. We all know that other committees are sitting and some of our colleagues are in the House of Commons. I do not think it is fair to leave the impression that if we are only a few here tonight, it is due to the hockey game. I am sure that our colleagues are responsible members and that they have very good reasons not to be here tonight.

The Chairman: Mr. McKinley.

Mr. McKinley: I would like to agree with that because I have been occupied part of the evening trying to get enough members at different committees. There are five committees sitting tonight and there is much interest in the House of Commons, to say nothing about the hockey game. I am just wondering if it would not be possible, when you do schedule a meeting, to try to have a reasonable discussion of these estimates and to be able to pass them, if you could not possibly suggest a better time that what happened tonight.

[Interpretation]

M. Langlois: Si l'année prochaine le Comité entend ce ministre et ce ministère un soir où il y a un jeu des final de la Stanley Cup, j'espère que l'une des compagnies auxquelles pour des millions de dollars d'électronique, seront assez aimables pour fournir un appareil de télévision en couleur afin que au moins tout le monde puisse regarder le spectacle.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

Si non, en votre nom, je désire remercier l'honorable James Richardson et ses fonctionnaires pour avoir été avec nous ce soir.

Cette réunion sera ajournée jusqu'à mardi 18 mai à 8 heures du soir où nous entendrons l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada et où nous réviserons toutes les prévisions budgétaires et essaieront d'avoir les votes, si nous avons un quorum.

M. Guay (St-Boniface): Il y a un autre commentaire que j'aimerais faire, si je le peux.

Le président: Monsieur Guay, après M. McKinley.

M. McKinley: Pensez-vous qu'il sera possible d'obtenir un quorum à ce moment-là?

Le président: Nous essaierons d'en obtenir un, avec les Whips.

Monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): Mon commentaire est que si vous obtenez un quorum pour faire voter ces deux articles qui sont très importants, j'espère que nous n'aurons pas repasser par tout le processus de questions, monsieur le président. Chaque personne du Comité a eu une occasion ce soir d'être ici, qu'il y ait une partie ou pas, et j'espère que nous ne recommencerons pas cela de nouveau.

Le président: Non, les articles qui ont été traités ce soir sont considérés comme ayant été examinés, ceux qui comprennent la Canadian Commercial Corporation et la Canadian Arsenals Limited, parce que elles ont été appelées par le président.

M. Clermont: Monsieur le président, sur un point du règlement, je ne pense pas qu'il serait juste de donner l'impression que nous n'avons pas plus de députés que nous en avons ce soir à cause du jeu de hockey. Nous savons tous que les autres comités siègent et certains de nos collègues sont à la Chambre des communes. Je ne pense qu'il soit juste de donner l'impression que si nous sommes seulement quelques-uns ici ce soir, cela est à cause du jeu de hockey—je suis sûr que nos collègues sont députés responsables et qu'ils ont de très bonnes raisons de ne pas être ici ce soir.

Le président: Monsieur McKinley.

M. McKinley: J'aimerais être d'accord avec cela parce que j'ai été occupé une partie de la soirée à essayer d'obtenir suffisamment de députés à différents comités. Il y a cinq comités qui siègent ce soir et il y a un grand intérêt à la Chambre des communes, pour ne rien dire du jeu de hockey. Je me demande s'il ne serait pas possible, lorsque l'on prévoit une réunion, d'essayer d'avoir une discussion raisonnable de ces prévisions budgétaires et de pouvoir les voter, si on ne peut proposer un meilleur moment que ce qui s'est passé ce soir.

[Texte]

The Chairman: Any further comment?

Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, if I may be allowed because I am now a member of the Committee and I was last year, is to point this out. There might have been many committees tonight and there might have been many interested in the House of Commons, but we can forget all other things.

The fact does remain that it is not a good policy to say, once you have the whole staff here, the Minister here and where everybody had been advised about this meeting and had an opportunity to be here—and every party had an opportunity to be here because we even phoned them prior to the beginning of your meeting: we had a tough time to get them here—that we will give them an opportunity to go through all this again. If that is to be so, then we might just as well have adjourned right at the beginning and waited until we had a quorum. Otherwise, we are just losing time, not only for ourselves but for the Minister and his entire staff.

Mr. McKinley: This is correct. When I came in, Mr. Chairman, I thought of suggesting that because it seemed to me that it was a bit of a waste of effort, with all the staff here. We appreciate their presence here but all I am saying is that, in the future, before meetings are called, they should be co-ordinated with other meetings that are going to be called to see whether it is possible to have enough members to do business.

The Chairman: One of the difficult things is that so many committees are sitting at the same, and when the House sits at the same time, too, it is quite a problem. We have moved the time of our sittings from morning to evening because there were too many committees sitting in the morning. It is a matter of organization but I think it is impossible to make sure that when we sit nobody else sits.

• 2230

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I have serious doubts that the members who will be here next week for other votes will request that you go over these estimates again, Mr. Minister. From last year's experience and the year before, I doubt very much that the members who are not here tonight, I am sure for very good reason, will ask many questions on your two votes that we have before us tonight.

The Chairman: The votes that were called are considered to have been examined.

Have you any further comments, Mr. Minister? Mr. Langlois.

Mr. Langlois: Mr. Chairman, just for the record, I think there is an excellent reason why there are no more members here tonight and nobody talked about it. It is that we have got a very good Minister and good employees in that department and everybody has placed all their confidence in them and they have no special questions to put to them.

[Interprétation]

Le président: Y a-t-il d'autres commentaires?

Monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): Monsieur le président, si l'on peut me permettre parce que je suis maintenant un membre du comité je l'étais l'année dernière c'est de souligner ceci. Il peut y avoir plusieurs comités ce soir et il peut y avoir de nombreux comités intéressants à la Chambre des communes, mais nous ne pouvons oublier toutes les autres choses.

Le fait reste que il n'est pas une bonne politique, de dire une fois que vous avez tout le personnel, ici, le ministre ici, et où chacun a été informé de cette réunion et a eu une occasion d'être ici—et chaque parti a eu une occasion d'être ici parce que nous leur avons même téléphoné avant le commencement de votre réunion: nous avons de la difficulté pour les obtenir ici—ce n'est donc pas une bonne politique de leur donner une occasion de repasser par ceci de nouveau. S'il doit en être ainsi, nous pourrions aussi bien nous être ajourné au début et avoir attendu jusqu'à ce que nous ayons un quorum. Autrement, nous perdons simplement notre temps, non seulement pour nous-mêmes mais pour le ministre et son personnel.

M. McKinley: C'est exact. Quand je suis venu, monsieur le président, je pensais à proposer cela parce que cela me semblait être un peu un gaspillage d'efforts, avec tout le personnel ici. Nous apprécions leur présence ici mais tout ce que j'ai dit, c'est que, à l'avenir, avant que les réunions ne soient convoquées, elles devraient être coordonnées avec d'autres réunions qui seront convoquées pour voir s'il est possible d'avoir suffisamment de membres pour s'occuper des affaires.

Le président: Une des difficultés est que il y ait tant de comités qui siègent en même temps et lorsque la Chambre siège en même temps aussi, c'est véritablement un problème. Nous avons repoussé le temps de nos séances du matin au soir c'est qu'il y avait trop de comités siégeant le matin. C'est une affaire d'organisation, mais je pense qu'il est impossible de savoir d'une manière certaine que lorsque nous siégeons personne d'autre ne siège.

M. Clermont: Monsieur le président, je doute fort que les députés qui seront ici la semaine prochaine pour d'autres votes demanderont que vous passiez de nouveau ces revisions budgétaires, monsieur le Ministre. D'après mon expérience de l'an dernier et de l'année précédente, je doute fort que les membres qui ne sont pas ici ce soir, je suis sûr qu'ils ont une très bonne raison, demanderont beaucoup de questions sur les deux crédits dont nous sommes saisis ce soir.

Le président: Les articles qui ont été mis au vote sont considérés comme examinés.

Avez-vous d'autres commentaires; monsieur le Ministre? Monsieur Langlois.

M. Langlois: Monsieur le président, simplement pour le dossier, je crois qu'il y a une excellente raison pour laquelle il n'y a pas plus de membres ici ce soir et personne en a parlé. C'est que nous avons un très bon Ministre et de très bons employés dans ce ministère et que tous ont mis leurs confiances en eux, ils n'ont aucune question particulière à leurs poser.

[Text]

Mr. McKinley: Mr. Chairman, if I could add to that, I would have to agree with my colleague and he would make a much better Prime Minister than the one we have.

Mr. Guay (St. Boniface): I would have to agree with that because he is a westerner.

Mr. Clermont: I am sorry, I cannot leave it there. We have been very fortunate in having a very good Prime Minister and many good ministers.

The Chairman: The last word will be said by the Minister.

Mr. Clermont: Even if the Prime Minister is not a westerner he is a very good Prime Minister.

The Chairman: Order, please. Order. Mr. Minister.

Mr. Richardson: Mr. Chairman, I think that is a very good note on which to end the meeting. I just want to thank you and in light of all that has been said about the other meetings today, I would like to again thank the members of the Committee particularly not only for their attendance but for the very helpful discussions, the questions they have put and the ideas they have presented to me and to the officials. I thank you, and I hope now that it is 10.30 p.m., some of us will still be able to see the last of the game.

The Chairman: This meeting is adjourned.

[Interpretation]

M. McKinley: Monsieur le président, si je pouvais ajouter quelque chose à cette remarque, je dois être d'accord avec mon collègue et il ferait un bien meilleur premier ministre que celui que nous avons présentement.

M. Guay (Saint-Boniface): Je dois être d'accord avec cette remarque parce que je suis de l'ouest.

M. Clermont: Je m'excuse, je ne puis laisser la chose là. Nous avons été très chanceux d'avoir un bon premier ministre et plusieurs bons ministres.

Le président: Un dernier mot sera prononcé par le Ministre.

M. Clermont: Même si le premier ministre n'est pas de l'ouest il est un très bon premier ministre.

Le président: A l'ordre. A l'ordre. Monsieur le Ministre.

M. Richardson: Monsieur le président, je crois que la note est très bonne pour terminer une séance. Je veux simplement vous remercier et en vue de tout ce qui a été dit au sujet des autres séances aujourd'hui j'aimerais de nouveau remercier les membres du Comité, particulièrement non seulement pour les présences mais pour leurs discussions très utiles, les questions qu'ils ont posées et les idées qu'ils m'ont présentées à moi ainsi qu'à mes fonctionnaires. Je vous remercie, et j'espère maintenant qu'il est 22 h 30 que certains de nous pourrions voir la fin de la partie.

Le président: La séance est levée.

APPENDIX "D"

From the Office of the Honourable James Richardson, P.C., M.P.
Minister of Supply and Services, Canada

SUPPLEMENTARY DATA

ON THE

DEPARTMENT OF SUPPLY AND SERVICES

1971/72 ESTIMATES

The General Summary of the 1971-72 Main Estimates, on pages 25-2 and 25-3, shows total budgetary expenditures proposed for the Department as \$65,853,000, which is an increase of \$2,377,000 from the approved 1970-71 Estimates of \$63,476,000. This increase is made up of an addition of \$279,000 to the Administration Program, a decrease of \$303,000 in the Supply Program and an addition of \$2,401,000 to the Services Program.

The Administration Program

The Administration Program, Vote 1, represents the central and common administrative support services for the two operating programs of Supply and Services. These common support services include departmental budgeting, expenditure control of votes and funds, and general administrative support such as accommodation, office services, personnel administration and systems advisory services.

The proposed 1971-72 Estimates for this Program total \$4,186,000, as shown on pages 25-6 and 25-7 in the Estimates Book. This is a \$279,000 increase over the 1970-71 Estimates level of \$3,907,000, which is accounted for by a \$180,000 provision to cover salary rate revisions and \$99,000 for normal cost escalation of printing, general supplies and professional and special services.

The Supply Program

The Supply Program is funded from both appropriations and revolving funds. The appropriation sought for the program is \$22 million. Goods and services to the annual value of over \$800 million were purchased with funds voted by Parliament for customer departments or provided by foreign governments.

In that part of the Supply Program funded by appropriations and displayed on Pages 25-10 to 25-13, present levels of service will be maintained. The Estimates for Vote 5 on Page 25-8, because of various adjustments, show a decrease of only \$303,000, however the department is in effect carrying out an equivalent volume of work with a decrease in expenditure of \$470,000 compared with the previous year.

In those portions of the Program financed by revolving funds and displayed on Pages 25-16 to 25-25, an increasing degree of cost recovery is planned for 1971/72. Also, manpower has been planned at a level consistent with the forecast of work volume for 1971/72, which for Stocked Items is expected to increase by approximately 25% and for Printing by approximately 5%.

Page 25-22 to 25-25 display the value of the Printing services for 1971/72 at \$33 million, an increase of approximately \$11 million, which is offset by an equivalent increase in revenue. But of this, only about \$2 million for higher volume and printing costs represents real increases.

Nearly \$9 million represents payment for services which were previously provided without charge by other departments, interest on the revolving fund, payments for commercial printing previously funded from a working capital advance and items such as the Canada Gazette previously funded by appropriations. Thus, the Printing Activity becomes one of the first major government operations to implement fully the Glassco concept of total cost recovery.

Pages 25-34 to 25-37 display the operating expenditures and anticipated revenue for Canadian Arsenals Limited. It is anticipated that expenses will exceed income by approximately \$1.6 million. No additions are planned to real property and the acquisition of equipment has been limited to essential items.

SIGNIFICANT PROCUREMENT PROGRAMS - 1970

1. The Department assumed responsibility for the purchase of all passenger vehicles and light trucks during the model year 1969. In this initial year, we purchased approximately 3,050 vehicles, valued at \$8.5 million. Savings of \$350,000 over that paid previously by civil departments were achieved, resulting from economies of scale in purchasing

on a consolidated governmental basis. Further savings of \$129,000 were effected during model year 1970 on the procurement of some 3,000 vehicles also at a cost of approximately \$8.5 million notwithstanding a general vehicle price increase of 3.6%. To date, for model year 1971 we have approximately 4,500 vehicles under procurement. In this commodity area, over 80% of the procurement is for civil departments, with less than 20% for DND.

2. Over the period 1968-70, contracts of some \$22 million were issued for the production of fabric, clothing and ancillary items to outfit the Canadian Armed Forces in the new green dress uniform. \$25 million had been provided for the program and, except for maintenance requirements for future buys of various articles, the purchase project has been completed approximately \$3 million below the original estimated funding.

3. In keeping with the general need to reduce atmospheric pollution, the government is purchasing fuel oil and coal of low sulphur content. For example, during 1971-72 we propose to purchase furnace oil for the National Research Council heating plant having a sulphur content of .75% as

compared with a 2.5% sulphur content for oil previously purchased, notwithstanding the additional cost of 1.5 to 2 cents per gallon. On all purchases of fuel oil for delivery after 1 October of this year, the maximum allowable sulphur content will be reduced from the present 2.5% to 2%. Similarly our purchases of coal are being restructured wherever possible to those having a sulphur content of less than 2.5%.

4. In March 1970, the Department assumed responsibility for the purchase of drugs and pharmaceuticals required within the government. Annual procurement of this commodity amounts to approximately \$6 million for civil departments and \$1.5 million for DND. We are making every effort to encourage the use of generic drug designations by government doctors to enable us to use generic designations on our tender requests consistent with current government efforts to decrease the use of the more expensive trade name brands.

5. The Department negotiates advertising rates charged by the print media for government advertising, which involves an annual volume of 25,000 advertisements, comprising 6,000,000 lines of advertising in newspapers, trade journals and consumer magazines. Since we were assigned this responsibility in

1964, estimated annual savings to the Government of approximately 10% have been achieved in relation to an average annual business volume of \$3 million, resulting from the standardization of rates on a government-wide basis. The total estimated savings from 1966 to 1970 are \$1.2 million.

6. Contracts placed by Canadian Commercial Corporation on behalf of the Canadian International Development Agency programs totalled about \$33 million. Major purchases for developing countries included food products valued at \$25 million; irrigation and fresh water projects, equipment for universities, housing and school supplies totalling \$5.8 million; and two Caribou aircraft with spares at a cost of \$2.4 million.

7. Contracts totalling \$25 million for food have been awarded during the past year by Canadian Commercial Corporation through the Canadian International Development Agency on behalf of the World Food Program. The purpose of this program is to assist developing countries. The procurement of food represents an increase of 40% over the average annual expenditure of previous years. The major commodities supplied were wheat, flour, rapeseed, barley, skimmed milk powder and canned process cheese. The recipient countries included India, Pakistan, Syria, Vietnam, Mexico, Iraq and numerous smaller countries.

8. Outside the field of assistance to developing countries, contracts on behalf of the United States Government,

the Corporation's largest customer, accounted for more than \$108 million. The bulk of these purchases comprised aircraft engines, spare parts and overhauls totalling \$55 million; ammunition hardware and materials valued at \$15 million; radio equipment, including airborne doppler and receiver/transmitters at a cost of \$15 million; wire, cable, ball-bearings, water canteens, helmets and other miscellaneous items amounting to \$23 million. Sales during 1970 to the U.S. government declined by 50% compared with 1969.

9. Contracts totalling nearly \$37 million were issued on behalf of 22 foreign countries including Australia, Britain, France, West Germany, the Netherlands, Denmark and Sweden, mainly for defence requirements of their Armed Forces. This constitutes a decrease in relation to 1969 of 45% for countries other than the USA.

10. The CF-5 project for 115 tactical support aircraft for the Department of National Defence is nearing completion. To date, 113 aircraft have been accepted. The related NF-5 project for 105 aircraft for the Netherlands Government is expected to be completed in September 1971. To date, 66 aircraft have been delivered. The original budget for the CF-5 aircraft, engines, armament and fire control equipment was \$224 million. So far contracts have been awarded to an amount of \$219 million. The current value of the NF-5 contracts is \$126 million with additional contracts totalling \$33 million for related spares.

11. Four long-range Boeing 707 general purpose jet aircraft were bought by my Department in February 1970 as partial replacement for the Yukon transport fleet. Delivery was completed in April 1970 and these planes have been in service since that time. Each aircraft costs \$8.8 million. Treasury Board has approved the procurement of a fifth aircraft which was delivered in March of this year.

12. Repair and overhaul contracts for Canadian Government aircraft, aero-engines and related equipment and services during 1970 amounted to \$53.2 million. A total of 344 contracts were awarded in Canada. Difficulty has always been experienced in providing a suitable basis for competition in the award of repair and overhaul contracts, because of customer sensitivity to performance, quality and delivery, particularly with respect to aircraft. A comprehensive study last summer designated AROC (Analysis of Repair and Overhaul for Competition) by this Department and DND has resulted in a plan for placing as many repair and overhaul contracts as possible on a more competitive basis in the future.

13. The PT-6 turbine engine development contract on a cost sharing basis between the Crown and United Aircraft Limited is continuing. The total project cost for the engine development for the period January 1959 to March 1972 is anticipated to be approximately \$55 million with a Crown contribution of \$15.8 million. This development project has resulted in sales of approximately 4,100 engines in 30 different

countries at an estimated value of \$180 million over the period December 1963 to December 1970.

14. The development of a Short-Range Surveillance Drone is now completed. This equipment is a remotely controlled airborne vehicle which is employed to determine enemy troop movements by means of photographic and infra-red sensors. The initial tripartite order for Canada, United Kingdom and West Germany will be completed within budget by the end of May 1971. West Germany has recently placed a substantial follow-on production order which will extend into 1973. The total value of foreign orders to date now stands at \$84 million, with anticipated additional orders from the United Kingdom and Italy.

15. After a thorough review of the DDH 280 class destroyer project last fall the cost ceiling to completion was set at \$252 million, which includes \$10 million for unresolved risks. All four destroyers have been launched. Final delivery is scheduled as follows: DDH 280 from Marine Industries Limited by July 1972; DDH 282 from Davie Shipbuilding Limited by November 1972; DDH 281 from Marine Industries Limited by late fall 1972; and DDH 283 from Davie Shipbuilding Limited by late summer 1973.

16. A production project is in progress for a Canadian-developed anti-submarine projectile for the British, Dutch and Canadian navies. The project, estimated at \$20.5 million, started early in 1967 with deliveries planned to be completed

by mid-1971. Eighty-seven percent of the production is being purchased by foreign governments and is a follow-on to a Canadian purchase in 1964-66 for \$4.9 million. A number of Canadian firms are involved, with Canadian Westinghouse Company Ltd., Canadian Arsenals Ltd., Fleet Manufacturing, Bristol Aerospace, Canadian Industries Ltd., and General Impact Extrusions making a major contribution, with the assistance of 22 other contractors. The product has over 90% Canadian content. Customers have expressed their satisfaction at the completion of a major complex program within original estimates and with only minor delays, despite substantial changes in configuration.

17. Nine hundred and thirty-six transceivers are being purchased for the United States Air Force and United States Marine Corps for a total value of \$8.5 million. The equipment is a miniaturized lightweight hand-held radio transmitter and receiver and is used by the Air Force for ground to aircraft communication and by the Marines for general combat communications. The design employs the latest state of the art to achieve maximum reliability, with reduced size, weight and power consumption.

18. Five hundred and thirty-seven Projected Map Display Systems, complete with ancillary equipment are being purchased by the United States Air Force and United States Navy for approximately \$5.0 million. The Projected Map System is a moving pictorial display of aircraft position and progress

directly related to the terrain or airways structure. The equipment is a Canadian development in which the Crown contributed 50% of the development funds. Computing Devices of Canada has sold approximately \$15 million to the USA since 1967.

EXAMPLES OF SAVINGS ACHIEVED IN
PURCHASING - 1969/70

1. Steel Rods and Plates - The customer submitted a quotation of \$9,900 received from a firm without the use of the invitation to tender procedure. DSS obtained a competitive price of \$5,307 which was a saving of \$4,593.
2. Lawn Mower Parts - The customer submitted a quotation of \$1,448 from the usual supplier. DSS obtained a competitive price of \$625 which was a saving of \$823.
3. Teletype and
Tabulating Forms - For two departments. Savings over prices paid before consolidation - approximately \$17,000.
4. Aprons (Cafeteria) - Previous price paid by customer \$1,164. DSS obtained identical item from another source at cost of \$677 for a saving of \$487 or 40%.
5. Portable Electric
Tools - Customer estimate based on quotation submitted by local distributor was \$1,448. DSS negotiated price from manufacturer \$448 for a saving of \$1,000.

6. Supply and install
Light Fixtures - Local area trade price considered high at \$3,750. Expanded field of competition resulted in price of \$1,407 for a saving of \$2,343.
7. Radiant Baseboard
Panels - Customer department obtained quote of \$3,560. DSS invited competition and same firm tendered at \$2,116 for a saving of \$1,444.
8. Medicine Cups - Previous supplier quoted \$4,022. DSS obtained another source at \$2,772 for a saving of \$1,250.
9. Outboard Motors - Average discount prior to consolidation 15%. After consolidation, discount of 49-50% for an estimated saving in 1970 model year of \$105,834 on a total value of \$309,216.
10. Computer Disc Pack - A customer department requested renewal of an existing contract for Computer Disc Pack at an annual rental of \$4,550. DSS recommended that the purchase option in the existing contract be exercised. This resulted in the purchase of the equipment the third year for an additional \$2,180 over the rental which had been paid to date.
11. Boots (657 pairs) - Customer recommended previous supplier. DSS obtained competitive prices for a total saving of \$1,358.
12. Magnetic Tapes - Customer requested sole source at \$2,550. Competition resulted in price of \$1,640 for saving of \$910.
13. Electrical
Installation - Customer enquiries resulted in estimated cost of \$4,150. DSS obtained price of \$2,789 for saving of \$1,361 or 35%.

14. Insecticide Applicator - Customer requested no substitute with quotation received at \$1,295. Competitive price received at \$890.
15. Polyurethane Foam - The customer submitted a quotation of \$760 obtained from a local source. Investigation by DSS showed that the price quoted was for top grade foam whereas any grade was acceptable since it was for instructional purposes. A low grade foam was purchased for a saving of \$507 or 70% of the price first quoted.
16. Capacitor, variable - The usual source quoted \$1,302. DSS obtained competitive quote at \$716 for saving of \$586 or 50%.
17. Precision Reels and Mylar tape - Customer requisitions (7) for a value of \$50,000 no substitute. DSS identified savings of \$26,600 if proven Specification used and competition invited.
18. Boiler Supplies - Customer obtained quotation of \$12,350. DSS competition obtained price of \$8,286 for saving of \$4,064.
19. Thermopane Units - Customer obtained quotation of \$2,585. DSS competitive price of \$1,572 for saving of \$1,013.
20. Sump Pump - Customer estimated cost \$832. DSS suggested substitute at \$355 which was acceptable for a saving of \$477.
21. Other Departments Not Consolidated - Have taken advantage of our negotiations with manufacturers, as follows:

Dept. "A" purchased 17 Ski-Doos and received same price as DSS (saving of about \$100 each for total of \$1,683).

By bulking a requirement for two snow blowers for Dept. "B" with the requirements of another department DSS obtained a price of \$57,000 each instead of \$65,000 each which resulted in a saving of \$16,000.

THE SERVICES PROGRAMINTRODUCTION -

The function of the Services Administration is to provide in the most economical manner a broad range of management and administrative services to the government as a whole and to other departments and agencies in order to improve government efficiency and to reduce costs.

The appropriation for the Services Program is \$38,942,000 as shown on pages 25-24 and 25-25 of the Estimates Blue Book. This figure is an increase of \$2,401,449 over the approved estimates for 1970-71.

The details of the Services Program are outlined on pages 25-26 to 25-31 inclusive of the Estimates Blue Book. The Computer Services Bureau Revolving Fund details are shown on pages 25-30 to 25-33 inclusive.

The Government Organization Act of 1969 established the Department of Supply and Services and designated the Minister as the Receiver General for Canada and the Deputy Minister of Services as the Deputy Receiver General. Under the Financial Administration Act the Receiver General is responsible for making all payments from the Consolidated Revenue Fund, for maintaining the Fiscal Accounts of Canada and for preparing the annual Public Accounts for presentation to Parliament.

These payment responsibilities involve the issuing of 90 million cheques annually.

The other functions of the Services Administration reflect the responsibilities assigned to the department by the Government Organization Act of 1969.

There are two broad classes of services provided by the Services Administration under this legislation and the Financial Administration Act. Firstly, there are those which are operational in nature and for which the department has a continuing responsibility to carry out for other departments and the government as a whole; secondly, there are those which are advisory in nature, or given in response to a request from a client department or agency.

Organization

An organization chart of the Department is attached. Briefly, the Services Administration is organized into two sectors, Operational Services and Management Services which comprise six main activities. The Director of Planning and the Director of Management Audit report directly to the Deputy Minister and provide support to both functional services in respect to long and intermediate range planning and in the provision of a systematically independent appraisal of the operations of the organization. Administrative, financial and personnel staff support is provided to both the Supply Administration and the Services Administration by the Director General Administration and the Director General Personnel.

The six activities of the Services Administration are described as follows:

1. The provision of administrative services in connection with pay, pensions, and other employee benefit plans, including the Central Personnel Record System;
2. The provision of payment and reporting services to departments, including cheque issue and the payment of government accounts, the supplying of financial management reports and related statistical information, and the provision of accounting and administrative services;
3. The provision of accounting and payment services for certain social and economic assistance programs;
4. The maintenance of the central accounts of Canada, the preparation and production of the Public Accounts for presentation to Parliament, the reconciliation of Receiver General cheques and warrants with the cash and bank balances of Canada, and the provision of safe-keeping and administrative services related to securities held by the government;

5. The provision of management and advisory services in the management consulting, auditing and computer service fields, on a basis competitive with other sources; and
6. The administration of the program, including senior headquarters, divisional and field management, planning, and management audit, and operation of internal computer services.

In support of the services it provides to government departments, the Services Administration maintains a large and competent data processing service which operates 17 computers located in Ottawa and six regional centres. These computers are now linked by data transmission circuits, thereby enabling the department to provide highly integrated computer service from coast to coast. The computer programming, systems analysis, and data- and tele-processing operations are an integral part of the department's plans for ensuring the increasing effectiveness and efficiency of government operations.

Operational Services

The activities of pay and employee benefit administration, payment and reporting services, social and economic assistance payment administration and Government of Canada accounting are carried out in the Operational Services Sector, which is organized into five branches.

The Payments Branch provides functional direction for policies related to the payment of Government of Canada accounts and the issuance of Receiver General for Canada cheques. The emphasis is toward policy formulation and "preoperational" development of all non-salary cheque disbursements, receivables, and security systems. This Branch is in process of being restructured to give effect to a realignment of certain functions.

Approximately 90 million cheques per annum with a total annual value in excess of 20 billion dollars are processed by the department. This represents about 8% of all cheque transactions in Canada. The increase in the number of cheques issued in the last three years is shown on an attached chart.

The Compensation Services Branch is responsible for the administration of the Public Service payroll of approximately 240,000 employees and 66,000 superannuation accounts for retired public servants. A byproduct of this operation is a Central Personnel Record System which

provides statistical data on the public service work force for management purposes.

The Branch also administers the Public Service Superannuation Act (which includes a Supplementary Death Benefit Plan), a Group Surgical-Medical Insurance Plan, the Public Service Management Insurance Plan and the Disability Insurance Plan.

Many collective bargaining agreements will be signed this coming year (presently there are 45 agreements covering approximately 100,000 employees under negotiation). This will cause a significant increase in the workload of this Branch, however, plans have been made to ensure that it can be handled.

A Pay Task Force has been formed to design a new, automated pay system. The first phase of the study has been completed and the overall project is on schedule. The implementation of the new system is scheduled for late 1972.

The Government of Canada Accounting Branch is responsible for the Public and Fiscal Accounts of Canada, the reconciliation of cheques and the production of financial reports. In addition, the Branch produces monthly financial statements for departments, agencies and Crown corporations.

The Cheque Redemption Control Division of this Branch, through its responsibility for reconciling cheques and warrants drawn on the Receiver General and cleared through the banking systems, provides a large benefit to the federal government. In the fiscal year 1970-71, this Division processed almost 101 million items with a value of approximately 24 billion dollars. In the same fiscal year, this Division recovered a net amount of some \$25 million in excess claims on the Receiver General and some 12,588 cheques valued at over \$1 million were returned to banks for various reasons.

A proposal to advance the publication date of the Public Accounts to October 31 has recently been approved by Cabinet. This is a major forward step for it will allow two more months for the consideration of the Public Accounts of the previous fiscal year before Parliament has to examine the Estimates of the new year.

The introduction of the new form of annual Estimates for the fiscal year 1971-72 will affect the presentation of the Public Accounts. The change in the Estimates, as well as improvements in the availability of financial information, has created an opportunity to modify the form of the Public Accounts. The new design is under review in the department now and will soon be available for examination by the Public Accounts Committee.

The Regional Operations Branch is a wide-spread organization with 2,100 employees in 40 offices in Ottawa and across Canada. The Services offices in London, Paris, Brussels and Washington, were transferred to the Department of External Affairs as of April 1, 1971, in accordance with the government's policy to integrate the support services at its missions abroad. The Services office in Lahr, West Germany providing support to the Canadian Forces in Europe is still in operation. A chart showing the location of the regional offices is attached.

This Branch makes a variety of ~~monthly~~ socio-economic payments, for example, (1) three million Family Allowance cheques, (2) one and a half million Old Age Security cheques, (3) a half million Youth Allowance cheques, as well as those for Canada Pension Plan, Guaranteed Income Supplement, Occupational Training for Adults, War Veterans Allowance, and the Veterans Land Act Loans.

The Minister of National Health and Welfare has tabled a White Paper outlining the government's proposals on income security for Canadians. When legislation on this subject is introduced and passed by Parliament, some major changes in the existing family allowance system will doubtless be the result. Close liaison is maintained between the two departments to ensure the necessary procedures will be both effective and economical.

During the fiscal year 1971-72, approximately 5.7 million income tax refund cheques for the 1970 tax year will be issued from our regional offices in Vancouver, Edmonton and Winnipeg. This decentralization was proved feasible by a project, undertaken in 1970-71 whereby the issuance of some 2 million refund cheques was transferred successfully from Ottawa to the Winnipeg regional office.

The Data Processing Branch provides the required expertise and operates a nation-wide computer network in support of the activities carried out by Operational Services. A chart showing the network is attached.

Within the next few months, the Branch plans to install small, so-called "mini-computers", in Area Services Offices such as London, Quebec City, Esquimalt and Saint John. These computers will be linked by telephone lines to the medium scale computers in the six Regional Services Offices. The Regional computers communicate in the same manner with the Ottawa-based computer - the UNIVAC 1108 system. In this way, the power of our network and the great capacity of our central computer can be extended farther afield to provide improved services across Canada, and to enable us to decentralize our operations further.

Initially these mini-computers will be processing the transactions for Veterans Land Act, Mortgage Accounting; Area Pay; Accounts Payable; and certain miscellaneous functions.

The Data Processing Branch maintains a total of 17 computers in Ottawa and in our Regional Offices across Canada. Four of these computers are the property of the Crown; while the rest are leased from various manufacturers.

Management Services

These functions are organized into three separate bureaux.

The Audit Services Bureau has been in operation for approximately 30 years. It provides professional audit support through 10 centres in Canada and one in London, England. It audits government contracts where the determination of contract costs and the evaluation of contractors' cost projections are required. It audits cost-sharing agreements with the provinces and subsidies and grants paid under a variety of federal legislation. In the past two years the Audit Services Bureau has taken on a new role, that of performing operational and internal audits on behalf of departments and agencies. This is done on a fee-for-service basis.

There are presently 9,000 audit assignments covering more than 100 different programs. The professional staff of this Bureau number approximately 300. Thus, it is one of the larger auditing organizations in Canada.

The Bureau of Management Consulting has a staff of approximately 100, which offer assistance to departments and agencies in dealing with a wide range of problems. This Bureau was transferred from the Public Service Commission when this department was established.

There are consultants in the Bureau who are specialists in such diverse fields of analysis as:

- Accounting systems
- Analysis of organization structures
- Attitude or climate surveys
- Automation feasibility
- Cost/benefit analysis
- Determination of training and development needs
- Economic analysis
- Environmental space planning and design
- Evaluation of computer proposals
- Financial reporting systems
- Linear programming
- Management by objectives
- Management information systems
- Operations analysis
- Operations research
- Organization planning
- Program planning and budgeting
- Studies in personnel management
- Systems and procedures analysis
- Work study and work simplification

In 1970 the Bureau began publishing a quarterly management journal entitled "Optimum". The objective of this journal is to make available to managers at all levels of government, interesting and useful information and thinking on organization and management, and to provide a forum for discussion of these subjects.

The Computer Services Bureau was established on April 1, 1965 as the direct result of a recommendation of the Glassco Commission. It was then a part of Treasury Board but was transferred when this department was formed. The Computer Services Bureau provides to government departments and agencies computer service on its own computer, consulting services in the area of systems analysis, programming, software, and advice and assistance in the computer activities. It also acts as a broker for all departments and agencies to obtain computer time on government, commercial and university computer installations. Its computer is an IBM 360-65 which is now located in the Confederation Building in Ottawa. It will have to be relocated later this year when renovations in the Confederation Building begin. Its clients may use direct access terminals located on the client's premises, or use a pick-up and delivery service operated by the Bureau, or may attend at the Bureau to use the computer.

APPENDICE «D»

Du cabinet de l'honorable James Richardson, C.P., député
Ministre des Approvisionnements et Services, Canada

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

SUR LA

TRANCHE DU BUDGET DES DÉPENSES DE 1971-1972

CONCERNANT LE

MINISTÈRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

Le sommaire général du Budget des dépenses pour l'année financière 1971-1972 révèle, comme en témoignent les pages 25-2 et 25-3, que le total des dépenses budgétaires proposées pour le Ministère s'élève à \$65,853,000, soit une augmentation de \$63,476,000 par rapport aux crédits approuvés pour l'année financière 1970-1971. Cette augmentation représente une addition de \$279,000 au Programme d'administration, une soustraction de \$303,000 au Programme des approvisionnements et une addition de \$2,401,000 au Programme des services.

Le Programme d'administration

Le Crédit 1^{er} du Programme d'administration concerne les services administratifs centraux et communs de soutien qui intéressent les deux programmes d'exécution du ministère des Approvisionnement et Services. Ces services de soutien communs comprennent la budgétisation du Ministère, le contrôle des affectations de crédits et de fonds, et les services administratifs généraux de soutien, tels que: services de logement, services d'entretien des locaux, services d'administration du personnel et services de consultation en informatique.

Les crédits demandés en 1971-1972 pour ce Programme se chiffrent à un total de \$4,186,000, comme en font foi les pages 25-6 et 25-7 du Budget des dépenses. Ce montant représente une augmentation de \$279,000 par rapport aux \$3,907,000 de l'année financière 1970-1971, augmentation qui est justifiée par un poste de \$180,000 destiné à couvrir les relèvements de traitement et un poste de \$99,000 du fait de l'escalade normale des coûts pour les travaux d'impression, les fournitures générales, les services professionnels et les services spéciaux.

Le Programme des approvisionnements

Le Programme des approvisionnements est financé à même les crédits budgétaires et les fonds renouvelables. Le crédit budgétaire requis pour ce programme est de 22 millions de dollars. Les biens et les services, dont la valeur globale s'élève à plus de 800 millions par an, ont été acquis grâce aux fonds que le Parlement a votés pour les ministères clients ou à ceux fournis par les gouvernements étrangers.

Les niveaux actuels des services seront maintenus pour la partie du programme qui est financée par les crédits budgétaires et qui est esquissée aux pages 25-10 à 25-13. Par suite de diverses modifications, les prévisions budgétaires relatives au Crédit 5, page 25-8, accusent une diminution de \$303,000 seulement; or, en fait, le Ministère traite le même volume de travail, mais avec une compression dans les dépenses de \$470,000 par rapport à l'année précédente.

Quant aux parties du Programme qui sont financées par les fonds renouvelables et qui sont esquissées de la page 251-16 à la page 25-25, on prévoit une augmentation du recouvrement des coûts pour 1971-72. De même, on a prévu suffisamment d'effectifs pour le volume de travail escompté en 1971-1972 qui, pour les articles stockés, est censé augmenter d'environ 25 p. 100 et pour les travaux d'imprimerie, d'environ 5 p. 100

De la page 25-22 à la page 25-25 sont esquissées les prévisions budgétaires avancées pour les services d'impression qui s'élèvent à 33 millions, soit une augmentation d'environ 11 millions, et qui sont compensés par une augmentation des recettes pour un montant équivalent. Mais de cette somme, environ 2 millions seulement, destinés à couvrir tant le volume accru de travail que les coûts plus élevés d'impression, représentent de réelles augmentations. Près de 9 millions ont trait au paiement de services qui, par le passé, étaient fournis gratuitement par d'autres ministères; à l'intérêt sur le fonds renouvelable; aux paiements d'impressions commerciales qui, auparavant, étaient financées à même l'avance de fonds de roulement ainsi qu'à des postes, tel celui de la Gazette du Canada, qui étaient autrefois financés par des crédits budgétaires. La fonction Impression constitue donc l'une des principales activités du gouvernement en vue d'appliquer sans réserves la formule du recouvrement total des coûts, préconisée par la Commission Glassco.

De la page 25-34 à la page 25-37 se trouvent esquissées les dépenses d'exploitation et les recettes prévues des Arsenaux canadiens Limitée. On estime que les dépenses seront d'environ 1.6 million plus élevées que les recettes. On ne prévoit aucun changement pour les biens immeubles, et l'acquisition d'équipement a été limitée aux articles essentiels.

D'ÉLOQUENTS PROGRAMMES D'ACHAT EN 1970

1. Le Ministère a été chargé de l'achat de tous les véhicules de tourisme et camions légers pour les modèles 1969. Au cours de cette première année, nous avons acheté environ 3,050 véhicules d'une valeur de 8.5 millions de dollars. Grâce aux contrats de grande envergure que permet l'intégration des achats du gouvernement, nous avons réalisé des économies d'échelle de \$350,000 par rapport aux prix payés antérieurement par les ministères civils. D'autres économies se chiffrant par \$129,000 ont été réalisées sur l'achat de quelque 3,000 véhicules des modèles 1970 au prix total d'environ 8.5 millions de dollars, nonobstant une hausse générale du prix des véhicules de 3.6 p. 100. A ce jour, nous avons en commande environ 4,500 véhicules de modèles 1971. Plus de 80 p. 100 des achats effectués dans ce domaine sont destinés aux ministères civils et moins de 20 p. 100 au MDN.

2. Durant la période 1968-1970, des contrats de quelque 22 millions de dollars ont été passés pour la production des étoffes, des vêtements et des articles de mercerie nécessaires pour doter les Forces armées canadiennes de la nouvelle tenue de sortie verte. Ce programme s'était vu attribuer 25 millions de dollars, mais, si l'on excepte les frais d'entretien des achats futurs de divers articles, le programme d'achat a été mené à bien avec une économie d'environ 3 millions de dollars sur le financement prévu à l'origine.

3. Désireux d'apporter sa contribution à la réduction, dont chacun ressent le besoin, de la pollution atmosphérique, le gouvernement achète du mazout et du charbon à faible teneur en soufre. Nous nous proposons, par exemple, pour 1971-1972, d'acheter, pour la chaufferie du Conseil national de recherches, de l'huile de chauffage d'une teneur en soufre de 0.75 p. 100, alors que cette dernière atteignait auparavant 2.5 p. 100, et ce, nonobstant un coût supplémentaire de 1.5 à 2 cents le gallon. La teneur maximum en soufre de tous les achats de mazout livrables après le 1^{er} octobre prochain passera de 2.5 p. 100, teneur actuelle, à 2 p. 100. De même, et dans la mesure du possible, nos achats de charbons seront limités à ceux dont la teneur en soufre est inférieure à 2.5 p. 100.

4. Depuis le mois de mars 1970, le Ministère est chargé de pourvoir aux besoins des services fédéraux en matière de médicaments et produits pharmaceutiques. Cette activité représente environ 6 millions de dollars pour les ministères

civils et 1.5 million de dollars pour le ministère de la Défense nationale. Nous faisons tout en notre pouvoir pour encourager l'utilisation par les médecins du gouvernement des dénominations communes des médicaments afin de nous permettre d'utiliser ces dénominations communes dans nos demandes de soumissions, apportant ainsi notre contribution aux efforts déployés à l'heure actuelle par le gouvernement pour réduire l'utilisation des produits de marque déposée, plus dispendieux.

5. Le Ministère, enfin, négocie les tarifs publicitaires demandés par la presse au Gouvernement, qui impliquent un volume annuel de 25,000 annonces publicitaires, représentant, entre autres, 6 millions de lignes de publicité dans les quotidiens, les revues professionnelles et les périodiques d'intérêt général. Depuis que nous nous sommes vu attribuer cette tâche en 1964, nous avons réalisé chaque année pour le compte du gouvernement des économies estimées à environ 10 p. 100 d'un volume d'affaires annuel moyen de 3 millions de dollars grâce à la normalisation des tarifs à l'échelle du gouvernement. On peut estimer à 1.2 million de dollars les économies ainsi réalisées de 1966 à 1970.

6. La valeur globale des contrats passés par la Corporation commerciale canadienne pour le compte des programmes de l'Agence canadienne de développement international a atteint

environ 33 millions de dollars. D'importants achats pour des pays en voie de développement portaient sur des produits alimentaires, évalués à 25 millions de dollars; sur des projets d'irrigation et de capture d'eau douce, l'équipement d'universités, des logements et des fournitures scolaires d'une valeur globale de 5.8 millions de dollars; et sur deux avions "Caribou", y compris leurs pièces de rechange, d'un coût de 2.4 millions de dollars.

7. Des contrats d'une valeur globale de 25 millions de dollars ont été adjugés l'année dernière, pour des produits alimentaires, par la Corporation commerciale canadienne par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international pour le compte du Programme alimentaire mondial, programme qui a pour objet de venir en aide aux pays en voie de développement. Ces achats de produits alimentaires ont progressé de 40 p. 100 par rapport aux dépenses annuelles moyennes des années précédentes. Les principaux produits fournis ont été le blé, la farine, le colza, l'orge, le lait écrémé en poudre et le fromage fondu appertisé. L'Inde, le Pakistan, la Syrie, le Vietnam, le Mexique, l'Irak, et de nombreux autres pays plus petits en ont bénéficié.

8. Outre l'aide aux pays en voie de développement, les contrats passés pour le compte du gouvernement des États-Unis, le plus important client de la Corporation, se sont élevés

à 108 millions de dollars. Le plus gros de ces achats portait sur des moteurs, des pièces de rechange et des révisions d'aéronefs représentant un total de 55 millions de dollars; sur des projectiles et des matériels évalués à 15 millions de dollars; sur l'équipement radio, y compris les appareils "doppler" et les émetteurs-récepteurs aéroportés, représentant un montant de 15 millions de dollars; sur des fils, des câbles, des roulements à billes, des bidons, des casques et d'autres articles divers (23 millions de dollars). En 1970, les ventes au gouvernement des États-Unis ont diminué de moitié par rapport à celles de 1969.

9. La Corporation a passé pour le compte de 22 pays étrangers, notamment l'Australie, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, le Danemark et la Suède, surtout des contrats de défense pour leurs forces armées d'un montant global de près de 37 millions de dollars. Ce chiffre représente pour les pays autres que les États-Unis une diminution de 45 p. 100 par rapport à 1969.

10. Le projet CF-5 relatif aux 115 avions tactiques de soutien destinés au ministère de la Défense nationale est presque terminé. Cent treize avions ont été acceptés à ce jour. Le projet NF-5 connexe, concernant les 105 avions destinés au gouvernement des Pays-Bas doit normalement être

terminé en septembre 1971. A l'heure actuelle, 66 avions ont été livrés. Le budget initial pour les avions CF-5, les moteurs, l'armement et le matériel anti-incendie était de 224 millions de dollars. Jusqu'à présent, on a adjugé des contrats pour une valeur de 219 millions. La valeur actuelle des contrats NF-5 est de 126 millions et les contrats supplémentaires pour les pièces connexes totalisent 33 millions.

11. En février 1970, notre Ministère a fait l'acquisition de quatre avions de transport à réaction et à long rayon d'action, des Boeing 707, destinés à remplacer partiellement la flotte de transport de Yukon. Ces avions ont tous été livrés en avril 1970 et ils sont en service depuis lors. Chaque avion coûte 8.8 millions. Le Conseil du Trésor a approuvé l'acquisition d'un cinquième avion, qui a été livré au mois de mars de cette année.

12. En 1970, les contrats de réparation et de remise en état des avions du gouvernement canadien, des moteurs d'avions et de l'équipement connexe ainsi que les frais de services se sont chiffrés à 53.2 millions. En tout, 344 contrats ont été adjugés partout au Canada. Nous avons toujours éprouvé des difficultés à assurer un régime de concurrence satisfaisant pour l'adjudication des contrats de réparation et de remise en état, parce que le client se montre particulièrement exigeant à l'égard de l'exécution, de la qualité

et de la livraison, surtout en ce qui concerne les avions . L'été dernier, notre Ministère a entrepris conjointement avec le ministère de la Défense nationale une étude détaillée, connue sous le nom d'AROC (Analyse des contrats de réparation et de remise en état en régime de concurrence) qui a abouti à un projet visant à ce qu'à l'avenir on fasse le plus possible appel à la concurrence lors de l'adjudication de contrats de réparation et de remise en état.

13. Le contrat de mise au point du moteur à turbine PT-6, dont les frais sont partagés entre la Couronne et "United Aircraft Limited", se poursuit. On estime que le coût global de ce projet pour la période allant de janvier 1959 à mars 1972 sera de l'ordre de 55 millions, la Couronne y contribuant pour 15.8 millions. Grâce à ce projet, 4,100 moteurs environ ont été vendus dans 30 pays différents, pour une valeur approximative de 180 millions, de décembre 1963 à décembre 1970.

14. La mise au point d'un engin de surveillance sans pilote à court rayon d'action est maintenant terminée. Il s'agit d'un robot volant télécommandé destiné à détecter les mouvements de troupes de l'ennemi au moyen de capteurs photographiques à infra-rouge. La commande tripartite initiale intéressant le Canada, le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale

sera achetée vers la fin de mai 1971, dans le cadre du budget. L'Allemagne occidentale vient de passer une importante commande de production complémentaire qui devra se poursuivre jusqu'en 1973. La valeur globale des commandes de l'étranger se chiffre actuellement à 84 millions, et on prévoit des commandes supplémentaires du Royaume-Uni et de l'Italie.

15. Le projet de construction des destroyers d'escorte a fait l'objet d'une étude approfondie l'automne dernier et le plafond des coûts pour sa réalisation a été fixé à 252 millions de dollars, somme qui comprend 10 millions pour les risques non déterminés. Tous les quatre destroyers ont été lancés. Voici le calendrier de livraison prévu: le DDH-280 de Marine Industries Limited, en juillet 1972; le DDH-282, de Davie Shipbuilding Limited, en novembre 1972; le DDH-281, de Marine Industries Limited, vers la fin de l'automne 1972 et le DDH 283, de Davie Shipbuilding Limited, vers la fin de l'été 1973.

16. Le projet de production d'un projectile anti-sous-marin mis au point au Canada et destiné aux forces navales britannique, hollandaise et canadienne est en bonne voie. Ce projet, dont le coût est évalué à 20.5 millions, a débuté au début de 1967 et les dernières livraisons sont prévues pour la mi-1971. La production est achetée à 87 p. 100 par les

gouvernements étrangers et fait suite aux achats effectués en 1964-1966 par le Canada, qui s'élevaient à 4.9 millions de dollars. Certaines sociétés canadiennes y contribuent largement, dont Canadian Westinghouse Company Ltd., les Arsenaux canadiens Ltée., Fleet Manufacturing, Bristol Aerospace, Canadian Industries Ltd. et General Impact Extrusions, avec l'aide de 22 autres adjudicataires. La teneur en éléments canadiens de ce projectile est de plus de 90 p. 100. Les clients ont fait part de leur satisfaction lors de la réalisation d'un grand programme complexe dans le cadre des prévisions budgétaires initiales, qui n'a subi que quelques retards sans importance, malgré d'importantes modifications.

17. Le Ministère procède actuellement à l'achat, pour l'Armée de l'Air et le Corps des "Marines" des États-Unis, de 936 émetteurs-récepteurs d'une valeur globale de 8.5 millions de dollars. Il s'agit d'un émetteur-récepteur de radio à main miniaturisé et très léger qui est utilisé par l'Armée de l'Air pour ses communications sol-air et par les "Marines" pour les communications dans les zones de combat. Ce modèle est doté des perfectionnements les plus récents en la matière qui lui assurent, avec des dimensions, un poids et une consommation d'énergie réduits, une fiabilité maximum.

18. L'Armée de l'Air et la Marine des États-Unis ont commandé 537 appareils complets de projection topographique, y compris l'équipement auxiliaire, représentant près de 5 millions de dollars. Cet appareil assure l'affichage graphique et dynamique de la position et de la route des avions par rapport à la topographie et aux routes aériennes. C'est une réalisation canadienne, et la Couronne a contribué pour 50 p. 100 au fonds de développement. Les ventes de "Computing Devices of Canada" aux É.-U. ont atteint, depuis 1967, un total d'environ 15 millions de dollars.

QUELQUES EXEMPLES D'ÉCONOMIES RÉALISÉES
SUR LES ACHATS - 1969-1970

- | | |
|--|--|
| 1. <u>Tiges et plaques d'acier</u> | - Le client a soumis une offre de
- \$9,900 faite par une société qui n'avait pas recouru à la procédure de l'appel d'offres. Le MAS a obtenu un prix concurrentiel de \$5,307, soit une économie de \$4,593. |
| 2. <u>Pièces pour tondeuse à gazon</u> | - Le client a soumis une offre de
- \$1,448 que lui avait faite son fournisseur habituel. Le MAS a obtenu un prix concurrentiel de \$625, soit une économie de \$823. |
| 3. <u>Imprimés de télétype et formules de totalisation</u> | - Demandés par deux ministères. Environ \$17,000 d'économie par rapport aux prix d'avant l'intégration. |

4. Tabliers (cafétéria)
 - Le prix antérieurement payé par le client était \$1,164. Le MAS a obtenu un article identique chez un autre fournisseur pour \$667, soit une économie de \$487 (40 p. 100).
5. Outils électriques portatifs
 - Le devis du client, établi d'après l'offre que lui avait faite un concessionnaire local, était de \$1,448. Le MAS a négocié le prix avec le fabricant et a obtenu \$448, soit une économie de \$1,000.
6. Fourniture et installation d'appareils d'éclairage
 - Le prix qui avait cours dans le commerce local, soit \$3,750, était considéré comme assez élevé. En faisant plus largement appel à la concurrence, nous avons pu obtenir \$1,407, soit une économie de \$2,343.
7. Radiateurs-plinthes
 - Le ministère client reçut une offre de \$3,650. Le MAS fit appel à la concurrence et la même société offrit \$2,116, soit une économie de \$1,144.
8. Tasses de malade
 - Le fournisseur précédent avait offert \$4,022. Le MAS s'adressa à un autre fournisseur et obtint \$2,772, soit une économie de \$1,250.
9. Moteurs hors-bord
 - Avant l'intégration, la remise était de l'ordre de 15%. Depuis l'intégration, elle est de 49 à 50%, soit une économie pour les modèles 1970, évaluée à \$105,834 sur une valeur globale de \$309,216.

10. Chargeurs d'ordinateur - Un ministère client avait demandé que l'on renouvelle un contrat existant pour des chargeurs d'ordinateur, au prix de location de \$4,450 par an. Le MAS a recommandé que soit exercée l'option d'achat stipulée dans le contrat existant. L'équipement fut acheté, au cours de la 3^e année, pour \$2,180 de plus que le prix de location payé jusqu'alors.
11. Bottes (657 paires) - Le client avait recommandé le fournisseur précédent. Le MAS obtint un prix concurrentiel, et permit ainsi de réaliser une économie globale de \$910.
12. Bandes magnétiques - Le client avait demandé qu'il soit fait appel à un seul fournisseur, pour un prix de \$2,550. En s'adressant à la concurrence, nous avons obtenu \$1,640, soit une économie de \$910.
13. Installation électrique - Après s'être renseigné, le client reçut un devis de \$4,150. Le MAS obtint \$2,789, soit une économie de \$1,361 (ou 35%).
14. Bombe insecticide - Le client ne voulait pas de produit de remplacement et a reçu une offre de \$1,295. Nous avons reçu un prix concurrentiel de \$890.
15. Mousse de polyuréthane - Le client a soumis une offre de \$760 que lui avait faite un fournisseur local. Après enquête, le MAS put établir qu'il s'agissait là d'une mousse de qualité supérieure alors qu'une mousse de n'importe quelle qualité aurait pu faire l'affaire, puis qu'elle devait servir à des fins

- pédagogiques. On acheta alors une mousse ordinaire qui permit de réaliser une économie de \$507 (ou 70%) sur le prix initialement offert.
16. Condensateur variable - Le fournisseur habituel offrait \$1,302. Le MAS obtint un prix concurrentiel de \$716, soit une économie de \$586 (ou 50%).
17. Bobines de précision et bande "Mylar" - Les clients (au nombre de 7) avaient passé commande pour une valeur globale de \$50,000. Ils ne voulaient pas de produit de remplacement. Le MAS établit que l'on pouvait réaliser une économie de \$26,600 en ayant recours aux spécifications reconnues et en s'adressant à la concurrence.
18. Articles pour chaudière - Le client avait reçu une offre de \$12,350. En s'adressant à la concurrence, le MAS obtint \$8,286 soit une économie de \$4,064.
19. Unités "Thermopane" - Le client avait reçu une offre de \$2,585. Le MAS a obtenu un prix concurrentiel de \$1,572, soit une économie de \$1,013.
20. Pompe d'assèchement - Le client avait un devis de \$832. Le MAS suggéra un article de remplacement satisfaisant, à \$355, ce qui permit une économie de \$477.
21. Autres ministères non intégrés - Ces ministères ont tiré parti de nos négociations avec les fabricants. En effet: Le ministère "A" a acheté 17 Ski-Doos et a bénéficié du même prix que celui offert au MAS (économisant ainsi près de \$100 par unité et, en tout, \$1,683).

En fusionnant une demande de deux souffleuses à neige pour le ministère "B" avec celles d'un autre ministère, le MAS a obtenu un prix unitaire de \$57,000 au lieu de \$65,000, soit une économie de \$16,000.

LE PROGRAMME DES SERVICESINTRODUCTION

L'Administration des Services a pour fonction d'assurer, de la façon la plus économique possible, une large gamme de services de gestion et d'administration à l'ensemble du gouvernement et aux autres ministères et organismes en vue d'améliorer l'efficacité du gouvernement et de comprimer les coûts.

Les crédits votés pour le Programme des services s'élèvent à \$38,942,000, comme en témoignent les pages 25-24 et 25-25 du Livre bleu consacré au Budget des dépenses. Ce chiffre représente une augmentation de \$2,401,449 par rapport aux crédits approuvés pour l'année financière 1970-1971.

Pour le détail des affectations concernant le Programme des Services, se reporter aux pages 25-26 à 25-31 du Livre bleu et pour celui du Fonds renouvelable du Bureau des services d'informatique, aux pages 25-30 à 25-33.

Le ministère des Approvisionnements et Services a été constitué en vertu de la Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement qui désigne le Ministre comme Receveur général du Canada et le sous-ministre des Services comme Sous-receveur général. Aux termes de la Loi sur l'administration financière, le Receveur général est chargé d'effectuer tous les paiements sur le Fonds du revenu consolidé, de tenir la comptabilité fiscale du Canada et de préparer, chaque année, les Comptes publics à soumettre au Parlement.

S'acquitter de ces responsabilités en matière de paiement entraîne l'émission de 90 millions de chèques par an.

Les autres fonctions de l'Administration des Services découlent des responsabilités que confère au Ministère la Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement.

L'Administration des Services assure deux grandes catégories de services, conformément à la loi précitée et à la Loi sur l'administration financière. Il y a tout d'abord les services dits opérationnels que le Ministère doit assurer de façon permanente pour les autres ministères et pour l'ensemble du gouvernement. Ensuite, viennent les services dits consultatifs ou ceux qui sont assurés à la demande d'un ministère ou d'un organisme client.

Organisation

Vous trouverez ci-joint l'organigramme du Ministère. En bref, l'Administration des Services comprend deux grands secteurs, à savoir les Services opérationnels et les Services de gestion, qui englobent six activités principales. Le Directeur de la planification et le Directeur de la vérification de la gestion sont directement comptables au sous-ministre; ils accordent leur appui aux deux services fonctionnels pour la planification à long et à moyen terme et pour l'évaluation systématique et indépendante des opérations. Le Directeur général de l'Administration et le Directeur général du Personnel assurent le personnel de soutien des services administratifs, financiers et du personnel tant de l'Administration des Approvisionnements et que de l'Administration des Services.

L'Administration des Services est chargée des six activités suivantes:

1. assurer des services administratifs relativement à la paye, aux pensions et aux autres régimes de prestations sociales pour les employés, y compris le Service central de renseignements sur le personnel;
2. assurer, pour le compte des ministères, les services de paiement et de rapports, y compris l'émission de chèques et le paiement des comptes du gouvernement, la présentation de rapports de gestion financière et de données statistiques y afférentes ainsi que les services de comptabilité et d'administration;
3. assurer des services de comptabilité et de paiement pour certains programmes d'assistance sociale et d'aide économique;
4. assurer la tenue de la comptabilité fiscale du Canada, la préparation et la publication des Comptes publics à soumettre au Parlement, la conciliation des chèques et des titres du Receveur général avec l'encaisse et le solde en banque du Canada et assurer des services de sécurité ainsi que des services administratifs pour les valeurs mobilières du gouvernement;

5. assurer, en régime de concurrence, des services de gestion et de consultation dans les domaines de la consultation en gestion, de la vérification et des services informatiques; et
6. veiller à l'administration du programme, y compris la gestion, la planification et le contrôle de gestion au niveau de l'administration centrale, divisionnaire ou périphérique et veiller au fonctionnement des services informatiques internes.

En plus des services qu'elle procure aux ministères du gouvernement, l'Administration des Services assure un service informatique d'envergure et de pointe qui possède 17 ordinateurs à Ottawa et six établissements régionaux. Ces ordinateurs sont maintenant reliés par des circuits de transmission des données, permettant ainsi au Ministère d'assurer, dans tout le Canada, un service informatique hautement intégré. La programmation, l'analyse des systèmes, le traitement ou le télétraitement des données forment partie intégrante des projets du ministère visant à assurer une rentabilité accrue aux activités du gouvernement.

Services opérationnels

L'administration de la paye et des prestations sociales aux employés, les services de paiement et de rapports, l'administration des paiements effectués dans le cadre de l'aide économique et sociale et la tenue de la comptabilité du gouvernement du Canada sont des fonctions assumées par le Secteur des services opérationnels qui se subdivise en cinq directions.

La Direction des paiements donne des consignes fonctionnelles pour le paiement des comptes du gouvernement du Canada et pour l'émission des chèques du Receveur général du Canada. Elle met l'accent sur la formulation de la politique et sur la mise au point "pré-opérationnelle" de tous les paiements, sauf les chèques de traitement, des sommes recouvrables et des systèmes de sécurité. Cette direction est en voie de réorganisation en vue de donner une nouvelle orientation à certaines fonctions.

Chaque année, le Ministère traite environ 90 millions de chèques pour une valeur annuelle globale de plus de 20 milliards de dollars, soit presque 8 p. 100 des opérations par chèques effectuées au Canada. Le tableau qui figure en annexe illustre l'augmentation du nombre des chèques émis au cours des trois dernières années.

La Direction des services de rémunération est chargée de l'administration de la feuille de paye de la Fonction publique pour près de 240,000 employés et de la tenue de 66,000 comptes relatifs aux fonctionnaires retraités. Le Service central de renseignements sur le personnel vient se greffer à cette Direction et fournit, aux fins de gestion, des données statistiques sur les effectifs de la Fonction publique.

Cette direction veille également à l'administration de la Loi sur la pension du service public (qui comprend un Régime de prestations supplémentaires de décès), du Régime

d'assurance chirurgicale-médicale, du Régime d'assurance pour les cadres de gestion de la Fonction publique et du Régime d'assurance-invalidité.

Nombreuses seront les conventions collectives qui doivent être signées au cours de l'année à venir (à l'heure actuelle, 60 conventions intéressant près de 100,000 employés sont en cours de négociation). Le volume de travail de la direction en sera fortement accru, mais des mesures ont été prises pour y faire face.

Un groupe d'étude vient d'être mis sur pied pour concevoir un nouveau système de rémunération automatisé. La première phase de l'étude est maintenant terminée et le nouveau système doit entrer en vigueur vers la fin de 1972.

La Direction de la comptabilité du gouvernement du Canada est chargée des Comptes publics et de la comptabilité fiscale du Canada, de la conciliation des chèques et de la publication des rapports financiers. En outre, elle dresse chaque mois des états financiers pour les ministères, les organismes et les sociétés d'État.

La Division du contrôle du remboursement des chèques de cette Direction est, de par ses fonctions de conciliation des chèques et des titres tirés sur le Receveur général et compensés par l'intermédiaire des systèmes bancaires, très rentable pour le gouvernement fédéral. Durant l'année financière 1970-1971, cette Division a traité près de 101 millions de pièces d'une valeur d'environ 24 milliards de dollars.

Pendant cette même année, elle a recouvré un montant net de quelque 25 millions de dollars en réclamations excédentaires auprès du Receveur général et a renvoyé aux banques, pour diverses raisons, quelque 12,500 chèques d'une valeur de plus de 1 million de dollars.

Le cabinet a récemment approuvé la proposition d'avancer au 31 octobre la date de publication des Comptes publics. Il s'agit là d'un progrès important, car le Ministère disposera dorénavant de deux mois supplémentaires pour l'étude des Comptes publics de l'année précédente, avant que le Parlement ne procède à l'examen du Budget des dépenses de l'année en cours.

Le Budget des dépenses pour l'année 1971-1972 sera présenté sous une nouvelle forme, laquelle influera sur la présentation des Comptes publics. La nouvelle présentation du Budget des dépenses et une plus grande facilité d'accès aux informations financières ont fourni l'occasion de changer la formule des Comptes publics. Le Ministère est en train d'étudier une nouvelle présentation qui sera prochainement soumise à l'examen du Comité des Comptes publics.

La Direction des opérations régionales est un vaste organisme qui compte 2,100 employés répartis entre 40 bureaux, à Ottawa et dans tout le Canada. Les bureaux des Services de Londres, Paris, Bruxelles et Washington ont été transférés, le 1^{er} avril 1971, au ministère des Affaires extérieures, conformément à la politique du gouvernement visant à intégrer

les services de soutien pour ses missions à l'étranger. Le bureau des Services de Lahr, en Allemagne fédérale, qui prête son appui aux Forces canadiennes en Europe, est toujours ouvert. Vous trouverez ci-joint un tableau qui illustre la répartition des bureaux régionaux.

Cette direction effectue chaque mois de nombreux paiements de nature socio-économique, par exemple: (1) trois millions de chèques d'allocation familiale, (2) un million et demi de chèques de sécurité de la vieillesse, (3) un demi-million de chèques d'allocation aux jeunes, et de chèques émis au titre du Régime de pensions du Canada, du supplément de revenu garanti, de la formation professionnelle des adultes, des allocations aux anciens combattants et des prêts en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déposé un Livre blanc exposant les propositions du gouvernement pour la sécurité du revenu des Canadiens. Si le Parlement ratifie les textes législatifs qui lui seront soumis, il faudra sans aucun doute apporter d'importants changements au système actuel des allocations familiales. Les deux ministères collaborent étroitement pour que les procédures requises soient efficaces et économiques.

Environ 5.7 millions de chèques de remboursement de l'impôt sur le revenu seront émis, au cours de l'année financière 1971-1972, par nos bureaux régionaux de Vancouver, d'Edmonton et de Winnipeg. Cette décentralisation s'est révélée

réalisable à la lumière d'un projet, entrepris en 1970-1971, qui permit le transfert, d'Ottawa à notre bureau régional de Winnipeg, de l'émission de quelque 2 millions de chèques de remboursement.

La Direction de l'informatique assure des services spécialisés et exploite un réseau informatique à l'échelon national, à l'appui des activités confiées aux Services opérationnels. Ci-joint se trouve un croquis du réseau.

La Direction a l'intention, au cours des prochains mois, de doter les bureaux de district des Services, et notamment ceux de London, Québec, Esquimalt et Saint-Jean (Terre-Neuve), de "mini-ordinateurs". Ces derniers seront reliés par des lignes téléphoniques aux ordinateurs de moyenne puissance des six bureaux régionaux des Services. Quant aux ordinateurs régionaux, ils communiquent de la même façon avec l'ordinateur installé à Ottawa, l'UNIVAC 1108. La puissance de notre réseau et la grande capacité de notre ordinateur central pourront ainsi être accrus, dans le but d'améliorer les services fournis d'un océan à l'autre et de nous permettre de décentraliser davantage nos activités.

Dans un premier temps, ces "mini-ordinateurs" traiteront les opérations effectuées au titre de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, la comptabilité hypothécaire, la paye du district et les comptes à payer; ils s'acquitteront également d'autres tâches diverses.

La Direction de l'informatique dispose, au total, de 17 ordinateurs à Ottawa et dans tous les autres bureaux régionaux du Canada. La Couronne est propriétaire de 4 d'entre eux; les autres sont loués de divers constructeurs.

Services de gestion

Ses activités sont réparties entre trois bureaux différents.

Le Bureau des services de vérification est en activité depuis près de 30 ans. Il assure des services spécialisés de vérification dans 10 centres au Canada et à Londres. Il procède à la vérification des contrats du gouvernement pour lesquels il faut déterminer le prix de revient et évaluer les prévisions des adjudicataires à cet égard. Il vérifie les accords sur le partage des frais avec les provinces ainsi que les subventions versées en application de diverses lois fédérales. Depuis ces deux dernières années, le Bureau des services de vérification remplit un nouveau rôle; il assure "contre rémunération" la vérification opérationnelle et interne pour le compte des ministères et des organismes.

Jusqu'ici, le Bureau a effectué 9,000 vérifications portant sur plus de 100 programmes différents. Il compte environ 300 spécialistes et est l'un des plus importants organismes de vérification du Canada.

Le Bureau des conseillers en gestion, qui compte près de 100 employés, aide les ministères et les organismes à apporter une solution à de nombreux problèmes. Le Bureau est passé de la Commission de la Fonction publique au ministère des Approvisionnements et Services lorsque celui-ci fut créé.

Il possède des spécialistes dans des domaines aussi divers que:

- Les systèmes comptables
- L'analyse des structures organiques
- Les études d'attitude et d'ambiance
- Les études d'automatisation préalables
- Les études de rentabilité
- La détermination des besoins en formation et en perfectionnement
- L'analyse économique
- La conception et l'aménagement global du milieu
- L'évaluation des programmes d'exploitation proposés
- Les systèmes de rapports financiers
- La programmation linéaire
- La gestion par objectifs
- Les systèmes de gestion automatisée
- L'analyse opérationnelle
- La recherche opérationnelle
- Les études d'implantation
- La planification et la budgétisation des programmes
- Les études de gestion du personnel
- L'analyse des systèmes et des procédures
- L'étude et la simplification du travail

En 1970, le Bureau a lancé la revue trimestrielle "Optimum". Son objectif est de permettre aux gestionnaires, à tous les niveaux du gouvernement, d'avoir accès à des informations utiles et intéressantes, d'y trouver matière à réflexion sur l'organisation et la gestion, ainsi qu'une tribune libre.

Le Bureau des services d'informatique a été créé le 1^{er} avril 1965 par suite d'une recommandation de la Commission royale Glassco. Il faisait alors partie du Conseil du Trésor mais passa à notre Ministère, lors de sa création. Il offre aux ministères et aux organismes du gouvernement les services de son propre ordinateur, des services de consultation pour l'analyse des systèmes, la programmation et le "software"; il prodigue aussi des conseils et prête son appui dans le domaine de l'informatique. Il fait également office de courtier pour le compte des ministères et organismes qui désirent obtenir du temps machine sur les équipements informatiques du gouvernement, des sociétés privées ou des universités. Son ordinateur, un IBM 360-65, est maintenant installé à l'immeuble Confederation à Ottawa. Il devra être déménagé cette année, au moment où commenceront les travaux de rénovation de cet édifice. Ses clients peuvent avoir recours aux terminaux d'accès direct installés dans leurs propres bureaux, ou au service de levée et de distribution du Bureau, ou encore se rendre sur place et recourir eux-mêmes aux services de l'ordinateur.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 28

Tuesday, May 18, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 28

Le mardi 18 mai 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Gouvernement
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Estimates for the fiscal year
ending March 31, 1972 relating to the
Public Service Commission

CONCERNANT:

Le Budget des dépenses pour l'année
financière se terminant le 31 mars 1972, se
rapportant à la Commission de la fonction
publique

INCLUDING:

The Fourth Report

Y COMPRIS:

Le quatrième rapport

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

Vice-Chairman: Mr. Paul Langlois

Messrs.

Blair	Forget
Carter	Francis
Clermont	Guay (<i>St. Boniface</i>)
Downey	Goode
Dupras	Mather

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand E. Leblanc

Vice-président: M. Paul Langlois

Messieurs

Peddle	Serré
Ricard	Skoreyko
Ritchie	Thomson (<i>Battleford-</i>
Rock	<i>Kindersley</i>)—(20).
Rodrigue	

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On May 14, 1971:

Mr. Peddle replaced Mr. Fairweather.

On May 18, 1971:

Mr. Francis replaced Mr. Gillespie.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le 14 mai 1971:

M. Peddle remplace M. Fairweather.

Le 18 mai 1971:

M. Francis remplace M. Gillespie.

REPORT TO THE HOUSE

Wednesday, May 19, 1971

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates has the honour to present its

FOURTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Wednesday, February 17, 1971, your Committee considered the following Votes listed in the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1972:

Vote 1 relating to the Governor General and Lieutenant-Governors;

Votes 1, 5 and 10 relating to the Privy Council;

Votes 1, 5 and 10 relating to the Department of Supply and Services;

Votes 1, 5 and 10 relating to the Treasury Board;

Vote 15 relating to Canadian Arsenals Limited;

Votes 15, 20 and 25 relating to the National Research Council of Canada;

Vote 20 relating to the Auditor General;

Vote 20 relating to Canadian Commercial Corporation;

Vote 30 relating to the Public Service Staff Relations Board;

Vote 35 relating to the Science Council of Canada; and

Vote 115 and L120 relating to the Public Service Commission.

Your Committee commends them to the House.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues Nos. 9, 10, 11, 12, 14, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28*) is tabled.

Respectfully submitted.

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mercredi 19 mai 1971

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général a l'honneur de présenter son

QUATRIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mercredi 17 février 1971, le Comité a étudié les crédits suivants énumérés dans le Budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972:

Le crédit 1 ayant trait au Gouverneur général et aux lieutenants-gouverneurs;

Les crédits 1, 5 et 10 ayant trait au Conseil privé;

Les crédits 1, 5 et 10 ayant trait au ministère des Approvisionnements et Services;

Les crédits 1, 5 et 10 ayant trait au Conseil du Trésor;

Le crédit 15 ayant trait aux Arsenaux canadiens Limitée;

Les crédits 15, 20 et 25 ayant trait au Conseil national de recherches du Canada;

Le crédit 20 ayant trait à l'Auditeur général;

Le crédit 20 ayant trait à la Corporation commerciale canadienne;

Le crédit 30 ayant trait à la Commission des relations de travail dans la fonction publique;

Le crédit 35 ayant trait au Conseil des sciences du Canada; et

Les crédits 115 et L120 ayant trait à la Commission de la fonction publique.

Le Comité les recommande à l'approbation de la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules n^{os} 9, 10, 11, 12, 14, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28*) est déposé.

Respectueusement soumis.

Le président

Fernand-E. Leblanc

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, May 18, 1971

(36)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 8.09 p.m. The Chairman, Mr. Fernand-E. Leblanc (*Laurier*), presided.

Members present: Messrs. Blair, Clermont, Downey, Dupras, Forget, Francis, Guay (*St. Boniface*), Goode, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Mather, Ricard, Ritchie, Rodrigue and Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(15).

Witnesses: From the Professional Institute of the Public Service of Canada: Mr. L. W. C. S. Barnes, Executive Director; Mr. E. F. V. Robinson, Vice-president; Mr. A. Agius, Senior Research Officer; *From the Treasury Board:* Mr. G. F. Osbaldeston, Deputy Secretary, Program Branch; Mr. B. A. MacDonald, Director General, Budget Coordination; Mr. J. P. Connell, Deputy Secretary, Personnel Policy Branch; Mr. H. D. Clark, Director, Pensions and Insurance Division; Mr. R. Bonnor, Director, Finance, Personnel and Administration.

The Committee resumed consideration of the Estimates 1971-72 under Item 115 relating to the Public Service Commission and the Chairman introduced the witnesses from the Professional Institute of the Public Service of Canada.

Thereupon, the members of the Committee resumed their questioning of the witnesses.

The questioning continuing,

It was agreed to stand Item 115 relating to the Public Service Commission, in order to proceed to the item by item consideration of the Estimates 1971-72 and to resume questioning thereafter.

The Chairman introduced the officials from the Treasury Board and called the following items which were carried severally:

Item 20 relating to the Auditor General;

Item 1 relating to the Governor General and Lieutenant-Governors;

Items 1, 5 and 10 relating to the Privy Council;

Item 30 relating to the Public Service Staff Relations Board;

Item 35 relating to the Science Council of Canada;

Items 1, 5 and 10 relating to the Department of Supply and Services;

Item 15 relating to the Canadian Arsenals Limited;

Item 20 relating to the Canadian Commercial Corporation;

Items 1, 5 and 10 relating to the Treasury Board;

Items 15, 20 and 25 relating to the National Research Council.

The Chairman thanked the officials of the Treasury Board who retired and the questioning of Messrs. Barnes, Robinson and Agius resumed.

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 18 mai 1971

(36)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit à 8 h 09 du soir. Le président, M. Fernand E. Leblanc (*Laurier*), occupe le fauteuil.

Députés présents: MM. Blair, Clermont, Downey, Dupras, Forget, Francis, Guay (*St-Boniface*), Goode, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Mather, Ricard, Ritchie, Rodrigue et Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(15)

Témoins: De l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada: MM. L. W. C. S. Barnes, directeur exécutif; E. F. V. Robinson, vice-président et A. Agius, agent principal à la recherche; *Du Conseil du trésor:* MM. G. F. Osbaldeston, sous-secrétaire, direction du programme; B. A. MacDonald, directeur général, coordination du budget, J. P. Connell, sous-secrétaire, direction de la politique en personnel; H. D. Clark, directeur, division des pensions et de l'assurance; R. Bonnor, directeur, finance, personnel et administration.

Le Comité reprend l'étude des prévisions budgétaires 1971-1972 sur le crédit 115 ayant trait à la Commission de la fonction publique; le président présente les témoins de l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada.

Les membres du Comité reprennent ensuite l'interrogatoire des témoins.

Au cours de la période des questions,

Il est convenu de réserver le crédit 115 ayant trait à la Commission de la fonction publique afin d'entreprendre l'étude, crédit par crédit, des prévisions budgétaires 1971-1972 et de reprendre ensuite l'interrogatoire.

Le président présente les hauts fonctionnaires du Conseil du trésor et met en délibération les crédits suivants qui sont adoptés séparément:

Le crédit 20 ayant trait à l'Auditeur général;

Le crédit 1 ayant trait au Gouverneur général et aux lieutenants-gouverneurs;

Les crédits 1, 5 et 10 ayant trait au Conseil privé;

Le crédit 30 ayant trait à la Commission des relations de travail dans la Fonction publique;

Le crédit 35 ayant trait au Conseil des sciences du Canada;

Les crédits 1, 5 et 10 ayant trait au ministère des Approvisionnements et Services;

Le crédit 15 ayant trait aux Arsenaux canadiens limitée;

Le crédit 20 ayant trait à la Corporation commerciale canadienne;

Les crédits 1, 5 et 10 ayant trait au Conseil du trésor;

Les crédits 15, 20 et 25 ayant trait au Conseil national des recherches du Canada.

Le président remercie les hauts fonctionnaires du Conseil du trésor qui se retirent et la période de questions de M. Barnes, M. Robinson et M. Agius reprend.

The questioning completed the Chairman thanked the witnesses who retired.

Mr. Blair moved,

That, the Committee on Miscellaneous Estimates, having taken note of the concerns expressed about the implementation of the government's policy on bilingualism in the Public Service recommend in its report, that the government reconsider the practical steps which have been taken or which may be planned for the implementation of the policy with the view of:

1. Giving greater assurance to Public Servants that their careers will not be prejudiced by the operation of the policy by incorporation into policy directives and regulations the pledges on this matter given by two Prime Ministers and by such other steps as may be required to give legal form to such assurances.

2. Recognizing the special problems created for unilingual Public Servants who have not had an opportunity to take language training, in applying for promotions in areas which are part of their career development, by permitting bilingual requirements for specific positions to be met where the Public Servants are willing to acquire knowledge of the other official language.

3. Providing to the fullest extent possible for the public announcement of the re-designation of positions which are to be established as bilingual in advance of competitions or vacancies so that all legitimate aspirants to such positions may have a proper opportunity to undertake language training.

4. Reviewing the operation of government language schools to ensure that the completion rate of courses is greatly increased and to remove impediments against successful completion created by departmental requirements and otherwise to encourage students in such courses to achieve completion.

5. Reconsidering the specific bilingual requirements of particular positions and operations with the view of providing simplified language instruction to Public Servants related to the specific requirements of their jobs.

6. Recognizing the problems which have been created by inadequate communication and explanation of the bilingual policy in all branches of the Public Service and providing better means for explaining to ordinary Public Servants the operations of the policy and the opportunities open to them and improved consultation with staff associations in this area.

7. Considering the adequacy of existing appellate procedures to ensure that any Public Servant believing his position has been prejudiced by the operation of the bilingual policy should have a full and unfettered opportunity without prejudice to his career to make an appeal.

RULING BY THE CHAIRMAN

If I may, Mr. Blair I will refer you to Beauchesne's fourth edition, citation 293 which says and I quote: "It is against all parliamentary usage to refer questions of policy to a fact finding committee."

Since the committee has not received in its Order of Reference a question of policy but rather the cost of a program, on those grounds, I must rule your motion out of order.

A la fin de la période de questions, le président remercie les témoins qui se retirent.

M. Blair propose,

Que le Comité des prévisions budgétaires en général, ayant constaté les inquiétudes exprimées au sujet de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de bilinguisme dans la Fonction publique, recommande dans son rapport que le gouvernement étudie à nouveau les mesures pratiques qui ont été prises ou qui peuvent être prévues pour la mise en œuvre de la politique dans le but de:

1. Rassurer les fonctionnaires que leur carrière ne subira pas de préjudice à la suite de la mise en œuvre de la politique par l'incorporation, dans les directives et règlements de cette même politique, des engagements en cette matière pris par deux premiers ministres et de ces autres mesures qui peuvent être nécessaires pour accorder une forme juridique à cette assurance.

2. Reconnaître des problèmes spéciaux qui se posent aux fonctionnaires unilingues qui n'ont pas eu la chance de suivre de cours de langues, lorsqu'ils posent leur candidature à des postes dans des secteurs qui font partie du développement de leur carrière, en permettant que les exigences de bilinguisme qui s'appliquent à des postes particuliers soient remplies lorsque les fonctionnaires sont disposés à apprendre l'autre langue officielle.

3. Prévoir le plus longtemps possible à l'avance l'annonce publique de la nouvelle définition des postes qui doivent être classifiés bilingues, avant les concours ou les vacances, pour que tous les aspirants logiques à ces postes puissent avoir la chance de commencer à suivre des cours de langues.

4. Revoir le fonctionnement des écoles des langues du gouvernement pour s'assurer que le taux de parachèvement des cours augmente fortement et pour supprimer les obstacles au succès créés par les exigences des ministères et, d'autre part, pour encourager les étudiants à terminer ces cours.

5. Reconsidérer les exigences précises en matière de bilinguisme qui ont trait aux postes particuliers et aux opérations en vue de fournir aux fonctionnaires des cours de langues simplifiés qui auraient trait aux exigences précises de leur poste.

6. Reconnaître les problèmes qui ont été créés par un manque de communication et d'explications de la politique de bilinguisme dans tous les services de la Fonction publique et prévoir de meilleurs moyens pour expliquer aux fonctionnaires les opérations de la politique et les possibilités qui s'offrent à eux et améliorer la consultation avec les associations ouvrières dans ce domaine.

7. Étudier la justesse des procédures actuelles d'appel pour s'assurer que le fonctionnaire qui croit que l'opération de la politique de bilinguisme a porté préjudice à son poste puisse librement interjeter appel sans porter préjudice à sa carrière.

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Si vous me le permettez, monsieur Blair, je me reporte à la citation 293 de la 4^{ème} édition de Beauchesne qui stipule, et je cite: «il est contraire à tout usage parlementaire de déférer à un Comité d'enquête les questions de principe.»

Puisque le mandat du Comité n'est pas d'étudier une question de principe mais plutôt le coût d'un programme, je dois donc rejeter votre motion pour ces raisons.

Then, Items 115 and L120 relating to the Public Service Commission carried and,

It was agreed,—that the Chairman report to the House the Estimates 1971-72 as listed in the Committee's Order of Reference, dated Wednesday, February 17, 1971.

The Chairman having called for nominations to elect a Vice-Chairman,

Mr. Forget seconded by Mr. Dupras moved,

—That Mr. Langlois be elected Vice-Chairman of the Committee.

On motion of Mr. Guay (*St. Boniface*)

Resolved—That nominations be closed.

Thereupon, the Chairman declared Mr. Langlois duly elected Vice-Chairman of the Committee.

The Chairman thanked Messrs. Barnes, Robinson and Agius for their valuable contribution.

At 9.42 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Les crédits 115 et L120 ayant trait à la Commission de la fonction publique sont ensuite adoptés et,

il est convenu—que le président fasse rapport à la Chambre des prévisions budgétaires 1971-1972, telles qu'énumérées dans l'ordre de renvoi du Comité, daté du mercredi 17 février 1971.

Le président se dit prêt à recevoir les candidatures au poste de vice-président, et par la suite,

M. Forget, avec l'appui de M. Dupras, propose,

—M. Langlois au poste de vice-président du Comité.

M. Guay (*St-Boniface*) propose et il est

Résolu,—Que la période de mise en candidature soit close.

Le président déclare M. Langlois élu vice-président du Comité.

Le président remercie MM. Barnes, Robinson, et Agius de leur participation enrichissante.

A 9 h 42 du soir, le Comité suspend ces travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, May 18, 1971

• 2003

[Texte]

The Chairman: Order, please. Tonight we are resuming debate on the 1971-72 estimates relating to the Public Service Commission; Item 115 on page 23, 1.04 of your blue book. As you remember the last time, we had the same witnesses with us when the division bell rang and we had to leave for a vote.

We have the pleasure of having back with us from the Professional Institute of the Public Service of Canada, Mr. L. W. C. S. Barnes, Executive Director; Mr. E. F. V. Robinson, Vice-President and Mr. A. Agius, Senior Research Officer.

I had on my list when we left, Mr. Clermont, but Mr. Clermont is chairing the Finance Committee Finance. Perhaps he will be here later on. I have also Mr. Thomson followed by Messrs. Blair, Dupras, Langlois and Ritchie.

Mr. Thomson.

Mr. Thomson: As I understand it, Mr. Barnes, you represent a professional type association within the civil service?

In reference to the Clyne Report, I am assuming rightly or wrongly that a fairly large percentage of your union or association does not include managers, and if this is the case, would the recommendations of the Clyne Report have a very large effect on your association if these people were removed from the bargaining agency or from the bargaining process?

• 2005

Mr. L. W. C. S. Barnes (Executive Director, Professional Institute of the Public Service of Canada): Mr. Chairman, as we read the Clyne Report, the recommendation is to exclude all professional, administrative, technical and scientific personnel in the public service from collective bargaining. Needless to say, we find this a most unbelievable recommendation.

Mr. Thomson: What would this do to your association?

Mr. Barnes: It would completely end the role of the institute as a bargaining agent and would set the clock back in staff relations in the public service by roughly 40 years.

Mr. Thomson: I take it then that you take very definite exception to the recommendations of the Clyne Report and that you would be strongly opposed.

Mr. Barnes: Oh, absolutely. I can assure you we found it almost unbelievable. Not only did we see the Clyne Committee as being quite outside its terms of reference but quite unbelievably against every modern development in the sociological, industrial relation trends of the western world. It is a most reactionary document in our opinion.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 18 mai 1971.

[Interprétation]

Le président: A l'ordre s'il vous plaît. Nous reprenons ce soir notre discussion de prévisions budgétaires pour l'année 1971-1972 concernant la Commission de la Fonction publique; nous allons étudier l'article 115, page 23, 1.04 du Livre bleu. Comme vous vous en souvenez sans doute, nous avions à notre dernière réunion les mêmes témoins qu'aujourd'hui; mais lorsque la cloche de la Division a retenti nous avons dû interrompre notre séance pour aller voter.

Nous avons donc le plaisir d'accueillir à nouveau ce soir les représentants de l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada, M. L. W. C. S. Barnes, directeur principal; M. E. F. V. Robinson, vice-président, et M. A. Agius, agent de recherche principal.

Lorsque nous nous sommes séparés la dernière fois, j'avais sur ma liste le nom de M. Clermont; mais ce soir M. Clermont préside le Comité des finances. Il viendra sans doute nous rejoindre un peu plus tard. J'avais également le nom de M. Thomson, M. Blair, M. Dupras, M. Langlois et M. Ritchie.

Monsieur Thomson.

M. Thomson: Si je comprends bien, monsieur Barnes, vous représentez une association de type professionnel au sein de la Fonction publique?

En ce qui concerne le rapport Clyne, je suppose, à tort ou à raison, qu'une bonne part de votre syndicat ou de votre association n'est pas composée de directeurs; si ceci est exact, les recommandations du rapport Clyne auront-elles des répercussions importantes sur votre association, pour le cas où l'on retirerait des unités de négociation collectives ou du processus de la négociation collective toutes ces parcelles?

M. L. W. C. S. Barnes (directeur, Institut professionnel de la Fonction publique du Canada): Monsieur le président, nous avons eu le Rapport Clyne; on y recommande d'exclure des négociations collectives tout le personnel professionnel, administratif, technique et scientifique de la Fonction publique. Il est inutile de dire que nous trouvons cette recommandation absolument incroyable.

M. Thomson: Quels en seraient les effets sur votre Association?

M. Barnes: Cela terminerait complètement le rôle de l'Institut en tant qu'agent négociateur et nous renverrait 40 ans en arrière en ce qui concerne les relations de travail dans la Fonction publique.

M. Thomson: Je peux donc en déduire que vous ne tiendrez pas compte de certaines des recommandations du Rapport Clyne et que vous vous y opposerez même fortement.

M. Barnes: Oh, oui, absolument. Je puis vous assurer que nous trouvons ce rapport absolument incroyable. Non seulement le comité Clyne s'est-il occupé de choses qui ne le regardaient pas du tout mais en plus il adopte une attitude absolument contraire au développement moderne de tendances sociologiques et industrielles du monde occidental. A notre avis, il s'agit d'un document complètement réactionnaire.

[Text]

Mr. Thomson: Have you made some representations to the Treasury Board or the appropriate officials in regard to this report?

Mr. Barnes: We have made representations to the Bryden Committee and I have also written to the President of the Treasury Board and asked him whether he would state categorically that the government does not give approval in principle to this report. As we read the Prime Minister's statement in the House when he tabled the report, he exempted one or two specific parts of the report from his remarks, but otherwise as we read it he gave approval in principle to the report. Lest there be any ambiguity, we have asked Mr. Drury whether he would state categorically that this did not include approval in principle of this recommendation for massive exclusions from the present bargaining unit.

Mr. Thomson: Things are in abeyance, are they? Have you arranged meetings with the President of the Treasury Board? Have you had any discussions with him on this particular subject?

Mr. Barnes: We are presently awaiting a reply to this letter. I have had an acknowledgement of the letter from his office, with a promise that we shall be hearing from him in the near future. At the moment we are waiting for further communication from Mr. Drury.

Mr. Thomson: To shift the field of questions a little, Mr. Chairman, do you have significant number of women in your association, sir?

Mr. Barnes: Yes, Mr. Chairman, we have. In fact, our largest bargaining unit is not entirely female but almost entirely, and that is the nurses in the federal public service, some 2,200, of whom the vast majority are women. We also have a number of professional groups which by their normal content are heavily female—home economists, librarians, physiotherapists, plus women in most of the professions, but of course in lesser numbers percentage-wise.

Mr. Thomson: What percentage of the women that your organization represents would you class as being in the management category?

Mr. Barnes: I think the term management is rather difficult to define. In terms of management as presently defined under the Public Service Employment Act—and the Treasury Board is very adept at bringing the maximum interpretation out of those clauses—I would say relatively few.

Mr. Thomson: It seems to be standard for the rest of the civil service too. Could you give us a percentage?

Mr. Barnes: I wonder if Mr. Agius would have any idea of the numbers.

Mr. A. Agius (Senior Research Officer, Professional Institute of the Public Service of Canada): I would venture a guess at something in the neighbourhood of 12 per cent.

[Interpretation]

M. Thomson: Avez-vous présenté un document quelconque au Conseil du trésor ou aux personnalités officielles concernées au sujet de ce rapport?

M. Barnes: Nous avons soumis un rapport au Comité Bryden; j'ai également écrit au président du Conseil du trésor et je lui ai demandé d'annoncer de manière catégorique que le gouvernement n'approuvait pas les principes de ce rapport. Nous avons lu la déclaration faite par le premier ministre à la Chambre des communes lorsqu'il a déposé le rapport; dans ses remarques, il n'a pas parlé d'une ou de parties bien précises du rapport, mais pour le reste, il semblait approuver les principes de base. Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, nous avons demandé à M. Drury de bien vouloir annoncer de manière catégorique qu'il n'approuvait pas le principe énoncé dans ce rapport, principe visant l'exclusion massive de certaines personnes de l'unité de négociation collective qui existe à l'heure actuelle.

M. Thomson: Les choses sont donc en attente, n'est-ce pas? Avez-vous organisé des réunions avec le président du Conseil du trésor, avez-vous discuté avec lui de cette question particulière?

M. Barnes: Pour le moment, nous attendons une réponse. Son bureau m'a envoyé un accusé réception de ma lettre et m'a promis que nous aurions des nouvelles très rapidement. Pour le moment donc nous attendons de recevoir des nouvelles de M. Drury.

M. Thomson: Je vais aborder un nouveau sujet, monsieur le président. Y a-t-il un grand nombre de femmes dans votre association, monsieur?

M. Barnes: Oui, monsieur le président, il y en a. En fait, notre unité de négociation la plus importante n'est pas exclusivement composée de femmes, mais elle l'est presque entièrement; il s'agit des infirmières de la Fonction publique, environ 2,200 personnes, dont la majorité est du sexe féminin. Nous avons également un certain nombre de groupes professionnels qui sont essentiellement composés de personnel féminin; les économistes ménagères, les bibliothécaires, les physiothérapeutes, un grand nombre de femmes travaillant dans toutes les professions également, mais évidemment avec un pourcentage quelque peu inférieur.

M. Thomson: Quelle proportion des femmes que votre organisme représente pourriez-vous classer dans la catégorie de gestion?

M. Barnes: Je crois que le mot «gestion» est assez difficile à définir. Si on considère la définition actuellement faite dans la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique (et il faut dire que le Conseil du trésor s'arrange toujours pour interpréter le mieux possible toutes ces dispositions), je dirais qu'il y en a relativement peu.

M. Thomson: Il semble qu'il en soit de même pour le reste de la Fonction publique également. Pourriez-vous nous citer un pourcentage?

M. Barnes: Je me demande si M. Agius a une idée du chiffre concerné.

M. A. Agius (agent de recherche supérieur, Institut professionnel de la Fonction publique du Canada): Si je puis me permettre d'avancer un chiffre, je dirais: environ 12 p. 100.

[Texte]

Mr. Thomson: Well, at least that would be higher than the percentage for the total civil service. Mr. Carson when he was here I think gave us a figure of 1 per cent of the total number of management positions, as I recall, and it is just from memory. One per cent of the total management positions were women, so the percentage of your association would at least be higher than the average.

• 2010

Mr. Barnes: Mr. Chairman, Mr. Agius talking of those groups which are mainly female in their content, not 12 per cent of the totality of the institute membership but the 12 per cent of those administrative units which are very largely female in content, physiotherapists and . . .

Mr. Thomson: I see.

Mr. Barnes: It would be much less than that taken as a percentage of the 15,000 membership, I believe.

Mr. Thomson: I see. As I recall Mr. Carson's figures, 1 per cent of the management people in the civil service were women.

Mr. Barnes: I would not argue with that, Mr. Chairman. I think that is reasonable.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I pass for the moment.

The Chairman: Mr. Blair, I have you on my list from the last meeting.

Mr. Blair: That is right, Mr. Chairman. I apologize for . . .

The Chairman: If you want to pass for the time being, I will move to another . . .

Mr. Blair: If another member is ready, I would prefer that. I had to run to get here. I went to the wrong committee room.

The Chairman: I know. Mr. Dupras.

Mr. Dupras: Mr. Chairman, I would like to know if Mr. Barnes could tell me where he gets the least resistance from the employees to get on with the study of French. Do you get the least resistance from the higher echelon of the employees or the lower echelon?

Mr. Barnes: I do not think there is any significant resistance anywhere, Mr. Chairman. To the contrary, I think the concern of not being able to get into French language courses comes from those people, who by definition, by the priorities laid down by the Public Service Commission are rather low on the priority scale to actually get into language schools. Rather than in terms of rank, I think it is those people who find themselves rather low on the priority for language training, who are worried as to the effect this might have on their career.

Mr. Dupras: What would be the reason for that?

Mr. Barnes: The Public Service Commission has, of course, laid down a series of priorities and people who are high on the priority list have an earlier chance of getting to language schools. Not having the list in front of me, the area which I think causes the biggest concern is that of first level management, scientific personnel who do not supervise multilingual units. They tend to be rather low on the priority list and hence are concerned to the effect this might have on their subsequent promotions to higher levels of management where language requirements are more important.

[Interprétation]

M. Thomson: Eh bien, ce pourcentage est plus élevé que celui de la totalité de la Fonction publique. Lorsque M. Carson est venu ici, je crois qu'il nous a cité le chiffre de 1 p. 100 pour le nombre total de postes de direction; je pense que je ne me trompe pas, mais je cite ce chiffre de mémoire. 1 p. 100 de tous les postes de direction était occupé par des femmes; donc le pourcentage de votre Association serait au moins plus élevé que cette moyenne.

M. Barnes: Monsieur le président, M. Agius parle des groupes qui sont essentiellement constitués de personnel féminin; il ne s'agit pas de 12 p. 100 de la totalité des membres de l'institut, mais de 12 p. 100 des unités administratives qui sont essentiellement composées de personnel féminin, de physiothérapeutes, . . .

M. Thomson: Je vois.

M. Barnes: Le chiffre serait bien inférieur si l'on considérait le pourcentage relatif à nos 15,000 membres.

M. Thomson: Je vois. Je me souviens du chiffre cité par M. Carson, il a dit que 1 p. 100 du personnel de la direction de la Fonction publique était du sexe féminin.

M. Barnes: Je ne discuterai pas ce chiffre, monsieur le président. Je pense qu'il est raisonnable.

M. Thomson: Monsieur le président, j'ai fini pour l'instant.

Le président: Monsieur Blair, votre nom est sur ma liste depuis notre dernière réunion.

M. Blair: C'est exact, monsieur le président. Veuillez m'excuser pour . . .

Le président: Si vous voulez passer votre tour pour l'instant, je vais donner la parole à quelqu'un d'autre.

M. Blair: Si un autre membre du Comité est prêt à parler, cela me conviendrait mieux. J'ai couru pour arriver ici. Je m'étais trompé de salle de comité.

Le président: Je sais. Monsieur Dupras.

M. Dupras: Monsieur le président, M. Barnes pourrait-il nous dire quels sont les groupes d'employés qui offrent le moins de résistance à l'étude de la langue française. La résistance est-elle inférieure aux échelons les plus élevés ou aux échelons les plus bas de la Fonction publique?

M. Barnes: Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de résistance nulle part, monsieur le président. Au contraire, les gens craignent de ne pas pouvoir obtenir de cours de français; les gens qui s'en préoccupent le plus sont ceux qui sont situés dans le bas de l'échelle des priorités établies par la Commission de la Fonction publique. Nous ne parlons pas vraiment de rang, mais disons que les gens qui ne bénéficient pas de la priorité pour l'enseignement des langues s'inquiètent des conséquences que cela pourra avoir sur leur carrière.

M. Dupras: Pourquoi cela?

M. Barnes: La Commission de la Fonction publique a, bien entendu, établi une liste de priorités; les gens dont le nom figure au début de cette liste de priorités seront les premiers à bénéficier des cours de langue. Je n'ai pas la liste avec moi; je crois que le groupe qui se préoccupe le plus de ce sujet est celui du premier niveau de la direction, celui du personnel scientifique, c'est-à-dire des gens qui ne supervisent pas d'unités multilingues. Ces gens-là n'ont pas la place de choix sur la liste des priorités et se préoccupent donc des effets que cela pourra avoir à l'avenir pour leur promotion à des niveaux supérieurs de direction, c'est-à-dire à des postes où les exigences relatives aux connaissances linguistiques seront plus importantes.

[Text]

Mr. Dupras: Mr. Barnes, would you tell me how many Francophones you have in your organization and the association of civil servants?

Mr. Barnes: We have not asked this recently but we did estimate that it is probably in the order of about 15 per cent, but this is very much off the top of the head, a guesstimate. We have not done a survey on this for quite a long while.

Mr. Dupras: Would you say that most the employees, have received this bilingualism program with enthusiasm?

Mr. Barnes: I do not know that I would use the word enthusiasm. They have by and large accepted the Pearson policy, I think, with a reasonable degree of enthusiasm. On the other hand, there has been a great deal of concern in some areas as to the administrative actions which have followed since. It is rather difficult to say they have accepted the totality with enthusiasm because they have been worried about the administrative practices which have developed since the basic Pearson document.

Mr. Dupras: Do they not have the feeling that these employees are more or less setting an example for the rest of the country ... to accept this with enthusiasm and to give this as an example to the rest of the country?

Mr. Barnes: I think the Professional Institute was on record in 1966 as definitely accepting the Pearson statement in its totality. The only thing that has perhaps caused problems is where it is appeared that administrative practices have veered away from the Pearson statement.

Mr. Dupras: Would you say that there is more enthusiasm from the young people than the older?

Mr. Barnes: I would not like to say that. I think the older people perhaps have a greater problem in learning a second language and hence there may be more fear from that point of view. I think it is unfortunate that there has not been the extent of consultation on these sort of problems which Mr. Pearson stressed in his original policy statement; he reiterated the importance of consultation. A lot of the concerns which have arisen have often been based on lack of knowledge or partial knowledge which, if there had been more consultation, more meaningful consultation, perhaps would have been avoided.

• 2015

Mr. Dupras: Mr. Barnes, you used the word "fear";

Mr. Barnes: Yes.

Mr. Dupras: Does this illustrate the sentiment of the employees?

Mr. Barnes: No, but I think if a man is well advanced in his service ... Mr. Pearson was quite clear in saying that the introduction of bilingualism would not have any adverse effect on the long-term unilingual. Administrative practice since and the inability, perhaps, to get into a language school, and that sort of thing, have caused a certain amount of worry which, perhaps, is a more appropriate word than fear, on the part of these people. I would reiterate, Mr. Chairman, that this particular problem, as in so many in the public service would, I think, have been less critical had there been more meaningful consultation as the system developed.

[Interpretation]

M. Dupras: Monsieur Barnes, pouvez-vous me dire combien de francophones vous avez au sein de votre organisme et à l'Association des fonctionnaires?

M. Barnes: Nous n'avons pas fait ce calcul récemment; je puis vous dire que le chiffre tourne autour de 15 p. 100. Évidemment je cite de mémoire, il s'agit plutôt d'une supposition. Nous n'avons pas fait d'étude à ce sujet depuis très longtemps.

M. Dupras: Iriez-vous jusqu'à nous dire que la plupart des employés ont accueilli ces programmes de bilinguisme avec enthousiasme?

M. Barnes: Je ne sais pas si j'utiliserais le mot enthousiasme. On a accepté, dans son ensemble, la politique de Pearson, et on l'a acceptée avec un niveau tout à fait raisonnable d'enthousiasme. D'un autre côté, certains secteurs se sont beaucoup préoccupés des dispositions administratives qui ont été prises par la suite. Il est difficile de dire que tout a été accepté avec enthousiasme car les gens se sont préoccupés des pratiques administratives qui ont été mises en vigueur depuis la parution du document de base de Pearson.

M. Dupras: Est-ce que ces employés n'ont pas l'impression de constituer un exemple pour le reste du pays ... N'ont-ils pas tendance à accepter leur sort avec enthousiasme et à poser en exemple pour le reste du pays?

M. Barnes: Je crois que l'Institut professionnel avait en 1966 accepté la déclaration de Pearson dans sa totalité. C'est seulement l'apparition de certaines dispositions administratives qui ont causé des problèmes, car ces dispositions déviaient un peu de la déclaration de base.

M. Dupras: Pensez-vous que l'enthousiasme soit plus grand chez les jeunes que chez les vieux?

M. Barnes: Non, je ne puis pas dire cela. Peut-être les personnes plus âgées connaissent-elles davantage de problèmes pour l'étude d'une seconde langue et donc peut-être connaissent-elles davantage de craintes. Je pense qu'il est malheureux que l'on n'ait pas entrepris davantage de consultations quant à ce genre de problèmes; M. Pearson avait pourtant insisté sur ce fait dans son énoncé de politiques. Il avait beaucoup insisté sur l'importance des consultations. La plupart des préoccupations sont nées du fait que ces gens manquaient d'informations; si l'on avait entrepris davantage de consultations, de consultations plus sérieuses, on aurait pu éviter cela.

M. Dupras: Monsieur Barnes, vous avez utilisé le mot «crainte».

M. Barnes: Oui.

M. Dupras: Est-ce que ce mot représente bien le sentiment de ces employés?

M. Barnes: Non, mais je pense que si un employé a un poste assez important dans son service ... M. Pearson avait été clair et précis: l'introduction du bilinguisme n'aurait aucun effet néfaste, à long terme, pour les personnes unilingues. Ce sont les pratiques administratives établies par la suite et peut-être l'impossibilité de s'inscrire à des cours de français, etc., qui ont créé certaines préoccupations; peut-être ce mot est-il plus adéquat que le mot crainte pour exprimer ce qu'ont ressenti ces gens. Je ne puis que répéter, monsieur le président, que ce problème particulier, comme la plupart des problèmes de la Fonction publique, aurait été moins important si l'on avait entrepris des consultations plus importantes à mesure que le système était mis au point.

[Texte]

Mr. Dupras: So this fear, if you can call it that, is not justified?

Mr. Barnes: We do not know yet. Again, we do not know enough in some areas about the implications of the administrative system because of the lack of consultation to say whether this fear is justified or not. If the Pearson statement is taken absolutely literally, in its totality, I would say the fear is not justified, but we are not really convinced at this stage that the administrative machinery that has been developed around it is leaving...

Mr. Dupras: Of course, if the well being of the members of your syndicate were compromised, you would see that it was corrected, would you not?

Mr. Barnes: Yes, this is why I think we do emphasize the importance of consultation because a lot of situations can develop, perhaps, almost in ignorance or by error, which could be avoided if they were thought out and discussed before some almost irremovable edict were issued.

Mr. Dupras: Absolutely. *Merci.*

Le président: Monsieur Langlois, lors de la dernière visite de l'Institut, vous aviez demandé la parole. Voulez-vous passer ou si...

M. Langlois: Non, non. J'aurais un éclaircissement à demander, monsieur le président.

At the last meeting you gave us different figures which showed that you had about 15 per cent Francophones in your units.

Mr. Barnes: Yes.

Mr. Langlois: Again tonight you stressed the idea that there was approximately 15 per cent. Do you feel that 15 per cent is too much or too little?

Mr. Barnes: I do not think we have any views on this particular point. Presumably this is the sort of percentage—and as I emphasized, Mr. Chairman, the 15 per cent was deduced on a very rough and ready basis. We have no accurate count. It is an order of magnitude—and this is the natural result of the recruiting which the public service has carried out. So I do not think we have any feelings on whether it is too much, too little, or correct.

Mr. Langlois: Mr. Chairman, one thing that worries me a little bit is that while we have witnesses tell us that they have 15 per cent, if I remember correctly in Mr. Drury's recent papers on this francophone business, the aim of the government is to get 15 per cent in the class of people you represent, but only in 1975.

Mr. Barnes: Yes.

Mr. Langlois: I am very much surprised that you already have that 15 per cent.

Mr. Barnes: Mr. Chairman, this was a very quick estimate, as you may remember, which I tried to add together from various pieces of information at our last meeting. Maybe Mr. Robinson has some more information.

[Interprétation]

M. Dupras: Donc, cette crainte, pour employer ce mot, n'est pas justifiée.

M. Barnes: Nous ne le savons pas encore. Nous ne savons pas encore quelles seront les conséquences des systèmes administratifs établis dans certains domaines, les conséquences de ce manque de consultation; nous ne pouvons donc pas encore dire si cette crainte est justifiée ou non. Si l'on prenait absolument à la lettre la déclaration de M. Pearson, et dans sa totalité, je dirais que cette crainte n'est pas justifiée. Mais, pour le moment, je ne pense pas que les dispositions et les rouages administratifs qui ont été organisés par la suite soient...

M. Dupras: Évidemment, si le bien-être des membres de votre syndicat était compromis, vous interviendriez, n'est-ce pas?

M. Barnes: Oui, et c'est pour cela que j'insiste sur l'importance des consultations; de nombreuses situations peuvent intervenir, à la suite de certaines ignorances, à la suite de certaines erreurs; on pourrait éviter ces difficultés si l'on discutait du problème avant d'adopter une solution définitive.

M. Dupras: Je suis absolument d'accord. *Merci.*

The Chairman: Mr. Langlois, on the last visit of the members of the Institute, you asked the floor. Do you want to pass or...

Mr. Langlois: No, no. I would like some clarification, Mr. Chairman.

Au cours de votre dernière réunion, vous nous avez cité divers chiffres qui démontreraient qu'environ 15 p. 100 des gens de vos unités étaient francophones.

M. Barnes: Oui.

M. Langlois: Une fois de plus, ce soir, vous avez répété que ce chiffre était environ 15 p. 100. Pensez-vous que ce chiffre de 15 p. 100 soit trop élevé ou trop peu élevé?

M. Barnes: Je ne pense pas que nous ayons une opinion précise à ce sujet. Il s'agit là du pourcentage... Monsieur le président, j'ai insisté sur cet aspect de la question: ce chiffre de 15 p. 100 a été établi de manière assez vague. Nous n'avons aucun chiffre précis. C'est un ordre de grandeur plutôt; c'est là le résultat naturel des politiques de recrutement de la Fonction publique. Je ne puis donc pas dire que nous ayons le droit de juger si ce chiffre est trop élevé ou trop peu élevé ou valable.

M. Langlois: Monsieur le président, quelque chose me préoccupe un peu; alors que nos témoins nous disent que ce chiffre est de 15 p. 100, je crois me souvenir que dans une récente communication de M. Drury à propos de cette affaire de langue française, on avait dit que le gouvernement désirait atteindre ce chiffre de 15 p. 100 pour le genre de personnes que vous représentez, mais seulement en 1975.

M. Barnes: Oui.

M. Langlois: Je suis extrêmement surpris que vous ayez déjà atteint ce chiffre de 15 p. 100.

M. Barnes: Monsieur le président, il s'agit là d'un chiffre approximatif; nous avons essayé de coordonner divers renseignements que nous avons obtenus lors de notre dernière réunion. Peut-être M. Robinson a-t-il d'autres renseignements.

[Text]

The Chairman: Since that time have you had a chance to work out more accurate figures?

Mr. Barnes: I have not, Mr. Chairman, I would have done it had I thought the matter was ...

Mr. E. F. V. Robinson (Vice-President, Professional Institute of the Public Service of Canada): I think there are two views which are dealing with the same problem on two sides. The 15 per cent is probably an accurate figure for the across-the-board. There will be professional groups where it is much lower, and there will be professional groups where it is much higher.

• 2020

Mr. Barnes: For instance, we have 35 as the bargaining agent for the translators, and by definition hundreds of them are bilingual. I think this is one of the—as a statistician I am always slightly dubious as to the value of an average because you are talking about the average Canadian family with two and a half children. You do not really often meet it.

The Chairman: It would be hard to meet it.

Mr. Barnes: This is the problem with the average. We have bargaining units where almost 100 per cent are bilingual by definition, or a fairly considerable percentage, translators for instance. No doubt there are others, nurses for instance. We have a large number of nurses in the Province of Quebec who are bilingual.

I would think that that figure is the right general magnitude, but as Mr. Robinson has said, it varies very considerably from group to group.

Mr. Langlois: Then I will put the question differently, Mr. Chairman, if you will allow me. If you take out those that by the nature of their work have to be bilingual, those who are doing the translation, French-English and English-French, if you take those out, how many per cent have you got left? What I would like to know is, how many people that do not have to be fully bilingual are employed in your unit? They are not employed because they speak both French and English. They are just employed because they need their trade, or they need their skill or their knowledge.

Mr. Barnes: That is not a piece of information, Mr. Chairman, which I think we have ever sought—at least certainly not sought for a long while. We did get some figures 6, 7 or 8 years ago at the time of the first preparation of the royal commission, but we are establishing a further piece of research into this.

I would hope perhaps if I have the honour of returning next year, I might give you some more meaningful figures, but it is not a figure that we have ever sought just on its own, because we have always looked at this question as a matter of being related to the need to use the language, not as a qualification per se.

Mr. Langlois: How many translators do you have in your unit?

[Interpretation]

Le président: Depuis notre dernière réunion, avez-vous eu le temps d'établir des chiffres plus précis?

M. Barnes: Non, monsieur le président, je l'aurais fait si j'avais pensé que cette question était ...

M. E. F. V. Robinson (vice-président, Institut professionnel de la Fonction publique du Canada): Je pense qu'on aborde là un seul et même problème de deux façons différentes. Le chiffre de 15 p. 100 est vraisemblablement exact pour l'ensemble des personnes que nous représentons. Il y aura des cours professionnels où le nombre de francophones sera plus élevé et d'autres où le nombre de francophones sera moins élevé.

M. Barnes: Par exemple, nous avons 35 francophones qui sont des agents négociateurs pour les traducteurs et par définition, des centaines d'entre eux sont bilingues. Je crois que c'est l'un des groupes ... en tant que statisticien, j'ai toujours des doutes sur la valeur moyenne car on peut même établir une moyenne de la famille canadienne comme ayant 2 enfants et demi. Évidemment, ce n'est pas un cas qui se présente souvent.

Le président: Ce serait bien difficile.

M. Barnes: Voilà un problème qui existe lorsque nous essayons d'établir une moyenne. Nous avons des groupes de négociation où par définition, 100 p. 100 des membres sont bilingues ou du moins un pourcentage très élevé, les traducteurs par exemple. Sans doute il y a le groupe des infirmières aussi. Nous avons un grand nombre d'infirmières dans la province de Québec qui sont bilingues.

J'estime que les chiffres qu'on vous a donnés sont à peu près justes mais comme M. Robinson m'a dit les chiffres varient considérablement d'un groupe à un autre.

M. Langlois: Je vous poserai alors la question d'une façon différente monsieur le président, si vous me le permettez. Si vous éliminez les personnes qui de part leur travail proprement dit doivent être bilingues, ceux qui sont traducteurs par exemple de l'anglais au français ou du français à l'anglais, si vous éliminez ces groupes, quel pourcentage de francophones avez-vous? ce que je voudrais savoir, combien de personnes qui ne sont pas complètement bilingues font partie de vos groupes de négociation? Ceux-ci n'ont pas d'emploi parce qu'ils peuvent parler le français et l'anglais et ne sont employés en raison de leurs connaissances propres, de leurs talents ou de leur profession.

M. Barnes: C'est un renseignement, monsieur le président, qui ne nous a jamais été demandé, du moins nous n'avons pas fait d'étude à ce sujet depuis bien longtemps. Nous avons obtenu certains chiffres à cet égard il y a six, sept ou huit ans lorsque nous avons préparé le texte de la première commission royale mais nous avons l'intention de faire enquête à nouveau à ce sujet.

J'espère que j'aurai l'honneur d'être élu à mon poste l'an prochain et qu'alors je pourrai vous donner des chiffres satisfaisants mais ce n'est pas là les données que nous avons essayé d'avoir. Nous n'avons jamais fait d'enquête pour savoir le nombre de personnes qui comme qualification, devaient se servir d'une langue en soi.

M. Langlois: Combien de traducteurs font partie de votre groupe de négociation?

[Texte]

Mr. Barnes: We have in the order of 400.

Mr. Langlois: Out of a membership of ...

Mr. Barnes: Fifteen thousand.

Mr. Langlois: Fifteen thousand. All right, Mr. Chairman, thank you.

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: Thank you Mr. Chairman. I have caught my breath now. Mr. Barnes, I suppose I could say that I represent in a different capacity a number of the same people you represent. I have been hearing a good deal from them recently about the bilingual policy. I would like to ask you a series of questions in different frames.

First of all, I would like to ask you some questions about the pledges which have been given by two prime ministers to the effect that the application of this policy would not prejudice the careers of serving public servants.

You have said that it is your impression, or the impression of your association, that these pledges have not been entirely realized in fact.

Mr. Barnes: This, Mr. Chairman, is indeed a fact. Certainly on the matter of consultation, I would stress that we do not feel that we have had the amount of consultation on the development of the project which we were led to believe we might expect when Mr. Pearson introduced his statement. And as I believe, Mr. Carson has stated that the Public Service Commission is not guided or is not directed by prime ministerial statements. It is guided by the law, and as he said, the only way of ensuring that there was no damage to any long-term unilingual employee was to have this written into the law. Well of course, it is not in the law. We presumed that the prime ministerial statement was sufficient.

• 2025

We did, of course, have that period which caused great concern, which in the end was rectified, of the 10 mark bonus for command of both languages, irrespective of the job requirements for all competitions in the National Capital area. That we felt, because we argued very strongly at the time, could not be meshed in with the Prime Ministerial statements and it was eventually withdrawn. Of course, it did caused a great deal of concern at the time. Now, of course, we have this point which we mentioned last time of the advent of these terms francophone and anglophone as opposed to bilingual. Again, as we understood Mr. Pearson's statement, bilingual meant a person of any race or ethnic or any other bases of origin who could speak both official languages. But we then have had, I say, the introduction of the term francophone and anglophone which do not appear to be very adequately defined. The public Service Commission, as we understand it, define them as a person able to speak English or French respectively but the Treasury Board, if we are to go by statements by the President of the Treasury Board, imply something rather different, in fact, an almost indilible characteristic of early childhood. Mr. Drury, of course, illustrated the fact by saying that the Right Honourable Louis St. Laurent would have been an anglophone under his definition of a francophone and anglophone but according to any definition we have we would say Mr. St. Laurent was completely bilingual.

[Interprétation]

M. Barnes: Environ 400.

M. Langlois: Sur un total possible de ...

M. Barnes: 1,500.

M. Langlois: 1,500 très bien monsieur le président, merci.

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Merci monsieur le président. J'ai maintenant retrouvé mon souffle. Monsieur Barnes, je suppose que je pourrais dire que je représente un autre niveau un certain nombre des personnes que vous-mêmes représentez. J'ai eu plusieurs rapports d'eux dernièrement au sujet de la politique du bilinguisme. J'aimerais vous poser une série de questions bien différentes les unes des autres.

Tout d'abord, j'aimerais vous poser certaines questions au sujet des engagements qui ont été pris par deux premiers ministre à savoir que la mise en œuvre de cette politique ne serait pas en aucune façon être préjudiciable aux carrières des fonctionnaires en exercice.

Vous avez dit que c'est votre impression ou du moins l'impression de votre association que ces engagements n'ont pas été de fait complètement réalisés.

M. Barnes: En effet, monsieur le président, c'est un fait. Certainement, en ce qui a trait au niveau des consultations, je voudrais faire remarquer que nous n'estimons pas que nous ayons eu le montant de consultation sur l'élaboration de la mise en œuvre de ce projet lorsque M. Pearson a fait sa déclaration sur le bilinguisme. Et je crois que M. Carson a déclaré que la Commission de la fonction publique ne se fonde pas ou n'est pas dirigée par les déclarations de premiers ministres. Celle-ci s'inspire plutôt de la Loi et comme il l'a dit, la seule façon d'assurer qu'il n'y ait aucun ennui causé à tout employé unilingue ayant de longues années de services derrière lui était que l'on devrait inscrire cette politique dans le libellé de la Loi. Eh

bien naturellement, aucune de ces politiques n'est inscrite dans la Loi. Nous avons supposé que la déclaration d'un premier ministre était suffisante.

Nous avons eu bien sûr cette période qui a causé un certain remous et qui en dernier a été rectifiée où il y avait un bonus de 10 points lorsqu'une personne pouvait parler et écrire les deux langues indépendamment les qualifications de l'emploi pour tous les concours émis dans la région de la capitale nationale. Nous estimions alors et nous avons fait valoir notre point à ce moment-là que cette mesure ne pouvait relever des déclarations du premier ministre et éventuellement elle a été référée. Bien sûr à cette époque là cette ligne de conduite a causé beaucoup de remous chez les fonctionnaires. Naturellement nous avons maintenant dans le grand public l'avènement de ces deux expressions francophones et anglophones et qui s'opposent à l'expression bilingue. Une fois de plus, nous avons compris la déclaration de M. Pearson, qui disait qu'une personne bilingue voulait dire une personne de toute race ou de toute origine ethnique qui pouvait parler les deux langues officielles. Puis nous nous sommes servis des expressions francophones et anglophones qui ne semblent pas encore tout à fait bien définies. La Commission de la fonction publique si je comprends les définies comme étant une personne capable de parler en anglais et en français respectivement mais le Conseil du Trésor d'après les déclarations de son président implique quelque chose de bien différent. De fait, on prétend ici que c'est une caractéristique indélébile qui part de la tendre enfance. Bien sûr, M. Drury a illustré le fait en disant que

[Text]

Mr. Blair: The question of these pledges has occupied a good deal of attention in public discussion and I would like to put this to you in a double-barrelled way. Is it your impression that the fact that the so-called pledges have not put into statutory or regulatory form has resulted in a number of people in your organization having had their career opportunities blunted or diverted or is it rather a situation where there is a great deal of apprehension and concern about what may happen in the future? Specifically are we dealing with a situation here where it is possible for anyone to say that the application of this policy has really diverted the careers of public servants or are we concerned rather with their fear that this may happen in the future?

Mr. Barnes: Mr. Chairman, I would think that by far the biggest group of those who have apprehensions, we do have cases from time to time where people fear that the application of the procedure has in some way harmed their career but it is, of course, terribly difficult to prove this. If a person does not get promoted it is terribly difficult to prove that this is because he was not bilingual or if a position which previously had not been bilingual is suddenly classified as bilingual and therefore a man who expected to have a reasonable chance of promotion into that position does not get that, you cannot formally prove with any degree of reliability whether that position genuinely should have been made bilingual hence it is just too bad that the man suffered or whether it had somewhat a more arbitrary decision which really had an effect on the man's career.

Mr. Dupras: A supplementary question, Mr. Chairman.

The Chairman: Will you allow a supplementary, Mr. Blair?

Mr. Dupras: I would just like to know from Mr. Barnes, Mr. Chairman, if he could tell me if he know of any particular case where this member has terminated his career with the public service and went elsewhere.

Mr. Barnes: I cannot offhand, Mr. Chairman, think of anybody who has resigned.

Mr. Dupras: You would if there were any, I guess.

Mr. Barnes: It is difficult to say. I mean there is a turnover of 10 per cent a year I suppose in people leaving the service. Whether one can say in any case that that man left for the sole reason that his career came up against a brick wall because of bilingualism or whether it was an amalgam of many factors.

[Interpretation]

le Très hon. Louis St. Laurent aurait été un anglophone en vertu de ses définitions mais selon toute autre définition on aurait pu dire que M. St. Laurent était parfaitement bilingue.

M. Blair: La question de ces engagements a préoccupé le grand public énormément et j'aimerais vous poser une question sur deux champs à la fois. Avez-vous l'impression que le fait que ces engagements n'est pas été inscrit sous forme de loi a eu pour résultat qu'un grand nombre de personnes qui font partie de votre organisme estiment qu'on ait entravé ou changé l'évolution de leur carrière ou bien est-ce plutôt une situation où il y a eu beaucoup d'appréhension au sujet de ce qui pouvait se passer dans l'avenir? Je veux vous demander précisément si nous avons en main une situation où il sera possible pour quiconque de dire que la mise en œuvre de cette politique a réellement entravé la carrière de certains fonctionnaires ou y a-t-il eu certaines craintes au sujet de ce qui pourrait arriver dans l'avenir?

M. Barnes: Monsieur le président, j'estime que le groupe le plus important de ceux qui ont eu des appréhensions c'est-à-dire les gens qui de temps en temps nous ont fait part de leur crainte que la mise en œuvre de cette ligne de conduite est de fait entravé quelque peu leur carrière existe bien sûr mais il est bien difficile de prouver quoique ce soit si une personne n'obtient pas les promotions qu'elle estime qu'il devrait avoir il est très difficile de prouver que la cause en est parce que cette personne n'est pas bilingue ou si un poste qui antérieurement ne demandait pas une personne bilingue est soudainement placé comme étant un poste bilingue et qu'une personne qui s'attend à avoir une chance d'avoir une promotion à ce poste ne le fait pas il est bien difficile de prouver officiellement de quelque façon que ce soit que ce poste n'aurait pas dû être considéré comme bilingue; par conséquent il est malheureux mais il est bien difficile de dire que la personne en question a de se faire un préjugé en sa défaveur ou qu'il y a eu vraiment une décision arbitraire qui ait eu un effet réel sur la révolution de la carrière de la personne en question.

M. Dupras: J'aimerais poser une question complémentaire monsieur le président.

Le président: Permettez-vous qu'on pose une question supplémentaire, Monsieur Blair?

M. Dupras: J'aimerais simplement savoir monsieur le président, si M. Barnes pourrait me dire s'il connaît quelques cas en particulier où un fonctionnaire a dû abandonner sa carrière et aller chercher du travail ailleurs.

M. Barnes: Je ne peux, monsieur le président, à brûle-pourpoint ainsi penser à qui que ce soit qui a été obligé de donner sa démission.

M. Dupras: S'il y avait un cas semblable vous le sauriez je suppose.

M. Barnes: Il est difficile de dire je veux dire qu'il y a un roulement tout près de 10 p. 100 par année de personne qui quittent la Fonction publique. Il est presque impossible pour qui que ce soit de dire dans quelques cas en particulier si cette personne a quitté la Fonction publique simplement parce qu'il semblait être arrivé dans un chemin sans issue en raison de la politique du bilinguisme ou s'il n'y pas un ensemble de bien d'autres facteurs.

[Texte]

Mr. Dupras: You know of no one case in particular.

• 2030

Mr. Barnes: I know of no one where, without any doubt, that was the reason.

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Barnes, would it be the opinion of your organization that some kind of a hiatus might be put on the feelings which have been expressed if an attempt were made to cast the prime ministerial pledges in some sort of regulatory form and, if so, have you made or considered any suggestions as to how this might be done?

Mr. Barnes: We feel, in the light of more recent statements, that this might be advisable. Up until now we have been really quite satisfied with the fact that the statements had been made by Mr. Pearson and had been reconfirmed by Mr. Trudeau. But some rather more recent developments have led us to think that perhaps some consideration to this end should be given. We have not really gone any further than that.

Mr. Blair: Mr. Edwards, who represents the other major staff group, indicated to us that it might be of great assistance if the government well in advance could designate the positions which were being converted from unilingual to bilingual so that people aspiring to such positions would have ample notice and an opportunity to receive language training.

Mr. Barnes: I think that would be a very good idea, Mr. Chairman, particularly positions in the national capital, where a man might hold an appointment outside the national capital, be eventually thinking of returning to his home district in a more senior position but one of his career routes would be via a headquarters appointment in Ottawa, and if he knew the future of that headquarters appointment, or those headquarters appointments, to which he might aspire as a part of his normal career development, I think this would be extremely useful.

Mr. Blair: Have you encountered practical difficulties in another area where perhaps a desirable position is designated as bilingual and people aspiring to it have not had the advantage of language training? Would it be of assistance, in the operation of this policy, to provide means whereby such people might express their willingness and be given an opportunity to take language training after a promotional competition?

Mr. Barnes: This, Mr. Chairman, is one of the areas where we felt that there has perhaps been a little divergence from the views which we were originally given and more recent practice. I am referring to the soft peddling of the willingness-to-learn concept. In the early days willingness to learn was almost equated with capability in the second language. This does not really seem to have been emphasized so much in recent years, and I think a re-emphasis on that particular score would certainly be worthwhile.

Mr. Blair: Mr. Barnes, we have heard some evidence about the language courses which have been offered by the government and, indeed, some startling information about the completion rate, which statistically worked out to about 10 per cent, although that is not really a correct figure when one considers that a number of people are still on course. But Mr. Carson, when addressing himself to this problem, spoke about the difficulties that some candidates in the language school had, in the sense that depart-

[Interprétation]

M. Dupras: Vous ne connaissez aucun cas de ce genre en particulier.

M. Barnes: Je ne connais pas de cas où on aurait invoqué cette raison.

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur Barnes, votre organisation croit-elle qu'on pourrait trouver une racine dans les sentiments exprimés si on tentait de donner aux engagements du premier ministre une forme quelconque de réglementation et, dans l'affirmative, avez-vous fait ou avez-vous songé à des suggestions sur la façon de le faire?

M. Barnes: A la lumière des réclamations récentes, nous croyons que ce serait opportun. Jusqu'à maintenant nous avons été vraiment satisfait des déclarations faites par M. Pearson et confirmé par M. Trudeau. Mais, des faits nouveaux nous porte à croire que nous devrions peut-être agir dans ce sens. Nous n'avons pas été plus loin.

M. Blair: Monsieur Edwards, que représente l'autre groupe important de personnel nous a mentionné qu'il serait peut-être très utile si le gouvernement pouvait très tôt désigner les postes qui sont convertis d'unilingue à bilingue afin que les gens qui aspirent à ce poste puissent avoir un délai raisonnable et l'occasion de prendre des cours de langue.

M. Barnes: C'est une très bonne idée je crois, monsieur le président particulièrement pour les postes dans la capitale nationale. Une personne peut être nommée à l'extérieur de la capitale mais éventuellement songée à revenir à son district dans un poste plus élevé, toutefois il lui faudrait passer par un poste au bureau central à Ottawa et s'il savait à l'avance que l'exigence de ce poste à l'administration centrale auquel il aspire comme faisant partie du progrès de sa carrière normale, je crois que ce serait très utile.

M. Blair: Avez-vous rencontré des difficultés d'ordre pratique dans d'autres secteurs, par exemple au sujet peut-être d'un poste désigné comme étant bilingue et pour lequel des gens qui y aspirent n'auraient pas eu l'occasion de recevoir des cours de langues? Cela aurait été utile, dans l'application de cette politique, de fournir des moyens qui permettraient à ces personnes d'exprimer leur bonne volonté et d'avoir l'occasion de suivre des cours de langue après un concours pour une promotion?

M. Barnes: Monsieur le président, c'est un des secteurs où, nous croyons, il y a peut-être un peu de divergence entre les vues que nous avions à l'origine et les pratiques récentes. Je veux parler de petites mesquineries qu'à fait surgir ce concept de volonté d'apprendre. Dans les premiers jours, la volonté d'apprendre équivalait presque à l'habileté dans une seconde langue. Je ne veux pas dire que les concours des récentes années, cela ce soit produit et je crois qu'il faudrait accorder plus d'attention à cet aspect.

M. Blair: Monsieur Barnes, nous avons entendu les témoignages concernant les cours de langue offert par le gouvernement et, en vérité, des renseignements étonnants sur le taux de parachèvement qui se situe statistiquement à environ 10 p. 100, même s'il ne s'agit pas d'un chiffre tout à fait exact cela considère le nombre de personnes qui suivent toujours les cours. Mais, lorsque M. Carson a parlé de ce problème il a parlé également des difficultés qu'éprouvent certains candidats à l'école des langues, en ce sens

[Text]

mental requirements would arise which would take them out of the course. Has your organization considered this problem and if so, has it any suggestions about how the course of instruction might be made more effective by giving greater latitude to people who are on courses?

• 2035

Mr. Barnes: If I can refer to the papers which we tabled at the last meeting of this Committee, one of the recommendations which we made in our meeting with the Cabinet at the time of the introduction of the Pearson Policy was aimed at this point. And I quote:

Implementation of a program should not be allowed to impair the efficiency of the service. Sufficient attention should be given to establishment strength to ensure the proper career development of professionals can be carried on and that undue strain on establishment is not imposed as a result of intensive training in languages.

That was an area where we felt really that we had not seen the developments that we had hoped for. We rather foresaw this sort of situation happening, that either there would be considerable strain on the people in a section who were not on language training because a significant number were or there would be a significant strain on the man, especially if he was a professional in a reasonably responsible position, who was taking language training and at the same time trying to keep his original job at least ticking over. We do not feel that there has been enough done in that particular area to provide for support.

Mr. Blair: I suppose you have no statistical information, but have you any general knowledge from your membership of people who have made their best effort in the language courses and have had to drop out simply because of the demands of their positions in their departments.

Mr. Barnes: I have, as Mr. Blair says, Mr. Chairman, no statistical data whatsoever, but we do get members coming along and it is difficult to know, of course, whether they are dropping out. As Dr. Wilder Penfield says, some people just cannot learn languages, they are too old or they have no facility or it is a strain. They are dropping out for a number of reasons. I should not like to put forward any hypothesis as to the breakdown of those reasons, but I think the strain of trying to keep their basic job running is a contributory factor.

Mr. Blair: Has your Institute done any study on the effect of language training on the subsequent careers of public servants? For example, have you canvassed the use that your members may have made of the facility they have acquired in the second language in their subsequent careers?

Mr. Barnes: No, Mr. Chairman. This is one of the problems which I mentioned a little earlier to an honourable Member who asked about statistical data. We are just embarking on a research project that, hopefully, will give us quite a lot more information in this area.

Mr. Blair: You have mentioned the subject of consultation. Is it your impression that the government could make this program more effective if it engaged in much more discussion with your association about its application to your members?

[Interpretation]

que l'obligeance de leur ministère les pousse parfois à abandonner leur cours. Votre organisation a-t-elle pensé à ce problème et dans l'affirmative a-t-on des suggestions à formuler pour rendre les cours plus efficaces étant donné aux gens qui les suivent une plus grande liberté?

M. Barnes: Permettez-moi de m'en rapporter aux documents qui ont été déposés lors de la dernière réunion du Comité. Une des recommandations que nous avons faite lors de notre réunion avec le Cabinet au moment de l'introduction de la politique Pearson visait précisément ce point. Je cite:

Que la mise en œuvre d'un tel programme ne porte pas préjudice au rendement de la fonction elle-même. Une attention suffisante sera donnée à l'importance de l'effectif, pour assurer aux membres des professions libérales l'évolution de leur carrière en évitant que l'effectif ne subisse pas une tension anormale par suite d'une formation linguistique intensive.

C'était un secteur où nous n'avons pas vu vraiment les progrès que nous avions désirés. Nous avons prévu ce genre de situation, soit qu'il y ait une tension considérable sur les gens d'une section qui ne faisaient pas partie des cours de formation de langue à cause du nombre de personnes qui les suivaient ou qu'il y aurait une tension importante sur une personne, surtout de la classe professionnelle occupant un poste comportant suffisamment de responsabilités qui en même qu'ils suivaient des cours de langue essayaient de conserver son autre emploi. Nous ne croyons pas qu'il y ait suffisamment de travail de fait dans ce secteur ni suffisamment d'aide.

M. Blair: Je suppose que vous n'avez pas de renseignements d'ordre statistique, mais savez-vous si des gens parmi vos membres ont fait de très grands efforts dans des cours de langue mais ont eu quand même à les quitter simplement parce que les exigences de leurs postes dans leurs ministères.

M. Barnes: Comme M. Blair l'a dit, je n'ai pas, monsieur le président, des statistiques sur le sujet, mais des membres se présentent à nous et il est difficile de savoir évidemment s'ils abandonnent les cours. Comme l'a dit le docteur Wilder Penfield, certaines personnes ne peuvent tout simplement pas apprendre de langues, soit qu'ils soient trop vieux ou qu'ils n'aient pas d'aptitude ou qu'il y ait tension. Ils abandonnent pour plusieurs raisons. Je n'aimerais pas avancer d'hypothèses, mais je crois que la tension qui découle des efforts de conserver son travail d'origine est certainement un facteur dans ce cas.

M. Blair: Votre Institut a-t-il fait une étude sur le fait de la formation dans les langues et les carrières subséquentes qui s'offrent aux fonctionnaires? Par exemple, avez-vous discuté de l'utilisation que peuvent faire vos membres de la facilité qu'ils ont acquise dans une langue secondaire au cours de leur carrière subséquente?

M. Barnes: Non, monsieur le président. C'est un des problèmes que j'ai mentionné plus tôt à un député qui me demandait des statistiques. Nous nous lançons dans un projet de recherche qui, espérons-nous, nous donnera beaucoup plus de renseignements dans le domaine.

M. Blair: Vous avez mentionné le sujet de la consultation. Avez-vous l'impression que le gouvernement peut rendre ce programme beaucoup plus efficace s'il discutait avec votre association de son application à vos membres?

[Texte]

Mr. Barnes: Quite definitely, Mr. Chairman. One of our constant criticisms for many years is the unwillingness of the official side to enter into meaningful consultations on many subjects until virtually a crisis situation has arisen. We have long believed this is far too late. The consultation is a preventive process and not a remedy for a crisis.

Mr. Blair: Mr. Barnes, the words "meaningful consultation" are frequently used in this kind of situation. Specifically, what would you consider to be meaningful consultation on this subject of the application of the bilingual policy in the public service?

Mr. Barnes: Meaningful consultation, Mr. Chairman, to me means a willingness to think out loud together, to examine possibilities, pros and cons and hopefully to arrive at a *modus vivendi*. It certainly does not mean the sort of thing that all too often in this area and the others sails under the label of consultation, which is a presentation of something which is clearly on the verge of a *fait accompli* asking for concurrence.

Mr. Blair: At the present time, as I understand it, there are certain areas of the relations between the government and its employees which are excluded from the collective bargaining process and among them are the classification of appointments, and the specification of qualifications for those appointments. Would it assist the operation of the policy if this important area were not entirely excluded from the bargaining process?

• 2040

Mr. Barnes: Very much so, Mr. Chairman. In fact, in our brief to the advisory committee which has been established to recommend modifications to the Public Service Employment Act and the Public Service Staff Relations Act, this is one of the recommendations which we have made, that classification should be one of the matters amenable to consideration at the bargaining table.

Mr. Dupras: A second supplementary question, Mr. Chairman.

The Chairman: Will you allow one, Mr. Blair?

Mr. Blair: Certainly.

The Chairman: Mr. Dupras.

Mr. Dupras: Thank you, Mr. Blair. Mr. Barnes if in fact you had been consulted would you have agreed with the Pearson policy?

Mr. Barnes: The Pearson policy? Oh, we were, Mr. Chairman. We were consulted on the Pearson policy, very definitely. We endorsed it. We endorsed it to the Cabinet when we were in consultation with Mr. Pearson and his Cabinet colleagues and we have subsequently endorsed it regularly.

Mr. Dupras: What is missing then to make this meaningful consultation?

Mr. Barnes: What is missing is consultation on the application of the administrative practices which have subsequently developed. This is in the five years or so which has passed since the Pearson policy was enunciated.

[Interprétation]

M. Barnes: Définitivement, monsieur le président. Une de nos critiques constantes au cours des années récentes a été le refus des autorités d'entrer en consultation intelligente sur de nombreux sujets jusqu'à ce qu'une situation de crise se présente. Nous avons longtemps cru que les consultations venaient trop tard. Il s'agit d'un processus préventif et non pas d'un remède à une crise.

M. Blair: Monsieur Barnes, les mots «consultation intelligente» sont utilisés fréquemment dans ce genre de situation. Qu'entendez-vous précisément par consultation intelligente dans l'application d'une politique de bilinguisme à la Fonction publique.

M. Barnes: Les consultations intelligentes monsieur le président, signifient à mon avis penser tout haut ensemble, étudier les possibilités, le pour et le contre et nous espérons en arriver à un *modus vivendi*. Il ne signifie pas de ce genre de choses que nous voyons très souvent ici et là et qui porte l'étiquette de consultation et qui n'est qu'une présentation de fait accompli.

M. Blair: A l'heure actuelle, si je comprends bien, il y a certains secteurs de relations entre le gouvernement et les employés qui sont exclus de la convention du processus de la convention collective et parmi eux ceux de la classification des nominations et de la détermination des compétences pour ces nominations. Ne serait-il pas utile dans l'administration d'une politique si ce secteur important n'était pas entièrement exclu du processus de négociation?

M. Barnes: Énormément, monsieur le président. En fait, dans notre mémoire au comité consultatif établi pour recommander des changements à la Loi sur l'emploi de la Fonction publique, c'est une des recommandations que nous avons faites, que le classement fasse partie des questions à l'étude à la table des négociations.

M. Dupras: J'ai une seconde question supplémentaire, monsieur le président.

Le président: Permettez-vous cette question, monsieur Blair?

M. Blair: Certainement.

Le président: Monsieur Dupras.

M. Dupras: Je vous remercie, monsieur Blair. Monsieur Barnes, si vous aviez été consulté au sujet de la politique Pearson, auriez-vous été d'accord?

M. Barnes: La politique Pearson? Oh, nous l'avons été, monsieur le président. Nous l'avons été définitivement. Nous l'avons appuyée. Nous étions d'accord au Cabinet lors de consultations avec M. Pearson et ses collègues du Cabinet et subséquemment, nous l'avons appuyée régulièrement.

M. Dupras: Que manque-t-il alors pour en faire des consultations intelligentes?

M. Barnes: Ce qui manque c'est la consultation sur l'application de pratiques administratives qui se sont par la suite développées. Il y a déjà cinq ans depuis que la politique Pearson a été énoncée.

[Text]

Mr. Dupras: Thank you.

The Chairman: Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Chairman, you have been very patient, and my colleagues on the Committee, and I have one more question only in this general area. Are you satisfied in this rather delicate area of the application of the bilingual policy that the appellate procedures which now exist under the various statutes are sufficient?

Mr. Barnes: We have concern about the efficiency of the appeal procedures, not only in this area but in general. Here again in our recommendations for amendment to the legislation we are making a number of recommendations, one of which is that all grievances, the majority of which of course now can only proceed to the highest level of the department, should be referable to an independent adjudicator and that there should be further developments in the application of the appeal system to appointments as operated presently by the Public Service Commission. We had a number of appeal board decisions, not directly related to bilingualism but in the general field of appointments where the appeal tribunal has clearly said this man has had a very raw deal but unfortunately it is legal therefore we can do nothing about it. As you know, one or two of these cases have been taken to the Ontario Supreme Court and that sort of thing. We feel this really is not the way to tackle these sort of things, that the appeal procedure should be broad enough and effective enough to ensure that justice is both done and may seem to be done.

Mr. Blair: You have made detailed recommendations about this in connection with the inquiry which is now being carried on about the general bargaining process in the public service?

Mr. Barnes: We have, Mr. Chairman.

Mr. Blair: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Before I yield to Dr. Ritchie, would members of the Committee agree to calling the votes that we have already examined, as we have with us tonight some witnesses from the Treasury Board to answer questions regarding those votes that were already examined with other witnesses. Then we could resume our debates with Mr. Barnes. Would that be agreeable?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: We have as witnesses from the Treasury Board Mr. G. F. Osbaldeston, Deputy Secretary of the Program Branch; Mr. B. A. MacDonald, Director General, Budget Co-ordination; Mr. J. P. Connell, Deputy Secretary, Personnel Policy Branch; Mr. H. D. Clark, Director, Pensions and Insurance Division; Mr. R. Bonnor, Director, Finance, Personnel and Administration. I would refer you to the vote for the Auditor General on page 8-30 of your Blue Book. As you remember, Mr. Long was here as a witness and that vote was examined in its entirety. Do you have any further questions regarding Vote 20—Auditor General?

[Interpretation]

M. Dupras: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur le président, vous avez été très patient de même que mes collègues du Comité. J'ai encore une question dans ce domaine. Dans ce domaine plutôt difficile de l'application de la politique de bilinguisme, croyez-vous que les procédures d'appel qui existent actuellement dans les diverses lois sont suffisantes?

M. Barnes: Nous nous sommes inquiétés de l'efficacité des procédures d'appel, non seulement dans ce secteur mais en général. Ici encore, dans nos recommandations visant à amender la loi, nous faisons un certain nombre de recommandations dont l'une est que tous les griefs, dont la majorité évidemment ne peuvent s'adresser qu'au plus haut niveau du ministère soit, qu'ils puissent être présentés à un arbitre indépendant et qu'il devrait y avoir d'autres progrès dans l'application du système d'appel pour la nomination qui se fait actuellement dans la Fonction publique. Nous avons un certain nombre de décisions des commissions d'appel, qui n'ont pas traité directement au bilinguisme mais au domaine général des nominations où le Tribunal d'appel a clairement dit à un homme par exemple qui n'avait vraiment pas eu de chance mais que malheureusement c'est légal et qu'on ne peut rien y faire. Comme vous le savez, un ou deux de ces cas ont été portés devant la Cour suprême de l'Ontario. Nous croyons que ce n'est pas la façon d'agir dans ce genre de choses et que la procédure d'appel doit être suffisamment large et efficace pour garantir que justice soit faite.

M. Blair: Avez-vous fait des recommandations détaillées sur le sujet par rapport avec l'enquête entreprise pour le processus général de négociation collective dans la Fonction publique?

M. Barnes: Nous l'avons fait, monsieur le président.

M. Blair: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Avant de céder la parole à M. Ritchie, est-ce que les membres du comité acceptent de mettre en discussion les crédits qui ont déjà été étudiés étant donné que nous avons avec nous ce soir des témoins du Conseil du Trésor pour répondre aux questions qui ont trait à ces crédits déjà étudiés avec d'autres témoins. Nous pouvons ensuite reprendre nos discussions avec M. Barnes. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Du Conseil du Trésor, nous avons comme témoins, MM. G. F. Osbaldeston, sous-secrétaire de la Direction des programmes, B. A. MacDonald, directeur général de la Coordination budgétaire, J. P. Connell, sous-secrétaire de la Direction du régime du personnel, M. H. I. Clark, directeur des Pensions et des Assurances sociales, R. Bonnor, directeur, Finances, administration et personnel. Je vous réfère au crédit de l'Auditeur général, à la page 8-31 de votre Livre bleu. Vous vous souviendrez que ce crédit a été étudié lorsque M. Long est venu ici comme témoin. Avez-vous d'autres questions concernant le crédit 20 de l'auditeur général?

[Texte]

Vote 20 agreed to.

• 2045

The Chairman: Please move to page 9-2, Vote 1—Governor General and Lieutenant-Governors. That Vote was also examined previously. Are there any questions?

Vote 1 agreed to.

Regarding the Privy Council on pages 20-4 to 20-12, we have Votes 1, 5 and 10. Are there any questions? Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: What happened to the regional desks? Are they in here? Is this the vote that they were in?

The Chairman: That was discussed at the previous meeting when you were not here. Mr. Jerome was here and when I mentioned at that time I gave two alternatives: Mr. Jerome offered to answer as a witness himself, and there was also the alternative of a motion from the Committee to compel them to appear.

Votes 1, 5 and 10 agreed to.

We move now to the Public Service Staff Relations Board on page 20-30, Vote 30.

Vote 30 agreed to.

Now to page 20-34, Science Council of Canada, Vote 35.

Vote 35 agreed to.

We move to pages 25-4, 25-8 and 25-24, Supply and Services, who were here last week. We have three votes: 1, 5 and 10.

Votes 1, 5 and 10 agreed to.

Now, on page 25-34, Canadian Arsenals Limited, Vote 15.

Vote 15 agreed to.

On page 25-36, Canadian Commercial Corporation, Vote 20. Shall Vote 20 carry?

Mr. Downey: What did the Canadian Commercial Corporation entail, primarily, Mr. Chairman?

The Chairman: It is for \$3,773,000, Canadian Commercial Corporation—Program expenditures.

Vote 20 agreed to.

• 2050

TREASURY BOARD

Central Administration of the Public Service Program

Vote 1—Central Administration of the Public Service—Program expenditures and the grants listed in the Estimates—\$9,961,000

Government Contingencies Program

Vote 5—Government Contingencies—\$75,000,000

Employer Contributions to Employee Benefit Plans

Vote 10—Employer Contributions to Employee Benefit Plans—\$29,490,000

Mr. Thomson: Mr. Chairman, this is in reference to a question that already has been asked this evening regarding the Clyne Report.

Is the Treasury Board prepared to make any statement regarding the Clyne Report at this stage?

Mr. J. P. Connell (Deputy Secretary, Personnel Policy Branch): I would have no statement to make, Mr. Chairman. Noting that the Prime Minister has made a statement on the Clyne Report in the House, and having heard Mr. Barnes testify that he had written to Mr. Drury and is awaiting Mr. Drury's reply, I think I really could not add more than that.

[Interprétation]

Le crédit 20 est adopté.

Le président: Veuillez maintenant passer à la page 9-3, le crédit 1, gouverneur général et lieutenants gouverneurs. Ce crédit a été étudié précédemment. Y a-t-il des questions?

Le crédit 1 est adopté.

Pour ce qui est du Conseil privé aux pages 20-5 à 20-13, vous avez les crédits 1, 5 et 10. Y a-t-il des questions? Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Qu'en est-il des secrétariats régionaux? Sont-ils mentionnés ici? Ce crédit les concerne-t-il?

Le président: Nous en avons parlé lors de la réunion précédente et vous étiez absent. M. Jerome était ici et nous avions deux choix: M. Jérôme a lui-même offert de répondre en tant que témoin et il y avait l'autre choix celui d'une motion du Comité pour l'obliger à comparaître.

Les crédits 1, 5 et 10 sont adoptés.

Nous passons maintenant à la page 20-31, Commission des relations de travail dans la Fonction publique, crédit 30.

Le crédit 30 est adopté.

Tournez à la page 20-35, le Conseil des sciences du Canada, crédit 35.

Le crédit 35 est adopté.

Passons maintenant aux pages 25-5, 25-9 et 25-25, approvisionnements et services qui sont venus ici la semaine dernière. Nous avons trois crédits: 1, 5 et 10.

Les crédits 1, 5 et 10 sont adoptés.

Tournez maintenant à la page 25-35, les arsenaux canadiens limités, crédit 15.

Le crédit 15 est adopté.

A la page 25-37, la Corporation commerciale canadienne, crédit 20. Le crédit 20 est-il adopté?

M. Downey: A combien s'élèvent les dépenses de la Corporation commerciale canadienne, monsieur le président?

Le président: Corporation commerciale canadienne, dépenses du programme, 3,773 mille dollars.

Le crédit 20 est adopté.

CONSEIL DU TRÉSOR

Administration centrale des programmes de la Fonction publique

Crédit 1—Administration centrale de la Fonction publique—Dépenses de programmes et subventions inscrites au budget—\$9,961,000

Programmes des éventualités du gouvernement

Crédit V—Éventualités du gouvernement—\$75,000,000

Programmes des contributions de l'employeur aux régimes de prestations des employés

Crédit 10—Contributions de l'employeur aux régimes de prestations des employés—\$29,490,000

M. Thomson: Monsieur le président, ma question fera suite à une autre question déjà posée ce soir au sujet du rapport Clyne.

Le Conseil du Trésor a-t-il l'intention de faire une déclaration au sujet de ce rapport Clyne?

M. J. P. Connell (Sous-secrétaire, direction de la politique du personnel): Je n'ai aucune déclaration à faire monsieur le président. Étant donné que le premier ministre a déjà fait une déclaration au sujet du rapport Clyne à la Chambre, et étant donné que M. Barnes avait dit qu'il avait écrit à M. Drury et attendait la réponse de M. Drury, je pense que je n'ai rien d'autre à ajouter.

[Text]

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I could see the awkwardness of our witness' position but it will be perhaps several months before we have a chance to look at the operations of the Treasury Board and this particular matter again. I do regret, in view of the situation, that we did not have Mr. Drury here to comment on the problem. By the time we have an opportunity to look at this subject again it could well be that the issue will be decided as to whether or not the recommendations of the Clyne Report will be accepted by the government. I, for one, would like an opportunity to discuss this with Mr. Drury and ask him what he thinks of the Clyne Report and what the government might do about it.

I am on record at least to that extent, Mr. Chairman, I am a little unhappy with this matter being left up in the air and our having no opportunity to discuss it with Mr. Drury.

The Chairman: I think you will have ample opportunity in the House.

Mr. Thomson: You recommend that I take the matter there, sir?

The Chairman: Sure. That is the best place, I think.

Mr. Thomson: I will tell Mr. Drury that you suggested it. I will pass for now.
Votes 1, 5 and 10 agreed to.

The Chairman: Now we move to the National Research Council of Canada, where we have three items.

TREASURY BOARD

National Research Council of Canada

Vote 15—National Research Council of Canada—Operating expenditures including authority to expend revenues received by the Council through the conduct of operations—\$48,861,663

Vote 20—National Research Council of Canada—Capital expenditures—\$7,524,000

Vote 25—National Research Council of Canada—The grants listed in the Estimates—\$75,973,000

The Chairman: Are there any questions?
Votes 15, 20 and 25 agreed to.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, since I am not a permanent member of this committee...

The Chairman: You are, Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): I sat on it last year.

The Chairman: You are, Mr. Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): I might be but I am filling in just the same, and I want to go on record in that regard. All I want to clear is this. In view of the fact that a member wanted to ask a question of Mr. Drury, and possibly I might have missed that meeting, I would like to know if Mr. Drury did appear at this committee and if so, did members have an opportunity to question him pertaining to his budget.

[Interpretation]

M. Thomson: Monsieur le président, je comprends bien que la situation de notre témoin est délicate; mais il va peut-être se trouver plusieurs mois avant que nous n'ayions à nouveau l'occasion d'examiner les activités du Conseil du Trésor ainsi que cette question particulière. Compte tenu de la situation, je regrette vraiment que M. Drury ne soit pas ici pour faire quelques commentaires. Avant que nous ayions de nouveau l'occasion de nous occuper de cette question, le problème aura peut-être été réglé et l'on aura sans doute déjà décidé si oui ou non les déclarations du rapport Clyne seront acceptées par le gouvernement. J'aimerais également personnellement, avoir l'occasion d'en parler avec M. Drury; j'aimerais lui demander ce qu'il pense du rapport Clyne et ce que le gouvernement compte faire à ce sujet.

Au moins, ce que je viens de dire sera inscrit au procès-verbal, monsieur le président. Je ne suis vraiment pas content qu'on laisse cette histoire en suspend et que nous n'ayons pas l'occasion d'en parler avec M. Drury.

Le président: Je pense que vous aurez suffisamment l'occasion d'en discuter à la Chambre.

M. Thomson: Vous me recommandez donc de poser ma question monsieur?

Le président: Bien entendu. Il me semble que c'est là le meilleur endroit.

M. Thomson: Je dirai à M. Drury que vous me l'avez suggéré.

J'ai terminé pour l'instant.

Les crédits 1, 5, et 10 sont adoptés.

Le président: Nous allons maintenant passer au Conseil national de Recherche du Canada dont nous devons étudier trois crédits.

CONSEIL DU TRÉSOR

Conseil national de recherche du Canada

Crédit 15—Conseil national de recherche du Canada—Dépenses de fonctionnement,—y compris l'autorisation de dépenser des revenus propres au Conseil—\$48,861,663

Crédit 20—Conseil national de recherche du Canada—Dépenses d'investissement—\$7,724,000

Crédit 25—Conseil national de recherche du Canada—Subventions inscrites au budget—\$75,973,000

Le président: Avez-vous des questions?
Les crédits 15, 20 et 25 sont adoptés.

M. Guay (St-Boniface): Monsieur le président, je ne suis pas membre permanent de ce Comité...

Le président: Mais vous l'êtes monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): J'ai siégé ici l'année dernière.

Le président: Vous êtes membre monsieur Guay.

M. Guay (St-Boniface): Peut-être, mais de toute façon cela revient au même, et je voudrais dire quelque chose à ce sujet afin que cela soit inscrit au procès-verbal. Je désire être bien net et précis: étant donné qu'un membre du comité désire poser une question à M. Drury et étant donné que je n'ai pas assisté à cette réunion, j'aimerais savoir si M. Drury s'est déjà présenté devant ce comité, et si oui, si les membres du comité ont eu l'occasion de lui poser des questions au sujet de son budget.

[Texte]

The Chairman: He appeared for three sittings with us.

Mr. Guay (St. Boniface): Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: On a point of order, this was previous to the public announcement of the Clyne Report, Mr. Guay.

The Chairman: If you do not have any further questions, in your name I thank those officials of the Treasury Board who have been with us tonight.

• 2055

We are now on Vote 115 of the Public Service Commission on page 23-104:

SECRETARY OF STATE
Public Service Commission

Vote 115—Public Service Commission—Program expenditures including payments to retired public servants and the estates of deceased public servants where awards for suggestions or meritorious contributions are approved, payments in accordance with the Incentive Award Plan of the Public Service of Canada and the cost of the Public Service Bilingual and Bicultural Development Program—\$18,133,000

The witnesses are Mr. Barnes and Mr. Robinson and Mr. Agius. Now, Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I have just a short question, Mr. Drury has intimated that in the matter of delegated authority by departments and the problems that seem to have arisen, the Treasury Board will be looking into the matter. I presume this delegation of authority is under the Public Service Employment Act. Is that correct?

The Chairman: Mr. Barnes.

Mr. Barnes: Yes, Mr. Chairman.

Mr. Ritchie: And who has the responsibility of either giving or taking away this authority from the government departments?

Mr. Barnes: I would say, Mr. Chairman, no one else other than the Public Service Commission. If I might just comment...

The Chairman: You may.

Mr. Barnes: There has of course been a press release today from the Public Service Commission announcing that there will be no extension of the present delegation of staffing authority, pending a review of the existing delegation arrangements.

Mr. Ritchie: When the Treasury Board intimated that they were investigating it, do you see any conflict of interest between the Treasury Board and the Public Service Commission in the matter of being reasonably impartial in this matter?

Mr. Barnes: I cannot see the area of responsibility of the Treasury Board in this matter at all. It would appear to me to be a matter of the Public Service Commission delegating the powers of authorities which are vested in the Commission by law, and I would say that this is entirely a matter for the Commission to examine. I really do not see how the Treasury Board can be involved in it at all. Otherwise one has to question what is the role of the independent Public Service Commission.

[Interprétation]

Le président: Il a assisté à trois de nos séances.

M. Guay (St-Boniface): Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: J'invoque le règlement, monsieur le président. Ces réunions avaient eu lieu avant l'annonce publique du rapport Clyne, monsieur Guay.

Le président: Si vous n'avez pas d'autres questions à poser, en votre nom à tous je vais remercier ces représentants officiels du Conseil du Trésor qui ont bien voulu venir assister à notre réunion ce soir.

Nous étudions maintenant le crédit 115 de la Commission de la Fonction publique, page 23-104:

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Commission de la Fonction publique

Crédit 115—Commission de la Fonction publique—dépenses du programme, y compris les paiements aux fonctionnaires retraités et à la succession des fonctionnaires décédés lorsqu'une prime à l'initiative ou mérite a été approuvée, les paiements accordés en vertu du régime des primes d'encouragement de la Fonction publique du Canada et le coût du programme d'expansion du bilinguisme et du biculturalisme dans la Fonction publique—\$18,133,000

Nos témoins sont M. Barnes, M. Robinson et M. Agius. La parole est à M. Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, je n'ai qu'une brève question à poser. M. Drury a dit que le Conseil du Trésor allait s'occuper de la question de la délégation de pouvoirs à certains ministères et des problèmes qui peuvent en découler. Je suppose que cette délégation de pouvoirs se fait dans le cadre de la loi sur l'emploi dans la fonction publique. Cela est-il exact?

Le président: Monsieur Barnes.

M. Barnes: Oui, monsieur le président.

M. Ritchie: Et qui peut accorder ou retirer cette délégation de pouvoirs aux ministères du gouvernement?

M. Barnes: Monsieur le président, il n'y a que la Commission de la Fonction publique qui puisse le faire. J'aimerais faire un commentaire...

Le président: Je vous en prie.

M. Barnes: Évidemment, la Commission de la Fonction publique a publié aujourd'hui un communiqué de presse annonçant qu'elle n'accorderait plus de nouvelles délégations de pouvoirs en matière de dotations en personnel, pendant la révision des dispositions qui existe déjà à ce sujet.

M. Ritchie: Étant donné que le Conseil du Trésor a dit qu'il allait s'occuper de cette question, pensez-vous qu'il puisse exister un conflit d'intérêt entre le Conseil du Trésor et la Commission de la Fonction publique au sujet de l'impartialité en cette matière?

M. Barnes: Je ne vois pas en quoi cela concerne le Conseil du Trésor. A mon avis, c'est la Commission de la Fonction publique qui a le droit de déléguer certains pouvoirs, ce droit lui est accordé par la loi, et c'est uniquement la Commission qui peut le faire. Je ne vois vraiment pas comment le Conseil du Trésor peut intervenir dans cette question. Sinon, cela revient à remettre en question l'indépendance de la Commission de la Fonction publique.

[Text]

Mr. Ritchie: Well, if the government considered that there was serious misuse of the powers, would you consider that they should try to appoint independent people to take a look at this?

Mr. Barnes: Mr. Chairman, as the matter stands now, I think the Commission by its announcement today has indeed accepted the arguments which the staff associations have been putting forward for some while, that all is not well in the matter of delegated authority. We are sorry that it has taken so long, but like any missionary, we welcome a convert, however late it may be, and we shall certainly co-operate with the Commission in their promised investigations into the system. They have promised that there will be no further delegation until the matter has been thoroughly examined.

Mr. Ritchie: That is all, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Mather.

Mr. Mather: Mr. Chairman, I have two or three questions to Mr. Barnes. He gave us, earlier in our discussion, the very rough estimate, I think, of about 15 per cent of the number of francophones now in his area of the public service. Could he indicate what was the situation in that regard say some years ago, five years ago or more?

Mr. Barnes: I am afraid I could not put any accuracy—in fact the figures that we produced, you may remember, Mr. Chairman, at our last meeting, were in fact an extrapolation which I tried to produce from some figures which were gathered just about that long ago, and we really do not have a meaningful figure to indicate a trend at all.

Mr. Mather: It seems to me that part of the situation that we are concerned with is the speed or the evolution that is taking place in this area, and it would be helpful if we had an indication that this 15 per cent at least is an increase in line with the time that has gone by over what the previous situation was.

• 2100

Mr. Barnes: Oh, yes; but I am afraid to give a meaningful estimate of the earlier figures. I just could not; we have no data.

Mr. Mather: Do you think that the rough figure of 15 per cent is a fairly satisfactory advance in this area of bilingualism in the public service?

Mr. Barnes: I find it difficult, Mr. Chairman, to know what standard one takes as the reference for being satisfactory. We have heard references that there should be a 30 per cent figure—I think it is very difficult. At the moment, the Institute's policy is that you get the qualified man for the job, and if more jobs are established which require bilingual capability, then obviously the figure will go up. We have never looked at it in terms of an over-all figure which should be attained. We have looked upon it as "a man" and "a job."

Mr. Mather: The present policy has been in effect—the Pearson principle and so on—for what? Four or five years?

[Interpretation]

M. Ritchie: Mais, si le gouvernement pensait que les pouvoirs accordés avaient été utilisés à mauvais escient, pensez-vous qu'il essayerait de nommer des personnes indépendantes afin qu'elles étudient la question?

M. Barnes: Monsieur le président, compte tenu de la situation actuelle, je pense que la Commission de la Fonction publique, grâce au communiqué de presse qu'elle a fait aujourd'hui, a trouvé qu'elle acceptait les arguments avancés depuis un certain temps par les associations de personnel; ces associations disent que tout ne va pas pour le mieux dans ce domaine de la délégation de pouvoirs. Nous regrettons que cela ait pris si longtemps, mais comme tout missionnaire, nous accueillons avec plaisir un nouveau converti, même s'il a mis du temps à se convertir; nous accepterons certainement de coopérer avec la Commission pour l'enquête qu'elle entend mener à ce sujet. La Commission a promis qu'il n'y aurait aucune autre délégation de pouvoirs jusqu'à ce que l'on ait suffisamment examiner la question.

M. Ritchie: Ce sera tout, monsieur le président.

Le président: Monsieur Mather.

M. Mather: Monsieur le président, je désire poser deux ou trois questions à M. Barnes. Au cours de notre discussion, tout à l'heure, il nous a cité le chiffre approximatif de 15 p. 100 au sujet du nombre de personnes francophones appartenant au domaine qu'il représente dans la Fonction publique. Pourrait-il nous dire quelle était la situation il y a environ cinq ans?

M. Barnes: Je crains de ne pouvoir vous donner de renseignements précis; en fait, les chiffres que nous avons avancés lors de notre dernière réunion, monsieur le président, constituaient des extrapolations faites à partir de certains chiffres qui avaient été établis il y a assez longtemps; nous n'avons vraiment aucun chiffre qui nous permette de dégager une tendance quelconque.

M. Mather: Il me semble que ce qui nous préoccupe ici est la rapidité ou plutôt l'évolution qui a lieu dans ce domaine; il nous serait extrêmement utile de savoir si ce chiffre de 15 p. 100 correspond à une augmentation par rapport à la situation qui existait autrefois.

M. Barnes: Oh oui, mais je ne pourrais vous donner une évaluation précise des chiffres précédents. Je ne pourrais tout simplement pas, je n'ai pas de donnée.

M. Mather: Croyez-vous que le chiffre approximatif de 15% soit satisfaisant dans le secteur du bilinguisme dans la fonction publique?

M. Barnes: Je trouve qu'il est difficile, monsieur le président, de choisir une norme de référence comme étant satisfaisante. Nous avons entendu dire que ce chiffre devrait être de 30%. Pour le moment, la politique de l'institut est que si vous obtenez un homme qualifié pour un travail, et si plus d'emplois étaient déchainés comme exigeant au bilinguisme, évidemment ce chiffre aurait monté. Nous ne l'avons jamais considéré comme étant un chiffre global qu'il faut atteindre. Mais nous l'avons considéré comme «un homme» et «un emploi».

M. Mather: La politique actuelle a été en vigueur, c'est-à-dire la politique Pearson, depuis combien de temps? Quatre ou cinq ans?

[Texte]

Mr. Barnes: Since 1966.

Mr. Mather: And this 15 per cent is a rough estimate of what has been the experience so far since that time—this 15 per cent of employment among Francophones in the public service in your area?

Mr. Barnes: There again, Mr. Chairman, we come to this definition of "Francophone". I was talking in terms of bilingualism in the original Pearson concept; that is, people able to speak both languages. Of course, we cannot really define—we have two definitions of "Francophone" at the moment.

Mr. Mather: I know. I am sure it is a difficult thing to define; but you have given us a rough figure of 15 per cent.

Mr. Barnes: Yes, of bilingualism.

Mr. Mather: Of bilingualism?

Mr. Barnes: Yes.

Mr. Mather: What I am trying to get at is that this is a definite tangible improvement, if you want to consider it...

Mr. Barnes: An increase. Oh, yes.

Mr. Mather: An increase, over what was the case five years ago.

Mr. Barnes: I would think so. Perhaps my colleague, Mr. Robinson, who has been on the Board for many years, might have something to add.

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson: I believe there is no question about it being an increase, but how much is the increase? Another thing that is very difficult to measure, of course, is how bilingual is bilingual, with a graduate? In many cases, there has been relatively little opportunity for these people to exercise the results of their course and make it apparent to anybody.

Mr. Mather: I understand that in some departments there are some people whose position is to encourage the use of bilingualism.

Mr. Robinson: Yes. I am employed in the public service myself and we have just started having people coming around so that the senior people, who have not had the same opportunity of working in the language, are having people to exercise their use of the language and make their course mean something.

Mr. Mather: Would you think that the degree of advancement in bilingualism in the public service, desirable as it is, has in any way impaired the quality of the service with regard to removing the emphasis on skill or experience? Are your people quite satisfied that this is not the case?

Mr. Robinson: Perhaps I should explain the area I am in. I am in the scientific area where the people are not really dealing very much with people outside.

Mr. Mather: Perhaps I should address that to Mr. Barnes.

[Interprétation]

M. Barnes: Depuis 1966.

M. Mather: Et ce chiffre de 15% est une évaluation approximative de notre expérience depuis ce moment-là. Il s'agit de 15% de francophones employés dans la fonction publique dans votre secteur?

M. Barnes: Là encore, monsieur le président, nous en arrivons à la définition de «francophone». Je parlais de bilinguisme selon le concept original de Pearson, c'est-à-dire de genre qui parlerait 2 langues. Évidemment, nous ne pouvons vraiment définir, c'est-à-dire que nous n'avons de définition de «francophone» pour l'instant.

M. Mather: Je sais. Je sais que c'est une chose difficile à définir, mais vous avez parlé d'un chiffre approximatif de 15%.

M. Barnes: Oui, de bilinguisme.

M. Mather: De bilinguisme?

M. Barnes: C'est cela.

M. Mather: J'essaie de dire qu'il y a là une amélioration sensible, vous voyez...

M. Barnes: Une augmentation, ah oui.

M. Mather: Une augmentation de ce qu'il y avait il y a 5 ans.

M. Barnes: Je crois. Peut-être mon collègue, M. Robinson, qui fait parti de la Commission depuis plusieurs années, pourrait-il ajouter quelque chose.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson: Je crois qu'il n'y a pas de doute au sujet de cette augmentation, mais de combien est-elle? Il y a une autre chose qui est difficile à mesurer évidemment c'est jusqu'à quel point un bilingue est-il bilingue sauf un diplômé? Dans bien des cas, il y a eu relativement peu d'occasion pour ces personnes d'exercer leurs attitudes pour que quelqu'un d'autre puisse les juger.

M. Mather: Je sais que dans certains ministères il y a des gens dont le travail est d'encourager l'utilisation du bilinguisme.

M. Robinson: Oui. Je fais parti de la fonction publique moi-même et nous avons maintenant des gens qui viennent, afin que les hauts fonctionnaires qui n'ont pas eu l'occasion de travailler dans une langue, ont maintenant des collègues qui favorisent cette utilisation de la langue et rendent leurs cours utiles.

M. Mather: Croyez-vous que le degré de progrès dans le bilinguisme à la fonction publique aussi souhaitable qu'il l'est, a de quelques façons porté préjudice à la qualité de la fonction en accordant moins d'importance à la compétence ou à l'expérience? Vos gens croient-ils que ce n'est pas le cas?

M. Robinson: Je devrais peut-être expliquer dans quel domaine je me trouve. Je suis dans le secteur scientifique et les gens avec qui je suis n'ont pas beaucoup de relations avec des personnes de l'extérieur.

M. Mather: Peut-être que je devrais poser ma question à M. Barnes.

[Text]

The Chairman: Mr. Barnes.

Mr. Barnes: There were times, Mr. Chairman, when there was a fear of this, and I think it was at the time of the 10 per cent marks bonus. There was a very real fear that while obviously every person who was appointed would meet the minimum qualifications, if an automatic bonus was given, this could mean that you might have a man with the qualification in language which may or may not be necessary, but whose professional qualifications, although above an acceptable minimum, were not perhaps as high as those of some other man whom he might have defeated by virtue of the 10 per cent bonus.

Mr. Mather: That was so, earlier.

Mr. Barnes: That was so, during the period of the 10 per cent bonus, but I think this fear has been, in large part, removed; except now from the point of view of positions which are suddenly declared to be bilingual. Unless people are convinced that there really is a need for a position to be bilingual, then this obviously cuts down the field of competition and you may or may not get as well qualified a man as you would otherwise have had. It comes back to this question of people being convinced that there is a need for certain positions to be bilingual, in which case then obviously the language qualification becomes just as important as the professional qualification—it is an essential.

• 2105

Mr. Mather: That being the case, I would think it would underline your earlier representation that communication between the administration and the people in the public service is very, very important. I would imagine you would agree it is important that the administration is willing to communicate and to take advice from the public service people rather than to tell them exactly what the situation is going to be.

Mr. Barnes: I am in complete agreement, Mr. Chairman.

The Chairman: He agrees with you.

Mr. Mather: Thank you. I have one final question, Mr. Chairman. I think you and other witnesses have said that the Pearson policy was acceptable and, if Parliament and the public service stayed pretty closely to it, this would have the effect of bringing about the new bilingual policy in a very acceptable and effective way. Would you think that parliamentarians such as ourselves would be doing a good thing from time to time, if we thought it necessary, to make representations to the government that the Pearson policy be adhered to.

Mr. Barnes: I think this is really the charter of bilingualism in the public service, Mr. Chairman, which has received very wide acceptance, and I think any departure from it should be at least examined very, very carefully and be the subject of joint agreement before there is any departure from it. I think we have a very valuable document there which has been widely accepted and I think we should adhere to it until we can at least get something better.

Mr. Mather: Would you agree that those who are concerned, like I think we all are here, with the promotion of bilingualism could do a good thing by stressing the basic acceptance of the Pearson policy?

[Interpretation]

Le président: Monsieur Barnes.

M. Barnes: A certains moments, monsieur le président, on a craint cette possibilité, au moment je crois du bonus de 10%. Il y avait vraiment une crainte que même si, évidemment chaque personne nommée répondait aux exigences minimum, si un bonus automatique était donné, que cela pouvait signifier qu'un homme ayant la compétence de langue nécessaire ou non, mais dont les qualifications professionnelles même s'ils étaient au-dessus d'un minimum acceptable n'étaient peut-être pas aussi élevées que celles d'un autre homme, il pouvait donc déclasser celui-ci à cause du bonus de 10% dans les points.

M. Mather: Vous avez déjà eu ces cas.

M. Barnes: Cela s'est produit, au cours de la période du 10% de bonus dans les points, mais je crois que cette crainte a été en partie éliminée, sauf pour les postes qui sont maintenant déclarés de façon subite comme étant des postes bilingues. A moins que les gens soient convaincus qu'il n'y a vraiment pas de nécessité pour un poste bilingue, vous avez moins de concurrence et vous pouvez obtenir ou non un homme aussi qualifié que vous l'auriez obtenu autrement. Nous en revenons à la question des gens qui sont convaincus qu'il y a une nécessité pour certains postes d'être bilingue, dans lequel cas évidemment les compétences linguistiques deviennent aussi importantes que les compétences professionnelles. Elles sont essentielles.

M. Mather: Si c'est le cas, je crois que vos remarques précédentes s'en trouvent renforcées et la communication entre l'administration et les gens de la Fonction publique est très très importante. J'imagine que vous êtes d'accord pour dire qu'il est important que l'administration veuille bien communiquer et prendre conseils des gens de la Fonction publique plutôt que de leur dire exactement ce que sera la situation.

M. Barnes: Je suis tout à fait d'accord avec vous monsieur le président.

Le président: Il est d'accord avec vous.

M. Mather: Je vous remercie. J'ai une dernière question monsieur le président. Je crois que vous avez dit de même que d'autres témoins que la politique Pearson était acceptable et que si le Parlement et la Fonction publique la suivaient d'assez près, elle aurait pour effet d'amener une nouvelle politique de bilinguisme qui serait souhaitable et efficace. Croyez-vous que des parlementaires comme nous ferions bien si de temps à autres nous déposions au gouvernement des recommandations pour que soit suivie la politique Pearson.

M. Barnes: Je crois que c'est véritablement la charte du bilinguisme de la Fonction publique monsieur le président, une charte qui a reçu l'accord de la grande majorité et, je crois, qu'il faudrait avant de s'en éloigner étudier très très soigneusement le sujet d'un accord conjoint avant que de le faire. Je crois que nous avons là un document très valable qui a été accepté par presque tous et nous devrions le suivre de près jusqu'à ce que nous ayons obtenu quelque chose de mieux.

M. Mather: Savez-vous que toutes les personnes intéressées à la promotion du bilinguisme, comme nous le sommes tous ici, ferions bien de souligner cet acquiescement fondamental de la politique Pearson?

[Texte]

Mr. Barnes: Mr. Chairman, I would certainly agree. We in the staff associations do it on a regular basis and we welcome any support we can get.

Mr. Mather: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Guay, have you a supplementary?

Mr. Guay (St. Boniface): Yes, Mr. Chairman, a short one.

With regard to the percentage increase of Francophones or bilinguals since the Pearson policy in 1956, I do not think the answer of the witness was specific with regard to the real percentage. Could this be made available to this Committee at a future date?

Mr. Barnes: I do not think we have any data resources covering the period on a statistically valid basis that would give those figures. Perhaps some other source, the Public Service Commission or the Treasury Board, might be able to give that. I do not think we have data of sufficient statistical validity to be able to commend them to your attention.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, in other words it would be difficult for the witness to assume any percentages at the moment. He has been talking then on very broad terms, because he is not in a position to give percentages, large or small. So whatever answer he may have given us this evening at this meeting is on broad terms, nothing else. Thank you.

The Chairman: Mr. Downey.

Mr. Downey: Thank you, Mr. Chairman. I might say initially that not having been able to attend this Committee too regularly I did not feel that I could vote either for or against the estimates, so I can accept no responsibility for their passage. Not that it would have made any difference, I suppose, if I had been against them.

I see that the discussion is primarily centred around a linguistic discussion rather than a financial one, which is common on the estimates. I realize, not having attended the Committee that regularly, that there must be a lot of questions that come to mind that must have been answered in the past. So I will not burden the Committee with too many questions. I would just like to know from Mr. Barnes if he has any idea of the costs in man-hours expressed in percentages that language training has been responsible for with the professionals that you have to work with?

• 2110

Mr. Barnes: I do not think, Mr. Chairman, we have any data at all which would give us the answer. Obviously it is a very large number but I just would not hazard a guess. I would suggest again that possibly the Public Service Commission might be the best source for such information.

Mr. Downey: Yes, it certainly would be all right with me, Mr. Chairman, if Mr. Barnes would care to make a guess just off the top of his head.

Mr. Barnes: I am afraid I have not even got enough data to throw something into the ball park. I am not quite sure where the ball park is, Mr. Chairman.

[Interprétation]

M. Barnes: Monsieur le président, je suis certainement d'accord. Nous, des associations de personnel, le faisons de façon régulière et nous accueillons avec plaisir tout le support que nous pouvons obtenir.

M. Mather: Je vous remercie monsieur le président.

Le président: Monsieur Guay avez-vous une question supplémentaire?

M. Guay (St-Boniface): Oui monsieur le président. J'en ai une très courte.

Au sujet du pourcentage d'augmentation de francophones ou de bilingues, depuis la politique Pearson en 1956, je ne crois pas que la réponse du témoin ait été précise quant à ce pourcentage réel. Pourrions-nous au Comité obtenir ce pourcentage plus tard?

M. Barnes: Je ne crois pas que nous ayons le moyen de vous fournir ces données pour cette période et statistiquement parlant, nous n'avons pas ces chiffres. Peut-être pouvez-vous les obtenir de d'autres sources, de la Commission de la Fonction publique ou du Conseil du trésor. Nous n'avons pas de statistiques suffisamment valables pour nous permettre de les porter à votre attention.

M. Guay (St-Boniface): Monsieur le président, en d'autres mots, il serait difficile au témoin d'avancer un pourcentage actuellement. Il a donc parlé en termes très généraux, parce qu'il ne peut pas nous donner un pourcentage, élevé ou bas. Les réponses qu'il nous a fournies ce soir à cette réunion, sont donc en termes très généraux et très larges rien d'autre. Je vous remercie.

Le président: Monsieur Downey.

M. Downey: Je vous remercie monsieur le président. Je prédis au départ que n'ayant pu assister aux séances du Comité très régulièrement, je ne crois pas pouvoir voter pour ou contre les prévisions budgétaires, je n'accepte donc pas la responsabilité de leur adoption. Non pas que cela fasse une différence, je suppose, si j'avais été contre.

Je vois que la discussion est centrée particulièrement sur la question linguistique plutôt que la question financière, qui habituellement fait l'objet des débats sur le budget. Je réalise, n'ayant pas assisté aux séances du Comité régulièrement, qu'il y a simplement beaucoup de questions qui reviennent à l'idée et auxquelles on a dû répondre dans le passé. Je n'imposerais donc pas au Comité de trop nombreuses questions. J'aimerais que M. Barnes me dise s'il a une idée du coût en heures-hommes exprimé en pourcentage que les cours de langue ont occasionné dans le monde professionnel dont il s'occupe?

M. Barnes: Je ne crois pas monsieur le président que nous ayons quelque donnée à ce sujet. Évidemment et c'est un nombre assez important mais je ne peux me permettre de citer un chiffre au hasard. Une fois de plus je dirais que peut-être que la Commission de la Fonction publique soit là la meilleure source pour un tel renseignement.

M. Downey: Oui certainement monsieur le président j'aimerais bien que M. Barnes nous donne un chiffre approximatif tout simplement d'après ce qu'il connaît.

M. Barnes: Je regrette mais je crois que je n'ai pas encore assez de données pour vous citer un chiffre comme ça tout à fait au hasard je ne suis pas tout à fait sûr des chiffres que je pourrais avancer monsieur le président.

[Text]

Mr. Downey: I see.

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I cannot give the number because I cannot recall it, but there are numbers which could possibly be dug out in connection with the availability of services in the language schools because there are quotas. Off-hand I cannot say what they are but I have heard them discussed in connection with allocating staff to classes.

Mr. Downey: I see.

Mr. Robinson: So this may be available from official sources.

Mr. Downey: I see. I suppose you could term several cities in Canada, or several centres, bilingual really. I suppose one here would be the Ottawa area and probably the Montreal area; primarily the area of metropolitan centres. How do you think this would affect the percentage of hirings, how would they correspond between cities, say like Ottawa and Edmonton, or Montreal and Vancouver? Do you feel that there are near as many people going into the public service from these other cities that would not be termed primarily bilingual as from the cities that are commonly termed as bilingual?

Mr. Barnes: Again, Mr. Chairman, unfortunately I would suggest possibly the Public Service Commission really is the only agency that would have a breakdown on recruiting by areas. We tend to look upon a member who comes into the Institute as a chemist or an economist, and not with any great reference to where he was recruited and that sort of thing.

Mr. Downey: I see. Probably the people who would come under your alliance would come from a general spectrum across Canada rather than in some of the commoner jobs, so to speak.

Mr. Barnes: Yes, in the professions the market is Canada. Of course there are concentrations. For instance, the actuaries tend to be here in Ottawa, but by and large most of the professional groups are spread across the country, they are recruited across the country and they are quite mobile across the country.

Mr. Downey: Yes. Would you feel that with some of the other groups, though, the hirings may be predominantly from the cities that I have mentioned, from the commonly termed bilingual cities or the bilingual districts.

Mr. Barnes: I would not know, Mr. Chairman, I would suggest that either the Commission or one of the staff associations representing those people could perhaps give you a more meaningful figure. So far as our members go they are spread across the country and they are really quite mobile.

The Chairman: May I point out to you, Mr. Downey, that Mr. Carson was here for three sittings and most of the questions that you are asking now were already answered by Mr. Carson and they can be found in the *Proceedings* of those three sittings.

[Interpretation]

M. Downey: Je vois.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président je ne puis vous citer de chiffres parce que je ne me les rappelle plus mais il y a certainement des données qui existent en rapport avec la disponibilité des services ou dans des écoles de langues parce qu'il y a des contingentements qui nous sont imposés. Sans me fier à des données officielles je ne puis pas dire qu'on en ait discuté en rapport avec le personnel qui dirige ces cours.

M. Downey: Je vois.

M. Robinson: Donc ces données pourraient vous être fournies par des sources officielles.

M. Downey: Je vois. Je suppose qu'on pourrait dire que plusieurs villes au Canada ou plusieurs centres sont de fait bilingues. L'un d'entre eux pourrait être la région d'Ottawa et probablement celle de Montréal; principalement les centres métropolitains. Comment pensez-vous que ce fait puisse avoir une certaine influence sur le pourcentage des embauchements et comment ces chiffres correspondraient entre eux selon les villes de villes différentes par exemple Ottawa et Edmonton, Montréal ou Vancouver? Croyez-vous qu'il y a autant de personnes qui veulent devenir fonctionnaires provenant des autres villes qu'on ne puisse pas taxer d'être tout à fait bilingues que des villes que l'on reconnaît comme étant bilingues?

M. Barnes: Une fois de plus monsieur le président malheureusement je crois que la Commission de la Fonction publique est le seul organisme qui aurait une ventilation des chiffres sur le recrutement selon les régions. Nous avons tendance à ne tenir compte des membres qui se joignent à notre Institut que du côté professionnel comme un chimiste, un économiste et non pas en rapport avec l'endroit où il a été embauché.

M. Downey: Je vois. Probablement les personnes qui feraient partie de votre organisme proviendraient d'un éventail assez important dans tout l'ensemble du Canada plutôt que dans certains des autres emplois plus ordinaires si l'on peut dire.

M. Barnes: Oui en effet dans le monde professionnel le marché du travail est tout l'ensemble du Canada. Bien sûr il y a des endroits où il y a davantage de professionnels. Par exemple les actuaires semblent s'être installés davantage à Ottawa mais dans l'ensemble la plupart des groupes professionnels sont dispersés un peu partout dans le pays sont embauchés d'un océan à l'autre et aussi se déplacent d'un bout à l'autre du Canada.

M. Downey: Oui. Estimez-vous pourtant qu'avec certains autres groupes on embauche des gens principalement des villes que j'ai mentionnées c'est-à-dire les villes bilingues ou les districts bilingues.

M. Barnes: Je ne saurais dire monsieur le président mais je crois que la Commission ou l'une ou l'autre des associations de personnel représentant ces personnes pourraient vous donner des chiffres satisfaisants. Jusqu'à maintenant comme nos membres sont dispersés d'un bout à l'autre du pays et sont jusqu'à un certain point assez mobiles.

Le président: Pourrais-je vous faire remarquer monsieur Downey que M. Carson a été ici présent pendant trois audiences et que la plupart des questions que vous posez maintenant ont déjà reçu réponse de M. Carson et qu'on peut retrouver celles-ci dans les procès verbaux de ces audiences.

[Texte]

Mr. Downey: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Francis. No questions? Any further questions? Mr. Thomson.

• 2115

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I have another one or two. Could I go back to the matter of women in your Association, sir? Do the women within your Association agitate to take programs such as the CAP course and have they presented this argument to you or to your Association?

Mr. Barnes: There have been. I usually enjoy a day each session of the CAP course. I go down, meet with them and lecture to them and I notice that there have been women. I have known women members of the Professional Institute who have taken the CAP course. They are a minority, but they are there. I do not know how many of them have applied and been rejected, but they have been on the CAP course. We have never had any complaints that I am aware of.

Mr. Thomson: That did not really answer the question, Mr. Chairman. I asked you if, within your organization, within your union if you will, women had protested that they were not getting equal treatment?

Mr. Barnes: Not as far as the CAP course goes, Mr. Chairman. I am not aware of any.

The Chairman: Do you mean within their own framework?

Mr. Thomson: Yes, have they not protested to your union and said that they are not getting fair treatment. That was the question.

The Chairman: Mr. Downey.

Mr. Downey: On a question of privilege, Mr. Chairman, could you enlighten the rest of the members of the Committee as to what the CAP course is?

Mr. Thomson: It is the Career Assignment Program within the Civil Service. Am I correct?

Mr. Barnes: Yes.

Mr. Thomson: Has your Association encouraged women to take this course?

Mr. Barnes: We have encouraged all professionals who are qualified and competent to take the course, both men and women. We have not discriminated and advised either men or women. We look upon our members as professional public servants without particular regard to sex.

Mr. Thomson: Just to change the question a little bit...

Mr. Francis: We even had a woman president.

[Interprétation]

M. Downey: Merci monsieur le président.

Le président: Monsieur Francis. Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, j'aurais une ou deux autres questions à poser. Puis-je en venir à la question des femmes qui font partie de votre association, monsieur? Les femmes qui font partie de votre association s'intéressent-elles aux programmes tels que le cours de formation des cadres et ont-elles présenté cet argument à votre association ou à vous-même?

M. Barnes: Certaines d'entre elles l'ont fait. Habituellement à chaque session du cours de formation des cadres, j'assiste à une journée de cours. Je vais les rencontrer, je leur donne une conférence et je me rends compte qu'il y a en effet plusieurs femmes. Je sais qu'il y a des femmes qui sont membres de notre institut qui ont suivi le cours de formation des cadres. Elles sont une minorité sans doute mais il y en a. Je ne sais pas combien d'entre elles ont fait une demande pour suivre ces cours et ont été rejetées mais il y eu des femmes sur ce cours; nous n'avons jamais eu de plaintes à ce sujet à ma connaissance.

M. Thomson: Cela ne répond pas réellement à ma question monsieur le président. J'ai demandé si au sein de votre organisme, au sein de votre syndicat si vous voulez, il y avait des femmes qui avaient protesté qu'elles ne recevaient pas traitement égal aux hommes?

M. Barnes: Non. Pas en autant que le cours CAP soit concerné, monsieur le président. Je n'en connais aucune.

Le président: Voulez-vous dire au sein même de leurs propres structures?

M. Thomson: Oui. Ont-elles protesté auprès de votre organisme pour dire qu'elles ne recevaient pas un traitement juste et équitable. Voilà ma question.

Le président: Monsieur Downey.

M. Downey: J'invoque le règlement monsieur le président. Pourriez-vous dire aux membres de notre Comité ce qu'est le cours CAP?

M. Thomson: C'est le programme de répartition des carrières au sein de la Fonction publique, n'est-ce pas exact?

M. Barnes: Oui.

M. Thomson: Votre association a-t-elle encouragé les femmes à suivre ce cours?

M. Barnes: Nous avons encouragé tous les membres de notre association professionnelle qui sont qualifiés et compétents à suivre ces cours autant les femmes que les hommes. Nous n'avons fait aucune discrimination ou encouragé davantage les hommes que les femmes. Nous estimons que les membres de notre association sont des fonctionnaires professionnels sans discrimination ou égard à leur sexe.

M. Thomson: Simplement pour changer le ton de la question quelque peu...

M. Francis: Nous avons même une femme qui est présidente.

[Text]

Mr. Barnes: We have had a women president. I think she succeeded you and preceded me, Dr. Francis.

The Chairman: She was not between.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, do you have any significant number of native people in your Association?

Mr. Barnes: Do you mean Indian people . . .

Mr. Thomson: Yes, Indian or Eskimo people, right.

Mr. Barnes: It is an interesting question. We have never polled our membership on ethnic origin. I know of one or two. We have never polled any of our membership on ethnic origin at all.

Mr. Thomson: I have a follow-up question which will explain why I asked it. I was wondering if you had any of these people if they had complained or suggested they were not being treated fairly within the civil service?

Mr. Barnes: I cannot think of any. Perhaps I should consult with my colleagues, Mr. Chairman. The answer seems to be, no.

Mr. Thomson: In effect though, you do not know whether they are unhappy or whether you just do not have any.

Mr. Barnes: That is the answer, yes. We certainly have had no indications. If we have some, we have had no indication of unhappiness.

Mr. Thomson: Thank you.

The Chairman: You can feel it, though, if they are unhappy.

Mr. Barnes: Oh yes.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Ricard and then Mr. Dupras.

Mr. Ricard: My question could be interpreted as being malicious, but it is not, it is based only on curiosity. Are the three officials from the Institute bilingual or unilingual?

The Chairman: Mr. Barnes, are you bilingual?

M. Barnes: Un peu.

I had the honour to be in charge of an establishment in the Province of Quebec for several years and at that time I was probably significantly more bilingual than I am now, but Mr. Bendel who was with us on our last occasion is completely bilingual. He unfortunately could not be here this evening. That is why Mr. Agius is standing in for him.

Le président: Avez-vous d'autres questions, monsieur Ricard?

Mr. Ricard: Yes. Are you entitled to or eligible for the courses for the second language given under the government auspices?

[Interpretation]

M. Barnes: Nous avons eu une femme qui était présidente. Je crois qu'elle vous a succédé et qu'elle m'a précédé monsieur Francis.

Le président: Elle a fait le joint entre vous!

M. Thomson: Monsieur le président, y a-t-il plusieurs personnes indigènes qui fassent partie de votre association?

M. Barnes: Voulez-vous dire des Indiens . . .

M. Thomson: Oui des Indiens ou des Esquimaux.

M. Barnes: C'est une question intéressante. Nous n'avons jamais fait de sondage quant à l'origine ethnique de nos membres; je sais qu'il y a un ou deux Indiens parmi nous mais nous n'avons jamais fait de sondage à ce sujet d'aucune façon.

M. Thomson: J'ai une question qui suit la précédente et qui vous expliquera pourquoi je vous l'ai posée. Je me demandais s'il y avait des gens qui avaient formulé des plaintes ou prétendu qu'ils ne recevaient pas un traitement juste et équitable au sein de la Fonction publique?

M. Barnes: Non personne à mon avis n'a formulé de plaintes. Je devrais peut-être demander à l'un de mes collègues monsieur le président mais ma réponse est négative.

M. Thomson: De fait, néanmoins, vous ne pouvez affirmer s'il y a des gens qui soient tout simplement malheureux au sein de la Fonction publique ou s'il n'y a personne qui ait formulé de plaintes.

M. Barnes: Voilà la réponse, en effet. Nous n'avons certainement aucun renseignement officiel à ce sujet; jusqu'à maintenant personne ne nous a indiqué s'ils étaient malheureux au sein de la Fonction publique.

M. Thomson: Merci.

Le président: Il me semble pourtant que vous le sauriez si quelqu'un était malheureux.

M. Barnes: Oui certainement.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? J'accorde la parole à M. Ricard puis à M. Dupras.

M. Ricard: On pourrait croire que ma question est formulée dans un but malicieux mais elle ne l'est pas car je la pose simplement par curiosité. Les trois témoins de l'Institut ici présents sont-ils bilingues ou unilingues?

Le président: Monsieur Barnes êtes-vous bilingue?

Mr. Barnes: A little.

J'ai eu l'honneur de diriger un établissement dans la province de Québec durant plusieurs années et à cette époque-là j'étais probablement beaucoup plus bilingue que je ne le suis maintenant, mais M. Bendel qui était présent ici parmi nous la dernière fois, est complètement bilingue. Malheureusement il n'a pu être parmi nous ce soir. Voilà pourquoi M. Agius le remplace.

The Chairman: Have you other questions, Mr. Ricard?

M. Ricard: Oui. Est-ce que vous avez droit aux cours dans la langue seconde qui se donnent sous les auspices du gouvernement?

[Texte]

Mr. Barnes: I would rather doubt it.

The Chairman: You are not an employee of the Civil Service.

Mr. Barnes: No.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am. I have attended two of the courses—this was when we had the one-hour-a-day courses for five days a week—but when they went to the immersion courses at that time I was unable to get in, younger people are in now and our quota is used up. Personally, I think this is probably a better way to spend taxes because I will be retiring before I would be any good at it, whereas I think we will get our money's worth from the younger people. They are enthusiastic.

• 2120

Mr. Ricard: Thank you. That is all.

Le président: Monsieur Langlois ou monsieur Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): On a supplementary, Mr. Chairman, can any one of the three witnesses understand French without the translation? If so, I will question any one of the three in French.

Mr. Barnes: I am certainly not sufficiently bilingual to be able to ensure that I can. In my public service career, I have been chairman of NATO committees, when my fluency was a lot better. I have chaired bilingual NATO committees without using it, but I am afraid that recently, it has become rather rusty.

Mr. Guay (St. Boniface): So, I would take it that the first witness' answer is no. May I ask the same question of the second witness? Could he be questioned by me, right now, in French without the hearing aid, without the translation?

Mr. Robinson: No.

Mr. Guay (St. Boniface): And the next witness?

Mr. Agius: Correct.

Mr. Guay (St. Boniface): You can or can not?

Mr. Agius: No. I am not bilingual. I am multilingual.

Mr. Guay (St. Boniface): I am not holding that against anybody; it is just a matter of clarification.

The Chairman: Mr. Guay, you have to consider that at the last meeting, they had a bilingual person with them who was Mr. Bendel, but he could not attend tonight.

Mr. Guay (St. Boniface): I see.

Le président: Monsieur Dupras.

Mr. Dupras: I would like to know what is the average length of service of the civil servant today as opposed to 1960. Would you furnish us with this figure in the next few weeks?

[Interprétation]

M. Barnes: J'en doute fort.

Le président: Vous n'êtes pas à l'emploi de la Fonction publique?

M. Barnes: Non.

M. Robinson: Monsieur le président, je le suis. J'ai pris part à deux de ces cours... à l'époque où il y avait des cours d'une heure par jour durant cinq jours de la semaine... mais quand on est passé aux cours d'immersion je n'ai pu en faire partie car des personnes plus jeunes se sont présentées et il n'y a plus de place pour nous. Personnellement, je crois que c'est sans doute une meilleure façon de dépenser les taxes, parce que je serai à la retraite avant de pouvoir m'en servir. D'ailleurs, je crois que la

jeune génération nous donnera satisfaction. Elle est enthousiaste.

M. Ricard: Merci. C'est tout.

Le président: Mr. Langlois or Mr. Guay.

M. Guay (St-Boniface): Une question supplémentaire, monsieur le président, est-ce qu'un des trois témoins comprend assez bien le français pour ne pas avoir besoin d'un traducteur? Si oui, je questionnerais un des trois témoins en français.

M. Barnes: Je ne suis sûrement pas suffisamment bilingue pour vous assurer que je puis être questionné en français. Au cours de ma carrière dans la Fonction publique, j'ai été président du comité de l'OTAN. Je parlais alors couramment le français. J'ai été président de comité bilingue de l'OTAN sans avoir besoin de parler français, mais je crois être un peu rouillé en ce moment.

M. Guay (St-Boniface): Si je comprends bien, le premier témoin m'a répondu non. Puis-je poser la même question au deuxième témoin? Pourrais-je le questionner immédiatement en français sans qu'il ait besoin d'un écouteur ou d'un traducteur?

M. Robinson: Non.

M. Guay (St-Boniface): Et le dernier témoin?

M. Agius: C'est exact.

M. Guay (St-Boniface): Vous pouvez ou vous ne pouvez pas?

M. Agius: Non. Je ne suis pas bilingue. Je suis polyglotte.

M. Guay (St-Boniface): Je n'en veux pas à personne, je voulais simplement des précisions.

Le président: Monsieur Guay, il vous faut tenir compte qu'à la dernière réunion, les témoins avaient avec eux une personne bilingue en la personne de M. Bendel. Mais il n'a pas pu assister à la réunion ce soir.

M. Guay (St-Boniface): Je vois.

The Chairman: Monsieur Dupras.

M. Dupras: J'aimerais savoir combien d'années de service un fonctionnaire de la Fonction publique compte-t-il en moyenne maintenant comparé à 1960. Pourriez-vous nous donner ces renseignements dans les semaines à venir?

[Text]

Mr. Barnes: Again, I do not think we would have any data on that. I think this is something on which possibly the Treasury Board or the Commission would have a much more meaningful figure. Although we know when people join the Institute, we do not necessarily know when they joined the service.

Mr. Dupras: I see. Maybe we can get it from another source.

Mr. Barnes: I would say probably the Treasury Board or the Commission.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?
Are there any further questions?

An hon. Member: Yes. What is the hockey score?

The Chairman: Chicago, 1; Canadiens, 0.
Shall Vote 115 carry?

Mr. Blair.

Mr. Blair: I hesitate to prolong the meeting but I think we in this Committee have to recognize that we are asked to do rather more by Parliament than to pass the estimates of the Public Service Commission in a routine way.

People here will be familiar with and remember the controversy that developed early in the year over the hiring of new people in the public service in the current year which came to be described by a rather wrong name, as francophone hiring. It was the occasion of considerable discussion in Parliament and on January 27, at page 2799 of *Hansard*, the Honourable Allan J. MacEachen, the President of the Privy Council and the House Leader, made this statement:

Mr. Speaker, yesterday I indicated I would give consideration to the request of the hon. member for Winnipeg North Centre . . . for unanimous consent to refer the report of the Public Service Commission to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates. What the government desires is a full examination of its policy on bilingualism in the Public Service by a committee. Hon. members are likely to find the reference by the hon. member for Winnipeg North Centre unsatisfactory for such a review. However, when the estimates are referred to the standing committees in about three weeks' time, we will undertake to facilitate an examination of this important question through the appearance of the responsible minister and other key witnesses, some of whom, I may add, may not find it possible to testify at a hearing immediately.

Then, Mr. Knowles is reported as saying:

Mr. Speaker, does that mean the minister is denying unanimous consent to the motion I made yesterday?

Mr. MacEachen replied:

Mr. Speaker, in view of the circumstances I have outlined I thought the hon. member would co-operate by withdrawing his motion.

So I say initially to the Committee that we come here to look at this problem in terms of inquiring into the operation of the bilingual policy of the government as it applies to public servants. We have had the evidence of the government, represented by Mr. Drury, and by Mr. Carson in particular, we have heard the submissions of Mr. Edwards and now of Mr. Barnes and his colleagues. I feel, Mr. Chairman, that this Committee should be prepared to express itself on the operations of this policy.

[Interpretation]

M. Barnes: Encore une fois, je ne crois pas que nous ayons des données à ce sujet. Je crois que le Conseil du trésor ou la Commission pourra vous donner de plus amples renseignements à ce sujet. Nous savons à quelle date ces fonctionnaires ont fait partie de l'Institut, mais nous ne savons pas à quelle date ils ont fait partie de la Fonction publique.

M. Dupras: Je vois. Peut-être quelqu'un d'autre pourrait-il vous le dire.

M. Barnes: Probablement le Conseil du trésor ou la Commission.

The Chairman: Are there any further questions?
Y a-t-il d'autres questions?

Une voix: Oui. Quel est le pointage au hockey?

Le président: Chicago 1, Canadiens 0.

Le Crédit 115 est-il adopté?

Monsieur Blair.

M. Blair: J'hésite à prolonger la réunion, mais je crois que le Parlement nous demande d'étudier sérieusement les prévisions budgétaires de la Commission de la Fonction publique.

Il y a des gens ici et qui sont au courant et qui se rappellent la controverse qu'a soulevé au début de l'année l'engagement de nouvelles personnes dans la Fonction publique et qu'on a appelé sans raison l'engagement de Francophones. L'affaire souleva de nombreuses discussions au Parlement, et le 27 janvier, l'hon. Allan J. MacEachen, président du Conseil privé et leader de la Chambre a fait la déclaration suivante qui apparaît à la page 2799 du *Hansard*:

Monsieur l'Orateur, j'ai dit hier que je prendrais en considération la demande de consentement unanime du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) pour renvoyer le rapport de la Commission de la Fonction publique au comité permanent des prévisions budgétaires en général. Le gouvernement veut qu'un comité fasse l'examen complet de sa politique de bilinguisme au sein de la Fonction publique. Les honorables députés trouveront probablement que la motion de renvoi du député de Winnipeg-Nord-Centre n'est pas à la hauteur d'une telle révision. Lorsque, toutefois, les prévisions budgétaires auront été renvoyées au Comité permanent dans environ trois semaines, nous tenterons de faciliter l'examen de cette importante question en interrogeant le ministre responsable et d'autres témoins importants dont certains, dois-je ajouter, ne seront peut-être pas en mesure de se présenter immédiatement à l'audience.

Puis M. Knowles a dit:

Monsieur l'Orateur, cela signifie-t-il que le ministre refuse le consentement unanime à la motion que j'ai présentée hier?

M. MacEachen a répondu:

Monsieur l'Orateur, je croyais que vu les circonstances que j'ai rappelées le député collaborerait en retirant sa motion.

J'ai dit donc au Comité que nous sommes ici pour étudier le problème afin de connaître la politique de bilinguisme du gouvernement en ce qui a trait aux fonctionnaires de la Fonction publique. Nous avons eu les témoignages de gouvernement représenté par MM. Drury et Carson en particulier, nous avons entendu les exposés que M. Edwards et maintenant de M. Barnes et de ses collègues. J'estime, monsieur le président que ce Comité doit être prêt à s'exprimer sur les opérations de cette politique.

[Texte]

Mr. Dupras: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: A point of order, Mr. Dupras.

• 2125

Mr. Dupras: Are we not going astray here? I was always under the impression that this Committee was to study the expense of the estimates of the different departments, not the policies of different departments. Am I wrong?

The Chairman: Let us hear Mr. Blair, then we will see if it is in order. Mr. Blair.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I think that everybody in this room and we have with us very senior members of Parliament and one Privy Councillor, will recognize that we are dealing with a very important area of our national life. We are looking upon the operation of an experiment which this nation embarked upon six or seven years ago in the hope of making our nation one which would be more acceptable for the two major linguistic groups. It was an experiment which was supported by all the major political parties in this country and which had the concurrence of the people representing the public servants. I think at this stage we must recognize that the situation has altered and we may put ourselves in the position not of people who are endeavouring to cause trouble, or to pour fuel on the fire, but rather in the position of people who are compelled to report bad news as well as good news.

I, of course, have a special position in this, because of the fact that I represent a very large number of public servants and it is my conclusion from all the consultation that I have been able to make with my constituents that there is widespread apprehension about the operation of this policy, and that the people at least whom I represent, and I think they speak for a vast number of public servants, are concerned about its long-term implications. I put this before the Committee in this way, because I think we are not only talking about an immediate problem of how this policy affects one public servant or another in his career at the moment, but in the best sense, this is a policy which has been expressed as being in the national interest and believed by Parliament to be so and if it does not operate successfully in this important area of the public service, then I would fear that the policy itself may be set at naught and that we will find that we have not been able to compose the difficulties which have so troubled our nation in recent years.

I might mention, if the Committee would give me permission to do so, the fact that recently I circulated a questionnaire to my constituents.

The Chairman: Well, Mr. Blair, if we get personal, I also circulated a questionnaire. If you want to discuss about questionnaires that all the members have circulated, well, we will be here for quite a long time. Would you please be as general as possible and as brief as possible.

Mr. Blair: Bearing in mind that the people who responded to this questionnaire are in a large measure public servants, I thought that the Committee would wish to take note of the answer to this question:

Are the government policies regarding bilingualism generally satisfactory?

I regret to say that 3,653 people replied "no", 1,660 replied "yes", 1,659 had no opinion or were undecided, and of course, I have had the benefit of reading the extensive comments which came in with this questionnaire, long and

[Interprétation]

M. Dupras: Une question de règlement monsieur le président.

Le président: Une question de règlement, monsieur Dupras.

M. Dupras: Je crois que nous nous écartons du sujet. J'ai toujours eu l'idée que ce Comité devait étudier les dépenses budgétaires des différents ministères non pas la politique des divers ministères. Ai-je tort?

Le président: Écoutons ce que M. Blair a à nous dire ensuite nous verrons. Monsieur Blair.

M. Blair: Monsieur le président, je pense que chacun dans cette pièce que nous avons avec nous députés du parlement et aussi un conseiller privé, reconnaîtront que nous parlons d'un secteur important de notre vie nationale. Il s'agit du processus d'une expérience dans laquelle ce pays c'est embarqué il y a 6 ou 7 ans dans l'espoir de faire de notre pays un Canada qui serait plus acceptable pour les deux principaux groupes linguistiques. C'est une expérience qui a été appuyée par tous les principaux partis politiques dans ce pays et qui avaient l'approbation des portes-paroles, des fonctionnaires. Je crois qu'à ce stade, nous devons reconnaître que la situation s'est détériorée, notre devoir, ce n'est pas de susciter des problèmes ou de verser de l'huile sur le feu, mais plutôt de faire rapport des bonnes nouvelles aussi bien que des mauvaises.

Personnellement, bien sûr j'ai un devoir très précis à remplir car je représente un grand nombre de fonctionnaires et ma conclusion d'après toutes les discussions que j'ai pu avoir avec mes électeurs c'est qu'il existe une crainte largement répandue relativement à l'application de cette politique et tous ceux que je représente, et je crois qu'ils parlent pour un grand nombre de fonctionnaires, sont préoccupés relativement à ces indications à longs termes. Ce sont des choses que je dois faire connaître au Comité, car je crois que nous ne parlons pas seulement d'un problème immédiat et de la manière dont cette politique affecte un fonctionnaire ou un autre dans sa carrière présentement, mais au mieux, il s'agit d'une politique qui a été présentée comme étant d'intérêt national, le parlement en est convaincu, et, si cette politique ne donne pas de bons résultats dans cet important domaine de la fonction publique alors je craindrais que le programme lui-même ne devienne un échec et qu'en fin de compte nous découvrirons que nous avons été incapables de résoudre les difficultés auxquelles notre pays a fait face au cours de ces dernières années.

Je pourrais mentionner si le Comité m'en donne la permission, le fait que récemment j'ai fait circuler un questionnaire parmi mes électeurs.

Le président: Monsieur Blair, moi aussi j'ai fait circuler un questionnaire. Si vous vouliez discuter sur tous les questionnaires que les représentants ont fait circuler alors nous serons là pour un bout de temps encore. Voulez-vous je vous pris être aussi général et aussi bref que possible.

M. Blair: Si l'on tenait compte que tous ceux qui ont répondu à ce questionnaire sont en majorité des fonctionnaires, je crois que le Comité aimerait connaître la réponse à cette question:

La politique de bilinguisme du gouvernement est-elle satisfaisante, en général?

Je regrette d'avoir à dire que 3,653 personnes ont répondu «non», 1,660 ont répondu «oui», 1,659 n'avaient pas d'opinion ou étaient indécises. Évidemment, j'ai pu lire tous les commentaires qui accompagnaient ce questionnaire,

[Text]

thoughtful answers and comments given under this particular question. I will not extend my remarks by attempting to repeat them all except to say they represent to me a wide apprehension about the way in which this policy has been applied and its implications for the future. If anybody wishes to get a sense of the kind of feeling that I am referring to they might wish to refer to the editorial page of tonight's *Citizen* where there is an article by a serving public servant...

• 2130

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, on a point of order...

The Chairman: Mr. Guay on a point of order...

Mr. Guay (St. Boniface): I believe we are going far beyond the concept of what we should be studying here on page 23-106. The objective, the sub-objective and a program description of the thing in question is well defined and I would like to make comments, too, on my point of order pertaining to a comment by Mr. Blair with which I disagree at this time. I further disagree with the fact that he makes a report of his questionnaire amongst his constituents which has no bearing here, only brings out a portion of his constituents even at that which is very little in the concept of all of the people whom he represents. I would say that the whole thing is out of order and I would like to get back on the track and deal with the subject in question. That is my point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Dupras, on the same point of order.

Mr. Dupras: I agree with Mr. Guay. If you look at the foreword of the estimates it says that we are here for the purpose of studying the different needs of government, not the policies of the government.

The Chairman: Mr. Downey.

Mr. Downey: Mr. Chairman, when I came into this Committee and I was in here at an earlier time it seems to me that the discussions were going along on much the same lines as Mr. Blair has been discussing. It would seem inappropriate to me to be discussing this very thing with Mr. Barnes quite freely here half an hour or so ago and at this point in the discussions. When Mr. Blair brings a portion of his questionnaire to light that is very pertinent on the public service and the discussions we are having on bilingualism, he should be ruled out of order. Certainly the discussions have been expanded since I came in to exactly what Mr. Blair is covering right now.

The Chairman: Mr. Mather.

Mr. Mather: Mr. Chairman, I find Mr. Blair's remarks interesting and I think without too much difficulty he could relate them to the fact that we are discussing certain estimates of a certain department which has to do with what more or less he is talking about. I would urge him to bring his remarks to a point and propose to us what he wants us to do.

The Chairman: Mr. Langlois, on the same point of order.

Mr. Langlois: On the same point of order, Mr. Chairman, following what Mr. Downey and the others have said, it is quite right that when studying the estimates of that department we could speak freely on those things, but we have to ask questions of the witness, we have to address questions and nobody is here to make speeches. I think if everybody thinks it is so fine a subject to make speeches on, there are still 10 or 12 opposition days in the House and the opposition just has to choose that francophone thing as a subject and then Mr. Blair and all others who want to make speeches on it can do so.

[Interpretation]

réponses et commentaires pleins de bon sens et de sagesse au sujet de cette question particulière. Je ne veux pas me répéter mais j'ajouterai qu'il représente pour moi une grande appréhension quant à la façon dont cette politique a été mise en œuvre et ces implications pour l'avenir. Si quelqu'un désirait savoir ce que je réents, ils n'ont qu'à lire la page éditoriale du *Citizen* de ce soir; un fonctionnaire y publie un article...

M. Guay (St-Boniface): Monsieur le président, j'invoque le règlement...

Le président: Monsieur Guay...

M. Guay (St-Boniface): Je crois que nous ne nous en tenons pas à ce que nous devrions étudier à la page 23-106. L'objectif, les sous-objectifs et la description du programme de la chose en question sont très bien définis et j'aimerais vous dire pourquoi j'ai invoqué le règlement; M. Blair a fait un commentaire que je n'approuve pas. Je n'approuve pas non plus le fait qu'il présente un rapport du questionnaire qu'il a fait remplir aux habitants de sa circonscription; la chose n'a aucune portée ici et ne fait que faire ressortir une partie des gens de sa circonscription ce qui a bien peu d'importance si l'on songe à tous les gens qu'il représente. Je crois que le tout n'a rien à voir avec ce que nous discutons présentement. Voilà pourquoi j'ai invoqué le règlement.

Le président: Monsieur Dupras.

M. Dupras: Je suis d'accord avec M. Guay. Si vous lisez l'avant-propos du budget des dépenses, vous verrez que nous sommes ici pour étudier les différents besoins du gouvernement, non les politiques du gouvernement.

Le président: Monsieur Downey.

M. Downey: Quand je suis arrivé, il me semble que l'on discutait de ce dont M. Blair parle encore. Il ne me semble pas convenable de discuter de cette question avec M. Barnes à ce moment-ci de la discussion. M. Blair n'agit pas conformément au règlement.

Le président: Monsieur Mather.

M. Mather: Je crois que les remarques de M. Blair sont intéressantes et que sans trop de difficultés il pourrait les rattacher au fait que nous étudions le budget d'un ministère qui est plus ou moins lié à ce qu'il dit. J'aimerais qu'il en arrive au but et qu'il nous dise ce qu'il veut que nous fassions.

Le président: Monsieur Langlois.

M. Langlois: Pour faire suite aux remarques de M. Downey et des autres, il est exact qu'en étudiant le budget de ce ministère, nous pourrions par les libremments de ces choses, mais nous devons poser des questions aux témoins nous devons adresser la parole à quelqu'un, mais il n'y a personne pour faire un discours. Je crois que c'est à ce sujet sur lequel on peut faire un discours; il y a encore 10 ou 12 jours de l'opposition à la Chambre; l'opposition n'a qu'à choisir la francophonie comme sujet et M. Blair et tous les autres pourront sortir tous les discours qu'ils veulent.

[Texte]

An hon. Member: That is right.

Mr. Langlois: I think we should stick to the rules of all committees, not only this one. I agree that if anybody has questions to put to the witnesses they should do so, but otherwise I think the only thing we can legally do is vote the estimates, if there are no questions.

The Chairman: Mr. Dupras.

Mr. Dupras: I would like to remind my neighbour here, Mr. Downey, that my questions to Mr. Barnes and the other witnesses were to assess if we were going in the right direction in spending that much money in the civil service. They were not to make a statement of policy because this is not the place here.

The Chairman: Anyway, in Vote 115 we have studied the cost of the Public Service Bilingual and Bicultural Development Program, so do you have any recommendations or do you have a motion, Mr. Blair? Let us come to the motion please.

Mr. Blair: Mr. Chairman, I will come right to the motion. On the point of order I should simply like to say that the result of the new rules has been to transfer the consideration of supply to the several committees of the House and, of course, I am compelled to take the position that before supply is authorized or granted it is perfectly within the power of any committee to comment on the item before it.

• 2135

Mr. Chairman, I have a motion.

The Chairman: Is it signed, Mr. Blair?

Mr. Blair: Yes. I move that the Committee on Miscellaneous Estimates, having taken note of the concerns expressed about the implementation of the government's policy on bilingualism in the public service recommends that the government reconsider the practical steps which have been taken or which may be planned for the implementation of the policy with the view of:

Giving greater assurance to public servants that their careers will not be prejudiced by the operation of the policy by incorporation into policy directives and regulations the pledges on this matter given by two Prime Ministers and by such other steps as may be required to give legal form to such assurances;

Recognizing the special problems created for unilingual public servants who have not had an opportunity to take language training, in applying for promotions in areas which are part of their career development, by permitting bilingual requirements for specific positions to be met where the public servants are willing to acquire knowledge of the other official language;

Providing to the fullest extent possible for the public announcement of the redesignation of positions which are to be established as bilingual in advance of competitions or vacancies so that all legitimate aspirants to such positions may have a proper opportunity to undertake language training;

Reviewing the operation of government language schools to ensure that the completion rate of courses is greatly increased and to remove impediments against successful completion created by departmental requirements and otherwise to encourage students in such courses to achieve completion;

Reconsidering the specific bilingual requirements of particular positions and operations with the view of providing simplified language instruction to Public Servants related to the specific requirements of their jobs;

[Interprétation]

Une voix: C'est vrai.

M. Langlois: Je crois que nous devrions nous en tenir au règlement de tous les Comités, non seulement de celui-ci. Si on avait des questions à poser aux témoins, on peut le faire; s'il n'y a pas de question, il faut voter.

Le président: Monsieur Dupras.

M. Dupras: J'aimerais rappeler à mon voisin M. Downey que les questions que j'ai posées à M. Barnes et aux autres témoins visaient à m'assurer que nous allons dans la bonne direction en dépensant autant d'argent dans la fonction publique. Je n'avais pas l'intention de faire de déclarations quant aux lignes de conduite car ce n'est pas la place.

Le président: Au crédit 115, nous avons étudié le coût du programme d'expansion du bilinguisme et du biculturalisme dans la fonction publique. Avez-vous des recommandations ou une motion à présenter monsieur Blair? Passons à la motion s'il-vous-plaît.

M. Blair: J'aimerais tout simplement dire que le résultat des nouveaux règlements a été de transférer l'étude de la demande aux divers Comités de la Chambre et, bien sûr, je suis obligé de croire qu'avant que la demande soit autorisée ou accordée, tout Comité a le pouvoir de faire des commentaires sur la question à l'étude.

Monsieur le président, j'ai une motion.

Le président: Est-elle signée, monsieur Blair?

M. Blair: Oui. Le Comité qui s'occupe de prévisions en général, ayant pris note du rapport de la mise en œuvre de la politique du gouvernement concernant le bilinguisme dans les services publics, recommande que le gouvernement examine à nouveau les principales étapes qui ont déjà été accomplies ou celles qui sont projetées pour la mise en œuvre de la politique dans le but de:

Assurer les employés des services publics que leurs carrières n'auront pas à souffrir de l'opération de la politique par l'incorporation dans les directives de cette politique et par la réglementation des gages concernant ce sujet donnés par les deux premiers ministres et lesquelles étapes peuvent être nécessaires pour que ces assurances soient rendues dans une forme légale.

Reconnaître les problèmes particuliers des employés unilingues du service public qui n'ont pas eu l'occasion d'apprendre une autre langue, lorsqu'ils se portaient candidats dans les secteurs qui font partie du développement des carrières, en exigeant le bilinguisme afin que les postes spécifiques soient remplis par les employés du service public qui désirent apprendre l'autre langue officielle.

Dans la mesure du possible, faire en sorte que l'annonce de la reclassification des postes qui sont reconnus comme étant bilingues se fasse bien avant la tenue des épreuves pour que tous ceux qui désirent se porter candidats aux postes annoncés aient la possibilité d'apprendre la langue prescrite.

Réviser le fonctionnement des écoles de langues du gouvernement pour s'assurer que le taux des cours est augmenté sensiblement et pour faire disparaître les obstacles à l'achèvement couronné de succès par les exigences gouvernementales et aussi pour encourager les étudiants à terminer leurs cours;

Reconsidérer les exigences spécifiques du bilinguisme de postes particuliers et les opérations dans le but de former un enseignement de langues simplifié aux

[Text]

Recognizing the problems which have been created by inadequate communication and explanation of the bilingual policy in all branches of the public service and providing better means for explaining to ordinary public servants the operations of the policy and the opportunities open to them and improved consultation with staff associations in this area; and,

Considering the adequacy of existing appellate procedures to ensure that any public servant believing his position has been prejudiced by the operation of the bilingual policy should have a full and unfettered opportunity without prejudice to his career to make an appeal.

Mr. Chairman, I hope this motion can be incorporated in the report that we make to the House of Commons as an indication of our concern.

The Chairman: I would like to refer to *Beauchesne's Parliamentary Rules and Forms*, Fourth Edition, 1958 on page 239 where it says:

293. ... It is against all parliamentary usage to refer questions of policy to a fact finding committee.

I am sorry but I must rule your motion out of order.

Votes 115 and L120 agreed to.

The Chairman: In your name, I wish to thank the witnesses who appeared before us tonight and I wish to point out that we have another housekeeping matter to look after. There is no Vice-chairman of the committee. I call for nominations for a Vice-chairman.

Mr. Forget: I propose Mr. Paul Langlois.

Mr. Dupras: I second the motion.

M. Forget: Je proposerais M. Paul Langlois.

Le président: M. Forget propose M. Paul Langlois, avec l'appui de M. Dupras.

Mr. Guay moved that nominations close. I declare Mr. Paul Langlois elected Vice-chairman of this committee and I wish to thank you for your assistance tonight.

This meeting stands adjourned to the call of the Chair.

[Interpretation]

employés du service public qui sont concernés par les exigences spécifiques de leur travail;

Reconnaître les problèmes qui ont été créés par une communication et une explication appropriées de la politique du bilinguisme à tous les niveaux du service public et fournir de meilleurs moyens pour expliquer aux employés du service public les opérations de la politique et les chances qui leur sont offerts et une consultation améliorée avec les associations du personnel dans un secteur;

Évaluer la justesse de la procédure d'appel pour assurer qu'un employé du Service public qui croit que l'opération de la politique du bilinguisme a nuit à son poste devrait avoir la chance afin que cela ne porte pas préjudice à sa carrière de faire un appel.

Monsieur le président, j'espère que cette motion peut être incorporée dans le rapport que nous avons fait à la chambre des communes pour indiquer notre part.

Le président: Je désirerais me rapporter à la quatrième édition des règles ou formes parlementaires de Beauchesne 1958, page 239 où il est dit :

293. ... C'est contre les coutumes parlementaires de rapporter des questions de la politique à un fait concernant le comité.

Je m'excuse, mais votre motion devient donc irrecevable.

Nous sommes d'accord sur les crédits 115 et L120.

Le président: En votre nom, je désire remercier les témoins qui se sont présentés devant nous ce soir et je désire faire remarquer un problème intérieur à régler. Il n'y a pas de coprésident du Comité. Je met le poste de vice-président aux voix.

M. Forget: Je propose M. Paul Langlois.

M. Dupras: J'appuie la motion.

Mr. Forget: I proposed Mr. Paul Langlois.

The Chairman: Mr. Forget proposes Mr. Paul Langlois, seconded by Mr. Dupras.

M. Guay a proposé que des nominations soient terminées. Je déclare M. Paul Langlois vice-président du Comité et je désire vous remercier de votre présence ce soir.

La réunion est ajournée jusqu'à l'appel du président.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 29

Tuesday, November 23, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 29

Le mardi 23 novembre 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Miscellaneous Estimates

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Supplementary Estimates (A) for
the fiscal year ending March 31, 1972

CONCERNANT:

Le Budget supplémentaire pour l'année
financière se terminant le 31 mars 1972

INCLUDING:

The Fifth Report

Y COMPRIS:

Le cinquième rapport

APPEARING:

The Hon. C. M. Drury,
President of the Treasury Board

COMPARAÎT:

L'honorable C. M. Drury,
Président du Conseil du Trésor

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc
Vice-Chairman: Mr. Paul Langlois

and Messrs.

Broadbent
Carter
Clermont
Crossman
Downey

Forget
Guay (*St. Boniface*)
Hales
Lessard (*Lasalle*)
Loiselle

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand-E. Leblanc
Vice-président: M. Paul Langlois

et Messieurs

Peddle
Ritchie
Rock
Rochon
Rodrigue

Skoberg
Skoreyko
Thomas (*Maison-
neuve*)—(20)

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday November 23, 1971

Mr. Thomas (*Maisonneuve*) replaced Mr. Blair
Mr. Loiselle replaced Mr. Serré
Mr. Crossman replaced Mr. Francis
Mr. Lessard (*Lasalle*) replaced Mr. Goode
Mr. Rochon replaced Mr. Dupras
Mr. Hales replaced Mr. Ricard

Conformément à l'article 65(4) du Règlement
Le mardi 23 novembre 1971

M. Thomas (*Maisonneuve*) remplace M. Blair
M. Loiselle remplace M. Serré
M. Crossman remplace M. Francis
M. Lessard (*Lasalle*) remplace M. Goode
M. Rochon remplace M. Dupras
M. Hales remplace M. Ricard

Friday, November 19, 1971

Ordered,—That Supplementary Estimates (A), 1971-1972, tabled this day be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

ATTEST

Le vendredi 19 novembre 1971

Il est ordonné,—Que le budget supplémentaire (A), 1971-1972, déposé aujourd'hui soit déferé au comité permanent des prévisions budgétaires en général.

ATTESTÉ

Le greffier de la Chambre des communes
ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

REPORT TO THE HOUSE

Tuesday, November 23, 1971

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates has the honour to present its

FIFTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Friday, November 19, 1971, your Committee considered the following Votes relating to the Treasury Board, as listed in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1972:

Vote 1a relating to Central Administration of the Public Service Program;

Vote 10a relating to Employer Contributions to Employee Benefit Plans Program.

Your Committee commends them to the House.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 29*) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mardi 23 novembre 1971

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général a l'honneur de présenter son

CINQUIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 19 novembre 1971, le Comité a étudié les crédits suivants se rapportant au Conseil du Trésor tels qu'énumérés dans le Budget supplémentaire (A) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972:

Le crédit 1a ayant trait à l'administration centrale de la fonction publique;

Le crédit 10a ayant trait aux contributions de l'employeur aux régimes de prestations des employés.

Le Comité les recommande à l'approbation de la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 29*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

FERNAND-E. LEBLANC

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, November 23, 1971
(37)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 11:15 a.m. The Chairman, Mr. Fernand-E. Leblanc (*Laurier*) presided.

Members present: Messrs. Broadbent, Clermont, Crossman, Forget, Hales, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lessard (*Lasalle*), Loiselle, Peddle, Ritchie, Rock, Rochon, Skoreyko, Thomas (*Maisonneuve*)—(15).

Appearing: The Hon. C. M. Drury, President of the Treasury Board.

Witnesses: From the Treasury Board: Messrs. G. F. Osbaldeston, Deputy Secretary, Program Branch; B. A. MacDonald, Director General, Budget Coordination.

The Chairman presented the Fifth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure, which reads as follows:

"The Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Miscellaneous Estimates has the honour to present its

FIFTH REPORT

The Committee having received in its Order of Reference dated Friday, November 19, 1971, the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1972, which must be reported by Tuesday, December 7, 1971, your subcommittee met on Monday, November 22, 1971, and agreed unanimously on items of agenda and procedure, and recommends as follows:

1. that the Committee meet on the following days:

Tuesday, November 23, 1971, at 11.00 a.m.
Wednesday, November 24, 1971, at 3.30 p.m.
Thursday, November 25, 1971, at 11.00 a.m.
Monday, November 29, 1971, at 3.30 p.m.
Tuesday, November 30, 1971, at 11.00 a.m.
Wednesday, December 1, 1971, at 3.30 p.m.
Thursday, December 2, 1971, at 11.00 a.m.
Monday, December 6, 1971, at 8.00 p.m.

with the proviso that on Tuesdays and Thursdays, the Committee could sit further in the afternoons and evenings;

2. that the consideration of the estimates of the following departments have priority:

Finance
Energy, Mines and Resources
Labour
Industry, Trade, and Commerce
Manpower and Immigration
Solicitor General
Indian Affairs and Northern Development
External Affairs
National Defence
Secretary of State and
Agriculture

with the understanding that the Clerk of the Committee would schedule the appearances of the above departments, not necessarily in the order given, but according to their availability, and that he would give

PROCÈS VERBAL

Le mardi 23 novembre 1971
(37)

[Traduction]

Le comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 11h15 du matin sous la présidence de M. Fernand-E. Leblanc (*Laurier*).

Députés présents: MM. Broadbent, Clermont, Crossman, Forget, Hales, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lessard (*Lasalle*), Loiselle, Peddle, Ritchie, Rock, Rochon, Skoreyko, Thomas (*Maisonneuve*)—(15).

Compareait: L'honorable C. M. Drury, président du Conseil du trésor.

Témoins: du Conseil du trésor: MM. G. F. Osbaldeston, sous-secrétaire, direction des programmes; B. A. MacDonald, directeur général, coordination du budget.

Le président présente le Cinquième rapport du sous-comité du programme et de la procédure qui se lit:

«Le sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent des prévisions budgétaires en général a l'honneur de présenter son

CINQUIÈME RAPPORT

Le Comité ayant reçu dans son Ordre de renvoi du vendredi 19 novembre 1971 l'ordre d'étudier le Budget supplémentaire (A) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972 qui doit être présenté avant le mardi 7 décembre 1971, s'est réuni le lundi 22 novembre 1971, et a approuvé à l'unanimité les articles du programme et de la procédure et a recommandé:

1. que le Comité se réunisse:

le mardi 23 novembre 1971 à 11 heures du matin
le mercredi 24 novembre 1971 à 3h30 de l'après-midi
le jeudi 25 novembre 1971 à 11 heures du matin
le lundi 29 novembre 1971 à 3h30 de l'après-midi
le mardi 30 novembre 1971 à 11 heures du matin
le mercredi 1 décembre 1971 à 3h30 de l'après-midi
le jeudi 2 décembre 1971 à 11 heures du matin
le lundi 6 décembre 1971 à 8 heures du soir.

et prolonge ses séances dans l'après-midi et la soirée les mardis et jeudis si nécessaire;

2. que l'étude du budget des ministères suivants ait priorité:

Finances
Énergie, Mines et Ressources
Travail
Industrie et Commerce
Main-d'œuvre et Immigration
Solliciteur général
Affaires indiennes et du Nord canadien
Affaires extérieures
Défense nationale
Secrétariat d'État et
Agriculture

en se rappelant bien que le greffier du Comité n'est pas tenu d'organiser la comparution des ministères mentionnés ci-dessus dans l'ordre donné, mais d'après la disponibilité de chacun et qu'il avisera à l'avance les membres du sous-comité afin que tous sachent quel ministère doit comparaître à une date donnée.

advance notice to the members of the Subcommittee, of which departments are to appear, and when.

3. that a limit of one hour and a half be set for meetings, subject to change with unanimous consent.

4. that during questioning a time limit be allotted as follows:

- on the first round: 10 minutes per member;
- on the second round: 5 minutes per member;
- on the third round: 5 minutes per member.

5. that members not listed on the attendance sheet be permitted to ask questions at the end of each round of questioning for the same time period allotted members of the Committee.

Respectfully submitted

Fernand-E. Leblanc
Chairman

After debate, thereon, on motion of Mr. Thomas (*Maisonneuve*) seconded by Mr. Rock,

Resolved—that the Fifth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure be adopted as read.

The Committee began the consideration of the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1972.

The Chairman introduced the Hon. C. M. Drury, President of the Treasury Board who made a general opening statement on the Supplementary Estimates (A) 1971-72.

Then the Chairman called Items 1A and 10A relating to the Treasury Board and the Minister, assisted by his officials, answered questions from members of the Committee.

The Chairman thanked the Hon. C. M. Drury and his officials for their valuable contribution.

Items 1A relating to Central Administration of the Public Service Program and 10A relating to Employer Contributions to Employee Benefit Plans Program were carried severally.

Then the Committee instructed the Chairman to report the said items to the House.

At 12:10 p.m. the Committee adjourned until 3:30 p.m., Wednesday, November 24, 1971.

Le greffier du Comité
Robert D. Marleau
Clerk of the Committee

3. qu'une limite d'une heure et demie soit fixée pour les réunions, durée qui pourra être modifiée avec le consentement unanime des membres.

4. que l'on fixe une limite pour la période de questions;
premier tour: 10 minutes par député;
deuxième tour: 5 minutes par député;
troisième tour: 5 minutes par député;

5. que les députés dont le nom n'apparaît pas sur la feuille de présence aient la permission de poser des questions à la fin de chaque tour et qu'il leur soit accordé le même temps qu'aux membres du Comité.

Respectueusement soumis

Le président
Fernand-E. Leblanc

Après le débat, sur une proposition de M. Thomas (*Maisonneuve*) appuyé par M. Rock

il est décidé—que le Cinquième rapport du sous-comité du programme et de la procédure soit adopté sans modification.

Le Comité commence l'étude du Budget supplémentaire (A) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972.

Le président présente l'honorable C. M. Drury, président du Conseil du trésor qui fait une déclaration d'ouverture sur le Budget supplémentaire (A) pour 1971-72.

Le président met ensuite en délibération les crédits 1A et 10A se rapportant au Conseil du trésor; le ministre, assisté de ses hauts fonctionnaires, répond aux questions des membres du Comité.

Le président remercie l'honorable C. M. Drury et ses hauts fonctionnaires de leur précieuse collaboration.

Les crédits 1A sur l'Administration centrale de la Fonction publique et 10A sur les contributions de l'employeur aux régimes de prestations des employés sont adoptés séparément.

Le Comité demande ensuite au président de faire rapport desdits crédits à la Chambre.

A 12 h 10, le Comité s'ajourne jusqu'au mercredi 24 novembre 1971 à 3 h 30 de l'après-midi.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, November 23, 1971

[Texte]

• 1115

The Chairman: The meeting will come to order. As we now have a quorum, I would like to present the fifth report of the Subcommittee on Agenda and Procedure and then I will need a motion for adoption.

(See Minutes of Proceedings)

Will there be any discussion about the report of your subcommittee?

Mr. Rock.

Mr. Rock: I do not think it is fair since there is a regulation of the House that a member who is not a member of the committee can ask questions. To have him put at the end of the list when he has been present and to have people who have put up their hands to be recognized placed on the list ahead of him does not seem fair. If that person were fourth why should he have to wait until everyone else who has put up his hand is recognized before he is allowed to ask a question at the end? I do not think this is fair at all.

The Chairman: This is a good point. Are there any further comments?

Mr. Rock: If I could just expand a little more, while he is at the meeting if four of the members present have their hands up to be recognized and he is the fifth, then he should be put on the list as the fifth at the time. Possibly he should not be allowed to be the first questioner, but if only three people want to ask questions and he is the fourth, I think he should remain the fourth on the list and not be the last regardless of whether others indicate they want to ask questions later on.

The Chairman: Mr. Loiselle.

M. Loiselle (Montréal-Saint-Henri): Monsieur le président, je me demande si on ne devrait pas tout d'abord donner la parole aux membres permanents du Comité et, après la première ronde, donner la parole à ceux qui ne sont pas membres permanents du Comité. J'accepterais plus facilement ce principe de base qui, je crois, est appliqué dans tous les comités. Je ne sais si le Règlement stipule quelque chose à l'encontre de ce principe, mais il me semble qu'on doit accorder ce privilège aux membres du Comité et non aux députés qui assistent à une séance du Comité parce qu'une question les intéresse.

• 1120

Le président: Y a-t-il d'autres commentaires relatifs à...? Monsieur Lessard.

M. Lessard (LaSalle): Dans le même ordre d'idée, je crois que depuis que le Comité existe, les membres du Comité passent avant les autres. J'admets monsieur Rock, qu'il arrive parfois qu'un député soit parfois en retard ou qu'il ne soit pas préparé, mais à mon avis, nous devons continuer de faire passer les membres du Comité avant les autres.

Le président: Monsieur Forget.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 23 novembre 1971

[Interprétation]

Le président: Nous sommes en nombre suffisant pour ouvrir la séance. Je vous sou mets le Cinquième rapport du sous-comité du programme et de la procédure après quoi je vous inviterai à proposer la motion d'adoption.

(Voir Procès-verbaux et témoignages)

Discuterons-nous du rapport de votre sous-comité?

Monsieur Rock.

M. Rock: Ce n'est pas juste puisque d'après le règlement de la Chambre, un député qui ne fait pas partie du Comité peut poser des questions. Or, il n'est pas juste, me semble-t-il, que d'autres qui ont levé la main aient préséance sur lui. Par exemple, s'il est le quatrième, pourquoi devrait-il attendre que tous les autres aient fait signe pour qu'il lui soit enfin permis de poser sa question? Je crois que c'est injuste.

Le président: Votre argument est valable. D'autres questions, messieurs?

M. Rock: J'aimerais avoir d'autres précisions. Si quatre des membres présents ont levé la main et qu'il est le cinquième, son nom devrait figurer en cinquième position sur la liste. Vraisemblablement, on ne lui donnera pas la parole en premier, mais si trois personnes uniquement voulaient poser des questions et qu'il est le quatrième, il doit demeurer le quatrième sur la liste et non pas le dernier, même si d'autres membres manifestent plus tard leur intention de poser des questions.

Le président: Monsieur Loiselle.

Mr. Loiselle (Montreal-Saint-Henri): Mr. Chairman, I wonder if we could not allow the permanent members of this Committee to speak and after the first round, allow the other members who are not permanent members of this Committee. It would be easier to accept this basic principle which, I believe, is applied in all committees. I do not know if the Standing Orders of the House are against this principle, but it seems to me that we ought to give this privilege to the members of the Committee and not to the members of Parliament who come to the Committee simply because they are interested in the question.

The Chairman: Any other comments concerning...? Mr. Lessard.

Mr. Lessard (LaSalle): Along the same line, I believe that since the setting up of the Committee its members have had priority over other members. Mr. Rock, I appreciate that a member might come late or lack preparation but I do believe that we ought to let the members of the Committee speak before the others.

The Chairman: Mr. Forget.

[Text]

M. Forget: J'abonde dans le sens de M. Lessard.

Le président: Permettez-moi de lire le paragraphe (9) de l'article 65, à la page 72 du Règlement de la Chambre des communes, édition d'octobre 1969:

Any member of the House who is not a member of a standing or special committee may, unless the House or the committee concerned otherwise orders, take part in the public proceedings of the committee, but he may not vote or move any motion nor shall he be part of any quorum.

Your subcommittee has recommended that we authorize the non-members to ask questions, but only after the members have asked their questions.

An hon. Member: I agree with that.

Mr. Thomas (Maisonnette-Rosemont): I move that the Fifth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Miscellaneous Estimates be concurred in.

Motion agreed to.

The Chairman: Gentlemen, we have the pleasure and the honour of having Mr. Broadbent with us this morning.

Mr. Broadbent: I am sorry to interrupt at this point, but on a matter of clarification, did the steering committee recommend the procedure that has been adopted by some other committees, that the initial speakers go according to party, one speaker from each party, in the first round?

The Chairman: That is up to the Chairman. If I see three hands being raised at the same time, I will try to pick members from the various parties, of course, to give to all the parties the possibility of questioning the witnesses.

Mr. Broadbent: I wonder, Mr. Chairman—I am not questioning in any sense your impartiality on this—if it would be a useful procedural rule for us to adopt here that whenever we have witnesses, the first round of questioning be done, in so far as the members of the different parties desire it, on a party basis with one question coming from each party in the first round. It seems to me that this has worked very well in other committees of which I have been a member.

The Chairman: Would you start with one Liberal, one Conservative, one NDP and one Créditiste?

Mr. Broadbent: Yes.

The Chairman: It is up to the members of this Committee to adopt any rule they want.

Mr. Loiselle: Mr. Chairman, I do not mind the principle of that, but suppose at the beginning of the meeting when the questioning has just started, you have 12 members, 10 liberals and maybe only 1 Conservative and 1 NDP, just as an example. Suppose later on, an NDP member comes in and wants to be heard right away. He should wait his turn after he gets his name on the list. I quite agree on the principle that if all the members are here it should be divided party to party. However, as the Chairman said at the beginning, when he sees three hands, two Liberals and one NDP, but no Conservative, he cannot choose one Liberal, one NDP and one Conservative. However, if three or four members of the same party or from two different parties have given their names and some member from another party comes in half an hour late and wants to jump into the question period right away, he should wait his turn. If he were present at the beginning when everybody gave their names, he should be recognized as a

[Interpretation]

Mr. Forget: I agree wholeheartedly with Mr. Lessard.

The Chairman: May I be permitted to read Section 65, subsection (9) of the Standing Orders of the House of Commons, page 72:

Tout député qui n'est pas membre d'un comité permanent ou spécial, peut, sauf si la Chambre ou le Comité en ordonne autrement, prendre part aux délibérations publiques du Comité, mais il ne peut y voter ni y proposer une motion et il ne doit non plus faire partie d'aucun quorum.

Votre sous-comité vient de recommander que l'on autorise les non-membres à poser des questions, mais uniquement après que les membres aient posé les leurs.

Une voix: Je suis d'accord avec cette proposition.

M. Thomas (Maisonnette-Rosemont): Je propose qu'on se mette d'accord sur le Cinquième Rapport du sous-comité du Programme et de la Procédure du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

La motion est adoptée.

Le président: Messieurs, nous avons l'honneur d'accueillir ce matin M. Broadbent.

M. Broadbent: Je regrette de vous interrompre mais j'aimerais avoir des précisions au sujet du comité permanent. Recommande-t-il la règle adoptée par d'autres comités selon laquelle les premiers interlocuteurs sont répartis selon les partis auxquels ils appartiennent, soit un membre pour chaque parti pendant le premier tour?

Le président: Tout dépend du président. Si trois mains se lèvent en même temps, j'essaierai d'être juste envers tous les partis et de leur donner la chance d'interroger les témoins.

M. Broadbent: Je me demande, monsieur le président,—je ne mets pas en doute votre sens de la justice—s'il ne vaudrait pas mieux adopter une règle selon laquelle chaque fois que nous avons des témoins, on procède à la période des questions de manière à ce que chaque parti qui le désire pose une question au premier tour. Il me semble que ce procédé a fait ses preuves dans d'autres comités dont je suis membre.

Le président: On procéderait de la façon suivante: un libéral, un conservateur, un néo-démocrate et un créditiste?

M. Broadbent: Oui.

Le président: Il appartient aux membres de ce comité d'adopter un règlement satisfaisant, quel qu'il soit.

M. Loiselle: Monsieur le président, je n'en disconviens pas mais supposons qu'au tout début de la période de questions, nous ayons 12 membres, soit 10 libéraux, un conservateur et 1 néo-démocrate. Un peu plus tard, un membre néo-démocrate se joint au comité et veut avoir la parole immédiatement. Il devra attendre jusqu'à ce que son nom figure sur la liste. J'admets le principe selon lequel tous les membres étant présents, la liste est établie en fonction des partis. Toutefois, comme le précisait le président au début de la réunion, si deux libéraux et un démocrate lèvent la main et qu'il n'y pas de conservateur, on ne peut choisir un libéral, un néo-démocrate et un conservateur. Par ailleurs, si trois ou quatre membres du même parti ou de deux partis différents ont donné leur nom et qu'un autre membre d'un autre parti arrive un demi-heure en retard et veut intervenir immédiatement durant la période de questions, il devra attendre son tour. S'il avait donné son nom en même temps que tout le

[Texte]

member, but not if he comes in later on and wants to get on as a questioner right away. We have seen this happen on some committees, and after they have asked their questions, they just scam.

The Chairman: Mr. Rock.

Mr. Rock: I think we should leave it to your good judgment. We have had no problem in the past; I think we should continue as we have in the past. You have always been very fair in this regard.

The Chairman: Is it agreed?

Mr. La Salle: I agree with that.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Do I understand that the Fifth Report is now accepted as read without amendment?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: The House has referred to us their Supplementary Estimates. On November 19, 1971, it was ordered that Supplementary Estimates (A) 1971-72 be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates as suggested by Mr. Alistair Fraser, the Clerk of the House of Commons.

We have the pleasure of having with us the Hon. C. M. Drury, President of the Treasury Board, who will make an opening statement regarding the entire aspects of the Supplementary Estimates. Other witnesses from the Treasury Board are Mr. G. f. Osbaldeston, Deputy Secretary of the Program Branch and Mr. B. A. MacDonald, Director General, Budget Coordination.

Mr. Minister, please.

The Hon. C. M. Drury (President of the Treasury Board): Mr. Chairman, thank you. As you have indicated, I propose to make a statement on the generalities of the Supplementary Estimates (A) tabled here and, if desired, speak to the particular estimates of the Treasury Board on page 138 and the following and be available for questioning on either of those two because I understand from the report that has just been adopted, the Committee will wish to make specific enquiries of individual departments whose proposals are put forward in the supplementary estimates.

These first Supplementary Estimates for 1971-72 contain proposed new budgetary expenditures—really I am talking at the moment, Mr. Chairman, in relation to the summary at pages 4 and 5 of the Supplementary Estimates—of \$362 million and, in addition, they reflect increases in statutory expenditures for the year of \$198 million. This brings total budgetary expenditures in estimates so far this year to about \$14.912 billion.

The non-budgetary expenditures, the loans, investments and advancements in the Supplementary Estimates, amount to \$312 million bringing the total in estimates to date for this type of expenditures to \$1.3 billion.

The additional amounts of expenditures of both types are accounted for in very large part by the special measures being taken by the government to relieve unemployment in the coming months. These measures were announced in the House of Commons by the Minister of Finance on October 14, 1971.

On the budgetary side there is \$100 million for a Local Initiatives Program, \$20 million for on-the-job training and \$15 million for augmenting the regular manpower training program. These three items are covered in the Estimates for the Department of Manpower and Immigration. In

[Interprétation]

monde, il serait reconnu en tant que membre du comité mais non pas s'il est en retard et qu'il veut avoir la parole sur le champ. Cette attitude se répète dans plusieurs comités: une fois la question posée, on déguerpit.

Le président: Monsieur Rock.

M. Rock: Nous allons nous en remettre à votre bon jugement. Nous n'avons pas eu de problèmes par le passé et l'ancienne formule ne devrait pas être délaissée. Vous avez fait preuve d'une grande justice dans ce domaine.

Le président: C'est convenu?

M. La Salle: C'est convenu.

Des voix: D'accord.

Le président: Dois-je comprendre que le cinquième rapport est maintenant adopté, tel qu'il a été lu, sans modification?

Des voix: C'est convenu.

Le président: La Chambre nous a renvoyé son budget supplémentaire. Le 19 novembre 1971 il a été ordonné que le budget supplémentaire (A) 1971-1972 soit renvoyé au Comité permanent des prévisions budgétaires en général tel que l'a proposé le Greffier de la Chambre M. Alistair Fraser.

C'est avec plaisir que nous accueillons l'honorable C. M. Drury, président du Conseil du Trésor qui fera sa déclaration d'ouverture sur la philosophie globale du budget supplémentaire. Nous avons aussi d'autres témoins du Conseil du Trésor: M. G. F. Osbaldeston, sous-secrétaire, direction des programmes et M. B. A. MacDonald, directeur général, coordination du budget.

Monsieur le Ministre, à vous la parole.

L'honorable C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Je vous remercie, monsieur le président. Je me propose en effet de faire une déclaration sur la teneur générale du budget supplémentaire (A) déposé ici, et, si vous le souhaitez, je me pencherai sur les prévisions budgétaires du Conseil du Trésor aux pages 138 et suivantes. Je me prêterai volontier aux questions dans ces deux domaines car je crois comprendre que le comité mènera des enquêtes bien précises dans tous les ministères dont les propositions figurent dans le budget supplémentaire.

Ce premier budget supplémentaire pour l'année financière 1971-1972 englobe de nouvelles dépenses budgétaires proposées... et, monsieur le président, je me reporte au résumé des pages 4 et 5 du budget supplémentaire... de 362 millions de dollars, qui accusent une hausse des dépenses statutaires de 198 millions de dollars cette année. Donc, l'ensemble des dépenses budgétaires du budget s'élève à 14 milliards 912 millions de dollars cette année.

Les dépenses non budgétaires, soit les prêts, les investissements et les avances dans le budget supplémentaire, s'élèvent à 312 millions de dollars portant ainsi le total du budget pour ce genre de dépenses à 1.3 milliards de dollars jusqu'ici.

Les sommes supplémentaires affectées aux dépenses budgétaires et non budgétaires sont couvertes en grande partie par des mesures spéciales prises par le gouvernement en vue de combattre le chômage des mois prochains. Le 14 octobre 1971, le ministre des Finances a annoncé ces mesures à la Chambre des Communes.

Pour ce qui est des dépenses budgétaires, on a affecté 100 millions de dollars au Programme d'initiatives locales, 20 millions de dollars à la Formation sur le tas, et 15 millions de dollars pour étendre le programme régulier de

[Text]

addition, \$80 million is included for federal labour-intensive projects distributed among the programs of many departments. Thus, \$215 million or about 60 per cent of the budgetary expenditures Parliament has been asked to vote are to counter winter unemployment. In addition, the estimates contain provision for the costs of the Opportunities for Youth Program of last summer in an amount of about \$25 million and other measures concerned with youth employment last summer costing about \$7 million. This was also related to a type of unemployment, bringing the total provision for measures to deal with unemployment to almost \$250 million or almost 70 per cent of total budgetary expenditures.

Eighty million dollars of the statutory expenditures concern the grants available under the Employment Support Act. Similarly, more than 55 per cent of the non-budgetary expenditures that are proposed consist of \$160 million in the estimates in the Department of Finance for loans to the provinces to be used in employment-creating expenditures and a further \$10 million of loans.

• 1130

The only large non-statutory items in these estimates other than those I have already mentioned are: \$21 million to implement the first of two steps to achieve pay parity in the armed forces; \$10 million to cover losses in coal mining incurred by the Cape Breton Development Corporation; \$22 million for relief of Pakistani refugees; a loan to Atomic Energy of Canada Limited in connection with the rehabilitation of Deuterium of Canada Limited for \$95 million; and, \$32 million in loans under the Automotive Adjustment Assistance Program.

Mr. Chairman, you or members of the Committee may now wish to raise questions about any of the items I have mentioned or about other items in the Supplementary Estimates. I will try to answer your questions or refer them to the officials who are with me. Where you wish to go into more detail than is really appropriate for us to deal with, we will have to suggest that you call representatives of the departments concerned.

Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. I will now entertain questions regarding the general statement made by the Minister and the estimates of the Treasury Board, Vote 1a on page 138 and Vote 10a on page 140.

Treasury Board

Vote 1a—Central Administration of the Public Service—Program expenditures \$10,706,400

Vote 10a—Employer Contributions to Employee Benefit Plans—To extend the purposes of Treasury Board Vote 10, Appropriation Act No. 3, 1971 for payment of Employer Contributions to the Unemployment Insurance Fund by deleting the words "paid through the Central Pay Office" effective January 1, 1972 \$29,490,000

[Interpretation]

la formation de la main-d'œuvre. Ces trois crédits sont couverts dans les prévisions budgétaires du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. En outre, 80 millions de dollars sont affectés aux programmes fédéraux d'intensification de la main-d'œuvre, répartis dans les programmes d'un grand nombre de ministères. Ainsi, 215 millions de dollars, soit 60 p. 100 des dépenses budgétaires qui doivent être approuvées par le Parlement ont pour but de combattre le chômage d'hiver. En plus, le budget supplémentaire prévoit les dépenses affectées au Programme perspectives-jeunesse de l'été dernier, dépenses qui s'élèvent à 25 millions de dollars, ainsi que d'autres mesures, de 7 millions de dollars, rattachées à l'emploi des jeunes l'an dernier. Toutes ces dépenses étaient reliées à une forme de chômage, portant le total des mesures anti-chômage à 250 millions de dollars environ, soit 70 p. 100 des dépenses budgétaires totales.

Quant aux dépenses statutaires, 80 millions de dollars sont affectés aux subventions disponibles aux termes de la Loi sur le soutien de l'emploi. De la même façon, plus de 55

p. 100 des dépenses non budgétaires proposées affectent 160 millions de dollars dans le budget supplémentaire au ministère des Finances pour des prêts provinciaux qui serviront à créer des emplois, plus 10 autres millions de dollars qui seront affectés à des prêts.

Les autres postes non-statutaires, autres que ceux que j'ai déjà mentionnés, dans ce budget supplémentaire sont: \$21 millions de dollars pour la première des deux étapes qui doivent permettre de réaliser la parité des salaires dans les Forces armées; \$10 millions de dollars pour couvrir les pertes encourues dans l'extraction du charbon par la société de développement du Cap-Breton; \$22 millions de dollars pour l'aide aux réfugiés pakistanais; un prêt de \$95 millions de dollars à l'Énergie atomique du Canada Limitée destiné à contribuer au renflouement de la Société Deuterium of Canada Limited; et, enfin, \$32 millions de dollars de prêts dans le cadre du Programme d'aide à la réadaptation de l'industrie automobile.

Monsieur le président, vous ou les autres membres de ce comité désirez peut-être maintenant poser des questions sur l'un quelconque des postes dont j'ai parlé ou de ce budget supplémentaire. J'essaierai de répondre à vos questions ou bien de les transmettre aux fonctionnaires qui m'accompagnent. Si vous désirez examiner certains points de façon trop détaillée pour que nous puissions y répondre, je vous engage à vous adresser aux représentants des ministères concernés.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre. J'accepte maintenant les questions concernant l'exposé général de M. le ministre et les prévisions du Conseil du trésor, qui figurent au crédit 1a de la page 138 et du crédit 10a de la page 140.

Conseil du Trésor.

Credit 1a—Administration centrale de la fonction publique—Dépenses du programme—\$10,706,400.

Credit 10a—Contributions de l'employeur aux régimes de prestations des employés—Pour étendre la portée du crédit 10 (Conseil du Trésor) de la Loi numéro 3 de 1971 portant affectation de crédits au paiement des contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance-chômage, en supprimant les mots «payé par le Bureau central de paye» à compter du 1^{er} janvier 1972—\$29,490,000.

[Texte]

Mr. Rock: On a point of order, are there no copies of the statement the Minister has just made?

Mr. Drury: I do not have any copies for distribution, Mr. Chairman.

The Chairman: We will try to get some, Mr. Rock.

Mr. Lessard (LaSalle): Maybe you could have some photostated.

Mr. Rock: It is an important document and that is why I am asking, Mr. Chairman.

Le président: Nous allons en faire photocopier pour en distribuer aux membres pendant la séance de ce matin.

Are there any questions for the Minister?

Mr. Hales: Mr. Chairman, are we on Treasury Board?

The Chairman: We are discussing the general statement of the Minister and Votes 1a and 10a found on page 138 and page 140 of your Blue Book, in which are printed all the Supplementary Estimates for 1971-72. Are there any questions on Vote 1a?

Mr. Hales: I hope I am in the right section here. On page 138 there is a supplementary estimate in the amount of \$745,400 for Central Administration of the Public Service, Program expenditures. Could I ask the department to enlarge on that? Is this for administration entirely?

The Chairman: For your information, Mr. Hales, if you look at the bottom of the page you will note the objects of the expenditures and you will see that capital expenditures take \$601,000 out of that \$745,400.

Mr. Hales: Yes.

The Chairman: The next one will be Utilities, Materials and Supplies in the amount of \$122,000.

Mr. Drury: Mr. Chairman, the necessity for this arises out of the forthcoming move of the Treasury Board Secretariat and the Department of Finance from the Confederation Building to the new building on Elgin Street, which basically is leased from the Bell Telephone Company. This new building has very large open areas of space, for which the most economical techniques for utilization is the so-called "office landscaping" which calls for modular furniture, which the federal government does not possess much as yet except in some of the new buildings into which it is moving.

• 1135

This modular furniture is quite different in construction and shape from the classical or traditional type of office furniture, but it does permit substantial economies in the use of space, and given the current rental costs of space, there is a net economy in buying this new modular furniture. As a consequence, we are using less of the utilizable floor space than would be the case if we were to use the traditional type of office furniture. This does represent, apart from moving costs and that kind of thing—the cost of new modular furniture. That is the principal item here.

[Interprétation]

M. Rock: J'invoque le règlement. Ne pourrions-nous obtenir des copies de l'exposé que M. le ministre vient juste de faire?

M. Drury: Je ne dispose pas d'un nombre suffisant de copies pour en distribuer, monsieur le président.

Le président: Nous allons essayer d'en obtenir, monsieur Rock.

M. Lessard (La Salle): Peut-être pourrait-on faire faire des photocopies.

M. Rock: Il s'agit d'un document important et c'est pourquoi je posais la question, monsieur le président.

The Chairman: We are going to have some photostated, so that we can distribute them to the members during this morning meeting.

Quelqu'un désire-t-il poser des questions à M. le ministre?

M. Hales: Monsieur le président, nos débats actuels portent-ils sur le Conseil du Trésor?

Le président: Nous discutons l'exposé général de M. le ministre ainsi que les crédits 1a et 10a dont on trouve le détail aux pages 138 et 140 de votre livre bleu qui contient tout le budget supplémentaire pour l'année 1971-1972. Y a-t-il des questions au sujet du crédit 1a?

M. Hales: J'espère que c'est la bonne page que j'ai sous les yeux. A la page 138, on prévoit un budget supplémentaire d'un montant de \$745,400 pour les dépenses du programme de l'administration centrale de la fonction publique. Le Conseil du Trésor pourrait-il nous préciser ces chiffres? Est-ce que cette somme est affectée entièrement à l'administration?

Le président: Pour votre information, monsieur Hales, si vous regardez au bas de la page, vous trouverez la liste des articles de dépense et vous verrez que les dépenses d'investissement représentent \$601,000 du montant total de \$745,400.

M. Hales: Oui.

Le président: Le second poste par ordre d'importance sont les services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements, qui se monte à \$122,000.

M. Drury: Monsieur le président, ces dépenses sont imputables au transfert imminent du Secrétariat du Conseil du Trésor et du ministère des Finances, qui sont actuellement logés à l'édifice de la Confédération, au nouvel édifice sur la rue Elgin que nous allons louer à la Société Bell téléphone. Il s'agit-là d'un bâtiment neuf qui dispose de grandes surfaces que l'on pourra aménager de la façon la plus économique, soit ce qu'on appelle des «bureaux paysagés»; ce type d'aménagement suppose un ameublement modulaire que le gouvernement fédéral ne possède encore qu'en petite quantité et qui n'est encore installé que dans

certains des nouveaux bâtiments qu'il se prépare à occuper.

Ce mobilier modulaire est très différent de par sa forme et sa conception du mobilier de bureau classique ou traditionnel, mais il permet de réaliser des économies d'espace substantielles et lorsqu'on songe au montant actuel des loyers, il est nettement plus avantageux d'acheter ce nouveau type de mobilier. Par conséquent, nous occupons une surface plus réduite que nous ne le ferions en utilisant le mobilier de bureau traditionnel. Ce poste représente donc, en dehors des frais de déménagement et autres coûts annexes, principalement le coût de ce nouveau mobilier modulaire. C'est là le poste principal de ce chapitre.

[Text]

The Chairman: Mr. Hales.

Mr. Hales: Why are these amounts in the supplementary estimates? Why did the department not visualize this move in time to have these in the regular estimates? What figure is the furniture included in? Is this under Construction and Acquisition of Machinery and Equipment, \$601,000?

Mr. Drury: Yes, \$601,000 includes the furniture.

Mr. Hales: Well then, when we come to that, maybe we could have a breakdown of the furniture cost and the other items that make up the \$601,000. Why are they in the supplementary estimates? Why were they not in the regular estimates?

Mr. Drury: To get into the main estimates, the decision to move and the signing of a lease would have had to take place roughly a year ago last December. At that time the decision to move, and in particular the acquisition of the space, was not by any means finalized. This is, I suppose, what is inevitably the consequence of a coherent process which, to be all put together, enlarged the time frame.

Mr. Hales: When were proceedings started by the department to take over the Bell Telephone building?

Mr. Drury: There was a call for tenders for public space in Ottawa put out sometime last fall, and during the course of the winter there were negotiations and assessments of this call for tender.

Mr. Hales: The Bell Telephone would be in that call for tender.

Mr. Drury: They responded to this call.

Mr. Hales: All right. Now for the breakdown for furniture and the other items that make up the \$601,000.

Mr. Drury: I might ask Mr. Osbaldeston to give you the details of this.

Mr. G. Osbaldeston (Deputy Secretary, Program Branch, Treasury Board): Mr. Chairman, under the Capital Expenditures, the amount of \$601,000 is solely furniture. You will see some other small items, e.g. \$14,000 for Salaries and Wages. This occurred because the open space that the Minister referred to exists in Place Bell Canada, which requires that we control access to the various floors and therefore we find they need to have two or three additional receptionists in Place Bell Canada than we had to have in the Treasury Board for purposes of security. The Transportation and Communications relates to telephone equipment, this sort of item—\$8,000.

Utilities, Materials and Supplies, as I recall, relates to the need for what we call noncapital items. My recollection is that it relates to the planting required in open-office landscaping. I am sure, Mr. Hales, that you have seen the way they do this. They use large plants to cut down the noise and to create a more private climate in the open area.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Hales.

M. Hales: Pourquoi ces montants figurent-ils dans le budget supplémentaire? Pourquoi le Conseil du Trésor n'a-t-il pas prévu ces déménagements à temps pour que leur coût figure dans le budget principal? Dans quelle rubrique figure l'acquisition du mobilier? Est-ce au poste Construction et acquisition de machines et de matériel, qui se monte à \$601,000?

M. Drury: Oui, le chiffre de \$601,000 comprend l'achat du mobilier.

M. Hales: Bien, lorsque nous en viendrons à examiner ce poste peut-être pourrions-nous obtenir le détail du coût du mobilier et des autres dépenses qui forment un total de \$601,000. Pourquoi ces dépenses figurent-elles dans le budget supplémentaire et non dans le budget principal?

M. Drury: Pour figurer dans le budget principal, la décision du déménagement et la signature du bail auraient dû avoir lieu il y a à peu près un an, c'est-à-dire en décembre dernier. A ce moment-là la décision de transférer ces bureaux, et en particulier l'acquisition de la surface nécessaire, était loin d'être prise de façon définitive. C'est là, je suppose, la conséquence inévitable d'un processus logique qui, toutes choses bien considérées, a entraîné l'étalement dans le temps de ces dépenses.

M. Hales: Quand a-t-on engagé la procédure pour l'occupation par le ministère de l'édifice de Bell Téléphone?

M. Drury: On a émis un appel d'offres pour des surfaces de bureau à Ottawa à peu près à l'automne dernier, et c'est au cours de l'hiver dernier qu'ont eu lieu les transactions et l'examen des soumissions qui avaient été présentées.

M. Hales: La Bell Téléphone a donc présenté une soumission?

M. Drury: Oui, elle a répondu à l'appel d'offres.

M. Hales: Très bien, maintenant, pouvez-vous nous donner le détail des dépenses de mobilier et autres dépenses qui constituent la somme de \$601,000?

M. Drury: Je vais demander à M. Osbaldeston de vous fournir les chiffres détaillés.

M. G. Osbaldeston (secrétaire adjoint, Direction des Programmes, Conseil du Trésor): Monsieur le président, au poste Dépenses d'investissement, le montant de \$601,000 porte uniquement sur le mobilier. Vous trouverez d'autres dépenses mineures, par exemple \$14,000 pour les traitements et salaires. Ces traitements supplémentaires sont dus au fait que dans l'édifice de la Bell Canada, nous devons contrôler l'accès aux divers étages et avons dû engager pour cela deux ou trois réceptionnistes de plus, pour la sécurité, que nous en avions dans nos anciens bureaux. Les dépenses de transport et communications qui se montent à \$8,000, se rapportent à des équipements téléphoniques et à ce genre de choses.

Le poste services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements, regroupe les dépenses autres que les biens d'équipement. Si je me souviens bien, elles consistent en l'achat de plantes vertes qui sont nécessaires dans les bureaux paysages. Je suis sûr, monsieur Hales, que vous

avez déjà vu comment ces bureaux sont installés. On dispose des plantes vertes afin de diminuer le bruit et de créer une atmosphère plus intime dans l'espace non cloisonné.

[Texte]

Mr. Hales: To get an average cost per office, in the expenditure of more than half a million dollars, how many offices will this be going into and how many employees will it serve?

Mr. Osbaldeston: We are just looking up the man-years, Mr. Hales. There are 529 man-years in 1971-72, and provision is being made here, I believe, for an addition to the number of man-years in 1972-73 of approximately 20 or 25. Approximately 550 employees would be occupying the building.

The Chairman: That would be a little more than 1,000 per man-year.

Mr. Hales: How many offices?

Mr. Osbaldeston: Mr. Hales, we do not have quite that concept of offices; we have areas and use screens to divide the space. Some screens might create an area for three or four people; in another area, depending upon the work of the officer, he might be protected on four sides by screens. I cannot give you the number of areas involved.

Mr. Hales: How would you know how much furniture to buy then if you do not know how many offices or areas you have to supply furniture for.

Mr. Osbaldeston: The furniture relates to the 550 employees. I do not believe the question of offices really arises when you are dealing with the furniture to equip these people.

Mr. Drury: Mr. Hales, I think you are probably familiar with this kind of office landscaping and it is difficult to talk about the number of offices. An open space which contains 14 desks and chairs with filing cabinets used as the dividers between these spaces, is that one office or 14 offices? What constitutes an office?

Mr. Hales: What are you doing with the furniture that you are leaving behind in your old building and what value are you placing on it?

Mr. Drury: That furniture is part of the inventory of the Department of Public Works, and they use it from their continuing stocks to replace furniture which gets broken or goes out of use and for the furnishing of additional space which is of a more conventional kind.

Mr. Hales: Why is Public Works not buying this furniture then? They are getting the old furniture, why should they not be responsible for buying the new one under their estimates and not yours?

Mr. Drury: Mr. Chairman, even though the purchasing throughout these estimates may be done by the Department of Public Works, even though the layout is the design responsibility of the Department of Public Works, we are trying to make chargeable to each department the total costs in so far as we can and have them answerable for the total costs of operating the department.

The Chairman: I am sorry, Mr. Hales, your time is over.

[Interprétation]

M. Hales: Pour nous donner les coûts moyens d'un bureau ou, dans le cadre d'un déboursement qui dépasse un demi million de dollars, pouvez-vous nous dire combien de bureaux représente cette somme, et combien d'employés y travailleront?

M. Osbaldeston: Nous parlons en termes d'année-hommes, monsieur Hales. Il y a 529 années-hommes pour la période 1971-1972, et on a prévu, je crois, environ 20 ou 25 années-hommes supplémentaires pour la période 1972-1973. Donc environ 550 employés occuperont l'édifice.

Le président: Cela représenterait un peu plus que 1,000 par année-hommes.

M. Hales: Combien de bureaux?

M. Osbaldeston: Monsieur Hales, nous ne pensons pas en termes de bureaux; nous avons des surfaces, et nous utilisons des cloisons mobiles pour diviser l'espace. Certaines cloisons peuvent créer un espace pour 3 ou 4 personnes; à un autre endroit, selon le travail du fonctionnaire, il peut être séparé du reste de la pièce par des cloisons sur quatre côtés. Je ne peux pas vous donner le nombre d'espaces fermés.

M. Hales: Comment savez-vous la quantité de meubles à acheter si vous ne savez pas combien de bureaux ou d'espaces ont besoin de meubles.

M. Osbaldeston: C'est l'ameublement nécessaire à 550 employés. Je ne crois pas que l'on ait besoin de savoir combien il y a de bureaux pour décider de l'ameublement nécessaire pour ces personnes.

M. Drury: Monsieur Hales, je pense que vous connaissez probablement ce genre de «bureaux paysagés» et il est difficile de parler du nombre de bureaux. Dans une surface ouverte qui contient 14 bureaux et 14 chaises ainsi que des filières qui servent de divisions entre ces espaces, s'agit-il dans ce cas d'un bureau ou de 14 bureaux? Qu'est-ce qui constitue un bureau?

M. Hales: Que faites-vous des meubles que vous avez abandonnés dans votre ancien édifice et quel est leur valeur?

Mr. Drury: Cet ameublement fait partie de l'inventaire du ministère des Travaux publics, et il constitue une réserve pour en remplacer les meubles qui sont inutilisables et pour meubler de nouveaux espaces qui ont besoin d'un ameublement plus conventionnel.

M. Hales: Dans ce cas, pourquoi le ministère des Travaux publics n'achète-t-il pas ses meubles? Puisqu'il hérite des vieux meubles, pourquoi ne serait-il pas responsable de l'achat de nouveaux meubles en affectant les frais à son propre budget plutôt qu'au vôtre?

M. Drury: Monsieur le président, bien que ce soit le ministère des Travaux publics qui, selon ses propres prévisions, fait l'achat de ses meubles, bien qu'il soit responsable de ses dépenses, nous essayons de faire en sorte que chaque ministère débourse lui-même les sommes nécessaires à ces achats, dans la mesure où nous pouvons les rendre responsables du coût total de gestion du ministère.

Le président: Je suis désolé, monsieur Hales, votre temps est terminé.

[Text]

Mr. Hales: Thank you.**The Chairman:** Mr. Langlois.**Mr. Langlois:** I was on the same line of questioning as Mr. Hales.

Une question supplémentaire à celle du président du Conseil du trésor. Vous avez mentionné tout à l'heure que le nouveau concept d'organisation de bureaux à «voie ouverte», je ne sais pas quel est le terme exact en français, est moins dispendieux et qu'on peut y loger plus de personnes sur un étage, au pied carré, que ne le permet le système conventionnel.

J'aimerais que vous me disiez, monsieur le président, si vous avez vérifié vous-même ces données ou si c'est quelqu'un de votre ministère qui vous a dit cela? Si vous ne l'avez pas vérifié, j'aimerais que vous le fassiez, monsieur le président.

• 1145

Mr. Drury: Je n'ai pas vérifié personnellement les chiffres qu'on a donnés, mais j'ai connu un tel système lorsque j'étais ministre de l'Industrie et du Commerce, à l'édifice Tower A. Dans cet immeuble, qui abrite le ministère de l'Industrie et du Commerce, on a eu recours au système dont on parle ici et l'expérience s'est avérée fructueuse.

Mr. Langlois: Pourrait-on me faire savoir, monsieur le président, si tous les employés du Ministère seront dans des bureaux ouverts ou si les fonctionnaires supérieurs auront des bureaux complètement fermés, de type plutôt conventionnels?

Mr. Drury: Il y aura des bureaux privés pour quelques fonctionnaires supérieurs et des salles de conférences, de petite et grande dimension, qui seront complètement isolées.

Mr. Langlois: Merci, monsieur le président.**The Chairman:** Mr. Broadbent.

Mr. Broadbent: I wonder, Mr. Chairman, if the witness could tell us who, other than Bell Canada, entered submissions under tender for this space.

Mr. Drury: In the call for tender, Mr. Chairman, I am not sure of the entire list, but it included almost everyone who is a substantial developer of commercial rental space in Ottawa, the Campeau complex, some entrepreneur in Hull, the owners of a couple of buildings in Vanier City. If it is of interest, I could get the complete list. It is quite a large one.

Mr. Broadbent: Yes, I would be interested, Mr. Chairman. At the same time could we get what their specific bids were?

Mr. Drury: Certainly.

Mr. Broadbent: Could you tell us, Mr. Drury, what per square foot rental charge is levied by Bell Canada against the government?

Mr. Drury: The rental for the building about which we are talking is \$5.97 per square foot.

Mr. Broadbent: Could you tell us how long the contract was signed for?

Mr. Drury: Five years, with an option to renew for a further five-year period, I think.

[Interpretation]

M. Hales: Merci.**Le président:** Monsieur Langlois.

M. Langlois: Mes questions sont de même nature que celles de monsieur Hales.

A supplementary to the question of the President of the Treasury Board. You mentioned a moment ago that the new concept for organizing offices, I believe you called it "office landscaping", is less expensive and that it is possible to have more persons on one floor, by the square foot, than in the conventional system.

Mr. Chairman, could you tell us if you have examined these facts or is it someone from your Department who told you? If you have not verified it, I should like you to do so, Mr. Chairman.

Mr. Drury: I have not verified myself the figures I was given, but we had a similar system, when I was Minister of Industry, Trade and Commerce, over at the Tower A building. In this building which houses the Department of Industry, Trade and Commerce, the system we are talking about was used, and it was a positive experience.

Mr. Langlois: Mr. Chairman, will all the employees of the Department be in this type of open space offices, or will the senior officers be in conventional, completely enclosed offices?

Mr. Drury: There will be private offices for some senior officers, and large and small conference rooms, which will be completely enclosed.

Mr. Langlois: Thank you, Mr. Chairman.**Le président:** Monsieur Broadbent.

M. Broadbent: Monsieur le président, le témoin pourrait-il nous dire si des entreprises autres que Bell Canada, ont fait des offres pour cet espace.

M. Drury: Monsieur le président, presque tous les promoteurs d'édifices commerciaux à Ottawa, je ne connais pas la liste complète, ont répondu à cet appel d'offres; la compagnie Campeau, un entrepreneur de Hull, les propriétaires de deux édifices à Vanier. Si cela vous intéresse je peux me procurer la liste complète. Elle est assez longue.

M. Broadbent: Oui, cela m'intéresse, monsieur le président. En même temps, pourriez-vous nous donner la liste détaillée de leurs offres?

M. Drury: Certainement.

M. Broadbent: Monsieur Drury, pourriez-vous nous dire le loyer par pied carré payé par le gouvernement à la compagnie Bell Canada?

M. Drury: Le loyer pour l'édifice dont nous parlons est de \$5.97 par pied carré.

M. Broadbent: Pour combien de temps le contrat a-t-il été signé?

M. Drury: Cinq ans, avec une option de renouvellement pour cinq années supplémentaires, je crois.

[Texte]

The Chairman: At the same price?

Mr. Drury: There may be some escalation for taxes in the renewal option. I am not sure of the details.

Mr. Broadbent: Could you give us some indication of how this compares with rental charges for the last couple of years? I ask this simply if you have it at your fingertips. Do you know from general recollection if the rental charge has gone up significantly in the last year or so, or is this a pretty constant rate now?

Mr. Drury: The rental charges vary quite substantially, given the age and quality of the building, given the total size of the space, and the proportion of usable space. There are a number of factors, but we were able a couple of years ago to renew some leases at about \$4.50 per square foot.

Mr. Broadbent: Was this in buildings equivalent to the Bell?

• 1150

Mr. Drury: No. This is for a brand new building, with large unobstructed open areas. The ones of which I am speaking, and the only figure I have in mind, is the renewal of considerably older buildings and smaller ones. The Department of Public Works has quite an elaborate analysis technique for assessing these bids and weighting such factors as availability of parking, the accessibility, frequency and ease of vertical travel—the number of elevators and the periods in which they operate—the adequacy or otherwise of the ventilation system including air conditioning, probable maintenance costs, and they try to weigh them against the gross rental figure so that they can get the most economical ones for the government.

Mr. Broadbent: Does the department normally consider it desirable to get air conditioning, for example?

Mr. Drury: Yes. In principle, for office work it would seek air conditioning. Indeed, I think in most urban centres of Canada all new office space is being constructed with built-in air conditioning.

Mr. Broadbent: And does it also consider it desirable to get parking space within the building, for example?

Mr. Drury: Desirable if possible, manifestly, but not necessarily.

Mr. Broadbent: And do the employees pay to use this rental space, if it is in the building?

Mr. Drury: If the parking space has been rented by the government then there is no charge made for the parking space to the employees, but if they get their own parking space, make their own arrangement outside the building, they then have to make what arrangements they can for parking.

Mr. Broadbent: Well, why would the government normally do this? It is my general impression that in private business (a) they normally do not get—I may be mistaken in this—parking space provided, but if they do, the employees are normally charged for the use of such parking facility.

[Interprétation]

Le président: Au même prix?

M. Drury: Il peut y avoir une certaine augmentation pour raison d'impôt lors du renouvellement. Je ne connais pas les détails.

M. Broadbent: Pourriez-vous nous dire dans quel sens le prix des loyers a évolué par rapport aux deux dernières années? Ne me répondez que si vous avez ce renseignement devant vous. Vous souvenez-vous si les loyers ont augmenté de façon significative au cours de la dernière année, ou si ces loyers n'ont pas subi de changements?

M. Drury: Les loyers évoluent assez considérablement en raison de l'âge et de l'état de l'édifice, selon l'espace total, et selon la proportion d'espace utilisable. Il y a un certain nombre de facteurs qui entrent en jeu mais nous avons dû, il y a deux ans, renouveler certains baux à environ \$4.50 par pied carré.

M. Broadbent: S'agissait-il d'un édifice comparable à l'édifice Bell?

M. Drury: Non. Cela s'applique à un nouvel édifice, avec de grandes surfaces ouvertes. Ceux dont je parle, et les seuls chiffres que j'ai à la mémoire, sont des édifices beaucoup plus vieux et plus petits. Le Ministère des Travaux publics a une technique d'analyse très au point pour estimer ces offres, et faire la part de facteurs tels que la disponibilité de parking, l'accès, la fréquence et le fonctionnement des ascenseurs, et les périodes pendant laquelle ils sont en marche, ainsi que le système de ventilation y compris l'air climatisé, et probablement les coûts d'entretien; et ils essaient de les comparer aux taux de location, pour obtenir pour le gouvernement ceux qui sont les plus économiques.

M. Broadbent: Le Ministère considère-t-il qu'il soit souhaitable d'avoir un système de climatisation?

M. Drury: Oui. En principe, pour le travail de bureau, il recherche des édifices qui sont climatisés. De toute façon, dans la plupart des centres urbains du Canada, tous les nouveaux édifices de bureau sont dotés d'un système central de climatisation.

M. Broadbent: Et le Ministère considère-t-il qu'il soit souhaitable d'avoir le parking à l'intérieur de l'édifice?

M. Drury: Souhaitable s'il est possible de l'obtenir, évidemment, mais pas nécessaire.

M. Broadbent: Et les employés doivent-ils payer pour utiliser ce parking loué, s'il est dans l'édifice?

M. Drury: Si le parking a été loué par le gouvernement, les employés n'ont pas à payer pour l'utilisation de ces locaux, mais s'ils louent eux-mêmes leur espace de stationnement, à l'extérieur de l'édifice, ils sont alors responsables du prix de ces espaces de stationnement.

M. Broadbent: Pourquoi le gouvernement prendrait-il cela à sa charge? J'ai l'impression, qu'en général, dans l'entreprise privée le stationnement n'est pas fourni, mais s'il l'est, les employés doivent payer pour l'utilisation de ce stationnement, je fais peut-être erreur.

[Text]

Mr. Drury: I am not sure that I would agree with your general premise that where the company rents the parking space they then charge it out to the employees. It rather tends to be allocated, in my experience anyhow, on a "no charge to the individual" basis as enabling him to do his work. The basis of allocation we would have here is that the people whose time is most valuable, and who tend to work longer hours than most, would be preferred in respect of parking space allocation.

Mr. Broadbent: This raises an interesting question. Could you give us in a general way what percentage of places in a given government building that has parking space would be provided? What percentage of the employees who work there would end up getting parking space in the building?

Mr. Drury: Well, I think this varies quite considerably. For example, in the Langevin Building the percentage is zero; in the Hunter Building the percentage is zero. The Ottawa by-laws now provide for the mandatory provision of parking space in connection with commercial establishments and these by-laws have been changed periodically, generally going up, with the result that there is provision of more parking spaces to total rentable space in the newer buildings than there is in the older ones. So, in general, the percentage varies—I think I can say this—with the age of the building.

• 1155

Mr. Broadbent: But a new building, for example, built under new conditions, new bylaws? Would public participation be invited?

Mr. Drury: I do not know about this particular building. It was built in conformity with the bylaw in existence at the time it was put up. I do not know what the number is, to be quite frank, but I can find out, though.

Mr. Broadbent: You are referring to the Bell building?

Mr. Drury: The Bell building, yes.

Mr. Broadbent: Would it be just people at the managerial level who would have parking space or would the regular clerks have any?

Mr. Drury: No. People suffering physical disabilities, coming considerable distances, who have no possibility of using the public transportation system for one reason or another, get a preference.

Mr. Broadbent: And then who?

Mr. Drury: Then it is largely related to the hours that a man is required to work. For someone who does unpaid overtime, if I can use that expression—and this is rather more frequently the case with the salaried group than with the hourly-paid—it seems to be a good investment to have him use his time in productive work in the office rather than traipsing to and from a distant parking lot to get his car.

The Chairman: I am sorry, Mr. Broadbent, but your time is up. We have come to the second round.

Mr. Rock.

[Interpretation]

M. Drury: Je ne pense pas que lorsqu'une compagnie loue un espace de stationnement, elle le fasse payer à ses employés. D'après ce que je sais, cet espace de stationnement est mis gratuitement à la disposition de l'employé pour lui permettre de faire son travail. La meilleure solution serait d'accorder un emplacement de stationnement, de préférence aux gens dont le temps est le plus précieux, et qui travaillent souvent plus longtemps que les autres.

M. Broadbent: Cela soulève une question intéressante. Pourriez-vous nous dire, d'une manière générale, quel pourcentage d'emplacements de stationnement dans un édifice gouvernemental donné serait disponible? Quel pourcentage des employés qui travaillent obtiendrait une place de stationnement dans l'édifice?

M. Drury: Je pense que cela varie considérablement. Par exemple, dans l'édifice Langevin, le pourcentage est 0. Dans l'édifice Hunter, le pourcentage est également 0. Les règlements de la ville d'Ottawa rendent obligatoire la construction d'espaces de stationnement avec les édifices commerciaux, et ces règlements ont été modifiés périodiquement. En général les espaces de stationnement obligatoires ont augmenté, si bien que dans les édifices nouveaux il y a beaucoup plus de places de stationnement à louer que dans les édifices anciens. Ainsi, de façon générale, le pourcentage varie suivant l'âge du bâtiment.

M. Broadbent: Mais un édifice neuf, par exemple, construit dans des conditions modernes, et en vertu des nouveaux arrêtés municipaux? Demanderait-on alors la participation du public?

M. Drury: Je ne sais pas ce qu'il en est dans le cas de ce bâtiment particulier. Il a été construit conformément aux arrêtés municipaux en vigueur au moment de sa construction. Pour être franc, je ne sais pas quel est le chiffre, mais je pourrais me renseigner.

M. Broadbent: Parlez-vous de l'édifice Bell?

M. Drury: Oui, il s'agit de l'édifice Bell.

M. Broadbent: Les places de stationnement seraient-elles réservées aux hauts fonctionnaires ou bien tous les employés pourraient-ils en disposer?

M. Drury: Non. On accorde la préférence aux employés qui sont physiquement handicapés ou qui habitent très loin de leur lieu de travail et qui ne peuvent utiliser les transports publics pour une raison ou pour une autre.

M. Broadbent: Et qui encore?

M. Drury: Cela dépend des heures de travail des employés. Pour quelqu'un qui fait des heures supplémentaires non-rémunérées, si je peux utiliser cette expression et cela arrive beaucoup plus fréquemment aux employés du groupe salarié qu'à ceux qui sont rémunérés à l'heure cela semble être un bon investissement que de les voir consacrer leur temps à un travail productif au bureau plutôt que de le perdre à aller ou revenir d'une zone de stationnement trop éloignée.

Le président: Je suis désolé, monsieur Broadbent, mais votre temps de parole est écoulé. Nous passons maintenant au second tour de questions.

Monsieur Rock, vous avez la parole.

[Texte]

Mr. Rock: Mr. Minister, I like the name modular furniture; I think that is an excellent name. I just wonder whether the employees there will feel they are on the move or something in this new type of atmosphere.

Could I safely say that the new modular furniture, including the screening which replaces the old system of permanent partitions—this new system of landscaping—is less expensive than the former type?

Mr. Drury: The hardware that one has to buy is more expensive than the traditional office furniture. A filing cabinet with a lock which can also be used as a partition or a wall is more expensive than a straight office floor thing which one sees everywhere; but, against that, you do not have to have a filing cabinet and a partition.

While the trade-off there is not, perhaps, too marked, unless you are going to do a lot of frequent shifts when obviously it is much easier and cheaper to move these moveable things around than it is to change permanent partitions, the real saving is in the cost of space. I am told that in the Confederation Buildings, where we now are, the space allocation is about 220 to 260 square feet per officer, while under the new office landscaping, for the same people, the allocation of space will be 160 square feet per officer.

Mr. Rock: It seems, then, when you want to give the Confederation Building to M.P.s, that this is an expensive deal, in a way. They will have the most expensive office space.

Mr. Drury: If we had to pay rent, it would be more expensive space to use as it is than with this office landscaping system.

The Chairman: Gentlemen, I would like to excuse the Minister. He has another appointment.

Mr. Drury: If there are other questions, I will answer them.

The Chairman: Well, Mr. Crossman has a question, and so has Mr. Peddle.

• 1200

Mr. Crossman: Mr. Chairman, Mr. Minister, is modular furniture an entirely new concept in office furniture?

Mr. Drury: Mr. Chairman, new is a rather imprecise term. I think, the first time the federal government made use of this technique was for the Department of Industry when it moved into its new quarters in Tower "A" as a new department in 1966 or thereabouts. This office landscaping technique is in fairly widespread use in large establishments in most of the big cities in Canada.

Mr. Crossman: If it is a new concept and if any of it is on-site in the new Bell Canada building it would be of interest to the members of the Committee. They could perhaps visit that building. They could see for themselves firsthand how acceptable it is.

Mr. Drury: I would be glad to invite the members to have a look at this building when it is finished. For the moment, there are only acres of empty space.

[Interprétation]

M. Rock: Monsieur le Ministre, j'aime l'expression mobilier modulaire; je pense qu'elle est très appropriée. Je me demande simplement si les employés n'auront pas l'impression de se trouver dans une gare avec ce nouveau type d'aménagement.

Ai-je raison de dire que ce nouveau type de mobilier modulaire, et notamment les écrans qui remplacent l'ancien système de cloisons permanentes, que ce nouveau type d'aménagement est moins onéreux que l'ancien?

M. Drury: Les pièces de mobilier en elles-mêmes sont plus chères que le mobilier de bureau classique. Un classeur avec une serrure qui peut également former une partition ou une cloison coûte plus cher que le classeur ordinaire que l'on voit partout; mais, en contrepartie, on n'a pas besoin d'avoir et une cloison et un classeur.

Bien que l'économie ne soit pas très importante dans ce domaine, à moins que l'on déménage fréquemment, il est évidemment beaucoup plus simple et moins cher de déplacer ces éléments amovibles plutôt que de déplacer des cloisons permanentes. Cependant, le gain principal réside dans l'économie d'espace. J'ai appris que dans l'édifice de la Confédération, que nous occupons actuellement, l'espace alloué à chaque employé est environ 220 à 260 pieds carrés, alors que dans le bureau paysagé, cette surface n'est que de 160 pieds carrés par employé.

M. Rock: Il semble donc, que, puisque vous envisagez d'allouer l'édifice de la Confédération aux députés, cela soit pour eux une affaire très onéreuse. Ils occuperont la surface de bureau la plus chère.

M. Drury: Si nous avions à payer un loyer, ces bureaux dans leur état actuel, reviendraient effectivement plus chers que le système de bureaux paysagés.

Le président: Messieurs, je vous demande d'excuser monsieur le Ministre. Il a un autre rendez-vous.

M. Drury: S'il y a d'autres questions, j'y répondrai.

Le président: Eh bien, M. Crossman a une question, ainsi que M. Peddle.

M. Crossman: Monsieur le président, monsieur le ministre, l'idée d'ameublement modulaire en matière de bureau est-elle tout à fait nouvelle?

M. Drury: Monsieur le président, dire que c'est nouveau n'est pas tout à fait exact. Le gouvernement fédéral s'est servi pour la première fois, sauf erreur, de cette technique d'ameublement lorsque le nouveau ministère de l'Industrie a emménagé dans ses locaux de la tour A aux environs de 1966. Cette technique des bureaux paysagés est largement utilisée dans les grands édifices de la plupart des grandes villes du Canada.

M. Crossman: S'il s'agit d'une nouvelle conception et qu'on puisse en voir sur place la réalisation, il serait intéressant que les membres du comité visitent le nouvel édifice de la Bell. Ils pourraient juger par eux-mêmes des avantages s'il y en a.

M. Drury: Je serai heureux d'inviter les membres et de leur faire visiter l'édifice lorsque les travaux seront terminés. Pour le moment, il n'y a que de l'espace vide.

[Text]

Mr. Crossman: There is no such furniture on-site as yet then?

Mr. Drury: No.

Mr. Crossman: Thank you.

The Chairman: Mr. Peddle.

Mr. Peddle: Mr. Chairman, I understand that a firm quotation has been made on this furniture. I think it is actually on order.

Mr. Drury: I hope so.

Mr. Peddle: A few moments ago my colleague, Mr. Hales, asked about the number of offices. The Minister explained that it was not like that, that it is going to be the landscape idea. But later on the Minister said there would be a number of private offices. Could the Minister tell me how many private offices he envisages.

Mr. Drury: I am told that in round numbers 80 per cent of the employees will be in the non-completely enclosed spaces which leaves roughly a fifth.

Mr. Peddle: About 110 will be in private offices. Will the furnishings in these private offices be modular?

Mr. Drury: Also modular.

Mr. Peddle: Are the furnishings for the private offices included in the figure of \$601,000?

Mr. Drury: They are.

Mr. Peddle: What proportion of that \$601,000 goes into the private offices.

Mr. Drury: We will have to get that figure.

Mr. Peddle: I would be interested in getting a price scale. That is all, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions for the Minister? If not, the Minister will ask to be excused as he has another important meeting. Mr. Hales.

Mr. Hales: Does Vote 10a refer to the amount of money ...

The Chairman: Yes. Vote 10a has been recalled and it is in order.

Mr. Hales: Mr. Minister, is the \$29.4 million in Vote 10a the amount that the federal government is going to have to pay to cover public servants in the new unemployment insurance plan?

Mr. Drury: Mr. Chairman, this is the amount that was put in the main estimates as being last year's forecast of the amount of money required. We have not yet revised that forecast. It may be up slightly or down slightly. The purpose of this particular legislative proposal is to permit the payment to be made, not only from the Central Pay Office but directly through regional pay offices for the regional unemployment. It is just a question of decentralization of cheque issuing for better accounting.

[Interpretation]

M. Crossman: Il n'est donc pas encore possible de voir de tels aménagements?

M. Drury: Non.

M. Crossman: Merci.

Le président: Monsieur Peddle.

M. Peddle: Monsieur le président, si je comprends bien, on a estimé le coût de cet ameublement au cent près. Tout va bien, sauf erreur.

M. Drury: Je l'espère.

M. Peddle: Il y a quelques instants mon collègue, M. Hales, a posé des questions sur le nombre de bureaux. Le ministre a expliqué qu'en terme d'aménagement paysagé, on ne compte pas en nombre de bureaux. Mais plus tard, il a ajouté qu'il y aurait un certain nombre de bureaux privés. Le ministre pourrait-il me dire combien il envisage de bureaux privés?

M. Drury: On me dit qu'en arrondissant, 80 p. 100 des employés se trouveront dans les espaces paysagés ce qui laisse environ 1/5 pour les bureaux privés.

M. Peddle: Environ 110 employés se trouveront dans des bureaux privés. L'ameublement de ces bureaux privés sera-t-il modulaire?

M. Drury: Modulaire aussi.

M. Peddle: Est-ce que le prix de revient de l'ameublement des bureaux privés est compris dans les \$601,000?

M. Drury: Oui.

M. Peddle: Sur ces \$601,000, quelle sera la somme dépensée pour les bureaux privés?

M. Drury: Nous devons rechercher ce chiffre.

M. Peddle: J'aimerais beaucoup avoir un éventail des prix. C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Sinon, le ministre aimerait qu'on l'excuse car il a un autre rendez-vous important. Monsieur Hales.

M. Hales: Est-ce que le crédit 10a se réfère à la somme ...

Le président: Oui. Le crédit 10a a été étudié et tout est en ordre.

M. Hales: Monsieur le ministre, est-ce que les 29.4 millions de dollars du crédit 10a représentent la somme que le gouvernement fédéral devra déboursier pour couvrir les fonctionnaires aux termes du nouveau régime d'assurance-chômage.

M. Drury: Monsieur le président, il s'agit de la somme qui a été inscrite au budget; elle représente la prévision faite l'année dernière concernant la somme probable qui sera nécessaire. Nous n'avons pas encore révisé cette prévision. Il se peut que cela soit plus ou moins élevé. Le but de cette proposition législative particulière est de permettre d'effectuer les paiements, non seulement à partir du bureau central mais aussi directement par l'intermédiaire des bureaux régionaux pour ce qui est du chômage régional. Il ne s'agit que d'une décentralisation pour la délivrance des chèques ou pour faciliter la comptabilité.

[Texte]

Mr. Hales: To be more specific, Mr. Minister, what will be the total cost to pay the unemployment insurance employer's portion of the new UIC scheme which will start January 1, 1972?

Mr. Drury: Do you mean the total annual cost?

Mr. Hales: Yes.

Mr. Drury: This is an estimate. Last year's estimate of what it would cost for the fiscal period concerned was \$30 million for a quarter. I am told that this Vote 10, in the main estimates, is entitled Employer Contributions to Employee Benefit Plans—"Government's share of surgical-medical and other insurance premiums and taxes... and contributions... to the Unemployment Insurance Fund in respect of Government employees paid through the Central Pay Office, and to the Hospital Insurance (outside Canada) Plan". We will have to get the total amount on an annual basis of the unemployment insurance premiums, Mr. Hales. The \$29,490,000 is the main estimate.

Mr. Hales: Right.

The Chairman: The supplementary is \$1.

Mr. Hales: Oh.

Mr. Drury: The \$1 is merely the legislative authority being sought to pay through regional offices whereas our main estimate calls for payment entirely through the Central Pay Office.

Mr. Hales: Is there any reason to believe this is not the approximate cost of the UIC contributions?

Mr. Drury: Yes, because that \$29,490,000 includes the employer's contribution to the surgical-medical and other insurance premiums, taxes...

Mr. Hales: That is not the way it reads in the supplementaries. It reads: "Contributions to Employee Benefit Plans—To extend the purposes"...

Mr. Drury: You should put a period after the first set of words. "Employer Contributions to Employee Benefit Plans" which include surgical-medical insurance...

Mr. Hales: Maybe we could have the figure of the UIC share.

Mr. Drury: On an annual basis because what would be included in here would be only the first quarter of the calendar year.

Mr. Hales: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I would like to ask the Minister if he or his department know the number of federal employees who have been unemployed since the introduction of the plan, since July 1?

[Interprétation]

M. Hales: Pour être plus précis, monsieur le ministre, quel sera le coût total de la part de l'employeur dans le nouveau régime d'assurance-chômage qui prendra effet à partir du premier janvier 1972.

M. Drury: Voulez-vous dire le coût total par année?

M. Hales: Oui.

M. Drury: Il s'agit d'une prévision budgétaire. L'année dernière, on prévoyait que pour la période fiscale concernée, cela coûterait \$30 millions par trimestre. On me dit que dans le budget des dépenses, ce crédit 10 est intitulé «Contribution de l'employeur au régime de prestations des employés».—Par de l'État des primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurance et taxes... et contributions... à la caisse d'assurance-chômage pour des fonctionnaires payés par le bureau central, et au Régime d'assurance-hospitalisation (hors du Canada). En ce qui concerne la somme globale des primes d'assurance-chômage pour un an, nous la calculons pour vous, monsieur Hales. Vingt-neuf millions quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars, c'est le chiffre qui figure dans le budget des dépenses.

M. Hales: Oui.

Le président: La prévision supplémentaire est de \$1.

M. Hales: Oh!

M. Drury: Ce dollar autorise simplement les bureaux régionaux à effectuer les versements alors que d'après le budget des dépenses, le paiement se fait intégralement à partir du bureau central.

M. Hales: Peut-on douter qu'il s'agisse du coût approximatif de la participation de la Commission d'assurance-chômage?

M. Drury: Oui, car ces \$29,490,000 comprennent la contribution de l'employeur à l'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes...

M. Hales: Ce n'est pas ainsi que c'est énoncé dans le budget supplémentaire. On peut lire: «Contributions de l'employeur au régime de prestations des employés—pour étendre la portée...»

M. Drury: Vous devriez mettre un point après le premier groupe de mots. «Contributions de l'employeur au régime de prestations des employés», ce qui comprend l'assurance chirurgicale-médicale...

M. Hales: On pourrait peut-être nous fournir le chiffre correspondant à la Commission d'assurance-chômage.

M. Drury: Oui, mais sur une base annuelle, car seul figurerait ici le premier trimestre de l'année civile.

M. Hales: Merci, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, j'aimerais demander au ministre s'il connaît, ou si les employés de son ministère connaissent le nombre d'employés fédéraux qui sont en chômage depuis la mise en vigueur de ce régime, c'est-à-dire depuis le premier juillet?

[Text]

Mr. Drury: I would have to ask the Unemployment Insurance Commission this question. When a man leave the public service, he ceases to be an employee—indeed, he has to cease to be an employee to qualify for unemployment insurance—and we do not keep a record of the activities of ex-employees.

The Chairman: Tomorrow we will have the Minister of Labour. Maybe he could have those figures to answer your question.

Mr. Hales: I may be wrong on this, but I do not think public servants go into this plant until January 1, 1972.

The Chairman: So it would be only an estimate.

Mr. Drury: In performance terms, it has not started yet /.

Mr. Ritchie: It has not started yet.

Mr. Drury: ... but even if it had started, the government personnel records would not show this. It would be the Unemployment Insurance Commission.

The Chairman: Mr. Broadbent.

Mr. Broadbent: Mr. Chairman, you mentioned that tomorrow we will have the Minister of Labour. Could the President of the Treasury Board indicate when he will be back?

The Chairman: As scheduled by the subcommittee, we may have the officials back at 3.30 this afternoon if you think you need another session with the Treasury Board. But then, at every future session, we are going to have some representatives of the Treasury Board with us in addition to the officials of the various departments being examined.

Are there any further questions? If not, we shall proceed.

Votes 1a and 10a agreed to.

This meeting stands adjourned until tomorrow, Wednesday, November 24, 1971, at 3:30 p.m. in Room 208, West Block, with Labour. I wish to thank you.

[Interpretation]

M. Drury: Il me faudrait poser cette question à la Commission d'assurance-chômage. Lorsqu'une personne quitte la Fonction publique, il cesse d'être employé—au reste, il lui faut cesser d'être employé pour avoir droit à l'assurance-chômage—et nous ne gardons pas de dossiers sur les activités de nos anciens employés.

Le président: Demain, nous aurons parmi nous le ministre du Travail. Il aura peut-être ces chiffres et il pourra répondre à vos questions.

M. Hales: Il se peut que je me trompe, mais je ne pense pas que les fonctionnaires soient couverts par ce régime avant le premier janvier 1972.

Le président: Par conséquent, il ne s'agirait que d'une prévision.

M. Drury: Cela n'est pas encore en vigueur.

Mr. Ritchie: Cela n'est pas encore en vigueur.

M. Drury: Et même si c'était en vigueur, les dossiers du personnel employé par le gouvernement n'en feraient pas mention. Il s'agirait de la Commission d'assurance-chômage.

Le président: Monsieur Broadbent.

M. Broadbent: Monsieur le président, vous avez indiqué que le ministre du Travail serait présent demain. Le président du Conseil du Trésor pourrait-il nous dire quand il reviendra?

Le président: Comme cela avait été prévu par le sous-comité, les fonctionnaires de ce ministère peuvent revenir cet après-midi à trois heures trente, si vous pensez qu'une autre réunion avec le Conseil du Trésor est nécessaire. Cependant, lors de chacune des réunions à venir, nous aurons plusieurs représentants du Conseil du Trésor en plus des fonctionnaires des différents ministères dont nous étudierons les prévisions budgétaires supplémentaires.

Il y a-t-il d'autres questions? Non? En ce cas poursuivons.

Crédits 10 et 10a adoptés.

La séance est levée jusqu'à demain, mercredi 24 novembre 1971 à 3 heures trente, dans la pièce 308, édifice de l'Ouest avec les représentants du ministère du Travail. Je vous remercie.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 30

Wednesday, November 24, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 30

Le mercredi 24 novembre 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Miscellaneous Estimates

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Supplementary Estimates (A) 1971-72
relating to Agriculture

CONCERNANT:

Le Budget supplémentaire (A) 1971-72
se rapportant à l'agriculture

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

Vice-Chairman: Mr. Paul Langlois

and Messrs.

Carter
Clermont
Crossman
Downey
Forget

Gleave
Guay (*St. Boniface*)
Hales
Lessard (*Lasalle*)
Loiselle

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Vice-président: M. Paul Langlois

et Messieurs

Peddle
Ritchie
Rochon
Rock
Rodrigue

Skoreyko
Thomas (*Maison-
neuve-Rosemont*)
Thomson (*Battleford-
Kindersley*)—(20)

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

On Tuesday November 23, 1971:

Mr. Thomson (*Battleford-Kindersley*) replaced Mr.
Skoberg.

On Wednesday, November 24, 1971:

Mr. Gleave replaced Mr. Broadbent.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 23 novembre 1971:

M. Thomson (*Battleford-Kindersley*) remplace M.
Skoberg.

Le mercredi 24 novembre 1971:

M. Gleave remplace M. Broadbent.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Wednesday, November 24, 1971.

(38)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 3:37 p.m. The Chairman, Mr. Fernand-E. Leblanc (*Laurier*) presided.

Members present: Messrs. Clermont, Crossman, Forget, Gleave, Hales, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lessard (*LaSalle*), Ritchie, Rock, Rodrigue, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(12).

Other Members present: Messrs. Knight, Southam, Howe and Côté (*Richelieu*), M.P.'s.

Witnesses: Mr. Marcel Lessard (*Lac-Saint-Jean*), Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture; *From the Department of Agriculture:* Mr. S. B. Williams, Deputy Minister; *From the Canadian Dairy Commission:* Mr. S. C. Barry, Chairman.

The Committee began consideration of the Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to Agriculture and the Chairman introduced Mr. Lessard (*Lac-Saint-Jean*) who in turn introduced the Officials present with him before making an opening statement.

The Chairman then called Item 1A relating to Administration and after questioning of the witnesses Item 1A was carried.

The Chairman called Item 5A relating to Research, and following further questioning, Item 5A was carried.

The Chairman then called Items 10A and 15A relating to Production and Marketing and questioning resumed.

As the time limit for meetings set in the Fifth Report of the Subcommittee on agenda and Procedure had been reached, the Committee agreed unanimously to extend its sitting.

The Chairman then called, in succession, the following: Items L16A and L17A relating to Production and Marketing;

Item 20A relating to Health of Animals;

Item 25A relating to the Board of Grain Commissioners;

Item 30A relating to the Canadian Dairy Commission.

The questioning completed, the Chairman thanked Mr. Lessard (*Lac-Saint-Jean*) and the Officials for their valuable contribution.

At 6:05 p.m. the Committee adjourned until 3:30 p.m., Thursday, November 25, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le mercredi 24 novembre 1971

(38)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit ce jour à 3 h 37 de l'après-midi. M. Fernand-E. Leblanc préside la séance.

Députés présents: MM. Clermont, Crossman, Forget, Gleave, Hales, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lessard (*LaSalle*), Ritchie, Rock, Rodrigue, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(12)

Autres députés présents: MM. Knight, Southam, Howe et Côté (*Richelieu*).

Témoins: M. Marcel Lessard (*Lac-Saint-Jean*), secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture; du *ministère de l'Agriculture:* M. S. B. Williams, sous-ministre; de la *Commission canadienne du lait:* M. S. C. Barry, président.

Le Comité entreprend l'étude du budget supplémentaire (A) 1971-1972 du ministère de l'Agriculture. Le président présente M. Lessard (*Lac-Saint-Jean*) qui, à son tour, présente les fonctionnaires qui l'accompagnent avant de faire une déclaration préliminaire.

Le président met en délibération le crédit 1A relatif à l'administration. Après l'interrogatoire des témoins, le crédit 1A est adopté.

Le président met en délibération le crédit 5A relatif à la recherche; l'interrogatoire se poursuit et le crédit 5A est adopté.

Le président met ensuite en délibération les crédits 10A et 15A relatifs à la production et aux marchés et l'interrogatoire des témoins se poursuit.

A ce stade des délibérations, la période de temps fixée dans le 5^e rapport du sous-comité du programme et de la procédure étant écoulé, le Comité décide à l'unanimité de prolonger la séance.

Le président met ensuite en délibération, dans l'ordre:

Crédits 16A et 17A relatifs à la production et aux marchés;

Crédit 20A relatif à l'hygiène vétérinaire.

Crédit 25A relatif à la Commission des grains;

Crédit 30A relatif à la Commission canadienne du lait.

L'interrogatoire des témoins étant terminé, le président remercie M. Lessard (*Lac-Saint-Jean*) et les fonctionnaires de leur précieuse collaboration.

A 6 h 05, le Comité s'ajourne à 3 h 30 de l'après-midi, le jeudi 25 novembre 1971.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, November 24, 1971

[Text]

The Chairman: Order, please.

As you know, the Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to the Department of Agriculture were referred to us at the same time as all the other estimates.

This afternoon we have the pleasure of having with us as a witness Mr. Marcel Lessard, Lac-Saint-Jean, Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture.

M. Marcel Lessard, député de Lac-Saint-Jean, Secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et je lui demanderais de bien vouloir nous présenter les autres témoins.

M. Marcel Lessard (Secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Merci, monsieur le président.

J'ai avec moi les fonctionnaires supérieures du Ministère: M. Williams, sous-ministre; MM. Grier, Costley et Barry.

Monsieur le président, j'aimerais, au nom du ministre, faire la lecture d'un court document de présentation qui fera connaître au Comité les vues du Ministère concernant les crédits supplémentaires qui sont présentés.

Le président: Le document comprend-t-il toutes les prévisions qui sont soumises cet après-midi?

M. Lessard: C'est un résumé de toutes les prévisions supplémentaires.

Le président: Avons-nous des copies pour tous les membres du Comité? Sinon nous pourrions en faire faire des photocopies pour distribution.

Monsieur Lessard, voulez-vous donner lecture de votre déclaration d'ouverture?

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Mr. Chairman, the statement I have before me is in English. I hope we will be provided with a French copy later on. However, to save time I will read this statement so that we may proceed with the questioning by the members, if this meets with the wishes of the Committee.

Mr. Chairman, the Supplementary Estimates (A) for Agriculture amount in total to \$10,251,800, which is represented by a net requirement of \$176,800 in budgetary expenditures and \$10,075,000 under Loans, Investments and Advances.

The main item under Loans, Investments and Advances is an amount of \$10 million required to finance a loan program for the construction of multipurpose exhibition buildings. This is being launched as part of the government's recently-announced Special Employment Plan. In addition to loan funds, a gross budgetary amount of \$4.7 million is required in various program votes which include:

• 1540

An amount of \$3.5 million to finance general operation, maintenance and repairs expenditures, and minor capital projects as further assistance to stimulate employment under the Special Contingency Plan.

An amount of \$278,000 for additional seed testing, inspection and analysis work associated with the introduction of new varieties of rapeseed, and

An amount of \$950,000 for the Quebec Crop Insurance program presently included in the estimates under Statutory amounts, and transferred now to normal budgetary funding in order that federal support to the program be

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Mercredi le 24 novembre 1971.

[Interpretation]

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Comme vous le savez, le budget supplémentaire (A) du ministère de l'Agriculture pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972, nous a été soumis en même temps que les budgets des autres ministères.

Cet après-midi nous avons le plaisir d'accueillir comme témoin M. Marcel Lessard, Lac-Saint-Jean, Secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture.

Mr. Marcel Lessard, Lac-Saint-Jean, Parliamentary secretary to the Minister of Agriculture and I will ask him to introduce the other witnesses.

Mr. Marcel Lessard (Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture): Thank you, Mr. Chairman.

I am accompanied by the senior officials of the Department: Mr. Williams, Deputy Minister, Mr. Grier, Mr. Costley and Dr. Barry.

Mr. Chairman, on behalf of the Minister, I would like to read a short opening statement which will bring to the attention of the Committee the views of the Department concerning the proposed supplementary votes.

The Chairman: Are all the estimates submitted this afternoon in the statement?

Mr. Lessard: It is a summary of all the supplementary estimates.

The Chairman: Do we have copies for all the members of the Committee? Otherwise we could have them photocopied and distributed.

Mr. Lessard, you can proceed with your opening statement?

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le président, la déclaration que j'ai sous les yeux est rédigée en anglais. J'espère que nous aurons un exemplaire en français plus tard. Pourtant, pour aller plus vite je lirai cette déclaration pour que nous puissions aborder la période des questions si c'est là le désir du Comité.

Monsieur le président, le budget supplémentaire (A) pour l'Agriculture atteint un total de \$10,251,800 ce qui représente un besoin net de \$176,800 pour les dépenses budgétaires et \$10,075,000 à titre de prêts, investissement et avances.

Le poste principal à titre de prêts, investissements et avances est une somme de \$10 millions qui sert au financement d'un programme de prêts pour la construction de bâtiments d'exposition à usages multiples. Ce programme fait partie d'un programme spécial de l'emploi récemment annoncé par le gouvernement. En plus des fonds de prêt, une somme budgétaire globale de \$4.7 millions est nécessaire pour accorder des crédits à différents programmes entre autres:

Une somme de \$3.5 millions de dollars pour financer les dépenses d'exploitation, d'entretien et de réparation, et de projets à faibles investissements comme une nouvelle aide pour stimuler l'emploi au moyen du programme spécial des éventualités.

Une somme de \$278,000 pour de nouveaux essais de graines, des travaux d'inspection et d'analyse liés à l'introduction de nouvelles variétés de graines de colza, et

Une somme de \$950,000 pour le programme d'assurance récolte du Québec qui figure actuellement dans les prévisions sous la rubrique crédits statutaires, est maintenant

[Texte]

maintained and continued until such time as the operations of the plan in that province become adequate and self-sustaining to meet the provisions of the Crop Insurance Act.

An update of forecast expenditures under Statutory amounts is required as part of the supplementary estimates procedures, and accordingly, we have included a revised figure for Crop Insurance under the Production and Marketing Program. This forecast reduces the estimates amount by some \$4.6 million, including the \$950,000 transferred for Quebec, as previously mentioned. The reduction is due in general to a lower level of participation, particularly in the west, as a result of the LIFT and Grassland Incentive programs.

Finally, an amount of \$75,000 is required under the Loans vote to provide funds for the replacement and acquisition of capital facilities under the Race Track Supervision Revolving Fund Account.

Mr. Chairman, this concludes my opening remarks and I shall be glad to elaborate of any of these items or answer questions of Committee members.

The Chairman: Thank you, Mr. Lessard.

Before I call Vote 1a on page 6, Administration Program Expenditures, I notice that we have two members of Parliament attending this session who are not members of the Committee and I would like to give them the wording of the motion that was accepted by this Committee:

4. that during questioning a time limit be allotted as follows:

- on the first round: 10 minutes per member;
- on the second round: 5 minutes per member;
- on the third round: 5 minutes per member.

5. that members not listed on the attendance sheet be permitted to ask questions at the end of each round of questioning for the same time period allotted members of the Committee.

This means that I will have to give priority to the members and then, after all members who want to ask questions have put them, I will move to the non-members before going to the second round.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, Mr. Gleave is presently a member of the Committee.

The Chairman: Mr. Gleave is on the attendance sheet.

Mr. Gleave: Mr. Chairman, I have a question on page 6 concerning change in additional moneys for the Research Program.

The Chairman: I am sorry, Mr. Gleave, but we are on Vote 1a:

Department of Agriculture

A—Department—Administration Program Vote 1a—

Administration—Program expenditures—\$1,229,500

If there is no question on Vote 1a we will move to Vote 5a and then you can ask your question.

Mr. Gleave: All right.

Mr. Ritchie: I was wondering what these program expenditures were. Maybe they are contained in the statement that the Parliamentary Secretary read. Could we have an explanation from the officials as to what they are?

[Interprétation]

au fonds budgétaire courant pour que le soutien fédéral au programme puisse continuer jusqu'à ce que les activités du plan dans cette province deviennent assez autonomes pour respecter les dispositions de la Loi sur l'assurance-récolte.

Une mise à jour des dépenses prévues par les crédits statutaires est nécessaire et fait partie de la procédure du budget supplémentaire, c'est pourquoi nous avons ajouté un chiffre révisé pour l'assurance-récolte au titre du Programme de la production et des marchés. Ces prévisions réduisent le budget d'environ \$4.6 millions, ce qui comprend les \$950,000 transférés pour le Québec, comme cela a été mentionné plus haut. La diminution est due en général à un niveau de participation moindre, en particulier dans l'Ouest, et c'est le résultat du programme LIFT et du programme d'encouragement à la mise en pâture des terres.

Enfin, une somme de \$75,000 est nécessaire au titre de prêts pour fournir des fonds pour le remplacement et l'acquisition de biens d'équipement pour le compte de la Surveillance des champs de course.

Monsieur le président, ceci termine mes remarques d'introduction et je serai heureux de répondre aux questions des membres du Comité.

Le président: Merci, monsieur Lessard.

Avant de passer au crédit 1a à la page 7, Administration—dépenses du programme, je remarque qu'il y a ici deux députés qui ne sont pas membres du comité, et je voudrais leur lire la motion qui a été acceptée par ce comité:

4. que pendant la période des questions une limite de temps soit prévue de la manière suivante:

- au premier tour, 10 minutes par député;
- au second tour: 5 minutes par député;
- au troisième tour: 5 minutes par député.

5. que les députés qui ne figurent pas sur la liste des présences aient la permission de poser des questions à la fin de chaque tour de questions pour une période de temps égale à celle allouée aux membres du comité.

Cela signifie que je devrai donner la priorité aux membres du comité, et quand tous les membres qui veulent poser des questions auront parlé, je donnerai la parole aux députés qui ne sont pas membres du comité avant de passer au second tour.

M. Thomson: Monsieur le président, M. Gleave est un membre de ce comité.

Le président: M. Gleave figure sur la feuille de présences.

M. Gleave: Monsieur le président, j'ai une question à poser à propos des changements apportés aux crédits supplémentaires pour le Programme de recherches, à la page 7.

Le président: Je suis désolé, monsieur Gleave, mais nous en sommes au crédit 1a:

Ministère de l'Agriculture

A—Ministère—Programme d'administration Crédit

1a—Administration—Dépenses du programme—\$1,229,500

S'il n'y a pas de questions sur le crédit 1a nous passerons au crédit 5a, vous pourrez alors poser vos questions.

M. Gleave: Très bien.

M. Ritchie: Je me demandais en quoi consistaient ces dépenses du programme. Elles ont peut-être été citées dans la déclaration lue par le secrétaire parlementaire. Les fonctionnaires présents pourraient-ils m'expliquer de quoi il s'agit?

[Text]

The Chairman: Did you understand the question?

• 1545

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Not really.

The Chairman: Mr. Ritchie would you repeat your question please?

Mr. Ritchie: I wondered what the program expenditures under Vote 1a were. Maybe they were included in your statement and, if so, I did not quite grasp them. Could we have an explanation of what this supplementary estimate is for?

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Mr. Williams will give you more details on that.

Mr. S. B. Williams (Deputy Minister, Department of Agriculture): The items in Vote 1a which is under the administration proposal vote, are almost entirely associated with high-labour intensity projects that are to be carried on this winter under the government's economic stimulation program.

The main vote is somewhat more than \$1 million and applies to the Economics Branch. The work they are doing is largely a question of surveys and studies, both by the employment of in-house people; unemployed economics graduates and people of this nature to conduct special studies during the winter months. There is a wide variety of programs carried on right across Canada. Under that vote you will notice the man-years involved are 129. In addition to that, there are other labour factors or employment factors included associated with the use of consultant firms.

Mr. Ritchie: Can you give us an idea of the extra programs or surveys in which your department is involved?

Mr. Williams: I would be glad to read an extract from some of the projects involved, if the Committee would like to have that, Mr. Chairman . . .

The Chairman: Yes, if it will answer Mr. Ritchie's question.

Mr. Ritchie: Just a short explanation.

The Chairman: You could summarize it.

Mr. Williams: I will read the project names for a few of them.

Determination of labour requirements for alternative methods of handling systems of beef cattle.

Farm survey to determine the cost of maintenance and repairs for major farm machinery.

Price analysis of PEI strawberries, milk and potatoes.

Examination of the results of farm enlargement in Nova Scotia and New Brunswick.

Expansion of the farm management data base in New Brunswick.

Study of adjustment of ex-dairy farmers out of agriculture.

Survey of short-term credit needs of Quebec farmers.

Medium and long-term demand projection for fruits and vegetables.

Study of the cost of production of vegetable crops in Ontario.

Study of the social and economic characteristics of sub-commercial farms in Manitoba.

Development of record-keeping systems for large scale feedlot and hog operations.

There is a very wide range of projects.

[Interpretation]

Le président: Avez-vous compris la question?

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Pas tout à fait.

Le président: Monsieur Ritchie, voulez-vous répéter votre question?

M. Ritchie: Je voulais savoir en quoi consistait les dépenses du programme inscrites au crédit 1a. Peut-être en avez-vous parlé dans votre déclaration, et si c'est le cas, je n'ai pas saisi ce point. Pourriez-vous nous expliquer à quoi sert ce budget supplémentaire?

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): M. Williams vous donnera plus de détails à ce sujet.

M. S. B. Williams (Sous-ministre, ministère de l'Agriculture): Les sommes qui figurent au crédit 1a au titre des crédits à l'Administration, sont presque entièrement consacrées à des projets qui nécessitent une forte proportion de main-d'œuvre qui doivent être mis à exécution cet hiver aux termes du programme gouvernemental pour la stimulation de l'économie.

Le crédit principal représente un peu plus d'un million de dollars, et s'applique à la direction économique. Leur travail se compose surtout d'enquêtes et d'études faites entre autres, par des fonctionnaires et des personnes diplômés en économie et n'ayant pas d'emploi, au cours des mois d'hiver. Une large gamme de programmes est mise en œuvre dans tout le Canada. Vous remarquerez que ce crédit recouvre 129 années-hommes. De plus, il y a d'autres facteurs liés à la main-d'œuvre ou au chômage, y compris le recours au service d'experts appartenant à des sociétés privées.

M. Ritchie: Pouvez-vous nous donner une idée des programmes ou des études supplémentaires entreprises par votre ministère?

M. Williams: Je me ferais un plaisir de lire un extrait de certains projets en cause, si c'est le désir du comité, monsieur le président.

Le président: Oui, si cela peut répondre à la question de M. Ritchie.

M. Ritchie: Donnez-nous une explication courte:

Le président: Vous pourriez la résumer.

M. Williams: J'énoncerai certains projets.

Détermination des besoins de main-d'œuvre pour mettre au point une nouvelle méthode de traitement du cheptel bovin.

Étude des exploitations pour déterminer le coût d'entretien et de réparation des grosses machines agricoles.

Analyse de prix des fraises, du lait et des pommes de terre de l'Île du Prince-Édouard.

Examen des résultats obtenus dans les exploitations agraires de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick.

Expansion du système d'information de la gestion agricole au Nouveau-Brunswick.

Étude de la reconversion des agriculteurs laitiers qui ont quitté l'agriculture.

Étude des besoins de crédits à court terme des agriculteurs du Québec.

Prolongement des demandes de crédit à moyen et à court terme pour les fruits et les légumes.

Étude du coût de production des récoltes maraîchères en Ontario.

Étude des caractéristiques sociales et économiques des exploitations sous-commerciales du Manitoba.

[Texte]

Mr. Ritchie: I presume these are things you would have liked to have done long ago. They would increase your understanding of farming problems.

Mr. Williams: That is correct, yes.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Hales.

Mr. Hales: I think my question would fit in under this category. I want to make sure, first of all, that there is no duplication of research work being done here.

The Chairman: Mr. Hales, are you referring to Vote 1a or 5a?

Mr. Hales: I am referring to Vote 1a, on Economics. I take it to be research work.

The Chairman: We have Vote 5a which is a Research Program.

Mr. Hales: Which vote would it come under, Mr. Williams?

Mr. Williams: It could come under either, Mr. Hales. As far as I am concerned, Mr. Chairman, it would be quite appropriate to discuss it under Vote 1a. It is research in one sense of the word in that it covers economic surveys and analysis.

Mr. Hales: From the amount of money being spent in the Department of Regional and Economic Expansion, why is it necessary for your department to spend more than \$6.8 million when a lot of this work is already being done under the other department and is also being done by universities across the country, as much as they have money for. Why are you doing it when other branches of your department, the experimental farms, etc., are doing similar work?

• 1550

I want to mention here an observation by a respected scientist, Dr. P. D. McTaggart-Cowan, who stated that it was a policy of the federal Department of Agriculture to monopolize millions of dollars in research funds and, as a result, starve research scientists at universities. Now, I want to know why universities are not getting more of this money that you are asking the federal government to give to you.

My last question is: why is this coming in under supplementary estimates? Why was it not in the original estimates?

Mr. Williams: May I deal with the last question first, since it is by far the easiest one. It is under supplementary estimates because we were requested by the government to come forward with proposals about high labour-intensive projects that could be put into position quickly this winter in accordance with the announcement that was made by the Minister of Finance.

Mr. Hales: Could you not have done that with the existing staff and money that you have?

[Interprétation]

Mise au point de systèmes d'enregistrement pour le développement des pâturages et des élevages de porcs sur une large échelle.

Il y a une très vaste gamme de projets.

M. Ritchie: Il s'agit, je suppose, de projets que vous auriez aimé faire il y a longtemps dans la mesure où ils aident à comprendre les problèmes de l'agriculture.

M. Williams: Effectivement.

M. Ritchie: Merci, monsieur le président.

Le président: M. Hales.

M. Hales: Je crois que c'est le moment de poser ma question. Je voudrais m'assurer, en premier lieu s'il n'y a pas double emploi quant au travail de recherche effectué ici.

Le président: Monsieur Hales, parlez-vous du crédit 1a ou 5a?

M. Hales: Je parle du crédit 1a, à propos de l'économie. Il s'agit bien de travail de recherche, n'est-ce pas?

Le président: Le crédit 5a concerne un programme de recherche.

M. Hales: Sous quel crédit faut-il le placer, monsieur Williams?

M. Williams: Sous l'un des deux, monsieur Hales. A mon sens, monsieur le président, il serait tout à fait approprié d'en discuter avec le crédit 1a. Il s'agit de recherches dans la mesure où cela comprend des études et des analyses économiques.

M. Hales: Étant donné la somme dépensée par le ministère de l'Expansion économique régionale, comment se fait-il que votre ministère dépense plus de 6.8 millions de dollars alors qu'une bonne partie du travail est déjà effectuée par l'autre ministère ainsi que par des universités dans tout le pays, dans la mesure où elles en ont les moyens? Pourquoi faites-vous ces travaux alors que d'autres divisions de votre ministère, les fermes expérimentales, etc., effectuent des travaux semblables?

J'aimerais vous faire part ici, d'une remarque d'un homme scientifique respecté, le docteur P. D. McTaggart-Cowan, qui a déclaré que la politique du ministère fédéral de l'Agriculture était de monopoliser des millions de dollars en fonds de recherches, ce qui avait pour conséquence d'affamer les scientifiques faisant des recherches dans les universités. J'aimerais savoir pourquoi les universités n'obtiennent pas plus de l'argent que vous demandez au gouvernement fédéral.

Voici ma dernière question: pourquoi ceci fait-il partie des prévisions supplémentaires? Pourquoi n'a-t-on pas prévu cela dans les prévisions du départ?

M. Williams: Je répondrai à la dernière question en premier, car elle est la plus simple. Ceci figure dans les prévisions budgétaires supplémentaires car le gouvernement nous a demandé de proposer des projets à forte intensité de main-d'œuvre pouvant être mis en œuvre rapidement cet hiver, en accord avec les déclarations du ministre des Finances.

M. Hales: Est-ce que vous n'auriez pas pu réaliser cela avec le personnel actuel et l'argent dont vous disposez?

[Text]

Mr. Williams: We could have done this over a period of time. These were projects that we have had on the books for some time and which we were given the opportunity of putting into position this winter because of the government's wish to increase employment.

Mr. Hales: Do I understand that you are asking for 129 more people under this?

Mr. Williams: That is correct, yes, but those are not continuing employees: they are temporary staff.

Mr. Hales: Then my question would be: is the freeze still not in effect in government employment?

Mr. Williams: Insofar as full term employees are concerned, the departments are controlled on the basis of both man-years and dollars at the present time.

Mr. Hales: Are these 129 people all part-time?

Mr. Williams: Yes, but this is a representation. There will be a great many more people than that. I think it is appreciated that those are man-years, not people. In other words, if the average tenure is three months, one should multiply that by four to get the number of people that would be employed for those three months.

Mr. Hales: Do you feel that you do not have sufficient people on staff to do this work?

Mr. Williams: That is correct, sir.

Mr. Hales: If this Committee refused to give you the extra people and the extra money, what would you do?

Mr. Williams: We would cancel these. We would not pick them up.

Mr. Hales: All right. Now let us go back to the university research money.

Mr. Williams: First of all, the quotation that you have read, sir, is the opinion, of an eminent scientist in Canada; I am not certain that it is an opinion that is held by everybody. But certainly, insofar as the universities are concerned, they are continuously in the position of saying to the departments and the federal government that they need more support.

We do support university research in two separate ways but we do not give general grants to universities. That is handled by another department, not the Department of Agriculture.

The types of grants that we give to universities are ones that are associated with our work. They fall into two basic categories. The first one is where they do contractual work for us, essentially, of a short term nature that we wish to have done for which we might not have the particular facilities, or the particular capability in terms of personnel.

The other area where we give them grants is associated with areas of excellence that we might wish them to develop because of a new area of work for which we have staff requirements but for which there might be a staff shortage coming out of universities.

Take pesticide chemistry, for example. At the present time, this is an area wherein there is a great deal of activity. We could be giving grants now to universities to assist them in their development of a facility to provide

[Interpretation]

M. Williams: Nous l'aurions pu sur une période de temps plus longue. Ces projets figuraient dans nos programmes depuis un certain temps et le désir du gouvernement d'accroître le niveau de l'emploi nous donne la possibilité de le mettre en œuvre cet hiver.

M. Hales: Dois-je comprendre que vous demandez 129 employés supplémentaires?

M. Williams: C'est exact, mais il ne s'agit pas d'employés permanents; c'est un personnel temporaire.

M. Hales: Ma question sera donc celle-ci: le gel s'applique-t-il toujours aux fonctionnaires?

M. Williams: En ce qui concerne les employés à plein temps, les ministères sont actuellement contrôlés sur la base des années-homme et des dollars.

M. Hales: Ces 129 employés seront-ils tous temporaires?

M. Williams: Oui, mais ceci n'en constitue qu'une proportion. Il y aura en fait beaucoup plus d'employés que cela. Je pense que l'on comprend qu'il s'agit ici d'années-homme, et non de personnes. En d'autres mots, si la durée moyenne d'emploi est de trois mois, il faut multiplier cela par quatre pour obtenir le nombre de personnes qui seront employées pendant ces trois mois.

M. Hales: Pensez-vous que, pour faire ce travail, votre personnel actuel est insuffisant?

M. Williams: C'est exact, monsieur.

M. Hales: Si le Comité refusait de vous accorder le personnel supplémentaire ainsi que l'argent supplémentaire, que feriez-vous?

M. Williams: Nous annulerions ce programme.

M. Hales: Très bien. Revenons maintenant à l'argent de la recherche universitaire.

M. Williams: Je dois dire tout d'abord, que la citation qui vous a été lue exprimait l'opinion d'un scientifique éminent au Canada; je ne suis pas sûr que ce soit l'opinion de tout le monde. Mais, pour ce qui est des universités, il est certain qu'elles disent sans cesse aux ministères ainsi qu'au gouvernement fédéral qu'elles ont besoin de plus d'aide.

Nous aidons la recherche universitaire de deux manières différentes, mais nous ne donnons pas de subventions générales aux universités. Un autre ministère s'occupe de cela, et non le ministère de l'Agriculture.

Les subventions que nous accordons aux universités sont rattachées à notre travail. Il y a deux catégories fondamentales. La première comprend les universités effectuant pour nous un travail contractuel, en général à court terme, que nous voulons faire réaliser et pour lequel nous ne disposons ni des moyens ni du personnel nécessaires.

La seconde catégorie comprend les subventions accordées dans des secteurs de pointe que nous désirons voir progresser à cause de l'apparition d'un nouveau secteur de travail pour lequel nous avons besoin de personnel mais pour lequel il pourrait y avoir un manque de spécialistes sortant des universités.

Prenons par exemple la chimie des pesticides. À l'heure actuelle, ceci est un secteur très actif. Nous pourrions en ce moment donner des subventions aux universités pour

[Texte]

pesticide chemists to Canadian industry, including the Department of Agriculture.

However, we are not a general granting institution. We make representations for funds for research to Treasury Board and through Treasury Board to Parliament each year to cover specific functions that we are performing. Providing generalized grants to universities is not one of those functions.

Mr. Hales: What about the matter of overlapping with the Department of Regional and Economic Expansion.

Mr. Williams: We have a continuous exchange with the Department of Regional and Economic Expansion about the work that we are doing.

The general procedure is that, if it is an agricultural subject, DREE approaches us and seeks our views on it before they advance into that area at all. We are in constant communication with them to see whether we have the information or whether it would be more advisable for us to obtain the information they want, and if they decide a particular information is needed, they come to us and say: Look, we want to give money to an outfit in such and such a location so that they can conduct some work for us. What do you think of the plan? We say to them that we have this information or that we are getting this information, or that we think it is a good idea for them to go ahead and get it.

• 1555

Mr. Hales: On the list you read was there not an item about blueberries in the Maritimes?

Mr. Williams: It was strawberries.

Mr. Hales: Is this not an overlap in that DREE has done considerable work with strawberries, blueberries and the like in the Maritimes?

Mr. Williams: We are not doing work of quite the same nature. DREE's work, by and large, is the provision of funds that will assist people to conduct projects associated with the actual production, processing or handling of berries, potatoes—it does not matter what it is. In this particular case this is an economic study of the strawberry picture in Prince Edward Island.

Mr. Hales: What is the department of Horticulture doing?

Mr. Williams: That is part of our department, sir; it does not conduct economic studies. It does biological research and the Economics Branch of the department provides the economic input. Under this vote we have economists located at the experimental farms and stations across Canada. Their work is integrated with our biological research people.

Mr. Hales: Mr. Chairman, I do not want to take up the time of the Committee but I have not been convinced that there is not an overlap between the departments.
That is all for the moment.

[Interprétation]

les aider à mettre au point un enseignement destiné à fournir à l'industrie canadienne, y compris au ministère de l'Agriculture, des chimistes spécialisés dans ce domaine.

Quoi qu'il en soit, nous ne sommes pas une institution donnant des subventions générales. Nous demandons chaque année au Conseil du Trésor et, par l'intermédiaire du Conseil du Trésor, au Parlement, des fonds destinés à effectuer des recherches couvrant certaines de nos fonctions précises. L'attribution de subventions générales aux universités n'est pas l'une de ces fonctions.

M. Hales: Qu'en est-il du problème des chevauchements avec le ministère de l'Expansion économique régionale?

M. Williams: Nous avons des échanges permanents avec le ministère de l'Expansion économique régionale au sujet de notre travail.

La procédure générale est que, s'il s'agit d'un problème agricole, le ministère de l'Expansion économique régionale nous contacte et nous demande notre opinion avant de s'occuper de la question. Nous sommes en rapport étroit avec eux pour savoir au juste si nous possédons tous les renseignements ou s'il serait préférable que nous obtenions les renseignements dont ils ont besoin. Le choix étant fait, ils s'adressent à nous et nous disent: nous avons l'intention d'affecter ce montant pour la réalisation d'un programme à tel endroit, qu'en pensez-vous? On leur dit alors que nous avons ce renseignement ou que nous l'aurons bientôt ou encore que nous pensons que leur initiative de recherche est excellente.

M. Hales: Ne parlait-on pas des bleuets des Maritimes sur la liste dont vous nous avez fait lecture?

M. Williams: Il s'agissait de fraises.

M. Hales: N'y a-t-il pas chevauchement puisque le ministère de l'Expansion économique régionale a mené des études poussées sur les fraises et les bleuets dans les Maritimes?

M. Williams: Nous ne faisons pas exactement les mêmes travaux. Le rôle du ministère de l'Expansion économique régionale est dans une large mesure de fournir des fonds qui aideront la population à réaliser des projets rattachés à la production réelle, à la transformation et à la manutention des fruits et des pommes de terre, peu importe la denrée. Dans le cas présent, nous faisons un relevé économique de la situation des fraises à l'île du Prince-Édouard.

M. Hales: Que fait le département d'horticulture?

M. Williams: Ce département fait partie de notre ministère et il n'effectue pas d'étude économiques. Son rôle consiste à faire des recherches d'ordre biologique et la direction économique du département fournit les renseignements économiques nécessaires. Sous cette rubrique, nous avons des économistes qui travaillent dans nos fermes expérimentales et dans d'autres endroits au Canada. Leur travail se fait en liaison étroite avec celui de nos chercheurs en biologie.

M. Hales: Monsieur le président, je ne veux pas m'imposer aux membres du comité mais je ne suis pas convaincu qu'il n'y a pas de chevauchement entre les départements.
C'est tout ce que j'ai à dire pour l'instant.

[Text]

The Chairman: Mr. Howe is next.

Mr. Howe: Mr. Chairman, my question is further to one Mr. Hales was asking. In the *Journal* tonight there is an indication that the government has quite a few experts whom they keep on tap to do task force work and special jobs and they do not belong to any department. Are these people on call and is this floating group of experts available to your department or any department that needs them in such situations?

Mr. Williams: I have not seen the paper and I do not know. The only group that I can think of that is at all comparable is in the Department of Supply and Services where they do provide management services to all departments. In other words, if we have a problem associated with organizational structures or things of this nature, we can apply to borrow experts from them to come to give us advice instead of hiring outside consultant firms or even employing our own people. We certainly do not have any people within this department who fall within that category. Everyone in the Department of Agriculture has a specific job function. There is no one who has a floating position.

Mr. Howe: There is quite an article in tonight's *Journal* about that. I hope you will look at it.

Mr. Williams: I certainly will.

Mr. Howe: About these 129 people and those studies that you were discussing, this research is being done on pretty technical things. How about the availability of these people?

Mr. Williams: Some of them are university professors; some are unemployed agricultural economists; and a great many of them are involved in doing foot work associated with just actually collecting data and conducting surveys. You will note that about one quarter of the man-years are professional. The remainder are administrative and foreign service and administrative support. In other words, they fall into the more generalized area of people who are not highly trained.

Mr. Howe: Are these professional people entirely new people whom you are going to bring in?

Mr. Williams: Yes, we are going to bring them in on a temporary basis.

Mr. Howe: How long will this temporary employment last?

• 1600

Mr. Williams: None of it will last beyond the end of this fiscal year, and it will depend greatly upon the project. Some projects may only take three or four weeks. I think the average life of them is probably about two and a half months.

Mr. Howe: The year ends in March, does it?

Mr. Williams: That is correct.

Mr. Howe: One of the things that you mentioned in connection with the surveys you were taking was pesticide chemistry. We have heard a lot about the DDT problem and the fact that the food and drug people have put a ban on it, but we are beginning to hear that probably these bad boys are not as bad as they were considered at first. They have been a tremendous, a great advantage to the agricultural industry in a great many areas. Where do we stand with regard to these pesticides that were supposed to be

[Interpretation]

Le président: Monsieur Howe, à vous la parole.

M. Howe: Monsieur le président, je continuerai dans le même sens que M. Hales. Le *Journal* de ce soir mentionne que le gouvernement compte plusieurs spécialistes qui participent à des groupes d'étude et effectuent des travaux spéciaux; ils ne font partie d'aucun ministère. Ces gens sont-ils en disponibilité? Ce groupe de spécialistes est-il prêt à votre ministère ou à tout autre qui en a besoin?

M. Williams: Je n'ai pas lu le journal et je n'en sais rien. Le seul groupe qui ressemble fort à celui que vous décrivez fait partie du ministère des Approvisionnements et Services. Ces spécialistes fournissent des services de gestion à tous les ministères. En d'autres termes, si nous avons des problèmes d'organisation, nous pouvons faire appel à ces experts et leur demander de nous donner des conseils judicieux, au lieu de nous adresser à des maisons d'experts-conseil de l'extérieur ou même d'employer nos propres spécialistes. Personne au sein du ministère ne tombe dans cette catégorie. Chaque employé du ministère de l'Agriculture a un emploi bien précis. Personne n'a un poste en veilleuse.

M. Howe: Le *Journal* consacre ce soir un article à ce sujet. J'espère que vous le lirez.

M. Williams: Volontiers.

M. Howe: A propos des études et des 129 personnes dont vous parliez, la recherche porte principalement sur des domaines fort techniques. Que dire de la disponibilité de ces professionnels?

M. Williams: On compte des professeurs d'université, des économistes agricoles en chômage, et plusieurs d'entre eux recueillent des données et mènent des enquêtes. Notez bien qu'un quart de ces personnes est constitué de professionnels. Les autres sont des administrateurs, des professionnels travaillant à l'étranger et du personnel de soutien administratif. En d'autres termes, ils font partie de cette catégorie plus générale des travailleurs peu spécialisés.

M. Howe: Ces professionnels seront-ils tous nouveaux parmi vous?

M. Williams: Oui, et ils ne resteront avec nous que provisoirement.

M. Howe: Combien de temps durera cet emploi temporaire?

M. Williams: Tout sera terminé avant la fin de l'année financière et tout dépendra des programmes en cause. Certains seront réalisés dans trois ou quatre semaines mais, en moyenne, ces travaux dureront deux mois et demi.

M. Howe: L'année financière se termine en mars, n'est-ce pas?

M. Williams: C'est juste.

M. Howe: A propos des recherches, vous avez parlé de la chimie des insecticides. Nous avions beaucoup entendu parler des problèmes causés par le DDT du fait que la direction des aliments et drogues avait proscribed ce produit chimique. Toutefois, nous commençons à réaliser que le diable n'est peut-être pas aussi noir qu'il avait semblé l'être. Le DDT a été extrêmement précieux pour l'agriculture d'un grand nombre de régions. Quelles est notre position vis-à-vis des insecticides qui devaient entraîner,

[Texte]

the end of bugs, weeds and all these kinds of things? Is there a different attitude towards them than there was, say, a year ago?

Mr. Williams: I think in respect of DDT the public attitude is softening somewhat. There have been some quite eminent scientists including Mr. Norman Borlaug who gave the opening address at the plenary session of FAO. He maintained that if DDT were to be banned in the developing nations it would cause many more serious problems from shortage of food than could ever arise from any side effects or ill effects of DDT. So, I do believe there is somewhat of a switch in public attitude in respect of these.

Within the department our position is that we are continually searching for safer, less persistent pesticides that are effective in so far as the Canadian farmer is concerned, and to that end we do extensive work on the biological control of pests.

I think really the problem is that there is a great deal that is not known about some of these and as knowledge becomes available it is sometimes possible to retract from positions that were taken, were designed, to provide possibly extraordinary levels of safety. However, once the real risk becomes known it is possible to move backwards a little bit from that position. On the other hand, sometimes the information goes the other way and it is necessary to even ban some of these. Largely, the ban takes place when a substitute is available that is less hazardous than the one being banned.

Mr. Howe: The other day in the House of Commons somebody asked Mr. Munro, the Minister of Health and Welfare, about this and he did not indicate that he was going to open it up too much. How are you getting along with that department? Is there any conflict of interest or conflict of problems there?

Mr. Williams: I am not sure that I would characterize it as a conflict of interests. Certainly our interests, however, are not parallel. We are enjoined under the Pest Control Products Act to ensure that the pesticide products we register—and we have the responsibility for the registration and control of sale of pesticides in Canada—are not only effective in so far as the farmer is concerned, but they are not hazardous in so far as the community as a whole is concerned.

Mr. Howe: Mr. Chairman, I would like to ask a question with regard to fertilizers. The environmental people are very disturbed about those because of their leeching and their getting into the streams that flow into our rivers and lakes creating unnecessary growth of algae which is one of the problems. What research is being done in the Department of Agriculture in this connection?

Mr. Williams: We have a fair body of research underway. I think it is fair to say that in the views of most agriculturalists the concern felt about the nitrates being leached from the soil into rivers from commercial fertilizer is somewhat exaggerated. One of the main problems of agriculture is the fact that chemical fertilizer high in nitrates when added to the soil becomes fixed in the soil and becomes insoluble rather than soluble and is not available for the plants. One of our major problems in agriculture is to devise ways and methods so that the fertilizer that is put on the land is soluble and is useful to the plant. So, we do feel that agriculture is being blamed in excess of the blame that should be attached to it in respect of some

[Interprétation]

paraît-il, la disparition des insectes et de la mauvaise herbe? Réagit-on de la même façon que l'an dernier?

M. Williams: En ce qui concerne le DDT, l'opinion publique y est moins farouchement opposée. M. Norman Borlaug, scientifique éminent qui a ouvert la séance plénière de la F.A.O., a déclaré que si l'on devait proscrire l'emploi du DDT dans les pays en voie de développement, on risquerait une pénurie de denrées beaucoup plus grave que tous les effets secondaires réunis du DDT. Je crois que la société a modifié son attitude à cet égard.

Quant à nous au sein du ministère, nous nous efforçons sans cesse de trouver des insecticides moins durables, moins nocifs, et efficaces pour l'agriculture canadienne. C'est à cette fin que nous effectuons des recherches exhaustives sur le contrôle biologique des insectes nuisibles.

Tout est fondamentalement un problème d'ignorance, et dès que l'on acquiert les connaissances nécessaires, il est possible de réviser les mesures prises et conçues auparavant pour assurer un niveau de sécurité extraordinaire. Toutefois, quand nous connaissons la nature réelle du risque, il nous est possible de prendre des mesures plus appropriées. En revanche, la lumière se fait parfois dans l'autre sens et nous sommes obligés de proscrire certains produits. Dans une grande mesure, l'interdiction a lieu quand un produit de remplacement moins dangereux est disponible.

M. Howe: Quelqu'un a interrogé le ministre de la Santé et du Bien-être, M. Munro, à la Chambre à ce sujet. Il n'a cependant pas indiqué qu'il s'étendrait sur cette question. Comment vous entendez-vous avec ce ministère? Y a-t-il des conflits d'intérêts ou des conflits de problèmes?

M. Williams: Je ne pense pas que l'on puisse parler de conflits d'intérêts. Du reste, nos intérêts ne sont pas parallèles. En vertu de la Loi sur les produits antiparasitaires, notre mandat nous oblige à présenter sur le marché des insecticides efficaces et nous avons la responsabilité de l'enregistrement et du contrôle des ventes d'insecticides au Canada. Il faut en outre que ces produits ne soient pas dangereux pour l'ensemble de la communauté.

M. Howe: Monsieur le président, j'aimerais poser une question au sujet des engrais chimiques qui causent une vive inquiétude aux spécialistes de l'environnement à cause de leurs propriétés de fixation; en effet, ils se déversent dans nos ruisseaux, nos lacs et nos rivières, créant ainsi une multitude d'algues marines tout à fait inutiles. Votre ministère fait-il des recherches dans ce domaine?

M. Williams: De nombreuses recherches sont en cours. Il est juste de dire qu'aux yeux de plusieurs spécialistes en agriculture l'inquiétude que causent les nitrates des engrais chimiques qui, venant du sol, se déversent dans les rivières est un peu exagérée. Il faut que l'agriculture tienne compte du fait que les engrais chimiques à forte teneur en nitrates qui sont ajoutés au sol y restent fixés, et deviennent insolubles, ne parvenant pas ainsi aux plantes. Une de nos plus grandes difficultés consiste à trouver une façon de rendre solubles les engrais chimiques pour qu'ils soient utiles à la végétation. On blâme trop facilement l'agriculture à ce sujet, or nous faisons certainement des recherches considérables sur la mobilité des éléments fer-

[Text]

of this, but we certainly are doing a considerable amount of work particularly associated with the translocation and movement of fertility elements through the soil into the water table and into the total water chain in the country.

• 1605

Mr. Howe: In the last few years, there has been quite an upsurge in the amount of liquid fertilizer being used rather than the solid compounds. In your estimation is there any comparison, or is one better than the other?

Mr. Williams: They are used for entirely different purposes. The liquid fertilizer that you referred to is anhydrous nitrogen which is one of the components of a complete chemical fertilizer. The advantages of anhydrous nitrogen are, ease of application, cost and high concentration. It is not a product that causes any problem whatsoever; at least to my knowledge, it has never been blamed at all for any pollution, in that an excess of nitrogen does not cause a problem in any of our waters.

Mr. Howe: In other words, environmental people would rather see people using liquid fertilizer. Is that true?

Mr. Williams: It is only one of the three components of fertilizers and I do not think it matters very much to the environmental people whether nitrogen is applied in solid or liquid form. It is more a question of convenience, cost and ease of application for the farmer.

Mr. Howe: Mr. Chairman, I have some questions on loans to the fairs, but they do not come under this particular vote.

The Chairman: No, we will come to that later on. Are there any further questions on Vote 1a? Mr. Hales.

Mr. Hales: Mr. Chairman, I understood Mr. Williams to say that these 129 people would be used in this study of economics, etc., between now and March 31, 1972 and the list for wages here is \$1,000,034. Is that a fair assumption?

Mr. Lessard: Yes, \$1,000,034, sir.

Mr. Hales: So you have 129 people from now until the end of March which is four months, December, January, February and March, and you are going to spend that money in wages which will be roughly \$8,000 per person for four months work.

Mr. Williams: I am sorry, but there is a misunderstanding about this. These are man-years. In all our calculations, we convert them to man-years, so the number of people involved could be four times that many.

Mr. Hales: How many people will it be?

Mr. Williams: It will depend; approximately 400 people.

Mr. Hales: And you have not spent any of this money as yet. All this is going to start next month?

Mr. Williams: No, we have not spent any yet. We are engaged in trying to arrange things but nobody has been taken on and no money has been spent.

[Interpretation]

utilisants qui, du sol, se déversent dans l'ensemble des cours d'eau du pays.

M. Howe: Au cours des dernières années, l'utilisation des engrais chimiques liquides a considérablement augmenté par rapport à celle des composés solides. A votre avis, peut-on établir une comparaison? L'un vaut-il mieux que l'autre?

M. Williams: On s'en sert à des fins tout à fait différentes. L'engrais chimique liquide auquel vous faites allusion est l'azote, dont l'application est facile et la concentration élevée tout en étant fort peu coûteux. C'est un produit qui ne pose aucun problème; à ma connaissance du moins, on ne l'a jamais cité parmi les substances polluantes dans la mesure où même lorsqu'il se trouve en excès dans l'eau, il n'en résulte aucun problème.

M. Howe: En d'autres termes, les spécialistes de l'écologie préféreraient l'utilisation des engrais liquides, n'est-ce pas?

M. Williams: Ce n'est que l'un des trois composants des engrais et, selon moi, peu importe aux spécialistes de l'écologie, qu'il soit utilisé sous forme liquide ou solide. C'est plutôt l'aspect commodité, coût et facilité d'emploi du point de vue des cultivateurs qui importe.

M. Howe: Monsieur le président, je m'interroge sur les prêts consentis pour les foires agricoles mais ils n'entrent pas dans cette rubrique, n'est-ce pas?

Le président: Nous y reviendrons plus tard.

Avez-vous d'autres questions sur le crédit 1a? Monsieur Hales.

M. Hales: Monsieur le président, en écoutant M. Williams, j'ai cru comprendre que ces 129 années-hommes serviraient notamment à cette étude économique d'ici le 31 mars 1972 et les traitements s'élèvent ici à \$1,000,034, n'est-ce pas?

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Oui, il s'agit de \$1,000,034, monsieur.

M. Hales: Donc, 129 personnes sont à votre disposition d'ici la fin de mars, c'est-à-dire pendant quatre mois: décembre, janvier, février et mars. Cet argent servira à raison d'environ \$8,000 par personne pendant quatre mois.

M. Williams: Je regrette, mais vous ne m'avez pas compris. Il s'agit d'années-hommes. Or, d'après nos calculs, pour avoir l'équivalent de ces années-hommes en personnes, il faut multiplier par quatre.

M. Hales: Ça fait combien?

M. Williams: Tout dépend; environ 400 personnes.

M. Hales: Vous n'avez encore rien dépensé. Ce programme commencera le mois prochain?

M. Williams: Non, nous n'avons encore rien dépensé. Nous en sommes au stade de la préparation mais personne n'a encore été embauché et aucune somme n'a été versée.

[Texte]

Mr. Hales: So, 400 into one million is \$5,000. Right?

Mr. Williams: For an average of four months; that is the basis of the calculation, Mr. Hales.

Mr. Hales: So you are going to pay roughly \$1,000 per month above that \$4,500 you are going to pay these people per month.

Mr. Williams: That is the basis of the calculation, yes.

Mr. Hales: Do you not think that is rather high?

Mr. Williams: This is one of the problems in estimating things of this nature in advance. It is difficult to say but everybody who is taken on in this will have his position evaluated and he will be paid at the appropriate rates within the Civil Service salary scales unless it is a contractual arrangement, in which case the positions will be bid for and the contract will be entered into under that basis.

Mr. Hales: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Williams: I am informed that the figures is roughly \$8,000 a man-year, which is not too far from our average.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): It is \$7,900.

The Chairman: Are there any further questions on Vote 1a? Mr. Langlois.

M. Langlois: Monsieur le président, j'aimerais, si vous me le permettez, poser quelques questions à M. Williams, vu que nous étudions le crédit 1(a) sous le titre *Administration*, des questions sur les problèmes que peuvent avoir nos fermiers de l'Est en ce qui regarde les grains de provende. J'aimerais d'abord savoir si M. Williams a un commentaire à faire sur ce que j'entends dire fréquemment, que depuis la dernière année l'élevage du porc, particulièrement dans l'Ouest, a été des plus florissants passant de 2 millions quelques bêtes par année à 3.6 millions, je crois, et qu'au même moment, en Ontario et au Québec, nous n'avons que des augmentations de 5 ou 8 p. 100 comparativement à des augmentations, dans l'Ouest, de l'ordre de 35 à 40 p. 100. Alors, j'aimerais entendre les commentaires de M. Williams d'abord sur ce qui est arrivé pour donner ces résultats. Ensuite nous pourrions peut-être poser quelques questions.

• 1610

Mr. Williams: I am not too sure just what comments I should make on that. The facts as stated are those which have taken place over the past year. There has been an increase in Canada in total for the year 1971. We are estimating an increase in total of about one million hogs, of which about two thirds of the increase has taken place in western Canada and about one third of it in eastern Canada. At present the situation is being remedied very rapidly, with production in western Canada decreasing relatively rapidly and production in eastern Canada remaining relatively static.

The causes for the situation are I think well known to members here. There was a very great surplus of grain in western Canada that could not be marketed or could be marketed only with very great difficulty, which resulted in low prices for feed in western Canada, particularly off-board feed, and as a consequence, many people wishing to obtain sales for their crops through livestock moved to the production of hogs.

I do not think that at this point I could comment any further on that.

[Interprétation]

M. Hales: Donc, 1,000,000, par 400, cela représente \$5,000, n'est-ce pas?

M. Williams: Sur une moyenne de quatre mois. Telle est la base de nos calculs, monsieur Hales.

M. Hales: Vous verserez donc \$1,000 par mois environ en plus des \$4,500 qui représentent le salaire que vous leur verserez.

M. Williams: C'est ainsi que nous avons calculé.

M. Hales: Ne croyez-vous pas que ces dépenses sont exagérées?

M. Williams: C'est l'un des problèmes qui se posent lorsqu'on fait des prévisions de ce genre. C'est difficile à dire mais l'emploi de tous ceux qui seront embauchés sera évalué et rémunéré selon le barème de la Fonction publique, sauf s'ils sont sans contrat. Dans ce cas, il y aura un appel d'offres et le contrat sera effectué selon ces termes.

M. Hales: Je vous remercie, monsieur le président.

M. Williams: On me dit qu'il s'agit environ de \$8,000 par année-homme, ce qui n'est pas tellement loin de la moyenne.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Plus précisément, \$7,900.

Le président: D'autres questions sur le crédit 1a? Monsieur Langlois.

Mr. Langlois: Mr. Chairman, since we are now dealing with Vote 1a entitled "Administration", I would like to ask Mr. Williams a few questions concerning the Eastern farmers who are now faced up with the problem of feed grain. First I would like to know if Mr. Williams can comment on what is heard frequently, that is since last year hog breeding has been very prosperous, particularly in the West, going from 2 to 3.6 million heads, I believe, whereas in Ontario and Quebec the increase was only from 5 or 8 per cent comparatively to increases of about 35 to 40 per cent in the West. What is according to Mr. Williams the reason for such results. We might then ask a few questions.

M. Williams: Je ne sais trop que dire. Les chiffres donnés sont ceux de l'année dernière. Le total a augmenté en 1971. Nous évaluons l'augmentation totale à environ un million de porcs, dont environ deux-tiers proviennent de l'Ouest et environ un tiers de l'Est. On prend actuellement des mesures pour pallier cette situation le plus vite possible, et la production de l'Ouest diminue assez vite alors que celle de l'Est demeure assez stable.

Je pense que les députés connaissent bien les raisons de cette situation. A l'Ouest, la production saisonnière a connu d'important excédents qui n'ont pu être mis en vente, ou qui n'ont pu l'être que difficilement, ce qui a entraîné une baisse de prix des aliments du bétail dans cette région, particulièrement pour les aliments non contrôlés par la Commission et c'est pourquoi nombreux sont ceux qui ont cherché à vendre leurs céréales pour commencer à produire des porcs.

Je ne pense qu'il y ait autre chose à dire pour le moment.

[Text]

Mr. Langlois: If I heard correctly, you said that the people out west could buy feed much more cheaply than the people in the east. Is that what you said?

Mr. Williams: I did not say that but it is a fact, yes.

M. Langlois: Croyez-vous que cette situation-là est juste et équitable pour les fermiers de l'Est?

Mr. Williams: I suppose the question of whether or not it is fair is not one that I should enter into, but certainly it is causing difficulties right across the country and it is a question which is under a very great deal of study. At present the Canada Grains Council are working on this problem, and ministers of agriculture meeting yesterday decided that they would appoint a group to consider what they would recommend after the Grain Council report was received, which is expected in about six weeks. I am sure all the gentlemen in this room are quite familiar with the situation as it exists in respect of off-board wheat. The Wheat Board at one time did try to control the sale of off-board wheat but found that it was impossible to police other than at provincial boundaries.

Mr. Gleave: May I ask a supplementary question, Mr. Chairman?

Mr. Chairman: One minute, please.

M. Langlois: Monsieur le président, je me demande maintenant si M. Williams pourrait nous dire si la commission qui doit étudier cela et donner un rapport d'ici 6 semaines va étudier particulièrement le problème des éleveurs du Québec, des meuniers du Québec, des coopératives du Québec qui, selon mes renseignements, sont dans une situation assez près du marasme; on mentionne des chiffres de 15 à 20 millions de perte depuis un an dans l'industrie de l'élevage de la dinde, du porc et des pondeuses dans le Québec. Alors, je voudrais savoir si ce problème bien précis sera étudié par la Commission dont vous parlez.

Mr. Williams: The specific question they are studying is the question of feed grain pricing completely across Canada, which would include the province of Quebec as well as British Columbia and all parts of Canada. I might say in that connection that there are organizations such as the Co-op Fédérée and the Canadian Feed Manufacturers Association in the Province of Quebec that are members of the Canada Grains Council. I am quite sure they would be interested in seeing that their position is put forward.

• 1615

Mr. Gleave: I have a supplementary, Mr. chairman.

The Chairman: Mr. Gleave.

Mr. Gleave: As the matter has been raised, I would like to ask the Deputy Minister if in the study by the Canada Grains Council they are ranging over the total geographical area of Canada from the Maritimes to Vancouver? Is it a total study in this regard?

Mr. Williams: It is my understanding that they have undertaken a study of the question of grains' pricing right across Canada, including the Prairie Provinces.

Mr. Gleave: And are they comparing open-market methods, as presently used for some grains on the Winnipeg grains future, as well as Canadian Wheat Board pricing methods?

[Interpretation]

M. Langlois: Si j'ai bien compris, vous dites qu'on peut acheter les aliments pour le bétail à meilleur marché dans l'Ouest que dans l'Est, n'est-ce pas?

M. Williams: Je n'ai pas dit cela mais c'est un fait.

Mr. Langlois: Do you think that is just and fair to the Eastern farmers?

M. Williams: Là n'est pas la question mais il est certain que cela entraîne des difficultés dans tout le pays et que c'est un problème qui fait l'objet de nombreuses enquêtes. Actuellement, le Conseil des grains du Canada étudie la question et les ministres de l'Agriculture ont décidé de créer un groupe chargé d'étudier les recommandations du Conseil des grains dont le rapport devrait sortir dans environ six semaines. Je suis sûr que toutes les personnes ici présentes connaissent très bien la question du blé non contrôlé par la Commission. La Commission a essayé à une certaine époque de contrôler les ventes de ce blé mais a constaté que c'était impossible sinon aux frontières provinciales.

M. Gleave: Puis-je poser une question supplémentaire, monsieur le président?

Le président: Un instant s'il vous plaît.

Mr. Langlois: I wonder, Mr. Chairman, if Mr. Williams could tell us whether the commission which is going to study this question and give us a report in about six weeks will particularly deal with the problems of the Quebec breeders, the Quebec millers, the Quebec co-operatives, which, according to my knowledge, are very near stagnation; losses of \$15 million to \$20 million have been mentioned for the past year in the industries of turkey breeding and hog breeding in Quebec. I would therefore like to know if this particular problem will be studied by the Commission you are talking about.

M. Williams: Ils étudient précisément la question du prix des céréales fourragères dans l'ensemble du Canada, y compris le Québec et la Colombie-Britannique. Je pourrais ajouter que des organismes tels que la Coopérative fédérée, et the *Canadian Feed Manufacturers Association* (l'Association canadienne des manufacturiers en provenance) de la province du Québec sont représentés au sein du Conseil canadien des grains. Je suis certain qu'ils seraient heureux qu'on s'occupe de leur situation.

M. Gleave: Une question supplémentaire monsieur le président.

Le président: Monsieur Gleave.

M. Gleave: Cette question ayant été évoquée, j'aimerais demander au sous-ministre si cette étude faite par le Conseil canadien des grains couvre géographiquement tout le Canada, des Maritimes à Vancouver? S'agit-il vraiment d'une étude d'ensemble?

M. Williams: Si j'ai bien compris, il s'agit d'une étude sur la fixation du prix des grains dans tout le Canada, y compris les provinces des Prairies.

M. Gleave: Font-ils aussi des comparaisons entre différentes méthodes de marché libre, méthodes utilisées à l'heure actuelle pour certaines céréales dans la région de Winnipeg, ainsi que les méthodes de fixation de prix utilisées par la Commission canadienne du blé?

[Texte]

Mr. Williams: I am afraid, Mr. Gleave, that I could not answer that question because I do not know the approach they are taking to their study.

Mr. Gleave: You do not know whether they are investigating this total area or not?

Mr. Williams: I know that they are covering the total area. I do not know the mode they are using to approach the problem.

Mr. Gleave: In regard to the proposals that came out of the meeting yesterday of the provincial ministers and the federal ministers, do you have any knowledge about how wide-ranging their study of feed grains will be? Is there anything firm or ...

Mr. Williams: No. The ministers at yesterday's meeting decided that as soon as the report of the Canada Grains Council was received that a committee would be set up consisting of representatives of the federal Department of Agriculture, the provincial departments of agriculture, the Canadian Livestock Feed Board and the Canadian Wheat Board to consider whether or not this study would meet the objectives that they felt were required in order to come up with recommendations that the ministers might be prepared to make in respect of feed-grain pricing.

Mr. Gleave: In this regard, has it been proposed that this study should also include the cost of moving livestock products from various points, shall we say, in the Prairies to West Coast consumers or to consumers in Montreal and Toronto, and so on? Will this be part of this study?

Mr. Williams: Once again I cannot answer because I am not privy to the line that the Canada Grains Council is taking. This is a study they instituted on their own volition, but my personal opinion would be that it would be impossible to consider the equity of grain pricing without also considering transportation factors both for the grain itself and for the livestock products.

Mr. Gleave: I certainly appreciate your observation on the relevance of these two items and the fact that the Parliamentary Secretary appears to concur. May I also ask the Parliamentary Secretary if in the course of investigating this he will investigate the statement that Mr. A. J. E. Child, the general manager of Burns, made before the Outlook Conference that the purchasers of beef on the Montreal market in effect constitute a monopoly purchasing group. Will that also be investigated?

Mr. Lessard: Mr. Chairman, I cannot say if that group will particularly investigate that particular point or that particular statement made during that conference. However, I assume that within the Department of Agriculture we will look into all the statements and representations that were made during the two days of the conference in Ottawa. I think a statement of this kind is something that we should look into, at least so far as the department is concerned.

Mr. Gleave: May I then ask the Deputy Minister—and this may not be a very fair question—if his department, previous to this statement of Mr. Childs, ever had it called to their attention that in the opinion of certain meat packers and those people processing in Western Canada, market conditions in Montreal were not competitive in regard to feed?

[Interprétation]

M. Williams: Monsieur Gleave, j'ai bien peur de ne pouvoir répondre à cette question car je ne sais quelle démarche ils suivent dans cette étude.

M. Gleave: Vous ne savez pas si oui ou non cette étude est globale?

M. Williams: Je sais qu'elle est globale, mais je ne sais pas quelle démarche ils adoptent pour cerner la question.

M. Gleave: En ce qui concerne les propositions qui sont sorties de la réunion tenue hier par les ministres provinciaux et les ministres fédéraux, savez-vous de quel ordre de grandeur sera leur étude sur les grains de provende? Y a-t-il quelque chose de précis à ce sujet ou ...

M. Williams: Non. Lors de cette réunion, les ministres ont décidé que, dès que le rapport du Conseil des grains du Canada sera publié, un comité composé de représentants du ministère fédéral de l'Agriculture, des ministères provinciaux de l'Agriculture, de l'Office canadien des provenances et de la Commission canadienne du blé sera créé; il décidera si oui ou non cette étude répond aux objectifs requis afin de parvenir à des recommandations que les ministres pourraient faire en ce qui concerne la fixation du prix des grains de provende.

M. Gleave: A cet égard, a-t-on proposé que cette étude porte aussi sur les prix de transport des produits d'élevage d'un point à un autre, disons, des Prairies aux consommateurs de la côte ouest ou aux consommateurs de Montréal, Toronto, etc.? Cela fera-t-il partie de cette étude?

M. Williams: Une fois de plus, je ne peux vous répondre car les perspectives envisagées par le Conseil des grains du Canada me sont étrangères. Il s'agit d'une étude qui leur est propre. Cependant, à mon propre avis, il me semble qu'il serait impossible d'étudier le prix des grains en omettant les facteurs de transport concernant à la fois le grain lui-même et les produits d'élevage.

M. Gleave: J'apprécie votre remarque à sa juste valeur quant à la pertinence de ces deux articles, ainsi que le fait que le Secrétaire parlementaire semble être d'accord. J'aimerais également demander au Secrétaire parlementaire si au cours de cette étude il fera une enquête au sujet de la déclaration faite par M. A. J. E. Child, directeur général du Burns, au cours de la conférence *Outlook* disant que les acheteurs de bœuf sur le marché de Montréal constituaient en fait un groupe d'achat monopoliste. Fera-t-on aussi une enquête à ce sujet?

M. Lessard: Monsieur le président, je ne puis dire si ce groupe d'étude fera une enquête sur ce sujet précis ou sur cette déclaration précise faite au cours de cette conférence. Toutefois, je crois pouvoir affirmer qu'au ministère de l'Agriculture nous étudierons toutes les déclarations faites et toutes les propositions présentées au cours de ces deux jours de conférence à Ottawa. A mon avis, c'est ce genre de déclaration que nous devons étudier, tout du moins dans la mesure où le ministère est concerné.

M. Gleave: J'aimerais alors demander au sous-ministre—et cette question n'est peut-être pas très loyale—si, avant que M. Childs ne fasse cette déclaration, on a signalé à son ministère que, selon certains emballateurs de viande et certaines sociétés de transportation de l'Ouest canadien, les conditions de marché à Montréal n'étaient pas compétitives en ce qui concerne les céréales fourragères.

[Text]

• 1620

Mr. Williams: Mr. Chairman, I cannot answer for the entire department, but I have no personal knowledge of it ever having been brought to the attention of the department.

Mr. Gleave: Have there ever been any further investigations since the Restrictive Trade Branch Commission reported in 1961 that monopoly conditions existed in the packing industry?

An hon. Member: Is that a charge?

Mr. Gleave: No, it is not. I am asking a question.

My line of questioning Mr. Chairman is simply this, and I will state it very badly. I have sympathy with those in Quebec who maintain that they are being unsatisfactorily treated in regard to feed grains. But my point is this, if there is going to be an investigation of the cost of feeding livestock in Canada and the cost of getting grain from one place to another and the cost of supplying Quebec, then there should also be an investigation in the cost of moving livestock and in the conditions that exist within the marketing of livestock where the western producer is at a disadvantage.

Unless we investigate this total thing, we can end up with inequalities that are just as great after we get through investigating as are claimed now by the people in Quebec. I have sympathy with the people in Quebec. I have talked to Co-op Fédérée. In times past I have talked to people who import there and I know what they are talking about. However, I am not prepared as a westerner to see a one-sided investigation conducted. I am not saying there will be. But I am calling these points to the attention of the Parliamentary Assistant and the Deputy Minister. In my opinion they are relevant to the sort of investigations that have been called on, and the sort of questions that are being asked. I regret that I do not recall your name.

An hon. Member: Langlois.

Mr. Gleave: Mr. Langlois.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): I can say one thing, Mr. Gleave, on that. As stated by the Deputy Minister a few minutes ago, yesterday when all the ministers of agriculture agreed on that particular report on that point, they would set up some sort of committee to consider the report that would be tabled by that committee from the grains council. This will be done after each province has received that report and considered that report. If they all agree with the report and the recommendations within that report, there will be no problem.

I assume that if they agree, it is because the report will have covered mostly all those points. If the report has not covered those points, I will assume that the ministers of agriculture of all provinces will get involved at that point and assure that those points are taken care of, as you have properly mentioned.

Mr. Gleave: I have one final point, Mr. Chairman. If I understand the Parliamentary Assistant correctly, he is saying that if the points of the cost of marketing and the cost of movement of the finished product meet, and the situation existing in the terminal markets are not covered by the investigation, the Minister would be prepared to widen it to see that this is covered. Am I correct in this?

[Interpretation]

M. Williams: Monsieur le président, je ne peux répondre pour tout le ministère, je n'en ai jamais entendu parler au ministère.

M. Gleave: A-t-on jamais fait d'enquêtes supplémentaires depuis que la Commission sur les pratiques restrictives du commerce a rapporté en 1961 que des conditions monopolistes existaient dans l'industrie de l'emballage?

Une voix: Est-ce une accusation?

M. Gleave: Non, ce n'est pas une accusation, je pose une simple question.

Je veux simplement demander ceci, monsieur le président, et je n'irai pas par quatre chemins. J'ai de la sympathie pour le Québécois qui affirme qu'on les traite d'une manière non satisfaisante en ce qui concerne les céréales fourragères. Cependant, ce que je veux dire c'est que si on a l'intention de faire une étude sur le prix de revient de l'alimentation des animaux de ferme au Canada et sur les prix de revient du transport des céréales fourragères d'un endroit à un autre et sur le prix de revient de l'approvisionnement du Québec, on devrait alors aussi faire une étude sur le prix de revient du transport du bétail ainsi que sur les conditions de commercialisation du bétail, domaine dans lequel le producteur de l'Ouest est désavantagé.

Si nous ne faisons pas une étude d'ensemble, nous nous retrouverons avec des inégalités qui seront toutes aussi importantes, une fois l'étude terminée, que celles dont se plaignent les Québécois. J'ai de la sympathie pour les Québécois. J'ai eu des discussions avec les membres de la Coopérative fédérée du Québec. Dans le passé, j'ai discuté avec des personnes qui expédiaient leurs produits là-bas et je sais de quoi ils parlent. Cependant, en tant qu'habitant des provinces de l'Ouest, je ne suis pas prêt à accepter une étude unilatérale. Je ne dis pas qu'il en sera ainsi, mais j'attire l'attention du secrétaire parlementaire et du sous-ministre sur ces questions. A mon avis, elles sont tout à fait pertinentes dans le genre d'étude qu'on leur a confié, et c'est le genre de questions que l'on pose. Je m'excuse, mais je ne me souviens pas de votre nom.

Une voix: Langlois.

M. Gleave: Monsieur Langlois.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Je peux dire une chose, monsieur Gleave, à ce sujet. Comme le sous-ministre l'a dit il y a quelques minutes, hier tous les ministres de l'Agriculture se sont mis d'accord sur ce rapport particulier à ce sujet, à savoir qu'ils créeraient une espèce de comité pour étudier le rapport qui serait déposé par ce comité du Conseil des grains. Cela sera fait après que chaque province ait reçu ce rapport et l'ait étudié. Si elles sont toutes d'accord avec ce rapport et avec les recommandations qu'il comporte, il n'y aura pas de problèmes.

Je suppose que si elles sont d'accord, c'est parce que ce rapport aura couvert la plupart de ces questions. Si le rapport n'a pas couvert ces questions je suppose que les ministres de l'Agriculture de ces provinces se manifesteront et s'assureront qu'on étudie ces questions, comme vous l'avez très bien fait remarquer.

M. Gleave: Une dernière question, monsieur le président. Si je comprends bien le secrétaire parlementaire, il dit que si le prix de revient de la commercialisation et le prix de revient du transport du produit fini s'équilibrent, et que si la situation existant dans les marchés terminaux n'entre pas dans cette étude, le ministre serait prêt à élargir cette étude afin que cela y entre. Est-ce que je me trompe?

[Texte]

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): I think that you are stretching what I have said here.

Mr. Gleave: I am by intent. That is not an accident. I am by intent.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): I was saying that the ministers of agriculture will consider that report, and the recommendations contained in that report. I am not giving the impression that they will certainly appoint that specific group composed of members named by the provincial governments and the federal government to do the proper recommendations that they feel should be done, should be put into application.

Mr. Gleave: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Côté.

M. Côté (Richelieu): Merci, monsieur le président. M. Williams, en réponse à la question que M. Langlois a posée tout à l'heure, quels motifs ont, aux alentours des années '60, porté le gouvernement à changer les méthodes d'administration de la Commission des grains et à lui retirer la régie du commerce dans les provinces des Prairies? Je pense que cela a été fait au cours des années '60 car je collaborais alors au mouvement UCC. Je me rappelle qu'au cours de certaines réunions, on demandait au gouvernement de l'époque de rendre à la Commission des grains le contrôle qu'elle avait perdu.

• 1625

Alors ma question est celle-ci: quels motifs ont poussé le gouvernement à changer sa politique à l'égard de la Commission canadienne des grains et de ne plus s'occuper du commerce libre des grains à l'intérieur des Prairies?

Le président: Monsieur Côté des représentants de la Commission canadienne du blé viendront témoigner à ce Comité avec le ministre responsable, M. Otto Lang. À ce moment-là vous pourrez peut-être poser votre question.

M. Côté (Richelieu): D'accord.

M. Langlois: J'en appelle au règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Langlois.

M. Langlois: Nous aurons en effet M. Lang qui va nous parler de la Commission canadienne du blé, mais ses prévisions montrent des articles spécifiques d'où ne découle pas le sujet à l'étude dans le moment.

Le président: Au poste de la Commission canadienne du blé, vous avez les dépenses du programme. Lors de l'étude du programme de la Commission des grains, je crois que nous pourrions accepter des questions d'ordre général; vous n'avez peut-être pas le témoin approprié pour répondre à votre question bien précise, monsieur Côté, à moins qu'il ne veuille répondre. Voulez-vous répondre, monsieur Williams?

Mr. Williams: Mr. Chairman, I could only give an opinion on this. I was not party to the decisions that were made at that time to all that I could give would be relatively hearsay evidence.

Le président: Alors vous ne pourriez pas avoir une réponse précise, monsieur Côté.

[Interprétation]

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Vous me faites dire plus que je n'ai dit.

M. Gleave: C'est intentionnel. Ce n'est pas un accident. C'est intentionnel.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Je disais que les ministres de l'Agriculture étudieraient ce rapport, et les recommandations qu'il comporte. Je ne veux pas dire qu'ils nommeront à coup sûr ce groupe spécial composé de membres nommés par les gouvernements provinciaux et par le gouvernement fédéral pour faire les recommandations appropriées qui, d'après eux, devraient être faites et qui devraient être appliquées.

M. Gleave: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Côté.

Mr. Côté (Richelieu): Thank you Mr. Chairman. Mr. Williams, to answer the question asked a few minutes ago by Mr. Langlois, what were the motivations in the 60s that lead the government to alter the administrative methods of the Wheat Board and to deny it authority over trade within the Prairies? I think it was during the 60s because at that time I was working with the UCC movements. I remember that during certain meetings, we were asking the government of the time to give back the Wheat Board the authority it had lost.

Here is my question: what led the government to alter its policy in respect of the Canadian Wheat Board to the

effect that it had no more authority on the marketing of grains within the Prairies?

The Chairman: Mr. Côté, representatives of the Wheat Board will come before us with the Minister, Mr. Otto Lang. You might then ask your questions.

Mr. Côté (Richelieu): Right.

Mr. Langlois: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Langlois.

Mr. Langlois: Indeed Mr. Lang will talk about the Canadian Wheat Board, but in those estimates there are specific items which do not fall under our present consideration.

The Chairman: Under the Canadian Wheat Board, you have expenditures of the program. So, when we will consider the problem of the Board, we will agree to general questions; the proper witnesses maybe are not here to answer your question, Mr. Côté, unless someone is willing to. Do you want to answer that question, Mr. Williams?

M. Williams: Monsieur le président, je ne pourrais que donner mon avis à ce sujet. Je n'ai pas participé aux décisions qui ont été prises à cette époque, par conséquent, tout ce que je peux faire, c'est indiquer ce que j'ai entendu dire.

The Chairman: So, you could not have a specific answer, Mr. Côté.

[Text]

M. Côté (Richelieu): Merci. D'autres questions auraient pu se greffer à ce sujet, mais j'espère que lorsque M. Lang viendra j'aurai la possibilité de poser ces questions précises. Je croyais que M. Williams, qui est assez au courant des problèmes, aurait pu me répondre.

The Chairman: Are there any other questions on Vote 1a? Mr. Rock?

Mr. Rock: My question would be on Vote 5a, Research.

The Chairman: I will call that later on.
Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, just a comment with regard to Mr. Langlois' item. I think this was an excellent point to raise in view of the fact that the net income figures for farmers was talked about at the conference yesterday. It seems to me that it is not up to the farmers of Quebec or western Canada or anywhere else in Canada to provide cheap food, and certainly I would like to see us discuss these topics at more length.

My question is specifically in regard to another government department, as it connects with the Department of Agriculture, and that is the new Ministry of Science and Technology. Or maybe you would rather refer to this under "Research"? My question is: will any of the work done by the Department of Agriculture be under research or technology, particularly the sections of agriculture which have to do with technological change or this end of the research? What will be the association with the new Ministry of Science and Technology, or have you resolved this yet?

Mr. Williams: Mr. Chairman, to the best of my knowledge the new ministry of Science and Technology is to be a co-ordinating body that will endeavour to see, first of all, that there is no overlapping between government departments in the total science area—not just the research area but the total science area—and, I would presume, also to advise the government on matters of science policy. I really cannot answer that because, at the present moment, we are not deeply involved with this new ministry.

Mr. Thomson: All right, but maybe you have answered my question. You said, if I understood you correctly, that they have not really approached you as to whether you are doing anything that overlaps any other government department. Am I correct? I just wanted to make sure.

Mr. Williams: There may have been approaches at some levels in the Research Branch but there has not been an approach at my level.

Mr. Thomson: That is all I wanted to know, thank you.

The Chairman: Are there any further questions on Vote 1a?

Mr. Williams: Excuse me, as further amplification, I should say, though, that we have had meetings where people from there have addressed people in the department and talked to them.

[Interpretation]

Mr. Côté (Richelieu): Thank you. Other questions might have derived from that subject, but I hope that when Mr. Lang is here, I will have the possibility to ask those specific questions. I thought that Mr. Williams who is very well aware of those problems could have answered me.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet du crédit 1a? Monsieur Rock?

M. Rock: Ma question se réfère au crédit 5a, la recherche.

Le président: Nous en parlerons plus tard.
Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, une simple remarque au sujet de l'intervention de M. Langlois. Il a eu tout à fait raison d'évoquer cette question car on a discuté hier du revenu net des fermiers au cours de la conférence. Selon moi, ce n'est pas aux fermiers du Québec, de l'Ouest ou d'ailleurs de fournir des aliments à bon marché, et j'aimerais que l'on approfondisse un peu plus ce problème.

Ma question se rapporte à un autre ministère du gouvernement, ministère qui a des relations avec celui de l'Agriculture, il s'agit du nouveau ministère de la Science et de la Technologie. Peut-être vaudrait-il mieux attendre que l'on passe à la section «recherche»? Ma question est la suivante: parmi les travaux effectués par le ministère de l'Agriculture, certains entreront-ils dans le cadre de la recherche ou de la technologie, en particulier dans les secteurs de l'agriculture qui subissent des changements technologiques ou qui touchent ce domaine de la recherche? Quels seront les rapports avec le nouveau ministère de la Science et de la Technologie? Avez-vous déjà pris une décision?

M. Williams: Monsieur le président, à ma connaissance le nouveau ministère de la Science et de la Technologie jouera un rôle de coordinateur et s'efforcera, premièrement, de veiller à ce que les différents ministères gouvernementaux ne fassent pas double emploi dans toutes les branches scientifiques—non pas simplement dans le domaine de la recherche mais toutes les branches scientifiques—et, certainement aussi, de conseiller le gouvernement en matière de politique scientifique. Je ne peux pas vraiment répondre à cela car, à l'heure actuelle, nous n'avons que très peu de rapports avec ce nouveau ministère.

M. Thomson: Très bien, mais vous avez peut-être répondu à ma question. Si j'ai bien compris, ils ne vous ont pas vraiment contacté pour vous dire si oui ou non vos activités font double emploi avec les travaux d'un autre ministère du gouvernement. Est-ce que je me trompe? Je voudrais en être bien sûr.

M. Williams: Il a pu y avoir des contacts à certains niveaux de la division de la recherche mais il n'y en a pas eu à mon niveau.

M. Thomson: C'est tout ce que je voulais savoir, merci.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet du crédit 1a?

M. Williams: Je m'excuse, pour plus ample information, je devrais dire toutefois que nous avons tenu des réunions au cours desquelles nous avons eu des échanges avec les membres de ce ministère.

[Texte]

Mr. Thomson: Thank you.

The Chairman: If that is all, shall Vote 1a carry? Mr. Hales.

• 1630

Mr. Hales: Just before you carry it, could we have an explanation of Professional and Special Services, \$52,000? I take it that this is over and above the other salary and wages; this is something special.

Mr. Williams: Mr. Hales, this is the estimated fraction that will go to consultants as opposed to hiring people.

Mr. Hales: Then under Manpower, you have Administrative and Foreign Service; you are going to have 46 people in that. What do you mean by foreign service?

Mr. Williams: That is the classification used by the Public Service Commission; it is not ours. Our people are with the administrative sector; they are clerical people.

Mr. Hales: It does not mean that they are going to be working outside the country.

Mr. Williams: No, sir. Nobody will be working outside the country. It is a general classification that covers the administrative and foreign service category which is a category for bargaining purposes. We will not have any people falling in the foreign service sector of that bargaining group.

Mr. Hales: And these professional people will be on contracts...

Mr. Williams: Yes, people represented by the \$52,000 under Professional and Special Services.

Mr. Hales: They will not be paid unless they fulfil their contracts.

Mr. Williams: I sincerely hope so.

Mr. Hales: We have had experience where they were paid and never fulfilled their contracts.

Mr. Williams: Yes, sir. We have had them.

Mr. Hales: Yes. I want to make sure it does not happen again.

The Chairman: That was the business of the Standing Committee on Public Accounts.

Mr. Hales: I think Mr. Leblanc knows about that. What about the rentals, \$8,000? What is that in for? What are you going to rent?

Mr. Williams: Extra office accommodation for survey groups. It is a very limited amount; once again, it is an estimated amount.

Mr. Hales: Thank you, Mr. Chairman.
Vote 1a agreed to on division.

DEPARTMENT OF AGRICULTURE

A—Department—Research Program

Vote 5a—Research—Program expenditures—\$1,548,300.

[Interprétation]

M. Thomson: Merci.

Le président: Si nous en avons fini, le crédit 1a est-il adopté? Monsieur Hales?

M. Hales: Avant de l'adopter, pourrait-on nous expliquer en quoi consiste le \$52,000 pour services professionnels et spéciaux? Je présume que ce montant vient s'ajouter aux traitements et salaires, que c'est quelque chose de spécial.

M. Williams: Monsieur Hales, il s'agit de la cote-part qui sera versée aux experts conseils, par opposition à l'embauche d'employés.

M. Hales: Puis, au chapitre de la Main-d'œuvre, Administration et Service extérieur, il est question de 46 personnes; qu'entendez-vous par service extérieur?

M. Williams: Il s'agit de la classification employée dans la Commission de la fonction publique; ce n'est pas la nôtre. Nos employés sont dans le secteur administratif; ce sont des commis.

M. Hales: Cela ne signifie pas qu'ils seront affectés à l'étranger.

M. Williams: Non, monsieur. Personne n'est affecté à l'étranger. C'est une classification générale qui comprend la catégorie administration et service extérieur, ainsi nommée aux fins des négociations collectives. Aucun membre de notre personnel ne tombe dans le secteur du service extérieur de ce groupe de négociations.

M. Hales: Et ces professionnels seront engagés par contrat...

M. Williams: Oui, les personnes pour lesquelles ces \$52,000 sont prévus aux fins des services professionnels et spéciaux.

M. Hales: Ils ne seront pas payés que lorsqu'ils auront rempli leurs engagements.

M. Williams: Je l'espère bien.

M. Hales: Nous avons eu connaissance de cas où ces personnes ont été payées sans qu'elles aient jamais rempli leurs engagements.

M. Williams: Oui, monsieur. Nous en avons eu connaissance aussi.

M. Hales: Oui. Je veux m'assurer que cela ne se répètera pas.

Le président: C'est le Comité permanent des comptes publics qui s'en est occupé.

M. Hales: Je pense que M. Leblanc est au courant. Vient ensuite la «location» \$8,000? Qu'est-ce que ça représente? Que louez-vous?

M. Williams: Des bureaux pour nos enquêteurs. C'est une somme très modique; encore une fois, ces chiffres sont approximatifs.

M. Hales: Merci, monsieur le président.
Le Crédit 1a est adopté à la majorité.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

A—Ministère—Programme de recherches

Crédit 5a—Recherches—Dépenses du programme—\$1,548,300.

[Text]

The Chairman: Mr. Gleave, I understand you have a question on that subject. I have also Mr. Thomson and Mr. Rock.

Mr. Gleave: Does the seed-testing program for rapeseed come under this particular vote?

Mr. Williams: No, Mr. Chairman.

Mr. Gleave: Does it come under Production and Marketing?

Mr. Williams: Or the Board of Grain Commissioners, depending on what portion of it it was.

Mr. Gleave: I would like to know what the scope of the testing program is and what you are undertaking there. If it does not come under this I will pass.

Mr. Williams: I think the Board of Grain Commissioners would be a more appropriate vote, Mr. Chairman.

The Chairman: We have the Production Marketing Program to examine specifically at that time.

Mr. Gleave: I will ask it under Production and Marketing if I might, Mr. Chairman.

The Chairman: We will see when we get there, Mr. Gleave.

Mr. Williams: I would like to correct that. It should be under Production and Marketing rather than the Board of Grain Commissioners. It could be under either but there is an item in the Production and Marketing vote.

Mr. Gleave: That will be all right, Mr. Chairman.

The Chairman: Your question will be accepted at that time.

Mr. Gleave: Right.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I have a question on the Barber Commission Report and I address it to the Parliamentary Secretary. We spent several million dollars and several years on a report on farm machinery which I would list under research. Is the government contemplating spending further money on testing farm machinery?

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): I will ask Mr. Williams to reply to that specific point.

Mr. Williams: There were recommendations in the Barber Commission Report, as Mr. Thomson has pointed out, concerning the federal and provincial governments, either jointly or separately, entering into a testing program for agricultural machinery. This matter has been discussed at some length and we have asked an agricultural engineering committee, which is a joint federal-provincial committee under the co-ordinating committee on agricultural services, to report on this. That report will be presented to the full meeting of CASC which is to be held in April of next year.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Gleave, je crois comprendre que vous avez une question à poser à ce propos. J'ai aussi M. Thomson et M. Rock.

M. Gleave: Est-ce que le programme relatif aux essais de semence de colza est compris dans ce crédit?

M. Williams: Non, monsieur le président.

M. Gleave: Est-ce qu'il est compris dans le programme de la production et des marchés?

M. Williams: Ou dans celui de la Commission des grains, selon ce dont il s'agit.

M. Gleave: J'aimerais connaître la portée des essais de semences et en quoi consiste ce programme. Si cela ne relève pas du crédit que nous étudions, je passe.

M. Williams: Je pense que la Commission des grains correspondrait mieux, monsieur le président.

Le président: Pour le moment nous étudions surtout le programme de la production et des marchés.

M. Gleave: Je vais poser ma question lorsqu'on étudiera le programme de la production et des marchés, si vous voulez bien me le permettre, monsieur le président.

Le président: Nous y verrons au moment voulu, monsieur Gleave.

M. Williams: J'aimerais apporter une correction. Cette question devrait se rapporter au chapitre de la production et des marchés plutôt qu'à celui de la Commission des grains. Le sujet convient aux deux, mais il y a un poste correspondant dans le programme de la production et des marchés.

M. Gleave: C'est bien, monsieur le président.

Le président: Vous posez votre question à ce moment-là.

M. Gleave: D'accord.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, une question au sujet du rapport de la Commission Barber et je l'adresse au secrétaire parlementaire. Nous avons dépensé plusieurs millions de dollars et sacrifié plusieurs années à préparer un rapport sur l'équipement agricole que je placerais sous la rubrique des recherches. Le gouvernement envisage-t-il de dépenser d'autres sommes pour éprouver l'équipement agricole?

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Je demanderais à M. Williams de répondre directement à cette question.

M. Williams: Comme M. Thomson l'a déjà signalé, la Commission Barber dans son rapport a recommandé la participation conjointe ou indépendante des gouvernements fédéral et provinciaux à un programme d'essai de l'outillage agricole. Cette question a été assez longuement discutée et nous avons demandé à un comité de génie agricole, comité fédéral-provincial conjoint relevant du Comité de coordination des services agricoles, de présenter un rapport sur la question. Ce rapport sera présenté à la séance plénière du CCSA qui doit avoir lieu en avril l'an prochain.

[Texte]

Mr. Thomson: CASC?**Mr. Williams:** Co-ordinating Committee on Agricultural Services.**Mr. Thomson:** I see.

• 1635
Mr. Williams: Which is a joint federal-provincial university committee, the major function of which is to endeavour to ensure that there is no overlapping in research or programs and to co-ordinate programs between the universities, the provincial governments and the federal government.

Mr. Thomson: In effect, you have made no decision in this matter.**Mr. Williams:** No decision has been made. That is correct.**Mr. Thomson:** That is fine for the moment. Thank you, Mr. Chairman.**The Chairman:** Mr. Rock.

Mr. Rock: Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask the Deputy Minister whether any research is being done with regard to the possibility that we have nut growers in Canada. It does not seem that we have such a thing. Most of our edible nuts are imported and possibly most of these nuts could be grown in Canada. I passed through your experimental farm down here. I noticed you have many old butternut trees, chestnut trees and the black walnut trees, but there do not seem to be any young ones growing. In other words, it does not seem that the experimental farm is taking any of these nuts, before the squirrels get them that is, planting them and trying to grow them to continue this sort of tree before these die out. These are already old trees and their lives may soon end by the looks of things. There do not seem to be any young ones growing anywhere. I wondered whether there are any experiments being made in this direction for the expanding ideas for farmers.

Mr. Williams: At the present time we have no active-research program associated with the production of nuts in Canada. I believe at one time in British Columbia, out on Victoria Island, we did have a limited program, but it was discontinued for lack of interest. However, at the present time the straight answer is that we do not have a program.

Mr. Rock: Even if you do not have a program, do you not feel that at least at the experimental farm they should try to grow some of these trees out there for the purpose of that park area rather than have these others die out? Before you know it, you will not be able to replace some of these trees. It seems that even before these nuts are ripe, the squirrels have taken them all down. If you were even to try I do not think you would even have a possibility of doing so, but I wonder if you should not study this possibility to see whether you should have this type of experimenting done, to find out whether some farmers would be interested in growing certain nuts in Canada.

Mr. Williams: Mr. Chairman, I would be quite pleased to look into and raise with our people who are responsible for the maintenance of the arboretum whether, in fact, they are trying to propagate any of these and if not whether, in their view, it would be an advisable thing to do.

[Interprétation]

M. Thomson: Que représente CCSA?**M. Williams:** Le Comité de coordination des services agricoles.**M. Thomson:** Je vois.

M. Williams: Il s'agit d'un comité mixte où se trouvent le fédéral, le provincial et les universités, dont la principale fonction est de s'efforcer de vérifier qu'il n'y aura pas de chevauchement dans la recherche ou les programmes, et de coordonner les programmes entre les universités, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral.

M. Thomson: En effet, vous n'avez pas pris de décision à ce propos.**M. Williams:** Aucune décision n'a été prise. C'est exact.**M. Thomson:** Excellent. Je vous remercie, monsieur le président.**Le président:** Monsieur Rock.

M. Rock: Je vous remercie, monsieur le président. J'aimerais demander au sous-ministre si des recherches sont faites en ce qui concerne la possibilité d'avoir des producteurs de noix au Canada. Il semble qu'ils fassent défaut à présent. La plupart des noix comestibles sont importées et pourraient être cultivées au Canada. J'ai visité votre ferme expérimentale d'Ottawa. J'ai remarqué que vous y aviez beaucoup de vieux arbres à noix cendrées, des châtaigniers et des noyers noirs, mais il ne semble pas y avoir de jeunes arbres. En d'autres termes, il ne semble pas que la ferme expérimentale récolte ces noix avant que les écureuils ne les mangent, c'est-à-dire pour les planter et essayer de les développer pour en poursuivre l'espèce avant leur disparition. Les arbres en question sont déjà de vieux arbres qui, semble-t-il, deviendront rapidement improductifs. Je ne crois pas qu'on en ait planté de nouveaux. Je me demande si l'on fait des expériences dans ce domaine dans l'intérêt des cultivateurs.

M. Williams: A l'heure actuelle nous n'avons pas de programme de recherche actif en ce qui concerne la production de noix au Canada. Je crois qu'à un moment donné, en Colombie-Britannique, dans l'île Victoria, nous avions un programme restreint, mais il a été interrompu par manque d'intérêt. Cependant, à l'heure actuelle, la réponse directe est que nous n'avons pas de programme du tout.

M. Rock: Même si vous n'avez pas de programme, ne pensez-vous pas qu'au moins à la ferme expérimentale ils devraient essayer de faire pousser certains de ces arbres qui seraient destinés au parc au lieu que les autres ne meurent? Avant que vous ne vous en rendiez compte, il vous sera impossible de remplacer ces arbres. Il semble qu'avant même que ces noix ne soient mûres, les écureuils les aient prises. Même si vous décidiez d'essayer, je ne crois pas que cela serait possible, mais je me demande si vous ne devriez pas étudier la possibilité de mener de telles expériences, pour savoir si des cultivateurs seraient intéressés au développement de certains noisetiers au Canada.

M. Williams: Monsieur le président, je serais heureux d'étudier cette question et de demander aux personnes responsables de l'entretien des arbres si en fait elles essaient de promouvoir ce genre de culture et si, selon elles, il conviendrait de le faire.

[Text]

Mr. Rock: Thank you.**The Chairman:** Mr. Southam.

Mr. Southam: Mr. Chairman, under Vote 5a there is an amount allocated which reads as follows: Vote 5a—Research—Program expenditures. The supplementary estimate—we were discussing this item—is \$1,548,300. Could the Minister explain what particular areas of research this supplementary estimate covers?

Mr. Williams: Yes, you will note that the activity under which this is recorded is Support Service. Once again, this is part of the government's announced policy of economic stimulation during the forthcoming winter in providing jobs. All of these items involve high labour content work that falls into two categories, construction and the repair, maintenance and upkeep of buildings and equipment. The minor construction amounts to about \$1.2 million of that and straight operation and maintenance amounts to about \$320,000 of that total. It is spread right across Canada at our various institutions within the research branch, our farms and stations.

• 1640

Mr. Southam: Concerning this figure, of 85 man-years, you could estimate roughly that that represented around, 320 or 300 people involved to the end of the fiscal year?

Mr. Williams: Something of that nature, yes.

Mr. Southam: Experimental farms come under this particular Vote 5a, do they?

Mr. Williams: Yes.

Mr. Southam: Mr. Deputy Minister, what is the status of the Indian Head Experimental Farm at the present time? You may recall that, before the Agriculture Committee a year or so ago, I questioned the Minister on this particular item, the status of Indian Head. There were complaints about the services provided at the Indian Head Experimental Farm because it was going through a process of attrition due to its proximity to the University of Saskatchewan Regina campus. There was a certain reluctance on the part of the people up there to see this happen. Has this come to a halt or is there still attrition? What is the status at the present time?

Mr. Williams: The position in respect of our research station at Indian Head is that some of the work there, for reasons of efficiency and for staffing and various other reasons, was transferred to our station at Regina, because of the proximity and the change in transportation patterns. I think I can assure Mr. Southam that, at the present time, the situation in respect of Indian Head is stabilized and that the program will continue on approximately the same basis as it is at the present time until some further decision is made; but there are no decisions pending that I know of.

Mr. Southam: Are any of these people involved in this supplementary estimate working in any capacity at Indian Head? You mentioned experimental farms. Would Indian Head be involved in any of this?

[Interpretation]

M. Rock: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Southam.

M. Southam: Monsieur le président, au crédit 5a il y a une somme qui est alouée sous le titre suivant: Crédit 5a—recherches, dépenses du programme. Les prévisions supplémentaires—et nous parlons de cet article—indiquent 1,548,300 dollars. Est-ce que le ministre pourrait indiquer des domaines précis de recherche qui sont couverts ici?

M. Williams: En effet, vous remarquerez que l'activité mentionnée est celle des services de soutien. A nouveau, cela fait partie de la politique annoncée par le gouvernement de stimulation économique pendant les mois d'hiver prochains afin de fournir des emplois. Tous ces articles recouvrent des travaux nécessitant beaucoup de main-d'œuvre et entrent dans deux catégories, la construction et les réparations, l'entretien des édifices et des équipements. Pour les petites constructions, il s'agit de 1.2 million de dollars et pour les fonctionnements et les entretiens il s'agit d'environ \$320,000 de ce total. Ces sommes sont réparties entre nos différentes institutions au Canada qui

dépendent de la Direction de la recherche, nos exploitations agricoles et nos services régionaux.

M. Southam: A propos de ces 85 années-hommes, cela représente à peu près 300 à 320 personnes d'ici la fin de la présente année fiscale?

M. Williams: C'est à peu près cela.

M. Southam: Est-ce que les fermes expérimentales sont incluses dans ce crédit 5a?

M. Williams: En effet.

M. Southam: Monsieur, quel est le statut de l'*Indian Head Experimental Farm* à l'heure actuelle? Vous vous souvenez peut-être qu'il y a environ un an au comité de l'Agriculture j'ai interrogé le Ministre à ce sujet. On s'est plaint des services de l'*Indian Head Experimental Farm* qui se détérioraient étant donné la proximité du campus de l'université de Saskatchewan à Regina. Les gens ont vu cela d'un mauvais œil. A-t-on mis un terme à cette situation ou existe-t-elle toujours? Où en est-on à l'heure actuelle?

M. Williams: En ce qui concerne notre station de recherches à Indian Head on peut dire qu'une partie du travail, entre autres pour des raisons d'efficacité et de personnel, a été transféré à notre station de Regina à cause de la proximité et des changements dans le système de transport. Monsieur Southam, je crois pouvoir dire qu'à l'heure actuelle la situation en ce qui concerne Indian Head est stabilisée et que le programme continuera sur une base analogue jusqu'à ce que l'on prenne une autre décision; mais à ma connaissance, on n'a encore rien prévu.

M. Southam: Ces personnes citées dans ces prévisions supplémentaires travaillent-elles à Indian Head? Vous avez fait allusion aux fermes expérimentales. Est-ce que Indian Head se rangerait sous cette rubrique?

[Texte]

Mr. Williams: No, Indian Head is not on the list.

Mr. Southam: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Howe.

Mr. Howe: About this figure of \$710,000 for construction of buildings, acquisition of land, and equipment. Where are you going to build and what does it entail?

Mr. Williams: There are minor projects. If you like, I can read the locations; there are quite a number of them.

Mr. Howe: What type of buildings are you going to construct?

Mr. Williams: These are not only buildings: there are also constructional changes in buildings. For example, Charlottetown is the one I have in front of me. I will read the totality of the projects for Charlottetown: road grading and paving, fencing, relocating scale house and providing pit, site clearing at the Upton farm, lightning rods at the Upton farm, and a relocation of an electrical line.

Mr. Howe: Do you have lightning rods on all your buildings?

Mr. Williams: It is a general practice and a policy of this department that where our buildings are in rural areas, we instal lightning rods.

Mr. Howe: That used to be quite a business, years ago, selling them to all the farmers. What has happened to it? The Department of Agriculture does it but can the farmers not afford them any more?

Mr. Williams: I think the situation is that, with the decreasing number of farmers, nearly everybody has lightning rods by now.

When you travel through the country, you will notice—at least I noticed—that most buildings in rural areas have lightning rods.

The Chairman: Mr. Hales.

Mr. Hales: Is any of this money for the purchase of land?

Mr. Williams: No, none of it is for the purchase of land. That is part of the title of the vote.

Mr. Hales: Under capital expenditures, I see that you have salaries and wages. It seems very strange to me that salaries and wages would be considered as capital expenditure. Is there some reason for that?

Mr. Williams: Yes, Mr. Hales, that is for our own forces, where our own staff will hire the people and do the construction ourselves. That is the way the money is handled in such cases rather than a lump sum for construction. In other words, if we were contracting it, it would all be one sum. If we were building it ourselves, part of it would appear under supplies and material and part of it under labour or salaries.

[Interprétation]

M. Williams: Non, Indian Head n'est pas sur la liste.

M. Southam: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Howe.

M. Howe: A propos des \$710,000 affectés à la construction, à l'acquisition de terrains, de bâtiments et de matériel, peut-on savoir ce que vous allez construire et où?

M. Williams: Ce sont des projets de moindre importance. Si vous voulez, je vais vous donner le nom des endroits; il y en a un certain nombre.

M. Howe: Quel genre de bâtiments allez-vous construire?

M. Williams: Il s'agit non seulement de bâtiments mais également de modification dans la construction. Par exemple, Charlottetown est un des noms que j'ai en face de moi. Voici l'ensemble des travaux prévus à Charlottetown: nivellement et asphaltage de routes; palissades, déplacement des abris à bascule et de la fosse d'approvisionnement, déblaiement du site à Upton Farm, installation de paratonnerres à Upton Farm, et remplacement d'une ligne électrique.

M. Howe: Existe-t-il des paratonnerres sur tous vos édifices?

M. Williams: C'est courant et la politique de ce ministère veut qu'il y ait des paratonnerres sur tous les bâtiments situés dans les zones rurales.

M. Howe: Il y a quelques années c'était tout un problème de les vendre aux cultivateurs. Que s'est-il passé? C'est le ministère de l'Agriculture qui s'en charge mais les cultivateurs ne peuvent-ils plus en assumer les frais?

M. Williams: Étant donné la diminution du nombre des cultivateurs, presque tout le monde possède des paratonnerres maintenant.

En voyageant dans cette région, vous remarquerez, comme je l'ai fait, qu'à peu près tous les bâtiments des zones rurales ont des paratonnerres.

Le président: Monsieur Hales.

M. Hales: Est-ce qu'une partie de cette somme est consacrée à l'achat de terrains?

M. Williams: Non, aucune partie n'est consacrée à l'achat de terrains. C'est indiqué dans le titre du crédit.

M. Hales: Sous la rubrique dépenses d'investissements, je vois que vous parlez de traitements et salaires. Il me semble extraordinaire de considérer les traitements et salaires comme dépenses d'investissements. Y a-t-il une raison à cela?

M. Williams: Oui, monsieur Hales, c'est pour notre propre main-d'œuvre, lorsque notre personnel loue les services d'autrui et que nous faisons nous-mêmes la construction. C'est ainsi qu'on utilise l'argent dans des cas semblables au lieu d'accorder des sommes dérisoires à la construction. En d'autres termes, si nous passions des contrats, il s'agirait d'une somme globale. En assurant nous-mêmes la construction, une partie de cette somme apparaît sous la rubrique fournitures et approvisionnements et une autre partie sous la rubrique salaires et traitements.

[Text]

Mr. Hales: Thank you.

The Chairman: Are there any further questions on Vote 5a? If not, shall Vote 5a carry?
Vote 5a agreed to.

The Chairman: We will now move on to page 8, to Votes 10a and 15a regarding the production and marketing program.

Mr. Gleave.

• 1645

Vote 10a—Production and Marketing—Operating expenditures,—\$493,500

Vote 15a—Production and Marketing—Contributions—\$950,000

The Chairman: Mr. Gleave.

Mr. Gleave: What amount of money will be expended in respect of the seed testing program on rapeseed?

Mr. Williams: I presume you are speaking of the testing associated with the production of low erucic rapeseed?

Mr. Gleave: In the main, yes—our ongoing program.

Mr. Williams: Our estimated cost of that—and you will appreciate it is not involved in these figures here other than in their totality as opposed to the supplementary estimate—is \$278,000.

Mr. Gleave: Would that total be spent at the University of Saskatchewan, where I presume the main testing still goes on?

Mr. Williams: No, this consists of quite a few factors. For example, it includes crop inspection and the people required for that inspection; the cost of taking the samplings at farms and country elevators; the actual analysis of the erucic acid content; and the purity and germination tests that are carried on at our own seed testing laboratories. In other words, this is the total costing of it within the department.

Mr. Gleave: We are running tests throughout the country elevator system on established levels of erucic acid?

Mr. Williams: That is correct.

Mr. Gleave: Is the farmer supposed to designate this type of product when he brings it in?

Mr. Williams: It is his option, Mr. Gleave, if he wishes to have it designated as low erucic acid. In any case, many of them are tied in with some kind of contract production.

Mr. Gleave: Is there any seed production program being undertaken in California this year?

Mr. Williams: No, sir, not other than our normal ones—not seed production. We do at the research level, as opposed to the production level, sometimes multiply generations down there to increase the rate at which the research work can be carried on. I cannot give you a categorical answer as to whether rapeseed is involved in that this winter but I would presume that some of it will be, either there or in South America.

[Interpretation]

M. Hales: Je vous remercie.

Le président: Y a-t-il d'autres questions à propos du crédit 5a? Sinon, le crédit est-il adopté?
Crédit 5a adopté.

Le président: Passons maintenant à la page 8, au crédits 10a et 15a concernant le programme de la production et des marchés.

Monsieur Gleave.

Crédit 10a—Production et Marchés—Dépenses de fonc-

tionnement—\$493,500

Crédit 15a—Production et Marchés—Contributions—\$950,000

Le président: Monsieur Gleave.

M. Gleave: Combien consacrera-t-on au programme expérimental sur les graines de colza?

M. Williams: Il s'agit, je suppose, des tests portant sur la production de colza à faible teneur en acide érucique?

M. Gleave: Il s'agit principalement des programmes en cours.

M. Williams: Les frais prévus—et vous comprendrez qu'on ne mentionne pas ces frais ici sinon dans le coût total par opposition aux prévisions supplémentaires—sont de \$278,000.

M. Gleave: Est-ce que ce total sera dépensé à l'Université de Saskatchewan, où les principaux tests sont encore en cours?

M. Williams: Non, cela se décompose en plusieurs éléments distincts. Par exemple, cela recouvre l'inspection des récoltes et le personnel d'inspection; le coût des prélèvements dans les exploitations agricoles et les silos de campagne; l'analyse effective de la teneur en acide érucique; les tests de germination et de pureté menés dans les laboratoires d'essais sur les semences. Voilà donc le coût total pour notre ministère.

M. Gleave: Procède-t-on dans tous les élevateurs à des tests sur la teneur en acide érucique?

M. Williams: En effet.

M. Gleave: Est-ce que le fermier est tenu d'indiquer ce genre de produit lorsqu'il l'apporte?

M. Williams: Il est libre, monsieur Gleave, demander à ce qu'on désigne son produit comme ayant une faible teneur en acide érucique. En tout cas, la majorité d'entre eux sont liés par des contrats de production.

M. Gleave: Y a-t-il cette année en Californie des programmes concernant la production de semences?

M. Williams: Non, monsieur, il n'y a pas d'autres programmes que les programmes ordinaires. Au niveau de la recherche par opposition à la production, nous multiplions parfois les générations afin d'augmenter la cadence des recherches. Je ne puis répondre d'une façon catégorique à la question de savoir si le colza fera partie de ce programme cet hiver, mais je suppose qu'il le sera en partie, soit là-bas soit en Amérique du Sud.

[Texte]

Mr. Gleave: At the Outlook Conference, as I listened to questions being asked, there appeared to be a lack of decision-making, which is pretty serious, as to which varieties we should recommend to farmers in this coming crop year. Are you able to give any information to this Committee on the acceptability overseas of the low erucic acid?

Mr. Williams: The only information I can give you that is hard information at the present time is that we have missions in Europe and Japan at the present time and decisions will be made sometime subsequent to their return as to the advice that will be given to farmers on better marketing possibilities for the crop that they will be seeding next spring. The information that we have received to date from Japan, and it is only preliminary information, indicates that there is a very great interest on their part in this connection.

Mr. Gleave: On the pricing end does it look as though we will face any discount on the low erucic because of the disadvantage of its lower oil content and protein, or are they prepared to take it at par?

Mr. Williams: At the present moment it is being traded at no discount. I find it difficult to speculate on whether it is going to trade at a discount at some time or not. I think it will depend entirely on the action of the trade, plus the action that may or may not be taken by the health authorities. If, for example, there is an increased demand because of its special properties, I am sure it will trade at a premium at some time. On the other hand, if it has to compete on the basis of straight oil and meal, the present varieties that we have are not yielding, as you are well aware, as well as the standard varieties.

• 1650

Our research people inform us that within a couple of years—maybe three years, but certainly by 1973—they will have some varieties that will have an oil content that will be back to the level of the standard varieties.

Mr. Gleave: Have your domestic crushers—and more particularly the eastern crushers—shown any preference one way or the other between these two varieties? Is there any indication of their attitude?

Mr. Williams: I think I would have to indicate that at the present moment their attitude is one of fence-sitting. I do not think I can describe it much better than that.

Mr. Gleave: The western mills are under contract, of course, and they are bound to take the product, so this would not be an indication. In other words, then, about all we can really report to the farmers is that it is still in a state of flux and that we are waiting for some of the answers.

Mr. Williams: We expect to have the answers available, to the best of our ability—and they may not be final answers, I think you can appreciate that, Mr. Gleave—sometime shortly after these missions return.

Mr. Gleave: And that will be in February.

Mr. Williams: I think it is the first of the year.

Mr. Gleave: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Williams: I might say in respect to the eastern crushers that while there is fence-sitting in terms of purchases, they are showing a great deal of interest in it. They are deeply involved in the discussions in respect of it. In other words, they are not being disinterested.

[Interprétation]

M. Gleave: Lors de la Conférence d'étude, les questions posées ont fait ressortir un manque sérieux en matière de décisions, quant aux variétés que nous devrions recommander aux cultivateurs pour la prochaine campagne agricole. Pourriez-vous nous renseigner sur les exigences fixées à l'étranger en ce qui concerne l'acide érucique?

M. Williams: Les seuls renseignements tangibles que je puisse vous donner se limitent à l'heure actuelle au fait que nous avons des missions en Europe et au Japon, et qu'à leur retour, ou décidera des conseils à donner aux cultivateurs en vue d'une meilleure commercialisation de la récolte qu'ils ensementeront le printemps prochain. Les renseignements que nous avons reçus à ce jour du Japon, et il s'agit de renseignements préliminaires, indiquent que les Japonais s'intéressent beaucoup à cela.

M. Gleave: A propos des prix, aurons-nous à faire face à une réduction sur les variétés en faible teneur en acide érucique à cause des inconvénients que présente la faible teneur en huile et en protéines, ou sont-ils prêts à les considérer de la même façon?

M. Williams: A l'heure actuelle, la commercialisation se fait sans réduction. Je pense qu'il est difficile d'essayer de prévoir s'il sera vendu avec un rabais ou non à un moment donné. Selon moi, cela dépendra entièrement de l'action des vendeurs ainsi que des mesures qui pourront être prises ou non par les autorités responsables de la santé. Par exemple, si la demande augmente du fait de ses propriétés spéciales, je suis certain qu'on en arrivera à le vendre à prime. Par contre, si le marché ne tient compte que des teneurs en huile et en farine, vous savez bien que les variétés que nous avons actuellement ne sont pas aussi riches que les variétés courantes.

Selon notre équipe de recherche, d'ici deux ou peut-être trois ans, mais en tout cas certainement pour 1973, il y aura des variétés dont la teneur en huile aura atteint à nouveau le niveau des variétés courantes.

M. Gleave: Est-ce que les broyeurs canadiens et plus particulièrement ceux de l'Est, ont indiqué une préférence quelconque entre ces deux variétés? A-t-on des informations quant à leur attitude?

M. Williams: Je pense que pour l'instant tout ce que l'ont peut dire c'est qu'ils sont assis sur la barrière. Je ne pense pas que l'on puisse dire mieux.

M. Gleave: Évidemment les moulins de l'Ouest sont sous contrat et sont donc obligés de prendre le produit; ceci ne constituerait donc pas une indication. En d'autres termes, tout ce que nous pouvons donc déclarer aux agriculteurs est que la question est toujours indécise et que nous attendons d'avoir certaines des réponses.

M. Williams: Nous espérons avoir les réponses, dans la mesure du possible, peu après le retour de ces missions—et je pense que vous comprendrez, monsieur Gleave, que ce ne seront peut-être pas les réponses définitives.

M. Gleave: Et vous aurez cela en février.

M. Williams: Je pense qu'il s'agira du début de l'an.

M. Gleave: Merci beaucoup, monsieur le président.

M. Williams: Au sujet des broyeurs de l'Est du pays, je puis dire que, bien qu'ils soient assis entre deux chaises en ce qui concerne le problème des achats, ils font néanmoins preuve d'un grand intérêt. Ils sont très profondément concernés par les discussions à ce sujet. En d'autres termes, ils ne se désintéressent pas de la question.

[Text]

Mr. Gleave: One final question, Mr. Chairman. Is the Food and Drug Directorate taking the same, shall I say, very sharp approach in decision-making to other sources of oil that they are to rapeseed? I understand it was the action of the Food and Drug Directorate that sort of squeezed us into this position.

Mr. Williams: The position of the Food and Drug Directorate of the Department of Health and Welfare is that it would be prudent for Canadian users of rapeseed oil to change to low erucic acid. Their attitude in respect of erucic acid content and, as a matter of fact, all the long-chain fatty acid molecules, is identical: that it would be prudent to get away from them.

Mr. Gleave: Do I understand correctly, then, that their attitude merely expressed prudence? My understanding was that they were saying to the agricultural sector, "You have only so long to get into low erucic acid or you are going to be in trouble in marketing this product in Canada." Which was their approach? Was it one of prudence or of telling us that we had to move?

Mr. Williams: I think it was a combination of both; that it was prudent and therefore you should change as quickly as possible but we are not going to ring the bell on you as long as we see signs that you are moving in the right direction.

Mr. Gleave: If that is the case would we not be better to continue our research rather than pressing the farmers into making this switch?

I point out to you and to the Parliamentary Secretary that we are now sitting in Saskatchewan and we really do not know which variety to buy for slanting. I do not know and my neighbours do not know which variety to plant.

We are coming into the position now where if the seed-cleaning plants are going to have enough seed available those plants should be geared up from now on and right through the winter to clean rapeseed, and they have to clean the variety the farmer wants. That is one important factor.

The other factor is that at the present time we have three quota levels. I grew the common variety, for example—and I am no exception, it is a standard thing—and have a five-bushel quota, and someone else who grew low erucic has ten bushels in the elevator and somebody else who made a contract with an oil crushing plant has twenty bushels in the elevator. I think we are getting into a kind of no-man's-land, you might say. If this uncertainty exists, I wonder if we should not say to the producer publicly and frankly, "You have a free hand; you can grow what you like and you aim for the market," and keep on testing until, say, two or three years from now, when with more confidence we can say to the producer, "You produce this and there will be a market for it." Do you not think we are pushing a little hard on the producer at this point in time?

• 1655

Mr. Williams: You have raised a very good point, Mr. Gleave. I personally am of the view that the decision made was the right one. In times of change like this there cer-

[Interpretation]

Mr. Gleave: Une dernière question, monsieur le président. La direction des aliments et drogues prend-elle des décisions aussi, comment dirais-je, tranchées à l'égard des sources oléagineuses autres que le colza? Si j'ai bien compris, c'est l'action de la direction des aliments et drogues qui nous a, en quelques sorte, coincé dans cette position.

Mr. Williams: La direction des aliments et drogues du ministère de la Santé et du Bien-être considère qu'il serait prudent que les utilisateurs canadiens d'huile de colza se tournent vers des huiles à faible teneur en acide érucique. Son attitude à l'égard de la teneur en acide érucique ainsi que, en fait, à l'égard de tous les acides gras à longue chaîne moléculaire est la même, et elle consiste à dire qu'il serait prudent de s'en détacher.

Mr. Gleave: Puis-je comprendre qu'elle se contente d'être prudente? Selon ce que j'avais compris, la direction déclarait au secteur agricole: «Vous avez tel délai pour en arriver à un acide érucique faible, délai après lequel vous aurez des difficultés de vente au Canada». Quelle a été son attitude? Est-ce une attitude de prudence ou a-t-elle déclaré que nous devions changer?

Mr. Williams: Je pense que c'était une combinaison des deux; c'est-à-dire qu'elle était prudente et que, par conséquent, vous deviez changer aussitôt que possible, mais que nous ne prendrions aucune mesure à votre égard dans la mesure où vous montrerez que vous avancez dans la bonne direction.

Mr. Gleave: Si tel est le cas, ne serait-il pas mieux de poursuivre les recherches plutôt que d'insister pour que les agriculteurs opèrent ce changement?

Je vous ferais remarquer, ainsi qu'au secrétaire parlementaire, que nous siégeons en ce moment en Saskatchewan et que nous ne savons vraiment pas quelles variétés acheter. Je ne sais pas, et mes voisins non plus, quelles variétés nous allons planter.

Nous en arrivons désormais à la situation où, si l'on veut que les usines employant des graines sélectionnées disposent suffisamment de graines, ces usines devraient s'orienter dès maintenant et pendant tout l'hiver vers le colza sélectionné et elles devraient sélectionner la variété désirée par l'agriculteur. Il s'agit d'un facteur important.

L'autre facteur, à l'heure actuelle, est que nous avons trois niveaux de contingents. Par exemple, et je ne suis pas le seul à l'avoir fait, c'est très courant, j'ai planté la variété courante et j'ai un contingent de 5 boisseaux; quelqu'un qui a planté des graines à faible teneur en acide érucique a 10 boisseaux dans son élévateur et une troisième personne ayant un contrat avec un moulin à l'huile a 20 boisseaux dans l'élévateur. Je pense que nous en arrivons à une sorte de *no-man's-land*, ne pensez-vous pas. Si cette incertitude existe, je me demande si nous ne devrions pas dire publiquement et franchement aux producteurs: «Vous avez carte blanche; vous pouvez produire ce que vous voulez tout en visant le marché», et poursuivre l'épreuve disons pendant deux ou trois ans à partir de maintenant, alors

que nous pourrions dire aux producteurs avec plus de confiance: «Vous produisez cette denrée et elle pourra être écoulée sur le marché». Ne pensez-vous pas que nous harcelons un peu le producteur présentement?

Mr. Williams: Vous avez soulevé une excellente question, monsieur Gleave. Pour ma part, j'estime que la décision qui a été prise est la bonne. Nous traversons des périodes

[Texte]

tainly are very difficult periods. Many nights I have thought exactly the same thoughts you are expressing at the moment.

However, I do think the decision was the right one. You will appreciate that nobody has been forced to grow this. We have made certain recommendations in respect of it and we are going to have to stand or fall on our record as to whether or not it was a wise decision to suggest that the change-over should be made and should be made at such and such a rate.

So far we have been disappointed—I am not talking about the farmers but about the Department of Agriculture—with the lack of interest of other countries. The information that I have received within the last two or three days leads me to be much more hopeful that this interest is growing.

Mr. Gleave: I appreciate the frankness of the Deputy Minister on this matter. The total market is what concerns me most.

The Chairman: Gentlemen, we usually sit for an hour and a half. There are two alternatives: We could carry on until 6 o'clock or, if the witnesses are available, we could meet with them tomorrow morning at 11 o'clock. Would you gentlemen be available at that time?

Mr. Williams: Mr. Chairman, I am afraid I cannot answer that question off the top of my head. I think I could make myself available. I certainly will be in town, but I have not looked at my appointment book for tomorrow morning.

The Chairman: What is the wish of the Committee? Would you like to carry on?

Some hon. Members: Carry on.

The Chairman: We have four more members who would like to ask questions. Dr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I have a question about crop insurance—the reduction of \$4 million. That I presume is the federal share, which has to do with the administration of crop insurance.

Mr. Williams: The federal share represents 50 per cent of the administration costs and 25 per cent of the premium costs.

Mr. Ritchie: This implies quite a drop in Western crop insurance.

Mr. Williams: It implies a drop in Western crop insurance basically brought on by the decreased acreage under crop because of the LIFT program and the increased acreage under forage because of the Grass Land Incentive Program.

Mr. Ritchie: I beg to differ with you. Most of my farmers tell me it is too expensive. Have you any idea of the percentage of acres covered in the Western provinces? What has been happening? How much has it been going down?

Mr. Williams: I regret that I do not have a record by acres here with me, but I do have it by number of farmers and by provinces.

For 1971-72, Manitoba, for example, had 13,303 farmers. That is a preliminary estimate and it is part-year so it might go up from there; that is a minimum figure. The year before, they had 13,678 farmers. In terms of percentage of farmers, I would presume that it is just about constant. However, it is interesting to note the coverage

[Interprétation]

transitoires difficiles. Mes nuits ont souvent été hantées des mêmes pensées que vous exprimez en ce moment.

Toutefois je suis persuadé que cette décision était la bonne. Notez que personne n'a été obligé de cultiver ces produits. Nous avons fait certaines recommandations à ce sujet et nous devrons soutenir notre réputation ou perdre la face suivant que cette décision qui suggérerait un changement et que ce changement devait se faire à une telle allure, s'avérera bonne ou mauvaise.

Nous avons été jusqu'à présent déçus—je ne parle pas des cultivateurs mais du ministère de l'Agriculture—du manque d'intérêt manifesté par les autres pays. Les renseignements que j'ai reçus au cours des deux ou trois derniers jours me font espérer que cet intérêt s'accroît.

M. Gleave: La franchise du sous-ministre l'honore. L'ensemble du marché est ce qui me préoccupe le plus.

Le président: Messieurs, nous siégeons d'habitude pendant une heure et demie et nous avons deux choix: nous pouvons poursuivre jusqu'à six heures ou, si les témoins sont disponibles, nous pouvons siéger de nouveau demain matin à 11 heures. Est-ce que ces messieurs seraient disponibles à ce moment-là?

M. Williams: Monsieur le président, je crains de ne pouvoir répondre du tout à cette question. Je pense que je serai disponible. Je serai certainement en ville, mais je n'ai pas consulté mon agenda pour demain matin.

Le président: Quelle est l'intention du Comité? Est-ce que vous voulez continuer?

Des voix: Continuons.

Le président: Quatre membres du Comité désirent encore poser des questions. Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: J'ai une question à poser concernant l'assurance des cultures, soit la réduction de \$4 millions. C'est, je présume, la contribution fédérale ayant trait à l'administration de l'assurance des cultures.

M. Williams: La part de contribution fédérale représente 50 p. 100 du coût de l'administration et 25 p. 100 du coût des primes.

M. Ritchie: Ceci suppose une baisse considérable de l'assurance des cultures de l'Ouest.

M. Williams: Cela suppose une baisse de l'assurance sur les cultures de l'Ouest résultant d'abord de la réduction de la superficie cultivée, par suite de l'application du programme LIFT et de la superficie agrandie des cultures fourragères par suite de l'application du programme d'encouragement à la culture des graminées.

M. Ritchie: Permettez-moi de vous contredire. La plupart des cultivateurs me disent que les frais sont trop élevés. Avez-vous une idée du pourcentage d'acres que cela comprend dans les provinces des Prairies? Qu'est-ce qui se passe? Quelle a été la réduction?

M. Williams: Je regrette de n'avoir pas de statistiques à l'acre ici, mais j'ai reçu des chiffres de plusieurs cultivateurs et des provinces.

Pour 1971-1972, le Manitoba par exemple comptait 13,303 cultivateurs. C'est une estimation provisoire qui ne comprend qu'une partie de l'année et il peut donc y avoir accroissement; c'est un chiffre minimal. L'année précédente, il y avait 13,678 cultivateurs. Exprimé en pourcentage de cultivateur, j'estimerai que le chiffre est à peu

[Text]

that was bought. In other words, whether they increased their coverage. In 1970-71, the total coverage was just under \$27 million, and in the current fiscal year it was over \$36 million. So they had bought more insurance despite the fact that there was a very minor decrease in the number of farmers.

• 1700

In Saskatchewan the comparable figures for the number of farmers is 9,100 and 7,900. Once again the figures for coverage went up from \$9 million to \$14 million.

Mr. Ritchie: The numbers went down but the coverage went up.

Mr. Williams: That is correct, in both provinces, although in Manitoba the fall in numbers was very small.

An hon. Member: How many in Saskatchewan?

Mr. Williams: It was 9,100 down to 7,895.

Mr. Howe: Pardon me. Could I intercept there?

The Chairman: I am sorry. Mr. Ritchie has the floor.

Mr. Williams: In Alberta, the figures are 12,862 and 11,318, and the coverage has gone up from \$31 million to \$33 million. I have rounded those figures, I think you will appreciate.

Mr. Ritchie: So the number of farmers is down but the amount they are buying has increased in those two years.

Mr. Williams: Between those two years, yes.

Mr. Ritchie: You have no idea of the acres arable or sowable acres. Are we selling crop insurance to big farmers or little farmers? This is what I was interested in.

Mr. Williams: I am not sure that we have that data here, but I think we could obtain it for you if you would like me to get it, in terms of total acreage covered by it. We certainly can obtain it from the provinces. I think you appreciate that this is a provincial scheme operated under federal legislation and the operating data are not kept in Ottawa. This is information we obtain from the provinces.

Mr. Ritchie: I think it is valuable particularly in view of the fact that PFAA was supposed to die with 244, and the relationship between the two. It gives us some idea of the acceptance of crop insurance in the agricultural community.

Mr. Williams: I can provide those to the committee, Mr. Chairman, at a later date.

The Chairman: That will be provided to the Clerk, and the Clerk will circulate the answer to the members.

Are there any further questions Mr. Ritchie?

Mr. Ritchie: No, thank you.

The Chairman: Mr. Rock.

Mr. Rock: Mr. Williams, I would like to know whether there is any effort in Canada to market geese. I am asking this because it does not seem—you can always purchase a chicken or a turkey in any store. But when it comes to trying to purchase a goose, there are just none available. It costs quite a fortune to feed chickens and to feed turkeys when you want to raise them, and I understand the goose usually grazes on fields. I would like to know whether any effort is being made to convince certain farmers, and also

[Interpretation]

près égal. Toutefois, il est intéressant d'observer la superficie des terres achetées, autrement dit, si la superficie de leurs terres a été augmentée. En 1970-1971, la couverture totale était légèrement inférieure à 27 millions de dollars et pour l'année fiscale en cours, elle s'élevait à plus de 36 millions de dollars. On a donc contracté davantage d'assu-

rances en dépit de la très faible diminution du nombre des agriculteurs.

En Saskatchewan, les nombres correspondants d'agriculteurs sont de 9,100 et 7,900. Les chiffres de couverture ont à nouveau augmenté de 9 millions de dollars à 14 millions de dollars.

M. Ritchie: Le nombre des agriculteurs a diminué mais la couverture a augmenté.

M. Williams: C'est exact dans les deux provinces, bien qu'au Manitoba ce nombre ait très peu diminué.

Une voix: Combien en Saskatchewan?

M. Williams: Le chiffre est passé de 9,100 à 7,895.

M. Howe: Excusez-moi, puis-je intervenir ici?

Le président: Je suis désolé. M. Ritchie a la parole.

M. Williams: En Alberta, les chiffres sont de 12,862 et 11,318; la couverture s'est élevée de \$31 millions de dollars à \$33 millions de dollars. Vous vous rendrez compte, je pense, que j'ai arrondi les chiffres.

M. Ritchie: Le nombre des agriculteurs a donc diminué mais le montant qu'ils achètent a augmenté au cours de ces deux années.

M. Williams: Entre ces deux années, oui.

M. Ritchie: Avez-vous une idée du nombre d'acres cultivables ou qu'on peut ensemençer. Vend-t-on des assurances sur la récolte à de petits ou de gros agriculteurs? C'est la question que je me pose.

M. Williams: Je ne sais pas si j'ai ces renseignements mais je pense pouvoir me les procurer si vous le désirez, en termes de superficie totale couverte par l'assurance. Nous pouvons certainement nous les procurer auprès des provinces. Vous savez, je pense, qu'il s'agit d'une opération provinciale régie par la législation fédérale et les données ne sont pas à Ottawa. Il s'agit de renseignements que les provinces peuvent nous communiquer.

M. Ritchie: Je pense que c'est intéressant, en particulier puisque la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies devait être supprimée par le 244, ainsi que le rapport entre les deux. Cela nous donne une idée de la façon dont la communauté agricole accepte l'assurance sur les récoltes.

M. Williams: Monsieur le président, je peux les fournir un peu plus tard au Comité.

Le président: Elles seront transmises au greffier qui communiquera la réponse à tous les membres.

Y a-t-il d'autres questions, monsieur Ritchie?

M. Ritchie: Non, je vous remercie.

Le président: Monsieur Rock.

M. Rock: Monsieur Williams, je voudrais savoir si certains efforts sont faits pour mettre les oies sur le marché. Je vous pose la question parce que je n'en ai pas l'impression—it est toujours possible d'acheter un poulet ou une dinde dans n'importe quel magasin. Mais lorsqu'il s'agit d'acheter une oie, il est pratiquement impossible d'en trouver. L'élevage et la nourriture des poulets et des dindes coûtent très cher, et je crois savoir que les oies se nourrissent en général dans les champs. Je voudrais savoir si

[Texte]

of course to find out if there is a market, to raise geese in these areas which are non-productive, like in the lowland areas where there is swamp, or the other areas where these geese can feed on the growth that is there. I wondered if there is any effort being made by your department to market geese.

Mr. Williams: First of all, I am afraid I would have to take issue with your first statement, Mr. Rock, in that I am certain you could go into almost any chain store in Ottawa at this present moment and buy a goose.

Mr. Rock: I am very surprised. If that is the case I am wrong.

Mr. Williams: At least I see them when I am in the cashin store, and my wife makes certain that I go there every Saturday morning to see what is going on.

Mr. Rock: I stand corrected in that case.

Mr. Williams: The point you made is a very valid one. As a matter of fact, we do a fair amount of experimental work with geese, particularly aimed at increasing the egg production capabilities of certain strains of geese. One of the problems with geese is the number of breeder fowl you have to keep in order to be in the goose business so that you have some geese to sell. Our people have done some excellent work with a strain of geese known as the pilgrim geese, and have made very significant increases in their egg-producing capabilities.

In so far as marketing is concerned, the only service we provide is our normal pricing and market reporting service. We do not have an active marketing service in that sense of the word.

• 1705

Mr. Rock: I have another question. Is there any effort being made to have geese raised in the James Bay area, the area where you have the wild goose? The Indians and Eskimos are in that area, but they do not go into agriculture at all. It would be an ideal area for breeding and raising domestic geese.

Mr. Williams: We have done experimental work at our station that is now closed at Fort Chimo on the utilization of domestic geese as a source of revenue and a source of food for the native people in that area and we found that the predators both two-legged and four-legged forced us out of business in very short order. However, we did try it. Now, whether we tried it well enough or long enough, I am not prepared to answer, but certainly the geese grew well and I understand everybody found them delicious.

Mr. Rock: Thank you very much.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Mr. Chairman, with regard to promotion, for example, I saw in the agriculture testing labs rapeseed flour on which you had done some research and I understood it was quite a successful product. Quite frankly, I wonder where you took it from there and I am talking now about production and management. Did you just do that research for fun and fury or did you have something in mind? What, in effect, happens to a program of this nature such as the one on rapeseed flour?

[Interprétation]

certaines tentatives sont faites pour trouver un marché éventuel, évidemment, et convaincre certains agriculteurs d'élever des oies dans les régions peu productives comme les régions de basses terres occupées par des marécages ou d'autres régions où les oies peuvent se nourrir de ce qui pousse sur place. Je me demandais si votre ministère essayait, par un moyen quelconque, de mettre les oies sur le marché.

M. Williams: Tout d'abord, je dois me déclarer en contradiction avec votre première déclaration, monsieur Rock. Je suis certain qu'il est possible actuellement d'acheter une oie dans n'importe quelle succursale de grand magasin à Ottawa.

M. Rock: J'en suis très surpris. Si c'est le cas, j'ai tort.

M. Williams: Du moins j'en vois lorsque je me rends dans ces succursales et ma femme veille à ce que j'y aille tous les samedis matin pour voir comment les choses se passent.

M. Rock: Dans ce cas, je révisé mon jugement.

M. Williams: La remarque que vous avez faite est très valable. En fait, nous avons entrepris un grand travail expérimental sur les oies, et nous cherchons en particulier à augmenter la production d'œufs de certaines catégories d'oies. L'un des problèmes qui se posent est celui du nombre d'oies pondeuses qu'il faut conserver pour pouvoir mettre certaines oies sur le marché. Les personnes que nous employons ont fait un excellent travail sur une catégorie d'oies connue sous le nom d'oies «pilgrim» et ont réussi à augmenter considérablement leur production d'œufs.

Pour ce qui est des études de marché, nous nous occupons uniquement de fixer les prix et d'établir des rapports sur la situation des marchés. Nous n'avons pas de service actif de marché dans ce sens-là du terme.

M. Rock: Une dernière question. A-t-on essayé de procéder à l'élevage des oies dans la région de la Baie James où il y a déjà des oies sauvages? Il y a des Indiens et des Esquimaux dans cette région mais ils ne font pas d'agriculture. Ce serait l'endroit idéal pour faire l'élevage des oies domestiques.

M. Williams: Nous avons fait des expériences, à notre station qui est située près de Fort Chimo, sur les possibilités des oies domestiques comme source de revenu et source d'aliment pour les indigènes de la région. Nous avons constaté que les bêtes de proie bipèdes et quadrupèdes avaient tout fait de faire échouer un tel projet. Nous avons essayé. Que nous ayions persévéré ou non assez longtemps, je ne saurais le dire; quoi qu'il en soit, les oies engraisaient bien et tout le monde les a trouvées délicieuses.

M. Rock: Merci.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): En ce qui concerne la promotion, par exemple, j'ai vu dans les laboratoires d'essais du ministère de l'Agriculture de la farine de grain de colza qui était le fruit de certaines recherches et qui constituait, je pense, un succès considérable. Je vous dirai franchement que je me demande ce qu'il en est advenu, je parle maintenant de la production et de la gestion. Avez-vous fait cette recherche par simple plaisir ou saviez-vous où vous alliez? Qu'advient-il d'un programme comme celui-là, où l'on fait des essais sur la farine de graine de colza?

[Text]

Mr. Williams: The normal procedure in a program of this nature is that our Food Research Institute investigates various areas. As a matter of fact, I was not aware they were making rapeseed flour, to be perfectly frank, but I can give you the procedure that is followed. They endeavour to develop new products that will be a source of increased revenue to Canada for agricultural products, for processing or whatever it may be. They then contact the industry and offer to work with them on how it would be put into position in larger scale production, if there was an interest in it. If the industry takes it up, and thinks there is a place for it, well and good, but we do not have a system within the department whereby we go out and go into the commercial market and investigate market requirements.

We also work with the Department of Industry, Trade and Commerce who have certain funds available to them that can be used to assist industry in the development of new products, that is to say, moving from the basic laboratory or small scale work into the production end of it, and we work closely with them in endeavouring to find people who would be interested in these new products.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Really the basis of my question is this, Mr. Chairman. I am concerned that the results of a lot of experimental money being spent are neglected. Some of the results, I think, are very successful and may be neglected by lying around government labs, if you will, without anything further being done about them. I think it is a shame that this should be the case. Certainly, I could not help but wonder what happened to this. We were told that it was an excellent product. If there were no logical uses for rapeseed flour before, why bother? Why spend that money? If there is a logical use and the results were successful, why not do something further with the flour, but let us not just waste it one way or the other. Do you see what I mean?

Mr. Williams: I certainly see what you mean and I think I can assure you that any of our research people who develop a new product are most interested in trying to see that it goes forth and is marketed. It is a credit to them and they are not really interested in letting it sit on a shelf somewhere. We do have a system within the Public Service where if they develop a new product, it can be patented under the Canadian Patents and Development Limited and the civil servants can get some reward if it is possible for Canadian Patents and Development Limited to license this. At the present time quite a few of our people are in the fortunate position of getting at least small sums from the licensing of such things as potato flakes, instant potato flakes, quite a few things of that nature that have been developed by the department over the years.

• 1710

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): I have a related problem, Mr. Chairman. When I was in a potato chip plant in New Brunswick I suggested that they might use rapeseed oil for cooking their potato chips and was told it was not as good a quality as corn oil from the United States. In connection with the promotion of a product—I use this as an example rather than arguing whether or not it is better than corn oil, because I would not know—does the Department of Agriculture take any direct interest in promoting a good logical Canadian product versus one that comes in from the United States?

[Interpretation]

M. Williams: La marche à suivre normalement pour un programme de ce genre implique des études dans différents domaines par l'Institut de recherche sur les aliments. Je vous avouerai que je ne savais pas qu'on produisait de la farine de graine de colza, mais je puis vous indiquer la marche à suivre dans ces cas. On tente de développer de nouveaux produits qui pourront accroître les revenus du Canada dans le domaine agricole, qu'il s'agisse de produits destinés à la transformation ou d'autres denrées. On peut demander la participation de l'industrie pour ce qui est d'engager la production sur une grande échelle et à condition que l'industrie soit intéressée, bien entendu. Si l'industrie accepte et croit qu'il y ait des possibilités, c'est bien, mais il n'existe aucune procédure qui permette au ministère d'aller sur le marché et de voir quelle est la demande.

Nous collaborons également avec le ministère de l'Industrie et du Commerce qui dispose de fonds pour lui permettre d'aider l'industrie à développer de nouveaux produits, lorsqu'il s'agit de passer du stade du laboratoire ou du travail limité au stade de la production; nous essayons, en étroite collaboration avec lui, de trouver des gens qui s'intéressent à ces nouveaux produits.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Le point que j'essaie de faire valoir surtout, monsieur le président, est que je crains que les résultats de ces expériences auxquelles on consacre des sommes considérables n'aient pas de suite. Je pense que certaines expériences réussissent, mais que les choses en restent là dans les laboratoires du gouvernement, sans qu'il y ait d'autres mesures prises à cet égard. Je pense que ce serait un grand malheur. Voilà pourquoi je me demandais ce qui s'était produit dans le cas présent. On nous a dit que c'était un excellent produit. S'il n'y avait pas d'application pratique pour la farine de graine de colza, pourquoi a-t-on procédé à l'expérience? Pourquoi y avoir consacré des fonds? S'il y a une utilisation possible et que les résultats ont été concluants, pourquoi ne pas continuer, mais qu'il ne soit pas question simplement de dépenser des argents. Vous voyez ce que je veux dire?

M. Williams: Je vois, et je pense que je puis vous assurer que si l'un de nos scientifiques développe un nouveau produit nous sommes très intéressés à ce qu'il soit mis sur le marché. Le mérite leur en revient et ils ne tiennent pas du tout à ce que le produit ne soit pas utilisé. La réglementation relative à la Fonction publique prévoit que si un scientifique découvre un nouveau produit, il peut en obtenir le brevet de la Société canadienne du brevet et d'exploitation limitée. Dans ce cas, les fonctionnaires qui participent à l'expérience sont récompensés. Actuellement, bon nombre de fonctionnaires se trouvent dans cette situation avantageuse et touchent de petits montants provenant de leurs droits sur des denrées comme les chips, les pommes de terre en purée instantanée et certains produits de ce genre qui ont été découverts par le ministère dans le passé.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): J'aborde une question connexe, monsieur le président. Lors d'une visite d'une usine de chips au Nouveau-Brunswick, j'ai suggéré qu'on utilise de l'huile de graine de colza pour la cuisson et on m'a répondu qu'elle n'était pas d'aussi bonne qualité que l'huile de maïs provenant des États-Unis. Pour ce qui est de la promotion d'un produit, je prends cet exemple plutôt que de débattre la question de savoir si cette huile est préférable à l'huile de maïs, de toute façon je ne le sais pas. Le ministère de l'Agriculture est-il intéressé à développer un excellent produit canadien face à la concurrence américaine?

[Texte]

Mr. Williams: We have a normal procedure that we follow in matters of this nature. We have limited funds available within the department to work with organizations to assist them in the promotion of the product. For example, if it was felt there was a need to promote rapeseed meal for the use of the potato chip industry we could easily enter into some type of contract with, say, the Rapeseed Council and work with them on a promotional product, with joint funds being expended by the group and the department. We have done this for many, many products, including honey and apples. In addition to that the government announced last year a new vote of \$10 million would be available for agricultural product promotion and product development. Those funds are not in the vote of the Department of Agriculture; they are in the vote of Industry, Trade and Commerce at the present time because much of our promotional work is overseas and they have the responsibility for overseas promotion. But they are working with us and we are involved in this.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Quite frankly, Mr. Chairman, one of the reasons I asked the question is that I fear that sometimes, because of the lack of communication between government departments, if you will, some of these things might be lost.

I wonder if you would, Mr. Williams, send me a private report on the rapeseed flour.

Mr. Williams: I will be glad to.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Mr. Chairman, I have a question on the purchasing program and I do not see any financial item here to cover it. I am talking about poultry and potatoes. Have I missed it, or is it not there?

Mr. Williams: No, it is not there.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Will it be in the next supplementary?

Mr. Williams: It will be in as a recoup item under the Agricultural Stabilization Act or the Agricultural Products Board Act some time in the future. It will probably be in the 1972-73 supplementaries.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Mr. Chairman, I have another question in another area.

Regarding deficiency payments for hogs, if a deficiency payment is made is it made on the upper grades, Grade A only, or on a base market carcass?

Mr. Williams: I cannot answer how it will be made this time because there are no rules. I can tell you what has been done in the past when deficiency payments have been made or purchases have been made. Normally they are made on the levels that are above average. In other words it has been, in general, the policy of the Stabilization Board to provide its subsidies on qualities that are average and better. That has been the normal procedure. But no decisions have been made in respect of the basis on which a deficiency payment for hogs would be paid.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Mr. Chairman, I may have used my time. If so, I will pass for now.

[Interprétation]

M. Williams: Il y a une marche à suivre dans ces cas. Certains fonds sont prévus par le ministère pour aider les différents organismes à promouvoir certains produits. Par exemple, si l'on croyait qu'il est nécessaire de promouvoir les produits de la graine de colza dans l'industrie des chips, il serait possible de passer un contrat avec, disons, le Conseil pour la graine de colza, et participer au développement du produit, les frais étant partagés entre cet organisme et le ministère. Nous avons procédé de cette façon pour un grand nombre de produits, y compris le miel et les pommes. De plus, le gouvernement a annoncé l'année dernière l'octroi de nouveaux crédits de l'ordre de 10 millions de dollars pour la promotion et le développement des produits agricoles. Ces fonds ne sont pas accordés au ministère de l'Agriculture, mais au ministère de l'Industrie et du Commerce qui, pour le moment, s'occupe du travail de promotion à l'étranger comme il en a reçu le mandat. Le ministère de l'Industrie et du Commerce coopère cependant avec nous et nous participons à ce travail.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): J'ai posé la question parce que je craignais, comme cela se produit parfois à cause d'un manque de communication entre les différents ministères du gouvernement, que les résultats de ces expériences soient perdus.

Je me demande si vous pourriez, monsieur Williams, m'envoyer un rapport personnel concernant la farine de colza.

M. Williams: Je le ferai avec plaisir.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur le président, j'ai une question concernant le programme d'achat, mais je ne vois pas de poste s'y rapportant. Il s'agit de la volaille et des pommes de terre. Je l'ai peut-être manqué, mais je ne le vois pas.

M. Williams: Il ne s'y trouve pas.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Est-ce que le prochain budget supplémentaire en fera mention?

M. Williams: Il s'agira d'un poste qu'on va retrouver sous la rubrique Loi sur la stabilisation des prix agricoles ou Loi sur l'Office des produits agricoles. On pourra probablement le trouver dans les budgets supplémentaires de 1972-1973.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Une question dans un autre domaine.

Au sujet des paiements à l'égard des pertes pour le porc, lorsqu'il y a des versements, ils sont faits selon le prix pour les meilleures catégories ou selon le prix de base?

M. Williams: Je ne puis vous répondre puisqu'il n'existe pas de règle à ce sujet. Je puis cependant vous indiquer comment on a procédé dans le passé lorsque des paiements à l'égard des pertes ou des achats ont été faits. Habituellement, on le fait pour les catégories au-dessus de la moyenne. En d'autres mots, la politique de la Commission de stabilisation des prix a été d'accorder des subventions à l'égard des meilleures catégories. En règle générale, on s'en est tenu à cela. Pour le moment, aucune décision n'a été prise concernant les catégories de porcs à l'égard desquelles des versements peuvent être effectués pour combler un déficit.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur le président, mon temps est peut-être écoulé, si c'est le cas, je cède la parole pour le moment.

[Text]

Mr. Hales: Mr. Chairman, my question concerns Vote L16a. What type of equipment is the racetrack people buying, and is this advance a repayable loan or a grant? I take it that it is a repayable loan but I would like to know the type of equipment and the loan factor?

Mr. Williams: The situation is, Mr. Chairman, that our racetrack supervision operates under a revolving fund and is completely self-sustaining. The type of equipment being purchased is largely electric calculators and automobiles.

Mr. Hales: Is this money going into the revolving fund?

Mr. Williams: It is an advance to the revolving fund.

Mr. Hales: Then it is not repayable.

Mr. Williams: Yes, it is repayable. The fund is in a positive position at almost all times, but to make the purchases they had to have an advance against the fund. However, it is only for capital that we require advances to the fund, not for operation.

• 1715

Mr. Hales: Has this \$75,000 been brought about by the new government stimulation program?

Mr. Williams: No, it had nothing to do with it, sir.

Mr. Hales: Why is it in a supplementary? Why did it not come in the regular estimates? They should have known they wanted this equipment when the estimates were out.

Mr. Williams: Part of the problem is that it is a question of the time they came into the revolving fund. This was a new venture for us in that previously the racetrack supervision was not operated as a revolving fund but under a vote and the receipts went to the general revenue.

Mr. Hales: Could this change not have been made at the proper time to come in under regular estimates rather than the supplementary?

Mr. Williams: I think it could have been. It was a question of working with a new procedure.

Mr. Hales: On the vote right below it, Vote L17a, the "multi-purpose exhibition buildings", could you give the Committee an outline of how a community, a town or municipality that wants to put up a building or add to an existing one would apply for this loan? We get a number of enquiries on this subject.

The Chairman: Mr. Hales, we have not called the "L" votes yet. We are still on Votes 10a and 15a. If there are no more questions on Votes 10a and 15a, I will call Votes L16a and L17a.

Mr. Howe: I have a question.

[Interpretation]

M. Hales: Monsieur le président, ma question a trait au Crédit L16a. Quel genre d'équipement les propriétaires de course ont-ils acheté et l'avance est-elle remboursable sous forme de prêt ou de subvention? Je pense qu'il s'agit d'un prêt remboursable, mais je voudrais savoir de quel genre d'équipement il s'agit et quels sont les détails au sujet de ce prêt?

M. Williams: La situation est la suivante, monsieur le président: notre surveillance de pistes de course s'effectue au moyen d'un fonds renouvelable et de façon complètement indépendante. Il s'agit principalement de calculatrices électriques et d'automobiles.

M. Hales: Est-ce que ces fonds sont versés au fonds renouvelable?

M. Williams: Il s'agit d'une avance au fonds renouvelable.

M. Hales: Elle n'est pas remboursable.

M. Williams: Oui, elle l'est. Le fonds est presque toujours en excellente position, mais pour ces achats, il fallait une avance. C'est seulement pour les biens de capital que des avances sont nécessaires, non pas pour l'opération.

M. Hales: Est-ce que ces \$75,000 ont été rendus nécessaires par le nouveau programme de stimulation du gouvernement?

M. Williams: Non, le programme n'entre pas en ligne de compte.

M. Hales: Pourquoi ce montant se trouve-t-il dans le budget supplémentaire? Pourquoi ne pas l'avoir indiqué dans le budget régulier? On aurait dû savoir que cet équipement serait nécessaire lorsque le budget a été présenté.

M. Williams: Ceci est dû en partie à l'adoption du système du fonds renouvelable. Il s'agissait pour nous d'une nouvelle expérience puisque la surveillance de pistes de course ne se faisait pas auparavant au moyen d'un fonds renouvelable, mais grâce à un crédit, et les recettes étaient versées au revenu général.

M. Hales: N'aurait-on pu effectuer le changement en temps pour la présentation du budget régulier plutôt que du budget supplémentaire?

M. Williams: Je pense qu'on aurait pu le faire. C'était une question d'adaptation à la nouvelle marche à suivre.

M. Hales: Au sujet du crédit qui se trouve au-dessous, le crédit L17a, «Bâtiments d'exposition à usages multiples», pouvez-vous indiquer au Comité comment une localité, une ville ou une municipalité qui veut construire un bâtiment ou agrandir un bâtiment existant procéderait pour demander un prêt? Nous recevons un grand nombre de demandes de renseignements à ce sujet.

Le président: Monsieur Hales, nous n'en sommes pas encore aux crédits qui sont marqués de la lettre «L». Nous discutons toujours les crédits 10a et 15a. S'il n'y a plus de questions sur ces crédits, je mets en délibération les crédits L16a et L17a.

M. Howe: Une question.

[Texte]

The Chairman: Mr. Howe.**Mr. Hales:** I am sorry, Mr. Chairman, I thought you had finished with Vote 15a.**Mr. Howe:** I was rather interested in the remarks on rapeseed oils. In these days of cholesterol counts, the Food and Drug people are very conscious of this. Is there research going on, as I think Mr. Williams mentioned, about nonfatty oils? Do some rapeseed oils come into the category that can be used in margarines and give this low-content cholesterol as corn oil does?**Mr. Williams:** It is not a question of cholesterol. It is a question of erucic acid, one of the long-chain fatty acids, which is suspect by the medical people. Within the Research Branch we have been able to breed and develop a strain or strains of rapeseed with a very low, and in its pure form a zero erucic acid content. Erucic acid is one of the fatty acids that make up the oil content of quite a few oils.**Mr. Howe:** We are led to believe that corn-oil margarines are the only ones that are low in that nonfatty substance. Is Canadian rapeseed oil being promoted as being able to be used in margarines?**Mr. Williams:** Yes.**Mr. Howe:** Has it reduced the price? Is it common knowledge that...**Mr. Williams:** Among the processors of salad oils, salad dressings, margarines and so forth, the attributes of this rapeseed is common knowledge.**Mr. Howe:** But the corn-oil margarine is a lot more expensive than any other margarine. Has there been any publicity given to the fact that this other margarine is just as good for health reasons as those special corn-oil margarines that have been promoted so strongly?**Mr. Williams:** I am afraid that I cannot give a medical opinion as to whether or not corn oil, as you have pointed out it has been promoted that way, but I think the problem that we are describing—and I really cannot express a valid opinion on it—is not necessarily the same problem.**Mr. Howe:** Could you explain that a little more clearly?**Mr. Williams:** In the corn-oil situation, as I understand it, they base their claims on its relative content of saturated and unsaturated oils as opposed to other sources of oil, and the claim is made, as you quite rightly say, that its relationship or its oil content in terms of saturation or unsaturation is better than somebody else's oil.

The question of erucic acid is a completely different problem. It is associated with health, but it is not associated with the degree of saturation of the fatty acids. I am afraid I am not competent to discuss the technicalities of, however, but it is a different problem.

Mr. Howe: Is there any of that corn oil being produced in Canada, or is it all imported from the United States or some other country?

[Interprétation]

Le président: Monsieur Howe.**M. Hales:** Je regrette, monsieur le président, je croyais que nous en avions terminé avec le crédit 15a.**M. Howe:** Les observations qui ont été faites au sujet de l'huile de graines de colza m'ont fort intéressé. De nos jours, les gens sont extrêmement préoccupés par le cholestérol et les scientifiques de la direction des aliments et drogues en sont conscients. Procède-t-on à des expériences à ce sujet, je pense que M. Williams a mentionné les huiles sans substance grasse? Est-ce que l'huile de graines de colza peut être utilisée dans la fabrication de la margarine et peut-elle se comparer à l'huile de maïs à cet égard?**M. Williams:** Ce n'est pas une question de cholestérol comme une question d'acide érucique, l'un des acides gras à longue chaîne d'atomes qui inquiète le monde médical. À la division de la recherche, on a pu développer une ou des qualités de graines de colza à très faible teneur, soit 0 à l'état pur, d'acide érucique. L'acide érucique est l'un des acides gras qui entre dans la composition de bon nombre d'huiles.**M. Howe:** On nous dit que les margarines à l'huile de maïs sont les seules qui ont une faible teneur de ces substances grasses. Est-ce qu'on annonce que l'huile de graines de colza canadienne peut être utilisée dans la fabrication de la margarine?**M. Williams:** Oui.**M. Howe:** Est-ce que cela peut abaisser le prix? Est-ce qu'on sait...**M. Williams:** Chez les fabricants d'huiles à salade, de mayonnaise et de margarine et de ce genre de produits, les avantages de la graine de colza sont très bien connues.**M. Howe:** Il reste que la margarine à l'huile de maïs est beaucoup plus chère que les autres. A-t-on signalé le fait que cette autre margarine est tout aussi bonne, au point de vue santé, que les margarines à base d'huile de maïs qui font l'objet d'une si grande publicité?**M. Williams:** Je crains de ne pouvoir vous donner une opinion sur la question de savoir si l'huile de maïs a toutes ces propriétés et est annoncée de cette façon, mais je pense, et mon opinion n'a pas grande valeur, qu'il ne s'agit pas du même problème.**M. Howe:** Pourriez-vous vous expliquer davantage?**M. Williams:** Pour ce qui est de l'huile de maïs, on insiste surtout sur la teneur d'huile saturée et non saturée par rapport à d'autres sources de production d'huile et l'on prétend comme vous le dites à juste titre, que son rapport ou sa teneur d'huile au point de vue de la saturation ou de la non-saturation en fait un meilleur produit.

La question de l'acide érucique est toute une autre affaire qui se rapporte à la santé, mais n'a rien à voir avec le degré de saturation des acides gras. Je crains cependant de n'avoir pas la compétence voulue pour entrer dans les détails techniques, mais je peux dire qu'il s'agit d'un problème distinct.

M. Howe: Cette huile de maïs est-elle produite au Canada, ou est-elle toute importée des États-Unis ou de quelque autre pays?

[Text]

Mr. Williams: There is corn oil production in Canada—in Ontario—yes.

Mr. Howe: Comparable to any other in the world?

Mr. Williams: I am not sure what you mean. Certainly the volume is not comparable to the amount produced in the United States, for example.

Mr. Howe: What I am getting at is, are they using Canadian corn oil in the production of those corn oil margarines?

Mr. Williams: I cannot answer that. There is corn oil of Canadian origin available. But I think I should say that not too many margarines use corn oil. The normal basis for margarine in Canada is soybean oil.

Mr. Howe: I know. Corn oil margarine is much more expensive and has been promoted by medical authorities as being a safer margarine for people that have arterial problems. You realize that?

Mr. Williams: I have read it. I am not in a position to agree or disagree with the authorities on that.

Mr. Howe: Certain doctors prescribe or suggest that you should use this type of thing, and I was just wondering if it is entirely Canadian. I cannot understand why it is so much more expensive. Is it because, medically, it is safer that they are getting a bigger price for it?

Mr. Williams: No. Corn oil is a more expensive product on the market than are some other competitive oils, such as cottonseed oil and coconut oil. There is a very wide range of oils, and by and large, margarine users throughout the world, other than the specialty people, do it on a least-cost basis.

The oil that they are using today might not be the oil that they are using tomorrow. That possibly is a little more rapid change than they would make because it sometimes causes changeovers in processes within the plant; but, by and large, all the edible oils compete one with the other in terms of price on the markets of the world.

Mr. Howe: Thank you Mr. Chairman.

Mr. Vice-Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Merci, monsieur le président. Pendant mon absence, a-t-on soulevé des questions sur le crédit 15A sur la contribution aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte?

Le vice-président: Oui.

M. Clermont: Pourriez-vous me donner la parole lorsque nous serons au crédit 17A? Je vais me référer aux témoignages pour obtenir les renseignements dont j'ai besoin.

Le vice-président: Très bien.

Did you want to speak, Mr. Southam?

Mr. Southam: Yes.

The Vice-Chairman: When you are through, we will go on to vote L17A.

[Interpretation]

M. Williams: L'huile de maïs est produite au Canada, en Ontario, oui.

M. Howe: Est-elle comparable aux produits d'autres pays?

M. Williams: Je ne sais pas ce que vous voulez dire. Le volume par exemple ne peut certainement pas se comparer à la quantité fabriquée aux États-Unis.

M. Howe: Ce que je veux savoir, c'est si cette huile de maïs canadienne entre dans la production des margarines d'huile de maïs?

M. Williams: Je ne puis répondre à cette question. Il y a de l'huile de maïs canadienne. Mais je crois devoir ajouter qu'on n'emploie pas l'huile de maïs dans beaucoup de variétés de margarines. L'élément de base de la margarine au Canada est surtout l'huile de soja.

M. Howe: Je sais. L'huile de maïs servant à fabriquer la margarine est beaucoup plus chère et la médecine lui a fait beaucoup plus de publicité comme étant moins nocive pour les personnes qui souffrent de troubles artériels. Vous rendez-vous compte?

M. Williams: Je l'ai lu. Je ne suis pas en mesure d'approuver ou de contredire les autorités sur ce point.

M. Howe: Des médecins en recommandent l'usage et je me demande si le produit est absolument canadien. Je ne puis comprendre pourquoi il coûte tellement plus cher. Est-ce que parce qu'il est médicalement plus sûr qu'on le vend plus cher?

M. Williams: Non. L'huile de maïs est un produit qui coûte plus cher sur le marché que d'autres huiles qui lui font concurrence comme l'huile de coton et l'huile de coco. Il y a une grande variété d'huiles et, de façon générale, ceux qui se servent de margarine partout au monde, autres que les fines gueules, l'emploient parce qu'elle coûte meilleur marché.

Ils n'emploient pas nécessairement aujourd'hui l'huile qu'ils emploieront demain. Le changement est peut-être un peu plus rapide qu'on ne le veut, car il est parfois provoqué par les transformations effectuées à l'usine; mais, de façon générale, toutes les huiles comestibles se font concurrence pour le prix sur les marchés mondiaux.

M. Howe: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Thank you Mr. Chairman. Have any questions been asked, in my absence, concerning Vote 15a production and marketing contributions to provinces under the Crop Insurance Act?

The Vice-Chairman: Yes.

Mr. Clermont: Would you allow me to make a statement when we get to Vote 17a? I will get my information from statements made by witnesses if need be.

The Vice-Chairman: Very well.

Désirez-vous parler, monsieur Southam?

M. Southam: Oui.

Le vice-président: Quand vous aurez terminé, nous passerons au crédit L17A.

[Texte]

Mr. Southam: This is the one that I wanted to speak on. I thought that we were down to that area when I put my hand up.

The Vice-Chairman: Mr. Gleave, on Vote 15a?

Mr. Gleave: Yes, if this is in there. I wanted to ask some questions about the LIFT Program and the grassland proposal. Is part of the estimate for them in Vote 10a or Vote 15a?

Mr. Williams: It is not in the supplementary estimate. The supplementary estimate in Vote 15A is entirely associated with crop insurance.

Mr. Gleave: Where in this particular set-up can I get some information on these two projects?

Mr. Williams: There is no supplementary estimate associated with that.

Mr. Thomson: Some of the money that was reduced was not spent under this. It is being used for the supplementary. Am I not correct?

Mr. Williams: No. The supplementary consists of two items: one, new money voted of \$10,075,000; the other represents an allotment transferred from funds that were not included for crop insurance.

Mr. Gleave: Can I have some information Mr. Chairman, or would you prefer to move on? Can you tell us what the total cost of the LIFT program is, to this point in time? What was the total spent?

• 1725

Mr. Williams: Including the grassland, I would be quite pleased to provide you, Mr. Gleave, with figures on this, but unfortunately we did not bring the data with us because of the nature of the estimates. But including the grassland, at the present moment the total expenditure is approximately \$80 million.

Mr. Gleave: Thank you, Mr. Chairman. I am a bit out of order on it, I guess.

The Vice-Chairman: Do I assume we are through with 10 and 15?

D'accord?

Des voix: Oui.

Le vice-président: Alors passons, si vous le voulez bien, au crédit L16 et L17.

Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: I think our colleague Mr. Hales asked a question on it, so I will follow him.

Mr. Hales: I asked my question and I got an answer, and I apologize for being out of order. But I got my answer, Mr. Chairman. Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Si j'ai bien compris la question de notre collègue de Wellington, je crois que c'est le comté qu'il représente, il voulait obtenir des renseignements concernant les demandes d'emprunts du crédit L17a présentées par des municipalités ou des associations agricoles. Le sous-ministre aurait-il des renseignements à donner à ce sujet? Le comté de Gatineau que je représente a une association agricole qui possède des établissements, un aréna, entre autres, où elle tient une exposition tous les ans. Un tel organisme pourrait-il obtenir un emprunt au crédit L17a?

[Interprétation]

M. Southam: C'est à ce propos que je désirais parler. Je croyais que nous étions rendus là quand j'ai levé la main.

Le vice-président: Monsieur Gleave au sujet du crédit 15a?

M. Gleave: Oui, si le sujet qui m'intéresse s'y trouve. Je désirais poser certaines questions au sujet du programme LIFT concernant les pâturages. Les crédits destinés à ces postes se trouvent-ils au crédit 10a ou 15a?

M. Williams: Ce n'est pas dans le budget supplémentaire. Tous les crédits supplémentaires de 15a sont entièrement destinés à l'assurance-récolte.

M. Gleave: Où pourrais-je obtenir des renseignements sur ces deux projets?

M. Williams: Il n'y a pas de budget supplémentaire qui en traite.

M. Thomson: Une partie des sommes réduites ne sont pas indiquées dans les dépenses à ce poste. Ces sommes sont affectées au budget supplémentaire, n'est-ce pas?

M. Williams: Non. Le budget supplémentaire comprend deux postes: l'un constitue des nouveaux crédits de \$10,075,000 et l'autre représente un transfert de crédits alloués au fonds de l'assurance-récolte et qui n'ont jamais servi.

M. Gleave: Pourrais-je demander quelques renseignements monsieur le président, ou préférez-vous continuer? Pouvez-vous nous dire quel est le coût total du programme LIFT jusqu'à présent? Quelle est la somme totale qui a été dépensée?

M. Williams: Y compris les pâturages, et je serais très heureux, monsieur Gleave, de vous fournir les chiffres en question, mais malheureusement nous ne les avons pas apportés à cause de la nature des prévisions budgétaires. Toutefois, les dépenses totales à l'heure actuelles pâturages compris sont d'environ 80 millions de dollars.

M. Gleave: Je vous remercie, monsieur le président. J'ai l'impression de m'être un peu écarté de l'ordre du jour.

Le vice-président: Dois-je considérer que nous en avons terminé avec 10 et 15?

Agreed?

Some hon. Members: Yes.

The Vice-Chairman: We shall now proceed if you wish to Votes L16a and L17a.

Mr. Clermont.

M. Clermont: Je crois que notre collègue, M. Hales, a posé une question à ce sujet et je passerai après lui.

M. Hales: J'ai posé ma question et j'ai reçu une réponse; je vous prie de m'excuser de m'éloigner de l'ordre du jour. Toutefois, j'ai eu ma réponse, monsieur le président. Je vous remercie.

Le vice-président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: If I understood well the question asked by our colleague from Wellington I believe this is the riding he represents, he wanted to have some information about requests for loans in Vote L17a from municipalities or agricultural associations. Could the Deputy Minister give us some information in this respect? The Gatineau county which I represent, has an agricultural association which owns buildings; among others it has an arena where it holds an exhibition every year. Could such an organization qualify for a loan under Vote L17a.

[Text]

Mr. Williams: Mr. Chairman, the situation in respect of eligibility for this program—you will note that the loans are to be made in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council and those have not as yet been prescribed. So all I can give you now is the departmental thinking at the present moment, which I think is probably going to be quite close to what the final regulations may be, in respect of certain elements of it at least. In terms of eligibility, the proposal is that any fairs that are eligible for assistance under the Agricultural Exhibition Assistance regulations...

Mr. Clermont: A and B?

Mr. Williams: A, B, winter and spring.

Mr. Clermont: Will you qualify winter and spring?

Mr. Williams: Under the regulations there are certain fairs that are not classified as either A or B, but are classified as either winter or spring fairs. There is a limited number of them. I think there are only six or seven right across Canada. For example, there are the Ottawa Winter Fair, the Atlantic Winter Fair, the Royal Winter Fair...

Mr. Clermont: No organization whose exhibition is classified C will be able to qualify itself for a loan under...

Mr. Williams: I cannot answer that categorically, Mr. Clermont, but at the present moment the thinking is that these loans would be directed towards the Class A and B fairs.

M. Clermont: Monsieur Williams, vous dites que les règlements n'ont pas encore été publiés. Croyez-vous qu'ils le seront dans un avenir assez rapproché? La raison pour laquelle je vous pose cette question, c'est que je m'étais aperçu que nous n'avions pas ces renseignements et je craignais qu'ils aient été adoptés à mon insu.

Mr. Williams: I am hopeful that they will be published very shortly, yes.

Mr. Clermont: Would it mean, when you said shortly, that it will be before the end of this year?

Mr. Williams: I would hope so, yes.

Mr. Clermont: Thank you.
Merci, monsieur le président.
This calendar year?

Mr. Williams: Yes, this calendar year.

We are placing a very high priority on it, and we are working with the Department of Finance and with CMHC who have some responsibility in this program in order to get these regulations forward as quickly as possible.

• 1730

Mr. Clermont: It is very important that it comes not later than December 31, 1971. This is one of the programs to create more employment during the winter, but if the rules only come out in January and February and the entire project has to be terminated by May 31, 1972, that will not give much time.

[Interpretation]

M. Williams: Monsieur le président, voici quelle est la situation pour ce qui est de l'admissibilité à ce programme; vous remarquerez que les emprunts sont faits conformément aux modalités et conditions prescrites par le gouverneur en conseil et ces modalités n'ont pas encore été définies. Pour le moment, je ne peux que vous transmettre la façon de penser du ministère, qui est sans doute très proche de ce que les règlements définitifs seront, pour certains éléments du moins. Quant à l'admissibilité, il est proposé que toute foire qui a droit à une assistance en vertu des règlements de l'assistance aux expositions agricoles...

M. Clermont: A et B?

M. Williams: A, B, hiver et printemps.

M. Clermont: Les foires d'hiver et de printemps seront-elles admises?

M. Williams: Les règlements stipulent que certaines foires n'entrent pas dans la catégorie A ni B, mais dans la catégorie d'hiver ou de printemps. Il y en a très peu. Je pense qu'il n'y en a que six ou sept dans l'ensemble du Canada. Par exemple, il y a la foire d'hiver d'Ottawa, la foire d'hiver atlantique, la foire royale d'hiver...

M. Clermont: Aucune organisation dont l'exposition entre dans la catégorie C ne pourra obtenir de prêts en vertu...

M. Williams: Je ne peux pas vous donner une réponse catégorique, monsieur Clermont, mais on envisage actuellement d'attribuer ces prêts aux foires de la catégorie A et B.

Mr. Clermont: Mr. Williams, you said that the regulations have not yet been published. Do you think they will be published in the near future? The reason why I am asking you this question is that I had realized that we did not have this information and I was afraid that they may have been adopted without my knowing it.

M. Williams: J'espère qu'ils seront publiés très bientôt.

M. Clermont: Lorsque vous dites bientôt, entendez-vous avant la fin de cette année?

M. Williams: Je l'espère, oui.

M. Clermont: Je vous remercie.
Thank you Mr. Chairman.
Au cours de la présente année civile?

M. Williams: Oui, cette année civile.

Nous y accorderons une très haute priorité et nous collaborons avec le ministère des Finances ainsi que la Société centrale d'hypothèques et de logement qui sont en partie responsables du programme, afin de présenter ces règlements aussi rapidement que possible.

M. Clermont: Il est très important que cela se fasse au plus tard le 31 décembre 1971. Il s'agit là d'un des programmes destinés à créer plus d'emplois au cours de l'hiver, mais si les règles ne sont établies que dans le courant de janvier et de février et si le projet en entier doit être terminé d'ici le 31 mai 1972, cela ne nous donnera pas beaucoup de temps.

[Texte]

Mr. Williams: It has been instituted as part of the over-all program but it will not terminate at the end of March, 1972.

Mr. Clermont: As long as the project starts before the deadline they will be accepted.

Mr. Williams: They will be accepted even after that.

Mr. Clermont: All right. Thank you.

Mr. Williams: This is an ongoing program, but it has been announced at this time that it has been accelerated as part of the over-all economic stimulation program.

The Chairman: Thank you. Mr. Southam.

Mr. Southam: Mr. Chairman, my questions are somewhat related to what Mr. Clermont has been pursuing.

I think the Minister said that loans will be available for Classes A and B. I was wondering if Class C would come under it. Did you say that that has not been decided on as yet?

Mr. Williams: That is correct.

Mr. Southam: Is this amount of \$10 million allocated on a per capita basis provincially, is it on a first-come-first-served basis or how will it be allocated over the developments?

Mr. Williams: There is no allocation of this \$10 million. It is our estimate that we will be able to accept all applications that fall within this fiscal year. When Mr. Olson announced this program he said that this \$10 million was part of a continuing one that would have more than \$100 million in loans involved in it. The totality of the allocation, or if any allocation is necessary, will depend upon the pace of the receipt of applications.

Mr. Southam: It is not altogether dependent upon, say, the Winter Works Incentive Program. An application could be taken, for instance, six months from now.

Mr. Williams: It could possibly be taken a considerable length of time after that. In order to come under this program there is no necessity—because it has been announced as a continuing program—that the applications be in this winter, for example.

Mr. Southam: That is fair enough. Thank you.

Mr. Williams: This \$10 million is intended to cover this year and it will still carry into next year because of the nature of the vote title.

Mr. Southam: Thank you. That answers my question, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Howe.

Mr. Howe: Mr. Chairman, I have been disturbed about this particular vote. I called the department and I was categorically told that it was only for A and B fairs and winter and spring fairs.

In my area I have one B fair and I have about 12 C and other small fairs that are doing a tremendous job in the small communities to promote agriculture and create an interest through their 4-H Club programs and the junior farmer programs. I feel that the bigger fairs have ways and means of raising money that the little fairs do not have. At my B fair they have horse racing and all this kind of thing and they really do not need any government assistance when it comes to promoting new buildings and grandstands and things like that, but the small fairs that form an integral part of all small communities these days,

[Interprétation]

M. Williams: Il s'agit d'une partie du programme d'ensemble mais il ne sera pas interrompu à la fin du mois de mars de 1972.

M. Clermont: Ils seront acceptés, dans la mesure où le projet commence avant l'échéance.

M. Williams: Ils seront acceptés même après l'échéance.

M. Clermont: Très bien, je vous remercie.

M. Williams: Il s'agit d'un programme permanent, mais on a maintenant annoncé qu'il a été accéléré dans le cadre du programme général de relance économique.

Le président: Je vous remercie. M. Southam.

M. Southam: Monsieur le président, mes questions sont en partie liées à ce que M. Clermont a exposé.

Le ministre avait dit que les prêts seraient accordées aux classes A et B. Je me demandais si la classe C serait aussi admissible. Vous aviez dit que vous n'aviez pas pris de décision à ce sujet, est-ce exact?

M. Williams: C'est exact.

M. Southam: Cette somme de 10 millions de dollars prévue au niveau individuel dans les provinces, est-ce qu'elle sera distribuée selon la formule premier arrivé premier servi ou bien comment est-ce qu'elle sera distribuée?

M. Williams: Cette somme de 10 millions de dollars n'est pas prévue. Nous pensons que nous pourrions accepter toutes les demandes qui nous parviendront au cours de la présente année financière. Lorsque M. Olson a annoncé ce programme, il a déclaré que cette somme de 10 millions de dollars constituait une partie d'une somme de roulement qui s'élèverait à plus de 100 millions de dollars en prêts. La totalité de la somme allouée, le cas échéant, dépendra du rythme de réception des demandes.

M. Southam: Cela ne dépend pas complètement disons, du programme d'encouragement des travaux d'hiver. Une demande pourrait être acceptée, par exemple, d'ici six mois.

M. Williams: Elle pourrait être acceptée éventuellement très longtemps après cette date. Il n'est pas nécessaire, au terme du présent programme, que les demandes parviennent au cours de cet hiver par exemple, car on a dit qu'il s'agissait d'un programme ininterrompu.

M. Southam: C'est bien. Je vous remercie.

M. Williams: Cette somme de 10 millions de dollars est destinée à couvrir l'année en cours et une partie de l'année prochaine étant donné la nature du titre du crédit.

M. Southam: Je vous remercie. Cela répond à ma question, monsieur le président.

Le président: M. Howe.

M. Howe: Monsieur le président, j'ai eu quelques ennuis au sujet de ce crédit-là justement. J'ai téléphoné au ministère et on m'a répondu catégoriquement qu'il ne s'appliquait qu'aux foires A et B et aux foires d'hiver et du printemps.

J'ai une foire du type B dans ma région et j'ai environ 12 foires du type C ainsi que d'autres petites foires qui font un travail fantastique dans les petites agglomérations pour encourager l'agriculture et créer un intérêt par le truchement de leurs programmes 4-H et les programmes junior pour les fermiers. J'estime que les grosses foires ont des moyens de faire de l'argent que les petites foires ne possèdent pas. Dans les foires du type B il y a des courses de chevaux et des choses du genre et elles n'ont vraiment pas besoin d'une aide du gouvernement quand il s'agit d'en-

[Text]

or a lot of them, are the ones that need the help. If you granted \$10 million to the Royal Winter Fair in Toronto it would hardly do anything, the whole sum, but I think if it were spread around this nation to the little fairs here and there that it would do a tremendous job.

I hope, Mr. Deputy Minister, that you will look into this. I am faced with a particular situation in the town of Mount Forest. They have an arena which is used for skating and for agricultural purposes at fall fair time. The snow load is so bad up there that this arena was condemned. Well, you do not buy arenas like chocolate boxes; this represents a cost of \$200,000 or \$250,000 to that community.

This type of a long-term, low-interest loan would be of great assistance to them. I can name a lot of small fairs where, if it was spread out, it would do an immeasurable amount of good and much more than going into the areas where the A and B fairs are because, as I say, most of them have ways and means of raising money that the little ones do not have.

For that reason I sincerely hope that you will look into the possibility of making at least the C fairs eligible for this.

• 1735

Mr. Williams: Mr. Chairman, I appreciate the representations that have been made. We have received quite extensive representations along these lines. I regret the answer to that given by the departmental official to whom you spoke because, as I say, a decision has not yet been made with respect to C fairs. Doubtless the answer you received was based on the fact that by agreement with the provinces, the department does not deal directly with C fairs in any of its programs. The provinces assume responsibility for C fairs and we have assumed, as a matter of general agreement—I do not know how far back it goes—that A and B fairs would be a federal responsibility.

Mr. Howe: I understand that, Mr. Chairman, but in this instance, with this amount of money and since it is going to be a continuing thing, I think you should definitely take a look at the possibility of assisting more of the smaller fairs.

Mr. Williams: Mr. Chairman, I was not making that reply to argue that C should be in or out. It was to give a possible explanation as to why the member received the answer that he did.

The Chairman: Mr. Clermont.
Monsieur Clermont.

M. Clermont: J'appuie les remarques de mon collègue, M. Howe, quant aux expositions de classe C. Dans le comté que je représente, nous avons le même problème, nous avons une seule société d'agriculture qui tient son exposition annuelle soit à la fin du mois d'août ou, comme cette année, au début du mois de septembre. Comme le sous-ministre l'a souligné, la décision finale n'a pas encore été prise. J'espère que le sous-ministre transmettra nos demandes à qui de droit, chose que j'ai déjà faite auprès

[Interpretation]

courager la construction de nouveaux bâtiments, des tribunes et autres installations. Par contre, les petites foires qui font partie intégrante de toutes les petites communautés de nos jours ou du moins beaucoup d'entre elles, sont celles qui ont besoin de l'aide. Si vous accordiez 10 millions de dollars à la foire royale d'hiver à Toronto, cette somme n'apporterait rien. Mais je pense que si vous répartissiez cette somme dans tout le pays aux petites foires ici et là, le résultat serait formidable.

J'espère, monsieur le sous-ministre, que vous étudierez la question. Je me trouve confronté avec une situation particulière dans la ville de Mount Forest. Il y a une arène qui est utilisée pour faire du patinage ainsi qu'à des fins agricoles à l'époque de la foire d'automne. Or, la neige est tellement abondante là-bas que l'arène a été condamnée. Et, vous savez bien que l'on n'achète pas une arène aussi facilement qu'une boîte de chocolat; cela représente une dépense de 200 mille à 250 mille dollars pour la communauté.

Ce type de prêt à long terme, et à faible intérêt nous aiderait beaucoup. Je pourrais vous citer un grand nombre de petites foires où, si ces prêts étaient accordés ce

serait un bien immense, et beaucoup plus que, si ces prêts étaient distribués dans les zones où se trouvent les foires du type A et B parce que, comme je l'ai dit, la majorité d'entre elles ont des moyens de faire de l'argent que les petites foires n'ont pas.

Pour cette raison, j'espère sincèrement que vous envisagerez la possibilité de rendre au moins les foires du type C éligibles pour ces prêts.

M. Williams: Monsieur le président, je comprends les observations qui ont été faites. On nous a fait de très longues observations dans ces sens. Je déplore la réponse qui a été donnée par le fonctionnaire du ministère à qui vous avez parlé parce que, comme je l'ai dit, aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne les foires du type C. Sans aucun doute, la réponse que vous avez reçue était fondée sur fait que, aux termes d'un accord avec les provinces, le ministère ne s'occupe pas directement des foires du type C, dans aucun de ces programmes. Les provinces assument la responsabilité des foires du type C, et nous avons admis, aux termes d'un accord général—je ne me souviens plus à quand il remonte—que les foires des types A et B relèveraient de la responsabilité fédérale.

M. Howe: Je comprends cela monsieur le président, mais dans l'exemple qui nous préoccupe, étant donné la somme d'argent en jeu et du fait qu'il va s'agir d'un programme à long terme, je pense que vous devriez certainement envisager la possibilité d'aider davantage les petites foires.

M. Williams: Monsieur le président, je n'ai pas fait cette réponse pour dire qu'il fallait admettre ou rejeter les foires du type C. Mon intention était de fournir une explication possible de la réponse qui a été faite au député.

Le président: Monsieur Clermont.
. Clermont.

Mr. Clermont: I wish to support my colleague, Mr. Howe, in his remarks about C fairs. In the county I represent, we have the same problem, we have only one agricultural society which has its yearly fair either in late August or, as it was the case this year, in early September. As underlined by the Deputy Minister, no decision has been taken as yet. I hope the Deputy Minister will make representations to the right authorities, which I have already done to the Parliamentary Secretary and the Minister for Agricul-

[Texte]

du secrétaire parlementaire et auprès du ministre de l'Agriculture. Je n'ai aucune objection à revenir à la charge et à appuyer les remarques que mon collègue, M. Howe, a faites sur les expositions de classe C. C'est très important pour ces classes d'exposition. Ces gens n'ont pas les moyens d'aller chercher de nouveaux capitaux pour réparer les édifices existants, que ce soit un hangar ou, comme dans le cas que décrivait M. Howe, un aréna. Moi aussi j'ai un aréna dans le même cas. L'aréna a été plus ou moins classé non acceptable pour certaines activités. Alors j'espère que ces fonds seront mis à leur disposition.

The Chairman: Are there any further questions on Votes L16a or L17a?

Votes L16a and L17a stood.

A—Department—Health of Animals Program Vote 20a—Health of animals—Program expenditures—\$394,300

The Chairman: Are there any questions on Vote 20a? Mr. Gleave.

Mr. Gleave: May I ask the Deputy Minister or whoever is responsible what their procedure is when they inspect a farmer's herd for contagious abortion? Is the farmer usually provided with a record of what they find in his herd?

Mr. Williams: Yes.

Mr. Gleave: And if they take animals out, is he provided with a report at that time?

Mr. Williams: Yes.

Mr. Gleave: I ask you this because a farmer complained to me that he had not been provided with this and that there had even been a reluctance to give him the information when he asked for it. I was rather surprised.

Mr. Williams: I find that most unusual and I am very much surprised. If at some time you could give me the name of the farmer concerned, I would be anxious to look into it.

Mr. Gleave: I will send you his name.

Mr. Williams: The normal procedure is that a paper is filled out when the blood test is taken. The farmer receives a carbon copy of this paper and then gets a report back indicating the names and identification of any animals classified as suspicious or positive; all others are assumed negative, of course. If it is positive, the animal receives an identifying mark and it is required that that animal be slaughtered.

• 1740

Mr. Gleave: I think the procedure after that is for him to clean or disinfect his premises after which there is another inspection and they are declared free. Is this the process?

Mr. Williams: Yes, there could be a series of tests. If, for example, the farmer had cattle that continued to test positive there might be several re-tests before his premises were declared free.

Mr. Gleave: I will send a copy of the information I have to you, if you wish, and you may take a look at it. I wrote the veterinary in Saskatoon about it. I will send you a copy.

[Interprétation]

I have no objections in trying again and supporting the remarks made by my colleague, Mr. Howe, about C fairs. That is of great importance to those fairs. Those people do not have the ways and means to raise new funds to repair the existing facilities such as sheds or arenas as in the case described by Mr. Howe. I, too, have an arena which is in the same position. The arena has more or less been classified as noneligible for some activities. Thus I hope that those funds will be made available to them.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet des crédits L16a ou L17a?

Les crédits L16a et L17a sont réservés.

A—Ministère—Programme d'hygiène vétérinaire Crédit 20a: Hygiène vétérinaire—Dépenses du programme—\$394,300

Le président: Y a-t-il des questions au sujet du crédit 20a? Monsieur Gleave.

M. Gleave: Puis-je me permettre de demander au sous-ministre ou à la personne responsable quelle est la procédure utilisée lorsque l'on inspecte le troupeau d'un fermier pour les épizooties? Est-ce que l'on donne d'habitude au fermier un bilan de ce que l'on a trouvé dans son troupeau?

M. Williams: Oui.

M. Gleave: Et si l'on enlève des animaux est-ce que l'on en fait rapport au fermier?

M. Williams: Oui.

M. Gleave: Je vous pose ces questions parce qu'un fermier s'est plaint de ne pas avoir été informé et même du fait que l'on avait hésité à lui donner des renseignements lorsqu'il les a demandés. Je dois dire que j'avais été surpris.

M. Williams: Je pense que c'est une chose très inhabituelle et je suis vraiment très surpris. S'il vous était possible de me fournir le nom du fermier en question, je me ferais un devoir de m'occuper de la question.

M. Gleave: Je vous enverrai son nom.

M. Williams: La procédure habituelle consiste à remplir un formulaire lors de l'examen du sang. Le fermier reçoit un double du formulaire et ensuite un rapport qui lui indique les noms et identifications de tous les animaux qui ont été classés suspects ou positifs. On suppose que tous les autres animaux sont négatifs bien entendu. Si l'animal est positif, on lui fait une marque d'identification et l'on exige que cet animal soit abattu.

M. Gleave: Je pense que le fermier doit ensuite nettoyer ou désinfecter ses locaux, après quoi il y a une autre inspection à la suite de laquelle ils sont déclarés libres. Est-ce que c'est bien là la procédure suivie?

M. Williams: Oui, il pourrait y avoir une série de tests: si, par exemple, le fermier avait un bétail qui continuait à être positif, les tests pourraient être renouvelés avant que les locaux ne soient déclarés libres.

M. Gleave: Je vous ferai parvenir un exemplaire des renseignements que je possède, si vous le souhaitez, et vous pourrez le consulter. J'ai écrit à un vétérinaire de Saskatoon à ce sujet. Je vous enverrai un exemplaire.

[Text]

Mr. Williams: Thank you.

The Chairman: Mr. Hales.

Mr. Hales: I wonder if Mr. Williams might elaborate on the two largest amounts under this vote in the supplementaries, animal contagious diseases and animal pathology. There must be something new here that has developed since the main estimates were presented.

Mr. Williams: Once again, these votes are entirely associated with the economic stimulation program and represent construction, repairs and maintenance similar to these I outlined for the Research Branch except these are taking place at various establishments that come under the health of animals branch.

Mr. Hales: I see. Is that for both amounts?

Mr. Williams: Both animal pathology and animal contagious diseases.

Mr. Hales: Could you name one of the largest projects? I do not want a list of all of them, but the largest one and what it is proposed to do there.

Mr. Williams: The largest single project is the construction of a quarantine station at the Edmonton airport.

Mr. Hales: Edmonton airport?

Mr. Williams: Yes, sir. Another large project is at Lévis for the enlargement of quarantine facilities.

Mr. Hales: Edmonton seems an unusual place to have a quarantine station.

Mr. Williams: The situation is that until very recently cattle moved to this country by boat. At the present time there is only one boat that is plying this trade and it has periodic fits of breakdown. Most people find it much more convenient to bring cattle in from areas where we allow entry of cattle with minimum quarantine. I am not talking about cattle coming to our maximum quarantine station at Gros Île or on the Island of St. Pierre. At those stations cattle do not enter this country by air. I am speaking of those that come from countries where we have relatively free movement and we normally quarantine those cattle at a minimum quarantine station for a period of 30 days under ordinary supervision. I suppose this is to keep up with the times a little bit and to give better facilities for handling cattle at airports.

Mr. Hales: That is most interesting.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, do we have an adequate number of veterinarians in Canada? Does your department hear of any complaints? For example, I have heard that quite a few veterinarians graduate from school and they become cat and dog doctors. It occurred to me that as far as farmers are concerned there might be some areas that did not have a sufficient number and I wondered if this were the case.

Mr. Williams: Some parts of Canada are having difficulty attracting veterinary practitioners in the same manner as some parts of Canada are having trouble attracting medical practitioners and dentists. Some of the provinces do have special programs by which they subsidize local practitioners in order to attract them to these areas. Those are not under federal programs. We do not have practitioners as such in the field. In so far as the department is con-

[Interpretation]

M. Williams: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Hales.

M. Hales: Est-ce que M. Williams aurait l'obligeance de nous fournir des précisions concernant les deux sommes les plus élevées dans ce crédit, épizooties et pathologie vétérinaire. Il doit y avoir là quelque chose de nouveau qui a été élaboré depuis que le budget principal a été présenté.

M. Williams: Encore une fois, ces crédits sont complètement liés au programme de stimulation économique et ils représentent la construction, les réparations et l'entretien, semblables à ceux de la direction de la recherche à ceci près que ces derniers se font dans divers établissements qui relèvent de la direction de l'hygiène vétérinaire.

M. Hales: Je vois. Est-ce que cela s'applique aux deux sommes?

M. Williams: A la pathologie vétérinaire et aux épizooties.

M. Hales: Est-ce que vous pourriez nous donner le nom de l'un des plus grands projets? Je ne vous demande pas la liste des projets mais le nom du plus important ainsi que son but.

M. Williams: Le plus grand projet simple est la construction d'une station de quarantaine à l'aéroport d'Edmonton.

M. Hales: A l'aéroport d'Edmonton?

M. Williams: Oui, monsieur. Un autre grand projet est prévu pour Lévis: il s'agit d'agrandir les installations de quarantaine.

M. Hales: Edmonton ne me paraît pas l'endroit approprié pour une station de quarantaine.

M. Williams: Il y a peu de temps le bétail était acheminé vers notre pays par bateau. A l'heure actuelle il n'existe qu'un seul bateau qui assure ce service et il est périodiquement interrompu. La majorité des gens trouve qu'il est plus pratique d'acheminer le bétail à partir des régions où nous autorisons l'entrée du bétail avec une période minimum de quarantaine. Je ne parle pas du bétail qui arrive à notre station de Gros Île où la quarantaine était au maximum tout comme à St. Pierre. Dans ces stations le bétail n'entre pas par la voie aérienne. Je parle des animaux qui viennent des pays où nous avons un mouvement relativement libre et en principe nous maintenons ces animaux en quarantaine dans une station où la période de quarantaine était minimum, trente jours de surveillance ordinaire. Je suppose que cela se fait ainsi pour être un peu à la page et pour faciliter les mouvements de bétail dans les aéroports.

M. Hales: Voilà qui est très intéressant.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, est-ce que nous avons un nombre suffisant de vétérinaires au Canada? Est-ce que votre ministère reçoit des plaintes? Par exemple, j'ai entendu dire que de nombreux vétérinaires diplômés se mettent à soigner les chats et les chiens. Il me semble qu'il doit y avoir certaines régions d'élevage qui sont à court de vétérinaires et je me demande si c'est le cas.

M. Williams: Certaines régions du Canada ont du mal à attirer les vétérinaires, de la même manière que certaines régions du Canada ont du mal à attirer les médecins et les dentistes. Certaines provinces ont des programmes particuliers grâce auxquels elles accordent des subventions aux vétérinaires locaux afin de les attirer chez elles. Ces subventions ne sont pas accordées au titre de programmes fédéraux. Nous n'envoyons pas de vétérinaires en tant que

[Texte]

cerned, the situation is greatly improved over what it was four or five years ago. We do not have too much difficulty attracting veterinary practitioners to our animal contagious diseases branch. We do have a little bit of trouble in the meat inspection branch where the working conditions are probably not quite as good and it is maybe not quite as interesting work. However, we do not have too much trouble at the present time. The department endeavoured to co-operate in taking action on this by giving building grants to the new veterinary school at Saskatoon which is under the sponsorship of the three Prairie provinces, and since it has been in operation the situation has improved somewhat.

• 1745
Mr. Thomson: Under Special Programs does your department give any bursaries or other kind of special subsidy to veterinarians studying at Guelph or elsewhere?

Mr. Williams: Not at the undergraduate level. In line with programs available to all professionals throughout the Public Service it is possible for people to apply for education leave on part pay to upgrade their standards if it is considered to be in the department's interest, and we do have some veterinarians from time to time, particularly on the veterinary research side, who take advantage of this educational leave program that is available within the Public Service Commission. But we do not provide bursaries to people.

As a matter of fact, the problem is more the other way. In Canada at least people who wish to enter the veterinary profession find difficulty in getting into the colleges because they are over subscribed. Incidentally, some of the provinces do subsidize people to a certain extent.

The Chairman: Are there any more questions on Vote 20a?

Mr. Howe: I have a question, Mr. Chairman. I am just wondering at what stage the rabies program is. I understand that it is worse some years than others but almost impossible to completely wipe out.

Mr. Williams: At the present time I would assess it as being at the low end of the cycle rather than at the high end, because the activity is relatively limited. You will appreciate that it varies from area to area and, if we are talking about Canada as a whole, the cycle is not towards the upper end at all at the present moment.

Mr. Southam: I have a supplementary question. Under the Animal Contagious Diseases Act, regarding compensation being paid for animals which die, I understand that enabling legislation has to be set up in the various provinces in order to be covered for the death of animals through rabies. Do all the provinces now have legislation covering this situation, or are there some provinces still on the outside looking in?

Mr. Williams: Some provinces have it and some do not. I believe the three Western provinces are under the program at the present time. Under that program they have to pay 60 per cent of the cost and we pay 40 per cent of the cost of animals proven to have died of rabies.

[Interprétation]

tels sur le terrain. En ce qui concerne le ministère, la situation a été considérablement améliorée par rapport à ce qu'elle était il y a 4 ou 5 ans. Nous n'avons pas trop de mal à attirer les vétérinaires dans notre division des épizooties. Nous avons quelque difficulté à la division de l'inspection de la viande où les conditions de travail ne sont sans doute pas tout à fait aussi bonnes et peut-être que le travail n'est pas tout à fait aussi intéressant. Toutefois, nous n'avons pas trop de mal pour le moment. Le ministère s'est efforcé de coopérer en prenant des mesures dans ce domaine, en accordant des subventions à la construction de la nouvelle école vétérinaire de Saskatoon, commanditée par les trois provinces des Prairies et, depuis l'ouverture, la situation s'est quelque peu améliorée.

M. Thomson: Votre ministère a-t-il des programmes spéciaux permettant d'accorder des bourses ou autres formes de subventions aux vétérinaires qui étudient à Guelph ou ailleurs?

M. Williams: Il n'en a pas au niveau secondaire. Grâce aux programmes offerts à tous les professionnels de la Fonction publique, il leur est possible d'obtenir un congé de formation avec traitement partiel pour améliorer leurs connaissances si le ministère estime que c'est dans leur intérêt et, effectivement, certains vétérinaires profitent de temps en temps, en particulier pour la recherche, des congés de formation que la Commission de la Fonction publique leur accorde. Cependant, nous n'accordons pas de bourses.

En fait, il s'agit plutôt du problème inverse. Au Canada, du moins, les personnes qui souhaitent entrer dans la profession de vétérinaire ont des difficultés à entrer dans les collèges parce qu'il y a très peu de classes. Toutefois, certaines provinces accordent des subventions dans une certaine mesure.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur le Crédit 20a?

M. Howe: Je voudrais poser une question, monsieur le président. Je me demande où en est le programme sur la rage. Cette maladie sévit davantage certaines années que d'autres mais elle est pratiquement impossible à éliminer complètement.

M. Williams: Je dirais qu'à l'heure actuelle, nous en sommes à la partie la plus basse du cycle plutôt que la plus élevée, car l'activité est relativement limitée. Vous savez qu'elle varie d'une région à une autre, et dans l'ensemble du Canada, le cycle n'en est pas du tout à sa phase la plus haute pour le moment.

M. Southam: Je voudrais poser une question supplémentaire. Considérant la Loi sur les épizooties et les indemnités versées pour les animaux qui meurent, il faut selon moi instituer une législation dans les différentes provinces, afin d'être couvert pour la mort des animaux par la rage. Toutes les provinces ont-elles maintenant une législation couvrant cette situation, ou y a-t-il encore certaines provinces qui ne l'ont pas obtenue?

M. Williams: Certaines provinces en ont et certaines autres n'en ont pas. Je crois que les trois provinces de l'Ouest participent maintenant au programme en vertu duquel elles versent 60 pour cent du prix des animaux morts de la rage et nous en versons 40 pour cent.

[Text]

Mr. Southam: Could you say how many provinces are in and how many are out?

Mr. Williams: I think there are three provinces in and seven out, but I would want to verify that.

Mr. Howe: Is Ontario not in it?

Mr. Southam: I think they would be one of the first provinces to come in.

Mr. Williams: I am afraid you have me there, but I really think it is.

Mr. Howe: I remember some years ago we had a lot of problems and many of my people were compensated for animals who died. I am pretty sure they are in, unless they opted out since. But they must have been in at that time, which was about 10 years ago.

Mr. Williams: I wish to revise my figure; it is probably five and five.

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le sous-ministre est-ce que Québec n'a pas déjà participé à un tel programme? Je me rappelle qu'il y a quelques années, dans la circonscription que je représentais à l'époque, soit celle de Labelle, il y avait eu certaines compensations. Ou était-ce dans un autre domaine?

Mr. Williams: As I said, I wish to revise my figure. I think both Ontario and Quebec are covered by the program.

Vote 20a allowed to stand.

Vote 25a—Board of Grain Commissioners—
Program expenditures—\$140,700

Mr. Gleave: I would like to ask Mr. Williams if the Lethbridge Interior Elevator was sold and, if not, are negotiations underway to sell it?

• 1750

Mr. Williams: At the present moment, Mr. Gleave, the situation is that tenders have been called but have not yet closed.

Mr. Gleave: Tenders are out for the Lethbridge elevator?

Mr. Williams: Yes.

Mr. Gleave: What is the capacity of that elevator?

Mr. Williams: I think it is 1.3 million bushels but I would want to check that.

Mr. Gleave: It would be assumed, I suppose, that if it was sold that it would be bought by a purchaser who would probably use it as an elevator for purposes of delivery? Is it suitable for that purpose?

Mr. Williams: I think that it would require some work done on it to make it highly suitable for truck deliveries, but it can be used for that purpose at the present time.

Mr. Gleave: Are the Moose Jaw accepting truck deliveries at the present time?

[Interpretation]

M. Southam: Pouvez-vous nous dire combien de provinces participent au programme et combien n'y participent pas?

M. Williams: Je pense que trois provinces participent et sept ne participent pas, mais ceci demande à être vérifié.

M. Howe: L'Ontario y participe-t-il?

M. Southam: Je crois qu'elle serait l'une des premières provinces à y entrer.

M. Williams: Je ne sais pas si j'ai raison, mais je pense vraiment qu'elle y participe.

M. Howe: Je me souviens d'un autre problème il y a quelques années et beaucoup ont reçu des indemnités pour les animaux qui sont morts. Je suis à peu près sûr qu'elle y participe, à moins qu'elle se soit retirée depuis lors. Cependant, elle a dû en faire partie à ce moment-là, c'est-à-dire il y a dix ans.

M. Williams: Je voudrais rectifier les chiffres que j'ai donnés, il s'agit probablement de cinq et cinq.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: I want to ask the Deputy Minister if Quebec has participated in such a program before? I remember that a few years ago in the County of LaSalle, which I represented at the time, there has been some compensation or was it in some other field?

M. Williams: Comme je l'ai dit, je voudrais rectifier les chiffres que j'ai donnés. Je pense que l'Ontario et le Québec faisaient partie du programme.

Le crédit 20a est réservé.

Crédit 25a—Commission des grains—
Dépenses du programme—\$140,700.

M. Gleave: Je voudrais demander à M. Williams si le Lethbridge Interior Elevator a été vendu et sinon, des négociations de vente sont-elles en cours?

M. Williams: A l'heure actuelle, monsieur Gleave, un appel d'offres a été lancé et il n'est pas encore clos.

M. Gleave: Les soumissions concernent le silo à grain de Lethbridge?

M. Williams: Oui.

M. Gleave: Quelle est la capacité de ce silo?

M. Williams: Je crois qu'elle est de 1.3 million de boisseaux, mais il faudrait que je vérifie.

M. Gleave: On peut penser, je suppose, que si ce silo était vendu il serait acheté par une personne qui l'utiliserait comme silo de livraison? Le silo est-il adapté à cette utilisation?

M. Williams: Je crois qu'il faudrait y apporter des modifications pour l'adapter aux camions de livraison, mais on peut l'utiliser à cette fin à l'heure actuelle.

M. Gleave: Est-ce que les silos de Moose Jaw acceptent les camions de livraison?

[Texte]

Mr. Williams: Arrangements have been made and I believe were announced this week to state that it would.

Mr. Gleave: Have modifications been made?

Mr. Williams: Some modifications were made, yes.

Mr. Gleave: At what cost?

The Chairman: Mr. Williams, you may have another witness to answer.

Mr. Williams: Yes. Some work was done last year. I do not have the cost figures for the work that was done last year. There are three items in this that are associated with the elevator at Moose Jaw. There is \$5,500 for truck unloading facilities, \$10,000 for building, remodelling and maintenance and \$5,000 for equipment.

Mr. Gleave: May I ask then if this elevator is receiving grain? When it receives non-board grain, to whose account does it receive it?

Mr. Williams: Any grain that it receives is to the account of an elevator of a qualified agent of the Wheat Board not of the Board of Grain Commissioners.

Mr. Gleave: Are you saying it does not receive non-board grain?

Mr. Williams: I have to admit that I am not sure about that. I do not think that it receives non-board grain.

Mr. Gleave: If it receives board grain, it receives wheat, barley and oats to the account of the Wheat Board?

Mr. Williams: That is correct.

Mr. Gleave: The charges then for storage and handling which the Wheat Board ordinarily pays to a line or a co-operative elevator company is not paid?

The Chairman: I wonder Mr. Gleave if that question would be better answered by the board when we have Mr. Lang.

I am sorry, it does not come under Mr. Lang, I am advised. Very well, do you have the answer. Mr. Williams?

Mr. Williams: All the Canadian government elevators charge the normal charges, so the payment would be made to them. They are almost self-sustaining.

Mr. Gleave: I suppose since the Board of Grain Commissioners is still the actual operator of the terminal. Any charges for handling an elevation would be paid to the Board of Grain Commissioners. I do not know why the decision was made, you understand. I did hear that they were delivering and I wondered if there had been proper procedures set up so that in effect this inland terminal is becoming a country elevator in part. Have some definite procedures been set up so that it can handle all grain coming into it with the ordinary procedures of paying storage to handlers and purchasers and so on.

Mr. Williams: There have been no special arrangements made other than in terms of organizational changes. There have been certain equipment changes to permit it to handle trucking better.

[Interprétation]

M. Williams: Des accords ont été conclus, et je crois que l'on a annoncé cette semaine qu'ils le feraient.

M. Gleave: Est-ce que des modifications ont été apportées?

M. Williams: Quelques modifications ont été apportées, effectivement.

M. Gleave: Quel en a été le coût?

Le président: Monsieur Williams, un autre témoin peut peut-être vous répondre.

M. Williams: Oui. Certains travaux ont été faits l'année dernière. Je n'ai pas les prix des travaux effectués l'année dernière. Les dépenses du silo de Moose Jaw entrent dans trois catégories; il y a \$5,500 pour les installations de déchargement des camions, \$10,000 de construction, de rénovation et d'entretien et \$5,000 d'équipement.

M. Gleave: Ce silo reçoit-il des grains? Lorsqu'il reçoit des grains qui ne proviennent pas de la Commission des grains, de qui les reçoit-il?

M. Williams: Tout chargement de grains est reçu d'un silo appartenant à un agent autorisé de la Commission du blé, qui ne fait pas partie de la Commission des grains.

M. Gleave: Vous dites que le silo ne reçoit pas de grains qui ne proviennent pas de la Commission des grains?

M. Williams: Je dois admettre que je n'en suis pas sûr. Je ne crois pas qu'il reçoive des grains ne provenant pas de la Commission des grains.

M. Gleave: S'il reçoit des grains provenant de la Commission, il reçoit du blé, de l'orge et de l'avoine, au compte de la Commission du blé?

M. Williams: C'est exact.

M. Gleave: Les coûts d'entreposage et de manutention que la Commission du blé paie généralement à une compagnie, coopérative ou non, d'entreposage ne sont donc pas payés?

Le président: Peut-être, monsieur Gleave, devriez-vous poser cette question à la Commission lorsque nous recevrons M. Lang.

Excusez-moi, cela n'est pas du ressort de M. Lang, me dit-on. Et bien, monsieur Williams avez-vous une réponse?

M. Williams: Tous les silos du gouvernement canadien font payer les prix normaux, donc les paiements leur seraient versés. Ils sont presque autonomes.

M. Gleave: Puisque la Commission des grains est toujours l'exploitant du terminus, je suppose que tout entreposage serait payé à la Commission des grains. Vous comprenez, je ne sais pas pourquoi cette décision a été prise. On m'a dit qu'ils faisaient des livraisons et je me suis demandé si l'on avait pris des dispositions pour que ce terminus à l'intérieur des terres devienne un silo national. A-t-on pris des mesures pour qu'il puisse recevoir tous les grains qui arrivent en suivant la procédure normale qui consiste à payer l'entreposage aux manutentionnaires et aux acheteurs, etc.?

M. Williams: Aucune disposition spéciale n'a été prise, sauf en ce qui concerne des changements dans l'organisation. Certains équipements ont été changés pour permettre de charger et décharger des camions dans de meilleures conditions.

[Text]

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): In effect, the Board of Grain Commissioners is the operator?

Mr. Williams: Legally, they are the operator, but they are not entitled to receive grain. I believe Pioneer are the people that are actually receiving the grain there as the agents of the Wheat Board.

Mr. Gleave: In that case, is it leased to Pioneer?

Mr. Williams: No, it is an arrangement with them.

• 1755

Mr. Gleave: Is it a contract?

The Chairman: It is hard to know when we have two speakers at the same time. Go ahead, Mr. Gleave.

Mr. Gleave: If it is not a contract, if it is not leased to Pioneer Grain, is there a handling contract with Pioneer Grain?

Mr. Williams: There is an agreement with them, yes.

Mr. Gleave: There is a handling agreement. Then, would the deputy minister table with this Committee the handling agreement with Pioneer Grain and whatever contracts and documents have been negotiated between the Canadian Wheat Board, the Board of Grain Commissioners and Pioneer Grain?

Mr. Williams: I would be quite prepared to, Mr. Chairman, subject to the usual authority that we would need to obtain from the other parties. I have no control over the agreement the Wheat Board and a grain company might have entered into. I can make no commitment on that.

Mr. Gleave: The information you are giving us at present is that there is an arrangement, not a contract?

Mr. Williams: I believe it is a written agreement.

Mr. Gleave: Between Pioneer Grain and the Board of Grain Commissioners.

Mr. Williams: I cannot speak on behalf of the Wheat Board and Pioneer Grain.

Mr. Gleave: The Wheat Board and Pioneer Grain would not need any different arrangements...

Mr. Williams: No but you asked for arrangements that the Wheat Board and Pioneer Grain had. I am making the reservation that I am not in a position to make any commitment in tabling such documents.

Mr. Gleave: And you are not aware as to what moneys the Pioneer Grain may be paying for the lease.

Mr. Williams: I do not have that information with me.

Mr. Gleave: Mr. Chairman, will the deputy table with this Committee any information he is able to table?

Mr. Williams: Yes, sir.

The Chairman: Under the reservation that you already made.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): En fait, la Commission des grains est l'exploitant?

M. Williams: Légalement, elle est l'exploitant, mais elle n'a pas le droit de recevoir de grains. Je crois que la compagnie *Pioneer Grain* l'est en fait celle qui reçoit le grain pour le compte de la Commission du blé.

M. Gleave: Dans ce cas, le silo est loué à la compagnie *Pioneer Grain*?

M. Williams: Non, il s'agit d'un accord mutuel.

M. Gleave: S'agit-il d'un contrat?

Le président: C'est difficile à dire quand deux personnes parlent à la fois. Continuez, monsieur Gleave.

M. Gleave: S'il ne s'agit pas d'un contrat, si ce n'est pas loué à *Pioneer Grain*, existe-t-il un contrat de manutention avec *Pioneer Grain*?

M. Williams: Il y a une entente avec eux, oui.

M. Gleave: Il y a une entente concernant la manutention. Alors, le sous-ministre pourrait-il déposer auprès du Comité l'accord de transport conclu avec *Pioneer Grain* ou tout contrat ou document négocié entre la Commission canadienne du blé et la Commission des grains et *Pioneer Grain*?

M. Williams: Je serais prêt à le faire, monsieur le président, sous réserve d'obtenir le consentement des parties adverses. Je n'ai aucun contrôle sur l'accord éventuellement conclu entre la Commission canadienne du blé et une société de grains. Je ne puis m'engager à ce propos.

M. Gleave: Les renseignements que vous nous donnez maintenant indiquent qu'il y a une entente, non un contrat?

M. Williams: Il me semble que c'est un accord écrit.

M. Gleave: Entre la *Pioneer Grain* et la Commission des grains.

M. Williams: Je ne puis me prononcer au nom de la Commission canadienne du blé ou de *Pioneer Grain*.

M. Gleave: La Commission canadienne du blé et *Pioneer Grain* n'ont pas besoin d'autres arrangements...

M. Williams: Non, mais vous avez demandé des renseignements au sujet des accords entre la Commission canadienne du blé et *Pioneer Grain*. Je vous dis, sous toute réserve, que je ne puis m'engager à déposer ces documents.

M. Gleave: Et vous ignorez la somme versée par la *Pioneer Grain* pour la location.

M. Williams: Je n'ai pas ce renseignement ici.

M. Gleave: Monsieur le président, est-ce que le Sous-ministre pourrait fournir au Comité les renseignements qui lui sont accessibles?

M. Williams: Oui, monsieur.

Le président: Sous la réserve que vous avez déjà faite.

[Texte]

Mr. Williams: I took it to include the reservation.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Really, I am quite satisfied, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions on Vote 25a?

Vote 25a allowed to stand.

Vote 30a—Canadian Dairy Commission—
Program expenditures—\$8,000

M. Clermont: Monsieur le président, ma question n'a peut-être pas trait au crédit 30A mais à tout événement, je l'adresse au président de la Commission canadienne du lait et si elle est irrecevable, je m'inclinerai devant votre décision.

A la suite d'une réduction de la retenue à l'exportation, monsieur le président, est-ce que certains remboursements ont été faits aux producteurs laitiers qui avaient payé un surplus?

Mr. S. C. Barry (Chairman, Canadian Dairy Commission): Mr. Chairman, at the beginning of this dairy year, which was last April, we had fixed a rate of holdback on quota deliveries of 26 cents per 100 pounds of milk. As the year progressed and as it became evident that our costs were going to be less than we had anticipated earlier partly because of the reduced volume that had to be disposed of in export and partly because of improvement in international prices of skim milk powder, we reduced that rate as of June 1 to 20 cents per 100 pounds of milk. More recently, in the final calculation, knowing our position now fairly finally it has been reduced to 10 cents per 100 pounds of milk and that has been made retroactive to the first of April. Amounts collected at the higher rates will be refunded.

M. Clermont: A-t-on commencé à rembourser les producteurs laitiers ou si la chose est à venir?

Mr. Barry: The reimbursement to producers in our subsidy payments will be made in the payments starting next month.

M. Clermont: Merci beaucoup monsieur le président.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Hales.

Mr. Hales: Mr. Barry, what type of research is this \$8,000 in the supplementary for?

Mr. Barry: Mr. Chairman, this is for a dairy industry survey we are conducting.

• 1800

Earlier in the year we sent questionnaires to some 98,000 dairy producers registered with us. We have received some 54,000 replies, questionnaires returned, which is about a 55 per cent return. The purpose of it is to gain and make available to the industry information on the structure of the dairy industry.

The questions have to do with such things as the size of dairy operations, the percentage of farm income from dairying, capital investments in dairying, various types of dairying equipment used, the number of hired employees, the age of the operators, and things of this kind. We are now assembling this data to make a report on the structure of the dairy industry.

The particular vote here is to provide some casual help, some temporary help, to enable us to get along with this and get the report out. The \$8,000—of the total amount, some \$6,300 is being spent on some temporary help, statisticians and clerk-stenographers, to help get the report out.

[Interprétation]

M. Williams: La réserve y compris.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: A vrai dire, je suis parfaitement satisfait, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet du crédit 25a?

Le crédit 25a est réservé.

Crédit 30a—Commission canadienne du lait—
Dépenses du programme—\$8,000

Mr. Clermont: Mr. Chairman, maybe my question does not refer to Vote 30a, but in any case it is directed to the Chairman of the Canadian Dairy Commission and if it is not allowed I will accept your decision.

Following the reduction of export deductions, Mr. Chairman, will the reimbursements made to milk producers on excess payments?

M. S. C. Barry (président de la Commission canadienne du lait): Monsieur le président, au début de cette année de production laitière, soit en avril dernier, nous avions fixé une retenue sur les contingentements de livraison, soit 26c pour 100 livres de lait. Au cours de l'année et ayant constaté que nos frais seraient inférieurs à ce que nous avions cru, à cause notamment de la baisse du volume destiné à l'exportation et en partie à cause de la hausse des prix internationaux du lait écrémé en poudre, nous avons ramené ce taux, à partir du 1^{er} juin, à 20c par 100 livres de lait. Récemment, au cours des calculs définitifs et relativement sûrs de notre position, nous avons encore réduit le taux à 10c par 100 livres de lait, réduction qui s'appliquait rétroactivement à dater du 1 avril. Les montants perçus lorsque le taux était plus élevé seront remboursés.

Mr. Clermont: Is the extra money being returned to milk producers or is it to be done later?

M. Barry: Le remboursement de nos prix de soutien aux producteurs se fera à partir du mois prochain.

Mr. Clermont: Thank you very much, Mr. Chairman.

Le président: Avez-vous d'autres questions à poser, monsieur Hales?

M. Hales: Monsieur Barry, à quel genre de recherche s'appliquent ces \$8,000 du budget supplémentaire?

M. Barry: Monsieur le président, c'est pour une enquête de l'industrie laitière que nous faisons présentement.

Au cours de l'année, nous avons envoyé des questionnaires à quelque 98,000 producteurs laitiers inscrits chez nous. Nous avons reçu quelque 54,000 réponses, questionnaires remplis, soit environ 55 pour cent. Nous voulons aussi obtenir plus de renseignements sur l'industrie laitière afin que nous puissions en faire part aux intéressés.

Les questions portent, par exemple, sur l'envergure de l'exploitation laitière, le pourcentage du revenu agricole qui provient de l'exploitation laitière, les investissements en biens de capital pour cette industrie, les différents genres d'équipement utilisé, le nombre d'employés engagés, l'âge des exploitants, etc. Nous colligeons actuellement ces données afin de rédiger un rapport sur la structure de l'industrie laitière.

Le crédit nous permettra d'engager des surnuméraires qui nous aideront dans la rédaction de ce rapport. De ces \$8,000, qui représentent le montant total, quelque \$6,300 sont consacrés à l'engagement d'employés temporaires, de statisticiens et de commis-dactylographes à cette fin.

[Text]

Mr. Hales: As I understand it, it is a recapitulation of these questionnaires you sent out.

Mr. Barry: That is right, sir. Yes.

Mr. Hales: You are putting in a small supplementary of \$8,000 for one man-year and telling the committee that you have not got that much staff available in your Dairy Commission to do this work.

Mr. Barry: Yes, well actually it is one man-year, but it is three positions. It totals one man-year.

Mr. Hales: Yes, but three people, and you cannot do this recapitulation with your present staff.

Mr. Barry: That is right, sir. I say we cannot do it. We wish to employ these people to facilitate it and get along with it and get the report out as quickly as possible.

Mr. Hales: What you are saying is that you are trying to make work for someone.

Mr. Barry: Well, no, sir. I do not think you can put it in that context, quite. We have quite a small staff. Our total vote, our total budget is quite a small one. It is actually our administrative vote, and I think honestly we require this temporary help now to get along and get this report out of this survey.

Mr. Hales: Could this work, this recapitulation, not be done at a university? It is a matter of all these circulars being reviewed and recapitulated. Could that not be done at a university?

Mr. Barry: Mr. Hales, I would say that it could not be done. I think it is inconvenient to do it. The data have been put on our computers and the print-outs have come from there, and we are now taking that and correlating it. It is in our own hands within the operation.

Mr. Hales: I guess I will accept that, but it seems to me that you could find somebody around your organization to do this work. But I am agreed to pass \$8,000.

The Vice-Chairman: Mr. Gleave.

Mr. Gleave: May I ask the Commissioner if he could tell us the amounts of butter that they have imported in the last few months?

Mr. Barry: We have actually imported and had delivered 600,000 pounds.

Mr. Gleave: From what source?

Mr. Barry: From the United States, from the State of Washington into Vancouver. Up until this week we have firmly purchased within the United States—but it has not yet been delivered—another three million pounds. We have tenders now which I think we are also going to get for about seven million. It will bring the total to about 10 million pounds, which is about a 10-day supply of butter.

Mr. Gleave: At what price per pound?

Mr. Barry: The price that we pay for the butter in the United States is 52.5 cents. There is a duty of 12 cents into Canada, and on top of that there are delivery charges.

[Interpretation]

M. Hales: Si je comprends bien, c'est un résumé de ces questionnaires que vous avez envoyés.

M. Barry: C'est exact.

M. Hales: Vous ajoutez un supplémentaire de \$8,000 pour une année-hommes et vous dites au Comité que vous n'aviez pas le personnel disponible au sein de la Commission laitière pour faire ce travail.

M. Barry: En effet, il s'agit d'une année-hommes, mais trois postes seront créés. Une année-hommes représente le total.

M. Hales: Disons trois employés; vous ne pouvez pas faire cette recapitulation avec le personnel régulier.

M. Barry: C'est exact. Nous ne le pouvons pas. Nous voulons engager ces employés afin d'accélérer le travail et de publier le rapport le plus tôt possible.

M. Hales: Ce que vous dites, c'est que vous essayez de donner du travail à quelqu'un.

M. Barry: Pas tout à fait. Je ne crois pas que l'on puisse poser le problème de cette façon-là. Notre personnel est très limité, les fonds qui sont mis à notre disposition sont également très limités. C'est en fait notre crédit administratif et je crois sincèrement que nous avons besoin de ces employés pour rédiger le rapport de l'enquête.

M. Hales: Ce travail ne pourrait-il pas se faire dans une université? Il s'agit simplement de revoir et de résumer toutes les réponses qui ont été faites. Pourquoi ne pas faire appel aux services d'une université?

M. Barry: Je ne dirai pas que c'est impossible, monsieur Hales. Ce serait peu pratique cependant. Nous avons utilisé un ordinateur pour faire ce travail et nous en sommes au stade du recoupage. Tout au long du processus les données restent chez nous.

M. Hales: Je m'en tiendrai à cela, mais je pense que vous auriez pu trouver quelqu'un au sein de votre organisme pour faire ce travail. Je suis d'accord avec le crédit de \$8,000.

Le vice-président: Monsieur Gleave.

M. Gleave: Puis-je demander au commissaire combien de livres de beurre on a importé ces derniers mois?

M. Barry: En fait, nous avons importé et livré 600,000 livres de beurre.

M. Gleave: D'où provenait ce beurre?

M. Barry: Des États-Unis, plus précisément de l'État de Washington, et il était destiné à Vancouver. Jusqu'à cette semaine, nous avons acheté du beurre aux États-Unis, mais les livraisons n'ont pas encore été faites, il s'agit de 3 millions de livres de plus. Des soumissions sont ouvertes pour encore 7 millions de livres. Au total, il s'agirait d'environ 10 millions de livres de beurre, ce qui constitue un approvisionnement de 10 jours.

M. Gleave: Quel était le prix la livre?

M. Barry: Le prix auquel nous payons le beurre aux États-Unis est de 52.5c. Les douanes canadiennes nous chargent 12c. et il y a de plus les frais de livraison.

[Texte]

Mr. Gleave: Mr. Chairman and Mr. Barry, our practice has been to import from New Zealand. For what reason do we not bring it . . .

Mr. Barry: New Zealand did not have butter available for us.

Mr. Gleave: That is like Canada running out of wheat. Is it not?

Mr. Barry: Yes.

Mr. Gleave: It is about the same thing. They could run themselves out of butter. Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Are there any further questions? If not, we will stand Vote 38, and this meeting will be adjourned until tomorrow, Thursday, November 25, at 3.30 in the afternoon, in room 208, when the Solicitor General will be appearing.

In your name, I wish to thank the witnesses who appeared today.

[Interprétation]

M. Gleave: Nous avons l'habitude d'importer le beurre de la Nouvelle Zélande. Pourquoi ne procédons-nous pas de cette façon.

M. Barry: La Nouvelle Zélande n'a pu nous vendre de beurre.

M. Gleave: C'est comme si le Canada n'avait plus de blé à vendre, n'est-ce pas?

M. Barry: Oui.

M. Gleave: C'est la même chose. Ils pourraient écouler tout leur beurre. Merci.

Le vice-président: Y a-t-il d'autres questions? Sinon, le vote 38 est réservé et le Comité s'ajourne à demain, jeudi le 25 novembre, à 3h. 30 de l'après-midi, pièce 208. Nous aurons comme témoin le Solliciteur général.

En votre nom, je remercie les témoins qui ont comparu aujourd'hui.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 31

Thursday, November 25, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 31

Le jeudi 25 novembre 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Miscellaneous Estimates

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1972 relating to the Solicitor General

CONCERNANT:

Le Budget supplémentaire (A) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972, se rapportant au Solliciteur général

APPEARING:

The Hon. J.-P. Goyer,
Solicitor General

COMPARAÎT:

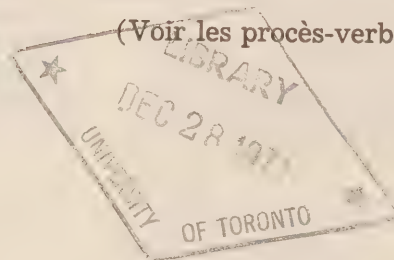
L'honorable J.-P. Goyer,
Solliciteur général

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

Vice-Chairman: Mr. Paul Langlois

and Messrs.

Carter
Clermont
Crossman
Downey
Gilbert

Guay (*St. Boniface*)
Hogarth
Lajoie
L'Heureux
Loiselle

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand E. Leblanc

Vice-président: M. Paul Langlois

et Messieurs

McCleave
Peddle
Ritchie
Rock
Rodrigue

Smith (*St-Jean*)
Thomson (*Battleford-
Kindersley*)
Woolliams—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

On Thursday, November 25, 1971

Mr. Hogarth replaced Mr. Lessard (*LaSalle*)
Mr. Woolliams replaced Mr. Ritchie
Mr. McCleave replaced Mr. Skoreyko
Mr. Corriveau replaced Mr. Rochon
Mr. Gilbert replaced Mr. Gleave
Mr. Ritchie replaced Mr. Hales
Mr. Lajoie replaced Mr. Forget
Mr. L'Heureux replaced Mr. Thomas
(*Maisonneuve-Rosemont*)
Mr. Smith (*St-Jean*) replaced Mr. Loiselle
Mr. Loiselle replaced Mr. Corriveau

Conformément à l'article 65(4) b) du Règlement

Le jeudi 25 novembre 1971

M. Hogarth remplace M. Lessard (*LaSalle*)
M. Woolliams remplace M. Ritchie
M. McCleave remplace M. Skoreyko
M. Corriveau remplace M. Rochon
M. Gilbert remplace M. Gleave
M. Ritchie remplace M. Hales
M. Lajoie remplace M. Forget
M. L'Heureux remplace M. Thomas
(*Maisonneuve-Rosemont*)
M. Smith (*St-Jean*) remplace M. Loiselle
M. Loiselle remplace M. Corriveau

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, November 25, 1971
(39)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 3.45 p.m. The Vice-Chairman, Mr. Langlois presided.

Members present: Messrs. Clermont, Corriveau, Crossman, Forget, Gilbert, Hales, Hogarth, Langlois, McCleave, Thomson (*Battleford-Kindersley*), and Woolliams—(11).

Other Member present: Mr. Ritchie.

Appearing: The Hon. J.-P. Goyer, Solicitor General.

Witnesses: From the Department of the Solicitor General: Mr. E. A. Côté, Deputy Solicitor General; From the R.C.M.P.: Mr. D. J. Beiersdorfer, Assistant Director, Services and Supply; From the Canadian Penitentiary Service: Mr. N. Hembruff, Director of Financial Services.

The Committee began consideration of the Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to the Solicitor General and the Chairman introduced the Hon. J.-P. Goyer, Solicitor General, who in turn introduced his officials.

The Chairman then called Item 10a relating to Correctional Services—Capital Expenditure and the Solicitor General and his officials answered questions.

The Chairman then called Item 20a relating to the R.C.M.P.—Law Enforcement—Operating Expenditures.

Questioning began, and Mr. Hogarth raised a point of order, and debate arising thereon, Mr. Woolliams moved,—

“That committee members be permitted to ask questions in reference to the Security Planning and Research Group on Item 20a relating to the Solicitor General in the Supplementary Estimates (A) 1971-72 (p. 122)

RULING BY THE CHAIRMAN

There being no quorum present, Mr. Woolliams, I cannot put your motion to the committee. But, with all respect, I would like to add that a motion in those terms would not be acceptable to the Chair in that it contravenes Standing Order 65(8) and would go beyond the Committee's Order of Reference.

Then Mr. Woolliams expressed his wish to appeal the Chairman's ruling.

RULING BY THE CHAIRMAN

There being no quorum present, Mr. Woolliams, an appeal pursuant to Standing Order 65(11) cannot be made at this time. Therefore, I take the matter under further consideration and suggest that it be dealt with at 8.00 p.m. when the committee resumes, if a quorum is present.

The questioning continuing on Item 20a, at 5.15 p.m. the Committee, in keeping with the time limit set in the Fifth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure, adjourned until 8.00 p.m. this evening.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 25 novembre 1971
(39)

[Traduction]

Le Comité des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 3 h 45 de l'après-midi sous la présidence de M. Langlois.

Députés présents: MM. Clermont, Corriveau, Crossman, Forget, Gilbert, Hales, Hogarth, Langlois, McCleave, Thompson (*Battleford-Kindersley*), et Woolliams—(11).

Autre Député présent: M. Ritchie

Compareait: L'honorable J.-P. Goyer, Solliciteur général.

Témoins: Du ministère du Solliciteur général: M. E. A. Côté, solliciteur général adjoint; De la Gendarmerie royale du Canada: M. D. J. Beiersdorfer, directeur adjoint, Services et Approvisionnements; du Service pénitenciaire canadien: M. N. Hembruff, directeur des services financiers.

Le Comité commence l'étude du Budget supplémentaire (A) 1971-1972 se rapportant au Solliciteur général; le président présente l'honorable J.-P. Goyer, Solliciteur général, qui a son tour, présente ses fonctionnaires.

Le président met en délibération le crédit 10a relatif aux Services correctionnels—dépenses de fonctionnement, et le Solliciteur général, assisté de ses fonctionnaires, répond aux questions.

Le président met ensuite en délibération le crédit 20a à la Gendarmerie royale du Canada—Application de la Loi—Dépenses de fonctionnement.

L'interrogatoire commence; M. Hogarth invoque le règlement et le débat s'engage; M. Woolliams propose:

«Que les membres du comité aient la permission de poser des questions se rapportant au Groupe de recherche et de planification de la Sécurité dont il est question au crédit 20 sous la rubrique Solliciteur général dans le Budget supplémentaire (A) 1971-1972 (p. 122).

DÉCISION DU PRÉSIDENT

M. Woolliams, le quorum n'étant pas atteint, votre proposition ne peut être mise aux voix. Malgré tout le respect que je vous dois, j'aimerais ajouter que le président ne peut accepter une proposition énoncée en ces termes puisqu'elle entre en contradiction avec le règlement 65(8) et ne répond pas à l'ordre de renvoi du Comité.

M. Woolliams exprime alors le désir d'en appeler de la décision du président.

DÉCISION DU PRÉSIDENT

M. Woolliams, le quorum n'étant pas atteint, il est impossible de faire appel conformément au Règlement 65(11). Je dois donc remettre la question à plus tard et proposer qu'on en discute si le quorum est atteint quand le Comité se réunira de nouveau à 8 heures ce soir.

L'interrogatoire se poursuit sur le crédit 20a et, à 5 h 15 de l'après-midi, le Comité, se conformant à la limite de temps établie dans le Cinquième rapport du sous-comité du programme et de la procédure, s'ajourne à 8 heures du soir.

EVENING SITTING **(40)**

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates reconvened this evening at 8:10 p.m. The Vice-Chairman, Mr. Langlois, presided.

Members present: Messrs. Clermont, Crossman, Gilbert, Guay (*St. Boniface*), Hogarth, Lajoie, Langlois, L'Heureux, Loiselle, McCleave, Peddle, Ritchie, Rock, Smith (*St. Jean*), Thomson (*Battleford-Kindersley*), Woolliams—(16).

Appearing: The Hon. J.-P. Goyer, Solicitor General.

Witnesses: From the Department of the Solicitor General: Mr. E. A. Côté, Deputy Solicitor General; From the R.C.M.P.: Mr. D. J. Beiersdorfer, Assistant Director, Services and Supply.

The Committee resumed consideration of the Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to the Solicitor General.

RULING BY THE CHAIRMAN

In the sitting of the Committee this afternoon, Mr. Woolliams submitted a motion to the Chair which read as follows: "that Committee members be permitted to ask questions in reference to the Security Planning and Research Group on Item 20a under the Solicitor General in the Supplementary Estimates (A) 1971-72 (p. 122)."

I indicated to the honourable member at that time that a motion could not then be put for lack of quorum. I further indicated that such a motion was not acceptable to the Chair. It had been explained by the Minister that the Security Planning and Research Group is not included in Item 20A relating to the RCMP. Therefore it lies outside the Committee's Order of Reference.

I would like at this time to point out that Standing Order 65(8) clearly states:

"Standing Committees shall be severally empowered to examine and inquire into all such matters as may be referred to them by the House."

I further submit to the honourable member that the House has not referred to the Committee the estimates relating to the group mentioned in his motion. Such a motion would therefore extend the limitations or our Order of Reference and thus directly contravenes Standing Order 65(8).

The honourable member indicated earlier his wish to appeal the Chairman's decision to the Committee.

Mr. Woolliams appealed the Chairman's ruling to the Committee. The question being put, the Chairman's ruling was confirmed on the following recorded division: YEAS: Messrs. Clermont, Crossman, Guay (*St. Boniface*), Hogarth, Lajoie, L'Heureux, Loiselle, Rock, Smith (*St. Jean*)—(9); NAYS: Messrs. Gilbert, McCleave, Peddle, Ritchie, Thomson (*Battleford-Kindersley*), Woolliams—(6).

Then the Committee resumed questioning on Item 20A, relating to the R.C.M.P.—Law Enforcement—Operating Expenditures.

The Chairman called Item 25A, relating to the R.C.M.P.—Law Enforcement—Capital Expenditures. After questioning thereon, the Chairman thanked the Hon. J.-P. Goyer and his officials for their valuable contribution.

SÉANCE DU SOIR **(40)**

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit de nouveau ce soir à 8 h. 10 sous la présidence de M. Langlois.

Députés présents: MM. Clermont, Crossman, Gilbert, Guay (*St. Boniface*), Hogarth, Lajoie, Langlois, L'Heureux, Loiselle, McCleave, Peddle, Ritchie, Rock, Smith (*St. Jean*), Thomson (*Battleford-Kindersley*), Woolliams—(16).

Comparaît: L'honorable J.-P. Goyer, Solliciteur général.

Témoins: Du ministère du Solliciteur général: M. E.A. Côté, solliciteur général adjoint; De la Gendarmerie royale du Canada M. D.J. Beiersdorfer, directeur adjoint, services et approvisionnements.

Le Comité reprend l'étude du Budget supplémentaire (A) 1971-1972 se rapportant au Solliciteur général.

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Au cours de la séance de l'après-midi, M. Woolliams a présenté au président une motion qui se lit comme suit: «Que les membres du Comité aient la permission de poser des questions se rapportant au Groupe de recherches et de planification de la sécurité dont il est question au crédit 20a sous la rubrique du Solliciteur général dans le Budget supplémentaire (A) 1971-1972 (p. 122).»

J'ai mentionné au député à ce moment-là qu'il était impossible de mettre la proposition aux voix puisque le quorum n'était pas atteint. Je lui ai de plus souligné que le président ne peut accepter une telle proposition. Le ministre m'a expliqué que le Groupe de recherches et de planification de la sécurité n'est pas inclus dans le crédit 20a relatif à la Gendarmerie royale du Canada. Cette question ne fait donc pas partie de l'Ordre de renvoi du Comité.

L'article 65(8) du Règlement est très explicite à ce sujet;

«Les Comités permanents sont autorisés individuellement à faire étude et enquête sur toutes les questions qui leurs sont déferées par la Chambre.»

Je ferais donc remarquer au député que la Chambre n'a pas déferé au Comité le budget se rapportant au groupe mentionné dans sa proposition. Une telle proposition dépasse donc les limites de notre Ordre de renvoi et entre directement en conflit avec l'article 65(8) du Règlement.

Le député a mentionné un peu plus tôt qu'il désirait faire appel au Comité de la décision du président.

M. Woolliams fait appel au Comité de la décision du président. La décision du président mise aux voix est confirmée sur division: POUR: MM. Clermont, Crossman, Guay (*St. Boniface*), Hogarth, Lajoie, L'Heureux, Loiselle, Rock, Smith (*St. Jean*),—(9); CONTRE: MM. Gilbert, McCleave, Peddle, Ritchie, Thomson (*Battleford-Kindersley*), Woolliams—(6).

Le Comité reprend son interrogatoire sur le crédit 20a se rapporte à la G. R. C.—Application de la loi—Dépenses de fonctionnement.

Le président met en délibération le crédit 25a se rapportant à la Gendarmerie royale du Canada—Application de la loi—Dépenses de fonctionnement. Après l'interrogatoire, le président remercie l'honorable J.-P. Goyer et ses fonctionnaires de leur précieuse collaboration.

Item 10A, relating to Correctional Services—Capital Expenditures; Item 20A, relating to the R.C.M.P.—Law Enforcement—Operating Expenditures; and Item 25A, relating to the R.C.M.P.—Law Enforcement—Capital Expenditures were *carried* severally.

At 9:30 p.m. the Committee adjourned until 3:30 p.m., Monday, November 29, 1971.

Le crédit 10A se rapportant aux Services correctionnels—Dépenses d'investissements; le crédit 20a se rapportant à la Gendarmerie royale du Canada—Application de la Loi—Dépenses de fonctionnement; et le crédit 25a se rapportant à la Gendarmerie royale du Canada, Application de la loi—Dépenses d'investissements sont *adoptés* séparément.

A 9h30 du soir, le Comité s'ajourne jusqu'au lundi 29 novembre 1971 à 3h30 de l'après-midi.

Legreffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, November 25, 1971

• 1545

[Text]

Le vice-président: Messieurs, nous avons le plaisir aujourd'hui d'accueillir le Solliciteur général et les fonctionnaires du Ministère afin d'étudier le Budget supplémentaire du ministère du Solliciteur général.

J'aimerais demander à l'honorable Goyer de nous présenter ses invités.

L'hon. J.-P. Goyer (Solliciteur général): Monsieur le président, M. Côté, sous-ministre, m'accompagne, ainsi que M. Thibault. Il y a également l'inspecteur Beiersdorfer de la Gendarmerie royale du Canada et M. Hemsbruff du Service pénitentiaire canadien.

Le vice-président: Monsieur le Ministre, avez-vous une déclaration à faire au début ou aimeriez-vous que nous passions immédiatement à la période de questions?

M. Goyer: Monsieur le président, nous sommes à votre disposition.

The Vice-Chairman: The Solicitor General is ready for questions. I recognize Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: Thank you very much, Mr. Chairman. The first item here, Mr. Chairman, is on law enforcement and operating expenditures and I am happy the Solicitor General is here today, because we have not been able to get information on the security planning group. That is the proper description of that group, is it not?

The Vice-Chairman: I am sorry, Mr. Woolliams, but we will start with Vote 10a on page 120. Solicitor General of Canada. Correctional Services Program. Vote 10a—Correctional Services—Penitentiary Service—Capital Expenditures—\$366,000.

Mr. Woolliams: I do not know whether this item comes under that vote or not. I thought we could ask general questions on the first vote of supplementary estimates as we have always done for the estimates.

The Vice-Chairman: That is the difference. You just gave the answer: those are supplementaries.

Mr. Woolliams: No, but even on the supplementaries. I must abide by your ruling but under the former rules we always were able to do so. Generally, the Minister made a statement even on supplementaries and the members of the opposition of various parties made statements. But I refer to take my time in asking general questions on this group.

The Vice-Chairman: Vote 10a is open for discussion right now. The Solicitor General and the people accompanying him will try to give an answer to the questions directed to them. Then we can go on to the other ones.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 25 novembre 1971

[Interpretation]

The Vice-Chairman: Gentlemen, it is our pleasure today to welcome the Solicitor General and his officials for our consideration of the supplementary estimates of the Department of the Solicitor General.

I will ask the Honourable Mr. Goyer to introduce his guests.

The Honourable J.-P. Goyer (Solicitor General): Mr. Chairman, I have with me Mr. Côté, Deputy Minister, and Mr. Thibault. There is also Superintendent Beiersdorfer of the RCMP and Mr. Hemsbruff, Canadian Penitentiary Service.

The Vice-Chairman: Mr. Minister, do you want to make an opening statement or do you wish that we proceed at once with the questions?

Mr. Goyer: Mr. Chairman, we are at your disposal.

Le vice-président: Le Solliciteur général est prêt à répondre à nos questions. Je donne la parole à M. Woolliams.

M. Woolliams: Merci beaucoup, monsieur le président. Le premier crédit, monsieur le président, traite de l'application de la loi et des dépenses de fonctionnement et je suis heureux que le Solliciteur général soit ici aujourd'hui, car nous n'avons pas pu obtenir de renseignements sur le groupe de planification de la sécurité. C'est bien ainsi qu'on désigne ce groupe, n'est-ce pas?

Le vice-président: Je m'excuse, monsieur Woolliams, mais pour commencer nous avons le crédit 10a à la page 120. Solliciteur général. Programme des services correctionnels. Crédit 10a—Services correctionnels—Services pénitenciers—Dépenses d'investissements—\$366,000.

M. Woolliams: Je ne sais pas si cela émerge à ce crédit ou non. Je pensais que nous pouvions poser des questions d'ordre général sur le premier crédit figurant dans le budget supplémentaire comme nous l'avons toujours fait pour le budget.

Le vice-président: Là est toute la différence. Vous avez justement donné la réponse: il s'agit de budgets supplémentaires.

M. Woolliams: Non, on peut le faire aussi pour les budgets supplémentaires. Je dois me conformer à vos décisions, mais aux termes des règlements précédents nous pouvions toujours procéder ainsi. Généralement, le ministre faisait une déclaration même quand il s'agissait des budgets supplémentaires et les membres de l'opposition faisaient à leur tour des déclarations. Mais je préfère prendre mon temps et poser des questions d'ordre général au sujet de ce groupe.

Le vice-président: Pour le moment, la discussion porte sur le crédit 10a. Le Solliciteur général et les personnes l'accompagnant essaieront de répondre aux questions qui leur seront posées. Nous pourrions alors passer aux autres crédits.

[Texte]

Mr. Woolliams: I am prepared to comply with that ruling. I would like to ask about the Mohr Report on maximum or minimum security. Apparently there has been some statement in the newspapers in reference to the Mohr Report where there should be a breakdown: instead of having one large institution, we would have a number of smaller institutions where inmates would be incarcerated into smaller groups.

Has that Mohr Report been made public yet, Mr. Solicitor General?

M. Goyer: Non, monsieur Woolliams, en fait, il n'y a pas eu de suite comme on a pu l'indiquer dans les journaux. Il se peut qu'il y ait eu des indiscretions, mais il s'agit surtout de déductions d'un journaliste à propos du travail du groupe d'étude sur les institutions à sécurité maximale. Je n'ai pas encore reçu le rapport. On m'informe que je devrais le recevoir d'ici quelques jours. J'en prendrai connaissance et si ma mémoire est fidèle, en réponse à une de vos questions lors d'étude des prévisions budgétaires ou peut-être était-ce une question de M. Gilbert, j'avais dit qu'il serait sûrement avantageux pour moi de soumettre le rapport au comité permanent de la justice et des questions juridiques une fois que j'en aurai pris connaissance pour avoir les commentaires des membres du Comité.

• 1550

Mr. Woolliams: Then I take it from your answer that as soon as you have received the report and have studied it, you are prepared to make it public. In other words, it will then be available to the public, not only to the House of Commons, but to this Committee and to the press.

M. Goyer: Comme tout le monde.

Mr. Woolliams: Have you made any investigation on whether the reports in the newspaper are correct and genuine as far as the contents of that report are concerned?

Mr. Goyer: No.

Mr. Woolliams: Mr. Chairman, I take it that you asked the Commissioner of Penitentiaries to investigate. Did the Commissioner of Penitentiaries have the RCMP investigate to find out whether this was a leak or not and can you categorically say that the information the *Toronto Star* received did not come from any part of the report? Was it merely speculation on the part of a newspaper?

M. Goyer: Non. En fait, étant donné qu'il était possible qu'il y ait eu une fuite, et je considère que si cela avait été, cela devenait sérieux parce que je ne pense pas que ce soit une méthode de travail acceptable au gouvernement, j'ai demandé aux commissaires des pénitenciers de s'informer auprès des gens du groupe de travail pour vérifier s'il s'agissait bien d'une fuite étant donné que le rapport en était, à ce qu'il paraît, au stade de la rédaction. On m'a répondu qu'il ne s'agissait pas d'une fuite, comme je l'ai indiqué, qu'il y avait des incorrections dans le texte du journaliste. Moi-même, j'en ai relevé, comme par exemple, dans l'article du *Toronto Star* qui, je pense, était le premier à faire mention du rapport, et où on qualifie Drumheller comme étant une institution à sécurité maximum. Or, comme vous le savez très bien, c'est dans votre circonscription électorale, je pense, Drumheller est une prison à sécurité medium. On a dit aussi que ce comité avait été mis

[Interprétation]

M. Woolliams: Je suis prêt à me conformer à ce règlement. J'aimerais poser des questions au sujet du rapport Mohr sur les institutions à sécurité maximum ou minimum. Apparemment, on a déclaré dans les journaux, relativement au rapport Mohr, qu'il devrait y avoir une sorte d'éparpillement: au lieu d'avoir une grande institution; on aurait un certain nombre d'institutions plus petites où les détenus seraient incarcérés en petits groupes.

Est-ce que le rapport Mohr a été rendu public, monsieur le Solliciteur général?

Mr. Goyer: No, Mr. Woolliams, in fact, there has been no follow up as it may have been indicated in the newspapers. There might have been some indiscretions, but these are mainly the speculations of journalists in respect of the task force on the maximum security institutions. I have not yet received the report. I am told that I am to receive it in a few days, and then I will read it. If my memory serves me right, to answer one of your questions during the consideration of the estimates, or maybe it was Mr. Gilbert's question, I said that it would certainly be worth to submit that report before the Standing Committee on Justice and Legal Affairs once I have gone through it in order to have the comments of the members of the Committee.

M. Woolliams: Donc, si je comprends bien, dès que vous aurez reçu le rapport et que vous en aurez pris connaissance, vous serez prêt à le rendre public. En d'autres termes, il sera alors à la disposition du public, non seulement à la disposition de la Chambre des communes, mais à la disposition de ce Comité et de la presse.

Mr. Goyer: As everybody else.

M. Woolliams: Avez-vous fait une enquête quelconque pour savoir si ce qui est paru dans les journaux était exact et authentique en ce qui concerne le contenu de ce rapport?

M. Goyer: Non.

M. Woolliams: Monsieur le président, si je comprends bien vous avez demandé aux commissaires des services pénitenciers de faire une enquête. Est-ce que le commissaire des services pénitenciers a demandé à la Gendarmerie royale de faire une enquête pour savoir s'il s'agissait d'une suite ou non et pouvez-vous affirmer catégoriquement que les renseignements reçus par le *Toronto Star* ne provenaient en aucune manière du rapport? S'agissait-il purement et simplement de déductions de la part du journal?

Mr. Goyer: No. In view of the fact that that a leak was possible, and if so it would have been a very serious matter because it is not an acceptable method of work within the government, I asked the commissioners of the penitentiary service to get in touch with the task force and check if there was really a leak since the report was only at the drafting stage. As I have indicated I was told that there was no leak, but mistakes in the text of the journalists. I, for one, have found out some in the *Toronto Star* for instance which, I think, was the first paper to mention the report, and they say that Drumheller is a maximum security institution. Now, as you are well aware since it is in your riding I think, Drumheller is a medium security institution. It has also been said that this Committee had been set up after the events in Kingston. Now, as soon as February, I wrote to the Canadian Criminal Society to ask them to appoint a person who might take part in the work of the

[Text]

sur pied à la suite des événements à Kingston. Or, dès le mois de février, dernier, j'écrivais à l'Association de criminologie canadienne pour leur demander de désigner une personne qui pourrait participer aux travaux d'un groupe de travail sur les institutions à sécurité maximum, etc.

Donc, il ne s'agit pas d'une fuite, et je ne pourrais pas à ce moment-ci commenter sur les propositions du groupe de travail, étant donné que je n'ai pas le rapport en main.

Mr. Woolliams: I will tell you, Mr. Goyer, through you, Mr. Chairman, that because you said that there was an indiscretion, you then have some information. Because it was described as an indiscretion, someone who was connected with the report, preparing the report, reading the report or printing the report, did do some talking to members of the press or somebody else who fed the press the information we are talking about this afternoon.

M. Goyer: Je peux vous affirmer catégoriquement qu'il ne s'agit pas d'une copie du rapport du groupe de travail, il s'agit peut-être d'indiscrétion partielle, mais il s'agit surtout et sûrement de déductions de la part du journaliste, déductions parfois très habiles d'ailleurs.

The Vice-Chairman: Are you through, Mr. Woolliams?

Mr. Woolliams: No, I am just listening to the translation. It always takes a few minutes longer.

M. Goyer: Je qualifierais ces indiscrétions, non pas de malicieuses, mais peut-être de malhabiles et je ne pourrais pas aller plus loin parce que je n'ai pas en main un rapport qui me permettrait d'être catégorique. Mais, par déduction et en lisant l'article et d'après ce que m'a dit le commissaire des pénitenciers à la suite d'une conversation avec les gens de la Commission, peut-être qu'un journaliste habile aurait pu, lors de l'audition publique et d'après la réaction des commissaires, déduire que les commissaires allaient vraiment dans la ligne proposée par une association ou une autre.

Alors, c'est dans ce sens-là que je parle plutôt d'indiscrétions malhabiles, mais non pas d'indiscrétions malicieuses et sûrement pas de fuite comme telle.

• 1555

Donc, pour ma part, je ne vois rien de tellement répréhensible dans toute cette histoire-là et c'est pourquoi j'ai décidé qu'il n'y avait nullement lieu de demander à la Gendarmerie royale du Canada de faire enquête à ce sujet.

The Vice-Chairman: Have you finished, Mr. Woolliams?

Mr. Woolliams: No. I am just finishing the translation, it is always a few minutes later.

As you have not read nor seen the report—and I go along with your evidence in this regard before the Committee—you are not able to say whether it is genuine, exact or inexact. As you have not seen the report, I take it then the word indiscretion is really a word used either by the Commissioner of the penitentiary or someone who did whatever investigation you ordered to take place. Is that really the situation? Did they say there had been an indiscretion? How did you arrive at that?

M. Goyer: Oui c'est cela. On a indiqué qu'il s'agirait peut-être d'indiscrétion et sûrement de déduction de la part du journaliste. Ce n'est pas plus que cela, vraiment.

[Interpretation]

task force on maximum security institutions, and other things.

Therefore, it is not a leak, and at the present time I could not comment upon the proposals of the task force as I have not yet the report.

M. Woolliams: Je vous ferais remarquer monsieur Goyer, par l'intermédiaire de monsieur le président, que puisque selon vous il y a eu une indiscrétion, c'est que vous avez des renseignements. Puisqu'on dit qu'il ne s'agit que d'une indiscrétion, il y a donc quelqu'un qui ayant travaillé à ce rapport, l'ayant préparé, l'ayant lu ou l'ayant imprimé, a communiqué ces renseignements dont nous parlons cet après-midi aux journalistes ou à quelqu'un qui les leur a transmis.

Mr. Goyer: I can categorically contend that it is not a copy of the report of the task force, it may be a partial indiscretion, but it is mainly and certainly speculations on the part of the journalist, and I may say, that those speculations are sometimes very clever.

Le vice-président: En avez-vous terminé, monsieur Woolliams?

M. Woolliams: Non, je finis d'écouter l'interprétation. Cela prend toujours un peu plus de temps.

Mr. Goyer: I would say that those indiscretions are not malicious ones, but maybe unskillful ones and I could not go further because I have not the report which would enable me to be categorical. However, by way of deduction and by reading the article and according to what the commissioner of the penitentiary service told me after he had talked with the people of the commission, a clever journalist might have during the public hearings and according to the behaviour of the commissioners inferred that the commissioners were really going to follow the proposals of one or the other association.

Then, it is in that sense that I am speaking of unskillful rather than malicious indiscretions and certainly not of a leak as such.

So, as far as I am concerned, I do not see anything really reprehensible in all that story and this is why I have decided that there was reason to ask the RCMP to investigate.

Le vice-président: En avez-vous terminé, M. Woolliams.

M. Woolliams: Non. Je finis d'écouter l'interprétation, il y a toujours quelques minutes de décalage.

Étant donné que vous n'avez ni lu, ni vu le rapport—à cet égard je me réfère à ce que vous venez de dire au Comité—vous n'êtes pas à même de dire si oui ou non il s'agit de quelque chose d'authentique, d'exact ou d'inexacte. Dans la mesure où vous n'avez pas vu ce rapport, j'en déduis alors que le mot indiscretion est en réalité un mot utilisé soit par le commissaire du service pénitencière ou soit par toute autre personne qui a mené l'enquête que vous avez ordonnée. Est-ce bien ainsi? Vous ont-ils dit qu'il y avait eu une indiscrétion? Comment arrivez-vous à cette conclusion?

Mr. Goyer: Indeed, that is the case. They have indicated it might be an indiscretion and certainly a speculation on the part of the journalist. It is really nothing much more than that.

[Texte]

Mr. Woolliams: Who suggested that it was an indiscretion? Did you suggest that, or the Commissioner, or somebody in the public service, or somebody connected with the report?

M. Goyer: C'est à la suite d'une conversation qu'a eu lieu entre le Commissaire des pénitenciers et les gens de la Commission afin de vérifier s'ils considéraient que leur rapport avait été la cause d'une fuite et si l'article du journaliste reflétait éventuellement les conclusions de leur rapport.

Mr. Woolliams: I will leave this remark and I have finished my question. If there has been an indiscretion there must be some kind of leak and you must have some evidence of it. I am content to let it rest there. If you describe it as an indiscretion then there has to be a leak. If there was no leak there was no indiscretion. Somebody might speculate by writing something in the newspaper, but if you describe it as you have then I suggest to you that there must have been a leak. I will let it drop at that.

M. Goyer: Nous ne nous entendons pas—nous n'allons pas faire de la sémantique. Je suis d'accord avec vous. Laissons tomber.

The Vice-Chairman: Mr. Hales.

Mr. Hales: My question is to the Minister or the Deputy Minister: are there any further explanations on the \$366,000? It says, "Care of Inmates". Can you elaborate on that? Why was it necessary to have supplementary estimates and not have it in the main estimates?

Mr. E. A. Côté (Deputy Solicitor General, Solicitor General's Department): Mr. Chairman, the amount of \$366,000 in the supplementary estimates is to provide more employment during the coming winter. There is a large number of relatively small items such as perimeter lighting, voice control services and so on.

Mr. Hales: Give me the largest one, if you do not mind, Mr. Côté.

Mr. Côté: Joyceville in Ontario, sir, \$65,000 to rebuild a barn that was burned last summer as you may recall; the rebuilding of the lodge at Beaver Creek \$40,000; those are the two largest items there, sir. The others range from \$4,000 to \$35,000 to produce, we hope, some 260 man-months of employment.

Mr. Hales: All right. That is all I wanted to know on that, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Hales. Mr. Gilbert.

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, I would like to ask the Solicitor General what the conditions are at Kingston Penitentiary and those at Millhaven at this stage. As you know, as the result of the riot at Kingston, many of the inmates were transferred to Millhaven. When I visited there just a short while after the riot there appeared to be problems with regard to the population or the inmates. What is the state of the population now?

• 1600

Mr. Hogarth: Can you not wait for the leak of the next report?

[Interprétation]

M. Woolliams: Qui a parlé d'une indiscretion? Est-ce vous, le commissaire, un fonctionnaire ou quelqu'un qui s'occupe de ce rapport?

Mr. Goyer: It was following a discussion between the Commissioner of Penitentiaries Services and the people of the Commission to check if they thought there had been a leak from the report and if the reporter's article was actually reflecting the conclusions of the report.

M. Woolliams: Une dernière remarque et j'en ai fini avec ma question. S'il y a eu une indiscretion, il faut qu'il y ait une fuite quelconque et vous devez en avoir la preuve. Je me contenterai de laisser l'affaire où elle en est. Si vous y voyez une indiscretion il y a donc une fuite. S'il n'y a pas eu de fuite, il n'y a pas eu d'indiscretion. Quelqu'un pourrait se livrer à des conjectures et écrire quelque chose dans le journal, mais de la façon dont vous parlez, il semble y avoir eu une fuite. C'est tout ce que j'ai à dire.

Mr. Goyer: We do not understand one another. We are not going into semantics. I agree with you. Let us drop it.

Le vice-président: Monsieur Hales.

M. Hales: Ma question s'adresse au ministre ou au sous-ministre: y a-t-il de plus amples informations en ce qui concerne ces \$366,000? Il est écrit: «Soins des détenus» pouvez-vous donner plus de précision? Pourquoi a-t-il fallu un budget supplémentaire plutôt que de l'inclure dans le budget principal?

M. E. A. Côté (Solliciteur général adjoint, ministère du Solliciteur général): Monsieur le président, ces \$366,000 qui figurent dans le budget supplémentaire ont pour but de fournir plus d'emplois au cours de l'hiver prochain. Il s'agit de plusieurs articles relativement minimes: éclairage des périmètres, services de contrôles oraux etc, etc.

M. Hales: Le plus important, s'il vous plaît, monsieur Côté.

M. Côté: Joyceville, en Ontario, monsieur: \$65,000 pour reconstruire la grange qui a brûlé l'été dernier, vous vous en souvenez; reconstruction de la loge de Beaver Creek: \$40,000; ce sont les deux plus importants, monsieur. Les autres varient de \$4,000 à \$35,000 et fourniront, nous l'espérons, 260 mois-hommes d'emploi.

M. Hales: Très bien. C'est tout ce que je voulais savoir, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, Monsieur Hales. Monsieur Gilbert.

M. Gilbert: Monsieur le président, puis-je demander au Solliciteur général quelle est la situation à l'heure actuelle dans le pénitencier de Kingston et dans ceux de Millhaven. Comme vous le savez, à la suite de l'émeute à Kingston, nombre de détenus ont été transférés à Millhaven. Lorsque j'ai visité ces lieux peu après l'émeute il semblait y avoir des problèmes en ce qui concerne l'ensemble des prisonniers ou les détenus. Dans quelle condition se trouve actuellement l'ensemble des prisonniers?

M. Hogarth: Pouvez-vous attendre qu'on divulgue la teneur du prochain rapport?

[Text]

Mr. McCleave: Are you going to leak it, Mr. Hogarth?

Mr. Gilbert: I am asking a very serious question and Mr. Hogarth is . . .

Mr. Woolliams: Talking about leaks.

Mr. McCleave: He grew up under Mr. Deachman.

M. Goyer: Pour répondre à votre question, j'ai visité récemment l'institution de Millhaven. J'ai remarqué que les travaux se déroulaient normalement et qu'on prévoyait même la fin des travaux dans un délai assez rapproché, ce qui veut dire que les conditions de vie des détenus ont été grandement améliorées, qu'il y a des locaux de récréation, des possibilités de travail normal pour les détenus etc. Comme vous le savez, certains détenus qui présentaient plus de risques pour la population en général en raison de leur comportement, ceux qui ne respectaient pas du tout la discipline des institutions dans lesquelles ils étaient, ont été placés dans une aile à part, mais avec un programme qui correspondait à peu près au programme de tous les détenus, de sorte qu'ils puissent sortir des cellules d'isolement où ils avaient été détenus peut-être trop longtemps. Donc, ils sont logés dans des cellules comme tout autre détenu; ils ont un programme récréatif, ils peuvent circuler, voir la télévision, recevoir la visite de leur avocat et des membres de leur famille, correspondre, etc. Donc en général tous les privilèges leur sont reconnus, ce qui veut dire que leurs conditions de détention sont à peu près équivalentes à celles de la population en général. Je ne peux pas vous décrire personnellement la situation à Kingston, parce que je ne suis pas retourné à Kingston depuis les événements, mais d'après les rapports que j'ai reçus, la situation est redevenue normale, les travaux de réfection sont à peu près complétés, des locaux ne seront plus utilisés, tandis que d'autres seront utilisés temporairement jusqu'à ce que nous ayons décidé de notre politique à savoir si nous allons construire un centre d'accueil pour la région de l'Ontario et un centre psychiatrique?

Pour ce qui est du centre psychiatrique, j'attends au courant du mois de décembre le rapport du groupe d'étude des psychiatres. J'attends de voir leurs recommandations pour voir ce que nous allons faire et pour ce qui est du centre d'accueil, j'attends encore une étude du coût de la construction et aussi des locaux à notre disposition dans la région de l'Ontario pour voir si vraiment nous avons besoin d'un centre d'accueil ou si nous ne pourrions pas nous accommoder des installations de Kingston pour, du moins, quelques mois ou quelques années peut-être. Comme vous le savez, les détenus ne restent que quelques semaines en général au centre d'accueil. C'est donc dire que si nous faisons une rénovation à Kingston pour que ce soit viable pour quelques semaines, à ce moment-là peut-être que nous pourrions sauver pendant quelques mois ou quelques années des sommes d'argent importantes.

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, I wonder if I understood the Minister correctly on this. Is it the intent of the department to eventually close Kingston Penitentiary, and to transfer the inmates to Millhaven and other institutions?

M. Goyer: Nous avons l'intention éventuellement de fermer Kingston, sauf que nous ne le considérons pas comme une priorité étant donné qu'encore une fois nous attendons le rapport à propos des centres psychiatriques, et que Kingston, dans son état actuel peut encore servir quelque temps comme centre de réception. Cela voudrait

[Interpretation]

M. McCleave: Pouvez-vous en divulguer la teneur, monsieur Hogarth?

M. Gilbert: Je pose une question très sérieuse et M. Hogarth . . .

M. Woolliams: A propos de fuites.

M. McCleave: Il a grandi sous l'influence de M. Deachman.

Mr. Goyer: In answer to your question, I am able to say that I have recently visited Millhaven Penitentiary. I have noticed that the operations were progressing normally and that their completion was expected within a fairly short time, which means that for the inmates living conditions have been greatly improved. There are recreation facilities, and the inmates can carry out normal work, etc. As you know, some inmates have presented more risks for the population at large because of their behavior, and those who would not comply at all with the discipline of the institutions where they had to stay, have been put in a separate wing. However, they have a program which was almost similar to the one applied to all inmates, so that they can leave their isolation cells where they had perhaps been confined too long. Therefore, they have been put in cells like any other inmate, they have a recreation program, they are allowed to move about, watch television, see their lawyers or members of their families, write letters, etc. Therefore, in general, they enjoy all authorized privileges, which means that their detention conditions are almost similar to those of the other inmates at large. I cannot personally tell you about the situation in Kingston Penitentiary, because since the last events I have not returned to Kingston, but according to reports which were sent to me the situation is normal again. All repairs have almost been completed, some premises will no longer be used whereas others will be used temporarily until we decide on our policy. Namely, whether we are going to build a group home for the Ontario region and a psychiatric center as well.

As regards the psychiatric center, I am expecting the report of the psychiatrists' Task Force some time in December. I am waiting to see their recommendations to decide what we are going to do and as regards the group home, I am still waiting for a study concerning building costs along with premises available to us in the Ontario region, to find out whether we actually need a group home or whether we could make do with facilities available at Kingston, at least for a few months or perhaps for a few years. As you know, usually the inmates spend only a few weeks at the group home. Which means that if we would make innovations at Kingston so that it could be used for some weeks, then perhaps we might be able to save large amounts of money over a period of a few months or even a few years.

M. Gilbert: Monsieur le président, je me demande si j'ai bien compris les explications du ministre à ce sujet. Le Ministère a-t-il l'intention de fermer éventuellement le pénitencier de Kingston et de transférer les détenus à Millhaven et à d'autres institutions?

Mr. Goyer: Eventually, we intend to close Kingston Penitentiary but at this time we do not consider it to be a top priority because we are still waiting for the report on psychiatric centres. Moreover, in its actual state, Kingston can still serve for some time as a foster home. It means that normally we could think of building a foster home in

[Texte]

dire que normalement, au plus tard d'ici 1975 à peu près, nous pourrions envisager la construction d'un centre de réception, au besoin et peut-être d'ici là un centre psychiatrique si c'est la solution proposée. Comme vous le savez, il y aurait différentes solutions pour un centre psychiatrique. Nous pourrions louer les services des provinces, nous pourrions réaménager les édifices ou nous pouvons construire un nouvel édifice. Il faut tenir compte non pas seulement des avantages sociaux de la proposition, mais également du coût du projet. J'ai déjà mentionné, devant le Comité permanent de la justice et des questions juridiques que la projection des coûts était très élevée. Elle atteignait même \$25 ou \$26,000 par année par détenu. Le groupe d'étude sur les centres psychiatriques a été mis sur pied de façon à ce qu'on puisse étudier des solutions plus économiques que celles qui sont adoptées dans certaines provinces.

Mr. Gilbert: Mr. Goyer, on October 7 you made a statement in the House with regard to reforms within the institution and I think all parties commended you at that time. One of the criticisms I had with regard to your statement was that many of them were to be done in the future. I am going to go through these very quickly and ask you what has been done, realizing that you have had only two months to implement them. You said:

... we anticipate the creation of a greater number of pre-release centres.

Have any release centres been created since the time of your statement?

M. Goyer: En fait, nous avons soumis au Conseil du Trésor une demande pour la création de trois centres de pré-libération: un centre pour 1971 et deux pour 1972. Cela veut dire que ces centres fonctionneront dès que leur construction sera terminée.

Mr. Gilbert: You also said:

We also are working towards providing for visits by the inmate's family under conditions which are to comply more fully with the requirements for privacy, especially in the case of maximum security institutions.

That would not cost anything. Has that been implemented?

M. Goyer: Oui. Je ne pourrais pas vous assurer que c'est le cas dans toutes les institutions à sécurité maximale aujourd'hui, mais dans la plupart de ces institutions maintenant, nous permettons un contact direct entre les détenus et leur famille lors des visites. Nous avons éliminé l'obstacle entre les visiteurs et le détenu. Nous avons gardé quelques espaces où nous pourrions encore nous servir de cette façon de procéder pour des détenus qui présenteraient des risques. Si nous découvrons qu'un détenu a reçu de la drogue, lors de visites antérieures, nécessairement au cours des prochaines visites, il devra recevoir ses visiteurs dans un local spécial aménagé de façon à ce qu'il ne puisse pas avoir de contact physique avec les visiteurs. Mais d'une façon générale, désormais, il y a un contact direct entre les visiteurs et les détenus.

The Vice-Chairman: Mr. Gilbert, I have the unfortunate task of telling you that your time is up.

[Interprétation]

1975 at the latest and perhaps instead we could develop a psychiatric centre if it is the proposed solution. As you know, there would be several solutions for a psychiatric centre. We could rent provincial services, we could improve the old buildings or we could build a new one. We must consider not only the social advantages of the proposal but also the cost of the project. I have already mentioned to the Standing Committee of Justice and Legal Affairs that the estimated cost was extremely high. It was about \$25,000 or \$26,000 per inmate annually. A task force on psychiatric centres was established in order to find better solutions than the prevailing ones in certain provinces.

M. Gilbert: Monsieur Goyer, le 7 octobre, vous avez fait une déclaration à la Chambre concernant les réformes institutionnelles, ce qui vous a mérité les louanges de tous les partis. Cependant, je m'en suis pris à votre déclaration parce que la plupart de vos propositions portaient sur l'avenir. Je veux les passer rapidement en revue et vous demander ce qui a été réalisé compte tenu du fait que vous n'aviez que deux mois à votre disposition. Vous avez déclaré:

Nous prévoyons la création d'un plus grand nombre de centres de préparation à la mise en liberté.

A-t-on créé ces centres de pré-libération depuis votre déclaration?

Mr. Goyer: In fact, we have submitted to the Treasury Board an application for the creation of three pre-release centres: one to be created in 1971 and two in 1972. This would mean that these centres would operate as soon as the construction is completed.

M. Gilbert: Vous avez aussi déclaré:

Tous nos efforts tendent à ce que les visites des familles du détenu se fassent dans des conditions qui tiennent davantage compte des besoins d'intimité surtout dans le cas des prisons à sécurité maximale.

Il n'en coûterait rien. A-t-on réalisé ce projet?

Mr. Goyer: Yes. I could not tell you for sure that this is the case in all maximum security institutions today but in most of them we are allowing now a direct contact between the inmates and their visiting families. We have abolished the obstacle between the visitors and the inmate. Nevertheless, we have kept certain spaces that could still be used for the inmates when there is a risk. If we discover that an inmate has previously received drugs it is obvious that next time he will have to welcome his guest in a special place built in such a way that he cannot have any physical contact with them. But generally speaking there is from now on a direct contact between visitors and inmates.

Le vice-président: Monsieur Gilbert, je suis malheureusement obligé de vous dire que votre temps de parole est écoulé.

[Text]

Mr. Gilbert: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Do you have more questions? Would you like to be put on the list for the second round?

Mr. Gilbert: No, I am happy that you are abiding by that rule.

• 1610

The Vice-Chairman: It is 10 minutes for each on the first round, and then five minutes for each on the second round, and so on. I will now call on Mr. McCleave.

Mr. McCleave: Thank you very much, Mr. Chairman. I think in our visits to the penitentiaries the saddest types we met were those who had to be under special security precautions or under special protection precautions because they were either stool pigeons or sexual deviates or types who had been involved in criminal activities involving youngsters, and these needed special protection.

I would ask the Solicitor General, in dealing with this type of person, when there is apparently going to be a report presented to him dealing with smaller penal institutions, would there be a plan to scatter these types around the smaller institutions? Or is the thinking of his department to put them into one?

M. Goyer: La solution idéale, ce serait que les cas psychiatriques par exemple, si on laisse de côté les cas de protection, soient logés dans des institutions séparées parce qu'ils présentent des cas spéciaux. Mais la question que nous nous posons est celle-ci: est-il préférable, du point de vue du psychiatre, d'avoir nos propres centres fédéraux alors que dans certaines provinces il existe des centres provinciaux? Est-il préférable d'avoir des centres psychiatriques compte tenu des coûts qui pourraient être très élevés et est-ce que les Canadiens sont prêts à payer? Allons-nous essayer le système actuel que vous connaissez, c'est-à-dire avoir dans chaque institution certaines cellules ou une aile spéciale pour ces cas-là? Nous nous posons encore la question et jusqu'à maintenant, c'est dans les mains des spécialistes. Au mois de décembre, j'espère avoir le rapport, nous allons l'étudier et nous allons certainement consulter le comité de la justice et des questions juridiques parce qu'il s'agira alors d'une politique générale que nous allons appliquer à travers la Canada et je pense que nous voulons être éclairés sur ce qu'en pensent les députés.

Pour les cas de protection, c'est différent, je ne pourrais pas vous dire comment nous allons procéder. Jusqu'à présent, comme vous le savez, dans chaque institution, il y a une aile ou certaines cellules qui sont prévues pour ces cas-là. J'ai demandé qu'on revise le nombre de ces cas pour savoir si on n'a pas abusé de cette pratique, ou si on n'est pas trop enclins à écouter les détenus qui peuvent inventer des cas où ils se disent sous la menace d'autres détenus pour avoir un traitement spécial. Alors ça aussi est à l'étude et j'espère que ça fera l'occasion de commentaires dans le Rapport Mohr.

Mr. McCleave: I think, Mr. Chairman, that most Canadians do not realize the pecking order that does exist within our Canadian penitentiaries, and I think what struck a number of us who had been in some of the penitentiaries on the tour by the Justice and Legal Affairs Committee was the fact that these special protection types could be pecked on not only by their fellow prisoners but also by the guards as well.

Perhaps I should amplify that a little, because I have made perhaps a serious allegation. We were talking to

[Interpretation]

M. Gilbert: Je vous remercie, monsieur le président.

Le vice-président: D'autres questions, monsieur? Voulez-vous être sur la liste pour le deuxième tour?

M. Gilbert: Non. Je suis heureux de voir que vous suivez le règlement.

Le vice-président: Nous accordons 10 minutes par personne au premier tour et 5 minutes par personne au deuxième tour et ainsi de suite. J'invite maintenant M. McCleave à prendre la parole.

M. McCleave: Je vous remercie, monsieur le président. Lorsque nous avons visité le pénitencier, nous avons rencontré parmi les cas les plus tristes, ceux d'hommes soumis à des précautions spéciales de sécurité parce qu'il s'agissait de mouchards ou de pervers sexuels ou encore de prisonniers condamnés pour des crimes mettant des jeunes en cause.

Je pose la question suivante au Solliciteur général: le rapport qui lui sera apparemment soumis au sujet des petits pénitenciers envisagera-t-il la dispersion de cette catégorie de prisonniers? Le ministère songe-t-il plutôt à les mettre tous dans une seule institution?

Mr. Goyer: The ideal solution would be putting aside of course the protection cases, to place the psychiatric cases in separate institutions because they are special cases. But the heart of the problem is the following: From the point of view of a psychiatrist, is it better to have our own federal centres since there are already centres in certain provinces? Is it better to have a psychiatric centre even though the cost involved would be extremely high? Are the Canadians ready to pay this amount of money? Will we rather choose the actual system with which you are familiar; in each institution there are certain cells or a special wing for these cases? We are still asking ourselves this question and till now the matter lays with the experts. I hope to have the report in December so we can study it and consult with the Justice and Legal Affairs Committee because this will mean a general policy to be applied across Canada. We also want to be clear on the members' views.

As to the protection cases, it is different. I could not tell you how we will proceed. Until now, as you know, each institution provides a wing or certain wings to this effect. I have asked that the number of these cases be revised in order to know if there is not an excessive use of this practice or if we are not too easily inclined to listen to inmates that can easily invent cases under the threat of other inmates in order to get a better treatment. All these problems are under study but I hope that this will give rise to comments in the Mohr Report.

M. McCleave: Monsieur le président, la population canadienne ne se rend pas très bien compte des mesquineries qui existent dans nos pénitenciers. Ce qui nous a frappé au cours de notre tournée du Comité de la justice et des questions juridiques, c'est que certains cas sous protection étaient maltraités non seulement par les prisonniers mais aussi par les gardiens.

Je préciserai ma pensée parce qu'il s'agit là d'une accusation assez grave. Nous nous sommes adressés à certains détenus d'un pénitencier de l'Ouest qui se sont plaints

[Texte]

some of them in one of the western penitentiaries, and these people would complain that when they brought their food back to their own special quarters to eat, they were walking down a corridor that was so close to other prisoners that the other prisoners could actually stand up at the bars and spit into the food as it went by. These people would make a protest and the guards assured us that could not possibly happen, and the other prisoners assured us it could not possibly happen.

I am convinced myself that it did happen within the uneasy order that exists within Canadian penitentiaries, and that damn well the guards and the other prisoners knew that this was going to be allowed to happen until somebody from above took over and made changes within the penitentiary set up.

• 1615

With that out of the way, may I ask, within the limits of time—and would you put me down for the second round please—and apart from the psychiatric cases and the protective cases, and the forthcoming report dealing with smaller penitentiaries, about the thinking of the Solicitor General's Department with regard to the women, the young offenders who are in penitentiary, and the first-time penitentiary inmates? I know there are many strata in the prison population, but is there any study going on at the present time with regard to these three other categories that I have specifically just mentioned?

M. Goyer: Pour ce qui est des femmes, vous connaissez la pratique actuelle; nous avons une seule institution au Canada à Kingston et il y a, je pense, actuellement, 102 femmes dans cette institution. La difficulté bien sûr, vous le réalisez c'est que le nombre de femmes dans les institutions canadiennes est très minime. Je ne sais pas si c'est parce que tous les juges sont des hommes ou si les femmes sont moins portées à commettre des offenses mais les faits sont là. L'idéal serait d'avoir une institution dans chaque province de telle façon que l'on puisse appliquer un programme de thérapie avec la communauté locale et avec la famille. Mais étant donné encore une fois le nombre de ces détenues, je pense que ce n'est pas une solution très pratique; de toute façon nous ne l'envisageons pas actuellement comme étant très pratique. L'autre solution serait de retenir les services des provinces ou de certaines provinces parmi celles où l'on compte le moins de population par exemple et de payer pour ces services-là pour qu'elles abritent nos détenues. Il y a là une difficulté d'ordre juridique. Il faudrait amender la loi parce que la loi permet à une province de louer nos services mais la loi ne nous permet pas de louer des services d'une province. De là la difficulté pratique que nous envisageons dans le moment.

Pour ce qui est des jeunes, c'est-à-dire ceux qui ne sont plus considérés comme des jeunes délinquants c'est sûr que cela représente encore un cas difficile; j'espère que la commission Moore en traitera. De toute façon nous avons reçu une offre récemment de trois personnes qui ont une large expérience dans le domaine de la délinquance juvénile qui seraient prêtes à mener une expérience-pilote qui consisterait pour eux à s'occuper d'une institution pour ceux qui sont délinquants pour la première fois ou qui ont de 18 à 25 ans, à l'intérieur d'une ville. Nous étudions actuellement cette possibilité de tenter une expérience-pilote qui, je pense, serait fort intéressante. Pour ce qui est des délinquants qui le sont pour une première fois j'espère, encore une fois, mais c'est logique, que cette commission en traitera, nous dira si on doit les mêler avec une population de récidivistes? Je sais que dans certains pays

[Interprétation]

qu'on crachait dans leur écuelle quand il la portait eux-mêmes le long du couloir si proche des autres prisonniers qui se levaient et crachaient dans la nourriture. Ces détenus ont porté plainte mais les gardiens des autres prisonniers nous ont assuré qu'il s'agissait d'une pure invention.

Quant à moi, je suis persuadé que cela se passe ainsi dans nos pénitenciers canadiens où règne le malaise. Je sais aussi que les gardiens des autres prisonniers savent très bien que cette situation va se reproduire à moins qu'une autorité supérieure ne s'en occupe et modifie la structure même du pénitencier.

A propos, puis-je vous demander de me mettre sur la liste pour le deuxième tour et—en dehors des cas psychiatriques et des cas de protection ainsi que du prochain rapport sur les petits pénitenciers—pourriez-vous me faire

part des intentions du Ministère en ce qui concerne les femmes, les jeunes délinquants dans les pénitenciers et ceux qui y sont détenus pour la première fois? Je sais qu'il y a plusieurs niveaux de détention mais des études sur ces trois catégories que je viens de mentionner sont-elles en cours?

Mr. Goyer: Concerning women, you are all aware of the prevailing practice: we have one Canadian institution in Kingston keeping 102 women. There is a problem because the number of women in the Canadian institutions is minimal. Could it be because the judges are all males or perhaps that women are less inclined to commit offences? No one knows, but the facts are there. The ideal would be to have an institution in each province which would allow to apply a therapeutic program with the local community and with the family. But since the number of inmates is so small I do not think that this solution is a practical one; anyhow, we do not think that this is a practical solution. The other alternative would be to retain the provincial services or services of certain provinces amongst whom the population is at a minimum point and pay them so that they would keep our inmates. We are facing a legal difficulty. We should have to amend the law because the legislation allows a province to rent our services but does not allow us to rent provincial services. You can see our problem.

As far as the young people are concerned, those who are no longer considered as young delinquents, we are facing a very difficult problem; I hope that the Moore Commission will discuss it fully. Anyhow, three people with a very large experience in the field of juvenile delinquency have offered to start a pilot program whereby they would take care of an institution for the first-time offenders, aged 18 to 25, and this institution would be set up within a city. We are now thinking of trying this pilot program which would bring about a very interesting experience. As the first-time delinquents, once again I hope that the commission will deal with their problems and will tell us if we should mix them with the usual criminal population. I know that this is done in certain countries and we think that this is the best solution provided that the real tough guys are placed in one single institution. This is the practice in Holland where the country provides only one institution for the real criminals so that we can afterwards mix the population who will not be subject to manoeuvres, of those who

[Text]

on le fait et on considère que c'est préférable à la condition que les durs-à-cuire soient vraiment mis hors circuit, c'est-à-dire qu'on les mette dans une seule institution. C'est la pratique en Hollande, par exemple, où on a une institution pour tout le pays pour les criminels les plus endurcis de telle façon qu'ensuite on puisse mêler la population et que la population ne soit pas sujette aux manipulations de ceux qui veulent absolument détruire le moral des gens ou les programmes à l'intérieur des institutions.

• 1620

Mr. McCleave: Mr. Chairman, if I have two minutes left I would like to raise a different topic; if I have not . . .

The Vice-Chairman: I am sorry, you have not, sir. You are on for the next round.

Mr. McCleave: Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Hogarth, please.

Mr. Hogarth: I will pass. The rules are too rigid for me.

The Vice-Chairman: Mr. Thomson. If there are any others who think the rules are too rigid we will be out of here sooner than I thought.

Mr. Hogarth: Make more rigid rules and we will be out.

The Vice-Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I have a question on the length of tenure of guards. I have heard complaints from guards themselves that because of the special nature, the special tensions in their work they should have the opportunity to retire earlier, if they so wish, and shall we say for argument's sake something similar to the RCMP. I wondered sir, if you had had any complaints or suggestions of this nature from the guards?

M. Goyer: Non, je n'ai vraiment pas eu de plainte ou de suggestion à cet effet-là. Il est sûr que nous envisageons un programme de recyclage pour les gardiens de prisons et non pas un recyclage qui pourrait se faire en l'espace de quelques jours, mais en l'espace de quelques semaines, et qui pourrait peut-être contribuer à détendre les gardiens. Je comprends très bien que dans certaines institutions la tension soit très élevée, surtout dans les institutions les plus oppressives, les plus vieilles institutions de notre système. Peut-être la solution est-elle d'avoir un programme de recyclage plus élaboré pour permettre en même temps aux gardiens de se détendre; peut-être la solution est-elle dans un meilleur système de rotation à l'intérieur de notre système, c'est-à-dire qu'un gardien ne soit pas toujours dans une institution à sécurité maximum, mais qu'il puisse aller aussi dans une institution à sécurité minimum ou dans un centre de pré-libération. Il y a aussi le fait que, puisque nous mettons de l'avant le *living unit concept*, à ce moment-là les gardiens vont avoir des contacts directs avec les détenus et vont pratiquement vivre avec les détenus. A ce moment-là nous espérons que le fossé qui existe actuellement entre le détenu et le gardien sera plus comblé, que le gardien ne soit pas seulement regardé comme un élément négatif à l'intérieur de l'institution mais qu'il pourra être regardé comme un élément positif qui contribue à la réhabilitation du détenu, et non pas simplement comme quelqu'un qui a pour tâche de voir à son incarcération comme telle, de voir à la protection de la société comme telle. Cela peut contribuer à un climat de détente à l'intérieur d'une institution, nous l'espérons.

[Interpretation]

absolutely wish to destroy the moral of the people or the programs within the institutions.

M. McCleave: Monsieur le président, si l'on m'accorde quelques minutes, j'aimerais aborder un sujet différent, sinon, . . .

Le vice-président: Je regrette, vous ne le pouvez pas. Votre nom est sur la liste pour le prochain tour.

M. McCleave: Merci.

Le vice-président: A vous la parole, monsieur Hogarth.

M. Hogarth: Je passe mon tour. Les règlements sont trop sévères à mon sens.

Le vice-président: Monsieur Thomson. S'il y en a d'autres parmi vous qui croient que les règlements sont trop rigides, nous suspendrons les délibérations plus tôt que je ne le croyais.

M. Hogarth: Rendez les règlements plus sévères et ainsi nous pourrions ajourner.

Le vice-président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, j'ai une question à poser au sujet de la durée du service des gardes. J'ai entendu des plaintes de la bouche même des gardes qui, à cause de la nature de leur travail, la tension qu'il engendre, devraient pouvoir prendre leur retraite plus tôt s'ils le désirent, et devraient avoir un régime semblable à celui de la GRC. Je me demande, monsieur, si vous avez eu certaines plaintes de la part des gardes ou certaines propositions de cette nature?

Mr. Goyer: No, I did not have any complaints or suggestions of this nature. Surely we are looking for a retraining program for the guards of jails, and not a retraining program which could be made within a few days, but within a few weeks and which perhaps could help the guards to relax. I understand very well that in certain institutions, the tension be at a high level, above all in the most oppressive institutions, the oldest institutions of our system. The solution could be to have a more elaborate retraining program which would enable at the same time the guards to relax. The solution could be to have a better rotation within our system, being that a guard should not be always in a maximum security institution, but go also into a minimum security institution or into an pre-release centre. Since we are using the living unit concept, there is also the fact that, at that moment, the guards will have direct contacts with the inmates and practically they will live with the prisoners. Then, we hope that the gap now between the inmate and the guard will be filled, that the guard will not only be considered as a negative element within the institution, but as a positive element which contributes to the rehabilitation of the inmate and not only as somebody who must take care of his incarceration as such and take care of the protection of the society as such. We hope that this program will help to obtain a more relaxed situation within a specific institution.

[Texte]

Mr. Thomson: Let us turn another way. How many of the total that you hire as guards would end up taking pension? For argument's sake, let us say you hire a total of 1,000; what percentage of the 1,000 would eventually take pension?

M. Goyer: Je pense qu'au total il y a à peu près 4 p. 100 de notre personnel qui se retire ou, pour des raisons de santé, cesse de travailler pour nous. Est-ce exact?

Mr. Côté: It is about 4 per cent per annum of what you might call a wastage rate but I could not tell you how many of the 1,000 new entrants in the correction service would still be in the service at the end of 35 years. I do not have that figure, sir.

Mr. Thomson: I just wondered if you had an approximate figure. Do you have a very high labour turnover?

Mr. Côté: The total attrition rate is rather of the order of 4 per cent which is very, very stable.

Mr. Thomson: All right. Fine. I have a final question, Mr. Chairman. How many guards from the correctional service are on pension at the moment?

Mr. Côté: We would have to get that from the Superannuation Branch.

Mr. Thomson: Would you mind dropping me a line?

Mr. Côté: We will get you that.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Thomson. Mr. McCleave, you asked for two minutes; I am offering you five minutes.

• 1625
Mr. Woolliams: Mr. Chairman, I wonder if I might ask one question, which arose out of answers that Mr. McCleave got on one subject before he goes into this other one?

The Chairman: If Mr. McCleave has no objection, then I do not.

Mr. Woolliams: My question is this, and I would like to get your reaction to it. I got this from a head warden at a penitentiary before the riot took place in Kingston in reference to people who are serving terms on sexual offences—Mr. McCleave touched on this. Is there any thought in the department of segregating those people and placing them in separate institutions? The reason I raise this is that one of the wardens of one of the main institutions in Canada said to me that sometimes they have to keep these people locked up in solitary confinement—that is, those who have been charged with sex offences on children or women—because of the mistreatment they receive from other prisoners. I believe eight pleaded guilty to the killings that took place in Kingston. When you read the evidence of that case, you find that many of those men were killed because the other prisoners disliked them because of the kind of crimes they had been convicted of. What I recommend—and I hope the Minister might go along with me in answer to the question—is that these people be segregated and treated as human beings rather than subjected to what took place in Kingston.

[Interprétation]

M. Thomson: Envisageons la situation d'une autre façon. Combien parmi le groupe de gardes que vous engagez pourraient finir par prendre leur retraite? Disons que vous engagez 1,000 gardes; quel serait le pourcentage de ceux qui prendraient éventuellement leur retraite?

Mr. Goyer: I think that approximately 4 per cent of our staff retire, or for some health reasons, stop working for us. Is that right?

M. Côté: Cela représente environ 4 p. 100 par année de ce que vous pouvez appeler taux de perte, mais je ne pourrais pas vous dire combien parmi les 1,000 nouveaux venus au service de réadaptation pourraient encore y travailler après 35 ans. Je n'ai pas ce chiffre, monsieur.

M. Thomson: Je me demandais simplement si vous aviez un chiffre approximatif. Avez-vous un taux de roulement de la main-d'œuvre très élevé?

M. Côté: Le pourcentage global de départs en retraite est plutôt de l'ordre de 4 p. 100, et il très, très stable.

M. Thomson: C'est bien. Une dernière question, monsieur le président. Combien de gardes du service de réadaptation sont actuellement en retraite?

M. Côté: Nous pourrions obtenir ces renseignements de la division de la pension de retraite.

M. Thomson: Voudriez-vous me le communiquer?

M. Côté: Nous le ferons avec plaisir.

Le vice-président: Merci, monsieur Thomson. Monsieur McCleave, vous avez demandé deux minutes, je vous en offre cinq.

M. Woolliams: Monsieur le président, me permettez-vous de poser une question qui découle de la réponse faite à M. McCleave, avant qu'il ne pose une autre question?

Le président: Si M. McCleave n'a pas d'objection, je n'en ai pas non plus.

M. Woolliams: Ma question est la suivante, et je voudrais savoir ce que vous en pensez. C'est le directeur d'un pénitencier qui m'a fait part de cela avant la révolte de Kingston; il s'agit des personnes emprisonnées pour délits sexuels. M. McCleave en a dit un mot. Est-ce que le ministre a pensé à séparer ces personnes et à les placer dans des institutions distinctes? Je pose cette question parce que d'après un directeur d'une des principales institutions du Canada, parfois on est obligé de placer ces gens dans des cellules d'isolation—je parle de ceux qui ont été reconnus coupables de délits sexuels et dont les victimes ont été des enfants ou des femmes—à cause des mauvais traitements que d'autres prisonniers leur font subir. Je crois que 8 personnes ont plaidé coupables des assassinats qui ont eu lieu à Kingston. D'après la lecture des témoignages concernant cette affaire, on constate que nombreux sont ceux qui ont été tués parce que les autres prisonniers ne les aimaient pas à cause du genre de crime dont ils avaient été reconnus coupables. Ce que je recommande—et j'espère que le ministre partage cette opinion—c'est que ces personnes soient séparées et traitées comme des êtres humains plutôt que d'être exposées à ce qui s'est passé à Kingston.

[Text]

M. Goyer: Oui. En fait, depuis quelques mois et même depuis quelques années, nous avons mis sur pied un programme en vue d'améliorer le sort de ceux qui sont sujets à des menaces de la part de la population en général. Cela a été fait d'une façon générale et les événements à Kingston nous ont portés à étudier de nouveau cette question et à accélérer notre programme en vue d'une meilleure protection et aussi d'un meilleur traitement à l'intérieur des institutions.

Il y a des institutions où cela fonctionnait déjà très bien; j'ai à la mémoire Mountain dans la Colombie-Britannique où, il y a une unité séparée où tous les cas de protection et les cas qui peuvent représenter une menace de la part de la population en général sont en ségrégation, mais en ségrégation limitée. Ils ont exactement les mêmes facilités que les autres détenus, plus le fait que les clôtures sont ouvertes et qu'ils peuvent circuler librement s'ils le désirent, aller passer quelques heures avec la population en général, etc. Donc les conditions se sont de beaucoup améliorées. Là où c'est plus difficile, c'est dans nos vieilles institutions qui présentent moins de flexibilité physique, mais quand même, nous avons pris des moyens depuis les événements de Kingston pour voir à ce que si, par hasard, des cas semblables se présentaient, ces gens-là soient plus protégés et moins sujets à des menaces de la part de la population en général.

Mr. Woolliams: Within the last six months I have visited—and I do not want to name the place—one of the penitentiaries in Canada and I was told that even when they get into line-ups—they are not segregated right now in this particular institution—the other inmates will stub cigarettes on the bald heads of these fellows who have allegedly been convicted of sex crimes and that it is going on all the time in the penitentiary. What I am really recommending is not a segregation within an institution but a complete segregation, where these people are placed in an institution separate and apart wholly from the others. Otherwise this mistreatment will take place and there will be further killings as occurred in Kingston. I would hope that the Minister would take some action on that recommendation. I do not mean just segregating them in the same institution but complete segregation. I am not satisfied, with the greatest respect for your answer, that that is being done. I have been in there and have seen it and have been told by the warden what is going on.

M. Goyer: Oui, mais vous comprendrez, monsieur Woolliams, que ces cas représentent quand même des exceptions, et qu'il n'y en a pas un très grand nombre par région administrative. Comme question de fait, cela existe dans les institutions à sécurité maximum, mais en dehors de ces institutions, c'est vraiment exceptionnel, qu'il y ait des cas de protection. J'ai moi-même eu l'occasion de constater un ou deux cas, dans des institutions à sécurité médium, où les détenus ont demandé d'être temporairement détenus dans des cellules «à part»; ils se plaignaient d'être sous la menace des autres détenus. Mais en dehors de cela, ça n'existe que dans les institutions à sécurité maximum et généralement, il s'agit de dix à vingt personnes, au plus. Alors, il faut aussi tenir compte de ce que cela représenterait comme coût de construction d'avoir une institution par région administrative pour ces gens-là. C'est pourquoi nous tenons compte de vos suggestions et nous essayons de mettre tout en place pour protéger ces gens-là et aussi pour leur donner un programme qui corresponde à un programme pour la population en général.

[Interpretation]

Mr. Goyer: Yes. In fact, for several months and even several years, we have set up a program in order to relieve those persons who are subjected to threats from the population in general. This has been accomplished in a general way and the events that took place at Kingston led us to reconsider the problem and to accelerate our program in order to achieve a better protection and also a better treatment in the institutions.

There are institutions where this was already operating very well. I remember the case of Mountain in British Columbia where there is a separate unit where all protection cases and cases which can mean a threat from the population in general are segregated. But it is a limited segregation. They have exactly the same facilities as the other inmates, and in addition, the gates are open and they can move around freely if they wish to, and spend a few hours with the population in general, et cetera. So the conditions have improved greatly. But it is a more difficult matter in our older institutions where the use that can be made of the building is less flexible. Nevertheless, we have taken measures, since the event that took place in Kingston to make sure that if, by chance, similar cases were to happen, these people would be more protected and less subjected to threats from the population in general.

M. Woolliams: Au cours des six derniers mois j'ai visité l'un des pénitenciers du Canada et on m'a dit que même lorsque les prisonniers se mettent en rang, ils ne sont pas séparés à l'heure actuelle dans cette institution; les autres détenus en profitent pour éteindre des cigarettes sur le crâne chauve des prisonniers condamnés pour crimes sexuels; et c'est une pratique courante dans le pénitencier. Ce que je recommande n'est pas une ségrégation à l'intérieur d'une même institution, mais une ségrégation complète qui permettrait de placer ces personnes dans des institutions distinctes où elles seraient complètement séparées des autres. Dans le cas contraire, ces mauvais traitements continueront et il y aura de nouveaux crimes comme cela s'est passé à Kingston. Mais j'espère que le ministre prendra des mesures à la suite de cette recommandation. Selon moi il ne faut pas simplement les séparer au sein de la même institution, je parle d'une ségrégation totale. Et malgré tout le respect que je vous dois, je n'ai pas l'impression que cela soit fait. J'ai visité cette prison, et le directeur m'a fait part de ce qui s'y passait.

Mr. Goyer: Yes, but you will understand, Mr. Woolliams, that such cases are merely exceptions, and that it does not happen very often in each administrative region. This is a fact in maximum security institutions, but apart from these institutions, protection cases are really the exception. I have had myself the opportunity to see one or two cases, in medium-security institutions, where the inmates had asked to be temporarily placed in separate cells. They were complaining that the other inmates were threatening them. But apart from that, it is only the case in national security institutions and, generally speaking, it is a matter of 10 to 20 persons at the most. So you have to take into account what the construction costs would be to have one institution in each administrative region for these people. This is why we take your suggestions into account and we try to do everything possible to protect these people and also to give them a program related to a program for the population in general.

[Texte]

• 1630

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, I wonder if I could get Mr. Woolliam's suggestion clear.

Is it your suggestion that the dangerous sexual offenders, regardless of whether or not they wish it, be not only put into separate institutions but be segregated each from the other in that institution?

Mr. Woolliams: Oh, no. My suggestion is this. Take Prince Albert Penitentiary, which is a maximum security institution, I believe. Say you have 700 prisoners. Assume 50 of those have been charged with sex crimes. I say that these 50 should be placed in an institution but not segregated from each other. They should be separated from the other 650, however, because the latter are going to make life unbearable for the 50.

Mr. Hogarth: I see your point. Has the Minister not said that this is under consideration?

Mr. Woolliams: It was very hard to follow, and it seemed to make it very right and concise when he set it out. But that has not happened yet. I can take you to penitentiaries where that has not happened.

Mr. Hogarth: May I have a supplementary question?

Mr. Goyer: Si vous voulez, nous allons nous servir des bons chiffres, cela est important. A New Westminster où il y a 400 détenus, il y a à peu près une quinzaine de cas de protection. Alors, ce n'est pas 700 et 50.

Nécessairement, lorsqu'on parle d'un programme pour les cas de protection, ce n'est pas la même chose que lorsqu'on parle de 50 ou de 15. Si on avait vraiment 50 ou 75, alors, on pourrait probablement envisager une institution pour ces gens-là, mais est-ce qu'on va construire une institution pour 15 personnes? Cela présente plus de problèmes au point de vue financier. Si on met à part le problème financier, bien sûr que toute solution est possible.

The Vice-Chairman: Your five minutes are up, Mr. Woolliams.

Mr. McCleave: That was my five minutes that were up.

The Vice-Chairman: I will give you another, Bob. In the meantime, Mr. Hogarth, I believe, would like to have a supplementary. Would you mind?

Mr. McCleave: I do not mind.

Mr. Hogarth: Regarding the problems that we are admittedly having with respect to the DSO, the dangerous sexual offender, it is my understanding, Mr. Minister, that the chief complaint of persons afflicted with such problems is not necessarily the protection from the other inmates, although that certainly is a factor. There is no doubt about that. But their chief complaint is the lack of programs for their rehabilitation and psychotherapy. That is their chief complaint. It is not so much that they want separate institutions where they will be protected. It is the lack of therapy that is bothering them the most.

Mr. Goyer: On confond tous les cas lorsqu'on parle d'un programme de ségrégation; on a les cas de protection, c'est-à-dire les gens qui demandent à être protégés soit parce qu'ils ont témoigné pour le bénéfice de la Couronne, soit qu'il y ait des rivalités à l'intérieur des pénitenciers en groupe, etc. Il y a ces cas-là qui ne présentent pas de cas psychiatriques comme tels.

[Interprétation]

M. Hogarth: Monsieur le président, permettez-moi de demander à M. Woolliams d'expliquer sa proposition.

Est-ce que vous suggérez que les délinquants sexuels dangereux, qu'ils le veulent ou non, ne soient pas seulement placés dans des institutions séparées, mais qu'ils soient également séparés les uns des autres au sein de cette institution?

M. Woolliams: Pas du tout. Voilà ce que je propose. Prenons l'exemple du pénitencier de Prince Albert qui est, je crois, une institution à sécurité maximum. Disons qu'il y a 700 prisonniers. Cinquante d'entre eux peut-être ont été reconnus coupables de crimes sexuels—supposons qu'ils l'ont été. Je dis que ces 50 personnes devraient être placés dans une institution mais non pas séparés les uns des autres; mais dans une institution séparée, parce que les 650 autres prisonniers vont leur rendre la vie impossible.

M. Hogarth: Je comprends. Le ministre n'a-t-il pas dit que cette possibilité était étudiée?

M. Woolliams: C'était très difficile à suivre, et pourtant cela semblait tout à fait juste et précis lorsqu'il l'a expliqué. Mais cela ne s'est pas encore produit. Je peux vous amener dans des pénitenciers où cela ne s'est pas produit.

M. Hogarth: Puis-je poser une question complémentaire?

Mr. Goyer: If you like, we will quote the right figures, it is important. In New Westminster there are 400 inmates, there are only 15 cases of protection. Then the proportion is not 700 to 50.

Undoubtedly, when we are dealing with a program for protection cases, the problem is different whether we are dealing with 50 or 15 persons. If there were really 50 or 75, then we could probably consider an institution for these people, but are we going to build an institution for 15 persons? This entails more problems, financially speaking. But if we are not considering the financial side, of course, any solution is possible.

Le vice-président: Monsieur Woolliams, vos cinq minutes sont écoulées.

M. McCleave: Ce sont mes cinq minutes qui sont écoulées.

Le vice-président: Je vous donnerai cinq minutes toutes neuves, Bob. En attendant, monsieur Hogarth, je crois que vous avez une question complémentaire. Vous permettez?

M. McCleave: Allez-y.

M. Hogarth: Au sujet des problèmes que nous avouons avoir avec les délinquants sexuels dangereux, je crois comprendre, monsieur le ministre, que les gens qui souffrent de tels problèmes ne se plaignent pas principalement de la qualité de la protection par rapport aux autres détenus, bien que cela soit certainement un facteur. Il ne fait pas de doute que leur principale plainte concerne les programmes de réhabilitation et de psychothérapie. C'est ce dont ils se plaignent le plus. Leur souci n'est pas tellement d'être placés dans des institutions distinctes où ils sont protégés, c'est surtout le problème de la réhabilitation.

Mr. Goyer: We mix all cases when we are dealing with a segregation program. There are protection cases, that is people who wish to be protected, either because they have been witnesses for the Crown, or because there are group rivalries inside the penitentiaries, et cetera. These cases are not psychiatric cases as such.

Inmates with sexual problems will not be accepted by the penitentiary population. They could be stabbed or

[Text]

• 1635

Il y a les désaxés sexuels que la population d'un pénitencier dans la sous-culture criminelle, n'acceptera pas. Ils seront sujets à être poignardés ou même tués par les autres détenus. Ces gens-là présentent des cas de protection qui ne sont pas semblables. Ces gens-là peuvent avoir besoin de traitements psychiatriques. Donc on ne mettra pas tous ces gens-là dans une institution à part; il faudrait séparer les cas de protection ordinaires et les cas psychiatriques. Ce qui veut dire que le *breakdown* n'est pas le même. Alors ma seule réponse est qu'on s'adresse quand même à un petit groupe à l'intérieur d'un pénitencier à sécurité maximum et que ce groupe-là n'est pas homogène. Je ne pense pas que la solution soit de construire pour chacun de ces groupes-là une institution à part. A ce moment-là on multiplierait des institutions à un rythme très accéléré et nécessairement les prix augmenteraient en conséquence et je pense qu'il faut tenir compte de la dimension économique.

Mr. Gilbert: May I have a supplementary on this subject?

The Vice-Chairman: As long as Mr. McCleave does not object.

Mr. McCleave: I have been agreeing to everything this afternoon.

The Vice-Chairman: Mr. Gilbert.

Mr. Gilbert: Mr. Minister, I understand that the women's section at Matsqui is closed down. Is that right? Why could we not use the women's section at Matsqui for special projects with regard to these DSOs, say in the western part of Canada, and see how it works?

M. Goyer: Voici, à Matsqui dans l'institution dont vous parlez nous aurions de la place pour environ 218. Donc il ne serait pas possible de placer là seulement les cas de protection car ce serait une mauvaise utilisation des locaux. Je comprends qu'ils ne sont pas utilisés dans le moment, mais il y a des raisons pour cela.

Il est question que Matsqui serve de centre psychiatrique; et cela dépend du rapport que nous attendons de la part des psychiatres, en décembre. Il est aussi question que la section qui est fermée à Matsqui serve de pénitencier à sécurité médium comme la section qui fonctionne actuellement.

La raison est qu'il y a peut-être trop de détenus dans nos institutions à sécurité maximum en Colombie-Britannique et comme nous envisageons la construction d'un nouveau pénitencier en Colombie-Britannique, celui-là serait sans doute plus petit que celui de New Westminster que nous avons dans le moment et on aurait une clientèle à sécurité médium à placer. Alors, nous pourrions utiliser Matsqui. Nous attendons donc le rapport Mohr et le rapport des psychiatres en décembre pour là décider de ce que nous allons faire exactement à Matsqui.

Mr. Gilbert: At Matsqui in the men's division they treated the drug offenders, and when we were out there, they had a mixture of drug offenders and of the others. I am wondering whether that has worked or whether there should be a segregation of the drug offenders being treated and the other offenders.

[Interpretation]

even killed by other inmates. In these cases, the protection should not be the same. These people might need psychiatric treatment. They will not be placed in a distinct institution; there should be a distinction between the ordinary cases and the psychiatric cases. This means the breakdown is not the same. The only thing I can say is that this constitutes a small group within a maximum security penitentiary and that this group is not homogeneous. In my opinion the solution is not to build a distinct institution for those people. This would multiply the institutions very quickly, the cost would increase and I think the economic aspects must be taken into account.

M. Gilbert: Pourrais-je poser une question complémentaire sur ce point?

Le vice-président: Si M. McCleave le veut bien.

M. McCleave: Je suis de très bonne composition cet après-midi.

Le vice-président: Monsieur Gilbert.

M. Gilbert: Monsieur le ministre, d'après ce que j'ai compris, la section des femmes à Matsqui est fermée. Est-ce juste? Pourquoi ne pourrions-nous pas nous servir de la section des femmes à Matsqui pour des projets spéciaux dans l'ouest du Canada afin de voir comment la chose fonctionne?

Mr. Goyer: In Matsqui, there would be room for about 218 people. Thus it would be impossible to use this institution for the protection cases only because it would be a bad utilization of these facilities. I understand that they are not used at the moment, but there is a reason why.

Matsqui might be used as a psychiatric centre; and this will depend on the report we are awaiting from the psychiatrists, in December. Besides, the section which is closed down in Matsqui might be used as a medium security penitentiary like the present section.

There might be too many inmates in our maximum security institutions in British Columbia and we intend to build a new penitentiary in British Columbia, probably smaller than the New Westminster Penitentiary we have for the moment. Then we could use the Matsqui facilities for the medium security inmates. We are waiting for the Mohr Report and for the report from the psychiatrists, in December, before deciding what we are going to do exactly in Matsqui.

M. Gilbert: Dans la section des hommes à Matsqui se trouvaient les toxicomanes. Lorsque nous y sommes allés, il y avait des toxicomanes et aussi d'autres détenus. J'aimerais savoir si la chose a fonctionné ou si on devrait séparer les toxicomanes des autres.

[Texte]

M. Goyer: L'expérience de Matsqui en ce qui concerne les narcomanes a été concluante en ce sens que la meilleure façon de les traiter n'est pas de les placer en ségrégation entre eux. Dans ce sens-là c'est positif comme expérience. Donc nous avons recommencé la pratique de les intégrer à une population normale, sauf ceux qui présentaient des cas extrêmes.

Il y avait, lorsque j'ai visité Matsqui il y a quelques mois, huit cas qui étaient dans une unité spéciale où on procédait à une expérience pour les réhabiliter. Cela mis à part, les autres participaient pleinement aux activités de toute la population en général. Je pense que cette pratique va continuer d'après ce qu'en disent les experts.

Encore une fois, pour les cas extrêmes, il est possible que si nous avions des centres psychiatriques nous pourrions les traiter dans ces centres.

Mr. Gilbert: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: You are most welcome. Mr. McCleave is next.

Mr. McCleave: Thank you very much, Mr. Chairman.

Could I hastily say that I wanted to compliment the Solicitor General on two matters involving the penitentiaries, the dropping of the numbering system and the different type of mailing privilege. The Solicitor General and other members of the Committee who have been on the Justice and Legal Affairs Committee will realize that these were points that had caused some of us some anxiety in the affairs of that committee. We all cannot be miserable all the time and once in awhile I like to sound the old joyous note. Before getting into two areas of questioning I would like to back up Mr. Woolliams and the pleas of others in dealing with segregation, not only with the affairs of those people who need protection because of their sexual tendencies but another group as well, the stool pigeons and the like who are perhaps in even greater need of special help. I am not a penal expert but I know when these things are considered that this group of persons has as much need for help as others.

May I ask two questions regarding the Royal Canadian Mounted Police and then be put down for a further round? One of them deals with RCMP overtime and the other with RCMP women.

The Vice-Chairman: On a point of order, we are not on the RCMP right now, but we will be in a few minutes.

Mr. Goyer: I can anticipate one question.

The Vice-Chairman: Are there any more questions on Vote 10a?

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, getting back to the minister's statement of October 7, he said that he was also going to implement a leave system similar to that in the military service. Has that leave system been implemented?

M. Goyer: Non, pas encore, mais cela relève de la section des programmes du Service pénitenciaire canadien. Ce n'est pas encore en vigueur pour une simple question administrative.

Mr. Gilbert: He also suggested that there was going to be a work and industry concept implemented in the penitentiaries, gave examples where he hoped that it would be implemented, and that he was going to incorporate the minimum wage with regard to employees, insurance benefits and so forth. Has that been implemented to date?

[Interprétation]

Mr. Goyer: As regards drug offenders, the experience in Matsqui has been very successful. The best way to treat them is not to separate them from the others. In this way, the experience is fully positive. Consequently, we have decided to integrate them into the normal population, except for the extreme cases.

When I visited Matsqui a couple of months ago, a re-adaptation experiment was being carried out with eight cases placed in a special unit. Except for those, all the others were fully participating in the activities of the whole population. I believe this practice will continue, according to the experts.

Once again, for extreme cases, possibly if we had psychiatric centres we could treat them in these centres.

M. Gilbert: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Je vous en prie. C'est au tour de M. McCleave.

M. McCleave: Merci beaucoup, monsieur le président.

Très rapidement, je voudrais féliciter le Solliciteur général pour deux questions qui touchent les pénitenciers, l'abandon du système des numéros et le nouveau système de privilège postal. Le Solliciteur général et les autres membres du comité qui ont fait partie du comité de la Justice et des Affaires juridiques comprendront que ces questions avaient inquiété certains d'entre nous au cours des séances de ce comité. Nous ne pouvons pas nous sentir tous malheureux perpétuellement, et de temps en temps j'aime entendre une note gaie. Avant de me lancer dans mes questions, je voudrais dire que je soutiens M. Williams et les autres au sujet de la ségrégation, non seulement pour ces personnes qui ont besoin de protection à cause de leurs tendances sexuelles mais également pour un autre groupe, les informateurs de police et leurs semblables qui ont peut-être encore plus besoin d'aide. Je ne suis pas expert en matière pénale, mais je sais que ces personnes-là ont tout autant besoin d'aide que les autres.

Puis-je poser deux questions au sujet de la Gendarmerie royale du Canada, et ensuite être inscrit au tour suivant? Une de mes questions a trait aux heures supplémentaires de la Gendarmerie royale et l'autre aux femmes qui travaillent dans la Gendarmerie royale.

Le vice-président: J'en appelle au règlement, nous n'en sommes pas encore à la Gendarmerie royale, nous en parlerons dans quelques minutes.

M. Goyer: Je peux tout de même répondre à une question.

Le vice-président: Y a-t-il d'autres questions sur le crédit 10a?

M. Gilbert: Monsieur le président, pour en revenir à la déclaration du ministre du 7 octobre, il a dit qu'il allait également instaurer un système de permissions semblable à celui de l'armée. Est-ce que ce système de permissions a été adopté?

Mr. Goyer: No, not yet, but this is a matter for the program section of the Canadian Penitentiary Service to deal with. It is not yet implemented for a mere administrative reason.

M. Gilbert: Il a également dit qu'un système «travail et industrie» devait être mis en vigueur dans les pénitenciers, il a donné des exemples de pénitenciers où il espérait que ce concept serait appliqué, et il a dit qu'il allait verser aux employés le salaire minimum, les prestations d'assurance, etc. Cela a-t-il été appliqué?

[Text]

Mr. Goyer: C'est l'expérience pilote que nous devons entreprendre à William Head. J'espère être en mesure de pouvoir en donner tous les détails d'ici quelques semaines, peut-être deux ou trois semaines, et de pouvoir indiquer exactement quel sera le revenu des détenus qui vont travailler au projet pilote à William Head leurs obligations vis-à-vis le Service pénitenciaire canadien en terme de remboursement pour services rendus, les impôts qu'ils paieront et comment seront utilisées les épargnes nettes qu'ils feront. Il s'agit simplement d'obtenir l'autorisation administrative du Conseil du Trésor.

Mr. Gilbert: Mr. Minister, you can be sure that I will be asking these questions when the estimates come up for next year, when I would hope that we would have a clear-cut program implemented—because I was not prepared at the time you made the statement to commend you until you had implemented them and put them in motion. I would hope that by the time the estimates come up they will be in full implementation.

Mr. Goyer: Je serai sûrement en mesure de vous donner plus de détails sur le projet pilote de William Head d'ici quelques semaines.

The Vice-Chairman: Are there any further questions on Vote 10a?

Some hon. Members: No.

The Vice-Chairman: We will now open discussion on Vote 20a, page 122 in English.

Royal Canadian Mounted Police—Law Enforcement Program

Vote 20a—Law Enforcement—Operating expenditures and the grants listed in the Estimates—\$1

• 1645

Mr. Woolliams: I hope the Minister in his answers, because of the ruling of the Chair, will try to be brief because I have a few questions referring to page 8026, where the Solicitor General dealt with national security.

First of all—and you can answer this outright—what is Colonel Bourne's salary at the present time?

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, may I raise a point of order here?

The Vice-Chairman: Mr. Hogarth, on a point of order.

Mr. Hogarth: With respect, I think my friend should establish whether or not Colonel Bourne or anybody employed in that part of the department comes under this vote. We could go on endlessly with regard to the department if we went into all aspects. If he comes under the vote I have no objection, but I think it should be determined first whether he comes under this vote.

Mr. Woolliams: May I just speak to that point of order for a moment? Law enforcement certainly is part of national security and that is the vote. I am certain that under the rules, when the estimates are before the House, we would be able to discuss this situation. With the greatest respect, I would like to continue because this is certainly under law enforcement.

[Interpretation]

Mr. Goyer: This is the pilot experience that we are going to start at William Head. Within a few weeks, even two or three weeks, I hope I will be able to give all the details and to tell exactly what the income of the inmates who will take part in the pilot project at William Head will be, what their obligations towards the Canadian Penitentiary Service in terms of repayment will be, what taxes they will pay and how their net savings will be utilized. It is merely a matter of getting the administrative authorization from the Treasury Board.

Mr. Gilbert: Monsieur le ministre, soyez certain que je poserai ces questions lorsque les prévisions de l'année prochaine paraîtront, et j'espère qu'à ce moment-là, vous aurez déjà appliqué un programme bien défini, parce que lorsque vous avez fait la déclaration je n'avais pas l'intention de vous féliciter jusqu'à ce que cela soit mis en pratique. J'espère que d'ici à la parution des prévisions ce programme sera entièrement appliqué.

Mr. Goyer: I will undoubtedly be able to give you more details about the pilot project at William Head within a few weeks.

Le vice-président: Y a-t-il d'autres questions sur le crédit 10a?

Des voix: Non.

Le vice-président: J'ouvre maintenant la discussion sur le crédit 20a, page 123 en français.

Gendarmerie royale du Canada—Programme d'application de la loi

Crédit 20a—Application de la loi—Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au budget—\$1.

Mr. Woolliams: Suivant la décision du président, j'espère que le ministre essaiera d'être bref dans ses réponses parce que j'ai plusieurs questions à poser au sujet de la page 8026, où le Solliciteur général traitait de la sécurité nationale.

En premier lieu—et vous pouvez répondre tout de suite—quel est le salaire du colonel Bourne à l'heure actuelle?

Mr. Hogarth: Monsieur le président, puis-je en appeler au Règlement?

Le vice-président: Monsieur Hogarth invoque le Règlement.

Mr. Hogarth: Je crois que mon ami devrait s'assurer que le colonel Bourne ou toute autre personne employée dans ce service du ministère, relève de ce crédit. Nous n'en finirions jamais avec ce ministère si nous abordons tous les aspects. S'il relève du crédit, je n'ai pas d'objection, mais je crois que l'on devrait s'en assurer en premier lieu.

Mr. Woolliams: Je voudrais dire un mot à propos de cet appel au Règlement. L'application de la loi fait certainement partie de la sécurité nationale et c'est là l'objet du crédit. Je suis sûr que, d'après les règlements, lorsque les budgets seront présentés à la Chambre, nous pourrions discuter de cet aspect. Sauf votre respect, j'aimerais poursuivre parce que cela fait sans aucun doute partie de l'application de la loi.

[Texte]

Mr. Hogarth: The Royal Canadian Mounted Police.

Mr. Woolliams: Law enforcement also of security matters. It does not say RCMP: it says, Law Enforcement—Operating expenditures and the grants listed in the Estimates.

Mr. Hogarth: It says:

Solicitor General

C—Royal Canadian Mounted Police - Law Enforcement Program

Vote 20a—Law Enforcement—Operating expenditures and the grants listed in the Estimates—\$1

Mr. Woolliams: I do not think I am estopped by that big title and I would like to proceed. That does not mean anything. We have \$1 in here, and that \$1 is put in for a very good reason. I do not want to get into an argument about that but I would like to proceed, if I might.

The Vice-Chairman: I would like to state right here that the point of order brought up by Mr. Hogarth sounds very valid to me. You can put all the questions you want, as long as they relate to what is under Supplementary Estimates. Any question on anyone's salary could be heard and you could have a response to it, as long as it comes under those estimates. But if it comes under other estimates, I do not think we can entertain it here.

Mr. Woolliams: Let me put this to you: having read very carefully the statement of the Solicitor General at page 8026, he says there is a liaison between security, which is under the RCMP for investigation, and the sorting and screening of that security, which is done by what he calls a security planning and research group, which comes directly in liaison between the RCMP and the Cabinet.

Surely if that is correct, and if you read very carefully what has been said—and I do not want to take too much time but I can take the time on a point of order if you want me to—these questions that I have in mind—what is Colonel Bourne's job; what is his salary; where does he have his office; whom is he responsible to; how much staff has he got; whom does he report to; and whether he makes a report at the end of the year to Parliament—I would think are very important questions to ascertain when you are dealing with a situation. I want to get that term right—security planning and research group—even though the Prime Minister called it a headless group.

I think this is one place where we surely should find out about it. If we are not going to be permitted to find out about that, then there is something to hide. Surely, that is not what the Minister wants to leave at this table. I would like to be able to ask those questions, and if you rule against me, Mr. Chairman, then there is nothing I can do about it but move a motion that I be permitted to ask those questions under this particular vote and put it to a vote.

The Chairman: Mr. Hogarth, on the same point of order.

Mr. Hogarth: The point I want to make is that there is absolutely nothing pertaining to Colonel Bourne's group one way or the other, or the Mounted Police and what they do, and this point of order I could care less about.

My point is that as you ruled in the beginning, we are considering these Supplementary Estimates. If Colonel Bourne's group comes under the Royal Canadian Mounted Police, I am quite sure the Minister will be happy to

[Interprétation]

M. Hogarth: La Gendarmerie royale du Canada.

M. Woolliams: L'application aussi des questions de sécurité. On ne lit pas Gendarmerie royale du Canada mais bien Application de la loi—Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget.

M. Hogarth: On lit:

Solliciteur général

C—Gendarmerie royale du Canada—Programme d'application de la loi

Crédit 20a—Application de la loi—Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget—\$1

M. Woolliams: Ce grand titre ne m'en impose pas et j'aimerais continuer. Cela ne veut rien dire. Il y a \$1 ici, et ce dollar est là pour une très bonne raison. Je ne veux pas me mettre à discuter à ce sujet mais j'aimerais continuer, si on me le permet.

Le vice-président: Laissez-moi dire tout de suite que l'appel au Règlement soulevé par M. Hogarth me semble tout à fait justifié. Vous pouvez poser toutes les questions que vous voulez, pour autant qu'elles ont trait à ce qui figure dans le budget supplémentaire. Toute question sur le salaire d'une personne peut être entendue et vous pouvez obtenir une réponse, à condition qu'elle fasse partie de ce budget. Mais si elle fait partie d'un autre budget, je ne crois pas que nous puissions l'accepter ici.

M. Woolliams: Je vais vous dire la chose suivante: J'ai lu avec beaucoup de soin la déclaration du Solliciteur général, page 8026, il dit qu'il y a un lien entre la sécurité, qui dépend de la Gendarmerie royale pour les questions d'enquête, et la classification de cette sécurité, qui dépend de ce qu'il appelle un groupe de planification de la sécurité et de recherche, et qui sert de liaison directe entre la Gendarmerie royale du Canada et le Cabinet.

Si cela est exact, et si vous lisez attentivement ce qui a été dit—et je ne veux pas prendre trop de temps mais si c'est ce que vous voulez je peux prendre beaucoup de temps à propos d'un appel au Règlement—ces questions qui me viennent à l'esprit: quel poste occupe le colonel Bourne; quel est son salaire; où est son bureau; à qui est-il responsable; quel est son personnel; à qui présente-t-il ses rapports; fait-il rapport au Parlement à la fin de l'année sont, il me semble, autant de questions pertinentes lorsqu'on étudie une situation. Je veux avoir le terme exact—groupe de planification de la sécurité et de recherche—bien que le premier ministre l'ait appelé un groupe sans tête.

C'est ici, je crois, un des lieux où l'on peut obtenir ces renseignements. Si on ne nous permet pas de les obtenir, c'est qu'il y a quelque chose à cacher. Ce n'est sûrement pas l'impression que le ministre désire nous laisser. Je voudrais avoir la permission de poser ces questions, et si vous les déclarez non recevables, monsieur le président, je n'y peux rien que de présenter une motion pour qu'on me permette de poser ces questions, à propos de ce crédit en particulier, et qu'on mette la motion au vote.

Le président: M. Hogarth à propos du même appel au Règlement.

M. Hogarth: Je veux dire tout simplement qu'il n'y a rien de lié au groupe du colonel Bourne d'une manière ou d'une autre, ou à la Gendarmerie royale du Canada.

Selon ce que vous avez décidé au début, nous étudions ce budget supplémentaire. Si le groupe du colonel Bourne dépend de la Gendarmerie royale du Canada, je suis certain que le ministre se fera un plaisir de répondre à toute question le concernant, et il n'est pas question de cacher

[Text]

answer any questions concerning him, and there is no question of hiding anything. It is just that they are not before us on these estimates, nor is the parole service, for instance. I think it is only fair to the Minister and the witnesses who have come that they should be given some warning as to what they are going to be asked in the sense. They are here to answer the questions on their supplementary estimates and not on a general fishing expedition into the work of the department regardless of who else we are considering, Colonel Bourne of the Parole Service or whatever group might be in the department.

• 1650

Mr. McCleave: May I speak to the point of order, Mr. Chairman?

The Vice-Chairman: Yes, all you want, sir.

Mr. McCleave: Thank you very much. It is nice to be able to speak without having my friends crowding in around me on the other side. I gather we are dealing with the vote at the top of page 122, the operating expenditures and the grants listed in the estimates dealing with the law enforcement program of the Royal Mounted Police. I would want either the Minister or his Parliamentary Secretary, who seems to have anticipated that this question might have been asked, to assure me that the group headed by Colonel Bourne, or whatever his name is, has really nothing to do with the law enforcement program of the Royal Canadian Mounted Police. If there is no liaison between Colonel Bourne and the Royal Canadian Mounted Police and its law enforcement program, then I suppose we are indeed out of court. Can the Minister or Mr. Hogarth assure us that there is no connection; that Colonel Bourne and his group are separate, apart and had no dealings with the Royal Canadian Mounted Police and had nothing to do with the program?

Mr. Hogarth: I think, with respect . . .

The Vice-Chairman: Gentlemen, please . . .

Mr. Hogarth: . . . the question was directed to me, Mr. Chairman, and I would just say that certainly not under Vote 20a . . .

The Vice-Chairman: I am sorry. We are getting into debate now and I think the Chair has heard enough. I have consulted with my experts here and I am in no position to tell you if Colonel Bourne comes under those estimates or not.

Mr. McCleave: Can we not get the answer?

The Vice-Chairman: There is one thing I can tell you now: if Colonel Bourne comes into those estimates you can ask all the questions in the world but if he is not in those supplementaries I cannot do anything to help you out. If you want to ask the witnesses if Colonel Bourne is there or not, then you can proceed. But I cannot be the judge if Colonel Bourne or Corporal So-and-So is in there or not. If you put straight questions and get straight answers we will know where we are going from there.

Mr. Woolliams: Well, I am a man that can put straight questions.

[Interpretation]

quoi que ce soit. Mais ces groupes ne figurent pas dans le budget que nous avons sous les yeux, pas plus que le Service des libérations conditionnelles, par exemple. En toute justice pour le ministre et les témoins qui sont venus cet après-midi, il faudrait, je crois, les prévenir du genre de questions que l'on va leur poser. Ils sont ici pour répondre aux questions sur leur budget supplémentaire et non pour fouiller les travaux du ministère, sans tenir compte des autres personnes dont nous examinons le travail, que ce soit le colonel Bourne, le service de libération conditionnelle ou tout autre groupe du ministère.

M. McCleave: Puis-je dire un mot à propos de l'appel au règlement, monsieur le président?

Le vice-président: Oui, tout ce que vous voudrez, monsieur.

M. McCleave: Merci beaucoup. C'est agréable de pouvoir parler sans me faire interrompre par mes amis. Nous parlons, je crois, du crédit qui se trouve en haut de la page 123, les dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au budget à propos du programme d'application de la loi de la Gendarmerie royale du Canada. Je voudrais que le ministre ou son secrétaire parlementaire, qui s'attendait semble-t-il à ce que cette question soit posée, m'assure que le groupe dirigé par le colonel Bourne n'a absolument rien à faire avec le programme d'application de la loi de la Gendarmerie royale du Canada. S'il n'y a aucun lien entre le colonel Bourne et la Gendarmerie royale du Canada et son programme d'application de la loi, je suppose donc qu'il n'y a plus rien à dire. Le ministre ou monsieur Hogarth peut-il nous assurer qu'il n'y a aucun lien; que le colonel Bourne et son groupe sont distincts, à part, et qu'ils n'ont rien à faire avec la Gendarmerie royale du Canada et avec le programme?

M. Hogarth: Sauf votre respect, je crois . . .

Le vice-président: Messieurs, je vous en prie . . .

M. Hogarth: . . . la question s'adressait à moi, monsieur le président, et je répondrais que certainement pas dans le crédit 20a . . .

Le vice-président: Je suis désolé. Un débat est en train d'éclater, et nous en avons eu assez. J'ai pris l'avis de mes experts et je ne saurais vous dire si le colonel Bourne fait ou non partie de ce budget.

M. McCleave: Personne ne peut nous répondre?

Le vice-président: Je peux vous dire tout de suite que, si le colonel Bourne fait partie de ce budget vous pouvez poser toutes les questions du monde, mais s'il ne fait pas partie de ce budget supplémentaire, je ne peux rien faire pour vous aider. Si vous voulez demander aux témoins si le colonel Bourne en fait partie ou non, vous pouvez le faire. Mais je ne peux pas décider moi-même si le colonel Bourne ou le caporal un tel en fait partie ou non. Posez une question directe, vous aurez une réponse directe et nous saurons où nous en sommes.

M. Woolliams: Je suis l'homme des questions directes.

[Texte]

The Vice-Chairman: I know that.

Mr. Woolliams: You do not have to worry about that. I am pretty fond of the game of football and I always know when I am getting blocked.

The Vice-Chairman: Great! Great!

Mr. Woolliams: I want to speak to another point of order on the same thing. I want to quote the Prime Minister, at page 7625 of *Hansard*, and maybe with this preface we will see how they are linked with the RCMP. I assume and presume the Prime Minister on September 8, 1971, at page 7625 was speaking from facts that he would know. He said this, after a question I put to him on the subject, and I do not need to read the question. Here is the Prime Minister's answer:

Here again I think there is a misunderstanding. This is not really a separate security force as the member seems to understand. It is a small co-ordinating body to make sure that the minister and the cabinet have information collected from various sources, including the RCMP, so that the government will be better informed on the facts spread around in the various government departments. I mentioned defence, the RCMP and the various provincial government and municipal police forces.

Basically, the Prime Minister said that they are a co-ordinating body in liaison between law enforcement under the RCMP and the Cabinet.

An hon. Member: No but it . . .

Mr. Woolliams: Well, let me finish, please, without an interruption. Then I asked:

Mr. Speaker, could the Prime Minister tell us who is going to head this force in question?

Mr. Trudeau: Mr. Speaker, I just said it was not a force and therefore nobody is going to head it.

Mr. Woolliams: Who is going to head it?

He said it was a headless group. So I say with greatest respect that surely it is a part of the RCMP. You can make an interpretation and if you are going to interpret it that narrowly then with the greatest respect I suggest that we will never be able to get the information on this force.

Mr. Hogarth: Nonsense.

Mr. Woolliams: Well, you may say "nonsense". Every time I moved a motion in the House of Commons, Mr. Chairman, somebody on the Liberal side said "no". If you do not want to disclose the information, then it must be a secret force and must have something secret about it or political in nature about it, as the Minister said.

• 1655

M. Goyer: Monsieur le président, en rappel au Règlement, si vous me le permettez,

Le vice-président: L'honorable Jean-Pierre Goyer.

M. Goyer: Ce serait sûrement faire plaisir à l'honorable député que de répondre à sa question, parce qu'à ce moment-là, ce serait admettre que le groupe sur la planification et la recherche de la sécurité tomberait sous l'appellation: application de la loi, crédit 20(a). Je pense que

[Interprétation]

Le vice-président: Je le sais.

M. Woolliams: Point n'est besoin de vous inquiéter. J'aime beaucoup le football et je sais toujours quand je suis bloqué.

Le vice-président: Magnifique!

M. Woolliams: Je veux en appeler à un autre appel à l'ordre à propos de la même question. Je voudrais citer les mots du premier ministre, à la page 7625 du *Hansard*, et cela nous permettra peut-être de voir comment ils sont liés à la Gendarmerie royale. Je suppose que le 8 septembre 1971, à la page 7625, le premier ministre citait des faits qu'il connaissait. Voici ce qu'il a dit: en réponse à une question que je lui ai posée, et que je n'ai pas besoin de vous lire:

Ici encore, il y a, je pense, un malentendu. Il ne s'agit pas d'un service de sécurité distincte, comme le député semble le penser. Il s'agit d'un organisme resté de coordination dont l'objet est d'assurer que le ministre et le Cabinet obtiennent des informations de diverses sources aussi bien que de la GRC, afin que le gouvernement soit mieux renseigné sur les éléments d'information dispersés dans les divers services ministériels. J'ai mentionné la défense, la GRC et les divers effectifs gouvernementaux et municipaux de police.

Le premier ministre a dit, en substance qu'ils étaient un organisme de coordination en reliant l'application de la loi, qui dépend de la GRC, au Cabinet.

Une Voix: Non mais . . .

M. Woolliams: Laissez-moi terminer, je vous en prie, sans m'interrompre. J'ai alors demandé:

M. l'orateur, le premier ministre pourrait-il nous dire maintenant qui dirigera ce service spécial?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'orateur, je viens de dire qu'il ne s'agissait pas d'un service, donc personne n'en aura la direction.

M. Woolliams: Qui le dirigera?

Il a dit que c'était un service qui n'avait pas de chef. Alors, j'ai suggéré respectueusement que ce service faisait certainement partie de la GRC. Vous pouvez interpréter ces paroles, et si vous les interprétez aussi strictement, alors avec tout le respect que je vous dois, vous n'obtiendrez jamais les renseignements sur cet organisme.

M. Hogarth: C'est stupide.

M. Woolliams: Vous pouvez dire que c'est stupide. Chaque fois que j'ai fait une motion à la Chambre des communes, monsieur le président, il y a toujours eu quelqu'un du côté des libéraux pour dire «non». Si vous ne voulez pas communiquer les renseignements, cela doit donc être un organisme secret et il doit y avoir quelque

chose de secret ou de politique dans la nature de cet organisme, comme le ministre l'a dit.

Mr. Goyer: Mr. Chairman, on a point of order, if I may.

The Vice-Chairman: The Honourable Jean-Pierre Goyer.

Mr. Goyer: The honourable member would be delighted if I answer his question, because if I do so, I would recognize that the planning and research group on the security would be under law enforcement, Vote 20a. I think that the honourable member would applaud my answering

[Text]

l'honorable député applaudirait à me voir répondre parce qu'il me verrait alors dans la trappe et je pense qu'il en trouverait quelque satisfaction.

Je lui dis carrément et je lui répète que l'unité sur la sécurité n'a rien à faire dans l'application de la loi comme telle et n'a aucun rôle à jouer au sein de la Gendarmerie royale du Canada, dont les attributions n'ont nullement changé depuis la création de cette unité sur la sécurité.

C'est donc dire que ce groupe-là n'a rien à faire dans le crédit 20(a), qu'il relève des quartiers généraux du ministère et qu'il n'a rien à faire dans les opérations policières comme telles. Et ce serait me répéter que de vouloir dire ce que le groupe a à faire comme travail. L'honorable député le sait très bien; si l'honorable député aime la redondance des questions, je n'aime pas beaucoup la redondance des réponses.

The Vice-Chairman: Mr. Thomson, on that same point.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I have a question that might satisfy Mr. Woolliams. If not under the RCMP, who then? If we cannot ask questions here, then under what department can we ask them? Are you saying it is under the Prime Minister's office?

Mr. Hogarth: No.

M. Goyer: Les quartiers généraux du Ministère, en fait, c'est le vote numéro 1.

The Vice-Chairman: Vote 1 of the main Estimates. He just said that a moment ago.

Mr. Thomson: Yes, all right.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, if I might make a comment, there has been an allegation made here which, so far as I can see, is not quite accurate.

When the general estimates of the Department of the Solicitor General come before the appropriate committee, probably the Justice Committee, it would appear to me that any and all questions can be put to the Minister with regard to Colonel Bourne group, because it comes under Vote 1. But the point is that that group is not under Vote 20a of the Estimates we have before us today. That is the only point that I wanted to make.

Mr. Woolliams: Mr. Chairman, in view of that, I am going to move that the Committee members be permitted to ask questions in reference to the security, planning and research group on Item "C", Vote 20a, and that is seconded by Mr. McCleave.

The Vice-Chairman: I am sorry, Mr. Woolliams, without a quorum we cannot entertain a motion at this time.

Mr. Woolliams: I suggest then that the Committee had better adjourn until they get a quorum so this motion can be put.

The Vice-Chairman: One moment, please. We have not adjourned.

I am reminded that according to the rules we cannot adjourn this meeting unless all questions are finished by 5.15 p.m. because we passed a ruling at our first meeting when we had a quorum that the meetings would be held for an hour and a half. Secondly, I would like to remind Mr. Woolliams that this Committee is authorized to sit as long as there is at least one member of at least three parties present to hear evidence. So with one Liberal, one Conservative and one NDP, or one Creditiste, we can hear all the evidence that is there to be heard.

[Interpretation]

because he would see me fall in the trap and he would be somewhat satisfied.

I will be very categorical and I repeat that the security unit has nothing to do with law enforcement as such and has no part to play within the RCMP, the duties of which have not changed since the establishment of that security unit.

Therefore, it means that this group has nothing to do under Vote 20a, that it is under the Department headquarters and that it has nothing to do in police operations as such. It would only be a repetition if I was to say what the work of this group is. The honourable member is very well aware of that; if the honourable member likes redundancy in questions, I do not like very much redundancy in answers.

Le vice-président: Monsieur Thomson, toujours au sujet de cette question.

M. Thomson: Monsieur le président, j'ai une question à poser qui peut-être satisfera M. Williams. Si cela ne relève pas de la Gendarmerie Royale, de qui cela relève-t-il? Si nous ne pouvons pas poser de questions ici, alors à quel ministère doit-on s'adresser? Voulez-vous dire que cela relève du bureau du Premier Ministre?

M. Hogarth: Non.

Mr. Goyer: The department headquarters, as a matter of fact, it is under Vote 1.

Le vice-président: Le crédit n° I du budget. Il vient de le dire.

M. Thomson: Oui, très bien.

M. Hogarth: Monsieur le président, j'aimerais faire une remarque car on a insinué quelque chose qui, d'après moi, est inexact.

Lorsque le budget général du Ministère du Solliciteur général est étudié par le comité approprié, il s'agit probablement du comité de la Justice, il me semble qu'on peut poser toutes les questions que l'on veut aux ministres en ce qui concerne le groupe du Colonel Bourne, parce que cela relève du crédit n° I. Il n'en reste pas moins que ce groupe ne dépend pas du crédit 20a du budget supplémentaire dont nous sommes saisis aujourd'hui. C'est tout ce que je voulais faire remarquer.

M. Woolliams: Monsieur le président, dans ces circonstances, je propose qu'on permette aux membres du comité de poser des questions relatives au groupe sur la sécurité, la planification et la recherche dans le cadre du poste C, crédit 20a. Cette motion est appuyée par M. McCleave.

Le vice-président: Je m'excuse, monsieur Williams, sans quorum nous ne pouvons pas mettre cette motion aux voix.

M. Woolliams: Je pense qu'il serait donc préférable que nous levions la séance jusqu'à ce que nous ayons un quorum afin de pouvoir mettre cette motion aux voix.

Le vice-président: Un instant, s'il vous plaît. La séance n'est pas levée.

On me rappelle, que selon les règlements cette séance ne peut être levée tant que nous n'en avons pas fini avec toutes les questions et ce jusqu'à 5h15, parce que nous avons adopté un règlement lors de notre première réunion, nous avions alors le quorum, établissant que les réunions dureront 1h30. Deuxièmement, j'aimerais rappeler à M. Williams que ce comité peut siéger tant que trois partis au moins sont représentés. Par conséquent, avec un libéral, un conservateur et un NPD, ou un créditiste, nous pouvons entendre tous les témoignages qui doivent être entendus.

[Texte]

• 1700
Mr. Thomson: Mr. Chairman, may I make a suggestion that we deal with any other questions that might come up before this Committee pertaining to this and that this matter be considered at a meeting where we have a quorum, that the question raised by Mr. Woolliams be considered at a meeting where we do have a quorum, and that in the interim we deal with anything else that we may wish to discuss at this meeting?

The Vice-Chairman: Yes, you can.

Monsieur Clermont, en rappel au Règlement.

M. Clermont: Je crois que le Comité a un ordre du jour assez chargé et le temps ne vous permettra pas, je crois, de rappeler de nouveau les témoins si nous ne terminons pas l'étude de ce crédit aujourd'hui. L'avis dit très bien: Réunion cet après-midi à 3 h. 30 ou ce soir à 8 heures, si nécessaire. Mais l'ordre du jour a été préparé par le Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure et accepté par le Comité à la première séance. Le programme prévoit que nous devons retourner les crédits supplémentaires au plus tard le 6 décembre. Et je crois qu'il n'y aura pas d'autre temps disponible pour rappeler les témoins si nous ne terminons pas aujourd'hui.

Mr. Woolliams: Mr. Chairman, there was another point raised. As I understand the rules—and I hope you will correct me if I am wrong and I am sure you will—you cannot pass items without a quorum.

Mr. Hogarth: Right.

Mr. Woolliams: Now I am prepared; I want to move my motion. Well, this just shows the way the whole committee system breaks down. I have a motion now to move. There are three here from the Progressive Conservative Party and there are two from the NDP at this particular meeting. If the representation was equal across the way, we would have a quorum so the motion could be put. These items cannot be passed without a quorum, and I would hope therefore to get an undertaking from the Chair that if other people want to ask other questions I am certainly not going to be a dog in the manger, but I would hope that if you are going to call the meeting together at 8 o'clock, then I would be able to put my motion at that time with a quorum.

The Vice-Chairman: Mr. Woolliams, you can put your motion anytime you want, including right now, but we cannot vote on the motion now. We can receive it but it cannot be put to a vote.

Mr. Woolliams: All right. I have already read it.

I move that Committee members be permitted to ask questions in reference to the Security Planning and Research group on Item 20A relating to the Solicitor General in the Supplementary Estimates (A), 1971-72 (P. 122).

I believe that is clear now.

Le vice-président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Est-ce que le Comité, même si nous avons quorum, peut changer les règlements établis pour la bonne conduite d'un comité?

[Interprétation]

M. Thomson: Monsieur le président, je proposerais que nous nous occupions de toute autre question dont serait saisi le comité sur cette affaire et qu'elle soit discutée lors d'une réunion où le quorum serait atteint, comme par exemple la question soulevée par M. Woolliams, et qu'entre-temps nous passions à un autre sujet?

Le vice-président: Assurément.

Mr. Clermont on a point of order.

Mr. Clermont: I think the Committee has a fairly busy agenda and I do not think we will have enough time to call our witnesses again if we do not complete the study of this vote today. The notice says, explicitly we are meeting today, at 3.30 p.m., or at 8.00 p.m. if necessary. The agenda has been prepared by the Subcommittee on Agenda and Procedure, and has been accepted by the Committee at the first meeting. The schedule provides that we should send back the supplementary votes on December 6 at the latest. I think more time will not be allowed to call the witnesses again if we do not complete our discussion today.

M. Woolliams: Monsieur le président, on a soulevé une autre question. Si je comprends bien le règlement, et vous pouvez toujours apporter les précisions si j'ai tort, vous ne pouvez pas adopter des crédits quand il n'y a pas de quorum.

M. Hogarth: C'est juste.

M. Woolliams: Je suis prêt à présenter une motion. Il est facile de voir là l'échec de tout le système des comités. Je veux présenter une motion. Nous avons trois membres du Parti conservateur et deux du Parti néo-démocrate à cette réunion. Si la représentation était égale de l'autre côté, nous serions en nombre suffisant pour mettre ma motion aux voix. Ces articles ne peuvent pas être adoptés sans que nous ayons le quorum et je souhaiterais que la présidence prenne l'initiative d'organiser une réunion ce soir à huit heures pour que nous soyons en nombre suffisant et que je puisse présenter ma motion. Dieu sait que je ne veux pas être le seul à prendre la parole si d'autres souhaitent poser des questions.

Le vice-président: Monsieur Woolliams, vous pouvez présenter votre motion quand vous voulez, y compris maintenant, mais vous ne pouvez pas vous attendre à la mettre aux voix. Nous pouvons la recevoir mais nous ne pouvons pas la mettre aux voix.

M. Woolliams: Je comprends. J'en ai déjà fait lecture.

Je propose que les membres du Comité aient la permission de poser des questions ayant égard à la planification de la sécurité et au groupe de recherche sous la rubrique du crédit 20A qui se rattache au Solliciteur général dans le Budget supplémentaire (A), 1971-1972 (p. 123).

Je crois que j'ai fait valoir nettement mon point de vue.

The Vice-Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Even if we have a quorum, is the Committee permitted to change the rules set out for the good conduct of the business of a Committee?

[Text]

Le vice-président: Je ne crois pas, monsieur Clermont.

M. Clermont: Alors, pouvez-vous recevoir la motion de l'honorable député, même si nous avons quorum? En fin de compte, des règlements ont été établis pour la bonne conduite du Comité et si, par une décision d'un comité, nous allons à l'encontre des règlements établis par la Chambre des communes pour la bonne conduite d'un comité, je crois que nous n'avons pas ces pouvoirs-là.

Le vice-président: J'avais l'impression, monsieur Clermont, que nous ne pouvions discuter d'autre chose que ce qui est inscrit dans les prévisions budgétaires. On semble laisser entendre que nous pourrions peut-être recevoir cette motion pour rendre un jugement. Alors, la présidence va prendre la motion en délibéré. Nous pouvons continuer à étudier les autres questions à l'ordre du jour. Nous n'avons pas encore commencé à étudier le crédit 20(a) et il y a encore le crédit 25(a). A notre retour ici, à 20 heures ce soir, je serai en mesure de donner...

M. Clermont: Merci, monsieur le président.

Mr. McCleave: May I make one point with regard to the point of order that has been raised?

The Vice-Chairman: Mr. McCleave, if you will allow the Chair a few minutes of intense reflection, I will come back to you.

Mr. McCleave: Thank you.

• 1705

The Vice-Chairman: Gentlemen, after a few moments of very deep reflection, I have recollected all that I should never have forgotten about the rule book, and I am correct in accepting that the motion be moved. I can receive the motion, but as this motion means that this Committee is to study something that is not in the Supplementary Estimates, and on account of our Order of Reference, I am obliged to refuse the motion.

Mr. Woolliams: Under the rules, Mr. Chairman, I appeal your ruling. I cannot appeal the ruling of the Speaker, but there is nothing that says I cannot appeal the ruling of a Chairman.

The Vice-Chairman: You are absolutely right, Mr. Woolliams, as long as there is a quorum, and there is not quorum.

Mr. Woolliams: I think in view of that fact you have to reserve that motion, or at least put the question when the Committee meets and call the Committee to get a quorum, because I now move that we appeal your ruling in this regard.

The Vice-Chairman: Mr. Woolliams, following what you have said and what you have said previous to that, to relieve you and relieve everyone on this Committee, I am telling you that I am going to take the whole matter under advisement. We will be meeting tonight at 8 o'clock and we will have a quorum at 8 o'clock, I hope, and then we will proceed from then on, because there is no use arguing right now. We do not have a quorum. We cannot put any motions.

Mr. Woolliams: It is a great system.

The Vice-Chairman: Either they say that I am right or I am wrong.

[Interpretation]

The Vice-Chairman: I do not think so, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Therefore, are you allowed to receive the motion of the Honourable member, even if we have a quorum? Surely rules have been set out for the good conduct of the business of this Committee and if through the decision of our Committee we contravene rules set out by the House of Commons for the good conduct of committee business, I doubt we have this power.

The Vice-Chairman: Mr. Clermont, I have a feeling that we were not allowed to discuss anything but what is written in the Miscellaneous Estimates. It seems to me we could receive this motion in order to make a decision. Therefore, the Chairman will study the motion. We can go on discussing the other questions of the agenda. We have not started the discussion of Vote 20a and there is still Vote 25a. When we resume our discussions here at 8.00 o'clock this evening, I will be able to give...

Mr. Clermont: Thank you Mr. Chairman.

M. McCleave: J'ai quelque chose à dire au sujet du rappel au Règlement. Vous me permettez de prendre la parole?

Le vice-président: Monsieur McCleave, veuillez accorder à la présidence quelques minutes de réflexion intense et je serai avec vous bientôt.

M. McCleave: Je vous remercie.

Le vice-président: Messieurs, après avoir mûrement réfléchi, je me suis souvenu de tout ce que je n'aurais jamais dû oublier sur le règlement de la Chambre, et j'ai raison d'accepter la présentation de la motion. Je puis recevoir cette motion. Toutefois, comme celle-ci propose que le Comité étudie un sujet qui ne se trouve pas dans le budget supplémentaire, et en raison même de notre mandat, je suis obligé de refuser cette motion.

M. Woolliams: Aux termes du règlement, monsieur le président, j'en appelle de votre décision. Je ne peux pas en appeler de la décision de l'Orateur mais rien ne peut m'empêcher d'en appeler de la décision d'un président.

Le vice-président: Vous avez raison, monsieur Woolliams du moins quand il y a quorum, mais ce n'est pas le cas.

M. Woolliams: Donc, vous devez réserver cette motion ou la mettre aux voix quand le comité se réunira et qu'il sera en nombre suffisant, parce que maintenant je propose qu'on appelle de votre décision à cet égard.

Le vice-président: Monsieur Woolliams, suite à ce que vous avez dit et à ce que vous avez dit plus tôt, et pour soulager tous les membres du comité, je déclare que je vais soumettre la question à des conseillers. Nous nous réunirons ce soir à 8 h et j'ose espérer que nous serons en nombre suffisant. Ce sera notre point de départ mais je crois qu'à l'heure actuelle il est inutile de discuter. Nous n'avons pas le quorum et je ne peux pas mettre de motion aux voix.

M. Woolliams: C'est un système digne d'éloges!

Le vice-président: Ou vous me dites que j'ai tort ou que j'ai raison.

[Texte]

Mr. Woolliams: It is a great system. No wonder we cannot find out what the government is spending.

The Vice-Chairman: Gentlemen, there are still 10 minutes before we reach the hour of 5.15 p.m., and there is ample questioning I should think, that we could have on Vote 20a. So who is my first questioner? Mr. McCleave.

Mr. McCleave: Not only that, but I did want to make a point on the point of order that we are going to deal with at 8 o'clock, or make the point of argument, rather, and then raise two questions. The point of argument I would raise is that I do not think we ever saw Colonel Bourne or his group of raiders in the main estimates when we dealt with them last year.

The two questions I have here are with the Royal Canadian Mounted Police. The first one is this hardy perennial that the Solicitor General's eyes light up like a neon sign when I raise it. It deals with the Royal Canadian Mounted Police overtime. The only argument I would advance—I have talked to one former member of the Royal Canadian Mounted Police in the House of Commons, Mr. Jack Bigg, the Member for Pembina. He said, it is better to have them on overtime or working out some system there than being pushed to the desk for eight hours on their butts when they may not have anything to do, and then they go out and would be able to qualify for overtime. It is better to put them on a system that they charge for what they do, especially in small detachments, and if they do find themselves in an overtime situation, then to charge properly for it. But to expect them to use an ordinary eight-hour day system, he thinks, especially with regard to the small detachments, is not a correct approach. I offer that, I hope, as expert evidence, admittedly second hand.

Mr. Thomson: What are you arguing about?

Mr. McCleave: I am arguing for the Royal Canadian Mounted Police to be on overtime pay, that is all.

• 1710

Supt. D. J. Beiersdorfer (Assistant Director, Services of Supply, Royal Canadian Mounted Police): Mr. Chairman, I can comment that there is an overtime scheme under study and it is being put to practical test right now. I think, as Mr. McCleave has indicated, there are a great many ramifications to this. It is a complex thing to be fair and equitable as between operational personnel, administrative personnel, et cetera, but in any event, it is in practice now as a scheme, to...

Mr. McCleave: Is that in Nova Scotia?

Mr. Beiersdorfer: Yes, it has been tested in Nova Scotia for some months now. It is basically to test the viability of the scheme, do we have a good practical meaningful scheme which can be used and if we conclude that we have, then it is a case of making appropriate representations to have it implemented in a formal way.

Mr. McCleave: The other question I would ask, Mr. Chairman, if my time element is right, deals with the increases in the crime rate among females. I know in the United States that the female crime rate is increasing rather rapidly and spectacularly. I do not know whether that is the case in Canada, so I would first ask whether it is a fact and what is the situation with regard to the female crime rate

[Interprétation]

M. Woolliams: C'est un système incroyable. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi on ne peut jamais savoir ce que le gouvernement dépense.

Le vice-président: Messieurs, il nous reste dix minutes avant 5 h 15 et il reste encore beaucoup de questions à poser sur le crédit 20a. Qui veut d'abord prendre la parole? Monsieur McCleave.

M. McCleave: Je voulais revenir sur le rappel au règlement dont nous débattons à 8 h et soulever deux autres questions. Je soutiens que jamais le Colonel Bourne ou ses acolytes n'ont figuré dans les prévisions budgétaires en général quand nous en avons fait l'étude l'an dernier.

Les deux questions qui me préoccupent ont trait à la Gendarmerie royale du Canada. Je soulignerai d'abord cette vigueur éternelle qui illuminait le regard du Solliciteur général comme une enseigne néon quand je l'ai abordée. Il s'agit du surtemps de la Gendarmerie royale du Canada. Je me permettrai d'avancer cet unique argument... j'ai rencontré notre député de Pembina, M. Jack Bigg avec qui j'ai conversé à la Chambre des communes et qui est un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Il prétend qu'il est préférable que les officiers de cette force policière fassent du surtemps ou mettent au point un nouveau système, ce qui ensuite leur permettrait d'avoir droit aux heures supplémentaires, plutôt qu'ils restent assis derrière un bureau pendant huit heures lorsqu'ils n'ont rien à faire. Il est préférable qu'ils soient soumis à un régime où ils peuvent demander une rémunération pour ce qu'ils font, surtout dans les petits pelotons. S'ils font du surtemps, ils doivent être dûment rémunérés. Mais il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce qu'ils soient placés dans un régime de travail de huit heures, surtout en ce qui a trait aux petits pelotons. Naturellement, il s'agit là du témoignage d'un spécialiste, et manifestement officieux.

M. Thomson: Où voulez-vous en venir?

M. McCleave: Je veux que la Gendarmerie royale du Canada puisse recevoir des rémunérations de surtemps, c'est tout.

Inspecteur D. J. Beiersdorfer (Directeur adjoint, Service des approvisionnements, Gendarmerie Royale du Canada): Monsieur le président, je peux indiquer qu'il y a un plan d'heures supplémentaires à l'étude et qu'en ce moment même nous le mettons à l'essai. Je crois, comme M. McCleave l'a indiqué, que cela implique beaucoup de choses. Il est très difficile d'être juste et équitable lorsqu'il s'agit d'un personnel opérationnel, d'un personnel administratif, etc., mais de toute façon, ce plan en tant que tel est à l'épreuve,...

M. McCleave: S'agit-il de la Nouvelle-Écosse?

M. Beiersdorfer: Oui, on l'a mis à l'essai depuis quelques mois en Nouvelle-Écosse. Il s'agit avant tout de prouver la viabilité de ce plan, de savoir si notre plan est pratique, sensé et utilisable, et si la réponse est affirmative, il s'agira alors de faire les demandes appropriées pour qu'il soit appliqué d'une manière officielle.

M. McCleave: L'autre question que je voulais poser, monsieur le président, si je suis dans l'état, a pour objet l'accroissement du taux de criminalité chez les femmes. Je sais qu'aux États-Unis le taux de criminalité augmente d'une manière plutôt rapide et spectaculaire. Je ne sais si c'est le cas du Canada, mais par conséquent, j'aimerais d'abord qu'on m'éclaire à ce sujet et qu'on me dise quelle

[Text]

in this country? Second, no matter what answer flows out of that, are the Royal Canadian Mounted Police recruiting female officers?

M. Goyer: Monsieur McCleave, ce soir, je pourrai obtenir les renseignements nécessaires.

Mr. McCleave: Surely, yes.

The Vice-Chairman: Are you through, Mr. McCleave?

Mr. McCleave: Yes, that will be fine. Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Gilbert.

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, I would like to direct the Solicitor General's attention to the Criminal Records Act and the RCMP performance with regard to the enforcement of that. How many RCMP personnel do we have with regard to the enforcement of the Criminal Records Act?

M. Goyer: Votre question porte-t-elle sur les enquêtes?

Mr. Gilbert: Yes, I am.

M. Goyer: Je pense que c'est six hommes années. For six man-years we have been working on the investigation with . . .

Mr. Gilbert: How many is that in practical figures?

Mr. Goyer: It is very difficult to come to a break-down. It depends on many things. One officer of the RCMP may do that for a few hours a month in his first detachment and it varies from one province to the other, according to the backlog we have. We figure that six officers would work full time during a year to direct all the investigations if that were a practical way to do it, but it is not because we have a lot of detachments.

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, I wonder if I could ask Mr. Côté and his staff to give me the number of applications that have been made every year since the implementation of the Criminal Records Act. How many have been accepted for purposes of pardon and how many have been rejected?

Mr. Côté: Mr. Chairman, this is a supplementary to the question asked by Mr. Gilbert a moment ago. The Minister gave the figure as something of the order of six man-years for the police investigation. If you roughly reckon 260 man-days or working days in a year and 6 times that gives you about 1,560 man-days a year which are spent on inquiries of this nature across the country—this is the rough computation—something of that order will give you an order of magnitude of the inquiry research that has gone into this. We can get the figures on that.

The number of applications, inquiries and rejections I do not have, but I can get them.

Mr. Gilbert: Would you get those for me, Mr. Côté?

Mr. Côté: Yes, sir, we will send it to you in writing, if it is convenient, through the Minister.

[Interpretation]

est la situation en ce qui concerne le taux de criminalité chez les femmes dans ce pays? Deuxièmement, quelles que soient les conséquences de cette réponse, la Gendarmerie Royale du Canada recrute-t-elle des femmes?

Mr. Goyer: Mr. McCleave, I shall be able to get the necessary information for tonight.

Mr. McCleave: Bon.

Le vice-président: Avez-vous terminé monsieur McCleave?

M. McCleave: Oui, cela ira. Merci.

Le vice-président: Monsieur Gilbert.

M. Gilbert: Monsieur le président, j'aimerais attirer l'attention du Solliciteur général sur la loi sur le casier judiciaire et sur le rôle de la Gendarmerie Royale relatif à son application. Combien de membres de la Gendarmerie Royale sont employés en ce qui concerne l'application de la loi sur le casier judiciaire?

Mr. Goyer: Is your question about investigations?

M. Gilbert: Oui.

Mr. Goyer: I think it is six man-years. Six années hommes. Les enquêtes ont été faites par . . .

M. Gilbert: Qu'est-ce que cela représente exactement?

M. Goyer: Il est très difficile d'en faire le détail. Cela dépend de beaucoup de choses. Un agent de la Gendarmerie Royale peut faire ce genre de travail pendant quelques heures par mois au cours de son premier détachement et cela varie d'une province à l'autre proportionnellement aux arriérés. Nous pensons qu'il faudrait six agents travaillant à plein temps pendant une année pour effectuer toutes ces enquêtes s'il était pratique de le faire ainsi, cependant, ce n'est pas parce que nous avons beaucoup de détachement.

M. Gilbert: Monsieur le président, je me demande si je peux demander à M. Côté et à son personnel de m'indiquer le nombre de demandes qui ont été déposées depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le casier judiciaire. Combien de demandes de pardon ont été acceptées et combien ont été rejetées?

M. Côté: Monsieur le président, cette question prolonge celle que M. Gilbert a déjà posée. Le Ministre a avancé un chiffre de l'ordre de six années hommes pour les enquêtes policières. Si vous multipliez en gros 260 jours ouvrables dans une année par six vous obtenez environ 460 journées hommes par an pour les enquêtes de ce genre dans tout le Canada—il s'agit d'un calcul approximatif—cela vous donne une idée de l'amplitude du travail de recherche qui est fait dans ce domaine. Nous pouvons vous fournir les chiffres exacts à ce sujet.

Quant au nombre de demandes d'enquêtes et de rejets, je ne les ai pas mais je peux les obtenir.

M. Gilbert: Voudriez-vous bien me les communiquer, monsieur Côté?

M. Côté: Oui, monsieur nous vous les communiquerons par écrit, si le Ministre est d'accord.

[Texte]

• 1715
Mr. Gilbert: The members of the Justice Committee won the battle with regard to making the Criminal Records Act, we thought workable. But the administrative application to that has just bogged down completely, and there are no satisfactory results at the moment. I have spoken to R.C.M.P. officers who have been making investigations, and under the application of the Act, a person has to put down five names of references. They tell me that at times they have to go back two and three times to witness these references just to get information from them. It is just not working administratively, and the question arises whether we should take it out of the hands of the R.C.M.P. and put it under somebody who could do that investigation, rather than have it a part-time job for R.C.M.P. officers. They have so many other duties that this does not seem to be the job they should be doing.

I want the Solicitor General really to give this some thought. Also, the form of so-called pardon that has been given is not the type that a person can take to an employer and show him with any confidence.

M. Goyer: A propos de votre suggestion je ne pense pas que cela pourrait tellement améliorer la situation. Voici pourquoi. Comme vous le savez, bien sûr, les demandes nous viennent de tous les coins du Canada. S'il fallait confier les enquêtes à une structure autre que la Gendarmerie Royale du Canada, il faudrait que cette autre structure ait des ramifications partout au Canada et il serait difficile de trouver une meilleure organisation que la Gendarmerie pour répondre à ce premier point. Le deuxième c'est que pour faire de telles enquêtes, il faut avoir certainement des connaissances dans la façon d'interroger les gens et une certaine habilité à le faire et une certaine expérience à le faire d'autant plus qu'il faut agir d'une façon absolument discrète. S'il fallait utiliser une autre structure, il serait fort probable que la personne qui irait faire l'enquête serait reconnue comme un enquêteur qui ne fait des enquêtes que sur les demandes de radiation de casier judiciaire. Or, en utilisant la Gendarmerie, une personne va interroger différents individus pour fins d'enquête et cela peut être pour toutes sortes de choses imaginables. Ce qui fait que l'anonymat de l'enquête est mieux protégé et en plus, l'enquête est faite par des gens d'expérience qui savent comment poser des questions sans que cela cause un harcèlement pour les personnes interrogées mais tout en obtenant d'excellentes informations. Ce sont quelques considérations qui me viennent à l'esprit. Nous avons discuté de cette question à l'intérieur du ministère; il est bien sûr qu'actuellement c'est très long parce que nous avons des demandes accumulées étant donné que c'est une nouvelle loi. Nous espérons que d'ici un certain nombre de mois, ou peut-être une année ou deux que les choses redeviendront normales et qu'à ce moment-là, on fera face simplement à des demandes régulières et non pas d'une façon accélérée comme c'est le cas actuellement, parce que c'est une nouvelle loi.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, this gives me a chance to interrupt Mr. Gilbert, and I am sure he will be delighted if I do. May I interrupt you, Mr. Gilbert?

The Chairman: I am sorry, Mr. McCleave, you will not be able to interrupt anybody.

[Interprétation]

M. Gilbert: Les membres du Comité de la justice ont gagné la bataille en ce qui concerne l'élaboration de la Loi sur le casier judiciaire, que nous jugions applicable mais l'application administrative de cette loi est un échec complet, et il n'y a aucun résultat satisfaisant actuellement. Je me suis entretenu avec des agents de la Gendarmerie royale qui ont effectué des enquêtes, et en vertu de la loi, un particulier doit inscrire 5 noms de référence. Ils me disent qu'à certains moments, ils doivent retourner deux ou trois fois pour s'entretenir avec ces personnes citées comme référence simplement pour en obtenir des renseignements. Sur le plan administratif cela ne fonctionne pas, et nous nous demandons si nous ne devrions pas enlever ce travail des mains de la Gendarmerie royale et charger quelqu'un de ces enquêtes plutôt que d'en faire un travail à temps partiel pour les agents de la Gendarmerie royale du Canada. Ils ont tant d'autres fonctions à assumer que ce travail ne devrait pas leur être confié.

Je voudrais que le Solliciteur général y pense sérieusement. Par ailleurs, ce soi-disant pardon qui a été octroyé n'est pas ce qu'un particulier peut présenter à un employeur en toute confiance.

Mr. Goyer: As to your suggestion I doubt this would really improve the situation, I will tell you why: as you certainly know we received applications from all parts of Canada; if investigations should be put in the hands of an agency other than the RCMP, it would be necessary for that other agency to have ramifications everywhere in Canada and it would be difficult to find a better organization than the RCMP to meet this first point. Secondly, to carry out such investigations, one must be acquainted with ways of interrogating people and be able to do it skillfully and besides, one must have some experience in this field especially since one must act in a very tactful manner. If we were to use another agency, it is very likely that the person who would make the investigation would be recognized as being an investigator encharged with the applications for the cancellation of criminal records. Now, through RCMP a person can interrogate various individuals for all sorts of possible purposes. Which means that the anonymous aspect of the investigation is in my opinion better protected and furthermore the investigation is made by experienced people who know how to ask questions without harassing people but they do get excellent information. These are some of the considerations which come to my mind. We have discussed this matter within the department, there is no doubt that now it is a long process because applications have piled up since the act is new. We hope that within a few months, or maybe within a year or two, things will be back to normal and then we will receive regular applications and not in a rush as it is now, because it is a new act.

M. McCleave: Monsieur le président, voilà l'occasion d'interrompre M. Gilbert et je suis sûr qu'il en sera heureux. Puis-je vous interrompre, monsieur Gilbert?

Le président: Je m'excuse, monsieur McCleave, mais vous n'avez pas la permission d'interrompre qui que ce soit.

[Text]

Mr. McCleave: I cannot interrupt anybody.

Some hon. Members: Oh, oh!

The Chairman: According to the rules set out Monday of this week, we are to sit an hour and a half, and when the business after an hour and a half has not come to an end, we have an extra meeting if it is possible. There was one scheduled tonight for that purpose. So I would like to reconvene you all to the committee at eight o'clock tonight in this room.

I hope everyone will be here and happy after a nice supper, and we can have a very conclusive discussion on this very good subject. Good appetite.

EVENING SITTING

• 2010

The Vice-Chairman: Gentlemen, I see a quorum.

Even though the Solicitor General is not in yet, I think we can start. We have a little housekeeping to do. While you were having a nice dinner, I was working.

An hon. Member: You cannot afford it.

The Vice-Chairman: You are right, I cannot afford it.

For those people who were not here this afternoon, during the sitting of the Committee this afternoon Mr. Woolliams submitted a motion to the Chair which read as follows:

that committee members be permitted to ask questions in reference to the Security Planning and Research group on Item 20A relating to the Solicitor General in the Supplementary Estimates (A), 1971-72 (P. 122).

I indicated to the hon. member at that time that a motion could not then be put for lack of a quorum. I further indicated that such a motion was not acceptable to the Chair.

It had been explained by the Minister that the Security Planning and Research group is not included in Vote 20a relating to the RCMP and therefore lies outside the Committee's order of reference.

I would like at this time to point out that Standing Order 65(8) clearly states, and I quote:

Standing committees shall be severally empowered to examine and enquire into all such matters as may be referred to them by the House . . .

I further submit to the hon. member that the House has not referred to the Committee the estimates relating to the group mentioned in this motion. Such a motion would, therefore, extend the limitations of our order of reference and thus directly contravene Standing Order 65(8).

The hon. member indicated earlier his wish to appeal the Chairman's decision to the Committee. Does the hon. member hold that intention yet?

Mr. Woolliams: Oh, yes, I certainly do.

Just before you put that motion in reference to appealing your ruling, may I ask you this question, Mr. Chairman. Have you examined the estimates in reference to this matter as to determine whether any part or parcel relates to this particular group? If not, what group does it relate to, so that there is some basis for your judgment? Because I would not want to be denied what I call natural justice.

[Interpretation]

M. McCleave: Il ne m'est pas permis d'interrompre qui que ce soit?

Des voix: Oh, oh.

Le président: En vertu des règlements établis ce lundi nous devons siéger durant une heure et demie et lorsqu'après une heure et demie nos travaux ne sont pas achevés, nous tenons une séance supplémentaire si c'est possible. Il y en avait une prévue pour ce soir à cette fin. Par conséquent, j'aimerais vous convoquer tous à la séance qui se tiendra ce soir à huit heures dans cette salle.

J'espère que tout le monde sera présent et dans de bonnes dispositions après un bon souper, et que nous pourrions avoir une discussion très concluante sur ce sujet très intéressant. Bon appétit.

SÉANCE DU SOIR

Le vice-président: Messieurs, je pense qu'il y a quorum.

Je pense que nous pouvons commencer même en l'absence du Solliciteur général. Nous avons quelques travaux de ménage à faire. Pendant que vous preniez un bon dîner, moi j'étais au travail.

Un député: Vous ne pouvez pas vous le permettre.

Le vice-président: Vous avez bien raison, je ne peux pas me le permettre.

Pour ceux d'entre vous qui n'étaient pas présents l'après-midi, M. Woolliams avait soumis une motion au président rédigée comme suit:

que les membres du Comité soient autorisés à poser des questions relativement au Groupe de planification et de recherche de la sécurité en ce qui concerne le poste 20A se rapportant au Solliciteur général dans les prévisions budgétaires supplémentaires (A), 1971-1972 (p. 122).

J'avais dit au député que la motion ne pouvait être mise aux voix en l'absence d'un quorum. Je lui avais dit également que le président trouvait la motion irrecevable.

Le Ministre a expliqué que le Groupe de planification et de recherche de la sécurité n'est pas compris dans le crédit 20A se rapportant à la Gendarmerie royale et ne fait dès lors pas partie du mandat du Comité.

Je tiens par ailleurs à vous signaler que le Règlement de la Chambre n° (8) stipule clairement ce qui suit et je cite:

Les comités permanents sont autorisés individuellement à faire étude et enquête sur toutes les questions qui leur sont déferées par la Chambre . . .

Je ferais de plus remarquer au député que la Chambre n'a pas déferé au Comité les prévisions relativement au groupe faisant l'objet de sa motion. Une telle motion aurait dès lors pour effet d'étendre notre mandat, ce qui est en opposition formelle avec le Règlement de la Chambre n° 65(8).

Le député a fait savoir qu'il avait l'intention d'interjeter appel de la décision du président devant le Comité. Est-ce que telle est toujours l'intention du député?

M. Woolliams: Certainement.

Avant que vous ne mettiez aux voix la motion interjetant appel de votre décision, je voudrais vous poser une question, monsieur le président. Avez-vous examiné les prévisions budgétaires relativement à cette question afin de déterminer si oui ou non une partie quelconque des prévisions se rapporte à ce groupe? Si tel n'est pas le cas à quel groupe les prévisions se rapportent-elles et sur quoi avez-vous fondé votre décision? Car je tiens à affirmer mes droits.

[Texte]

The Vice-Chairman: One moment, please, Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: You will need a lot of direction on that one.

The Vice-Chairman: Mr. Woolliams, I certainly did not personally verify the estimates. However, you heard the Solicitor General at the same time as I heard him, when he said this afternoon that the estimates of the group you are referring to are included in Vote 1a of the general estimates of his department, which are not included in the supplementary estimates.

Mr. Woolliams: My problem, and I do not want to be difficult, is that those estimates came before this Committee and were filed in Parliament before this super-duper snooper group, which is what I call the Security Planning and Research group, was set up.

Mr. Hogarth: Excuse me, Mr. Chairman. If I may just interject here. It is my understanding that the Solicitor General said that they would be included in Vote 1. Now, if there are no moneys provided in Vote 1 of the existing estimates, no money is provided in these supplemental estimates...

Mr. Woolliams: Then how are they getting their salaries?

Mr. Hogarth: Let me just explain.

Mr. Woolliams: Well, you interrupted me, but I would like to hear how they are getting paid.

• 2015

Mr. Hogarth: Well, you are doing a pretty good job of interrupting me.

I would draw to the hon. member's attention, Mr. Chairman, that they can always come in by way of final supplementary estimates and then my friend can ask all the questions he wishes.

Mr. Woolliams: I am so glad to get that direction, Mr. Chairman. But it is strange to me that these people are getting salaries—and that is why I think I am being denied natural justice in not being allowed to look at the estimates of this department. These people are getting salaries, they are not living on fresh air. The Minister says they do exist, yet they are not in the original estimates, and they are not in the supplementary estimates. I would like to hear from you and Parliament under what right they are getting their salaries.

Mr. Hogarth: Their estimates have been passed for the fiscal year.

Mr. Woolliams: I am asking under what right. No wonder you look pale.

Mr. Hogarth: I do not look pale at all.

Le vice-président: S'il vous plaît.

I gave a ruling, which is not debatable. I have asked if you still want us to go through with your motion. If so, I will have a show of hands from the Committee.

Mr. Woolliams: I would want my motion put, sir.

[Interprétation]

Le vice-président: Un moment s'il vous plaît, monsieur Woolliams.

M. Woolliams: Il vous faudra prendre conseil sur cette question.

Le vice-président: Monsieur Woolliams, je n'ai pas vérifié les prévisions personnellement. Cependant, vous avez entendu le Solliciteur général en même temps que moi lorsqu'il a dit cet après-midi que les prévisions du groupe que vous évoquez sont comprises dans le crédit 1a des prévisions générales de son Ministère qui ne font pas partie des prévisions supplémentaires.

M. Woolliams: Ce qui me tracasse c'est que ces prévisions ont été soumises au Comité et déposées au Parlement avant la création de ce Groupe de planification et de recherche sur la sécurité.

M. Hogarth: Excusez-moi, monsieur le président. J'ai cru comprendre que le Solliciteur général avait dit qu'ils feraient partie du crédit n° 1. Or si des fonds ne sont pas prévus au crédit 1 des prévisions existantes, et que des fonds ne sont pas prévus dans les prévisions supplémentaires...

M. Woolliams: Dans ce cas d'où viennent leurs traitements?

M. Hogarth: Laissez-moi parler.

M. Woolliams: Vous m'avez bien interrompu aussi et je voudrais donc que vous me disiez comment on fait pour les payer.

M. Hogarth: Vous vous débrouillez très bien pour m'interrompre.

J'ai fait attirer l'attention du député sur le fait qu'on pourra toujours traiter de la question dans le budget supplémentaire définitif et alors mon collègue pourra poser toutes les questions qu'il désire.

M. Woolliams: Je vous remercie de votre bon conseil, monsieur le président, mais je trouve bizarre que ces gens soient rémunérés et je pense qu'on ne me rend pas justice en ne me permettant pas d'examiner les prévisions budgétaires de ce ministère. Ces personnes obtiennent des traitements, elles ne vivent pas de l'air du temps. Le ministre déclare qu'elles existent et pourtant, on ne les trouve pas dans les premières prévisions budgétaires, pas plus que dans le budget supplémentaire. Et j'aimerais vous entendre dire en vertu de quel droit elles sont rémunérées.

M. Hogarth: Les prévisions budgétaires qui les concernent ont été adoptées pour l'année financière.

M. Woolliams: Je me demande de quel droit. Ce n'est pas étonnant que vous ayez le visage défait.

M. Hogarth: Je n'ai pas du tout le visage défait.

The Vice-Chairman: Please.

J'ai rendu ma décision et on ne peut pas la discuter. Je vous ai demandé si vous vouliez toujours faire votre proposition. Si tel est le cas, Je demanderais au Comité de voter là-dessus.

M. Woolliams: J'aimerais que ma proposition soit mise aux voix, monsieur.

[Text]

The Vice-Chairman: Is it the pleasure of the Committee that the Chairman's ruling be confirmed? All those in favour will raise their hands. Those opposed?

Ruling confirmed (Yeas 9; nays 6.)

Mr. Woolliams: I would like now to have members who took part in the vote polled, please, because I would like the record to show where everyone stood.

Mr. Guay (St. Boniface): If he thinks for a moment, Mr. Chairman, that we are afraid to be polled, may I say that I am not—at anytime when I vote.

Mr. Woolliams: What made you mention the word "afraid"?

Mr. Guay (St. Boniface): I do not understand this at all, because it is quite normal for you to do this. You are on the record already with all your questioning, which you are certainly entitled to, but now that we have taken a vote what are you going to gain by the polling?

Mr. Woolliams: Let me worry about that. I have that right, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: You have the right to ask for it. Would the Clerk please poll the vote.

The question is: Is it the pleasure of the Committee that the Chairman's ruling be confirmed?

The Clerk of the Committee: Mr. Clermont, yea.

M. Clermont: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le vice-président: M. Clermont.

M. Clermont: Le règlement permet à un député d'en appeler de la décision d'un président de comité, chose que l'honorable député a faite, M. Woolliams, alors je crois que c'est de votre devoir maintenant de demander si le comité approuve votre décision. Je crois que le règlement ne permet pas à un député d'en appeler du jugement d'un président. Vous avez émis les raisons pour lesquelles vous n'acceptiez pas la motion de l'honorable député de Calgary.

Le vice-président: Monsieur Clermont, j'accepte vos remarques et j'abonde dans le même sens.

Mr. Clermont: In the House of Commons, when the Speaker asks if you are for or against—Oui, parce qu'en fin de compte vous auriez pu le dire autrement. Vous auriez pu dire, monsieur le président: «Ceux qui sont contre la motion, levez la main.»

Le vice-président: Oui, mais monsieur Clermont, dans le moment nous ne prenons pas un vote relatif à sa motion, mais à ma décision.

M. Clermont: La motion, monsieur le président, s'opposait à votre décision.

Alors j'appuie votre décision.

Le vice-président: Oui, mais monsieur Clermont, nous ne sommes pas arrivés à sa motion. C'est tout simplement un appel relatif à ma décision.

Je vous demande si vous approuvez ma décision.

The Clerk of the Committee:

Yeas—Mssrs. Clermont, Crossman, Guay (St. Boniface), Hogarth, Lajoie, L'Heureux, Loiselle, Roch and, Smith (St. Jean).—9

Nays—Mssrs. Gilbert, McCleave, Peddle, Ritchie, Thomson (Battleford-Kindersley), Woolliams.—6

[Interpretation]

Le vice-président: Le Comité est-il disposé à confirmer la décision du président? Que ceux qui sont pour lèvent leur main. Qui est contre?

La décision est confirmée par 9 voix contre 6.

M. Woolliams: J'aimerais, à présent, que l'on procède à l'appel nominal car j'aimerais que le compte rendu montre bien clairement la position de chacun.

M. Guay (St-Boniface): Si le député pensent que nous avons peur de l'appel nominal, permettez-moi de dire que c'est une chose que je ne crains jamais quand je vote.

M. Woolliams: Qui vous a parlé d'avoir peur?

M. Guay (St-Boniface): Je ne comprends pas du tout, c'est entièrement normal pour vous d'agir ainsi. On trouvera déjà dans le compte rendu toutes vos questions et, c'est votre droit le plus strict et maintenant que nous avons voté, que pourra vous apporter l'appel nominal?

M. Woolliams: C'est mon problème, c'est mon droit, monsieur le président.

Le vice-président: Vous avez le droit de le demander. Le greffier veut-il bien procéder à l'appel nominal.

Voilà la question: le Comité est-il disposé à ce que la décision du président soit confirmée?

Le greffier du comité: Monsieur Clermont, oui.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I rise on a point of order.

The Vice-Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: I think that the Standing Orders allow a member to appeal against the ruling of the Committee Chairman, which is what Mr. Woolliams did. I think it is now your duty to ask if our Committee approves your decision. I think that the Standing Orders do not enable a member to appeal against the judgment of the Chairman. You gave the reason why you would not accept the motion of the hon. member from Calgary.

The Vice-Chairman: Mr. Clermont, I accept your remarks and I fully agree with you.

M. Clermont: À la Chambre des communes, lorsque l'Orateur demande si on est pour ou contre... Yes, because eventually you could have stated it otherwise. You could have said, Mr. Chairman: "Those against the motion will raise their hands."

The Vice-Chairman: Yes, but Mr. Clermont, at this stage we are not voting on his motion but on my ruling.

Mr. Clermont: The motion, Mr. Chairman, was against your ruling.

I support your ruling.

The vice-Chairman: Yes, but Mr. Clermont we are not dealing with his motion. It is only an appeal against my ruling.

I am asking you if you approve my ruling.

Le Greffier du Comité:

Ont voté pour: MM. Clermont; Crossman; Guay (St-Boniface); Hogarth; Lajoie; L'Heureux; Loiselle; Roch; et Smith (St-Jean)—9

Ont voté contre: MM. Gilbert; McCleave; Peddle; Ritchie; Thomson (Battleford-Kindersley); Woolliams—6

• 2020

Motion agreed to: yeas, 9; nays, 6.

Motion approuvée; 9: oui, contre: 6.

[Texte]

Mr. McCleave: Could I raise the question of what motion we voted on?

Mr. Woolliams: It was to appeal the ruling of the . . .

Mr. McCleave: Thank you.

M. Clermont: Monsieur le président, M. Woolliams en avait appelé de votre décision, c'est pourquoi je disais être contre son appel. Veuillez m'excuser d'avoir insisté mais en fin de compte . . .

Le vice-président: D'accord. Alors, messieurs, nous avons à étudier les prévisions budgétaires du ministère du Solliciteur général crédit 20(a) et M. Gilbert sera le premier à poser des questions.

Mr. Woolliams: I rise to speak on a question of privilege.

The Vice-Chairman: A question of privilege. Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: My question of privilege is briefly this. There was no evidence before this Committee what the particular estimate or estimates were going to be paid for, although you, Mr. Chairman, took the position that the Solicitor General had said that there was no part or parcel going to this security planning group.

I submit that if this Committee—and that is my point of privilege, and I may have to raise it in the House tomorrow, so I might as well give notice now—is going to examine the expenditures of the Solicitor General and we are going to be prevented from finding out what money is being spent for, then I say I have certainly a question of privilege that affects every member of Parliament sitting in the House.

I came here with those questions, there was only a few of them, and I set them out very carefully. I believe, and that is what my question of privilege is about, that this is a super-duper-snooper group with political overtones and a nucleus of a politically motivated group to prevent any political activity in this country which would be against the government and not against the state.

This is a most dangerous precedent, particularly against one province, the province of Quebec, where it was published in one newspaper that you were advertising—through you Mr. Chairman, the Solicitor General—for young people who would be activated in matters of a social, economic and political nature. And I say this is a super-duper snooper group that has the overtones of a secret War Measures Act, where there were 497 arrested and only 62 charged, and all charges were stayed, and to me, if this Committee is going to be anything . . .

Mr. Clermont: Mr. Chairman, on a point of order.

Mr. Woolliams: It is a mere rubber stamp where you have smiles and wiles.

The Vice-Chairman: Mr. Clermont on a point of order.

M. Clermont: Monsieur le président . . .

Mr. Woolliams: I take objection to that. A point of privilege is paramount over a point of order and I would hope the Chairman recognizes at least some of the fundamental principles of this Committee that go to the very root of the natural justice of the Parliamentary system. As far as I am concerned, I do not have anything more to say because all we are doing here is playing games. This is a politically motivated decision.

[Interprétation]

M. McCleave: Puis-je demander quelle était la motion sur laquelle nous avons voté?

M. Woolliams: Il s'agissait de l'appel de la décision du . . .

M. McCleave: Merci.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, Mr. Woolliams appealed your decision and that is why I was opposing his appeal. Please excuse me for my insistence but in the end . . .

The Vice-Chairman: All right. Then, gentlemen, we have to study the supplementary estimates of Vote 20(a) of the Department of the Solicitor General and Mr. Gilbert will ask the first questions.

M. Woolliams: Je voudrais poser une question de privilège.

Le vice-président: Une question de privilège. Monsieur Woolliams.

M. Woolliams: Ma question de privilège sera brève. Le Comité n'a pas reçu la preuve des raisons pour lesquelles ce budget serait payé, alors que vous-même, monsieur le président, avez considéré que le Solliciteur général avait dit que rien ne serait attribué à ce groupe de planification de la sécurité.

Je pense, et ceci est ma question de privilège, que je pourrais fort bien devoir soulever demain à la Chambre, et je peux aussi bien vous en informer tout de suite—je pense donc que si le Comité examine les dépenses du Solliciteur général et que l'on nous empêche de savoir pourquoi cet argent est dépensé, je pense que j'ai une question de privilège affectant chaque député de la Chambre.

Je suis venu ici avec ces questions, il n'y en avait que quelques-unes et je les ai posées très soigneusement. Je pense, et voici ma question de privilège, que nous avons ici un supergroupe de fouines trompeuses ayant des relents politiques ainsi qu'un noyau d'un groupe politique dont l'objet est d'empêcher toute activité politique au Canada qui s'opposerait au gouvernement et non à l'État.

Ceci constitue un précédent des plus dangereux, spécialement contre une province, la province de Québec, où un journal a affirmé que vous faisiez de la publicité—et par votre intermédiaire, monsieur le président, le Solliciteur général—pour des jeunes ayant envie d'agir sur des problèmes d'importance sociale, économique et politique. Et j'affirme qu'il s'agit d'un super-groupe de fouines trompeuses dont la façon d'agir nous rappelle à l'esprit les lois secrètes sur les mesures de guerre, lorsque 497 personnes ont été arrêtées et que 62 seulement ont été inculpées, et, selon moi, si ce Comité veut être quelque chose . . .

M. Clermont: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

M. Woolliams: Vous vous contentez d'appliquer votre cachet d'approbation, avec vos ruses et sourires.

Le vice-président: Monsieur a invoqué le Règlement.

Mr. Clermont: Mr. Chairman . . .

M. Woolliams: Je m'oppose à cela. Une question de privilège a la préséance sur une question de Règlement et j'espère que le président acceptera au moins certains des principes fondamentaux de ce Comité qui remontent à la source même de notre système parlementaire. Quant à moi, je n'ai rien à ajouter car tout ce qui est fait ici est un jeu. C'est une décision à motivation politique.

[Text]

The Vice-Chairman: Mr. Woolliams, I am sorry but I will let you go along. The steam is off, but there is no point of privilege in committees. You are not in the House.

M. Clermont en appelle au Règlement.

M. Clermont: Monsieur le président, vous avez rendu votre décision et tout est réglé. Ensuite les photographes vont peut-être entrer bientôt, et puis...

Le vice-président: Il n'y a pas de photographes au Comité.

M. Clermont: Ah, ils ne sont pas encore arrivés?

The Vice-Chairman: Mr. Hogarth.

Mr. Hogarth: Mr. Chairman, evidently you have ruled without debate on Mr. Woolliams' point of privilege, but I certainly would like to enter the debate on it before such a ruling is made.

Mr. Woolliams: He has already made it.

Mr. Hogarth: Then I would like to raise a point of order, because I do not think that the hon. member should be permitted to make such absolutely ludicrous charges against the Solicitor General and the department...

Mr. McCleave: Oh? Oh? We cannot make the charges because it is against the Chairman's ruling.

The Vice-Chairman: Order, order. Mr. McCleave, order please. We will get nowhere like that.

• 2025

Mr. Hogarth: Then I would like to raise a point of order because I do not think the honourable member should be permitted to make such absolutely ludicrous charges against the Solicitor General and the department.

Mr. McCleave: Oh, no, no.

The Vice-Chairman: Order, order. Mr. McCleave, order, please. We will not get anywhere like that.

Mr. Hogarth: I do not think, Mr. Chairman, that the honourable member should be able to make such absolutely ludicrous charges with respect to the Solicitor General and his department without their being answered right now in this Committee. It has been made abundantly clear, in so far as Colonel Bourne's group is concerned, that if the estimates for that group are not contained in vote 1 of this year's estimates, they will have to come in by way of final estimates before the fiscal year...

Mr. Woolliams: So we are illegally paying salaries.

Mr. Hogarth: They will have to be considered by this Committee or such committee as the House may direct to hear them. There is no question whatsoever that Parliament will be deprived of its right to scrutinize exactly what this group is doing and the circumstances under which it is doing it, and the whole point was borne out by what the Solicitor General told us earlier, that there is nothing pertaining to this group involved in the expenditures on page 122 of the supplementary estimates before us.

[Interpretation]

Le vice-président: Monsieur Woolliams, je suis désolé mais je vous laisserai continuer. Vous avez démarré mais ensuite il n'y a pas de question de privilège en Comité. Vous n'êtes pas à la Chambre.

Mr. Clermont, on a point of order.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, you have made your ruling and the matter is settled. Then the photographers might come in and...

The Vice-Chairman: There are no photographers in Committee.

Mr. Clermont: Oh, they are not here yet?

Le vice-président: Monsieur Hogarth.

M. Hogarth: Monsieur le président, il est évident que vous avez pris votre décision sans qu'il y ait de débat sur la question de privilège de M. Woolliams, mais j'aimerais prendre part à ce débat avant qu'une telle décision soit prise.

M. Woolliams: Il a déjà posé sa question de privilège.

M. Hogarth: J'aimerais alors invoquer le Règlement car je ne pense pas que l'on doive autoriser l'honorable député à proférer des accusations aussi stupides à l'endroit du Solliciteur général et du ministère...

M. McCleave: Nous ne pouvons faire d'accusation puisque ça s'oppose à la décision du président.

Le vice-président: A l'ordre. Monsieur McCleave, à l'ordre. Nous n'arriverons à rien de cette manière.

M. Hogarth: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Le député n'a pas le droit de porter de telles accusations contre le Solliciteur général et son ministère.

M. McCleave: Oh, non, non.

Le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur McCleave, à l'ordre. Nous n'allons pas en sortir.

M. Hogarth: A mon avis, monsieur le président, le député n'a pas le droit de porter de telles accusations contre le Solliciteur général et son ministère sans leur permettre de répondre immédiatement devant ce Comité. Il est clair que si les prévisions budgétaires concernant le groupe du Colonel Bourne ne se trouvent pas au budget de cette année, elles devront de toute façon être présentées avant la fin de l'année financière.

M. Woolliams: Nous payons donc des salaires illégalement.

M. Hogarth: La chose devra être étudiée par ce Comité ou par un comité nommé par la Chambre. Le Parlement a, cela va sans dire, toujours le droit de chercher à déterminer ce que fait ce groupe, dans quelles circonstances il agit et le Solliciteur général nous a dit tout à l'heure que rien dans les dépenses énumérées à la page 122 du budget supplémentaire n'a trait à ce groupe.

[Texte]

Mr. McCleave: May I raise a question of privilege?

The Vice-Chairman: No question of privilege.

Mr. Hogarth: It may be that there can be a great deal said about the function of this group at the appropriate time, but the position taken by myself—and I think I am supported by all the government members in this Committee—is that this is not the time when that should be scrutinized and entered into, and I resent very much the specious, unfounded allegations that have been made against the Solicitor General and the members of the department that my honourable friend has made tonight.

Mr. McCleave: May I raise a question of privilege or a point of order or something?

The Vice-Chairman: Mr. McCleave, on a point of order.

Mr. McCleave: Thank you very much. It is so nice to start making a speech around here when everybody else does not bust in for a change that I would almost luxuriate in it for just about two and a half seconds. But you made a ruling and my honourable friend from New Westminster, Mr. Hogarth, was busting in on the order that you made, and this is what really upset me. You had made the ruling that we were not allowed to discuss something and then he made his speech.

Could we return to the main order of business without the matter of raising questions and the like, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: I agree completely with you. Mr. Goyer.

M. Goyer: Monsieur le président, une simple remarque. Je réitère que j'ai répondu d'une façon constante et, je pense, très patiente à toutes les questions qui ont été posées d'une façon légale, à la Chambre, à propos du groupe sur la planification et la recherche sur la sécurité. Mais lorsqu'on me place dans une situation qui, évidemment, est illégale et qui a été confirmée par une mise aux voix, d'ailleurs, à savoir qu'on voudrait poser des questions sur ce groupe alors qu'on étudie les crédits supplémentaires de la Gendarmerie royale du Canada en vertu du crédit 20a—*Application de la loi*, ce serait me demander d'agir d'une façon illégale. Je m'aperçois que certains députés de ce Comité sont prêts à agir d'une façon illégale. C'est leur droit, mais c'est certainement le mien de ne pas le partager et je n'entends pas jouer le jeu de l'illégalité.

Par ailleurs, quelque question qu'on voudra me poser sur le groupe et sur ses activités, j'y répondrai. Il semble que l'esprit obtus de certains députés fait qu'ils ne veulent pas comprendre lorsqu'on leur parle et qu'ils veulent jouer à un jeu politique. Je réitère ici que le travail de ce groupe est essentiel au gouvernement, à la sécurité du pays et je vais appuyer le travail de ce groupe-là devant n'importe quel comité...

• 2030

An hon. Member: What a rat!

Mr. Clermont: Mr. Chairman, did you hear the expression the hon. member used against the Minister?

The Vice-Chairman: I am sorry, Mr. Clermont, the Chair is pretty far from those people and...

Mr. Clermont: I heard the word "rat".

[Interprétation]

M. McCleave: Puis-je poser une question de privilège?

Le vice-président: Pas de question de privilège.

M. Hogarth: On a certainement beaucoup parlé du rôle de ce groupe en temps opportun mais je considère et je crois que la plupart des membres du gouvernement de ce Comité sont d'accord avec moi, que ce n'est pas le moment de discuter sur cette question et je ne puis admettre les accusations sans fondement que le député a portées ce soir contre le Solliciteur général et les membres de son ministère.

M. McCleave: Puis-je poser une question de privilège, invoquer le Règlement ou quelque chose?

Le vice-président: Monsieur McCleave, le Règlement.

M. McCleave: Je vous remercie. C'est tellement agréable de prendre la parole dans le calme, c'est tellement rare que je vais me complaire à parler dans ce silence pendant quelques secondes. Vous avez pris une décision mais mon ami de New Westminster, M. Hogarth, s'est imposé malgré tout et c'est ce qui me déplaît. Vous aviez décidé que nous ne pouvions pas discuter d'une certaine chose mais il a ensuite fait son discours.

Pourrions-nous revenir à la question principale sans que tout le monde pose des questions et prenne la parole, monsieur le président.

Le vice-président: Je suis tout à fait d'accord avec vous. Monsieur Goyer.

Mr. Goyer: Mr. Chairman, just one comment. I repeat that I have answered very patiently all the questions that have been legally asked in the House regarding the group for planification on research and security. But I find myself in an illegal situation which has been confirmed by a vote. Some people would like to ask questions on this group whereas we are studying the supplementary estimates for the Royal Canadian Mounted Police, vote 20a—*Law Enforcement*. They want me to act in an illegal way. I realize that certain members of this Committee are ready to act in an illegal way. They have the right to but I have the right not to share their opinion.

Besides, I am ready to answer any questions that will be asked on the group and its activities. It seems that members have such a slow mind that they do not want to understand when they are answered and want to play a political game. I repeat here that the work of this group is essential to the government, the security of the country and I will further back the work of this group before any committee...

Une voix: Quel tourne-capot!

M. Clermont: Monsieur le président, avez-vous entendu l'expression employée par le député à l'égard du ministre?

Le vice-président: Je regrette, monsieur Clermont, la présidence est très éloignée de ces personnes et...

M. Clermont: J'ai entendu le mot «rat».

[Text]

The Vice-Chairman: Gentlemen . . .

Mr. Clermont: No. Ask him if he did not say it. Ask him! Ask him if he did not say it!

Le vice-président: A l'ordre s'il vous plaît. Il s'est déjà écoulé une demi-heure!

M. Clermont: Monsieur le président, je m'excuse. Une expression a été employée; le Premier ministre du Canada, avant-hier, à la demande de l'Orateur, a été obligé de retirer un mot qui était à cent milles de celui qui a été employé contre le Ministre. Est-ce que vous allez suivre aussi le Règlement et demander à l'honorable député s'il a employé une telle expression? S'il dit que non, bien alors . . .

Le vice-président: Monsieur Clermont, je vous ai dit tout à l'heure que je n'ai pas entendu ce qui a été dit. Qu'on me rapporte ce qui a été dit. Que le monsieur dise qu'il l'a dit et je lui demanderai de retirer ses paroles. Mais, en toute franchise, je n'ai entendu aucune parole, ni bonne, ni mauvaise. Nous avons eu un moment de cacophonie et je crois qu'il serait temps, à 20 heures 30, après 25 minutes d'engueulade, plus ou moins, de commencer à étudier le crédit 20 (a). Le Solliciteur général est avec nous ce soir jusque vers 21 heures 45 ou 22 heures. Alors, nous devrions essayer d'étudier d'une façon intelligente les crédits 20 (a) et 25 (a) que nous avons devant nous. Je suis sûr que les députés ont des questions à poser . . .

And I will start right away with Dr. Gilbert.

Mr. Guay (St. Boniface): He would not say anything like that anyway.

The Vice-Chairman: Mr. Gilbert.

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, could I refresh the memory of the Solicitor General. We were discussing the problem of using RCMP personnel for the interviews relating to the Criminal Records Act. I think the Solicitor General in his reply used the word "discreet", that the RCMP officers had to be "discreet", and tried to be anonymous at times with regard to the investigations.

I would remind the Solicitor General that from my own experience when the RCMP officers do come to the home of a person who has been referred to in the application, the first thing they do is identify themselves to the person by showing their badge. The second thing they do, which really gets away from any discreteness, when a person who has been referred to in the application asks the RCMP what is the person charged with or what is it all about, the stock answer of the RCMP interviewing officer is: "That is for you to go and ask the person about. It is not up to me to relate what this is all about. This is an investigation."

The result is that it creates an uneasiness with regard to the person that has been asked to give character evidence concerning the applicant and it just destroys any discreteness or anonymity which you are attempting to obtain. What I would like you to do is review this and decide whether we should use the RCMP personnel for these interviews. If we must use them, they should try to keep to this discreteness and anonymity that you refer to: at the moment they are not. It is a very difficult job; I appreciate it, but we are not achieving the results that we had hoped for when that legislation was passed.

The next item is on the pardon that is issued to the person once it has been accepted by the Parole Board that the record should be expunged. The pardon that is given to him is totally useless he is called upon to prove that he

[Interpretation]

Le vice-président: Messieurs . . .

M. Clermont: Non. Demandez-lui si ce n'est pas ce qu'il a dit. Demandez-lui. Demandez-lui si ce n'est pas ce qu'il a dit. Demandez-lui. Demandez-lui si oui ou non il l'a dit!

The Vice-Chairman: Order. A whole half hour has gone by.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I regret. An expression was used—the Prime Minister of Canada, the day before yesterday was asked by the Speaker to take back a word that was miles away from the offensive expression used against the Minister. Are you going to conform to the rules and ask the honourable member if he used such an expression? If he says no, well then . . .

The Vice-Chairman: Mr. Clermont, I told you a moment ago that I did not hear what was said. I must be informed of what has been said. Let the member admit that he used the expression and I will ask him to take back those words. But, frankly, I heard no word, not good nor bad. We had a moment of cacophonie and it seems to me that it would be high time, at 8.30, after 25 minutes of quibbling more or less, to start the study of Vote 25a. The Solicitor General is with us this evening until about 9.45 or 10 p.m. We must endeavour to go most intelligently over credits 20a and 25a that we have now at hand. I am quite sure that members of questions to ask . . .

Et je vais commencer immédiatement en cédant la parole à M. Gilbert.

M. Guay (St-Boniface): Il ne dirait rien de semblable de toute façon.

Le vice-président: Monsieur Gilbert.

M. Gilbert: Monsieur le président, puis-je rafraîchir la mémoire du Solliciteur général. Nous discutons du problème d'avoir à recourir au personnel de la Gendarmerie royale pour les entrevues concernant la loi sur le dossier judiciaire. Je pense que le Solliciteur général a dans sa réponse employé le mot «discret», que les officiers de la Gendarmerie royale devaient être discrets et, parfois au cours des enquêtes, viser à l'anonymat.

Je rappellerais au Solliciteur général que, d'après ma propre expérience, quand les officiers de la Gendarmerie se présentent au domicile d'un particulier nommé dans le mandat, leur premier geste est de s'identifier auprès de la personne en cause en montrant leur insigne. Leur second mouvement, à vrai dire étranger à toute discrétion, est en réponse à la personne mentionnée comme référence dans la demande et qui s'enquiert de la Gendarmerie de quoi la personne est accusée ou qu'est-ce que cela veut dire, la réponse traditionnelle est de l'officier de la Gendarmerie chargé de l'entrevue: «C'est à vous d'aller la trouver et de le lui demander. Il ne m'appartient pas de divulguer les faits. C'est une enquête.»

Et cela crée du malaise chez la personne à laquelle on a demandé des preuves concernant le caractère du candidat et cela détruit à peu près entièrement toute forme de discrétion ou d'anonymité à laquelle on peut tenir. J'aimerais, après avoir revu la situation, décider si nous devons recourir au personnel de la Gendarmerie pour les entrevues. Si nous y sommes forcés, ils doivent tenir à cette discrétion et cette anonymité dont vous parlez, ce qu'ils ne font pas en ce moment. C'est un travail très complexe, je le comprends, mais nous n'obtenons pas les résultats que nous avions espérés quand la loi a été adoptée.

Le prochain point se rapporte au pardon accordé à la personne, lorsque la Commission des libérations condi-

[Texte]

has no record. I am speaking from personal experience, sir, to the Solicitor General because I have been interviewed by the RCMP. It is no reflection on them. It is just that it is not fulfilling the function, that we had hoped it would when we passed the Criminal Records Act.

• 2035

An hon. Member: Hear, hear!

M. Goyer: Monsieur le président, j'aimerais connaître l'autre structure dont on pourrait se servir pour faire les enquêtes. Personnellement, je ne vois pas qui pourrait faire les enquêtes au lieu de la Gendarmerie royale. Deuxièmement, il est sûr que l'agent de la Gendarmerie doit s'identifier lorsqu'il fait son enquête. Si on parle d'une ville, le problème se pose d'une façon différente. S'il s'agit d'un village, à ce moment-là, en général surtout dans les provinces de l'Ouest, dans les provinces des Prairies, en Colombie-Britannique, et dans les provinces Maritimes, où il y a des polices provinciales et souvent des polices municipales l'agent de la gendarmerie est bien connu par la communauté locale et lorsqu'il va rencontrer une personne pour faire enquête, il s'identifie, mais de toute façon, il est bien connu et on ne sait pas exactement pourquoi il va voir la personne. Alors, que si on envoyait un agent spécial qui n'agirait que pour fins d'enquête sur les casiers judiciaires à ce moment-là automatiquement, non seulement la personne, mais son entourage, saurait fort bien qu'on fait une enquête sur le casier judiciaire d'un individu. Ceci pourrait désavantager un requérant. Qu'on s'identifie auprès de la personne, c'est normal, mais qu'on ne laisse pas voir dans l'entourage que c'est à des fins d'enquête du casier judiciaire, je pense que c'est avantageux.

Deuxièmement, les agents de la Gendarmerie qui font enquête le font d'une façon très discrète, je pense, et n'indiquent pas, comme vous le faites, que c'est à la personne elle-même à demander au requérant de voir pourquoi on fait enquête. Je pense que c'est beaucoup plus vague, plus perfectionné, et c'est précisément parce que les agents de la Gendarmerie sont bien entraînés qu'on peut arriver à une certaine discrétion qui est tout à l'avantage de l'applicant.

Donc je pense que votre impression est peut-être le fait d'une expérience, mais ce n'est certainement pas la façon dont on procède généralement. On procède d'une façon beaucoup plus anonyme et plus discrète. Toutefois, quand on fait une enquête sur un individu dont on veut effacer le dossier, il ne faut pas être naïf jusqu'au point de penser que tous ces gens qui font des demandes sont des gens de bonne vertu qui vont nécessairement faire une vie conforme à la loi. Il y a des gens qui profitent de la loi pour essayer de faire oublier leur casier judiciaire alors qu'il n'y a pas lieu de l'oublier. C'est pourquoi dans certains cas, on refuse d'effacer le casier judiciaire. Donc, je pense que c'est une sécurité que la Gendarmerie fasse ce travail et non pas des personnes qui auraient simplement un caractère social en vue. Il n'y a pas que le caractère social, il y a aussi la protection de la société qui est en jeu et c'est un élément aussi important.

Mr. Gilbert: I have just one final remark, Mr. Minister. I think probably what I would recommend to you is having a look at the Quimet Report's recommendation, more especially concerning summary conviction offences, and prob-

[Interprétation]

tionnelles a convenu de ce que le dossier soit effacé. Le pardon qu'on lui accorde est complètement inutile si il doit prouver qu'il n'a pas de dossier. Je parle d'après mon expérience personnelle, monsieur, à l'adresse du Solliciteur général, car j'ai subi une entrevue de la Gendarmerie.

Soit dit sans intention mauvaise à leur égard. Il ne remplit pas les fonctions que nous avions espérées lorsque nous avons adopté la Loi sur le Casier judiciaire.

Une voix: Bravo!

Mr. Goyer: Mr. Chairman, I would like to know which is the other structure that could be used to conduct investigations. Personally, I do not see who could make investigations instead of the RCMP. Secondly, it is certain that the RCMP officer must identify himself when he makes an investigation. If we are talking about a city, the problem is different. If we consider a village, then, usually, and particularly in the Western provinces, the Prairie Provinces, British Columbia and the Maritime provinces, where there is a provincial and sometimes a municipal police, the RCMP officer is well known to the local community and when he goes to meet somebody to make an investigation, he identifies himself, but in any case, he is well-known and nobody knows exactly why he is going to see this person. Whereas, if a special agent were sent for the sole purpose of making an investigation of the criminal records, then, not only this person, but everybody around him would automatically know that an investigation is being made of somebody's criminal record. This could be a disadvantage to the applicant. It is normal that the agent should identify himself to the person, but I think it would be beneficial not to let the other people know that it is a matter of investigation of a criminal record.

Secondly, the RCMP officers who make investigations do it in a very discreet way, I think and do not indicate, as you say, that the person himself should ask the applicant to find out the reason why an investigation is being made. I think it is done in a much vaguer, more sophisticated and more skillful manner than that and it is precisely because the RCMP officers are well trained that we can achieve a certain discreetness which is all to the benefit of the applicant.

Therefore, I think that your impression is the result of an experiment but it is certainly not the method usually adopted. Things are being done much more anonymously and more discreetly. However, when an investigation is being made on an individual whose record must be wiped out, we should not be so naive as to think that all those people who apply are necessarily law-abiding citizens. There are people who take advantage of the law to try and have their criminal records wiped out while there is no reason for that. This is why in certain cases a criminal record is not allowed to be wiped out. Therefore, I think it is a matter of security that the RCMP should do this work and not people who would simply be socially well considered. Apart from the social aspect, the protection of society is also at stake and it is an important element.

M. Gilbert: Monsieur le président, je voudrais faire une seule remarque finale. Je pense que je vous conseillerais sans doute d'examiner les recommandations du rapport Quimet, en particulier pour ce qui concerne les infractions

[Text]

ably accepting their recommendation concerning the ... I think you should refer to the Ouimet Report.

• 2040

Mr. Hogarth: The automatic pardon.

Mr. Gilbert: Yes, concerning the automatic pardon, without the deep investigation being necessary. So many offences of a very minor nature have taken place many years ago and I think the Ouimet Report had gone into this and suggested the automatic pardon without this deep investigation.

M. Goyer: Oui, mais monsieur Gilbert, vous comprendrez très bien qu'il faut appliquer la loi telle qu'elle est. Si le Parlement veut changer la loi, et s'il est opportun de le faire, alors, c'est une autre question. Mais en ce moment, nous avons une loi qui est telle qu'il faut l'appliquer de cette façon-là. Personnellement, je serais prêt éventuellement à ce qu'on la revise, parce que je crois qu'il y a une foule de choses qui fonctionnent, d'une façon plus ou moins avantageuse, et pour la société et pour l'individu.

The Vice-Chairman: Are you through, Mr. Gilbert?

Mr. Gilbert: Yes, I am.

The Vice-Chairman: Mr. McCleave.

Mr. McCleave: Could I ask a supplementary to what Mr. Gilbert asked? Is any attempt being made within the Solicitor General's Department to bring about—and I think Mr. Gilbert put his finger on the real injustice, the question of granting pardons—a better method than is now used to bring about these pardons? Is any study being made in that direction? I ask the Solicitor General this question.

M. Goyer: Je vous répondrai bien franchement que la loi est nouvelle et que nous l'expérimentons. Je pense qu'il faut un certain recul pour pouvoir évaluer là où il y a lieu de l'améliorer et que c'est une question qui est sûrement à l'étude, mais ce n'est pas une priorité dans le moment. Le rythme des casiers judiciaires est d'environ 700 par année. De plus, je n'ai pas connaissance personnellement de cas où les gens se plaignent systématiquement d'avoir subi un dommage lors des enquêtes de la Gendarmerie. J'en entends parler d'une façon vague, mais je n'ai pas de cas précis où les gens ont dit: «Dans ce cas-ci la personne a subi un tort à la suite d'une malfaçon de la part de la Gendarmerie».

Je n'en ai pas de cas. Si vous en avez un, j'aimerais beaucoup le connaître, nous l'étudierions, nous verrions quelles sont les conséquences, etc. Nous pourrions bénéficier de cette mauvaise expérience, mais personnellement je n'ai pas de cas et cela fait quand même dix mois que je suis responsable du Ministère.

Mr. McCleave: I will write to you about one, may I?

M. Goyer: Bienvenue.

Mr. McCleave: Thank you.

The Vice-Chairman: Are there any further questions, Mr. McCleave?

[Interpretation]

sommaires et d'accepter cette recommandation. Je pense que vous devriez vous reporter au rapport Ouimet.

M. Hogarth: La grâce automatique.

M. Gilbert: Oui, la partie relative à la grâce automatique sans qu'il ne soit nécessaire de mener une enquête approfondie. Un grand nombre d'infractions mineures, commises il y a bien des années, ont été étudiées par le rapport Ouimet et il a proposé qu'une grâce automatique soit accordée sans mener d'enquête approfondie.

Mr. Goyer: Yes, but I am sure Mr. Gilbert will understand that we have to implement the law as it is. If the Parliament wants to amend the act and if it is advisable to do so, that is another question. But at this stage we have a legislation and we have to implement it as it is. I for one will be ready to accept its revision, because I think that there are lot of things which are working in a more or less advantageous manner, for society and for the individual.

Le vice-président: Avez-vous terminé, monsieur Gilbert?

M. Gilbert: Oui.

Le vice-président: Monsieur McCleave.

M. McCleave: Pourrais-je poser une question complémentaire à la question de M. Gilbert? Le ministère du Solliciteur général a-t-il essayé de mettre au point une meilleure méthode d'amnistie que celle que nous connaissons à l'heure actuelle, car c'est là, à mon avis, l'injustice fondamentale soulignée par M. Gilbert? Des études sont elles effectuées dans ce sens? Voilà la question que je pose au Solliciteur général.

Mr. Goyer: Honestly, I have to answer that the legislation is new and we are breaking new grounds with it. I thought we needed a certain lapse of time in order to assess this legislation and to improve it where needed; this question is surely under study but it is not a priority at this stage. We are examining about 700 criminal records a year and, moreover, I am not aware of any case where people are systematically complaining about any prejudice caused by RCMP investigations. I heard rumours about it, but I have not any specific case where people stated: "In this case, the deeds of the RCMP have been prejudicial to a person."

I am not aware of any case, and if you have one, I would be glad to know it, we will study it and see what are the consequences, and so on. We would take advantage of this bad experience, but personally I am not aware of any case and it is already 10 months since I have been in charge of the Department.

M. McCleave: Je vous en communiquerai un, si vous le permettez.

Mr. Goyer: You are welcome.

M. McCleave: Je vous remercie.

Le vice-président: D'autres questions, monsieur McCleave?

[Texte]

Mr. McCleave: Not on that point, no, sir.

The Vice-Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I have a question with regard to pensions of the RCMP.

Mr. Hogarth: I was wondering if we could finish this one topic. Would that not be wise?

Mr. Thomson: Go ahead.

The Vice-Chairman: If the Committee agrees, it is all right.

Mr. Hogarth.

Mr. Hogarth: I was just going to point out, Mr. Chairman, to those of us who were on the Justice Committee when this was considered, and the several people here who were not, that they should bear in mind that the reason for the investigation is that the pardon that is issued states that the man has, for five years, been of good behaviour; that is to say that his behaviour has been looked into over the past five years.

If the honourable members that are suggesting it do not wish an investigation, that would be fine; but the pardon would be almost valueless because it would not show that for a period of five years he had been of good behaviour. It would just show that he was pardoned for an offence that took place maybe 10 or 15 years ago, but it would not show what the Criminal Records Act wanted to establish, that he had completely brought himself back into a rehabilitative position so far as society was concerned. I just wanted to make that one observation.

Another observation that I want to make is this, that this afternoon Mr. Coates raised a question on this act in the House, and I send this suggestion to Mr. Gilbert particularly because I invited him to write to the Minister and set forth his specific complaint so that we could review the whole picture with a view perhaps to changing the act should the occasion require it. But you will recall the arguments. All the arguments we have heard tonight we have heard before. I have not seen anything to change it. I have nothing further.

• 2045

Mr. Gilbert: Mr. Chairman, it is very difficult to determine prejudice in regard to these applications because when the RCMP officer goes, he gets very little co-operation from the witness because the witness does not know what the fellow has committed, when he committed it and so forth. It places the RCMP officer in a very difficult position in preparing his report. The applicant does not know just what has transpired because in most cases he is not interviewed by the RCMP.

All I am saying is that we have imposed a very difficult situation on the RCMP officer with regard to the interviews of the references the applicant has given.

M. Goyer: D'après mon expérience, on demande souvent aux constables de la Gendarmerie royale des choses très difficiles et en général ils s'en tirent fort bien. A la lecture des dizaines de dossiers rédigés tous les mois sur des casiers judiciaires, je peux vous dire que des enquêtes sont faites d'une façon très sérieuse. Je ne verrais pas comment nous pourrions rendre une décision si nous n'avions pas à notre disposition le résultat de ces enquêtes. A ce moment-là, comme le soulignait M. Hogarth, je crains que ce ne serait considérer le pardon comme simple tampon

[Interprétation]

M. McCleave: Pas à ce propos, monsieur.

Le vice-président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, j'aurais une question à poser au sujet des pensions de la Gendarmerie Royale du Canada.

M. Hogarth: Je me demandais si nous ne pouvions pas en terminer avec ce sujet. Ne pensez-vous pas que cela serait plus sage?

M. Thomson: Je vous en prie.

Le vice-président: Si le comité le veut bien, c'est ce que nous ferons.

Monsieur Hogarth.

M. Hogarth: J'allais justement signaler à ceux d'entre nous qui se trouvaient au comité de la Justice lorsque la question a été étudiée, monsieur le président, et beaucoup d'entre nous n'étaient pas présents, qu'ils auraient dû se rappeler que les motifs de l'enquête se fondent sur le fait qu'une personne graciée s'est bien conduite pendant cinq ans; c'est-à-dire que sa conduite au cours des cinq dernières années a été étudiée.

Si certains députés désirent supprimer cette enquête, c'est très bien, mais la grâce elle-même n'aurait plus aucune valeur parce qu'on ne pourrait plus prouver que l'intéressé s'est bien conduit pendant cinq ans. Il s'agirait simplement de gracier l'intéressé pour une infraction commise il y a douze ou quinze ans mais on ne prouverait plus ce que la Loi sur le Casier judiciaire voulait établir, à savoir que l'intéressé serait complètement réhabilité aux yeux de la société. Je voulais tout simplement faire cette observation.

Une autre remarque que j'aimerais faire est que cet après-midi M. Coates a soulevé une question au sujet de cette loi à la Chambre; j'aimerais m'adresser plus particulièrement à M. Gilbert, parce que je l'ai invité à écrire au ministre et à préciser sa plainte de façon à ce que nous puissions revoir tout le système et éventuellement modifier la loi. Mais vous vous souvenez de la discussion. Nous avons déjà entendu tous les arguments que nous avons entendus ce soir. Rien n'a changé que je sache. Je n'ai rien à ajouter.

M. Gilbert: Monsieur le président, il est très difficile de déterminer s'il y a un préjudice dans ces applications car l'agent de la Gendarmerie royale n'est guère aidé par le témoin, qui ne sait pas quelle faute a été commise, quand, etc. L'agent de la Gendarmerie royale se trouve dans une situation très difficile quand il prépare son rapport. La personne qui fait la demande ne sait pas exactement ce qui a pu se passer car, dans la plupart des cas, elle n'est pas interrogée par la Gendarmerie royale.

Je veux dire tout simplement que, dans ce domaine, nous avons placé les agents de la Gendarmerie royale dans une situation très difficile.

Mr. Goyer: My own experience is that very often the RCMP officers are interested in very difficult jobs but manage very well. Every month, I read dozens of files and I can tell you that the inquiries are very carefully made. One could not be more careful. Moreover, I cannot see how we could take a decision if the result of these inquiries were not available. Then, as Mr. Hogarth was saying, we would consider the pardon as a mere rubber-stamp granted to any applicant. I can tell you that for the moment we are working very carefully; this might cause some delays, but is very important for the citizens of this

[Text]

accordé à peu près à n'importe quel requérant. Je peux vous affirmer que nous procédons en ce moment de façon très sérieuse, ce qui peut nécessairement entraîner des délais, mais, par contre, cela a sa valeur vis-à-vis nos concitoyens qui doivent croire en la validité du geste que pose le gouverneur général en conseil lorsqu'il accorde un pardon.

The Vice-Chairman: I have two questioners yet on Vote 20a—Mr. Thomson and Mr. McCleave. Are you on the same subject, Mr. Thomson?

Mr. Thomson: On the RCMP but on another matter.

The Vice-Chairman: Were you on the same subject, Mr. McCleave?

Mr. McCleave: Yes, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Mr. Thomson, would you mind letting Mr. McCleave go ahead?

Mr. Thomson: Not at all.

The Vice-Chairman: Mr. McCleave.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, following up Mr. Gilbert's line of questioning, the chap I am arguing for was a 28-year-old case, and I think we might have been better off if we had put, say, a five-year time limit on this particular act.

The Vice-Chairman: No comments? Mr. Thomson. I think your point is very well taken, Mr. McCleave.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I feel that the questions I am going to ask are a little anticlimatic, but anyway I did want to ask them.

Are the RCMP required to take their pension after 20 years or can they run until 65 years of age?

Mr. Beiersdorfer: There are two acts which prevail. There is the so-called RCMP continuation act. This is a noncontributory pension. The member may retire voluntarily at 20 years' service without any penalty. He gets twenty-fiftieths in that case, or 40 per cent.

Effective April 1, 1949, the RCMP Superannuation Act came into effect. That is a contributory pension. The member may retire voluntarily at 20 years' service. He has earned two-fiftieths a year. However, if he retires voluntarily he takes a 25 per cent penalty. So at 20 years he would get 75 per cent of 40 per cent. The normal time to take a pension under this act is at 25 years' service. There is no penalty imposed and he would then get 50 per cent—twenty-five-fiftieths. The maximum age varies with rank but it ranges from 57 to 60.

• 2050

Mr. Thomson: Mr. Chairman, how many applicants quit the R.C.M.P. before the full pension is payable? What percentage?

Mr. Beiersdorfer: I cannot be precise, Mr. Chairman. I would have to say that until now, at any rate, the majority have retired somewhere in the neighbourhood of 25 years of service. The new act came into effect April 1, 1949. The first people now have 22 years' service. The maximum pension for these people, 70 per cent, is at a total of 35 years' service. We do not have any experience yet as to what percentage will be staying for a full 35 years.

[Interpretation]

country who must believe in the validity of the decision taken by the Governor in Council when he grants his pardon.

Le vice-président: Il y a encore deux personnes qui veulent poser des questions sur le crédit 20A, M. Thomson et M. McCleave. Voulez-vous parler du même sujet, monsieur Thomson?

M. Thomson: Je voudrais parler de la Gendarmerie royale et aussi d'une autre chose.

Le vice-président: Voulez-vous aussi aborder cette question, monsieur McCleave?

M. McCleave: Oui, monsieur le président.

Le vice-président: Monsieur Thomson, voulez-vous céder la parole à M. McCleave?

M. Thomson: Bien sûr.

Le vice-président: Monsieur McCleave.

M. McCleave: Monsieur le président, pour poursuivre les questions posées par M. Gilbert, je pense au cas d'un jeune de 28 ans et je crois qu'il vaudrait fixer une limite de 5 ans, disons, dans cette loi.

Le vice-président: Aucune remarque? Monsieur Thomson. Votre remarque est fort pertinente, monsieur McCleave.

M. Thomson: Monsieur le président, les questions que je veux poser ne sont de moindre importance, mais je veux néanmoins les poser.

Les agents de la Gendarmerie sont-ils tenus de prendre leur retraite après 20 ans ou s'ils peuvent continuer à travailler jusqu'à l'âge de 65 ans?

M. Beiersdorfer: Il y a deux lois dans ce domaine. Il y a d'une part la loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada. Il s'agit d'une retraite sans contribution. L'agent peut prendre sa retraite volontairement après 20 ans de service, sans aucune pénalité. Dans ce cas, il reçoit 40 p. 100.

La loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1949. Il s'agit d'une retraite avec contribution. L'agent peut prendre sa retraite volontairement après 20 ans de service. Il a gagné vingt-cinquièmes par an. Toutefois, s'il prend sa retraite volontairement, il y a une pénalité de 25 p. 100. Par conséquent, après 20 ans de service, il obtiendrait 75 p. 100 des 40 p. 100. En vertu de cette loi, on prend normalement sa retraite après 25 ans de service. Aucune pénalité n'est

imposée et le retraité obtient alors 50 p. 100. L'âge maximum varie selon le rang de 57 à 60 ans.

M. Thomson: Monsieur le président, combien de membres de la Gendarmerie ont quitté cet organisme avant que la pension totale ne leur soit payable? Quel pourcentage?

M. Beiersdorfer: Je ne sais pas au juste monsieur le président. Je puis dire que, jusqu'à présent en tout cas, la majorité ont pris leur retraite après environ 15 années de service. La nouvelle loi est entrée en vigueur le 25 avril 1949 et les premiers ont désormais 22 années de service. La retraite maximale pour ces personnes, soit 70 p. 100, s'applique à un total de 35 années de service. Nous ne pouvons pas encore savoir quel pourcentage de l'effectif restera jusqu'aux 35 années complètes.

[Texte]

Mr. Thomson: Mr. Chairman, after a person has been there 20 or 25 years, what would be his reason, or what would be the average reason, if you will, for leaving? Most people by this time have acquired some seniority and are drawing good pay and allowances or being promoted. Is there something wrong with the R.C.M.P. that they leave it at this time?

Mr. Beiersdorfer: That is a leading question, Mr. Chairman. These are the provisions members have chosen to exercise the privileges to this extent. It is akin to the Canadian Forces pension and Superannuation Act, and I think it is just a normal pattern which has existed. I cannot give any precise reasons. I am sorry.

Mr. Thomson: You might embarrass all of us if you did. It just seems to me, Mr. Chairman, that this is rather an expensive way to have a police force. Admittedly, the R.C.M.P. work under special tensions, and I suggest that guards do as well. But it seems to me that this, in terms of pay and allowances or the total pay for a man's working lifetime, seems rather high. If you spend five years teaching him the job and then in 15 or 20 he quits, I cannot help but wonder if there is not some problem there, but we will let it go for now.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Thomson. Mr. Hogarth.

Mr. Hogarth: Sir, you have told my friend that after 20 years' service, if he retires voluntarily he takes a 25 per cent penalty on his pension. After 20 years' service, what happens if he does not retire voluntarily?

Mr. Beiersdorfer: Then the penalty is not invoked.

Mr. Hogarth: So the R.C.M.P. does not want a man around after 20 years. Perhaps he has not behaved quite as well as he should have and they do not renew or extend his contract and he retires on full pension. But if the man is a good officer but wishes to get out himself, he gets a 25 per cent penalty.

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, the provisions of the Superannuation Act specify that if a member is retired on a compulsory basis to promote economy and efficiency, there is no penalty between the span of 20 to 25 years. Those are the provisions of the act.

Mr. Hogarth: I am not talking about compulsory retirement. I am talking about the man who has not cut the mustard as well as he should have and everybody knows it but nobody can prove it and they just do not want to extend his tenure, so to speak. So they are going to let him go into retirement. These are the facts of life. So he gets full retirement pay. He gets full pension. But the man who has worked hard for the R.C.M.P. and merely wants to retire, perhaps to go into another profession or a second career, takes a 25 per cent cut. Now that is rather anomalous, is it not?

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, it would possibly appear so on the surface but the fact does remain that the member retiring between 20 and 25 years and not being subjected to the penalty is in fact being compulsorily retired for cause, and for this reason he does not suffer the penalty. These are the provisions of the act.

[Interprétation]

M. Thomson: Monsieur le président, après qu'un agent a fait partie de la Gendarmerie pendant 20 ou 25 années, quelles raisons donne-t-il, en général, pour prendre sa retraite? La plupart ont acquis de l'ancienneté, touchent un bon salaire et des allocations et peuvent espérer recevoir de l'avancement. Y a-t-il dans la Gendarmerie quelque chose qui pousse les membres à la quitter à cette époque?

M. Beiersdorfer: C'est une question intéressante monsieur le président. Il s'agit de dispositions dont les membres ont choisi de bénéficier. C'est la même chose pour la Loi de retraite des Forces armées canadiennes et je pense qu'il s'agit là d'un simple courant qui s'est créé. Je ne peux vous donner de raison précise, je m'en excuse.

M. Thomson: C'est peut-être mieux ainsi car nous risquons d'être tous très gênés. Il me semble seulement, monsieur le président, que c'est une manière assez coûteuse de perpétuer une force de police. Je l'admets, la Gendarmerie royale travaille dans des conditions spéciales de tension, et je pense que les gardes sont dans le même cas. Mais il me semble que le traitement semble assez cher. Si l'on passe cinq ans à former un agent et qu'il quitte après 15 ou 20 ans, je ne puis m'empêcher de penser qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond, mais laissons cette question pour l'instant.

Le vice-président: Merci monsieur Thomson. Monsieur Hogarth.

M. Hogarth: Vous venez de dire à mon ami, monsieur, qu'après 20 ans de service, si la personne prend sa retraite volontairement, elle se voit imposer une pénalité de 25 p. 100 de sa retraite. Que se passe-t-il, si, après 20 ans de service, cette personne ne prend pas sa retraite volontairement?

M. Beiersdorfer: Alors la pénalité n'est pas appliquée.

M. Hogarth: Donc, la Gendarmerie royale ne veut pas garder son personnel après 20 ans. Peut-être l'agent n'a-t-il pas fait son travail aussi bien qu'il l'aurait pu et lorsque la Gendarmerie décide de ne pas renouveler son contrat, il se retire avec pleine pension. Mais s'il s'agit d'un bon agent qui désire quitter lui-même la Gendarmerie, on lui impose une pénalité de 25 p. 100.

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, les dispositions de la Loi sur la pension de retraite précisent que si l'on oblige un membre à prendre sa retraite en vue de faire des économies ou d'accroître l'efficacité de service, aucune pénalité n'est imposée entre les vingtième et les vingt-cinquième années. Ce sont les dispositions de la loi.

M. Hogarth: Je ne parle pas de retraite obligatoire. Je parle de la personne qui n'a pas travaillé aussi bien qu'elle l'aurait dû, que tous le savent mais que nul ne peut le prouver, et pour laquelle la Gendarmerie ne veut pas, pour ainsi dire, renouveler son contrat. On lui laisse alors prendre sa retraite. Ainsi va la vie. Il bénéficie de sa pension de retraite complète. Mais celui qui a bien travaillé pour la Gendarmerie royale et désire simplement prendre sa retraite volontairement, peut-être pour entreprendre un autre travail ou une seconde carrière, se voit imposer une diminution de 25 p. 100, n'est-ce pas plutôt anormal?

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, il en est peut-être ainsi à première vue, mais le fait demeure que l'agent qui prend sa retraite entre les vingtième et vingt-cinquième années et qui n'est pas soumis à la pénalité, se voit obligé de prendre sa retraite, ce qui explique qu'on ne lui impose pas de pénalité. Ce sont les dispositions de la loi.

[Text]

Mr. Hogarth: The cause could be his conduct.

• 2055

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, there are special circumstances which I regret I do not know the full details of. If it is a misconduct discharge then there are specific penalties assessed against his pension.

Mr. Hogarth: Oh, no. I appreciate that if there is specific misconduct charged, yes; but very often one does not go that far. One just says: "Well, let us not renew him for this reason or for that reason and use the compulsory retirement provisions." Then he gets a full pension, whereas the good officer, the one who should be given full pension, gets a 25 per cent penalty.

I am speaking of one of the officers in Vancouver who served the Royal Canadian Mounted Police very well and when he wished to go into a second career he got a 25 per cent penalty, knowing full well that others had been compulsorily retired because they did not cut the mustard as policemen and yet they get full pension. I do not think that is fair.

M. Loisel: Monsieur le président, j'ai une question supplémentaire à poser. C'est un cas assez précis que l'honorable député vient de soulever. Pouvons-nous avoir une information exacte des responsables de ce service de la Gendarmerie royale pour éclaircir le point que M. Hogarth vient de soulever. Si parce qu'un agent veut entreprendre une deuxième carrière, il se retire volontairement après 20 ans, il est pénalisé de 25 p. 100 de sa pension. Mais un autre qui se retire après 25 ans de service comme l'honorable député vient de l'expliquer et qui aura été un moins bon agent que celui qui a fait 20 ans, on va le laisser partir après 25 ans sans pénalité. Il me semble que nous devrions obtenir des éclaircissements là-dessus. Je suis prêt à supporter l'opinion de mon ami à l'effet qu'il y a une injustice quelque part pour le bon agent vis-à-vis l'autre qui a fait cinq ans de plus et qui peut-être pendant 15, 20 ans a toujours nui à ses supérieurs et à qui on donne 25 p. 100 de plus comme pension. Il me semble qu'il y a quelque chose qui ne marche pas.

M. Goyer: J'imagine que c'est parce qu'on tient à garder nos bons officiers dans la Gendarmerie.

M. Loisel: Cela ne me satisfait pas. Il y a quelque chose qui ne marche pas là-dedans, qui n'est pas clair. Si la loi n'est pas bien faite, qu'on corrige la loi. Il y a quelque chose qui n'est pas juste pour celui qui se retire après 20 ans qui a été un agent modèle au service de la Gendarmerie royale, et qu'on pénalise de 25 p. 100 de sa pension. L'autre qui est un agent médium, pour ne pas dire médiocre, on est content de s'en débarrasser. Après 25 ans, on lui donne sa pension sans pénalité. Si le cas existe réellement si c'est la situation actuelle, il devrait y avoir une correction dans la loi, certainement. Il y a une injustice quelque part.

M. Goyer: On va certainement examiner la question et puis on va voir s'il y a lieu d'apporter des améliorations, soit à la loi, soit au règlement.

Le vice-président: Messieurs, j'ai deux personnes qui veulent poser des questions.

But before I go any further, we have a very distinguished visitor tonight. I would like to introduce to you, Mr. MacDonald, the Clerk of the House in Victoria, Australia, who is visiting Ottawa.

[Interpretation]

M. Hogarth: Sa conduite pourrait bien être la cause qui devrait être prise en considération.

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, je regrette de ne pas connaître tous les détails concernant certaines circonstances particulières. En cas de mauvaise conduite, il y a certaines pénalités et la pension est réduite.

M. Hogarth: Oh, non. S'il y a une accusation de mauvaise conduite, oui; mais très souvent, on ne va pas si loin. On se borne à dire: «Eh bien, nous n'allons pas le laisser poursuivre son service pour telle ou telle raison et nous allons avoir recours aux dispositions concernant la mise à la retraite obligatoire». L'agent reçoit alors une pension complète alors que le bon agent, celui qui devrait recevoir une retraite complète, est assujéti à une pénalité de 25 pour cent.

Je parle de l'un des agents de Vancouver qui avait rendu d'excellents services à la Gendarmerie royale auquel on a infligé une pénalité de 25 pour cent lorsqu'il a voulu se lancer dans une deuxième carrière, tout en sachant très bien que d'autres agents qui avaient été obligés de prendre leur retraite parce qu'ils ne s'étaient pas très bien conduits avaient reçu une retraite totale. C'est injuste à mon avis.

Mr. Loisel: Mr. Chairman, I would like to ask a supplementary question. The hon. member has just raised a very specific case. Could the responsible person for this RCMP service give us precise information in order to clarify the points raised by Mr. Hogarth. This agent wants to start a second career and voluntarily retires after 20 years, there is 25 per cent penalty on his pension. But another one who retires after 25 years as the hon. member has just explained, and who has not been so good an agent as the first one, will leave after 25 years without penalty. I think we should try to obtain some clarification on this point. I am ready to support my friend when he says this is unfair. This is not fair for the good agent if the other one, who has worked five years more but who may have been a nuisance for his superiors receives a full pension. There is something wrong there.

Mr. Goyer: I suppose this is because we want to keep our good officers in the RCMP.

Mr. Loisel: I am not satisfied with that. There is something wrong there, something which is not clear at all. If the law is not good, let us amend it. There is something unfair for the agent who retires after 25 years of good service with the RCMP and who is imposed a 25 per cent penalty on his pension. The medium agent, not so bad agent, receives his full pension after 25 years because everybody is happy to get rid of him. If the case really exists, if present situation proves to be so, the law should be amended. There is an injustice somewhere.

Mr. Goyer: We are going to study the question and then see if we should modify either the law or the regulations.

The Vice-Chairman: Two persons want to ask some questions.

Mais avant d'aller plus loin, je tiens à vous présenter un visiteur de marque qui est avec nous ce soir, M. MacDonald, greffier de la Chambre à Victoria, Australie.

[Texte]

Some hon. Members: Hear, hear.

Mr. A. R. B. MacDonald (Clerk of the House of Commons, Victoria, Australia): Mr. Chairman, Mr. President and old friends, we have met recently in Kuala Lumpur. Thank you for your welcome. Thank you, ladies and gentlemen, I am just sitting and observing—or standing and observing. I do not wish to interrupt your proceedings, I just want to say thank you very much.

Some hon. Members: Hear, hear.

The Vice-Chairman: Mr. McCleave.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, I wish to ask questions about the RCMP pensions and the like. When a retired RCMP person feels aggrieved about the pension he is receiving, what can he do about it?

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, the pensions are a statutory item. The pensions are granted to the individual based on a statute and I am not aware of any means by which the person can appeal. Now, I am subject to correction here, but I am not aware of any means. It is no different from the Public Service Superannuation Act in that respect.

• 2100

Mr. McCleave: The reason I raised the question, Mr. Chairman, was that Mr. Stanfield has a person in his riding which is right next to mine and I think he has filled one filing case with his blasts against the system that has been used and has followed this up with all the diligence that one would expect from a member of the Royal Canadian Mounted Police, as he tells me anyway that he was given some wrong information some years back, to be specific back in the early nineteen hundred and fifties by somebody who told him about his pensions rights, but apparently misinformed him and I gather that this is one of the real big things that can happen to not only members of the Royal Canadian Mounted Police, but other people too in the public service of Canada, where they might have been inadvertently or otherwise misinformed about pension rights and then they found themselves wondering what they can do about it. To me it would be a case for an ombudsman, but what do you people who get the other end of the filing cabinet full of letters do about it?

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, I am personally not involved in pension matters. I can only make a general comment on Mr. McCleave's question. Having gone through the system myself, I was aware of the pension Act itself. I felt it was my obligation to be familiar with the provisions of that Act. I do not know just what circumstances you could be referring to in terms of misadvice, because normally there are no options here. Now, the only thing I can think of is that possibly the person had some service with some other department or some other organization which he could have elected to count and did not. I do not know what the circumstances could possibly be. I am sorry.

Mr. McCleave: Well, he was simply told that he got bad advice here, there were apparently two ways in which he could have retired, Mr. Chairman, and he felt that he was given the wrong advice as to the course he took. You are quite right, it is very, very technical. Is there any way that something like that could be straightened out without trying to argue out the thing in the Committee?

[Interprétation]

Des voix: Bravo, bravo.

M. MacDonald (Greffier de la Chambre des communes, Victoria, Australie): Monsieur le président, chers amis, nous nous sommes déjà vus, dernièrement à Kuala Lumpur. Je vous remercie de votre accueil. Merci mesdames et messieurs, j'assiste à titre d'observateur et je ne veux absolument pas vous interrompre. Je tenais simplement à vous remercier.

Des voix: Bravo, bravo.

Le vice-président: Monsieur McCleave.

M. McCleave: Monsieur le président, je voulais poser une question à propos des pensions de retraite des agents de la Gendarmerie royale. Lorsqu'un retraité de la Gendarmerie considère qu'il ne reçoit pas la pension à laquelle il a droit, que peut-il faire?

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, la question des pensions est réglée par la loi. Les pensions sont accordées d'après une loi précise et je ne connais aucune voie d'appel. On pourra me reprendre si je me trompe mais je ne vois aucun moyen. A cet égard, cela ne diffère en rien de la Loi sur la pension du service public.

M. McCleave: Si j'ai soulevé la question, monsieur le président, c'est que M. Stanfield a dans sa circonscription, voisine de la mienne, une personne qui s'est élevée contre le système et le cas a été étudié avec toute la diligence à laquelle on peut s'attendre d'un membre de la Gendarmerie Royale; d'après cette personne, elle aurait obtenu de faux renseignements il y a quelques années et, pour être plus précis, c'était dans les années 1950, auprès d'une personne qui lui avait expliqué ses droits mais qui apparemment l'avait induite en erreur et je pense que c'est là une des réalités auxquelles sont confrontés non seulement les agents de la Gendarmerie Royale mais également d'autres personnes de la Fonction publique du Canada qui, pour une raison ou pour une autre ont été mal informées sur leurs droits à la pension et qui se demandent après ce qu'elles pourraient bien faire. D'après moi, cela justifierait le recours à un commissaire parlementaire. Et je me demande ce que vous faites de toutes les lettres que vous recevez à ce sujet, puisque vous disposez de renseignements qui nous manquent?

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, personnellement, je ne m'occupe pas des questions de pension. Je ne pourrais répondre que d'une façon générale à la question de M. McCleave. Ayant étudié le système moi-même, je connais un peu la Loi sur les pensions. J'ai pensé que je devais me familiariser avec les dispositions de cette loi. Je ne sais pas à quoi vous faites allusion lorsque vous parlez de mauvais conseils parce que normalement il n'y a aucun choix. La seule chose que je puisse imaginer c'est que la personne en question avait sans doute effectué des années de service dans un autre ministère ou dans un autre organisme et qu'elle aurait pu les faire valoir pour sa pension. Je ne vois pas quelles pourraient être les circonstances.

M. McCleave: Cette personne a tout simplement appris qu'on l'avait mal conseillée; apparemment, elle pouvait retirer sa pension de deux façons, monsieur le président, et elle estimait avoir reçu de mauvais conseils quant à la façon pour laquelle elle avait opté. Vous avez parfaitement raison, c'est un sujet extrêmement technique. Ne pourrait-on pas éclaircir ces questions sans vouloir en discuter davantage au sein du Comité à présent?

[Text]

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, as a possible suggestion he could certainly write in about it . . . and I am sure . . .

Mr. McCleave: Write in? He has written two and a half filing cases full. He just thinks he is aggrieved, that is all. What is he going to do about it, still feel aggrieved?

Mr. Beiersdorfer: We are dealing with a statutory matter, sir, and if he feels that somebody has misinformed him at some juncture and hence he acted to his peril, this would be unofficial advice no doubt. What happens between two people in an unofficial manner after which the man acts on this wittingly or unwittingly to his disadvantage or otherwise, I am afraid I am just not aware of any means by which relief can be offered to the individual in the circumstances.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, the answers I received, at least, are candid. I would like to remind you sir, that I did ask two questions before we adjourned concerning overtime and ladies in the Royal Canadian Mounted Police and I would hope that I would be given a chance to ask those questions at a subsequent time before we adjourn tonight.

The Vice-Chairman: With great pleasure. Dr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I would like to ask some questions under the grant, Police Chief, which I believe comes under Vote 25A.

The Vice-Chairman: We are still on Vote 20A. Is it not under Pensions and other Benefits?

Mr. Ritchie: All right, I will ask it at a later time . . .

Mr. Woolliams: Maybe we could clear that up. It does seem that there may be some explanation for it on page 124. Do those estimates come under Vote 25A? That is on page 124. You have a breakdown under "grant". Is that a part of the 25a estimate, or what is it?

• 2105

The Vice-Chairman: I am informed that they are under vote 20a.

Mr. Woolliams: It does not show that, but I am not making anything of it.

Mr. Côté: From what we have here, Mr. Chairman, that \$1 item really does refer to the grant of \$24,000.

Mr. Ritchie: Is this a new grant?

Mr. Goyer: Non, c'est en fait une augmentation de \$1,000 à \$25,000.

Mr. Ritchie: An increase on what?

Mr. Goyer: From \$1,000 to \$25,000.

Mr. Ritchie: From \$1,000 to \$24,000.

Mr. Goyer: An increase of \$24,000.

Mr. Ritchie: So is it a new grant this year? Is this the first year it has been made?

[Interpretation]

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, si je puis me permettre une suggestion, cette personne pourrait très bien nous écrire et je suis persuadé . . .

M. McCleave: Vous écrire? Cette personne a déjà rempli deux ou trois classeurs avec ses lettres. Elle pense tout simplement qu'elle a été lésée, un point c'est tout. Que peut-elle faire, se sentir toujours aussi lésée?

M. Beiersdorfer: Il s'agit d'une question statutaire, monsieur, et si l'intéressé estime qu'une personne l'a mal informé à un certain moment et par conséquent lui a porté préjudice, il s'agit de toute façon d'un conseil qui n'a rien d'officiel. Que faire lorsque deux personnes s'entretiennent de façon officieuse et que l'une décide ensuite, volontairement ou involontairement, d'agir à son désavantage, ou de choisir telle forme de pension? Je crains de ne voir aucun moyen qui permettrait d'aider un individu dans pareil cas.

M. McCleave: Monsieur le président, la réponse est franche du moins. J'aimerais vous rappeler, monsieur, que j'ai posé deux questions avant l'ajournement en ce qui concerne les heures supplémentaires et les femmes engagées par la Gendarmerie Royale. J'ose espérer que j'aurai l'occasion de poser ces questions ultérieurement avant que nous levions la séance de ce soir.

Le vice-président: Certainement, avec un vif plaisir. Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: J'aimerais poser quelques questions au sujet de la subvention à l'Association des chefs de police, subvention qui est reprise au crédit 25a, selon moi.

Le vice-président: Nous en sommes toujours au crédit 20a. Ne s'agit-il pas des pensions et autres prestations?

M. Ritchie: Très bien, je poserai ma question plus tard.

M. Woolliams: Nous pourrions peut-être éclaircir cela. On pourrait peut-être trouver une explication à ce sujet à la page 124. Ces prévisions budgétaires s'inscrivent-elles dans le cadre du crédit 25a? Ceci figure à la page 124. Il y a une ventilation sous la mention «subventions». Cela fait-il partie du crédit 25a?

Le vice-président: On me dit que cela figure sous le crédit 20a.

M. Woolliams: Ça ne semble pas évident, mais je n'y comprends rien.

M. Côté: A partir des chiffres que nous avons sous les yeux, monsieur le président, ce dollar s'applique en fait à la subvention de \$24,000.

M. Ritchie: Est-ce une nouvelle subvention?

Mr. Goyer: No, in fact it is an increase from \$1,000 to \$25,000.

M. Ritchie: Une augmentation de quoi?

M. Goyer: De \$1,000 à \$25,000.

M. Ritchie: De \$1,000 à \$24,000.

M. Goyer: Une augmentation de \$24,000.

M. Ritchie: C'est donc une nouvelle subvention pour cette année? Est-ce la première année qu'on l'applique?

[Texte]

M. Goyer: Non, auparavant, on accordait une somme d'argent de \$1,000 et cette année nous avons accordé une somme d'argent de \$25,000.

Mr. Ritchie: I see.

Mr. Woolliams: Just on a point of order in that connection. It is beyond me—and I do not want to interrupt my good friend. But you will see that the previous estimates were \$119,161,133. You added \$1 and you came up with \$119,161,134. Is the \$24,000 inclusive of that? What does it mean? Why is not this part of the total then?

Mr. Côté: Mr. Chairman, I think that the explanation here, technically, is that that \$1 item has to be flagged out to show that there is a change in Vote 20a. In the main estimates Vote 20a shows \$1,000 for grants to the Canadian Association of Chiefs of Police and that \$1 item shown there is to flag this \$24,000 additional, which it is proposed should be given to the Canadian Association of Chiefs of Police, to the total of \$25,000. But the \$1 item is to show, nominally, a change in this area and flag a grant for members of the House to see.

Mr. Ritchie: Previously then the grant was \$1,000 per year. About how many years has this been going on? Have you any idea?

Mr. Côté: Certainly for the three years I have been there, and I suspect it goes back before then.

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, to my own knowledge it is 10 years anyway and it could be considerably before that.

Mr. Ritchie: How did you arrive at \$24,000. What happened to raise it from \$1,000 to \$24,000?

M. Goyer: A la suite d'une rencontre que j'ai eue avec l'exécutif de l'Association des chefs de police, on nous a dit que, pour différentes raisons, il serait préférable d'avoir un secrétariat permanent, de telle sorte que les activités de l'Association des chefs de police du Canada soient mieux structurées. Nous croyons qu'il est tout à fait normal pour les chefs de police du Canada de pouvoir s'exprimer et faire valoir les opinions qu'ils ont sur les différentes questions qui les concernent. Et pour ce faire, nous avons décidé de leur venir en aide, non seulement nous, mais les gouvernements provinciaux, parce que c'était une condition à l'augmentation de notre subvention, que les gouvernements provinciaux également les aident d'une façon substantielle. Lorsque nous avons eu l'assurance que les gouvernements provinciaux étaient prêts à leur venir en aide, nous avons fait notre part, de telle sorte que désormais l'Association des chefs de police du Canada peut opérer d'une façon beaucoup plus normale et peut fonctionner de façon à rendre les services auxquels la société peut s'attendre.

Mr. Ritchie: Has this grant already been paid?

M. Goyer: Oui.

Mr. Ritchie: And it is for what year?

M. Goyer: C'est pour l'année 1971-1972, jusqu'à la fin de l'année financière.

[Interprétation]

Mr. Goyer: No, before that a grant of \$1,000 was given and this year we gave a grant of \$25,000.

M. Ritchie: Je vois.

M. Woolliams: Une question relative au règlement à ce sujet. Tout ceci me dépasse, et je ne voudrais pas interrompre mon bon ami. Mais vous constaterez que le budget antérieur s'élevait à \$119,161,133. Vous avez ajouté un dollar et vous avez obtenu \$119,161,134. Ceci comprend-il les \$24,000? Qu'est-ce que cela signifie? Pourquoi ceci ne fait-il pas partie du total?

M. Côté: Monsieur le président, je pense que l'explication technique réside dans le fait que le dollar doit être indiqué pour montrer que le crédit 20a est changé. Dans le budget principal le crédit 20a indique \$1,000 de subvention à l'Association des chefs de police du Canada et le dollar supplémentaire indiqué ici sert à signaler cette augmentation de \$24,000, que l'on propose de donner à l'Association des chefs de police du Canada pour leur donner une subvention totale de \$25,000. Mais le dollar indiqué sert uniquement à signaler un changement et à montrer aux députés qu'une subvention est faite.

M. Ritchie: Auparavant donc la subvention était de \$1,000 par an. Depuis combien d'années environ? En avez-vous une idée?

M. Côté: Cela a duré certainement pendant mes trois années de service et je pense que cela remonte à plus loin.

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, à ma connaissance, cette situation remonte au moins à 10 ans et peut-être bien avant.

M. Ritchie: Comment êtes-vous parvenu au chiffre de \$24,000? Que s'est-il passé pour que vous l'augmentiez de \$1,000 à \$24,000?

Mr. Goyer: After a meeting I had with the executive of the Canadian Association of Chiefs of Police it was mentioned that, for various reasons, it would be better for them to have a permanent secretary so that the activities of the Association could be better structured. We believe it is quite normal for the chiefs of police of Canada to want to express themselves and give their opinion on the different problems they have. For that, we decided to help them, and not only ourselves but the provincial governments because that was a condition to our increase of the grant, that is to say that the provincial governments substantially help them also. When the provincial governments assured us they were ready to help them, we did our bit so that the Canadian Association of Chiefs of Police can now operate in a more normal and efficient way. Much more normal and can function so as to provide the services society may expect.

M. Ritchie: Est-ce que cette subvention a été versée?

M. Goyer: Yes.

M. Ritchie: Pour quelle année?

Mr. Goyer: For the year 1971-1972, until the end of the fiscal year.

[Text]

Mr. Ritchie: Technically can these grants be paid before they are passed by Parliament?

M. Goyer: Oui.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Dr. Ritchie.

Mr. Côté: Mr. Chairman, funds for this purpose have been allocated from the Treasury Board Contingencies Vote.

Mr. Woolliams: May I ask a supplementary question?

The Vice-Chairman: Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: The Solicitor General said they can be paid without approval. If Parliament did not approve them, or if this Committee did not approve, what would happen? Would you have to get the money back? On what basis can you pay it without the approval of Parliament? I would like to hear something on that.

Mr. Côté: Mr. Chairman, I think this is a question which probably should be directed to the Secretary of the Treasury Board, but as I understand it, the Treasury Board Contingencies Vote provides for arrangements similar to this. That is a vote that Parliament has voted, and contingencies of this nature and others that are subject to approval by Treasury Board may be paid. They have the money there, and this is to reimburse the Treasury Board Contingencies Vote.

The Vice-Chairman: Is that all right with you, Mr. Woolliams?

Mr. Woolliams: Yes, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: In order to accelerate our meeting, which could go on for at least another half hour, I will now call Vote 25a and leave Vote 20a open. So any questions anybody might have on Vote 20a or Vote 25a could be entertained now.

Royal Canadian Mounted Police—Law Enforcement Program

Vote 25a—Law Enforcement—Capital Expenditures—\$1,426,000

The Vice-Chairman: I am coming back to you, Mr. McCleave, because you told me that at a certain moment in time you would like to come back. So the floor is yours.

Mr. Thomson: Do we have to stay here for the half hour?

The Vice-Chairman: No, no, absolutely not. If there are no more questioners, I will adjourn the meeting.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, there is such a vote of confidence behind me that I would like to get my answers to two questions which I raised earlier. One of them concerns overtime for the members of the Royal Canadian Mounted Police and the other concerns the hiring of ladies for the Royal Canadian Mounted Police.

M. Goyer: Pour ce qui est de votre première question, monsieur McCleave, on n'a peut-être pas répondu d'une façon tout à fait substantielle, mais on a certainement donné les éléments principaux de la réponse et peut-être qu'il y aurait bien de donner plus d'éclaircissement. Quant à la deuxième partie, à savoir le rôle des femmes dans la Gendarmerie, je vous avoue bien franchement que, moi aussi, je serais intéressé par la réponse. Et je pense que les officiers de la Gendarmerie pourraient nous éclairer à ce sujet.

[Interpretation]

M. Ritchie: En principe, est-ce que ces subventions peuvent être versés avant d'être approuvées par le Parlement?

Mr. Goyer: Yes.

M. Ritchie: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, monsieur Ritchie.

M. Côté: Monsieur le président, les fonds destinés à ces fins ont été alloués dans le programme des éventualités du Conseil du Trésor.

M. Woolliams: Puis-je poser une question supplémentaire?

Le vice-président: Monsieur Woolliams.

M. Woolliams: Le Solliciteur général a dit que les subventions peuvent être versées sans être approuvées. Si le Parlement ne les approuve pas, ou si notre comité ne les approuve pas, que peut-il arriver? Devriez-vous récupérer l'argent? Dans quelles conditions pouvez-vous les verser sans l'approbation du Parlement? J'aimerais quelque explication à ce sujet.

M. Côté: Monsieur le président, il me semble que cette question s'adresserait mieux au secrétaire du Conseil du Trésor, mais il me semble que le crédit du programme des éventualités du Conseil du Trésor prévoit des arrangements semblables. C'est un crédit voté par le Parlement et les imprévus de cette sorte et autres éventualités exigeant l'approbation du Conseil du Trésor peuvent être acquittés. L'argent est disponible et c'est pour rembourser le crédit du programme des éventualités du Conseil du Trésor.

Le vice-président: Est-ce que cela vous donne satisfaction, monsieur Woolliams?

M. Woolliams: Oui, monsieur le président.

Le vice-président: Afin de hâter les délibérations, qui peuvent se prolonger encore au moins une demi-heure, je vais maintenant passer au crédit 25A et mettre de côté le crédit 20A. Ainsi, quiconque a des questions à poser soit au sujet du Crédit 20A ou du Crédit 25A pourra le faire maintenant.

Gendarmerie royale du Canada—Programme d'application de la loi

Crédit 25a—Application de la loi—Dépenses d'investissement—\$1,426,000

Le vice-président: Je reviens à vous, monsieur McCleave, car vous m'avez dit qu'à un certain moment vous aimeriez reprendre la parole, je vous la cède donc.

M. Thomson: Nous devons rester ici pendant toute la demi-heure?

Le vice-président: Non, non, absolument pas. S'il n'y a pas d'autres questions, je vais ajourner la séance.

M. McCleave: Monsieur le président, il y a un tel vote de confiance pour m'appuyer que j'aimerais avoir des réponses aux deux questions que j'ai posées antérieurement. La première question concerne le surtemps du personnel de la Gendarmerie royale du Canada et l'autre l'embauche des femmes dans la Gendarmerie royale du Canada.

Mr. Goyer: After your first question, Mr. McCleave, maybe the answer given was not quite complete; the main elements were there, but it could possibly be made clearer. As for the second part, concerning women in the Royal Canadian Mounted Police, I cannot conceal from you the fact that I would also be quite interested in the answer. It seems to me that the RCMP officers could enlighten us on the subject.

[Texte]

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, women are engaged as members of the force for very specific duties. In our laboratories we have female as well as male scientists. These are engaged as members of the force. In some of our Identification Branch work, not at scenes of crime but in the headquarters here, there are women engaged as members and, of course, there are a great number of matrons who are engaged as members. In addition, we have some 2,300 public servants in the force, the largest percentage of whom are women.

Mr. Guay (St. Boniface): Mr. Chairman, may I be allowed a supplementary?

The Vice-Chairman: Mr. Guay, on a supplementary.

Mr. Guay (St. Boniface): Have you any ladies who are actually doing private detective work on behalf of the RCMP—in other words, as members of the force?

Mr. Beiersdorfer: To my knowledge, Mr. Chairman, there are no women performing the duties of a uniformed member, that is to say, in normal patrol work or investigation work or affecting arrests or anything of that nature.

• 2115

Mr. Guay (St. Boniface): That clarifies my question. Would you, for example, have ladies working elsewhere and yet doing the work of the RCMP? You could use possibly the word "investigation". Actually they could be on staff somewhere else working for—I am not speaking of government, I am speaking of another firm or maybe another government as far as that goes or government—but actually reporting to the RCMP undercover work, investigation work, call it what you want.

M. Goyer: Je pense que la réponse devrait être donnée d'une façon plus générale et en ne faisant pas de distinction entre les hommes et les femmes. Et à ce moment-là, je vous avouerai que je ne pense pas qu'il soit d'intérêt public de vous dire s'il y a des gens qui travaillent d'une façon directe ou indirecte pour un gouvernement ou pour une corporation privée aux fins d'enquêtes de la part de la Gendarmerie royale du Canada. Je peux vous dire que de toute façon, ce n'est certainement pas le rôle de la Gendarmerie d'enquêter sur les activités des autres gouvernements, loin de là. Je ne pense pas qu'il y ait des raisons valables de croire que les autres gouvernements sont engagés dans des activités soit criminelles soit subversives soit terroristes, etc. Alors, cela ne s'appliquerait pas à d'autres gouvernements, cela pourrait s'appliquer à des institutions privées ou des institutions à caractère public ou à des individus certainement. Je ne crois pas que ce soit vous révéler un secret, mais savoir quelle serait la répartition de ce travail parmi les hommes, les femmes, etc. ne pourrait pas contribuer beaucoup au débat.

M. Guay (St. Boniface): Merci, monsieur le Ministre.

M. Loiselle: Un instant, monsieur le président, j'ai une question supplémentaire.

Le vice-président: Je m'excuse, mais M. McCleave avait la parole et je ne sais pas s'il a terminé.
Have you finished, Mr. McCleave?

[Interprétation]

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, les femmes sont embauchées dans le service pour remplir des fonctions bien particulières. Dans nos laboratoires, nous avons des scientifiques hommes et femmes. Ils font partie de la Gendarmerie. Dans certains services de la direction de l'Identification, non sur la scène du crime, mais au quartier général, des femmes font partie de la Gendarmerie et, naturellement, un grand nombre de matrones font partie des forces. Nous avons en outre quelque 2,300 fonctionnaires qui, pour la plupart, sont des femmes.

M. Guay (St. Boniface): Monsieur le président, me permettez-vous une question supplémentaire?

Le vice-président: M. Guay, pour une question supplémentaire.

M. Guay (St. Boniface): Est-ce que des femmes sont engagées comme détectives privés pour participer aux enquêtes de la Gendarmerie; autrement dit comme membres de la Gendarmerie?

M. Beiersdorfer: A ma connaissance, monsieur le président, il n'y a pas de femmes qui remplissent des fonctions de membres en uniforme, soit les travaux ordinaires de surveillance ou enquêtes ou les arrestations, ni aucune autre fonction de cette nature.

M. Guay (St. Boniface): Ceci répond à ma question. Y aurait-il, par exemple, des femmes qui travaillent ailleurs et qui sont également au service de la Gendarmerie royale du Canada? On pourrait employer le terme «enquête». En fait, ces femmes pourraient faire partie d'un personnel ailleurs—je ne parle pas du gouvernement, mais d'une autre société ou encore d'un autre gouvernement—et qui informent la Gendarmerie royale du Canada sur un travail secret, un travail d'enquête, appelez ça comme vous voudrez.

Mr. Goyer: I think the answer should be given in a more general way and without making any distinction between men and women. I would then admit that I do not think it is in the public interest to tell you if there are people who directly or indirectly work for a government or a private organization to make investigations on behalf of the RCMP. I can tell you anyway that it is certainly not the duty of the RCMP to make investigations on other governments, far from that. I do not think there are any valid reasons to think that other governments are involved in criminal, subversive, or terrorist activities, etc. It would then not apply to other governments, it could apply to private or public institutions or certainly to individuals. I do not think I would tell you a secret, but it could not contribute much to the debate to know how this work would be distributed between men and women, etc.

Mr. Guay (St. Boniface): Thank you, Mr. Minister.

Mr. Loiselle: One moment, Mr. Chairman, I have a supplementary question.

The Vice-Chairman: I am sorry but Mr. McCleave has the floor and I do not know if he has finished.
Avez-vous terminé, monsieur McCleave?

[Text]

Mr. McCleave: No, indeed I am not. Mr. Guay, though, stole a couple of brilliant questions away from me. I will charge him with grand theft instead of petty theft.

The Vice-Chairman: Would you mind if Mr. Loiselle did the same? He has a question to put.

Mr. McCleave: Mr. Loiselle, as well? I am used to being the great interruptee in today's proceedings. Let him proceed.

The Vice-Chairman: We do that to you because we love you.

M. Loiselle: Ce ne sera pas long, monsieur le président, je n'ai que deux petites questions. Tout à l'heure, l'officier nous a dit qu'un certain nombre de femmes font partie du service, mais qu'elles relèvent de la Commission de la fonction publique. Lorsque l'on parle des femmes au service de la Gendarmerie royale du Canada font-elles partie du corps de la Gendarmerie royale du Canada ou si elles font toujours partie du nombre des femmes qui relèvent de la Fonction publique, au sein de la Gendarmerie?

M. Goyer: Les deux.

M. Loiselle: Alors, vous en avez dans les deux sections.

M. Goyer: Oui, pour le travail de bureau, par exemple, cela fait partie de la Fonction publique, les deux milles et quelque cent employés de la Fonction publique que nous avons, la grande majorité des femmes, mais pour ce qui est de la Gendarmerie comme telle, qui ne fait pas partie de la Fonction publique, ce sont plutôt des agents spéciaux comme les matrones etc . . .

M. Loiselle: Alors, monsieur le président, si elles font partie du Service de la Gendarmerie royale du Canada, est-ce qu'elles bénéficient des allocations de retraite et des allocations générales de bénéfices au même titre que les agents de la Gendarmerie royale? Ont-elles les mêmes privilèges?

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, all members of the RCMP are covered by either the RCMP Pension Continuation Act if they were engaged on or prior to March 31, 1949 and if they joined the RCMP on or subsequent to April 1, 1969 they are covered by the RCMP Superannuation Act. This applies to all members of the force, male or female.

Mr. Loiselle: Thank you. L'égalité.

The Vice-Chairman: Mr. McCleave.

• 2120

Mr. McCleave: Mr. Chairman, before supper-time I had asked a question pertaining to the last question I have tonight on the role of the RCMP and what they can do to help the Women's Liberation Movement. The question breaks down really into two parts: whether the crime rate among women has not increased rather interestingly, if not amazingly, in the last couple of years and secondly, what would be the policy of the RCMP who want to go out and get their man, even if it is a woman. These are tough enough questions but could you try to answer them? You need not be too precise.

[Interpretation]

M. McCleave: Non, je n'ai pas terminé. Toutefois, M. Guay m'a volé une ou deux questions importantes. Je l'accuse de grand vol au lieu de larcin.

Le vice-président: Que penseriez-vous si M. Loiselle en faisait autant? Il a une question à poser.

M. McCleave: M. Loiselle également? J'ai l'habitude d'être toujours interrompu aujourd'hui. Qu'il pose sa question.

Le président: Nous agissons ainsi parce que nous vous aimons beaucoup.

Mr. Loiselle: I will not be long, Mr. Chairman, I only have two short questions. The officer told us one moment ago that a certain number of women were engaged in the staff but they belonged to the Public Service Commission. When we talk about women serving in the RCMP, are they part of the RCMP or do they still belong to the public service, within the RCMP?

Mr. Goyer: Both.

Mr. Loiselle: So you have them in the two sections.

Mr. Goyer: Yes, for clerical work, for example; this is part of the public service; among the 2,000 employees in the public service that we have, the great majority are women but as far as the RCMP itself is concerned, and which is not part of the public service, they are more like special agents, like matrons, etc.

Mr. Loiselle: Mr. Chairman, if they belong to the RCMP staff, are they eligible to retirement allowances and general allowances on the same level as the RCMP agents? Do they have the same privileges?

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, tous les membres de la Gendarmerie royale du Canada sont couverts soit par la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada s'ils ont été engagés au plus tard le 31 mars 1949 et s'ils sont entrés dans la Gendarmerie royale du Canada le 1^{er} avril 1969 ou après, ils sont couverts par la Loi sur les pensions de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Ceci s'applique à tous les membres des forces de police, hommes ou femmes.

M. Loiselle: Je vous remercie. *Long live equality.*

Le vice-président: Monsieur McCleave.

M. McCleave: Monsieur le président, avant le dîner j'ai posé une question qui se rapporte à la dernière question que je voudrais poser ce soir sur le rôle de la Gendarmerie royale et la façon dont elle peut contribuer au Mouvement de libération de la femme. La question se divise en fait en deux parties: je voudrais savoir si le taux de criminalité chez les femmes n'a pas augmenté de façon intéressante, sinon surprenante, au cours des dernières années et, deuxièmement, quelle serait la politique de la Gendarmerie royale si elle voulait recruter indifféremment des hommes ou des femmes. Ce sont des questions assez difficiles mais pouvez-vous essayer d'y répondre? Il n'est pas nécessaire que vous soyez très précis.

[Texte]

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, during the supper hour I made some inquiries regarding the crime rate among women. I am informed by our personnel in the Criminal Records section that they do not maintain specific statistics on the female crime rate. Their impression, and I would caution that this is their impression for what it is worth, is that the increase in the female crime rate appears to be approximately the same as the general increase for the population as a whole. I am informed further that precise statistics in this regard would be available from Statistics Canada.

Mr. McCleave: That answered the first part of my question in a way, Mr. Chairman. I am not even going to pursue that but I would . . .

The Vice-Chairman: You were asking for an answer in a way.

Mr. McCleave: Yes. You are darn right I was. I have to be awful careful of what I do now, eh? The second part of my question is: how many people on the staff of the RCMP are ladies and women . . . and what is the recruiting policy.

The Vice-Chairman: There is quite a difference.

Mr. McCleave: . . . and what is the recruiting policy?

Mr. Beiersdorfer: Mr. Chairman, I am sorry, I do not know the exact number. Again, women are engaged as members for specific duties and they are hired for their capability to do that job. I am sorry I cannot be more precise than that. If you are speaking of the normal rules on height, weight, etc., I would rather not try to reply.

Mr. McCleave: Somebody else might be asking that not me.

The Vice-Chairman: Have you finished, Bob?

Mr. McCleave: Yes.

The Vice-Chairman: Mr. Guay.

M. Guay (St-Boniface): Si les questions sont terminées, monsieur le président, pourrions-nous étudier les crédits 20a et 25a?

M. Clermont: Si vous voyez quorum.

Le vice-président: Oui, nous avons quorum dans le moment. C'est pour cela que je demandais si d'autres personnes voulaient poser des questions? Are there any other questioners?

Mr. Peddle: Mr. Chairman, do not be in too much of a hurry. Everybody is in a hurry around here. On Vote 25a it appears that the department is asking for an additional \$1,426,000 in capital expenditures for law enforcement. A little further down under the heading "Activity to be Supplemented", this \$1,426,000 is covered up somewhere in there. Can we be given some example of capital expenditures covered by this amount?

M. Goyer: Alors des exemples to provide an amount of \$800,000 for the acquisition of one Bell, model 212, helicopter . . .

[Interprétation]

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, pendant l'heure du souper, je me suis enquis du taux de criminalité chez les femmes. La section des casiers judiciaires m'a fait savoir qu'on n'a pas de statistiques précises sur le taux de criminalité féminine. Son impression, et je souligne qu'il ne s'agit que d'une impression, est que l'augmentation du taux de criminalité chez les femmes semble être environ la même que celle que l'on trouve dans la population en général. Je sais également que des statistiques précises à cet égard sont disponibles à Statistique Canada.

M. McCleave: Cela répond dans une certaine mesure à la première partie de ma question, monsieur le président. Je ne veux pas aller plus loin.

Le vice-président: Vous vouliez que, dans une certaine mesure, je réponde à votre question.

M. McCleave: Oui. C'est vrai. Je dois faire très attention. La seconde partie de ma question est la suivante: quelle est la proportion de femmes parmi le personnel de la Gendarmerie royale et quelle est la politique adoptée pour le recrutement?

Le vice-président: Il y a une certaine différence.

M. McCleave: . . . et quelle est la politique de recrutement?

M. Beiersdorfer: Monsieur le président, je suis désolé de ne pas connaître les chiffres exacts. Je répète que les femmes sont engagées pour remplir certaines fonctions et elles sont recrutées pour leur aptitude à faire ce travail. Je suis désolé de ne pas pouvoir être plus précis. Si vous parlez des normes de taille, de poids, etc., je préfère ne pas essayer de répondre.

M. McCleave: A d'autres le soin de poser la question!

Le vice-président: Avez-vous terminé, Bob?

M. McCleave: Oui.

Le vice-président: Monsieur Guay.

Mr. Guay (St. Boniface): If the questions are over, Mr. Chairman, could we examine Votes 20a and 25a?

Mr. Clermont: If you see that we have a quorum.

The Vice-Chairman: Yes, we have the quorum for the moment. This is why I was asking if there were other questions? Y a-t-il d'autres questions?

M. Peddle: Monsieur le président, il ne faut pas être trop pressé. Tout le monde est très pressé ici. Au Crédit 25A, il est indiqué que le ministère demande \$1,426,000 supplémentaires en dépenses d'investissements pour l'application de la Loi. Un peu plus loin, sous le titre «Activités visées» cette somme de \$1,426,000 est couverte. Pouvez-vous nous donner quelques exemples de dépenses d'investissements couvertes par ce montant?

M. Goyer: Some examples then. Pour fournir un montant de \$800,000 permettant l'acquisition d'un hélicoptère 212 de modèle Bell . . .

[Text]

Mr. Peddle: A helicopter?

Mr. Goyer: ...yes, authorized by T.B., 705848, dated August 5, 1971; the construction of a hangar at Regina, Saskatchewan, \$150,000; the erection of a security fence around our training depot at Regina, Saskatchewan \$80,000; the installation of new aluminum windows on the administration building depot division, Regina, Saskatchewan, 20,000. I do not know if you want the total breakdown.

• 2125

Mr. Peddle: That is close enough. We are up to \$1 million for a helicopter, a hangar, fences and windows. That is fair enough, Mr. Chairman. That is all.

The Vice-Chairman: that is all? Well, I do not see any more questioners. As I am only the Vice-Chairman of this Committee, I would feel very proud to be able to tell the Chairman on Monday that we carried the three votes, because we have had two very easy meetings today.

Shall Vote 10a carry?

Mr. McCleave.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, was there not a motion presented to you by Mr. Woolliams that should be dealt with first? I thought this was presented before supper time. Oh, I am sorry. You disregarded it? But I should not say "disregard". That is being disrespectful.

The Vice-Chairman: I know you would not do that, Mr. McCleave.

Votes 10a, 20a and 25a agreed to.

The Vice-Chairman: We will now adjourn until Monday, November 29 at 3.30 p.m. in this same room when the supplementary estimates relating to Energy, Mines and Resources will be considered.

[Interpretation]

M. Peddle: Un hélicoptère?

M. Goyer: Oui, autorisé par le Conseil du Trésor, 705848, le 5 août 1971; la construction d'un hangar à Regina, Saskatchewan, \$150,000; la construction d'une barrière de sécurité autour de notre dépôt de formation à Regina, Saskatchewan, \$80,000; l'installation de nouvelles fenêtres en aluminium dans l'immeuble administratif, division dépôt, Régina Saskatchewan—\$20,000. Vous voulez une ventilation complète?

M. Peddle: Cela suffit. Nous avons donc un million pour un hangar à hélicoptère, des clôtures et des fenêtres. Cela suffit, monsieur le président, c'est tout ce que j'avais à dire.

Le vice-président: Il n'y a plus de question? Comme je suis le seul vice-président du Comité, je serais très honoré de pouvoir dire au président lundi que nous avons voté les 3 crédits, ayant eu deux réunions très faciles.

Le crédit 10A est-il adopté?

Monsieur McCleave.

M. McCleave: Monsieur le président, est-ce que M. Woolliams n'avait pas soumis une motion qui devrait d'abord être examinée? Je crois qu'il l'avait soumise avant le dîner. Excusez-moi, on n'en avait pas tenu compte? Mais je ne devrais pas m'exprimer ainsi car ce serait vous manquer de respect.

Le vice-président: Je sais que vous ne le feriez pas monsieur McCleave.

Les crédits 10A, 20A et 25A sont adoptés.

Le vice-président: La réunion est levée jusqu'au lundi 29 novembre à 15 h 30; elle aura lieu dans cette même salle et nous examinerons les budgets supplémentaires du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 32

Monday, November 29, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 32

Le lundi 29 novembre 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Supplementary Estimates (A) for the
fiscal year ending March 31, 1972
relating to Energy, Mines and Resources

CONCERNANT:

Le Budget supplémentaire (A) pour l'année
financière se terminant le 31 mars 1972,
se rapportant à l'Énergie, aux Mines et aux
Ressources.

APPEARING:

The Hon. J.-L. Pepin, Acting Minister
of Energy, Mines and Resources

COMPARAÎT:

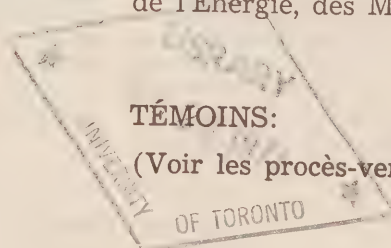
L'honorable J.-L. Pepin, Ministre suppléant
de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

Vice-Chairman: Mr. Paul Langlois

and Messrs.

Carter
Clermont
Crossman
Downey
Forget

Guay (*St-Boniface*)
Harding
Hogart
Lessard (*Lasalle*)
Loiselle

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand E. Leblanc

Vice-président: M. Paul Langlois

et Messieurs

McCleave
Peddle
Ritchie
Rock
Rodrigue

Smith (*Saint-Jean*)
Thomson (*Battleford-
Kindersley*)
Woolliams—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Friday, November 26, 1971:

Mr. Harding replaced Mr. Gilbert.

On Monday, November 29 1971:

Mr. Forget replaced Mr. L'Heureux;

Mr. Lessard (*Lasalle*) replaced Mr. Lajoie.

Conformément à l'article 65(4)(b) du Règlement

Le vendredi 26 novembre 1971:

M. Harding remplace M. Gilbert.

Le lundi, 29 novembre 1971:

M. Forget remplace M. L'Heureux;

M. Lessard (*La salle*) remplace M. Lajoie.

MINUTES OF PROCEEDINGS

Monday, November 29, 1971
(41)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 3:40 p.m. The Chairman, Mr. Leblanc (*Laurier*), presided.

Members present: Messrs. Crossman, Forget, Harding, Langlois, Lessard (*Lasalle*), Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Rock, Thomson, (*Battleford-Kindersley*), Woolliams—(10).

Other members present: Messrs. Aiken, Gundlock, Hales.

Appearing: The Hon. J.-L. Pepin, Acting Minister of Energy, Mines and Resources.

Witnesses: From the Department of Energy, Mines and Resources: Mr. Jack Austin, Deputy Minister; Mr. J. P. Drolet, Assistant Deputy Minister (Mineral Development); Mr. G. M. McNabb, Assistant Deputy Minister (Energy Development); Mr. J. E. Morris, Senior Adviser, Coal. *From the Atomic Energy Control Board:* Dr. D. G. Hurst, President; *From the Atomic Energy of Canada Limited:* Mr. J. L. Gray, President.

The Committee began its consideration of the Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to the Department of Energy, Mines and Resources. The Chairman called Item 1a and introduced the Hon. J.-L. Pepin, who declared himself ready to answer questions.

Questioning continuing, the Chairman called Items 5a (pp. 18,20) Mineral and Energy Resources; Item 15A (pp. 22,24) relating to Earth Sciences—Operating expenditures; Item 20A (p. 22) relating to Earth Sciences—Capital Expenditures; Item 30a, (p. 24) relating to Atomic Energy Control Board; and Item L51a (p. 26) relating to Loans to Atomic Energy of Canada Ltd.

Upon completion of questioning on the said Items, the time limit for the Committee's meetings as adopted by the Committee on Tuesday, November 23, 1971 (*see the Fifth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure*) having been reached, the Chairman thanked the witnesses and announced that the Officials from the National Energy Board had agreed to return on Thursday, December 2, 1971 to answer questions on Item 65a (p. 26) National Energy Board—Program Expenditures.

At 5.10 p.m., the Committee adjourned until 11.00 a.m. Tuesday, November 30, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le lundi 29 novembre 1971
(41)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 3 h. 40 de l'après-midi sous la présidence de M. Leblanc (*Laurier*).

Députés présents: MM. Crossman, Forget, Harding, Langlois, Lessard (*Lasalle*), Leblanc (*Laurier*), Ritchie, Rock, Thomson (*Battleford-Kindersley*), Woolliams—(10).

Autres députés présents: MM. Aiken, Gundlock, Hales.

Comparaît: L'honorable J.-L. Pepin, ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Témoins: du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources: M. Jack Austin, sous-ministre; M. J. P. Drolet, sous-ministre adjoint (exploitation minérale); M. G. M. McNabb, sous-ministre adjoint (exploitation de l'énergie); M. J. E. Morris, conseiller principal, charbon; *de la Commission de contrôle de l'énergie atomique:* M. D. G. Hurst, président; *de l'Énergie atomique du Canada, Limitée:* M. J. L. Gray, président.

Le Comité commence l'étude du budget supplémentaire (A) 1971-72 relatif au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le président met le crédit 1a en délibérations et présente l'honorable J.-L. Pepin qui se dit prêt à répondre aux questions.

L'interrogatoire se poursuit et le président met en délibérations les crédits 5a (pp. 18,20): minéraux et ressources énergétiques; 15A (pp. 22,24): sciences de la terre—dépendances de fonctionnement; 20A (p. 22): sciences de la terre—dépendances d'investissement; 30a (p. 24): Commission de contrôle de l'énergie atomique; L51a (p. 26): prêts à l'Énergie atomique du Canada, Limitée.

Après l'interrogatoire des témoins sur lesdits crédits, la période de temps allouée pour les réunions du Comité et adoptée par ce dernier le mardi 23 novembre 1971 (*voir le Cinquième rapport du sous-comité du programme de la procédure*) étant écoulée, le président remercie les témoins et annonce que les hauts fonctionnaires de l'Office national de l'énergie reviendront jeudi le 2 décembre 1971 pour répondre aux questions sur le crédit 65(a) (p. 26): Office de l'énergie—dépendances du programme.

A 5 h. 10 de l'après-midi, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 30 novembre 1971 à 11 heures du matin.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Monday, November, 29, 1971

• 1537

[Text]

The Chairman: Order, please.

This afternoon, we are studying the Supplementary Estimates A for the fiscal year ending March 31, 1972, relating to the Department of Energy, Mines and Resources. We have the honour of having with us the Honorable Jean-Luc Pepin, Acting Minister of Energy, Mines and Resources. We also have a long list of other witnesses. I believe it would take too long to introduce all of them, but they will be named in the Minutes of Proceedings and Evidence.

Mr. Pepin, do you have an opening statement?

M. J. L. Pepin (Ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Non, monsieur le président. Je ferai remarquer que c'est un très grand plaisir pour moi de présider à l'étude des crédits supplémentaires du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, mais que je ne suis que le deuxième suppléant, après M. Otto Lang, qui est présentement en voyage. Alors, M. Jack Austin va d'abord nous présenter les prévisions supplémentaires et répondre aux questions des honorables députés.

Le président: Merci, monsieur Pepin.

We are now going to examine Vote 1a on pages 16 and 18, Administration-Program expenditures on pages 17 and 19, and the grant listed in the estimates. Mr. Thomson.

Department of Energy, Mines and Resources
Administration Program

Vote 1A—Administration-Program expenditures and the grant listed in the Estimates—\$25,000

Mr. Thomson: Mr. Chairman, on a point of order, I wonder if it would be appropriate to send a get-well greeting to Mr. Greene, the Minister of Energy, wishing him well.

The Chairman: Oh, it certainly would.

Mr. Thomson: All right. I move, then, sir, that this Committee—and I suggest that you do it, sir—go on record as wishing Mr. Greene an early return to health.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Thomson. Are they any questions on Vote 1a? Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: To start with could an explanation be given of this \$25,000? What it is for?

Mr. J. Austin (Deputy Minister, Department of Energy, Mines and Resources): Under the heading Administration, the \$25,000 item is to provide for outside consultant assistance in planning the office accommodation for the department in a new 22-storey office tower, which is to be constructed on the department's Booth Street site.

• 1540

There is a second item of \$20,000 relating to a grant to the Mining Association of British Columbia to assist in the cost of producing three colour films which are topical to the mining industry. The total cost of those three films is \$60,000 and it is proposed that the department supply \$20,000, the government of the Province of British Columbia \$20,000 and the Mining Association of British Columbia \$20,000.

Those two items total \$45,000. There are funds available in the main estimates of \$20,000 which are a saving on film production which would have been undertaken in the department and therefore the total netted item is \$25,000.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le lundi 29 novembre 1971

[Interpretation]

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Cet après-midi, nous reprenons l'étude du budget supplémentaire A du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972. Nous avons l'honneur d'accueillir l'honorable Jean-Luc Pépin, ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Nous avons en outre une longue liste de témoins. Il serait trop long de les présenter tous, mais leurs noms seront inscrits au compte rendu des délibérations.

Monsieur Pépin, avez-vous quelques remarques préliminaires à faire?

Mr. J. L. Pepin (Acting Minister of Energy, Mines and Resources): No. Mr. Chairman. Nevertheless, may I say how very happy I am to be with you to study the Supplementary Estimates for the Department of Energy, Mines and Resources; I should also point out that I am only the second Acting Minister, after Mr. Otto Lang, who is out of town at the present time. Mr. Jack Austin will present the Supplementary Estimates and answer the questions of the Honourable Members.

The Chairman: Thank you, Mr. Pepin.

Nous allons examiner le crédit 1a, aux pages 16 et 18, Administration Dépenses du programme aux pages 17 et 19 et subvention inscrite au budget. Monsieur Thomson.

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources
Programme d'administration

Crédit 1a—Administration—Dépenses du programme et subvention inscrite au budget—\$25,000.

M. Thomson: Monsieur le président, je voudrais faire un rappel au règlement. Pourrions-nous peut-être adresser tous nos vœux de prompt rétablissement au ministre de l'Énergie, M. Greene.

Le président: C'est une excellente idée.

M. Thomson: Très bien. Je propose donc que ce Comité—et je suggère que vous vous en occupiez—adresse officiellement ses vœux de prompt rétablissement à M. Greene.

Le président: Je vous remercie, monsieur Thomson. Y a-t-il des questions portant sur le crédit 1a? Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: J'aimerais tout d'abord savoir à quoi servent ces \$25,000?

M. Austin (Ministre adjoint du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Ce poste de \$25,000 qui se trouve sous la rubrique Administration va permettre d'engager des experts externes qui contribueraient à la planification de l'aménagement d'un nouvel immeuble de 22 étages. Cet immeuble doit être construit sur la rue Booth.

Il y a un deuxième poste de \$20,000. Il s'agit d'une subvention accordée à l'Association minière de Colombie-Britannique afin de défrayer en partie la production de trois films en couleur concernant l'industrie minière. Le coût total de ces trois films se monte à \$60,000 et, d'après ce qui est prévu, le Ministère doit fournir \$20,000, le gouvernement de la Colombie-Britannique \$20,000 et l'Association minière de la Colombie-Britannique \$20,000.

Ces deux postes se montent donc à un total de \$45,000. Il y a au budget principal une somme de \$20,000 qui représente une économie sur une production de films qu'aurait entrepris le ministère et par conséquent, une fois les déductions faites, le poste se monte à \$25,000.

[Texte]

Mr. Ritchie: Is this new office building being built by the government or are you renting it?

Mr. Austin: No. It is being built by the Department of Public Works.

Mr. Ritchie: Thank you.

The Chairman: Are there any further questions on Vote 1a?

Vote 1a allowed to stand.

Earth Sciences Program

Vote 15a—Earth Sciences—Operating expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions... \$2,199,500

Vote 20a—Earth Sciences—Capital expenditures—\$504,500

The Chairman: Are there any questions on Vote 15a? Mr. Thomson.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Mr. Chairman, I was wondering first who used these services? It is all very well to have them done—I am not arguing with them at the moment—but I wondered what kind of people would use these surveys that we have indicated?

Mr. Austin: There are two clients. One, and the most important of the two in respect of these particular studies is the government itself. There are various departments including Energy, Mines and Resources who use these types of programs.

For example, under this particular item field and air surveys in our Mapping and Aeronautical Charting Centre we provided \$325,000 for air photography related to the needs for environmental studies in connection with north-eastern pipeline proposals.

The government is a client in that government must be able to set adequate standards for performance by industry. Industry requires the information too to dovetail with its old studies and to prepare what is necessary in terms of specifics for applications of the National Energy Board.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Do you charge commercial interests for the use of the maps or whatever?

Mr. Austin: We levy a tariff of charges for making available to the public maps and charts in the department but I have to admit to you that they nowhere equal the cost of providing this service to the public. For many, many decades, government has seen this particular service as one that has to be provided as part of the total development role of government.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): What would be the purpose of the Polar Continental Shelf Studies?

Mr. Austin: The Polar Continental Shelf Study has two aspects. One relates to scientific studies regarding the nature of polar ice, its movements, its scouring effect on the ocean bottom, relating for example, to issues like the location of pipelines from Arctic islands to the mainland, the kinds of strengths, the nature of forming a pipeline, of course, and navigation.

The second aspect of the Polar Continental Shelf is the co-ordination of inter-departmental science programs in the North. It provides base, radio communication, logistics, interim supplies.

[Interprétations]

Mr. Ritchie: S'agit-il d'un nouvel immeuble de bureau que le gouvernement est en train de construire ou bien le louez-vous?

Mr. Austin: Non. L'immeuble est construit par le Ministère des Travaux publics.

Mr. Ritchie: Je vous remercie.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur le crédit 1a? Le crédit 1a est réservé.

Programme des Sciences de la terre

Crédit 15a—Sciences de la terre—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget et contributions—\$2,199,500

Crédit 20a—Sciences de la terre—Dépenses d'investissement—\$504,500

Le président: Y a-t-il des questions concernant le crédit 15a? Monsieur Thomson?

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur le président, j'aimerais savoir qui a utilisé ces services. C'est très bien de les prévoir, je ne discute pas sur ce point mais j'aimerais savoir quels sont les gens qui se servent de ce genre de données?

Mr. Austin: Nous avons deux clients en quelque sorte. D'une part, le plus important, le gouvernement lui-même. Il y a plusieurs ministères, y compris celui de l'Énergie et des Mines et des Ressources, qui se servent de ces programmes.

Par exemple, vous voyez un poste concernant les levés topographiques et aériens. Dans notre centre de cartographie et d'établissement de cartes aéronautiques, nous avons consacré 325,000 dollars à la photographie aérienne. En effet, ces photographies étaient nécessaires pour des études écologiques entourant le projet d'aménagement d'un pipeline dans le nord.

Le gouvernement en est un client en ce sens qu'il doit pouvoir établir des normes adéquates pour l'industrie. L'industrie a également besoin de ces renseignements afin de mettre ses vieilles enquêtes à jour et de préparer les données nécessaires pour répondre aux demandes de la Commission de l'Énergie.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Les maisons de commerce vous versent-ils une redevance pour l'utilisation de ces cartes?

Mr. Austin: Nous faisons payer les cartes que nous mettons à la disposition du public au ministère, je dois admettre que ceci ne compense absolument pas les frais entraînés par ce service public. Pendant de nombreuses années, le gouvernement a considéré qu'il se devait de fournir ce service.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): A quoi doivent servir les études portant sur la plateforme continentale polaire?

Mr. Austin: L'étude portant sur la plateforme continentale polaire a deux aspects. Il s'agit d'une part d'études scientifiques concernant la nature de la glace polaire, ses mouvements, les effets qu'elle peut avoir sur les fonds marins, études qui se rapportent à toutes sortes de sujets comme par exemple à déterminer l'emplacement le plus favorable à l'installation des pipelines entre les îles arctiques et le continent, les forces qui s'exercent sur les pipelines et, bien sûr le domaine de la navigation.

D'autre part, cette étude sert à coordonner en quelque sorte les programmes scientifiques interministériels entrepris dans le Nord. Il s'agit surtout de communications par radio, de logistiques, approvisionnements etc, etc.

[Text]

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Thank you, Mr. Chairman.

• 1545

An hon. Member: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: You understand that we are also studying Vote 20a which I did not mention, but it is part of the entire amount of \$2,704,000.

Mr. Thomson: Yes.

The Chairman: That is fine. Are there any questions on Votes 15a or 20a? M. Ritchie.

Mr. Ritchie: I would like to ask about the listed "Resources Satellite Project, \$8,000". What is this satellite project and can you give a brief explanation?

Mr. Austin: The Government of Canada through the Department of Energy, Mines and Resources has entered into an agreement with the North American Space Administration of the United States which will allow us to draw down data from an earth resources satellite which will be put up in May, 1972. By arrangement we can summon the data directly to a collection centre which will be at Prince Albert, and process the data ourselves here in Ottawa.

I will ask my staff to check specifically what the \$8,000 item is for.

Mr. Ritchie: Who is putting up the satellite? Are we or are the Americans?

Mr. Austin: It is being put up by the Americans, and we will have the keys that will allow us to draw the data from it as it passes over Canada.

It will give us data on geology; it will give us data on crops; it will give us data on soil conditions; will give us data on ice conditions; it will give us data on forestry conditions, and water conditions.

The \$8,000 item, I am advised, relates to moving costs to a new office of the co-ordinating centre here in Ottawa.

Mr. Ritchie: I presume you have to pay the Americans for this? Is that right?

Mr. Austin: No, there is no money exchanged between Canada and the United States. All of the money we are expending under the project is being spent on equipping the Prince Albert centre to receive data and the Ottawa centre to process it.

Mr. Ritchie: Do they give you this for nothing?

Mr. Austin: Yes, they give us this service, essentially for no cost, except their right to access to the data at such time as we are prepared to release it to the international community.

Mr. Ritchie: Then any nation in the world can pick this up, can they?

Mr. Austin: No.

Mr. Ritchie: Do they have to have the keys you described?

Mr. Austin: Only Canada has entered into an agreement with the United States and, therefore, has the keys to draw this data from the satellite.

[Interpretation]

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Merci. Je vous remercie, monsieur le président.

Un député: Merci, monsieur le président.

Le président: Il est bien entendu que nous étudions également le crédit 20a que je n'ai pas mentionné parce qu'il fait partie du montant global de \$2,704,000.

M. Thomson: Oui.

Le président: Très bien. Y a-t-il des questions au sujet des crédits 15A ou 20a? Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: J'aimerais poser une question au sujet \$8,000 inscrits sous «projet de satellites pour l'étude des ressources». Quel est brièvement ce projet de satellites?

M. Austin: Par l'intermédiaire du ministère de l'Énergie, des Mines et Ressources, le gouvernement canadien a passé un accord avec l'ANASA des États-Unis, lui permettant d'obtenir des informations d'un satellite d'étude des ressources qui sera lancé en mai 1972. En vertu de cet accord on pourra faire parvenir les informations directement dans un centre qui se trouvera à Prince Albert et traiter nous-mêmes ces informations à Ottawa.

Je demanderai à ce qu'on vérifie chez moi ce que représente au juste ces \$8,000.

M. Ritchie: Qui lancera le satellite, nous ou les États-Unis?

M. Austin: Le satellite est lancé par les Américains mais nous serons en mesure d'en tirer des informations lorsqu'il passera au-dessus du Canada.

Il nous fournira des informations sur la géologie, les récoltes, les sols, les glaces, les forêts et les fleuves.

On vient de me dire que les \$8,000 représentent les frais d'aménagement dans un nouveau bureau du centre de coordination d'Ottawa.

M. Ritchie: Je présume que nous devons payer les États-Unis, n'est-ce pas?

M. Austin: Non, le Canada ne paie rien aux États-Unis. Les sommes dépensées dans le cadre de ce projet vont pour l'équipement du centre de Prince Albert, destiné à recevoir les informations, et du centre d'Ottawa, destiné à les traiter.

M. Ritchie: Vous donnent-ils tout cela pour rien?

M. Austin: Oui, ils nous rendent ce service pratiquement gratuitement, se réservant le droit d'accès aux informations lorsque nous serons disposés à les mettre à la disposition de la communauté internationale.

M. Ritchie: N'importe quel pays du monde pourra donc les obtenir?

M. Austin: Non.

M. Ritchie: Doivent-ils avoir les clés dont vous venez de parler?

M. Austin: Seul le Canada a passé un accord avec les États-Unis et il dispose donc seul des clés permettant d'obtenir des informations du satellite.

[Texte]

Mr. Ritchie: Thank you.

The Chairman: Are there any further questions on Votes 15a and 20a? Mr. Crossman.

Mr. Crossman: Mr. Chairman, does this have anything to do with the communications satellite?

Mr. Austin: No, not a thing.

Might I make clear that the only data we will be able to draw from the American earth resources satellite is data collected while over Canada. We will not be able to collect data which the satellite has on other geography.

Mr. Crossman: This is the orbiting satellite, is it?

Mr. Austin: Yes.

Mr. Crossman: I see.

Mr. Austin: It is specially designed to sensor earth conditions, physical conditions.

Mr. Gundlock: Meteorology?

Mr. Austin: No.

The Chairman: Are there any further questions on Vote 15a and 20a? Mr. Hales.

Mr. Hales: Just to refresh my memory on this bookkeeping business here, I see there is an item entitled, "Less: Funds available in the Main Estimates, \$12,000". I take it you have \$12,000 left over in those estimates. Was it in this particular vote or some other vote?

Mr. Austin: In this particular vote.

Mr. Hales: Is it customary to do it that way?

Mr. Austin: Yes.

Mr. Hales: All right.

Mr. Austin: You credit the supplementary item with any surplus funds we have in the main item.

The Chairman: Are there any further questions? If not, we will stand Votes 15a and 20a.

The Chairman: The clerk has pointed out to me that I have skipped Vote 5a on pages 18 and 20. Are there any questions on Vote 5a?

Department—Mineral and Energy Resources Program
Vote 5a—Mineral and Energy Resources—Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions—To extend the purposes of Energy, Mines and Resources Vote 5, Appropriation Act No. 3, 1971 to include payments in the amount of \$500,000 to Thornburn Mining Limited, in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, pursuant to an agreement between Her Majesty in right of Canada, Her Majesty in right of Nova Scotia and Thornburn Mining Limited, in respect of the McBean Mine in Pictou County, Nova Scotia, and to authorize the Cape Breton Development Corporation to assist Thornburn Mining Limited in the management and operation of the said mine and to provide a further amount of—\$2,931,000.

• 1550

[Interprétations]

M. Ritchie: Merci.

Le président: Autres questions concernant les crédits 15a et 20a? Monsieur Crossman.

M. Crossman: Monsieur le président, cette question se rapporte-t-elle au satellite de communications?

M. Austin: Aucunement.

Je signale que nous pourrions obtenir du satellite américain d'études des ressources que les informations qu'il aura recueillies au-dessus du Canada: aucun autre renseignement relatif à d'autres territoires.

M. Crossman: Il s'agit ici du satellite orbital, n'est-ce pas?

M. Austin: Oui.

M. Crossman: Je vois.

M. Austin: Il est spécialement conçu pour détecter les conditions physiques de la terre.

M. Gundlock: La météorologie?

M. Austin: Non.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet des crédits 15a et 20a? Monsieur Hales.

M. Hales: Simplement pour me rafraîchir la mémoire sur ces problèmes de comptabilité, je vois ici un article intitulé «moins: fonds disponibles dans le Budget principal des dépenses pour 1971-1972: \$12,000». Si j'ai bien compris, il s'agit de \$12,000 qui vous restent sur ce budget. S'agissait-il de ce crédit ou d'un autre?

M. Austin: De ce crédit.

M. Hales: Est-ce là la méthode habituelle?

M. Austin: Oui.

M. Hales: Très bien.

M. Austin: On porte au crédit de l'article supplémentaire tout surplus provenant de l'article principal.

Le président: Avez-vous d'autres questions? Si non, nous allons réserver les crédits 15a et 20a.

Le président: Le greffier vient de me signaler que nous avons oublié le vote 5a des pages 19 et 20. Avez-vous des questions au sujet du crédit 5a?

Ministère—Programme des minéraux et des ressources énergétiques.

Crédit 5a—Minéraux et ressources énergétiques—Dépenses du programme, subvention inscrite au Budget et contributions—Pour étendre la portée du crédit 5 (Énergie, Mines et Ressources) de la Loi n° 3 de 1971 portant affectation de crédits afin d'inclure des versements d'un montant de \$500,000, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil et en vertu d'une entente entre Sa Majesté du chef du Canada, Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse et la Thornburn Mining Limited au sujet de la mine McBean dans le comté de Pictou (Nouvelle-Écosse) et pour autoriser la Société de développement du Cap-Breton à aider la Thornburn Mining Limited dans la gestion et l'exploitation de ladite

mine, et pour prévoir un montant supplémentaire de—\$2,931,000.

[Text]

Mr. Woolliams: Just one point. Is that the one the National Energy Board will be coming under?

The Chairman: No that is a different vote.

Mr. Woolliams: What vote would that be, if I may just clarify that?

The Chairman: That would be Vote 65a on page 26, National Energy Board.

Mr. Woolliams: Thank you. I am sorry to have interrupted the meeting but I wanted to clarify that.

The Chairman: Any questions?
Mr. Aiken.

Mr. Aiken: Mr. Chairman, my question relates to energy sources generally and not directly to the Energy Board.

The department, presumably, or the government, has control over the decisions of the National Energy Board, and I understand that these decisions are based on proven reserves—in the present instance, on reserves of gas. Who takes into account the other factors of energy resources—the economic factors involved, the political considerations and the ecological considerations—in deciding on what basis, oil, gas or coal, or any other energy resource should be exported?

The Chairman: Mr. Aiken, I do not believe I can tie that in with Vote 5a.

Mr. Aiken: Vote 5a, as I understand it, Mr. Chairman, is Mineral and Energy Resources.

The Chairman: Yes, but if you read the entire vote you would see that . . .

Mr. Aiken: I read the entire vote, Mr. Chairman. I think this vote surely open ups the whole question of energy resources. I would submit that it does, in that it alters the basis of the grant, and I would like to discuss this particular subject.

Mr. Pepin: Mr. Austin is willing to cover the whole waterfront.

The Chairman: Mr. Austin.

Mr. Austin: In a conceptual way, Mr. Aiken, with respect to the structure of the question, in an application before the National Energy Board—for example, the export from Canada of natural gas—the board has the sole responsibility for decision; but in the event that the board recommends an export permit be allowed, then the act requires that recommendation to go to the Governor in Council for its approval. In the most recent decision, as the board made no recommendation, the decision is final with the board.

The National Energy Board does not regulate the export from Canada of oil; that is to say, the quantum of oil which is exported. It does though, regulate the operation of oil pipelines. It has not regulatory responsibility with respect to coal exports or uranium, for example. In the case of uranium, the Atomic Energy Control Board has the responsibility with respect to export.

Mr. Pepin: The question is wider than that, if I understood it well.

[Interpretation]

M. Woolliams: Une question: s'agit-il du crédit dont dépendra l'Office national de l'énergie?

Le président: Non, il s'agit d'un autre crédit.

M. Woolliams: Peut-on me dire de quel crédit il s'agira?

Le président: Le crédit 65a, page 27, Office national de l'énergie.

M. Woolliams: Merci beaucoup. Je suis désolé de vous avoir interrompu, mais je voulais être fixé sur ce point.

Le président: D'autres questions?
Monsieur Aiken.

M. Aiken: Monsieur le président, ma question concerne les ressources énergétiques en général et non pas directement l'Office de l'énergie.

Je pense que le ministère, ou le gouvernement, contrôle les décisions de l'Office national de l'énergie et que ces décisions se fondent sur des réserves qui, dans le cas qui nous concerne, sur des réserves de gaz. Qui tient compte des autres facteurs des ressources énergétiques: les facteurs économiques, les considérations politiques et écologiques, lorsqu'on établit la base sur laquelle le pétrole, le gaz ou le charbon, ou tous autres ressources énergétiques, seront exportées?

Le président: Je ne pense pas, monsieur Aiken, que l'on puisse lier cette question au crédit 5a.

M. Aiken: Monsieur le président, je crois comprendre que le crédit 5a se rapporte aux minéraux et ressources énergétiques.

Le président: Oui, mais si vous lisez tout le crédit, vous constaterez que . . .

M. Aiken: Je l'ai tout lu, monsieur le président. Je pense que ce crédit soulève toute la question des ressources énergétiques, car il change la base de la subvention et j'aimerais en discuter.

M. Pepin: M. Austin est prêt à vous répondre.

Le président: Monsieur Austin.

M. Austin: En théorie, monsieur Aiken, et dans le cadre de la structure de la question, lorsqu'une demande est présentée à l'Office national de l'énergie—par exemple pour exporter du Canada du gaz naturel—l'Office a la responsabilité totale de la décision. Mais si l'office recommande l'émission d'un permis d'exportation, la loi exige que la recommandation soit approuvée par le Gouverneur en conseil. Pour ce qui est de la plus récente décision, l'Office n'ayant pas fait de recommandations, la décision est finale.

L'Office national de l'énergie ne réglemente pas l'exportation pétrolière du Canada, c'est à dire le contingent de pétrole qui est exporté. Toutefois, il réglemente le fonctionnement des pipelines pétrolières. Il ne réglemente pas l'exportation de charbon ou d'uranium, par exemple. La Commission de contrôle de l'énergie atomique est responsable des exportations d'uranium.

M. Pepin: Si j'ai bien compris, la question est beaucoup plus vaste.

[Texte]

Mr. Aiken: Yes. If this recommendation is made, I have been given to understand that it is not appealable, even to the Cabinet; that is, it is a final decision. They have a defined job, and that is: fundamentally proven reserves. But there is a broader question of economic impact: the pressure on the dollar, for example, is one thing, and the balance at the moment between the export of resources and industrial products, and so forth; also there are ecological considerations. My question is: if the Energy Board does not take these things into account and if the government cannot, then is there a void here? Is there a vacuum as far as decisions on energy export is concerned?

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Pepin: The way I understand it, the question is this: who does the planning for the whole energy situation in Canada? As we know, we have no Gosplan of any kind, and my answer is that this comes from a combination of the input of all departments. We regularly have a Cabinet committee and even Cabinet surveys; information giving us the whole picture. For example, when the National Energy Board makes a positive decision, as we all know it comes to the Cabinet for final approval. I would think that this is where these global considerations come in.

• 1555

You must also bear in mind that the provinces have a lot of jurisdiction in these matters as well. I wish I could say to Mr. Aiken that there is a super authority in Canada that does the total planning on a five-year program, and that sort of thing, but we do not have in Canada a global Gosplan approach to planning.

Mr. Aiken: Within the federal government itself the decision of the Energy Board in this particular instance is negative. If there are other considerations beyond proven reserves, is there no control over then in any government body, including the Cabinet?

Mr. Pepin: No. I think that the National Energy Board was given the authority to do that by Parliament. Presumably the Cabinet can disagree with the decision of the National Energy Board when it comes to the Cabinet for approval, but outside of this possibility the decisions of the National Energy Board are totally educated in the sense that the National Energy Board keeps track of the developments in this area of gas and oil in particular. Departments of government and any authority, provincial or private, can go before the Board and present their views, so once the National Energy Board has surveyed the problem I dare say that there is no committee of Cabinet that can do a better job because they have spent all the time necessary, they have had all the information available and this is as good a decision as anybody in the Cabinet can take.

Mr. Aiken: With due respect, Mr. Minister, it is my understanding that the National Energy Board has a certain subject to consider, which is fundamentally a question of reserves and whether or not certain oil or gas can be exported. It is my understanding that their decision is strictly limited to factual situations and that on this factual

[Interprétations]

M. Aiken: Oui. Si cette recommandation est faite, on me laisse entendre qu'elle est sans appel, même devant le Cabinet? C'est-à-dire qu'elle est finale. L'Office a une fonction bien définie, c'est-à-dire les réserves essentiellement prouvées. Mais il existe la question, plus étendue, de l'impact économique: la pression sur le dollar, par exemple, est un élément, et l'équilibre existant à ce moment entre les ressources et les produits industriels exportés et ainsi de suite il y a en outre des considérations écologiques. Ma question est donc la suivante: si l'Office de l'énergie ne tient pas compte de ces éléments et si le gouvernement ne peut pas en tenir compte, n'a-t-il pas là une lacune? Y a-t-il une lacune quant aux décisions relatives aux exportations d'énergie?

Le président: Monsieur le Ministre.

M. Pepin: Si j'ai bien compris, la question est la suivante: qui planifie toute la politique énergétique du Canada? Comme nous le savons, nous n'avons pas de Gosplan d'aucune sorte, et je répondrai en disant que cela provient d'une combinaison de tout ce que les ministères font dans ce domaine. Un comité du Cabinet se réunit régulièrement et le Cabinet effectue même des enquêtes; tous ces renseignements nous donnent une vue d'ensemble de la situation. Par exemple, lorsque l'office national de l'énergie prend une décision positive, comme nous le savons tous,

elle doit recevoir l'approbation finale du Cabinet. Je crois que c'est là que l'on considère les choses de façon globale.

D'autre part, il ne faut pas oublier que les provinces ont beaucoup de juridiction également dans ces domaines. J'aimerais pouvoir dire à M. Aiken qu'il existe au Canada un pouvoir suprême qui peut faire la planification globale sur une base quinquennale, et ainsi de suite, mais nous n'avons pas au Canada de Gosplan global en ce qui concerne la planification.

M. Aiken: Au sein du gouvernement fédéral même, la décision de l'office de l'énergie dans ce cas particulier est négative. S'il y a d'autres choses dont il faut tenir compte, à part les réserves connues, n'existe-t-il pas dans un organisme gouvernemental quelconque et même au Cabinet un droit de regard à leur sujet?

M. Pepin: Non. Je crois que l'Office national de l'énergie a reçu ce pouvoir du Parlement. Le Cabinet n'est peut-être pas d'accord avec la décision de l'Office national de l'énergie lorsqu'elle lui est présentée afin d'être approuvée, mais en dehors de cette possibilité, les décisions de l'Office national de l'énergie sont entièrement orientées dans ce sens que l'Office national de l'énergie suit de très près l'évolution dans le domaine du gaz et du pétrole en particulier. Les ministères gouvernementaux et toute autorité provinciale ou privée, peuvent se présenter devant l'Office de l'énergie et émettre leurs opinions, et ainsi donc, une fois que l'Office national de l'énergie a étudié la question, je dois dire qu'aucun comité du Cabinet ne peut faire mieux car ils ont passé tout le temps nécessaire, ils avaient tous les renseignements disponibles et qu'il s'agit d'une décision aussi bonne que toutes celles que pourraient prendre un membre du Cabinet.

M. Aiken: Sauf votre respect, monsieur le ministre, je crois comprendre que l'Office national de l'énergie doit tenir compte d'un certain élément qui est fondamentalement une question de réserves, et qui consiste à savoir s'il peut oui ou non exporter du pétrole ou du gaz. D'après ce que je comprends, leur décision se limite strictement à des

[Text]

situation there is no appeal, so they reject an application on the sole ground of proven reserves.

Mr. Pepin: Yes.

Mr. Aiken: I am trying to find out whether the government, any agency of government or anybody has power to reverse that decision by considering other factors, such as economic, political or . . .

Mr. Pepin: And make a decision on unproven resources.

Mr. Aiken: Proven resources is a very important factor.

Mr. Pepin: That is as it should be.

Mr. Aiken: I am asking whether under the setup that we now have other factors can ever be taken into consideration or whether we are strictly set on proven reserves.

Mr. Pepin: Would you suspend your question for a few minutes?

Mr. Aiken: Yes.

Mr. Pepin: Dr. Howland is sitting in the back and he might want to read some of this. I read it very rapidly because I just came back from Europe yesterday, but there are some considerations in the report that Dr. Howland might want to emphasize.

Mr. Aiken: I would be happy to stand my question. I am very interested in the National Energy Board.

The Chairman: Your question will come under Vote 65a, which we are going to study this afternoon. There is no problem.

Mr. Aiken: If I brought it up under Vote 65a my questions would be too broad because that deals with more than the Energy Board. However, thank you, Mr. Chairman, I am happy to stand down until I get an answer.

The Chairman: Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: On a point of order. Under the National Energy Board Act, as I understand it, I agree with the Minister, and I also said in a speech that I agreed with the Prime Minister to an answer he made in the House, that where the decision of the Energy Board is negative, there is no appeal from that decision except on a question of law or a question of jurisdiction to the Supreme Court of Canada. Where the decision is affirmative, then of course, because as Mr. Aiken has brought in other factors which may affect many things in Canada and which is the executive responsibility, then that affirmative decision could be vetoed by the Cabinet.

• 1600

I would like to hope that whoever is answering these questions might just deal with this but I do not see anything in the act when you are dealing with an administrative board such as there is in an ordinary court judiciary which says a decision cannot be reviewed because it is res judicata. Nothing says you have already had your chance in court and you cannot have three or four runs at it. An administrative board can review its decisions many times. It does not even need new evidence. The board may see it differently in the light of circumstances at that moment.

[Interpretation]

situations de fait, par conséquent la décision est sans appel, de sorte qu'ils rejettent une demande en se basant strictement sur des considérations de réserves certaines.

M. Pepin: Oui.

M. Aiken: J'essaie de savoir si le gouvernement, ou tout organisme gouvernemental ou quelqu'autre personne a le pouvoir de révoquer cette décision en tenant compte d'autres facteurs, comme les facteurs économiques, politiques ou . . .

M. Pepin: Et prendre une décision au sujet de ressources non certaines.

M. Aiken: Les ressources certaines sont un facteur très important.

M. Pepin: C'est ainsi que cela devrait être.

M. Aiken: Je me demande si dans le système que nous avons présentement, d'autres facteurs pourraient jamais être pris en considération ou si nous tenons seulement compte des réserves certaines.

M. Pepin: Pourriez-vous réserver votre question quelques minutes?

M. Aiken: Oui.

M. Pepin: M. Howland est assis au dernier rang et il voudrait peut-être vous lire une partie de ce texte. Je l'ai lu très rapidement car je ne suis revenu d'Europe qu'hier, mais il y a certaines questions dans le rapport que M. Howland voudrait peut-être souligner.

M. Aiken: Je serais très heureux de réserver ma question. Je m'intéresse beaucoup à l'Office national de l'énergie.

Le président: Votre question se rapportera au crédit 65a, que nous étudierons cet après-midi. IL n'y a pas de problème.

M. Aiken: Si je les posais au titre du crédit 65a, mes questions couvriraient un sujet trop étendu, car cela ne se rapporte pas qu'à l'Office de l'énergie. Cependant, je vous remercie monsieur le président et je suis heureux d'attendre la réponse.

Le président: Monsieur Woolliams.

M. Woolliams: J'invoque le règlement. En vertu de la Loi sur l'Office national de l'énergie, je suis d'accord avec le ministre, et j'ai déclaré que j'étais aussi d'accord avec la réponse faite par le premier ministre à la Chambre: lorsque la décision de l'Office de l'énergie est négative, aucun appel ne peut être interjeté auprès de la Cour suprême du Canada sauf lorsqu'il se pose une question de droit ou de juridiction. Si la décision est affirmative, vu que M. Aiken a indiqué d'autres facteurs qui peuvent changer bien des choses au Canada et qui relèvent de la direction, dans ce cas donc, le cabinet pourrait s'opposer à cette décision affirmative.

J'aimerais croire que celui qui répondrait à ces questions pourraient en traiter, mais je ne trouve rien dans la loi qui indique que lorsqu'il s'agit d'un Office administratif comme on en trouve dans le judiciaire d'un tribunal ordinaire, qui déclare qu'une décision ne saurait être réexaminée parce qu'elle est chose jugée. Rien n'indique que vous avez déjà eu l'occasion de vous faire valoir auprès du tribunal et vous ne saviez avoir trois ou quatre occasions. Un conseil administratif peut réviser plusieurs fois ses décisions. Il n'a même pas besoin de nouveaux témoignages. Le conseil peut considérer la question sous un aspect différent à la lumière de circonstances présentes à ce moment.

[Texte]

The Chairman: Would you care to comment, sir?

Mr. Pepin: No, except to say that if I understood the first part well, with which I agree, the National Energy Board may very well be seized in six months or a year from now with requests for export and it make a decision different from the one they made now on the basis that new discoveries have been made, new trends have been established that would give them the capacity to approve in these new sets of circumstances.

Mr. Woolliams: That is the way I was thinking. The board could even review their own decision. This is the point. I agree with the Chairman, but this is something to think about when they give their evidence and I just might mention it now, the door has been opened, and that is that the board, without even new circumstances, as I understand administrative law, and I have done some thinking on it and studying of it, could say yes one day and no the next. Normally I would think the circumstances might have to change. It could be economic circumstances. It could be many other circumstances but it is never res judicata for an administrative board, which would apply of course to the National Energy Board, to reconsider their position.

Mr. Pepin: We will wait for Dr. Howland on this.

The Chairman: Any further questions on Vote 5a, please?

Mr. Pepin: The Board is not strictly an administrative body. It is a quasi-judicial body.

Mr. Woolliams: It is a board, sir.

Mr. Pepin: Yes.

The Chairman: If not, we will stand Vote 5a and move to Vote 30a. Mr. Hales on Vote 5a.

Mr. Hales: Vote 5a, under Grants and Contributions, on the bottom of page 20. My question would be an item here of \$2,000, has this been paid to the Canadian National Committee of the World Mining Congress? Have they received the money?

Mr. Austin: No, it has not been paid yet.

Mr. Hales: What about these other moneys under Contributions. They have not been paid yet, I presume.

Mr. J. P. Drolet (Assistant Deputy Minister (Mineral Development, Department of Energy, Mines and Resources): As far as the Newfoundland program is concerned, the total moneys involved there are \$225,000 for this year. There will be much larger amounts of money in future years because the program extends from July 1971 to June 1975. It is a fifty-fifty affair with the Department of Regional Economic Expansion and our department. For this year we expect to be able to spend \$225,000, that is until March 1972. It will be difficult because we have started a little bit late in this mineral development program.

Mr. Hales: Is the authority to pay it under Vote 5a?

[Interprétations]

Le président: Pourriez-vous vous expliquer, monsieur?

M. Pepin: Non, sauf que je puis dire que si j'ai bien compris la première partie, avec laquelle je suis d'accord, l'Office national de l'énergie peut très bien être saisie, dans six mois ou un an, de requêtes au sujet d'exportation et qu'il doit prendre une décision différente de celle qu'il prend à l'heure actuelle, vu qu'alors il y aura de nouveaux faits en cause, de nouvelles tendances qui se seront établies, qui lui donneront le pouvoir d'approuver ces requêtes à la lumière de ces nouvelles circonstances.

M. Woolliams: C'est ce que je pensais. L'office pourrait même remettre en cause sa propre décision. Je suis d'accord avec le président mais c'est un point auquel il faudra songer lorsqu'il fournira son témoignage et permettez-moi de l'indiquer simplement ici, la brèche est pratiquée et ceci veut dire que l'Office, même s'il ne se produisait pas de nouvelles circonstances, si je comprends bien le droit administratif et j'ai fait des études à ce sujet, pourrait dire oui un jour et non le jour suivant. Normalement je suppose que les circonstances devront changer. Il pourra s'agir de circonstances économiques ou de nombreuses autres circonstances mais, dans le cas d'un office administratif, il ne s'agit jamais de chose jugée, et, par conséquent, pour l'Office national de l'énergie pour réviser sa position.

M. Pepin: Nous allons attendre M. Howland, à ce sujet.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet du crédit 5a?

M. Pepin: L'Office n'est pas strictement un organisme administratif. C'est un organisme aussi juridique.

M. Woolliams: C'est un Office, monsieur.

M. Pepin: Oui.

Le président: Si non, nous réserverons le crédit 5a pour passer au crédit 30a. Monsieur Hales—à ce sujet.

M. Hales: Crédit 5a, sous le titre de Subventions et Contributions, au bas de la page 20. Je veux parler ici d'un poste de \$2,000 concernant une subvention versée au Comité national canadien du congrès minier mondial? A-t-il reçu cet argent?

M. Austin: Non, il n'a pas encore été versé.

M. Hales: Et ces autres sommes, sous «Contributions». Elles n'ont pas été encore versées, je suppose?

M. J. P. Drolet (Sous-ministre adjoint (Exploitation minière, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources): En ce qui concerne le programme d'exploitation minière de Terre-Neuve, il s'agit pour cette année de \$225,000. Dans les années à venir, ces sommes d'argent seront beaucoup plus importantes car le programme s'échelonnait sur une période allant de juillet 1971 à juin 1975. Il s'agit d'une entreprise faite à 50 p. 100 avec le ministère de l'Expansion économique régionale et l'autre 50 p. 100 avec notre ministère. Nous pensons dépasser cette année \$225,000, soit jusqu'à mars 1972. Ce sera difficile, car nous avons commencé un peu tard la réalisation de ce programme.

M. Hales: Est-ce le Crédit 5a qui vous autorise à payer pour ce programme?

[Text]

Mr. Drolet: That is right, sir.

Mr. Hales: The same with the other items under Vote 5a. The authority to pay that is included in that vote, is it?

Mr. Drolet: I would expect so.

The Chairman: For record purposes, that was Mr. Drolet answering the questions.

Mr. Austin.

• 1605

Mr. Austin: The answer is that preliminary expenditures have been entered into under the Pictou County McBean Mines item of \$500,000 because funds were necessary to carry on the employment of the minimum work force there, and under the Newfoundland program ...

Mr. Hales: Before you leave that, where do you get your authority to pay that money, from what vote?

Mr. Austin: From the vote wording.

Mr. Hales: All right, it is in there.

The Chairman: Do you have any further questions, Mr. Hales?

Mr. Hales: No, thank you.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I have a question regarding the last grant listed. Has this study of the petroleum potential of Canada's sedimentary basins been made and printed and is it now available for us?

Mr. Austin: No, it is not available. The study is in the final stages of being completed. It is not a government study; it is a study by the Canadian Association of Petroleum Geologists, a professional organization made up of the senior geologists of the major companies in Canada and the industry. We are providing \$10,000 towards the total cost of about \$40,000 to print their study so that it can be available.

Mr. Thomson: It will be available though?

Mr. Austin: It will be available next year some time.

Mr. Thomson: Thank you.

The Chairman: Mr. Aiken.

Mr. Aiken: Mr. Chairman, I presume the McBean Mine and the Thorburn Mine mentioned in the body of this vote are coal mines?

Mr. Austin: Coal mines.

Mr. Aiken: I would like to ask if there is any study being undertaken now on the maximum usage of our coal resources in Canada? It seems to me that we are going to rely more on coal than we did before. The Coal Board as it previously existed has been dissolved; the work is now being done within the department, and I would like to know whether a study is being done on the maximum usage of coal resources. Just by way of explanation on the point, we are exporting a considerable quantity of low sulphur coal and we are importing high sulphur coal, which seems to be a strange way of doing it. There are still a great many odd situations with regard to export, import and uses of coal in Canada. I would like to know if a serious study is going on of the maximum use of these resources.

[Interpretation]

M. Drolet: C'est exact, monsieur.

M. Hales: Il en va de même pour les autres postes qui se trouvent au Crédit 5a?

M. Drolet: Je le supposerais.

Le président: Aux fins du procès-verbal, c'était M. Drolet qui répondait aux questions.

Monsieur Austin.

M. Austin: Pour y répondre je dirais que les dépenses préliminaires ont été comprises dans le poste de \$500,000 de la mine McBean dans le comté de Pictou, du fait que les fonds étaient nécessaires pour continuer à y employer un minimum de travailleurs, et au titre du programme d'exploitation minérale de Terre-Neuve ...

M. Hales: Avant de passer à un autre sujet, d'où provient l'autorisation de verser l'argent, au titre de quel crédit?

M. Austin: D'après le libellé du crédit.

M. Hales: Très bien; c'est là.

Le président: Avez-vous d'autres questions à poser, monsieur Hales?

M. Hales: Non merci.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, je voudrais poser une question au sujet de la dernière subvention qui se trouve ici. Est-ce que cette étude sur le potentiel pétrolier des bassins sédimentaires du Canada a été faite, est-elle imprimée, et est-elle disponible?

M. Austin: Non, elle n'est pas disponible. L'étude en est à sa dernière étape; il ne s'agit pas d'une étude gouvernementale; il s'agit d'une étude faite par la *Canadian Association of Petroleum Geologists*, organisation professionnelle qui comprend les principaux géologues des plus grandes sociétés du Canada. Nous fournissons une subvention de \$10,000 sur le coût total qui s'élève à environ \$40,000 afin de faire imprimer cette étude et de la rendre disponible.

M. Thomson: Sera-t-elle disponible?

M. Austin: L'année prochaine.

M. Thomson: Merci.

Le président: Monsieur Aiken.

M. Aiken: Monsieur le président, je suppose que la mine McBean et la Thorburn Mine indiquées dans ce crédit sont des mines de charbon?

M. Austin: En effet.

M. Aiken: Je voudrais demander si on a entrepris une étude à l'heure actuelle sur l'utilisation maximum de nos ressources de charbon au Canada? Il me semble que nous allons devoir utiliser plus que jamais le charbon. L'Office du charbon tel qu'il était antérieurement a été dissout, c'est le ministère qui fait maintenant le travail et je me demande si on effectue une étude sur l'utilisation maximum de nos ressources en charbon. Pour éclaircir ce point, je dirais que nous exportons une très grande quantité de charbon à basse teneur de soufre et que nous importons du charbon à haute teneur en soufre, ce qui semble assez curieux. Il y a encore bien d'autres situations étranges dans le domaine des importations, des exportations et de l'utilisation du charbon au Canada. Par conséquent, j'aimerais savoir si on a fait une étude sérieuse de cette question?

[Texte]

Mr. Austin: I will ask Gordon MacNabb, the Assistant Deputy Minister of Energy Development to respond.

Mr. G. M. MacNabb (Assistant Deputy Minister, Energy Development, Department of Energy, Mines and Resources): There are many parts to your question, Mr. Aiken. If I could go back to the beginning, the department undertook a study last year of the coal reserves of Canada and that report is a public document now and is available, but that was just based on the information we could get from companies of what their major reserves were and from the, in some cases, rather skimpy geological information on the coal-fields of Canada.

We are moving now into the next stage of that program which is co-operative ventures with the individual provinces to actually do some additional drilling to improve our knowledge of the actual measured reserves of coal in Canada. We are hoping to start with the Province of Saskatchewan first and explore the extent of the lignite deposits in that province.

In addition to that you made the point about the exporting of low sulphur coals and the importing of high sulphur coals, but of course we are talking here about two geographic areas of Canada and two different usages of the coal. All the coals of Western Canada are low sulphurous, and we are very fortunate to have them in this category. However, the coal that we are exporting to Japan is all of metallurgical grade coal.

• 1610

At the same time, there are large amounts of coal in western Canada that are being burned in thermo-electric plants in Alberta and Saskatchewan. That is also low sulphur coal. We have been hopeful of achieving economies and transportation that would bring metallurgical coal from British Columbia or Alberta to the steel mills of Ontario, and bring the thermo-quality coal from the western fields to the thermo-power plants of Ontario. But the efficiencies of transportation are not such as yet that would make Canadian coals competitive in the Ontario market. Unless there is a fairly significant breakthrough in transportation costs, or a very dramatic increase, if you like, in the cost of the coal now being imported from the United States, an early use of Western Canadian coal in any substantial quantity in Ontario can not be predicted.

Mr. Aiken: Is it your opinion, Mr. MacNabb, that there is not much to be done at the present time to reorganize the coal situation unless a major breakthrough in transportation comes about?

Mr. MacNabb: The key in the whole field is the transportation cost. There is activity at the present time to try to develop better unit trains, lighter coal cars, so that you can get a larger pay load. This sort of work is going on, and investigations of the cost, for example, of building a coal terminal at Thunder Bay have been carried out jointly by the CPR and the CNR.

Mr. Aiken: Thank you, Mr. Chairman, may I ask one more question? Then I will yield.

Are there any studies being done at the moment towards getting gas out of coal for commercial use?

[Interprétations]

M. Austin: Je vais demander au sous-ministre adjoint de l'exploitation de l'énergie, M. Gordon MacNabb, de répondre à cette question.

M. G. M. MacNabb (sous-ministre adjoint, exploitation de l'énergie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Votre question comporte plusieurs parties, monsieur Aiken; pour revenir au début, le ministère a entrepris l'an passé une étude sur les réserves de charbon du Canada et le rapport a été publié; il est disponible mais cette étude était fondée uniquement sur les renseignements que nous avions pu obtenir des compagnies sur leurs principales réserves importantes, et dans certains cas, sur des renseignements quelque peu insuffisants que les compagnies nous ont donnés sur les gisements de houille du Canada.

Nous passons au stade suivant du programme, celui des entreprises conjointes avec les provinces, afin de procéder effectivement à des forages supplémentaires qui nous permettraient d'accroître nos connaissances sur les réserves de houille au Canada. Nous espérons commencer en Saskatchewan tout d'abord, et explorer l'étendue des dépôts de lignite dans cette province.

En outre, puisque vous avez mentionné que nous exportons du charbon à faible teneur en soufre et que nous importons du charbon à haute teneur en soufre, naturellement il s'agit ici de deux zones géographiques du Canada et de deux utilisations différentes du charbon. Tout le charbon en provenance de l'Ouest du Canada contient peu de soufre, et nous avons de la chance d'avoir de la houille

de cette catégorie. Cependant, le charbon que nous exportons vers le Japon est uniquement du charbon métallurgique.

Il faut souligner également que d'importantes quantités de charbon de l'ouest du Canada sont utilisées dans les usines thermo-électriques de l'Alberta et de la Saskatchewan. Là aussi c'est un charbon à faible teneur en soufre. Nous espérons réaliser des économies et trouver des moyens de transport qui auraient permis l'emploi des charbons métallurgiques de la Colombie-Britannique et de l'Alberta par la sidérurgie de l'Ontario, ainsi que l'utilisation des charbons de chauffage des mines de l'Ouest par les centrales thermoélectriques de l'Ontario. Cependant, les moyens de transport ne permettent pas encore aux charbons canadiens d'être compétitifs sur le marché de l'Ontario. A moins de changements radicaux dans les coûts de transport, ou d'une augmentation très importante, si vous voulez, du coût du charbon importé actuellement des États-Unis, il est peu probable que les charbons de l'ouest du Canada pourront être importés en grande quantité en Ontario dans un avenir proche.

M. Aiken: Donc, selon vous, monsieur MacNabb, il n'y a pas grand chose à faire actuellement pour réorganiser l'industrie du charbon à moins de changements radicaux dans la situation du transport?

M. MacNabb: Le nœud du problème est le coût du transport. On essaie actuellement de mettre au point des trains spéciaux mieux adaptés, des wagons plus légers de façon à accroître la charge. Des efforts sont donc faits dans ce domaine; de plus, des études de coûts, par exemple, concernant un dépôt de charbon à Thunder Bay ont été faites conjointement par le CP et le CN.

M. Aiken: Merci. Puis-je poser une autre question, monsieur le président? Ce sera la dernière.

Y a-t-il des études en cours sur la possibilité d'extraire le gaz du charbon sur une base commerciale?

[Text]

Mr. MacNabb: The fuel research centre of the Department has looked at it, but we have no major program in this area as yet.

Mr. Aiken: Is it intended to take that up as a serious project?

Mr. Austin: May I answer that? It is an important project but perhaps not quite as high priority in Canada as it is, for example, in the United States. In the use of our funds and our priorities, our view has been that we would benefit from watching the studies which are under way in the United States before engaging directly in studies of our own.

Mr. Aiken: Thank you, Mr. Austin.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Hales.

Mr. Hales: Under operating expenditures, for professional and special services, you are asking for supplementary estimates of \$365,000. The first question would be, why is that necessary to be in supplementaries? Why was it not in the original estimates? Secondly, what do you propose to use this money for that you have not already arranged for earlier?

The Chairman: Mr. Austin.

Mr. Austin: As to \$100,000 of that sum, this is to be used to obtain consulting services from experts in various energy items. We are carrying on a continuing review of energy policy, our need for studies of the type that Mr. Aiken referred to, and others, and we want to be able to utilize the abilities that we have in the private sector. As to the remaining portion of the funds, this is generally inclusive of winter works projects in the department.

Mr. Hales: The balance, the \$265,000, you are going to use as a sort of stimulant program for winter works.

Mr. Austin: These are funds that will upgrade the priority that we were previously able to give to certain types of work in the department's program.

Mr. Hales: This \$100,000 that you are spending on professional services—have you not those people available in your Department now without going out and spending \$100,000?

Mr. Austin: No, we have not. By no shadow of a doubt do we have those people available to us.

Mr. Hales: Well, I will have reservations on that.

Mr. Austin: I must say that I have none.

The Chairman: Mr. Harding.

• 1615

Mr. Harding: Mr. Chairman, I would like to go back to this coal problem again. Mr. Aiken was asking about different types of transportation. Has your department done any investigation or any work on slurry pipelines?

Mr. MacNabb: Yes. The Mines Branch of the department has been working in co-operation with ShellPac on the slurry pipeline studies. Basically, on the question of moving metallurgical coal in a slurry pipeline and the emphasis of our activity has been on what do you do with the slurry when you get it to the British Columbia end of the pipeline; how do you dewater it and ensure that you still have a coal of metallurgical quality left? This has been the thrust of the departmental activity.

[Interpretation]

M. MacNabb: Le centre de recherches sur les combustibles du ministère s'est penché sur le problème, mais nous n'avons pas encore établi de programme à cet égard.

M. Aiken: A-t-on l'intention d'étudier la question sérieusement?

M. Austin: Puis-je répondre au député? C'est une question sûrement importante, mais pas autant au Canada qu'aux États-Unis, par exemple. Pour ce qui est de l'allocation de fonds et de l'établissement de priorités, nous croyons que nous aurions avantage à attendre les résultats des études en cours aux États-Unis avant de nous engager nous-mêmes plus avant dans ce domaine.

M. Aiken: Merci, monsieur Austin.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Hales.

M. Hales: Au titre des dépenses d'exploitation, vous demandez des crédits supplémentaires de \$365,000 pour les services professionnels et spéciaux. Pourquoi avoir attendu le budget supplémentaire? Pourquoi n'a-t-on pas prévu ces frais dans le budget principal? Également, quels sont ces services auxquels vous avez consacré ces fonds que vous n'aviez pas prévus initialement?

Le président: Monsieur Austin.

M. Austin: De cette somme, \$100,000 seront consacrés aux services professionnels d'experts-conseils dans le domaine de l'énergie. Nous révisons de façon continue notre politique énergétique, il s'agit du genre d'études mentionnées par M. Aiken et d'autres, et nous voulons pouvoir utiliser les experts du secteur privé. Le reste sera affecté aux travaux d'hiver projetés par le ministère.

M. Hales: Vous allez utiliser le solde, soit \$265,000, pour donner plus d'ampleur, d'une certaine façon, à votre programme de travaux d'hiver.

M. Austin: Ces fonds permettront de donner une plus grande priorité à certains travaux déjà prévus dans le programme du ministère.

M. Hales: En ce qui concerne les \$100,000 que vous allez consacrer à certains services professionnels, n'avez-vous pas le personnel nécessaire actuellement au sein du ministère, vous faut-il absolument dépenser ces \$100,000?

M. Austin: Non, nous ne l'avons pas. Je suis certain que nous n'avons pas à notre service de tels experts.

M. Hales: J'ai des doutes à ce sujet.

M. Austin: Je dois dire que je n'en ai pas.

Le président: Monsieur Harding.

M. Harding: Monsieur le président, j'aimerais revenir au problème du charbon. M. Aiken avait mentionné les différents modes de transport. Votre ministère a-t-il étudié le pipeline pour produits solides?

M. MacNabb: Oui. La direction des mines du ministère a étudié en collaboration avec la *Shell Pac* le transport de matières solides par pipelines. Notre travail a porté essentiellement sur le transport du charbon métallurgique, et en particulier sur le traitement du mélange lorsque celui-ci arrive en Colombie-Britannique; comment faire pour le déshydrater sans que le charbon ne perde ses qualités? C'est sur cette question que le ministère s'est penché en particulier.

[Texte]

Mr. Harding: Mr. Chairman, I would like to ask how far advanced are Shell Pac in their drive to set up this slurry pipeline to Roberts Bank?

Mr. MacNabb: I do not believe, Mr. Chairman, it is a question I can answer. I really wonder whether it is appropriate that I should answer a question relating to the state of advance that Shell Pac themselves feel they are at.

Mr. Harding: Might I ask another question, Mr. Chairman? I presume the board is very interested in the economics of getting coal to market. We have just gone through an application by the Kootenay & Elk Railway Co., which is currently before the Supreme Court, to try to hook up with the railway in the United States and take some of our surplus coal via the United States mines to the Pacific Coast to which I am 100 per cent opposed. Is Shell Pac doing some investigation as to costs of carrying this coal? Would this come into the picture?

Mr. MacNabb: Shell Pac certainly are looking at this. If my recollection is correct there is another company and perhaps, Mr. Morris, the senior coal adviser to the department, can give you a more updated account.

Mr. Harding: Might I ask just one more question before he answers? Are you making a contribution to this research by finance or the input from your technical department, or what?

Mr. MacNabb: My understanding is it is entirely the input of the Mines Branch specialists in the treatment of the coal to prepare it for the slurry and to take it out of slurry form at the other end of the pipeline.

The Chairman: I am sorry, sir. If you wish to speak would you approach the microphone and we will make sure that you are recorded. You will please identify yourself.

Mr. J. E. Morris (Senior Coal Adviser, Department of Energy, Mines and Resources): Your specific question on transportation cost related to a slurry pipeline, the technology of pipelining is quite well-defined; the cost of pipelining is well-defined. Mr. MacNabb raised the only two areas that are not well-defined. This is the treatment of the coal after you get it out of the pipeline if it is a metallurgical coal. So there is no doubt in anybody's mind as to the cost of moving coal in a slurry form in a pipeline. The technology has been in use for, to my knowledge at least, 10 to 15 years. I do not have that specific cost. The guideline cost is possibly 20 or 30 per cent less than equivalent unit train costs but that is a generalization.

Mr. Harding: Mr. Chairman, I have another question on this particular study or survey which has been going on. Once it is completed, will it be available through your department or will this be strictly a company document?

Mr. MacNabb: I believe the technology of reconstituting the coal, if you like, would be a technology that would be patented by the federal government and available, but the work done by Shell Pac or any other private firm on their own pipeline would be company information.

[Interprétations]

M. Harding: Monsieur le président, j'aimerais savoir où en sont les efforts de la *Shell Pac* en vue de la construction d'un pipeline pour produits solides jusqu'à Roberts Bank?

M. MacNabb: Je ne saurais répondre à cette question monsieur le président. Je me demande en effet s'il convient que je réponde à une question sur l'état des travaux de la *Shell Pac*.

M. Harding: Puis-je poser une autre question monsieur le président? Le coût du transport du charbon jusqu'au marché doit intéresser très vivement la commission. Nous venons d'examiner une demande introduite par la *Kootenay and Elk Railway Co.*, actuellement devant la Cour suprême, demande visant à relier les lignes de cette société avec les chemins de fer des États-Unis, afin de transporter notre charbon excédentaire en passant par les mines des États-Unis jusqu'à la côte du Pacifique, projet contre lequel je m'élève avec la dernière énergie. La *Shell Pac* a-t-elle étudié les coûts de revient éventuels d'un tel mode de transport?

M. MacNabb: *Shell Pac* s'en occupe très certainement. Je crois me souvenir d'ailleurs qu'une autre société s'intéresse également à la question; M. Morris, conseiller en matière de charbon du ministère, pourrait vous donner les derniers renseignements.

M. Harding: Pourrais-je poser une dernière question avant que M. Morris ne prenne la parole? Est-ce que vous contribuez à ces travaux sous forme de financement, ou d'aide technique?

M. MacNabb: Ce sont les spécialistes de la direction des mines qui sont responsables du traitement du charbon destiné à être transporté par pipeline sous forme de coulis ainsi que de l'extraction du charbon à partir du coulis à l'autre bout du pipeline.

Le président: Excusez-moi monsieur, mais si vous voulez prendre la parole, veuillez vous approcher du microphone afin que vos remarques puissent être enregistrées. Veuillez également vous présenter au public.

M. J. E. Morris (Premier conseiller pour le charbon, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je dirais en réponse à votre question concernant les frais de transport de produits solides par pipeline que la technologie, ainsi que les coûts des pipelines, sont bien connus. M. MacNabb avait soulevé les deux seuls points qui n'étaient pas encore bien établis. Il s'agit notamment du traitement du charbon lorsqu'il quitte le pipeline, s'il s'agit de charbon destiné à la métallurgie. Le coût du transport du charbon par pipeline a été déterminé avec exactitude. En ma connaissance, cette technique est déjà utilisée depuis 10 ou 15 ans. Je ne me souviens pas du coût exact. À titre indicatif, il serait de 20 ou 30 p. 100 inférieur au transport par chemin de fer.

M. Harding: Monsieur le président, j'aimerais poser encore une question concernant cette étude. Lorsqu'elle sera déterminée, y aura-t-il besoin de l'obtenir par votre ministère ou s'agira-t-il d'un document appartenant uniquement à la société?

M. MacNabb: Je crois que la technique de la reconstitution du charbon, si je puis m'exprimer ainsi, serait brevetée par le gouvernement fédéral et dès lors disponible au ministère, tandis que les renseignements découlant du travail effectué par *Shell Pac* ou toute autre société privée,

sur leur propre pipeline appartiendraient aux dites sociétés.

[Text]

Mr. Harding: Just another question or two, Mr. Chairman. Is Shell Pac doing this research—Shell Pac is a subsidiary of the CPR, is it, or of a joint venture?

Mr. MacNabb: It is a joint venture.

Mr. Harding: Yes. Are there any other companies outside, let us say the CPR interested in a slurry pipeline?

Mr. MacNabb: Shell Pac, of course, is Shell Canada and CPR and I believe that the other national railway has an interest in pipelining also.

Mr. Harding: Is the other railway the Canadian National?

Mr. MacNabb: Canadian National, yes.

Mr. Harding: Is it engaged in this study too, or . . .

Mr. MacNabb: No.

Mr. Harding: . . . is it doing a study of its own?

Mr. MacNabb: It is a major carrier of coal, particularly from McIntyre Mines. Of course, being a major carrier of coal, they are also interested in pipeline movements of coal.

Mr. Harding: Mr. Chairman, I would like to ask a question or two about thermal coal too, particularly as it applies to say the East Kootenay District of British Columbia. There are many, many millions of tons of, what shall we call, waste coal—I do not think "wast" is the proper term for it.

Mr. MacNabb: Middlings and oxidized coal.

Mr. Harding: Middlings, that is right. It can be used as thermal coal.

Has your department done any investigation into the use of this coal, and have you located any potential sites as to where this coal could be used?

Mr. MacNabb: Our investigation has been restricted to assessments of the quantities that might be developed by the various companies through the years as they meet their contractual commitments with the Japanese, and in addition to this, discussions with power utilities in the areas as to the possible sites that they may have in mind for power plants. But my understanding of the situation, at the present time, is that one of the great drawbacks is that the plant to be efficient, to burn this coal efficiently, economically, the plant would have to be located near the mine. So you do not have to carry the burden of transportation costs.

One of the major difficulties of locating a power plant near the mine is the lack of adequate cooling water for the thermal electric plant.

Mr. Harding: Has the department done any investigation on its own, into the economics of having this coal go South of the border? I think there are five sites in the United States where they have potential thermo plants based on the use of this coal.

Has your department made any studies as to the economics of having this coal go over the line?

[Interpretation]

M. Harding: Juste une question ou deux encore, si vous le permettez, monsieur le président. Est-ce *Shell Pac* qui fait des recherches—*Shell Pac* est une filiale du CPR, ou bien est-ce une filiale d'un groupe?

M. MacNabb: Il s'agit là d'un projet conjoint.

M. Harding: Oui. Est-ce qu'il y a des sociétés autres que le CPR, par exemple, qui s'intéressent au transport de matières solides par pipeline?

M. MacNabb: Il y a, bien sûr, *Shell Pac* qui est Shell Canada, et le CPR, et je crois que l'autre compagnie nationale de chemins de fer s'intéresse aussi aux pipelines.

M. Harding: Est-ce que l'autre compagnie de chemins de fer est le Canadien National?

M. MacNabb: Le Canadien National, oui.

M. Harding: Est-ce qu'il participe à cette étude également, ou . . .

M. MacNabb: Non.

M. Harding: . . . est-ce qu'il fait une étude indépendante?

M. MacNabb: C'est un grand transporteur de houille, à partir de McIntyre Mines en particulier. Naturellement, étant un grand transporteur de houille, il s'intéresse également au transport de la houille par pipeline.

M. Harding: Monsieur le président, j'aimerais poser une question ou deux concernant la houille de chauffage puisque cela concerne spécialement le district de East Kootenay en Colombie-Britannique. Il s'y trouve des millions et des millions de tonnes de ce que nous pourrions appeler des déchets de houille—je ne crois pas que «déchets» soit l'expression juste.

M. MacNabb: Des fines et poussier.

M. Harding: Des fines, en effet. On pourrait les utiliser comme houille de chauffage.

Est-ce que votre ministère a fait des études sur l'utilisation de ce charbon et avez-vous trouvé des endroits où il pourrait servir?

M. MacNabb: Notre enquête est encore au stade des évaluations des quantités pouvant être utilisées par diverses entreprises au cours des années, à mesure qu'elles sont appelées à remplir leurs engagements envers les Japonais; en outre, des entretiens ont lieu avec les sociétés d'énergie de la région afin de savoir quels sont les endroits où ces sociétés ont l'intention d'établir des centrales d'énergie, mais d'après ce que je connais de la situation, actuellement une des principales difficultés est que la centrale, pour fonctionner efficacement, pour brûler ce charbon de manière économique, doit être située à proximité de la mine. Ainsi, il n'y aurait pas de frais de transport.

Une des principales difficultés qui s'opposent à l'installation d'une centrale d'énergie près d'une exploitation minière est l'insuffisance d'eau pour refroidir l'usine thermoélectrique.

M. Harding: Est-ce que le ministère a fait une enquête afin de savoir s'il serait rentable que ce charbon soit expédié dans le sud, au-delà de la frontière? Je pense qu'il y a cinq endroits aux États-Unis où des centrales thermiques pourraient utiliser ce charbon.

Est-ce que votre ministère a étudié l'aspect économique de l'expédition du charbon au delà de la frontière?

[Texte]

Mr. MacNabb: No, any of our studies have related to the use of the coal in Canada.

Mr. Harding: I must say I am very, very pleased to hear that. I think it is an excellent approach.

The hauling of this coal to thermo sites in the United States was one of the levers that the Kootenay & Elk Railway Co. were trying to use as a reason for having this railway linked out to the Canadian border, and I think it is a pretty weak lever to use really, when the price they want to pay, I understand, ranges around \$3.50 a ton delivered at the site.

Might I come back on another question? Have you located a site that is acceptable for the use of this thermal coal right in the East Kootenay area?

Mr. MacNabb: The department as such has not been looking for a power site. This has been underway by the utilities in the areas where the coal was available, and to the best of my knowledge they have not located a suitable site.

Mr. Harding: Have they considered the possibility of . . .

An hon. Member: ?

The Chairman: This question for that witness. He just mentioned that government has nothing to do with it.

Mr. Harding: Mr. Chairman, this is coal and I think we are dealing with coal reserves are we not?

The Chairman: Yes, we are, but . . .

Mr. Harding: And here we are sitting with many millions of tons of coal. I am just wondering what we are going to do with them.

The Chairman: I quite understand the problem.

Mr. Harding: It is becoming a problem. It is becoming a major problem as far as the mines are concerned. It is a costly proposition to pile it up and I am just trying to find out if the federal department is interested, or if they have done some work in trying to?

The Chairman: You got those answers, Mr. Harding?

Mr. Harding: No, I have not got the answers.

The Chairman: I think all those questions would come under the main estimates of that Committee. We are only studying the supplementary estimates here. I cannot link your question with the Supplementary estimates at all.

Another thing, I believe your time is up.

• 1625

Mr. Harding: Well maybe my time is up, Mr. Chairman. If my time is up that is different. But I want to take issue with you; I think this is linked very closely to the mineral, and the energy and resources program even though it is a supplementary estimate. But if my time is up, that is fine.

The Chairman: Any further questions then on Vote 5a? You have a further question, Mr. Harding?

[Interprétations]

M. MacNabb: Non, toutes nos études sont centrées sur l'emploi du charbon au Canada.

M. Harding: J'avoue que je suis très, très heureux de l'apprendre et cela est une excellente façon d'envisager les choses.

Le transport de ce charbon vers les centrales thermiques des États-Unis avait servi d'argument à la *Kootenay Elk Railway Co.* pour obtenir un embranchement jusqu'à la frontière canadienne et il semble que c'est un très faible argument en vérité, alors qu'ils ne sont prêts à payer qu'environ \$3.50 la tonne livrée sur place, si je suis bien renseigné.

Pourrais-je revenir sur une autre question? Avez-vous trouvé un endroit où ce charbon de chauffage pourrait être utilisé dans la région même de East Kootenay?

M. MacNabb: Le ministère n'a pas indépendamment cherché d'emplacement. Ce sont les services d'utilité publique des régions où ce charbon se trouve qui s'en sont occupés, et, à ma connaissance, ils n'ont pas trouvé d'emplacement approprié.

M. Harding: Est-ce qu'ils ont envisagé la possibilité de . . .

Une voix:

Le président: La question est pour ce témoin. Il vient de mentionner que le gouvernement n'a rien à voir là-dedans.

M. Harding: Monsieur le président, on parle de charbon, et il me semble de réserves de charbon. N'est-ce pas le cas?

Le président: Oui, c'est exact, mais . . .

M. Harding: Et nous avons des millions de tonnes de charbon inexploitées. Je me demande simplement ce que nous allons en faire.

Le président: Je vois très bien la difficulté.

M. Harding: Cela devient un problème. Cela devient un problème important pour les mines. Cela coûte cher de le stocker et j'essaie de savoir si le gouvernement fédéral s'intéresse ou s'il a cherché à prendre des mesures en vue de . . .

Le président: Vous avez obtenu les réponses que vous vouliez, monsieur Harding.

M. Harding: Non, je n'ai pas eu les réponses que j'attendais.

Le président: Je pense que toutes ces questions relèvent du budget principal de ce comité. Nous n'étudions présentement que le budget supplémentaire. Je ne puis rattacher votre question au budget supplémentaire en aucune manière.

En outre, je pense que vous avez épuisé le temps qui vous était alloué.

M. Harding: Peut-être que mon temps est écoulé, monsieur le président. Si tel est le cas, c'est différent. Mais je veux vous signaler mon désaccord; je crois que c'est étroitement lié au programme des mines, de l'énergie et des ressources, même s'il s'agit d'une prévision budgétaire supplémentaire. Mais si mon temps est écoulé, c'est très bien.

Le président: Est-ce qu'il y a d'autres questions au sujet du crédit 5A? Vous avez une autre question, monsieur Harding?

[Text]

Mr. Harding: Yes, I do have some.

The Chairman: You have another five minutes then.

Mr. Harding: Has the department investigated the possibility of the site in Alberta which would involve a short rail haul?

Mr. MacNabb: Well as I have said, Mr. Chairman, the department has not investigated the actual or the possible sites for power plants. The utilities in the areas in the provinces concerned have been looking at this. The department has not been involved in that.

Mr. Harding: I see. Now, Mr. Chairman, I understand we will have an opportunity later to go over the main estimates.

The Chairman: In March or April.

Mr. Harding: Yes. That is fine. I understand there are several other sections here dealing with atomic energy.

The Chairman: Yes. Well if we are through with Vote 5a, we will stand that item.

Vote 5a—allowed to stand.

Atomic Energy Control Board

Vote 30a—Atomic Energy Control Board—The grants listed in the Estimates—\$3,625,000

Atomic Energy of Canada Limited—Nuclear Research and Utilization Program

Vote L15a—Loans in the current and subsequent fiscal years to Atomic Energy of Canada Limited, on such terms and conditions as the Governor in Council may approve, to finance the Rehabilitation of the Glace Bay Heavy Water Plant—\$95,000,000

The Chairman: Then I would, in your name, change the witnesses. Gentlemen, we have with us Dr. D. G. Hurst, President of the Atomic Energy Control Board. I would ask him to introduce the two witnesses he has with him.

Dr. D. G. Hurst (President, Atomic Energy Control Board): You have Dr. D. J. Dewar, Chief Scientific Adviser of the Board; and Mr. R. W. Blackburn, Secretary of the Board.

The Chairman: Now, are there any questions on the Atomic Energy Control Board? Mr. Aiken.

Mr. Aiken: Well, just as a preliminary, I would like to ask what the additional estimate will be used for, if that is not too broad a question.

Dr. Hurst: No. In 1968 there was a commitment by the federal government to supply \$23.3 million for the TRIUMF Project, which is a joint project of the University of British Columbia, Simon Fraser University, Victoria University, and the University of Alberta. There was a certain cash flow agreed that over the middle years was fairly uniform. It was found as they got into the project that a large part of the capital expenditure was needed about this year to buy the larger equipment and get it ready for installation. So that this request is for \$3.625 million of which \$3.3 million is being transferred from the 1973-74 agreed cash flow, and the remaining \$.325 million is an amount that had accrued from 1968-69 which was not paid to the project in that year and it is now proposed to bring that forward. So that there is no suggested increase than the total federal grant to TRIUMF, this is a change in the cash flow.

[Interpretation]

M. Harding: Oui, j'en ai d'autres.

Le président: Vous avez encore cinq minutes.

M. Harding: Le ministère a-t-il examiné la possibilité d'un emplacement en Alberta qui n'impliquerait qu'un très court transport par chemins de fer?

M. MacNabb: Comme je l'ai dit, monsieur le président, le ministère n'a pas étudié les emplacements réels ou éventuels pour des génératrices. Ce sont les entreprises de service public des régions dans les provinces en question qui s'en sont occupées. Le ministère ne s'en est pas occupé.

M. Harding: Je vois. Je crois comprendre que nous aurons l'occasion plus tard de passer aux principales prévisions budgétaires.

Le président: En mars ou avril.

M. Harding: Oui. Très bien. Je crois qu'il y a ici plusieurs autres sections qui traitent de l'énergie atomique.

Le président: Oui. Nous en avons terminé avec le crédit 5, et nous allons le réserver.

Le crédit 5a—réservé.

Comme de contrôle de l'énergie atomique

Crédit 30a—Commission de contrôle de l'énergie atomique—Les subventions énumérées dans les prévisions budgétaires—\$3,625,000

Énergie atomique du Canada, Limitée—Programme de recherche et de réalisation nucléaire

Crédit L51a—Prêts à l'énergie atomique du Canada, Limitée, pour l'année financière en cours et les années subséquentes, conformément aux conditions approuvées par le Gouverneur en conseil, en vue de financer la remise en état de l'usine d'eau lourde de Glace Bay—\$95,000,000

Le président: Je vais alors, changer les témoins en votre nom. Messieurs, nous avons avec nous M. D. G. Hurst, président de la Commission de contrôle de l'énergie atomique. Je lui demanderais de présenter les deux témoins qui l'accompagnent.

M. D. G. Hurst (Président de la Commission de contrôle de l'énergie atomique): M. D. J. Dewar, Conseiller scientifique en chef de la Commission; et M. R. W. Blackburn, secrétaire de la Commission.

Le président: Des questions au sujet de la Commission de contrôle de l'énergie atomique? Monsieur Aiken.

M. Aiken: Pour commencer, j'aimerais demander à quelle fin seront utilisés les fonds mentionnés dans le budget supplémentaire, si cette question n'est pas trop étendue.

M. Hurst: Non. En 1968, le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir \$23.3 millions pour le projet TRIUMF, qui est un projet conjoint de l'Université de Colombie-Britannique, l'Université Simon Fraser, l'Université de Victoria, et l'Université de l'Alberta. On avait convenu d'un certain accord financier assez uniforme au cours des années intermédiaires. Or, on a découvert en commençant à réaliser le projet qu'une grande partie des dépenses d'investissement devait être faite cette année afin d'acheter et d'installer un équipement plus considérable. Ainsi donc, cette demande s'élève à \$3.625 millions, dont \$3.3 millions sont transférés du montant qui aurait dû être versé pour l'année 1973-1974, et les \$.325 millions qui restent constituent un montant qui s'était accumulé depuis l'année 1968-1969, car il n'a pas été payé au cours de cette année-là et nous proposons de le verser maintenant. Il n'y a donc pas d'augmentation qui est suggérée par rapport à la subvention globale du gouvernement fédéral au projet TRIUMF, c'est un changement dans le calendrier selon lequel l'argent devait être fourni.

[Texte]

Mr. Aiken: Is there a major capital expenditure being anticipated in the current year for the purchase of equipment?

Dr. Hurst: There are a number of large items, the centre of the cyclotron is a very large magnet and the magnet and the coils that go with it and the radio frequency equipment to drive it, these sort of things are being bought and need to be paid for so that they can be installed during the remaining years and got ready for condition.

• 1630

Mr. Aiken: Where is the cyclotron being established?

Dr. Hurst: It is physically on the campus of the University of British Columbia.

Mr. Aiken: And the other universities are taking part in the research work being done on this particular unit?

Dr. Hurst: Yes, it is a joint project of four universities.

Mr. Aiken: Just one other thing. Is the cyclotron an applied science project or is it in large part pure research?

Dr. Hurst: It is in large part what is called intermediate energy nuclear research.

Mr. Aiken: Thank you.

The Chairman: Dr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, it seems to me a year or so ago when the Atomic Energy Board was before they implied that they hoped to sell reactors abroad and so on, and recently it seems to me there have been rather critical articles appearing on Canada's course in the atomic energy field. Can you comment on that? I presume these grants hope to make up any deficiencies.

Mr. Pepin: No, this is something quite different, if I may butt in. This will be covered by the next item, Atomic Energy of Canada Limited. Would you reserve your question for Mr. Lorne Gray who will be delighted to enlighten you on the subject.

Mr. Ritchie: I pass.

The Chairman: Any further questions on Vote 30a? Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Just one question. Why is this vote, this TRIUMF PROJECT being approached under the Atomic Energy Control Board? What would be the reason for your department handling it, sir?

Dr. Hurst: The Atomic Energy Control Board gives grants for research in universities. There is a section in the act that gives the Board that power. This is one of the grants that we give to universities.

Mr. Thomson: I would accept that, but I suppose all the universities in Canada could apply for an atomic energy research project and I would wonder what method have you of deciding which would be an appropriate project. Maybe someone else would like to establish another one.

[Interprétations]

M. Aiken: Envisage-t-on au cours de l'année des dépenses d'investissement importantes pour l'achat d'équipement?

M. Hurst: Il y a plusieurs postes importants, le Centre du cyclotron est constitué par un gros aimant ainsi que par l'aimant et les bobines qui l'accompagnent, le dispositif de fréquences radiophoniques pour mettre avant le moteur, toutes ces pièces doivent être achetées et payées afin qu'on puisse les installer et mettre au point au cours des années qui restent.

M. Aiken: Où installe-t-on le cyclotron?

M. Hurst: Sur le campus de l'université de Colombie-Britannique.

M. Aiken: Et les autres universités participent aux travaux de recherche au moyen de cette installation?

M. Hurst: Oui, c'est un projet auquel participent quatre universités.

M. Aiken: Une dernière chose. Le cyclotron est-il de la science appliquée ou si c'est de la recherche pure?

M. Hurst: C'est ce qu'on appelle de la recherche nucléaire énergétique intermédiaire.

M. Aiken: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, il y a un an, lorsque la Commission de l'énergie atomique comparassait devant le Comité, elle avait laissé entendre qu'elle espérait pouvoir vendre des réacteurs à l'étranger; or des articles plutôt critiques ont paru récemment dans la presse en ce qui concerne la politique suivie par le Canada dans le domaine de l'énergie nucléaire. Pourriez-vous nous dire un mot à ce sujet? Je suppose que ces subventions sont destinées à compenser ces lacunes éventuelles.

M. Pepin: Non, c'est tout autre chose, si vous me permettez. C'est au poste suivant, *Atomic Energy of Canada Limited*. Pourriez-vous réserver votre question à M. Lorne Gray qui se fera un plaisir de vous répondre.

M. Ritchie: Je cède mon tour.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur le crédit 30a? Monsieur Thomson.

M. Thomson: Une seule question. Pourquoi ce vote, le projet Triumf, est-il étudié sans la Commission du contrôle de l'énergie nucléaire? Comment se fait-il que c'est votre ministère qui s'en occupe?

M. Hurst: La Commission de contrôle de l'énergie nucléaire accorde des subventions en vue de recherches universitaires. La Commission est habilitée à procéder de la sorte en application d'un article de la loi. Il s'agit ici d'une subvention que nous accordons aux universités.

M. Thomson: D'accord, mais dans ce cas toutes les universités du Canada pourraient faire une demande en vue d'un projet de recherche sur l'énergie nucléaire et j'aimerais savoir comment vous choisissez parmi ces projets. Peut-être quelqu'un d'autre désire-t-il en réaliser un.

[Text]

Dr. Hurst: In addition to TRIUMF we fund about 11 projects in universities, but they are considerably smaller. The total grant is 2.5 million for the other grants per annum.

Mr. Pepin: Mr. Thomson, it could have been done by the National Research Council and it could have been done by a number of entities. However, it was found convenient to put it there. I remember because I was the one who dealt with this matter at the time.

Mr. Thomson: You took my next question. Thank you.

The Chairman: Mr. Hales.

Mr. Hales: What liaison do you have between the National Research Council and your Board? Is there not great danger of overlapping here?

Dr. Hurst: The President of the National Research Council is an ex officio member of the Board. In the case of these projects we have a joint visiting committee—it is a joint NRC-AECB committee—that visits these projects annually or semi-annually and reports to the appropriate body but the studies are co-ordinated.

Mr. Hales: Your own officials will visit likewise?

Dr. Hurst: The committee is made up of experts who report both to the Atomic Energy Control Board and to the National Research Council.

Mr. Hales: What I am getting at is, would your officials go on campus and investigate what is going on and then National Research go on campus and do the same thing?

Dr. Hurst: In the case of atomic energy research it is joint, we effectively go at the same time, and they are very closely co-ordinated.

Mr. Hales: You do not have the situation arise where a member from the Atomic Energy Control Board arrives on campus and goes through all the research work and checks on what they are doing and then two months later we have somebody from the National Research Council come in and do the same thing?

Dr. Hurst: I think it is fair to say no.

• 1635

Mr. Hales: I will report any cases I hear then.

What about this cash flow business? You are apparently thanking \$3.3 million out of your 73-74 appropriation.

Dr. Hurst: Yes.

Mr. Hales: This means that you are going to run out of money that much faster then. Then what do you propose to do? Come back and ask some more supplementary estimates?

Dr. Hurst: Yes, I think it is quite likely, but it will not be for the machine; it will be for experimental equipment to use the machine.

[Interpretation]

M. Hurst: En plus du projet Triumf, nous finançons quelque onze projets dans diverses universités, mais ils sont bien moins importants. Le montant de ces autres subventions s'élève à 2.5 millions par année.

M. Pepin: Monsieur Thomson, le Conseil national de la recherche aurait pu le faire et d'autres organismes auraient pu le faire également. On a toutefois jugé opportun de le faire ainsi. Je m'en souviens car c'est moi qui m'en suis occupé.

M. Thomson: Vous venez de répondre à mon autre question. Je vous remercie.

Le président: Monsieur Hales.

M. Hales: Quel rapport existe-t-il entre le Conseil national de la recherche et votre commission? Ne risque-t-on pas de faire double emploi?

M. Hurst: Le président du Conseil national de la recherche est membre d'office de la Commission. En ce qui concerne ces projets, un comité conjoint du Conseil national de la recherche et de la Commission du contrôle de l'énergie nucléaire inspecte ces projets annuellement ou semestriellement et fait rapport aux personnes intéressées, mais ces études sont coordonnées.

M. Hales: Vos propres fonctionnaires font-ils également des inspections?

M. Hurst: Le Comité comporte des experts relevant de la Commission de contrôle de l'énergie nucléaire aussi bien que du Conseil national de la recherche.

M. Hales: Je cherche à déterminer si vos fonctionnaires se rendent dans les universités pour procéder à des inspections après ceux du Conseil national de la recherche?

M. Hurst: En ce qui concerne la recherche dans le domaine de l'énergie nucléaire, les fonctionnaires se rendent ensemble dans les universités pour y effectuer leur inspection.

M. Hales: Le cas ne se présente donc pas où un membre de la Commission de contrôle de l'énergie nucléaire se présente dans une université pour y effectuer une inspection, pour être suivie deux mois plus tard par un fonctionnaire du Conseil national de la recherche qui répéterait le même travail?

M. Hurst: Je dirais que non.

M. Hales: Je signalerai donc toute affaire qu'on me rapportera.

Qu'est-ce que cette histoire de liquidité? Apparemment, vous prélevez 3.3 millions de dollars sur votre crédit de 1973-1974.

M. Hurst: Oui.

M. Hales: Vous allez donc vous trouver à court d'argent d'autant. Que vous proposez-vous alors de faire? Revenir et demander un autre budget supplémentaire?

M. Hurst: Oui, il y a de grande chance pour que cela se passe ainsi, mais ce ne sera pas pour la machine; il s'agira d'équipement expérimental pour l'utiliser.

[Texte]

Mr. Pepin: I should say at this point that when this was done a couple of years ago we knew what the price was going to be: about 20 some million dollars and we took a rather mathematical approach, I remember well. Not knowing what would be the cash flow needed for every year, we took the pie and divided it into four pieces. If I remember well, It was not done in a very sophisticated way for lack of knowledge as to the cash flow that would be needed. What is done today is simply amending the sort of unsophisticated approach that was taken.

Mr. Hales: What was the original amount, roughly \$23 million?

Mr. Pepin: It was \$23.3 from the federal.

Mr. Hales: How much of that have you spent up to date in round figures?

Dr. Hurst: I would say about \$14 million.

Mr. Hales: So you have \$9 million left. You have enough for about two more years maybe.

Dr. Hurst: Yes.

Mr. Hales: And will your research work be completed?

Dr. Hurst: This stage is the construction; the machine is expected to go into operation at the end of 1973 or early 1974.

Mr. Hales: All right, Mr. Chairman.

Mr. Pepin: I might add very rapidly that the universities themselves are making a contribution to this in the area of \$5 million and I might add as a second thought that this is a very popular program in western Canada. The westerners often say that all this very sophisticated research is done in central Canada and it was done in part—if I recall well—to share the wealth with western universities in matters of nuclear research.

The Chairman: Are there any further questions to the Atomic Energy Control Board? Mr. Thomson.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Just one, Mr. Chairman, and that has to do with the new science minister.

How do you see the new science minister co-ordinating the work you do? What effect do you see his having in your department in this regard?

Mr. Pepin: As an official Mr. Hurst is not in a capacity to answer.

Mr. Thomson Battleford-Kindersley: All right, we will ask the Minister then. I am glad you are here, then.

Mr. Pepin: I am here to protect the officials. I think Mr. Gillespie will do a piece of work that was very much needed in the sense that everybody recognized that there could be better co-ordination between all the departments doing research and development. Mr. Gillespie is going to get involved in that. As you said yourself he is not going to run any major show; his function will be essentially a co-ordinating one. I think he is a terribly bright man and he is very interested in what he is doing and we feel this pressure on our shoulders if that is of interest to you.

[Interprétations]

M. Pepin: Je me dois d'ajouter que, lorsque l'on a fait cela il y a environ deux ans, nous savions quel en serait le prix, à savoir environ 20 millions de dollars, et je me souviens très bien que nous l'avons déterminé d'une manière arithmétique plutôt que technique. Ne sachant pas quel serait le besoin en liquidité pour chaque année, nous avons pris toute cette somme et nous l'avons tout simplement divisée en quatre, si ma mémoire est bonne. Cela n'a pas été fait d'une manière très élaborée car nous ne savions pas quels seraient les besoins par année. Aujourd'hui, il ne s'agit que de la réorganisation réaliste de ce budget.

M. Hales: Quel était le montant original, environ 23 millions de dollars?

M. Pepin: La part du fédéral était de 23.3 millions de dollars.

M. Hales: En arrondissant, combien avez-vous dépensé jusqu'à présent?

M. Hurst: Je dirais, environ 14 millions de dollars.

M. Hales: Il vous reste donc 9 millions de dollars. Ce qui vous en laisse peut-être assez pour deux années de plus.

M. Hurst: Oui.

M. Hales: Les travaux de recherche sont-ils terminés?

M. Hurst: Nous en sommes à la construction; la machine doit commencer à fonctionner à la fin de 1973 ou au début de 1974.

M. Hales: Très bien, monsieur le président.

M. Pepin: Je pourrais ajouter que les universités elles-mêmes apportent une contribution de l'ordre de 5 millions de dollars et que ce programme est très populaire dans l'ouest du Canada. Les habitants de l'Ouest disent souvent que toute cette recherche très complexe est faite dans le Canada central et que—si je me souviens bien—cela a été fait en partie pour partager la richesse avec les universités de l'Ouest en matière de recherche nucléaire.

Le président: A-t-on d'autres questions à poser à la Commission de contrôle de l'énergie atomique? monsieur Thomson.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Une seule question, monsieur le président, qui se réfère au nouveau ministre de la Science.

Comment envisagez-vous le rôle de coordinateur du nouveau ministre de la Science en ce qui concerne votre travail? Quels seront les effets de son rôle dans votre ministère à cet égard?

M. Pepin: En tant que fonctionnaire, M. Hurst n'est pas en mesure de vous répondre.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Très bien, je poserai alors ma question au ministre. Je suis heureux que vous soyez là.

M. Pepin: Je suis ici pour protéger les fonctionnaires. A mon avis, M. Gillespie effectuera un travail dont on avait très besoin dans la mesure où tout le monde a reconnu qu'il pourrait y avoir une meilleure coordination entre tous les ministères qui font de la recherche et du développement. Ce seront les domaines où M. Gillespie sera impliqué. Comme vous l'avez dit vous-même, son rôle ne sera pas de tout premier plan; il s'agira avant tout d'un rôle de coordination. Il s'agit d'un homme très intelligent et qui s'intéresse énormément à ce qu'il fait, et si cela vous intéresse, sa présence se fait déjà sentir.

[Text]

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Yes, sir. We will let it go for now. Thank you, Mr. Chairman, but let me warn you I am watching too.

The Chairman: There are no further questions on Vote 38. We will ask now the representatives of the Atomic Energy of Canada Limited to come here. I wish in your name to thank the witnesses that we have had, in particular Dr. Hurst, the President.

I believe that we have as witnesses now Mr. J.L. Gray, President and Mr. G.H. Sprague, Treasurer.

Are there any questions on Vote L51A?

• 1640

Mr. Ritchie: A couple of years ago the Atomic Energy Board had plans to sell reactors and so on around the world. Recently I believe there have been some articles—I saw one article at least—rather critical of what has happened in a general way. Could I just have a comment from the Chairman of the Board on what has happened in the intervening couple of years.

Mr. J. L. Gray (President, Atomic Energy of Canada Limited): On the matter of export sales, we have not been very successful. I think in the last two years we have sold one large research reactor for about \$35 million to Taiwan. That project is going extremely well. It is being installed now. That is a straight commercial sale. There was no gift or CIDA loans. The other areas of the world we were bidding in—Rumania, Greece, Australia, Mexico—we have not sold one nor has anyone else sold one in those markets for a variety of reasons. They all differ in each country. We have not been successful in selling a commercial nuclear power station. The Taiwan plant is a research reactor so that there are two markets at the moment that are immediately of interest and we will be deciding shortly whether or not we will bid in them. One is Argentine and the other is Mexico. We are recalling bids in Mexico for the ones that did not issue an order last year. Rumania is still interested but we are not active at the moment. We have a large group of Rumanians here in Canada now. They have been here for about three weeks looking at the nuclear power stations and research reactors. But whether this will go or not I would not like to hazard a guess.

Mr. Pepin: If I may, I might add a small comment. It was in Italy a few days ago and I met with the atomic energy authorities in Italy who made a great to do. I think I should carry this message here about the fact that Pickering had become operative and for people in the market for nuclear reactors, it is extremely important that they should be able to point to one of the major nuclear establishments that is working well. Up to recent times, Mr. Gray has been working with the disadvantage of not being able to point to a major nuclear reactor on the commercial side that has been operating in Canada full-steam if I may use that word and now he is able to do that. Being a very good salesman and having this extra advantage, maybe the possibility is better in the future.

[Interpretation]

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Oui, monsieur. Ce sera tout pour l'instant. Merci, monsieur le président. Toutefois, je tiens à vous prévenir que tout m'intéresse aussi dans ce domaine.

Le président: Il n'y a plus d'autres questions au sujet du Crédit 38? Je demande maintenant aux représentants de l'Énergie atomique du Canada, Limitée, de prendre place. Je désire remercier en votre nom les témoins qui ont comparu, en particulier M. Hurst, le président.

Sauf erreur, nous avons maintenant comme témoin M. J. L. Gray, président, et M. G. H. Sprague, trésorier.

Y a-t-il des questions au sujet du Crédit L51A?

M. Ritchie: Il y a quelques années, la Commission de l'énergie atomique avait des projets de vente de réacteurs, etc., dans le monde entier. Je crois que certains articles ont paru récemment—du moins j'en ai lu un—révélant une attitude assez critique sur l'évolution des choses en général. Le président de la Commission pourrait-il me faire quelques commentaires sur les événements des quelques dernières années.

M. J. L. Gray (Président de l'Énergie atomique du Canada Limitée): Nous n'avons pas obtenu de grands succès dans le domaine des ventes d'exportation. Au cours des deux dernières années, je crois que nous avons vendu un grand réacteur de recherche à Taiwan pour \$35 millions environ. Ce projet évolue de façon très satisfaisante. Le réacteur est maintenant en cours d'installation. Il s'agit là d'une vente commerciale directe. Aucun don ni aucun prêt de L'ACDI n'a été fait. Nous n'en avons pas vendu un seul dans les autres régions du monde sur lesquelles nous comptons—la Roumanie, la Grèce, l'Australie et le Mexique—et, pour toute une série de raisons, personne d'autre n'en a vendu sur ces marchés. Ils diffèrent selon chaque pays. Nous n'avons pas réussi à vendre de centrales nucléaires commerciales. Le réacteur vendu à Taiwan est un réacteur de recherche, c'est pourquoi nous portons, pour le moment, un intérêt immédiat à deux marchés et nous déciderons bientôt si nous allons y faire des offres. L'un est celui de l'Argentine et l'autre celui du Mexique. Nous retirons nos offres aux Mexique pour les marchés qui n'ont pas émis de commandes l'année dernière. La Roumanie manifeste encore un certain intérêt mais nous n'y avons aucune activité pour le moment. Un groupe important de Roumains est actuellement au Canada. Depuis environ 3 semaines ils examinent les centrales nucléaires et les réacteurs de recherche. Cependant, je ne me risquerai pas à dire si cette visite aura un résultat ou non.

M. Pepin: Je voudrais ajouter quelques courtes remarques. J'étais en Italie il y a quelques jours et j'y ai rencontré les responsables italiens de l'énergie atomique qui se sont montrés très actifs. Je tiens à vous faire savoir que Pickering a maintenant commencé à fonctionner et il me semble extrêmement important que les personnes chargées de vendre des réacteurs nucléaires puissent souligner l'existence de l'une des grandes centrales qui fonctionne de façon satisfaisante. Jusque très récemment, M. Gray travaillait avec l'inconvénient de ne pas pouvoir citer de grands réacteurs nucléaires commerciaux qui fonctionnent au Canada à pleine vapeur, si je peux employer cette expression, mais il peut désormais le faire. Puisque M. Gray est très bon vendeur et qu'il dispose de cet avantage supplémentaire, les perspectives d'avenir sont peut-être meilleures.

[Texte]

Mr. Ritchie: As a matter of interest has Red China shown any interest now that we have recognized them.

Mr. Gray: There has been no definite interest yet in the nuclear power field. In the cobalt beam therapy field for treatment of cancer, we have been selling these machines to Red China for a number of years. I do not know whether they just buy half a dozen and reproduce them but this has been one of the good markets for this beam therapy machine.

I might just add to what the Minister has said that two of four units of the Pickering reactors are now running, as of yesterday anyway. They are running both at 540 megawatts, putting 1 million kilowatts into the Ontario grids and they have been most successful. The reason you do not read about it is that it is a success story and nobody is interested in that. They are only interested when you spill heavy water or have an accident of some kind but there are not two reactors anywhere in the world working better than those two at Pickering. They do not belong to us. They belong to Ontario Hydro but they are of Canadian design.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, as I recall the reactors were of—not knowing anything technically about them—of different types. We were following different lines to what the Americans were doing which also was somewhat different to what the U.K. was doing. What has happened in the last few years to indicate which is the best course or what are the pros and cons, if there is a divergence in the principle of operation? Is Canada on a competitive course as compared with the other two?

• 1645

Mr. Gray: Absolutely. Canada is on a competitive course. It has got a little different reactor system in that it is using pressure tubes for the pressure system. This is the main thing that is different in the Canadian system to the American system which uses a big pressure vessel. That takes the heat away from the moderator that allows your reactor to operate. If we do not have anything going for us that is what we have going for us; it is a pressure tube design. We see it continuing very successfully. It is quite competitive in Canada now. We think it will become competitive elsewhere and we will find out in these bids. The Americans still lead the world in installations and in foreign markets and they will for a long time. We think we have something better to offer the foreign market and if Pickering continues to run as well as it is running now for the next year or so, we will be really out selling as many as we can service with the item that we are really supposed to be talking about, heavy water. It will be the limiting factor on the use of Canadian reactors. I am making a prediction, but as I see it, it will be the only limiting factor.

The British program is no longer competitive. The British gas-pool reactors are not even being offered in the world markets. They are offering a Canadian type reactor. It is what they call the British steam generating heavy water reactor; it is the only reactor the British are offering in the commercial market. They have not sold one either. They are going on to the other type of reactor which is the fast breeder reactor which is a little further down the line. The British have a very good program in that; the French

[Interprétations]

M. Ritchie: La Chine populaire a-t-elle manifesté un intérêt quelconque à la question depuis que nous l'avons reconnue?

M. Gray: Elle n'a pas encore manifesté d'intérêt précis dans le domaine de l'énergie nucléaire. Pour ce qui est du traitement du cancer par les rayons au cobalt, nous avons vendu ces appareils à la Chine populaire depuis un certain nombre d'années. Je ne sais si elle se contente d'en acheter une demi-douzaine pour les reproduire, mais elle a été un bon débouché pour cet appareil de traitement par rayons.

Je voudrais simplement ajouter à ce que le ministre nous a dit, le fait que deux des quatre éléments des réacteurs de Pickering fonctionnent maintenant, telle était du moins la situation hier. Ils fonctionnent chacun à 540 megawatts, fournissant 1 million de kilowatts au réseau de l'Ontario, ceci avec le plus grand succès. La raison pour laquelle aucun article n'est publié à ce sujet est qu'il s'agit d'un succès et que cela n'intéresse personne. Les gens ne s'intéressent à la question que lorsqu'il y a du gaspillage d'eau lourde, ou un accident quelconque, mais il n'existe pas deux réacteurs au monde qui fonctionnent mieux que ceux de Pickering. Ils ne nous appartiennent pas. Ils appartiennent à l'Hydro Ontario mais leur conception est canadienne.

M. Ritchie: Monsieur le président—je n'ai aucune connaissance technique sur les réacteurs—mais je crois me souvenir qu'ils étaient de type différent. Nous avons adopté des méthodes différentes de celles des Américains, lesquelles étaient également quelque peu différentes des méthodes du Royaume-Uni. Que s'est-il produit au cours des dernières années pour montrer quelle est la meilleure méthode, quels en sont les avantages et les inconvénients, s'il existe des différences dans le principe de fonctionne-

ment? Est-ce que le Canada fait figure de concurrent vis-à-vis des deux autres?

M. Gray: Absolument. Le Canada est un concurrent. Son système de réacteurs est quelque peu différent en ceci qu'il utilise des tubes de pression pour le système de pression. C'est la principale différence du système canadien par rapport au système américain qui utilise un vaisseau à haute pression. Cela libère de la chaleur du modérateur ce qui permet au réacteur de fonctionner. C'est de cela dont il est question; à savoir un système de tube à pression. Nous voyons qu'il fonctionne avec succès. A présent il est compétitif au Canada. Nous pensons qu'il le deviendra ailleurs et nous le verrons par ces offres. Les Américains sont toujours les premiers au monde en ce qui concerne les installations, et il en est de même sur les marchés étrangers, et pour encore longtemps. Nous pensons avoir quelque chose de mieux à offrir au marché étranger et si dans les années à venir Pickering continue à fonctionner aussi bien qu'à présent, nous vendrons autant d'équipement que nous pourrions en faire fonctionner dans le domaine dont nous parlons, à savoir l'eau lourde. C'est ce facteur qui imposera une limite à l'utilisation des réacteurs canadiens. Je fais une prédiction, mais à mon sens ce sera là le seul facteur limitatif.

Le programme britannique n'est plus concurrentiel. On ne propose plus de réacteurs à gaz britanniques sur les marchés mondiaux. On propose en échange des réacteurs de type canadien. C'est ce qu'on appelle le réacteur britannique à vapeur générateur d'eau lourde; c'est le seul réacteur offert par les Britanniques sur les marchés commerciaux. Ils n'en ont pas encore vendu. Ils se tournent vers

[Text]

have a good program and the Americans have a good program.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, what is the position in the American energy market looking at their fossil fuels versus nuclear power? How are they looking at the relative balance in the sense of how is nuclear power stacking up against natural gas and coal and oil and so on? Are we going to have more of this and less of the other? Can you hazard a guess or an opinion?

Mr. Gray: There is a very large planned program in the United States to install nuclear power. I do not have the numbers right here, but around 1990 I would imagine that 30 per cent of their installation will be nuclear. So it is something like 50 per cent of any new installation will be nuclear if they follow the projections. It will depend a lot on the success of a new type of reactor they are starting because they might run out of uranium. I expect they will run out of uranium by the end of the century unless they change the system that they have now. If the new breeder reactor runs well, towards the end of the century more than half of the new energy in the United States will be nuclear.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Mr. Chairman, I visited Pickering; I would like to compliment Mr. Gray and his officials on the success there, whatever share they had in it. I must ask the questions about the vote under consideration though, \$95 million, which is quite a large sum. First, I would like to know what agency will rebuild and operate the Glace Bay Heavy Water Plant?

Mr. Gray: Atomic Energy of Canada Limited has been authorized to lease the Glace Bay Heavy Water Plant, with possession as of Sunday midnight and we will be responsible for rehabilitating the plant.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): In regard to the cost, sir, as I understood it originally, there is \$60 million for a new plant, which obviously was too small. It seems to me that rehabilitation of this plant at \$95 million is quite expensive. Would you care to elaborate it?

Mr. Gray: The \$60 million is not a number I recall but it may be one of ours.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): No, no. I agree.

• 1650

Mr. Gray: To the best of my information the recent expenditure on the Glace Bay plant was about \$75 million. The expenditure was about in the 1965-66-67 period. If you estimate that at 6 per cent or 7 per cent you go well past the \$95 million.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): I have borrowed money and I know what you are talking about.

How many jobs do you expect to provide there, sir, in construction and later in operating?

[Interpretation]

l'autre type de réacteur qui est le surgénérateur, d'un niveau technique moins avancé. Les Britanniques y ont là un excellent programme; les Français ont un bon programme, ainsi que les Américains.

M. Ritchie: Monsieur le président, quelle est la position occupée sur le marché américain de l'énergie après comparaison entre leurs combustibles d'origine possible et la puissance nucléaire? Comment voient-ils l'équilibre relatif maintenant, c'est-à-dire où en est l'énergie nucléaire par rapport au gaz naturel, au charbon, au pétrole et ainsi de suite? Allons-nous avoir davantage de ceci et moins de cela? Pouvez-vous faire une prédiction ou émettre une opinion?

M. Gray: Il y a un programme planifié très vaste aux États-Unis afin de développer l'énergie nucléaire. Je n'ai pas ici les chiffres exacts, mais aux environs de, disons 1990, je crois que 30 p. 100 de leurs installations seront nucléaires. C'est en gros 50 p. 100 des nouvelles installations qui seront nucléaires s'ils suivent leurs prévisions. Cela dépend en grande partie du succès d'un nouveau type de réacteur qu'ils sont en train de lancer à cause du manque possible d'uranium. Je m'attends à ce qu'il leur manque de l'uranium d'ici la fin du siècle à moins qu'ils ne changent le système actuel. Si le nouveau réacteur-générateur fonctionne bien, vers la fin du siècle, plus de la moitié de la nouvelle énergie des États-Unis sera nucléaire.

M. Ritchie: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur le président, je suis allé visiter Pickering; j'aimerais féliciter M. Gray et ses subordonnés du succès qu'ils y ont accompli quelle qu'en soit leur part. Je dois poser les questions à propos du crédit actuellement à l'étude, 95 millions de dollars, ce qui est assez imposant. Tout d'abord, j'aimerais savoir quel organisme reconstruira et fera fonctionner l'usine d'eau lourde de Glace Bay?

M. Gray: On a autorisé L'Énergie atomique du Canada limitée à prendre un bail sur l'usine d'eau lourde de Glace Bay, la prise en possession se faisant dimanche à minuit et nous serons responsables de la réadaptation de l'usine.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): A propos du prix, monsieur, si j'ai bien compris, il s'agit de 60 millions de dollars pour une nouvelle usine, ce qui évidemment est insuffisant. Il me semble que la réadaptation de cette usine autour de 95 millions de dollars est très onéreuse. Vous-driez-vous apporter des explications?

M. Gray: Je ne me souviens pas des 60 millions de dollars mais cela peut être effectivement le chiffre.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Non, non, je suis d'accord.

M. Gray: On me dit que les récentes dépenses de l'usine Glace Bay en 1965-1966-1967 étaient de 75 millions de dollars. Or, en calculant 6 ou 7 p. 100 d'intérêt, vous dépassez les 95 millions de dollars.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Je vous comprends fort bien puisque j'ai contracté des emprunts.

Monsieur, combien d'emplois vous attendez-vous à créer dans le domaine de la construction et plus tard dans la conduite de l'entreprise?

[Texte]

Mr. Gray: In operating it will be about 150 permanent jobs; in construction around 500 I would say, between 400 and 600.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): What hiring policy will you have in regard to rebuilding and operating?

Mr. Gray: We are a federal agency so we will have to use Manpower Centres. I think the terms that we have in all our contracts are that where practicable we will use Canada Manpower Centres. We have just negotiated a contract with the Labour Council of Cape Breton for a full no strike contract for the full period until 1975 or 1976. This is done with the full co-operation of the Department of Labour people in the Province of Nova Scotia and here.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): By what date do you expect to complete this and what will its capacity be?

Mr. Gray: Its original capacity was rated at 400 tons per year. We are not going to use precisely the same design. We think we can improve it a bit and we expect to do a little more than 400 tons, perhaps 450 tons out of it. It is 30 to 33 months from Sunday midnight. That was, I think the number we put in on recommendations to the government.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): How does the design and cost compare to the Point Tupper plant?

Mr. Gray: We do not know the cost of the Point Tupper plant. It was originally \$65 million and we understand from discussions we have had recently with officials of Canadian General Electric that it is around \$75 million or \$78 million.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): What capacity is that plant at?

Mr. Gray: Four hundred tons per year.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): It has gone up a little in cost.

Mr. Gray: Again it was finished in 1968-69.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Is that operating now?

Mr. Gray: It is operating at about 60 per cent capacity as far as I am aware. It had some troubles with availability of steam from the steam plant, some trouble with gearing in compressor drives and some trouble with water. The source water became very muddy; they did a lot of construction upstream and they did not have clarifiers, so it came down, but I think they are about ready now. They are hoping to get up to near full capacity by the end of the year producing water.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Thank you. I will pass for now, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Aiken.

Mr. Aiken: I wanted to ask a question along the same lines, Mr. Chairman. There was difficulty in the original design of this plant, and I would like to ask Mr. Gray if they now have reasonable assurances that the technical difficulties can be overcome, or is there still a chance of failure?

[Interprétations]

M. Gray: Pour ce qui est du fonctionnement de l'entreprise, on peut compter 150 emplois permanents. Quant à la construction, les emplois oscilleront entre 400 et 600.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Quelle politique d'emploi allez-vous adopter à l'égard de la reconstruction et de la conduite des opérations?

M. Gray: Nous sommes un organisme fédéral et nous nous servons des Centres de la main-d'œuvre. D'ailleurs, tous nos contrats stipulent que nous devons nous servir des Centres de main-d'œuvre du Canada quand cela est possible. Nous venons de négocier avec le Conseil du travail du Cap Breton un contrat aux termes duquel aucune grève ne sera permise d'ici 1975-1976. On a pris ces initiatives grâce à la collaboration des hauts fonctionnaires des ministères du Travail fédéral et de la Nouvelle-Écosse.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Quelle sera la capacité de cette entreprise et quand sera-t-elle prête?

M. Gray: Au début, sa capacité est évaluée à 400 tonnes par année. Par ailleurs, nous n'avons aucunement l'intention de concevoir le même plan. Nous pensons que nous pouvons l'améliorer et augmenter la capacité à 450 tonnes. A compter de dimanche à minuit, on comptera 30 à 33 mois, soit le nombre qui figurait dans les recommandations présentées au gouvernement.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Pouvez-vous comparer le plan et le prix de revient à ceux de l'usine de Point Tupper?

M. Gray: Le côté financier de l'usine Point Tupper nous est étranger. Au départ, il s'agissait de 65 millions de dollars mais, par suite de discussions que nous avons eues avec les administrateurs supérieurs de la *Canadian General Electric*, le chiffre sera d'environ 75 ou 78 millions de dollars.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Quelle est la capacité de cette usine?

M. Gray: Quatre cents tonnes par année.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Le prix de revient s'est élevé quelque peu.

M. Gray: Tout était fini en 1968-1969.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): L'usine fonctionne-t-elle présentement?

M. Gray: Oui mais à 60 p. 100 de sa capacité. Le générateur de vapeur a été défectueux ainsi que l'embrayage des commandes du compresseur. Elle a eu aussi des problèmes d'eau car la source devint fort boueuses; on a tenté toutes sortes de réparations en amont de la source, mais en l'absence de clarificateurs, ce mélange s'écoula vers le bas. Cependant, je pense que tout est réparé maintenant. On espère exploiter cette usine presque à pleine capacité pour qu'elle produise de l'eau vers la fin de cette année.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Je vous remercie. Je laisse la parole à un autre, monsieur le président.

Le président: Monsieur Aiken.

M. Aiken: Je voulais poursuivre dans la même veine, monsieur le président. On a eu peine à concevoir le plan original de cette usine et j'aimerais demander à M. Gray si les experts ont raison de croire qu'on a surmonté les difficultés d'ordre technique ou s'il pense plutôt qu'il y a possibilité d'échec?

[Text]

Mr. Gray: They will not be the same failures.

Mr. Aiken: That is helpful.

Mr. Gray: We are starting from quite a different basis. For instance, the group at Glace Bay for one reason or another had no co-operation with the Savannah River plant of DuPont which has been running for 20 years. They had no co-operation with Canadian General Electric who now have a plant running, or with us who are building the Bruce plant.

We have all of this—the total co-operation of the United States, the Atomic Energy Commission and the DuPont. We have total and full co-operation of Canadian General Electric by contract, and of course we own the plant at Bruce. It is of very similar design but not the same as at Glace Bay. In starting of course we are not going to use salt water, that is the first thing we are not going to do. The first three phases of the process are similar. In fact, we are going to use the existing towers but with different spacing resulting from experiences we have had, also experiences Savannah River.

• 1655

This is not something that Atomic Energy of Canada and our Board of Directors have taken on lightly. You do not want to get your head into this sort of noose unless you are fairly sure that you are on pretty good grounds and we are. We are quite confident that we will do this within the estimates unless escalation goes completely out of control. The construction will at least be finished in 33 months and shortly after that we will be operating.

Mr. Aiken: Are there interchangeable phases in the operation of a plant? In other words, it does not become self-operating within itself. Can portions of the production be used in co-operation with the other neighbouring plants or is this a completely self-contained production unit?

Mr. Gray: No, it really breaks into two general units. We get heavy water to 20 per cent, 30 per cent purity. Then you pour it into what it is called a DW unit. It is really a distillation unit. Each of these plants has a total capacity but the distillation unit is usually oversized and we could quite conceivably, if we had trouble or it was late take that water and ship it to Port Hawkesbury put it through the Glace plant, the C.G. plant or we could ship it to Toronto, to Bruce or to Savannah River. There is a little more problem in shipping the low grade stuff down because we would just as soon leave it in Eastern Canada.

Incidentally, the plant is in two units, two 200 units so that it is not all just one big lump. They come in 200 ton units.

Mr. Aiken: The need for heavy water is our own production of power or is there also a need to export it to units that we already have in operation elsewhere?

Mr. Gray: The main nuclear program is in Canada. Ontario Hydro alone needs 800 tons a year at the moment.

Mr. Aiken: This will be fundamentally then the heavy water from this plant will go into existing and projected power plants?

[Interpretation]

M. Gray: Ce ne sont pas les mêmes échecs.

M. Aiken: Vous nous rendez service!

M. Gray: Notre point de départ est fort différent. Ainsi, le groupe de Glace Bay n'a pas pu obtenir la collaboration de l'usine DuPont de Savannah River qu'on exploitait depuis 20 ans. Pas plus d'ailleurs que celle de la *Canadian General Electric* qui exploite une usine ou nous qui en construisons une à Bruce.

Quant à nous, nous avons la collaboration des Américains, de la Commission de l'énergie atomique et de la Société DuPont. Nous avons l'appui le plus total de la *Canadian General Electric* en vertu d'un contrat que nous sommes aussi propriétaires de l'usine de Bruce. Le plan est à peu près le même mais ne ressemble pas à celui de Glace Bay. Au départ, nous n'utiliserons pas l'eau salée, cela est certain. Les trois premières phases du procédé sont les mêmes. En fait, nous nous servirons des mêmes pylônes mais dans des intervalles différents par suite de nos expériences surtout à Savannah River.

L'Énergie atomique du Canada pas plus que notre Conseil d'administration n'ont pris ce fait à la légère. Personne

ne veut se mettre la corde au cou s'il n'est pas sûr d'avoir des bases solides et nous les avons. Nous avons confiance que nous respecterons le budget, à moins que l'escalade n'échappe complètement à notre contrôle. La construction sera terminée au plus tard dans 33 mois et l'usine pourra fonctionner peu de temps après.

M. Aiken: Le fonctionnement d'une usine comporte-t-il des phases interchangeables? En d'autres termes, elle ne se met pas à fonctionner d'elle-même. Peut-on utiliser certaines parties de la production en commun avec les autres usines environnantes ou s'agit-il d'une unité de production totalement indépendante?

M. Gray: Non, elle se divise, en fait, en deux grandes unités. Nous obtenons de l'eau lourde d'une pureté de 20 ou 30 p. 100. Il faut ensuite la verser dans ce que l'on appelle une unité DW. Il s'agit en réalité d'une unité de distillation. Chacune de ces usines a une capacité totale mais l'unité de distillation est en général trop grande et, si nous avions des difficultés ou du retard, nous pourrions très bien expédier cette eau à *Port Hawkesbury*, la faire passer par l'usine de *Glace Bay*, celle de C.G. ou l'expédier à Toronto, à *Bruce* ou *Savannah River*. L'expédition de l'eau de catégorie inférieure pose plus de problèmes car nous pouvons aussi bien la laisser dans l'est du Canada.

Incidentement, l'usine est composée de deux unités, deux unités de 200, c'est-à-dire qu'elle ne constitue pas un seul ensemble. Nous avons des unités de 200 tonnes.

M. Aiken: L'approvisionnement en eau lourde est-elle destinée à notre propre production d'énergie ou devons-nous également l'exporter aux unités qui fonctionnent déjà ailleurs?

M. Gray: Le programme nucléaire le plus important se trouve au Canada. A lui seul, l'Ontario demande 800 tonnes par an, pour le moment.

M. Aiken: Il s'agira alors d'envoyer l'eau lourde qui provient de cette usine aux usines d'énergie existantes ou à l'ébat de projet?

[Texte]

Mr. Gray: Yes.

Mr. Aiken: Using the Canadian heavy water natural uranium system.

Mr. Gray: That is right. If we had 1,000 tons today we could sell it at a very good profit around the world. There is a plant in Japan and one in Argentina put in by the Germans. There is one in Britain, one in Germany, five in India. There is this world shortage of heavy water at the moment. As you know, we are buying it from wherever we can get it, including Russia.

Mr. Aiken: Are there actually any enriched uranium power plants in operation outside the United States?

Mr. Gray: Nearly everywhere.

Mr. Aiken: I am talking about enriched uranium.

Mr. Gray: Japan's main program at the moment are American G.E. and Westinghouse enriched uranium reactors. Their national program is a heavy water reactor.

Mr. Aiken: Good.

Mr. Gray: Italy has a G.E. reactor; France has a number now of enriched reactors; Germany has enriched reactors; Britain has enriched reactors; India has one enriched reactor and four Canadian-type reactors; Argentina not only has the one Germany heavy water reactor but with a pressure vessel type.

Mr. Aiken: In general, our own system is holding its own with these others?

Mr. Gray: It is holding its own in Canada and I think that if we have an opportunity somewhere really to compete, it will hold its own anywhere else.

• 1700

Italy is one of the good markets but we are having a little trouble with the civilian government over there.

Some hon. Member: We never have any trouble here with that.

Mr. Aiken: Thank you.

The Chairman: Gentlemen, I wish to mention to you that the Committee has set a time limit which is number three. The motion that was carried by the Committee "that the limit of one hour and a half be set for meeting subject to change with unanimous consent". It is five o'clock now. Do you wish to carry on?

Mr. Aiken: I do not know whether there is anyone else interested in this.

The Chairman: There does not seem to be any more questions for Atomic Energy of Canada Limited but we still have the National Energy Board.

Some hon. Member: We could start on it.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I have a few more questions on the heavy water.

[Interprétations]

M. Gray: Oui.

M. Aiken: A l'aide du système canadien d'uranium naturel et d'eau lourde.

M. Gray: C'est exact. Si nous disposions aujourd'hui de 1,000 tonnes, nous pourrions le vendre dans le monde entier en réalisant de très bons bénéfices. Il existe une usine au Japon et une autre en Argentine, que les Allemands y ont installées. Les Allemands en ont installé une en Grande-Bretagne, une en Allemagne, cinq en Inde. Voici où en est la pénurie mondiale d'eau lourde pour le moment. Comme vous le savez, nous l'achetons là où nous pouvons la trouver, y compris en Russie.

M. Aiken: Y a-t-il, en fait, d'autres centrales d'uranium enrichi qui fonctionnent, en dehors des États-Unis?

M. Gray: Presque partout.

M. Aiken: Je parle de l'uranium enrichi.

M. Gray: Les grands projets japonais pour le moment sont des réacteurs à uranium enrichi de G.E. des États-Unis et de Westinghouse du Canada Ltd. Le projet national japonais est celui de réacteur à eau lourde.

M. Aiken: Très bien.

M. Gray: L'Italie possède un réacteur G.E.: la France a un certain nombre de réacteurs enrichis; l'Allemagne a des réacteurs enrichis; la Grande-Bretagne a des réacteurs enrichis; l'Inde a un réacteur enrichi et quatre réacteurs de type canadien; l'Argentine non seulement possède le réacteur à eau lourde d'Allemagne, mais également un type de vaisseau à pression.

M. Aiken: De façon générale, notre propre système est-il autonome par rapport aux autres?

M. Gray: Il est autonome au Canada et je crois que si nous avons l'occasion d'entrer véritablement en concurrence, il maintiendra son autonomie partout ailleurs.

L'Italie est l'un de nos bons marchés, mais nous avons quelques difficultés avec le gouvernement à cet endroit.

Des voix: Nous n'avons jamais de problème ici avec ce genre de chose.

M. Aiken: Merci.

Le président: Messieurs, je désire mentionner que le Comité a fixé une limite de temps qui est l'item n° 3. La motion qui a été adoptée par le Comité en vue de fixer une limite d'une heure et demie pour la présente réunion, sauf changement, par consentement unanime. Il est maintenant cinq heures. Désirez-vous poursuivre le débat?

M. Aiken: Je me demande s'il y a vraiment quelqu'un d'autre qui est intéressé à ce sujet.

Le président: Il ne semble pas y avoir d'autres questions à l'endroit de la Société de l'Énergie atomique du Canada, mais il nous reste encore l'Office national de l'énergie.

Des voix: Nous pourrions commencer la discussion à ce sujet.

M. Thomson: Monsieur le président, j'ai quelques autres questions à poser au sujet de l'eau lourde.

[Text]

The Chairman: You have a few more questions. Is it your consent that we sit even if we have that motion from the Committee because we do not have a quorum now. If we accept to sit after five o'clock we will have to have it concurred in by the Committee when we have a quorum.

Mr. Woolliams: Could we not question the National Energy Board at another time? Could we do it tomorrow morning?

The Chairman: We will complete with them but I would like to see what we can arrange. Tomorrow we have something at 11.00 a.m. and at 3.30 p.m. but we would be available Thursday, December 2 at 11.00 a.m.

Mr. Woolliams: That would be fine with me.

The Chairman: Would the witnesses from the National Energy Board be available? You would be available?

Mr. Woolliams: What day is that?

The Chairman: On Thursday at eleven o'clock in the morning.

Mr. Woolliams: I would appreciate that very much, Mr. Chairman, if it does not inconvenience the National Energy Board. I wanted to ask some questions and I think if I have time to study their report here I could cut my questions down if I had a little homework.

Mr. Pepin: Maybe you will not have any questions.

The Chairman: We will schedule you then for next Thursday at eleven o'clock. We are going to try to complete the estimates we are on now. Are there any further questions of our star witness here, Mr. Gray? Mr. Thomson.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I have just a few about the plants which will not take very long if that is agreeable. I would like to know the terms and the time of repayment. I made a rough calculation here and assuming this plant works to capacity you get about \$27 million gross a year. I am wondering about the terms and the time of repayment to the Canadian government. In effect, what kind of a business deal do you have with Nova Scotia or whoever?

Mr. Gray: It is quite specific. It is with the Government of Canada and the Province of Nova Scotia jointly. We lease the plant for a period of roughly 20 years—I will explain why it is roughly in a minute. When the plant is completed, that is construction completion is when we take out our first drum of heavy water, then we have to get it up to capacity which is 200 tons in a six-month period. We say that will happen in two or three years. It has to happen before four years. In the remaining 16 years, we will price the heavy water at a price that will return to the Government of Canada its total investment up to that time, plus operating costs including steam and power. I guess that is it.

[Interpretation]

Le président: Vous dites que vous avez une ou d'autres questions à poser. Êtes-vous d'avis que nous poursuivions nos délibérations en dépit de la motion qui a été adoptée par le Comité car en ce moment nous n'avons pas le quorum. Si nous acceptons de siéger après cinq heures, il faudra que les membres du Comité approuvent cette décision lorsque nous aurons le quorum.

M. Woolliams: Ne pourrions-nous pas traiter de la question de la Commission de l'énergie nationale à un autre moment? Ne pourrions-nous pas le faire demain matin?

Le président: Nous devons terminer cette discussion, mais j'aimerais voir quel genre d'arrangement nous pourrions faire. Demain nous avons une réunion à 11h.00 et à 3h.30 mais nous serions disponibles jeudo le 2 décembre à 11h.00 du matin.

M. Woolliams: Cela me conviendrait parfaitement.

Le président: Les témoins de l'Office national de l'énergie seraient-ils disponibles? Vous le seriez n'est-ce pas?

M. Woolliams: De quel jour voulez-vous parler?

Le président: Jeudi à 11h.00 du matin.

M. Woolliams: Je vous en serais très obligé monsieur le président, si les témoins de l'Office national de l'énergie n'y voient pas d'inconvénient. J'avais quelques questions à leur poser et si j'avais le temps d'étudier leur rapport je pourrais couper de moitié le nombre de questions que je veux poser car j'aurais eu le temps alors de mieux comprendre les questions.

M. Pepin: Peut-être alors n'aurez-vous plus de questions à poser.

Le président: Nous nous réunirons donc jeudi à 11h.00 du matin. Nous allons essayer de compléter les prévisions budgétaires dont nous sommes saisis présentement. Y a-t-il d'autres questions à l'endroit de notre témoin-clé ici présent, M. Gray? Monsieur Thomson.

M. Thomson: Monsieur le président, je n'ai que quelques questions à poser au sujet des usines et je serai bref si vous voulez bien m'accorder la parole. J'aimerais connaître les conditions et la date du remboursement. J'ai fait un calcul rapide à ce sujet et en supposant que cette usine soit exploitée à pleine capacité on pourrait en tirer des profits de 27 millions de dollars par année. Je me demande quelles sont les conditions et la date du remboursement au gouvernement canadien. De fait, j'aimerais savoir aussi quel genre de contrat a été conclu avec la Nouvelle-Écosse ou autre?

M. Gray: Ce contrat est très précis. Il a été conclu conjointement par le gouvernement canadien et la province de la Nouvelle-Écosse. Nous louons l'usine pour une période d'environ vingt ans et je vous expliquerai pourquoi ces chiffres sont approximatifs dans quelques instants. On peut dire que la construction de l'usine aura été terminée lorsque nous en retirerons notre premier contenant d'eau lourde, puis nous devrons l'exploiter à une capacité de 200 tonnes au cours d'une période de six mois. Nous estimons que cela se produira d'ici deux ou trois ans. Cela doit se faire d'ici quatre ans. Au cours des seize années qui restent, nous évaluerons le prix de l'eau lourde de sorte que nous pourrions rembourser au gouvernement canadien le montant total de son investissement jusqu'à cette époque en plus des coûts d'exploitation y compris la vapeur et l'énergie. Je crois que c'est ça.

[Texte]

Mr. Thomson: In effect, you expect to get . . .

Mr. Gray: Then after the plant is returned to the province as a fully operating plant by the province. We are just leasing it for a period of 16 years after it goes into production. We take all the product and we charge ourselves—we start at \$25 a pound until it gets running and then we charge ourselves the actual amount it costs and we pay ourselves off or pay the government loan back.

Mr. Thomson: Just a question or two in regard to this. We are now paying, I understand, \$30 a pound and buying this heavy water from somebody else.

Mr. Gray: From the United States, that is right.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Are you saying that they are taking us for \$5 a pound, or some such figure?

Mr. Gray: They claim their costs are that high. The American plant that is charging us \$30 a pound, is 180 tons. We are talking of 400-ton plants. Their energy costs are considerably higher, so yes, I think they are getting a reasonable price at \$30 a pound. Russia is charging us exactly the same amount because the U.S. has set the market price. We are not aware of the size of their plant but I presume it is somewhat smaller. Fifty tons is the biggest order we can get, and if it is only a 50 ton per year plant certainly it is costing them at least \$30 a pound to produce it.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): That is all I have, Mr. Chairman.

The Chairman: I wish to thank the witnesses, and the Minister who has been with us all afternoon.

We will stand Vote L51a.

This meeting will stand adjourned until Tuesday morning, November 30, at 11 a.m. in room 208 when we are going to have with us the Department of Finance. Mr. Clermont will be representing the Minister.

Thank you, Mr. Minister.

Meeting adjourned.

[Interprétations]

M. Thomson: De fait, vous espérez donc obtenir . . .

M. Gray: Puis, par la suite, l'usine sera considérée comme propriété de la province en tant qu'usine exploitée à pleine capacité par cette province. Nous ne faisons que la louer pour une période de seize ans après que la production aura commencé. Nous prenons possession de tout le produit et nous l'imputons à notre propre compte; nous commençons par \$25 la livre jusqu'à ce que l'usine fonctionne à plein rendement puis nous imputons à notre propre compte la somme réelle des coûts et nous nous remboursions ou, en d'autres mots, nous remboursons le prêt du gouvernement.

M. Thomson: Simplement une question ou deux à ce sujet. Présentement nous payons si je comprends bien \$30 la livre et nous achetons cette eau lourde ailleurs.

M. Gray: Des États-Unis, c'est exact.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Voulez-vous dire qu'ils exigent \$5 par livre ou quelque chose comme cela?

M. Gray: Ils prétendent que leurs frais justifient ces chiffres. L'usine américaine qui exige \$30 par livre est l'usine qui produit 180 tonnes. Nous parlons ici d'usines qui peuvent produire 400 tonnes. Leurs frais en énergie sont beaucoup plus élevés; donc, en effet, je pense qu'ils obtiennent un prix satisfaisant à \$30 la livre, la Russie ne demande exactement le même montant parce que ce sont les États-Unis qui ont établi le prix du marché. Nous ne savons pas quelles sont les dimensions de l'usine russe mais je suppose qu'elle est un peu plus petite. Nous ne pouvons pas obtenir de commande plus élevée que 50 tonnes, et si c'est une usine qui ne produit que 50 tonnes par an, il est évident que la production de cette eau lourde leur revient au moins à 30 dollars la livre.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Voilà tout ce que j'avais à dire, monsieur le président.

Le président: Je désire remercier les témoins et le ministre qui ont été parmi nous tout l'après-midi.

Nous réserverons le crédit L51a.

La séance est levée jusqu'à mardi matin, le 30 novembre, à 11 heures dans la pièce 208; nous aurons alors parmi nous les témoins du ministère des Finances. M. Clermont sera le représentant du ministre.

Merci monsieur le ministre.

La séance est levée.

• 1707

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 33

Tuesday, November 30, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 33

Le mardi 30 novembre 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Supplementary Estimates (A)
1971-72 relating to Finances

CONCERNANT:

Le Budget supplémentaire (A) 1971-72
se rapportant aux Finances

INCLUDING:

The sixth Report

Y COMPRIS:

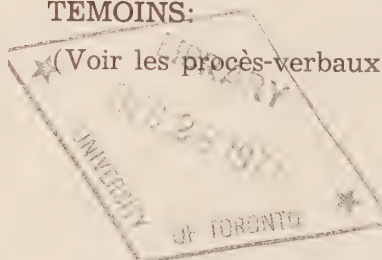
Le sixième rapport

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

★ (Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

Vice-Chairman: Mr. Paul Langlois

and Messrs.

Broadbent
Carter
Clermont
Côté (*Richelieu*)
Crossman

Downey
Forget
Hales
Hogarth
Lessard (*Lasalle*)

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand E. Leblanc

Vice-président: M. Paul Langlois

et Messieurs

Loiselle
Peddle
Ritchie
Rock
Rodrigue

Smith (*Saint-Jean*)
Thomson (*Battleford-
Kindersley*)
Woolliams—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Monday, November 29, 1971:

Mr. Hales replaced Mr. McCleave
Mr. Broadbent replaced Mr. Harding

On Tuesday, November 30, 1971:

Mr. Côté (*Richelieu*) replaced Mr. Guay
(*St. Boniface*).

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi, 29 novembre 1971:

M. Hales remplace M. McCleave
M. Broadbent remplace M. Harding

Le mardi 30 novembre 1971:

M. Côté (*Richelieu*) remplace M. Guay
(*St-Boniface*).

REPORT TO THE HOUSE

Tuesday November 30 1971

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates has the honour to present its

SIXTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Friday, November 19, 1971, your Committee considered the following Votes, as listed in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1972:

Votes 10a, 20a, and 25a, relating to the Solicitor General;

Votes 1a, 5a, 10a, 15a, L16a, L17a, 20a, 25a, and 30a, relating to Agriculture;

Votes 1a, 5a, 15a, 20a, 30a, and L51a, relating to Energy, Mines and Resources; and

Votes 1a, 15a, 16a, and L19a, relating to Finance.

Your Committee commends them to the House.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues Nos. 30, 31, 32 and 33*) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mardi 30 novembre 1971

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général a l'honneur de présenter son

SIXIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 19 novembre 1971, le Comité a étudié les crédits suivants tels qu'énumérés dans le Budget supplémentaire (A) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972:

Les crédits 10a, 20a, et 25a ayant trait au Solliciteur général;

Les crédits 1a, 5a, 10a, 15a, L16a, L17a, 20a, 25a et 30a ayant trait à l'Agriculture;

Les crédits 1a, 5a, 15a, 20a, 30a et L51a ayant trait à l'Énergie, aux Mines et aux Ressources, et

Les crédits 1a, 15a, 16a, et L19a ayant trait aux Finances.

Le Comité les recommande à l'approbation de la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages s'y rapportant (*fascicules nos 30, 31, 32 et 33*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

FERNAND-E. LEBLANC

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, November 30, 1971
(42)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 11.10 a.m. The Chairman, Mr. Fernand E. Leblanc (*Laurier*) presided.

Members present: Messrs. Broadbent, Clermont, Côté (*Richelieu*), Crossman, Forget, Hales, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lessard (*LaSalle*), Loiselle, Ritchie, Rock, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(13).

Witnesses: Mr. Gaston Clermont, M.P., Parliamentary Secretary to the President of Treasury Board. *From the Department of Finance:* Mr. F. K. Shoyama, Assistant Deputy Minister, Federal-Provincial Relations and Economic Programs Branch; Mr. R. Bonnar, Director, Financial, Personnel and Administration Branch. *From the Anti-Dumping Tribunal:* Mr. A. P. Mills.

The Committee began consideration of the Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to Finance. The Chairman called Item 1a—Financial and Economic Policies—Program Expenditures, and introduced Mr. Clermont, who in turn introduced the other witnesses.

Questioning continuing on Item 1a, the Chairman called the following Items, which had previously been considered, and they carried severally:

Items 10a, 15a, L16a, L17a, 20a, 25a, and 30a relating to Agriculture (*see Issue No. 30, Wednesday, November 24, 1971*); and Items 1a, 5a, 15a, 20a, 30a and L15a relating to Energy, Mines and Resources (*see Issue No 32, Monday, November 29, 1971*).

It was then agreed unanimously that the Chairman should report the said Items to the House, together with Items 1a and 5a, relating to Agriculture, carried on Wednesday, November 24, 1971 (*see Issue No. 30*) and Items 10a, 20a and 25a relating to the Solicitor General, carried on Thursday, November 25, 1971 (*see Issue No. 31*).

After further questioning, Item 1a carried on division.

The Committee then considered and carried severally the following Items relating to Finance:

Item 15a—Anti-dumping Tribunal;

Item 16a—Special Programs—Grant to St. Jean Vianney Disaster Fund;

Item L19a—Federal-Provincial Employment Loans Program 1971.

The Committee further agreed that the Chairman should report the Items considered this day to the House.

The meeting was adjourned at 12.25 p.m., until 3.30 p.m., Wednesday, December 1, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le mardi le 30 novembre 1971
(42)

[Traduction]

Le comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 11 h 10 du matin sous la présidence de M. Fernand Leblanc (*Laurier*).

Députés présents: MM. Broadbent, Clermont, Côté (*Richelieu*), Crossman, Forget, Hales, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lessard (*LaSalle*), Loiselle, Ritchie, Rock, Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(13)

Témoins: MM. Gaston Clermont, député, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor. *Du ministère des Finances:* M. F. K. Shoyama, sous-ministre adjoint, direction des relations fédérales provinciales et des programmes économiques; M. R. Bonar, directeur, direction des finances, du personnel et de l'administration. *Du tribunal antidumping:* M. A. P. Mills.

Le Comité entreprend l'étude du budget supplémentaire (A) 1971-1972 relatif aux finances. Le président met le crédit 1a en délibération—Politiques financières et économiques—Dépenses du programme, et présente M. Clermont qui, à son tour, présente les autres témoins.

L'interrogatoire se poursuit sur le crédit 1a et le président met en délibération les articles suivants, qui ont déjà été étudiés et qui sont adoptés séparément:

Les crédits 10a, 15a, L16a, L17a, 20a, 25a et 30 relatifs à l'agriculture (*voir le fascicule n° 30 du mercredi 24 novembre 1971*); les crédits 1a, 5a, 15a, 20a, 30a et L15a relatifs à l'Énergie, aux mines et aux ressources (*Voir le fascicule n° 31 du lundi 29 novembre 1971*).

Du consentement général, le président fera un rapport à la Chambre sur lesdits crédits, les crédits 1a et 5a, relatifs à l'agriculture, adoptés le mercredi 24 novembre 1971 (*Voir fascicule n° 30*) et les crédits 10a, 20a et 25a relatifs au Soliciteur général, adoptés le jeudi 25 novembre 1971 (*Voir fascicule n° 31*).

L'interrogatoire se poursuit et le crédit 1a est adopté sur division.

Ensuite le Comité étudie et adopte séparément les crédits suivants relatifs aux finances:

Crédit 15a—Tribunal antidumping;

Crédit 16a—Programmes spéciaux—Subventions à la caisse de secours de St-Jean Vianney;

Crédit L19a—Programme fédéral-provincial de prêts pour l'emploi (1971).

Le Comité décide de plus que le président fera rapport des crédits étudiés aujourd'hui à la Chambre.

Le Comité suspend ses travaux à 12 h 25 de l'après-midi jusqu'au mercredi 1^{er} décembre 1971 à 3 h 30 de l'après-midi.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, November 30, 1971

[Texte]

The Chairman: Gentlemen, we are considering Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to Finance and I am pleased to call Item 1a on pages 40 and 42, Financial and Economic Policies Program Expenditures.

We have the pleasure of having as witnesses: Mr. Gaston Clermont, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et du ministre des Finances Mr. F. K. Shoyama, Assistant Deputy Minister, Federal Provincial Relations and Economic Programs Branch; Mr. R. Bonnar, Director, Financial Personnel and Administration Branch; and, Mr. A. P. Mills for the Anti-dumping Tribunal.

I will entertain questions on Vote 1a.

Mr. Clermont: Questions dealing with Administration on Vote 1a will be answered by Mr. Bonnar.

The Chairman: Very well. Dr. Ritchie, you are first.

Mr. Ritchie: I would like an explanation of 1a.

Mr. Bonnar (Director, Financial, Personnel and Administration Branch): Mr. Chairman, the expenses under Vote 1a relate to the move of the Department of Finance to new accommodation later this winter.

An hon. Member: In Ottawa?

• 1110

Mr. Bonnar: Yes, in Ottawa to the Place Bell Canada on Elgin Street.

The expenditures relate, as you can see in the estimates, to the question of some salaries for additional receptionists whom we will need to employ on the large floor areas from a security point of view; a couple of board-room attendants to look after the meetings in board rooms that we will use; the cost of relocating our telephone services, and the purchase of furniture and equipment that will be necessary for the staff of the department in the new location.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: It seems every department is on the move this year. I have no further questions.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Mr. Chairman, in a move of this kind, would this contract have been reached with Bell Telephone before the building was built or sometime in advance, at least?

Mr. Bonnar: Mr. Chairman, the Bell Telephone Company, as I understand it, is itself a tenant of the building. The building is owned by Olympia and York Development Limited, who have rented space to Bell Canada and perhaps others as well, and in our case has entered into a lease with the Department of Public Works.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 30 novembre 1971

[Interprétation]

Le président: Messieurs, nous examinons le budget supplémentaire (A) 1971-1972 concernant le ministère des Finances; nous en venons donc au poste budgétaire 1a, concernant le Programme des politiques financières et économiques et qui se trouve aux pages 41 et 43.

Nos témoins, aujourd'hui, sont M. Gaston Clermont, Parliamentary Secretary of the Chairman of the Treasury Board, and from the Department of Finance: M. F. K. Shoyama, sous-ministre adjoint, direction des relations fédérales-provinciales et des programmes économiques; M. R. Bonnar, directeur, direction de l'administration et du personnel; et M. A. P. Mills, pour le tribunal antidumping.

Nous en venons donc aux questions concernant le crédit 1a.

M. Clermont: M. Bonnar répondra aux questions concernant l'administration pour le crédit 1a.

Le président: Très bien. Monsieur Ritchie, vous êtes le premier sur ma liste.

M. Ritchie: Je voudrais que l'on m'explique le crédit 1a.

M. Bonnar (direction de l'administration et du personnel): Monsieur le président, les dépenses portées au crédit 1a, concernant la réinstallation du ministère des Finances dans un nouveau bâtiment au cours de l'hiver prochain.

Une voix: A Ottawa?

M. Bonnar: Oui, à Ottawa, à la place Bell Canada sur la rue Elgin.

Comme vous pouvez le constater d'après le document, les dépenses concernent les salaires d'un certain nombre de réceptionnistes supplémentaires que nous allons employer, pour des raisons de sécurité, aux étages principaux; elles concernent également quelques appareilleurs qui prendront soin des salles de réunions; elles concernent aussi le coût de réinstallation de nos services téléphoniques et de l'achat de l'équipement dont aura besoin le personnel du ministère dans le nouveau bâtiment.

Le président: Monsieur Ritchie, vous avez la parole.

M. Ritchie: Il semble que tous les ministères déménagent cette année. Je n'ai pas d'autres questions.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur le président, lorsqu'un déménagement tel que celui-ci se produit, j'aimerais savoir si le contrat de location a été passé avec la société Bell Téléphone avant la construction de l'édifice, ou en tout cas un certain avant la prise de possession des lieux?

M. Bonnar: Monsieur le président, la compagnie Bell Téléphone, sauf erreur de ma part, est elle-même locataire de l'édifice, qui est la propriété de *Olympia and York Development Limited*, lesquels ont loué les locaux à Bell Canada et sans doute à d'autres; dans notre cas, le contrat de location a été conclu avec le ministère des Travaux publics.

[Text]

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): You did not quite answer my question. I was wondering in a move of this kind, do you make an agreement in advance? Shall we say, did you know two years ago when this building was being built or was it built on speculation that they could rent it to somebody?

Mr. Bonnar: I do not really know the basis for their decision to build the building, but I do know we were not aware of this move two years ago. We became aware of it late last spring and at that time Public Works entered into a leasing arrangement after a tender call for accommodation, I understand.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): However, in effect someone erecting a building of this kind had pretty sure hopes that somebody would rent it or they would not have built it, and this is what I was trying to establish. Did they figure the real estate situation was such that if departments, such as the Department of Finance, had the opportunity to move into better quarters, they would? Would this be a fair assumption?

Mr. Bonnar: Not by me sir, no.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Well, I think I . . .

The Chairman: It might be by the builder.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Yes, I know, but the fact it is happening leads me to believe there is a fair bit of this going on. This is not the only building being built in Ottawa. I am not criticizing you, do not misunderstand me, but it seems to me that there is an assumption by somebody that they are going to rent it and the logical tenant in Ottawa for a large amount of office space is the Government of Canada. It would seem as if this were an understood agreement with government that if they put up new buildings we will rent them.

Mr. Clermont: Mr. Thomson, if I recall, last year I think the Chairman of the National Capital Commission told those people not to go too fast because it was coming to a time when there would be enough space.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Thank you, I am glad to hear the Chairman speak this way.

The Chairman: The former Chairman.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Pardon me, the government witness, Mr. Clermont.

I question the wisdom of filling more office space in crowded downtown Ottawa. There are many complaints of too much traffic and congestion, and it occurred to me that we might build on the outskirts or across in Hull because by filling up the centre of Ottawa, it just drives up rents and costs here.

Mr. Clermont: These questions should be directed to the Department of Public Works, Mr. Thomson, but because you mentioned that such buildings should be directed to Hull, I can state that already this has been done. I think it was early in November when the Department of Environment moved to Hull. Also, during the past few years some public buildings have been built in the outskirts of Ottawa. For instance, the Post Office Department, the Department

[Interpretation]

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Vous n'avez pas tout à fait répondu à ma question. Je voudrais savoir si, dans le cas d'une location telle que celle-ci, un accord est passé à l'avance? Pourrait-on dire que vous saviez, deux ans à l'avance, quand cet édifice allait être construit, ou est-ce que les personnes qui l'ont fait construire espéraient tout simplement trouver des locataires par la suite?

M. Bonnar: Je ne sais pas exactement sur quelle base a été prise la décision de construire l'immeuble, mais je ne crois pas que nous ayons été informés, deux ans à l'avance, que nous allions nous y installer. Nous l'avons su au printemps dernier car, à ce moment-là, après un appel d'offres pour des locaux, le ministère des Travaux publics a conclu un accord de location avec le propriétaire.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Cependant, une personne qui se lance dans la construction d'un bâtiment doit avoir une idée assez précise sur la possibilité de louer par la suite, sinon, elle ne prendrait pas ce risque; c'est justement cela que j'aimerais préciser. Est-ce que, étant donné la conjoncture du marché immobilier, les promoteurs pouvaient raisonnablement se dire que si des ministères, comme par exemple le ministère des Finances, avait eu la possibilité de s'installer dans de meilleurs locaux, ils le feraient? Cette hypothèse vous semble-t-elle valable?

M. Bonnar: Je n'irai pas jusque là, monsieur.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Je pense que . . .

Le président: C'est au constructeur de répondre à ce genre de question.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Je sais. Mais ce qui se passe en ce moment me donne à penser qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé. Il y a d'autres bâtiments en construction à Ottawa. Entendons-nous bien, je ne vous critique point, mais il me semble que si quelqu'un a des locaux disponibles à Ottawa, le locataire tout indiqué pour lui est en fait le gouvernement canadien. Il semble même qu'il existe une sorte d'accord tacite entre le gouvernement et les constructeurs, en vertu duquel le gouvernement se déclare disposé à louer les nouveaux bâtiments.

M. Clermont: M. Thomson, si j'ai bonne mémoire, l'année dernière, le président de la Commission de la Capitale nationale a dit aux promoteurs de ne pas trop construire, car nous nous approchons d'une situation où l'offre de locaux devenait suffisante.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Je vous remercie. Je suis très heureux d'entendre le président parler de la sorte.

Le président: L'ancien président.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Je vous demande pardon, le témoin du gouvernement M. Clermont.

Je ne pense pas qu'il soit sage de construire davantage de bureaux dans le centre même d'Ottawa qui est déjà très chargé. Nous recevons beaucoup de plaintes concernant la circulation qui devient de plus en plus difficile et il me semble que l'on pourrait construire davantage à la périphérie d'Ottawa ou de l'autre côté de la rivière, à Hull; en effet, continuer à construire au centre d'Ottawa ne peut que contribuer à augmenter les loyers dans cette zone.

M. Clermont: Je crois qu'il faudrait poser ces questions au ministère des Travaux publics, M. Thomson; mais puisque vous parlez de la construction des nouveaux édifices à Hull, je suis en mesure de vous dire que cela a déjà été fait. Je crois que le ministère de l'Environnement s'est installé à Hull au début du mois de novembre. D'autre part, au cours des dernières années, certains édifices publics ont été construits dans la banlieue d'Ottawa. Par exemple, le

[Texte]

of Public Works, and the Department of Fisheries and Forestry are not in the centre of Ottawa.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Thank you, Mr. Chairman. I will pass for now.

The Chairman: Mr. Hales.

• 1115

Mr. Hales: Mr. Chairman, I think that somewhere around 1969 there was a Cabinet decision that there would be a freeze on expenditures and staff. My first question would be, has that freeze been lifted, and if not, how can the Department of Finance, above all departments, come through here with a supplementary of \$715,400 for the purpose, as I understand it, of a new office and a new location?

Mr. Bonnar: Mr. Chairman, in reply I might say that there was a freeze about the time to which Mr. Hales refers, which had effect for that year or the following year as I recall it. But from a departmental administrative point of view, it has not been in effect since then. We have had to present our estimates each year to Parliament and receive approval for whatever proposals we were making. In the case of Finance there has been a modest increase these last couple of years in staff, and I suggest perhaps in many other departments as well.

Mr. Hales: So I take from your remarks that the freeze has been lifted. Otherwise you would not be able to make these expenditures.

Mr. Bonnar: Yes, that is correct.

Mr. Hales: Has there been any Cabinet directive go out to say that it has been lifted?

Mr. Bonnar: I am sorry, the only phrase of which I am aware, Mr. Hales, is the one back two or three years ago which applied only to that year, and many of the departments had to trim their sails a bit and hold back any growth for that year. But as I recall the situation, that was not a freeze that was to apply indefinitely. The government has been growing since that time.

Mr. Hales: All right. That being so, why did you find it necessary to move into a new office? I think maybe I know the answer, but I am not sure.

Mr. Bonnar: Well, the answer, as I understand it, is that the Confederation Building was required for other purposes, and we were instructed to move.

Mr. Hales: Do you care to say what those other purposes are?

Mr. Bonnar: My understanding, sir, was that they were required because of parliamentary requirements for additional space.

Mr. Hales: On page 42 you spell out what this \$715,400—I often wonder in these estimates why you do not put the actual amount. I notice it is \$715,000 in round figures, but over in the other official place it is \$400 more. Why are they not both the same in the estimates? You are not the only department that does it. I am just wondering about the reason.

[Interprétation]

ministère des Postes, le ministère des Travaux publics et le ministère des Pêches et des Forêts, qui ne se trouvent pas au centre d'Ottawa.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Je vous remercie, monsieur le président. Je n'ai plus de questions.

Le président: Monsieur Hales.

M. Hales: Monsieur le président, vers 1969 le Cabinet a décidé de bloquer les dépenses et d'interdire tout accroissement en personnel. J'aimerais donc savoir si la situation est toujours la même, et si tel est le cas, comment le ministère des Finances, lui surtout, peut-il présenter ici un budget supplémentaire de \$715,400 pour, si je comprends bien, un déménagement et des nouveaux bureaux?

M. Bonnar: Monsieur le président, je peux répondre qu'à l'époque indiquée par M. Hales il y a eu un blocage pour cette année ou la suivante, sauf erreur de ma part. Cependant, du point de vue de l'administration ministérielle, par la suite cette mesure n'a plus été appliquée. Nous avons dû présenter notre budget chaque année devant le Parlement et toutes nos propositions ont dû être acceptées. En ce qui concerne le ministère des Finances, il y a eu au cours des deux dernières années une modeste augmentation du personnel, tout comme cela a dû être le cas dans d'autres ministères.

M. Hales: Donc, d'après vous, ce blocage a été levé. Autrement, vous ne pourriez pas faire ces dépenses.

M. Bonnar: Oui, c'est exact.

M. Hales: Le Cabinet a-t-il envoyé des directives indiquant que ce blocage était levé?

M. Bonnar: Je m'excuse, la seule chose que je connaisse, M. Hales, est la directive d'il y a deux ou trois ans qui s'appliquait seulement à cette année, indiquant à de nombreux ministères qu'ils devraient mettre un frein à leurs différentes dépenses pour cette année. Cependant, si je me souviens bien, il n'était pas question d'appliquer ce blocage indéfiniment. Le gouvernement a évolué depuis cette époque.

M. Hales: Très bien. Ceci étant, pourquoi avez-vous trouvé nécessaire d'emménager dans un nouvel édifice? Je pense connaître la réponse, mais je ne suis pas sûr.

M. Bonnar: D'après ce que j'ai compris, on a besoin de l'immeuble de la Confédération pour d'autres fins, et on nous a demandé de déménager.

M. Hales: Auriez-vous l'obligeance de nous dire quelles sont ces autres fins?

M. Bonnar: Sauf erreur, monsieur, on en a besoin car le Parlement a besoin d'étendre sa surface.

M. Hales: A la page 43, vous indiquez ce que font ces \$715,400—je me demande souvent pourquoi dans ces budgets vous n'indiquez pas la somme réelle. Je remarque qu'il s'agit ici en chiffres ronds de \$715,000 alors que sur l'autre page il y a \$400 de plus. Pourquoi n'est-ce pas le même chiffre aux deux endroits? Vous n'êtes pas le seul ministère à faire cela. Je me demande simplement quelle en est la raison.

[Text]

Mr. Bonnar: I am sorry I cannot help you. I do not prepare these printed estimates, Mr. Hales. That is done elsewhere. We submit our estimates in some detail, but this is a question of presentation that some other department handles.

Mr. Hales: Well, then, may I ask . . .

The Chairman: I believe, Mr. Hales, that that question could be properly asked to the President of the Treasury Board.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I will take that question for consideration and try to supply the answer to Mr. Hales.

Mr. Hales: Thank you, Mr. Clermont. Well now, under these objects of expenditures you have \$100,000 for "Utilities, Materials and Supplies". Could you spell that out in a little greater detail?

Mr. Bonnar: That expenditure contemplates the purchase of curtains—some curtains for interior offices, and plants for . . .

Mr. Hales: Did you put the amount opposite those headings? Curtains—how many thousands?

Mr. Bonnar: I would have to get that for you, sir. I have not got it here.

Mr. Hales: All right.

Mr. Bonnar: Plants, the tropical variety, for screening purposes for visual privacy in the modified open-office landscaping environment. Blackboards and equipment of that kind, \$88,750 for the total of those items, and it is in that area that we had a small miscellaneous provision of \$11,250 for unforeseen expenditures.

Mr. Hales: I am intrigued by these plants for screening. Are these artificial plants or real plants?

Mr. Bonnar: They are real plants.

Mr. Hales: And your upkeep of the real plants will be considerable in that you will have somebody who will have to look after them and water them and replant them and replace those that die, and they will be a very costly screening provision.

Mr. Bonnar: The specifications for tender called required a replacement program for plants found unsuitable or which die in the first year, and for maintenance during the first year. The bids on that tender call are just now being received by the Department of Supply and Services and I am afraid I cannot tell you yet what the cost will be or who will get the bid, but you are right that in later years there will be a maintenance requirement.

• 1120

Mr. Hales: Mr. Chairman, I cannot help making an observation here. In this day and age when people are going without food on their table, the federal Department of Finance, that should set a pattern in economy, is going out and spending—how much money for plants?

Mr. Bonnar: It is probably in the neighbourhood of \$75,000.

[Interpretation]

M. Bonnar: Je m'exuse mais je ne peux pas vous aider. Ce n'est pas moi qui prépare l'impression de ces budgets, M. Hales. Cela est fait ailleurs. Nous soumettons notre budget d'une manière assez détaillée, mais ici il s'agit de la question de présentation dont d'autres ministères ont la charge.

M. Hales: Bon, alors, j'aimerais demander . . .

Le président: A mon avis, M. Hales, cette question devrait plutôt s'adresser au président du Conseil du Trésor.

M. Clermont: Monsieur le président, j'étudierais cette question et j'essaierais de fournir la réponse à M. Hales.

M. Hales: Merci, Monsieur Clermont. Dans ces articles de dépenses, il y a \$100,000 pour des «services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements». Pourriez-vous nous donner des précisions?

M. Bonnar: Cette dépense comprend l'achat éventuel de rideaux—quelques rideaux pour les bureaux intérieurs, et des plantes pour . . .

M. Hales: Avez-vous indiqué la somme en face de ces articles? Rideaux—combien de milliers?

M. Bonnar: J'obtiendrai les chiffres pour vous, monsieur. Je ne les ai pas ici.

M. Hales: Très bien.

M. Bonnar: Des plantes, de variété tropicale, pour servir de séparation et permettre l'isolement dans le cadre des bureaux paysagés. Des tableaux noirs et équipement de ce genre représentant en tout \$88,750, et c'est dans ce domaine que nous avons prévu \$11,250 pour les dépenses imprévues.

M. Hales: Ces plantes servant de séparation m'intriguent. Ces plantes sont-elles vraies ou artificielles?

M. Bonnar: Ce sont des vraies plantes.

M. Hales: L'entretien de ces plantes sera considérable dans la mesure où il faudra quelqu'un pour s'en occuper, pour les arroser, les replanter et remplacer celles qui seront fanées. Ces plantes servant de séparation coûteront très cher.

M. Bonnar: Le cahier des charges pour les offres précisait qu'il était nécessaire d'avoir un programme de remplacement pour les plantes qui ne conviendraient pas ou qui faneraient au cours de la première année, et un programme d'entretien au cours de la première année. Le ministère des Approvisionnements et Services reçoit à l'heure actuelle les offres et malheureusement, je ne peux pas vous dire encore quel sera le prix de revient ou qui

enlèvera le contrat, cependant, vous avez raison lorsque vous dites qu'au cours des années suivantes nous aurons besoin d'une équipe d'entretien.

M. Hales: Monsieur le président, il m'est impossible de ne pas faire une remarque à ce sujet. A l'époque à laquelle nous vivons, alors que certaines personnes n'ont rien à manger, le ministère fédéral des Finances, qui devrait mettre sur pied un plan d'économie, se met à dépenser—combien pour ces plantes?

M. Bonnar: Certainement aux alentours de 75,000 dollars.

[Texte]

Mr. Hales: Seventy-five thousand dollars for plants.

Mr. Bonnar: Yes.

Mr. Hales: Well, Mr. Chairman, I object to this expenditure as strongly as I can and I will object and I will not agree to these estimates being passed. It is an unnecessary expenditure. You could have other types of screens, or artificial plants, or some other way of making a modular office arrangement than this. To spend \$75,000 on plants is utterly ridiculous, it is a waste of money, an extravagance of the worst order. That is all I have to say on that expenditure.

The Chairman: Mr. Langlois.

Mr. Langlois: Mr. Chairman, coming back to those plants, are they going to be used, let us say, sideways for sound absorption?

Mr. Bonnar: Yes, they will have some value of that type, but that is not the principal value, sir. The principal value of the plants is for visual privacy.

Mr. Langlois: All right.

Mr. Bonnar: Our officers . . .

Mr. Langlois: All right, that is enough.

Mr. Bonnar: Sorry.

Mr. Langlois: Now that privacy, if you do not have the plants, what do you use, walls?

Mr. Bonnar: Yes.

Mr. Langlois: Would the walls cost more than \$75,000 or about \$75,000?

Mr. Bonnar: The best advice we have is that it costs about the same for open-office type of landscaping as for the normal traditional cellular type of offices.

Mr. Langlois: All right. Then in your view do you think that the repainting and refinishing of the walls every two or three years would be more money than adding the few new plants you will need every year?

Mr. Bonnar: As I say, our best advice is that the cost is in the same area.

Mr. Langlois: All right, I am satisfied, thank you, sir.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I would like to know, Mr. Chairman, where the plants will be procured. How do you get them? Are they grown in the tropics and shipped up, or what?

Mr. Bonnar: Yes, they are grown in the tropics.

Mr. Ritchie: They come fully grown?

Mr. Bonnar: Yes.

Mr. Ritchie: Where do they come from?

Mr. Bonnar: Well, I do not really know. I think they come from Florida.

[Interprétation]

M. Hales: Soixante-quinze mille dollars pour des plantes.

M. Bonnar: C'est exact.

M. Hales: Monsieur le président, je désapprouve de toutes mes forces cette dépense, et je ne suis pas d'accord pour qu'on adopte ce budget. Il s'agit d'une dépense inutile. Vous pourriez utiliser d'autres types de séparation ou des plantes artificielles, ou trouver une autre manière d'aménager ces bureaux modulaires. Dépenser 75,000 dollars en plantes est absolument ridicule. C'est un gaspillage d'argent, une extravagance de la pire espèce. C'est tout ce que j'ai à dire au sujet de cette dépense.

Le président: Monsieur Langlois.

M. Langlois: Monsieur le président, pour en revenir à ces plantes, vont-elles contribuer d'une manière quelconque à, disons, l'insonorisation?

M. Bonnar: Oui, elles y contribueront, mais ce n'est pas ce qu'on attend d'elles en premier, monsieur. Leur rôle principal sera de permettre l'isolement de chaque employés.

M. Langlois: Très bien.

M. Bonnar: Nos fonctionnaires . . .

M. Langlois: Très bien, cela me suffit.

M. Bonnar: Je m'excuse.

M. Langlois: Au sujet de cet isolement individuel, si vous n'avez pas de plantes, qu'utilisez-vous, des murs?

M. Bonnar: Oui.

M. Langlois: Est-ce que ces murs reviendraient à plus de 75,000 dollars ou environ à 75,000 dollars?

M. Bonnar: Des meilleurs conseils qu'on puisse avoir, il ressort que les bureaux paysagés reviennent à peu près au même prix que les bureaux traditionnels de type cellulaire.

M. Langlois: Très bien. Par conséquent, à votre avis, pensez-vous que la remise en état des murs tous les deux ou trois ans reviendrait plus cher que le remplacement de quelques plantes qui serait nécessaire chaque année?

M. Bonnar: Comme je l'ai déjà dit, on nous a dit que le prix était du même ordre.

M. Langlois: Très bien, je suis satisfait, merci, monsieur.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: J'aimerais savoir, monsieur le président, d'où viendront les plantes. Comment les obtenez-vous? Pous-ent-elles aux tropiques et sont-elles expédiées par bateau? Comment cela se passe-t-il?

M. Bonnar: Oui, elles poussent aux tropiques.

M. Ritchie: Sont-elles déjà en pleine croissance lorsqu'elles arrivent?

M. Bonnar: Oui.

M. Ritchie: D'où viennent-elles?

M. Bonnar: Je ne sais pas vraiment. Je pense qu'elles viennent de Floride.

[Text]

Mr. Ritchie: I see.

Mr. Bonnar: The Department of Supply and Services of course is our procurement agency...

Mr. Ritchie: I see.

Mr. Bonnar: ...and we have provided them with the specifications of what is required, after getting advice from the consultants we have been working with. Then the Department of Supply and Services issue the tender call to firms here in Canada to provide this service.

Mr. Ritchie: At a time when we are promoting domestic manufacturing, it becomes a problem seemingly if the same thing could not have been arrived at by the use of some other materials. Do we not have a wide variety of materials that might be used for these such as plastics. I guess we have nothing that grows the year round. Maybe the leaves would fall off our own plants.

Mr. Bonnar: Really the only alternative we could consider was complete cellular walls. In view of the size of the floors in this building, the floor area is by far the largest of any building now in Ottawa, and the need to construct some kind of reasonable environment for the officers of finance doing policy studies and so on, this is the plan that we proposed on the basis of the best advice we could obtain, a modified open arrangement using some divider walls, using some plants.

Mr. Ritchie: Are you involved in sound problems? When you say privacy, is it sound privacy or just visual privacy?

Mr. Bonnar: It is mainly sound privacy.

Mr. Ritchie: Will the plants go to the ceiling? You have acoustic ceilings, I suppose?

Mr. Bonnar: Yes, there is acoustic tile on the ceiling.

Mr. Ritchie: Between the plants and the ceiling you are going to have a relative open area, are you not?

• 1125

Mr. Bonnar: Yes, it is a relatively open area compared to what we have been accustomed to, but we find from visiting other locations that employees adjust to this different environment. I was visiting the Ministry of Transport not long ago and the chap taking me on tour was not quite whispering but he was talking in a modified voice. So people do adjust to this environment.

Mr. Ritchie: You mean if they have a tropical setting they will think they are in Florida in the middle of the winter and everybody will be happier.

Mr. Bonnar: I think they will be too busy to think about that.

Mr. Hales: I have a supplementary, Mr. Chairman.

When you say you visited other locations—you mentioned the Ministry of Transport—did you visit any industries that had this type of expensive walls of plants?

Mr. Bonnar: Yes, we visited several other locations, including some private office areas.

[Interpretation]

M. Ritchie: Je vois.

M. Bonnar: Bien entendu le ministère des Approvisionnement et Services est notre bureau d'approvisionnement...

M. Ritchie: Je vois.

M. Bonnar: ...et nous leur avons fourni le détail de ce dont nous avons besoin, après avoir consulté nos conseillers. Le ministère des Approvisionnements et Services publie alors l'appel d'offres auprès d'entreprises canadiennes susceptibles d'assurer ce service.

M. Ritchie: A l'heure où nous promouvons l'industrie nationale, on peut alors se demander si on n'aurait pas pu parvenir au même résultat en utilisant d'autres matériaux. N'avons-nous pas une grande variété de matériaux qui auraient pu être utilisés, tels les plastiques? Nous n'avons pas de plantes à feuilles persistantes. Peut-être que nos plantes perdraient leurs feuilles.

M. Bonnar: En réalité, la seule solution de rechange offerte était les bureaux complètement fermés. La superficie par étage de cet immeuble en fait de loin la plus grande à Ottawa, et la nécessité de concevoir un environnement des plus pratiques pour les fonctionnaires du ministère qui étudient entre autres les politiques économiques, c'est ce que nous nous sommes proposé de faire en nous fondant sur les meilleurs conseils que nous pouvions obtenir, à savoir un arrangement paysagé modifié utilisant quelques cloisons et quelques plantes.

M. Ritchie: Vous occupez-vous du problème d'insonorisation? Lorsque vous parlez d'intimité, s'agit-il d'une intimité sonore ou simplement d'une intimité visuelle?

M. Bonnar: Il s'agit surtout d'une intimité sonore.

M. Ritchie: Les plantes monteront-elles jusqu'au plafond? Je suppose que vous avez des plafonds insonorisés?

M. Bonnar: Oui, le plafond est composé de plaques isolantes.

M. Ritchie: Entre ces plantes et le plafond, il y aura un espace libre, n'est-ce pas?

M. Bonnar: Oui, c'est un espace relativement ouvert par rapport à d'habitude, mais nous avons découvert ailleurs au cours de nos visites que les employés s'adaptent à cet environnement différent. Il y a quelque temps je visitais le ministère des Transports et la personne qui me guidait sans chuchoter tout à fait, me parlait d'une voix différente. Les gens s'adaptent donc à cet environnement.

M. Ritchie: Vous voulez dire qu'entourés de plantes tropicales, ils se croiront en Floride même en plein hiver et tout le monde en sera plus heureux.

M. Bonnar: Je crois qu'ils seront trop occupés pour y penser.

M. Hales: J'ai une question supplémentaire à poser, monsieur le président.

Vous dites que vous avez fait d'autres visites notamment au ministère des Transports, mais avez-vous visité des industries où existe ce genre de mur floral onéreux?

M. Bonnar: Oui, nous avons visité plusieurs endroits et entre autres, des bureaux privés.

[Texte]

Mr. Hales: Could you name one?

Mr. Bonnar: There is a large gas company in Toronto, the name escapes me for the moment, also Eaton's and Consumers' Gas in Toronto, and one or two others.

Mr. Hales: Did they have artificial plants?

Mr. Bonnar: I believe so, yes.

Mr. Hales: And you are having real plants.

Mr. Bonnar: I am sorry, but I misunderstood you. My recollection is that they had real plants.

Mr. Hales: You are not sure?

Mr. Bonnar: No.

Mr. Hales: Well, I am still of my first opinion—that it is an expensive arrangement and we cannot afford to do it. I have found out that when you are spending another person's money it is a lot easier to spend it.

Let us now go to \$587,000 for "Capital Expenditures". What is this made up of?

Mr. Bonnar: This is mainly the furniture requirement for the staff of the department. We again would point out, moving into this large floor area of 38,000 square feet per floor, which is not unlike a football field in that it is 290 feet long, and having regard to the kind of work on which our officers participate and the need for privacy and a reasonable environment, that the open-type arrangement, or a modified open-type, would be the most suitable. And, according to the best advice we could obtain, we have to have a reasonable uniform arrangement of furniture. Now most of the furniture we have in the department is quite old and of a great variety, it having been acquired over the years—different sizes, shapes, colours and conditions—and, except for the furniture that we have purchased in the last few years, we concluded that we would have to move into the new building with completely new furniture.

Mr. Hales: What is the price tag on the furniture?

Mr. Bonnar: It is \$441,000 for officers and staff.

Mr. Hales: And the balance of this \$587,000?

Mr. Bonnar: There are two items: one is \$21,000 for microphones and recorders for our centralized dictating system; and the other is \$125,000 for furniture and equipment for board rooms, waiting rooms and lounge areas for staff.

Mr. Hales: Is your old furniture turned over to Crown Assets?

Mr. Bonnar: Yes, but we do not get a credit for it in this accounting, as you know.

Mr. Hales: Is all this furniture made in Canada?

Mr. Bonnar: Yes, sir.

Mr. Hales: I suppose the Department of Public Works purchases it for you.

[Interprétation]

M. Hales: Pourriez-vous en nommer un?

M. Bonnar: Une importante compagnie de gaz à Toronto, dont le nom m'échappe; Eaton's et Consumer's Gaz à Toronto, ainsi qu'une ou deux autres entreprises.

M. Hales: Est-ce qu'il y avait là des plantes artificielles?

M. Bonnar: Je crois que oui.

M. Hales: Et vous vous aurez des plantes naturelles.

M. Bonnar: Je m'excuse, mais je vous avais mal compris. Si je me souviens bien, il y avait des plantes naturelles.

M. Hales: Vous n'en êtes pas certain?

M. Bonnar: Non.

M. Hales: A mon avis, c'est tout de même très dispendieux et nous ne pouvons pas nous le permettre. Selon moi, il est beaucoup plus facile de dépenser l'argent d'autrui.

;Passons maintenant aux \$587,000 pour «dépenses d'investissement». Que représente ce montant?

M. Bonnar: Il s'agit principalement du mobilier destiné au personnel du ministère. Encore une fois, le fait d'amménager dans ce grand espace de 38,000 pi. c. par étage qui ressemble un peu à un terrain de football puisqu'il a 290 pieds de long et la nature du travail qu'on y exécute jointe à la nécessité d'être plus ou moins à l'abri des regards indiscrets et d'avoir un décor passable, exigeant, semble-t-il, des bureaux ouverts ou séparés d'une certaine façon. D'après les meilleurs conseils que nous avons pu obtenir, il nous faut un mobilier assez uniforme. La majorité des meubles que nous avons actuellement au ministère sont assez anciens et hétéroclites, étant donné que nous les avons achetés au cours des années; ils sont de dimension, de forme, de couleur et de type différents et à l'exception des meubles achetés au cours des dernières années, nous avons conclu qu'il nous faudrait emménager dans le nouvel édifice avec des meubles complètement neufs.

M. Hales: Quel est le prix d'achat de ce mobilier?

M. Bonnar: Il est de \$441,000 pour les cadres et les employés.

M. Hales: Et le reste des ces \$587,000?

M. Bonnar: Il y a deux postes: l'un est de \$21,000 et correspond aux micros et aux dictaphones servant à notre centre de dictée, et l'autre qui est de \$125,000 correspond aux meubles et à l'équipement de nos salles de conseil, des salles d'attente et des salles de repos destinées à notre personnel.

M. Hales: Votre ancien mobilier va-t-il aux biens de la Couronne?

M. Bonnar: Oui, mais cela n'entre pas dans notre comptabilité, comme vous le savez.

M. Hales: Est-ce que tous ces meubles sont fabriqués au Canada?

M. Bonnar: Oui, monsieur.

M. Hales: Je suppose que le ministère des Travaux publics les achète pour vous?

[Text]

Mr. Bonnar: The Department of Supply and Services.

Mr. Langlois: All from your constituency.

• 1130

Mr. Hales: Well, when you make the decision to move, then you have to be prepared to foot the bill, and I guess this is the bill we are getting today.

You made the decision to move and you are going to move into very luxurious, first-class quarters of the very best that money can buy. Let us hope it is functional. I sometimes wonder whether it will be functional. I hope we do not get a bill later on to put walls up all through the place and make offices of it. However, time will tell on that.

The Chairman: We could use the plants in our own offices.

Mr. Hales: I have one other comment about importing these plants from the South. The Finance department, of all departments, should be considering our balance of payments and here we are importing plants and throwing our balance of payments, out of kilter to the tune of \$75,000. It would appear to me that you should have given thought and consideration to this point.

Mr. Clermont: On the other hand, Mr. Hales, maybe it will help the situation between the United States and Canada about that balance of payments. They think our surplus is too high.

Mr. Hales: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Bonnar, you were mentioning that when you turn over furniture or I think buildings to Crown Assets, any department that does that does not have any credit at all.

Mr. Bonnar: That is correct. In this case our estimate of the resale value by Crown Assets will be in the neighbourhood of \$200,000.

The Chairman: It is a pure donation.

Mr. Bonnar: On our part, yes.

The Chairman: On your part, yes, as far as you are concerned.

Are there any further questions on Vote 1a? If not, we will stand Vote 1a and move to Vote 15a, page 43:

A—Department—Anti-Dumping Tribunal Program
Vote 15a—Anti-Dumping Tribunal—Program expenditures—\$93,138.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, the questions should be directed to Mr. Mills who is present here.

The Chairman: Mr. Mills is here to answer your questions. I recognize Mr. Thomson, followed by Mr. Rock.

Mr. Thomson: Mr. Chairman, I would like to know what the procedure is when someone lays a complaint about dumping and what the department does about it. Maybe we could have a general answer, and then I have a specific question.

Mr. A. P. Mills (Member, Anti-Dumping Tribunal): Mr. Chairman, the complainant makes the complaint to the Deputy Minister of National Revenue. The Deputy Minister then institutes an investigation. If he finds that the complaint has substance, he issues his preliminary determination of dumping, and from that day on dumping duties are applied to the goods, preliminarily. The Anti-Dumping Tribunal then institutes its inquiry into whether or not this dumping, as found by the Deputy Minister, has caused, is

[Interpretation]

M. Bonnar: C'est le ministère des Approvisionnements et Services.

M. Langlois: Tout vient de votre circonscription.

M. Hales: Lorsqu'on décide de déménager, il faut s'attendre à payer la facture, et je suppose que c'est cette facture que nous recevons aujourd'hui.

Vous avez décidé de déménager et vous allez vous établir dans des bureaux très luxueux et de première classe, les meilleurs que l'on puisse acheter. Espérons que ce ne sera pas en vain. Je me demande parfois si cela servira à quelque chose. J'espère que plus tard on n'aura pas à élever des cloisons pour faire des bureaux individuels. L'avenir nous le dira.

Le président: Nous aimerions bien avoir des plantes dans nos propres bureaux.

M. Hales: J'ai une autre observation à faire au sujet de l'importation de ces plantes du Sud. Le ministère des Finances plus que les autres devraient tenir compte de notre balance des paiements, et voici qu'il importe des plantes et déséquilibre notre balance des paiements par un montant de 75,000 dollars. Vous auriez dû y songer.

M. Clermont: D'autre part, monsieur Hales, cela aidera peut-être la situation entre les États-Unis et le Canada en ce qui concerne la balance des paiements. Ils pensent que notre surplus est trop élevé.

M. Hales: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Bonnar, vous avez mentionné que le mobilier ou les édifices qui passent aux biens de la Couronne, ne donnent lieu à aucun crédit auprès des ministères.

M. Bonnar: C'est exact. Dans ce cas-ci, nous estimons à 200,000 dollars le produit de la vente par la société des biens de la Couronne.

Le président: Il s'agit donc d'un don pur et simple.

M. Bonnar: De notre part, oui.

Le président: De votre part, oui.

Y a-t-il d'autres questions au sujet du crédit 1a? Sinon, nous allons réserver le crédit 1a et passer au crédit 15a, à la page 43:

A—Ministère—Programme du Tribunal Anti-Dumping
Crédit 15a—Tribunal Anti-Dumping—Dépenses du programme—\$93,138.

M. Clermont: Monsieur le président, les questions devraient être posées à M. Mills qui est ici avec nous.

Le président: M. Mills est ici pour répondre à vos questions. Je donne la parole à M. Thomson, et ensuite à M. Rock.

M. Thomson: Monsieur le président, j'aimerais savoir quelle est la procédure suivie en cas de plainte au sujet du dumping et que fait le ministère à ce sujet? Nous pourrions peut-être avoir une réponse générale après quoi, je poserai une question précise.

M. A. P. Mills (Membre du Tribunal Anti-Dumping): Monsieur le président, le plaignant présente sa requête au sous-ministre du Revenu national. Le sous-ministre effectue alors une enquête. S'il s'avère que la plainte est justifiée, il déclare de façon préliminaire qu'il y a dumping, et les produits sont désormais grevés de droits de dumping à titre préliminaire. Le tribunal anti-dumping dirige alors une enquête afin de savoir si ce dumping, qui existe selon le sous-ministre, a causé, cause ou peut faire tort à toute

[Texte]

causing, or is likely to cause injury to the production in Canada of like goods. We have 90 days from the date of determination to come up with a finding of either injury or noninjury.

Mr. Thomson: I am glad you mentioned the 90 days, sir, because the specific question I have relates to agricultural produce which in most cases is imported from the United States. I am thinking more specifically of fruits and vegetables which are perishable in nature. Since their season is earlier than ours, sometimes they will sell the tail end of their produce, whatever it might be—lettuce or grapes, or what have you—into our market at prices which affect the major part of our product. I am sure you are familiar with this.

I am a farmer, not a fruit farmer, but the complaints I hear from the farmers who do raise this are that by the time the anti-dumping people get around to making a decision, it is too late. It has affected the price of their crop. How long, in the case of a specific commodity such as a perishable one—fruits or vegetables—does it take to make a decision?

Mr. Mills: This is really a question, for the Deputy Minister of National Revenue.

• 1135

The Chairman: I am sorry, but I believe, Mr. Thompson, we should stick to the figures that are shown in the supplementary estimates. The questions are very general and, as mentioned by Mr. Mills, a lot of questions should be answered by the Minister of National Revenue. I wonder if it is very fair to the witness to ask all those general questions. I do not want to be rude, but...

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): No, no.

The Chairman: ... it is a point I think you could consider in your questioning.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Let us pin it down. Who gets this \$39,000 and what is the anti-dumping tribunal going to do with it?

Mr. Mills: We have an establishment of 13 man-years and until recently we used only 7 man-years, I believe. The number of complaints to the Deputy Minister of National Revenue resulting in referral to the tribunal has increased tremendously really. At the moment people are taking a much greater interest in making complaints which arrive at our destination eventually, so we are asking for five man-years to bring up the establishment to its full strength.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Good enough. Are any of these personnel you are going to hire or have hired going to be qualified in the agricultural produce section? Are any of them experts who are knowledgeable in this field?

Mr. Mills: Our secretary, who is with me and who is also Director of our inquiries, Mr. Don Allan, spent 30 years with the Department of Agriculture.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): This does not necessarily qualify him as an...

[Interprétation]

production canadienne analogue. Nous avons 90 jours à compter de la date de la déclaration du sous-ministre pour rendre un verdict quant à l'existence d'un tort ou non.

M. Thomson: Je suis heureux de vous entendre mentionner les 90 jours, monsieur, car ma question se rapporte précisément aux produits agricoles importés en majorité des États-Unis. Je pense plus spécialement aux fruits et légumes qui sont périssables par nature. Étant donné que la saison est plus avancée là-bas qu'ici, il leur arrive parfois de vendre chez nous le surplus de leur produits, que ce soit de la laitue, des raisins, ou autres, sur notre marché à des prix qui affectent la majorité de notre production. Je suis certain que vous êtes au courant de cela.

Je suis fermier, mais je ne cultive pas de fruits; cependant, les fermiers se plaignent du fait que la décision du tribunal anti-dumping arrive trop tard la plupart du temps. Cela se répercute sur le prix de leurs récoltes. Dans le cas d'une certaine denrée, comme un produit périssable, c'est-à-dire les fruits et les légumes, combien de temps faut-il avant qu'une décision soit prise?

M. Mills: Il s'agit là d'une question à poser au sous-ministre du Revenu national.

Le président: Je regrette, mais je crois, monsieur Thompson, que nous devrions nous en tenir aux chiffres indiqués dans le budget supplémentaire. Les questions sont très générales et comme l'a dit M. Mills, il appartient au ministre du Revenu national d'y répondre en majorité. Je me demande si c'est normal de poser au témoin toutes ces questions si générales. Je ne voudrais pas me montrer courtois, mais...

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Non, non.

Le président: C'est une chose à envisager, je pense, lorsque vous posez des questions.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Mettons les choses au point. Qui reçoit ces \$39,000 et que va en faire le tribunal antidumping?

M. Mills: Nous avons un poste de 13 années-hommes et jusqu'il y a peu, nous n'en avons utilisé que sept, si je ne me trompe. Le nombre de réclamations adressées au sous-ministre du Revenu national à la suite des questions soumises au tribunal a vraiment augmenté dans de très grandes proportions. En ce moment, de plus en plus de réclamations adressées au sous-ministre aboutissent chez nous. C'est pourquoi nous demandons cinq années-hommes afin que la formule fonctionne au maximum.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): C'est défendable. Ce personnel que vous comptez engager ou que vous avez déjà engagé sera-t-il qualifié dans le domaine des produits agricoles? Compte-t-il des experts qui s'y connaissent?

M. Mills: Notre secrétaire qui m'accompagne et qui est également directeur des enquêtes, M. Don Allan, a passé 30 ans au ministère de l'Agriculture.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Il n'en est pas pour autant...

[Text]

Mr. Mills: No, I agree.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): ... authority in the agricultural produce field, sir. I would like to know if they are knowledgeable in this area. Again, you gave me a general answer and I asked a specific question.

Mr. Mills: We have two economists who have a very good knowledge of economics including agriculture, but they are not specifically related to the agricultural industry.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): You said that you had an increasing number of complaints regarding items which are affected. Have you had many complaints from the sections of agriculture which I mentioned?

Mr. Mills: The only one we had and one with which we dealt last Thursday and Friday, was the dumping of apple juice concentrate.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Was that the only one all year?

Mr. Mills: That was the only one we have had.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): The only one you have ever had. Thank you.

Mr. Clermont: The only one you ever had?

Mr. Mills: Yes.

Mr. Clermont: During this year or earlier years.

Mr. Mills: Altogether.

Mr. Clermont: On agricultural products?

Mr. Mills: On agricultural products; that is right.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): At any time?

Mr. Mills: That is right.

Mr. Clermont: Thank you.

The Chairman: I hope the witnesses will bear with me for a few minutes because I see a quorum. There were some notes that were considered by the Committee, but not yet adopted, and if you agree I would refer you to Agriculture on page 8, Vote 10a, and on the following pages, Votes 15a and so on. They were discussed, but have not been adopted.

Votes 10A, 15A, 16A, L17A, 20A, 25A, and 30A agreed to.

I also refer you to page 16, the Department of Energy, Mines and Resources, which were considered at length yesterday afternoon.

Votes 1a, 5a, 15a, 20a, 30a, L51a agreed to.

• 1140

The Chairman: Shall I report these votes to the House with the estimates of the Solicitor General, which were agreed to but as yet not reported to the House?
Agreed.

The Chairman: We will now resume with Mr. Mills. Do you have a specific question, Mr. Thomson?

[Interpretation]

M. Mills: Non, et j'en conviens.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): ... expert en matière de produits agricoles. Je voudrais savoir s'ils sont qualifiés à cet égard. Une fois de plus, vous me donnez une réponse générale alors que j'ai posé une question précise.

M. Mills: Nous avons deux économistes qui connaissent bien les problèmes y compris ceux de l'agriculture mais ils ne sont pas à proprement parler nos experts dans le sujet agricole.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Selon vous, les plaintes au sujet des crédits en cause ne cessent d'augmenter. Avez-vous reçu de nombreuses plaintes de la part des secteurs de l'agriculture que j'ai mentionnés?

M. Mills: La seule que nous ayons reçue, et nous l'avons réglée jeudi ou vendredi dernier, concernait le dumping du jus de pomme concentré.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Est-ce la seule de toute l'année?

M. Mills: C'est la seule que nous ayons reçue.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): La seule que vous ayez jamais reçue. Je vous remercie.

M. Clermont: La seule que vous ayez jamais reçue?

M. Mills: Oui.

M. Clermont: Au cours de cette année ou de l'année antérieure?

M. Mills: En tout.

M. Clermont: Au sujet des produits agricoles?

M. Mills: Au sujet des produits agricoles, c'est bien cela.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Jamais?

M. Mills: C'est cela.

M. Clermont: Je vous remercie.

Le président: J'espère que les témoins me permettront de les interrompre pendant quelques minutes car je vois que nous avons quorum. Certains crédits ont été examinés par le Comité mais n'ont pas encore été adoptés; si vous êtes d'accord, je vous renvoie maintenant à l'agriculture, au crédit 10A, page 8 et aux pages suivantes, le crédit 15A est le suivant. On en a discuté mais ils n'ont pas été adoptés.

Les crédits 10A, 15A, 16A, L17A, 20A, 25A et 30A sont adoptés.

Je vous renvoie également à la page 16, Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources dont les crédits ont été longuement examinés hier après-midi.

Les crédits 1a, 5a, 15a, 20a, 30a et L51a sont adoptés.

Le président: Dois-je rendre compte à la Chambre de ces crédits ainsi que des prévisions du Solliciteur général qui ont été adoptés?

D'accord.

Le président: Nous reprenons maintenant le débat avec M. Mills.

Avez-vous une question précise, monsieur Thomson?

[Texte]

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Yes, Mr. Chairman. May I come back to this?

A couple of years ago Ontario farmers protested against Americans dumping corn in Canada and marched on Ottawa with their tractors. How would they have referred this matter to you? Are you suggesting that they did not complain to the Department of Finance or to the government?

Mr. Mills: I do not know whether or not they did, but their first move was to take the complaint to the Deputy Minister of National Revenue, who would investigate the complaint.

Mr. Thomson: How then would this not be referred to you? This is what I am getting at.

Mr. Mills: If the Deputy Minister found that the complaint was justified, that there was indeed dumping of these products into Canada, he would have referred it to us but we did not get it.

Mr. Thomson: He did not get it or you did not?

Mr. Mills: We did not.

Mr. Thomson: In effect, then, the Deputy Minister of National Revenue is a screen in that only those that he sees fit to refer to you do you hear about.

Mr. Mills: Oh, no. Everything is referred to us where he makes a preliminary determination of dumping, where he finds that in fact dumping has occurred or is occurring. Then it is referred to us under the Anti-dumping Act for an inquiry into whether this dumping of the products you mentioned has caused, is causing or is likely to cause injury to the Canadian production of like goods. We hold this inquiry.

Mr. Thomson: You hold an inquiry, in effect, only if he refers the matter to you. In this case, not if the farmers, the producers of corn or . . .

Mr. Mills: If the farmers complained to us we would refer them to the Deputy Minister of National Revenue.

Mr. Thomson: I am glad I asked these questions again because I did not understand it that way.

The Chairman: Mr. Thomson, they are only a tribunal.

Mr. Thomson: Yes, sir. I am trying to get at the procedure under which they operate. Thank you. I am satisfied.

The Chairman: This morning we went through Vote 1a of the Finance Department. That should be carried on division, I think, because Mr. Hales was very strong in his arguments opposing the Vote.

Vote 1a agreed to on division.

The Chairman: Is there any further questioning of the Anti-dumping Tribunal?

Mr. Rock, followed by Mr. Hales.

Mr. Rock: Mr. Mills, in respect of this \$93,000 Supplementary Estimate for the Anti-dumping Tribunal, I can understand how you go about investigating situations which people have asked to have investigated for anti-dumping in this country when they are companies. But how do you go about investigating a country not under the free enterprise system, a country such as the U.S.S.R., for instance? For example, in British Columbia for B.C. Power, they bid on turbines and I think on generators, and they are about

[Interprétation]

M. Thomson: Oui, monsieur le président. Puis-je revenir à cette question?

Il y a quelques années, les agriculteurs de l'Ontario ont protesté contre la pratique américaine du dumping qui affectait le maïs canadien et ils ont défilé à Ottawa avec leurs tracteurs. Comment auraient-ils pu vous soumettre la question? Dois-je comprendre qu'ils n'ont pas porté plainte au ministère des Finances ni auprès du gouvernement?

M. Mills: Je ne sais pas s'il l'ont fait, mais leur première mesure a été de transmettre leurs plaintes au sous-ministre du Revenu national qui devait faire une enquête à ce sujet.

M. Thomson: Comment se fait-il alors que ce problème ne vous ait pas été posé?

M. Mills: Si le sous-ministre avait jugé que la plainte était justifiée, que ces produits faisaient effectivement l'objet d'un dumping au Canada, il nous l'aurait transmise, mais ce n'est pas le cas.

M. Thomson: Il ne l'a pas obtenue ou vous ne l'avez pas obtenue?

M. Mills: Nous ne l'avons pas obtenue.

M. Thomson: La sélection du sous-ministre du Revenu national consiste alors en fait à ne vous transmettre que les cas qu'il juge bon de vous présenter.

M. Mills: Certainement pas. Tous les cas nous sont transmis lorsqu'il juge, de façon préliminaire, qu'il y a dumping, lorsqu'il estime qu'il y a ou qu'il y a eu dumping. La question nous est alors confiée en vertu de la loi antidumping, afin que nous menions une enquête pour savoir si le dumping des produits que vous avez mentionnés ont porté, portent ou risquent de porter préjudice à toute production canadienne analogue. Nous sommes chargés de l'enquête.

M. Thomson: Vous ne menez en fait une enquête que s'il vous confie la question. Non pas, dans ce cas, si les agriculteurs, les producteurs de maïs ou . . .

M. Mills: Si les agriculteurs se sont plaints à nous, nous soumettons leur cas au sous-ministre du Revenu national.

M. Thomson: Je suis heureux d'avoir posé à nouveau ces questions parce que je ne comprenais pas la situation de cette façon.

Le président: Monsieur Thomson, il ne s'agit que d'un tribunal.

M. Thomson: C'est exact. J'essaie de comprendre la méthode selon laquelle ils fonctionnent. Je vous remercie. Je suis satisfait.

Le président: Nous avons examiné ce matin le crédit 1a du ministère des Finances. Je crois que ce crédit ne devrait pas être adopté à l'unanimité parce que M. Hales a présenté de très fortes objections.

Crédit 1a adopté à la majorité.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur le tribunal antidumping?

M. Rock suivi de M. Hales.

M. Rock: Monsieur Mills, en ce qui concerne ces prévisions supplémentaires de 93,000 dollars pour le tribunal antidumping, je comprends que vous puissiez, à la demande de certaines personnes, mener des enquêtes sur des cas d'antidumping au Canada, lorsqu'il s'agit de sociétés. Mais comment pouvez-vous faire des enquêtes sur un pays qui n'appartient pas au système de libre entreprise, comme l'URSS, par exemple? Dans le cas de B.C. Power, par exemple, en Colombie-Britannique, certaines offres

[Text]

\$4.5 million cheaper than a Canadian firm. If a Canadian firm requests that you investigate this, how do you go about investigating it in a country such as Russia, where you cannot get information as to their system of profit and loss?

Mr. Mills: We do not do the investigating, Mr. Chairman. The Deputy Minister of National Revenue does the investigating of the complaint.

We do not investigate the dumping at all. When the Deputy Minister has made a preliminary determination of dumping, our inquiry is not to sit in judgment on his preliminary determination; there is another forum of people to argue that point. All we are concerned with is whether this dumping has, in fact, injured the Canadian production of like goods.

This is really a question for the Deputy Minister.

• 1145

Mr. Rock: I see.

The Chairman: It is very hypothetical too.

Mr. Rock: No, it is not because it exists right now. It is not hypothetical because there is already a claim of dumping by Dominion Engineering to the Deputy Minister and the answer is that they have to wait until the contract is signed before they can proceed. If you wait until the contract is signed to me it is already too late. In other words, once British Columbia Hydro signs a contract with Russia for turbines which are over \$4.5 million cheaper than Canadian-built ones, what can you do? I can understand our men going in to investigate in the United States. I can understand that they can investigate in England and France, but I do not think we have ever had the problem of tackling this in a country like Russia, which for the first time has bid on contracts such as this. Mind you, Mr. Chairman, I do not believe when it comes to paper machinery or power projects that we should allow any foreign country to bid on such things because we are supposed to be experts in this field. When we allow other countries to bid on these contracts, and if they do build these items, we look, in the eyes of the world, as though we are not capable of building these items. It does not look good politically, it does not look good at all when we are the experts in these things.

The Chairman: This is a matter of policy which you could very well discuss with the Minister involved, the Minister of National Revenue.

Mr. Clermont: Mr. Rock, I am sure that within the anti-dumping legislation they have rules to compare goods sold by countries as you mentioned. I do not remember the rule exactly but when we had the anti-dumping measure before the Finance Committee I do remember there some rules were established to compare price bids coming from countries such as Russia or China or Rumania with industrial countries. They have rules to go by.

[Interpretation]

sur des turbines et, je crois, sur des générateurs permettaient d'obtenir un prix inférieur de 4.5 millions de dollars à celui des entreprises canadiennes. Si une entreprise canadienne vous demande de mener une enquête à ce sujet, comment pouvez-vous le faire dans un pays comme l'URSS où il est impossible d'obtenir des renseignements sur le système des pertes et profits?

M. Mills: Nous ne menons pas nous-mêmes les enquêtes, monsieur le président. C'est le rôle du sous-ministre du revenu national.

Nous ne faisons aucune enquête sur le dumping. Lorsque le sous-ministre déclare, de façon préliminaire, qu'il y a dumping, notre enquête ne consiste pas à porter un jugement sur cette déclaration préliminaire, la contestation de ce fait, revient à un autre groupe de personnes. Notre rôle est simplement de décider si le dumping en question a effectivement porté préjudice à la production canadienne des mêmes biens.

La question relève en fait au sous-ministre.

M. Rock: Je comprends.

Le président: C'est une situation très hypothétique.

M. Rock: Non, ce n'est pas une situation hypothétique car elle existe à l'heure actuelle. La société Dominion Engineering s'est déjà plainte de dumping au sous-ministre et la réponse donnée disait que la société devait attendre que le contrat soit signé avant de pouvoir entamer une action quelconque. Si l'on attend que le contrat soit signé, il me semble qu'il est déjà trop tard. En d'autres termes, que peut-on faire lorsque la «British Columbia Hydro» signe un contrat avec l'URSS lui permettant d'obtenir des turbines qui coûtent 4.5 millions de dollars de moins que celles que construit le Canada? Ça ne m'étonne pas que nos représentants aillent faire enquête aux États-Unis, en Angleterre et en France, mais je ne crois pas que nous ayons déjà eu à faire face à ce problème dans le cas d'un pays comme l'URSS qui, pour la première fois, soumissionne des contrats de ce genre. Cependant, monsieur le président, je ne crois pas, que lorsqu'il s'agit d'équipement dans le domaine du papier ou de projets relatifs à l'énergie, nous devons permettre à un pays étranger quelconque de faire des offres dans ce domaine parce que nous sommes sensés être experts dans la question. Lorsque nous laissons les autres pays faire de telles offres de contrat et s'ils construisent effectivement ces installations, nous avons l'air en face du monde, de ne pas être en mesure de les construire nous-mêmes. Nous faisons politiquement mauvaise figure, nous ne paraissions pas du tout à notre avantage, alors que nous sommes experts en la matière.

Le président: Il s'agit d'une question de politique dont vous pourriez très bien discuter avec le Ministre intéressé, en l'occurrence le ministre du Revenu national.

M. Clermont: Monsieur Rock, je suis sûr que la législation antidumping contient des règlements qui permettent de comparer les produits vendus par les pays que vous avez mentionnés. Je ne me souviens pas exactement du règlement, mais je sais que lorsque les mesures antidumping ont été présentées au comité des Finances, certaines règles ont été établies afin de pouvoir comparer les offres de prix des pays comme l'URSS, la Chine ou la Roumanie et celles des pays industriels. Certaines règles doivent être respectées.

[Texte]

Mr. Rock: I am glad to hear this, Mr. Chairman because I am worried about the answer from the Minister of Revenue that they have to wait until the contract is signed. This is not the same as where you are buying and selling something you know. In this case it is a contract to build something. It is a little different and this is what confuses me.

Mr. Clermont: If I remember, and it is coming to mind, one of the rules is that they can use goods competitive in other countries.

Mr. Rock: Thank you.

The Chairman: Mr. Hales.

Mr. Hales: Thank you, Mr. Chairman. First of all I want to compliment the Anti-dumping Tribunal on the good work they are doing. I have had personal contact with the tribunal in respect of the importation of large transformers from offshore countries which were proven by the Anti-dumping Tribunal to be a form of dumping. That was stopped and it has created jobs for about 700 or 800 people in the General Electric plant so it is serving a useful purpose.

Now as I understand it there are seven men on the tribunal. Would you mind telling us who they are, who is the chairman now?

Mr. Mills: There are three members of the tribunal: Mr. W. W. Buchanan, Chairman; Mr. J. P. C. Gauthier, Vice-Chairman; and myself, A. P. Mills.

Mr. Hales: Now you say you had a staff of seven so the four others will be your operating staff, I presume.

Mr. Mills: We have 12 now.

Mr. Hales: You have added five. I take it the supplementaries are to pay for these five.

Mr. Mills: That is right, partly, yes.

Mr. Hales: This \$52,000 that appears for salaries and wages would be for the salaries of the five people you are going to add to your staff. Or have you already added them?

Mr. Mills: That is right.

Mr. Hales: You have already added them to your staff and now you are asking for money to pay their salaries. First of all, how long have they been on staff?

• 1150

Mr. Mills: For varying periods during the last year.

Mr. Hales: My next question is why were they not on the regular estimates? Why is it necessary to bring them in on the supplementary estimates?

Mr. Mills: In the initial stages we did not think we should employ people and put them on the public payroll for whom we did not have any work.

[Interprétation]

M. Rock: Je suis heureux de l'entendre dire, monsieur le président, car la réponse donnée par le ministre du Revenu national m'inquiète beaucoup, lorsqu'il dit qu'il faut attendre que le contrat soit signé. La situation n'est pas la même lorsqu'il s'agit d'acheter et de vendre un produit. Dans ce cas, il s'agit d'un contrat de construction. La situation est légèrement différente et c'est ce qui m'inquiète.

M. Clermont: Je crois me souvenir que l'une des règles permet d'utiliser les produits concurrentiels dans d'autres pays.

M. Rock: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Hales.

M. Hales: Je vous remercie, monsieur le président. Je veux tout d'abord complimenter le tribunal antidumping sur l'excellent travail qu'il a effectué. J'ai eu des contacts personnels avec le tribunal sur la question de l'importation de grands transformateurs de pays d'outre-mer que le tribunal antidumping a jugé comme étant une forme de dumping. Ces importations ont cessé et des emplois ont été créés pour environ 700 ou 800 personnes à l'usine General Electric et le tribunal fait donc un travail efficace.

Si je comprends bien, le tribunal est composé de sept personnes. Pourriez-vous nous dire qui sont ces personnes, qui en est le président actuellement?

M. Mills: Le tribunal est composé de trois membres. Le président, M. W. W. Buchanan; le vice-président, M. J. P. C. Gauthier et moi-même A. P. Mills.

M. Hales: Vous dites que votre personnel comprend sept personnes; je suppose donc que les quatre autres constituent votre personnel administratif.

M. Mills: Nous avons douze personnes pour le moment.

M. Hales: Vous en avez ajouté cinq. Je suppose que les fonds supplémentaires sont destinés à ces cinq personnes.

M. Mills: C'est en partie exact, oui.

M. Hales: La somme de \$52,000 indiquée à la rubrique des traitements et salaires serait consacrée aux traitements des cinq personnes que vous allez ajouter à votre personnel. Les avez-vous déjà ajoutées?

M. Mills: En effet.

M. Hales: Vous les avez déjà ajoutées à votre personnel et vous demandez maintenant des fonds pour payer leur traitement. Tout d'abord, depuis combien de temps ont-ils fait partie de votre personnel?

M. Mills: Depuis diverses périodes au cours de l'année dernière.

M. Hales: Ma question suivante est celle-ci: Pourquoi ne figuraient-elles pas dans les prévisions ordinaires? Pourquoi est-il nécessaire de les inscrire au budget supplémentaire?

M. Mills: A l'origine, nous ne pensions pas devoir employer des personnes pour lesquelles nous n'avions pas de travail, ni les inscrire sur la feuille de paie publique.

[Text]

Mr. Hales: You deserve credit for that, sir.

Mr. Mills: As the work increased we asked for additional funds to pay this additional staff to bring us up to strength.

Mr. Hales: Next, professional special services of \$11,000. What is that for? You have already brought on five extra people but you are asking for another \$11,000 over and above that.

Mr. Mills: Yes. We try to give a 24-hour service on transcripts to the contending parties at the hearings. The verbatim evidence is recorded as the hearing progresses. We send the tapes by runners to the typing section of our staff and the transcripts are typed and sent back to the tribunal by noon the next day so that the lawyers and other interested parties can read them. We found it necessary to employ casual help to effect this service in the most expeditious manner. This will be to cover extra help during our hearings.

Mr. Hales: Do you charge the companies for this transcript or is it a free service?

Mr. Mills: It is not a free service. It is then edited and finally printed and it is sold through Information Canada.

Mr. Hales: But those people who are attending the meeting...

Mr. Mills: The rough transcripts are given to them, yes.

Mr. Hales: What would the \$20,000 for capital expenditures be for?

Mr. Mills: We are also moving into Place Bell Canada and we have found it necessary over the past year and a half to ask for a hearing room of our own, because over the past year we have had some difficulty in obtaining satisfactory quarters. This past summer the conference centre was closed and we had two rather large hearings, one on television sets and the other on womens' shoes, and we could not find any government hearing room to accommodate us. I think you will understand that with our statutory limit of 90 days to come up with a finding that we have to have the hearing—if we hold a hearing, and we always have—at a very precise time, perhaps midway in the 90 days. We have to give the people who are interested at least a month—some of them come from foreign countries,—to prepare their briefs. Some of these hearings have lasted two weeks, and more, so we have found it necessary to ask for our own hearing room to accommodate future hearings.

Mr. Hales: And the \$20,000...

Mr. Mills: I understand it will cost \$10,000 for the hearing room in Place Bell Canada and \$10,000 for the recording and simultaneous translation.

Mr. Hales: The salaries of the people on the anti-dumping tribunal run in a price range of from what to what?

[Interpretation]

M. Hales: Vous méritez notre reconnaissance.

M. Mills: A mesure que le travail augmentait, nous avons demandé des fonds supplémentaires pour rémunérer ce personnel supplémentaire qui nous permettait de fonctionner.

M. Hales: Passons maintenant aux services professionnels spéciaux de \$11,000. De quoi s'agit-il? Vous avez déjà employé cinq personnes supplémentaires mais vous demandez encore \$11,000.

M. Mills: Oui. Nous essayons de fournir un service de transcription de 24 heures aux parties présentes à l'audience. Les éléments de preuve sténographiés sont enregistrés au cours de l'audience. Nous envoyons les bandes magnétiques par messagers aux sections de dactylographie de notre personnel, les textes sont transcrits puis renvoyés au tribunal avant midi le lendemain, de façon à ce que les avocats et les autres parties intéressées puissent les lire. Nous avons jugé nécessaire d'employer un personnel à titre provisoire pour fournir ce service de la façon la plus expéditive. Cette somme devra couvrir les frais d'employés supplémentaires au cours de nos audiences.

M. Hales: Les sociétés doivent-elles payer ces transcriptions ou s'agit-il d'un service gratuit?

M. Mills: Ce n'est pas un service gratuit. Les textes sont ensuite édités puis imprimés et vendus par l'intermédiaire d'Information Canada.

M. Hales: Et les personnes qui assistent à la réunion...

M. Mills: On leur remet les premières transcriptions, oui.

M. Hales: A quoi est destinée la somme de \$20,000 de dépenses d'investissement?

M. Mills: Nous déménageons également nos bureaux à la Place Bell Canada et nous avons jugé nécessaire, au cours de l'année dernière de demander une salle d'audience personnelle car par le passé nous avons eu certaines difficultés à obtenir des locaux satisfaisants. Le centre de Conférence était fermé l'été dernier et nous avons tenu deux conférences importantes, l'une sur les postes de télévision et l'autre sur les chaussures féminines nous n'avons pas pu trouver de salle du gouvernement pour nous réunir. Je pense que vous comprendrez que la limite statutaire de 90 jours avant laquelle nous devons prendre une décision nous oblige à tenir une audience—si nous le faisons et nous le faisons toujours—à une date très précise, en général au milieu de la période de 90 jours. Nous devons accorder un délai d'au moins un mois aux personnes intéressées—certaines d'entre elles viennent de l'étranger—pour préparer leurs mémoires. Certaines de ces audiences ont duré deux semaines et plus, c'est pourquoi nous avons jugé nécessaire d'obtenir une salle d'audience personnelle pour y tenir nos prochaines audiences.

M. Hales: La somme de \$20,000...

M. Mills: Je crois que la salle d'audience de la place Bell Canada coûtera \$10,000 et les services d'enregistrement et de traduction simultanée coûteront \$10,000.

M. Hales: Quelle est la marge des traitements des membres du tribunal anti-dumping?

[Texte]

Mr. Mills: From \$27,000 to \$33,000.

Mr. Hales: From \$27,000 to \$33,000. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Rock.

Mr. Rock: Yes. Mr. Hales spoke about the transformers and proof by the Canadian electrical manufacturers that there was possibly dumping, and he also mentioned that after the decision of the tribunal they had reason to believe there was dumping and this actually provided about 700 to 800 jobs. I believe it took the electrical companies many years before they were able to even prove it. I am concerned about Dominion Engineering, because if they lose this Mica Project, there will be a loss of 800 to 900 jobs in their plant. My concern here is whether they will have a chance to have a hearing. If they have to wait until the contract has been signed, there may be large lay-offs in Dominion Engineering because of these delays. It might take quite a few years before the electrical companies provide this proof. It is not as if this took only one month or something like that with everything going on at a rapid pace. This took many years of complaining by the electrical companies across Canada to your department.

• 1155

Mr. Clermont: Mr. Rock, as you were told by Mr. Mills, all inquiries, first, should be directed to the Deputy Minister of National Revenue and, knowing you, I am sure you will put a lot of pressure on that department to have a quick reply.

Mr. Rock: That is quite right.

The Chairman: Are there any further questions on Vote 15a?

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): I have one brief question.

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): How many cases did you have referred to you within the last year and to how many did you say "yes" and to how many did you say "no"?

Mr. Mills: It looks as though we have had 10 referrals.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Did you agree in all 10 cases that there was dumping or was dumping proven?

Mr. Mills: We found no injury in two cases and injury in the balance.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Injury in the balance. Thank you.

The Chairman: Are there any further questions? If not, shall vote 15a carry?

Vote 15a agreed to.

The Chairman: I wish to thank Mr. Mills for his explanations and now we will move to Vote 16a on page 44, Special programs—Grant to the St. Jean-Vianney Disaster Fund.

Vote 16a—Special Programs—Grant to the St. Jean-Vianney Disaster Fund—\$1,250,000.

[Interprétation]

M. Mills: Entre \$27,000 et \$33,000.

M. Hales: Entre \$27,000 et \$33,000. Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Rock.

M. Rock: M. Hales a parlé des transformateurs et il a mentionné que les industriels canadiens dans le domaine de l'électricité ont prouvé qu'il y avait peut-être dumping; il a également mentionné que lorsque le tribunal avait rendu sa décision, il y avait raison de croire à un certain dumping et que ceci a en fait permis de fournir environ 700 ou 800 emplois. Je pense que les industries électriques ont mis de nombreuses années à le prouver. Je m'inquiète au sujet de *Dominion Engineering* parce que, s'ils perdent ce projet Mica, ils perdront 800 à 900 emplois dans l'usine. Je me demande s'ils auront l'occasion de se faire entendre. S'il faut qu'ils attendent que le contrat soit signé, il se peut qu'il y ait de nombreux licenciements à *Dominion Engineering* du fait de ce retard. Il se passera un certain nombre d'années avant que les entreprises électriques fournissent cette preuve. Il ne s'agit pas d'une affaire qui se règle en un mois et où tout se fait à un rythme accéléré. Il a fallu que les industries électriques se plaignent pen-

dant des années dans tout le Canada et que ces plaintes parviennent à votre ministère.

M. Clermont: Monsieur Rock, comme vous l'a dit M. Mills, toutes les enquêtes devraient d'abord être envoyées au sous-ministre du Revenu national et, vous connaissant bien, je suis sûr que vous exercerez toutes les pressions sur ce ministère afin d'obtenir une réponse rapidement.

M. Rock: C'est exact.

Le président: Y a-t-il d'autres questions concernant le Crédit 15a?

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Je voudrais poser une question brève.

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Combien de cas vous ont été transmis au cours de l'année qui vient de s'écouler et combien de fois avez-vous répondu par l'affirmative ou par la négative?

M. Mills: Je crois que nous avons reçu dix cas.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Est-ce que vous avez reconnu dans les dix cas qu'il y avait du dumping ou bien est-ce que le dumping a été prouvé?

M. Mills: Des 10 cas, deux ont été sans conséquences et pour les huit autres il y a eu dommages.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Il y a eu dommages dans les autres cas. Je vous remercie.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? S'il n'y en a pas, le Crédit 15a est-il adopté?

Le Crédit 15a est adopté.

Le président: Je voudrais remercier M. Mills de ses explications et nous allons maintenant passer au Crédit 16a à la page 44, Programmes spéciaux—Subvention au Fonds de secours des sinistrés de St-Jean-Vianney.

Crédit 16a—Programmes spéciaux—Subvention au Fonds de secours des sinistrés de St-Jean-Vianney—\$1,250,000.

[Text]

Mr. Hales: I would like to ask the department officials if this grant of \$1,250,000 has been paid and when was it paid?

Mr. Clermont: All the questions on Votes 16a and 19a regarding administration will be dealt with by Mr. Shoyama, and you will excuse me if I did not pronounce his name properly.

Mr. F. K. Shoyama (Assistant Deputy Minister, Federal-Provincial Relations and Economic Programs Branch): If I could reply to the question, the grant was paid about 3 months ago.

Mr. Hales: Was it paid in full?

Mr. Shoyama: Yes, paid in full.

Mr. Hales: It is understood, I think, that grants should not be paid without the approval of Parliament. Is that correct?

Mr. Shoyama: Yes, I think that is right.

Mr. Hales: You have already paid this money without the approval of Parliament.

Mr. Shoyama: Yes, I think, Mr. Hales, if you will recall the situation, the local disaster fund had been set up and had incurred the expenses of looking after the people who had lost their homes. You may recall that 31 people were killed. It was necessary to evacuate the entire village of some 1,000 people and there were very substantial bills that had to be paid. Our Minister felt that in this situation he had no alternative but to provide assistance.

Mr. Hales: I must agree with that, this was a particular type of a grant. I will catch up with one that is not of this type later on.

Did you pay this out of the contingency vote?

Mr. Shoyama: That is right.

Mr. Hales: Is that the catch-all vote out of which you pay all these things?

Mr. Shoyama: That is right and then they are reimbursed after Parliament approves.

• 1200

Mr. Hales: The reason you put this in brackets is to tell Parliament that the grant has already been paid.

Mr. Shoyama: Basically, yes.

Mr. Hales: It is not just as clear as it might be. I think it would be better if it were worded, "this grant has been paid without the approval of Parliament". That is exactly the case, although you do not word it that way. You say it is paid out of the contingency vote. I guess we are supposed to understand that it is paid.

Vote 16a agreed to.

Vote L19a—Federal-Provincial Employment Loans Program 1971—Loans to provinces, provincial agencies and municipalities as defined in the Municipal Development and Loan Act in the 1971-72 and 1972-73 fiscal years, for the purpose of assisting in the creation of employment, in accordance with terms and conditions set out in agreements entered into between the Minister of Finance and the provinces, the loans to each such province, including the provincial agencies and municipalities within that province,

(a) not to exceed the following amounts:

(i) Newfoundland	\$7,500,000
(ii) Prince Edward Island	1,000,000

[Interpretation]

M. Hales: Je voudrais demander aux fonctionnaires du ministère si la subvention de \$1,250,000 a été versée et à quelle date?

M. Clermont: Toutes les questions concernant les Crédits 16a et 19a au sujet de l'administration seront traitées par M. Shoyama, et vous voudrez bien m'excusez si je n'ai pas prononcé son nom correctement.

M. F. K. Shoyama (sous-ministre adjoint, Direction des relations fédérales-provinciales et des Programmes économiques): Si je peux me permettre de répondre à la question, la subvention a été versée il y a environ trois mois.

M. Hales: A-t-elle été versée en entier?

M. Shoyama: Oui, elle a été versée en entier.

M. Hales: Il est entendu, je crois, que les subventions ne devraient pas être versées sans l'accord du Parlement. Est-ce que cela est exact?

M. Shoyama: Oui, cela est exact.

M. Hales: Vous avez déjà versé cet argent sans l'approbation du Parlement.

M. Shoyama: Oui, je pense, monsieur Hales, si vous vous souvenez de la situation, le fonds de secours aux sinistrés avait été mis sur pied et on y avait puisé pour secourir les familles qui avaient perdu leur maison. Vous vous souvenez sans doute que 31 personnes avaient été tuées. Il a fallu évacuer le village tout entier, soit environ mille personnes et il a fallu payer des notes très élevées. Notre ministre a estimé que, dans cette situation, il n'avait pas le choix et devait leur venir en aide.

M. Hales: J'en conviens, c'était une subvention d'un genre particulier. Je me rattraperai plus tard lorsqu'il s'agira d'une subvention d'un autre type.

Avez-vous tiré cet argent du Crédit des éventualités?

M. Shoyama: Oui.

M. Hales: S'agit-il d'un crédit général pour faire ces paiements?

M. Shoyama: Oui et ensuite elles sont remboursées lorsque le Parlement donne son approbation.

M. Hales: La raison pour laquelle vous mettez ces parenthèses, c'est pour indiquer au Parlement que la subvention a déjà été versée.

M. Shoyama: Au fond, oui.

M. Hales: Ce n'est pas tout à fait aussi clair que ce pourrait l'être. Je pense qu'il vaudrait mieux écrire «cette subvention a été versée sans l'approbation du Parlement». C'est exactement le cas, bien que vous ne le disiez pas ainsi. Vous dites qu'elle est versée sur le crédit d'urgence. Je pense que nous devons comprendre qu'elle a été versée.

Crédit 16a adopté.

Crédit 19a—Programme de prêts fédéral-provincial de 1971 pour la création d'emplois—Prêts aux provinces, organismes provinciaux et municipalités, tels que les définit la Loi sur le développement et les prêts municipaux, au cours des années financières 1971-1972 et 1972-1973, afin d'aider à la création d'emplois, en conformité des conditions prescrites dans les accords conclus entre le ministre des Finances et les provinces; les prêts à chacune de ces provinces, y compris les organismes provinciaux et les municipalités dans la province,

a) ne devant pas dépasser les montants suivants:

(i) Terre-Neuve	\$7,500,000
(ii) Ile du Prince-Edouard	1,000,000

[Texte]

(iii) Nova Scotia	7,400,000
(iv) New Brunswick	9,000,000
(v) Quebec	63,200,000
(vi) Ontario	26,500,000
(vii) Manitoba	9,000,000
(viii) Saskatchewan	6,900,000
(ix) Alberta	8,500,000
(x) British Columbia	21,000,000
(xi) Yukon Territory	200,000
(xii) Northwest Territories	300,000
	<hr/>
	\$160,500,000

[Interprétation]

(iii) Nouvelle-Ecosse	7,400,000
(iv) Nouveau-Brunswick	9,000,000
(v) Québec	63,200,000
(vi) Ontario	26,500,000
(vii) Manitoba	9,000,000
(viii) Saskatchewan	6,900,000
(ix) Alberta	8,500,000
(x) Colombie-Britannique	21,000,000
(xi) Territoires du Yukon	200,000
(xii) Territoires du Nord-Ouest	300,000
	<hr/>
	\$160,500,000

The Chairman: Mr. Ritchie, followed by Mr. Broadbent.

Mr. Ritchie: Under "L19a (a) not to exceed the following amounts", amounting to \$160,500,000 total, can you give the committee what each province actually received to date?

Mr. Shoyama: Mr. Ritchie, we are just now receiving applications from the provinces for these funds and no funds have been paid out as yet.

Mr. Ritchie: On what formula was the following based: Quebec \$63,200,000, Ontario \$26,500,000, and Manitoba \$9,000,000?

Mr. Shoyama: I believe there was a return on this tabled in Parliament yesterday.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Do you have a copy of the return, sir?

Mr. Shoyama: Yes, I believe I do. It is probably a rough draft of the return.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Did you get one, Mr. Hales?

Mr. Hales: No.

Mr. Clermont: That was a reply to a question?

Mr. Shoyama: Yes.

The Chairman: It was tabled in the House.

Mr. Ritchie: You say it gives the formula used to arrive at those figures. Do the provinces decide on the programs?

Mr. Shoyama: Yes.

Mr. Ritchie: And the federal government enters into it only to make sure it is within the bounds of the program?

Mr. Shoyama: That is right.

Mr. Ritchie: That is all, Mr. Chairman.

Mr. Broadbent: I have a copy of the formula tabled yesterday in the House, it is a complicated one, and I wonder if it would be reasonable to ask the witness to explain in general terms how the formula was worked out.

Mr. Shoyama: As you know, the formula was devised to try to make sure that the funds were applied for the purpose of creating employment and the general notion was to try to make sure that the allocation was in those provinces where unemployment was most severe. For this purpose there was a special feature this year involving creating jobs during the winter. So it was necessary to take into account both the ongoing levels of unemployment as among the provinces and also to have some notion of how to adjust for the particular pattern which appears in the wintertime. So, basically, the starting point was the record of unemployment during last winter. However, we

Le président: M. Ritchie et ensuite M. Broadbent.

M. Ritchie: Dans le «ne devant pas dépasser les montants suivants du (a) du L19a», et qui s'élève à \$160,500,000 au total, est-ce que vous pouvez dire au comité ce que chacune des provinces a reçu effectivement jusqu'à présent?

M. Shoyama: Monsieur Ritchie, nous sommes à peine en train de recueillir les demandes des provinces au sujet de ces fonds et aucun fonds n'a été versé jusqu'à présent.

M. Ritchie: Québec \$63,200,000, Ontario \$26,500,000 et Manitoba \$9,000,000. Sur quelle base ces chiffres sont-ils établis?

M. Shoyama: Je pense qu'une rectification à ce sujet a été présentée au Parlement hier.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Est-ce que vous avez un exemplaire de cette rectification, monsieur?

M. Shoyama: Oui, je le crois. C'est certainement un brouillon de projet de rectification.

M. Thomson (Battleford Kindersley): Est-ce que vous en avez un, monsieur Hales?

M. Hales: Non.

M. Clermont: C'était la réponse à une question?

M. Shoyama: Oui.

Le président: Elle a été présentée à la Chambre.

M. Ritchie: Vous dites qu'elle donna la formule qui a été utilisé pour arriver à ces chiffres. Est-ce que les provinces décident des programmes?

M. Shoyama: Oui.

M. Ritchie: Et le gouvernement fédéral ne s'en occupe que pour être sûr que les limites du programme ne sont pas dépassées?

M. Shoyama: C'est exact.

M. Ritchie: C'est tout, monsieur le président.

M. Broadbent: J'ai un exemplaire de la formule présentée hier à la Chambre, c'est une formule compliquée, et je me demande s'il serait raisonnable de demander au témoin d'expliquer en termes généraux comment la formule a été mise au point.

M. Shoyama: Comme vous le savez, la formule a été conçue pour essayer de s'assurer que les fonds étaient utilisés afin de créer des emplois et il s'agissait en général d'essayer de faire en sorte que l'argent soit distribué dans les provinces où le chômage est le plus sévère. A cette fin, on a inclu cette année une disposition spéciale pour la création d'emplois au cours de l'hiver. Par conséquent il était nécessaire de tenir compte à la fois des niveaux actuels du chômage dans les deux provinces et également d'avoir une idée de la manière dont on pouvait s'ajuster à l'allure particulière que prendra le chômage au cours de l'hiver. Donc, au fond, le point de départ a été les chiffres

[Text]

knew that these patterns changed during 1971 and an effort was made then to take into account the monthly changes in unemployment across the country, right up to the month of September, and last winter's unemployment distribution was adjusted to take into account this factor. But in the case of British Columbia, for example, unemployment has improved relative to the country as a whole and winter unemployment is not likely to be as severe there, in comparison with other parts of the country, as it was last year. We therefore have taken this into account.

• 1205

The other factor which entered into it is this. As you know, the labour force survey does not cover Indians on reserves across the country, it was thought desirable to make some attempt to overcome that deficiency, and we therefore obtained some estimates of the population on the reserves, made some average assumptions in respect of the age and the labour force participation rates and then consulted with the department. We were advised that one of the main problems there, as you know, is the seasonal nature of their employment, whether it be in trapping, fishing, agriculture or lumbering in the woods. We therefore made a sort of horse-back estimate of what we described as unemployment and under-employment on the Indian reserves and adjusted the basic pattern that came out of that factor.

Mr. Broadbent: Mr. Shoyama, I assume it is your opinion that this is the best possible method of forecasting levels of unemployment in the provinces for the coming winter?

Mr. Shoyama: I am not sure that it is the best possible; it was the one which seemed to avoid the very, very difficult problem of trying to make projections or make forecasts on a month to month basis.

Mr. Broadbent: In your view, are there alternative methods that might be used?

Mr. Shoyama: As you know, various people do try to make projections of unemployment but this has been an extremely difficult technical exercise and I think we did not feel that we had any better method of doing it than this.

Mr. Broadbent: Then, if I understand the figures correctly and we take the figure for the total in Canada at the bottom of column five, you are forecasting a labour force of 8,488,000.

Mr. Shoyama: Yes.

Mr. Broadbent: You also are forecasting, at the bottom of table six, an accumulative total of 641,000 being out of work.

Mr. Shoyama: That is right.

Mr. Broadbent: Therefore, I take it you are forecasting for the coming winter, the present winter, an unemployment rate of about 7.5 per cent, if you take 641,000 as being a percentage of the labour force.

Mr. Shoyama: It is not intended as a forecast; it simply takes the record of last winter and then adjusts it according to the shift in unemployment patterns that have taken place since, and that results in that total.

Mr. Broadbent: If I understood correctly, your answer to the previous question, we did talk about forecasts and the expectations of unemployment. Is this not so?

[Interpretation]

relatifs au chômage au cours de l'hiver dernier. Nous savons toutefois, que ces chiffres ont changé au cours de 1971 et l'on s'est efforcé alors de tenir compte des modifications mensuelles du chômage à travers le pays, jusqu'au mois de septembre, et la distribution du chômage au cours de l'hiver dernier a été ajustée de manière à tenir compte de ce facteur. Mais en Colombie-Britannique par exemple la situation du chômage s'est améliorée par rapport à celle du pays dans son ensemble. Et il est peu vraisemblable que le chômage d'hiver soit aussi sévère dans cette région,

par rapport aux autres régions du pays, que l'année dernière. Par conséquent nous avons tenu de ce facteur.

Un autre facteur qui entre en ligne de compte est le suivant. Comme vous le savez, l'étude relative à la main-d'œuvre ne comprend pas les Indiens qui vivent dans les réserves de notre pays. On a cru bon de corriger cette lacune et nous avons obtenu une estimation de la population des réserves, fait des prévisions moyennes quant à l'âge et des taux de participation de la main-d'œuvre, et consulté le ministère. L'un des principaux problèmes est, comme vous le savez, la nature saisonnière de leur emploi comme trappeur, pêcheur, agriculteur ou bûcheron. Par conséquent nous avons fait une rapide évaluation du chômage et du sous-emploi dans les réserves indiennes et nous avons ajusté le chiffre de base qui ressort de ces deux facteurs.

M. Broadbent: Monsieur Shoyama, vous pensez, je suppose, que c'est là la meilleure méthode de prévision du chômage dans les provinces au cours de l'hiver prochain?

M. Shoyama: Je ne suis pas sûr que ce soit la meilleure méthode, mais c'est celle qui nous permet d'éviter les prévisions mensuelles, qui sont très difficiles à faire.

M. Broadbent: Est-ce qu'il y a d'autres méthodes qui pourraient être utilisées à votre avis?

M. Shoyama: Vous savez que plusieurs essaient de faire des prévisions en matière de chômage mais, nous croyons que cette méthode est la meilleure.

M. Broadbent: Alors, si je comprends bien les chiffres, prenons le chiffre pour tout le Canada qui se trouve au bas de la colonne cinq, vous prévoyez une population active de 8,488,000 personnes.

M. Shoyama: Oui.

M. Broadbent: Vous prévoyez également, au bas du tableau six, 641,000 personnes sans travail, total cumulatif.

M. Shoyama: C'est exact.

M. Broadbent: Par conséquent, je crois pouvoir dire que vous prévoyez pour l'hiver prochain, soit l'hiver actuel, un taux de chômage d'environ 7,5 pour cent, si vous exprimez ce 641,000 en pourcentage de la population active.

M. Shoyama: Il ne s'agit pas une prévision; il s'agit simplement des chiffres de l'hiver dernier qui sont corrigés suivant les modifications intervenues depuis dans le chômage, et d'où on tire ce total.

M. Broadbent: Si j'ai bien compris votre réponse à la question précédente, nous avons de fait parlé de prévisions du chômage. N'est pas?

[Texte]

Mr. Shoyama: I did not intend to. All I intended to indicate was that we had taken last winter's unemployment figures and then tried to adjust them by the change in the relative share of unemployment across the country over the months June to September.

Mr. Broadbent: Would it not be reasonable to say that if a man were not a civil servant and were following this conversation, using these tables, he might reasonably use the word "forecast" to describe this kind of activity.

• 1210

Mr. Shoyama: I would not call it a forecast. As I say, it is not intended to be a forecast and it uses no forecasting technique at all. It is a reflection of events that have already taken place.

Mr. Broadbent: I do not want to be at all facetious on the point, and I would be very interested to know why you would not call it a forecast. I mean, a forecast in the sense of possible or probable expectations; not a forecast in the sense of having divine insight into the future of what exactly is going to happen, but on the basis of past experience in the Canadian economy, this is what we likely can expect this coming winter.

Mr. Shoyama: It does not purport to be that at all. As I say, it is based upon the data that was actually recorded during last winter and then adjusted by the data which has occurred from June to September, 1971. So in that sense it cannot be called a forecast.

Mr. Broadbent: If I can refer to what the Minister of Finance said when he first talked about this, this formula was devised to allocate funds to the different provinces on the basis of forecasted or predictable levels of unemployment beyond the 4 per cent level. It seemed to me that he was talking about what we could probably expect this winter in the way of unemployment.

Mr. Shoyama: I cannot recall his precise words to which you might be referring.

Mr. Broadbent: I will not dwell on the, perhaps, semantic problem of whether we want to call it a forecast. I would think that it is very reasonable to call it that, and I think it is something that the government has been very reluctant to provide Parliament with in the past; that is, their expectation of levels of unemployment. It seems to me very clear that we do have here a forecasted level of unemployment of 7.55 per cent ...

Mr. Langlois: On a point of order Mr. Chairman, we have been told by the witness about 20 times already that it is not a forecast.

The Chairman: It is a question, I suppose, of interpretation.

Mr. Langlois: If Mr. Broadbent wants to interpret it as a forecast then he certainly will do it.

Mr. Broadbent: Other rational and irrational members of the Committee may decide not to follow my decision. I quite understand that.

If we add the figure of 57,000 at the bottom of column nine (the Indian population) to the 641,000, in fact what we are forecasting is an unemployment rate of about 8.2 per cent for the coming winter.

Whether the witness wants to call it a forecast or not, would he say that that may be what his department is expecting the level of unemployment to be this winter?

[Interprétation]

M. Shoyama: Je n'en avais pas l'intention. Je ne voulais qu'expliquer que nous avions pris les chiffres relatifs au chômage de l'hiver dernier et que nous les avons ensuite rajuster suivant les modifications du chômage survenu dans tout le pays de juin en septembre.

M. Broadbent: Est-il raisonnable de dire que, si quelqu'un d'autre qu'un fonctionnaire suivait notre conversation et utilisait ces tableaux, il pourrait, à juste titre, parler de «prévisions» pour décrire une activité de ce genre.

M. Shoyama: Je n'appellerai pas cela une prévision. Comme je l'ai dit, il n'est pas question de prévision et on n'utilise aucune technique de prévision. C'est le fruit de l'enseignement tiré d'événements qui ont déjà eu lieu.

M. Broadbent: Je ne veux pas me montrer facétieux à ce sujet, et j'aimerais beaucoup savoir pourquoi vous ne voulez pas l'appeler prévision. Je veux dire une prévision dans le sens d'une possibilité ou d'une probabilité. Non pas d'une prédiction de caractère divin de l'avenir, mais une prévision fondée sur l'expérience passée de l'économie canadienne, c'est-à-dire ce à quoi on peut s'attendre au cours de l'hiver prochain.

M. Shoyama: Ce n'est pas du tout dans ce but que cela a été fait. Comme je l'ai dit, c'est fondé sur les données qui ont été enregistrées l'hiver passé, puis réajustées en fonction des données recueillies de juin à septembre 1971. C'est dans cette mesure qu'on ne peut pas appeler cela une prévision.

M. Broadbent: Si je peux faire allusion à ce que le ministre des Finances a dit lorsqu'il a évoqué pour la première fois ce sujet, cette formule a été mise au point afin de répartir les fonds entre les différentes provinces sur la base des niveaux de chômage prévus ou prévisibles au-delà du seuil des 4 p. 100. Il m'a semblé qu'il voulait parler du niveau de chômage auquel on devrait peut-être s'attendre cet hiver.

M. Shoyama: Je ne puis me souvenir des mots exacts qu'il a employés auxquels vous pourriez faire allusion.

M. Broadbent: Je ne m'étendrai pas davantage sur ce prétendu problème sémantique à savoir s'il s'agit oui ou non d'une prévision. Je serai d'avis qu'il est très raisonnable de l'appeler ainsi, et je pense qu'il s'agit d'un aspect que le gouvernement a, dans le passé, toujours communiqué de mauvaise grâce au Parlement; à savoir, les perspectives du taux de chômage. Il me semble très clair qu'il s'agit ici d'une prévision du taux de chômage de 7.55 p. 100 ...

M. Langlois: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Le témoin nous a dit déjà au moins 20 fois qu'il ne s'agissait pas d'une prévision.

Le président: Je suppose que c'est une question d'interprétation.

M. Langlois: Si M. Broadbent veut l'interpréter comme une prévision alors assurément il le fera.

M. Broadbent: Les autres membres du comité, qu'ils soient rationnels ou irrationnels, ont tout à fait le droit de ne pas suivre mon interprétation. Je le comprends très bien.

Si on ajoute le chiffre de 57,000 figurant au bas de la colonne n° 9 (de la population indienne) aux 641,000, on prévoit en fait un taux de chômage d'environ 8.2 p. 100 pour le prochain hiver.

Que le témoin veuille appeler ceci une prévision ou non, est-il prêt à dire qu'il se peut que cela soit le taux de chômage auquel son ministère s'attend cet hiver?

[Text]

Mr. Shoyama: So far as my department is concerned, as far as I know it has not made any indication of what it may be expecting.

Mr. Broadbent: You mean your department has not...

Mr. Shoyama: Has not made any public statement as to what it might be expecting.

Mr. Broadbent: That is a different matter, Mr. Chairman, whether it has made a public statement. Has it any expectations? Has it done any calculations about what unemployment levels it expects?

Mr. Shoyama: I think, Mr. Chairman, the Minister has said that we engage in this kind of exercise continuously.

Mr. Broadbent: Is this not one of your exercises?

Mr. Shoyama: This is not a forecasting exercise, if I may put it that way.

All we are trying to do here is establish some reasonably equitable effective way of distributing a sum of money among the provinces. For example, the level of unemployment might be twice as high or twice as low as supposed, but one is simply looking for a method of allocating funds between 10 provinces.

Mr. Broadbent: It seems to me you are quibbling, because if you are trying to devise a system to allocate funds to be spent this coming winter to deal with unemployment, then the rational criterion one uses surely is your expectation of unemployment in different provinces in the coming winter.

Mr. Shoyama: Our difficulty is, however, as I said, that we have no reliable technique for making that kind of forecast, and in the absence of that reliable technique we look for a second best solution to this problem.

Mr. Broadbent: So this is your second best solution.

Mr. Shoyama: Yes.

Mr. Broadbent: As one method of forecasting levels of unemployment.

Mr. Shoyama: One method of determining the allocations...

Mr. Clermont: I am sorry Mr. Chairman, the witness did not use the word "forecast". Mr. Broadbent is trying to have him say that it is "forecast", but the witness has said two or three times, that these figures are not forecasts. If Mr. Broadbent wants to use the word "forecast" it is his privilege, but the witness did not say that.

• 1215

The Chairman: It seems that they will not agree on the term so it will be on the record anyway that you think it is a forecast, Mr. Broadbent, and that the witness does not think it is a forecast.

[Interpretation]

M. Shoyama: En ce qui concerne mon ministère, je sais qu'il n'a nullement indiqué ce à quoi il pouvait s'attendre.

M. Broadbent: Vous voulez dire que votre ministère n'a pas...

M. Shoyama: N'a pas fait de déclaration publique indiquant ce à quoi il pouvait s'attendre.

M. Broadbent: Qu'il ait fait une déclaration publique est une toute autre question, monsieur le président. Quelles sont les perspectives envisagées? Le ministère a-t-il fait des calculs pour savoir quel pourrait être le taux de chômage?

M. Shoyama: Monsieur le président, le ministre a dit que nous faisons ce genre de calcul d'une façon permanente.

M. Broadbent: Ne s'agit-il pas d'une de vos fonctions?

M. Shoyama: Il ne s'agit pas d'un calcul de prévisions, si je peux m'exprimer ainsi.

Tout ce que nous essayons de faire ici c'est d'établir une méthode efficace et relativement équitable pour répartir une certaine somme entre les différentes provinces. Par exemple, il se pourrait que le taux de chômage soit deux fois supérieur ou deux fois inférieur aux suppositions, mais il ne s'agit en fait que de rechercher une méthode pour répartir des fonds entre dix provinces.

M. Broadbent: Il me semble que vous jouez sur les mots, car si vous essayez de mettre au point un système pour répartir les fonds à dépenser l'hiver prochain pour combattre le chômage, vous devriez prendre comme critère rationnel les perspectives de chômage dans les différentes provinces au cours de cet hiver.

M. Shoyama: Notre problème, toutefois, comme je l'ai dit, c'est que nous n'avons pas de technique vraiment sûre nous permettant de faire ce genre de prévision, et en l'absence de cette technique, il nous faut trouver la meilleure solution de pis-aller à ce problème.

M. Broadbent: Il s'agit donc de votre meilleure solution de pis-aller.

M. Shoyama: Oui.

M. Broadbent: Comme méthode de prévision des taux de chômage.

M. Shoyama: Une méthode permettant de déterminer la répartition...

M. Clermont: Je m'excuse monsieur le président, le témoin n'a pas utilisé le mot «prévision». M. Broadbent essaie de lui faire dire que c'est une «prévision», mais le témoin a déjà dit à deux ou trois reprises que ces chiffres n'étaient pas des prévisions. Si M. Broadbent veut utiliser le mot «prévision» il en a tout à fait le droit, mais le témoin n'a pas dit cela.

Le président: Il semble, messieurs, que vous ne parviendrez pas à vous mettre d'accord sur ce terme, par conséquent il sera porté au procès verbal que vous, monsieur Broadbent, pensez qu'il s'agit d'une prévision et que le témoin considère pour sa part qu'il ne s'agit pas d'une prévision.

[Texte]

Mr. Broadbent: Would the witness like to give a one-word description of what he considers this to be if it is not a forecast?

Mr. Shoyama: This is an adjustment of last winter's seasonal unemployment patterns by a factor taking into account the change in those patterns between the months of June and September, 1971.

Mr. Broadbent: That is what I would call a forecast. Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: It is seen the two of you will never agree on the terms used. Have you any further questions, Mr. Broadbent?

Mr. Broadbent: No, that is all for now, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Hales.

Mr. Hales: I would just like to ask Mr. Shoyama if they used the figures put out by Statistics Canada or the Unemployment Insurance figures?

Mr. Shoyama: Basically they are derived from Statistics Canada but these so-called seasonal indices are not published, we must compute these ourselves.

Mr. Hales: Which particular ones are from Statistics Canada?

Mr. Shoyama: Column 1, for example, the labour force, and Column 2, the unemployment average. These are from the labour force survey.

Mr. Hales: In this list for each province, for the first one, Newfoundland 7.5 million, you would use an estimated figure in percentage of unemployment, I take it.

Mr. Shoyama: Yes, actually Column 11 is the percentage distribution of unemployment across the country forecast to 100.

Mr. Hales: I could get the answers to my question by looking at the document which was tabled yesterday in the House, but I do not have it in front of me at the moment. So I will save my questions, I guess, until I have a look at that, Mr. Chairman.

Maybe, very hurriedly now, opposite Newfoundland, the first one—what column?

Mr. Clermont: Column 11.

Mr. Shoyama: In column 11 you see 4.7 per cent of the exact employment.

Mr. Hales: So that is 7.5?

Mr. Shoyama: That is right.

Mr. Hales: So we can go down opposite each of these and take the estimated figure.

Mr. Shoyama: That is correct.

The Chairman: You will see that on the chart that was tabled in the House.

Mr. Hales: Yes, all right. Thank you, Mr. Chairman, I will not detain the Committee on it.

[Interprétation]

M. Broadbent: Le témoin voudrait-il nous décrire en quelques mots de quoi il s'agit, puisque selon lui ce n'est pas là une prévision?

M. Shoyama: Il s'agit là d'une pondération des chiffres du chômage saisonnier de l'hiver dernier, pondération effectuée grâce à un facteur qui tient compte des changements intervenus dans ces données entre juin et septembre 1971.

M. Broadbent: C'est ce que j'appelle pour ma part une prévision. Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Il est clair que vous ne vous mettez jamais d'accord sur les termes employés. Avez-vous d'autres questions, monsieur Broadbent.

M. Broadbent: Non, c'est tout pour l'instant, monsieur le président.

Le président: Monsieur Hales, vous avez la parole.

M. Hales: Je voudrais simplement demander à M. Shoyama s'ils ont utilisé les chiffres publiés par Statistique Canada ou les chiffres de l'Assurance chômage?

M. Shoyama: En règle générale, il s'agit des chiffres fournis par Statistique Canada, mais ce que l'on appelle les indices saisonniers ne sont pas publiés et nous devons les calculer nous-mêmes.

M. Hales: Quels sont ceux qui vous proviennent de Statistique Canada?

M. Shoyama: La colonne 1, par exemple, concernant la main-d'œuvre et la colonne 2, concernant la moyenne de chômage. Ces chiffres proviennent d'une étude sur la main-d'œuvre.

M. Hales: Dans la liste des provinces, où l'on voit en premier lieu Terre-Neuve avec un chiffre de 7.5 millions, je suppose que vous utilisez un pourcentage évaluatif de chômage?

M. Shoyama: Oui, en fait la colonne 11 représente la prévision en pourcentage de la répartition du chômage dans l'ensemble du pays.

M. Hales: Le document qui a été déposé hier à la Chambre répond à mes questions mais je ne l'ai pas sous la main en ce moment. Par conséquent j'attendrai d'en avoir pris connaissance avant de poser de nouvelles questions.

Maintenant, très rapidement, face à Terre-Neuve, ... quelle colonne?

M. Clermont: Colonne 11.

M. Shoyama: A la colonne 11, se trouve le chiffre 4.7 p. 100 des emplois.

M. Hales: Cela représente par conséquent 7.5 p. 100?

M. Shoyama: C'est cela.

M. Hales: Par conséquent, face à chacun de ces noms, nous avons le chiffre évaluatif.

M. Shoyama: C'est exact.

Le président: Vous pourrez voir cela dans le tableau qui a été présenté à la Chambre.

M. Hales: Oui, c'est exact. Je vous remercie, monsieur le président, je ne retiendrai pas davantage le comité sur ce point.

[Text]

The Chairman: Mr. Thomson.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): Mr. Chairman, to what percentage do you expect the unemployment picture to be cut by this \$160 million? Do you expect the whole \$160 million to be used or taken up by the provinces concerned?

Mr. Shoyama: If I can reply to the second question first, we expect that the whole amount will be taken up, yes. We now have applications for \$74 million and we expect certainly by the end of the year to have it all applied for. As to the employment impact, this is always very difficult to estimate. We do ask the provinces to report project by project what the employment impact is likely to be. We can make a sort of guess from what we have had and it comes out in the nature of five to perhaps six million man-days in total.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): What percentage would that be of total unemployment figures?

Mr. Shoyama: One of the problems, Mr. Thomson, is that you have to translate into this the actual number of people who may be working at any particular point in time. Some of these projects will start off very quickly. We expect that they will bulk during the winter months because of the incentive feature, but you cannot be sure just how rapidly they will all come on and what the flow of work will be.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): In other words, you are not sure just what impact this will have on the unemployment picture?

Mr. Shoyama: No.

Mr. Thomson (Battleford-Kindersley): The hope is there that it will be beneficial. Of course we all hope for that.

Mr. Shoyama: I am sure it will be beneficial; but as to measuring the benefit, this is another problem entirely.

Mr. Thomson: I am quite interested here because I am wondering if we are getting the most mileage for our money; and I am not saying that we are not. But since you, yourself, who planned the program, find it very difficult to assess the impact, then how much more difficult is it going to be for someone like us to make an assessment of whether this program is adequate or not, and whether we should do it another year, for example?

Mr. Shoyama: We expect, in co-operation with the provinces, who are actually making the decisions as to where the money will go, to go over the records with them and make an evaluation of the program which can then be used as a basis for future decisions.

Mr. Thomson: I see. You did this program last year?

Mr. Shoyama: We planned one then and it is under way, yes.

Mr. Thomson: It is not completed?

[Interpretation]

Le président: Monsieur Thomson.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur le président quel sera le pourcentage de chômage qui disparaîtra grâce à l'emploi de ces 150 millions de dollars? Est-ce que vous pensez que les provinces intéressées utiliseront l'ensemble de cette somme?

M. Shoyama: J'aimerais répondre en premier lieu à la seconde question; nous pensons que les provinces utiliseront la totalité de cette somme. Nous avons déjà des demandes pour un montant de 74 millions de dollars et nous pensons que d'ici la fin de l'année, les provinces en auront réclamé le total. En ce qui concerne l'effet que cela pourrait avoir, je dois dire qu'il est très difficile de faire une prévision. Nous demandons aux provinces de nous décrire, projet par projet, quel sera le résultat probable. Nous pouvons prévoir grosso modo que cela fournira environ 5 à 6 millions de journées-hommes dans l'ensemble.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Quel pourcentage du chômage total est-ce que cela représente?

M. Shoyama: Monsieur Thomson, l'une des difficultés consiste à réduire cette somme en nombre de personnes qui pourront trouver un emploi à un endroit quelconque. Certains de ces projets seront lancés d'ici très peu de temps. Nous espérons qu'ils rendront à plein dans les mois d'hiver en raison de l'effet stimulant que cela entraîne, mais l'on ne peut pas prédire de manière certaine quand ils auront leur plein effet et le nombre d'emplois qui en dérivera.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): En d'autres termes, vous ne savez pas exactement quel sera l'effet de cette mesure sur le chômage?

M. Shoyama: Non.

M. Thomson (Battleford-Kindersley): Vous espérez qu'elle aura des effets bénéfiques. Il va sans dire que nous l'espérons tous.

M. Shoyama: Je suis sûr que cette mesure aura des effets bénéfiques, mais les évaluer est un tout autre problème.

M. Thomson: Ce que vous dites m'intéresse car je me demande si nous en avons pour notre argent, mais je ne prétends pas que ce ne soit pas le cas. Mais, puisque vous, qui avez vous-même fait la planification du programme, avez trouvé très difficile d'en évaluer les répercussions, imaginez combien plus difficile ce sera pour des gens comme nous de l'évaluer ou de juger s'il est suffisant ou non et de savoir s'il faut par exemple le répéter une autre année.

M. Shoyama: Nous comptons sur la collaboration des provinces qui, en fait, prennent les décisions en ce qui concerne l'attribution de l'argent, pour revoir avec elles les dossiers et faire du programme une évaluation qui puisse servir de base à des décisions ultérieures.

M. Thomson: Je comprends. Vous avez fait ce programme l'année dernière?

M. Shoyama: Oui, nous en avons dressé les plans et il est en cours d'application.

M. Thomson: Il n'est pas terminé?

[Texte]

Mr. Shoyama: It is not completed, no.

Mr. Thomson: And here we have another program, yet you are not quite sure how well last year's worked?

Mr. Shoyama: That is right.

Mr. Thomson: If you are not sure, then I am in no position to criticize this one.

All right. Thank you.

The Chairman: Mr. Ritchie, followed by Mr. Langlois and Mr. Broadbent.

Mr. Ritchie: This program is administered by the Manpower department, is it?

Mr. Shoyama: No, by the Department of Regional Economic Expansion. The reason for this is that they, as you know, carry out a number of, in a way, complementary programs with the provinces and we wanted to make sure that there was co-ordination and no duplication of their loan and investment programs.

Mr. Ritchie: And how was the number of unemployed Indians estimated? Whose statistics did you use?

Mr. Shoyama: We simply had to start with the data from the census on population and make an estimate of their increase; then we had to make assumptions about age distribution and the labour force participation, and we did these in conjunction with the Department of Indian Affairs.

Mr. Ritchie: As far as Indians are concerned, then, this is pretty well a new group of statistics?

Mr. Shoyama: They are not really statistics, I must say.

Mr. Ritchie: Well, a new group of assumptions, let us say.

Mr. Shoyama: Yes.

Mr. Ritchie: Based on pretty skimpy statistics?

Mr. Shoyama: Very skimpy.

Mr. Ritchie: Thank you.

The Chairman: Mr. Langlois.

Mr. Langlois: Mr. Chairman, a little while ago the witness told us that of the \$162.5 million, the provinces ...

Mr. Clermont: It is \$160.5 million, sir.

Mr. Langlois: My mistake; I am sorry.

The witness told us that the provinces had put forward specific projects in the amount of, I think you said, \$74 million, which is pretty near 50 per cent of the whole amount. How much of that \$74 million is for the Province of Quebec? Do you have that figure?

Mr. Shoyama: Yes. In fact, they are responsible for the largest part: \$62 million.

[Interprétation]

M. Shoyama: Non, il n'est pas terminé.

M. Thomson: Nous avons ici un autre programme alors que vous n'êtes pas tout à fait sûr du succès du programme de l'an dernier?

M. Shoyama: C'est exact.

M. Thomson: Si vous n'en êtes pas sûr, il ne m'est pas possible de critiquer celui-ci.

C'est bien, je vous remercie.

Le président: M. Ritchie a la parole; il sera suivi de M. Langlois et de M. Broadbent.

M. Ritchie: Ce programme est administré par le ministère de la Main-d'œuvre, n'est-ce pas?

M. Shoyama: Non, par le ministère de l'Expansion économique régionale. En effet, ce ministère s'occupe d'un certain nombre de programmes en quelque sorte complémentaires, en collaboration avec les provinces, et nous voulions nous assurer qu'il y avait une coordination suffisante en ce qui concerne leurs prêts et leurs programmes d'investissements, en un mot que ceux-ci ne faisaient pas double emploi.

M. Ritchie: Et quel est, d'après vous, le nombre des Indiens sans emploi? Quelles statistiques avez-vous utilisées?

M. Shoyama: Nous avons tout simplement dû nous contenter des données fournies par le recensement de la population et faire une évaluation de l'augmentation de leur nombre. Nous avons dû alors en déduire leur âge, leur répartition et leur participation à la main-d'œuvre et nous l'avons fait conjointement avec le ministère des Affaires indiennes.

M. Ritchie: En ce qui concerne les Indiens, il s'agit donc en pratique d'un nouveau groupe de statistiques?

M. Shoyama: Il ne s'agit pas réellement de statistiques.

M. Ritchie: Disons donc un nouveau groupe de présomptions.

M. Shoyama: Oui.

M. Ritchie: Fondé sur des statistiques assez aléatoires.

M. Shoyama: Très aléatoires.

M. Ritchie: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Langlois a la parole.

M. Langlois: Monsieur le président, il y a un moment, le témoin nous a dit que sur les \$162.5 millions, les provinces ...

M. Clermont: Il s'agit de \$160.5 millions.

M. Langlois: Excusez-moi.

Donc, le témoin nous a dit que les provinces avaient proposé des projets bien définis qui se montaient, avez-vous dit je crois, à \$74 millions, ce qui représente près de 50 p. 100 du total. Sur ces \$74 millions, quelle somme était prévue pour la province du Québec? Avez-vous les chiffres à cet égard?

M. Shoyama: Oui. En fait, C'est à cette province que revient la plus grande part: \$62 millions.

[Text]

Mr. Langlois: They have asked for their whole amount?

Mr. Shoyama: They have put in applications for their whole amount, yes.

Mr. Langlois: That is what they should have; but they have to ask project by project?

Mr. Shoyama: That is right.

Mr. Langlois: Do you have a list of the projects they submitted to you?

Mr. Shoyama: Yes, but I do not know if the Quebec Government itself has made this public.

Mr. Clermont: That is what I am wondering, the fact that they are only projects.

Monsieur Langlois, vous connaissez les relations entre le gouvernement fédéral et les provinces. Habituellement, n'y a-t-il pas une entente ou un accord à l'effet que les projets doivent être annoncés par les deux paliers du gouvernement? Je laisse cela à votre discrétion et surtout à la discrétion du président du Comité.

M. Langlois: Je ne voudrais surtout pas, monsieur Clermont, causer une «chicane» fédérale-provinciale là-dessus, mais j'ai bien hâte de voir de quelle sorte de projet il s'agit. Merci.

Le président: Si les chiffres peuvent être publiés, le témoin ne pourrait-il pas en envoyer une copie au greffier qui pourrait les faire parvenir aux membres du Comité?

M. Langlois: Cela serait parfait.

M. Clermont: Très bien.

Mr. Langlois: Do you mean to say that they are not accepted by us, by now?

Mr. Shoyama: We have agreed to them, yes.

Mr. Langlois: You have agreed to them?

Mr. Shoyama: Yes.

Mr. Langlois: Why can this not, then, be made public? They have asked for something and you have said, "Yes", and it is going to go through?

The Chairman: Are there any further questions on that vote? Mr. Broadbent. No, I am sorry. Mr. Langlois.

• 1225

The Chairman: Are there any further questions on that vote?

M. Langlois (Chicoutimi): Si, présentement, il n'est pas possible d'avoir cette liste, est-ce que le témoin pourrait la faire parvenir au secrétaire du Comité dès qu'elle sera disponible?

M. Clermont: Je crois qu'il n'a aucune objection à une telle demande, monsieur Langlois.

M. Langlois: Merci.

Le président: Monsieur Broadbent.

Mr. Broadbent: Could the witness explain why they took that 4 per cent level as the floor, and made the projections beyond that level? Why did they not start with zero?

[Interpretation]

M. Langlois: A-t-elle demandé le montant total?

M. Shoyama: Oui, elle a présenté des demandes en vue d'obtenir la totalité de sa part, oui.

M. Langlois: C'est ce qu'elle devrait recevoir; mais a-t-elle dû le demander pour chaque projet?

M. Shoyama: C'est bien comme cela.

M. Langlois: Avez-vous une liste des projets qu'elle vous a soumis?

M. Shoyama: Oui, mais je ne sais si le gouvernement du Québec lui-même l'a publié.

M. Clermont: C'est bien ce que je me demande: s'il ne s'agit pas simplement de projets.

Mr. Langlois, you are well aware of the relationship between the federal government and the provinces. Is there not usually an understanding or an agreement according to which the projects have to be announced at both levels of government? I leave this question to your discretion and of course to the discretion of the Chairman of the Committee.

Mr. Langlois: I would hate, Mr. Clermont, to start a federal-provincial quarrel on the subject. However, I am eager to know what kind of project this is all about. Thank you.

The Chairman: If the figures can be published I wonder if the witness could send a copy of it to our Clerk, who could forward them to the members of the Committee.

Mr. Langlois: That would be a very good idea.

Mr. Clermont: All right.

M. Langlois: Voulez-vous dire qu'à ce jour ils n'ont pas été acceptés par nous?

M. Shoyama: Nous les avons approuvés.

M. Langlois: Vous les avez approuvés?

M. Shoyama: Oui.

M. Langlois: Pourquoi alors ne peut-on pas les publier? On vous a présenté une demande, vous avez répondu: «oui» et la chose va poursuivre son cours?

Le président: Y a-t-il d'autres questions à poser au sujet de ce crédit? M. Broadbent. Non, excusez-moi, c'est M. Langlois qui a la parole.

Le président: Est-ce qu'il y a d'autres questions au sujet de ces crédits?

Mr. Langlois: If right now it is not possible to get this list, could the witness send it to the Clerk of this Committee as soon as it is available?

Mr. Clermont: I think he has no objection to that, Mr. Langlois.

Mr. Langlois: Thank you.

The Chairman: Mr. Broadbent.

M. Broadbent: Le témoin pourrait-il expliquer pourquoi le niveau de 4p. 100 a été utilisé comme base des projections? Pourquoi n'a-t-il pas commencé à zéro?

[Texte]

Mr. Shoyama: The thought, I think, was that it was desirable to distribute in areas where unemployment was most severe, and this is a method of bringing that about.

Mr. Broadbent: The mere assertion of that does not make it clear why that is the case. For example, if you began by zero—let us assume you are giving out only \$160 million. One way of distributing that money equitably might be to take the total figures of unemployment in each province, find out what percentage of the total level of unemployment in Canada that is, and then give them that share of the money.

Mr. Shoyama: That could have been one way, yes.

Mr. Broadbent: Why is the method that was selected a better way?

Mr. Shoyama: I think this tended to allocate more funds to those areas where the rates of unemployment were highest in the country.

Mr. Broadbent: Why would it work that way?

Mr. Shoyama: I think that under any system the weight of the 4 per cent would have been quite significant in the distribution.

Mr. Broadbent: This would have meant perhaps, that the larger populations would have—no, not necessarily.

Mr. Shoyama: No.

Mr. Broadbent: Could I ask you this question? How would it have affected the provincial allocation of funds?

Mr. Shoyama: If there had been no deduction?

Mr. Broadbent: Right.

Mr. Shoyama: I would have thought the result would have been that more money would have gone to areas where the unemployment rate was not as high.

Mr. Broadbent: I may be, and probably I am, a little obtuse on the point. Why would that have been the case?

Mr. Shoyama: I think statistically if you do not make this deduction, which is a flat figure, then that flat figure will be quite significant in the distribution. For example, if the rate in Ontario were 5 per cent and the rate in, let us say, Nova Scotia were 10 per cent, if one were not to deduct the 4 per cent, the distribution would have been in the ratio presumably of two to one.

Mr. Broadbent: Yes.

Mr. Shoyama: But by deducting 4 per cent, you are then comparing rates of one, in excess of one, and six on the other.

Mr. Broadbent: Yes.

Mr. Shoyama: It was this kind of distribution that the program was intended to achieve.

Mr. Broadbent: Yes. So you are giving greater importance to...

Mr. Shoyama: High rates.

Mr. Broadbent: High rates, by definition beyond the 4 per cent level.

[Interprétation]

M. Shoyama: On a pensé, je crois, qu'il était plus souhaitable de distribuer l'argent dans les régions où le chômage était le plus accentué, et c'est une méthode pour en arriver là.

M. Broadbent: Cette simple affirmation n'explique pas clairement pourquoi tel est le cas. Par exemple, si vous commenciez à zéro... supposons que vous distribuez seulement \$160 millions de dollars. On pourrait distribuer cet argent équitablement en prenant les chiffres globaux du chômage dans chaque province, en établissant quel pourcentage de ce niveau total de chômage existe au Canada et en leur donnant ensuite cette portion de l'argent.

M. Shoyama: Cette méthode aurait pu être utilisée, oui.

M. Broadbent: En quoi la méthode choisie est-elle meilleure?

M. Shoyama: Je crois qu'elle visait à affecter plus de fonds aux régions du Canada où le taux de chômage est le plus élevé.

M. Broadbent: Pourquoi cela fonctionnerait-il ainsi?

M. Shoyama: Je crois que dans tout système, le taux de 4 p. 100 aurait été significatif dans la distribution.

M. Broadbent: Cela aurait pu vouloir dire que les plus grandes populations auraient... non, pas nécessairement.

M. Shoyama: Non.

M. Broadbent: Puis-je vous demander comment la répartition provinciale des fonds en aurait été affectée.

M. Shoyama: S'il n'y avait pas eu de déduction?

M. Broadbent: Oui.

M. Shoyama: Les régions où le taux de chômage n'était pas aussi élevé auraient reçu plus d'argent.

M. Broadbent: J'ai du mal à saisir, expliquez-moi donc pourquoi.

M. Shoyama: Du point de vue statistique, si l'on ne fait pas cette déduction, qui est un chiffre invariable, ce chiffre prend alors une très grande importance dans la distribution. Par exemple, si ce taux de chômage en Ontario était de 5 p. 100 et celui de la Nouvelle-Écosse, 10 p. 100, et si l'on ne déduisait pas les 4 p. 100, la distribution aurait été dans un rapport de 2 pour 1.

M. Broadbent: Oui.

M. Shoyama: Mais en soustrayant 4 p. 100, on a des taux comparatifs de 1 d'un côté, contre 6 de l'autre.

M. Broadbent: Oui.

M. Shoyama: C'est ce genre de distribution que le programme visait à réaliser.

M. Broadbent: Oui. Alors vous donnez une plus grande importance à...

M. Shoyama: Aux taux élevés.

M. Broadbent: Les taux élevés, par définition, sont ceux qui dépassent le niveau de 4 p. 100.

[Text]

Mr. Shoyama: Right.

Mr. Broadbent: I hope one does not conclude from this that the government does not take unemployment levels up to 4 per cent as being insignificant. I ask that because this 4 per cent figure is one we are constantly running into in the unemployment insurance legislation and so on. So much of the government's work in many departments now seems to be predicated on something called a normal state of unemployment, perhaps around 4 per cent.

What I am concerned about is that by doing this we may be conditioning the people in the country to accept a 4 per cent level of unemployment as being something that is quite normal, decent, that all civilized countries should live with, which in fact we know is contrary to the case because most civilized industrial countries do not live with anything like a 4 per cent level.

• 1230

Mr. Shoyama: I do not think our Minister has ever indicated that he accepted 4 per cent as the desirable objective.

Mr. Hales: Walter Gordon accepted that.

Mr. Clermont: Yes, but he is not in the government anymore, Mr. Hales.

The Chairman: Mr. Broadbent has the floor.

Mr. Broadbent: I will leave that point, Mr. Chairman. It has come out recently—believe Mr. Douglas was asking questions about the funds going to British Columbia having already been used up, prior to applications coming from the cities of Victoria and Vancouver. Is there any indication that the government will be willing to make additional funds available, not necessarily only to British Columbia but to other provinces?

Mr. Clermont: Mr. Broadbent, if such is the case I think the Minister responsible will announce it in the House of Commons for all the members to hear.

Mr. Broadbent: I suppose that is a reasonable reply, Mr. Chairman.

My last question refers to the Province of Ontario. I did some checking with that province about four or five days ago and to my amazement discovered that at that point only one application had been made. Can the witness tell us if, to his knowledge, that is still the case?

Mr. Shoyama: I have been away for the past few days, but to the best of my knowledge that may still be the case.

Mr. Broadbent: So in the whole of the Province of Ontario they have only one application for a grant.

Mr. Shoyama: As you know, these are received by the provincial government, which may itself decide to use the funds for its own purposes. This is entirely at the discretion of the province.

Mr. Broadbent: Yes, I know, but I checked with the provincial sources and was told that they had only received one application from a municipality which I find rather extraordinary in this province.

Mr. Clermont: Mr. Broadbent, I hope you are not going to blame the federal government for not getting more requests from the Province of Ontario.

[Interpretation]

M. Shoyama: C'est exact.

M. Broadbent: J'espère qu'il ne faut pas en conclure que le gouvernement considère sans importance les niveaux de chômage allant jusqu'à 4 p. 100. Je demande cela parce que ce chiffre de 4 p. 100 apparaît un peu partout, comme dans la Loi sur l'assurance-chômage et ailleurs. Il y a tellement de travail effectué par le gouvernement dans plusieurs ministères, en paraissant se fonder sur ce que l'on appelle un chômage normal, de, peut-être, environ de 4 p. 100.

Ce qui me préoccupe à ce sujet, c'est qu'en agissant ainsi, nous semblons conditionner la population du pays à accepter un niveau de chômage de 4 p. 100 comme étant tout à fait normal, décent, un taux que devraient accepter tous les pays civilisés, alors que nous savons en réalité que c'est le contraire, parce que la plupart des pays industrialisés sont loin d'avoir un niveau de 4 p. 100.

M. Shoyama: Je ne pense pas que notre ministre ait jamais laissé entendre qu'il accepterait 4 p. 100 comme un objectif souhaitable.

M. Hales: Monsieur Gordon l'a accepté.

M. Clermont: Oui, mais il ne fait plus partie du gouvernement, monsieur Hales.

Le président: Monsieur Broadbent a la parole.

M. Broadbent: Je laisserai tomber cette question, monsieur le président. Il paraît—monsieur Douglas, je crois a posé des questions au sujet des fonds alloués à la Colombie-Britannique, qui ont déjà été utilisés avant que les villes de Victoria et de Vancouver en aient fait la demande. Semble-t-il que le gouvernement soit prêt à accorder des fonds supplémentaires, pas nécessairement à la Colombie-Britannique mais à d'autres provinces?

M. Clermont: Monsieur Broadbent, si tel est le cas, je pense que le ministre compétent l'annoncera à la Chambre des communes où tous les députés pourront l'entendre.

M. Broadbent: Je suppose que je dois considérer cette réponse comme satisfaisante, monsieur le président.

Ma dernière question a trait à la province de l'Ontario. J'ai vérifié il y a 4 ou 5 jours ce qui se passait dans cette province et, à ma stupéfaction, j'ai découvert qu'une seule demande avait été présentée. Le témoin peut-il nous dire si tel est encore le cas?

M. Shoyama: J'étais absent ces jours derniers mais, pour autant que je sache, il en est encore ainsi.

M. Broadbent: Il n'y a donc qu'une seule demande de subvention dans toute la province de l'Ontario.

M. Shoyama: Comme vous le savez, c'est le gouvernement provincial qui reçoit ces fonds et il peut, de son propre chef, décider de les utiliser pour ces propres besoins. Cela est entièrement laissé à la discrétion de la province.

M. Broadbent: Oui, je sais, mais j'ai vérifié les sources au provincial et l'on m'a dit qu'on y avait reçu une seule demande émanant d'une municipalité, ce que je trouve assez extraordinaire pour cette province.

M. Clermont: J'espère, monsieur Broadbent, que vous n'allez pas reprocher au gouvernement fédéral de ne pas recevoir plus de demandes de la province de l'Ontario.

[Texte]

Mr. Broadbent: Mr. Chairman, there are so many sins of this government that I certainly would not want to impose unjustly any others upon it. That is all, Mr. Chairman.

Mr. Clermont: If I read the newspapers well, I understand that the Premier of Ontario said he hoped to create 40,000 more jobs this winter.

Mr. Thomson: Under this fund?

Mr. Clermont: No, all funds.

Mr. Broadbent: Are you putting in a boost for the Conservative Government?

The Chairman: We are out of order. The problems of the Province of Ontario are not under discussion this morning.

Shall Vote L19a carry?

Vote L19a agreed to.

Shall I report those items to the House?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: On your behalf I wish to thank the witnesses. This meeting stands adjourned until tomorrow, Wednesday, December 1, 1971, at 3.30 p.m. in Room 308. Please take notice of the change. It is in Room 308 instead of Room 208. Thank you.

[Interprétation]

M. Broadbent: Monsieur le président, on peut reprocher tant de fautes à ce gouvernement que je ne voudrais certainement pas lui en attribuer injustement d'autres encore. C'est tout ce que j'avais à dire, monsieur le président.

M. Clermont: Si j'ai bien compris ce que disent les journaux, le premier ministre de l'Ontario aurait dit qu'il espérerait créer 40 mille emplois de plus cet hiver.

M. Thomson: Grâce à ce fond?

M. Clermont: Non, tous les fonds.

M. Broadbent: Êtes-vous en train d'apporter de l'eau au moulin du gouvernement conservateur?

Le président: Nous nous écartons de la question. Les problèmes de la province de l'Ontario n'ont rien à voir avec la discussion de ce matin.

Le crédit L19a est-il adopté?

Le crédit L19a est adopté.

Ferais-je un rapport de ces crédits à la Chambre?

Des voix: D'accord.

Le président: Je tiens à remercier en votre nom les témoins que nous avons entendus ce matin. Cette réunion est ajournée jusqu'à demain, mercredi, 1 décembre 1971 à 3h30 de l'après-midi, dans la salle 308. Veuillez noter ce changement. Il s'agit de la salle 308 au lieu de la salle 208. Messieurs, je vous remercie.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 34

Wednesday December 1 1971

Thursday December 2 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 34

Le mercredi 1^{er} décembre 1971

Le jeudi 2 décembre 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Gouvernement
Publication

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Supplementary Estimates (A)
1971-72 relating to Labour

CONCERNANT:

Le Budget supplémentaire (A) 1971-72
se rapportant au Travail

INCLUDING:

The Seventh Report

Y COMPRIS:

Le septième rapport

APPEARING:

The Hon. Bryce Mackasey
Minister of Labour

COMPARAÎT:

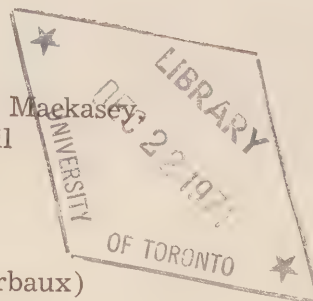
L'honorable Bryce Mackasey
Ministre du Travail

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand E. Leblanc

Vice-Chairman: Mr. Paul Langlois

and Messrs.

Alexander
Broadbent
Carter
Clermont

Côté (*Richelieu*)
Crossman
Forget
Hales

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand E. Leblanc

Vice-président: M. Paul Langlois

et Messieurs

Lefebvre
Lessard (*Lasalle*)
Loiselle
Peddle
Ritchie

Rock
Rodrigue
Rowland
Smith (*St. Jean*)
Woolliams—(20).

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

On Wednesday, December 1, 1971:

Mr. MacKay replaced Mr. Ritchie
Mr. Muir replaced Mr. Downey

On Thursday, December 2, 1971:

Mr. Ritchie replaced Mr. MacKay
Mr. Alexander replaced Mr. Muir
Mr. Lefebvre replaced Mr. Hogarth
Mr. Rowland replaced Mr. Thomson
(*Battleford-Kindersley*).

Conformément à l'article 65(4) b) du Règlement

Le mercredi 1^{er} décembre 1971:

M. MacKay remplace M. Ritchie
M. Muir remplace M. Downey

Le jeudi 2 décembre 1971:

M. Ritchie remplace M. MacKay
M. Alexander remplace M. Muir
M. Lefebvre remplace M. Hogarth
M. Rowland remplace M. Thomson
(*Battleford-Kindersley*).

REPORT TO THE HOUSE

Thursday December 2, 1971

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates has the honour to present its

SEVENTH REPORT

Pursuant to its Order of Reverence on Friday, November 19, 1971, your Committee has considered the following Votes relating to Labour, as listed in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1972:

Vote 1a—Labour—Program expenditures and the grants listed in the Estimates;

Vote 5a—Unemployment Insurance Commission—Program expenditures.

Your Committee commends them to the House.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 34*) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le jeudi 2 décembre 1971

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général a l'honneur de présenter son

SEPTIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 19 novembre 1971, le Comité a étudié les crédits suivants se rapportant au Travail tels qu'énumérés dans le Budget supplémentaire (A) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972:

Le crédit 1a—Travail—Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget;

Le crédit 5a—Commission d'assurance-chômage—Dépenses du programme.

Le Comité les recommande à l'approbation de la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 34*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

Fernand-E. Leblanc

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

Wednesday, December 1, 1971
(43)

[Text]

A meeting of the Standing Committee on Miscellaneous Estimates was called this day for 3.30 p.m. under the chairmanship of Mr. Leblanc (*Laurier*).

Members present: Messrs. Leblanc (*Laurier*), Thomson (*Battleford-Kindersley*)—(2).

Other Member present: Mr. Rowland.

Witnesses: From the Department of Labour: Mr. R. Blackburn, Director, Financial and Management Services Branch; Mr. C. Helmes, Chief, Financial Services Division.

There being no quorum present, at 3.45 p.m., the members dispersed.

PROCÈS-VERBAL

Le mercredi 1^{er} décembre 1971
(43)

[Traduction]

Une réunion du Comité permanent des prévisions budgétaires en général était prévu pour aujourd'hui à 3 h 30 de l'après-midi sous la présidence de M. Leblanc (*Laurier*).

Députés présents: MM. Leblanc (*Laurier*), Thompson (*Battleford-Kindersley*)—2

Autre député présent: M. Rowland.

Témoins: Du ministère du Travail: M. R. Blackburn, directeur, Division des services financiers et administratifs; M. C. Helmes, chef, division des services financiers.

Étant donné que le quorum n'est pas atteint, les députés se dispersent à 3 h 45 de l'après-midi.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

Thursday, December 2, 1971
(44)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 9.43 a.m. The Chairman, Mr. Fernand-E. Leblanc, presided.

Members present: Messrs. Alexander, Côté (*Richelieu*), Crossman, Forget, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lefebvre, Lessard (*LaSalle*), Loiselle, Ritchie, Rock, Rowland—(12).

Other Member Present: Mr. Southam.

Appearing: The Hon. Bryce Mackasey, Minister of Labour.

Witnesses: From the Department of Labour: Mr. H. Waisglass, Director General, Research and Development; Mr. C. Helmes, Chief, Financial Services Division. From the Unemployment Insurance Commission: Mr. G. M. Desroches, Chief Commissioner; Mr. P. Connolly, Executive Assistant to the Minister.

The Committee began consideration of the Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to Labour. The Chairman called Item 1a—Labour—Program expenditures, and introduced the Minister. The Hon. Mr. Mackasey in turn introduced the other witnesses, made a brief opening statement and responded to questions on Items 1a and 5a.

Questioning continuing, Item 1a *carried*, and after further questioning Item 5a *carried*.

The Chairman then announced that future Committee meetings as scheduled by the Subcommittee on Agenda and Procedure in their Fifth Report (*see Issue No. 29*) would have to be rescheduled, and declared himself ready to receive motions to that effect.

Dr. Ritchie moved,
—that the Committee meet at 9.30 a.m. on Friday, December 3, 1971, and at 9.30 a.m. and 11.00 a.m. on Monday, December 6, 1971, to consider the Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to the National Energy Board, to the Secretary of State, and to Manpower and Immigration, and Industry, Trade and Commerce, Grains Division.

And debate arising thereon, Mr. Loiselle moved,
—that the said motion be amended by striking out the words "on Monday, December 6, 1971," and inserting the following therefor: "Tuesday, December 7, 1971."

After further debate thereon, the question being put on the said proposed amendment, it *carried*.

Thereupon the motion, as amended, *carried*.

Then, at 11.10 a.m., the Committee, after giving the Chairman instructions to report the Items carried this day to the House, adjourned until 9.30 a.m., Friday, December 3, 1971.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 2 décembre 1971
(44)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 9 h 43 du matin sous la présidence de M. Fernand-E. Leblanc.

Députés présents: MM. Alexander, Côté (*Richelieu*), Crossman, Forget, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lefebvre, Lessard (*LaSalle*), Loiselle, Ritchie, Rock, Rowland—(12).

Autre député présent: M. Southam.

Comparait: L'honorable Bryce Mackasey, ministre du Travail.

Témoins: Du ministère du Travail: M. H. Waisglass, directeur général, recherches et développement; M. C. Helmes, chef, division des services financiers. De la Commission de l'assurance-chômage: M. G. M. Desroches, commissaire en chef; M. P. Connolly, adjoint spécial au ministre.

Le Comité commence l'étude du Budget supplémentaire (A) 1971-1972 relatif au Travail. Le président met le crédit 1a en délibération—travail—dépenses du programme—et présente le ministre. M. Mackasey présente à son tour les autres témoins, fait une brève déclaration d'ouverture et répond aux questions qu'on lui pose sur les crédits 1a et 5a.

L'interrogatoire se poursuit et le crédit 1a est *adopté*. Un peu plus tard, le crédit 5a est *adopté*.

Le président annonce ensuite que les réunions du Comité prévues dans le cinquième rapport (*voir fascicule n° 29*) du sous-comité du programme et de la procédure devront être tenues à des dates différentes et se déclare prêt à recevoir des propositions à cet effet.

M. Ritchie propose:
que le Comité se réunisse le vendredi 3 décembre 1971 à 9 h 30 du matin et le lundi 6 décembre 1971 à 9 h 30 et 11 heures du matin pour étudier le Budget supplémentaire (A) 1971-1972 relatif à l'Office national de l'énergie, au Secrétariat d'État, à la Main-d'œuvre et à l'Immigration, à l'Industrie et au Commerce et à la division des grains.

Le débat s'engage et M. Loiselle propose:
que la dite proposition soit modifiée en supprimant les mots «le lundi 6 décembre 1971» et en les remplaçant par: «le mardi 7 décembre 1971».

Après le débat, l'amendement proposé, mis aux voix, est *adopté*.

La motion, modifiée, est *adoptée*.

A 11 h 10 du matin, le Comité ayant demandé au président de faire rapport à la Chambre des crédits adoptés aujourd'hui suspend ses travaux jusqu'au vendredi 3 décembre 1971 à 9 h 20 du matin.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, December 2, 1971

• 0940

[Text]

The Chairman: Order. This morning we will be considering the Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to labour. We have the pleasure of having with us the Honorable Bryce Mackasey, Minister of Labour, and I would like the Minister to introduce the other witnesses. Mr. Minister, please.

Hon. Bryce Mackasey (Minister of Labour): Thank you, Mr. Chairman. On my immediate right, of course, is Mr. Desroches, the Chief Commissioner of the Unemployment Insurance Commission; next is Mr. Waisglass, Director General, Research and Development of the Department of Labour; Mr. Helmes, who represents the Financial Services Division, and in the background over there, because I think it is important that you know him, is my executive assistant, Mr. Connolly, who specializes in unemployment insurance problems and in keeping the Minister out of trouble, in reverse order.

The Chairman: Does he succeed?

Mr. Mackasey: I beg your pardon?

The Chairman: Does he succeed?

Mr. Mackasey: Not too well.

The Chairman: Could anyone summarize the votes we are studying this morning; that is, Item 1(a) on pages 64-66 and Item 5(a) on page 66?

• 0945

Mr. Mackasey: The item, gentlemen, relates to a request by the Department of Labour to obtain a supplementary estimate of, I believe, \$110,000—if I am not mistaken—for unemployment insurance, and a further amount of \$500,000, a nice round figure, for transitional assistance benefits. Transitional assistance benefits, gentlemen, you may recall was a program that was introduced when the auto pact came into existence some years ago. It was recognized then that because of the auto pact, which in essence was an agreement between the two countries to remove tariffs or to reduce them to a minimum, and so forth, with built-in guarantees for a certain percentage of the auto production in this country for the North American continent, it was realized there would be some job disruption because of the suggested new plans and some periodic disruption due to layoffs resulting from the auto pact, rather than the normal type of layoffs. At that time this transitional assistance benefit program was introduced in Parliament and accepted and it was administered by my department.

The purpose of it, sir, is to supplement unemployment insurance benefits by a certain sum of money that would bring the benefits up to 66 2/3 per cent as an average in the industry and up to 75 per cent in the case of some individuals, depending on the size of the family. We have found, naturally, in recent months that there has been a larger than usual layoff pattern in the auto industry, which has necessitated a readjustment of our estimate for the moneys that would be paid out under this program, and it is for this reason that we are asking permission to transfer from other potential expenditures, where we have a surplus within the department, this sum of money and that it is to be allocated specifically for transitional assistance benefits for the coming year.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 2 décembre 1971

[Interpretation]

Le président: A l'ordre. Nous étudions ce matin le budget supplémentaire (A) (1971-1972) concernant le travail. Nous avons le plaisir d'avoir comme témoin aujourd'hui le ministre du Travail, l'honorable Bryce Mackasey. J'aimerais demander au ministre de nous présenter les autres témoins. Je vous en prie, monsieur le ministre.

L'honorable Bryce Mackasey (Ministre du Travail): Je vous remercie, monsieur le président. A ma droite immédiate, se trouve M. Desroches, commissaire en chef de la Commission d'Assurance-chômage; à sa droite se trouve M. Waisglass, directeur général, recherches et développement, ministère du Travail; M. Helmes, qui représente la division du Service financier; à l'arrière-plan, je crois qu'il est important que vous le connaissiez, mon adjoint, M. Connolly, spécialiste en question d'assurance-chômage et qui doit normalement m'éviter les ennuis; je devrais peut-être commencer par cela.

Le président: Y arrive-t-il?

M. Mackasey: Pardon?

Le président: Y arrive-t-il?

M. Mackasey: Pas trop bien.

Le président: Pourrait-on résumer les crédits à l'étude ce matin, c'est-à-dire le crédit (1) à la page 65 et 67 et le crédit 5 (a) à la page 67?

M. Mackasey: Ce poste du budget se rapporte à la demande du ministère du Travail d'un crédit supplémentaire de l'ordre de 110 mille dollars, si ma mémoire m'est fidèle, pour l'assurance-chômage et d'une autre somme de 500 mille dollars, un chiffre rond, pour des prestations d'aide de transition. Vous vous souviendrez sans doute messieurs que le programme de prestations d'aide de transition est entré en vigueur lors de l'accord sur l'automobile signé il y a quelques années. On s'était rendu compte à cette époque qu'à la suite de cet accord sur l'automobile qui était essentiellement un accord entre deux pays en vue d'enlever les barrières tarifaires ou de les réduire au minimum en y incorporant des garanties pour un certain pourcentage de la production d'automobiles dans ce pays destinées au marché nord-américain, il y aurait eu un certain bouleversement périodique et des mises à pied résultant de cet accord, et non des mises à pied habituelles. A cette époque donc, le programme de prestations d'aide de transition a été proposé au Parlement, lequel a été adopté et confié à mon ministère.

Son but est de compléter les prestations d'assurance-chômage pour les porter jusqu'à 66 2/3 p. 100 de façon générale dans cette industrie, voire jusqu'à 75 p. 100 dans le cas de certaines personnes, selon la grandeur de leur famille. Au cours des derniers mois nous avons remarqué une accélération de la mise à pied dans l'industrie de l'automobile qui a rendu nécessaire un rajustement de notre budget pour les prestations qui seront versées dans le cadre de ce programme. C'est la raison pour laquelle nous demandons la permission de transférer d'autres dépenses possibles où nous avons en surplus cette somme d'argent afin de la consacrer tout spécialement aux prestations d'aide de transition pour la prochaine année.

[Texte]

Mr. Chairman, if you would like to deal with unemployment insurance afterwards, perhaps we could spend a little time on that. This relates to the auto pact and it comes under the Department of Labour rather than under Unemployment Insurance.

The Chairman: Are there any questions on this vote? Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, this is an area that I am not particularly familiar with, but will this be a continuing thing? Will this be phased out once the auto pact gets settled down?

Mr. Mackasey: It will phase out, Mr. Ritchie, due to the increase in unemployment insurance benefits, which now come up to 66 2/3 per cent, as you may recall, and 75 per cent if the benefits are extended. So, in a relatively short time TAB will become superfluous because unemployment insurance is providing two thirds of the income.

Prior to the new act, that is, prior to July, the benefits were \$53 a week, plus 10 per cent last winter. However, let us deal with \$53 a week. Prior to the new plan, if a man were earning \$150 in the auto industry and he became unemployed he would get \$53 from unemployment insurance plus a supplement amount of money from the transitional assistance benefit program to bring him up to two-thirds of what he was earning. When the new act, which is now in effect, ends its transitional period—and in essence it has now for these type of people—it will render TAB superfluous, except in certain cases. Without getting too technical, under the TAB program you did not have to draw it immediately, you could put it in the bank for the time when you became unemployed or in the event that you left that industry and found a job in some other industry. If you had accumulated TAB benefits you could postpone them. Some of these benefits are still to be claimed and theoretically may be claimed next year or the year after, but within the three-year period only.

Mr. Ritchie: As far as the individual worker is concerned, suppose he left; does he have a certain number of months in which he can draw? Is that why he could put it in the bank?

• 0950

Mr. Mackasey: Yes, there was a relationship. If you had 104 weeks of contributions to the unemployment insurance scheme, you were entitled to Transitional Assistance Benefits for 52 weeks. If, at the end of 18 weeks of drawing unemployment insurance and Transitional Assistance Benefits, you found work, you did not draw either; but if you became unemployed again and went back to unemployment insurance, you could then continue to draw against that reserve of TAB that you had built up.

The only cases, Mr. Ritchie, in the future—say next year—in which we will have to provide moneys are those outstanding cases, of which there are not too many, where people have accumulated TAB and where, for one reason or another, their unemployment insurance benefits would not be two-thirds of what they were drawing at the time they were drawing a salary in the auto industry; in other words, they may have left the auto industry and gone into some other industry, have worked there for 10 or 20 weeks

[Interprétation]

Monsieur le président, si vous voulez traiter de l'assurance-chômage, plus tard, nous pourrions peut-être consacrer quelque temps au poste, qui se rapporte à l'accord sur l'automobile lequel relève du ministère du Travail plutôt que de la Commission d'assurance-chômage.

Le président: Y a-t-il des questions concernant le crédit à l'étude? Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, il s'agit d'un domaine que je ne connais pas très bien; j'aimerais cependant demander s'il s'agira d'un programme permanent ou l'abandonnera-t-on progressivement quand les rouages de l'accord seront tout à fait huilés?

M. Mackasey: On l'abandonnera progressivement, monsieur Ritchie, étant donné l'augmentation des prestations d'assurance-chômage, qui atteignent actuellement jusqu'à 66 2/3 p. 100, comme vous le savez, et même 75 p. 100 si les prestations sont majorées. Ainsi donc, dans un laps de temps relativement court, le programme TAB sera superflu, du fait même que les prestations d'assurance-chômage atteignent les 2/3 du revenu.

Avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, c'est-à-dire avant le mois de juillet, les prestations étaient de \$53 par semaine, plus 10 p. 100 l'hiver passé. Prenons le cas des prestations de \$53 par semaine. Avant l'entrée en vigueur du nouveau régime, une personne qui gagnait \$150 dans l'industrie de l'automobile et qui perdrait son emploi, aurait retiré des prestations de \$53 de l'assurance-chômage et des prestations d'aide de transition jusqu'à concurrence des 2/3 de son salaire. Ainsi donc quand la période de transition de la nouvelle loi qui est actuellement en vigueur prendra fin, comme c'est en fait le cas pour ces personnes, le programme TAB sera superflu, sauf dans certains cas. Sans entrer trop dans les détails, aux termes du programme TAB, il n'était pas nécessaire de retirer immédiatement les prestations; un employé pouvait les garder en banque pour le moment où il serait en chômage même dans le cas où il quitte cette industrie et trouve un travail dans une autre. Ainsi donc les prestations du programme TAB pouvaient s'accumuler. Certains employés doivent encore les réclamer et ils pourront encore le faire au cours de la prochaine année ou de l'année suivante, en tous cas pendant une période de trois ans seulement.

M. Ritchie: Pour ce qui est du travailleur qui quitte son travail, peut-il retirer les prestations pendant un certain nombre de mois? Est-ce là la raison pour laquelle il peut les laisser en banque?

M. Mackasey: Oui, il y a un rapport. Celui qui a versé des cotisations à l'assurance-chômage pendant 104 semaines a droit à des prestations d'aide de transition pendant 52 semaines. Une personne qui retire des prestations d'assurance-chômage et des prestations d'aide de transition pendant 18 semaines et qui, à ce moment trouve du travail, ne peut plus retirer ni l'une ni l'autre. Cependant, si elle est par la suite de nouveau en chômage et si elle s'adresse à l'assurance-chômage, elle peut continuer de tirer les prestations d'aide de transition qu'elle a accumulées.

Les seuls cas, il n'y en a pas trop, monsieur Ritchie, où, à l'avenir, par exemple au cours de la prochaine année, nous devons verser des prestations, sont ceux de personnes qui ont accumulé des prestations en vertu du programme TAB et dont les prestations d'assurance-chômage ne représentent pas les deux-tiers de leur salaire lorsqu'ils étaient dans l'industrie de l'automobile; en d'autres termes, il s'agit de personnes qui auraient quitté l'industrie de l'auto-

[Text]

and then become unemployed. Their benefits then from unemployment insurance would be related to this latter job rather than to the time that they were in the auto industry, and they may then call on the TAB benefits to bring them up to two-thirds of what they were earning at the time they were in the auto industry.

Mr. Ritchie: These TAB benefits were all paid out of the public purse: that is the worker or the employer never contributed to it?

Mr. Mackasey: That is right. It was part of the auto pact conference.

Mr. Ritchie: In what year did it become effective?

Mr. Mackasey: In 1965, I believe.

Mr. Ritchie: Can you give an approximate idea of what was spent?

Mr. Mackasey: I can give you an accurate one, in a minute. I have it broken down, Mr. Ritchie. Nineteen-sixty five was the first year, and from then to the end of October, 1971, when we had the last up-to-date figures, it cost the government \$2,411,567.

In every year, it ran below our estimates. The first year, it was only a nominal sum: under \$4,000. It reached its peak in 1967 when we paid out \$732,000, rounding it off, against an anticipated \$1.5 million. This year we had anticipated \$320,000 only; but we are finding now that we are running into a deficit, due to the unemployment figures in the auto industry. Next year—what would we anticipate, Mr. Waisglass?

Mr. H. Waisglass (Director General, Research and Development, Department of Labour): It will phase out very, very rapidly because of the new unemployment insurance.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Alexander.

Mr. Alexander: You say that you expect it to phase out very, very rapidly as a result of the new Unemployment Insurance Act which, as I understand it, will come into full force and effect as of January 1, 1972. Right?

Mr. Mackasey: Actually, Mr. Alexander, the auto workers were in the old plan, and therefore, January 1, 1972, does not really have any connotation for them. Between July and the end of August, there was some significance because they could then draw unemployment insurance based on their lay-off pattern or their work pattern over the last two years: that provided them, in July and August, with benefits based on the old rates.

Mr. Alexander: On the old rates; right.

Mr. Mackasey: Therefore, they needed to be supplemented. But since September, because a man has been able to get at least eight weeks in, in July and August, people from the auto industry drawing unemployment insurance have been drawing benefits under the new plan, and the benefits under the new plan are equal to the old plan plus TAB.

[Interpretation]

mobile et qui travailleraient dans une autre industrie depuis 10 ou 20 semaines, avant d'être en chômage. Les prestations d'assurance-chômage seraient calculées sur le dernier travail plutôt qu'à l'époque où ces personnes travaillaient dans l'industrie de l'automobile; ces personnes pourraient alors réclamer des prestations d'aide de transition afin d'atteindre les deux-tiers du salaire qu'elles gagnaient au moment de l'emploi dans l'industrie de l'automobile.

M. Ritchie: Ces prestations du programme TAB étaient versées à même les deniers publics, et ainsi ni les travailleurs ni les employeurs n'y contribuaient n'est-ce pas?

M. Mackasey: C'est exact; cela faisait partie des accords sur l'automobile.

M. Ritchie: En quelle année le programme est-il entré en vigueur?

M. Mackasey: En 1965, si je me souviens bien.

M. Ritchie: Pourriez-vous nous donner une idée des sommes dépensées?

M. Mackasey: Je peux vous en donner le montant précis, si vous voulez attendre. J'en ai l'exposé détaillé, monsieur Ritchie. Depuis la première année d'opération, soit en 1965 jusqu'à la fin d'octobre 1971, date pour laquelle nous possédons des chiffres à jour, il en a coûté deux millions 411,567 dollars au gouvernement.

Chaque année, le montant a été inférieur à nos prévisions. La première année, il s'agissait d'un montant nominale de moins de \$4,000. Le montant le plus élevé que nous ayons déboursé remonte à 1967, soit \$732,000, tandis que nous avions anticipé deux versements de un et demi million. Cette année, nous ne prévoyions que \$320,000; cependant notre budget sera probablement déficitaire à cause du chômage dans l'industrie de l'automobile. Quel montant prévoyons-nous pour l'an prochain, monsieur Waisglass?

M. Waisglass (directeur général, Recherche et Développement, ministère du Travail): Le programme cessera très rapidement à cause du nouveau régime d'assurance-chômage.

M. Ritchie: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Alexander.

M. Alexander: Vous dites donc que vous vous attendez à ce que le programme s'arrête très très rapidement à cause de la nouvelle loi sur l'assurance-chômage qui, si je comprends bien, entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1972. Est-ce exact?

M. Mackasey: En fait, monsieur Alexander, les travailleurs de l'automobile relevaient de l'ancien régime et c'est pourquoi la date du 1^{er} janvier 1972 ne signifie pas beaucoup pour eux. Entre juillet et la fin d'août, ils pouvaient retirer des prestations d'assurance-chômage calculées selon leurs périodes de mise en disponibilité ou de travail au cours des deux dernières années; ce qui leur a valu au cours de juillet et août des prestations fondées sur les anciens taux.

M. Alexander: Sur les anciens taux: je vois.

M. Mackasey: C'est pourquoi un supplément s'imposait. Vu que les travailleurs de l'automobile ont pu travailler au moins huit semaines au cours des mois de juillet et août, ils ont pu retirer en vertu du nouveau régime, des prestations d'assurance-chômage qui correspondent à celles de l'ancien régime, plus les prestations du programme TAB.

[Texte]

From here on in, the only people who would have recourse to TAB would be the ones who are postponing the benefits they have accumulated, and those will disappear rather rapidly.

Mr. Alexander: Right.

Have you any figures on the new plan—and I notice that you say there is a rather large number of people claiming this year—relating to the difference between this year and last year, in terms of individuals involved?

Mr. Mackasey: We will try and dig those out for you.

• 0955

Mr. Waisglass: The number of people who had active claims as of the end of October was 548.

Mr. Alexander: In October there were 548?

Mr. Waisglass: There were 548 active claims at the end of October.

Mr. Mackasey: October of 1971.

Mr. Alexander: Right.

Mr. Mackasey: It is not really a large number of people, but it is large in the sense that in the last few years we said out only \$359,000, \$339,000 and \$262,000. In the first year after the introduction of the Auto Pact we had more disruption as plants, in order to take advantage of the auto pact, were closing down to rebuild, closing down to consolidate, or closing down in London to move to Windsor, and things of this nature. We then had a fairly heavy demand for TAB. Now that the industry is stabilized to the Auto Pact there have been fewer and fewer lay-offs associated with the Auto Pact, and that is one of the keys. It is not just that you were an auto worker who was laid off; the cause of the lay-off was directly attributed to the Auto Pact feature and it is coming down rather dramatically for two reasons: (a) higher unemployment insurance and, (b), less and less disruption due to the Auto Pact.

Mr. Alexander: I must say, Mr. Minister, that as far as these transitional assistance benefits are concerned this is one area in which I have not received many letters, so it must be that the program is at least satisfactory in terms of meeting your obligations. One cannot say the same for unemployment insurance. In any event, I do not think I have any further questions in this area. Perhaps my friend has some.

Mr. Southam: Yes, I have.

The Chairman: Mr. Alexander, are you through?

Mr. Alexander: I have finished.

The Chairman: Mr. Southam.

Mr. Southam: I just have one question, Mr. Chairman, to ask the Minister. With respect to these transitional assistance benefits in the round figure of \$500,000, I would assume from what you have explained to the Committee that we could anticipate that possibly this will be the last supplementary estimate to cover this type of program. In view of what you said about the increase in unemployment insurance benefits, this will likely be more than sufficient. Do you believe this to be a correct observation?

[Interprétation]

Ainsi donc, désormais, les seules personnes qui réclameraient des prestations d'assurance-chômage du programme TAB seraient celles qui les ont accumulées; leur nombre disparaîtra rapidement.

M. Alexander: Très bien.

Avez-vous des chiffres au sujet du nouveau régime? ... et je note que vous parlez d'un nombre assez important de prestataires cette année par rapport à l'année passée.

M. Mackasey: Nous allons essayer de vous trouver ces chiffres.

M. Waisglass: Le nombre de prestataires à la fin d'octobre était de 548.

M. Alexander: 548 en octobre?

M. Waisglass: Il y en avait 548 à la fin d'octobre.

M. Mackasey: Octobre 1971.

M. Alexander: Oui.

M. Mackasey: Ce n'est pas beaucoup, mais le nombre est tout de même imposant en ce sens qu'au cours des quelques dernières années, nous n'avons versé que \$359,000, \$339,000 et \$263,000. Au cours des premières années, après l'entrée en vigueur de l'accord sur l'automobile, nous avons eu plus de bouleversements dans la mesure où pour bénéficier de cet accord, des usines fermaient pour travaux ou pour consolider leurs affaires, pour déménager de London à Windsor, et ainsi de suite. A cette époque, nous avons eu de nombreuses demandes de prestations en vertu du programme TAB. Maintenant que l'industrie s'est adaptée à l'accord sur l'automobile, il y a de moins en moins de mises à pied liées à cet accord. Voilà au fait le point important: il ne s'agissait pas de simples mises à pied des travailleurs de l'automobile mais bien de mises à pied directement liées à ce nouvel accord. Le nombre en diminue radicalement pour deux raisons: des prestations d'assurance-chômage plus élevées et de moins en moins de bouleversements dus à l'accord sur l'automobile.

M. Alexander: Je dois dire, monsieur le ministre, qu'en ce qui concerne ces prestations d'aide de transition, je n'ai pas reçu beaucoup de plaintes et, par conséquent, il faut croire que le programme est satisfaisant et que vous vous acquittez de vos obligations. On ne peut en dire autant de l'assurance-chômage. En tout cas, je n'ai pas d'autres questions à poser en ce domaine. Peut-être mon ami en a-t-il?

M. Southam: Oui.

Le président: Monsieur Alexander, avez-vous terminé?

M. Alexander: Oui.

Le président: Monsieur Southam.

M. Southam: Je n'ai qu'une seule question à poser au ministre, monsieur le président. En ce qui concerne ces prestations d'aide de transition qui s'élèvent à \$500,000 environ, je suppose, d'après ce que vous avez expliqué au Comité, qu'il n'y aura plus d'autres budgets supplémentaires pour ce type de programmes. Vos déclarations concernant l'augmentation des prestations d'assurance-chômage nous laisse penser qu'elles seront plus que suffisantes. Qu'en pensez-vous?

[Text]

Mr. Mackasey: I would like to think that, but I will not be that categorical in case I have to come back. Lay-offs are going on in the auto industry at this time. So far they have been pinpointed as normal cut-backs. It is possible that over the next year there could be lay-offs directly attributed to the Auto Pact in the sense of new models being allocated to Canada and some disappearing, requiring certain retooling, and things of this nature.

As a matter of fact, there could be a little flurry in this area requiring a further supplementary. It is very difficult to anticipate what the companies have in mind, but in the long run and even on the intermediate run TAB should disappear as unemployment insurance takes over. However, I would not want to preclude the possibility of having to come back, but it would be more as a result of events beyond our control or the result of a statute. We cannot anticipate; we can estimate. We cannot really anticipate what the auto industry have in mind in periodically re-allocating certain automobile runs to Canada and certain runs to the United States, and things of this nature, that are disruptive.

Mr. Southam: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions on Vote 1A, which is Labour-Program expenditures and the grants listed in the Estimates. If not, we will move on to Vote 5A.
Vote 5A—Unemployment Insurance Commission.

The Chairman: We have Mr. DesRoches, the President of the Commission, with us. Mr. Lefebvre.

Mr. Lefebvre: I would like to ask the Minister a question, if I may. I think the Minister will recall some time ago, before he was the minister in charge of the Unemployment Insurance Commission, I believe, that the unemployment insurance officers were regionalized. As a result, constituencies such as mine which are largely rural were completely deprived of offices in which Unemployment Insurance Commission representatives were on hand to help the unemployed receive benefits from the commission. Part-time...

• 1000

The Chairman: I am sorry to interrupt you, Mr. Lefebvre, but I am having a hard time linking your question to Vote 5A.

Mr. Lefebvre: It is on unemployment insurance.

The Chairman: Yes, but this is departmental administration, \$110,000.

Mr. Lefebvre: It will take about a minute to finish.

Mr. Mackasey: We wanted to explain why we need \$119,000. Then I do not mind spending extra time on some general questions. Fair enough?

[Interpretation]

M. Mackasey: J'aimerais le croire, cependant je ne voudrais pas l'affirmer de façon si catégorique. Il y a actuellement dans l'industrie de l'automobile des mises à pied. Jusqu'à présent on les a considérées comme des réductions normales de personnel. Il est possible qu'au cours de l'année prochaine des mises à pied résultent directement de l'accord sur l'automobile; si par exemple le Canada se voit assigner la réalisation de nouveaux modèles, si d'autres disparaissent, si l'on installe de nouvelles machines, etc.

En fait, il pourrait y avoir des bouleversements dans ce secteur qui rendraient nécessaire le versement de prestations supplémentaires. Il est très difficile de prévoir exactement ce que les compagnies ont envie de faire mais cependant, à long terme et même à moyen terme, le programme TAB devrait disparaître au fur et à mesure que le nouveau régime d'assurance-chômage entre en vigueur. Cependant, je ne voudrais pas fermer toutes les issues. Selon moi, si nous devons revenir en arrière, ce serait à la suite de circonstances indépendantes de notre volonté ou à la suite de l'entrée en vigueur de nouvelles lois. Nous ne pouvons prévoir avec certitude nous pouvons seulement faire des approximations. Nous ne pouvons vraiment prévoir que ce qui se passera dans l'industrie de l'automobile si la fabrication de certains modèles sont assignés au Canada et d'autres aux États-Unis. Il s'agit d'éléments qui peuvent apporter des changements.

M. Southam: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur le crédit 1(a)—Travail—Dépenses du programme et subventions inscrites au budget? Sinon, nous passons au crédit 5(A).

Crédit 5(A)—Commission d'assurance-chômage.

Le président: Notre témoin est monsieur Desroches, commissaire en chef. Je donne la parole à monsieur Lefebvre.

M. Lefebvre: J'aimerais poser une question au ministre si vous me le permettez. Le ministre se souviendra sans doute qu'avant qu'il ne devienne ministre de tutelle de la Commission d'assurance-chômage, les bureaux de la Commission étaient installés dans différentes régions. Il s'ensuit que les circonscriptions comme la mienne, qui sont en majorité rurales, ont été complètement privées de bureaux où les représentants de la Commission d'assurance-chômage pourraient conseiller les chômeurs sur les prestations qu'ils reçoivent de la Commission. A temps partiel...

Le président: Je suis désolé de vous interrompre, monsieur Lefebvre, mais je ne comprends pas très bien comment votre question se rapporte au crédit 5a.

M. Lefebvre: Il s'agit de l'assurance-chômage.

Le président: Oui, mais cette somme de \$110,000 est destinée à l'administration centrale.

M. Lefebvre: Je vais terminer dans une minute.

M. Mackasey: Nous voulions exposer les raisons pour lesquelles nous demandons \$119,000. Cependant, je veux bien consacrer un peu de temps supplémentaire aux questions d'ordre général. Est-ce acceptable?

[Texte]

Mr. Lefebvre: Fine.

The Chairman: Let us get the explanation for the amount requested by the supplementary estimates, which is \$110,000, and then as suggested by the Minister, we shall move to more general questions. You have a question, Mr. Southam?

Mr. Southam: Yes, Mr. Chairman. At the first meeting of the Committee on Miscellaneous Estimates when we had before us the Deputy Minister of Agriculture, there was an appropriation of so many man years and I notice that under this item there is 21 man years, which I would assume to be under the Winter Works Stimulation Program set up within the departments of government, which I favour very greatly. If we are going to try to relieve the unemployment situation facing Canada today, we have to work at it from every area and this I think is one very realistic area, and I can quite well understand that in the Department of Labour there will be a step-up. If you look over into the next one, you will see 275, but this is relative.

In setting up this program of work stimulation within the department, I understand that the Deputy Minister of Manpower and Immigration, Mr. Couillard, is the co-ordinator of the total plan within the department. Is that right?

Mr. Mackasey: The winter works is co-ordinated, as you have just suggested, through Manpower and Mr. Couillard, the Deputy Minister.

Mr. Southam: What happens in your department? For instance, you are taking on 21 man years of labour. That would be roughly what—about 80 people? I think it has to be completed by the end of March.

Mr. Mackasey: This is a key question. I am glad you raised it because it explains why we need \$110,000 and it will only take me two minutes to summarize what went on when the new Unemployment Insurance Act was introduced. I think some of you are aware of it, some of you quite probably are not.

One of the features of the new Unemployment Insurance Act, which has not perhaps been publicized for reasons I will explain—I see the press is here, quite logically—is that one of the conditions of the new act is that everybody—ideally, anyway—who is drawing unemployment insurance will be subject to one or two interviews. It will no longer be just by mail. A person can be requested to come in and sit down with an individual working for the Unemployment Insurance Commission whom we call a claimant assistance officer. This \$110,000 was designed to provide through the winter months this service we are now rendering, with some background material and some research material in the Pacific Coast area, whereas last year when we did the same thing, we concentrated on Ontario and Quebec. The reason I am excited about the claimant assistance program—and within a few days I hope to be able to send anybody interested this pamphlet—is that it is designed to help people get back to work on their own initiative. The kit we have here is given or sent, prior to the interview, to every person unemployed. It looks expensive but it is not. We are able to put this into the hands of the unemployed for under 30 cents, and it treats such issues as—look at yourself, examine your prospects, plan your search, sell yourself.

[Interprétation]

M. Lefebvre: Très bien.

Le président: Écoutons l'explication relative au montant de \$110,000 indiquée dans les prévisions supplémentaires, puis, comme le Ministre l'a suggéré, nous passerons à des questions d'ordre plus général. Avez-vous une question, monsieur Southam?

M. Southam: Oui, monsieur le président. Lorsque le sous-ministre de l'Agriculture, M. Williams, s'est présenté à la première séance du comité des Prévisions budgétaires en général, il a été question d'accorder un certain nombre d'années-hommes et je remarque que cette rubrique indique 21 années-hommes, qui, je le suppose, entre dans le programme de stimulation des travaux d'hiver, mis sur pied au sein des ministères du gouvernement et que j'approuve tout à fait. Si nous voulons essayer de remédier à la situation de chômage qui sévit au Canada aujourd'hui, nous devons nous mettre au travail dans tous les domaines et il me semble que celui-ci est tout à fait indiqué: je comprends parfaitement que le ministère du Travail envisage chez lui une telle initiative. Si l'on considère les domaines suivants, l'on constate qu'il y en a 275, mais ce chiffre est relatif.

Si je comprends bien, le sous-ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, M. Couillard, joue le rôle de coordinateur pour l'ensemble du programme de stimulation du travail prévu pour le ministère. Est-ce exact?

M. Mackasey: Les travaux d'hiver sont coordonnés, comme vous venez de le dire, par la Main-d'œuvre et par M. Couillard, le sous-ministre.

M. Southam: Que se passe-t-il dans votre ministère? Par exemple, vous entreprenez un travail de 21 années-hommes. Cela représenterait-il environ 80 personnes? Je crois qu'il doit être terminé à la fin du mois de mars.

M. Mackasey: Voilà une question fondamentale. Je suis heureux que vous l'ayiez soulevée parce qu'elle donne les raisons pour lesquelles nous demandons \$110,000 et il me suffira de deux minutes pour résumer ce qui s'est passé lorsque la nouvelle Loi sur l'assurance-chômage a été introduite. Je crois que certains d'entre vous la connaissent alors que d'autres ne la connaissent sans doute pas.

L'une des caractéristiques de la nouvelle Loi sur l'assurance-chômage, qui n'a peut-être pas été publiée pour des raisons que j'expliquerai par la suite—je vois que les journalistes sont présents, ce qui est logique—c'est que d'après l'une des conditions posées par la nouvelle loi, toute personne qui reçoit une assurance-chômage—idéalement du moins—fera l'objet d'une ou deux entrevues. Nous ne nous contenterons plus de la poste. On peut demander à chacun de venir rencontrer une personne employée par la Commission d'assurance-chômage et que nous appelons «l'agent d'aide aux prestataires». Cette somme de \$110,000 devait fournir, pendant les mois d'hiver, le service que nous rendons maintenant dans les régions de la côte ouest, à l'aide de certains documents de fond et de recherche, alors que l'année dernière nous nous sommes concentrés sur l'Ontario et le Québec. La raison pour laquelle je m'intéresse beaucoup au programme d'aide aux prestataires—et j'espère pouvoir envoyer ce pamphlet dans quelques jours à toute personne intéressée—c'est que ce programme est conçu pour aider les gens à retourner au travail de leur propre initiative. La pochette que nous avons ici est donnée ou envoyée, avant l'entrevue, à toute personne en chômage. Elle paraît cher, mais elle ne l'est

[Text]

• 1005

We have found so many people unemployed for the first time. Some of them are professional middle-class, upper middle-class people and they are almost helpless. They do not know where to look for a job. They do not know how to prepare a resumé. They do not know who to contact. This is the type of service we are providing.

In addition, we are screening people for Manpower. The problem with Manpower is that they have been overwhelmed in the last three years by the sheer weight of numbers. We have worked out in conjunction with Manpower an eight-point program to screen people. In other words, there is no use sending someone expecting a child in five weeks time or five months time to Manpower.

Here is one of the things the Claimant Assistance program does or the procedure now when you come into the Unemployment Insurance. One, some people are already registered at Canada Manpower on their own initiative and they are screened out. Two, people who we can find out from the interview do not anticipate being laid off for more than 10 weeks because they will be called back by their companies. Three, people who have already identified new jobs they will be going to very shortly. Four, members of unions with collective agreements, which designate the union as the hiring agent. You get this in the construction industry. They have ways and means of getting back into the work force. Five, people who are employed part-time or on short-time with a regular employer. They, too, know where they are going. Six, people on strike; some of them come in. Seven, self-employed fishermen and pregnant claimants are the eighth.

Now we screen those claims. We say to these people, there is no use sending you down to Manpower because Manpower is certainly not going to do an awful lot for you. But our Claimant Assistance Program . . .

Mr. Alexander: Mr. Minister, what was that last statement, that there is no sense sending you down to Manpower because they are not going to do very much for you?

Mr. Mackasey: Manpower is not going to enroll in a computer course a woman who is unemployed as a result of having a child. They should not. She is unemployed because she is temporarily divorced from her earnings as a result of maternity; so it is quite obvious what is going to happen to her. That is not a pun on divorce.

Mr. Alexander: I am glad you explained that.

Mr. Mackasey: I know you are interested in this subject, so could I, Mr. Chairman, just read out one or two things that have happened to us. We just picked at random a lot of case histories here. I want to find a short one. This is the type of problem we get. In Waterloo a male with suicidal tendencies as well as sex deviation problems had an accident. He was out of work. He came in wanting to tell his story to somebody and the Claimant Assistance Program officer listened to him. They contacted the Workman's

[Interpretation]

pas. Nous sommes en mesure de la fournir à toute personne en chômage pour moins de 30c. Et elle porte les titres suivants: Examinez-vous, examinez vos perspectives d'emploi, planifiez vos recherches et faites-vous valoir.

Nous avons constaté un grand nombre de personne au chômage pour la première fois. Certaines d'entre elles sont des professionnels de la classe moyenne ou au-dessus de la moyenne, qui n'ont presque aucun moyen, ils ne savent pas où chercher du travail. Ils ne savent pas préparer un résumé. Ils ne savent pas qui contacter. Ceci est le genre de service que nous fournissons.

En outre, nous sélectionnons les personnes pour la Main-d'œuvre. Le problème de la Main-d'œuvre est qu'au cours des trois dernières années, ils ont été dépassés par le nombre. En collaboration avec la Main-d'œuvre, nous avons élaboré un programme en 8 points permettant une certaine sélection. En d'autres termes, il est inutile d'envoyer à la Main-d'œuvre une femme qui attend un enfant dans 5 semaines ou 5 mois.

Voici l'un des points que prévoit le programme d'aide aux prestataires, ou encore la procédure en vigueur pour laquelle se présente à l'assurance-chômage. Tout d'abord, certaines personnes se sont déjà inscrites à la Main-d'œuvre du Canada, de leur propre initiative, et ils sont rejetés. Deuxièmement, les personnes qui, d'après l'entrevue, ne pensent pas être mise à pied pour plus de 10 semaines parce que leur société les reprendront à leur service. Troisièmement, les personnes qui ont déjà trouvé de nouveaux emplois qu'ils prendront bientôt. Quatrièmement, les membres syndiqués qui désignent le syndicat comme l'agent d'emploi. C'est le cas de l'industrie de la construction. Les employés ont toujours le moyen de retourner au travail. Cinquièmement, les personnes employées à temps partiel ou à court terme par un employeur régulier. Elles aussi savent quoi faire. Sixièmement, les employés en grève dont certains se présentent. Septièmement, les pêcheurs autonomes et huitièmement les femmes enceintes.

Nous examinons ces demandes. Nous faisons savoir aux personnes en question qu'il est inutile de les envoyer à la Main-d'œuvre car celle-ci ne pourra certainement pas faire grand chose pour elle. Mais notre programme d'aide aux prestataires . . .

M. Alexander: Monsieur le ministre, que signifie le fait qu'il est inutile d'envoyer une personne à la Main-d'œuvre car celle-ci ne pourra pas faire grand chose pour elle?

M. Mackasey: La Main-d'œuvre ne va pas envoyer une femme qui est en chômage à la suite d'une naissance, suivre un cours d'informatique. Ils ne doivent pas le faire. Elle est en chômage parce qu'elle est temporairement coupée de son revenu par suite de la naissance de son enfant. Son cas est donc évident. Je ne fais pas de jeu de mot sur le divorce.

M. Alexander: Je suis heureux que vous ayez expliqué ce point.

M. Mackasey: Je sais que la question vous intéresse. Pourrais-je, monsieur le président, lire certains des cas que nous avons rencontrés. Nous avons choisi au hasard un certain nombre de cas. Je veux vous en présenter un qui est bref. Voici le genre de problème que nous rencontrons. Un homme de Waterloo, ayant des tendances au suicide ainsi que des problèmes de déséquilibre sexuel à eu un accident. Il s'est trouvé sans travail. Il est venu en voulant raconter son histoire à quelqu'un et l'agent du

[Texte]

Compensation because of the accident and the man was then referred to the crisis clinic and welfare where he received assistance. Incidentally, he was not entitled to unemployment insurance; he walked in off the street knowing about it.

There is another one here in a different category. This concerned an unwed mother, eight months pregnant. She wanted to go to Montreal where she could have her child and where she had friends. She was thrown out of her home by her parents because she was pregnant; she did not know where to go in Montreal, and she had not received any unemployment insurance benefits. She was referred to social welfare. That organization or social service directed her to a place in Montreal for unwed mothers and referred her to the Department of Social Welfare of that province. Money was loaned to her by the Minister of Social Welfare to help her to get to Montreal, not by the unemployment insurance. Sherbrook—the type of case we are getting. An orphan 18 years old was laid off as a sheet metal worker. He had been without work, was arrested for theft, the judge let him out on probation and he came to us rather than steal again. The guidance officer having discovered his ambition to become a truck driver, the claimant was enrolled in a course sponsored by Canada Manpower Services with a transport company. We received a telephone call from him last week saying that he had completed his course and now was working as a truck driver for that particular transport company.

Here is another one of a young man 19 years old in Trois-Rivières. He had majored in clothmaking, but he had worked as a glassmaker. He was registered with C.M.C., and registered with the Quebec Manpower. No offer of employment was made in his profession. We spoke to him about finding work in Birks, which was located in the same shopping centre as the Unemployment Insurance Office happened to be. There was no job vacancy for his profession advertised in any of the local newspapers. But, at our instance and with our preconditioning of Birks, he went to Birks and found employment.

• 1010

In St. John's, Newfoundland, we have referred alcoholics to the AA and things of this nature, and of course there are thousands that we refer on to the Canada Manpower Centre. Then we find that a lot of them are entitled to workmen's compensation and are unaware of that fact, and we refer them to the Workmen's Compensation Board. We deal particularly with ex-convicts, and quite successfully.

Another example was in Edmonton. A young man with high school education and interested in the field of mechanics was brought to our office by his sister who had previously been subject to the claimant assistance program. The major problem was that the young man spoke only French, having come from Quebec looking for work. We were able to find him a job in a garage where the manager happened to be French speaking, and in addition made arrangements for the young man to take English courses, which he wanted to do.

Some of the cases are as simple, gentlemen, as filling out this form properly. If you look at it at your leisure, I think you will agree that this form has been quite professionally drawn up. People receive them at home before they come in for their interview. We have asked them to list all the jobs they have done in 10 years, and we suggest alternate types of work at which their particular skills make them proficient. We have people now who have gone into their

[Interprétation]

programme d'aide aux prestataires l'a écouté. Il a pris contact avec la Commission des accidents du travail et l'homme en question a été envoyé dans une clinique où il a pu recevoir des soins. Incidemment, il n'avait pas le droit à l'assurance-chômage; il le savait très bien.

Voici un autre cas d'une catégorie différente. Il s'agit d'une fille mère, enceinte de 8 mois. Elle voulait aller à Montréal où elle pourrait avoir son enfant et où elle avait des amis. Ses parents l'ont renvoyée de chez eux parce qu'elle était enceinte; elle ne savait pas où aller à Montréal et elle n'a pas reçu de prestations d'assurance-chômage. Elle a été confiée au Bien-être social. Cet organisme ou service social lui a indiqué un endroit à Montréal destiné aux filles-mères et a mentionné son cas au ministre du Bien-être social de cette province. Le ministre du Bien-être social lui a prêté de l'argent pour l'aider à aller à Montréal, et non l'assurance-chômage. Voici le genre de cas que nous rencontrons à Sherbrooke. Un orphelin de 18 ans, ouvrier tôlier, a été mis à pied. Il s'est trouvé sans travail, a été arrêté pour vol et le juge l'a laissé en liberté surveillée. Il est venu nous voir plutôt que de voler à nouveau. Le conseiller, ayant découvert qu'il désirait être chauffeur de camion, le jeune homme a été inscrit à un cours financé par le service de la Main-d'œuvre du Canada, dans une société de transport. Il nous a téléphoné la semaine dernière en nous disant qu'il avait terminé son cours et qu'il travaillait maintenant comme chauffeur de camion pour cette même société de transport.

Voici un autre exemple, celui d'un jeune de Trois-Rivières. Il était qualifié comme ouvrier drapier, mais avait travaillé dans la verrerie. Il était inscrit à la CMC et à la Main-d'œuvre du Québec. Aucune offre d'emploi n'était faite dans sa profession. Nous lui avons parlé d'un emploi chez Birks dont le magasin se trouvait dans le même centre d'Achats que le bureau de l'Assurance-chômage. Aucun des journaux locaux ne contenaient d'offres d'emploi l'intéressant. Mais, grâce à notre insistance et aux contacts que nous avions pris avec Birks, il a trouvé un emploi dans cette entreprise.

A Saint-Jean, Terre-Neuve, nous avons envoyé des alcooliques à l'AA et à d'autres organismes du même genre mais bien sûr nous envoyons des milliers de personnes au Centre de la Main-d'œuvre du Canada. Nombre d'entre eux ont droit aux prestations de la Commission des Accidents du Travail sans le savoir et nous les envoyons à la Commission. Nous nous intéressons particulièrement au sort des anciens détenus et nos efforts ont été assez fructueux dans ce domaine.

Je peux vous citer un autre cas qui s'est produit à Edmonton. Un jeune homme sortant d'une école secondaire et s'intéressant à la mécanique nous a été amené par sa sœur qui avait déjà bénéficié du programme d'assistance aux prestataires. Seul problème, le jeune homme ne parlait que le français car il venait du Québec. Nous avons pu lui trouver un emploi dans un garage où le directeur parlait français et a pris des dispositions pour que le jeune suive des cours d'anglais comme il voulait le faire.

Il suffit dans certains cas de remplir correctement ce formulaire. Si vous l'étudiez, vous conviendrez avec moi qu'il a été très bien rédigé. Les personnes intéressées reçoivent le formulaire chez elles avant de venir pour l'entrevue. Nous leur avons demandé de donner la liste de leurs antécédents professionnels depuis 10 ans et nous proposons des emplois quelque peu différents mais qui conviennent à leurs aptitudes particulières. Certaines personnes

[Text]

own house painting business because they have been laid off from their companies. In other words, really all the claimant assistance program is going to do is motivate people to finding work.

Finally, Mr. Chairman, I have a summary of what went on in the West, particularly Edmonton where they have tabulated 1,730 interviews with the claimant assistance people. Of these interviews 71.2 per cent have resulted in what they call positive assistance, and 28.8 negative. Positive assistance has been referral to manpower where 114 received jobs, 15 received mobility grants, 89 have been provided with education and training programs, 59 have registered at the suggested Canada Manpower Centres with a particular company, 88 were referred to other employment agencies, 54 were referred to welfare because of their financial conditions—this is often true of unwed mothers who have no conception of where to get help—183 were referred to social agencies where they needed physical rehabilitation—people with mental and physical disorders—and 630 of them set down with us to fill out this particular pamphlet.

Frankly, I have been very, very encouraged with the experience and we intend to expand it. Hence we need \$110,000 as part of the winter works moneys to create the 25 or more employee positions we talked about to provide us with more criteria, in the Vancouver area particularly, and to provide these officers with the type of background information they need to approach their job in a very professional manner. The project will mean hiring 30 clerical workers and 14 stenographer-typists on a casual basis in British Columbia. This will be spreading over Vancouver, Victoria, New Westminster, Kelowna, Kamloops and the Prince George areas. They will be hired from December 1 until the end of May and it will provide approximately 250 man-months of work. As I say, it is really a continuation of a project we did last year in the Atlantic and Quebec regions which cost us \$451,000 and which in effect was the basis for the claimant assistance program in the East.

• 1015

Mr. Southam: Mr. Chairman, I wish to thank the Minister for his very comprehensive review of this program going on in his department. He and his officials I feel should be complimented. This claimant assistance portfolio I am sure, as the Minister has explained, will be very helpful too.

I have one more question, Mr. Chairman, then I will pass. Coming back to this item of 21 man-years . . .

The Chairman: Mr. Southam, do you mind if I interrupt you for one minute? I would like to call Vote 1a which we discussed first, now that we have a quorum.

Vote 1a agreed to.

Mr. Southam: Coming back to this 21 man-years, how many people would be involved in this?

Mr. Mackasey: There would be about 30 clerical workers and 14 stenographer-typists.

Mr. Southam: The reason I ask this question is that there has been some publicity due to the first meeting of this Committee and the fact that this work stimulation program is going to be implemented. I have already had one or two inquiries as to who we would approach in your

[Interpretation]

qui avaient été mises à pied s'occupent maintenant de peinture en bâtiment. En d'autres termes, le Programme d'aide aux prestataires n'a pour but que de pousser les gens à trouver du travail.

Enfin, monsieur le président, j'ai ici un résumé de ce qui a été fait dans l'Ouest, à Edmonton en particulier, où il y a eu 1,730 entrevues avec les personnes intéressées par le Programme d'aide aux prestataires. Sur ces entrevues, 71.2 p. 100 ont eu des résultats positifs et 28.8 p. 100 des résultats négatifs. Parmi les premiers, 114 ont trouvé des emplois après avoir été envoyés à la Main-d'œuvre, 15 ont reçu des subventions de mobilité, 89 suivent des cours et des programmes de formation, 59 se sont inscrits au Centre de la Main-d'œuvre du Canada, 88 ont été envoyés à d'autres organismes de placement, 54 ont été envoyés au Bien-être en raison de leur situation financière—ceci est particulièrement vrai pour les mères célibataires qui ne savent pas comment obtenir de l'aide—183 ont été envoyés à des organismes sociaux lorsqu'ils avaient besoin de traitements physiques de réadaptation (il s'agit surtout de personnes ayant des problèmes physiques ou mentaux) et 613 nous ont aidé à établir cette brochure.

En toute franchise, j'ai trouvé cette expérience très très encourageante et nous avons l'intention de continuer de plus belle. Il nous faut donc \$110,000 sur les fonds destinés aux emplois d'hiver afin de créer les 25 nouveaux postes dont nous parlions, ce qui nous permettrait d'obtenir plus de renseignements, en particulier dans la région de Vancouver et de donner à ces fonctionnaires les renseignements dont ils ont besoin pour assumer leur tâche comme il convient. Il faudra pour cela engager 30 employés de bureau et 14 sténos-dactylo en Colombie-Britannique. Cela s'étendra à Vancouver, Victoria, New Westminster, Kelowna, Kamloops et toute la région de Prince George. Ces employés seront engagés du 1^{er} décembre à la fin de mai et le programme fournira environ 250 mois-hommes de travail. Comme je viens de le dire, c'est en fait la continuation d'un travail que nous avons entrepris l'année dernière dans les provinces Maritimes et dans la région de

Québec, programme qui nous a coûté \$451,000 et qui a jeté les bases du Programme d'aide aux prestataires dans l'Est.

M. Southam: Monsieur le président, je voudrais remercier le Ministre de nous avoir fait un exposé complet du programme qui se déroule dans son ministère. Je pense qu'il doit être félicité ainsi que ses fonctionnaires. Je suis sûr que ce programme d'aide aux prestataires, comme le Ministre l'a expliqué, sera très utile.

Je voudrais poser une autre question, monsieur le président, puis je céderai la parole. Pour en revenir aux 21 années-hommes . . .

Le président: Monsieur Southam, permettez-moi de vous interrompre une minute. Maintenant que nous avons quorum, je voudrais demander le vote sur le Crédit 1(a) que nous avons étudié en premier.

Crédit 1(a) adopté.

M. Southam: Pour en revenir à ces 21-années-hommes, combien de personnes devraient intervenir?

M. Mackasey: Il y aurait environ 30 employés de bureau et 14 sténos-dactylographes.

M. Southam: Si je pose cette question c'est parce que la première séance de ce Comité a suscité une certaine publicité et que ce programme de stimulation de l'emploi est sur le point de démarrer. Je me suis déjà demandé, à plusieurs reprises, avec quelle personne de votre ministère ou d'un

[Texte]

department or any other department to make application. As I understand it, it is not being funnelled through the regular Public Service Commission of Canada. Is there a special directorate within your department to look after this?

Mr. DesRoches: Mr. Chairman, most of the positions involved here would be of the type that are delegated for hiring at the local level in various localities in B.C. As such, the people would be drawn from the CMCs.

Mr. Southam: What does CMC stand for?

Mr. DesRoches: CMC stands for the Canada Manpower Centres in the local areas, and they act on behalf of the Public Service Commission in the various localities.

Mr. Southam: Will there be some official in your office to direct these people as to what they should do?

Mr. DesRoches: We could always do that. Of course, our own people would help to direct people. But basically we would take our names from the Canada Manpower Centres who act on behalf of the Public Service Commission in those localities. They are the delegation for this.

Mr. Southam: Basically, this is a temporary winter works program which will cease on March 31, 1972.

Mr. DesRoches: Yes.

Mr. Southam: It could be carried over if there is a project that is not completed.

Mr. Mackasey: To protect this Minister from charges of putting 41 liberals on the list out in British Columbia, we have said...

Mr. Langlois: What is wrong with that?

Mr. Mackasey: Not a thing, provided they are registered with the Canada Manpower Centre. Those are the instructions they have in the local areas to specify the qualifications and request the Canada Manpower Centres to provide suitable applicants. Some of them may or may not be suitable.

Mr. Southam: When this applicant makes his application, does he go through the regular Public Service Commission channels? Or does he come in under a temporary program to get the job? I am thinking of a person who will make an application here with the Public Service Commission and he may have to wait three or four months before he would get taken on.

Mr. Mackasey: These can be done immediately because they are casuals, and the Public Service Commission has delegated that authority to the Canada Manpower Centres in the areas I read out.

Mr. Southam: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Lefebvre, you have a general question.

Mr. Lefebvre: Yes. It is a personal plea to the Minister. I will not go through what I said before; I think you are aware of what it is. Recently the office in Mont Laurier, which is in my constituency, was re-opened on a five-day full-time basis. The office in Maniwaki, which serves about the same population or a little more, is on a one-day basis. I have had a promise from the regional director that this would be raised to two days. But I think to give justice to all concerned, since Mont Laurier is opened five days a week, I think the same thing should be done for the area of

[Interprétation]

autre ministère il faut communiquer pour déposer une demande. Si je comprends bien, la Commission de la fonction publique du Canada n'intervient pas. Votre ministère a-t-il une direction spéciale chargée de cette question?

M. DesRoches: Monsieur le président, la plupart des postes sont analogues ici à ceux qu'on a créés au niveau local en Colombie-Britannique afin de recruter des employés. Les personnes considérées viendraient des CMC.

M. Southam: Que signifie CMC?

M. DesRoches: CMC signifie les centres de main-d'œuvre du Canada, situés dans des régions précises et qui agissent au nom de la commission de la fonction publique dans les différentes localités.

M. Southam: Y aura-t-il certaines personnes de votre bureau qui pourront conseiller les gens sur ce qu'ils doivent faire?

M. DesRoches: C'est possible. Notre propre personnel pourrait évidemment donner son avis et des conseils. En fait, nous nous adresserons aux centres de la main-d'œuvre du Canada qui agissent au nom de la Commission de la fonction publique dans les localités considérées. Ils en sont responsables.

M. Southam: Il s'agit d'un programme temporaire de travaux d'hiver qui se terminera le 31 mars 1972.

M. DesRoches: Oui.

M. Southam: On pourra le prolonger au cas où un certain projet ne sera pas terminé.

M. Mackasey: Afin de défendre le Ministre contre les accusations selon lesquelles il inscrit 41 libéraux sur la liste de la Colombie-Britannique, nous avons déclaré...

M. Langlois: Qu'y a-t-il de mal à cela?

M. Mackasey: Rien de mal, à condition qu'ils soient enregistrés aux centres de la main-d'œuvre du Canada. Ce sont les instructions qu'ils ont dans les localités pour définir les conditions requises et demander aux centres de la main-d'œuvre du Canada de donner des noms acceptables. Certains peuvent ou ne peuvent pas être acceptables.

M. Southam: Lorsqu'une personne dépose sa demande, doit-elle passer par la Commission de la fonction publique ou relève-t-elle du programme temporaire d'emploi? Je pense au cas d'une personne qui déposerait une demande auprès de la Commission de la fonction publique et qui devrait attendre trois ou quatre mois avant d'être engagée.

M. Mackasey: Cela peut se faire immédiatement car ce sont des employés temporaires et la Commission de la fonction publique a délégué ce pouvoir aux centres de la main-d'œuvre du Canada dans les domaines que j'ai cités.

M. Southam: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Lefebvre, vous avez une question d'ordre général.

M. Lefebvre: Oui. Il s'agit d'une requête personnelle adressée au Ministre. Je ne veux pas répéter ce que j'ai déjà dit; je pense que vous vous en souvenez. Le bureau de Mont-Laurier, situé dans ma circonscription, a été récemment ouvert à nouveau, à raison de cinq jours par semaine et à temps complet. Le bureau de Maniwaki, qui dessert environ la même population ou davantage, ne fonctionne qu'une seule journée. Le directeur régional m'a promis que l'on passerait à deux jours. Je pense cependant que pour rendre justice à tous les intéressés, puisque le bureau

[Text]

Maniwaki which has a very serious problem with unemployment.

I would ask you, sir, to make a plea to your regional director and your officials that this be looked into further to see if the Maniwaki office could not be opened on a full-time basis.

Mr. Mackasey: Mr. Lefebvre, I appreciate your point. As the speaker in the House says, I have made note of your representation.

One thing we must remember of course is that the Unemployment Insurance Commission is semi-autonomous. They report to Parliament, through me, and Mr. DesRoches, at the present moment, is reviewing all these situations, such as the one you have mentioned. Of course, whether we open a permanent office depends on the workload, and that in turn, depends on the population and things of this nature.

• 1020

There has been a mistaken impression around the country that, because there are less people in Unemployment Insurance offices, we have downgraded these offices—and I do not mean you—whereas, in reality, there are less people in some offices because certain functions that were previously performed by the Unemployment Insurance Commission have been transferred to the Department of National Revenue, for purposes of efficiency: such as the collection of weekly benefits, which will now be collected in the same way as the Canada Pension Plan benefits. This also adds to the efficiency of the operation because we can then presume, as of January 1, that every employer and employee has made the contribution necessary, and we will no longer have to go out and establish this fact. If they have this as a responsibility of the Department of National Revenue, this will, accordingly, cut down the investigations we sometimes have to make that lead to delayed claims.

Mr. Lefebvre: I am sure, sir, that if careful study is made and consideration is given to this request on behalf of the Mayor and Council of the Town of Maniwaki, you will see that the population is about the same as—maybe even a little greater—and the workload would be equal to, that in Mont Laurier.

Mr. Desroches: Mr. Chairman, I assure Mr. Lefebvre that we will look into this, determine the workload, and see what demand for service there is.

Mr. Lefebvre: And you will be notifying me later of the results?

Mr. Desroches: Yes.

Mr. Lefebvre: Thank you.

The Chairman: Your point is well made, Mr. Lefebvre. Mr. Rowland, followed by Mr. Ritchie.

Mr. Rowland: Mr. Chairman, I have two questions I would like to put to the Minister. The first deals with the claims and assistance program, and I must say that, as it is outlined, it looks like providing a very valuable and necessary service. But what bothers me is that they are not looking at the Unemployment Insurance Commission in isolation, as we have been this morning, in discussing this program; they are looking at in the context of other gov-

[Interpretation]

de Mont-Laurier est ouvert cinq jours par semaine, le même système devrait s'appliquer à la région de Maniwaki où se pose un très grave problème de chômage.

Je voudrais vous demander de faire une requête auprès de votre directeur régional et de votre personnel pour que la question soit examinée et décider si le bureau de Maniwaki ne peut pas être ouvert à temps complet.

M. Mackasey: Monsieur Lefebvre, je comprends votre point de vue. Comme le dit l'Orateur de la Chambre, j'ai pris note de votre suggestion.

Il faut évidemment rappeler que la Commission d'assurance-chômage est à moitié autonome. La Commission fait rapport au Parlement par mon intermédiaire et, à l'heure actuelle, monsieur DesRoches étudie tous les cas semblables à celui dont vous parliez. Naturellement, avant d'ouvrir un bureau en permanence, nous cherchons à déterminer la charge de travail et tout cela dépend de la population et d'autres facteurs.

Dans tout le pays, le public semble croire, à tort, que nous avons diminué l'importance des bureaux de l'Assurance-chômage parce que nous en avons réduit le personnel. En fait, le personnel a quelquefois été réduit parce que les fonctions qui étaient auparavant assumées par la Commission d'Assurance-chômage sont maintenant confiées au ministère du Revenu national. C'est ce qui s'est produit pour la perception des prestations hebdomadaires qui se font maintenant de la même façon que celles des prestations du Régime de pensions du Canada. Ceci rend notre travail beaucoup plus efficace car nous pouvons penser maintenant qu'au 1^{er} janvier, tous les employeurs et les employés auront versé leur cotisation et que nous n'aurons plus à nous en soucier. Si le ministère du Revenu national en est responsable, nous n'aurons plus à faire de recherches ou d'enquêtes qui entraînent des retards inutiles.

M. Lefebvre: Je suis sûr que si l'on entreprend une étude sérieuse et si l'on tient compte de cette demande que j'ai faite au nom du maire et du conseil de la ville de Maniwaki, on verra que la population est environ égale sinon supérieure à celle de Mont-Laurier et il en va donc de même pour la charge de travail.

M. DesRoches: Monsieur le président, je puis garantir à M. Lefebvre que nous allons soigneusement étudier la question afin de déterminer la charge de travail et de répondre aux besoins.

M. Lefebvre: Et vous m'avertirez des résultats dès que vous les aurez?

M. DesRoches: Oui.

M. Lefebvre: Je vous remercie.

Le président: C'était très intéressant, monsieur Lefebvre. Monsieur Rowland, suivi de monsieur Ritchie.

M. Rowland: Monsieur le président, je voudrais poser deux questions au ministre. Il s'agit tout d'abord du programme d'aide aux prestataires qui semble, je dois dire, rendre des services utiles. Mais une chose me préoccupe cependant. On ne considère pas la Commission d'Assurance-chômage isolément, comme nous l'avons fait ce matin en discutant de ce programme, mais dans un contexte plus large, au milieu des autres services gouverne-

[Texte]

ernment services which are supposed to be provided, and why it is necessary for the Unemployment Insurance Commission to get involved.

We have a Manpower program. Is this other program designed as an emergency program to meet a breakdown in Manpower services, due to the heavy load they have at the moment, or is it designed as a continuing program? That would be my first question.

My second question is: is any consideration being given to integrating the services of Manpower and the Unemployment Insurance Commission, because their work is very much allied: this employment claims and assistance program underlines how closely allied they are. Is any consideration being given to amalgamating or integrating those services, at least to locating the Unemployment Insurance Commission and Manpower officers in the same building for easy referral purposes and so forth?

I would say once again, to emphasize the practicality of that, that unemployment insurance is no longer, obviously, an insurance program as it once was; it has been modified somewhat, so it is allied to social assistance in a way. While I am very impressed by what you say you are doing under this claims and assistance program, I am wondering why Manpower is not doing that.

Mr. Mackasey: There is a valid reason for that and I will come around to Manpower and our relations with them in a second.

I appreciate your compliments and I am more excited about this than anything else. We know of a case in Halifax where a paraplegic in a wheelchair, who had been out of work for five years, is now, through our efforts, over his head in work as a self-employed engraver. We were able to find out what his skill was and, once we were able, with the help of the city of Halifax—I hope I have my city right but I am sure it was in that area—to obtain funds through their welfare department, to set the man up in business, solicit for him at the various jewellers, and so forth. We have taken great steps in rehabilitation.

The logical reason, of course, why the claims and assistance program is vested with us rather than with Manpower is that the first place to which every unemployed person in Canada turns immediately is the Unemployment Insurance Commission office. This is, after all, his commission; he has contributed his funds, as has his employer, and he immediately, even under the old plan, comes to the Unemployment Insurance Commission to register, and all the rest of it, either in person or by mail.

• 1025

The mail has been a boon to a lot of people. It has prevented the long lineups, you may recall, which were degrading and which unfortunately had to occur where you had a lot of people in industrialized ridings. However, they come to the UIC first because basically that is where they draw unemployment insurance benefits.

We have provided in the bill for at least one or two interviews for a dual purpose, the prime purpose really is to help rehabilitate people, but also we are conscious of the fact that the money belongs to the workers and employers, and it should not be subject to fraud and the rest of it. Although our purpose is not to police, nevertheless indirectly it has that effect. If a person consistently does not show up at his meetings when he has been

[Interprétation]

mentaux. J'aimerais savoir pourquoi la Commission d'Assurance-chômage doit participer.

Nous avons déjà un programme de main-d'œuvre. Cet autre programme est-il un programme d'urgence destiné à répondre à des besoins bien précis, à faire face à une lourde charge de travail à l'heure actuelle ou s'agit-il au contraire d'un programme permanent? Voici donc ma première question.

Ma deuxième est la suivante. A-t-on envisagé d'intégrer les services de la Main-d'œuvre et de la Commission d'Assurance chômage; en effet leur travail est très semblable. On le voit clairement dans ce programme d'aide aux prestataires. Envisage-t-on de réunir ces services, tout au moins de placer les bureaux de l'Assurance-chômage et ceux de la Main-d'œuvre dans le même immeuble afin que les employés puissent se consulter facilement etc., etc.?

Je le répète, j'insiste sur ce côté pratique de la question, l'Assurance-chômage n'est plus simplement un programme d'assurance comme par le passé, elle ressemble quelque peu à un service d'assistance sociale en fait. Toutes les activités que vous avez entreprises dans le cadre de ce programme sont très importantes mais je me demande pourquoi. Ce n'est pas la Main-d'œuvre qui s'en charge.

M. Mackasey: Il y a pour cela une excellente raison et je vais vous parler de nos relations avec la Main-d'œuvre dans quelques minutes.

Je vous remercie de vos éloges. Je dois dire que c'est l'une des choses qui me tiennent le plus à cœur. A Halifax, un paraplégique dans une chaise roulante qui n'avait pas travaillé depuis cinq ans est maintenant, grâce à nos efforts, surchargé de travail comme graveur. Nous avons pu déterminer ses aptitudes et ensuite, avec l'aide de la ville d'Halifax—j'espère ne pas me tromper mais je suis sûr que c'est dans cette région—obtenir des fonds par l'intermédiaire du ministère du Bien-être provincial, aider cet homme à se monter une affaire, parler de lui aux différents joalliers et bijoutiers etc., etc. Nous avons fait de très gros efforts dans le domaine de la réadaptation.

C'est nous qui nous occupons de ce programme et non pas la Main-d'œuvre parce que tous les chômeurs au Canada vont avant tout s'adresser à la Commission d'Assurance-chômage. Après tout, c'est tout à fait normal; un employé a cotisé ainsi que son employeur et il va immédiatement s'inscrire à la Commission d'Assurance-chômage.

Elle peut venir en personne ou bien écrire. Cette dernière solution a facilité la tâche de nombreuses personnes.

Elle leur a évité les longues files d'attente dont vous vous souvenez peut-être et qui étaient malheureusement inévitables dans les secteurs industrialisés. Toutefois, les chômeurs viennent avant tout à la CAC car c'est là qu'elles reçoivent leurs prestations d'assurance-chômage.

Nous avons prévu dans le bill au moins une ou deux entrevues et ce pour deux raisons. Nous cherchons tout d'abord à réadapter les chômeurs mais nous sommes aussi conscients du fait que l'argent versé appartient aux travailleurs et aux employeurs et qu'il ne doit y avoir aucune fraude dans ce domaine. Nous n'avons pas l'intention d'exercer un contrôle direct mais cela revient indirectement au même. Si une personne ne se présente jamais lorsqu'elle est convoquée, nous en venons à nous demander si

[Text]

requested, we begin to get a little concerned about whether the person exists, whether the person happens to be working and things of this nature, so it helps us both ways.

Why us rather than Manpower? Manpower, you must recall, is not limited to helping unemployed people. Their services are available to the employed as well, to people who would like to change jobs, to people who want to know about the possibility of upgrading their education even though they are working, such as an accountant who may want to become a chartered accountant and this type of thing. In the past everyone ran to Manpower. They were bogged down with the load, they did a tremendous job. What we have done here, Mr. Rowland, is co-ordinate their efforts with ours so there is no overlapping. In essence we are acting in many instances as a screening process for Manpower, thus making them more effective. Everything we have done here has been worked out with complete co-ordination with Manpower. We have internal documents here, which I prefer not to circulate, which indicate the degree of co-ordination. You mentioned sharing the same building. This is a good idea and it is being carried out more and more and more. The Minister of Manpower and the Minister of Labour has given instructions to the departments that wherever possible they be located in the same office. Would you like to elaborate on that Mr. DesRoches?

Mr. DesRoches: I suppose all of you are aware that we have opened 65 offices and somewhere around 67 other service centres, that out of our total organization we have in the last year or so deliberately located 43 places in the same building as Manpower. This is the kind of thing that is taking place as we move, as they move and as there are changes in office location.

Mr. Alexander: Is this out of the 65?

Mr. DesRoches: No, this is out of about 100 or 120 permanent locations. Obviously we just cannot do another reshuffle of the offices again. It was done in 1966-67 when the split occurred, but as the occasion arises, for example, now that we have re-opened service centres, we are trying to locate if the space is available. We have succeeded in 43 cases in locating with Manpower. So, from a physical point of view we are moving in that direction.

In terms of co-ordination, as the Minister has explained, we have common procedures as far as the screening of claimants is concerned. There is no point just having a mass registration which is ineffective on both sides. We have been trying to resolve this issue over the years where people automatically register, but not much happened because there were too many. We have agreed on the criteria the Minister explained and hopefully this will make Manpower's load more manageable.

On top of this I should explain that I think any survey in this regard will indicate that anywhere from 40 to 50 per cent of people who go back to work go back on their own effort, either through friends, through calling on clients or through newspapers. So, placement is never always done through agencies. I think statistics in Canada, in the provinces and in the States will indicate that people place themselves when they have to, not because the services are not there but because this is still the pattern.

• 1030

I think the Economic Council gave quite an explanation of this in their Eighth Report or Ninth Report. It is not

[Interpretation]

elle existe réellement, si elle travaille, etc. etc. Ce système est donc utile des deux façons.

Pourquoi nous et pas la Main-d'œuvre? Vous le savez peut-être, la Main-d'œuvre ne se borne pas à aider les chômeurs. Elle aide également les personnes qui travaillent, qui aimeraient changer d'emploi, qui cherchent à améliorer leur éducation pendant qu'elles travaillent. Par exemple, un comptable peut vouloir devenir expert comptable. Auparavant, tout le monde s'adressait à la Main-d'œuvre. Les bureaux étaient surchargés de travail et ils ont réussi dans de nombreux domaines. Ici, monsieur Rowland, nous avons cherché à coordonner nos efforts afin qu'il n'y ait pas de double emploi. Dans de nombreux cas, nous servons en quelque sorte d'agents de sélection à la Main-d'œuvre. Nous travaillons toujours en relation très étroite avec la Main-d'œuvre. J'ai ici des documents internes que je préfère ne pas distribuer mais qui montrent le niveau de coordination. Vous avez parlé tout à l'heure de l'immeuble commun. C'est une excellente idée et nous en venons de plus en plus à cette solution. Le ministre de la Main-d'œuvre et le ministre du Travail ont donné des instructions à leurs ministères afin que dans la mesure du possible, les bureaux se trouvent dans le même immeuble. Avez-vous quelque chose à ajouter sur ce sujet, monsieur Desroches?

M. Desroches: Vous savez tous, je suppose, que nous avons ouvert 65 bureaux et environ 67 nouveaux centres et qu'au cours de l'année dernière, nous avons délibérément, placé 43 bureaux dans des immeubles de la Main-d'œuvre. Nous faisons cela à chaque fois que nous déménageons, que les bureaux de la Main-d'œuvre changent de place, bref chaque fois que c'est possible.

M. Alexander: S'agit-il de 43 sur les 65 dont vous parliez tout à l'heure?

M. DesRoches: Non, c'est 43 sur 100 ou 20 bureaux permanents. Nous ne pouvons pas changer de nouveau tous les bureaux. C'est en 1966-1967 que la séparation s'est faite mais lorsque l'occasion se présente, par exemple maintenant que nous avons rouvert des centres, nous tentons de nous placer près des bureaux de la Main-d'œuvre, si les locaux nous le permettent. Nous avons réussi dans 43 cas. Par conséquent, en pratique, nous travaillons en ce sens.

Sur le plan de la coordination, comme l'expliquait le ministre, nous avons des procédures de sélection commune en ce qui concerne les requérants. Il ne sert à rien d'avoir une inscription massive sans qu'il y ait aucune efficacité. Ce problème s'est souvent posé au cours des années: des personnes viennent s'inscrire mais rien ne se passe car elles sont trop nombreuses. Nous nous sommes mis d'accord sur les critères fixé par le ministre et nous espérons que le travail de la Main-d'œuvre sera rendu plus facile.

En outre, toutes les enquêtes entreprises dans ce domaine montrent qu'entre 40 et 50 p. 100 des travailleurs qui reprennent un emploi l'ont trouvé seul, soit en s'adressant à des amis, soit en prenant contact avec des clients ou en mettant des petites annonces dans les journaux. Par conséquent, ce ne sont pas toujours les organismes de placement qui trouvent du travail aux chômeurs. D'après les statistiques au Canada, dans les provinces et aux États-

Unis, on voit que les travailleurs se trouvent des emplois eux-mêmes lorsqu'ils doivent le faire, non pas parce que

[Texte]

because they cannot do it, but because physically the world of labour is not arranged that way. There are placements done through unions and there are placements done through personal contacts.

Public agencies place somewhere around 20 or 25 per cent. So we act as a link in that process of the individual helping himself and being directed to the CMC, or in fact to private placement agencies, to labour pools. There are in each city now labour pools for stenographers, labour pools for window washers, labour pools of various types, and there is nothing to prevent us from telling people that these things exist because they have perhaps not thought about it. So as the statistics indicate, we do point people in the direction of these employment agencies as well to the CMCs. This is the total job.

Mr. Rowland: Are you going to show this to your counterparts in Manpower? I think you are providing a service that they should be providing and are not.

Mr. Mackasey: Could I interrupt, Mr. Rowland? We are here emphasizing Manpower. This was designed with the full co-operation and input of Manpower.

Manpower's role is simply not job placement. I think this perhaps will become more and more clear as we go along. Manpower's fundamental role or basic role or growing role is on-the-job retraining which we are trying out this winter. It also provides mobility grants.

Really, Manpower works at its best when people who go there have been screened to some extent in order that they are people who with proper training can work. We are providing that screening, which is quite logical, and at the time we are providing services that the Unemployment Insurance people need. For instance, we are now working out a plan to computerize the characteristics of the unemployed of this country. And the logical thing is unemployment insurance, because that is where they go first.

We know that when you come in you are unemployed. We do not get employed people; we get unemployed people. Our Claimant Assistance Program is working as a kind of ombudsman, because we have referred people to DVA: we have referred people to the Department of Health; we have referred people, let us say, to local social agencies like the Canadian League. We have referred people to private agencies. But the bulk of our referrals are to the Canada Manpower Centres, according to the criteria which Canada Manpower Centre has supplied us. Therefore, rather than be duplicating, we are making their work that much easier and that much more effective.

It is certainly not counter-productive, nor do I think this should be a Manpower rather than an Unemployment Insurance task, because really we are encouraging people to find work through their own initiative rather than through Manpower. That makes sense. I think it makes a lot of sense. Why pile onto Manpower work that an unemployed person can do himself?

It is amazing how many well educated people with university degrees cannot fill out a proper evaluation of their past histories. We ask them to list five employers to find out exactly what skills they do have. Quite often in an interview we remind them, through the interview, of something they did six years ago that they could eventually go back to.

[Interprétation]

les services sont inexistantes mais parce que c'est une vieille habitude.

Le conseil économique du Canada donne une explication de la chose dans son huitième ou neuvième rapport. Ce n'est pas parce qu'ils en sont incapables, mais bien parce que le monde du travail n'est pas organisé pour ce faire. Certains placements sont faits par l'intermédiaire des syndicats, d'autre par des contacts personnels.

Les agences publiques effectuent environ 20 à 25 p. 100 des placements. Nous sommes l'un des maillons de la chaîne. Le particulier se cherche lui-même un emploi et il est envoyé au CMC, à des organismes privés de placement ou bien encore à des organismes spécialisés pour un travail particulier. On trouve maintenant dans toutes les villes des organismes fournissant des sténodactylos, des laveurs de vitres, etc. Rien ne nous empêche d'avertir les chômeurs de l'existence de ce genre d'organismes, car ils n'y ont peut-être pas pensé. Dans ce cas, comme l'indiquent les statistiques, nous abouchons les sans-travail avec ces agences, tout comme avec le CMC.

M. Rowland: Allez-vous en faire état devant vos collègues de la main-d'œuvre? Vous assurez là, à mon sens, un service qui leur revient et qu'ils ne remplissent pas.

M. Mackasey: Puis-je vous interrompre, M. Rowland? Ceci a été établi en collaboration étroite avec les responsables du ministère de la Main-d'œuvre.

Le ministère de la main-d'œuvre ne joue pas simplement un rôle de bureau de placement. Ceci devient d'ailleurs de plus en plus clair avec le temps. Le rôle fondamental et essentiel de la Main-d'œuvre est le recyclage, la mise sur pied de la formation sur place que nous allons mettre à l'essai cet hiver. Elle fournit également les subventions de mobilité.

En fait, la Main-d'œuvre est à son meilleur, quand les personnes qui s'y présentent ont déjà été sélectionnées dans une certaine mesure et sont capables de travailler, grâce à une formation suffisante. C'est nous qui nous chargeons de cette sélection, ce qui est assez logique et nous assurons ainsi des services dont ont besoin les fonctionnaires de l'assurance-chômage. Ainsi nous allons nous servir d'un ordinateur pour définir les caractéristiques des sans-travail au Canada. Il est logique que ce soit l'assurance-chômage qui se charge de la chose, car c'est là que les chômeurs s'adressent en premier lieu.

Nous savons que ceux qui se présentent aux bureaux de la CAC sont en chômage. Nous n'avons rien à faire avec ceux qui occupent un emploi. Nous nous occupons de ceux qui sont en chômage. Notre programme d'aide aux prestataires est un programme très vaste. Nous avons dirigé certaines personnes au ministère des Affaires des Anciens combattants, d'autres au ministère de la Santé, d'autres, disons, à des organismes sociaux, comme la Ligue canadienne. Nous en avons envoyé certains à des organismes privés, mais la plupart ont été dirigés vers les Centres de main-d'œuvre du Canada, en nous appuyant sur les critères que le Centre de main-d'œuvre du Canada nous indique. Par conséquent, nous ne faisons certes pas double emploi, mais nous leur rendons la tâche plus facile et beaucoup plus efficace.

Ce n'est certainement pas une perte de temps. Je ne pense du tout non plus que ce doive être la tâche des Centres de main-d'œuvre plutôt que celle de la Commission d'assurance-chômage, car nous encourageons les personnes qui viennent nous voir à se trouver elles-mêmes du travail, plutôt que par l'intermédiaire des Centres de main-d'œuvre. C'est tout à fait logique. Pourquoi ajouter au

[Text]

Manpower's role is a distinct role, to provide jobs as a result of job vacancies registered with Manpower by the employers of the country. It provides mobility grants because they have access to the jobs that may be available 90 miles away where there is a shortage of talent. These jobs are made known to the Canada Manpower Centres where there is a surplus of that talent, and they provide mobility grants.

Manpower will help the person to upgrade his education, which sometimes only requires six months or a year of retraining to convert him from a carpenter into something else. So actually, I think Manpower is working more efficiently now than it has ever worked before. I say this quite openly.

I see absolutely no conflict of interests here, or us working at cross purposes. On the contrary, everything we have done has been done in complete co-operation with Manpower.

Mr. Rowland: This will be a permanent program.

• 1035

Mr. Mackasey: I hope so because I think the pilot project, if you might call it that, has proven to be successful beyond my anticipation in the beginning and it is permanent because it is right in the bill that we must provide this service. We have a right to call an unemployed person at random and say, "Come on down to the office, we want to see if you exist". We have the right to see that someone is not just a social security number. We want to see Mrs. Jones or Mr. Jones.

Mr. Rowland: Mr. Chairman, may I switch the line of questioning?

The Chairman: Well, Mr. Rowland . . .

Mr. Rowland: May I put myself down for a second round?

The Chairman: You will have a second turn, yes, because your time is up now. Mr. Ritchie followed by Mr. Alexander.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I have a couple of queries which are not really under this item. They have to do with the functioning of the Unemployment Insurance Commission. May I be permitted to ask them now, or do you want to leave them?

The Chairman: Go ahead.

Mr. Ritchie: First I have found in my rural area that most claims are looked after quite satisfactorily and I have, I suppose, very few complaints compared to industrial areas. However, I have found that youths usually go back to the farm when they are laid off from their first job and invariably the Unemployment Insurance Commission says that they are working on the farm. They usually go home to their parents, and one young man of 19 and his wife went to his grandparents. It just seems though that anybody who goes back to a farm is automatically considered

[Interpretation]

travail des Centres de main-d'œuvre ce que la personne en chômage peut faire elle-même?

Il y a un nombre incroyable de personnes instruites, possédant des diplômes universitaires et qui sont incapables de rédiger un curriculum vitae. Nous leur demandons de nommer cinq employeurs, afin de pouvoir déterminer quelles sont leurs aptitudes. Très souvent, au cours d'un entretien, nous leur rappelons ce qu'ils ont fait six ans auparavant.

Les Centres de main-d'œuvre ont un rôle très différent, puisqu'ils doivent fournir des emplois, combler les vacances qui leur sont communiquées par les employeurs canadiens. Le ministère de la main-d'œuvre accorde également des subventions de mobilité parce que les Centres peuvent avoir accès à des emplois dans un rayon de 90 milles du domicile de l'intéressé. Ces emplois sont communiqués aux Centres de main-d'œuvre du Canada des endroits où il y a un surplus de main-d'œuvre. On accorde des subventions de mobilité.

Les centres de main-d'œuvre aident en outre les personnes à parfaire leur éducation, ce qui exige parfois six mois ou un an de cours de recyclage. C'est le cas, par exemple, pour un charpentier qui veut changer de spécialité. Je crois donc que les Centres de main-d'œuvre effectuent un travail plus efficace que jamais auparavant. Je le dis sans ambages.

Il n'y a là aucun conflit d'intérêts et il n'y a pas double emploi. Au contraire, nous avons tout fait en collaboration étroite avec les autorités du ministère de la Main-d'œuvre.

M. Rowland: Ce sera un programme permanent.

M. Mackasey: Je l'espère car ce projet pilote, pour ainsi dire, a réussi au-delà de mes espérances et il est désormais permanent puisqu'il est indiqué dans le bill que nous devons fournir ce service. Nous avons le droit d'appeler un chômeur à un moment donné et de lui dire « Venez au bureau, nous voulons savoir si vous existez ou si vous n'êtes pas seulement un numéro d'assurance sociale. »

M. Rowland: Monsieur le président, puis-je poser des questions d'un autre ordre?

Le président: Monsieur Rowland . . .

M. Rowland: Pouvez-vous m'inscrire à la deuxième série de questions?

Le président: Oui, vous parlerez au deuxième tour car votre temps se termine maintenant. M. Ritchie et puis ensuite ce sera M. Alexander.

M. Ritchie: Monsieur le président, je voudrais poser un certain nombre de questions qui ne couvrent pas ce poste. Il s'agit du fonctionnement de la Commission d'assurance-chômage. Puis-je les poser maintenant, ou est-ce que vous n'en voulez pas?

Le président: Allez-y.

M. Ritchie: Tout d'abord, j'ai remarqué que dans ma région rurale, la plupart des demandes sont examinées d'une façon tout à fait satisfaisante et qu'il y a très peu de plaintes comparativement aux régions industrielles, je suppose. Toutefois, j'ai remarqué que les jeunes gens retournent à la ferme lorsqu'ils perdent leur premier emploi et inévitablement la Commission d'assurance-chômage affirme que ceux-ci travaillent à la ferme. Mais d'habitude ils reviennent chez leurs parents et l'un d'entre eux est même allé chez ses grands parents; il s'agissait

[Texte]

to be working on the farm and I think this is a bit unfair. It reached the stage where I would tell them not to go back to the farm or at least not to give the address they were going back to or to stay in the village with an uncle or your aunt. I know this is probably a difficult thing to define and everybody who goes back to a farm does some chores, but I think it is an unfair thing or rigidly drawn. I would like to hear your comments on this.

Mr. Mackasey: Would you like to answer, Mr. DesRoches?

Mr. DesRoches: Yes, well, Mr. Chairman, I would not say that automatically they would be. It is a question of availability. It is a question of whether the man who said he is available for work in the trade that he had before is available. It is not a question of where he lives, but I presume that if he isolates himself from the type of work that he was working in when he became unemployed, he could jeopardize his situation. I think this would apply primarily to women, for example, who would not have transportation, but if the man has transportation, if he is doing something to seek work in his occupation or his line of work, surely he should be able to prove that he is available and searching for work. I think it is not a matter of where he lives. It is a matter of the kind of evidence he is being asked to provide.

If you have specific cases, I would like to see them because where he lives is not the consideration, it is what he does to make himself available for work, but if he removes himself 50 miles from a centre and does not have transportation, then he cannot demonstrate that he is seeking work and obviously he is jeopardizing his situation.

Mr. Ritchie: Well, in one instance I can think of, the man was only eight miles from the village where he was working.

Mr. Mackasey: Maybe you could bring that specific case to Mr. DesRoches' attention in the event there has been any injustice done which we could rectify.

Mr. Ritchie: This last one has been to the appeal board. The second question I have been asked quite often. Is there no means whereby a person who is a student taking a course, a technical course in this particular instance, can have unemployment insurance benefits, is there?

Mr. DesRoches: Yes, if he has worked for eight weeks.

Mr. Ritchie: No, while he is taking the course.

Mr. DesRoches: Again it is a question of availability. If he is taking Manpower training...

Mr. Ritchie: This is entirely on his own.

Mr. DesRoches: Well, if it is entirely on his own, of course, we would have to decide whether this leaves him available for employment in the type of work he is in. Suppose he is taking night courses, and he is available during the day, well there should be no problem and we have people like this. If somebody, however, takes a course during the day more for leisure than for development, this is the kind of judgment somebody would have to apply. If he is taking a course to develop himself we now have the authority to recognize that kind of person, but I must say we have not done anything to recognize individual courses because this gets very difficult. We have recognized Manpower courses because they are the agency designated, or provincial

[Interprétation]

d'un jeune homme de 19 ans et de sa femme. Il semble cependant qu'une personne qui rentre à la ferme soit automatiquement considérée comme travaillant à la ferme et selon moi, c'est injuste. On en est arrivé au point où je leur conseillerais de ne pas retourner à la ferme ou, tout au moins, de ne pas en donner l'adresse ou de rester au village chez un oncle ou une tante. Je sais que c'est probablement difficile et que toute personne qui retourne à la ferme participe certainement aux travaux mais je pense qu'il est injuste de procéder ainsi ou que la limite en soit établie trop rigide. Qu'en pensez-vous?

M. Mackasey: Voulez-vous répondre, monsieur DesRoches?

M. DesRoches: Eh bien, monsieur le président, je ne crois pas qu'il en soit automatiquement ainsi. Il y a là une question de disponibilité. Il faudrait savoir si la personne qui déclare être disponible pour travailler dans le même métier qu'elle exerçait auparavant est vraiment disponible. Il ne s'agit pas de savoir où elle habite, mais je suppose que si elle s'éloigne du travail qu'elle faisait avant d'être en chômage, elle se met éventuellement en mauvaise position. Je crois que cela s'applique surtout aux femmes, par exemple, qui n'ont aucun moyen de transport, mais si l'homme a un moyen de transport et s'il cherche du travail dans sa spécialité, il est très certainement en mesure de prouver qu'il est disponible et qu'il est à la recherche d'un travail. Peu importe où il habite. La question est de savoir quelle preuve on lui demande d'apporter.

Si vous connaissez des cas concrets, j'aimerais les examiner car ce qui importe, c'est ce qu'il fait et non pas où il habite, ce qu'il fait pour être disponible. S'il s'en va à 50 milles d'un centre et qu'il n'a pas de moyen de transport, il ne peut prouver qu'il cherche du travail et de toute évidence, il se fait tort.

M. Ritchie: Cependant, dans un cas dont j'ai entendu parler, la personne ne se trouvait qu'à 8 milles du village où elle travaillait.

M. Mackasey: Peut-être pourriez-vous attirer l'attention de M. DesRoches sur ce cas particulier car s'il y a eu injustice, on peut remédier à la situation.

M. Ritchie: Ce dernier cas a été porté devant la Commission d'appel. Quant à la deuxième question, elle m'a souvent été posée. N'y a-t-il aucun moyen pour un étudiant qui suit des cours, des cours techniques, d'obtenir des prestations d'assurance-chômage?

M. DesRoches: Oui, s'il a travaillé pendant huit semaines.

M. Ritchie: Non, pendant qu'il suit les cours.

M. DesRoches: C'est une question de disponibilité. S'il suit une formation donnée par la Main-d'œuvre...

M. Ritchie: Non, dans ce cas c'est de sa propre initiative qu'il suit ces cours.

M. DesRoches: Dans ce cas, il nous faudrait décider s'il reste disponible pour occuper un emploi dans ce domaine. Supposons qu'il suive des cours du soir et qu'il soit disponible dans la journée, il ne devrait pas y avoir de problème et il existe des cas semblables. Mais si quelqu'un prend des cours pendant la journée par distraction plutôt que par nécessité, c'est une question de jugement. S'il suit un cours pour sa formation, nous avons maintenant le pouvoir de le reconnaître mais je dois dire que rien n'a été fait pour les cas particuliers car la situation se complique alors. Certains cours organisés par la Main-d'œuvre sont agréés parce que c'est un organisme désigné; il peut également agir des autorités provinciales ou d'organismes gouverne-

[Text]

authorities or any government agency. Otherwise it gets pretty difficult to say whether that person is just taking a course to upgrade himself. We are working on criteria to permit this type of development. Again it is a question of availability, if he is available and if it is a short course that does not interfere with his availability we should qualify him. I do not see why he should be disqualified.

• 1040

Mr. Ritchie: Thank you.

The Chairman: Mr. Alexander.

Mr. Alexander: I would like to follow that up, Mr. Chairman, because it appears that each case is dealt with on its individual merit.

Mr. DesRoches: Yes, except for general types such as Manpower courses where the act provides that we can consider benefits which did not exist before.

Mr. Alexander: Yes. First, I know the estimates only deal with departmental administration, but I would like to go on record as thanking the Minister and his department for being available yesterday, I think it was yesterday, Mr. DesRoches, or the day before, when a lot of the questions dealing with the implementation of the act itself were answered. I felt it was a fruitful afternoon, because we had several problems with the lateness of claims, the breakdown of the computer even though the Minister says that 98 per cent are pushed through.

Mr. Mackasey: Yes, 98.1 per cent, so now it has gone up.

Mr. Alexander: It is 98.1 per cent. I hope it works. Anyway it was a very fruitful session, so I will just try and keep my remarks restricted to the departmental administration.

I was interested in what the Minister stated in terms of the Manpower office when he said their fundamental role now is retraining. It seems to me then that your department, sir, is now involved in placing unemployed in jobs. In other words you have taken over a role. I am just wondering whether in fact this is the role now of Claimant Assistance.

Mr. Mackasey: Mr. Alexander, I just come in on a point of order. We are not taking over placement and they are not giving up placement. Let me say that they are now putting added emphasis on job training, they are expanding at a rapid rate to what we might call courses as money becomes available and more particularly as places become available in the provinces to provide suitable training. The overwhelming majority of job placements by government agencies is still going to be with Canada Manpower.

Our program is nothing more than to assist the claimant to find work, preferably on his own merit. We do not necessarily find a job for him. We try to motivate him into finding a job. If you have a chance this afternoon I will review the pamphlets in depth and you will see what I am getting at. The first one simply says to the claimant when he comes in, "Have a look at yourself, list your last five employers, list the kinds of machinery and equipment that you can operate", and there is quite a variety, "what your education, vocational training and background was, what your hobbies are," because some people turn hobbies into a source of income. Unemployment insurance can be supplemented with part-time work. "What are your references when and if you go to an employer." Then we come along with, "Examine your prospects." If you are in the City of Hamilton for instance, we suggest, that you go to the Canada Manpower Centre, it is right on the top. We pro-

[Interpretation]

mentaux. Mais dans les autres cas, il est très difficile de savoir si la personne suit un cours pour se recycler. Nous cherchons un critère dans ce cas; à nouveau, se pose la question de disponibilité; si le candidat est disponible et que le cours est d'une durée brève qui n'empêche pas la disponibilité du requérant, on peut considérer celui-ci comme éligible.

M. Ritchie: Merci.

Le président: Monsieur Alexander.

M. Alexander: J'aimerais continuer un peu dans cette voie, monsieur le président, car il faut envisager chaque cas particulier.

M. DesRoches: Oui, sauf lorsqu'il s'agit de cours organisés par la Main-d'œuvre puisque d'après la loi, on peut lui verser des prestations qui n'existaient pas auparavant.

M. Alexander: Oui. Tout d'abord, je sais que les prévisions budgétaires ne portent que sur l'administration des ministères, mais je tiens à remercier le ministre et ses collaborateurs de s'être libérés hier; c'était hier, M. DesRoches, ou la veille; de nombreuses questions concernant la mise en vigueur de la loi ont trouvé une réponse. Je pense que nous avons eu un après-midi enrichissant car nous avons évoqué plusieurs problèmes, notamment le retard des demandes, le défaut de fonctionnement de l'ordinateur bien que le ministre ait déclaré que 98 p. 100 des demandes ont été examinées.

M. Mackasey: Oui, 98.1 p. 100; c'est donc plus élevé.

M. Alexander: Oui, 98.1 p. 100 j'espère que tout fonctionne bien. De toute façon, ce fut une session enrichissante et je vais m'en tenir à l'administration ministérielle.

Ce que le ministre a déclaré au sujet du bureau de la main-d'œuvre m'intéressait car il a dit que son rôle principal était le recyclage. Il semble donc que votre ministère, monsieur, s'occupe maintenant de trouver des emplois aux chômeurs. Vous avez donc pris ce rôle à votre compte; je me demande seulement s'il s'agit d'aider les prestataires.

M. Mackasey: Monsieur Alexander, j'invoque le Règlement: on ne vous a pas cédé un rôle que vous avez pris à notre charge. De leur côté, ils insistent que la formation professionnelle en se faisant davantage de cours à mesure que l'argent est disponible et surtout à mesure que la province peut fournir une formation appropriée. Le rôle qui consiste à fournir des emplois reste l'apanage des organismes gouvernementaux et des autres de main-d'œuvre.

Notre programme consiste uniquement à aider le prestataire à trouver du travail en fonction de ses aptitudes; nous ne lui trouvons pas forcément d'emploi nous-mêmes. Nous essayons de l'inciter à trouver un emploi et si vous avez le temps cet après-midi, je vous exposerai en détail ce qu'il y a dans les brochures et vous comprendrez ce que je veux dire. La première brochure dit simplement au prestataire lorsqu'il se présente: «Examinez votre situation, indiquez vos cinq derniers employeurs, le genre de matériel, d'équipement que vous pouvez faire fonctionner». Vous avez toute une variété d'autres sujets aussi: «Quelle est votre niveau d'instruction, votre formation professionnelle, vos antécédents, vos centres d'intérêt». Car il y a des personnes qui font de leurs activités annexes une source de revenu. A l'assurance-chômage, vient s'ajouter le revenu tiré d'un travail à temps partiel. «Quelles sont vos références lorsque vous vous présentez à un employeur». Puis nous avons comme brochure: «Faites l'examen de vos

[Texte]

vide the address of the Canada Manpower Centre, because there is where employers register for employees and that is the logical place to go.

Then we suggest the want-ads in the newspapers. Although this is very obvious to you, it is still a great source of finding work, finding jobs. Then we refer to the provincial and municipal employment services because they do exist, private employment agencies such as Mr. DesRoches mentioned to Mr. Rowland or pools. We suggest a former employer who may have a kind word for you and who may be knowledgeable about your skills and qualifications. We talk about the civil service, we talk about going into public buildings such as Post Offices and so forth where jobs are. Really all this is designed to motivate you to find your own job.

Mr. Alexander: I appreciate the fullness of the Minister's answer, but just let me ask you a direct question.

• 1045

Mr. Mackasey: The point I want to make is that you would not want to leave the impression that Manpower is not doing its job.

Mr. Alexander: No, no. I am just trying to ascertain whether in fact—perhaps you could answer this question directly—your claimant assistants are looking for and finding jobs for their clients.

Mr. Desroches: No, Mr. Chairman, we are not doing that. Placement does not go out looking for jobs, maintaining registers of jobs and directing people to individual jobs. We do no such thing. We direct them to Manpower; we arrange interviews with Manpower so that the person knows that when he goes to Manpower he is going to get attention. We refer them but we do not maintain registers of jobs. However, we might use newspaper ads, which are available to the public.

Mr. Alexander: Thank you very much for the answer, gentlemen. I knew I would get it but I have to watch the Minister because he will eat my time up before I have asked two questions. I would assume, Mr. Chairman, that since the implementation of the new act and because of the program involved, the Minister has hired several claimant counsellors. Could you give us any idea as to how many have been employed and what type of training they have undergone in order to fulfill their role?

Mr. Mackasey: I think you will agree that in this age of technology, where you are supposed to minimize the effects of technological change...

Mr. Alexander: I have heard something about it.

Mr. Mackasey: ...we have given priority to displaced unemployment insurance personnel, displaced because of Revenue's having taken over certain functions, and have put them through intensive training courses.

[Interprétation]

perspectives d'emploi». Si vous habitez Hamilton, par exemple, nous vous conseillons de vous rendre au Centre de la main-d'œuvre car c'est là que les employeurs s'inscrivent pour trouver des employés et c'est logique.

Nous conseillons ensuite les petites annonces. Il est évident et vous devez le savoir, c'est un moyen important pour trouver un emploi. Puis nous vous référons aux services de main-d'œuvre provinciaux et municipaux puisqu'ils existent à des organismes privés tel que celui que M. DesRoches a indiqué à M. Rowland. Nous vous conseillons aussi d'aller trouver un employeur précédent qui pourrait peut-être vous aider et qui connaît vos aptitudes et vos qualifications. Nous vous indiquons la Fonction publique et les endroits tels que les bureaux de poste et etc., où vous pouvez trouver des emplois. Tout cela est donc conçu pour vous inciter à trouver vous-mêmes un emploi.

M. Alexander: Je remercie le ministre de cette réponse complète mais je voudrais lui poser une question directe.

M. Mackasey: Ce que je veux dire, c'est que vous ne devriez pas donner l'impression que les Centres de la main-d'œuvre ne font pas leur devoir.

M. Alexander: Non, non. J'essaye simplement de savoir ceci, et peut-être pourriez-vous répondre directement à cette question, je voudrais savoir si votre personnel chargé d'aider les prestataires cherche à leur trouver du travail et s'il leur en trouve effectivement.

M. DesRoches: Non, monsieur le président, tel n'est pas notre rôle. Dans les bureaux de placement, on ne cherche pas les emplois disponibles, on ne tient pas de listes d'emplois et on n'abouche pas les sans-travail avec des employeurs éventuels. Nous les dirigeons vers les centres de main-d'œuvre, nous prévoyons des entrevues avec les fonctionnaires des centres afin que la personne sache qu'elle y recevra toute l'attention voulue. Nous abouchons donc les personnes avec les Centres de main-d'œuvre, mais nous ne conservons pas de listes d'emplois. Cependant nous pouvons avoir recours aux petites annonces, comme le public d'ailleurs.

M. Alexander: Je vous remercie beaucoup de cette réponse, messieurs. Je savais que c'est celle-là que j'aurais, cependant je dois faire attention au ministre, car je sais qu'il emploie tout mon temps de questions avant que je ne m'en rende compte. Je suppose, monsieur le président, que depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi et étant donné le programme en cause, le ministre a employé les services de plusieurs conseillers pour les prestataires. Pourriez-vous nous donner une idée du nombre de conseillers et de la formation qu'ils ont reçue afin d'accomplir leur tâche?

M. Mackasey: Je crois que vous serez d'accord avec moi pour dire qu'il faut essayer d'atténuer les effets des changements technologiques que nous connaissons actuellement...

M. Alexander: J'en sais quelque chose.

M. Mackasey: ... Nous avons donné la priorité au personnel de l'assurance-chômage qui a été déplacé, quand le ministère du Revenu a assumé certaines fonctions de la Commission et nous avons fait suivre à ces personnes des cours de formation intense.

[Text]

The Chairman: Mr. Desroches.

Mr. Desroches: We have about 370 on this type of work across the country, but some of them are our own employees who were phased out of other activities, such as the revenue function. I do not have exact figure on the hiring from outside. It would be between 180 and 200 that were hired for that specific purpose, and the rest would be people we have retrained. We have just started this function, having hired from July to October, and we are just now getting into the actual full-time operation of this program in most of our offices. So they had about two or three weeks of training based on studies which we had made in previous years, and their training involved techniques of interviewing—how to refer people, how to motivate them, how to use this kit in getting them to do a job search, getting them acquainted with the placement agencies, educational agencies, social agencies, the Canada Manpower centres, having meetings with social agencies so that they could contact them as required. So the training involves the conduct of interviews in situations of this type. Our own knowledge of this type of activity came from a number of pilot studies that we carried out in 1969-1970 in Waterloo and Hamilton, and we are still conducting a pilot-type activity in Hamilton and Vancouver. We conducted various types so that we would know what type of situation we would face, so then we had people drawing from this experience packages of courses, if you like, which could then be imparted across the country to launch the programs.

Mr. Alexander: I feel that it is a very important program which has been instituted. The only fear that we have is that of encroachment on the Department of Manpower. Perhaps I should not say this, but I see that Manpower is now looking for more money for the employment training services of 275 man years, and this is what prompted me to ask just what they are doing as compared to what you are doing now.

• 1050

Mr. Chairman, there is something that bothers me. I recently noticed a big ad in the paper relating to the Unemployment Insurance Act, the new benefits, and when it comes into effect in full. But I think there is something a little misleading, unless I have misread it. You indicate that the unemployed are now entitled after eight weeks. I think that is partially true. Of course the balance that will be accepted after January 1 are not entitled to unemployment after eight weeks at this particular time. I think this can be misleading in that everybody may think they are involved with the Unemployment Insurance Act after eight weeks of employment. Of course, we have the nurses, the municipal employees, the firemen and so on, who are not really entitled to that, or anything at all.

Mr. Mackasey: Unless they are unemployed.

Mr. Alexander: Right.

Mr. Mackasey: And of course elsewhere in that Act we mention that you must be ready, able and willing to work. I suppose it is written in contemporary language, but we also say at the end of the ad to please write or drop into the unemployment insurance office for a booklet or pam-

[Interpretation]

Le président: Monsieur Desroches.

M. DesRoches: En tout, il y a environ 370 personnes qui remplissent de telles fonctions, dont certaines sont nos propres employés qui occupaient des fonctions qui ont progressivement disparues comme celles du revenu. Quant au personnel qui provient de l'extérieur, je n'ai pas les chiffres exacts; il doit s'agir de 180 à 200 personnes. En fait, il s'agit là de fonctions toutes récentes, le recrutement a eu lieu de juillet à octobre et dans la plupart de nos bureaux le programme est maintenant tout à fait en vigueur. Nos employés ont suivi des cours de formation d'une durée de deux ou trois semaines, basés sur des études effectuées au cours des années précédentes, ce qui comprend des techniques d'entrevue, d'orientation vers un emploi, de motivation de la personne en quête d'emploi, de la façon d'utiliser la pochette de brochures qui renseignent sur la façon de se mettre à la recherche d'un emploi, de faire connaître les agences de placement, les organismes d'enseignement, les centres de main-d'œuvre du Canada, les sociétés d'assistance sociale et d'avoir des réunions avec ces dernières, afin d'entrer en contact avec elles au besoin. Ces personnes sont donc formées afin de pouvoir faire des entrevues dans des situations de ce genre. Notre expérience dans cette sorte d'activité provient d'un nombre d'études pilotes que nous avons faites en 1969-1970 à Waterloo et à Hamilton; nous en faisons encore à Hamilton et à Vancouver. Nous avons effectué différents types d'étude afin de connaître toutes les situations qui pourraient se présenter et par la suite nous avons préparé différents cours qui ont servi d'un bout à l'autre du pays afin de mettre sur pied ce programme.

M. Alexander: Je crois qu'il s'agit là d'un programme très important. La seule crainte que nous ayons est qu'un des programmes empiète sur ceux du ministère de la Main-d'œuvre. Peut-être devrais-je garder cette remarque pour moi, mais je note que le ministère de la Main-d'œuvre essaie d'obtenir des crédits supplémentaires de l'ordre de 275 années-hommes pour les services de formation de la Main-d'œuvre et c'est ce qui me pousse à vous demander en quoi consiste leur programme par rapport au vôtre?

Monsieur le président, il y a quelque chose qui m'inquiète. J'ai récemment remarqué une annonce importante dans le journal qui parlait de la Loi sur l'assurance-chômage, des nouvelles prestations et de la date où elle seront entièrement en vigueur. Mais, il y a quelque chose d'un peu trompeur, à moins que je n'ai pas bien lu. Vous dites que les chômeurs ont maintenant droit aux prestations après huit semaines. Je crois que c'est partiellement vrai; naturellement, ceux qui restent après le 1^{er} janvier, n'auront pas droit de toucher des prestations d'assurance-chômage après huit semaines en ce moment-ci. Ceci peut être trompeur car la plupart des personnes pourraient penser qu'ils deviennent admissibles aux prestations après huit semaines d'emploi. Naturellement, il y a le cas des infirmières, des employés municipaux, des pompiers, etc. qui n'en bénéficient pas réellement ou qui n'ont droit à rien du tout.

M. Mackasey: A moins qu'ils ne soient en chômage.

M. Alexander: C'est exact.

M. Mackasey: Puis il est indiqué quelque part plus loin dans cette loi qu'il faut être prêt à travailler, en mesure de travailler et disposé à accepter un emploi. Je suppose que c'est écrit en langage courant, mais à la fin de l'annonce vous demandez aux gens de vous écrire ou de se rendre à

[Texte]

phlet that spells out the specifics. We could not put too much detail into it but we presumed it was fundamental that everybody understood that they must be ready, willing and able to work. As you know, it is not a welfare program, and we are hoping more people will be drawing unemployment insurance benefits. We anticipate this to be the Act. By lowering the eligibility for unemployed people we are eliminating or postponing the day when they must go to welfare, and it is having a beneficial effect already on welfare, in Ontario. But your point is well taken; the ad could be unintentionally read that way.

Mr. Alexander: What is your budget for this present mass exposure in the media?

Mr. Mackasey: I would imagine, and this is off the top of my head, that the total budget runs about \$500,000 only, which is frankly a drop in the bucket for a program of this size compared to other departments. We have not spent a million or two, as was spent when the Canada Pension Plan was introduced, because of the familiarity of so many people in the work force with the basic plan, it having been in existence since 1940 something. Possibly next year we are going to have to repeat our advertisement to stress, as you have suggested, more detail.

Mr. Alexander: Mr. Chairman, I know my time is running out and this is the last question. Why is your department involved with advertisements when we have Information Canada? Is this not the function of Information Canada?

Mr. Mackasey: No, it is not. Information Canada comes into play in explaining to Canadians programs that run beyond the scope of one department. Because we want to reduce overlap and have a maximum of co-ordination, if a program, for instance, involved four or five departments, rather than have four or five departments advertising we would go to Information Canada. But where one department is advertising it makes common sense that the people in that department and such officials as Mr. Desroches would be much more familiar with the program than the people of Information Canada. Information Canada's main purpose is to co-ordinate and reduce overlapping and this is not the case when the advertisements are limited to one particular department.

Mr. Alexander: Yet you are involved with Manpower.

Mr. Mackasey: We are not involved with Manpower in our ads; we are involved with them in making certain that by complete co-ordination of the two departments we render the maximum service to the unemployed of Canada. In that sense we are certainly related.

The Chairman: Mr. Alexander, I allowed you a few minutes more because of the length of the Minister's answers.

Mr. Rowland as next, followed by Mr. Ritchie.

[Interprétation]

un bureau d'assurance-chômage pour obtenir une brochure qui leur donnera tous les détails. Nous n'avons pas pu donner plus de détails dans cette brochure, mais nous avons pensé qu'il était absolument essentiel que tout le monde comprenne qu'ils doivent être prêts à accepter un travail, qu'ils doivent être en mesure de travailler et disposés à accepter un emploi. Comme vous le savez, il ne s'agit pas d'un programme de bien-être et nous nous attendons à ce que plus de gens retirent des prestations d'assurance-chômage. Nous nous attendons à ce que ceci devienne une loi. En assouplissant les conditions d'admissibilité, pour les chômeurs, nous permettons à ceux-ci de n'avoir plus à s'adresser au bien-être ou encore nous leur permettons de remettre le jour où ils doivent y aller et ceci a déjà soulagé les services de bien-être dans l'Ontario. Mais votre remarque est pertinente, on pourrait lire cet article de cette façon.

M. Alexander: Quel somme avez-vous affecté à cette publicité massive dans les organes d'information?

M. Mackasey: Je suppose, d'emblée, que le budget total à ce sujet s'établit aux environs de \$500,000 ce qui n'est qu'une goutte d'eau dans la mer, pour un programme de cette envergure, comparativement à d'autres ministères. Nous n'avons pas dépensé un million ou deux comme lorsque le Régime des pensions du Canada avait été introduit, du fait que de nombreuses personnes de la force active connaissaient ce régime de base du fait qu'il existait depuis 1949, environ. L'an prochain, il nous faudra probablement faire passer une annonce à nouveau pour donner, comme vous l'avez indiqué, plus de détails à ce sujet.

M. Alexander: Monsieur le président, je sais que mon temps tire à sa fin et ceci est ma dernière question. Je voudrais savoir pourquoi votre ministère s'occupe de publicité alors qu'il y a Information Canada? N'est-ce pas là le rôle d'Information Canada?

M. Mackasey: Non, ce n'est pas son rôle. Information Canada s'occupe d'exploiter aux Canadiens des programmes qui dépassent le cadre d'un ministère. Étant donné notre désir de réduire le chauvauchement et d'obtenir le maximum de coordination, lorsqu'un programme par exemple touche quatre ou cinq ministères, alors plutôt que de voir ces quatre ou cinq ministères faire de la publicité, nous nous adressons à Information Canada. Mais lorsqu'il n'y a qu'un ministère qui fait de la publicité, il est naturel que ces fonctionnaires, comme M. DesRoches, par exemple, soient plus au courant du programme que les gens d'Information Canada. L'objectif principal d'Information Canada est de coordonner et de réduire le double emploi et ce n'est pas le cas lorsque les annonces ne concernent qu'un seul ministère.

M. Alexander: Pourtant, vous avez affaire au ministère de la Main-d'œuvre.

M. Mackasey: Nous n'avons pas affaire au ministère de la Main-d'œuvre en ce qui concerne la publicité. Nous avons affaire à eux pour faire en sorte qu'avec une coordination totale entre les deux ministères nous assurions le maximum de service aux chômeurs canadiens. Dans ce sens, nous sommes certainement en relation.

Le président: Monsieur Alexander, je vous ai permis de prendre quelques minutes de plus du fait que la réponse du Ministre a été très longue.

M. Rowland, puis ce sera M. Ritchie.

[Text]

Mr. Rowland: Mr. Chairman, I want to raise with the Minister, once again, some other questions. These do not apply directly to these estimates but to one of my pet peeves, and this is the first occasion I have had to discuss it with the Minister. It has to do with the treatment given to persons who have received lump-sum payments before they terminate their employment or at the time of the termination of their employment, such as vacation pay or severance pay.

• 1055

Severance pay, vacation pay or lump-sum payments are calculated as income for the purposes of determining what the unemployment insurance benefits should be which, it seems to me, introduces some major inequities into the system. For example, it is easier for a person in a large centre to obtain employment than a person in a small centre, so they are less likely to have to draw upon their severance pay. For two people with the same background where one finds employment the next day and the other one has to wait three months, there seem to be inequities there. Often severance pay is bargained for as part of a collective agreement. It was designed to compensate for loss of vacation time, decreased pension time, loss of furlough leave in the case of some government departments, loss of sick leave, dislocation, and so on.

Mr. Mackasey: Because the new thrust of the plan, Mr. Rowland, which was adopted by all parties including your own, was to minimize the relationship to the work force in the past and to structure a program based on the probabilities of finding work in the future when you have become unemployed.

We no longer stress unemployment as a criteria for drawing unemployment insurance benefits, but what we stress is temporary interruption of your earnings. This is why we are able to pay unemployment insurance benefits to people who are temporarily without earnings as a result of sickness or maternity. When a person gets \$700, \$800 or \$1,000 in severance pay which, as you mentioned, under collective bargaining is really part of their weekly income, we would find it inconsistent to pay that man unemployment insurance and remain true to the basic principle or philosophy that we had adopted, that they be temporarily without income, because they have this income. The trade unions have accepted it in general because they understand we are trying to do as much as possible for as wide a spectrum of people as possible and if we were to eliminate severance pay as wages or vacation pay, we would have to substantially increase the weekly premiums or contributions.

Mr. Rowland: Yes, but there are inequities and I wonder if you are tempted to deal with...

Mr. Mackasey: Could I go on to the other inequity you mentioned?

Mr. Rowland: Yes.

Mr. Mackasey: You mentioned quite validly the problem of the man drawing severance pay in Toronto versus the man drawing severance pay in Cornerbrook, and the possibility of the man in Toronto getting back to work sooner than the man in Cornerbrook, thus keeping his

[Interpretation]

M. Rowland: Monsieur le président, j'aimerais poser à nouveau d'autres questions au Ministre. Ceci ne concerne pas directement les prévisions budgétaires mais la question favorite. C'est la première fois que j'ai l'occasion d'en parler avec le Ministre. Ceci se rapporte au traitement fait aux personnes qui reçoivent un paiement global alors que leur emploi prend fin, ou avant, tel que des congés payés ou une paye de cessation d'emploi.

La paye pour cessation d'emploi, pour congé ou le paiement global, sont considérés comme revenus pour la détermination des prestations d'assurance-chômage, ce qui, à mon avis, provoque certaines injustices dans le cadre de ce système. Par exemple, il est plus facile à une personne qui habite un centre important d'obtenir un emploi qu'à celle qui habite dans un centre petit, et par conséquent celle qui habite un centre important n'a pas besoin de dépenser autant sur son indemnité de cessation d'emploi. Pour deux personnes qui ont les mêmes antécédents, si l'une trouve un emploi le lendemain et que l'autre attende trois mois, il semble qu'il y ait des injustices. Souvent l'indemnité pour cessation d'emploi est négociée dans le cadre d'une convention collective. Elle a été conçue pour compenser la perte du temps de vacances, la diminution du temps de cotisation au régime de pension, la perte de congés spéciaux dans le cas de certains ministères du gouvernement, la perte aussi des congés de maladie, des indemnités de déplacement etc. ...

M. Mackasey: Étant donné que la nouvelle direction prise par ce plan, monsieur Rowland, qui a été adoptée par tous les partis y compris le vôtre, avait pour objectif de minimiser l'importance des emplois antérieurs et de mettre au point un programme fondé sur les probabilités de trouver du travail lorsque vous avez perdu votre emploi.

Pour toucher les prestations d'assurance-chômage, on ne donne plus comme critère le chômage mais l'interruption temporaire du revenu. C'est pourquoi nous sommes en mesure de verser des prestations à des personnes qui temporairement perdent leur revenu à la suite d'une maladie ou de la maternité. Lorsqu'une personne touche 700 à 800 ou 1,000 dollars comme indemnité de cessation d'emploi, qui, comme vous le mentionnez, tombe sous le coup des négociations collectives et fait vraiment partie de non revenu hebdomadaire, il me paraîtrait illogique de verser à cette personne des prestations d'assurance-chômage tout en restant fidèles au principe fondamental que nous avons adopté, à savoir être temporairement sans revenu, puisque, dans ce cas, elle a un revenu. Les syndicats ont accepté d'une façon générale ceci, car ils se rendent compte que nous essayons d'aider un très grand nombre de personnes autant que possible, et que si nous prenions la paye pour cessation d'emploi du cadre des traitements et des salaires ou la paye des congés, dans ce cas, nous devrions alors augmenter énormément les versements hebdomadaires ou les contributions.

M. Rowland: Oui, mais il y a des injustices et je me demande si vous avez l'intention de traiter...

M. Mackasey: Puis-je passer à l'autre injustice que vous avez indiquée?

Mr. Rowland: Oui.

M. Mackasey: Vous avez, avec raison, indiqué le cas d'une personne qui obtient une indemnité de cessation d'emploi à Toronto, comparativement au cas d'une autre personne qui touche une indemnité de cessation d'emploi à Cornerbrook, et vous avez indiqué que celle de Toronto a plus de

[Texte]

severance pay, but elsewhere in the act you will find the inequity working the other way.

We take into consideration the rate of unemployment in Cornerbrook as opposed to that in Toronto in determining the benefit period. So if unemployment over the next few years drops, we will say, in the area in which Toronto is located to 4 per cent, he will no longer be entitled to 51 weeks' benefit, but only 25. He may then say that this is unjust because the man in Cornerbrook is still entitled to 51 weeks' benefit. We would have to say, yes, but the possibility of the man in Cornerbrook getting back to work is based on the unemployment in that region and that happens to be still at 8 or 9 per cent. So, on balance, the act in total balances out these inequities, if that is the correct word.

In other words, you are right in saying a man with severance pay in Toronto has a greater chance of getting back to work than a man with severance pay in Cornerbrook, but I am saying at the same time that the man in Cornerbrook will receive his benefits for considerably longer periods of time than the man in Toronto because of the regional rates of unemployment.

Mr. Rowland: Are you doing anything as a department to eliminate some of the causes of grievances arising out of this such as the difference in the way vacation pay is paid? Some companies pay an amount of vacation pay per month while others do it in a lump sum and that creates inequities, it would seem.

Mr. Mackasey: Yes.

Mr. Rowland: Also, I think the government service is probably the worst offender in this in that now a person must live on severance pay after being laid off. I have had representations from some 60 people, former Department of National Defence employees, who took up to three months to get their severance pay. What the devil are they to do in the interim? Are you making representations to Treasury Board to get this?

• 1100

Mr. Mackasey: Your question is best posed to the Minister of Supply and Services, whose responsibility it is to see that these cheques get out.

Mr. Rowland: I am doing that, but I wonder if your department is making representations since you get most of the complaints first.

Mr. Mackasey: Through our claimants' assistance program, I am sure we are. With respect to how we treat vacation pay, we are developing a jurisprudence on these things.

I might say in connection with severance pay that one thing we have altered is that under no circumstances will severance pay prevent a person from drawing unemployment insurance after 33 weeks. In other words, regardless of the size of your severance pay—and in some cases it runs into many thousands of dollars—at the end of 33 weeks from the time you have claimed unemployment we consider that you have used up your severance pay, even if you have another \$100...

[Interprétation]

chance de trouver du travail que celle qui est à Cornerbrook, et par conséquent, ne dépense pas son indemnité de cessation d'emploi, mais ailleurs dans la loi, vous allez vous rendre compte que l'injustice est en sens inverse.

Considérons le taux de chômage à Cornerbrook par rapport à celui de Toronto pour établir la période de prestations en cause. Si le chômage diminue dans les prochaines années, par exemple à Toronto jusqu'à 4 p. 100, cette personne n'aura plus droit à 51 semaines de prestation, mais seulement à 25 semaines. Elle pourra alors prétendre que ceci est injuste car la personne de Cornerbrook a toujours ses prestations pour 51 semaines. Il nous faudrait dire oui, mais la personne à Cornerbrook a des chances de retrouver du travail selon l'intensité du chômage dans cette région et celle-ci reste à 8 ou 9 p. 100. Par conséquent, dans l'ensemble, la loi s'équilibre si tel est le mot correct.

En d'autres termes, vous avez raison de dire qu'à Toronto, en utilisant l'argent de non indemnité de cessation d'emploi, la personne a plus de chance de retrouver du travail que celle de Cornerbrook, mais je dis d'autre part que la personne de Cornerbrook recevra des prestations pendant plus longtemps que celle de Toronto du fait des taux régionaux de chômage.

M. Rowland: Est-ce que dans le cadre de votre ministère vous vous efforcez de supprimer certaines de ces causes de doléances qui résultent des différences dans la manière dont sont calculées ces indemnités de congé. Certaines sociétés font des paiements pour congés mensuellement, tandis que d'autres donnent une somme globale et il a des injustices semble-t-il.

M. Mackasey: Oui.

M. Rowland: Et je dirais que la fonction publique est probablement le plus grand délinquant de ce côté, en ce sens que maintenant une personne doit vivre avec son indemnité de cessation d'emploi après qu'elle ait perdu son emploi. J'ai eu des plaintes de 60 personnes, anciens employés du ministère de la Défense nationale qui n'avaient reçu leur indemnité de cessation d'emploi que trois mois après. Que vont-elles faire pendant ce temps? Avez-

vous fait des démarches à cette fin auprès du Conseil du Trésor?

M. Mackasey: Vous devriez poser votre question au ministre des Approvisionnements et Services qui doit veiller à ce que ces chèques soient versés.

M. Rowland: C'est ce que je fais, mais j'aimerais savoir si votre ministère a fait des démarches en ce sens, puisque c'est vous qui recevez d'abord la plupart des plaintes.

M. Mackasey: Nous le faisons dans le cadre de notre Programme d'aide aux prestataires. D'autre part, en ce qui a trait aux congés payés, nous sommes à mettre au point la jurisprudence voulue.

Nous avons quelque peu modifié la question des indemnités de départ en ce que personne ne sera empêché de toucher des prestations d'assurance-chômage après 33 semaines. En d'autres termes, quelle que soit l'importance de votre indemnité de départ—dans certains cas, elle peut s'élever à plusieurs milliers de dollars—33 semaines après le jour où vous avez déposé une demande de prestations d'assurance-chômage, on considère que vous avez épuisé votre indemnité de départ même s'il vous reste \$100.

[Text]

Mr. Rowland: That is to prevent the loss of a major tax right.

Mr. Mackasey: So, this is one major—I should not say concession—variation.

When the bill comes up again in three, four or five years and we have another minister of labour from my party—this is based on experience—these are areas where we might have to concede a little, because the experience will show exactly . . .

Mr. Rowland: Finally, I would like to enter a small caveat to something the Minister said with respect to approval of the bill. Caveats were raised in Committee when the bill was being studied about whether or not severance pay would be considered and . . .

Mr. Mackasey: Yes, that is very true. You know, Mr. Rowland, that this is one bill that was above politics, and I say this in all sincerity because many of you were on it. We set out the structure of good unemployment insurance. I get the credit for it but it was the result of the input of all parties, including your own.

We tried to do the most we could for the working people at the least cost to them and to the employers. We have removed an awful lot of welfare connotations by creating the two-week waiting period, by categorizing severance pay and vacation pay as wages and by removing seasonal benefits. We have removed the welfare connotation from all these types of things. The only thing we have done that has caused some furor is to reduce the eligibility, and by so doing we have prevented people from going on welfare—or for the moment, at least, postponed it.

So I think on balance you can pick out a lot of individual characteristics of it which in essence require a certain amount of appreciation by the individuals who are affected because they have a responsibility to their fellow man who benefits by the severance concept.

The Chairman: Dr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, as the Minister sees the role of these people, are they dealing with people who are approaching the unemployable? He mentioned one in a wheelchair. I agree, Manpower having had a little experience with them, that they do not seem to be all that good for an individual employer. Do you try to have practical job-counselling people? Is he on a personal basis, say, with a garageman whom he can phone up say, "I have a person here who is having a bit of trouble that maybe you can use."?

Mr. Mackasey: Manpower usually has that type of relationship with the employer in the community rather than ourselves. Quite often if it is an unwed mother or a widow with five children who is slaving away at \$60 a week and who is on the edge of a breakdown, we promptly say, "You are better on welfare. Go down and discuss it with the welfare people." We have come across widows of veterans who were unaware of their privileges and rights and we have referred them to DVA.

Because of our close link with certain welfare people and social agencies we have been able to rehabilitate alcoholics, at least set them on the right track and get them out of the work force. At the moment they are not prepared for it psychologically.

Of course, the overwhelming majority of the cases that our claimants' assistance program dealt with was straight referrals to Manpower, and then let Manpower do what is best for the individual.

[Interpretation]

M. Rowland: Ceci vise à empêcher la perte d'un avantage fiscal.

M. Mackasey: Voilà une importante—je ne dirai pas concession—mais variation.

Lorsque le bill sera étudié de nouveau, dans trois, quatre, ou cinq ans, et qu'un autre ministre du Travail de mon parti—je me fonde sur mon expérience pour dire ces choses—nous devrons sans doute faire de petites concessions dans ce domaine, car on verra alors exactement . . .

M. Rowland: J'aimerais faire une réserve sur ce qu'a dit le Ministre relativement à l'adoption du projet de loi. Lorsque le bill a été étudié en Comité, il y a eu certaines oppositions sur la question des indemnités de cessation d'emploi . . .

M. Mackasey: C'est très juste. Vous n'ignorez pas, monsieur Rowland, que ce projet de loi se voulait apolitique et je dis ceci en toute sincérité, car plusieurs d'entre vous ont participé à l'étude du bill. Nous avons voulu mettre sur pied un bon régime d'assurance-chômage. Je suis sensé en être l'auteur, mais tous les partis y ont mis du leur, y compris le vôtre.

Nous avons tenté de faire de notre mieux pour améliorer le sort des travailleurs, sans qu'il en coûte trop à ces derniers et aux employeurs. Nous avons supprimé de nombreuses liaisons avec le bien-être en instaurant la période d'attente de deux semaines, en considérant les indemnités de cessation d'emploi et les congés rémunérés comme des salaires et en supprimant les prestations saisonnières. La seule question controversée a été la réduction de l'admissibilité. Cependant, en agissant ainsi, nous avons évité à de nombreuses personnes de s'adresser au bien-être ou tout au moins nous avons retardé la chose.

En somme, vous pouvez trouver de nombreuses caractéristiques individuelles dont les particuliers intéressés devraient se réjouir car ils sont responsables devant ceux qui tirent partie de cette question de cessation d'emploi.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, ces personnes s'occupent-elles des chômeurs quasi non embauchables? Le Ministre parlait tout à l'heure d'un homme dans un fauteuil roulant. J'admets, après quelque expérience en matière de main-d'œuvre, que ces personnes ne sont pas d'une très grande utilité pour un employeur particulier. Essayez-vous d'avoir des conseillers? Pourrait-il, par exemple, téléphoner à un garagiste qu'il connaît bien et lui dire: «J'ai quelqu'un ici qui a des difficultés, mais que vous pourriez peut-être employer?».

M. Mackasey: D'ordinaire, les centres de main-d'œuvre communiquent avec les employeurs du milieu mieux que nous. Très souvent, lorsque se présente une mère célibataire, ou une veuve avec 5 enfants qui s'épuise à \$60 par semaine et qui est au bord d'une dépression nerveuse, nous préférons l'envoyer immédiatement au Service du bien-être. Nous avons déjà reçu des veuves d'anciens combattants qui ne connaissaient ni leurs droits, ni leurs privilèges et nous les avons abouchées avec le ministère des Affaires des Anciens combattants.

Nous avons des relations étroites avec certains membres du bien-être et des organismes sociaux. Nous avons pu amorcer la réadaptation des alcooliques ou tout du moins les remettre sur la bonne voie et les faire sortir du monde du travail. Sur le plan psychologique, ils ne sont pas prêts à cela.

Naturellement, la majeure partie des personnes visées par notre programme d'aide aux prestataires sont dirigées

[Texte]

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions on Vote 5a?

Vote 5a agreed to.

The Chairman: If you will bear with me for a minute I want to discuss a point of procedure.

In your name I wish to thank the Minister and Mr. DesRoches for being present this morning and for the clear explanation that we received.

• 1105

Yesterday afternoon in the House, Mr. Woolliams and Mr. Horner raised a point regarding the sitting of the standing committees while the House is sitting in committee of a whole. Mr. Allan MacEachen committed himself so that there would not be any more sittings while the House is sitting in committee of the whole.

We have scheduled a few meetings, one for this afternoon at 3.30 which has to be cancelled, of course, and one for tomorrow night at 8 o'clock which has to be cancelled, and one for Monday night at 8 o'clock which has to be cancelled, and one for Monday afternoon at 3.30 which has to be cancelled.

I have to report, as you know, according to Article 58(15), by December 7. So what we have left now for sitting would be Friday morning and Monday morning. So I am in your hands now to see what you are planning to do for these sittings. Are there any comments?

An hon. Member: Do you need a motion for that, Mr. Chairman?

The Chairman: Well, if it is agreeable to the Committee...

Mr. Woolliams: Would that be the National Energy Board on Monday morning?

The Chairman: I do not know if we can put them in because we have four departments that were scheduled to come. Now if we sit only on Friday morning and Monday morning, then we will have a problem maybe to have the National Energy Board. We had scheduled the Secretary of State, Manpower and Immigration, National Energy Board, and the Department of Industry, Trade and Commerce. I am in your hands, whatever you decide. Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Well, I would suggest that we drop the last one.

The Chairman: The Department of Industry, Trade and Commerce. Well, that leaves three. Now can we take two departments at one sitting?

Mr. Woolliams: I would like to say this, Mr. Chairman, that the Energy Board, as I understood it, and I realize changes have to be made, were to be here at 11 o'clock. I particularly briefed myself, and spent some time with experts in that field. It is a very important thing. We are dealing with a situation where the proven reserves of natural gas moved 60.3...

The Chairman: Excuse me, Mr. Woolliams, we will not discuss...

[Interprétation]

vers les Centres de main-d'œuvre qui décident alors de la meilleure solution.

M. Ritchie: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur le crédit 5a? Le crédit 5a est adopté.

Le président: J'aimerais, si vous me le permettez, discuter un point de procédure.

Je tiens à remercier en votre nom, le ministre et M. DesRoches d'être venus ce matin et de nous avoir donné des explications aussi claires.

Hier après-midi, MM. Woolliams et Horner ont soulevé, à la Chambre, une question sur la session des comités permanents pendant que la Chambre siège en comité plénier. M. Allan MacEachen s'est engagé à supprimer les séances pendant que la Chambre siège en comité plénier.

Nous avons prévu certaines réunions, une pour cette après-midi à 3 h 30, qui doit être évidemment annulée, et une autre pour demain soir à 8 heures qui doit être annulée, un lundi soir à 8 heures qui doit être annulée, et un lundi après-midi à 3 h 30, qui doit également être annulée.

Comme vous le savez, je dois, conformément à l'article 58 (15) présenter mon rapport au plus tard le 7 décembre. Nous ne pouvons donc siéger que vendredi matin et lundi matin. Je suis donc disposé à voir quels sont vos projets de réunions. Y a-t-il des remarques?

Une voix: Une motion nous est-elle nécessaire, monsieur le président?

Le président: Si le comité est d'accord...

M. Woolliams: Ce sera donc l'Office national de l'Énergie, lundi matin?

Le président: Je ne sais, car nous avons inscrit quatre ministères. Si nous ne siégeons que vendredi matin et lundi matin, il nous sera peut-être difficile d'entendre l'Office national de l'Énergie. Nous avons inscrit le Secrétariat d'État, la Main-d'œuvre et l'Immigration, l'Office national de l'Énergie et le ministère de l'Industrie et du Commerce. Je m'en remets à votre décision. Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Je suggère que nous supprimions le dernier.

Le président: Le ministère de l'Industrie et du Commerce. Il en reste trois. Pouvons-nous entendre deux ministères en une séance?

M. Woolliams: Permettez-moi de remarquer, monsieur le président que l'Office national de l'Énergie, si j'ai bien compris, et je sais que certains changements doivent être apportés, devait être ici à 11 heures. Je me suis personnellement renseigné et j'ai passé un certain temps avec des experts dans ce domaine. C'est une question très importante, car les réserves connues de gaz naturel sont passées à 60.3...

Le président: Je vous prie de m'excuser, monsieur Woolliams, nous n'allons pas discuter...

[Text]

Mr. Woolliams: I am pointing out why it is important that we have them before us. From that amount, from 23...

The Chairman: I know you are interested in the matter. There is no problem there. I am just trying to see when we are going to sit and what department you want in front of us. That is what I am asking.

Mr. Woolliams: I am asking that the Energy Board—I would like to know why they were not produced this morning.

The Chairman: All right. This is very easy to explain. Yesterday the Minister of Labour was scheduled to be here at 3.30 p.m. As you know, we sat. There were only two members and we had to cancel the meeting. So then we postponed the Minister until this morning at 9.30 on account of the Cabinet being in session this morning. So he had to go to the Cabinet, so we arranged to have him at 9.30 a.m. because some members had insisted very much that we get the Minister of Labour.

I had postponed the National Energy Board to Monday afternoon at 3.30. We cannot sit while the House is sitting any more, so that is the problem.

Mr. Woolliams: As far as I am concerned, the supplementary estimates are a question for the government. They are the people who have to plan the business. They have left it to a position where they knew the House was going to sit in the whole. There have been undertakings given. I feel that there was an undertaking given to me. I appreciate that Mr. Mackasey, the Minister of Labour, has his problems and his jurisdiction. But I would hope that there would be a time set in the morning that was agreed this morning for the National Energy Board, and I am prepared to be here whether it is Friday or Monday. I am here.

M. Langlois: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Le calendrier de nos réunions a été très bien établi; une séance avait été prévue pour entendre les représentants de l'Office national de l'énergie et ce, à la demande des partis de l'opposition. Je pense donc qu'on ne peut nous faire aucun reproche.

• 1110

La situation à laquelle nous devons faire face aujourd'hui, découle précisément du point soulevé hier par M. Woolliams à la Chambre des communes. Il s'est élevé très fortement contre le fait que les comités siègent pendant qu'il y a comité plénier. Je ne pense pas qu'on puisse nous reprocher quoi que ce soit. Nous devons annuler les séances des comités, parce que ces gens de l'opposition nous ont demandé de le faire. D'après moi, monsieur le président, le vendredi matin et le lundi matin, nous sommes incapables d'avoir quorum; alors je propose de ne pas tenir de séances ces jours-là.

M. Côté: D'accord.

M. Langlois: Nous ne sommes pas à blâmer. Ce sont les gens qui se plaignent qu'ils ne peuvent pas entendre le témoignage des représentants de l'Office national de l'énergie, qui ont créé cette situation. Alors, qu'ils en subissent les conséquences!

The Chairman: Mr. Ritchie, you have any comments?

[Interpretation]

M. Woolliams: J'explique pourquoi il est important que nous les entendions. Du montant de 23...

Le président: Je sais que le sujet vous intéresse. J'essaie simplement de savoir quand nous allons siéger et quels ministères nous accueillerons. Voilà ma question.

M. Woolliams: Je voudrais savoir pourquoi l'Office national de l'Énergie ne s'est pas présenté ce matin.

Le président: Très bien: c'est très facile à expliquer. Le ministre du Travail devait être ici hier à 3h.30 de l'après-midi. Comme vous le savez, nous avons siégé. Seuls deux députés étaient présents et nous avons dû annuler la réunion. Nous avons donc reporté la réunion à ce matin à 9h.30, vu que le cabinet siège ce matin, et qu'il devait s'y rendre. Nous avons donc pris nos dispositions pour qu'ils soient présents à 9h.30 du matin car certains députés avaient insisté pour voir le ministre du Travail.

J'ai dû reporter la réunion avec l'Office national de l'Énergie à lundi après-midi à 3 h. 30. L'ennui, c'est que nous ne pouvons plus siéger en même temps que la Chambre.

M. Woolliams: Je crois pour ma part que la question des prévisions budgétaires supplémentaires s'adresse au gouvernement. C'est à lui qu'il incombe de planifier les affaires. Il en est resté là alors qu'il savait que la Chambre devait siéger en comité plénier. Certaines promesses ont été faites. Je me sens moi-même engagé. Je comprends que le ministre du Travail, M. Mackasey a ses problèmes. Cependant, je souhaite que nous fixions une heure le matin, dont nous convenions ce matin, pour entendre l'Office national de l'Énergie, et je suis prêt à être présent, que ce soit vendredi ou lundi. Je suis ici.

Mr. Langlois: On a point of order, Mr. Chairman. Our schedule of meetings has been very well prepared; a setting has been scheduled to hear the representatives of the National Energy Board, at the request of the Opposition parties. So I think I cannot be blamed for that.

The situation we have today can from the point raised by Mr. Woolliams yesterday in the House who did object

very strongly to the fact that the committees are sitting while the whole committee is sitting. I do not think he can accuse us of anything. We must cancel all committees because these people in the opposition have asked us to do it. In my view, Mr. Chairman, on Friday morning and Monday morning we cannot have a quorum so I do submit not to have any hearings these days.

Mr. Côté: Agreed.

Mr. Langlois: It is not our fault. There are people who are complaining that they cannot hear the evidence given by the representatives of the National Energy Board and these people have complained of the situation. Then it is to them to suffer the consequences of it.

Le président: Monsieur Ritchie, avez-vous des remarques à présenter?

[Texte]

Mr. Ritchie: I suggest that we set one for tomorrow morning and two on Monday morning. You have four there. I suggest that the Department of Industry, Trade and Commerce be left off and that we interview the officials of the National Energy Board as one of the three at whatever time you can arrange, Mr. Chairman.

The Chairman: So your motion is that we sit on Friday morning at 9:30, because the House is resuming its debate at 11 o'clock that morning, and that we also sit on Monday morning. At 11:00 or 9:30, Monday morning?

Mr. Ritchie: Both.

The Chairman: Both? Would you then propose your motion?

Mr. Ritchie: I move that the Committee sit on Friday morning at 9:30 and on Monday morning at 9:30 and 11 o'clock.

The Chairman: Are there any comments? Mr. Crossman.

Mr. Crossman: Mr. Chairman, the work has to be done, but is it not possible to sit on Wednesday night, so that we would not be sitting when the House is sitting?

The Chairman: No, I have to report by 2 p.m. on Tuesday.

Mr. Crossman: I thought it was Thursday.

The Chairman: No, it is Tuesday, December 7, at 2 o'clock, because the rule says that I have to report to the House not later than three sitting days before the final sitting or the last allotted day in the current period, which is December 10. That brings me back to December 7, so I have to report by 2 p.m. at the latest on that day.

Mr. Loiselle: Mr. Chairman, in order to satisfy everybody, perhaps we could sit tomorrow morning and again Tuesday morning, on the understanding that we close Tuesday morning.

The Chairman: If you want to sit on Tuesday morning, we could sit then, but it would be at 9:30 and 11 o'clock; and tomorrow morning, it would be at 9:30. Is that agreeable to the Committee?

Mr. Woolliams: May I speak?

The Chairman: Mr. Woolliams.

Mr. Lessard (LaSalle): Excuse me, but Mr. Ritchie would have to change his motion, if he is agreeing to that.

Mr. Ritchie: I amend my motion as follows: I move that we sit on Friday morning at 9:30 and on Tuesday morning at 9:30 and 11 o'clock.

The Chairman: That will be the new motion. You have withdrawn the first motion and this is your new motion?

Mr. Ritchie: Yes.

Mr. Loiselle: At the same time, Mr. Chairman, can we get an understanding among us here—we are all reasonable people—that we should finish all the estimates by Tuesday? Lots of things could happen and we have to depend on everybody's co-operation.

[Interprétation]

M. Ritchie: Je propose que nous ayons une séance demain matin et 2 lundi matin on en a déjà 4; je propose qu'on laisse de côté le ministère de l'Industrie et du Commerce et qu'on interroge l'Office national de l'Énergie parmi ces trois à un moment que vous pouvez nous indiquer, monsieur le président.

Le président: Donc votre motion c'est que nous siégeons vendredi matin à 9 heures et demie car la Chambre reprend ses débats à 11 heures ce matin-là et que nous siégeons aussi lundi matin à 11 heures ou à 9 heures et demie, lundi matin?

M. Ritchie: Tous les deux.

Le président: Tous les deux? Voulez-vous alors proposer votre motion?

M. Ritchie: Je propose que le Comité siège vendredi matin à 9 heures et demie et lundi matin à 9 heures et trente et à 11 heures.

Le président: Y a-t-il des remarques monsieur Crossman.

M. Crossman: Monsieur le président, le travail doit être fait, mais ne pourrait-on pas siéger mercredi soir afin de ne pas siéger pendant que la Chambre siège?

Le président: Non; il me faut faire mon rapport avant 2 heures mardi.

M. Crossman: Je croyais qu'il s'agissait de jeudi.

Le président: Non c'est de mardi le 7 décembre à 2 heures, car le règlement indique que je dois faire rapport à la Chambre pas plus tard que 3 jours où la séance avant la dernière séance où le dernier jour attribué pour la période en cours ce qui est le 10 décembre. Ceci me ramène au 7 décembre par conséquent je dois faire rapport à 2 heures au plus tard ce jour-là.

M. Loiselle: Monsieur le président, afin d'essayer de satisfaire tout le monde, nous pourrions peut-être siéger demain matin et à nouveau mardi matin étant entendu que nous terminons mardi matin.

Le président: Si vous voulez siéger mardi matin, on pourrait le faire mais ce serait à 9 heures et trente et à 11 heures et demain matin ce serait à 9 heures et trente. Est-ce que le Comité est d'accord?

M. Woolliams: Me permettez-vous de parler?

Le président: M. Woolliams.

M. Lessard (LaSalle): Excusez-moi, mais M. Ritchie devrait changer sa motion s'il accepte de le faire.

M. Ritchie: Je modifie ma motion ainsi que suit: Je propose que nous siégeons vendredi matin à 9 heures et trente et mardi à 9 heures et trente et à 11 heures.

Le président: Ce sera là la nouvelle motion. Vous avez retiré votre première motion et ceci est votre nouvelle motion?

M. Ritchie: Oui.

M. Loiselle: D'un autre côté, monsieur le président, pouvons-nous nous entendre ici, nous sommes tous des gens raisonnables, pour en terminer avec les prévisions budgétaires mardi? Il peut se produire bien des choses et nous devons compter sur la coopération de tous.

[Text]

An hon. Member: We should be able to agree to that, I think.

The Chairman: On Tuesday morning, at 11 o'clock, we can carry on until we get through all the estimates. We will have someone from the Treasury Board to answer questions relating to estimates which were not considered during our sittings here, in case there are some questions before we pass them on.

Mr. Alexander: On a point of order, Mr. Chairman.

Mr. Woolliams: I would hope that I can be recognized now.

The Chairman: Sorry, Mr. Woolliams. Yes, you are right. You are next.

Mr. Woolliams: I would like to say that I am prepared to co-operate, but when my good friend across the way raises the question about a quorum, the way this Committee and other committees have been operating is that when there is evidence being given, you have not had a quorum, so the question of a quorum is not that necessary.

I realize, and I am making nothing of this, that in the East, you have the opportunity, a better opportunity than we have, to go home on the weekends. I try to co-operate in that regard, and I always hope that I will get some reciprocation. But actually unless some of you people from the East are particularly interested in the National Energy Board, I see no reason why a group of us could not meet with the National Energy Board here even without a quorum. All we are looking for is certain information which we want to obtain from the National Energy Board to appreciate, and that is why I was raising this question. You have to know what you are going to talk about, that is, the meat of their decision in reference to the refusing of four export licences.

• 1115

I pretty well know basically what their evidence will be in that regard, because I do not come into this committee or any other one without being prepared. I have had a discussion in that regard with them. But that evidence is important to have before us formally on the Committee. Monday or Tuesday is all right with me, but I see no reason why you could not proceed on Monday. You do not need a quorum.

The Chairman: Are you through, Mr. Woolliams?

Mr. Woolliams: Yes.

The Chairman: Mr. Rock.

Mr. Rock: I think Mr. Woolliams is right in what he says. The procedure is that we do not need a quorum to hear evidence. If that is the case, there is no reason why we cannot do it on Monday. If we are here then, we will have more time to pass these estimates by Tuesday if anything happens. The other way around, we are restricting ourselves to a deadline which we may not be able to finalize.

The Chairman: Mr. Loiselle.

Mr. Loiselle: I think we should have a motion to sit tomorrow morning, and to sit all morning on Tuesday. For the Western members, we can come back to Mondays later on if they want to enjoy their weekends a little more.

We have a motion from Mr. Ritchie to sit Friday morning and Tuesday morning at 9.30 a.m. and 11.00 a.m. Why do we not have a vote on that motion?

[Interpretation]

Une voix: Nous devrions être d'accord je crois.

Le président: Mardi matin à 11 heures, nous pouvons continuer jusqu'à ce que nous en ayons terminé avec les prévisions budgétaires. Nous avons alors quelqu'un du Conseil du trésor qui vient répondre aux questions concernant le budget, questions que nous n'avions pas étudiées au cours de nos séances ici, ceci au cas où il y aurait certaines questions avant que nous continuions.

M. Alexander: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

M. Woolliams: J'aimerais qu'on me donne la parole maintenant.

Le président: Je m'excuse, monsieur Woolliams. Vous avez raison, vous êtes le suivant.

M. Woolliams: J'aimerais dire que je suis prêt à collaborer mais lorsque mon ami de l'autre côté pose la question du quorum, je dirais que de la façon dont cela a fonctionné au Comité ici et dans d'autres comités c'est que lorsque les témoignages sont fournis, il n'y avait pas de quorum, par conséquent la question des quorums n'est pas tellement importante.

Je me rends compte pas, et je n'insiste, que dans l'Est vous avez plus de chance que nous, de vous rendre chez vous en fin de semaine. Je fais ce que je peux et j'espère toujours qu'on fera de même. Cependant, à moins que certaines des personnes originaires de l'Est s'intéressent particulièrement à l'Office national de l'énergie, je ne vois pas pourquoi certains d'entre nous ne pourraient pas rencontrer ici l'Office national de l'énergie, même s'il n'y a pas le quorum. Nous cherchons simplement à obtenir de l'Office national de l'énergie certains renseignements pour les évaluer, et c'est pourquoi je soulevais la question. Il faut savoir de quoi nous allons parler, c'est-à-dire de la substance de leurs décisions à l'égard du refus d'accorder quatre permis d'exportation.

Je connais le témoignage qu'ils apporteront à cet égard car je ne viens jamais à ce Comité, où à un autre, sans être préparé. J'en ai discuté avec l'Office. Cependant, il est important que le Comité entende officiellement ce témoignage. Je suis d'accord pour lundi ou mardi mais je ne vois pas pourquoi vous ne pouvez pas poursuivre lundi. Le quorum n'est pas nécessaire.

Le président: Avez-vous terminé, monsieur Woolliams?

M. Woolliams: Oui.

Le président: Monsieur Rock.

M. Rock: Je pense que M. Woolliams a raison. Selon la procédure, nous n'avons pas besoin d'un quorum pour entendre les témoignages. Nous pouvons donc nous réunir lundi. Si nous sommes ici lundi, nous disposerons davantage de temps pour voter les prévisions budgétaires avant mardi, s'il arrive quoi que ce soit. Si nous procédons à l'inverse, nous nous fixons un délai que nous ne pourrions peut-être pas respecter.

Le président: Monsieur Loiselle.

M. Loiselle: Je pense que nous devrions adopter une motion pour siéger demain matin et toute la matinée de mardi. Quant aux députés de l'Ouest, nous pourrions par la suite revenir aux lundis, s'ils veulent profiter davantage de leur fin de semaine.

M. Ritchie a présenté une motion pour siéger vendredi matin et mardi matin à 9 h 30 et 11 h 30. Pourquoi ne prenons-nous pas le vote?

[Texte]

The Chairman: Mr. Ritchie, will you include in your motion that we have as witnesses, officials of the Department of the Secretary of State, the CRTC, the Public Service Commission, the Department of Manpower and Immigration, and the National Energy Board, but not necessarily in that order? We will have to make new arrangements.

Mr. Ritchie: This would be my idea. I would like to get as much advance notice as possible as to what order they are going to be in.

The Chairman: Would that be agreeable?

Some hon. Member: Leave it in the Chairman's good faith.

Mr. Langlois: I would like to move an amendment, that by 12.30 p.m. on Tuesday all estimates will have to be passed.

The Chairman: Those that are not passed at that time could be called.

Mr. Langlois: Do we not have an understanding that our meetings are of one hour and a half? So by 12.30 p.m. all estimates should have been passed. I think that is fair.

Mr. Woolliams: Another guillotine.

An hon. Member: Oh, come on.

The Chairman: Is that agreeable?

Mr. Woolliams: The National Energy Board might be before us at that time. We might have five or six questions to complete the discussion. We generally try to get out at 12.30 p.m. Let us leave it open. I am prepared to second the amended motion of Mr. Ritchie.

The Chairman: Mr. Woolliams, I will try to get the National Energy Board tomorrow morning if they are available.

On Monday morning or Tuesday morning, the first sitting will be at 9.30 a.m.

Motion agreed to.

The Chairman: The meeting is adjourned until tomorrow morning at 9.30 a.m.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Ritchie, voulez-vous inclure dans votre motion que les témoins seront les fonctionnaires du Secrétariat d'État, du CRTC, de la Commission de la Fonction publique, du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et l'Office national de l'énergie, mais pas nécessairement dans cet ordre? Nous devons prendre de nouvelles dispositions.

M. Ritchie: C'est ce que je proposerais. Je voudrais être informé le plus tôt possible de l'ordre qui sera adopté.

Le président: Seriez-vous d'accord?

Des voix: Nous nous en remettons au président.

M. Langlois: Je voudrais présenter un amendement selon lequel toutes les prévisions devront être votées au plus tard mardi à 12 h 30.

Le président: Celles qui n'auront pas été votées à ce moment-là pourraient être retenues.

M. Langlois: N'avons-nous pas convenu que nos réunions durent une heure et demie? Toutes les prévisions devraient donc être votées au plus tard à 12 h 30. Je pense que c'est raisonnable.

M. Woolliams: Une autre guillotine.

Une voix: Allons, voyons.

Le président: Est-ce convenu?

M. Woolliams: L'Office national de l'énergie peut être ici à ce moment-là. Nous devons peut-être poser cinq ou six questions pour terminer la discussion. Nous essayons en général de terminer à 12 h 30. Attendons. Je suis disposé à appuyer la motion modifiée de M. Ritchie.

Le président: Monsieur Woolliams, j'essaierai d'obtenir que les représentants de l'Office national de l'énergie soient ici demain matin, s'ils le peuvent.

La première séance lundi matin ou mardi matin aura lieu à 9 h 30 du matin.

La motion est adoptée.

Le président: La séance est ajournée jusqu'à demain matin, 9 h 30.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 35

Friday, December 3, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 35

Le vendredi 3 décembre 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Supplementary Estimates (A)
1971-72 relating to the National
Energy Board

CONCERNANT:

Le Budget supplémentaire (A) 1971-72
se rapportant à l'Office
national de l'énergie

INCLUDING:

The Eight Report

Y COMPRIS:

Le huitième rapport

APPEARING:

The Hon. Otto Lang, Acting Minister of
Energy, Mines and Resources

COMPARAÎT:

L'honorable Otto Lang,
Ministre suppléant de l'Énergie, des Mines
et des Ressources

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

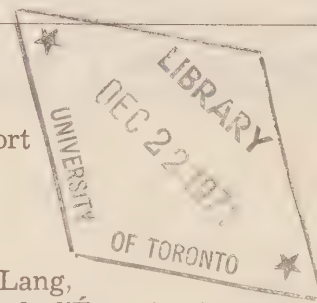
(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971



STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

Vice-Chairman: Mr. Paul Langlois

and Messrs.

Alexander	Crossman
Broadbent	Forget
Carter	Hales
Clermont	Lefebvre
Côté (<i>Richelieu</i>)	Lessard (<i>Lasalle</i>)

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Vice-président: M. Paul Langlois

et Messieurs

Loiselle	Rowland
Peddle	Schumacher
Rock	Smith (<i>Saint-Jean</i>)
Rodrigue	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

Greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Friday, December 3, 1971:

Mr. Schumacher replaced Mr. Ritchie

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 3 décembre 1971:

M. Schumacher remplace M. Ritchie

REPORT TO THE HOUSE

Friday December 3 1971

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates has the honour to present its

EIGHTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Friday, November 19, 1971, your Committee has considered the following Vote relating to Energy, Mines and Resources, as listed in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1972:

Vote 65a relating to the National Energy Board—Program expenditures.

Your Committee commends it to the House.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 35*) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le vendredi 3 décembre 1971

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général a l'honneur de présenter son

HUITIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 19 novembre 1971, le Comité a étudié le crédit suivant se rapportant à l'Énergie, aux Mines et aux Ressources tel qu'énuméré dans le Budget supplémentaire (A) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972:

Le crédit 65a ayant trait à l'Office national de l'énergie—Dépenses du programme.

Le Comité le recommande à l'approbation de la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 35*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

FERNAND-E. LEBLANC

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

Friday, December 3, 1971.

(45)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 9.35 a.m. The Chairman, Mr. Leblanc (*Laurier*) presided.

Members present: Messrs. Alexander, Clermont, Côté (*Richelieu*), Crossman, Hales, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lessard (*LaSalle*), Loiselle, Rock, Schumacher, Williams—(12).

Other Member present: Mr. Skoreyko.

Appearing: The Hon. Otto Lang, Acting Minister of Energy, Mines and Resources.

Witness: From the National Energy Board: Dr. Howland, Chairman.

The Committee began consideration of the Supplementary Estimates (A) 1971-72 relating to the National Energy Board. The Chairman introduced the Hon. Mr. Lang and his officials.

The Chairman called Item 65a relating to the National Energy Board Program Expenditures and after questioning thereon, Item 65a *carried*.

The Committee then instructed the Chairman to report the said Item to the House.

The Chairman thanked the witnesses and the Committee adjourned at 11.00 a.m. until 9.30 a.m. Tuesday, December 7, 1971.

PROCÈS VERBAL

Le vendredi 3 décembre 1971

(45)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 9 h 35 du matin sous la présidence de M. Leblanc (*Laurier*).

Députés présents: MM. Alexander, Clermont, Côté (*Richelieu*), Crossman, Hales, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lessard (*LaSalle*), Loiselle, Rock, Schumacher, Williams—(12).

Autre député présent: M. Skoreyko.

Comparait: L'honorable Otto Lang, ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Témoin: De l'Office national de l'énergie: M. Howland, président.

Le Comité commence l'étude du budget supplémentaire (A) 1971-1972 relatif à l'Office national de l'énergie. Le président présente M. Lang et ses hauts fonctionnaires.

Le président met en délibération le crédit 65a relatif aux dépenses du programme de l'Office national de l'énergie et, après l'interrogatoire des témoins, le crédit 65a est *adopté*.

Le Comité demande ensuite au président de faire rapport dudit crédit à la Chambre.

Le président remercie les témoins et, à 11 heures du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 7 décembre 1971 à 9 h 30 du matin.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Friday, December 3, 1971

[Texte]

• 0935

The Chairman: Order, please, gentlemen. Appearing as a witness this morning is the Honourable Otto Lang, Acting Minister of Energy, Mines and Resources. From the National Energy Board, we have the Chairman, Dr. R. D. Howland; Mr. D. M. Fraser, Vice-Chairman; Mr. R. A. Stead, Secretary of the Board; Mr. B. H. Whittle, Assistant Secretary, Administration Branch; Mr. William Scotland and Mr. F. Lamar.

Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: Thank you very much, Mr. Chairman.

I have just had an agreement with my nonpartisan friend, Mr. Lincoln Alexander. He has said I could have some of his time and, Mr. Chairman, if I could just have a few minutes, I could wind up what I have to say, and I might not need twenty minutes. It would really shorten the proceedings this morning.

The Chairman: If I have the consent of the members, I do not see any problem there. If he questions for more than 10 minutes, we will let him go on.

Mr. Clermont: If Mr. Woolliams does not present it to you here, he will do it in the House of Commons, anyway.

Hon. Otto Lang (Acting Minister of Energy, Mines and Resources): Twenty minutes is rather brief, anyway, for Mr. Woolliams.

The Chairman: Agreed, then? Carry on, Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: Just as an aside, because we are not in the House now, I am glad to see with us the former dean of the University Law School of Saskatchewan.

My first question is with reference to the decision which was made, and I am referring now to your decision as a board, and the reason for turning down the four licences.

It is found at page 4-12, and I had some help in briefing this—the amount of natural gas that is needed in the next five years for Canada. I wonder if you could tell us, just briefly, about the report, where that is found, and the projected figures for 1970 to 1975.

The Chairman: Mr. Howland? Mr. Minister?

Mr. Lang: I am sorry, Mr. Woolliams, but I do not understand your question. You are looking at the table on 4-12?

Mr. Woolliams: Yes.

Mr. Lang: And you are wondering . . . ?

Mr. Woolliams: Could you tell us just what that table means?

Mr. Lang: I see.

Mr. Woolliams: And also of the projection for the estimated amount of natural gas that Canada would need for, say, the next five years, breaking it down into years.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le vendredi 3 décembre 1971

[Interprétation]

Le président: La séance est ouverte. Notre témoin aujourd'hui est le ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources, l'honorable Otto Lang. De l'Office national de l'énergie, les témoins sont les suivants: le président M. R. D. Howland; M. D. M. Fraser, vice-président; M. R. A. Stead, secrétaire de l'Office; M. B. H. Whittle, secrétaire adjoint, administration; M. William Scotland et F. Lamar. Je donne la parole à M. Woolliams.

M. Woolliams: Je vous remercie, monsieur le président.

Je viens justement de m'entendre avec M. Lincoln Alexander qui m'a permis d'utiliser son temps de parole. Si je pouvais disposer de quelques minutes, je pourrais terminer ce que j'ai à dire et je n'aurais pas besoin de parler pendant vingt minutes. Cela abrégierait certainement les débats de ce matin.

Le président: Si les autres députés sont d'accord, je n'y vois aucune objection. Si vous posez des questions pendant plus de 10 minutes, vous pourrez poursuivre.

M. Clermont: De toute façon, si M. Woolliams ne fait pas sa déclaration ici il la fera à la Chambre.

L'hon. Otto Lang (ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Vingt minutes, c'est bien peu pour M. Woolliams.

Le président: Êtes-vous d'accord? Vous avez la parole, monsieur Woolliams.

M. Woolliams: Nous ne sommes pas à la Chambre et j'aimerais dire combien je suis heureux de voir parmi nous l'ancien doyen de la faculté de droit de l'Université de Saskatchewan.

Ma première question concerne la décision que l'Office a prise en refusant les quatre demandes.

J'aimerais me reporter à la page 4-12, et je dois dire que l'on m'a donné des explications sur les besoins du Canada en gaz naturel au cours des cinq prochaines années. J'aimerais que vous nous donniez certains renseignements au sujet du rapport et des chiffres pour 1970-1975.

Le président: Monsieur Howland? Monsieur le ministre?

M. Lang: Monsieur Woolliams, veuillez m'excuser mais je ne comprends pas votre question. Voulez-vous parler du tableau à la page 4-12?

M. Woolliams: Oui.

M. Lang: Et vous vous demandez . . .

M. Woolliams: Pourriez-vous nous donner quelques explications au sujet de ce tableau?

M. Lang: Je vois.

M. Woolliams: Ainsi que sur la quantité de gaz naturel dont le Canada aura besoin au cours des cinq prochaines années et pour chacune d'entre elles.

[Text]

Dr. R. D. Howland (Chairman, National Energy Board): Mr. Chairman, the left hand column indicates what the Energy Board's estimate is, by years. Then you have the various applicants appearing before the board.

We have, on the panel that dealt with this matter, placed before people who read the report, the difference between the board's estimates and the estimates of Alberta and Southern, Consolidated, Defence Canada and the Canadian Gas Association. This gives you and other people, who want to view the activities of the board, a good opportunity to assess how our estimates compare with those of others.

Mr. Woolliams: Right.

Just coming quickly to it, for we do not have to do the five years because this is found in the report, reference 4-12, for 1971, it is estimated that approximately 1.149 trillion cubic feet of natural gas will be needed to supply Canada's needs.

Dr. Howland: That is right.

Mr. Woolliams: Then if we go to 1975, we see it projected to 1.632 trillion.

Dr. Howland: That is right.

Mr. Woolliams: Keeping those figures in mind and the application before the board by the four applicants, the amount that these companies were asking licences for, to export natural gas to the United States, came to approximately 2.7 trillion cubic feet.

Dr. Howland: That is correct.

Mr. Woolliams: Again, in reference 5-9, the National Energy Board—that is, lines 1, 2, 3, 4, 5—this shows that the established remaining proven reserves of Canada to date would be approximately 60.3 trillion cubic feet of natural gas.

• 0940

Dr. Howland: That is correct.

Mr. Woolliams: Would you tell the committee now how you arrive at the formula, when we have a reserve of 60.3 trillion cubic feet now proven reserves, how you arrive at Canada's needs for the foreseeable future, for both the domestic and industrial fields, and how you derive that we did not have enough proven reserves to export natural gas to the United States, or at least to prove the licences and the applications before you.

Dr. Howland: May I refer you, Mr. Woolliams, to page 5-44?

Mr. Woolliams: Yes. I have that.

Dr. Howland: There you have the basis of supply in relationship to requirements. You will notice that the 60.3 trillion cubic feet has to be modified for a number of reasons. Some of these reserves are what are termed deferred reserves. They may be in connection with an oil field, which down the years within a reasonable period will be available in the production of the gas. But at the moment, due to conservation measures taken correctly in the Board's judgement, but anyway taken by the provincial authorities, that gas cannot be produced unless it is in association with proper conservation methods with oil.

[Interpretation]

M. R. D. Howland (président, Office national de l'énergie): Monsieur le président, la colonne de gauche indique les prévisions de l'Office pour chaque année. Viennent ensuite les colonnes concernant les différents organismes qui introduisent des demandes auprès de l'Office.

Le groupe qui étudiait la question a pu se rendre compte de la différence qui existe entre les prévisions de l'Office et celles de *Alberta and Southern Gas Company Limited*, *Consolidated, Defence Canada* et la *Canadian Gas Association*. Cela permet à ceux qui désirent comme vous étudier les activités de l'Office de comparer nos prévisions avec celles des autres organismes.

M. Woolliams: Très bien.

Nous n'avons pas besoin d'étudier les cinq années, car nous pouvons trouver tout cela dans le rapport, mais pour y faire rapidement allusion, je vois que pour 1971 vous prévoyez qu'environ 1.149 billions de pieds cubes de gaz naturel seront nécessaires pour répondre aux besoins canadiens.

M. Howland: C'est exact.

M. Woolliams: Si nous passons ensuite à l'année 1975, nous voyons qu'il s'agit 1.632 billion.

M. Howland: C'est exact.

M. Woolliams: N'oublions pas ces chiffres. Les quatre compagnies qui ont demandé un permis à l'Office voulaient exporter 2.7 billions de pieds cubes de gaz naturel aux États-Unis.

M. Howland: C'est exact.

M. Woolliams: Si l'on se reporte de nouveau à la page 5-9, l'Office national de l'énergie, aux lignes 1, 2, 3, 4 et 5, on note que les réserves réelles du Canada jusqu'à maintenant sont d'environ 60.3 billions de pieds cubes de gaz naturel.

M. Howland: C'est exact.

M. Woolliams: Pourriez-vous dire au Comité comment vous en arrivez à votre conclusion. Alors que nous avons des réserves de 60.3 billions de pieds cubes qui sont considérés comme des réserves réelles, comment pouvez-vous évaluer les besoins du Canada pour l'avenir proche, besoins domestiques et industriels, et comment vous en arrivez à la conclusion que le Canada ne possède pas suffisamment de réserves réelles pour exporter du gaz aux États-Unis ou du moins pour accepter les demandes de permis.

M. Howland: Pourriez-vous monsieur Woolliams vous reporter à la page 5-44?

M. Woolliams: Oui.

M. Howland: Vous avez là une comparaison entre l'approvisionnement et les besoins. Vous noterez que les 60.3 billions de pieds cubes doivent être modifiés pour plusieurs raisons; il s'agit parfois de réserves dont l'exploitation se fera dans un avenir relativement rapproché en même temps que l'exploitation du pétrole. Pour le moment, à la suite de mesures de protection, à notre avis justifiées, de la part les autorités provinciales, ce gaz ne peut être produit qu'en ayant recours aux méthodes de protection appropriées qu'on emploie pour le pétrole.

[Texte]

Mr. Woolliams: Right.

Dr. Howland: So you notice that you get down to 50.3 trillion cubic feet, and . . .

Mr. Woolliams: Yes. Just so that I might not be rude and interrupt you, but just so that we follow through on the record, really what you are taking off is: less deferred reserves, less beyond economic reach, less pipeline fuel and losses, less processing shrinkage, and then you put a plus in there of "Imports (6)", and that gives you the amount which is found, as you said at reference 5-44, that is 50.3 trillion cubic feet.

To arrive at whether we had enough or not, as I understand it you take the fourth projected year, and you times 25. So we are working on a 25-year basis.

Dr. Howland: One could relate this to the Alberta Board's formula of 30 times the first year.

Mr. Woolliams: Right.

Dr. Howland: I do not think you would find much difference between the two methods.

Mr. Woolliams: Just so that the figures are on file, we go back to page 4-12. It would be 25 times what figure?

Dr. Howland: The 1974 figure then.

Mr. Woolliams: That would be 1,522 trillion.

Dr. Howland: Mr. Scott can correct me; it is an average between 1974 and 1975.

Mr. Woolliams: I see. So it is the average between 1,522 trillion and 1,632 trillion. Then whatever that figure is you times 25.

Dr. Howland: That is right.

Mr. Woolliams: Having found that formula, the Board came into an opinion because they used a 25-year projected proven reserve less those quantities which we had a figure roughly—I think my memory is pretty good on that—before you took off the deductions of 60.3 trillion cubic feet, and then after you took off the amounts, you came to 50 point some odd trillion cubic feet. You said there was a shortage then, projecting it over 25 years, of how much?

Dr. Howland: There was a shortage of 1.1 trillion.

Mr. Woolliams: Would you tell us how you arrived at that?

Dr. Howland: By simple arithmetic, Mr. Woolliams. When you look at the method the Board has adopted, not for this particular hearing but for some years, looking at the responsibility that Parliament has placed on the Board in regard to Section 83 of the act, which is that the Board must not allow gas which is not surplus to Canadian foreseeable requirements, we cannot issue a licence, and this is what happens here. I think the House should be quite interested that the Board was put in a deficiency. It is of minor significance in one sense, except that we inform Parliament that, according to our calculations, we now have a 1.1 trillion cubic foot deficit, and that is over 25 years. If you take the average rate of discovery for each of the last 10 years, that gas has now been discovered.

[Interprétation]

M. Woolliams: Oui.

M. Howland: Ainsi donc, le chiffre n'est plus que de 50.3 billions de pieds cubes et . . .

M. Woolliams: Oui. J'hésite à vous interrompre, cependant si je lis le document, je vois que vous soustrayez les réserves dont l'exploitation est laissée à plus tard, les réserves trop éloignées pour être rentables, les pertes dues au transport par pipeline, la réduction due au traitement après quoi vous ajoutez les importations, ce qui vous donne un total de 50.3 billions de pieds cubes, comme s'est inscrit à la page 5-44.

Pour savoir si nous avions assez de ressources ou non, je crois comprendre que vous prenez la quatrième année et que vous la multipliez par 25. Vous vous basez donc sur une période de 25 ans.

M. Howland: On peut comparer cela avec la formule de l'Office de l'énergie de l'Alberta, soit 30 fois la première année.

M. Woolliams: Oui.

M. Howland: Je ne crois pas que vous trouveriez une forte différence entre les deux calculs.

M. Woolliams: J'aimerais que nous possédions les chiffres dans le compte rendu des délibérations. Si nous nous reportons à la page 4-12, quel chiffre multiplierait-on par 25?

M. Howland: Le chiffre correspondant à 1974.

M. Woolliams: Il s'agirait de 1,522 billions.

M. Howland: Monsieur Scott peut me corriger, il s'agit en fait de 1974 et 1975.

M. Woolliams: Je vois. Ainsi donc, il s'agit de la moyenne entre 1,522 billions et 1,632 billions. Il faut ensuite multiplier ce chiffre par 25.

M. Howland: C'est exact.

M. Woolliams: Vous avez donc fait vos calculs sur 25 ans de réserves réelles escomptées et vous avez déduit 60.3 billions de pieds cubes, et je crois que ma mémoire est exacte à cet égard, et vous en êtes arrivé à 50 billions de pieds cubes environ. A combien évaluez-vous la pénurie sur une période de 25 ans?

M. Howland: A 1.1 billion.

M. Woolliams: Pouvez-vous nous dire comment vous y êtes arrivé.

M. Howland: Simple question de mathématiques, monsieur Woolliams. Si vous étudiez la façon de procéder de l'Office, vous verrez qu'elle n'est pas particulière à cette audience mais qu'elle date de plusieurs années. Il faut tenir compte du mandat que l'Office a reçu du Parlement aux termes de l'article 83 de la loi qui prévoit qu'il ne peut délivrer de permis quand il n'y a pas d'excédents de gaz. C'est ce qui s'est passé. Je crois que la Chambre devrait s'intéresser au fait que l'Office a constaté une pénurie. Cela n'a pas beaucoup d'importance en un sens; cependant nous devons informer le Parlement que d'après nos calculs nous avons une pénurie de 1.1 billions de pieds carrés pour une période de 25 ans. Si l'on prend le taux moyen de découverte pour chacune des dix dernières années, ce gaz est maintenant découvert.

[Text]

• 0945

Mr. Woolliams: This is an interesting point that we have come to, because this terminology is not always understandable. When you talk about proven reserves, are those actually proven—an estimate of what has been discovered and found, in plain layman-like language?

Dr. Howland: These are what we call established reserves and the industry knows what our formula is in determining this. If the Committee is interested, I have the chief engineer here and he can go into considerable detail as to how they determine these figures.

Mr. Woolliams: If you do not mind, I would rather just get the basis, then we might get into details, because I am leading up to something.

The Borden Commission—and I am speaking from memory—dealt, I believe, with estimated reserves and proven reserves. Of course, those were findings based on evidence and we appreciate that, even on proven reserves, there is some estimate, but there was approximately 23 trillion cubic feet at that time.

Dr. Howland: As a member of that commission, I think you are correct.

Mr. Woolliams: Right.

So, since the sixties, when the Borden Commission did their review and made their recommendations to set up this National Energy Board, which I think was a good thing, we have, then, increased the proven reserves by 40 trillion cubic feet?

Dr. Howland: Something of that order, yes.

Mr. Woolliams: Right.

Now, when you made your decision projecting that they could do that in 10 years, and taking into consideration the present time—and I am not going to get into the economic reasons for that because that might get us into a contentious problem, and we might all differ on it—when you know that two-thirds of the drilling rigs today in Alberta are idle, and figuring that we have increased our proven reserves in 10 years by 40 trillion cubic feet, in your decision, did you take into consideration that if we could do that in 10 years in western Canada, where during that period there was exploration and discoveries of large amounts of natural gas and, of course, crude petroleum—which is another part of the energy—that if they can discover that amount, then really we could take into consideration estimated reserves over and above the 60.3 trillion cubic feet—over and above the 50 trillion cubic feet, after the deductions.

Dr. Howland: I would have to say yes, but I cannot say it as a lawyer would like me to do, with a yes or no. May I have a moment to give the background to my saying yes?

Mr. Woolliams: Yes, certainly.

Dr. Howland: What we have to do as a board is very clearly set out in the act approved by Parliament, and I would like to deal for a moment, if I might, with the board's basic responsibility.

What we do, Mr. Woolliams, is to have a look at requirements, and we are constantly doing this, not only at the hearings. We have staff all the time reviewing our estimates of requirements. We have just about finished the review of 1969, of estimated requirements for energy. We have a good staff at this, always looking for mistakes we

[Interpretation]

M. Woolliams: C'est une question fort intéressante que nous abordons; en effet la terminologie n'est pas toujours très claire. Quand vous parlez de réserves réelles, s'agit-il de réserves qui ont été découvertes, pour parler le langage de tout le monde?

M. Howland: Il s'agit de réserves établies et l'industrie sait comment nous nous y prenons pour déterminer cela. Si le Comité s'intéresse à la question, l'ingénieur en chef est ici et il pourrait vous donner des détails sur la façon de calculer ces chiffres.

M. Woolliams: Je préférerais que vous me donniez les grandes lignes, nous pourrions ensuite passer aux détails. Je veux en effet passer à quelque chose d'autre.

Je parle maintenant de mémoire, mais je crois me souvenir que la Commission Borden parlait de réserves prévues et de réserves réelles. Évidemment les décisions de la Commission étaient basées sur des preuves et nous nous rendons compte que même pour des réserves réelles il faut faire des évaluations, cependant il s'agissait quand même environ de 23 billions de pieds cubes à l'époque.

M. Howland: Je crois que vous avez raison, j'étais membre de la Commission.

M. Woolliams: Oui.

Ainsi donc depuis les années 60, alors que la Commission Borden a fait cette étude et des recommandations en vue de créer l'Office national de l'énergie, ce qui est une bonne chose à mon avis, nous avons augmenté les réserves réelles de 40 billions de pieds cubes?

M. Howland: Oui environ.

M. Woolliams: Très bien.

Si l'on tient compte de la situation actuelle, et je ne parlerai pas ici de la question économique car nous différencierions certainement à ce sujet, et vous savez que les deux tiers des puits de pétrole de l'Alberta ne produisent pas à l'heure actuelle, si nous avons accru nos réserves réelles en 10 ans de 40 billions de pieds cubes, et nous avons exploré et découvert de grandes nappes de gaz naturel et de pétrole brut, une autre source d'énergie, ne pensez-vous pas que l'on devrait tenir compte des réserves prévues et qu'on devrait les additionner aux 60.3 billions de pieds cubes en plus des 50 billions de pieds cubes après déduction.

M. Howland: Je devrais dire que oui, cependant je ne peux vous répondre par un oui ou par un non comme on le fait au tribunal. Pourrais-je peut-être vous expliquer pourquoi ma réponse serait affirmative?

M. Woolliams: Très certainement.

M. Howland: Notre fonction en tant qu'Office est très bien définie dans la Loi approuvée par le Parlement et j'aimerais si vous me le permettez traiter pendant quelques instants de la responsabilité de base de l'Office.

Notre tâche, monsieur Woolliams, consiste à étudier les besoins en énergie. C'est une opération constante, et cela ne se limite pas aux audiences. Nous avons un personnel qui étudie quels sont nos besoins. Ceux de 1969 sont presque terminés. Cette équipe est excellente et elle essaie de découvrir les erreurs que nous aurions pu faire. Nous

[Texte]

might have made. What we do, basically, is to forecast in front of the board 30 years supply of all forms of energy—a picture of total demand as we estimate it for 30 years.

Under the act, you charge us with taking into account the trends of discovery; so what we have done, as a formula, is to take the fourth year estimate and multiply it by 25. For the purposes of looking after that requirement over 25 times the fourth year, we rely on established reserves.

Now, we have a gap between our estimated 30-year requirement and 25 times the fourth year, and it is a fairly large gap, as we estimate Canadians will want to use natural gas. Against that, sir, we police the trends of discovery.

• 0950

At the moment, as the board says here in its report, there is no locked-in gas in Alberta. There is no need for there to be anyway because the growth of demand in Canada is such that they will have to change their contractual arrangements. Already I understand from several announcements that Trans-Canada has been out and has purchased the gas at the prices which were negotiated for export. So let us not confuse this problem. We cannot, under our sense of the act, rely on gas where there is not a very sound basis of established reserve today and the indication that the discovery trend will look after the 30-year supply.

Mr. Woolliams: Yes. But at least the Borden Commission, of which you were a part, made some estimates there; they said there was a proven reserve of 23 point something trillion cubic feet. I think the formula arriving at proven reserves would be the same formula here. They estimated that there would be a finding of 31 trillion cubic feet, but actually, we now have a proven reserve of 60 trillion cubic feet. Whatever those figures may be, we have done better in our discoveries and explorations than the experts estimated at the time of the Borden Commission.

Dr. Howland: The other side of this, of course, is that the industry has done much better in terms of its markets. If you look at the 23 trillion cubic feet versus the consumption, I am delighted, and I am sure the board members are and I am sure Parliament is, that the industry in fact has had a prosperous period. The demand for gas both in the United States and Canada indicates that the gas industry can get rid of all the gas it finds. The one nice thing about this report, in my judgment anyway—and I did not sit on the board; I am speaking as Chairman of the Board—is that it is clear that the remedy for this situation lies in the hands of industry. Anybody in the industry who read our 1970 report surely got the message—to find more gas reserves. I could not review the 1970 report without coming out with this message to industry—find those reserves. The remedy still lies with industry.

Mr. Woolliams: Of course, I suppose you have to equate that with what the experts, whether on your board or others, may say, that we have to have a reserve to supply first of all our own market and the export market. In making these estimates, no consideration was given to the finding of natural gas in those areas in Canada, to start with, in the Arctic.

Dr. Howland: That is correct.

Mr. Woolliams: And yet we see this morning in the Report on Business in the *Globe and Mail*—and it may have been precipitated by the position we have taken—that the United States are considering now that they will have their

[Interprétation]

essayons en fait de prévoir les besoins en énergie de tout genre pour une période de 30 ans.

Vous nous accusez de tenir compte de la tendance des découvertes. Ce que nous avons fait, c'est de prendre l'évaluation de la quatrième année et de la multiplier par 25. Nous nous basons sur des réserves établies.

Il y a un décalage entre les besoins prévus pour une période de 30 ans et 25 fois la quatrième année; ce décalage est assez important et si l'on considère que les Canadiens voudront peut-être utiliser du gaz naturel. Nous surveillons également les nouvelles découvertes.

Pour le moment, comme l'Office le dit dans son rapport, l'augmentation de la demande de gaz au Canada est telle que les dispositions contractuelles devront être modifiées.

Je crois comprendre à la suite de plusieurs communications de Trans-Canada que le gaz a été acheté par cette compagnie au prix négocié pour l'exportation. Il ne faut donc pas se méprendre. Nous ne pouvons pas nous baser sur les réserves de gaz car rien ne prouve actuellement qu'il y ait des réserves assurées et nous ignorons quelle sera l'importance des découvertes dans trente ans.

M. Woolliams: Oui, mais la Commission Borden dont vous faisiez partie a fait quelques prévisions à ce sujet; elle a parlé de réserves réelles de l'ordre de 23 billions et quelques milliards de pieds cubes. La Commission estimait qu'il y aurait une réserve de 31 billions de pieds cubes alors qu'en fait, les réserves réelles sont de 60 billions. En tout cas, les découvertes et la projection ont nettement dépassé les prévisions des spécialistes de la Commission Borden.

M. Howland: Il faut dire par contre que l'industrie a trouvé de meilleurs marchés. Si vous pensez aux 23 billions de pieds cubes par rapport à la consommation, il faut reconnaître que l'industrie a connu une période de grande prospérité. J'en suis fort heureux de même que les membres de l'Office et les députés. La demande de gaz à la fois aux États-Unis et au Canada indique que cette industrie peut vendre tout le gaz qu'elle découvre. La note heureuse dans ce rapport—à mon avis du moins, car en tant que président de l'Office je ne siège pas au Conseil—c'est que la solution dépend de l'industrie. Tout industriel qui lit notre rapport pour 1970 a certainement compris qu'il s'agit de découvrir d'autres réserves de gaz. C'est du moins ce qui ressort de ce document. Encore aujourd'hui, la solution doit être trouvée par l'industrie elle-même.

M. Woolliams: Évidemment, il faut tenir compte de ce que les spécialistes de votre Office ou d'autres organismes disent; il faut avoir des réserves pour pouvoir approvisionner tout d'abord notre marché et ensuite le marché des exportations. En faisant ces prévisions, on n'a pas pensé aux découvertes de gaz naturel dans les autres régions du Canada, et surtout dans l'Arctique.

M. Howland: C'est exact.

M. Woolliams: Dans la revue des affaires du *Globe and Mail* de ce matin, nous lisons que les États-Unis estiment qu'ils auront l'autorisation de construire le pipeline de l'Alaska le 15 janvier probablement; cette certitude

[Text]

approval probably by January 15 to build the Alaska pipeline. Of course, that is dealing with another kind of energy. But no consideration then was given to the Arctic discoveries; I am sure of that. Are there any other areas where there have been discoveries such as in Eastern Canada, where there is a number of rigs drilling for crude petroleum? Sometimes you drill for crude petroleum and end up with a natural gas well. Have there been any estimates as to any find, say around the Maritimes or in Ontario?

Dr. Howland: May I explain, Mr. Chairman, that Parliament has equipped the board to have some considerable skill in this matter. We have in Calgary I think four people, engineers and geologists; we have one senior member of the engineering staff who devotes full time to consultation with the provinces and with industry on each of the reserve areas in the Western provinces and in Ontario. So I think our people are well equipped to enable us to ask industry at the hearings what data they have. We also have a senior group of engineers and economists working on the frontier areas in consultation with the Department of Indian Affairs and Northern Development who are the landowners and with the Department of Energy, Mines and Resources who are responsible for the leasing of the land. We are in close touch with industry. We know a little about the prospects and are, as it happens, quite enthusiastic about it. But nobody seriously said to the Board at these hearings, in my recollection of reading the evidence, seriously said that in an area where you cannot codify any of these resources the Board should take into account in assessing the trends of discovery all the potential reserves.

• 0955

Mr. Woolliams: I may say that from my conversations with industry and people who are knowledgeable in this field, there is no doubt that we have very large prospects for further discoveries of gas and the decision of the Board on this occasion could become the basis of a further application, once they establish the reserves. Perhaps they may do it this winter. We do not know.

Mr. Woolliams: Yes, you left me with two thoughts and that pleases me no end. There are two questions arising out of this because of the quantitative formulas you talked about in ascertaining natural gas that may exist—in fact some of our earliest wells, people forget were found right in Southwestern Ontario—and whatever discoveries have been made of recent date in that area, and there are companies from Alberta working in Southwestern Ontario right now that I know, and whatever discoveries may have been made in the Maritimes and whatever discoveries are made in the Arctic, there are three areas that were not taken into consideration in arriving at the figure of proven reserve in this decision.

Dr. Howland: Quite correct. On page 541 you will find the panel's discussion on this matter.

Mr. Woolliams: Right. I am saying to you that is the thing that pleases me no end and I am sure it is going to please Alberta. If the evidence is forthcoming before you, either by the applicants or by some other method, that because of the nature of the Act itself and the terms and conditions of the Act the Board's decision is never *res judicata*, you can always then review your decision in the light of either new evidence or new circumstances.

[Interpretation]

découle vraisemblablement de la position du gouvernement canadien. Évidemment il s'agit là d'une autre source d'énergie. Cependant on n'a pas songé aux découvertes dans l'Arctique. Y a-t-il d'autres régions où l'on a fait des découvertes, notamment dans l'Est du Canada où de nombreux puits ont été creusés afin de trouver du pétrole brut? Il se pourrait que l'on découvre en même temps du gaz naturel. A-t-on prévu des découvertes possibles dans les Maritimes ou en

M. Howland: Puis-je rappeler monsieur le président que le Parlement a permis à l'Office de se doter d'experts dans ce domaine. Nous avons quatre ingénieurs et géologues qui travaillent à Calgary. L'un des ingénieurs en chef s'occupe uniquement de consulter les provinces et l'industrie pour chaque réserve des provinces de l'Ouest et de l'Ontario. Ainsi donc, je crois que nous sommes très capables d'évaluer les données des industries lors des audiences. En outre, nous avons un groupe d'ingénieurs et d'économistes qui travaillent dans les régions frontalières en liaison étroite avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien à qui appartiennent les terres et avec le ministère des Mines et des Ressources lequel est responsable de la location des terres. Nous sommes en liaison étroite avec l'industrie. Nous savons plus ou moins quels sont les projets dans le secteur industriel et nous en sommes très heureux. Toutefois, si ma mémoire est bonne après avoir lu le compte rendu, personne n'a déclaré sérieusement à l'Office lors de ses réunions que l'Office devrait tenir compte de toutes les réserves potentielles dans un secteur où il est impossible de déterminer quelles sont les ressources.

J'ai eu plusieurs conversations avec des représentants de l'industrie et avec d'autres personnes connaissant bien la question et, sans aucun doute, nous avons encore de très grandes possibilités en matière de gaz au Canada. L'Office a pris à ce moment-là une décision qui pourra permettre de nouveaux travaux lorsque les réserves seront établies. Ce sera peut-être fait cet hiver. Nous ne le savons pas.

M. Woolliams: Ceci soulève deux problèmes dans mon esprit ce qui me réjouit énormément. Vous avez parlé des formules utilisées pour évaluer les quantités de gaz naturel existantes. En fait, on a oublié que nos premiers puits ont été découverts dans le sud-ouest de l'Ontario. Il y a d'ailleurs en ce moment même des compagnies de l'Alberta qui travaillent dans cette région. De toute façon, quelles que soient les découvertes intervenues dernièrement dans cette région, dans les Maritimes ou dans l'Arctique, on n'en a pas tenu compte lors de cette décision en établissant la quantité de réserves reconnues.

M. Howland: C'est très juste. A la page 541, vous trouverez les discussions qui ont eu lieu au sein du groupe à ce sujet.

M. Woolliams: Bien. Il y a une chose qui me réjouit, vous disais-je, je suis sûr qu'elle plairait également à l'Alberta. Si vous avez la preuve, soit d'après les demandes qui vous sont faites, soit par un autre moyen, que la décision de l'Office n'est jamais *chose jugée* en raison de la nature même, des termes et conditions de la loi, vous pouvez toujours modifier votre décision en fonction des nouvelles circonstances.

[Texte]

Dr. Howland: If I understand it, and I have Mr. Lamar to correct me—he is our Counsel.—Section 17 of the Act permits the Board to do this. I do not think it is really relevant to do this. I think the Board has to have evidence before it. The doors of the board are always open to people to establish that in fact there has been a substantial reserve discovery which is germane to what Parliament has charged the Board with carrying out. We are responsible to Parliament on this type of decision. You have laid down for us certain conditions. We can use our discretion but you have laid down two basic things. We cannot allow the export of gas which is not surplus to our requirements and I do not spell out any exact words for you because you wanted the abbreviated version, and secondly, unless the price is right. I am not using legal language. You can see it in Section 83.

Mr. Woolliams: Price is one of the factors, yes. I have two other brief questions, if I might with the grace of the members here and I appreciate your co-operation this morning and then I will be very happy to yield the floor. One thing is that the great demand really in Canada is in Eastern Canada and natural gas is now being transported from Western Canada as far as Montreal.

Dr. Howland: Correct.

Mr. Woolliams: Right. Would you say with the increase in demand in Eastern Canada for this energy that we have the facilities at the moment, the pipeline facility, to transport natural gas in the quantities they now want or do we have to sit on our natural gas waiting for development to take place.

• 1000

Dr. Howland: I think the answer to that one really, Mr. Woolliams, is that Trans-Canada will have an application before the Board—I think it is on December 14—and their estimate of how much money they are going to be spending in the next two years to increase their capability of delivery is something like \$500 million. So the answer is, today you cannot do it, but by the time this requirement is in fact fulfilled we hope and expect that Trans-Canada and any other pipeline companies which hold their rate to operate from the Board will, in fact, have the facilities which are necessary to meet Canadian requirements.

Mr. Woolliams: Maybe I could put it very simply. If we take the 1971 figure of Canada's requirements on Reference 4-12, and the 1975 figures, what you are asking for, provided those figures are correct, is that they need to transport to the East, less what would be used extra in the West, approximately 500 billion cubic feet of natural gas. I am looking at the figure of 1.49 trillion in 1971 and at the figure of 1.632 trillion in 1975. The difference approximately—this is in round figures—is approximately 600 billion cubic feet. How many years is it going to take to build pipelines to satisfy and be able to qualify, if I might use that word, the transportation facilities to be able to meet eastern needs, even if the application for Trans-Canada were approved?

Dr. Howland: I think you had an answer to this one. My generalized answer still stands that the Board and the country expects the pipelines to build to capacity to transport this gas to meet requirements.

This year they have met the requirements. They have submitted an application which will entail construction—they have just had a summer of construction—they expect to have a big construction program next year and the

[Interprétation]

M. Howland: Si j'ai bien compris et M. Lamar est là pour rectifier mes paroles si je me trompe, l'article 17 de la loi permet à l'Office d'agir ainsi. Pour ma part, je ne crois pas qu'il soit pertinent d'agir ainsi. L'Office se doit d'avoir des preuves. Ses portes sont toujours ouvertes à ceux qui veulent faire état d'une découverte importante ce qui est tout à fait conforme aux fonctions dont le Parlement a chargé l'Office. Nous sommes responsables de ce type de décision devant le Parlement. En outre nous sommes assujettis à certaines conditions que vous avez fixées. Nous avons certains droits mais vous avez établi deux conditions fondamentales. Nous ne pouvons pas permettre l'exportation de gaz qui n'est pas excédentaire et je ne vous donne pas tous les détails car vous vouliez une version abrégée et deuxièmement, nous ne pouvons le faire que si le prix convient. Je ne parle pas en termes juridiques, tout cela se trouve à l'article 83.

M. Woolliams: Oui, le prix en est un des facteurs. Si vous me le permettez, je voudrais poser deux autres questions et ensuite, je serais heureux de céder la parole. C'est maintenant dans l'est du Canada que la demande en gaz naturel est la plus forte et le gaz naturel est transporté de l'Ouest jusqu'à Montréal.

M. Howland: C'est juste.

M. Woolliams: Pensez-vous qu'avec l'accroissement de la demande dans l'Est, nous avons en ce moment les installations nécessaires pour transporter le gaz naturel dans les quantités requises, ou devons-nous garder précieusement notre gaz naturel en attendant que les installations soient construites.

M. Howland: Pour répondre à votre question, M. Woolliams, je me bornerai à préciser que la Trans-Canada doit présenter une demande à l'Office le 14 décembre, je crois, et elle entend dépenser au cours des deux prochaines années une somme d'environ 500 millions de dollars pour augmenter sa capacité de livraison. Par conséquent, nous ne pouvons le faire encore, mais espérons que la Trans-Canada et les autres compagnies qui travaillent avec l'Office auront construit les installations nécessaires pour répondre aux besoins canadiens.

M. Woolliams: Je vais poser le problème simplement. Si l'on regarde les chiffres de 1971 touchant les besoins canadiens au paragraphe 4-12 et les chiffres de 1975 en admettant que les chiffres soient justes, est-ce que ces compagnies devraient transporter dans l'Est, environ 500 milliards de pieds cubes de gaz naturel, moins que ce qui serait utilisé vers l'Ouest. Je vois le chiffre de 1.49 billion en 1971 et 1.632 billion en 1975. La différence est d'environ 600 milliards de pieds cubes. Combien d'années va-t-il falloir pour construire suffisamment de pipelines et d'installations de transport pour répondre aux besoins de l'Est, même si la demande formulée par la Trans-Canada est approuvée?

M. Howland: Vous avez déjà reçu une réponse à cette question, je crois. Je répète ce que j'ai dit tout à l'heure. L'Office et le pays pensent que les pipelines construits seront suffisants pour transporter les gaz nécessaires.

Cette année, nous avons répondu aux besoins. La Compagnie nous a présenté une demande portant sur d'importants programmes de construction l'année prochaine et l'année suivante afin de parvenir à la capacité nécessaire

[Text]

following year, in line with the capability that they determine with the approval of the Board which is necessary to meet the public convenience. So I cannot answer you really, Mr. Woolliams, on the exact figures, but the Board is looking to Trans-Canada to have its pipeline in place to meet these requirements.

Mr. Woolliams: I have one last question and this goes just into another field. The last time that you were good enough to come before the Committee to answer questions—you are always very co-operative—you mentioned to us that you really needed, because of the kind of technical work you are doing, more staff and when you need more staff, you need more money. The Minister is here. I am not getting partisan in this at all, Mr. Chairman, with the Minister, I am just saying that I know every Minister of the Crown is always asking for more money for his department, so that is nothing new, and I realize there are only so many dollars to go around. Could you give us an estimate, or is it fair to ask you with the Minister here, of how much more money you may require, or how much staff—I do not care whether you equate it in people or money—because I believe I am right from what I have read that the National Energy Board is doing this important job for Canada and is making such important decisions, particularly the one which changed revenue of \$1.5 billion at a moment without a review?

Mr. Lang: Mr. Chairman, I think the Committee will appreciate that the supplementary estimate here before the Committee represents an increase largely in staff and expert assistance in the immediate period. The position for next year will be apparent in the regular estimates in due course.

Certainly I would agree that it is an extremely important role which the National Energy Board is fulfilling and, therefore, we do have to look constantly at the question of whether their staff is adequate to do its job and this, of course, is what we attempt to do in developing the estimates for each year.

• 1005

Mr. Woolliams: I am going to end on this one remark. I believe, from what I understand about it—and I am not going to embarrass the Chairman, and you are, of course, acting as Minister here and I appreciate your coming in like this. I believe that the supplementary estimate, which is the amount of money to be supplied to assist the Board in doing its job, is peanuts.

I appreciate the co-operation of the Committee for allowing me to develop, in a broad sense, the problem that exists right now in reference to the question of export of natural gas, and particularly in reference to the decision of the National Energy Board in reference to the four applications for licence and export of natural gas to the United States. Thank you very much, Mr. Chairman, Mr. Minister and Dr. Howland.

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, le président de l'Office national de l'énergie a souligné une question que mon collègue de Calgary a posée, que le Parlement a imposé deux principaux critères à l'Office, le premier étant les besoins pour la consommation canadienne, et le deuxième étant celui des prix. Selon une évaluation de l'industrie du gaz naturel au Canada portant sur les années 1961 à 1971, l'étude a été faite pour l'Association pétrolière canadienne, je vois que les prévisions de réserves prouvées commerciales, si le pourcentage était de 100 p. 100 en 1961, je vois que

[Interpretation]

pour répondre aux besoins du public. Cette capacité a été établie en consultation avec la Commission. Je ne saurais donc vous renseigner sur les chiffres exacts, M. Woolliams, mais l'Office considère que la Trans-Canada aura construit des pipelines permettant de faire face à la demande.

M. Woolliams: Je peux poser une dernière question sur un autre sujet. La dernière fois que vous avez comparu devant le Comité pour répondre gentiment comme toujours à nos questions, vous nous aviez dit qu'il vous fallait, en raison du travail technique que vous effectuez, davantage de personnel et donc plus d'argent. Le ministre est là. Je ne veux pas me lancer dans une discussion avec le ministre, monsieur le président, mais je sais que tous les ministres demandent toujours plus d'argent à leur ministre, la chose n'est pas nouvelle. Pourriez-vous nous donner un chiffre et nous dire combien il vous faut d'argent ou de personnel. D'après ce que j'ai lu, je crois que l'Office national de l'énergie effectue un très bon travail pour le Canada, et prend des décisions importantes surtout lorsqu'on pense à celle qui a changé le revenu de 1.5 milliard de dollars.

M. Lang: Monsieur le président, le Comité sait certainement que le budget supplémentaire qu'il étudie en ce moment représente une augmentation de personnel et d'experts en particulier pour le futur immédiat. Et la situation de l'année prochaine se trouvera dans le budget habituel.

J'admets que l'Office National de l'Énergie a un rôle très important à jouer et par conséquent, il y a lieu de surveiller constamment si le personnel est suffisant pour accomplir le travail demandé et c'est ce que nous tentons de faire en établissant le budget chaque année.

M. Woolliams: Je vais terminer par une dernière observation. Si j'ai bien compris,—Je ne voudrais pas gêner le président et je vous suis très reconnaissant d'être venu ici à titre de ministre.—il s'agit d'un montant très faible pour ces crédits supplémentaires destinés à aider l'Office de son travail.

Je sais bon gré au Comité pour sa coopération en me permettant d'expliquer le problème qui existe maintenant quant à l'exportation du gaz naturel, étant donné la décision de l'Office national de l'énergie à l'égard des quatre demandes de permis visant l'exportation du gaz naturel aux États-Unis. Je vous remercie beaucoup, monsieur le président, monsieur le ministre et monsieur Howland.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, the Chairman of the National Energy Board mentioned a question raised by my colleague from Calgary North, namely that Parliament has imposed two main criteria upon the Board, the first being Canadian consumer requirements, and the second being price. According to a study carried out for the Canadian Petroleum Association on the natural gas industry in Canada from 1961 to 1971, I see that the estimates of commercial reserves has risen from 100 per cent in 1961 to approximately 180 per cent in 1971; if we take the 1961

[Texte]

pour l'année 1970 il était à peu près 180 p. 100; pour les exportations, si elles étaient en 1961, de 100 p. 100, je vois que, selon la même source, en 1970, elles se chiffraient à 450 p. 100.

Dans la même veine d'idées, monsieur le président, je vois que les réserves ont augmenté d'à peu près 75 p. 100 et les exportations de 350 p. 100; de combien ont augmenté les découvertes de nouvelles sources d'approvisionnement? Mon collègue de Calgary-Nord a dit que les réserves actuelles connues sont de 60.3 trillions de pieds cubes. Mais encore selon la même source, l'Association canadienne des produits pétroliers, je vois qu'à la fin de 1970, les prévisions étaient basées sur 53.4 trillions de pieds cubes. Depuis le début de l'année courante a-t-on eu de nouvelles découvertes importantes pour la production de gaz, au Canada?

Dr. Howland: If I have understood you correctly, sir, the discovery rate last year was 3.7 trillion cubic feet.

Mr. Clermont: That is in 1970.

Dr. Howland: That is right.

Mr. Clermont: What about 1971? It seems that from January 1, 1971 until today the production has increased a fair percentage, because in the figures given by my colleague from Calgary North, he mentioned a certain reserve we have now, and we have another figure that by the end of 1970, it was 53.4 trillion.

• 1010

Dr. Howland: The Board made this decision on the basis of information filed at mid-1971. The Board was in close touch with industry and with the Alberta Board as to what the latest score was. You then have the problem that the Board arrived at a deficit, not a question of a certain amount of surplus and whether it could be improved. I think if you look at this through the eyes of the panel who made this decision, we had a situation where carrying out our usual careful appraisal of the evidence for reserves and requirements, we came to an arithmetical situation where we had to find that there was 1.1 trillion cubic feet deficit. Had we arrived, let us assume, at half a trillion or a trillion surplus,—as we did in the 1970 report, we allowed the export, and I think technically there was 100 billion shortage, but that did not frustrate the Board's decision. But when you find the deficit, the gap between June and the present time, I think I mentioned there would be, undoubtedly they have discovered—at least I hope so—the 1.1 trillion cubic feet which was the technical calculation of a deficit situation.

To go back and pull out those figures to the last moment when we have arrived at a 1.1 trillion cubic feet deficit did no mean too much, I suspect. I am now speaking as Chairman of the Board, not as the member of the panel who made the decision.

Mr. Lang: If I may just add a word, Mr. Chairman, I believe the 3.7 trillion cubic feet discovery rate you mentioned was the average for the 10 years ending about the middle of 1971. About a year earlier the average for the previous 10 years had worked out at about 3.5 trillion cubic feet.

[Interprétation]

figure for exports as 100 per cent, the same source indicates that exports stood at 450 per cent in 1970.

To continue along the same line of thought, Mr. Chairman, I note that reserves have increased by approximately 75 per cent while exports have increased by 350 per cent; what new percentage of supplies have been discovered during this same period? My colleague from Calgary North mentioned that present reserves stood at 60.3 trillion cubic feet. But according to the same source, the estimate at the end of 1970 was 53.4 trillion cubic feet. Have new discoveries of imports for the production of gas in Canada been made since the beginning of the current year?

M. Howland: Si j'ai bien compris, monsieur, le taux de découverte était l'année passée de 3.7 trillions de pieds cubes.

M. Clermont: C'était en 1970.

M. Howland: C'est exact.

M. Clermont: Et pour l'année 1971? Il paraît que, depuis le 1^{er} janvier 1971 jusqu'à aujourd'hui, la production a beaucoup augmenté, car mon collègue de Calgary-nord a parlé d'une réserve que nous avons maintenant et puis nous avons un autre chiffre qui indique qu'il était de 53.4 trillions de pieds cubes à la fin de l'année 1970.

Dr Howland: L'Office a pris cette décision sur la base des renseignements recueillis au milieu de l'année 1971. L'Office maintenait des contacts étroits avec l'industrie et l'Office de l'Alberta afin de savoir où en étaient les choses. Vous avez donc le problème du déficit qu'a connu l'Office, il n'est pas question d'un certain surplus, ainsi que celui de savoir si l'on pouvait l'améliorer. Je pense que si vous examinez la situation du même œil que les membres du jury qui a pris cette décision, nous avions une situation où après une sérieuse évaluation des réserves et de besoins, nous devions constater un déficit de 1.1 billions de pieds cubes. Si nous en étions arrivés, disons, à un surplus d'un demi million ou d'un billion, comme nous l'avons fait dans le rapport de 1970, nous aurions permis l'exportation et, je crois que techniquement il y avait un déficit de 100 milliards, mais dans la décision qu'il a prise, l'Office n'en a pas fait cas. Cependant, lorsqu'il s'agit d'un déficit, c'est-à-dire l'écart entre le mois de juin et ce jour-ci, je crois que je l'ai déjà mentionné, il y aurait, ils s'en sont aperçus, du moins je l'espère, des réserves de 1.1 billion de pieds cubes, ce qui constitue le calcul technique d'une situation déficitaire.

Le fait de revenir en arrière et retirer ces chiffres au dernier moment quand nous sommes arrivés à un déficit de 1.1 quintillion de pieds cubes n'avait pas d'importance, j'imagine. Je parle maintenant en tant que président de l'Office et non en tant que membre du jury qui a pris la décision.

M. Lang: Permettez-moi d'ajouter un mot, monsieur le président, je crois que le taux de découverte de 3.7 billions de pieds cubes dont vous avez parlé constituait la moyenne pour la décennie se terminant vers le milieu de l'année 1971. Environ un an plus tôt, la moyenne pour les 10 dernières années avait été établie à environ 3.5 billions de pieds cubes.

[Text]

Dr. Howland: Thank you, Mr. Minister, you are correct.

M. Clermont: Monsieur le président, le premier critère c'est, je crois, la réserve de gaz naturel pour la consommation canadienne. Les représentants de l'Office connaîtraient-ils le pourcentage d'augmentation de la consommation canadienne de gaz naturel entre 1961 et aujourd'hui?

Dr. Howland: As between . . . ?

Mr. Clermont: Between 1961 and 1971.

Mr. Lang: Change of consumption in Canada?

Mr. Clermont: Yes, change of consumption in Canada. One of the criteria, if it is not the first criteria, is the reserve for domestic consumption.

Dr. Howland: Mr. Chairman, I can respond by giving the actual figures for consumption. I do not have it calculated as to percentages. I can go back to 1961 . . .

Mr. Clermont: Roughly, sir, roughly. I do not want to take up the time.

Dr. Howland: I would say from looking at this it is nearly three times as much in 1970 as it was in 1961.

M. Clermont: Monsieur le président, d'après mes renseignements, les grandes réserves connues et faciles d'accès pour la distribution au Canada se trouvent dans la province de l'Alberta. Il y en a dans l'Arctique et peut-être dans d'autres endroits, mais elles se trouvent surtout en Alberta. Si la consommation au pays augmente à un rythme proportionnel au rythme qu'on a connu depuis 1961, si les réserves en Alberta ne sont pas suffisantes et si nous sommes obligés d'entamer les réserves de l'Arctique, dans de telles circonstances le prix que le consommateur canadien serait appelé à payer ne pourrait-il pas augmenter de façon assez importante?

Dr. Howland: I am waiting for the translation.

• 1015

Mr. Chairman, the answer to this is a very difficult one. You do not know. If we find very large resources in the Northwest Territories, and if there is a basic large-diameter pipeline built from Prudhoe Bay into which our gas flows, or even if we built our own line, the economies of scale may not support that premise. The Board is quite conscious of that question. We will have to answer that as the applications come before us. But you will find, and I am sure you know yourself, sir, that if we have a very large-scale movement there can be economies of scale which make the outlying resources just as economical. However, the Board is certainly aware of the problem.

M. Clermont: Monsieur le président, pour permettre à d'autres membres du Comité de poser des questions, voici dernière question pour le moment. Il a été question du budget de l'Office. Quelles étaient les prévisions budgétaires de l'Office, pour l'année 1969-1970? Comme notre collègue de Calgary-Nord l'a souligné, si les ressources financières de l'Office national de l'énergie ne sont pas suffisantes pour lui permettre de faire un travail continu comme le demande son mandat, peut-être le gouvernement sera-t-il obligé d'augmenter ses crédits?

[Interpretation]

M. Howland: Merci, monsieur le ministre, vous avez raison.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I believe that the first criterion is the reserve of natural gas for Canadian consumption. Do the representatives of the Board know the percentage increase in Canadian consumption of natural gas between 1961 and now?

M. Howland: De . . . ?

M. Clermont: De 1961 à 1971.

M. Lang: Le changement dans la consommation canadienne?

M. Clermont: Oui, le changement dans la consommation canadienne. Un des critères, si ce n'est pas le premier critère, c'est la réserve pour la consommation canadienne.

M. Howland: Monsieur le président, en guise de réponse je peux donner les chiffres réels de la consommation. Je n'ai pas les chiffres en pourcentage. Je peux revenir à l'année 1961 . . .

M. Clermont: Grosso modo, monsieur, grosso modo. Je ne veux pas abuser du temps.

M. Howland: Je dirais qu'en 1970 la consommation est presque trois fois ce qu'elle était en 1961.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, from what I know, the large known reserves which are easily accessible for distribution in Canada are found in Alberta. There are some reserves in the Arctic and perhaps in other areas but for the most part they are found in Alberta. If domestic consumption continues to increase at the same rate it has been increasing since 1961, if the reserves in Alberta are not sufficient and if we are forced to tap the reserves in the Arctic, in such circumstances would the price to the Canadian consumer not increase appreciably?

M. Howland: J'attends l'interprétation.

Monsieur le président, la réponse n'est pas facile. On ne

saurait dire. Si l'on trouve des ressources très importantes dans les Territoires du Nord-Ouest et si l'on construit un large pipeline partant de la Baie Prudhoe et par où passera notre gaz, ou même si nous construisons notre propre pipeline, la chose ne sera peut-être pas rentable. L'Office reste très au fait de cette question. Nous devons répondre à cela au fur et à mesure que nous recevons des demandes. Vous verrez, vous le savez certainement d'ailleurs que si nous effectuons un mouvement à grande échelle, ces ressources éloignées peuvent être aussi rentables que les autres. Toutefois, l'Office est très conscient du problème.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, in order to allow other members of the Committee to ask questions, this will be my last one for the moment. We were talking about the estimates of the Board. What were the estimates for the Board 1969-70? As our colleague from Calgary North said, if the financial resources of the National Energy Board are not sufficient to allow it to fulfill the responsibilities it has been entrusted with, the government might have to increase its credits?

[Texte]

Dr. Howland: I do not know, Mr. Chairman, whether the Secretary has those figures available. I think he will have them in a moment.

Mr. Clermont: That is all right. I can wait for this information, Mr. Chairman.

The Chairman: It is here in the estimates for March 31, 1972. To make a comparison there; proposed 1971-72, \$2,684,000; approved 1970-71, \$2,425,000; and the actual expenditures in 1969-70, \$1,949,205. This means roughly an increase of \$700,000. You will find that on page 5-48 of the estimates.

Mr. Clermont: I am addressing this question to the Chairman of the National Energy Board. Is that increase enough to fill the responsibilities that were given to you or to your Board by Parliament? If not, I think the members of this Committee should know, even if—the Chairman of the Public Accounts Committee looks at me.

Mr. Hales: We often do.

Dr. Howland: Mr. Chairman, I must respond to a question that I am a little embarrassed about.

Mr. Clermont: I do not want to embarrass you, sir. I will direct my question to the Minister.

Mr. Lang: Mr. Chairman, I think in a case like this where you have a very important job, it is always a nice question of whether the amount of money is adequate. It is always possible to see useful expenditures of additional money here as it is in many other areas, and the government is always making decisions about priorities and about the amount of money which can, in fact, be raised in taxes and spent.

I would like to say that I appreciate that the National Energy Board has been doing an extremely good job in facing up to the responsibilities they have. They have been, as a Board and as staff of the Board, working extremely hard because they have a very large job and never quite the kind of resources they might like to have to do it more adequately, and this is a constant challenge to them to put more time and more effort and more diligence into it. They have been doing this, and I think we have to be very appreciative of the Board and its staff for the work they have done.

Mr. Clermont: Thank you, sir.

The Chairman: Mr. Schumacher.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, my first question relates to what I believe to be a change of judgment on the part of the National Energy Board from its statements or judgments made in 1970 and those made this year. I had the impression, and I think industry had too, that the Board thought our energy supplies, particularly natural gas, were fairly abundant in 1970, whereas now the Board says that there is a deficit. I would like to know what changed the Board's mind because I think it is apparent there has been a change of mind. What happened in that reasonably short period of time?

• 1020

Dr. Howland: Mr. Schumacher, I find it difficult to believe a re-reading of the 1970 report would lead you to that conclusion. There has been no change in the Board. I may say here for the enlightenment of the Committee, in spite of rumours, at no time did the government influence the

[Interprétation]

M. Howland: Je ne sais pas, monsieur le président, si le secrétaire a des chiffres. Il va les donner dans une seconde.

M. Clermont: Ça va. Je puis attendre, monsieur le président.

Le président: Vous les trouvez dans les prévisions budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972. Je voudrais faire une comparaison: proposé pour 1971-1972, \$2,684,000; approuvé pour 1970-1971, \$2,425,000; les dépenses pour l'année 1969-1970 à \$1,949,205. Ceci correspond à une hausse d'environ \$700,000. Vous pourrez voir ces chiffres à la page 5-48 du budget.

M. Clermont: Je voudrais maintenant poser une question au président de l'Office national de l'énergie. Cette augmentation est-elle suffisante pour vous permettre d'assumer les responsabilités dont vous a chargé le Parlement? Sinon, vous devez en avertir les membres du Comité, même si le président du Comité des comptes publics me regarde d'une façon bizarre.

M. Hales: Ça arrive souvent.

M. Howland: Monsieur le président, je dois répondre à une question qui me gêne un peu.

M. Clermont: Je ne veux pas vous mettre dans l'embarras, monsieur. Je vais adresser ma question au Ministre.

M. Lang: Monsieur le président, dans un cas comme celui-ci, il est toujours agréable de répondre lorsqu'on vous demande si vous disposez de suffisamment d'argent. Il est toujours possible d'utiliser d'une façon appropriée une plus grande somme et le gouvernement comme toujours doit déterminer quelles sont les priorités et quels montants d'argent peuvent être perçus.

Nous sommes conscients du fait que l'Office national de l'énergie s'est merveilleusement bien acquitté de ses responsabilités. L'Office et tout son personnel ont fourni un grand effort, car on lui avait confié une lourde tâche sans disposer de toutes les ressources qu'ils auraient aimé avoir. Il faut continuellement relever un défi. Je crois que nous nous devons de féliciter l'Office et son personnel du travail accompli.

M. Clermont: Je vous remercie, monsieur.

Le président: Monsieur Schumacher.

M. Schumacher: Monsieur le président, je voudrais tout d'abord parler de ce qui me semble être un changement d'attitude de la part de l'Office national de l'énergie vis-à-vis les déclarations faites en 1970 et celles qui ont été faites cette année. J'avais l'impression—et je crois que ceci est également vrai pour l'industrie—que l'Office considérait nos ressources énergiques, le gaz naturel en particulier, comme très abondantes en 1970, alors qu'il déclare maintenant qu'il y a un déficit. Je voudrais savoir pour quelle raison l'Office a changé d'avis car il me paraît évident qu'il a changé d'avis. Que s'est-il passé dans cette période de temps plutôt courte?

Dr. Howland: Monsieur Schumacher, j'ai du mal à croire que vous tirez cette conclusion de la relecture du rapport de 1970. L'Office n'a pas changé d'avis. A titre indicatif, je dirais que, malgré les rumeurs, le gouvernement n'a jamais influencé la décision de l'Office en 1970. Personne

[Text]

Board in its 1970 decision. Nobody intervened with the Board and not one word was changed in that report.

Second, in this last report we had no contact with government or government officials. This was the Board's decision.

However, may I go back to say to you that the Board in 1970 denied a certain volume of export applications because the reserve was not there. I think if you read it carefully you will find a very strong admonition by the Board that the industry is in danger if it does not greatly increase its resources. I think this is in that report. This one re-enforces that we did not have the resources!

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, I have also had the impression over the past 10 years that one of the reasons for the vast increase in our reserves was the fact that there was a fairly clear indication that markets would be available to the developers of the resources as time went on. Now we seem to be adopting the policy that, first of all, you have to prove these resources and there will never be any guarantee that you will be able to market it. At the present time, as Mr. Woolliams pointed out, there are two-thirds of the drilling rigs idle in Alberta and I just wonder whether the Chairman would have any explanation as to why there is this idleness in the industry if, in fact, there is the shortage that the Board seems to think there is.

Dr. Howland: I, obviously, Mr. Chairman, cannot explain the thinking of industry. I have on occasion been to Calgary and have had two of my Board members but there recently trying to assess what the attitude of the industry is. However, Mr. Schumacher, from the Board's vantage point anybody who thinks there is not enough market for oil and gas is not reading the same books as the Board is.

Mr. Schumacher: Of course, the question is price also, I would suggest, Mr. Chairman.

Dr. Howland: Do you want to talk oil or gas?

Mr. Schumacher: We are talking about gas right now.

Dr. Howland: Well, all right. I think what has happened here now is that industry contracted to a number of companies to export gas at prices which they considered to be reasonable. Those contracts can be transferred to Canadian companies at those prices.

Mr. Schumacher: I am sorry to be rushing along, but we are under a time disability.

Another area I would like to open up is this matter of competition. We find that the government, on the one hand, has something called the Competition Act which seems to be worrying a great number of businesses and, on the hand, we find that the actions of the National Energy Board have really returned the competition picture, as far as the Province of Alberta is concerned, to a practical monopoly by the Trans-Canada Pipe Line which is something that a lot of people thought was probably an undesirable thing over an extended period of time because over that period of time there appeared to be some competition developing in this industry in Alberta. I just wonder whether this was a factor that was considered by the Board when it made this decision which, in effect, restored a monopolistic position to Trans-Canada Pipe Line.

[Interpretation]

ne s'est interposé à l'Office et aucun mot du rapport n'a été changé.

En second lieu, nous n'avons eu, à l'occasion de ce dernier rapport, aucun contact avec le gouvernement ni les agents du gouvernement. La décision est celle de l'Office.

Cependant, je voudrais revenir sur la question en disant qu'en 1970, l'Office a refusé un certain nombre de demandes d'exportation car la réserve n'était pas suffisante. Si vous lisez attentivement le rapport, vous y trouverez de fortes mises en garde contre le danger que court l'industrie si elle n'augmente pas considérablement ses ressources. Je crois que cela est indiqué dans le rapport. Celui-ci souligne encore plus clairement que les ressources manquaient.

M. Schumacher: Monsieur le président, j'ai également l'impression qu'au cours des dix dernières années, l'une des raisons pour lesquelles nos réserves ont considérablement augmenté est qu'il était assez clairement suggéré que des marchés seraient ouverts, en temps voulu, aux producteurs des ressources. Nous semblons maintenant adopter une politique selon laquelle il faut tout d'abord prouver que ces ressources existent, et ensuite, rien ne garantit l'accès du marché. Comme M. Woolliams l'a fait remarquer, deux tiers des installations de forage sont inactives en Alberta et je me demande si le président pourrait nous expliquer pourquoi cette inertie de l'industrie s'il existe effectivement la pénurie envisagée par l'Office.

Dr. Howland: Monsieur le président, je ne peux évidemment pas expliquer la façon de penser de l'industrie. Je me suis rendu plusieurs fois à Calgary et j'y ai récemment envoyé deux des membres de l'Office pour qu'ils essaient de définir l'attitude de l'industrie. Cependant, monsieur Schumacher, pour défendre la position de l'Office, je dirais que quiconque pense que le marché du pétrole et du gaz n'est pas suffisant ne lit pas les mêmes livres que l'Office.

M. Schumacher: Évidemment, monsieur le président, je pense qu'il s'agit également d'une question de prix.

Dr. Howland: Voulez-vous parler du pétrole ou du gaz?

M. Schumacher: Nous parlons du gaz en ce moment.

Dr. Howland: Très bien. Je pense que l'industrie a signé des contrats avec un certain nombre de compagnies pour exporter du gaz à des prix qu'elle considérerait comme raisonnables. Ces contrats peuvent être transférés aux compagnies canadiennes aux mêmes prix.

M. Schumacher: Je suis désolé de précipiter les débats, mais le temps nous manque.

L'autre domaine dont je voudrais discuter est celui de la concurrence. Nous constatons que, d'une part, le gouvernement a voté une loi sur la concurrence qui paraît inquiéter un grand nombre d'entreprises et que d'autre part, les actes de l'Office national de l'Énergie ont véritablement renversé l'image de la concurrence, pour ce qui est de la province de l'Alberta, pour pratiquement instituer un monopole de l'oléoduc de Trans-Canada; il s'agit là d'une mesure qu'un certain nombre de personnes n'ont sans doute considéré souhaitable sur une longue période de temps car, au cours de cette période, une certaine compétition est apparue dans ce secteur en Alberta. Je me demande simplement si l'Office a considéré ce facteur lorsqu'il a pris cette décision qui, en fait, accordait une position de monopole à l'oléoduc de Trans-Canada.

[Texte]

Dr. Howland: I would certainly share the view with the industry that it is desirable to have competitive buying. I am impressed with the statement made by Mr. Kerr regarding the present situation, that he is proceeding to get this gas for Canada under reasonable conditions. The bargaining has gone on and he is proposing, I think, as I read his statement, to buy at those prices established by competitive bidding.

• 1025

My partial answer to this would be that this is very largely in the hands of industry. What has been happening with the drilling situation, as I understand it, is that the elephant country, as we tend to call it in our jargon, the Northwest Territories, the Arctic islands and the East Coast, has tended to attract a great deal of activity out of our work, and as far as the works goes, as far as I personally am concerned, I regret to see this, that we have not had an exploration effort, both in oil and in gas. I have made speeches which indicate that our oil reserves are not satisfactory. Now here is industry with a territory where they can expect to find more oil and gas, and I personally would like to see that effort. I think it is in the Canadian interest to have it. What happened is that the attraction is to the elephant country.

Mr. Schumacher: Do you not think, Mr. Chairman, that in order to do that you cannot just force the companies to do this. They have to have the prospects of some sure markets if they are going to go out and expend this money for this rather risky exploration. Of course, it is not a matter of, well, it would be a nice thing for them to do it. They have to have some promise of reward for the risk they are taking.

Dr. Howland: I quite agree. I cannot find any facts that warrant anybody feeling that there is not an available good market for both gas and oil.

Mr. Schumacher: One thing that bothers me is the fact that while we may have seven or eight or nine or nineteen hundred years of coal supply, we find Ontario Hydro shifting over to gas, and I am wondering whether that is one of the demands for gas that the Board considered as forming a deficit. Changing from one source of energy to another would make it appear to me that maybe that type of demand should not be weighted as heavily as certain other kinds of demand.

Dr. Howland: I think the Board discusses this in its report as to how they assessed the requirements. You will notice that the Board does not accept the extreme figures of demand. On the matter of natural gas, if I am correct on this, for power generation purposes Ontario Hydro appeared before the Board and indicated some increase in demand, but not an extraordinary one. What you have is a couple of plants in areas where the pollution problem is a very real one. My conversation with Ontario Hydro on these matters has been that they are hopeful that the stack removal of gases in Ontario will be such within a very few years that they will expect to go back to the use of coal. However, you have two clients there right in the middle of communities.

Mr. Schumacher: To move to another area quickly, I understand that there is an interdepartmental committee on energy, and perhaps the Minister would want to comment on this. It was set up about a year ago, within the government.

[Interprétation]

Dr. Howland: Je partage certainement l'opinion de l'industrie selon laquelle il n'est pas souhaitable de faire des achats concurrentiels. J'ai été frappé par la déclaration de M. Kerr sur la situation actuelle; il essaie, dit-il, de procurer ce gaz au Canada dans des conditions raisonnables. Les négociations se sont poursuivies et, d'après sa déclaration, je crois que M. Kerr propose d'accepter les prix fixés par les offres concurrentielles.

Personnellement, je pense que la situation dépend largement de ce secteur. La situation du forage, telle que je la vois, est la suivante: le pays éléphant, tel que nous l'appelons dans notre langage, c'est-à-dire les Territoires du Nord-Ouest, les îles de l'Arctique et la côte est, nous a supprimé de plus en plus d'activités et je regrette, pour ma part, de constater que nous n'avons fait aucun effort de prospection ni dans le domaine du pétrole ni dans celui du gaz. D'après mes exposés, nos réserves de pétrole sont insuffisantes. Voici une région qui offre à l'industrie davantage de pétrole et gaz et je souhaite personnellement que les efforts nécessaires seront fournis. Je pense qu'il y va de l'intérêt canadien. Nous sommes dans une situation où les activités se concentrent chez notre voisin l'éléphant.

M. Schumacher: Ne pensez-vous pas, monsieur le président, que pour faire une chose, il ne suffit pas de forcer les sociétés à le faire. Elles doivent pouvoir compter sur des débouchés avant de consacrer cet argent à une prospection plutôt risquée. Évidemment, là n'est pas la question, il serait bon qu'elles le fassent. Elles doivent pouvoir compter sur une récompense pour le risque qu'elles prennent.

Dr. Howland: Je suis tout à fait d'accord. Aucun fait, à ma connaissance, ne justifie l'impression selon laquelle il n'existe aucun marché valable pour le gaz ou le pétrole.

M. Schumacher: Bien que nous disposions de réserves de charbon pour peut-être sept, huit, neuf ou dix-neuf cents années, l'Hydro de l'Ontario commence à utiliser le gaz; s'agit-il de l'une des demandes de gaz que l'Office a considéré comme entraînant un déficit? Le fait que l'on passe d'une source d'énergie à une autre me fait penser qu'il ne faut peut-être pas accorder autant d'importance à ce genre de demande qu'à certaines autres.

M. Howland: Je pense que l'Office étudie la question dans son rapport en étudiant la façon dont les demandes ont été considérées. Vous remarquerez que l'Office n'accepte pas les chiffres extrêmes de demandes. Si mes renseignements sont exacts dans le domaine du gaz naturel et aux fins de la production d'énergie, l'Hydro de l'Ontario a indiqué à l'Office une certaine augmentation de la demande, mais qui n'est pas exceptionnelle. Il existe quelques usines dans des régions où le problème de la pollution se pose réellement. D'après les discussions que j'ai eues avec l'Hydro de l'Ontario sur ces questions, on espère que la suppression globale du gaz en Ontario sera telle dans quelques années que l'on espère pouvoir utiliser à nouveau le charbon. Cependant, deux clients se trouvent exactement au milieu des communautés.

M. Schumacher: Pour passer rapidement à un autre domaine, je crois savoir qu'il existe un comité interministériel de l'énergie et le ministre pourrait peut-être faire des commentaires à ce sujet. Il a été institué il y a environ un an, au sein du gouvernement.

[Text]

Mr. Lang: Yes, there is such a committee.

Mr. Schumacher: I understand also that this committee has now been instructed to concentrate on gas and oil matters, and that they are to have some sort of report ready in February.

Mr. Lang: There are two separate matters going on, and I am not sure to which one you are referring. There is a separate study of our northern resources and access to northern oil and gas. The government has an on-going interest in, but special emphasis right now on, an over-all energy review or study. But that does not include only oil and gas. It is of all forms of energy.

• 1030

Mr. Schumacher: My information was—and perhaps it is incorrect—that there is an interdepartmental committee that is generally charged with the study of energy to which instructions have been issued that it should concentrate on gas and oil matters and to have some report by February.

Mr. Lang: The interdepartmental one is the one on northern oil and gas access, and so on. The other over-all energy study is within the Department of Energy, Mines and Resources.

Mr. Schumacher: Does it get an input from other departments?

Mr. Lang: Yes.

Mr. Schumacher: It wants to have something ready in the near future. Would that be for legislation purposes or would it be for policy matters? If so, how might that possibly affect the decision of the National Energy Board?

Mr. Lang: I do not think it would be right to say that it would affect the National Energy Board since the Board is operating under existing legislation which gives it certain instructions. The studies are meant to provide a basis for any changes in policy decision which the government may see as necessary in the interest of Canada as a whole. I would not speculate on how that might result in action because that would seem to suggest I know which way the policy indicators will go and, of course, at this stage, I do not know what they would do.

Mr. Schumacher: My final question if I may, Mr. Chairman, relates to a question I asked in the House the other day about Dr. Howland attending the Washington meetings on energy as part of the Canadian contingent of officials. It seems to me that this deals with the policy of the Government of Canada concerning our future relations with the United States in that regard. It seems to me that his position as the impartial Chairman of the National Energy Board might be compromised to some extent by taking part in those negotiations. I wonder whether any consideration has been given to this aspect.

Mr. Lang: You should appreciate, first of all, that the National Energy Board has more than just its quasi-judicial role in determining applications. It is a very important source of advice on matters relating to energy. Mr. Chairman, I think I should correct the use of the word "negotiations". In effect, what has been going on are discussions about facts and energy requirements relating to matters of energy of all sorts. These kinds of discussions go on very, very frequently between the National Energy Board and their counterparts in the United States or elsewhere, between officials at a variety of levels within departments. They are matters of obtaining facts, not a matter of negotiation.

[Interpretation]

M. Lang: Oui, ce comité existe.

M. Schumacher: Je crois également savoir que ce comité a reçu des instructions pour étudier spécialement la question du gaz et du pétrole et que le rapport sera prêt en février.

M. Lang: Il y a deux problèmes à l'étude et je ne sais pas exactement auquel vous vous référez. Nos ressources du Nord et l'accès au pétrole et au gaz du Nord font l'objet d'une étude particulière. Le gouvernement s'intéresse en permanence à une étude ou un examen général de l'énergie, mais insiste spécialement sur cette question en ce moment. Cette étude ne se limite pas au pétrole et au gaz. Elle concerne toutes les formes d'énergie.

M. Schumacher: D'après mes renseignements—mais ils sont peut-être inexacts—un comité interministériel, chargé de l'étude de l'énergie, a reçu l'instruction de se concentrer sur les questions du gaz et du pétrole et de rendre un rapport en février.

M. Lang: L'étude interministérielle examine la question du pétrole au nord et l'accès au gaz, etc. L'autre étude globale sur l'énergie se fait au sein du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

M. Schumacher: Les autres ministères y participent-ils?

M. Lang: Oui.

M. Schumacher: Ils veulent présenter un rapport dans un avenir prochain. Serait-ce à des fins législatives ou politiques? Quels en seraient les effets éventuels sur la décision de l'Office national de l'énergie?

M. Lang: Je ne crois pas qu'on puisse dire que l'Office national de l'énergie en serait influencé, puisque le fonctionnement de l'Office est déterminé par des lois actuelles. Ces études sont destinées à fournir une base aux changements éventuels de politique que le gouvernement peut considérer nécessaires dans l'intérêt du Canada tout entier. Je ne voudrais pas faire de conjectures sur l'action qui pourrait en résulter, parce que cela pourrait indiquer que je connais déjà la décision des indicateurs de politique et, évidemment, je n'en ai aucune idée à ce moment.

M. Schumacher: Est-ce que je puis poser une question finale, monsieur le président? Elle se rapporte à une question que j'ai posée à la Chambre l'autre jour au sujet de la participation de M. Howland comme membre de la représentation canadienne à des réunions tenues à Washington sur l'énergie. Il me semble que cela a trait à la politique du gouvernement canadien à l'égard de nos relations futures avec les États-Unis dans ce domaine. Je me demande si sa position comme président impartial de l'Office national de l'énergie ne se trouve pas quelque peu compromise à cause de sa participation à ces négociations. A-t-on considéré cet aspect de la question?

M. Lang: Je dois vous signaler, tout d'abord, que l'Office national de l'énergie ne se limite pas à son rôle quasi judiciaire d'étudier des demandes. Il fournit aussi des conseils très importants au sujet de l'énergie. Monsieur le président, je crois devoir dire que le terme «négociations» n'est pas exact. En effet, il s'agissait plutôt de discussions portant sur des questions d'énergie de toutes sortes et sur les besoins en énergie. Des discussions de ce genre sont très fréquentes entre les représentants de l'Office national de l'énergie et leurs homologues aux États-Unis ou ailleurs, entre des fonctionnaires à divers niveaux à l'intérieur des ministères. On cherche à s'informer, et non

[Texte]

Mr. Schumacher: As I understand it, the meeting held last week was not a meeting between the federal power commission and the National Energy Board. It was a different type of meeting.

Mr. Lang: There were no negotiations.

The Chairman: Mr. Côté.

Le président: Monsieur Côté.

M. Côté: Merci, monsieur le président. Ma question est pour le ministre ou le président de l'Office national de l'énergie. Dans l'Est du Canada, surtout dans ma propre région, depuis six ou sept ans, des recherches qui se sont faites pour découvrir du gaz naturel. On a découvert deux puits de gaz naturel et d'après ce que nous disent les spécialistes, ces puits-là pourraient alimenter très facilement toute la région de l'Est du Canada. Des écologistes nous disent que, naturellement, l'eau coule de l'Est vers l'Ouest; nous voyons que le gaz remonte à même le courant, lui, vers l'Est; ces puits, après leur découverte, ont été fermés et on n'en entend plus parler d'aucune façon. Sont-ils fermés parce que si on voulait y investir, cela rendrait des investissements dans l'Ouest du Canada non rentables, ou est-ce que ces puits ne donnent pas de gaz de la même qualité que les puits de l'Ouest du Canada?

• 1035

M. Clermont: Monsieur Côté, de quelle région s'agit-il?

M. Côté (Richelieu): De la région de Nicolet en particulier. À Saint-François-du-Lac et à Sainte-Brigitte, il a été très difficile de bloquer les puits. Après la découverte d'un puits, la rivière a été complètement polluée. Pendant sept ou huit jours, il a été impossible d'arrêter la fuite de gaz.

Dr. Howland: Mr. Chairman, I am not familiar with the detail here. It is quite possible to find a small discovery of gas or mineral, but it will take some time, possibly. I can find out more about this for you as I am not familiar with it, but it is quite possible that you have not got enough gas there to make a commercial operation.

It is often a belief by people that a company will sit on resources rather than produce them. This I find hard to believe because there is a great deal of money invested in these wells, and the normal drive of industry is to get the revenues from any discovery they have; but it is quite possible to have a small deposit which is just not commercially feasible to develop.

I suspect that, if that situation obtains there, it is because the resource is not big enough to provide for the gas processing plant which would be necessary and the building of pipelines to meet the distributing system in some place where it can be marketed.

M. Côté (Richelieu): Monsieur le président, je comprends qu'il est assez difficile de me fournir des détails relatifs à ma question, mais pourriez-vous me faire parvenir par écrit certains détails sur ces deux endroits du comté provincial de Nicolet, et du comté fédéral de Richelieu.

Le président: Ils seront heureux de vous faire parvenir ces renseignements monsieur Côté. Monsieur Clermont.

M. Clermont: Il n'y a pas d'autres personnes avant moi?

[Interprétation]

M. Schumacher: Si j'ai bien compris, la réunion qui s'est tenue la semaine passée n'était pas une réunion entre la Commission fédérale de l'énergie et l'Office national de l'énergie. C'était une différente sorte de réunion.

M. Lang: Il ne s'agissait pas de négociations.

Le président: Monsieur Côté.

The Chairman: Mr. Côté.

Mr. Côté (Richelieu): Thank you, Mr. Chairman. My question is directed to the Minister or the Chairman of the National Energy Board. In eastern Canada, particularly my own region, great efforts have been made during the last six or seven years to find natural gas. Two wells were discovered, and from what the specialists tell us, these wells could very easily supply the entire eastern region of Canada. Naturally, ecologists tell us that water flows from east to west; we see that gas runs against the current towards the east. After being discovered these wells were closed and we have not heard anything more about them. Were they closed because they would interfere with investments in western Canada or was it because they do not produce gas of the same quality as the wells in western Canada?

Mr. Clermont: Mr. Côté, what region are you talking about?

Mr. Côté (Richelieu): The Nicolet region in particular. In Saint-François-du-Lac and Sainte-Brigitte it was very difficult to close off the wells. After the discovery of a well, the river was completely polluted. For 7 or 8 days the escaping gas could not be stopped.

M. Howard: Monsieur le président, je ne connais pas les détails ici. Il est très possible de découvrir un petit gisement de gaz ou de minéral mais il est probable que cela prendrait du temps. Je peux me renseigner parce que je ne connais pas la situation mais il est très possible qu'il n'y ait pas assez de gaz pour développer une opération commerciale.

Très souvent les gens croient que les sociétés détiennent les ressources sans les produire. C'est assez difficile à croire parce qu'il y a beaucoup d'argent investi dans ces puits et l'on cherche normalement à faire fructifier une découverte; mais il est très possible de faire une petite découverte qui ne serait pas rentable.

Je soupçonne que si tel est le cas, c'est parce que les ressources ne sont pas assez importantes pour qu'on construise une usine de transformation et des pipe-lines afin de rejoindre le réseau de distribution là où se trouvent les marchés.

Mr. Côté (Richelieu): Mr. Chairman, I understand that it is rather difficult to provide me with details relating to my question but could you send me some information in writing on the provincial county of Nicolet and the Federal riding of Richelieu?

The Chairman: They will be happy to send you that information, Mr. Côté. Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Is there no one else before me?

[Text]

Le président: Non.

M. Clermont: Il s'agit d'une question supplémentaire, à la suite des remarques de notre collègue, M. Schumacher. Il mentionnait qu'en ce moment, il semble qu'en Alberta les sociétés n'exploitent pas toutes leurs ressources comme elles le faisaient il y a quelques années. Les sociétés invoqueraient comme raison semble-t-il qu'elles n'étaient pas assurées de marchés pour l'avenir. Serait-ce dû à la décision de l'Office national de l'énergie? D'un autre côté, le président de l'Office nous a dit que ces sociétés s'adressent peut-être à d'autres secteurs du Canada pour d'autres sources. Si ces sociétés le font, en Ontario, au Québec, dans les provinces Maritimes ou dans l'Arctique, c'est qu'elles doivent croire que le marché s'y trouve car elles ne contracteraient pas de dépenses de recherches.

Dr. Howland: Mr. Chairman, the motivations of an industry are somewhat beyond me, but the attraction . . .

Mr. Clermont: Yes, but, Mr. Chairman, if a company, say for the last five or ten years, has done some explorations in Alberta, and now they move to other sectors of Canada, then that means that they envisage a market for their products, if they have new finds.

Dr. Howland: I think they are correct.

Mr. Clermont: Otherwise, as good businessmen, they would not go.

Dr. Howland: That is right, and I think they are correct.

• 1040

Mr. Clermont: One reply you gave to Mr. Schumacher—and this is to the President of the Energy Board—is that you felt sorry that these companies are not doing as much in Alberta and that they should do more there instead of looking for new finds in other sectors of Canada.

Dr. Howland: I would correct it, if I said that. I meant to say that I would hope that they would not do this at the expense of carrying out exploration in Alberta, because there is an immediate market there.

Mr. Clermont: Thank you.

Mr. Skoreyko: Mr. Chairman, first of all I would like to ask the Chairman of the Energy Board whether the anticipated or existing reserves in the North having to do with Pan Arctic, of which the Government of Canada is a large shareholder, along with other gas finds in the rest of Canada were taken into account in the total surplus of natural gas when the three applications were recently refused?

Dr. Howland: They were not.

Mr. Skoreyko: Why not?

Dr. Howland: That is all explained in the report, sir. There were a number of reasons. Nobody could quantify this. The exploration effort was not such that they were prepared to put figures in front of the Board as to how we could quantify this. There is no doubt about the very great significance of the results of drilling in the King Christian Islands, but there is still no figure as to what that resource base is. Secondly, there are a number of technical questions, one of which is how you are going to remove that gas if you do establish it. You may know there are channels there where you have to transverse, which may be 60 miles in the straits between the islands and the mainland. There is very severe scouring by ice and they have not yet developed a technique of presenting those freight lines from being destroyed or disrupted. Then when you get onto the land another difficult problem is that for many miles the

[Interpretation]

The Chairman: No.

Mr. Clermont: This is a supplementary question following the remarks made by our colleague, Mr. Schumacher. He mentions that at present it seems that in Alberta, companies are not developing all the resources as they were doing a few years ago. It seems that the companies explained this by saying that they were not assured of markets for the future. Would that be because of the National Energy Board's decision? On the other hand, the Chairman of the Board tells us that the companies should perhaps look to other areas of Canada in order to find new deposits. If those companies are doing so in Ontario, Quebec, the Maritimes Provinces or Arctic, they must believe that there is a market because otherwise they would not outlay money for exploration.

M. Howland: Monsieur le président, les motivations d'une industrie me dépassent mais l'attraction . . .

M. Clermont: Oui, mais supposons que depuis 5 ou 10 ans, une société ait fait des recherches en Alberta et qu'elle s'oriente maintenant vers d'autres secteurs du Canada, cela veut dire qu'elle envisage un marché pour ses produits en cas de nouvelles découvertes.

M. Howland: Je pense que vous avez raison.

M. Clermont: Autrement, en hommes d'affaires avisés, ils n'iraient pas ailleurs.

M. Howland: C'est exact et je pense qu'ils ont raison.

M. Clermont: Le président de l'Office de l'énergie a répondu à M. Schumacher en disant qu'il regrettait que ces compagnies ne travaillent pas davantage en Alberta et aient prospecter dans d'autres secteurs.

M. Howland: Si j'ai dit cela je me suis mal exprimé. Je voulais dire que les compagnies ne doivent pas aller prospecter dans d'autres secteurs, au détriment de la prospection en Alberta car il y a là un marché immédiat.

M. Clermont: Je vous remercie.

M. Skoreyko: Monsieur le président, j'aimerais tout d'abord demander au président de l'Office de l'énergie si les réserves du Nord par rapport à la Pan Arctic dont le gouvernement est un important actionnaire, ainsi que les autres découvertes de gaz faites au Canada, ont été prises en considération dans le calcul de l'excédent total en gaz naturel lorsque ces trois demandes ont été refusées?

M. Howland: Non.

M. Skoreyko: Pourquoi?

M. Howland: Tout ceci est expliqué dans le rapport, monsieur. Il y a plusieurs raisons à cela. Personne ne peut déterminer la quantité de ces réserves. Les prospecteurs n'étaient pas en mesure de fournir des chiffres à l'Office. Sans aucun doute, les forages des Îles du Roi Christian ont été très fructueux, mais on ne dispose encore d'aucun chiffre précis sur ce qui a été découvert. Deuxièmement, il y a plusieurs problèmes d'ordre technique; par exemple, comment va-t-on transporter le gaz, s'il y en a? Vous savez peut-être qu'il y a des bras de mer à traverser dans cette région et que la distance peut aller jusqu'à 60 milles dans les détroits entre les îles et la terre ferme. En outre, l'érosion glaciaire est très importante et nous ne disposons encore d'aucune technique pour empêcher ces canalisations d'être détruites ou rompues par la glace. D'autre part, une fois sur la terre ferme, un autre problème se

[Texte]

land is covered with moving ice. It is a very difficult technical problem, which the engineers are going to overcome but they have not yet satisfied or even pretended to satisfy the Board that you could remove this gas. It is possibly liquified natural gas. There has been no solution put in front of the Board yet as to how you would get that gas out, even if you could quantify it. So we had no quantification down in the east coast.

Mr. Skoreyko: Dr. Howland, what you are really saying then is that there are existing established reserves in Canada which are in fact inaccessible and they could therefore not be taken into the total picture?

Dr. Howland: I cannot quite say that because our term "established" means that they have been drilled up and certain tests applied. In this way we are satisfied that is an established reserve. You must remember that it is very difficult to establish a reserve. The Alberta experience was quite drastic at one time; Pincher Creek, which was a very vast field according to all the tests applied by even the Alberta board, did not pan out. Therefore, the Board has to be very careful in sifting and weighing the evidence regarding what we call established reserves. There are no established reserves in any of the frontier areas according to our definition. The fact is we know there is gas there but, how much, we do not know.

Mr. Skoreyko: There are gas finds?

Dr. Howland: That is right.

Mr. Skoreyko: But the reserves have not been established?

Dr. Howland: That is right.

Mr. Skoreyko: Here, again, I think it is grossly unfair that the Province of Alberta should be penalized because we have not been able to find a method of establishing existing supplies, if you know what I mean. We do know there is gas there but because we have not been able to put a meter on it to find out what is there in fact we have turned down three applications that are so vital to that province.

• 1045

Second, Mr. Chairman, you have said that your senior engineers or senior groups, whoever they might be, are in constant consultation with production people in Western Canada and certainly with the Natural Gas Conservation Board or the Power Board in Alberta. Taking into account the fact that at least one major company has spent something in the area of \$100 million since 1969 in that province certainly under the impression, I would presume, once gas finds were located, if they were able to find gas, that they would be granted permission to export that gas to the United States, and in light of the fact that we have already established that there is reserve gas in the country, even though we have not been able to evaluate its total, have we not really closed the door on any further ventures from the United States so far as Canada is concerned? Do you think they are going to pour hundreds of millions of dollars into our country to develop our industry to create jobs for our people not knowing what the National Energy Board is going to do when we do find this gas? What sort of a position does that put them in?

Before you answer that question, I would like to ask you if you are satisfied, in light of what I have said, with existing government policy with regard to power resources in Canada or do you think you are limited under the terms of reference of the National Energy Board?

[Interprétation]

pose: la terre est couverte de glace sur des milles et des milles. Cette glace se déplace. C'est un problème très complexe qui se pose aux ingénieurs et ils n'y ont pour l'instant apporté aucune solution satisfaisante. Il s'agit peut-être de gaz naturel liquide; aucune solution n'a encore été proposée à l'Office pour le transporter. Par conséquent, aucune étude quantitative n'a été faite sur la côte Est.

M. Skoreyko: Voulez-vous dire, monsieur Howland, qu'il y a au Canada, des réserves reconnues qui sont inaccessibles et que l'on ne peut pas prendre en considération?

M. Howland: Je ne puis pas dire cela car le terme, «reconnu» signifie qu'il y a eu des forages et des tests. Ainsi, nous savons qu'il y a une réserve reconnue; mais vous vous souvenez sans doute que c'est une opération assez difficile. L'Alberta a eu des difficultés dans ce domaine. D'après tous les tests, le gisement de Pincher Creek était très important mais c'était en fait une erreur. Par conséquent, l'Office doit prendre beaucoup de précautions en étudiant les données concernant les réserves dites reconnues. D'après notre définition, il n'y a aucune réserve reconnue dans les régions frontalières. Nous savons qu'il y a du gaz, mais en quelles quantités, nous ne le savons pas.

M. Skoreyko: On a trouvé du gaz?

M. Howland: Oui.

M. Skoreyko: Mais les réserves n'ont pas encore été évaluées?

M. Howland: C'est juste.

M. Skoreyko: Je le répète, il est injuste de pénaliser la province de l'Alberta parce que nous n'avons pas pu trouver une méthode pour déterminer l'importance des ressources existantes. Nous savons qu'il y a du gaz mais nous ne pouvons le mesurer, nous avons refusé 3 demandes qui sont pourtant vitales pour l'Alberta.

Ensuite, monsieur le président, vous avez dit aux principaux ingénieurs qui sont en consultation étroite avec les

compagnies de production dans l'Ouest du Canada et avec l'Office de conservation du gaz naturel ou l'Office de l'Énergie en Alberta. Au moins d'une des grosses compagnies a dépensé environ \$100 millions depuis 1969 dans cette province, supposant, sans doute, qu'après avoir trouvé du gaz, elle aurait l'autorisation de l'exporter aux États-Unis. Nous avons déjà déterminé qu'il y a d'importantes réserves de gaz au Canada, même si nous n'avons pas pu évaluer les quantités exactes de ces réserves. Par conséquent, je me demande si nous n'avons pas fermé la porte à toutes les compagnies américaines qui auraient voulu venir prospecter au Canada. Pensez-vous que ces sociétés vont déverser des centaines de millions de dollars au Canada pour mettre notre industrie en valeur, pour créer des emplois pour nos citoyens, sans savoir ce que va faire l'Office national de l'Énergie lorsque le gaz aura été découvert? Vous rendez-vous compte de la situation dans laquelle ces sociétés se trouvent?

Avant que vous ne répondiez, j'aimerais savoir si vous êtes satisfait de la politique actuelle du gouvernement à l'égard des ressources énergétiques canadiennes, ou si vous pensez que le mandat de l'Office national de l'Énergie vous limite d'une façon ou d'une autre?

[Text]

Mr. Lang: Mr. Chairman, with that addition perhaps I might as well take the whole question. It seems to me that the National Energy Board's very consistent and clear approach to evaluating the needs in Canada and the available reserves in Canada, is understood by the industry, is a clear indication to the industry that there is a justification for exploration.

As Mr. Clermont's question indicated, the industry is responding by very massive investments by way of exploration in regions of country which Dr. Howland referred to as "elephant country" where they are going after very large finds. There really is a basic knowledge there of the existing policy and no reason, particularly, to speculate on any changes of the policy down the road.

The National Energy Board, as the Alberta Conservation Board or the equivalent energy board, take approaches which try to assure a certain supply, approaches which are basically very consistent in their philosophic attitude. I think this is enough basic information for the industry to be aware of what is required. Of course, one cannot guess about what is there. We cannot guess what is in Nova Scotia, and at the moment while there is a little bit of evidence in the North, there is just not enough to be concrete enough to be used in calculations.

There is the same kind of guess-work about use, what kind of conversions will be made in the future from various supplies to gas, what gas prices will be like relative to other matters. These are partly guess-work. The National Energy Board has to try to adopt theories in regard to them and these are known. So, the industry is really invited to go ahead and establish the reserves in the North, and once they are known and established, they will, of course, be into the formula.

As was indicated to Mr. Woolliams in the earlier questioning, there is never a fixed point beyond further consideration of exports because any time facts change, establishments change and so on. It is a new situation and the same principles will lead to a different result.

Mr. Skoreyko: Mr. Lang, I am not entirely sure that the oil and gas industry in Western Canada is entirely satisfied with the terms of reference under which the National Energy Board operates. If what you say is true, and if there is that climate in Canada, can you tell this Committee why two-thirds of the rigs in Western Canada are, in fact, idle? If a greater reserve is necessary and the proper incentives are there, why are they idle?

Mr. Lang: I can only say that the companies are investing large amounts of money in exploration.

Mr. Skoreyko: Will they next year, though?

Mr. Lang: I can only join Dr. Howland in saying that I think, too, there is every reason for them to be pushing exploration in every direction and in every area.

• 1050

Naturally the companies will make choices about how much money they have available for exploration and where they will put the dollars they have. We cannot second-guess them, really, by saying they should have taken so many thousands of dollars out of Eastern Canada and put them into Western Canada. These are practical decisions which they make on the basis of their knowledge as businessmen about what the proper investment attitudes are. I think what we are really saying is that we think the needs are so great that perhaps even more money could go in and therefore more could go into Alberta as well.

[Interpretation]

M. Lang: Monsieur le président, je ferais bien, je crois, de répondre à toute la question. A mon sens, l'Office national de l'Énergie a adopté une attitude très logique pour évaluer les besoins au Canada et les réserves existantes. L'industrie a très bien compris la chose et elle sait qu'elle a intérêt à prospecter.

Comme l'indiquait M. Clermont tout à l'heure, l'industrie répond par des investissements massifs en prospection dans les régions du pays dont M. Howland parlait comme du «pays éléphant», car les sociétés veulent découvrir d'importantes réserves. Tout le secteur industriel connaît très bien la politique actuelle et n'a aucune raison de spéculer sur des changements éventuels.

L'Office national de l'Énergie tout comme l'Office de conservation de l'Alberta ou l'Office de l'énergie correspondant, tentent d'assurer un certain approvisionnement et ont adopté une attitude tout à fait logique et tout à fait conforme à leurs principes. L'industrie a suffisamment de renseignements pour savoir ce que l'on demande. Naturellement, on ne peut pas deviner quelles sont les réserves. On ne peut deviner ce qu'il y a en Nouvelle-Écosse, et maintenant que l'on parle de découvertes dans le Nord, il n'y a pas suffisamment d'élément pour se lancer dans les calculs.

C'est le même genre de devinette en ce qui concerne l'utilisation future de ce gaz; on cherche à savoir quel traitement on fera subir au gaz à l'avenir, quels seront les prix du gaz par rapport aux autres sources d'énergie, etc. Il s'agit en grande partie d'un travail de devinette. L'Office national de l'Énergie doit adopter des théories précises dans ce domaine pour les faire connaître. L'industrie est donc poussée à aller de l'avant, à reconnaître les réserves du Nord et, une fois ces réserves reconnues, on en tiendra compte dans la formule.

Comme M. Woolliams le disait tout à l'heure, il n'y a pas vraiment de limite en ce qui concerne la question des exportations car si les circonstances changent, tout peut changer. Dans une situation différente, les mêmes principes obtiendront des résultats différents.

M. Skoreyko: Je ne suis pas sûr, monsieur le ministre, que l'industrie pétrolière et gazière de l'Ouest du Canada soit tout à fait satisfaite du mandat confié à l'Office national de l'Énergie. Si ce que vous dites est vrai et si le climat est si bon au Canada, pourriez-vous nous dire pourquoi deux tiers des puits dans l'Ouest du Canada ne sont pas exploités? S'il faut des réserves plus importantes et si les stimulants nécessaires sont fournis, quelle est la raison de cela?

M. Lang: Tout ce que je puis dire est que les sociétés investissent de grosses sommes d'argent en prospection.

M. Skoreyko: Le feront-elles encore l'année prochaine?

M. Lang: Je ne puis que répéter ce qu'a dit M. Howland. Je pense qu'elles vont le faire, qu'elles ont toutes les raisons de continuer à prospecter dans tous les secteurs.

Les compagnies devront naturellement décider de la somme d'argent dont elles disposent pour l'exploration et puis à quoi elle la consacreront. Nous ne pouvons pas prendre leur place en disant qu'elles auraient dû transférer tant de milliers de dollars de l'est du Canada à l'ouest du Canada. Ce sont des décisions d'ordre pratique qu'elles prennent, en utilisant leurs connaissances en matière commerciale, pour savoir quels investissements réaliser. Nous déclarons simplement qu'à notre avis les besoins sont si importants qu'il faudrait peut-être consacrer davantage d'argent, et donc en consacrer davantage en Alberta.

[Texte]

Mr. Skoreyko: But, Mr. Minister, the fact of the matter is that an oil company is not the Government of Canada. One of the major oil companies that I made reference to a moment ago has spent something in excess of \$100 million since 1969 in Western Canada. They discovered gas and then found all of a sudden that they could not send a cubic foot of it to the United States, and this was their original intention. Does it not make sense, when you look at it from a business point of view, that you should allow these people—perhaps not their entire application—to recover some of their expenditures? Do not cut them off altogether. Allow them to recover some of their expenditures and then ask them to go into the field again, instead of saying, “No, it is too bad; you have spent \$100 million but we do not have the one trillion cubic feet we are looking for as a surplus before we can allow you to export it.”

I think this is again in the area of policy, Mr. Minister. You just cannot expect private business to spend that kind of money and then you put the lid on them and say, “Until you find some more we will not let you ship any out of the country.”

Mr. Lang: Mr. Chairman, I think Dr. Howland made the very important statement that this year there was no shut-in gas in Canada, which really means that there are markets and it is being marketed. I hope that the Committee will generally agree with the proposition that it is important and an important responsibility of the Government of Canada to ensure first of all that energy is available to Canada. That this is an important policy and it is an important policy which we should not change. It was fundamental to the National Energy Board Act and we should retain that as a basic first principle.

You could argue about a formula for determining what is appropriate. The present formula which the Energy Board has devised—25 times the fourth year, as Dr. Howland said—works out to be very close to the kind of formula that the Alberta Board has devised, which is 30 times the first year. These are not very fundamental differences in the basic approach. The principle is the same in both cases. The companies coming in to invest know that this is the basic approach and obviously they will have to expect that from time to time, unless there is extra above this, they will not be granted permission to export. They really know that, but the point is that right now we are right at the line and a 1.1 trillion deficit is negligible in that sense. Under this formula more exploration be expected to lead to possibilities for further action.

Mr. Skoreyko: Dr. Howland, there is a surplus of gas in the Province of Alberta.

Dr. Howland: A certain surplus to Alberta.

Mr. Skoreyko: That is right. We are interested in the business aspect of it. Because of the fact that four applications have been turned down by your Board recently, can we expect any assurance, either from the Board or—and I might ask the Minister this—from the government that if we cannot have the export market which is available to us south of the border that something will be done to ensure western Canadian gas producers at least the Montreal market in Eastern Canada?

[Interprétation]

M. Skoreyko: Cependant, monsieur le ministre, le cœur du problème est que les compagnies de pétrole n'ont pas le pouvoir de décision du gouvernement du Canada. L'une des grandes compagnies de pétrole que j'ai mentionnées il y a un instant a dépensé plus de 100 millions de dollars depuis 1969 dans l'ouest du Canada. Cette compagnie a découvert du gaz, puis s'est tout à coup rendu compte qu'elle ne pouvait pas en envoyer un seul pied cube aux États-Unis, alors que c'était son intention première. N'est-il pas logique, lorsque l'on considère la question du point de vue commercial, d'autoriser cette société à récupérer, non pas la somme totale, mais une partie de ses dépenses? Il ne faut pas lui supprimer tous les moyens. Il faut lui permettre de récupérer certaines de ses dépenses puis lui demander de reprendre ses activités au lieu de dire «non, nous regrettons; vous avez dépensé 100 millions de dollars, mais nous n'avons pas obtenu le billion de pieds cubes que nous attendons comme surplus avant de pouvoir vous autoriser à exporter.»

Je crois, monsieur le ministre, qu'il s'agit encore ici du domaine de la politique. On ne peut pas espérer d'une entreprise privée qu'elle dépense une telle somme d'argent pour ensuite lui couper les moyens en lui disant «nous ne vous laisserons pas exporter avant que vous ne découvriez davantage de pétrole».

M. Lang: Monsieur le président, il me semble que le Dr. Howland a souligné une chose très importante en disant que cette année le gaz n'était pas bloqué au Canada, ce qui veut dire en réalité qu'il existe des marchés et que le gaz est commercialisé. J'espère que le comité dans son ensemble sera d'accord avec la proposition selon laquelle il est important que le gouvernement du Canada prenne la responsabilité de s'assurer tout d'abord que l'énergie est disponible pour le pays. Il s'agit d'une politique essentielle que nous ne devons pas modifier. Elle est le fondement même de la Loi sur l'Office national de l'énergie et nous devons la conserver comme principe de base fondamental.

Nous pourrions élaborer une formule qui permettrait de déterminer la ligne de conduite à adopter. La formule actuelle conçue par l'Office de l'énergie—vingt-cinq fois la première année, comme l'a indiqué le Dr. Howland—se trouve très proche de la formule conçue par l'Office de l'Alberta, soit trente fois la première année. Il n'existe pas de différence fondamentale dans la méthode de base. Le principe est le même dans les deux cas. Les compagnies qui veulent investir connaissent cette méthode fondamentale et elles devront obligatoirement s'attendre, de temps en temps, à ne pas être autorisées à exporter, à moins qu'elles ne dépassent ces limites. En vérité, elles le savent, mais nous sommes actuellement dans une situation critique et un déficit de 1.1 billion est négligeable dans ce sens. Cette formule permettrait d'explorer davantage et d'offrir de nouvelles possibilités.

M. Skoreyko: Monsieur Howland, il y a un excédent de gaz dans la province de l'Alberta.

M. Howland: Certains excédents en Alberta.

M. Skoreyko: C'est juste. Nous nous intéressons à l'aspect commercial de la question. Considérant que votre Office a récemment refusé quatre demandes, pouvons-nous obtenir l'assurance, de votre part ou—je pourrais la demander au ministre—de la part du gouvernement, que si nous ne pouvons pas profiter du marché d'exportation qui nous est ouvert au sud de la frontière, des mesures seront prises pour garantir aux producteurs de gaz de l'ouest du Canada au moins le marché de Montréal à l'Est?

[Text]

Dr. Howland: I think it is clear that we will not be preserving gas or oil or any other energy for Canada and then not using it in Canada, so I think the two go hand in hand. The growth in the eastern market is certainly a consideration that has prevented the export of this particular gas to the United States, so it seems to me that it follows logically that it will be because of the need and therefore the proposition is that this gas will be moving into the eastern Canadian market and that it is not allowed to be exported.

• 1055

Mr. Skoreyko: Can we expect an increase in the consumption of Alberta gas on the eastern market, and when? There are pipeline facilities that have to be provided or enlarged or extended. But can Alberta producers get some assurance from the government that because of the fact that we have turned down these applications, the government will act in some way to increase the consumption of Alberta gas on the eastern market? This is the point I think very crucial.

Mr. Lang: I do not think it is a question of the government's acting to increase consumption, because while that might happen for a variety of other reasons, governments are interested in pollution-free energy sources and so on.

The Energy Board's analysis is that there is the demand growth there in the central Canadian market that is going to require this gas. Pipeline companies are responding with applications and with construction to carry the gas to the markets as they develop. So it seems to me that we have a complete picture in which the markets are there and the means of conveying the gas to those markets can be expected to be provided.

Mr. Skoreyko: And until something is done, our western producers can go bankrupt. That is exactly what they are doing.

Dr. Howland: Mr. Chairman, I would like briefly to respond to this.

You may have noticed that Mr. Kerr made a statement on a news release from the Chairman of the Board of Trans-Canada. They have moved already to prevent just what you are talking about, which is to buy these gas reserves for use in Canada. As he says, they will buy at the price which was negotiated for the export market. He has an application before the Board which we will hear on December 14 involving construction of new facilities, an expansion of their facilities involving something like \$500 million. So I do not visualize, under the present circumstances, that there is any need for gas to be shut in in Alberta. In fact if the industry finds substantial growth in resources, then the export market will be available to them. That is the law. The law says positively that if an applicant comes to us and we are satisfied about the charges we have under the Act regarding surpluses, then the policy of Parliament is that those can be exported. That is why I feel a little lost here in this discussion. The remedy for this situation does not lie with the Board or government, but with industry. The remedy lies with industry.

Mr. Woolliams: I would end on this. It sounds as if you had a big industry of stetson hats but you were not permitted to sell them. It does seem to me that a little incentive to industry would create exactly the atmosphere we are trying to create here.

[Interpretation]

M. Howland: Il me paraît clair que nous n'allons pas réserver au Canada le gaz, le pétrole ou toute autre source d'énergie, puis ne pas l'utiliser au Canada, et il me semble donc que les deux choses sont liées. La croissance du marché de l'Est est certainement l'un des éléments qui a empêché l'exportation du gaz en question aux États-Unis et il me semble que, logiquement, ceci est dû aux besoins. La proposition est donc que ce gaz soit mis sur le marché de l'est du Canada et qu'il ne soit pas exporté.

M. Skoreyko: Pouvons-nous compter sur une augmentation de la consommation du gaz de l'Alberta sur le marché de l'Est, et quand? Certains gazoducs doivent être construits ou agrandis ou prolongés. Les producteurs de l'Alberta peuvent-ils obtenir l'assurance que, étant donné que nous avons rejeté ces demandes, le gouvernement prendra certaines mesures pour augmenter la consommation du gaz de l'Alberta sur le marché de l'Est? Voilà une question qui me paraît de souveraine importance.

M. Lang: Je ne pense pas qu'il s'agisse de savoir si le gouvernement prendra des mesures pour augmenter la consommation, car, alors que cela pourrait se produire pour toute une série d'autres raisons, les gouvernements s'intéressent aux sources d'énergie non polluantes, etc.

D'après les études de l'Office national de l'énergie, il existe une croissance de la demande sur le marché canadien central, qui rendra l'approvisionnement nécessaire. Les compagnies d'oléoduc déposent des demandes et construisent des oléoducs destinés au transport du gaz aux marchés qui se créent. Il me semble donc qu'il existe des marchés à l'heure actuelle et que l'on peut espérer obtenir les moyens de transporter le gaz aux marchés en question.

M. Skoreyko: Avant que les mesures ne soient prises, nos producteurs de l'Ouest peuvent faire faillite. C'est exactement ce qu'ils font.

M. Howland: Monsieur le président, je voudrais répondre brièvement sur ce point.

Vous avez pu remarquer que M. Kerr a fait une déclaration sur un communiqué de presse délivré par le président du conseil de Trans-Canada. Il a déjà pris des mesures pour prévenir la situation dont vous parlez et qui consistent à acheter certaines réserves de gaz pour les utiliser au Canada. Comme il le dit, ces réserves seront achetées au prix négocié pour le marché de l'exportation. Il a présenté à l'Office une demande que nous examinerons le 14 décembre et qui comprend la construction de nouvelles installations, l'augmentation de leur équipement pour une somme d'environ 500 millions de dollars. Je ne vois donc pas, dans les circonstances actuelles qu'il soit nécessaire de bloquer le gaz en Alberta. En fait, si l'industrie peut bénéficier d'une augmentation substantielle de ressources, le marché de l'exportation lui sera ouvert. Telle est la loi. La loi stipule que si nous recevons une demande d'une société et que les conditions posées par la Loi nous paraissent respectées pour ce qui est des excédents, la politique du Parlement autorise l'exportation. C'est pourquoi, je ne suis pas très bien au point dans cette discussion. Ce n'est pas l'Office ni le gouvernement qui pourront remédier à cette situation, mais bien l'industrie. C'est là qu'il faut chercher le remède.

M. Woolliams: Je voudrais terminer sur ce point. C'est tout comme si vous aviez une grosse industrie de chapeaux mous sans avoir la permission de les vendre. Il me semble qu'une légère stimulation de l'industrie pourrait créer l'atmosphère même que nous essayons de créer ici.

[Texte]

Mr. Skoreyko: Mr. Woolliams made a speech some years ago in which he said that we went to bed with our coal and we are going to go to bed with our gas.

Mr. Lang: There is no evidence of that at all. Indeed, the coal itself is finding its way out of bed.

Vote 65a agreed to.

The Chairman: This meeting is adjourned to 9.30 a.m. Tuesday, December 7, in Room 208, when the Secretary of State will be appearing.

On your behalf I wish to thank the Minister and the witnesses.

[Interprétation]

M. Skoreyko: Monsieur Woolliams a déclaré, il y a quelques années, que nous couchions avec notre charbon. Nous allons coucher avec notre gaz.

M. Lang: Ceci n'est pas prouvé. En fait, le charbon lui-même trouve à sortir du lit.

Le Crédit 65a est adopté.

Le président: La séance est ajournée jusqu'à mardi, 7 décembre, à 9 h.30 du matin, dans la pièce 208, où sera présent le Secrétaire d'État.

Je désire, en votre nom, remercier le ministre et les témoins.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 36

Tuesday, December 7, 1971

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 36

Le mardi 7 décembre 1971

Président: M. Fernand-E. Leblanc

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

The Supplementary Estimates (A) for the
fiscal year ending March 31, 1972

CONCERNANT:

Le Budget supplémentaire (A) pour
l'année financière se terminant
le 31 mars 1972

INCLUDING:

The Ninth Report

Y COMPRIS:

Le neuvième rapport

APPEARING:

The Hon. Gérard Pelletier,
Secretary of State.
The Hon. Otto Lang,
Minister of Manpower and Immigration
and Minister responsible for
the Canadian Wheat Board.

COMPARAISSENT:

L'honorable Gérard Pelletier,
Secrétaire d'État.
L'honorable Otto Lang,
Ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigra-
tion et Ministre responsable de la Commission
canadienne du blé.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

Third Session

Twenty-eighth Parliament, 1970-71

Troisième session de la

vingt-huitième législature, 1970-1971

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Fernand-E. Leblanc

Vice-Chairman: Mr. Paul Langlois

and Messrs.

Alexander	Hales
Cantin	Lefebvre
Clermont	Lessard (<i>LaSalle</i>)
Côté (<i>Richelieu</i>)	Loiselle
Forget	Murta

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Fernand-E. Leblanc

Vice-président: M. Paul Langlois

et Messieurs

Peddle	Rowland
Rock	Roy (<i>Laval</i>)
Rodrigue	Schumacher
Ritchie	Skoberg—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

On Tuesday, December 7, 1971:

Mr. Ritchie replaced Mr. Hales
Mr. Robinson replaced Mr. Smith (*Saint-Jean*)
Mr. Cantin replaced Mr. Lefebvre
Mr. Skoberg replaced Mr. Broadbent
Mr. Murta replaced Mr. Woolliams
Mr. Lessard (*Lac-Saint-Jean*) replaced Mr. Clermont
Mr. Roy (*Laval*) replaced Mr. Crossman
Mr. Clermont replaced Mr. Lessard (*Lac-Saint-Jean*)
Mr. Hales replaced Mr. Carter
Mr. Lefebvre replaced Mr. Robinson

Conformément à l'article 65(4) b) du Règlement

Le mardi 7 décembre 1971:

M. Ritchie remplace M. Hales
M. Robinson remplace M. Smith (*Saint-Jean*)
M. Cantin remplace M. Lefebvre
M. Skoberg remplace M. Broadbent
M. Murta remplace M. Woolliams
M. Lessard (*Lac-Saint-Jean*) remplace M. Clermont
M. Roy (*Laval*) remplace M. Crossman
M. Clermont remplace M. Lessard (*Lac-Saint-Jean*)
M. Hales remplace M. Carter
M. Lefebvre remplace M. Robinson

REPORT TO THE HOUSE

Tuesday, December 7, 1971

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates has the honour to present its

NINTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Friday, November 19, 1971, your Committee has considered the following Votes, as listed in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1972:

Vote 1a relating to Communications;

Vote 5a relating to Consumer and Corporate Affairs;

Votes 1a, 5a, 10a, 15a, 20a and 25a relating to Environment;

Votes 1a, 10a, L13a, and 20a relating to External Affairs;

Votes 5a, 10a, L16a, L17a, 20a, 30a, L40a, L56a, 60a, and 65a relating to Indian Affairs and Northern Development;

Votes 10a, 11a, L16a, L17a, L20a, 25a and 27a relating to Industry, Trade and Commerce;

Vote 1a relating to Justice;

Votes 5a, 10a, 15a, and 20a relating to Manpower and Immigration;

Votes 1a, 5a, and 15a relating to National Defence;

Votes 1a, 5a, 10a, 15a, 30a, 35a, and 40a relating to National Health and Welfare;

Votes 1a and 5a relating to National Revenue;

Vote 5a relating to Parliament;

Votes 1a, 5a, 10a, and 20a relating to Public Works;

Votes 10a and 35a relating to Regional Economic Expansion;

Votes 1a, 10a, 15a, 30a, 40a, 41a, 63a, 65a, 75a, 80a, 95a, 100a, 105a and 115a relating to the Secretary of State;

Votes 1a, 5a, 10a, and 25a relating to Supply and Services;

Votes 5a, 10a, 25a, 30a, 50a, 55a, 80a, 97a, and 105a relating to Transport;

Votes 15a and 20a relating to the Treasury Board;

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mardi 7 décembre 1971

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général a l'honneur de présenter son

NEUVIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 19 novembre 1971, le Comité a étudié les crédits suivants tels qu'énumérés dans le Budget supplémentaire (A) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972.

Le crédit 1a ayant trait aux Communications;

Le crédit 5a ayant trait à la Consommation et aux Corporations;

Les crédits 1a, 5a, 10a, 15a, 20a et 25a ayant trait à l'Environnement;

Les crédits 1a, 10a, L13a et 20a ayant trait aux Affaires extérieures;

Les crédits 5a, 10a, L16a, L17a, 20a, 30a, L40a, L56a, 60a et 65a ayant trait aux Affaires indiennes et au Nord canadien;

Les crédits 10a, 11a, L16a, L17a, L20a, 25a et 27a ayant trait à l'Industrie et au Commerce;

Le crédit 1a ayant trait à la Justice;

Les crédits 5a, 10a, 15a et 20a ayant trait à la Main-d'œuvre et à l'Immigration;

Les crédits 1a, 5a et 15a ayant trait à la Défense nationale;

Les crédits 1a, 5a, 10a, 15a, 30a, 35a et 40a ayant trait à la Santé nationale et au Bien-être social;

Les crédits 1a et 5a ayant trait au Revenu national;

Le crédit 5a ayant trait au Parlement;

Les crédits 1a, 5a, 10a et 20a ayant trait aux Travaux publics;

Les crédits 10a et 35a ayant trait à l'Expansion économique régionale.

Les crédits 1a, 10a, 15a, 30a, 40a, 41a, 63a, 65a, 75a, 80a, 95a, 100a, 105a et 115a ayant trait au Secrétariat d'État;

Les crédits 1a, 5a, 10a et 25a ayant trait aux Approvisionnements et aux Services;

Les crédits 5a, 10a, 25a, 30a, 50a, 55a, 80a, 97a et 105a ayant trait aux Transports;

Les crédits 15a et 20a ayant trait au Conseil du Trésor;

Votes 5a and 15a relating to Urban Affairs and Housing;
and

Votes 5a, 24a, and 25a relating to Veterans Affairs.

Your Committee commends them to the House.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 36*) is tabled.

Respectfully submitted,

Les crédits 5a et 15a ayant trait aux Affaires urbaines et au Logement; et

Les crédits 5a, 24a et 25a ayant trait aux Affaires des anciens combattants.

Le Comité les recommande à l'approbation de la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 36*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

Fernand E. Leblanc

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, December 7, 1971
(46)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met this day at 9.43 a.m. The Chairman Mr. Leblanc (*Laurier*) presided.

Members present: Messrs. Cantin, Clermont, Côté (*Richelieu*), Forget, Hales, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lefebvre, Lessard (*Lac Saint-Jean*), Lessard (*LaSalle*), Murta, Loiselle, Robinson, Ritchie, Rock, Rodrigue, Rowland, Roy (*Laval*), Skoberg—(19).

Other Member present: Mr. Orlikow.

Appearing: The Hon. Gérard Pelletier, Secretary of State, and the Hon. Otto Lang, Minister of Manpower and Immigration, and Minister responsible for the Canadian Wheat Board.

Witnesses: From the Secretary of State Department: Messrs. A. Fortier, Assistant Under Secretary of State; F. Yalden, Assistant Under Secretary of State; B. Ostry, Assistant Under Secretary of State; *From the C.R.T.C.:* Mr. E. E. Boyd, Director, Finance and Management Branch; *From the Public Service Commission:* Mr. J. J. Carson, Chairman; *From the Treasury Board:* Messrs. G. F. Osbaldeston, Deputy Secretary, Program Branch, B. A. MacDonald, Director General, Budget Coordination; *From the Department of Manpower and Immigration:* Messrs. J. C. Best, Assistant Deputy Minister (Operations); S. W. Kaiser, Assistant Deputy Minister (Administration); R. J. Grenier, Assistant Deputy Minister (Manpower).

The Committee began consideration of the Supplementary Estimates (A) 1971-72, relating to the Secretary of State.

The Chairman called Item 1a—Administration, relating to the Secretary of State, and introduced the Hon. Gérard Pelletier and his officials.

The Minister made a brief opening statement and then, assisted by his officials answered questions under Items 1a and 10a.

The questioning completed under Items 1a and 10a, they *carried* severally.

Questioning resumed under Items 15a, 30a, 40a, and 41a and they also *carried* severally.

The Chairman then called Item 65a relating to the Canadian Radio-Television Commission and invited Mr. Boyd to the table. After questioning thereon Item 65a *carried*.

Thereupon, Mr. J. J. Carson, Chairman of the Public Service Commission was questioned under Item 115a which later was *carried*.

The Chairman thanked the Hon. Gérard Pelletier and his officials for their valuable contribution, and they retired.

Then, the Hon. Otto Lang, Minister responsible for the Canadian Wheat Board was invited to the table, and the Chairman called Item 27a—Grains—Interest payments.

PROCÈS VERBAL

Le jeudi 7 décembre 1971
(46)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 9 h 43 du matin sous la présidence de M. Leblanc (*Laurier*).

Députés présents: MM. Cantin, Clermont, Côté (*Richelieu*), Forget, Hales, Langlois, Leblanc (*Laurier*), Lefebvre, Lessard (*Lac-Saint-Jean*), Lessard (*LaSalle*), Murta, Loiselle, Robinson, Ritchie, Rock, Rodrigue, Rowland, Roy (*Laval*), Skoberg—(19).

Autre député présent: M. Orlikow.

Comparait: L'honorable Gérard Pelletier, secrétaire d'État, et l'honorable Otto Lang, ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et ministre responsable de la Commission canadienne du blé.

Témoins: Du Secrétariat d'État: MM. A. Fortier, sous-secrétaire d'État adjoint; F. Yalden, sous-secrétaire d'État adjoint; B. Ostry, sous-secrétaire d'État adjoint; *du Conseil de la radio-télévision canadienne:* M. E. E. Boyd, directeur des services financiers et administratifs; *de la Commission de la Fonction publique:* M. J. J. Carson, président; *du Conseil du Trésor:* MM. G. F. Osbaldeston, sous-secrétaire, direction des programmes, B. A. MacDonald, directeur général, co-ordination du budget; *du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration:* MM. J. C. Best, sous-ministre adjoint (opérations); S. W. Kaiser, sous-ministre adjoint (administration); R. J. Grenier, sous-ministre adjoint (main-d'œuvre).

Le Comité commence l'étude du budget supplémentaire (A) 1971-1972 relatif au secrétariat d'État.

Le président met le crédit 1a en délibération—Administration, relatif au secrétariat d'État—et présente M. Gérard Pelletier et ses hauts-fonctionnaires.

Le ministre fait une brève déclaration d'ouverture puis, assisté de ses hauts-fonctionnaires, répond aux questions sur les crédits 1a et 10a.

Après l'interrogatoire des témoins, les crédits 1a et 10a sont *adoptés* séparément.

On interroge ensuite les témoins sur les crédits 15a, 30a, 40a et 41a qui sont aussi *adoptés* séparément.

Le président met ensuite en délibération le crédit 65a se rapportant à la Commission de la radio-télévision canadienne et invite M. Boyd à prendre la parole. Après l'interrogatoire, le crédit 65a est *adopté*.

On interroge M. J. J. Carson, président de la Commission de la Fonction publique sur le crédit 115a qui est ensuite *adopté*.

Le président remercie M. Gérard Pelletier et ses hauts-fonctionnaires de leur précieuse collaboration; les témoins se retirent.

On invite alors l'honorable Otto Lang, ministre responsable de la Commission canadienne du blé à prendre la parole; le président met en délibération le crédit 27a—Céréales—Paievements de l'intérêt.

The Minister introduced his officials and declared himself ready to answer questions under Item 27a.

The questioning completed, Item 27a *carried* on division.

Then, the Chairman invited the officials of the Department of Manpower and Immigration to the table and called Item 5a—Development and Utilization of Manpower—Operating Expenditures.

The Hon. Otto Lang, Minister of Manpower and Immigration assisted by his officials answered questions under Items 5a, 10a, 15a, and 20a relating to Manpower and Immigration.

Then, Item 5a *carried* on division and Items 10a, 15a, and 20a *carried* severally.

The Chairman thanked the Minister and his officials who retired.

Then, the Chairman called the following Items which *carried* severally:

Item 1a relating to Communications;

Item 5a relating to Consumer and Corporate Affairs;

Items 1a, 5a, 10a, 15a, 20a and 25a relating to Environment;

Items 1a, 10a, L13a, and 20a relating to External Affairs;

Items 5a, 10a, L16a, L17a, 20a, 30a, L40a, L56a, 60a, and 65a relating to Indian Affairs and Northern Development;

Items 10a, 11a, L16a, L17a, L20a and 25a relating to Industry, Trade and Commerce;

Item 1a relating to Justice;

Items 1a, 5a, and 15a relating to National Defence;

Items 1a, 5a, 10a, 15a, 30a, 35a, and 40a relating to National Health and Welfare;

Items 1a and 5a relating to National Revenue;

Item 5a relating to Parliament;

Items 1a, 5a, 10a, and 20a relating to Public Works;

Item 10a and 35a relating to Regional Economic Expansion;

Items 63a, 75a, 80a, 95a, 100a and 105a relating to the Secretary of State;

Items 1a, 5a, 10a, and 25a relating to Supply and Services;

Items 5a, 10a, 25a, 30a, 50a, 55a, 80a, 97a, and 105a relating to Transport;

Items 15a and 20a relating to the Treasury Board;

Items 5a and 15a relating to Urban Affairs and Housing; and

Items 5a, 24a, and 25a relating to Veterans Affairs.

The Committed then instructed the Chairman to report to the House the Items adopted this day.

Le ministre présente ses hauts-fonctionnaires et se dit prêt à répondre aux questions sur le crédit 27a.

Après l'interrogatoire, le crédit 27a est *adopté* sur division.

Le président invite ensuite les hauts-fonctionnaires du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration à venir prendre la parole et met en délibération le crédit 5a—Perfectionnement et utilisation de la main-d'œuvre—Dépenses de fonctionnement.

L'honorable Otto Lang, ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, assisté de ses hauts-fonctionnaires, répond aux questions sur les crédits 5a, 10a, 15a, et 20a relatifs à la main-d'œuvre et à l'immigration.

On *adopte* ensuite le crédit 5a sur division et les crédits 10a, 15a et 20a sont *adoptés* séparément.

Le président remercie le ministre et ses hauts-fonctionnaires qui se retirent.

Le président met alors en délibération les crédits suivants qui sont *adoptés* séparément:

Crédit 1a relatif aux Communications;

Crédit 5a relatif à la Consommation et aux Corporations;

Crédits 1a, 5a, 10a, 15a, 20a et 25a relatifs à l'Environnement;

Crédits 1a, 10a, L13a et 20a relatifs aux Affaires extérieures;

Crédits 5a, 10a, L16a, L17a, 20a, 30a, L40a, L56a, 60a, et 65a relatifs aux Affaires indiennes et au Nord canadien

Crédits 10a, 11a, L16a, L17a, L20a et 25a relatifs à l'Industrie et au Commerce;

Crédit 1a relatif à la Justice;

Crédits 1a, 5a, et 15a relatifs à la Défense nationale;

Crédits 1a, 5a, 10a, 15a, 30a, 35a et 40a relatifs à la Santé nationale et au Bien-être social;

Crédits 1a et 5a relatifs au Revenu national;

Crédit 5a relatif au Parlement;

Crédits 1a, 5a, 10a, et 20a relatifs aux Travaux publics;

Crédits 10a et 35a relatifs à l'Expansion économique régionale;

Crédits 63a, 75a, 80a, 95a, 100a et 105a relatifs au Secrétariat d'État;

Crédits 1a, 5a, 10a et 25a relatifs à l'Approvisionnement et aux Services;

Crédits 5a, 10a, 25a, 30a, 50a, 55a, 80a, 97a et 105a relatifs aux Transports;

Crédits 15a et 20a relatifs au Conseil du Trésor;

Crédits 5a et 15a relatifs aux Affaires urbaines et au Logement; et

Crédits 5a, 24a, et 25a relatifs aux Affaires des anciens combattants.

Le Comité demande au président de faire rapport à la Chambre des crédits adoptés aujourd'hui.

The Chairman thanked the witnesses from the Treasury Board.

Le président remercie les témoins du conseil du Trésor.

At 12.45 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 12 h 45 de l'après-midi, le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Robert D. Marleau

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, December 7, 1971

• 0941

[Text]

The Chairman: Gentlemen, the meeting will come to order. This morning we will resume our hearings on the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1972, relating to the Secretary of State. Later on this morning we will consider also the supplementaries for the Department of Industry, Trade and Commerce represented by the Minister, the Hon. Otto Lang, for the grains program and also for Manpower and Immigration.

From the Secretary of State Department we have as witnesses today, Mr. A. Fortier, Assistant Under Secretary of State; Mr. F. Yalden, Assistant Under Secretary of State, and Mr. B. Ostry, Assistant Under Secretary of State. From the C.R.T.C. we have Mr. E. E. Boyd, Director, Finance and Management Branch and Mr. D. Cable, Chief, Programming, Planning and Analysis. Later on when we move to the Public Service Commission I will introduce their witnesses.

I am going to call Vote 1a on page 104.

Secretary of State

Administration Program

Vote 1a—Administration—Program expenditures—To extend the purposes of Secretary of State Vote 1, Appropriation Act No. 3, 1971 to provide that the expression "Minister without Portfolio" set out therein shall be deemed to read and to always have read as a "Minister of State other than a Minister who presides over a Ministry of State" and to provide a further amount of . . . \$303,000

Maybe the Minister would like to give us a resumé of the objectives of the supplementary estimates.

L'hon. Gérard Pelletier (Secrétaire d'État): Monsieur le président, le budget supplémentaire que nous sommes sur le point d'examiner ne contient que des sommes additionnelles ajoutées aux crédits du Secrétariat d'État qui existent déjà, sauf, évidemment, la somme de \$24,712,000 destinée au programme Perspectives-Jeunesse.

Je répondrai de mon mieux et avec plaisir à toutes les questions que les membres du Comité voudront poser au sujet de ce budget supplémentaire.

The Chairman: Are there any questions on Vote 1a, page 104? Mr. Robinson, please address the Chair before you speak.

Mr. Robinson: Mr. Chairman.

The Chairman: Very well, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: I understand that the total supplementary estimate is \$303,000 and I wonder if it could be broken down more than it is between executive and personnel administration. Mr. Chairman, we have all these various people here from the Department of the Secretary of State and from the C.R.T.C. and I would like to know what part of this \$303,000 pertains to each of them.

The Chairman: Mr. Fortier or Mr. Pelletier.

Mr. A. Fortier (Assistant Under Secretary of State, Secretary of State Department): These sums, Mr. Robinson, in the case of the \$174,000 under Executive, pertain to the work of the Committee on Youth Report with \$129,000 being the personnel administration of the department. These sums have no relationship with the C.R.T.C. which appears, I think, on page 112. There is no relationship between the amounts in these two places.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 7 décembre 1971

[Interpretation]

Le président: Messieurs, la séance est ouverte. Ce matin, nous reprenons l'étude du budget supplémentaire (a) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972 se rapportant au Secrétariat d'État. Par la suite, nous étudierons également les crédits supplémentaires du ministère de l'Industrie et du Commerce et nous aurons le témoignage de l'honorable Otto Lang pour le programme des grains et pour le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Les témoins du Secrétariat d'État sont M. A. Fortier, sous-secrétaire d'État adjoint; M. F. Yalden, sous-secrétaire d'État adjoint et M. B. Ostry, sous-secrétaire d'État adjoint. Pour le CRTC le témoin sera M. E. E. Boyd, directeur, services financiers et administratifs et M. D. Cable, chef, programmation, planification et prévisions budgétaires. Par la suite, quand nous passerons à la Commission de la Fonction publique, je vous présenterai les témoins.

Je mets en délibération le crédit 1a à la page 105.

Secrétariat d'État

Programme d'administration

Crédit 1a—Administration—Dépenses du programme—Pour étendre la portée du crédit 1^{er} (Secrétariat d'État) de la loi n° 3 de 1971 portant affectation de crédits pour disposer que l'expression «ministre d'État» soit considérée comme signifiant et ayant toujours signifié «ministre d'État autre qu'un ministre qui dirige un département d'État» et pour prévoir un montant supplémentaire de \$303,000

Le ministre pourrait peut-être nous dire en bref quel est le but de ce crédit supplémentaire.

Hon. Gérard Pelletier (Secretary of State): Mr. Chairman, the supplementary estimates which we are going to study contain only additional amounts to the budget of the Secretary of State Department which already exist except for the amount of \$24,712,000 for the Opportunity for Youth Program.

I will be pleased to answer to the best of my knowledge all the questions that members of the Committee would want to ask relating to the supplementary estimates.

Le président: Y a-t-il des questions au sujet du crédit 1a à la page 105? Monsieur Robinson, veuillez vous adresser au président avant de prendre la parole.

M. Robinson: Monsieur le président.

Le président: Très bien, monsieur Robinson.

M. Robinson: Je crois comprendre que le montant total des crédits supplémentaires s'élève à \$303,000 et je me demande si vous pourriez me donner une meilleure ventilation des activités comprises dans les rubriques direction et administration du personnel. Monsieur le président, il y a de nombreux témoins du Secrétariat d'État et du CRTC et j'aimerais savoir exactement auxquels d'entre eux se rapportent ces \$303,000.

Le président: M. Fortier ou M. Pelletier.

M. A. Fortier (sous-secrétaire d'État adjoint, Secrétariat d'État): Les sommes de \$174,000 pour la direction et de \$129,000 pour l'administration du personnel se rapportent au travail du rapport du comité Jeunesse. Cela n'a rien à voir avec le CRTC dont le crédit se trouve si je ne me trompe à la page 113.

[Texte]

Mr. Robinson: I would assume then, Mr. Chairman, that we will be dealing with the C.R.T.C. on page 112 later.

The Chairman: We will, later, yes, when I call the vote.

Mr. Robinson: Would I understand then that the total amount \$303,000 has to do with the Committee on Youth Report?

Mr. Pelletier: No, the additional funds required for the completion of the work relating to the Committee on Youth is \$174,000.

Mr. Robinson: What exactly is involved in this? Does this cover the writing up of the report or an analysis of the report?

Mr. Pelletier: Mr. Fortier can give details of the work.

Mr. Fortier: The Committee on Youth completed its work on August 31, therefore, the administrative work from April to August 31 is included in that sum, plus the amount for the printing of the report which has now been distributed, as you know.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

• 0945

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I was interested in the wording of Vote 1a: to provide that the expression "Minister without Portfolio" set out therein shall be deemed to read and to always have read as a "Minister of State other than a Minister who presides over a Ministry of State"

What is this?

Mr. Pelletier: This, I think, could be answered best by the Treasury Board which insisted on putting this in.

The Chairman: Mr. Osbaldeston, could you answer that question on the wording of Vote 1a on page 104: Minister without Portfolio set out therein shall be deemed to read and to always have read as a "Minister of State other than a Minister who presides over a Ministry of State"

Mr. G. F. Osbaldeston (Deputy Secretary, Program Branch, Treasury Board): If agreeable, Mr. Chairman, perhaps Mr. MacDonald could explain it. It relates to the organization of the Bill.

The Chairman: Mr. MacDonald.

Mr. M. B. A. MacDonald (Director Budget Co-Ordination, Treasury Board): Mr. Chairman, under the organization of bills there is provision made for the creation of ministries of state for designated purposes. The salary for the ministers concerned are covered in the Salaries Act. For ministers of state other than for designated purposes there is no salary provision. The original wording of this vote in main estimates carried provision for the payment of the salary of a minister without portfolio. There was a change in the incumbent year when he was made a minister of state rather than a minister without portfolio and it was necessary to cover the salary requirement in this way.

[Interprétation]

M. Robinson: Je suppose donc monsieur le président que nous traiterons du CRTC lorsque nous passerons à la page 113.

Le président: Oui, quand nous mettrons ce crédit en délibération.

M. Robinson: Dois-je comprendre que le montant total de \$303,000 est destiné au rapport du comité Jeunesse?

M. Pelletier: Non, les fonds supplémentaires nécessaires pour terminer le travail se rapportant au comité Jeunesse s'élèvent à \$174,000.

M. Robinson: En quoi cela consiste-t-il exactement? Est-ce que cette somme comporte la rédaction du rapport ou une analyse du rapport?

M. Pelletier: M. Fortier pourrait peut-être vous donner des détails à ce sujet.

M. Fortier: Le comité Jeunesse a terminé son travail le 31 août, et, par conséquent, le travail administratif fait du mois d'avril au 31 août est compris dans ce total, ainsi que le montant destiné à l'impression du rapport qui vient d'être rendu public comme vous le savez.

M. Robinson: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Le libellé du crédit 1a m'intrigue: pour disposer que l'expression «ministre d'État» soit considérée comme signifiant et ayant toujours signifié «ministre d'État autre qu'un ministre qui dirige un département d'État».

Qu'est-ce que cela veut dire?

M. Pelletier: Je crois que c'est au Conseil du Trésor qu'il faudrait demander de vous l'expliquer, car c'est le Conseil lui-même qui a insisté pour rédiger le crédit de cette façon.

Le président: Monsieur Osbaldeston, pourriez-vous répondre à la question concernant le libellé du crédit 1a, page 105:

Ministre d'État soit considéré comme signifiant et ayant toujours signifié «ministre d'État autre qu'un ministre qui dirige un département d'État».

M. G. F. Osbaldeston (secrétaire adjoint, Division des programmes, Conseil du Trésor): Si vous êtes d'accord, monsieur le président, M. MacDonald pourrait peut-être vous donner des explications.

Le président: Monsieur MacDonald.

M. M. B. A. MacDonald (directeur général, Coordination budgétaire, Conseil du Trésor): Monsieur le président, la Loi sur la réorganisation du gouvernement prévoit la création de postes de ministres d'État avec portefeuille. Leurs émoluments sont prévus dans la Loi sur les traitements. Pour les ministres d'État autres que les ministres avec portefeuille, rien n'est prévu concernant leurs émoluments. Dans le budget principal, le libellé de ce crédit prévoyait le versement des émoluments d'un ministre sans portefeuille. Au cours de l'année où le ministre a été nommé ministre d'État plutôt que ministre sans portefeuille il a été nécessaire de couvrir de cette façon les dépenses supplémentaires pour son salaire.

[Text]

The Chairman: Dr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I presume the Youth Report is now finished? It is completed. There are no further expenditures on this investigation contemplated at this time?

Mr. MacDonald: None, sir.

Mr. Ritchie: Has there been any action on the Youth Report?

Mr. Pelletier: There is a process going on right now and quite an active one around the country. There are meetings of voluntary associations such as the Y.M.C.A., the Boy Scouts and the like; all kinds of groups, as a matter of fact, are studying the Youth Report and sending in their views and recommendations. The government is studying the report in the light of these comments and the public debates that accompany it to determine its own attitude eventually towards the recommendations in the Youth Report.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, do you think the Youth Report has uncovered or given a different emphasis or bias to any aspects of our youth problems?

Mr. Pelletier: I am afraid I did not get your question right, sir.

Mr. Ritchie: Do you think the Youth Report has been useful and in what manner?

Mr. Pelletier: I think the Youth Report has been very useful in making the views and aspirations of youth better known than they were. When this study group started, no report on the total Canadian youth had ever been written as far back as we could see. The consultation with over 12,000 Canadian youngsters through various methods certainly identified and made public numerous aspects of the youth attitudes and aspirations that were either not well known or not known at all. Since its publication I think there is evidence of the interest it has created, not only among youth but even among adult institutions which have asked for the report and sometimes have made their comments known to the press and to the public. In youth circles, of course, there has been quite a tremendous interest in the report. I want to underline the fact that, contrary to the press, the youth are not zeroing in on the most sensational recommendations of the report, but maybe on the more important ones.

• 0950

Mr. Ritchie: Could you identify the areas in this report in which you think youth are most interested?

Mr. Pelletier: Surely employment, also the parts of the report that deal with the cultural aspects of youth development in this country, a strong indication that youth sees a relationship between the suggestions of the report which the authors of the report have cryptically designated as P2 and which has some similarity with Opportunities for Youth which, as you know, has created great interest among youth.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Je suppose que le rapport Jeunesse est terminé actuellement, n'est-ce pas? On ne prévoit plus d'autre dépense pour cette enquête?

M. MacDonald: Non.

M. Ritchie: Des initiatives ont-elles été prises à la suite de la publication du rapport?

M. Pelletier: Bien des choses se passent actuellement d'un bout à l'autre du pays. Il y a des réunions d'associations bénévoles telles que le Y.M.C.A., les Boy Scouts, etc.; en fait toutes sortes de groupements étudient le rapport Jeunesse et nous font parvenir leurs commentaires, leurs recommandations. Le gouvernement étudie le rapport à la lumière de ces commentaires et à la lumière du débat public qui les accompagne afin de déterminer quelle doit être sa propre attitude vis-à-vis des recommandations du rapport Jeunesse.

M. Ritchie: Monsieur le président, croyez-vous que le rapport jeunesse a dévoilé certains problèmes de notre jeunesse ou qu'il nous permet d'envisager ses problèmes d'une façon différente?

M. Pelletier: Je m'excuse, mais je n'ai pas compris votre question.

M. Ritchie: Croyez-vous que le rapport Jeunesse a été utile, et si oui, en quoi?

M. Pelletier: Je crois que le rapport Jeunesse a été très utile en ce sens qu'il a fait connaître les idées, les aspirations de la jeunesse mieux qu'elles ne l'étaient auparavant. Lorsque le groupe d'étude a entrepris ces travaux, il n'existait aucun rapport sur la jeunesse canadienne dans son ensemble, aussi loin que l'on se reporte. Les différentes méthodes qui ont été utilisées pour entrer en contact avec les 12,000 jeunes Canadiens ont certainement permis d'identifier et de rendre publiques différentes attitudes et aspirations propres aux jeunes qui n'étaient soit pas bien connues soit pas connues du tout. Je pense que, depuis la publication du rapport, nous avons eu la preuve de l'intérêt qu'il a suscité, non seulement parmi les organisations de jeunes mais également parmi les organisations d'adultes qui l'ont demandé et ont quelquefois fait part de leurs commentaires à la presse et au public. Le rapport a évidemment suscité un intérêt exceptionnel parmi les jeunes. Je voudrais souligner le fait que, contrairement à la

presse, les jeunes ne s'attachent pas aux recommandations les plus saisissantes du rapport, mais sans doute aux plus importantes.

M. Ritchie: Pourriez-vous citer les domaines du rapport auxquels, à votre avis, les jeunes portent le plus d'intérêt?

M. Pelletier: L'emploi, certainement, et également les parties du rapport qui traitent de l'aspect culturel, de l'évolution des jeunes au Canada, ce qui indique clairement que les jeunes voient un rapport entre les suggestions du rapport, que les auteurs ont hermétiquement désigné sous le sigle P2, et le Programme Perspectives-Jeunesse qui, comme vous le savez, a suscité un grand intérêt parmi les jeunes.

[Texte]

The Chairman: Mr. Skoberg.

Mr. Skoberg: To follow up on that question, how do you expect to get feedback from the various regions across the nation on the implications of that report? It is fine to have a report but how do you get feedback now to have some continuity?

Mr. Pelletier: We do not have to worry too much about that because the feedback is coming in. For instance, about a month ago what I would consider the 10 most important voluntary organizations related to youth in this country met in Toronto and recommended that all their membership study the report and indicated to us that they would be sending in the result of all these consultations and discussions which are going on now.

Mr. Skoberg: Mr. Pelletier, are you trying to initiate any of this activity, or are you leaving it up to the various agencies to which you were referring?

Mr. Pelletier: We really did not have to initiate any because it was quite intensively undertaken by the youth agencies themselves. Many members have taken the initiative too of having youth groups in their constituencies gather together to discuss it and some of the feedback is coming to us through members of Parliament. There has been some quite spontaneous and unexpected initiative taken by youth groups of all kinds. So we did not really have to mount any operation to get the feedback, we are getting it—and more than we had expected.

Mr. Skoberg: In man-years authorized under Vote 1a you have 14. Is this all at your headquarters here in Ottawa, or do you have regional quarters to which some of these man-years may be attributed?

Mr. Fortier: These man-years are all in Ottawa for our personnel administration. It should be said that following the growth of the department in the past two years our personnel administration lagged behind and there was a complete review made during the spring of our administrative personnel, which ended up by the addition of 14 man-years approved by the government and they are now reflected in these estimates. They are all in Ottawa. Of course they are serving the field offices as well, but they are not located in the field offices.

Mr. Skoberg: That is all.

• 0955

The Chairman: If there are no questions we will move to Vote 10a, which can be found on page 106.

Bilingualism Development Program
Vote 10a Bilingualism Development—The grants listed in the Estimates—\$850,000

The Chairman: Are there any questions?

Mr. Rock: We have a program, in many forms, for bilingualism and what bothers me today is that while your department is handling a certain number of programs to develop bilingualism the Department of Manpower also does the same for immigrants. When an immigrant arrives he can take French or English courses and get paid through the Department of Manpower, the same as a Canadian would in a retraining program.

In the Province of Quebec presently there are many English-speaking people, particularly in the Montreal area, who are not working today, having been laid off because

[Interprétation]

Le président: Monsieur Skoberg.

M. Skoberg: Pour poursuivre sur cette question, comment pensez-vous obtenir une rétroaction de la part des diverses régions du pays quant aux implications du rapport? La publication du rapport est une bonne chose, mais il ne faudrait pas qu'il reste lettre morte.

M. Pelletier: Ce sujet ne nous inquiète pas beaucoup parce que certains résultats se manifestent déjà. Par exemple, les organisations bénévoles de jeunes que je considère comme les dix plus importantes du pays, se sont réunies il y a environ un mois à Toronto et ont recommandé que tous leurs membres étudient le rapport; elles nous ont fait savoir qu'elles enverraient les résultats des consultations et des discussions qui ont lieu actuellement.

M. Skoberg: Monsieur Pelletier, essayez-vous d'impulser ces activités ou en laissez-vous le soin aux différentes organisations dont vous avez parlé?

M. Pelletier: En vérité, nous n'avons pas eu besoin de prendre de telles initiatives car les organisations de jeunes elles-mêmes avaient déjà entrepris ces activités de façon intensive. Un certain nombre de députés ont également pris l'initiative de former des groupes de jeunes dans leur circonscription pour discuter du rapport et les députés nous font part des réactions de ces jeunes. Des groupes de jeunes de toutes sortes ont pris certaines initiatives spontanées et inattendues. C'est pourquoi nous n'avons pas eu véritablement besoin de provoquer cette réaction; elle vient d'elle-même et davantage que nous l'avions espéré.

M. Skoberg: Le crédit la vous accorde 14 années-hommes. Seront-elles toutes utilisées à votre siège d'Ottawa ou avez-vous des bureaux régionaux auxquels pourraient être attribuées certaines de ces années-hommes?

M. Fortier: Il s'agit d'années-hommes dont la totalité sera destinée à notre administration du personnel à Ottawa. Il convient d'ajouter qu'à la suite de l'évolution de notre ministère au cours des deux dernières années, notre administration du personnel s'est révélée insuffisante, et une restructuration complète de notre administration a été faite au cours du printemps, résultant en une attribution supplémentaire de 14 années-hommes, approuvée par le gouvernement, et qui figure maintenant dans ces prévisions. Il s'agit uniquement d'Ottawa. Elles serviront évidemment dans les bureaux locaux également, mais elles ne sont pas affectées à ces bureaux locaux.

M. Skoberg: C'est tout.

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions, nous passons au crédit 10a, à la page 107.

Programme d'expansion du bilinguisme
Crédit 10a—Expansion du bilinguisme—Subventions inscrites au Budget—\$850,000

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

M. Rock: Le programme du bilinguisme a de nombreux aspects. Ce qui m'inquiète aujourd'hui c'est que si le Secrétariat d'État a mis en œuvre de nombreux programmes afin de promouvoir le bilinguisme, le ministère de la Main-d'œuvre a fait la même chose pour les immigrants. Quand un immigrant arrive au Canada, il peut suivre des cours de français ou d'anglais et être payé par le ministère de la Main-d'œuvre de la même façon qu'un Canadien qui participerait à un programme de recyclage.

Dans la province de Québec, actuellement, il y a de nombreux anglophones, particulièrement dans la région

[Text]

the production of certain firms slackened off. These people are finding it difficult to get their jobs because bilingual people are now requested, and these people are stuck, their unemployment benefits having ceased, and they cannot get into retraining programs because of having a trade or skill. Yet they cannot learn the language in a proper way—because, to do so properly, they would have to take it day after day. It is not a matter of going once a week to take a course. So these English-speaking people today in the Montreal area are having a difficult time to get jobs because they cannot speak French and, at the same time, they cannot get into the retraining program to learn to speak the language. Yet, the immigrant has the right to do so, and to get paid for so doing.

Mr. Pelletier: You can have it the other way around too.

Mr. Rock: This is true, and I was going to say that. The same thing prevails for many French-speaking people who do not know the English language and, where persons have to be perfectly bilingual, they cannot learn English through manpower training. I know that I should bring this up in the estimates of the Department of Manpower but since you also have programs I am bringing it up now in the event the Department of Manpower tell me that it may be the duty of the Secretary of State.

Mr. Pelletier: You can have that assurance because the amounts indicated here have to do with students, and what you are alluding to is surely a problem for the Department of Manpower and Immigration.

Mr. Rock: This is something on which I wanted some direction. Thank you.

Mr. Ritchie: Does this bilingualism development program include anything for multiculturalism?

Mr. Pelletier: No, this is a different program. The multiculturalism program will be announced shortly. These two items have nothing to do with that and are not concerned in any way with multiculturalism.

Mr. Ritchie: What is the \$850,000 for in this vote? Is this an extension of an existing program?

Mr. Pelletier: The additional \$600,000 is required to accommodate an increase in the number of bursaries to Canadian students involved in the study of a second language, French or English. This was initiated as part of a summer program for students. For the summer of 1971 an amount of \$960,000 was budgeted to permit the granting of 1,500 bursaries and, as a result of a Cabinet decision on March 1, plans were drawn up to increase the number of bursaries by 1,000 at an additional cost of \$600,000. These programs enabled some 2,500 Canadian students to study the second language, French or English, during a period of six to seven weeks at 33 campuses across Canada.

Mr. Ritchie: What was the breakdown? How many English students, classified as Anglophones, used their bursary to learn French, and vice versa?

[Interpretation]

de Montréal, qui sont en chômage et qui ont été mis à pied à la suite du ralentissement de la production dans certaines entreprises. Ces personnes ont des difficultés à trouver un autre travail, on exige de connaître les deux langues; ces personnes ne savent quoi faire, elles n'ont plus droit aux prestations d'assurance-chômage et ne peuvent bénéficier d'un programme de recyclage parce qu'on les considère déjà comme spécialisées. Cependant ils ne peuvent apprendre l'autre langue convenablement, parce qu'ils devraient le faire de façon continue. On ne peut consacrer un jour par semaine à suivre un cours. Ainsi ces anglophones de la région de Montréal ont énormément de difficultés à obtenir un emploi parce qu'ils ne peuvent parler français, et ils ne peuvent non plus bénéficier d'un programme de recyclage pour apprendre la seconde langue. Cependant, l'immigrant a le droit de le faire et d'être payé pour cela.

M. Pelletier: L'inverse est également vrai.

M. Rock: C'est vrai et c'est justement ce que je voulais dire. C'est le cas pour de nombreux francophones qui ne connaissent pas l'anglais et qui ne peuvent l'apprendre en bénéficiant des cours du ministère de la Main-d'œuvre. Je sais que je devrais plutôt poser cette question lorsque l'on étudiera les crédits du ministère de la Main-d'œuvre; je l'aborde cependant maintenant au cas où les témoins du ministère de la Main-d'œuvre me diraient que cela relève de la compétence du Secrétariat d'État.

M. Pelletier: Vous pouvez être assuré qu'il n'en est rien car les sommes indiquées ici se rapportent aux étudiants, et vous parlez d'un problème qui relève du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

M. Rock: Je voulais simplement que vous m'éclairiez à ce sujet. Je vous remercie.

M. Ritchie: Ce programme d'expansion du bilinguisme vaut-il aussi pour les programmes de multiculturalisme?

M. Pelletier: Non, il s'agit d'un programme différent. Le programme concernant le multiculturalisme sera annoncé d'ici peu. Les deux crédits à l'étude n'ont rien à voir avec ce programme et ne concernent en aucune façon le multiculturalisme.

M. Ritchie: A quoi se rapportent les \$850,000 du crédit? S'agit-il d'une extension d'un programme existant?

M. Pelletier: Les \$600,000 supplémentaires sont destinés à couvrir le nombre de bourses d'études supplémentaires données aux étudiants canadiens qui étudient une seconde langue, le français ou l'anglais. Ce programme a été mis en œuvre dans le cadre d'un programme d'été pour les étudiants. Pour l'été 1971, un montant de \$960,000 a été prévu au budget pour permettre d'octroyer 15,000 bourses d'études, et à la suite d'une décision du Cabinet datant du premier mars, des plans ont été faits en vue d'augmenter le nombre de celles-ci de 1,000 pour un montant supplémentaire de \$600,000. Ces programmes ont permis à quelque 2,500 étudiants canadiens d'étudier une seconde langue, le français ou l'anglais, au cours d'une période de six à sept semaines dans 33 universités du Canada.

M. Ritchie: Pourriez-vous me donner la répartition? Combien d'étudiants considérés comme anglophones ont-ils reçu cette bourse afin d'étudier le français, et vice versa?

[Texte]

• 1000

Mr. Pelletier: Do you have the breakdown, Mr. Yalden?

The Chairman: I will have that in a few minutes, Mr. Ritchie. In the meantime do you have another question?

Mr. Ritchie: Out of the \$250,000 what was the social action area listed here?

The Chairman: It seems to be quite an impressive list. Do you want the totals only, or by province?

Mr. Ritchie: Well, to start with, totals.

Mr. Pelletier: Well, 1,423 were learning French and 948 were learning English, for a total of 2,371.

Mr. Ritchie: Yes, but did these people stay generally in their own province or, for example, did a Quebec person go to Toronto?

Mr. Yalden: A number of them went to other provinces.

Mr. Ritchie: A relatively small number?

Mr. Yalden: No, it was quite sizeable.

Mr. Ritchie: Would you say half of them approximately?

Mr. Yalden: I do not know that we have the full figures broken down for that but we can get them for you.

Mr. Ritchie: It is probably not significant.

I would like an explanation of the \$250,000 designated to social action. In what manner was that spent?

Mr. Pelletier: This program has been going for two or three years and is for financial assistance to organizations engaged in programs and projects complementary to the government's bilingualism objectives. It ranges from cultural activities, social-cultural animation, funding of associations' projects for study weeks or seminars and the like. There is a great variety of these various things within the program. I could list at least 100.

Mr. Ritchie: You have not a list that can be distributed?

Mr. Pelletier: I do not think a list has been distributed, or that we could distribute one this morning.

Mr. Yalden: I believe a list of our grants was provided in the House in answer to a written question, sir.

Mr. Ritchie: It is in process?

Mr. Yalden: I believe it is available in response to a written question that was put in the House. In any event we certainly could make it available.

Mr. Ritchie: When it is available I would appreciate it.

Mr. Yalden: Certainly.

Mr. Skoberg: Mr. Chairman, perhaps that could be made part of the proceedings so we all could have it, rather than sending it out to each member who might like to have it.

[Interprétation]

M. Pelletier: Avez-vous les chiffres détaillés, M. Yalden?

Le président: Je les aurai dans quelques minutes, M. Ritchie. Entre temps, avez-vous une autre question à poser?

M. Ritchie: Quelles sont les activités socio-culturelles auxquelles les \$250,000 furent consacrés?

Le président: Il semble y avoir une liste très impressionnante. Voulez-vous seulement les totaux, ou voulez-vous la répartition par province?

M. Ritchie: Commençons avec les totaux.

M. Pelletier: 1,423 personnes étudiaient le français et 948 étudiaient l'anglais, pour un total de 2,371.

M. Ritchie: Oui, mais ces personnes restaient-elles généralement dans leur propre province ou une personne du Québec allait-elle à Toronto?

M. Yalden: Certains allaient dans d'autres provinces.

M. Ritchie: Il s'agit d'un nombre relativement réduit?

M. Yalden: Non, c'était un nombre assez important.

M. Ritchie: Diriez-vous qu'environ la moitié d'entre eux l'ont fait?

M. Yalden: je ne sais pas si nous avons les chiffres bien détaillés ici, mais nous pouvons vous les obtenir.

M. Ritchie: Ce n'est probablement pas important.

J'aimerais que l'on m'explique les \$250,000 destinés à l'action socio-culturelle. Comment cet argent a-t-il été dépensé?

M. Pelletier: Ce programme existe depuis deux ou trois ans et sert à aider financièrement des organismes qui s'occupent de programmes et de projets complémentaires aux objectifs de bilinguisme du gouvernement. Il s'agit d'activités culturelles, d'animations socio-culturelles, du financement de certains projets d'associations en vue de semaines d'études ou de séminaires et ainsi de suite. Il y a une grande variété d'activités à l'intérieur de ce programme. Je pourrais vous en énumérer au moins 100.

M. Ritchie: Vous n'avez pas de liste que vous pourriez distribuer?

M. Pelletier: Je ne crois pas qu'une liste ait été distribuée ou que nous pourrions en distribuer une ce matin.

M. Yalden: Je crois qu'une liste de nos subventions a été déposée à la Chambre en réponse à une question écrite, monsieur.

M. Ritchie: Cela se fait présentement?

M. Yalden: Je crois que cette liste est disponible à la suite d'une question écrite et qui a été déposée à la Chambre. De toute façon, nous pourrions certainement vous en donner un exemplaire.

M. Ritchie: Lorsque ce sera possible, j'aimerais bien en avoir.

M. Yalden: Certainement.

M. Skoberg: Monsieur le président, cette liste pourrait peut-être être incorporée à nos comptes rendus afin que nous puissions tous en prendre connaissance, plutôt que de l'envoyer à chaque député qui aimerait en avoir un exemplaire.

[Text]

The Chairman: I do not know. We have to report the proceedings by 2 p.m. and there will be a problem of organization, but that could be circularized by the Clerk to all members of the Committee.

Mr. Skoberg: But the Minutes of this meeting surely will not be ready by two o'clock this afternoon.

Mr. Pelletier: I am reminded that it was given to the House in answer to a question on the Order Paper. So it could be obtained from that source.

Mr. Skoberg: Then we can probably get it.

In respect of the decision-making process in so far as the social action part of your supplements here is concerned, where is that decision made at and at what level? I appreciate the fact that no doubt the Minister himself receives well over 200 letters from members all the time, passed on from particular groups in their constituencies who wish to participate in this program, but how do you allocate that and how do you make a decision?

Mr. Pelletier: Mr. Yalden can answer this question.

Mr. Yalden: As the Minister was saying, the grants are made under several categories, I think eight. Requests are received from the organizations concerned and they are processed by officials in the department, in discussion with the organizations, and approval for grants of this sort is submitted to the Minister, who approves them if he agrees.

• 1005

Mr. Skoberg: Mr. Chairman, do schools that try to take part in some of the social action activities fall within this category or another one?

Mr. Pelletier: No, they come under another program. We do not do it directly; we do it through the departments of education of the provinces, as you know.

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. Most of the questions I wanted to ask have already been answered. They were asked by Mr. Ritchie and Mr. Skoberg, but I have an additional question or two.

What is the breakdown between English and French groups with regard to the social action grants?

Mr. Pelletier: I do not have that with me. This would appear in the list that was tabled in the House in answer to a question.

Mr. Robinson: Of the \$250,000 being spent for groups, could you indicate generally whether it is more for French groups learning to speak English or English groups learning to speak French?

Mr. Pelletier: That question is not answerable because it does not have anything to do with learning English or learning French. It is more a matter of social cultural activities. In the learning process, in so far as we are making direct subsidies—we just went through this a moment ago—it is the only program that we ourselves have dealing directly with the public. For the rest of it, of course, we deal through the ministers of education.

[Interpretation]

Le président: Je ne sais pas. Nous devons faire rapport des Proès-verbaux pour 14 heures et il y aura là un problème d'organisation, mais le greffier du Comité pourrait faire distribuer cette liste à tous les membres du Comité.

M. Skoberg: Mais les comptes rendus de cette séance ne seront certainement pas prêts pour 2 h. cet après-midi.

M. Pelletier: On me rappelle que cette liste a été remise à la Chambre en réponse à une question inscrite au feuilletton. Il serait possible de l'obtenir là-bas.

M. Skoberg: Alors nous pouvons certainement en obtenir une copie.

En ce qui concerne la procédure de prise de décision, par rapport à l'action socio-culturelle dont il est question dans votre budget supplémentaire, à quel niveau les décisions sont-elles prises? Je comprends que des députés transmettent sans cesse au ministre des centaines de lettres provenant de groupes particuliers de leur circonscription qui veulent participer à ce programme, mais comment faites-vous la répartition et comment prenez-vous une décision?

M. Pelletier: M. Yalden peut répondre à cette question.

M. Yalden: Comme le disait le ministre, les subventions sont faites selon plusieurs catégories, je crois qu'il y en a huit. Nous recevons des demandes de la part des organismes intéressés, les représentants du ministère en discutent avec les organismes en question, et les subventions de ce genre sont soumises à l'approbation du ministre, qui les autorise s'il est d'accord.

M. Skoberg: Monsieur le président, est-ce que les écoles qui essaient de participer à certaines activités socio-culturelles font partie de l'une de ces catégories?

M. Pelletier: Non, il s'agit d'un autre programme. Nous ne les aidons pas directement, nous le faisons par l'entremise des ministères de l'éducation des provinces, comme vous le savez.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. La plupart des questions que je voulais poser l'ont déjà été. M. Ritchie et M. Skoberg les ont posées, mais j'aurais une ou deux autres questions à poser.

Quels sont les chiffres précis en ce qui concerne les groupes anglophones et francophones relativement aux subventions pour l'action socio-culturelle?

M. Pelletier: Je n'ai pas ces chiffres avec moi. Ils apparaîtraient dans la liste qui a été déposée à la Chambre en réponse à une question.

M. Robinson: Sur les \$250,000 qui sont dépensés pour ces groupes, pourriez-vous nous dire de façon générale s'il s'agit plutôt de groupes francophones qui apprennent l'anglais ou de groupes anglophones qui apprennent le français?

M. Pelletier: Il est impossible de répondre à cette question car cela n'a rien à voir avec l'étude de l'anglais ou du français. Il s'agit plutôt d'activités socio-culturelles. En ce qui concerne l'étude des langues et les subventions directes que nous faisons à ce sujet, et nous venons d'en parler il y a quelques instants, c'est le seul programme que nous ayons qui se rapporte directement au public. Mais pour le reste, nous nous en occupons bien sûr par l'entremise des ministres de l'éducation.

[Texte]

Mr. Robinson: I understand then that the \$250,000 is in terms of biculturalism and not bilingualism.

Mr. Yalden: The two purposes of the program for which the \$250,000 supplement is being requested are, first, to assist so-called official language minority groups where they find themselves in the minority situation, that is to say, French-speaking minorities outside Quebec or English-speaking minorities inside Quebec. That is the first objective.

The second objective of the program is to try to encourage better understanding between the two groups and, indeed, on a broader scale, among all Canadians, of the bilingual nature of the country.

Mr. Robinson: I am still not clear on this. Is the \$600,000 to be spent toward the bilingualism part of the program, and the \$250,000 on the biculturalism part of the program?

Mr. Yalden: The \$600,000 is for a specific program of summer language courses for students. Therefore, as you say, sir, it is for the learning of a language, or bilingualism, if you wish. The \$250,000 is for a program of social action and includes a number of grants for support of cultural activities of various sorts—partly, as I said, cultural activities involving the minority, whether French or English, partly involving various sorts of national or interprovincial projects which involve both English or French groups in an attempt to improve understanding between the two groups.

Mr. Robinson: Does this include grants given to groups that want to produce newspapers, magazines or publications?

Mr. Yalden: No. We do not make any direct grants to newspapers.

Mr. Robinson: But a newspaper or magazine could be part of the cultural activity, could it not?

Mr. Yalden: It could be that an organization to which we give a grant—for example the Franco-Canadian organization in Manitoba, let us say—as part of its diffusion of information would itself help to assist financially with its newspaper, but we would not make a direct grant to any newspaper.

Mr. Robinson: When any of these so-called cultural groups make an application for a grant, are they required to indicate exactly how they are going to use the funds?

Mr. Yalden: Yes. Generally speaking, sustaining grants or social animation grants are made to the provincial organization. Generally speaking, there is one in each province and they, of course, have to provide an account of how they are going to use the money.

• 1010

If it is a sustaining grant we have the budget for their secretariat and the other purposes they use the money for. If it is a project grant then we negotiate with them the cost of the project in question and we pay—generally speaking we do not pay the whole of any project—a part, the theory being that they should also pay a part in order to indicate a degree of self-interest in the project.

[Interprétation]

M. Robinson: Par conséquent, les \$250,000 se rapporteraient à des questions de biculturalisme plutôt que de bilinguisme.

M. Yalden: Les deux objectifs du programme pour lesquels le supplément de \$250,000 est demandé sont premièrement d'aider les supposés groupes minoritaires des deux langues officielles, dans les régions où ils sont en minorité, c'est-à-dire les minorités francophones à l'extérieur du Québec ou les minorités anglophones au Québec. C'est là leur premier objectif.

Le second objectif du programme est d'essayer de favoriser une meilleure compréhension entre les deux groupes et, sur une plus grande échelle, de promouvoir chez tous les Canadiens la nature bilingue du pays.

M. Robinson: Je ne comprends pas encore très bien. Les \$600,000 seront-ils dépensés pour la section bilinguisme du programme, alors que les \$250,000 seraient dépensés par la section biculturalisme du programme?

M. Yalden: Les \$600,000 sont destinés à un programme spécifique de cours de langues pour les étudiants pendant l'été. Par conséquent, comme vous le dites, monsieur, cet argent est destiné à l'étude d'une langue, ou au bilinguisme, si vous voulez. La somme de \$250,000 est destinée à un programme d'action socio-culturelle et comprend un certain nombre de subventions pour collaborer à des activités culturelles variées, en partie, comme je l'ai dit, des activités culturelles impliquant la minorité, qu'elle soit francophone ou anglophone, et en partie différentes sortes de programmes nationaux ou interprovinciaux qui intéressent à la fois les groupes anglophones ou francophones afin d'essayer d'amener une meilleure compréhension entre les deux groupes.

M. Robinson: Cela comprend-il des subventions données à des groupes qui veulent publier un journal, des revues ou autres publications?

M. Yalden: Non. Nous ne faisons pas de subventions directes à des journaux.

M. Robinson: Mais un journal ou une revue pourrait faire partie de l'activité culturelle, n'est-ce pas?

M. Yalden: Il se pourrait qu'un organisme à qui nous avons accordé une subvention,—par exemple, l'organisme franco-canadien au Manitoba,—dont le but est d'aider la diffusion des renseignements, pourrait ainsi aider à financer son journal, mais nous ne ferions pas de subventions directes à un journal.

M. Robinson: Lorsque l'un de ces dits groupes culturels présente une demande de subvention, doit-il indiquer exactement comment il songe à utiliser les fonds?

M. Yalden: Oui. De façon générale, les subventions en vue d'aider un organisme ou les subventions pour l'animation sociale sont faites à l'organisme provincial. Généralement, il y en a une dans chaque province et elle doit bien sûr rendre compte de la manière dont l'argent sera utilisé.

S'il s'agit d'une subvention pour appuyer un organisme. Nous possédons le budget de leur secrétariat et les autres fins auxquels l'argent doit servir. S'il s'agit d'une subvention pour un projet donné, nous négocions avec l'organisme au sujet du coût du projet en question et de façon générale nous ne défrayons pas le coût total d'un projet, nous en payons plutôt une partie, car nous avons pour principe que l'organisme doit également payer sa part afin de faire preuve d'un certain degré d'intérêt dans le programme.

[Text]

Mr. Robinson: Is there anything in the terms of reference that the organization or group must indicate how they are spending the money and if, in fact, they are spending the money to produce a newspaper or magazine?

Mr. Yalden: They would have to do this if one of their principal purposes in life was to produce a newspaper, yes. As I think the Minister has stated, we are not in the business of subsidizing newspapers.

Mr. Robinson: Thank you.

The Chairman: Mr. Roy.

M. Roy (Laval): Merci, monsieur le président. J'aimerais avoir le consentement des membres du Comité pour revenir au crédit 1a, *Main-d'œuvre*. Quelle a été l'augmentation du personnel pour mener à bonne fin ce programme «Perspectives-Jeunesse»?

M. Pelletier: On me dit que cela va venir dans un autre crédit, plus tard.

M. Roy (Laval): D'accord. Merci.

Ma deuxième question est la suivante. Au poste «Expansion du bilinguisme dans le secteur privé»...

Le président: Vous revenez au crédit 10a—*Expansion du bilinguisme*, je crois.

M. Roy (Laval): Oui, monsieur le président. Quelle est la voie à suivre pour justement obtenir des fonds pour l'expansion de l'anglais ou du français?

M. Pelletier: Je peux vous donner un exemple qui me vient à l'esprit: celui d'une association privée de caractère national qui veut tenir un séminaire ou une conférence et qui nous demande notre appui pour assurer l'interprétation, la traduction simultanée, par exemple. Et M. Yalden pourrait peut-être vous en donner d'autres.

M. Yalden: Oui, et si vous parlez des \$600,000 qui sont prévus dans notre budget supplémentaire, la procédure est la suivante: nous avons signé un contrat avec le Conseil des ministres de l'Éducation et ce sont des représentants de chaque province réunis en un comité qui ont géré le programme de bourses pour les cours de langues donnés durant l'été. Les étudiants faisaient une demande de bourse, soit à leur université locale soit au coordonnateur pour la province. Nous avons fait affaires uniquement avec ce comité, nommé par le Conseil des ministres de l'Éducation.

M. Roy (Laval): Si j'ai bien compris la question du député de Lachine, M. Rock, dans certains groupes d'expression anglaise de Montréal cela pouvait peut-être créer certains problèmes. Avez-vous l'intention ou le ministère prévoit-il aider les compagnies privées à enseigner une langue seconde, comme le fait actuellement le gouvernement fédéral qui donne des cours d'anglais ou de français, afin justement de favoriser l'expansion du bilinguisme?

Alors, je me demande si, au niveau de certaines compagnies, dans le secteur privé, on songe à l'organisation de cours pour les gens d'expression française qui apprennent l'anglais ou vice-versa.

M. Yalden: Oui, monsieur. D'ailleurs, nous avons déjà travaillé en collaboration assez étroite avec un groupe d'entreprises de Montréal qui projette d'établir un centre inter-entreprises qui serait responsable de l'enseignement dans les deux langues officielles pour les employés des compagnies formant le centre inter-entreprises et qui s'intéresserait aussi à la traduction des documents et au meilleur fonctionnement de ces compagnies dans les deux langues. Nous avons prêté une certaine collaboration, si je

[Interpretation]

M. Robinson: Est-ce qu'il y a quelque chose dans le mandat qui oblige l'organisme ou le groupe à indiquer comment ils dépenseront l'argent et si, en réalité, ils dépensent l'argent pour publier un journal ou une revue?

M. Yalden: Ils devraient le faire si l'un de leurs principaux objectifs était de publier un journal, oui. Comme le ministre l'a déclaré, je crois, nous ne nous occupons pas de subventionner des journaux.

M. Robinson: Merci.

Le président: Monsieur Roy.

Mr. Roy (Laval): Thank you, Mr. Chairman. I would like to have the consent of the members of this Committee to come back to Vote 1a, *Manpower*. What was the increase in staff to complete the program entitled "Opportunities for Youth"?

Mr. Pelletier: I am told that this will come under another vote later on.

Mr. Roy (Laval): Very well. Thank you.

Here is my second question. Under "Development of Bilingualism in the Non-Government Sector"...

The Chairman: You are coming back to Vote 10a—*Development of Bilingualism*, I believe.

Mr. Roy (Laval): Yes, Mr. Chairman. What is the procedure to follow to obtain funds for the spreading of English or French?

Mr. Pelletier: I can give you an example: a private organization at the national level that wished to hold a seminar or a conference and we are asked to help them out with interpretation, simultaneous translation, for example. Perhaps Mr. Yalden could give you some more examples.

Mr. Yalden: Yes, and if you are talking about the \$600,000 proposed in our supplementary estimates, the procedure is the following: We have signed a contract with the Council of Education Ministers, and representatives of each province, sitting as a committee, have administered the bursary program for summer language courses. The students submitted an application for a bursary either to their local university or to the co-ordinator for the province. We dealt only with this committee designated by the Council of Education Ministers.

Mr. Roy (Laval): If I understood the question asked by the Member for Lachine, Mr. Rock, this could perhaps create some problems in some English-speaking groups in Montreal. Is it your intention or is your Department thinking of helping the private companies to teach a second language as is now done by the federal government which provides English or French courses in order to promote the spreading of bilingualism?

I wonder then if in some companies in the non-government sector they are thinking of providing language courses for the French-speaking people who want to learn English and vice versa.

Mr. Yalden: Yes, sir. Besides, we have already worked closely with a group of Montreal companies which intend to establish a joint centre which would be responsible for the teaching of the two official languages to the employees of the companies involved, and which would deal also with the translation of documents, and which would seek to improve the operation of these companies in both languages. We have also cooperated, if I may use these words, at the technical level, that is not at the financial level. The

[Texte]

puis m'exprimer ainsi, au niveau technique, c'est-à-dire pas au niveau financier. Les grandes firmes industrielles n'ont pas besoin de subventions financières, mais elles ont besoin d'une certaine coopération et même d'aide technique, que nous avons déjà données par l'entremise de notre personnel qui a consulté et collaboré avec ces gens à Montréal. Bien sûr, nous pourrions le faire dans d'autres villes du pays, mais c'est à Montréal que cela a commencé à cause de l'intérêt des firmes commerciales de cette ville.

M. Roy (Laval): Merci.

Le président: Monsieur le ministre, j'aurais une question à vous poser. Les groupes ethniques peuvent-ils profiter du programme d'expansion du bilinguisme ou est-ce que ça tombe sous la juridiction du ministère de l'Immigration?

M. Pelletier: Je ne comprends pas très bien le sens de votre question.

Le président: Bien, est-ce qu'un groupe ethnique, par exemple, des Italiens, pourraient apprendre l'anglais ou le français en vertu du programme dont nous étudions les crédits à l'heure actuelle?

M. Pelletier: Ah, vous parlez du programme des \$600,000. Oui, sûrement, dans le programme d'été, oui.

Le président: Alors, merci.

The Chairman: Mr. Skoberg.

Mr. Skoberg: I would like to ask a short question, Mr. Chairman. Could "within a nongovernment sector" include a trade union group—you may have answered that a moment ago and I missed it—that wanted to use this part of the activity?

Mr. Yalden: As I think the Minister said earlier, this particular \$600,000 we are asking for in the supplementary estimates is for a program of summer language courses for students. In the private sector, as I was saying a few moments ago to the gentleman at the end of the table, we have had a program of co-operation with industry. It is not a financial program in the sense that we do not feel they need the money. We would certainly be at the disposal of labour unions if they were interested in this sort of thing. In addition to that, we have a small program for the provision of grants to organizations of all sorts across the country that wish to run a conference, let us say, in both languages. In other words, we subsidize simultaneous interpretation and we subsidize the printing of conference documents and organization documents in both languages. However, that is another program, it is not the one for which the \$600,000 is being asked.

Mr. Skoberg: Mr. Chairman, it might be in the answer that was tabled in the House, but I would like to see a breakdown of the individual provinces that have benefited from this program, if that is available. I do not want to take up the time of the Committee to go through the 10 provinces.

Mr. Yalden: In grants under \$250,000—the so-called social action grants—I believe it does give a breakdown by province. In any case, we can get it.

[Interprétation]

important industrial companies do not need financial help, but what they do need is some co-operation and even some technical assistance, which we already have given through our staff who gave advice to and co-operated with these people in Montreal. Of course, we could do it in other cities in the country, but it is because the whole thing started in Montreal because of the interest shown by the companies established in this city.

Mr. Roy (Laval): Thank you.

The Chairman: Mr. Minister, I would have a question to ask you. Can the ethnic groups benefit from your program for the development of bilingualism or does that fall under the jurisdiction of the Department of Immigration?

Mr. Pelletier: I do not quite understand your question.

The Chairman: Could an ethnic group, for example, the Italians, learn English or French under the program for which the credits we are studying now are designated?

Mr. Pelletier: You are talking about the program for which we ask for \$600,000.

Yes, of course, in the summer program.

The Chairman: Thank you.

Le président: Monsieur Skoberg.

M. Skoberg: J'aimerais poser une brève question, monsieur le président. On a déjà peut-être répondu à cette question il y a un instant, mais je ne l'ai pas entendu. La phrase «dans le secteur privé», comprend-elle les syndicats ouvriers qui voudraient utiliser ce genre d'activité?

M. Yalden: Je crois que le ministre vient de le dire, ces \$600,000 que nous demandons en budget supplémentaire sont destinés à un programme de cours de langue donnés aux étudiants pendant l'été. Dans le secteur privé, comme je le disais il y a un instant à ces messieurs à l'autre extrémité de la table, nous avons eu un programme de coopération avec l'industrie. Il ne s'agit pas d'un programme financier, car nous croyons qu'ils n'ont pas besoin d'argent. Nous serions certainement à la disposition des syndicats ouvriers s'ils étaient intéressés à ce genre de chose. De plus, nous avons un programme moins important visant à accorder des subventions aux organismes de toute sorte à travers le pays qui désirent organiser une conférence, disons dans les deux langues. En d'autres termes, nous subventionnons l'interprétation simultanée et nous subventionnons l'impression des documents de la conférence et des documents de l'organisme dans les deux langues. Cependant, il s'agit d'un autre programme, il ne s'agit pas de celui pour lequel nous demandons les \$600,000.

M. Skoberg: Monsieur le président, ce renseignement se trouve peut-être dans la réponse qui a été déposée à la Chambre, mais j'aimerais connaître les chiffres détaillés pour chaque province qui a profité de ce programme, si c'est possible. Je ne veux pas abuser du temps du Comité en faisant lire ces chiffres pour les 10 provinces.

M. Yalden: En ce qui concerne les subventions au titre de l'action dite socio-culturelle, c'est-à-dire le montant total de \$250,000, je crois que nous avons une ventilation par province. De toute façon, nous pouvons l'obtenir.

[Text]

Mr. Skoberg: Do we have a breakdown of the first part, the development of bilingualism in the nongovernment sector, province by province?

Mr. Yalden: For the summer language classes we have a breakdown by province and by university.

Mr. Skoberg: Could that be made available, Mr. Chairman?

Mr. Yalden: I believe it can.

Le président: Monsieur le ministre, est-ce que le terme anglais *social action* et le terme français «action socio-culturelle» n'ont pas des sens différents?

M. Pelletier: Ce n'est pas différent en réalité, en tout cas ça désigne la même chose. Mais si vous me demandez de trancher le problème...

M. Yalden: Ce ne sont pas des termes faciles à définir ni en anglais ni en français. C'est une expression un peu boiteuse...

Le président: En anglais, vous n'avez pas le mot *cultural*; vous avez seulement *social action* et en français, vous mettez «action socio-culturelle.» Je me demandais s'il y avait une différence entre ce qui est offert aux Anglais et aux Français...

M. Pelletier: Non.

Le président: C'est le même programme?

M. Pelletier: C'est le même programme.

Le président: Alors merci.

Vote 10a agreed to.

The Chairman: We will now come back to Vote 1a.

Vote 1a agreed to.

Arts and Cultural Support Program

Vote 15a—Arts and Cultural Support—Program expenditures and the grant listed in the Estimates—\$150,000

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I wonder if we could have Special Events and State Protocol for the sum of \$100,000 explained to us.

Mr. Pelletier: Yes. The amount of \$100,000 is to cover the balance of the cost of the royal tour to British Columbia on the occasion of its centenary of confederation with Canada. Funds were provided from Treasury Board Vote 5 for this purpose. The total cost of the royal tour to the federal government during 1970-71 and 1971-72 was estimated to be \$147,061.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, is the grant to the Fathers of Confederation Memorial Trust an annual grant of \$50,000?

• 1020

Mr. Pelletier: No, this is a supplement to a grant. There is an annual grant and this is in supplement to it. We had representations from P.E.I. that they could not support the centennial memorial and they asked the government to first make it officially a national memorial and to take definite responsibility for it. They submitted their budgets to us and we saw that they were in real need, so we agreed to increase our grant provided they would increase the provincial grant. I think that next year a new arrangement will have to be made because it is a small province which finds itself with a fairly big institution on its hands and the

[Interpretation]

M. Skoberg: Avons-nous des chiffres détaillés pour la première partie, soit celle qui porte sur l'encouragement du bilinguisme dans le secteur privé, des chiffres pour chaque provinces?

M. Yalden: En ce qui concerne les cours de langue pendant l'été, nous avons des chiffres pour chaque province et chaque université.

M. Skoberg: Pourrait-on obtenir ces détails, monsieur le président?

M. Yalden: Je crois que c'est possible.

The Chairman: Mr. Minister, does the English expression "social action" and the French expression *action socio-culturelle* have a different meaning?

Mr. Pelletier: In fact, there is no difference, it means the same thing. But if you ask me to settle the problem...

Mr. Yalden: Those expressions are not easy to define in English or in French. The expression is a little unsatisfactory...

The Chairman: The English sentence does not include the word "cultural"; you only have "social action" and in French, you use *action socio-culturelle*. I was wondering if there was any difference between what is offered to the English-speaking people and to the French-speaking...

Mr. Pelletier: No.

The Chairman: It is the same program?

Mr. Pelletier: It is the same program.

The Chairman: Thank you.

Le crédit 10a est adopté.

Le président: Nous allons maintenant revenir au crédit 1a.

Le crédit 1a est adopté.

Programme d'aide aux activités artistiques et culturelles
Crédit 15a—Aide aux activités artistiques et culturelles—Dépenses du programme et subventions inscrites au budget—\$150,000

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je me demande si l'on pourrait nous expliquer la somme de \$100,000 destinée aux cérémonies spéciales et protocoles nationales.

M. Pelletier: Oui. Le montant de \$100,000 est destiné à combler le solde du coût de la visite royale en Colombie-Britannique lors du centenaire de cette province. Les fonds ont été fournis en vertu du crédit 5 du Conseil du trésor destinés à cette fin. Le coût total de la visite royale pour le gouvernement fédéral au cours de 1970-1971 et 1971-1972 a été évalué à \$147,061.

M. Robinson: Monsieur le président, la subvention au «trust» de l'édifice commémoratif des Pères de la Confédération est-elle une subvention annuelle de \$50,000?

M. Pelletier: Non, il s'agit d'une augmentation de subvention. Il y a une subvention annuelle et ce montant vient s'y ajouter. L'Île du Prince Édouard nous a fait savoir qu'elle ne pouvait pas financer l'édifice commémoratif du centenaire et ils ont demandé au gouvernement d'en faire d'abord officiellement un monument commémoratif national et ensuite d'en assumer la responsabilité financière. Les responsables nous ont présenté leur budget et nous avons constaté qu'ils éprouvaient des difficultés sérieuses, aussi, nous avons accepté d'augmenter notre subvention pourvu que la province accorde également une subvention plus

[Texte]

costs are rising, of course. They were helped last summer by this increase, plus an Opportunities for Youth project for their ushers and for some young people who worked in the centre. However, it is definitely a very important institution which is in a very small province and we want to settle this more or less on a permanent basis starting next year.

Mr. Robinson: I am not objecting to spending the money, Mr. Minister, I am really concerned about whether this is a one-shot arrangement or can something be worked out, as in the case of historical sites, for instance, where the federal government would take over the total cost of maintaining it. This is what I was wondering about.

Mr. Pelletier: No. First of all, historical sites are not concerned with this kind of a cultural centre. As you know, this is located in the Department of Indian Affairs and Northern Development. We are responsible for the federal angle of this. We think that the province should continue to provide some funds because some services, particularly during the winter, are almost exclusively to the people of the Province of P.E.I., but we recognize that a large portion of it goes against expenses that are really in the interests of Canada as a whole. We recognize that and we want to make a permanent arrangement with the province so that their budgets will not be strained. We would probably have representatives of the federal government on their board of directors. If it is recognized as a national memorial we would see to it that it is made more bilingual than it is now, and we would have a permanent arrangement with them.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Skoberg.

Mr. Skoberg: Mr. Chairman, I see that the objective of the arts and cultural support program is to bring culture within the reach of all segments of society, and again I was wondering if we could get a breakdown of the additional estimates required for the various areas under arts and cultural support.

Mr. Pelletier: The supplementaries in this case are for two very specific items. One is the P.E.I. memorial and the other one is the royal tour. If we were studying the budget of the department we could indicate approximately what the total budget is, but I am afraid we did not come armed with all the details this morning.

Mr. Skoberg: Mr. Chairman, what does the figure behind the 10 and the 12 stand for under 15A? That is not the number of projects involved, is it?

Mr. Pelletier: The numeral 10 is a coding of the Treasury Board that means grants and 12 means all other expenditures.

[Interprétation]

importante. Mais je pense que nous devons prendre de nouvelles dispositions l'année prochaine parce qu'il s'agit d'une petite province qui se trouve avec un édifice très important sur les bras, et bien sûr les frais augmentent. L'été dernier cette augmentation les avait aidés et, en outre, les huissiers de l'édifice et certains jeunes gens qui travaillaient dans le centre bénéficiaient du programme perspective jeunesse. Toutefois, il est clair qu'il s'agit d'un édifice considérable qui se trouve dans une très petite province et, à partir de l'année prochaine, nous voulons régler ce problème de façon permanente.

M. Robinson: Je ne vois pas d'objection à ce que l'on dépense ces fonds, monsieur le Ministre, mais j'aimerais vraiment savoir s'il s'agit d'un arrangement en une seule étape ou si l'on pourra mettre au point une solution semblable à celle que l'on a adoptée pour les sites historiques, par exemple, qui engagerait le gouvernement fédéral à assumer tout le financement. Voilà ce que je me demandais.

M. Pelletier: Non. En premier lieu, les sites historiques n'ont rien à voir avec ce genre de centre culturel. Comme vous le savez, cela relève du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Nous sommes responsables de la partie qui concerne le fédéral. Nous estimons que la province devrait toujours fournir certains fonds étant donné qu'une partie des services, surtout l'hiver, sont destinés presque exclusivement aux habitants de l'île du Prince Édouard mais, d'autre part, nous reconnaissons qu'une grande partie des fonds investis le sont dans l'intérêt du Canada tout entier. Nous reconnaissons ce fait et nous voulons prendre des dispositions permanentes avec la province de façon à ce que ses budgets ne soient pas trop lourdement grevés. Le conseil d'administration comprendrait sans doute des représentants du gouvernement fédéral. S'il est reconnu qu'il s'agit d'un monument commémoratif national, nous veillerions à intensifier les activités bilingues et nous adopterions des dispositions permanentes avec les responsables.

M. Robinson: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Skoberg.

M. Skoberg: Monsieur le président, je vois que le programme d'aide aux activités artistiques et culturelles vise à mettre la culture à la portée de tous les échelons de la société et, encore une fois, je me demandais si nous pouvions obtenir une répartition des prévisions budgétaires supplémentaires pour les différents domaines qui tombent sous la rubrique aide aux activités artistiques et culturelles.

M. Pelletier: Les budgets supplémentaires dans ce cas visent deux postes précis. D'une part, le monument commémoratif de l'île du Prince Édouard et, d'autre part, le voyage de la famille royale. Si nous étions en train d'étudier le budget du ministère, nous pourrions vous dire de façon approximative ce que représente l'ensemble du budget mais je crains que nous ne soyons pas munis de tous les détails ce matin.

M. Skoberg: Monsieur le président, que représentent ces chiffres 10 et 12 dans le crédit 15A? Il ne s'agit pas du nombre de programmes visés?

M. Pelletier: Le chiffre 10 est un code du Conseil du trésor qui signifie subvention et le chiffre 12 s'applique à toutes les autres dépenses.

[Text]

Mr. Skoberg: Yes, that is right. I thought maybe you had that number of different grants for those supplements.

The Chairman: Shall Vote 15A carry?
Vote 15A agreed to.

The Chairman: We will now move to item 30A on page 108.

A—Department—Translation Program
Vote 30A—Translation—Program expenditure—\$233,-
000

The Chairman: Are there any questions? Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: As I understand it, one of the problems of bilingualism is in scientific and technical translation. Can you give me an idea what your problems are here?

• 1025

Mr. Pelletier: Yes, the money is against the creation of two subsections, two translation modules as they call them at National Defence Headquarters in Ottawa, at a cost of \$54,000 in order to meet the increasing translation requirements within the Department of National Defence, and the creation of a terminology subsection at a cost of \$13,000, with the subsection being specially designed to meet the translation needs of the Department of National Defence.

There are all kinds of publications. I suppose the Minister of National Defence would be in a better position to explain to you in technical terms what this is all about, but there are a great number of manuals, textbooks of one kind and another, forms and the like, that up to now had only existed in English. The Department of National Defence having more and more bilingualism and having decided that they want to operate in French, all this material was needed. This sum is needed to create two translation modules to take care of that and it is highly technical.

Mr. Ritchie: Am I to understand that these are defence manuals, if you want to call them that, or defence forms...

Mr. Pelletier: Technical forms, yes.

Mr. Ritchie: ... for which the standardized English, generally speaking, are being translated into French?

Mr. Pelletier: That is right.

Mr. Ritchie: I see.

Mr. Pelletier: You know some of these things are very easy. They are called scientific and technical—it is quite easy to translate gun into *fusil*—because the meaning of some of the terms used are not even known in English. Therefore, when you come to translate them it really requires some pretty highly specialized translators to do the job.

Mr. Ritchie: You do not draw on Paris for this type of thing, do you?

Mr. Pelletier: No, we tend to have it homespun.

[Interpretation]

M. Skoberg: Oui, c'est exact. Je pensais qu'il s'agissait peut-être du nombre de subventions différentes prévues dans le cadre de ces crédits supplémentaires.

Le président: Le crédit 15A est-il adopté?
Le crédit 15A est adopté.

Le président: Nous allons à présent passer au crédit 30A, à la page 108.

A—Ministère—Programme de la traduction
Crédit 30A—Traduction—Dépense du programme—
\$233,000

Le président: Y a-t-il des questions à ce sujet? Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Si je comprends bien, l'un des problèmes que pose le bilinguisme est celui de la traduction scientifique et technique. Pourriez-vous me dire quels sont vos problèmes dans ce domaine?

M. Pelletier: Oui, ces fonds sont destinés à la création de deux modules de traduction, comme on les appelle maintenant, à l'Administration centrale du ministère de la Défense nationale à Ottawa, ce qui représente \$54,000 destinés à faire face aux exigences croissantes de traduction au sein du ministère de la Défense nationale ainsi que la création d'un module de terminologie, soit \$13,000, module destiné à répondre aux besoins de traduction du ministère de la Défense nationale.

Il y a toutes sortes de publications. Je pense que le ministre de la Défense nationale serait peut-être plus apte à vous expliquer en termes techniques ce que tout cela représente mais il y a un grand nombre de manuels, d'ouvrages de référence de toute sorte, de formules, etc., qui jusqu'ici n'existaient qu'en anglais. Le ministère de la Défense nationale mettant en œuvre le bilinguisme de plus en plus, a décidé d'utiliser le français, aussi, la traduction de tous ces documents est nécessaire. Ce montant a pour objet de créer deux modules de traduction hautement technique.

M. Ritchie: Dois-je comprendre qu'il s'agit de manuels de défense, si l'on peut les appeler ainsi ou de formules de défense?

M. Pelletier: Des formules techniques, oui.

M. Ritchie: ... Il s'agit de les traduire de l'anglais que l'on utilisait jusqu'ici, en français, c'est bien cela?

M. Pelletier: Tout juste.

M. Ritchie: Je vois.

M. Pelletier: Vous savez, certaines choses paraissent très faciles, on les coiffe pompeusement du terme scientifique et technique. Il est très facile de traduire *gun* par fusil mais, d'autre part, le sens de certains termes utilisés n'est même pas connu en anglais. Aussi, lorsque vous voulez les traduire, il faut faire appel à des traducteurs hautement spécialisés.

M. Ritchie: Vous ne faites pas appel à Paris pour résoudre ce genre de problème, n'est-ce pas?

M. Pelletier: Non, nous essayons de faire cela ici, chez nous.

[Texte]

Mr. Ritchie: You mean the French in Paris do not have . . .

Mr. Pelletier: No, I know from my colleagues that there were some visitors from France who worked with them, but we want to create a Canadian capability because we do not want to depend on foreigners to do this kind of work. As these things are changed or modified, or new publications come about, we want to be in a position to translate them locally.

Mr. Ritchie: If you have a military manual, is one page English and the other French or does there tend to be an English manual and a French manual?

Mr. Pelletier: That I could not tell you.

Mr. Ritchie: I see. Thank you Mr. Chairman.
Vote 30 agreed to

The Chairman: We will move then to Vote 40a on page 108 and 110—Citizenship Development program.

Citizenship Development Program

Vote 40a—Citizenship Development—The grants listed in the Estimates and contributions—To authorize the transfer of \$4,253,000 from Secretary of State Vote 35, Appropriation Act No. 3, 1971 for the purposes of this Vote and to provide a further amount of—\$1,785,300

Are there any questions? Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: To start with, in what area is this being used and how it is being used?

Mr. Pelletier: Do you want a general explanation on the item?

Mr. Ritchie: Yes, just a general explanation.

Mr. Pelletier: I can tell you, generally, that the travel and exchange, \$2.5 million, covers the extension of this activity in line with the government's objective for a program for students' summer activities; \$1.9 million in grants relating to an increase in the activity and \$600,000 in grants relating to the Hostel and Kiosk Project. The Cabinet Committee on Social Policy approved the recommendation of the Interdepartmental Committee on Indian and Eskimos policy in respect of funding criteria and funding levels for the CORE and Communications Workers Program and the payments of grants in 1971-72, which would require supplementary estimates of \$3,482,200 in the fiscal year 1971-72. Funds for this purpose were then allotted from Treasury Board Vote 5.

• 1030

Citizenship Participation—Treasury Board approved the payment of a grant of \$56,100 to the Canadian Committee for its Canada Week project and Opportunities for Youth, \$24,712,000. Cabinet approved a program for student summer employment and activities in 1971. Included within the over-all program was the Opportunities for Youth Program amounting to \$14,712,000. Subsequently the Treasury Board considered and approved the department's proposals for the criteria of the selection of projects, the regional allocation of funds and the administrative arrangements. Funds were allotted from Treasury Board Vote 5 for this purpose and in May an additional sum of \$10 million was approved by Cabinet for this

[Interprétation]

M. Ritchie: Vous voulez dire que les Français de Paris n'ont pas . . .

M. Pelletier: Non, d'ailleurs mes collègues m'ont appris que certains Français leur ont rendu visite pour collaborer avec eux mais nous voulons créer un potentiel canadien parce que nous ne voulons pas dépendre des étrangers en ce qui concerne ce genre de travail. Comme toutes ces choses sont constamment modifiées, de nouvelles publications paraissent, nous voulons être en mesure de les traduire ici.

M. Ritchie: Pour ce qui est des manuels militaires, trouvez-vous la version anglaise sur une page et la version française en regard ou y a-t-il plutôt une tendance à publier un manuel anglais, d'une part, et un manuel français d'autre part?

M. Pelletier: Je ne pourrais pas vous le dire.

M. Ritchie: Je vois. Je vous remercie, monsieur le président.

Le Crédit 30 est adopté.

Le président: Nous allons à présent passer au crédit 40a à la page 108 et 110—Programme de promotion du civisme

Programme de promotion du civisme

Crédit 40a—Promotion du civisme—Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$4,253,000 du crédit 35 (Secrétariat d'État) de la Loi n° 3 de 1971 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de—\$1,785,300

Y a-t-il des questions? Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Pour commencer, j'aimerais savoir dans quel domaine et de quelle façon ces fonds sont utilisés?

M. Pelletier: Vous voulez une explication générale de ce poste de dépenses?

M. Ritchie: Oui, une explication générale, tout simplement.

M. Pelletier: De façon générale, je puis vous dire que les voyages et les échanges, soit \$2,500,000, visent à intensifier cette activité dans le cadre de l'objectif gouvernemental visant à instaurer un programme d'activités d'été pour les étudiants; il y a des subventions pour \$1,900,000 destinées à intensifier ces activités ainsi que \$600,000 de subventions au Programme d'auberges et de centres d'accueil. Le Comité du Cabinet sur la politique sociale a approuvé la recommandation du Comité interministériel sur la politique indienne et esquimaude en ce qui concerne les critères et les niveaux de financement pour le programme CORE et le Programme des travailleurs de la communication ainsi que le paiement de subventions au cours de l'année 1971-1972, ce qui nécessiterait un budget supplémentaire

de \$3,482,200 pour l'exercice financier 1971-1972. Les fonds nécessaires proviennent du crédit 5 du Conseil du Trésor.

Participation des citoyens—Le Conseil du Trésor a approuvé le versement d'une subvention de 56,100 dollars au Comité canadien pour son projet de la semaine canadienne et pour le programme perspectives-jeunesse, une subvention de 24,712,000 dollars. Le Cabinet a approuvé un programme d'emplois et d'activités pour les étudiants en 1971. Le programme perspectives-jeunesse s'élève à 14,712,000 dollars, dans le cadre du programme d'ensemble. Par la suite, le Conseil du Trésor a étudié et approuvé la proposition du ministère au sujet des critères de sélection des programmes, de la répartition régionale des fonds

[Text]

program and allotted from Treasury Board Vote 5. A total of 34 man-years were required for the operation of this program.

Mr. Ritchie: There has been a certain amount of criticism in the Opportunities for Youth program in respect of certain projects. Did you feel that in general the program was reasonably successful as far as the objective was concerned, and what about criticism of specific grants that may have seemed unusual?

Mr. Pelletier: Certainly my impression is that the program was indeed not only reasonably but very successful, I think, and an evaluation of this success will be tabled in the House today.

With respect to the programs that were criticized I think, after inquiring into the various programs, we found less than 1 per cent, not the programs themselves but the way they were carried out, was objectionable—which I think is a fairly good rate of success.

Mr. Ritchie: Was there an element of some programs not being properly screened due to some unknown factors, or maybe a new program?

Mr. Pelletier: There were many unknown factors, of course, due to the fact that it was a new program but I think the percentage of difficulties, if you wish, that we experienced in the various programs is in line with the rate of difficulty or failure that you would experience even in an adult program which would not be an experimental one. So I think there is no reason to think the prophecies of doom made in June were well founded. I think, on the whole, the youth of Canada have shown that they could really run an efficient program within the same rate of success and failure as the adults can.

Mr. Ritchie: Will the report this afternoon include breakdown by provinces on the opportunities for youth?

Mr. Pelletier: I am not sure that it is by provinces. It is by region because we operated the whole program on the basis of the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the Prairies and B.C.

Mr. Ritchie: There is a regional breakdown at least?

Mr. Pelletier: Yes. I already gave this breakdown in answer to questions in the House but I think they appear in the assessment which is tabled today.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Rowland.

Mr. Rowland: Mr. Ritchie has asked most of the questions I wished to put, Mr. Chairman, but there is one further point.

I expect it is anticipated that the Opportunities for Youth Program will be continued this year. Could you indicate when you will be announcing that your department is open for applications? Also in that respect have you continued the administration of the program throughout the winter months so that you have a cadre to build around?

[Interpretation]

et des divisions administratives. Des fonds ont été crédités sur le crédit 5 du Conseil du Trésor et au mois de mai, un montant supplémentaire de 10 millions de dollars a été approuvé pour ce programme et encore une fois il a été prélevé sur le crédit 5 du Conseil du Trésor. La mise en œuvre de ce programme exigeait un total de 34 années-homme.

M. Ritchie: Certains programmes du programme perspectives-jeunesse ont fait l'objet de sérieuses critiques. Pensez-vous qu'en général le programme a pu entreprendre ces études avec un certain succès et qu'en est-il des critiques selon lesquelles certaines subventions seraient inusitées?

M. Pelletier: Personnellement, j'ai l'impression que ce programme a été réellement couronné de succès et un rapport sera présenté à la Chambre à ce sujet, aujourd'hui.

En ce qui concerne les programmes qui ont fait l'objet de critiques, après avoir fait l'étude des divers programmes, nous avons découvert qu'en ce qui a trait à la mise en œuvre des programmes, seulement 1 p. 100 des résultats étaient contestables et je pense que c'est là un faible pourcentage de perte.

M. Ritchie: Certains programmes n'auraient-ils pas été examinés avec tous les soins voulus étant donné certaines conditions inconnues ou peut-être s'agirait-il d'un nouveau programme?

M. Pelletier: Il y avait évidemment bien des conditions inconnues, étant donné qu'il s'agissait d'un nouveau programme. Le pourcentage de difficultés que nous avons rencontrées dans les divers programmes s'harmonisent avec le pourcentage des difficultés ou d'échecs que nous avons connus dans le cadre du programme d'adultes qui n'ont rien d'expérimental. Aussi, je pense que nous n'avons aucun motif de penser que les mauvais augures du mois de juin étaient bien fondés. Dans l'ensemble, j'estime que les jeunes canadiens ont démontré qu'ils pouvaient vraiment mettre en œuvre un programme efficace en arrivant aux mêmes résultats que les adultes.

M. Ritchie: Le rapport de cet après-midi présentera-t-il une répartition par province du programme perspectives-jeunesse?

M. Pelletier: Je ne suis pas sûr que cela se fasse par province. Il s'agit d'une répartition par région parce que tout le programme était fondé sur les régions comme les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario et les Prairies et la Colombie-Britannique.

M. Ritchie: Il y aura une répartition régionale?

M. Pelletier: Oui. J'ai déjà donné cette répartition en réponse aux questions que l'on a posés à la Chambre mais je pense que cela figurerait dans le rapport déposé aujourd'hui.

M. Ritchie: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Rowland.

M. Rowland: Monsieur Ritchie a posé la plupart de mes questions, monsieur le président. Mais il y a cependant un autre point.

Je pense qu'il est prévu que le programme perspectives-jeunesse soit poursuivi cette année. Pourriez-vous nous dire quand votre ministère sera prêt à recevoir des demandes à ce sujet? Également, avez-vous poursuivi la mise en application de ce programme au cours des mois d'hiver afin d'avoir au moins un fond de départ?

[Texte]

• 1035

Mr. Pelletier: Yes, we have kept a skeleton staff. In answer to your other questions, it is anticipated but the final decision has not been taken about the continuation of the program. Our target date to take the final decision is around the 15th of this month, and make the official announcement so that we could receive projects not later than January 15.

We have been conducting consultations with the provinces; they are almost terminated at this date. We think we will be in a position to live up to this timetable.

Mr. Rowland: Do you anticipate any change in the criteria that will govern the choice of applications?

Mr. Pelletier: It is probably too early to say; there will be at least some minor changes, because we have learned a few things from the experience last year.

Mr. Rowland: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. Under "Travel and Exchange" it is indicated that there are interprovincial and international visits. Could you explain the international visits? What is involved here? Do we send people to other countries, and they reciprocate and we pay the cost of...

Mr. Pelletier: Generally speaking, yes, but Mr. Ostry can speak to that.

Mr. B. Ostry (Assistant Under Secretary of State, Secretary of State Department): Actually, the description here, I think, Mr. Robinson has to deal with the general description of the program as a whole of the main estimates. The moneys that are voted here were largely for the summer travel and exchange in addition to the normal program. International travel has always been a very, very small proportion of the total budget, something of the order \$100,000 or \$125,000 at the outside. It has involved a pretty careful screening of young people who if they go abroad do so as an educational experience for a period of time, living with the people abroad, related to what they are doing, the school or the region they are from in Canada.

Mr. Robinson: In other words, some students might wish to go to the Sorbonne to learn to speak French. Could English students take part in such a program?

Mr. Ostry: I think there was a special program last summer within the bilingual program but it also was very tiny.

Mr. Robinson: I see. I have a further question. How is the promotion of citizenship handled? Do we actually solicit people to become citizens?

Mr. Ostry: To this date, I think we do not directly; there is no hard sell in the Department of the government.

[Interprétation]

M. Pelletier: Oui, nous avons gardé un semblant d'effectif. En réponse à vos autres questions, ces choses sont prévues mais la décision définitive en ce qui concerne la poursuite du programme n'a pas encore été prise. La date limite pour prendre la décision définitive se situerait aux alentours du 15 de ce mois et c'est à ce moment que nous devrions faire l'annonce officielle de façon à recevoir des projets avant le 15 janvier.

Nous avons eu des consultations avec les provinces; elles sont presque terminées à l'heure actuelle. Nous pensons pouvoir respecter le délai.

M. Rowland: Envisagez-vous des modifications aux critères qui régiront le choix des demandes?

M. Pelletier: Il serait probablement prématuré de vous répondre; il y aura certainement des changements mineurs étant donné que nous avons tiré une leçon de notre expérience de l'année dernière.

M. Rowland: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson: Je vous remercie, monsieur le président. Sous la rubrique «Voyage-échange» on signale des voyages interprovinciaux ou internationaux. Pourriez-vous nous expliquer ces voyages internationaux? De quoi s'agit-il? Envoyons-nous des gens dans d'autres pays et cela de façon réciproque, payons-nous les frais de...

M. Pelletier: En gros, oui mais M. Ostry pourrait dire quelques mots à ce sujet.

M. B. Ostry (sous-secrétaire d'État adjoint, Secrétariat d'État): En fait, monsieur Robinson, je pense que la description donnée ici est liée à la description générale du programme d'ensemble que l'on trouve dans le Budget principal des dépenses. Les fonds affectés ici étaient surtout destinés aux voyages et aux échanges d'été qui venaient s'ajouter au programme normal. Les voyages internationaux ont toujours représenté un très faible pourcentage de l'ensemble du budget, quelque 100,000 ou 125,000 de dollars. Il s'agissait de faire passer des entrevues sérieuses aux jeunes gens qui désiraient se rendre à l'étranger et qui pouvaient le faire une certaine période de temps, afin d'acquérir un nouveau bagage en vivant à l'étranger chez l'habitant; cette expérience était évidemment liée à l'école ou à la région du Canada dont ils venaient.

M. Robinson: Autrement dit, certains étudiants auraient désiré se rendre à la Sorbonne afin d'y apprendre le français. Des étudiants anglais pourraient-ils participer à un pareil programme?

M. Ostry: Je pense qu'il y avait un programme spécial l'été dernier dans le cadre du Programme de bilinguisme mais c'était un Programme très modeste.

M. Robinson: Je vois. J'aurais une autre question à vous poser. Comment s'occupe-t-on de la promotion du civisme? Demandons-nous en fait à certaines personnes de devenir des citoyens canadiens?

M. Ostry: Jusqu'à présent, nous ne l'avons pas fait de façon directe, nous n'exerçons aucune pression de ce genre au sein du ministère.

[Text]

Mr. Robinson: If we do not, why do we not? I understand we have many, many thousands of people in Canada today, who have been here five years and who are not citizens, and probably can speak either one or both of the official languages plus other languages. They can readily fulfil all the requirements of citizenship and yet they are not citizens. I am just asking why they are not. Should we not have some kind of program to try and encourage them to become citizens?

Mr. Pelletier: This problem is currently under review together with the whole Citizenship Act. This is a problem that has been bothering the government. When the new act is adopted it is planned to try in a certain section of the country or city or something to determine whether any effort on the part of government would result in any important success. People who have been living here for 20 or 25 years as landed immigrants and did not take the trouble, which is very small, to become Canadian citizens—and I think the problem of knowing one of the two official languages is a very small section of the problem—if people, as I have said, have spent 25 years here, a whole generation, and did not feel the need, we figure that it might be a pretty tough job to motivate them to do it. We do not want to do it under the present circumstances. After reviewing the act we know that it is faulty in many respects and we would like to try this experiment once we have revamped the act and then go ahead and see what we can achieve. But we have a feeling that it will not be easy.

• 1040

Mr. Robinson: Those are all the questions I have.

The Chairman: In the meantime I think members of Parliament could individually indulge people to ask for their citizenship, which I do in my own riding. Mr. Roy.

Le président: Monsieur Roy.

M. Roy (Laval): Merci, monsieur le président. Je pense que, lors de l'étude de ces crédits, nous devrions tous prendre conscience de l'importance du Programme Perspectives-Jeunesse pour l'amélioration de la vie des Canadiens. Je pense qu'il s'agit d'un premier pas vers un objectif consistant à tenter d'humaniser davantage nos politiques en stimulant l'esprit d'initiative. Je pense qu'il y a beaucoup de politiques où on investit des centaines de millions de dollars et que l'on peut appeler des politiques de ciment ou de construction. S'il en est une où l'on veut justement respecter l'humain et encourager les initiatives locales, je pense que c'est justement le Programme

Lors de l'année du Centenaire nous avons construit des centres culturels merveilleux, mais trois ans après on se rend compte qu'on a construit un édifice de ciment, mais que ces centres-là sont vides. Je pense que nous devrions féliciter le Ministre et son personnel qui ont fait un travail fantastique. Dans tous les comtés, justement, au lieu d'investir l'argent des contribuables dans des politiques de ciment ou de construction, on l'a investi dans le potentiel de la jeunesse. C'est une chose à laquelle on devrait s'arrêter et y penser, face à cette contestation que l'on voit actuellement, cette contestation mondiale.

[Interpretation]

M. Robinson: Si nous ne le faisons pas, je me demande pourquoi. Je sais qu'il y a des milliers, des milliers d'individus au Canada qui sont ici depuis plus de cinq ans et ne sont pas citoyens canadiens et ces personnes parlent sans doute l'une des deux langues officielles ou les deux à la fois ainsi que d'autres langues. Elles répondent très certainement aux exigences de la citoyenneté et pourtant ne sont pas citoyens canadiens. Je me demande tout simplement pourquoi. Ne devrions-nous pas mettre en ordre un programme visant à encourager ces personnes à devenir citoyens canadiens?

M. Pelletier: Ce problème est actuellement à l'étude en même temps que l'ensemble de la Loi sur la citoyenneté. C'est un problème qui préoccupe le gouvernement. Lorsque la nouvelle loi sera adoptée, nous aurons pour objectif de déterminer dans certaines régions du pays ou dans certaines villes, si les efforts que pourrait déployer le gouvernement auraient des chances de succès. Certaines personnes ont vécu ici pendant vingt ou vingt-cinq ans en tant qu'immigrants reçus et n'ont pas pris la peine, si peine il y a, de devenir citoyens canadiens et je pense que le fait de connaître l'une des deux langues officielles ne reflète qu'une toute petite partie du problème... Si certaines personnes ont passé vingt-cinq ans ici, comme je l'ai dit, ce qui représente toute une génération, et n'ont pas ressenti le besoin de devenir citoyens, nous pensons qu'il sera particulièrement ardu de les motiver en ce sens. Nous ne voulons pas le faire dans les circonstances actuelles. Après avoir passé la loi en revue nous savons qu'elle comporte de nombreuses erreurs et nous aimerions mettre sur pied une

expérience de ce genre afin de voir quels pourraient être les résultats. Nous savons cependant que ce ne sera pas facile.

M. Robinson: C'était là toutes les questions que j'avais à poser.

Le président: Entre-temps, je crois que les députés pourraient inciter leurs commettants à demander la citoyenneté canadienne, comme je le fais dans ma propre circonscription. Je donne la parole à M. Roy.

The Chairman: Mr. Roy.

Mr. Roy (Laval): Thank you, Mr. Chairman. I think that while we are studying the estimates we should be aware of the importance of the role which the Opportunity for Youth Program plays in improving the life of Canadians. I think this is the first step towards humanizing our policies by stimulating initiative. I think there are many policies where hundreds of millions dollars are invested which we could call building policies or cement policies. If there is one policy where the human content is respected and local initiatives are fostered, it is this Opportunity for Youth Program.

During the centennial Year we built marvelous cultural centres, but three years afterwards we realized that our buildings had nothing in them. I think the Minister and his officials should be complimented on the marvelous work they have done. Public money has been invested in youth instead of buildings in all ridings. We should stop and think about this in this world of confrontation.

I would like also to congratulate the personnel of the Department who, in spite of the limited staff, could keep thousands of Canadians busy with a budget of 24 million dollars. Mr. Chairman, I think that the Minister and his officials deserve our appreciation. This is a first step

[Texte]

Je voudrais également féliciter le personnel du ministère qui, tout en étant en nombre très limité, a intéressé des milliers de Canadiens avec un budget de l'ordre de 24 millions de dollars. Monsieur le président, je pense que le Ministre et son personnel méritent un témoignage d'appréciation. Ils ont fait un premier pas en vue d'humaniser davantage nos politiques, afin qu'elles concordent mieux à la réalité et aux espérances de nos jeunes. En continuant dans cette voie, le potentiel de notre jeunesse serait beaucoup mieux utilisé pour le bien-être de tous les Canadiens. Merci.

Le président: Je pense que le Ministre est bien heureux de votre discours, monsieur Roy.

Monsieur Rodrigue.

M. Rodrigue: Sous le poste *Dépenses de fonctionnement*, un montant de \$387,000 est prévu pour les «services professionnels et spéciaux». Pourriez-vous nous donner quelques informations générales sur ce crédit?

M. Pelletier: Oui. Je n'ai pas les détails ici, mais le gros de cette somme est allé à un groupe qui s'est occupé tout au long de l'été de surveiller les projets afin d'évaluer la qualité et le fonctionnement de ce nouveau programme Perspectives-Jeunesse. Nous tenions à surveiller le développement du programme étant donné qu'il était nouveau et, dans une large mesure, expérimental pour nous rendre compte de ce qui se passait. Il y a aussi d'autres destinations, mais le gros de la somme est allé là.

M. Rodrigue: Pour Perspectives-Jeunesse. Je vois qu'un montant de \$722,000 est prévu sous le titre «Toutes autres dépenses». Cela se rattache-t-il encore au Programme Perspectives-Jeunesse ou à d'autres programmes?

M. Pelletier: Oui, cela se rapporte à Perspectives-Jeunesse. Le poste dont vous parliez était au Code canadien du travail (sécurité).

M. Rodrigue: Merci.

The Chairman: Mr. Skoberg.

Mr. Skoberg: Thank you, Mr. Chairman. I have another question on the answer the Minister gave the last questioner. You said that you had some people supervise the programs undertaken under Opportunities for Youth.

Mr. Pelletier: Evaluate.

Mr. Skoberg: Did they go out to the property to evaluate or did they evaluate from Ottawa?

Mr. Pelletier: No, no. They were on the spot.

Mr. Skoberg: How did you select those people—from within your department or some of the community...

Mr. Pelletier: They were selected among people specialized in social development, social work and the like.

Mr. Skoberg: From what areas were these people selected?

Mr. Pelletier: That I could not say. Maybe Mr. Ostry can answer that question.

[Interprétation]

towards more human policies which stick better to reality and to the hopes of our youth. With programs of this kind the possibilities of our youth would be a lot better used for the well-being of all Canadians. Thank you.

The Chairman: I think the Minister is very happy with your talk, Mr. Roy.

Mr. Rodrigue.

Mr. Rodrigue: Under item *Operating Expenses* an amount of \$387,000 goes to "professional and special services". Could you give us some general information on this item?

Mr. Pelletier: Yes. I do not have the details here, but most of this amount went to a group which supervised projects in summer in order to assess the quality and the operation of this new Opportunity for Youth Program. We wanted to supervise the development of this program because it was a new program and mostly experimental. We wanted to see how it was developing. Of course there are other activities involved, but the most important part of this amount went for that purpose.

Mr. Rodrigue: I see that an amount of \$722,000 is provided for "all other expenditures". Is this for the Opportunity for Youth Program or for other programs?

Mr. Pelletier: Yes, the item you are mentioning is related to Opportunities for Youth.

Mr. Rodrigue: Thank you.

Le président: Monsieur Skoberg.

M. Skoberg: Je vous remercie, monsieur le président. J'aurais une autre question à poser au sujet de la réponse que le Ministre a donnée aux derniers orateurs. Vous avez dit que vous aviez prévu des personnes pour superviser les programmes entrepris dans le cadre de Perspectives Jeunesse.

M. Pelletier: Pour évaluer.

M. Skoberg: Sont-ils allés sur le terrain pour évaluer ou bien ont-ils procédé à cette évaluation à partir d'Ottawa?

M. Pelletier: Non, non. Ils se sont déplacés.

M. Skoberg: Comment vous êtes-vous pris pour choisir ces personnes? Dans votre ministère ou dans la communauté...

M. Pelletier: Ces personnes ont été choisies parmi des spécialistes de l'animation sociale, des travailleurs sociaux, etc.,.

M. Skoberg: Dans quelles régions ces personnes ont-elles été choisies?

M. Pelletier: Cela, je ne pourrais pas le dire. Peut-être que M. Ostry pourrait répondre à cette question.

[Text]

Mr. Ostry: To answer the first part of your question, Mr. Skoberg, none of the people in Professional and Special Services are permanent employees of the public service. They were all brought in, as the program began, to form a team that would evaluate the program as it went on. They were chosen for their range of experiences and professional competence, from people who know how to do surveys to people who have been in social development programs in different parts of the country. Does that answer your question?

Mr. Skoberg: Yes. My point, Mr. Chairman, is that in certain areas of the country, say Western Canada as compared to Central Canada, different evaluations can be put on different projects.

Mr. Ostry: I think that from the document the Minister has referred to, which he is tabling this afternoon, you will get a picture of the attempt to get at projects and initiatives from across the country.

Mr. Skoberg: On the same basis, Mr. Chairman, under the Indian Participation Grant provided here, I am wondering how much participation the Indian people themselves had in that promotion. Could you elaborate on that particular item?

Mr. Pelletier: This is Core funding for the various associations, as I understand it. The details Mr. Ostry can explain.

Mr. Ostry: Yes. Until a few years ago, there were, practically speaking, no native associations, Indian or nonstatus Indian, and they began to emerge around 1967 and 1968 as an attempt by the Indians and the Métis themselves to animate their own people to the point where they could lock into both provincial and federal programs. As the numbers began to grow, we had to develop criteria and the like for making grants of this kind to assist them. Over a period of six or eight months last year, a group of officials met continuously with groups of native leaders to thrash out a program of Core funding for their organizations. They participated in the development of the criteria and objectives of this program right from the start and right to the final assessment of whether there would be six people in a particular type of organization or eight or four, and how they would do it in terms of quarterly budgeting and audited statements and the rest. So they were involved in this right from the start and right to the end.

Mr. Skoberg: Truly representative of the various organizations.

Mr. Ostry: As representative as the organizations are—and we have taken some pains to determine the extent to which they are—their leaders have participated.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I will pass.

The Chairman: Mr. Rowland.

Mr. Rowland: With respect to citizenship, Mr. Chairman, the Minister mentioned a few moments ago that he was looking into total revision or large revision of the Canadian Citizenship Act. This has very little to do with the miscellaneous estimates but I would like to put the question anyway. In this review, are you giving consideration

[Interpretation]

M. Ostry: Pour répondre à la première partie de votre question, monsieur Skoberg, aucune des personnes des services professionnels et spéciaux ne sont des employés permanents de la Fonction publique. Ces personnes ont été engagées, lorsque le programme a été lancé, pour constituer une équipe qui serait chargée d'évaluer le programme au fur et à mesure de son application. Ces personnes ont été choisies en fonction de leur expérience et de leur compétence professionnelles parmi des gens qui savaient comment mener à bien des études et des gens qui avaient participé à des programmes d'animation sociale dans diverses régions du pays. Est-ce que cela répond à votre question?

M. Skoberg: Oui. Je pense, monsieur le président, que dans certaines régions du pays, disons l'ouest du Canada par rapport au centre du Canada, divers projets doivent être évalués de manières différentes.

M. Ostry: Je pense que le document dont le Ministre a parlé et qu'il va présenter cet après-midi vous donnera une image de ce qu'il a été tenté de faire en matière de projets et d'initiatives dans l'ensemble du pays.

M. Skoberg: Toujours sur le même sujet, monsieur le président, dans le cadre de ce Fonds de participation des Indiens, je me demande dans quelles mesures les Indiens eux-mêmes ont participé à cette expansion. Pourriez-vous nous donner quelques précisions sur ce poste?

M. Pelletier: Il s'agit d'un Fonds de base pour les diverses associations, si j'ai bien compris. Les détails, M. Ostry peut vous les donner.

M. Ostry: Oui. Jusqu'à ces dernières années, il n'y avait, en pratique, aucune association d'autochtones, indiens de plein droit ou indiens sans statut, et elles ont commencé à apparaître autour de 1967 et 1968, sur l'initiative des Indiens et des Métis eux-mêmes qui essayaient d'animer leur propre population au point où elle pourraient cadrer à la fois dans des programmes provinciaux et fédéraux. Au fur et à mesure que le nombre de ces associations s'est accru, nous avons dû établir des critères pour leur accorder des subventions de ce genre et leur venir aussi en aide. En six ou huit mois, l'année dernière, un groupe de fonctionnaires s'est réuni en permanence avec des dirigeants autochtones pour mettre sur pied un programme de Fonds de base pour leurs organisations. Ils ont participé à l'élaboration des critères et des objectifs de ce programme depuis le début jusqu'à la décision finale qui consistait à savoir combien il y aurait de personnes, six ou huit, ou quatre dans un type particulier d'organisation et comment elle serait organisée du point de vue du budget trimestriel, des états financiers et du reste. Ainsi, ils se sont occupés de cela depuis le tout début jusqu'à la fin.

M. Skoberg: Ils représentent vraiment bien les diverses organisations.

M. Ostry: Aussi représentatifs que le sont les organisations, et, nous avons pris la peine de déterminer dans quelles mesures leurs chefs y ont participé.

Le président: Monsieur Ritchie.

Mr. Ritchie: Je passe.

Le président: Monsieur Rowland.

M. Rowland: En ce qui concerne la citoyenneté, monsieur le président, le Ministre a dit il y a quelques instants, qu'il s'occupait d'une révision totale ou de la révision d'une grande partie de la Loi sur la citoyenneté canadienne. Cela n'a pas grand-chose à voir avec les prévisions budgétaires, mais j'aimerais poser la question malgré tout. Dans cette

[Texte]

to reducing the age to 18 at which a person can apply for citizenship to bring it into line with our voting regulations and so forth?

• 1050
Mr. Pelletier: Yes, we are. We are very conscious of the discrepancy between the Canada Elections Act now and the two went together, so . . .

Mr. Rowland: I know that some young men and women who want to join the Armed Forces or the RCMP or something encounter difficulties at the moment, and this would overcome that.

The Chairman: Before I call Votes 40a and 41a for a vote, I would ask Mr. Osbaldeston who is representing the Treasury Board how it is that, on page 110, the total votes requested are for \$26,497,000; then, for the grants, right there, we come to a total of \$29,038,300?

Mr. Osbaldeston: Mr. Chairman, that is a matter of transfer. Mr. Fortier could answer that.

The Chairman: Mr. Fortier.

Mr. Fortier: Mr. Chairman, there are three votes, really, in the main estimates, one being called Vote 35. This covers the administration of our citizenship program, where \$5 million was provided, pending the development of such program. Of this, \$4,253,000, as you can see in the vote wording. Vote 40a, is being transferred against the items \$2,500,000, \$3,482,200 and \$56,100, leaving a balance of \$1,785,300 to be voted in these estimates.

The Chairman: I do not understand it. I do not know why we are voting \$26,497,300 when we have a list for grants at \$29,038,300.

Mr. MacDonald.

Mr. MacDonald: Mr. Chairman, the Appropriation Act will only provide for a vote of \$26 million, not \$29 million. The listing of grants is for information purposes and because we require specific parliamentary authority for the payment of grants; but the new money to be appropriated is \$26 million and this is what the appropriation itself will include.

The Chairman: Yes, but still, here, in this supplementary estimate; that is what you had: \$29 million as "this supplementary estimate". Is that not confusing?

Mr. MacDonald: No, sir. It is the \$26 million that is headed "this supplementary estimate", page 108.

The Chairman: You see at the bottom of the page: you have "this supplementary estimate" for \$29,038,300.

Mr. MacDonald: But, sir, if you will look on page 108 in the heavy wording, it is under "this supplementary estimate", \$26,497,300. That is the amount of this vote.

[Interprétation]

révision, envisagez-vous de réduire à 18 ans l'âge auquel une personne peut demander la citoyenneté afin d'aligner cette loi sur les règlements qui régissent le droit de vote, etc.?

M. Pelletier: Oui. Nous sommes très conscients de la différence qui existe maintenant avec la Loi sur les élections et les deux vont de pair . . .

M. Rowland: Je sais que certains jeunes gens et jeunes femmes qui veulent se joindre aux Forces armées ou à la Gendarmerie Royale etc. connaissent des difficultés pour l'instant et cet ajustement permettrait de les surmonter.

Le président: Avant de passer au vote sur les crédits 40a et 41a, je voudrais demander à M. Osbaldeston qui représente le Conseil du Trésor comment il se fait qu'à la page 110 le total des crédits requis soit de \$26,497,000; puis pour les subventions justement à cet endroit nous avons un total de \$29,038,300?

M. Osbaldeston: Monsieur le président, c'est une question de transfert. M. Fortier pourrait répondre à cette question.

Le président: Monsieur Fortier.

M. Fortier: Monsieur le président, il y a trois crédits en réalité dans les prévisions principales, dont l'un s'appelle le crédit 35. Ce crédit couvre l'administration de notre programme de citoyenneté pour lequel \$5 millions de dollars ont été affectés en attendant la mise au point dudit programme. De ce montant, \$4,253,000, comme vous pouvez le voir dans le libellé du crédit 40a, sont transférés contre les postes \$2,500,000, \$3,482,200 et \$56,100, ce qui laisse un reliquat de \$1,785,300 à créditer à ces prévisions.

Le président: Je ne comprends pas. Je ne comprends pas pourquoi nous créditons \$26,497,300 lorsque nous avons une liste de subventions qui s'élève à \$29,038,300.
Monsieur MacDonald.

M. MacDonald: Monsieur le président, la Loi des subsides ne prévoit qu'un crédit de \$26 millions de dollars et non pas de \$29 millions. La désignation des subventions est nécessaire aux fins d'information; d'autre part, le versement des subventions doit faire l'objet d'une approbation spéciale du parlement; mais les nouveaux fonds qui seront alloués sont de \$26 millions de dollars et c'est ce montant qui fait partie du crédit même.

Le président: Oui, mais encore là dans le budget supplémentaire, c'est ce que nous avons; \$29 millions de dollars comme budget supplémentaire. Cela ne porte-t-il pas à confusion?

M. MacDonald: Non monsieur. Ce sont les \$26 millions de dollars qui figurent sous le titre «présentes prévisions supplémentaires», à la page 108.

Le président: Vous voyez au fond de la page, vous avez «présentes prévisions supplémentaires» de \$29,038,300.

M. MacDonald: Mais, monsieur, si vous regardez à la page 108, le chiffre \$26,497,300 en gros caractères se trouve indiqué sous la rubrique «Présentes prévisions supplémentaires». Il s'agit du total de ce crédit.

[Text]

The Chairman: It is still confusing.

Mr. Osbaldeston: Mr. Chairman, may I say a word? The legal aspect appears on page 108, and that is the \$26,497,300, in the column headed "this supplementary estimate", to be voted.

When we get to page 110, additional information is provided for Parliament and the people which includes all of the moneys, including new grants, that would be funded both by this supplementary estimate of \$26,497,300 and by other funds already voted by Parliament within the vote. The total of these two, the new money plus the money in the vote, adds up to \$29,038,300.

The Chairman: I think it is still confusing, Mr. Osbaldeston, with all due respect to the Treasury Board, of course. Votes 40a and 41a agreed to.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, you brought up a point. I wonder if I could ask a further question?

We have item (13) on page 110 which says: "less funds available, \$4,253,000". Maybe that should be explained because I think that would resolve our difficulty.

The Chairman: Very well. That is a good point; thank you, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: It says: "funds available". Where do these funds come from?

Mr. Ostry: They were voted in the main estimates.

Mr. Osbaldeston: It is a transfer of funds.

Mr. Ostry: That is the \$4,253,000 referred to on page 108 under Vote 40a.

Mr. Robinson: So that when we talk about grants, contributions and other transfer payments under (10), it is \$29,038,000; which is the figure that we have at the bottom of the page as well?

Mr. Ostry: Less the offset that we had already voted.

Mr. Robinson: Yes.

The Chairman: That is a technical point.

Votes 40a and 41a were carried, I understand, so we will move to Vote 65a on page 112: CRTC, program expenditures.

• 1055

The Chairman: We have as witnesses from the CRTC, Mr. E. E. Boyd, Director, Finance and Management Branch, and Mr. D. Cable, Chief, Programming, Planning and Analysis. Are there any questions? Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: I would like to ask some questions on Canadian content, if it would be permissible, Mr. Chairman.

There is a report that CTV suggested it would be hard to reach the Canadian content ruling, pointing out that CBC had a taxpayers' grant of \$160 million as opposed to a private one. I would like some comment about this from the CRTC officials.

[Interpretation]

Le président: Ce n'est toujours pas clair.

M. Osbaldeston: Monsieur le président, permettez-moi de dire un mot? L'aspect juridique apparaît à la page 108 et ce sont les \$26,497,300 dans la colonne qui a pour titre «présentes prévisions supplémentaires» qui doit être approuvé.

Lorsque nous arriverons à la page 110, des renseignements supplémentaires sont fournis pour la gouverne du Parlement et des gens, et ces renseignements englobent toutes les sommes y compris les nouvelles subventions, qui seraient tirées à la fois du budget supplémentaire de \$26,497,300 et d'autres fonds qui ont déjà été votés par le Parlement dans le cadre du présent crédit. L'ensemble des deux crédits, c'est-à-dire la nouvelle somme plus la somme prévue dans le crédit représentent \$29,038,300.

Le président: Je pense que ce n'est toujours pas clair, monsieur Osbaldeston, sauf le respect que je porte au Conseil du Trésor bien entendu.

Les Crédits 40a et 41a, sont adoptés.

M. Robinson: Monsieur le président, vous avez soulevé une question. Je me demande si je pourrais poser une autre question.

Nous avons le poste 13 à la page 110 qui dit: «moins: fonds disponibles, \$4,253,000». Je pense qu'en faisant la lumière sur ce chiffre on résoudrait peut-être les difficultés.

Le président: Très bien. C'est une bonne idée; je vous remercie monsieur Robinson.

M. Robinson: Il est dit: «fonds disponibles». D'où viennent ces fonds?

M. Ostry: Ils viennent du budget principal.

M. Osbaldeston: Il s'agit d'un transfert de fonds.

M. Ostry: Ce sont les \$4,253,000 dont on a parlé à la page 108 dans le cadre du crédit 40a.

M. Robinson: Ainsi lorsque nous parlons de subventions, contributions et autres paiements de transfert au crédit 10, il s'agit de \$29,038,000; c'est le chiffre que nous avons au fond de la page également?

M. Ostry: Moins ce que nous avons déjà voté.

M. Robinson: Oui.

Le président: Il s'agit d'un détail technique.

Les crédits 40a et 41a ont été adoptés, si j'ai bien compris; nous allons donc passer au crédit 65a à la page 112: dépenses du programme du CRTC.

Le président: Nous avons comme témoins du CRTC M. E.-E. Boyd, directeur des services financiers et administratifs, et M. D. Cable, chef de la programmation, de la planification et des prévisions budgétaires. Y a-t-il des questions? Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Je vais poser ces quelques questions sur le contenu canadien, si vous me le permettez, monsieur le président.

Dans un rapport, CTV indique qu'il serait difficile de se conformer au règlement qui régit le contenu canadien, et fait remarquer que Radio-Canada a obtenu une subvention de l'État, qui s'élève à 160 millions de dollars, par opposition à une subvention privée. J'aimerais que les fonctionnaires du CRTC me donnent quelques précisions à ce sujet.

[Texte]

Mr. Rock: Mr. Chairman, on a point of order. I thought we had an agreement that we were to go through these estimates and finish them by today.

The Chairman: That is what we are trying to do.

Mr. Rock: It soon will be 11 o'clock. Mr. Otto Lang is due to appear here at 11 o'clock and we have so many things that still are not finished. I do not think it is fair that a general question such as this should be asked. It is a question which nothing to do with the estimates at all. With due respect to Mr. Ritchie, I think Mr. Ritchie agreed on this policy. In fact, it was one of his suggestions, too, when this question arose a few days ago, that we complete these estimates as soon as possible. I think a question such as this will delay the proceedings and it has nothing to do with the estimates.

The Chairman: On that point of order, perhaps your questions could be related to Broadcast Programs Evaluation and Regulation for which we are asking for \$125,000 supplementary. Could Mr. Ritchie's question be tied in with the amount of supplementary that is asked for?

You will have to approach the table and speak into the microphone. Mr. Boyd.

Mr. E. E. Boyd (Director, Finance and Management Branch, Canadian Radio-Television Commission): Mr. Chairman, a number of months ago the CRTC came out with a general policy statement on cable. As a result of that, we are now involved in intensive research to find out how best to bring about regulations pertaining to the CTV and other aspects of broadcasting. The items under Vote 65a "Research" and also "Broadcast Programs Evaluation and Regulation" pertain to aspects of this research which is going on at the present time. This is part really of the federal labour intensive projects campaign. We have allocated \$92,000 for research across the country and \$125,000 for monitoring projects across the country.

Mr. Ritchie: I presume you are going to evaluate and regulate Canadian content. Is that correct?

Mr. Boyd: Yes.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Skoberg.

Mr. Skoberg: Just a brief question, Mr. Chairman. If I understand this correctly, there are 73 more man-years authorized under this supplement. Is that correct?

Mr. Boyd: That is correct.

Mr. Skoberg: Could you possibly give me some idea of why an increase of 50 man-years was authorized into the Broadcast Programs Evaluation and Regulation?

Mr. Boyd: Mr. Chairman, as part of the federal labour intensive projects, the CRTC took advantage of this program to consider where they needed the greatest amount of research which comprised both actual research and research as a result of monitoring. It was the feeling of the officials that the greatest advantage could come from carrying out monitoring projects across the country as a whole and then to do research on the monitoring that was obtained. Thus, 50 man-years were allocated to monitoring projects or to the Broadcast Programs Evaluation and Regulation aspects.

[Interprétation]

M. Rock: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je pensais que nous nous étions mis d'accord sur le fait que nous allions parcourir ce budget et en finir aujourd'hui.

Le président: C'est ce que nous essayons de faire.

M. Rock: Il sera bientôt 11 h. 00. M. Otto Lang doit venir témoigner à 11 h. 00 et il y a encore tant de choses qui ne sont pas terminées. Il est injuste, me semble-t-il, de poser une question aussi générale que celle-ci. C'est une question qui n'a rien à voir du tout avec le budget. Sauf le respect que je porte à M. Ritchie, je pense que M. Ritchie avait donné son accord sur cette procédure. En fait, il l'avait lui-même proposée il y a quelques jours, lorsqu'on s'est demandé comment terminer ce budget aussitôt que possible. Je pense qu'une question de ce genre retardera notre débat et elle n'a rien à voir avec le budget.

Le président: A cet égard, votre question pourrait se rattacher à l'Appréciation et Réglementation des émissions pour laquelle nous demandons 125 mille dollars supplémentaires. Pourrait-on relier la question de M. Ritchie à la demande de crédits supplémentaires?

Veuillez vous approcher de la table et parler dans le micro, monsieur Boyd.

M. Boyd (directeur, services financiers et administratifs, CRTC): Monsieur le président, il y a plusieurs mois, le CRTC a énoncé sa politique générale. De ce fait, nous nous sommes engagés dans une recherche intensive pour instaurer ces règlements les plus satisfaisants du point de vue du CTV et de certaines autres aspects des émissions. Les postes qui figurent au crédit 65a, «Recherche» et «Appréciation et réglementation des émissions», font partie de ces travaux de recherche actuellement en cours. Nous avons prévu \$92,000 pour la recherche et \$125,000 pour les projets d'encadrement dans tout le pays.

M. Ritchie: Je suppose que vous allez juger et régler le contenu canadien, n'est-ce pas?

M. Boyd: Oui.

Le président: D'autres questions? Monsieur Skoberg.

M. Skoberg: Une question brève simplement, monsieur le président. Si j'ai bien compris, on a autorisé 73 années-hommes dans le cadre de ce budget supplémentaire, n'est-ce pas?

M. Boyd: C'est exact.

M. Skoberg: Pourriez-vous me donner une idée de la raison pour laquelle une augmentation de 50 années-hommes a été autorisée pour l'Appréciation et la réglementation des émissions?

M. Boyd: Monsieur le président, dans l'optique des programmes, fédéraux intensifs pour l'emploi, le CRTC a saisi cette occasion pour savoir dans quels domaines la recherche était le plus nécessaire; entendez recherches pures et recherches découlant de l'encadrement. D'après les fonctionnaires, mieux valait appliquer les programmes d'encadrement dans l'ensemble du pays et ensuite de procéder à des travaux de recherche sur les résultats obtenus. Ainsi, 50 années-hommes ont été autorisées pour les programmes d'encadrement ou pour les aspects de l'Appréciation et de la réglementation des émissions.

[Text]

Mr. Skoberg: Does that take in the complete country?

Mr. Boyd: Yes.

The Chairman: Are there any further questions?
Vote 65a agreed to.

The Chairman: Are there any further questions? If not, shall Vote 65a carry?
Vote 65a agreed to.

Public Service Commission
Vote 115a—Public Service Commission,—Program
Expenditures—\$574,000

The Chairman: The last item for the Secretary of State will be found on page 118-120; Public Service Commission program expenditures. Mr. Carson, the Chairman of the Public Service Commission, is here. Would you come to the front, please, Mr. Carson. Mr. Carson is accompanied by Mr. Caron, the Director-General, Language Bureau and Mr. R. F. Smith, Director, Administrative Branch Division. Are there any questions? Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Could we have a breakdown of the language training item of \$574,000?

Mr. J. J. Carson (Chairman, Public Service Commission): A breakdown of the \$574,000? Salaries will be \$544,000 and transportation \$30,000.

Mr. Robinson: How many people are involved in this?

Mr. Carson: About 214 monitors.

Mr. Robinson: Where would they be located? Through different parts of Canada?

Mr. Carson: No, they are virtually all in Ottawa and they have been allocated to the various departments of government to assist with the language retention program.

As I mentioned to the Committee last year, one of the major problems with language training is in trying to develop a level of maintenance and retention once people are out of the language school and back in their home departments. We have taken advantage of this program to place 200 young monitors in departments to work with public servants for anywhere from an hour and a half to five hours a week, right in their offices, and this is proving to be a very, very helpful aid to the retention of what people have learned in the school.

Mr. Robinson: These monitors, as you call them, are language instructors. Is that correct?

Mr. Carson: Yes. They are not teachers, they are a level below teachers. You can think of them as a teacher's assistant. Many of them, because of the state of the labour market, do have teacher qualifications, so we have been able to acquire a really very skilled group of people, but they are working at the level of a teacher's assistant rather than as a teacher.

Mr. Robinson: What is the average salary they would receive for this kind of job?

The Chairman: Maybe we could have the range of salary. From what amount to what amount.

[Interpretation]

M. Skoberg: Est-ce que cela comprend le pays tout entier?

M. Boyd: Oui.

Le président: D'autres questions?
Le crédit 65a est adopté.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Sinon, est-ce que le crédit 65a est adopté?
Le crédit 65a est adopté.

Commission de la fonction publique
Il s'agit du crédit 115a—Commission de la fonction publique—Dépenses du programme—\$574,000

Le président: Le dernier poste pour le Secrétariat d'État se trouve à la page 118-120, Commission de la fonction publique—dépenses des programmes. M. Carson est ici. Il est président de la Commission de la fonction publique. Voulez-vous vous avancer s'il vous plaît monsieur Carson? M. Carson est accompagné de M. Caron, directeur général du Bureau des langues et de M. Smith, directeur de la Division de l'administration.

Y a-t-il des questions? Monsieur Robinson.

M. Robinson: Est-ce que nous pourrions avoir une ventilation de crédits consacrés à l'enseignement des langues, dont le total est de \$574,000?

M. J. J. Carson (Président de la Commission de la fonction publique): Une ventilation des \$574,000? Les salaires représentent \$544,000 et le transport \$30,000.

M. Robinson: Combien cela comprend-il de personnes?

M. Carson: Environ 214 moniteurs.

M. Robinson: Où se trouvent-ils? Dans diverses parties du Canada?

M. Carson: Non, ils sont virtuellement tous à Ottawa et ils ont été envoyés dans les divers ministères du gouvernement pour participer au programme de langues.

Comme je l'ai dit au comité l'année dernière, l'un des grands problèmes de la formation en matière linguistique consiste à maintenir un certain niveau de rétention une fois que les gens sont sortis de l'école des langues et sont revenus dans leurs ministères. Nous avons profité de ce programme pour placer 200 jeunes moniteurs dans les ministères afin qu'ils travaillent avec les fonctionnaires entre une heure et demie et cinq heures par semaine, dans leur propre bureau, et cela s'est avéré très utile pour aider les gens à retenir ce qu'ils avaient appris à l'école.

M. Robinson: Ces moniteurs, comme vous les appelez, sont des instructeurs de langues?

M. Carson: Oui. Ce ne sont pas des professeurs. Leur niveau est juste en dessous de celui des professeurs. Ce sont en quelque sorte des assistants de professeurs. Bon nombre d'entre eux, à cause du marché du travail, ont les qualifications de professeurs, de sorte que nous avons un groupe très bien formé mais ils travaillent au niveau d'assistant plutôt qu'au niveau de professeur.

M. Robinson: Quel est le salaire moyen pour ce type de travail?

Le président: Pourriez-vous nous donner l'échelle des salaires, de quelle somme à quelle somme.

[Texte]

Mr. Carson: It is \$129.85 per week.

Mr. Robinson: That is the average?

Mr. Carson: That would be the flat rate. They are virtually all on the same rate.

Mr. Robinson: How much of this is French instruction and how much is English?

Mr. Carson: This is all French instruction.

Mr. Robinson: All French instruction. Do you have a comparable program for English instruction?

Mr. Carson: No. We have found less need for monitors in the English language in Ottawa. There are about 40,000 public servants who speak English and they are producing a pretty effective monitoring system.

Mr. Robinson: Is it the intention of this concentration on all—French instruction to make the working language of all the departments French?

Mr. Carson: Oh, not at all. These 200 monitors are going to be coping with about 4,500 public servants. They will be having contact with them and assisting them. That is 4,500 out of the public service population in Ottawa, including some of the Crown corporations, of about 45,000.

Mr. Robinson: Do I understand correctly that these 4,500 are people who have recently taken French immersion courses and it is basically to keep them up to standard as far as the requirements are concerned.

• 1105

Mr. Carson: To reinforce, in between language training sessions. The average public servant is taking a three weeks' course and is then going back to his job for three months; then is taking another three weeks, and going back to his job for three months. It is to try to provide some reinforcement during that three-month period while he is back in his department.

Mr. Robinson: Are the 4,500 that you mention paid a premium, because they have taken French and are taking French?

Mr. Carson: No. The only people who receive any premium or bonus for second-language skills are stenographers, typists and secretaries. No bonuses are paid to anyone else.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Is any of this program money being used in the expansion of unilingual French language units?

Mr. Carson: None.

The Chairman: Shall Vote 115A carry?
Mr. Rock?

Mr. Rock: You mention: "to reinforce, in between". I still do not know what their function is. It seemed as if you skipped over everything. How do they, "in between", do what?

[Interprétation]

M. Carson: \$129.85 par semaine.

M. Robinson: En moyenne?

M. Carson: Il s'agit du salaire simple. Ils sont tous virtuellement au même salaire.

M. Robinson: Quel est le pourcentage de l'enseignement du français et celui de l'enseignement de l'anglais?

M. Carson: Il ne s'agit que de l'enseignement du français.

M. Robinson: Enseignement du français simplement. Est-ce que vous avez un programme semblable pour l'enseignement de l'anglais?

M. Carson: Non. Nous avons moins besoin de moniteurs d'anglais à Ottawa. Environ 40,000 fonctionnaires parlent anglais et ils constituent un système d'encadrement assez efficace.

M. Robinson: Est-ce que ce programme d'enseignement exclusivement français vise à faire du français la langue de travail de tous les ministères?

M. Carson: Non pas du tout. Ces 200 moniteurs vont s'occuper d'environ 4,500 fonctionnaires. Ils auront des contacts avec eux et ils les aideront. C'est-à-dire 4,500 parmi le personnel de la fonction publique à Ottawa, y compris les personnes qui travaillent pour les sociétés d'État, soit environ 45,000.

M. Robinson: Si j'ai bien compris, ce sont 4,500 personnes qui ont récemment pris des cours d'immersion en français et il s'agit essentiellement de les maintenir au niveau de la demande.

M. Carson: De manière à progresser, entre les cours de langue. Le fonctionnaire moyen suit un cours de trois semaines, puis retourne à son travail pendant trois mois; il prend ensuite un autre cours de trois semaines et retourne à nouveau à son travail pendant trois mois. Il s'agit d'essayer de l'aider à progresser pendant la période de trois mois qu'il passe dans son ministère.

M. Robinson: Est-ce que les 4,500 fonctionnaires dont vous avez parlé reçoivent une prime en raison du fait qu'ils ont pris ou qu'ils prennent des cours de français?

M. Carson: Les seules personnes qui reçoivent une prime ou une augmentation pour la maîtrise de la seconde langue sont les sténographes, les dactylographes et les secrétaires. Aucune prime n'est payée aux autres employés.

M. Robinson: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Est-ce qu'une partie des fonds de ce programme est utilisée pour le développement de l'unité française monolingue?

M. Carson: Non.

Le président: Le crédit 115A est-il adopté?
Monsieur Rock?

M. Rock: Vous dites: «Pour améliorer, dans l'intervalle». Je ne sais toujours pas quelle est leur fonction. Il semble que vous éludiez une bonne partie de la question. Que signifie «dans l'intervalle» et que font-ils pendant cette période?

[Text]

Mr. Carson: In the French-language courses and in the English-language courses, which are pretty intensive—full day's immersion—students are taught structures and grammar vocabulary, the works. When they are back on the job, one of the problems is keeping their ear accustomed, keeping them practising on a daily basis what they have learned in the classroom. The monitor's function is to work with each of these public servants for anywhere from 1½ hours to 5 hours a week—that would be 1 hour a day—practising with them the kinds of things that they have learned in the classroom. It is largely conversation between two people.

Mr. Rock: If they are doing that, does a person cease working, then?

Mr. Carson: I presume he is concentrating on the conversation with his monitor; it may be related to his work, but more likely not.

Mr. Rock: This is the important part of it. I thought, perchance, that these monitors would be beside these people for that length of time and would possibly be teaching them the use of the French language in their daily work; then I would say that there is something constructive about it. But if they are just going to go around and remind them of this place in Paris or the *Place d'Italie* or something like that, then they are not getting anywhere, and I think that this would be a waste. I feel that if these monitors tried in some manner to get them to use the French language in their daily work, then something constructive is being done.

Mr. Carson: This is happening as you may have gathered from our recent announcements. We have abandoned the Thibault family and have replaced it with "Dialogue Canada", a language training program that we have developed within the Language Bureau. It is based entirely in Canada and largely in the office situation, so that the vocabulary and the structures the public servants are now picking up are related to the work situation.

The monitor is probably doing a variety of things—having lunch with the individual, staying after five with him, taking coffee with him, and trying to help him cope with the kind of vocabulary and structures that he is going to need in a work situation.

Mr. Rock: That is excellent.

Mr. Loiselle: Mr. Chairman, I think Mr. Rock wants to be on the list of the 4,501 and to have a monitor for himself.

Mr. Rock: No, definitely not.

The Chairman: I thought he wanted to be on the list of 12 and 12.

Mr. Rock: No. Mr. Carson, my concern, then, is: what are we doing in the Montreal area for civil servants with regard to English-speaking people learning French before they are even hired? I find that in the Montreal area many people who are unemployed today cannot be re-employed unless they are bilingual, in most cases. I get this complaint from people who want jobs and there are none available for them because of this trend of bilingualism.

• 1110

The Department of Manpower does not provide any training through manpower training for this purpose, which I think is vital because of the fact that today for a

[Interpretation]

M. Carson: Pour les cours de français et d'anglais, qui sont extrêmement intensifs, il s'agit de cours d'immersion qui occupent les étudiants toute la journée et pendant lesquelles on leur apprend les divers éléments du langage. Lorsqu'ils retournent à leur travail, l'un des problèmes consiste à les faire pratiquer tous les jours de manière à ce qu'ils gardent dans l'oreille la langue enseignée pendant les cours. La fonction du moniteur consiste à travailler chaque semaine avec ces fonctionnaires, de une heure et demi à cinq heures, ce qui représente environ une heure par jour. Il s'agit de leur faire pratiquer ce qu'ils ont appris en classe. Il s'agit principalement de conversation.

M. Rock: Est-ce que les personnes qui pratiquent cela cessent leur travail pour autant?

M. Carson: Je pense qu'ils se concentrent sur la conversation avec leur moniteur; il se peut que celui-ci soit en relation avec le travail, mais ce n'est pas nécessaire.

M. Rock: C'est là le point important. Je pensais que les moniteurs resteraient au côté des fonctionnaires pendant leur travail de manière à leur enseigner le français dont ils ont besoin pour leur tâche quotidienne. C'est ainsi que je conçois un travail utile. Mais s'ils se contentent de bavarder de tout et de rien, de leur parler de l'Arc de Triomphe ou de la Tour Eiffel, je pense qu'il s'agit là de temps perdu; je pense que si les moniteurs essayaient de leur enseigner le français dont ils ont besoin pour leur travail quotidien, alors cet enseignement serait utile.

M. Carson: C'est ce que nous faisons depuis quelques temps. Nous avons abandonné la famille «Thibault» et nous l'avons remplacée par «Dialogue Canada», un programme d'enseignement de langue mis au point au bureau des langues. Ce programme s'inspire uniquement du contexte canadien et tient compte du vocabulaire employé dans le travail, de telle sorte que le vocabulaire et les constructions enseignés aux fonctionnaires correspondent largement aux besoins du travail.

Le moniteur a des tâches variées, par exemple il déjeune avec le fonctionnaire, il reste avec lui après le travail, il prend le café avec lui et il l'aide à se familiariser avec le vocabulaire et les formules dont il aura besoin au cours de son travail.

M. Rock: Voilà qui est excellent.

M. Loiselle: Monsieur le président, je pense que M. Rock est extrêmement intéressé et qu'il aimerait être le 4,501 et avoir un moniteur à sa disposition.

M. Rock: Certainement pas.

Le président: Je pensais qu'il voulait figurer sur la liste des 12 et 12.

M. Rock: Non Monsieur Carson, j'aimerais savoir ce que nous faisons au sujet des anglophones de la région de Montréal avant de les engager. Je sais que, dans la région de Montréal, bien des gens qui sont à l'heure actuelle au chômage ne peuvent pas trouver de l'emploi à moins d'être bilingues, dans la plupart des cas. J'ai entendu cela de la part de personnes qui cherchent du travail et auxquelles on ne propose aucun emploi en raison de cette tendance au bilinguisme.

Le ministère de la Main-d'œuvre ne fournit aucune formation à ce sujet, alors qu'il s'agit là d'un problème vital; car si quelqu'un cherche un emploi, le fait d'être bilingue

[Texte]

person to be hired, it is a skill to be bilingual, and this skill is not provided in the training.

I would like to know through you what your office is doing in the Montreal area for English-speaking people, or for French-speaking people who do not know English language, for a job that is available and for which a person has to be bilingual.

Mr. Carson: As far as the person who is not a public servant is concerned, the Commission is not doing anything, and it is not charged by Parliament with doing anything about that person. I would think that as far as the general work force is concerned, this would be more clearly a responsibility of the Department of Manpower and Immigration.

However, we do take responsibility for people the minute they come on the federal government's payroll. If their job is one that is ultimately going to require a bilingual capability, we try to get them into language training as soon as we can. There is a vast number to train and we have had to establish some order of priorities as to who gets into language training first, and we have been working progressively down through the departments. But the ultimate objective is making French training available for everyone within the Public Service who is going to need it.

Mr. Rock: Yes, but this is after the fact. Before the fact I think there is a prohibition during application for that competition itself. If you are within the competition, the person has to have a working knowledge of English and French, or one or the other. There is a prohibition immediately there on the application of the person who may be qualified completely educational-wise except for knowing the French language or knowing the English language.

Mr. Carson: This varies. The number of positions which we have actually designated, or which the departments have designated, as being bilingual of necessity at this moment is still very small. We are trying to go at this with a degree of gradualism for two reasons. The first is not to take ourselves out of the labour market, because if overnight you set up a requirement for bilingualism as a necessity, you just would not be able to staff your positions. So we are very careful not to price ourselves out of the market in terms of our qualifications. Progressively positions which do have contact with a bilingual public, such as in the City of Montreal, will be requiring bilingualism. But at this point this is by no means 100 per cent at all.

Mr. Rock: I am finished, Mr. Chairman. Thank you.

Le président: Monsieur Roy.

M. Roy (Laval): Merci, monsieur le président. Le nombre de personnes qui suivent des cours de français est-il plus élevé dans certains ministères que dans d'autres? Ou est-ce à peu près identique?

Mr. Carson: I felt the need to consult Mr. Caron because he is the Director General of the Bureau and is currently more *au fait* than I am.

Last spring I reported to the Committee that we had been discouraged by the dropout rate. Whether it is because of the publicity that the Committee hearings gave to it, or whether it is the result of greater clarification of government policy, the enthusiasm for language training has been growing very considerably and the dropout rate is now down to about 10 per cent, which is about all you could expect.

[Interprétation]

représente un atout supplémentaire, atout qu'on leur refuse.

J'aimerais savoir ce que votre bureau fait, dans la région de Montréal, pour les Anglophones ou également pour les Francophones, qui ne connaissent pas l'anglais, dans le cas d'emploi où le bilinguisme est indispensable.

M. Carson: La Commission ne fait rien pour les personnes ne relevant pas de la Fonction publique, car le Parlement ne lui a pas donné mandat à ce sujet. A mon avis, c'est au ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration qu'il appartient de s'occuper des travailleurs en général.

Cependant, nous devenons responsables des personnes que le gouvernement engage. Si la fonction que ces personnes occupent nécessite qu'elles soient bilingues, nous essayons de leur donner une formation de langue le plus tôt possible. Il y a un grand nombre de candidats et nous sommes tenus d'établir certaines priorités; nous essayons de toucher progressivement de plus en plus de gens dans les ministères. L'objectif final est de permettre à tous les fonctionnaires qui en auront besoin, de suivre une formation de langue en français.

M. Rock: Oui, mais cela vient après. Si vous postulez un emploi, vous devez avoir une certaine maîtrise de l'anglais et du français. Les personnes qui sont pleinement qualifiées et qui connaissent seulement une des deux langues sont immédiatement hors course.

M. Carson: Cela dépend des cas. Les postes pour lesquels le bilinguisme est indispensable sont encore relativement rares. Nous procédons de manière progressive et cela pour deux raisons. Tout d'abord, nous ne voulons pas être exclus du marché du travail; en effet, si du jour au lendemain, nous instituons le bilinguisme comme une nécessité, nous ne trouverons pas le personnel dont nous avons besoin. Par conséquent, nous prenons grand soin de ne pas formuler des exigences que le marché ne saurait satisfaire. Par la suite, le bilinguisme sera exigé pour les fonctions donnant lieu à des contacts avec le public, en particulier dans des villes comme Montréal. Mais nous sommes encore loin des 100 p. 100.

M. Rock: J'ai terminé, monsieur le président. Je vous remercie.

Le président: Monsieur Roy.

Mr. Roy (Laval): Thank you, Mr. Chairman. Is the number of civil servants receiving French language training more important in certain departments than others, or is it comparable?

M. Carson: Je crois que je vais demander à M. Caron de m'aider, car il est directeur général du bureau et il est certainement plus au fait que moi-même.

Au printemps dernier, j'ai dit au comité que nous avions été découragés par le taux d'abandon. Que ce soit en raison de la publicité faite au comité par les audiences qu'il a tenues ou le résultat des éclaircissements apportés par la politique du gouvernement, l'enthousiasme pour les cours de langues a augmenté considérablement et le taux d'abandon est aujourd'hui de 10 p. 100 c'est-à-dire une proportion plus que raisonnable.

[Text]

• 1115

M. Roy (Laval): Est-ce qu'on peut avoir le nombre de personnes par ministère qui ont suivi des cours de français ou d'anglais?

Le président: On pourra les fournir plus tard au secrétaire pour qu'il les distribue aux membres du Comité.

M. Roy (Laval): Lorsque vous annoncez un poste vacant, vous mentionnez toujours que les deux langues anglaise et française ou la connaissance de l'une de ces langues est requise.

Une voix: Pas en anglais. On ne le mentionne pas toujours.

Mr. Carson: I would like to be able to hazard an estimate of the number, but it is difficult to do because many of the positions are down at the rank and file level in the public service out in regions and we do not have all of the statistics and data. If I were to hazard a guess I would say that out of the 200,000 public service positions right across Canada, I would expect ultimately 20,000 would have a requirement for bilingualism.

M. Roy (Laval): En tant que député, je communique avec certains ministères. Je remarque tout comme d'autres, lorsqu'on écrit en français, la réponse prend plus de temps à venir dans certains ministères. J'aimerais connaître le nombre de personnes dans chaque ministère qui ont suivi des cours de français ou d'anglais. Il semble que certains ministères ont peut-être mis plus l'accent sur le bilinguisme que d'autres.

Mr. Carson: In our annual report for 1971 we will be providing a breakdown of the language capabilities by occupational groups and by departments. We intend to take our first computer run of this on December 31 of this year. From now on we will have harder data for the public of Canada to see than we have had up to now and there will be differences.

Many departments because of their past scientific orientation have tended to be more heavily weighted on the English-speaking side than have others and this will show up, but all of them are now working towards the bilingual targets that the government announced last spring.

M. Roy (Laval): Monsieur le président je serais heureux de recevoir ces renseignements relatifs au nombre de personnes par ministère qui ont suivi des cours.

Le président: M. Caron s'est engagé à les fournir au secrétaire. Ce dernier les fera parvenir aux membres.

Mr. Hales.

Mr. Hales: Mr. Chairman, I have just a short observation on the purpose of the Public Service Commission and then I would like a breakdown of the \$574,000.

Why is the Public Service Commission not fulfilling the purpose for which it was established? By that I mean that it seems to me that many departments of government are going out and hiring their own personnel. For instance, Manpower is going across this country recruiting personnel to work in Manpower offices, and going outside the Public Service Commission to do this. I thought the Public Service Commission was set up to hire all public servants. Why are they not doing it?

[Interpretation]

Mr. Roy (Laval): Could we know the number of people from each department who have taken French or English courses?

The Chairman: They will be provided later to the Clerk who will have them distributed to the members of the Committee.

Mr. Roy (Laval): When you advertise for a vacancy, you always mention that the two languages, English and French, or the knowledge of one of those two languages is required.

An hon. Member: Not the English language. It is not always mentioned.

M. Carson: Je voudrais pouvoir proposer un chiffre estimatif, mais il m'est difficile de le faire car un grand nombre de postes sont remplis par des fonctionnaires de la Fonction publique à l'extérieur d'Ottawa et nous ne disposons pas de toutes les statistiques ni des données. Si je devais risquer un chiffre, je dirais que sur les 200,000 postes actuels de la Fonction publique au Canada, 20,000 ont le bilinguisme comme condition.

Mr. Roy (Laval): As a member of the House of Commons, I communicate with some departments. I notice, as some others do, that when I write in French, it takes longer to get the answer in some departments. I would like to know what is the number of people in each department who have taken French or English courses, because it seems to me that some departments may have given more emphasis to bilingualism.

M. Carson: Notre rapport annuel de 1972 fournira le détail des aptitudes linguistiques, par groupes professionnels et par ministères. Nous avons l'intention de faire notre première analyse par ordinateur, le 31 décembre de cette année. Nous aurons désormais des données plus détaillées à fournir aux yeux du public, et certaines différences ne manqueront pas de se manifester.

Un certain nombre de ministères, qui avaient auparavant une orientation scientifique, ont eu tendance à insister davantage sur la langue anglaise, et cette caractéristique se manifestera, mais tous s'efforcent maintenant d'atteindre les objectifs de bilinguisme que le gouvernement a annoncés au printemps dernier.

Mr. Roy (Laval): Mr. Chairman, I would be happy to have some information as to the number of people who have taken these courses in each department.

The Chairman: Mr. Carson said he would give them to the secretary. He will have them distributed among members. Monsieur Hales.

M. Hales: Monsieur le président, je voudrais faire une brève observation sur le rôle de la Commission de la Fonction publique, puis je voudrais connaître les détails de la somme de \$574,000.

Pourquoi la Commission de la Fonction publique ne remplit-elle pas le rôle qui lui a été assigné? Je veux faire remarquer par là qu'il me semble qu'un certain nombre de ministères vont engager leur personnel à l'extérieur. Par exemple, le ministère de la Main-d'œuvre recrute dans tout le pays le personnel qui travaille dans les bureaux de la main-d'œuvre et il le fait en dehors de la Commission de la Fonction publique. Je pensais que la Commission de la Fonction publique avait été instituée pour recruter tous les fonctionnaires. Pourquoi ne le fait-elle pas?

[Texte]

Mr. Carson: Mr. Chairman, when Parliament passed the Public Service Employment Act in 1967, you gave us the authority to delegate our powers to departments where we felt that it was practicable and reasonable to do so. This was one of the recommendations of the Glassco Commission.

In the successive years since 1967, the Commission has delegated all appointments in the operational category, that is roughly speaking the blue and grey collar trades groups and operational tasks in the Post Office. We have also delegated out virtually all of the administrative support category, that is the large army of typists, stenographers and clerks. We have not delegated the administrative and foreign service category, nor have we delegated the professional and scientific, the technical, nor the executive categories. As a result of a recent study we have had made, it seems highly unlikely that we will be delegating anything more than we have already delegated.

• 1120

Mr. Hales: It comes back to a matter of delegating this authority. It would appear to me that you have delegated too much authority to too many departments. If you have done this, why have you increased your staff and personnel? Why have you not cut your personnel back in numbers? Because you have delegated this work, you should have less work to do.

Mr. Carson: In terms of the staffing branch, we have cut back by 200 positions since 1967, but at the same time that the staffing function was being delegated out, the government asked us to take on the language training function, and we have engaged 400 teachers alone for language teaching. So if you are looking at our estimates in terms of man-years, it is very confusing, either in dollars or numbers of man-years, because we have been taking on a totally new function at the same time that we were reducing our capacity on the staffing side.

We have also, at the government's request, drawn in the general function of staff training and development, not in the language area but in the administrative and managerial fields, and that portion of our staff has been growing steadily as the demand for training and development at the departmental level increased.

Mr. Hales: It seems as though this section of this act is being used too freely, in my opinion. I always felt the Public Service Commission was doing a good job and was capable of doing a good job, and it gets into the hands of less experienced people who are not equipped to do the hiring, such as your Commission is. You have trained personnel to do this work, and I think that is where it should be done and should not be delegated. However, that is in the policy change of the department, and I do not wish to pursue it any further than to express my opinion on delegating authority.

Mr. Carson: Mr. Chairman, I wonder if I could add one other comment perhaps to reassure Mr. Hales. We did grow quite concerned about whether we had delegated too much and whether the delegation that had taken place was being well handled. We have always monitored our delegated authority. We did set up last summer a task force of independent people to examine the whole experience of

[Interprétation]

Mr. Carson: Monsieur le président, lorsque le Parlement a voté, en 1967, la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, vous nous avez autorisés à déléguer nos pouvoirs à certains ministères lorsque nous pensions qu'il était utile et raisonnable de le faire. Ceci constitue l'une des recommandations de la Commission Glassco.

Depuis 1967, la Commission a été chargée de toutes les nominations de la catégorie professionnelle, c'est-à-dire approximativement des groupes commerciaux des cols bleus et gris, ainsi que des postes professionnels de la Poste. En outre, nous avons pratiquement délégué l'ensemble des services de soutien administratif, c'est-à-dire les dactylos, les sténographes et les secrétaires. Nous n'avons par contre pas effectué de délégation en ce qui concerne l'administration et le service extérieur, ni les cadres scientifiques, techniques ou autres. A la suite d'une étude que nous avons effectuée récemment, il serait étonnant que nous déléguions plus que nous ne l'avons fait jusqu'à présent.

Mr. Hales: Cela nous ramène au problème de la délégation de cette autorité. Il me semble que vous avez délégué trop de choses à trop de ministères. Mais, puisque vous avez agi ainsi, pourquoi avez-vous augmenté votre personnel? Pourquoi n'avez-vous pas diminué le nombre de vos employés? Puisque vous avez délégué tous ces services, vous devriez avoir moins de travail à faire.

Mr. Carson: En ce qui concerne le service du personnel, nous avons supprimé 200 postes depuis 1967, mais au moment même où ce service était délégué à l'extérieur, le gouvernement nous a demandé de prendre en charge la formation linguistique, et nous avons alors engagé 400 professeurs. Donc, si vous étudiez nos prévisions budgétaires sous l'angle des années-hommes, vous risquez d'être induit en erreur, aussi bien en ce qui concerne les sommes en question que le nombre d'années-hommes, car au moment où nous réduisions notre capacité sur le plan du personnel, nous avons pris en charge une fonction tout à fait nouvelle.

A la demande du gouvernement, nous nous sommes également occupés de la formation du personnel, non pas dans le domaine linguistique mais sur le plan de l'administration et des cadres; ce secteur de notre personnel n'a pas cessé de s'accroître, à la suite des demandes émanant des ministères.

Mr. Hales: Il me semble que vous faites un usage un peu abusif de cet article de la loi. J'ai toujours pensé que la Commission de la fonction publique était capable d'effectuer un travail efficace et le faisait bien et voilà que ce travail est confié à des gens moins expérimentés et moins en mesure que votre Commission d'effectuer l'embauche. Vous avez formé du personnel dans ce domaine et je pense que c'est là votre rôle et que ce pouvoir ne devrait pas être délégué. Toutefois, cela ressort de la modification de la politique du ministère, et je veux m'en tenir à donner mon opinion sur la délégation d'autorité.

Mr. Carson: Monsieur le président, j'aimerais faire une ou deux observations pour rassurer M. Hales. Nous nous sommes préoccupés de savoir si nous avions délégué trop de pouvoirs et si les délégations effectuées étaient entre bonnes mains. Nous avons toujours effectué un contrôle à ce sujet. L'été dernier, nous avons chargé un groupe de travail indépendant d'étudier ce domaine des délégations.

[Text]

delegation. They came back with some very constructive criticisms of what had happened and we intend to correct those.

One of the key criticisms is that there was inadequate training of people who were doing staffing within the departments. We are applying ourselves immediately to providing that training, and if we come to the conclusion that the people who are doing it are inadequate, they will either be replaced or we will withdraw the delegation.

Mr. Hales: Mr. Chairman, I understand my other question has been answered, so I will not take time for that. But I will ask one more question to illustrate my thinking along this line. I know of a case where a member of the Public Service Commission went on campus to recruit personnel, and a couple of weeks later a person from Manpower went on the same campus to recruit personnel. If you can prove to me that that is not an overlapping, a duplication of cost to the taxpayer, I would like to know.

Mr. Carson: Mr. Chairman, I can envision the circumstances in which this happened. Our recruiters were recruiting for what we call the administrative trainee and foreign service officers programs. Manpower was given authority to do some recruitment at the initial Manpower counsellor level. This is the PM1. It is an entry grade in their particular department.

It is conceivable that they would be making an appeal to the same kind of population that would normally be caught up in our administrative trainee and foreign service recruiting program. The task force that we have studied in this problem have recommended to us that we should withdraw that delegated authority from Manpower and that the Commission should take on exclusive and sole recruitment at the postsecondary school education level, and the Commission have decided to do this. So I can assure you that the problem that you have identified from this past year will not be recurring.

• 1125

Mr. Hales: I only hope that your task force recommends that you withdraw the authority to delegate, or at least not withdraw, but not to use it as much as you have been. Thank you.

The Chairman: Shall Vote 115a carry?
Vote 115a agreed to.

The Chairman: In your name I wish to thank the witnesses and the Minister who was with us before. I will now call on the Hon. Otto Lang, the Minister of Manpower and Immigration.

A—Department—Grains Program

Vote 27a—Grains—Interest payments in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council in respect of carrying charges payable for the 1970-71 crop year pursuant to the Temporary Wheat Reserves Act—\$32,777,000

The Chairman: I am sorry, Mr. Minister, if you had to wait quite a while at the back of the room, but we could not forecast exactly at what time the Secretary of State would be through with the questioning.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, how many sections are we concerned with? Just the one? Or are there a number of others?

[Interpretation]

Ils ont adopté des critiques très constructives qui vont nous pousser à effectuer certaines corrections.

Suivant l'une des principales critiques, les gens chargés de l'embauche dans les différents ministères n'étaient pas correctement formés. Nous nous employons dès maintenant à fournir cette formation et si nous devons conclure que les gens qui en sont actuellement chargés ne sont pas capables de le faire, ils seront remplacés ou alors, nous leur retirerons la délégation.

M. Hales: Monsieur le président, on a déjà répondu à mon autre question, j'en poserai donc une autre de même nature. Je sais qu'un membre de la Commission de la fonction publique est allé dans les universités recruter du personnel, et, quelques semaines plus tard, un représentant du ministère de la Main-d'œuvre est allé lui aussi recruter du personnel dans la même université. J'aimerais que vous me prouviez qu'il ne s'agit pas là d'une répétition inutile et de frais supplémentaires pour le contribuable.

M. Carson: Monsieur le président, je comprends comment cela s'est produit. Nos recruteurs s'occupaient de ce que nous appelons les programmes de stagiaires administratifs et d'employés du service extérieur. La main-d'œuvre s'était vu confier le recrutement au niveau initial de conseiller de la main-d'œuvre. Il s'agit du PM1. C'est le niveau d'entrée dans ce ministère.

On peut imaginer qu'il se tourne vers les mêmes candidats auxquels nous nous adressons nous-mêmes pour notre programme de stagiaires administratif et d'employés du service extérieur. Le groupe de travail qui a étudié ce problème nous a recommandé de retirer cette délégation d'autorité à la Main-d'œuvre et de prendre en main l'exclusivité du recrutement au niveau post-secondaire, ce que la Commission a décidé de faire. Je peux donc vous assurer que le problème dont vous avez pris conscience pour l'année dernière, ne se représentera plus.

M. Hales: J'aimerais surtout que votre groupe de travail vous recommande de supprimer la possibilité d'effectuer des délégations ou alors, d'en faire moins souvent usage. Merci.

Le président: Le crédit 115a est-il adopté?
Le crédit 115a est adopté.

Le président: Je voudrais, en votre nom, remercier les témoins et le ministre qui était avec nous. Je vais maintenant donner la parole à l'honorable Otto Lang, ministre de la main-d'œuvre et de l'immigration.

A—Ministère—Programme des céréales

Crédit 27a—Céréales—Paiement d'intérêt, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil au sujet des frais de magasinage et d'intérêt pour la campagne agricole 1970-1971 conformément à la loi sur les réserves provisoires de blé—\$32,777,000.

Le président: Je suis désolé, monsieur le ministre de vous avoir fait attendre dans le fond de la salle, mais nous ne pouvions pas savoir à quelle heure exacte le secrétaire d'état aurait fini de répondre aux questions.

M. Robinson: Monsieur le président, de combien d'articles allons-nous nous occuper? De celui-ci seulement, ou bien y en a-t-il d'autres?

[Texte]

The Chairman: I will call the sections if you will give me time. I was asking the Minister to introduce his witnesses.

Hon. Otto Emil Lang (Minister of Manpower and Immigration): On the grain matters are Mr. W. J. O'Connor and Mr. N.A. O'Connell of the Grains Group.

The Chairman: Are there any questions on Vote 27a on page 62 relating to interest payments on grains? If you want to know if your questions are in order, have a look at the item itself which will give you a good idea.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I wonder if the Minister could explain what is involved in this item of \$32,777,000 for wheat carrying costs?

Mr. Lang: Mr. Chairman, the item breaks down into two portions, the first portion being a supplementary amount to the regular formula for payments to the Canadian Wheat Board of storage costs under the Temporary Wheat Reserves Act when those payments for the crop year 1970-71 were made in October of this year. The \$2,660,000, which is shown separately, represents the interest on the Temporary Wheat Reserves Act payment calculated on the basis of the interest rates of the Canadian Wheat Board throughout the period of the year during which the payment was applicable.

Mr. Robinson: Was this interest paid to the Wheat Board for moneys that had not been previously paid to the Wheat Board?

Mr. Lang: That is right.

Le président: Monsieur Roy.

M. Roy (Laval): Merci, monsieur le président. Serait-il possible d'avoir des détails sur les frais d'emmagasinage et d'intérêt concernant les réserves provisoires de blé? On voit une prévision supplémentaire de l'ordre de 30 millions de dollars. Alors, à qui ces paiements seront-ils effectués? Est-ce pour les frais d'entreposage dans les élévateurs à grain? Et quel sera le montant payé aux producteurs? Et ma deuxième question est la suivante: combien coûte, au minot, l'emmagasinage des grains?

• 1130

Mr. Lang: Mr. Chairman, the Temporary Wheat Reserves Act requires the government to pay to the Canadian Wheat Board an amount in relation to wheat in storage in commercial position on August 1 of each year in excess of 178 million bushels. The total amount in storage, therefore, is calculated and 178 million bushels is subtracted from that, and the carrying charge, which is basically the storage costs and the interest rates on money which is borrowed to buy the grain, is calculated also for that date, August 1, of each year.

In the crop year 1971-72, the bushels in excess of 178 million in storage totalled 155,258,272 bushels. The carrying charge rate fixed for that day was .05426 cents per bushel per day, and that leads to the estimated payment for the 1971-72 crop year of \$30,832,988, which is not an amount shown in the estimates, of course, because that is partly in this fiscal year and partly in the next fiscal year.

Le président: Monsieur Roy.

M. Roy (Laval): Merci, monsieur le président.

[Interprétation]

Le président: Je vais y venir, si vous m'en laissez le temps. Je demandais au ministre de présenter ses témoins.

L'hon. Otto Emil Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Sur la question des céréales, il y a M. W. J. O'Connor et M. N. A. O'Connell du groupe des céréales.

Le président: Y a-t-il des questions sur le crédit 27a, à la page 62, concernant les paiements d'intérêt sur les céréales? Si vous voulez savoir si vos questions sont acceptables, regardez le texte et cela vous aidera.

M. Robinson: Monsieur le président, le ministre pourrait-il nous expliquer en quoi consiste les 32,777,000 dollars de frais de magasinage et d'intérêt?

M. Lang: Monsieur le président, ce crédit se divise en deux parties: la première correspond à une somme complémentaire à la formule normale de paiement à la Commission canadienne du blé, des frais d'entrepôt au titre de la loi sur les réserves provisoires de blé, lorsque ces paiements ont été faits au mois d'octobre pour la campagne agricole 1970-1971. Les 2,660,000 dollars indiqués séparément, représentent l'intérêt sur le paiement de la loi sur les réserves provisoires de blé, calculé sur la base des taux d'intérêt de la Commission du blé, pour la période de l'année à laquelle était applicable le paiement.

M. Robinson: Cet intérêt a-t-il été versé à la Commission du blé pour des sommes qui n'avaient pas été auparavant payées à la commission?

M. Lang: C'est exact.

The Chairman: Mr. Roy.

Mr. Roy (Laval): Thank you, Mr. Chairman. Would it be possible to have some details about the storage and interest costs for the temporary wheat reserves? There is a supplementary estimate of some \$30 million. To whom will the payments be made? Is this for the storage costs in the grain elevators and what amount will be paid to the producers? My second question will be: what is the cost to the miller of the storage of grains?

M. Lang: D'après la loi sur les réserves temporaires de blé, monsieur le président, le gouvernement doit verser à la Commission canadienne du blé une somme correspondant au blé entreposé au premier août de chaque année qui est en plus de 178,000,000 de boisseaux. On calcule donc la quantité totale de blé entreposé dont on soustrait 178,000,000 de boisseaux; les frais d'entreposage et les intérêts sur l'argent emprunté pour acheter le blé, sont calculés également en date du 1^{er} août de chaque année.

Au cours de la campagne agricole 1971-1972, il y avait en stock 155,258,272 boisseaux de plus que ces 178,000,000 de boisseaux. Les frais d'emmagasinage s'établissaient à ce jour à .05426c. par boisseau et par jour, et ceci nous amène au chiffre de 30,832,988. dollars pour la campagne agricole de 1971-1972, montant qui ne se trouve pas au budget, bien sûr, car il chevauche deux années financières.

The Chairman: Mr. Roy.

Mr. Roy (Laval): Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I would like to ask the Minister this: the amount due as of August 1, 1971; for what crop year was that \$62 million, the celebrated \$62 million? Was that the 1969-70 crop year?

Mr. Lang: The celebrated \$62 million relates to the 1970-71 crop year and was fixed on the basis of the amount of grain in storage on August 1, 1970, and the carrying charge in effect on that day, August 1, 1970. That amount was due and payable then on a monthly basis, at the end of each month—August, September, October and so on—through the crop year. In the ordinary course, the original figure is considered an estimated one and, if any adjustments are required as the crop year comes to a close, a final calculation is made and the appropriate final amounts are paid.

Mr. Ritchie: There is considerable confusion over this. As I understand it, then, this vote is for grain in storage as of August 1, 1971, which will be now payable over the present 1971-72 crop year in monthly instalments to the Wheat Board. Is that correct?

Mr. Lang: For 1971-72 crop year, the thirty million, eight hundred thousand-odd dollars is the calculated amount due and that amount is being paid to the Canadian Wheat Board in 12 monthly instalments with a payment at the end of each month; so that the payments for August, September, October and November have now been made.

Mr. Ritchie: Oh, yes.

You gave the number of bushels in storage as of August 1 but I did not catch it.

Mr. Lang: The number in excess of 178 million bushels was 155,258,272 bushels estimated.

Mr. Ritchie: Have you any estimate as of August 1, 1972, yet?

Mr. Lang: No. It would be a forecast or a guess only. The only comment one can usefully make there is the Wheat Board's own comment that they felt that 250 million bushels in total, in commercial storage, was adequate for their marketing purposes. That was a statement made some six or seven months ago and, of course, a statement like that is always subject to review.

Mr. Ritchie: They are working towards that goal?

Mr. Lang: That was apparently their goal at that time.

Mr. Ritchie: Presumably, approximately 75 million bushels more than the 178 million bushels is considered a working wheat storage?

Mr. Lang: Yes, a fully adequate supply.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Wheat only?

Mr. Lang: Yes, this is wheat only.

Le président: Monsieur Lessard, voulez-vous vous adresser à la Présidence pour demander la parole.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: That is all, thank you, Mr. Chairman.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, j'aimerais poser une question au ministre. Pour quelle campagne agricole devait-on 62,000,000 de dollars, au premier août 1971? S'agit-il de la campagne agricole 1969-1970?

M. Lang: Ces fameux 62,000,000 de dollars sont rattachés à la campagne agricole 1970-1971 et se fondent sur la quantité de blé en stock au premier août 1970 et sur les frais d'emmagasinage effectif à ce jour. Le montant dû devait ensuite être payé mensuellement à la fin du mois d'août, de septembre, d'octobre etc. pendant toute la campagne agricole. Le premier chiffre est approximatif et s'il faut apporter des modifications par la suite, on fait un dernier calcul et l'on verse les montants requis.

M. Ritchie: Cette question prête à confusion. Si j'ai bien compris, ce crédit concerne le blé en magasin au premier août 1971 et sera payable au cours de cette campagne agricole 1971-1972 par versements mensuels à la Commission du blé. Est-ce juste?

M. Lang: Pour l'année 1971-1972, la somme due s'élève à trente mille huit cents et quelque mille dollars et la Commission canadienne du blé reçoit à la fin de chaque mois un versement mensuel; de sorte que les versements pour les mois d'août, septembre, octobre et novembre ont déjà été faits.

M. Ritchie: Certes.

Vous avez donné le nombre de boisseaux en magasin au premier août, mais je ne m'en souviens pas.

M. Lang: Il y avait environ 155,258,272 boisseaux en plus des 178,000,000 de boisseaux.

M. Ritchie: Savez-vous déjà quelle sera cette quantité au premier août 1972?

M. Lang: Non. Je ne peux que deviner et répéter ce qu'a déjà dit la Commission canadienne du blé, qu'un total de 250,000,000 de boisseaux répondaient à ses besoins de commercialisation. Cette déclaration a été faite il y a 6 ou 7 mois et, évidemment, le chiffre prête à modification.

M. Ritchie: Est-ce l'objectif que la Commission s'est fixé?

M. Lang: Présument, ce l'était alors.

M. Ritchie: On considère donc que 75,000,000 de boisseaux en plus des 178,000,000 de boisseaux, est une réserve de blé convenable?

M. Lang: Oui, c'est un excellent approvisionnement.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): S'agit-il uniquement de blé?

M. Lang: Oui, seulement du blé.

The Chairman: Mr. Lessard, would you please ask the Chair if you want to take the floor.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: C'est tout, je vous remercie, monsieur le président.

[Texte]

Le président: Monsieur Côté.

M. Côté (Richelieu): Pour faire suite à la question de M. Roy, au sujet des frais d'emmagasinage, s'agit-il de frais aux éleveurs terminus ou aux éleveurs de campagne ou des deux avant que les grains repartent des éleveurs terminus, soit vers les Grands lacs, soit vers l'étranger?

Mr. Lang: The greater portion of the total grain in storage is in the country elevators, but the storage payments can relate to grain in both positions. However, one can hardly identify the storage payments as being in relation to the country or the terminal, as such because the 178 million bushels are, of course, subtracted from it.

M. Côté (Richelieu): Si, par exemple, au cours de janvier et février, des éleveurs de campagne reçoivent un certain taux de grains à emmagasiner et qu'on les entrepose ensuite dans des éleveurs terminus, est-ce qu'alors la Commission des grains voit à la répartition des frais de manutention? Ou est-ce que ce sont les cultivateurs qui auront à payer la différence des frais, parce que plusieurs emmagasinent dans des éleveurs de campagne, tandis que d'autres groupes ont l'avantage d'emmagasiner dans des éleveurs terminus; il y a donc deux emmagasinages à un moment donné.

Mr. Lang: The Wheat Board negotiates one storage charge with the handling companies, the same handling companies owning the terminals and the local elevators, so the same storage charges are really in effect in both places.

M. Côté (Richelieu): D'accord.

Le président: Monsieur Lessard (Lac-Saint-Jean).

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le président, la question que je voulais poser au ministre se rattachait aux objectifs que se fixe la Commission canadienne du blé sur le montant idéal qu'elle doit avoir dans toutes ses structures de commercialisation quant aux grains. On nous dit que 250 millions de boisseaux semble être un objectif raisonnable, semble être ce qu'il est nécessaire d'avoir en emmagasinage dans les éleveurs pour suffire au processus de mise en marché, parce qu'au moins cela se renouvelle. Toutefois, c'est strictement pour le blé, mais si on y ajoute les autres grains qui sont régis par la Commission canadienne du blé actuellement, dont l'orge, par exemple, dont on parle beaucoup présentement, quel est le volume d'orge dont la Commission canadienne du blé croit avoir besoin pour suffire à la demande tant de l'exportation que du marché canadien?

Mr. Lang: The 250 million-bushel figure was one I had simply because the Wheat Board had used it. They had used it partly because a committee they had set up had analysed the question and had concluded that perhaps 250 million bushels were adequate. They felt that perhaps 250 were required. I do not believe they have ever used any similar figures in the case of barley and oats. The key questions are rather when and where the grain is in position. The figure we are talking about is a figure for August 1 for delivery of coarse grains of barley and oats for eastern Canadian markets. The figure in the late fall and winter is more relevant rather than the figure of August 1. The Wheat Board tries each year to assess the requirements for these grains in central and eastern Canada to see that the appropriate amounts are in position, but I have never seen them state an actual total as being appropriate for this purpose.

[Interprétation]

The Chairman: Mr. Côté.

Mr. Côté (Richelieu): Following Mr. Roy's question, about carrying charges, is that a charge for terminal elevators or for country elevators or for both, before the grains leave the terminal elevators for the Great Lakes or foreign countries?

M. Lang: La majeure partie du blé en stock se trouve dans les éleveurs de campagne, mais il peut s'agir des deux sortes d'éleveurs. Toutefois, on peut difficilement dire que les frais d'emmagasinage correspondent aux frais des éleveurs de campagne ou dans les éleveurs terminus, car on soustrait les 178 millions de boisseaux.

Mr. Côté (Richelieu): If, during January and February, for instance, the country elevators receive a certain quantity of grain to be stored and if this grain were stored in terminal elevators afterwards, would the Wheat Board see to the distribution of the handling charges? Or will the farmers have to pay the difference because some of them stored their wheat in country elevators whereas others have the possibility of storing theirs in terminal elevators; there are two different storages at a given time.

M. Lang: La Commission du blé négocie les frais d'emmagasinage avec les sociétés de manutention à qui appartiennent les éleveurs terminus et les éleveurs de campagne; par conséquent les frais d'emmagasinage sont en fait les mêmes dans les deux cas.

Mr. Côté (Richelieu): I agree.

The Chairman: Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean).

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Mr. Chairman, I would like to ask a question to the Minister. I wonder what is the goal established by the Canadian Wheat Board with regard to the ideal amount it must have in all its marketing structures as far as grain is concerned. We have been told that 250 million bushels would be a reasonable goal and would be sufficient for marketing purposes. This is only for wheat, however, but if you have other kinds of cereals which are not subjected to the Canadian Wheat Board at the present time, it is different. I am thinking of barley, for example. What would be the quantity of barley necessary for the Canadian Wheat Board to meet the demand outside Canada as well as inside?

M. Lang: Je ne fais que reprendre les paroles des membres de la Commission canadienne du blé en citant ce chiffre de 250 millions de boisseaux. La Commission l'a cité elle-même, parce qu'un comité qu'elle avait établi pour étudier la question en était venu à la conclusion que 250 millions de boisseaux suffisaient. Je ne crois pas que l'on ait cité de chiffre de ce genre à propos de l'orge et de l'avoine. Il faut plutôt chercher à savoir quand et où le grain est nécessaire. Nous parlons d'un chiffre qui est valable au 1^{er} août, pour la livraison d'orge et d'avoine sur les marchés de l'Est du Canada. Les chiffres pour la fin de l'automne et l'hiver sont préférables aux chiffres du mois d'août. La Commission du blé tente chaque année d'évaluer les besoins selon le centre et l'est du Canada, mais je n'ai jamais entendu citer un chiffre précis à ce sujet.

[Text]

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Question supplémentaire. Je lisais la Loi sur la Commission canadienne du blé et un article dit que la Commission canadienne du blé peut également payer, et effectivement elle le fait, des frais d'entreposage sur la ferme. On paie des frais d'entreposage dans des éleveurs qui appartiennent au gouvernement ou dans des éleveurs terminus ou intérieurs, un des deux, mais dans quelle mesure peut-on payer pour les réserves de grains qui pourraient être gardées par les cultivateurs chez eux?

Mr. Lang: There was a provision which, I believe, was used at one period of time for the payment of a graduated amount to farmers as they delivered later in the year. This was really at a time when one was encouraging farmers if possible to hold grain on the farm, so a portion of the storage charge was added to the grain as one moved through the year. Since the quota system has been rather fully in effect and the emphasis is the other way, the Wheat Board expects farmers to deliver as quotas open and there has been no need to have this special storage premium in it. It has not been in existence since the early 1940's, I believe.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): C'est dans la loi, mais vous ne vous en servez pas?

Mr. Lang: That is right, it is not used.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Thank you.

Le président: Monsieur Roy.

M. Roy (Laval): Merci, monsieur le président. J'aimerais poser une question complémentaire à la question de M. Côté. Le ministre m'a probablement répondu tantôt, mais j'ai mal interprété sa réponse. Quel est le coût de transport, le coût d'entreposage, et le taux d'intérêt payé par minot?

Mr. Lang: I believe that charge does not include the handling charges, it only covers the storage and the interest fee. Do you have the breakdown between storage and interest in this calculation of .5426 cents per bushel per day.

A Witness: No, we do not.

The Chairman: Gentlemen, if you discuss this between yourselves, it will not be on the record.

Mr. Roy (Laval): I think it is a very important question, Mr. Chairman.

Mr. Lang: The handling charge is not included in this .5426 cents per bushel per day which is the carrying charge for the current year. I am told that the storage charge is one-thirtieth of a cent per bushel per day and the balance, therefore, is the interest.

Mr. Roy (Laval): How long has it been since those charges were revised? How often are those charges revised?

Mr. Lang: They are revised annually.

Mr. Roy (Laval): What were the premium costs since last year for these actual charges?

Mr. Lang: The charges have been going down these last three years. In 1969-70 they reached their all-time high of .0648 cents per bushel per day. Then in 1970-71 they went down to .0598 and in 1971-72 down to .05426 cents per bushel per day, with the drop in interest rates and, particularly, the carrying charges coming down.

[Interpretation]

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): A supplementary question, Mr. Chairman. I have seen in the Canadian Wheat Board Act that the Board may pay carrying charges on the farm and it does. Carrying charges are paid in elevators belonging to the government or in terminal or inland elevators, but to what extent can you pay for wheat which could be stored on the farm by the farmers?

M. Lang: Il y a une disposition dont on s'est servi à un certain moment, je crois, prévoyant le paiement d'un montant progressif aux agriculteurs qui sont en mesure de livraison. On voulait alors encourager les agriculteurs à entreposer le grain dans les fermes et une portion des frais d'emmagasinage était ajoutée au blé au fur et à mesure de l'année. Depuis que le système de quota est en vigueur et que l'on préfère que le blé ne soit pas entreposé dans les fermes, la Commission du blé veut que les agriculteurs fassent leur livraison dès qu'ils le peuvent et il a été inutile d'avoir recours à cette prime spéciale d'entreposage. Je crois qu'on ne s'en est plus servi depuis le début des années

Mr. Lessard: It is in the Act, but you do not use it?

M. Lang: C'est cela, on ne s'en sert plus.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Je vous remercie.

The Chairman: Mr. Roy.

Mr. Roy (Laval): Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask a question in line with Mr. Côté's. I think the Minister has answered, but I did not understand his answer very well. What is per bushel the cost of handling storage and interest?

M. Lang: Je crois que cette somme n'inclut pas les frais de manutention mais seulement les frais d'entreposage et d'intérêt. Avez-vous un exposé détaillé des frais d'entreposage et d'intérêt, dans ce chiffre de .5426c. par boisseau par jour?

Un témoin: Non.

Le président: Messieurs, si vous discutez entre vous, vos paroles ne seront pas au compte rendu.

M. Roy (Laval): C'est une question très importante, monsieur le président.

M. Lang: Les frais de manutention ne sont pas compris dans cette somme de .5426c. par boisseau, par jour, qui correspond aux frais d'emmagasinage pour l'année en cours. On m'a dit que les frais d'emmagasinage correspondent à un-trentième de cent par boisseau par jour; le reste représente donc l'intérêt.

M. Roy (Laval): Depuis quand ces frais ont-ils été révisés? Le sont-ils souvent?

M. Lang: Tous les deux ans.

M. Roy (Laval): Comment diffèrent ces prix avec ceux de l'année dernière?

M. Lang: Les frais ont diminué depuis trois ans. En 1969-1970, c'était .0648c. par boisseau par jour; en 1970-1971, .0598 et en 1971-1972 à .05426c. par boisseau par jour, le taux d'intérêt ayant diminué ainsi que les frais d'emmagasinage.

[Texte]

Mr. Roy (Laval): What is the interest rate?

Mr. Lang: This varies as well on the basis of the Wheat Board's most recent negotiations with the bank.

Mr. Roy (Laval): Do you know the rate?

Mr. Lang: Five and three-quarters per cent at the moment.

Mr. Roy (Laval): Five and three-quarters per cent.

The Chairman: Mr. Skoberg.

Mr. Skoberg: Mr. Chairman, you said that the payments for August, September, October and November have been made. When do you pay the interest payments to the Wheat Board?

Mr. Lang: When did we pay them?

Mr. Skoberg: When will you pay for those months and how will you break them down?

Mr. Lang: There was very little interest involved in those months. The large interest payment was involved in connection with the \$62 million which was paid in October. In connection with the current year, the Order in Council fixing the amount of grain in store was passed on October 13, and then the payment for the first three months, August, September and October was made on October 14. August and September were paid at that time, and October, which was due only two weeks later, was paid at that time as well, to pick up any lost interest in the later payment of the August and September payment, although that was not much later than had been the case in some other years. The November payment was made on November 9, rather than at the end of the month, to meet the Wheat Board's estimate of the amount of interest involved.

• 1145

Mr. Skoberg: In view of the court case held in Regina and the charges assessed against the departments, will that be reflected in any of your supplements here, or would that be a matter for the President of the Treasury Board?

Mr. Lang: That would not be in these departmental estimates—justice or finance.

Mr. Skoberg: That is all.

The Chairman: Mr. Côté.
Monsieur Côté.

M. Côté (Richelieu): Monsieur le ministre, au sujet des coûts d'emmagasinement qui sont d'environ 6c, ce tarif touche-t-il seulement la production contingentée ou toute la production d'un cultivateur qui va être entreposée?

Mr. Lang: Well, it is only a very small portion of production on some occasions. It is the grain which is actually purchased, therefore under quotas normally, that is brought into commercial storage. The grain which is on the farmer's farm is not considered in these calculations.

M. Côté (Richelieu): En somme, la production qui est vendue aux meuneries locales, à l'intérieur des Prairies, n'a pas été contingentée et n'amène pas de frais d'entreposage?

[Interprétation]

M. Roy (Laval): Quel est le taux d'intérêt?

M. Lang: Il varie également en fonction des négociations entre la Commission du blé et la banque.

M. Roy (Laval): Savez-vous quel est le taux?

M. Lang: Cinq et trois quarts pour-cent en ce moment.

M. Roy (Laval): Cinq et trois quarts pour-cent?

Le président: Monsieur Skoberg.

M. Skoberg: Monsieur le président, vous avez dit que les versements pour les mois d'août, septembre, octobre et novembre avaient déjà été faits. Quand versez-vous les intérêts à la Commission du blé?

M. Lang: Quand les avons-nous payés?

M. Skoberg: Quand allez-vous payer pour ces mois et quelle sera la répercussion?

M. Lang: Les intérêts ont été très peu élevés pour ces mois. Par contre, en octobre, lors du paiement des 62 millions de dollars, les intérêts étaient élevés. Pour l'année en cours, le décret fixant la quantité de grain entreposée a été adopté le 13 octobre et on a donc versé le 14 octobre la somme correspondant au paiement des trois premiers mois, soit août, septembre et octobre. On a alors payé août et septembre ainsi que le mois d'octobre, qui était dû deux semaines plus tard seulement, afin de récupérer les intérêts qui auraient pu être perdus lorsque l'on a payé en retard en août et septembre. Cependant, le versement ne s'est pas fait plus tard que les années précédentes. Le paiement du mois de novembre a été versé le 9 novembre plutôt qu'à la fin du mois, afin de répondre aux exigences de la Commission du blé qui avait déjà défini le montant d'intérêt.

M. Skoberg: Vu la cause entendue à Regina et les accusations portées contre les Ministères, cela sera-t-il compris dans vos crédits supplémentaires ou si la question sera référé au président du Conseil du Trésor?

M. Lang: Ce ne serait pas compris dans ces appropriations des Ministères, de la justice ou des finances.

M. Skoberg: C'est tout.

Le président: Monsieur Côté.
Mr. Côté.

Mr. Côté (Richelieu): Mr. Minister, about the cost of storage, the rate of about six cents, does it apply only to production quota or to all the farmer's production for storage?

M. Lang: Ce n'est parfois qu'une très petite part de la production. C'est le grain qui est acheté, et qui est d'habitude en contingentement qui va pour l'entreposage commercial. Le grain emmagasiné dans la ferme du cultivateur n'entre pas dans ces calculs.

Mr. Côté (Richelieu): In other words, products sold to the local grain mills, in the Prairies, are not under quota and do not imply storage costs?

[Text]

Mr. Lang: The grain on which storage is paid is that in commercial storage position on August 1 of any given year. This would ordinarily be the grain which is delivered to the board through the receiving agents on behalf of the Board. Therefore I think I would be right in saying if you were talking about nonquota grain, that it would not come into this stream in any case.

M. Côté (Richelieu): En somme, cela voudrait dire que les céréales qui ont été achetées par la Commission et qui ont bénéficié de l'emmagasinage sont en bonne partie vendues à l'exportation et non à l'intérieur du Canada, comme dans l'Est. Did you understand?

Mr. Lang: Well, no. A good bit of this grain might be used in Canada as well. Most of the wheat used for flour in Canada, wherever it is used, would come into the Wheat Board in the ordinary course and, if any of it is on hand on August 1, as some of it certainly would be, it would be included in this calculation.

M. Côté (Richelieu): D'accord.

Le président: Monsieur Lessard.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le président, récemment, les journaux annonçaient que le gouvernement du Manitoba avait mis sur pied un Office de commercialisation des grains de provende à l'intérieur du Manitoba. Quel effet aura l'établissement de cet organisme pour la mise en marché des grains de provende dans les provinces des Prairies, surtout au Manitoba mais on sait que la Saskatchewan va faire la même chose, sur la commercialisation des grains par la Commission canadienne du blé puisque celle-ci ne pourra plus contrôler les grains de la même façon: il y aura un organisme compétitif (on dit complémentaire mais j'ai plutôt l'impression qu'il sera compétitif) qui va exister au niveau de certaines provinces où le gouvernement provincial a quand même autorité et juridiction.

Le Commission canadienne du blé, à l'avenir, ne pourra plus se procurer les grains de provende directement des fermiers, il devra passer par l'office de mise en marché provincial et se soumettre aux prix qui seront établis par ces offices. Quelles seront les relations entre la Commission et ces offices provinciaux de mise en marché des grains?

Mr. Lang: Without having the details of an actual provincial plan before me it is a little difficult to comment completely, but I can very easily see a complimentary provincial operation alongside the Wheat Board without any conflict whatever. The Wheat Board of course depends for its jurisdiction on the movement of the grain across provincial boundaries or into export markets. It always has relied upon provincial law for any control it tries to exercise over grain produced and marketed totally within a province. So there is room for provincial action in regard to that grain. From my discussions with members of the Manitoba Government of their intention to strengthen the operation of the Wheat Board rather than in any way to run counter to it, I believe their concern is to try to maintain better prices for the grains sold within the province, prices more in line with the Wheat Board prices offered for those grains when the grains are moved out of the province. This is certainly something which all of us might see as a desirable end.

[Interpretation]

M. Lang: Le grain pour lequel l'entreposage est payé est celui qui se trouve dans un entrepot commercial le 1^{er} août de toute année. C'est ordinairement le grain livré à la Commission par l'entremise de ces agents receveurs qui agissent au nom de la Commission. Je crois donc avoir raison de dire, lorsque vous parlez de grain non contingenté, qu'il n'entre en aucun cas en ligne de compte.

Mr. Côté (Richelieu): Briefly, this would mean that cereals bought by the Board and stored are for the most part sold for exportation and not on the domestic market, as in the East. Avez-vous bien saisi?

M. Lang: A vrai dire, non. Une bonne partie de ce grain est aussi écoulée au Canada. La plus grande partie du blé de farine au Canada, où qu'il soit consommé, passerait par la Commission canadienne du blé au cours de son cheminement ordinaire, et s'il y a un report au 1^{er} août, comme cela se produira certainement, ce surplus serait compris dans ce calcul.

Mr. Côté (Richelieu): Agreed.

The Chairman: Mr. Lessard.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Mr. Chairman, the papers announced recently that the Manitoba Government had established an office for the marketing of feed grains within Manitoba. What will be the effect of the establishment of this agency for the marketing feed grains within the Prairie Provinces, especially in Manitoba, though we know that Saskatchewan will do the same about the sale of grains by the Canadian Wheat Board, since the board will no longer have control in the same way over grain sales: there will be a competitive body, some say complementary, but I rather see it as competitive, at the level of some provinces where the province has both authority and jurisdiction.

The Canadian Wheat Board will no longer be able to get feed grains directly from the farmer, but will have to go through the provincial marketing office and pay the prices set by these offices. What will be the relations between the board and these provincial offices for the marketing grain?

M. Lang: Sans connaître avec précision les intentions des provinces, il m'est un peu difficile d'être complet, mais je puis facilement entrevoir une exploitation provinciale complémentaire marchant de pair avec celle de la Commission canadienne du blé sans friction aucune. La compétence de la Commission canadienne du blé se fonde sur le mouvement du grain au delà des frontières provinciales et dans les marchés d'exportation. La Commission s'est toujours conformée à la loi provinciale en tout ce qui a trait au contrôle qu'elle tient à exercer sur la production et l'écoulement exclusivement au sein d'une province, et la province est donc libre d'en régler le mouvement à l'intérieur de ses frontières. Les entretiens que j'ai eus avec les autorités du gouvernement du Manitoba concernant leur intention de seconder le fonctionnement de la Commission canadienne du blé plutôt que de l'entraver de quelque façon que ce soit, me laissent entendre qu'on tient à maintenir les prix les plus avantageux pour les grains vendus dans la province, des prix plus conformes à ceux de la

Commission canadienne du blé offerts pour ces céréales, quand les grains passent d'une province à l'autre. Voilà certainement ce que nous désirons tous.

[Texte]

The Chairman: Shall Vote 27a carry? Mr. Langlois.

Mr. Langlois: Mr. Chairman, I would like to ask a few questions to the Minister, through you. We started talking about wheat and also talked about the Temporary Wheat Reserves Act. If I understood what you said correctly, through the Wheat Reserves Act you deal with cereals other than wheat. Then we talked a little bit about feed grains and I wonder what your department and what, in particular, the Wheat Board is going to do about the situation of feed grains in the East. We have a situation right now where our people down East have, let us say, augmented their production during this past year in about the ratio of 5 per cent while in the West they augmented their production by about 40 per cent which is the reverse of what used to happen. In the East we used to produce our own pork, turkey and eggs we see now that we are getting the finished products from the West. I have nothing against the West, but for those people who invested very large sums of money in the East I do not think they should go bankrupt because something went wrong with the Wheat Board, with our policies or with the market.

I would like to have some explanations on that. Also, what are the future policies of your department and maybe of the Wheat Board with regard to feed grains for the eastern part of Canada?

Mr. Lang: I think the essential object of the Wheat Board has been to attempt to be sure that adequate supplies of feed grains are available to the eastern market at prices which are competitive or attractive compared to alternatives available. They have tried, therefore, to make sure, for instance, that western barley is available at prices which are attractive compared to any possible bringing in of American corn, and they have followed this policy for some time now. I do not know that I will comment particularly on the way in which wheat production is growing in one area of the country or in the other. There are many economic considerations related to this of which freight rates are perhaps even more relevant than feed-grain prices.

Mr. Langlois: Mr. Chairman, according to the studies I recently have seen coming in from people from the East transportation is not a very big factor right now. In fact, they would rather have no help on transportation and be able to get the grain at the price that the western boys get the grain in their own provinces. I think the objective of letting the eastern farmers get the grain at the same price or a little lower than American grains or grains from Austria, is for the birds. We are all in Canada, we are not in Austria and we are not in United States of America, and I think we have to compete in the East with the West. Never mind that we are competing with the Americans. Let us try to be able to compete in the same country. If we want to keep that country together, we have to act as one country.

Mr. Lang: The point, of course, is that the price of feed grains has not been excessive at any time in eastern Canada in terms of the cost of its production. It costs a significant amount to produce the grain and the returns to the grain producers based on those prices has not been so great that anyone could charge excessive pricing. The difficulty has come because with some surplus of grain or

[Interprétation]

Le président: Le crédit 27a est-il adopté? Monsieur Langlois.

M. Langlois: Monsieur le président, j'aimerais poser quelques questions au ministre, par votre entremise. Nous avons commencé par parler du blé et nous avons aussi parlé de la Loi des réserves provisoires de blé. Si j'ai bien compris ce que vous avez dit, en vertu de la Loi sur les réserves provisoires de blé, vous traitez d'autres céréales que le blé. Nous avons ensuite parlé un peu de grains de provende et je me demande ce que votre ministère, et en particulier la Commission canadienne du blé, ont l'intention de faire au sujet des céréales fourragères dans l'Est. Nos cultivateurs de l'Est ont augmenté leur production l'année dernière dans une proportion d'environ 5 p. 100, et ceux de l'Ouest de près de 40 p. 100 contrairement à la coutume. Dans l'Est, nous avions l'habitude de produire notre porc, nos dindes et nos œufs, et nous constatons maintenant que ces denrées nous viennent de l'Ouest. Je n'en veux pas aux gens de l'Ouest, mais je ne vois pas pourquoi ceux qui, dans l'Est, ont investi des sommes importantes, doivent être acculés à la faillite à cause de la Commission canadienne du blé, de nos politiques ou du marché.

J'aimerais qu'on m'explique. De même, quelles sont les mesures envisagées pour l'Est du Canada par votre ministère et, peut-être, la Commission canadienne du blé, concernant les céréales fourragères?

M. Lang: Je pense que le principal objectif de la Commission canadienne du blé doit être de tenter de s'assurer qu'il y a, sur le marché de l'Est, des stocks suffisants de céréales fourragères, à des prix concurrentiels ou plus attrayants que les autres. On s'est efforcé de vendre l'orge de l'Ouest à des prix qui lui donnent la préférence au maïs américain et cette politique est appliquée depuis quelque temps déjà. Je ne m'attarderai pas sur le fait que le blé est produit en plus grande quantité dans telle ou telle région du pays. De nombreuses considérations économiques qui le justifient, dont les taux de transport qui sont peut-être plus pertinents que les prix des céréales fourragères.

M. Langlois: Monsieur le président, d'après les études faites par des personnes de l'Est et qui me sont parvenues récemment, le transport ne constitue pas un facteur très important à l'heure actuelle. En fait, l'Est préférerait de beaucoup ne recevoir aucune aide pour le transport et obtenir le grain au prix que les gens de l'Ouest le paie dans leur propre province. J'estime que c'est de la foutaise que de viser à ce que les cultivateurs de l'Est obtiennent le grain au même prix, ou un peu moins cher, que les céréales américaines ou les céréales d'Autriche. Nous sommes au Canada, nous ne sommes pas en Autriche, nous ne sommes pas non plus dans les États-Unis d'Amérique, et j'estime que la concurrence doit jouer entre l'Est et l'Ouest du Canada. Au diable la concurrence avec les États-Unis. Efforçons-nous de lutter de concurrence dans notre propre pays. Si nous voulons obtenir l'unité nationale, nous devons passer à l'action chez-nous.

M. Lang: La question est, naturellement, que le prix des céréales fourragères n'a jamais été excessif dans l'Est du Canada, si on considère le coût de production. Il coûte cher de produire le grain et les ristournes versées aux producteurs fondées sur ces prix n'ont pas si élevés qu'on en puisse demander des prix excessifs. La difficulté provient de ce que des surplus ou présumés surplus, ont

[Text]

assumed surplus of grain on occasion there has been some very low or distress pricing of those grains in the Prairie region, and any animal industry founded on those distressed prices will not really long survive because those distress prices simply cannot continue. Of course, some of the action which some of the provincial governments are trying to take is designed to eliminate those very distressed prices, so that the prices will, in fact, be more uniform across the country. It is an objective we all have but I do not think the spreading of prices below the cost of production would be a desirable thing.

• 1155

Mr. Langlois: I agree with you on the last part of your explanation, but at the same time, while I do not believe that anybody should undersell his products, I think the people in the west who right now have the opportunity of getting that very low priced feed grain should pay the same price as we in the east pay. We do not want favours here in the east. We do not want a very cheap grain if it is high priced all over the rest of the world. But we would ask that the people who are in the same trade, whether they are in the east or the west, be able to buy the same grain of the same quality at the same price. If the price is going to be \$1.20, it is \$1.20. If the price is going to be 90 cents, it is 90 cents. But it is 90 cents or \$1.20 for everyone.

Mr. Lang: Plus freight, of course.

Mr. Langlois: Oh, yes. But the freight is another story. I am speaking of the cost of the grain itself, f.o.b. elevator. That is not the case now.

An hon. Member: Hear, hear.

Mr. Lang: Yes, it is the case now.

Mr. Langlois: No, I am sorry.

Mr. Lang: It is very basically the case now. It was not the case well over a year ago until we began to move a lot of barley into market. When the farmers thought they had far too much barley, they were selling at very low prices. That changed as the barley began to move. This year, as the big crop came off, farmers again thought they had a great surplus of barley and prices began to show signs of weakening. There are still occasions and reports of excessively low prices for barley sales on the Prairies but it is very hard to find them when you try to track them down. There is no real justification for them because as we now made completely clear, a great quantity of barley has been sold. The amount that will be left at the end of the year is not even adequate for the kind of export movement we are talking about, and therefore the reason for distress pricing is gone. If there are still the odd farmers selling barley at very low prices, I will be surprised. They will be making a mistake but it certainly is not anything in great quantity. Basically I would say the price on barley available in the west has moved up towards Wheat Board initial prices.

Mr. Langlois: I agree with you again, Mr. Minister, but on the other hand I disagree with the philosophy that prevails, that the eastern farmers get the real price only when Canada has made record sales outside the country. I think there should be a policy that whether or not we sell outside the country, the eastern farmers raising pork and turkeys and eggs should get the same price for grain if they want to survive as the western farmers get. And I think that is basic. If we cannot have that one way or another, I think we are entirely wrong somewhere in our approach.

[Interpretation]

parfois abaissé les prix à un niveau précaire dans les Prairies et toute industrie de produits animaux fondée sur ces prix de misère ne survivra pas, car ces prix médiocres ne peuvent tout simplement pas durer. Les mesures prises par certaines administrations provinciales visent à supprimer ces prix de détresse pour en arriver à des prix plus uniformes dans l'ensemble du pays. C'est un objectif que nous poursuivons tous, mais je ne pense pas que l'étalement des prix en deçà du coût de production serait souhaitable.

M. Langlois: Je suis d'accord avec la dernière partie de votre explication, mais d'un autre côté, même si je ne pense pas qu'on doive vendre ses produits au rabais, je pense que les gens de l'Ouest qui peuvent à l'heure actuelle obtenir ces céréales fourragères à très bas prix, devraient payer les mêmes prix que nous dans l'Est. Mais nous, de l'Est, ne voulons pas de faveurs. Nous ne voulons pas de céréales à bon marché si elles sont vendues à un prix élevé cher dans le reste du monde. Mais nous aimerions que les gens du même métier, de l'Est ou de l'Ouest, puissent acheter les mêmes céréales, de même qualité et au même prix. Si le prix est \$1.20, c'est \$1.20; s'il est de 90c. c'est 90c. Mais c'est 90c. ou \$1.20 pour tous.

M. Lang: Plus les frais de transport naturellement.

M. Langlois: Oui. Mais là il s'agit d'une autre question. Car il est dit que le coût des céréales elles-mêmes, franc de port, à l'éleveur. Ce n'est pas le cas, ici.

Une voix: Bravo.

M. Lang: Oui, ce l'est.

M. Langlois: Non, je m'excuse.

M. Lang: Fondamentalement, c'est le même cas. Ce ne l'était pas, il y a un an, jusqu'à ce que nous commencions à déverser des quantités d'orge sur le marché. Lorsque les cultivateurs ont pensé qu'ils avaient beaucoup trop d'orge, ils l'ont vendu à un prix peu élevé. Cette année, vu la récolte abondante, les cultivateurs à nouveau ont cru avoir un important surplus d'orge et les prix ont commencé à fléchir. Dans les Prairies, il y a toujours des cas où les prix sont très bas mais il est difficile de les localiser. Il n'y a aucune raison qui les justifie car, comme nous l'avons expliqué, une grande quantité d'orge a été vendue. La quantité qui resterait à la fin de l'année ne suffit même pas pour ces exportations dont nous parlons et ces prix de panique n'ont donc pas de raison d'être. Ça m'étonnerait qu'il y ait encore des cultivateurs qui vendent l'orge à des prix très bas. Ils feraient erreur mais il ne s'agirait sûrement pas de quantités importantes. Fondamentalement, je dirais que les prix de l'orge disponible dans l'Ouest se rapprochent de ceux établis à l'origine par la Commission du blé.

M. Langlois: Je suis d'accord avec vous, monsieur le ministre, mais d'autre part, je ne suis pas d'accord avec le principe suivant lequel le cultivateur dans l'Est n'obtienne le véritable prix que lorsque le Canada fait des ventes records à l'extérieur. La politique devrait être que, même en l'absence de ventes faites à l'extérieur, celui qui dans l'Est élève des porcs et des dindes, ou encore produit des œufs, obtient pour les céréales les mêmes prix que les cultivateurs de l'Ouest, s'il veut survivre. Je crois que c'est fondamental; autrement nous abordons la question de la mauvaise façon.

[Texte]

An hon. Member: Hear, hear.

Mr. Langlois: That is what I have to say, sir.

Some hon. Members: Hear, hear.

Le président: Monsieur Roy.

M. Roy: Merci, monsieur le président. La question soulevée par M. Lessard est très importante. Si on se souvient bien, les trois provinces des Prairies avaient délégué des pouvoirs de mise en marché au gouvernement fédéral par l'intermédiaire de la Commission canadienne du blé pour la vente de leur grain et ainsi obtenir le prix maximum pour leur production. C'est tout à fait normal et tout à fait logique, quelle que soit la production agricole, que le producteur obtienne un prix qui tient compte du coût de production. Mais si on établit, à l'intérieur d'une province, une espèce d'office de mise en marché, on peut établir un prix pour cette province, et quand rien ne va plus de ce côté, on fait fixer le prix par la Commission canadienne du blé. Je pense que lorsque la Commission canadienne du blé établit un prix de \$1.02 à Thunder Bay et que, la même journée, le prix pour le même grain, l'orge, est établi par les meuneries de l'Ouest à 60c. ou à 65c. je rejoins à ce moment-là l'idée de M. Langlois que c'est impossible. If the eastern feed mill has to pay twice as much as the western feed mill, it is impossible to compete whether it be in hog production or egg production. I would like to know, and, if possible, have documents, tabled showing the prices paid by western feed mills for barley three years from now. Also, could we ask the Canadian Livestock Feed Board to table the price eastern feed mills have to pay for their grains?

• 1200

In summary, I would like to know the exact price western feed mills have to pay for grain in the three prairie provinces so that I can compare this with the price eastern feed mills must pay for the same grain, taking into consideration the freight rate assistance subsidy. This is of paramount importance because it is impossible, if eastern feed mills have to pay a premium for their grain, for producers to continue in production.

Mr. Lang: Mr. Chairman, figures along those lines can be obtained—at least the reports the Wheat Board receives from the feed mills. A recent set was last referred to the Agriculture Committee but I would be glad to get another up-to-date report for Mr. Roy.

The Chairman: That report could be sent to the Clerk of the Committee and circulated to all the members.

Monsieur Côté.

M. Côté (Richelieu): Merci, monsieur le président. Monsieur le ministre, j'aimerais vous poser quelques questions. Je profite de service d'interprétation simultanée qui, je pense, nous aide à mieux dialoguer. Pour faire suite à la question de M. Langlois, je reconnais qu'on a fait un effort l'an dernier et peut-être cet automne, pour réduire la différence de prix, mais le rapport de la Commission canadienne du blé de décembre 1970 indique entre les ports de Québec et les éleveurs de Winnipeg, Regina ou Calgary, une différence de \$25 la tonne.

Cela s'est amélioré. En juillet 1971, on a réduit la différence car la tonne d'orge a été payé \$49.76 par les meuneries du Québec. Les meuneries des provinces des Prairies, soit à Winnipeg, à Regina ou à Calgary, ont versé \$30.42 ce qui fait une différence de \$19.34 la tonne. Pour connaître

[Interprétation]

Une voix: Bravo.

M. Langlois: Voilà ce que j'ai à dire, monsieur.

Des voix: Bravo.

The Chairman: Mr. Roy.

Mr. Roy: Thank you Mr. Chairman. The point raised by Mr. Lessard is quite important. If you will recall the three prairie provinces had delegated the powers of marketing to the federal government by means of the Canadian Wheat Board with respect to grain sales and thus to obtain the highest price for their products. It is quite logical, whatever the farm production, that the producer should get a price which is related to the production cost. But if inside a province some kind of a marketing board is set you can set a price for this province, and failing this price, get the Canadian Wheat Board that will set the price. I think that when the Canadian Wheat Board sets a price of \$1.02 in Thunder Bay and, the same day, the price for the same grain, barley, is set by a milling in the west at 60 or 65 cents, I am of the same opinion as Mr. Langlois, that this is an impossible situation. Si les fabriques de céréales fourragères de l'est doivent payer deux fois plus cher que celles de l'ouest, la concurrence est impossible, qu'il s'agisse de la production des porcs ou de la production des œufs. J'aimerais savoir, et, si possible, qu'on dépose des documents permettant de savoir, les prix versés par les fabriques de moulée pour l'orge, pour les trois années à venir. Pourrions-nous demander aussi à l'Office canadien des provendes de déposer les prix que les fabriques de l'Est doivent verser pour leurs céréales?

Bref, j'aimerais savoir ce que paient exactement pour le grain les fabriques de moulées dans les trois provinces des

Prairies pour les comparer avec ceux des fabriques de moulées de l'Est, pour le même genre de céréales, et en tenant compte de la subvention au transport. Ceci est de la plus grande importance car, dans l'Est, nous pourrions continuer à survivre si les fabriques de moulée doivent payer plus pour leurs céréales.

M. Lang: Monsieur le président, on peut obtenir ces chiffres, du moins il y a des rapports que la Commission canadienne du blé reçoit des fabriques d'aliments du bétail. On en a fourni récemment une liste au comité de l'Agriculture, mais j'aimerais obtenir un autre rapport un jour pour M. Roy.

Le président: Ce rapport pourrait être envoyé au greffier du comité et distribuer à tous les députés.

Mr. Côté.

Mr. Côté (Richelieu): Thank you, Mr. Chairman. Mr. Minister, I would like to put a few questions to take advantage of the simultaneous interpretation service which I think helps us to better communicate. Following Mr. Langlois' question, I do recognize that an effort was made last year and maybe this Fall to reduce the difference of prices, but the Canadian Wheat Board report of December 1970 still gives a difference of \$25 a ton between Quebec harbours and Winnipeg, Regina or Calgary elevators.

The situation has improved; in July 1971 the difference was reduced because a ton of barley was paid \$49.76 by the Quebec feed mills. The feed mills in the provinces of the Prairies, that is in Winnipeg, Regina and Calgary, have paid \$30.42 which gives a difference of \$19.34 a ton. To know what the productivity is, or the possibilities of com-

[Text]

la rentabilité ou la possibilité de concurrence entre des producteurs de bœufs, de poulets, d'œufs ou de porcs, on peut aussi analyser le prix du produit fini et vendu.

Si je regarde le prix du porc par exemple...

Le président: Je pense qu'on s'éloigne un petit du sujet...

M. Côté (Richelieu): Monsieur le président, j'admets qu'on peut s'éloigner un petit peu, du sujet, mais la question soulevée par M. Langlois est très importante. Il est possible que la difficulté de communication soit attribuable à la politique de bilinguisme. Je voudrais profiter de l'interprétation pour prouver qu'il y a vraiment une amélioration, mais cela ne rend pas justice à la question de M. Langlois.

Au sujet du porc, on constate une différence de \$1 entre l'Ouest et l'Est. On paie \$1 de plus dans l'Est, mais il y a une différence de \$19 la tonne pour le produit brut. Voilà pourquoi c'est très important et il est difficile à accepter pour nos commettants et nos cultivateurs, parce qu'il n'y a pas de concurrence.

Je pense que s'il y a eu amélioration depuis juillet, j'aimerais le savoir parce que nous sommes mal placés pour répondre aux questions qu'on nous pose. C'est très difficile d'accepter cette différence si l'on veut réellement faire de l'agriculture au Canada. Monsieur le ministre c'est pour cette raison que tout à l'heure lorsque je vous ai posé certaines questions au sujet des taux d'emménagement je vous ai demandé si c'était aux éleveurs terminaux ou aux éleveurs de campagne ou si c'était hors quota. Je voulais établir les frais de livraison que doit payer le producteur de produits finis dans l'Est et dans l'Ouest.

The Chairman: Do you have a short answer, Mr. Minister?

Mr. Lang: Only to say that in preparing these costs one must always take freight into consideration. I did an analysis of the comparative prices of barley and comparative prices of hogs delivered in the central Canadian market, and it really is in only very few months that the price of barley has been low enough in the West to offset the rather higher price for freight in hauling the hog from the West to the East. I could perhaps add some of those figures when I deliver the information requested earlier.

The Chairman: If you please, Mr. Minister.

M. Côté (Richelieu): En enlevant le prix du transport, monsieur le président, j'arrive à \$12.94.

Le président: Le ministre va essayer de vous fournir des chiffres qui peuvent vous éclairer davantage. Monsieur Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I would like to ask the Minister two things. Is the price of barley or feed grains in general to the eastern feeders in line with the world price of those, and if there is a variation, in what manner? Secondly, would he comment on an editorial in The Manitoba Co-Operator last week that stated that barley was selling at \$1.80 a bushel to Quebec feeders when in fact the price at Thunder Bay was \$1.01, and the government absorbs nearly all the cost to Montreal in the feed grain subsidy? There was an 80-cent spread reported.

[Interpretation]

petition between beef, chicken or hog producers, you can also analyse the selling price of the end product.

If I look at the price of hogs, for example...

The Chairman: I think we are getting a bit off the subject...

Mr. Côté (Richelieu): Mr. Chairman, maybe we are, but the point raised by Langlois is of paramount importance. Maybe the difficulty in communication comes from the bilingualism policy. I would like to take advantage of the interpretation service to give you the proof that there is a real improvement that this does not do justice to the question of Mr. Langlois.

As far as the hog situation is concerned, you can note a difference of \$1 between the West and the East. It is \$1 more expensive in the East but there is a difference of \$19 a ton for the gross product. This is why the question is so important and it is very difficult for the people in our ridings and the farmers to agree because there is no competitive situation.

I would like to know if there has been any improvement since July because it is difficult for us to answer questions that are put to us. This difference is difficult to accept if one is to farm in Canada. Mr. Minister, this is why when I was asking the same question about the storage rights I did ask you if that right applied to the elevator terminals or country elevators or if it was out of quota. I wanted to establish what were the delivery expenses the producer had to pay for the end products in the East and in the West.

Le président: Pouvez-vous répondre brièvement, monsieur le ministre?

M. Lang: Tout ce que je puis dire, c'est que lorsque l'on établit ces coûts, il faut toujours prendre en considération les frais de transport. J'ai fait une analyse comparative des prix de l'orge et des porcs qui sont vendus sur le marché central canadien et réellement, ce n'est que depuis peu de mois que le prix de l'orge a été aussi peu élevé dans l'ouest pour compenser les prix relativement élevés du transport des porcs de l'ouest à l'est. Je pourrais peut-être ajouter certains de ces chiffres lorsque je vous donnerai les renseignements que vous m'avez demandés un peu plus tôt.

Le président: S'il vous plaît, monsieur le Ministre.

Mr. Côté (Richelieu): If one excepts the price for the transportation, Mr. Chairman, we get to a figure of \$12.94.

The Chairman: The Minister will try to provide data which might give you a better picture of the situation.

M. Ritchie: Monsieur le président, j'aimerais poser deux questions au Ministre. Le prix de l'orge ou des graines de provende en général, chez les éleveurs de l'est, concorde-t-il avec le prix des marchés mondiaux dans ce domaine et s'il y a une variation, quelle est-elle? Deuxièmement, pourrions-nous donner quelques commentaires sur un éditorial paru dans le Manitoba Co-Operator la semaine dernière, où on déclarait que l'orge se vendait à \$1.80 le boisseau aux céréaliers du Québec alors qu'en fait, le prix à Thunder Bay était de \$1.01, le gouvernement absorbant la presque totalité des frais de transport jusqu'à Montréal sous forme de subsides pour les graines de provende? On a rapporté qu'il y avait un écart de .80.

[Texte]

Mr. Lang: On pricing generally I would only say that the Wheat Board basically tries to sell grain at the best possible prices it can obtain, and this naturally means variations in price from time to time. It also means sometimes variation in price from market to market, and there certainly are times when the price at which barley is being sold abroad is lower than the price at which barley is being sold at home. Those are cases when to maintain a market one has to compete with grains sold abroad, and if those are being dumped or subsidized, one has either to compete with them or get out of the market. So the Wheat Board does what I think is the right thing, and competes. It goes after the market and tries to hold it, and this results in a couple of prices, in fact being quoted.

I cannot really comment on the kind of figures you quote except to say that there is no real reason for them. Anyone can buy barley at any time from the Wheat Board. Anyone can buy it and arrange for its delivery. If margins are creeping up beyond what they should be, anyone can get in there and buy the barley at Thunder Bay. So if you find one particular price of one particular bushel of barley somewhere being very high, I cannot either confirm or deny it. All I can say is that the system is there for anyone who wants to bring in the barley on the basis of Wheat Board current prices, and handle the hauling of it himself, or the actual freight costs from there to the destination.

Mr. Ritchie: Thank you.

Le président: Monsieur Lessard, une dernière question.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Merci, monsieur le président.

Le ministre disait tout à l'heure que la différence de prix n'était pas tellement élevée. Le 18 novembre, J'ai vérifié personnellement—et j'ai le télégramme confirmant les prix qui prévalaient cette journée-là à Moose Jaw, dans n'importe quelle meunerie. On offrait et achetait l'orge à 65c. Si je prends cette base de 65c. le boisseau d'orge et que je le transporte ici à Granby dans le Québec en y ajoutant tous les frais de transport et de manutention normaux, reconnus officiellement et en vigueur le 18 novembre, j'arrive, pour Granby dans le Québec, au prix de 95.6c. le boisseau. Pour la même journée, et j'ai la confirmation de la Commission canadienne du blé, à ce sujet, si j'avais acheté mon orge de la Commission canadienne du blé, en ajoutant tous les frais de transport jusqu'à Granby et en enlevant les subsides au transport, j'arrive à un coût de \$1.11 le boisseau d'orge, c'est-à-dire 15.4c. de plus, malgré un subside du gouvernement pour le transport.

Monsieur le ministre, à ce moment-là, s'il n'y a pas encore là, malgré le subside au transport, quelque chose qui n'est pas acceptable, je ne comprends pas ce qu'est quelque chose qui n'est pas acceptable. Il y a définitivement discrimination; et attention! 65c., c'est le prix payé par des meuneries à Moose Jaw, ce qui n'est pas le plus mauvais des prix dans la province de la Saskatchewan. Cela n'inclut pas les échanges entre les fermiers producteurs de graines de provende qui, et on me le confirme dans le télégramme, est nettement inférieur à ce prix de 65c. pour cette journée du 18 novembre. Le 18 novembre, il

[Interprétation]

M. Lang: En ce qui a trait aux prix en général, je dirais seulement que la Commission du blé essaie surtout de vendre des céréales aux meilleurs prix qu'elle peut obtenir et naturellement cela implique des variations de prix de temps à autre. Cela veut dire aussi qu'il y a parfois des variations de prix d'un marché à l'autre et il arrive parfois que le prix de vente de l'orge à l'étranger est moins élevé que le prix de l'orge qui est vendu au Canada. Il y a des cas où pour pouvoir maintenir le marché, on doit tenir la concurrence en ce qui concerne les céréales vendues à l'étranger et si celles-ci sont écoulées à pertes, ou subventionnées, on doit soit essayer de soutenir la concurrence ou disparaître du marché. Par conséquent, la Commission du blé agit à mon avis, d'une très bonne façon et fait concurrence aux autres. Elle essaie d'obtenir le marché et de le maintenir, ce qui mène parfois à l'établissement de deux prix.

Je ne peux réellement faire de commentaires sur le genre de chiffres que vous citez, si ce n'est qu'il n'y a aucune raison qui justifie ces données. N'importe qui peut acheter de l'orge en tout temps de la Commission du blé. N'importe qui peut l'acheter et faire des arrangements pour sa livraison. Si des écarts se produisent, insidieusement, au-delà de ce qu'ils devraient être, n'importe qui peut se rendre sur place, et acheter l'orge à Thunder Bay. Par conséquent, si on fixe un prix en particulier, d'une cargaison de boisseaux d'orge bien précis, à l'effet que les prix en étaient très élevés, je ne pourrais le confirmer ni le nier. Tout ce que je peux dire, c'est que le système est là pour tout le monde qui veut bien acheter l'orge en se fondant sur les prix courants de la Commission du blé pour ensuite s'occuper lui-même de la manutention et de la livraison en assumant les frais de transport réguliers de cet endroit à leur destination.

M. Ritchie: Merci.

The Chairman: Mr. Lessard, this is your last question.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): Thank you, Mr. Chairman.

The Minister was saying a moment ago that the difference of price was not that high. On November 18 I personally enquired about it and I have the telegram corroborating prices which prevailed that day at Moose Jaw in any flour mill. Both offer and demand on the market was at 65 cents. If I take for example as a basis the 65 cents per bushel of barley and I have it over here at Granby in Quebec, adding all transport expenses and cost of normal handling which have officially been recognized and put into effect on November 18, my calculations give me for Granby in Quebec a price of 95.6 cents per bushel. If during the same day, and this is corroborated by the Canadian Wheat Board, for example if I had bought barley from this Board and added all transportation costs up to Granby and eliminated all transport subsidy I get a cost of \$1.11 per bushel of barley; that is 15.4 cents more, notwithstanding the government's subsidies for transportation.

Mr. Minister, this having been said, if there is not yet in your mind something which is not acceptable, notwithstanding the transportation subsidies, subventions, subsidies, I do not understand what can be called a non-acceptable situation. It is evident that there is definite discrimination, and I must call your attention to the fact that 65 cents is the price paid by flour mills at Moose Jaw which is not the worst price paid in the Province of Saskatchewan. That does not include exchanges between farmers and feeders, and the telegram corroborates it, that

[Text]

faut penser qu'il y avait eu une amélioration des prix. C'est un point bien précis et j'ai les chiffres pour le confirmer. Quelque chose ne va pas.

Comme l'a soulevé mon ami M. Langlois tout à l'heure, il y a là une question de principe. Ce n'est pas uniquement une question de prix. Est-ce que nous allons laisser les cultivateurs qui habitent en-dehors des Prairies comme un marché captif que nous allons exploiter, et j'emploie le mot «exploiter», et protéger en même temps un groupe de fermiers, producteurs, transformateurs et intégrateurs à l'intérieur des Prairies parce que c'est cela que l'on fait en ce moment? Va-t-on continuer à appuyer ce principe ou va-t-on mettre de l'ordre? Ce n'est pas le prix comme tel, c'est le principe qui est en cause en ce moment. Je dis ceci: «Votre 10 millions de dollars de subsides pour le transport, pour les grains qui vont au Québec à peu près, gardez-les. Gardez vos 10 millions de dollars et laissez-nous le libre accès aux graines de provende aux prix des meuniers de l'Ouest». Donnez cet argent aux cultivateurs de l'Ouest, si vous le voulez. Nous n'en avons pas besoin nous-mêmes parce qu'actuellement, vous pensez que vous le donnez aux gars de l'Est, alors qu'en fait vous le donnez à la Commission canadienne du blé pour lui permettre de charger un prix plus élevé aux gars de l'Est. C'est ce qui se produit et l'argent est renvoyé aux cultivateurs de l'Ouest. Qu'on nous traite de façon juste et équitable. J'ai les chiffres pour le prouver, et s'il faut qu'on fasse une bataille publique, on va la faire.

Mr. Lang: Again, I come back to the key question: what is the cost of production and what is the fair price? It is not possible, of course, for the federal government to control the price on transactions of barley between farmers or even farmers and feed bodies. We can, to a certain extent, with the assistance of provincial legislation which was, because of the definition of "producer", inadequate for the purpose. That surely is the approach: to get the price of barley up to appropriate levels in the prairie region as well, rather than to depress it elsewhere. It is true that farmers will, on occasion, even when barley is moving well, deliver to feed mills at prices which are fairly close to the Board's initial price.

You do have to remember that the Board's initial price is not really a price to bear in mind totally in your calculations, because there is always the possibility of a final payment which you would have to add in later, which you are not receiving at the beginning, but feed mills may be buying at close to those prices, and you can always find individual transactions in that price range.

I say again, from the point of view of the producer of hogs or cattle, though, in central Canada, he does not have to be concerned about competition in that kind of range, as long as the price being paid is close to the Board's initial price. When you compare the cost of freight on hogs to the cost of the freight on feed grains you find that the eastern feeder can, in fact, do better producing hogs in those price ranges than the western feeder can. It is only when the price drops significantly below the Board's initial price that I think you really have a problem.

Mr. Chairman, these are the figures I will let the members have: where feed prices of barley have gone in the

[Interpretation]

prices are absolutely lower than that price of 65 cents quoted on November 18, at that date one must remember that there had been an improvement in the prices. This is a precise point to be made and I have the data to back this up. There is something wrong with the whole system.

I would like to support the declaration of Mr. Langlois, my friend, which he made a moment ago declaring that it was a question of principle. It is not only a question of prices. Are we to let the farmers who live outside the Prairie provinces in a state where their markets are cut in a system that we want to exploit, and I use this word "exploit" precisely, and which protects at the same time a group of farmers, producers, transformers, and integrators among the Prairie Provinces. Is it not the system in use right now? Are we to continue in supporting that principle or are we going to put some order to that situation? This is not a question of the price as such, it is a question of principle which faces us right at this moment. Let me say this, for example; "your 10 millions of dollars of subsidies for transportation, for cereals that go to Quebec, keep them. Keep that 10 million of dollars and give us free access to the markets of feed grains at the price set by millers in the Prairies. Give that money to the farmers of the western provinces if you want to. We do not need those millions ourselves, because in fact, you may think that you are giving that money away to the people in the East, while really you give it to the Canadian Wheat Board in order to permit it to charge a higher price to the people of the East. This is what happens and the money is returned actually to the western farmers. I demand that we be treated in a fair and equitable manner. I have the data to prove my point and if we must enter into a public fight we will do so.

M. Lang: Une fois de plus, j'aimerais en venir à la question-clé, c'est-à-dire quel est le coût de production et que serait un prix juste? Naturellement le gouvernement fédéral ne peut pas exercer un contrôle sur le prix des transactions d'orge entre des cultivateurs ou même entre ces cultivateurs et les producteurs de grains de provende. Nous pouvons le faire jusqu'à un certain point à l'aide des lois provinciales qui en raison de la définition du «producteur» se sont avérées inadéquates par rapport aux objectifs proposés. C'est sûrement la façon d'aborder le problème, c'est-à-dire fixer le prix de l'orge à des taux appropriés dans la région des Prairies comme dans les autres, plutôt que de diminuer ce prix ailleurs. Il est vrai que même si l'orge se vend bien, les cultivateurs iront livrer aux minoteries leurs céréales à des prix sensiblement voisins du prix initial de la Commission.

Il faut se rappeler que le prix initial établi par la Commission n'est pas réellement le prix qu'on devrait retenir lorsqu'on fait des calculs, car un paiement final peut toujours s'ajouter un peu plus tard, paiement qu'on ne reçoit pas au début, mais les minoteries peuvent acheter des céréales à des prix très semblables à ceux dont je vous parle. Il peut toujours y avoir des accords individuels dans cet éventail de prix.

Je le répète, du point de vue des éleveurs de porc ou de bétail, dans le centre du Canada ils n'ont pas à se préoccuper de la concurrence en ce domaine tant que le prix établi se rapproche du prix initial établi par la Commission. Lorsqu'on compare le coût de transport des porcs au coût du transport des céréales, on s'aperçoit que les producteurs de grains de provende peuvent en réalité gagner plus d'argent en élevant des porcs, si on s'en tient à cet éventail,

[Texte]

west, the comparison to feed prices of barley in the east and the freight cost on hog movements from west to east.

Mr. Lessard (Lac-Saint-Jean): That is one point; I have all that. I do not agree with you, sir, when you say that it is in favour of the producer: it is quite the contrary and I have the figures to prove that.

The Chairman: Mr. Lessard, Lac-Saint-Jean, your point is pretty well made. Mr. Skoberg.

Mr. Skoberg: Mr. Chairman, I would just like to suggest that if any colleagues feel that they would like to have a public fight in this regard, I would be quite prepared to take them on. Under the estimates we are not even talking about hogs or feed grain or the likes of that. The estimates—

Mr. Langlois: Where do you want to find . . .

The Chairman: Please, please. Address yourself to the Chair. Shall Vote 27A carry?

Vote 27A agreed to.

The Chairman: We now move to the Department of Manpower and Immigration. I am calling Vote 5A on page 68-70. Mr. Rowland.

Manpower and Immigration
A Department—Development and Utilization of
Manpower.

Vote 5A—Development of Utilization of Manpower—
Operating expenditures—\$11,961,000

Mr. Rowland: Mr. Chairman, under "information", Vote 5A, Operating expenditures, there is a figure there that rather baffles me. Under the main estimates for 1971-72 . . .

The Chairman: Could we have some order, please? If you want to fight go outside. Mr. Rowland.

Mr. Rowland: In the 1971-72 main estimates there is a total of \$820,000 provided for information services, Department of Manpower. The supplementary estimates provide an additional \$2,220,000, which is an increase of 271 per cent in expenditures in Information. That expenditure is to be carried out in a period of five months. I am rather baffled about the reasons for this.

• 1215

I can think of two explanations. One is that the new law banning cigarette advertising is going to put a lot of advertising account executives out of work and the Department of Manpower and Immigration is generously taking up the slack. The other explanation is perhaps a little more cynical. That we are expecting an election in June and this is a little fillip out of the public purse. I cannot figure it out at all.

[Interprétation]

que ne peut le faire le producteur de l'Ouest. Ce n'est que lorsque le prix devient considérablement inférieur au prix initial de la Commission qu'à mon avis on doit faire face à un problème réel.

Monsieur le président, voilà les chiffres que je mettrai à la disposition des députés: ils illustrent bien la comparaison qu'on peut faire entre le prix de l'orge qui a été transportée vers l'Ouest et le prix de l'orge qui est allée dans l'Est, en plus des coûts de transport des porcs de l'Est à l'Ouest.

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): C'est peut-être votre point de vue, mais j'ai aussi des chiffres à ce sujet. Je ne suis pas d'accord avec vous, monsieur, quand vous dites que les prix favorisent le producteur; c'est exactement tout le contraire, et j'ai les chiffres à l'appui.

Le président: Monsieur Lessard, Lac-Saint-Jean, votre point de vue a été assez bien explicité. Monsieur Skoberg.

M. Skoberg: Monsieur le président, je voudrais simplement dire que si un de mes collègues se sent prêt à m'affronter dans un combat public à ce sujet, je suis prêt à le faire. Au chapitre des prévisions budgétaires, nous ne parlons même pas des porcs, des graines de provende ou de choses du même genre. Les prévisions . . .

M. Langlois: Où voulez-vous qu'on trouve . . .

Le président: A l'ordre s'il vous plaît, adressez-vous au président. Le crédit 27A est-il adopté?

Le crédit 27A est adopté.

Le président: Nous passons maintenant au ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Nous sommes saisis du crédit 5A aux pages 69-71. Monsieur Rowland.

Main-d'œuvre et Immigration
Ministère - Programme de perfectionnement et
d'utilisation de la main-d'œuvre.

Crédit 5A — Perfectionnement et utilisation de la
main-d'œuvre — dépenses de fonctionnement
\$11,961,000

M. Rowland: Monsieur le président, sous «information», crédit 5A, dépenses de fonctionnement, il y a un chiffre qui m'étonne. En vertu des prévisions budgétaires de 1971-1972 . . .

Le président: A l'ordre s'il vous plaît. Si vous voulez vous battre, sortez. Monsieur Rowland.

M. Rowland: Dans les prévisions budgétaires de 1971-1972, on constate qu'une somme de \$820,000 est consacrée aux services de l'information du ministère de la Main-d'œuvre. Les crédits supplémentaires prévoient \$2,220,000 en plus, ce qui correspond à un accroissement de 271 p. 100 des dépenses d'information. Ces dépenses doivent être effectuées en cinq mois. Je suis médusé quant aux raisons de ce fait.

Je peux penser à deux explications possibles. L'une est que la nouvelle loi interdisant la publicité pour les cigarettes va mettre au chômage de nombreux publicistes sur le sort desquels se penche généreusement le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. L'autre explication est peut-être plus méchante: cet emprunt de derniers publics pourrait être justifié par la tenue éventuelle d'élections au mois de juin. En fait je ne vois vraiment pas de quoi il retourne.

[Text]

The Chairman: Mr. Rowland has the floor. Mr. Lang.

Mr. Lang: Mr. Chairman, the new special employment plans of the government require a significant information program, which is under way, and that is the greatest single reason for the increase. Do you have a more detailed breakdown, Mr. Kaiser, of the amount of \$2,200,000? The Information program in connection with the winter programs totals \$1,460,000, the summer student program totals \$260,000 and a special information program in connection with the state of the economy includes an item for \$500,000.

Mr. Rowland: What is the special item?

Mr. Lang: That is the advertising program in May and June on the "Let Us Get Growing" campaign.

Mr. Rowland: Would the Minister be prepared to table the names of the agencies employed by the department for this additional program?

Mr. Lang: Yes, I would be glad to do that.

Mr. Rowland: Is this an exceptional expenditure or are you anticipating carrying on expenditures at this level for the rest of the year? This would work out to about \$6.6 million annually.

Mr. Lang: No, this is all very special except for the student summer employment program, which is likely to reappear once a year, but not on a quarterly basis. There is only summer once a year for that program.

Mr. Rowland: There are so many areas that one can go into in the Department of Manpower and Immigration that I am having difficulty in selecting those that I can touch on in the brief time available.

The other question I wish to ask relates to a new program instituted by the Unemployment Insurance Commission called the Claimant Assistance Program, which would seem to me to be duplicating the work which is supposedly being done by Manpower. I would like to have the Minister's comments on it. The Claimants Assistance Program screens applicants, helps them fill out job application forms, roots them to appropriate social agencies, and that kind of thing. It seems to me that that is the kind of job that Manpower should be doing if it is not already doing it. I am wondering why the Unemployment Insurance Commission feels it necessary to undertake that kind of work if Manpower is doing what it should be doing. It appears to me that it might be necessitated by a lack of co-ordination between Manpower and the Unemployment Insurance Commission. It seems silly to me that these two closely-allied agencies of government should oftentimes be located in different buildings miles apart from each other in a city, and so on. I wonder if the Minister could indicate to us whether any attempts are being made at integrating those services and at what rate?

• 1220

Mr. Lang: The word "integrating" is perhaps the wrong one, but certainly attempts are being pursued to assure the best possible service is given to individual Canadians seeking the service and that does include the closer location of the two services from time to time. The services you mentioned in regard to the Claimant Assistance Service do, of course, appear to be much the same kind of service which can be offered to clients who come to Canada Manpower. The point here, however, is that it is probably desirable

[Interpretation]

Le président: La parole est à M. Rowland. Monsieur Lang.

M. Lang: Monsieur le président, le nouveau programme spécial d'emploi du gouvernement rend nécessaire un important programme d'information actuellement en cours; telle est la principale raison de cette augmentation. Monsieur Kaiser, avez-vous une ventilation plus détaillée de l'utilisation de ces \$2,200,000? Le programme d'information relatif aux programmes d'hiver se monte à \$1,460,000, le programme d'été pour les étudiants à \$260,000 et un programme spécial d'information relatif à l'état de l'économie comporte un crédit de \$500,000.

M. Rowland: Quel est ce crédit spécial?

M. Lang: Il s'agit du programme de publicité en mai et juin pour la campagne «Let Us Get Growing».

M. Rowland: Le ministre serait-il prêt à donner les noms des agences dont le ministère a utilisé les services pour ce programme supplémentaire?

M. Lang: Bien sûr.

M. Rowland: S'agit-il d'une dépense exceptionnelle, ou bien envisagez-vous de faire de telles dépenses pendant tout le reste de l'année? Cela aboutirait à 6.6 millions de dollars par an.

M. Lang: Non, tout cela est exceptionnel, sauf le programme d'emploi d'été pour les étudiants qui se reproduira normalement une fois par an, mais pas sur une base trimestrielle. Il n'y a qu'un été par an pour ce programme.

M. Rowland: Il y a tant de domaines intéressants dans les attributions du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration qu'il m'est difficile de choisir ce que je peux aborder dans le temps limité qui m'est accordé.

L'autre question que je voudrais poser concerne un nouveau programme établi par la Commission de l'assurance-chômage et qui s'appelle Programme d'aide aux demandeurs, ce qui me semble une répétition inutile du travail normalement effectué par la Main-d'Oeuvre. J'aimerais savoir ce qu'en pense le ministre. Le Programme d'aide aux demandeurs filtre les candidats, les aide à remplir un formulaire de demande d'emploi, et les dirige vers les organismes sociaux correspondant, etc. Il me semble que c'est le genre de travail qui devrait être du ressort de la Main-d'Oeuvre. Je me demande pourquoi la Commission de l'assurance-chômage a jugé nécessaire de s'en occuper si la Main-d'Oeuvre le fait déjà. Il me semble que cela peut provenir d'un manque de coordination entre la Main-d'Oeuvre et la Commission d'assurance-chômage. Je trouve ridicule que ces deux organismes gouvernementaux étroitement liés soient, dans bien des villes, souvent situés dans des édifices différents à plusieurs milles de distance; et ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres. Le ministre pourrait-il nous dire si l'on s'efforce ou non d'intégrer ces services et dans quelle mesure?

M. Lang: Le mot «intégrer» est peut être mal choisi mais des efforts sont en cours afin d'offrir aux Canadiens les meilleurs services possibles, ce qui comprend le rapprochement géographique de ces deux services selon les cas. Les services dont vous avez parlé au sujet des services aux demandeurs, semblent en effet très voisins de ceux offerts par la Main-d'Oeuvre. Toutefois, il est sans doute souhaitable que ce genre d'information fondamentale soit à la disposition d'une personne qui se rend à un bureau de

[Texte]

that this kind of basic or rudimentary information be available should a person visit an unemployment insurance office, rather than a manpower office.

You mentioned that he may be routed to certain places for assistance. Of course, one of the most important places to which he may be referred by the unemployment insurance's Claimant Assistance Program is the Manpower Office, whenever that is appropriate.

Mr. Rowland: Will this mean a cutback in the staffing of Manpower Offices since there is a parallel service being provided or does it mean an over-all increase in the Public Service numbers?

Mr. Lang: The real question, as always, will be with the kind of service being provided and the need for it. The number of people required to do the total counselling and placement service is a high figure. I am sure that a well-operating Claimant Assistance Service will offset the need for certain of that kind of work in other places. However, I do not suggest that that reflects, therefore, a decrease in numbers, but rather fulfilling a need that was previously not being met necessarily.

The Chairman: Mr. Rowland, that question was answered at length by the Minister of Labour when he was . . .

Mr. Rowland: I wanted to hear this Minister's answer, too, because I want to know also if that program was undertaken in co-operation with Manpower, was it done with Manpower's knowledge and blessing or did it just appear and you adapted yourself to it?

Mr. Lang: No, there was consultation.

Mr. Rowland: Before it was instituted?

Mr. Lang: Yes, there were long discussions in the course of its development.

Mr. Rowland: Thank you.

The Chairman: Mr. Rock.

Mr. Rock: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Lang, the Adult Occupational Training Act provides that adults could be retrained for different positions if they are unemployed, more or less. This is its essence in general.

I believe you are aware that there has been a policy in the Province of Quebec to make the working language in industry and in business French, and because of this, presently, many of the industrialists are reluctant to hire English-speaking people who do not have the knowledge of French. They may have the skills for the job, but because they do not have that language skill, they are not being hired today. I have received this complaint many times within our area recently.

Questions have been put to me quite often by people who have received the pamphlet *How Government Can Help You*, printed by Information Canada, such as what can the government do to help me find a job, what can it do to help me better my present position, and what can it do to help me find the workers I need?

In one of the paragraphs of this pamphlet it states:

Training is available in a wide range of occupations. You can use it to gain new skills including language and education upgrading, or to assume an apprenticeship. Immigrants can qualify for training including instructions in French or English if it is necessary for their job, in the same way as Canadian citizens.

[Interprétation]

l'Assurance-chômage plutôt qu'à un bureau de la Main-d'Oeuvre.

Vous avez dit qu'une telle personne pourrait être adressée à certains autres organismes. Il est évident que l'un des principaux endroits où pourrait l'envoyer le Programme d'aide aux demandeurs de l'assurance-chômage est le bureau de la Main-d'Oeuvre, lorsque c'est lui qui convient.

M. Rowland: Cela entraînera-t-il une diminution du nombre des employés des bureaux de la Main-d'œuvre puisqu'un service parallèle est fourni ailleurs, ou cela engendrera-t-il une augmentation générale du nombre de fonctionnaires?

M. Lang: Comme toujours le problème réel est celui du genre de service fourni et de son utilité. Le nombre de gens nécessaires aux services d'orientation et de placement est très élevé. Je suis sûr qu'un service d'aide aux demandeurs fonctionnant bien diminuera d'autant le besoin d'effectuer certaines tâches ailleurs. Toutefois, je ne pense pas que cela entraîne une diminution du nombre d'employés, mais au contraire remplit des besoins qui n'étaient pas toujours satisfaits dans le passé.

Le président: Monsieur Rowland, le ministre du Travail a répondu longuement à cette question lorsque . . .

M. Rowland: Je voulais entendre la réponse de ce ministre également car j'aimerais savoir aussi si ce programme a été lancé en collaboration avec la Main-d'Oeuvre? La Main-d'Oeuvre était-elle au courant et lui a-t-elle accordé sa bénédiction ou le ministère a-t-il été obligé d'en accepter de gré ou de force l'existence?

M. Lang: Non, il y a eu des consultations.

M. Rowland: Avant qu'il ne soit lancé?

M. Lang: Oui, nous avons eu de longues discussions lors de sa mise au point.

M. Rowland: Merci.

Le président: Monsieur Rock.

M. Rock: Merci, monsieur le président. Monsieur Lang, la Loi sur la formation professionnelle des adultes prévoit que des adultes peuvent être formés à différents emplois lorsqu'ils sont en chômage. Tel est le sens général de la loi.

Vous savez sans doute que, dans la province de Québec, on veut faire du français la langue de travail dans l'industrie et dans le monde des affaires. A cause de cela beaucoup d'industriels hésitent à engager des anglophones qui ne connaîtraient pas le français. Ils peuvent avoir les connaissances requises pour le travail à effectuer, mais puisqu'ils ne connaissent pas le français on ne les embauche plus. Ce genre de réclamation m'a été souvent adressé depuis quelque temps.

Des gens qui ont reçu la brochure d'Information Canada «Comment le gouvernement peut vous aider» me demandent souvent comment le gouvernement peut les aider à trouver un emploi, comment il peut les aider à améliorer leur situation actuelle et comment il peut les aider à trouver les travailleurs dont ils ont besoin.

Dans l'un des paragraphes de cette brochure, on trouve ce qui suit:

Une formation peut être accordée pour une large gamme d'emplois. On peut en bénéficier pour acquérir de nouvelles connaissances, y compris celle d'une langue, parfaire son éducation ou effectuer un stage. Les immigrants peuvent recevoir une formation, y

[Text]

Because of the words "in the same way as Canadian citizens", many Canadians in the Montreal area who are citizens feel that they have the right through Manpower to take training in language and they want to learn the French language, but the Manpower says that this is only for immigrants, not for Canadians.

I would like to know whether your department is looking into this because I think if they are not, it is a problem today. The trend in the Province of Quebec, by the provincial government, is definitely one to make the working language French, which means it is a skill. I think it qualifies under your act, especially when these people cannot be hired because they do not have that skill of knowing the French language.

• 1225

The same thing applies to French-speaking people, when the job requires bilingualism and the French person who does not know English cannot qualify for the job, and may be left on the unemployment list, receiving benefits. I believe that he should also have the right to retraining in the English language, the same as with other skills.

Mr. Lang: Mr. Chairman, I would agree in general with that comment.

The basic policy of the department, or the department's role, is to offer training to a person where that will help him to obtain a job, or to retain a job, or to get a better job; and where language is one of the skills that are required in connection with the job, then language training is also within those terms.

I think the situation in the Province of Quebec has been changing, with the greater demand for the knowledge of both languages, and particularly the knowledge of French. This will no doubt soon reflect itself in our negotiations and discussions in that province for our training programs for the future.

We will, of course, have some concern about the total financial implications of this, and it may be a question of whether we can, in any short period of time, meet the total demand that may be put upon us for training in the second language, when that is added as another requirement for maintaining or retaining the job.

But I do agree with you, in principle, that where this is required for the job, then it is appropriate for us to consider it, subject to training places being available and subject to our over-all budget limitations—our having to look at whether we should rather spend the money on training somebody to be a welder or to give the language training.

These are decisions we will have to take within the limited amount of money available; but I certainly agree with you, in principle, and work is underway in discussions with the Province of Quebec in connection with the next series of training arrangements to see how much of this should be or can be included.

Mr. Rock: Thank you very much.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Comme l'heure avance, monsieur le président, je vais poser seulement une question qui se relie à une autre qui a été posée au Ministre, hier, à la Chambre des communes concernant un des critères des initiatives locales, celui de trente mois-hommes d'emploi. Le Ministre

[Interpretation]

compris des cours de français ou d'anglais si cela est nécessaire pour leur travail, et ce au même titre que les citoyens canadiens.

A cause de l'emploi des termes «au même titre que les citoyens canadiens», beaucoup de Canadiens de la région de Montréal, des citoyens canadiens, pensent qu'ils ont droit à une formation linguistique accordée par la Main-d'Oeuvre, et ils aimeraient donc apprendre le français. À cela, la Main-d'Oeuvre répond que ces cours sont destinés aux immigrants, et non, aux Canadiens.

J'aimerais savoir si votre ministère étudie ce problème car, sinon, il se posera avec plus d'acuité. Le gouvernement provincial du Québec tend de plus en plus à faire du français la langue de travail, ce qui signifie qu'il est consi-

déré comme une qualification professionnelle. La connaissance du français aujourd'hui représente un atout et par conséquent il faut en tenir compte dans votre loi, en particulier lorsque on refuse un emploi à des personnes en raison du fait qu'elles ne connaissent pas le français.

La même chose vaut pour les francophones lorsque l'emploi auquel ils postulent suppose une connaissance de l'anglais. Ces personnes risquent d'attendre encore longtemps et de rester sur les listes du chômage. Je pense que ces francophones devraient avoir le droit au recyclage en anglais, tout comme pour les autres qualifications.

M. Lang: Monsieur le président, je suis d'accord avec cette intervention.

La politique de notre Ministère ou, si vous préférez le rôle du Ministère, est d'offrir aux personnes qui le demandent une formation qui les aidera à obtenir un emploi ou à garder un emploi ou encore à gravir les échelons; et lorsque la langue représente un des atouts pour cet emploi, alors les cours de langues doivent également être fournis.

Je pense que dans la province de Québec, la situation a évolué et que la demande pour les deux langues a augmenté, surtout pour le français. Cela interviendra certainement dans les prochaines négociations et discussions que nous allons entreprendre avec cette province afin de créer des cours de formation.

Nous devons bien sûr nous soucier des conséquences financières de ces programmes et la question se posera de savoir si nous serons en mesure de répondre aux demandes concernant la seconde langue lorsque celle-ci sera nécessaire pour garder un emploi.

Mais je suis d'accord avec vous pour dire que lorsque la connaissance d'une langue est nécessaire, il nous appartient, dans les limites de possibilités budgétaires, de décider si nous voulons donner à quelqu'un la formation lui permettant d'être soudeur ou au contraire lui donner une formation linguistique.

Il s'agit là de décisions qui doivent être prises compte tenu des moyens financiers dont nous disposons; mais je suis d'accord avec vous sur le principe et nous avons entrepris des discussions avec la province de Québec au sujet des prochains programmes de formation de manière à décider si ce facteur doit être inclus ou pas.

M. Rock: Je vous remercie.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Time is running, Mr. Chairman and I shall therefore restrict myself to one question in the same line as the question which had been asked to the Minister yesterday in the House, on the criteria of local initiative, the criteria of 30 man-months of employment. The Minis-

[Texte]

a dit que ce problème le préoccupe beaucoup, particulièrement pour ce qui est des petites municipalités. Il a laissé entendre que ce problème est à l'étude et qu'il devrait, dans un avenir rapproché, rendre une décision à ce sujet. Qu'entendez-vous, monsieur le ministre, par un avenir rapproché? Allez-vous rendre une décision d'ici une semaine, deux semaines, afin de permettre à ces petites municipalités de participer à ces initiatives locales, parce que la date limite pour soumettre des projets est le 31 janvier 1972.

Mr. Lang: Mr. Chairman, I am hoping that I may be able to make a definite comment on that tomorrow.

M. Clermont: Merci, monsieur le ministre.

The Chairman: Mr. Skoberg.

Mr. Skoberg: Mr. Chairman, Mr. Minister, I would like to follow up a little bit on the number of people that you have in the offices here compared to what you have in the regions. If we look at some of the calculating that I have been doing, actually there is one support man supporting an average of 4.4 people in the field, in the regional offices. When you look at it on that basis, it makes you wonder a little bit.

If you go back a short while to when we had the National Employment Service, at that time, from 1965 to 1966, that service placed 960,995 people in jobs at a cost of \$22.90 per applicant per placement. From 1970 to 1971, there have only been 722,832 people placed in jobs at a cost of \$232.70 per placement. I am just wondering how you associate that type of placement with the increase in staff that you have here at the Ottawa headquarters?

• 1230

Mr. Lang: I think, Mr. Chairman, I should point out that I do not accept your calculations of cost per placement, because you are simply dividing costs without paying attention to the tremendous range of additional functions which are performed by our field officers. The whole training programs have come into existence since the earlier dates of the Unemployment Service, the counselling therefore of applicants in connection with these programs, the testing and examination of them and so on is all part of the role. In addition, I should point out that while there were declines in the number of people being placed the figures this year are showing a very remarkable increase in the number of placements over last years figures.

Mr. Skoberg: But is it not right, Mr. Minister, through you Mr. Chairman, that the figures I just used now did not include manpower retraining whatsoever?

Mr. Lang: I do not know how you arrived at your figures. I do not think we have that kind of breakdown of...

Mr. Skoberg: Will you possibly obtain them then?

Mr. Lang: I am not sure that it is possible.

Mr. Skoberg: What I am trying to come up with, Mr. Chairman, is why the department needs 275 additional man-years. I know that time is going so...

Mr. Lang: I am not sure what may be available in regard to an estimate or a breakdown. We have the number of people who are in the field staff and against that you can put the number of places, the number of people put into jobs and the number of people put into training and so on.

[Interprétation]

ter has stated that he is very concerned with this problem, particularly with regard to small municipalities. He has suggested that a decision should be taken in the near future on that matter. Mr. Minister, what do you mean by near future? Are you going to make a decision within one or two weeks in order to allow the small municipalities to take part in these local initiatives? Let me remind you that the deadline for submission on those projects is January 31, 1972.

M. Lang: Monsieur le président, j'espère pouvoir vous apporter une réponse définitive demain.

Mr. Clermont: I thank you Mr. Minister.

Le président: Monsieur Skoberg.

M. Skoberg: Monsieur le président, monsieur le ministre, j'aimerais que nous reprenions le problème du nombre de fonctionnaires d'Ottawa par comparaison au nombre de ceux qui résident dans les régions. Après divers calculs, on peut se rendre compte qu'il y a à Ottawa un fonctionnaire pour 4.4 fonctionnaires à l'extérieur de la capitale c'est-à-dire dans les bureaux régionaux. Ce chiffre est assez étonnant.

Si nous revenons un peu à l'époque du Service national de l'emploi, nous nous apercevons qu'à cette époque, c'est-à-dire de 1965 à 1966, ce Service a placé 960,995 personnes et que le coût de chaque placement a été de \$22.90. De 1970 à 1971, 722,832 personnes ont été placées et le coût de chacun de ces placements a été de \$232.70. J'aimerais savoir si l'on peut établir un rapport entre ces placements et l'augmentation du personnel dont vous disposez à Ottawa?

M. Lang: Je pense, monsieur le président, que je suis dans l'obligation de rejeter vos calculs concernant le coût par placement, car vous vous contentez de diviser les coûts sans vous préoccuper des fonctions supplémentaires exercées par nos fonctionnaires. Les programmes de formation ont commencé dès le début de l'existence du service de chômage, et par conséquent, ces fonctions comprennent l'assistance fournie aux candidats, les tests et les examens, etc... De plus, je voudrais dire qu'en dépit d'une certaine diminution des emplois fournis, il y a une augmentation remarquable par rapport aux chiffres des dernières années.

M. Skoberg: Mais, monsieur le ministre, je crois que de toute façon, ces chiffres ne comprenaient pas le recyclage de la main-d'œuvre?

M. Lang: Je ne sais pas comment vous en êtes arrivés à de tels chiffres. Nous n'avons pas procédé à la répartition de...

M. Skoberg: Vous serait-il possible de les avoir?

M. Lang: Je n'en suis pas certain.

M. Skoberg: J'essaie de déterminer pourquoi le ministère a besoin de 275 années-hommes supplémentaires. Je sais que mon temps est déjà passé par conséquent...

M. Lang: J'ignore quels chiffres des prévisions budgétaires ou une répartition peuvent nous apporter. Nous connaissons le nombre de personnes qui se trouvent employées sur place et nous pouvons le comparer au nombre d'emplois, au nombre de personnes ayant obtenu des postes, au nombre de personnes auxquelles une formation a été offerte, etc.

[Text]

Mr. Skoberg: We will just have to let it go then.
Vote 5a agreed to.

Development and Utilization of Manpower
Vote 10a—Development and Utilization of Manpower—Contributions—\$128,563,000.

The Chairman: Shall vote 10a carry?

Mr. Skoberg: Unless we are short of time, I have questions on Vote 10a, Mr. Chairman. I think the real criticism of Vote 10a is the type of retraining and the type of training that Manpower is doing. The evaluation of the programs under the Minister's department has to be looked at very closely. I am wondering what type of evaluation is done by the department to find out whether or not the money is being well spent and actually whether the people involved in their training are obtaining the benefits of that training.

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Lang: Perhaps Mr. Grenier could comment.

The Chairman: Mr. Grenier.

Mr. R.J. Grenier (Assistant Deputy Minister, Program Development Service, Department of Manpower and Immigration): On the follow-up of our training programs we have annual surveys on the outcome of trainees. We have found in one survey that 75 per cent of our trainees do get better paid jobs after they have completed the course. Of the other 25 per cent possibly some 10 to 15 per cent—I do not have the figures in front of me—may pursue some additional training; of the remainder, some leave the labour force or are incapable of finding jobs. In a nutshell, on the basis of that survey there are some indications we believe, of the success of the training programs.

Mr. Skoberg: Do you have any figures to indicate exactly how many did get the jobs so we can assess it on the merits of the figures that should be available?

Mr. Grenier: We have a survey that is somewhat on a sample basis: I think this is for those who are in BPSSD basic training or academic training prior to skilled training of about 25 per cent. We have a survey, I believe, on 100 per cent of those who take skilled training. We have those figures, sir.

Mr. Skoberg: Could I just ask a last question, Mr. Chairman? In view of the criticism by the Economic Council of Canada in its Eighth Annual Review, I am just wondering now whether the Commission has taken a close analysis of that criticism to try to find out at the same time whether or not any improvement can be made along the lines the Economic Council has suggested?

Mr. Lang: Mr. Chairman, the department is at all times examining its operations and its plans in an attempt to improve them. Much of what the Economic Council of Canada said, of course, was really more praise than criticism, and we have responded in that the estimates reflect in one way in the direction that the Economic Council report indicated by including from now on job training within our arsenal of training available.

• 1235

Mr. Skoberg: With respect to the training that you have, Mr. Minister, I think all of us have had individual problems with people who started to take the training and then, because of regulations which are set out, they cannot continue and complete their course. Probably millions of dollars have been spent across the country where people

[Interpretation]

M. Skoberg: Par conséquent, laissons faire!
Le crédit 5a est adopté.

Perfectionnement et utilisation de la main-d'œuvre
Le crédit 10a—Perfectionnement et utilisation de la main-d'œuvre—Contributions \$128,563,000

Le président: Le crédit 10a est-il adopté?

M. Skoberg: Puis-je me permettre de poser une question sur le crédit 10a, monsieur le président? Ce qu'on reproche devant le crédit 10a c'est le type de recyclage et de formation offert par le ministère de la Main-d'œuvre. L'appréciation à laquelle se livre le ministère sur ces programmes doit être examinée de très près. Je me demande si quels critères se fonde le ministère pour régler si l'argent est dépensé ou non à bon escient et si les personnes concernées par ces programmes de formation en retirent tout le bénéfice qu'elles peuvent en escompter.

Le président: Monsieur le ministre, vous avez la parole.

M. Lang: Peut-être M. Grenier pourrait-il répondre.

Le président: Monsieur Grenier.

M. R.J. Grenier (Sous-ministre adjoint, service des programmes, ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Nous faisons des études sur les conséquences de nos programmes de formation et sur les résultats qu'en retire l'élève. Nous avons pu constater que 75 p. 100 de nos élèves obtiennent des salaires supérieurs une fois après le cours. Environ 10 à 15 p.100 des autres—je n'ai pas les chiffres ici—reçoivent une formation supplémentaire; et fut les 5 p.100 qui restent, certains se résignent au chômage ou ne trouvent pas de nouveaux emplois. En un mot, ces études laissent entrevoir que nos programmes de formation remportent un certain succès.

M. Skoberg: Avez-vous des chiffres indiquant exactement la proportion de ceux qui trouvent effectivement du travail, de manière à ce que nous puissions vérifier les chiffres fournis?

M. Grenier: Notre étude porte sur un échantillonnage: il s'agit des personnes qui suivent le programme de formation du BPSSD ou une formation théorique qui précède la formation plus spécialisée. Nous avons réalisé une étude sur la totalité de ceux qui suivent une formation spécialisée. Et nous avons les chiffres à ce sujet, monsieur.

M. Skoberg: Je voudrais poser une dernière question, avec votre permission, monsieur le président. Étant donné les critiques formulées par le Conseil économique du Canada dans son huitième rapport annuel, je me demande si la Commission a examiné de près ces critiques de manière à s'en inspirer éventuellement pour améliorer le programme?

M. Lang: Monsieur le président, notre ministère réexamine de manière permanente ses plans et ses initiatives pour tenter de les améliorer. Le Conseil économique a formulé plus de louanges que de critiques et en ce sens, nous avons désormais inclus la formation professionnelle parmi les divers moyens de formation disponible, dans le cadre des prévisions budgétaires.

M. Skoberg: Malgré la bonne opinion que j'ai de la formation, monsieur le ministre, je pense que nous avons tous eu des problèmes avec ces gens qui commencent à suivre une formation et qui, à cause des règlements établis, ne peuvent la terminer. Des millions de dollars ont probablement été dépensés dans le pays pour la formation de ces person-

[Texte]

have started out with that training and then they find there is not sufficient time left in the package to complete their training, and then of course they cannot continue. I was wondering in the estimates that have been suggested whether or not you are giving any further consideration to allowing a few extra months or some leeway to the regional officers. I know that everything is firm in your direction here but the regional people out in the country are the ones who really know what is going on with the people, the ones that it is affecting, and in many cases only another month is needed to complete that particular course.

Mr. Lang: Mr. Chairman. I would have to have a specific case drawn to my attention in order to comment on it. In a sensible fashion the course upon which somebody begins is normally one which he should then be expected to complete within the time available. This is part of the counselling process. Exceptions are made when this is required for some special reason, but we certainly tend to believe that the basic allocation of our funds among courses is working rather well. We are always trying to emphasize the improvement of the quality of the courses, improving the amount that can in fact be taken in a period of time, and this work is continuous and I think this is where our attention really has to be directed.

Mr. Skoberg: I will draw that to your attention again, Mr. Minister, this afternoon.

The Chairman: Will Vote 10a carry? Mr. Rowland.

Mr. Rowland: I have one other question. Does the department expend its total training budget every year? If not, is it returned to the treasury?

Mr. Lang: Yes, in the last two years we have spent it.

Mr. Rowland: It has been spent on training in each year?

Mr. Lang: Yes. Mr. Kaiser, would you like to comment on that?

Mr. S. W. Kaiser (Assistant Deputy Minister (Administration), Department of Manpower and Immigration): Yes, sir. I believe that in the earlier years of the Adult Occupational Training Act some funds lapsed, but last year, for example, the funds that were allocated to training, to all intents and purposes, were fully utilized.

Mr. Rowland: Fully utilized in that year?

Mr. Kaiser: In that year, yes, sir.

Mr. Rowland: There was none prepaid to the provinces for the following year?

Mr. Kaiser: There is a process whereby we make interim payments to the provinces, but they are considered to be current payments, sir.

Mr. Rowland: Thank you, Mr. Chairman.
Votes 10a, 15a and 20a agreed to.

The Chairman: Shall I report the votes to the House which were agreed on this morning?

[Interprétation]

nes qui n'ayant pas suffisamment de temps ont dû l'abandonner. Je me demande, si dans le cadre des prévisions budgétaires qui ont été préconisées, vous avez songé à prolonger cette formation de quelques mois ou à donner aux bureaux régionaux une certaine latitude d'action dans ce domaine. Je sais que vous suivez un objectif précis mais ce sont en fait les bureaux régionaux qui savent exactement ce qui se passe et quelquefois il suffit d'un mois supplémentaire pour mener un cours à bien.

M. Lang: Monsieur le président, il faudrait qu'on me fournisse des cas précis pour formuler une opinion. Normalement, lorsque quelqu'un commence un cours on s'attend à ce qu'il le termine dans les délais fixés. Cela entre dans le domaine de l'orientation. Il y a des exceptions pour des raisons spéciales mais nous pensons que la majeure partie des fonds affectés aux cours sont répartis équitablement. Nous essayons d'améliorer la qualité des cours, les connaissances qui peuvent être acquises dans une période donnée; c'est un travail permanent qui doit, je pense, retenir notre attention.

M. Skoberg: J'y reviendrai, monsieur le ministre, cet après-midi.

Le président: Le crédit 10a est-il adopté? Monsieur Rowland.

M. Rowland: Une autre question. Est-ce que le ministère dépense tous les crédits affectés à la formation chaque année? Sinon est-ce que la somme qui reste est rendue au Trésor?

M. Lang: Oui, ces deux dernières années nous avons épuisé tous les crédits.

M. Rowland: Pour la formation et chaque année?

M. Lang: Oui. Monsieur Kaiser, avez-vous des remarques?

M. S.W. Kaiser (sous-ministre adjoint (Administration), ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Oui, monsieur. Durant les premières années de l'application de la Loi sur la formation professionnelle des adultes, certaines sommes n'ont pas été dépensées dans le cadre du budget annuel, mais l'an passé, par exemple, les fonds affectés à la formation ont été entièrement utilisés.

M. Rowland: Entièrement utilisés au cours de cette année-là?

M. Kaiser: Oui, monsieur.

M. Rowland: Aucun versement anticipé aux provinces pour l'année suivante?

M. Kaiser: Il existe un processus par lequel nous faisons des versements provisoires aux provinces, mais ceux-ci sont considérés comme des paiements de l'année en cours, monsieur.

M. Rowland: Merci, monsieur le président.
Les crédits 10a, 15a et 20a sont adoptés.

Le président: Puis-je faire rapport à la Chambre des crédits adoptés ce matin?

[Text]

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: At an earlier meeting we agreed that this morning we would carry on with the passage of the remainder of the Supplementary Estimates, and we have as witnesses today Mr. G. F. Osbaldeston, Deputy Secretary, Program Branch and Mr. B. A. MacDonald, Director General, Budget Co-ordination. In your name I wish to thank the Minister and his witnesses, and I will ask Mr. Osbaldeston and Mr. MacDonald to take their seats, please. Thank you, Mr. Minister.

COMMUNICATIONS

Vote 1a agreed to.

CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

Vote 5a agreed to.

ENVIRONMENT

Vote 1a, Vote 5a, Vote 10a, Vote 15a, Vote 20a, Vote 25a agreed to.

EXTERNAL AFFAIRS

Vote 1a, Vote 10a, Vote L13a, Vote 20a, agreed to.

INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT

Vote 5a, Vote 10a, Vote L16a, Vote L17a, Vote 20a, Vote 30a, Vote L40a, Vote L56a, Vote 60a, Vote 65a agreed to.

INDUSTRY, TRADE AND COMMERCE

Vote 10a, Vote 11a, Vote L16a, Vote L17a, Vote L20a, Vote 25a, agreed to.

DEPARTMENT OF JUSTICE

Vote 1a agreed to.

The Chairman: The Department of Manpower and Immigration was already adopted.

NATIONAL DEFENCE

Vote 1a, Vote 5a, Vote 15a agreed to.

NATIONAL HEALTH AND WELFARE

Vote 1a, Vote 5a, agreed to.

Mr. Clermont: Do we have a quorum? We do not want to be called in the House of Commons.

The Chairman: We still have a quorum . . .

Mr. Clermont: Thank you.

The Chairman: . . . but if one person leaves, we will lose our quorum.

Mr. Skoberg: Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: Mr. Skoberg.

Mr. Skoberg: I am not on the committee regularly and I appreciate that a decision has been made previous to this, but you know, as we go through it like this, it is pretty hopeless to ask questions of the witnesses, and it is unfortunate that we have not had time to ask them. Really, what is the purpose of calling these if we are just going to "boom, boom, boom"?

[Interpretation]

Des voix: D'accord.

Le président: Lors d'une séance précédente nous nous étions mis d'accord pour adopter ce matin le reste du budget supplémentaire et nos témoins aujourd'hui sont le sous-secrétaire à la Direction des programmes, M. G. F. Osbaldeston, et le directeur général de la Co-ordination du budget, M. B. A. MacDonald. En votre nom, je voudrais remercier le ministre et ses témoins. Je prierais M. Osbaldeston et M. MacDonald de prendre place. Merci, monsieur le ministre.

COMMUNICATIONS

Le crédit 1a est adopté.

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

Le crédit 5a est adopté.

ENVIRONNEMENT

Crédits 1a, 5a, 10a, 20a, 25a adoptés.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Crédits 1a, 10a, L13a, 20a adoptés.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Crédits 5a, 10a, L16a, L17a, 20a, 30a, L40a, L56a, 60a, 65a adoptés.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Crédits 10a, 11a, L16a, L17a, L20a, 25a adoptés.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Crédit 1a adopté.

Le président: Les crédits du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ont déjà été adoptés.

DÉFENSE NATIONALE

Crédits 1a, 5a, 15a adoptés.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Crédits 1a et 5a adoptés.

M. Clermont: Avons-nous le quorum? Nous ne voulons pas être appelés à la Chambre des communes.

Le président: Nous avons toujours le quorum . . .

M. Clermont: Je vous remercie.

Le président: . . . mais si une personne quitte la salle, nous perdrons le quorum.

M. Skoberg: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: Monsieur Skoberg.

M. Skoberg: Je n'assiste pas régulièrement au comité et je sais qu'une décision a été prise auparavant, mais en citant les crédits de cette façon, il est pratiquement impossible d'interroger les témoins et je regrette que nous n'en ayons pas le temps. A quoi cela sert-il d'énumérer les crédits à une telle vitesse?

[Texte]

The Chairman: Well, because in this Committee, when we do that, we usually have questions—we interrupt the calling of the votes and then we ask questions.

Mr. Langlois: On the same point of order, Mr. Chairman, Treasury Board was represented here this morning by Mr. Osbaldeston. He was here at the first sitting of this Committee and was asked all kinds of questions.

Mr. Skoberg: On these supplementary estimates?

Mr. Langlois: On all the supplementaries.

The Chairman: There was a general statement on all the supplementaries at that time and members had a chance to ask questions.

NATIONAL HEALTH AND WELFARE

Vote 10a, Vote 15a, Vote 30a, Vote 35a, Vote 40a agreed to.

NATIONAL REVENUE

Vote 1a, Vote 5a agreed to.

PARLIAMENT

Vote 5a agreed to.

PUBLIC WORKS

Vote 1a, Vote 5a, Vote 10a, Vote 20a agreed to.

• 1249

**DEPARTMENT OF REGIONAL ECONOMIC
EXPANSION**

A—Department

Vote 10a—Regional Economic Expansion—Contributions—\$3,257,000

The Chairman: Mr. Skoberg.

Mr. Skoberg: I presume that this supplementary estimate that we are looking at of \$3,257,000 under Vote 10a has been explained before, so that I will be able to read the minutes, the transcript, and it will all be in there.

The Chairman: Yes. I refer you to the first sitting that we had. You have a general statement there made by the Minister himself. His officials are still here with us.

Mr. Skoberg: There was an explanation given for this supplementary estimate at that time.

The Chairman: There was a general explanation. He did not go into all the details of all the departments.

Mr. Skoberg: All right.
Votes 10a and 35a agreed to.

SECRETARY OF STATE

Votes 63a, 75a, 80a, 95a, 100a and 105a agreed to.

SUPPLY AND SERVICES

Votes 1a, 5a, 10a and 25a agreed to.

TRANSPORT

Votes 5a, 10a, 25a, 30a, 50a, 55a, 80a, 97a and 105a agreed to.

[Interprétation]

Le président: En général, dans notre Comité, lorsque nous avons des questions à poser, nous interrompons la liste des crédits pour les poser.

M. Langlois: J'invoque le Règlement sur le même point, monsieur le président. Le Conseil du Trésor était représenté ici ce matin par M. Osbaldeston. Il était présent lors de la première séance du Comité et nous lui avons posé toutes sortes de questions.

M. Skoberg: Sur les prévisions budgétaires supplémentaires?

M. Langlois: Sur toutes les prévisions supplémentaires.

Le président: Une déclaration générale a été faite à ce moment-là sur toutes les prévisions supplémentaires et les députés ont eu l'occasion de poser des questions.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Crédits 10a, 15a, 30a, 35a, 40a adoptés.

REVENU NATIONAL

Crédits 1a et 5a adoptés.

PARLEMENT

Crédit 5a adopté.

TRAVAUX PUBLICS

Crédits 1a, 5a, 10a, 20a adoptés.

EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

A—ministère

Crédit 10a—Expansion Économique Régionale—Contributions—\$3,257,000

Le président: Monsieur Skoberg.

M. Skoberg: Je présume que ce budget supplémentaire que nous étudions en ce moment, soit 3,257,000 dollars au crédit 10a, a déjà été expliqué et que les explications se trouvent dans les procès-verbaux.

Le président: Oui. Je vous renvoie à notre première séance. Il s'y trouve une déclaration générale du ministre lui-même. Ses hauts fonctionnaires sont ici présents?

M. Skoberg: On a expliqué ce budget supplémentaire à ce moment-là.

Le président: Une explication générale a été donnée. Le ministre n'a pas expliqué en détail ce qui concernait chaque ministère.

M. Skoberg: Très bien.
Crédits 10a et 35a adoptés.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Crédit 63a, 75a, 80a, 95a, 100a et 105a adoptés.

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

Crédits 1a, 5a, 10a et 25a adoptés.

TRANSPORT

Crédits 5a, 10a, 25a, 30a, 50a, 55a, 80a, 97a et 105a adoptés.

[Text]

TREASURY BOARD

Votes 15a and 20a agreed to.

URBAN AFFAIRS AND HOUSING

Votes 5a and 15a agreed to.

VETERANS AFFAIRS

Votes 5a, 24a and 25a agreed to.

The Chairman: Shall I report the Supplementary Estimates to the House?

Some hon. Members: Agreed.

I wish, in your name, to thank the witnesses who were with us all morning. I hope that the next time you will come again.

I would like to thank the members for attending.

(30)

[Interpretation]

CONSEIL DU TRÉSOR

Crédits 15a et 20a adoptés.

AFFAIRES URBAINES ET LOGEMENT

Crédits 5a et 15a adoptés.

ANCIENS COMBATTANTS

Crédits 5a, 24a et 25a adoptés.

Le président: Dois-je soumettre le budget supplémentaire à la Chambre?

Des voix: D'accord.

Je désire remercier en votre nom les témoins qui se sont présentés ici ce matin. J'espère que vous nous ferez le plaisir de revenir une prochaine fois.

Je tiens à remercier les membres du comité de leur assiduité.

(30)

BINDING SECT. OCT 30 1972

Government
Publications

BINDING SECT. OCT 30 1972

